HAL
open science

FERRON Benjamin, Les répertoires médiatiques des mobilisations altermondialistes (Mexique-Chiapas, Israël/Palestine, 1994-2006), Contribution à une analyse de la société transnationale, thèse de doctorat en science politique, Université de Rennes 1, 2012, 808 p.

Benjamin Ferron

▶ **To cite this version:**

Benjamin Ferron. FERRON Benjamin, Les répertoires médiatiques des mobilisations altermondialistes (Mexique-Chiapas, Israël/Palestine, 1994-2006), Contribution à une analyse de la société transnationale, thèse de doctorat en science politique, Université de Rennes 1, 2012, 808 p.. Science politique. Université Rennes 1, 2012. Français. NNT : . tel-00731809

HAL Id: tel-00731809

https://theses.hal.science/tel-00731809

Submitted on 13 Sep 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE / UNIVERSITÉ DE RENNES 1

sous le sceau de l'Université Européenne de Bretagne

pour le grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE RENNES 1

Mention : Science Politique

Ecole doctorale

« Sciences de l'Homme, des Organisations et de la Société »

présentée par

Benjamin Ferron

préparée au CRAPE (UMR 6051)
Centre de recherches sur l'action politique en Europe
CNRS / Université de Rennes 1 / Institut d'Etudes Politiques de Rennes

---

Les répertoires médiatiques des mobilisations altermondialistes (Mexique-Chiapas, Israël/Palestine, 1994-2006). Contribution à une analyse de la société transnationale

Thèse soutenue à Rennes le 12 mars 2012

devant le jury composé de :

Johanna SIMEANT
Professeur, Université Paris I/ *rapporteur*

Dominique MARCHETTI
Chargé de recherche, CNRS/ *rapporteur*

Armand MATTELART
Professeur émérite, Université Paris VIII/ *examinateur*

Clemencia RODRIGUEZ
Assistant professor, University of Oklahoma/ *examinateur*

Denis RUELLAN
Professeur, Université Rennes 1/ *examinateur*

Erik NEVEU
Professeur, Sciences Po Rennes/ *directeur de thèse*

Remerciements

Je tiens, ici, à exprimer ma gratitude aux personnes et aux institutions qui m'ont permis de réaliser cette recherche.

J'exprime tout particulièrement ma gratitude à Monsieur le professeur Erik Neveu, mon directeur de thèse, qui a bien voulu diriger ce travail. Sans son aide, ses critiques et ses suggestions, ce travail n'aurait pas vu le jour.

Mes remerciements s'adressent également à Dominique Marchetti, chargé de recherche au CNRS, et Clemencia Rodriguez, maîtresse de conférences au département de Communication de l'Université d'Oklahoma, pour leur confiance, leur générosité et leurs conseils toujours judicieux.

Je remercie l'ensemble de l'équipe du Centre de Recherches sur l'Action Politique en Europe (CRAPE), l'Institut d'Etudes Politiques (IEP) de Rennes, le département d'Administration Economique et Sociale de l'Université de Rennes 2 et le département de Sciences Sociales de l'Ecole Supérieur d'Agriculture d'Angers, qui m'ont respectivement accueilli en qualité de doctorant, d'allocataire de recherche, d'attaché temporaire d'enseignement et de recherche, et de vacataire. Grâce à eux j'ai pu travailler dans de bonnes conditions. Mes remerciements s'adressent tout particulièrement aux doctorants du CRAPE, et à Marylène Bercegeay, ingénieure d'études, pour leur aide, leurs conseils et leur soutien.

Je remercie également les personnes qui ont eu la gentillesse de m'accorder de leur temps pour réaliser des entretiens ou me laisser observer leurs activités quotidiennes, en particulier l'équipe du Centre d'Information Alternatif (AIC) à Jérusalem-Beit Sahour, qui m'a permis de réaliser un stage d'observation, et les militants du Centre de Médias Libres du District Fédéral de Mexico (CML-DF), et du Centro Social Libertario Ricardo Florès Magón (CSL-RFM), qui m'ont laissé assister à leurs réunions.

Je ne saurais oublier dans ces remerciements les personnes qui m'ont offert leur rôle d'intermédiaires ou m'ont généreusement aidé pour l'hébergement lors des enquêtes : R., à Halhul, et N. dans le camp de réfugiés de Deheisheh en Cisjordanie ; Hisham, de l'hôtel Faysal à Jérusalem ; Jean-Pierre Poncet, du Consulat général de France à Jérusalem ; Michal Grinberg, militante et journaliste, à Tel Aviv, pour ses contacts auprès des militants d'*Indymedia* ; Ashraf, pour avoir tenté de m'apprendre des rudiments d'arabe ; les militants de l'Association France-Palestine Solidarité (AFPS) à Rennes et Paris; Adriana Lopez Monjardin, du collectif *Rebeldía*, à Mexico, pour m'avoir recommandé auprès des Conseils de Bon Gouvernement néozapatistes au Chiapas ; Araceli, Itzaes et leurs familles respectives à Mexico ; Richard Edward Davis et les étudiants du Master de communication de l'Université d'Oklahoma City aux Etats-Unis.

De nombreux collègues doctorants, docteurs, chercheurs et enseignants-chercheurs mériteraient ici ma reconnaissance, et je ne peux malheureusement tous les citer. Au risque

d'oublis regrettables, je remercie particulièrement Pénélope Larzilière, chargée de recherche à l'IRD, pour les contacts qu'elle m'a fournis en Israël et en Palestine ; Karine Lamarche, docteure au Centre Maurice Halbwachs, pour la relecture d'une partie de la thèse, et ses remarques sur le mouvement pacifiste israélien ; Florence Heyman, du Centre de Recherche Français de Jérusalem pour son accueil et ses conseils ; Gadi Wolfsfeld, enseignant-chercheur à l'Université Hébraïque de Jérusalem, pour m'avoir accordé un entretien exploratoire ; Anne-Claire Le Reste, maître de conférence au Département d'études anglophones de l'Université Paris X, pour ses conseils de traduction de ma grille d'entretien ; Enrique Rajchenberg, professeur à l'Université Nationale Autonome de Mexico (UNAM), pour ses éclairages sur le mouvement étudiant au Mexique et ses relectures ; John D. H. Downing, chercheur au *Global Media Research Center*, pour ses contacts, conseils et relectures ; Dorothy Kidd, professeure associée au département d'études sur les Médias de l'Université de San Francisco, pour ses remarques et ses articles ; l'ensemble du réseau OURMedia pour les échanges fructueux que nous avons eus sur les médias alternatifs ; et les membres du Cercle des Chercheurs sur le Moyen-Orient (CCMO), pour leurs remarques, conseils et critiques.

Je tiens également à remercier tout particulièrement, pour leur professionnalisme et leurs conseils, l'ensemble du personnel de la bibliothèque de l'IEP de Rennes ; Mahmoud M., de la bibliothèque de l'Université de Bir Zeit en Cisjordanie, Brenda Appelbaum, de la bibliothèque de l'Université Hébraïque de Jérusalem, ainsi que les bibliothécaires de l'Université de San Cristóbal et de la Faculté de science politique de l'UNAM, à Mexico.

Mes remerciements s'adressent aussi aux personnes qui m'ont fourni leur aide précieuse dans le lancement, la construction, et la maintenance de la base de données en ligne, *Alternative Media Global Project*, en particulier Arnaud Fouquaut et Frédéric Lehobey, de l'association Gulliver à Rennes, ainsi que Russel Kerr, directeur de programme dans la compagnie *The Work*, à Melbourne (Australie), et Luciana Fleischman, de l'Université de Barcelone (Espagne).

Enfin, mes remerciements vont à tous mes proches, à commencer mes parents, pour tout ce qu'ils ont fait pour moi, mon frère Emmanuel, pour son aide précieuse en analyse statistique et Charlotte pour avoir été là quand il fallait. Que Marion, qui m'a apporté son aide et son soutien tout au long de cette thèse, et a enduré avec patience mes absences mentales et les difficultés liées à la longue préparation de ce travail, trouve ici l'expression renouvelée de ce qu'elle m'apporte, ainsi que Sol, qui est arrivé au milieu de tout cela, pour la lumière qu'il met dans nos vies.

Sommaire

INTRODUCTION GENERALE 1

Préambule 2

I/ LES RÉPERTOIRES MÉDIATIQUES DES MOBILISATIONS TRANSNATIONALES : DU FAIT SOCIAL À L'OBJET SOCIOLOGIQUE 8

Section 1. Répertoires médiatiques des mobilisations et médias alternatifs : la construction de l'objet d'étude 11

Section 2. Les conditions sociales de performativité des discours dominés : la problématique 36

II/ LA CONSTRUCTION D'UNE COMPARAISON INTERNATIONALE ATYPIQUE 43

Section 1. L'objectivation de l'objet par « triangulation » : les méthodes d'enquête 48

Section 2. Une approche constructiviste de la « mondialisation » : contextes et concepts 60

Section 3. Troubles du langage sociologique et construction du cadre de comparaison 86

I^ERE PARTIE. L'INTERNATIONALISATION DU CAPITAL POLITIQUE DES RESEAUX MILITANTS. UNE COMPARAISON DES MOBILISATIONS NEOZAPATISTE ET ANTI-OCCUPATION 99

Introduction de la première partie 102

CHAPITRE 1. LA MONDIALISATION POLITIQUE PAR LE BAS. LE CAS DU NÉOZAPATISME DU MEXIQUE 115

Introduction du chapitre 1 115

Section 1. Donner de la force aux idées : les stratégies politiques du néozapatisme mexicain 118

Section 2. Un joueur hors-jeu : l'accumulation de capital symbolique dans le champ politique national 141

Section 3. Une improvisation réglée : la construction d'un réseau philo-zapatiste transnational 155

Conclusion du chapitre 1 182

CHAPITRE 2. FRAGMENTATION ET RECADRAGES DES MOBILISATIONS CONTRE L'OCCUPATION ISRAÉLIENNE DES TERRITOIRES PALESTINIENS 187

Introduction du chapitre 2 187

Section 1. La « résistance civile » en Palestine : un militantisme sous tension 192

Section 2. Grandeur et décadence du mouvement de la paix israélien 218

Section 3. Visions et divisions du « mouvement de solidarité internationale » en faveur des Palestiniens257

Conclusion du chapitre 2 282

Conclusion de la première partie. 287

IIEME PARTIE. LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL DE MEDIATISATION : LE REPERTOIRE MEDIATIQUE DES RESEAUX MILITANTS TRANSNATIONAUX 293

Introduction de la deuxième partie 294

CHAPITRE 3. LES MAILLONS FAIBLES DE « L'HÉGÉMONIE MÉDIATIQUE » : ACCÈS AUX MÉDIAS ET LUTTES DE CADRAGE DES MOUVEMENTS SOCIAUX 307

Introduction du chapitre 3 307

Section 1 – Une baisse de la valeur d'information : les stratégies de communication du néozapatisme .. 316

Section 2. Un désaisissement des opportunités médiatiques : les stratégies des militants anti-occupation 353

Conclusion du chapitre 3 ... *397*

CHAPITRE 4. COMMUNIQUER POUR LA PLANÈTE : LA CONSTRUCTION DE RÉSEAUX TRANSNATIONAUX DE MÉDIAS ALTERNATIFS ... 399

Introduction du chapitre 4 ... *399*

Section 1. Un rôle de compensation symbolique. La construction du réseau médiatique néozapatiste ... *402*

Section 2. Un rôle de correction symbolique : la « contre-information » sur la seconde Intifada ... *437*

Conclusion du chapitre 4 ... *477*

Conclusion de la deuxième partie ... *480*

IIIEME PARTIE. UN MONDE MEDIATIQUE RENVERSE ? INSTITUTIONNALISATION DES MEDIAS ALTERNATIFS ET PRODUCTION DES IDEOLOGIES DOMINEES ... 484

Introduction de la troisième partie ... *485*

CHAPITRE 5. LA CONSTRUCTION D'UNE LÉGITIMITÉ PAR AUTONOMISATION FONCTIONNELLE : LES LOGIQUES D'OUTSIDERS DES MÉDIAS « RADICAUX » ... 499

Introduction du chapitre 5 ... *499*

Section 1. Les dynamiques de la spécialisation militante ... *500*

Section 2. La fonction stabilisatrice des espaces d'autonomie relative ... *541*

Section 3. Consécration et mise en échec du travail de contre-médiatisation ... *582*

Conclusion du chapitre 5 ... *607*

CHAPITRE 6. RESSOURCES ET CONTRAINTES DE L'INTÉGRATION INSTITUTIONNELLE : LES LOGIQUES DE *CHALLENGERS* DES MÉDIAS « CITOYENS » ... 608

Introduction du chapitre 6 ... *608*

Section 1. La bataille des radios communautaires au Mexique (1999-2006) ... *611*

Section 2. Donner la voix aux sans-voix… ou la paix à l'establishment ? Les médias communautaires en Israël/Palestine après Oslo ... *629*

Conclusion du chapitre 6 ... *638*

CONCLUSION GENERALE ... 640

ANNEXES ... 648

BIBLIOGRAPHIE ... 651

Classement alphabétique ... *652*

Classement thématique ... *678*

CORPUS ... 706

Classement alphabétique ... *707*

Classement par supports ... *731*

MÉTHODOLOGIE ... 761

Recherches préliminaires ... *761*

Traductions et retranscriptions ... *765*

Entretiens ... *765*

Questionnaire ... *782*

Observation participante ... *790*

Base de données ... *791*

Synthèses documentaires ... *793*

LISTE DES ABRÉVIATIONS ... 800

PLAN DÉTAILLÉ DE LA THÈSE ... 802

Introduction générale

« Chaque fois que les fronts étaient suffisamment rapprochés pour être à portée de voix, il y avait grand échange de cris de tranchée à tranchée. Les nôtres criaient : '*Fascistas – maricones !*'. Les fascistes : '*Viva España ! Viva Franco !*', ou, quand ils savaient qu'il y avait en face d'eux des Anglais : '*Hé ! les Anglais ! Retournez chez vous ! Nous n'avons pas besoin d'étrangers ici !*'. Du côté gouvernemental, dans les milices de partis, la propagande criée pour miner le moral de l'ennemi s'était forgée sa technique. Dans toute position qui s'y prêtait, on désignait pour cette tâche, parmi les mitrailleurs habituellement, des hommes que l'on munissait d'un porte-voix. En général ils clamaient une harangue préparée à l'avance, tout animée de sentiments révolutionnaires, qui expliquait aux soldats fascistes qu'ils n'étaient que les mercenaires du capitalisme international, qu'ils étaient en train de se battre contre leur propre classe, etc., et qui les pressait de passer de notre côté. Et tout cela était répété mille et mille fois, par des hommes qui se relayaient ; parfois même cette propagande se poursuivait presque toute la nuit. Il est à peu près certain qu'elle était efficace ; tout le monde s'accordait à y voir l'une des causes de l'arrivée par petits groupes de déserteurs fascistes [...]. L'homme chargé de la propagande criée au poste du PSUC [Parti Socialiste Unifié de Catalogne], plus bas à notre droite, était passé maître en cet art. Parfois, au lieu de clâmer des slogans révolutionnaires, il racontait tout bonnement aux fascistes que nous étions bien mieux nourris qu'eux. Dans son compte rendu des rations gouvernementales, il avait tendance à être un peu imaginatif : '*des tartines beurrées !*'. Et l'on entendait sa voix retentir en échos dans la vallée déserte : '*nous venons justement de nous asseoir pour beurrer copieusement nos tartines. Ah ! les délicieuses tranches de pain beurrées !*'. Je suis sûr que, tout comme nous, il n'avait pas vu de beurre depuis des semaines ou des mois, mais, dans la nuit glaciale, cette évocation de tartines beurrées faisait problablement venir l'eau à la bouche à plus d'un fasciste. Elle me la faisait bien venir, à moi qui savais qu'il mentait ! »

Georges Orwell, Hommage à la Catalogne. 1936-1937.

Préambule

Pour introduire le lecteur à ce travail doctoral, il est nécessaire d'en expliquer brièvement l'un des points de départ. Il s'agit moins ici de retracer une trajectoire intellectuelle de recherche, dans la continuité de laquelle se place cette thèse[1], que d'expliquer le rôle joué dans sa genèse par certains facteurs extra-académiques. Une telle évocation n'échappera probablement pas au biais de « l'illusion biographique », selon l'expression du sociologue français Pierre Bourdieu, qui désigne par là une tendance des agents sociaux à reconstruire *a posteriori*, dans un récit organisé, leur propre trajectoire individuelle, en prêtant une forte cohérence à la succession des événements[2]. Elle risque également de susciter des interrogations sur « l'objectivité » de l'auteur, en raison d'une relative proximité initiale avec l'objet de ses recherches. Cependant, une telle démarche me semble apporter un éclairage utile à la compréhension générale de ce travail. Elle donne en effet à saisir les relations souvent complexes qui unissent un chercheur à son objet. Elle permet par ailleurs d'éviter de tomber dans un autre écueil de certaines recherches en sciences sociales réputées « objectives », consistant à ne pas traiter ce sujet, au risque de voir ce que l'on avait cru évacuer par la porte (les « prénotions ») revenir par la fenêtre.

Lors de séjours à l'étranger en 2002-2003, l'un au Chiapas (Mexique) et l'autre en Cisjordanie (Territoires palestiniens occupés), j'ai eu l'occasion – en tant que simple voyageur dans un cas et en tant que militant associatif dans l'autre – de rencontrer ou de lire des journalistes et militants investis dans des médias d'information politique, proches de la mouvance altermondialiste, et qu'ils décrivaient comme « alternatifs »[3]. Or, bien qu'engagés dans des conflits politiques très différents (la lutte pour l'autonomie des Indiens du Mexique et la lutte pour l'indépendance nationale du peuple palestinien), certains d'entre eux analysaient ces deux conflits dans des termes étonnamment semblables. De leur point de vue,

[1] A titre indicatif, au cours de mes études pré-doctorales, j'ai été amené à réfléchir successivement aux modèles de l'action rationnelle dans la théorie économique néo-classique (mémoire de maîtrise en épistémologie des sciences sociales, inachevé), aux mécanismes de la construction du débat public dans la presse nationale française (mémoire de maîtrise en science politique), puis aux rapports de forces entre la presse « alternative » et le pouvoir local en France (mémoire de DEA en science politique).

[2] Bourdieu P., *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil, 1994, p. 81.

[3] Pour les lecteurs qui désireraient en savoir davantage, des détails plus précis sur ces séjours au Chiapas et en Palestine sont donnés dans les annexes méthodologiques de la thèse.

la résolution de ces conflits devait passer par des luttes collectives contre un ennemi commun, la mondialisation néolibérale. Ils plaçaient ainsi l'information des citoyens sur la nocivité du néolibéralisme, et ses répercussions sur les conflits chiapanèque et israélo-palestinien, au cœur de leur engagement. Cependant, alors que dans le cas des « pro-zapatistes », la relation entre les conditions de vie déplorables des Indiens du Chiapas et les logiques du capitalisme néolibéral semblait aller de soi, dans le cas des « pro-palestiniens », une telle association faisait davantage débat. Lors d'une discussion, un militant français me confia ainsi qu'il ne voyait pas très bien le rapport entre l'occupation israélienne des territoires palestiniens et la financiarisation de l'économie mondiale. Cependant, pour d'autres militants, la défense des peuples opprimés par le néolibéralisme avait un caractère trop impérieux et urgent pour s'embarrasser de telles subtilités : le Chiapas et la Palestine faisaient partie d'un seul et même combat pour un monde plus juste et solidaire.

Plusieurs questions de recherche ont émergé de ces diverses expériences. Comment est-il possible d'interpréter dans des termes si semblables des conflits politiques si différents ? Faut-il l'expliquer par l'existence de similarités cachées entre les deux situations, ou bien ce rapprochement est-il d'abord le produit de l'idéologie propre à certains militants de la « solidarité internationale » ? Deux hypothèses apparaissaient ainsi : une hypothèse de *similarité des situations objectives*, et une hypothèse de *convergence des représentations subjectives*.

Selon la première hypothèse, le Chiapas et la Palestine peuvent être considérés comme des territoires occupant des positions homologues dans les hiérarchies de l'ordre international : ils sont, en effet, fortement « dominés » en termes de puissance et de richesse[4]. L'importation du modèle « néolibéral » par les élites politiques et économiques locales aurait, dans cette perspective, accentué les conditions favorables à la genèse de mouvements protestataires similaires, en raison de ses coûts sociaux élevés pour la population[5].

Selon la deuxième hypothèse, à l'inverse, l'explication réside moins dans l'existence d'une relation d'homologie entre les structures et les dynamiques politiques des deux zones, que dans un travail de « construction symbolique » mené par des militants locaux sur les discours et l'image de leurs mouvements, en vue d'incorporer la cause qu'ils défendent (l'autonomie indigène, d'un côté, l'indépendance palestinienne, d'un autre) à des revendications globales, ici la cause de « l'altermondialisme ». Un tel calcul stratégique s'expliquerait par le fait que des mouvements sociaux ont davantage de chances de toucher l'opinion publique et de mobiliser des soutiens s'ils ajustent leurs revendications aux horizons politiques de leurs « cibles »[6].

---

[4] Ce point est précisé plus loin. Pour des indicateurs statistiques, voir les chiffres de l'*Instituto Nacional de Estadísticas y Geografía* pour le Chiapas (http://www.inegi.org.mx/) et ceux du *Palestinian Central Bureau of Statistics* pour les Territoires occupés (http://www.pcbs.gov.ps/).

[5] J'ai découvert par la suite que des auteurs, politiquement proches de ces mouvements, utilisent ce type d'explications. Pour le Chiapas, voir Aguirre Rojas C. A., Echeverría B., Montemayor C., Wallerstein I., *Chiapas en perspectiva histórica*, Mexico, Universidad Autónoma de Querétaro, 2004. Pour la Palestine, voir Yahni S. (dir.), *Globalisation and the Palestinian Struggle*, Jerusalem, Alternative Information Center, col. Occasional Papers, 2002.

[6] Deux essais journalistiques, dont les auteurs ont un point de vue très critique à l'égard du militantisme pro-zapatiste et pro-palestinien, se fondent sur cette hypothèse de « construction stratégique » : Grange (De la) B., Rico M., *Sous-Commandant*

Une question sous-jacente venait alors à se poser : quel rôle jouent, dans ces conflits politiques, les médias des mouvements sociaux altermondialistes dans la production et la diffusion d'informations « cachées » au grand public sur les effets sociaux des politiques néolibérales (hypothèse 1 bis) ou dans la circulation internationale de cadres de perception convergents des conflits chiapanèque et israélo-palestinien (hypothèse 2 bis) ?

La thèse s'est ainsi construite progressivement autour d'une comparaison internationale des stratégies de communication médiatique de deux réseaux de militants : le réseau néozapatiste (RNZ), et le réseau anti-occupation (RAO). Le RNZ s'est constitué après le soulèvement de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (*Ejercito Zapatista de Liberación Nacional*, EZLN), le 1er janvier 1994. Cette organisation politico-militaire est composée majoritairement d'indigènes de régions pauvres et isolées du Chiapas, au sud du Mexique, ainsi que de révolutionnaires professionnels issus du maoïsme. Ils revendiquent la démocratisation du système politique mexicain, la lutte contre le capitalisme néolibéral et l'autonomie des communautés indigènes. Incarné par un porte-parole charismatique, le « Sous-Commandant Marcos », le mouvement « néozapatiste »[7] va bénéficier du soutien de dizaines de milliers de Mexicains, puis de nombreux groupes de solidarité à l'étranger. L'intérêt de ce réseau dans le cadre de cette étude est double : le néozapatisme représente à la fois l'un des mouvements les plus emblématiques de la mouvance altermondialiste, mais aussi un réseau de solidarité international qui a construit des stratégies médiatiques particulièrement sophistiquées. J'ai ainsi étudié les conditions historiques de genèse du néozapatisme et le processus de transnationalisation de réseaux de solidarité internationaux avec le Chiapas, avant de m'intéresser au rapport entre la médiatisation dont bénéficie le mouvement dans la presse conventionnelle, et l'investissement de certains de ses militants dans un travail de médiatisation de la cause. Lors d'une enquête de terrain réalisée en 2006 (que je détaillerai dans la seconde partie de l'introduction), j'ai ainsi réalisé une série d'entretiens avec des « médiactivistes » mexicains, étasuniens et français du réseau néozapatiste, notamment auprès d'ONG qui diffusent des informations sur l'état des droits de l'homme au Chiapas (*Frayba, Sipaz*), des collectifs de « médias libres » (comme *Indymedia Chiapas* ou le *Centro de Medios Libres* de Mexico) qui se revendiquent du néozapatisme, et des « médias communautaires » qui cherchent à donner la parole à des communautés marginalisées du Mexique, comme les Indiens, les femmes ou les jeunes (Amarc-Mexico, Comunicación Comunitaria).

Le RAO présente un cas de figure à la fois comparable et différent. Né dans les années 1970, après l'occupation des territoires palestiniens de Cisjordanie et de Gaza par l'armée israélienne (au lendemain de la Guerre des Six-Jours de 1967), les organisations « anti-

---

Marcos. La géniale imposture, Paris, Plon/Ifrane, 1998, Rosenzweig Luc, *Lettre à mes amis propalestiniens*, Paris, éditions de La Martinière, coll. Doc en stock, 2005.

[7] Le terme « néozapatiste » entend souligner à la fois la continuité politique et la discontinuité historique avec le « zapatisme », mouvement politique révolutionnaire du Mexique fondé sur le plan de Ayala (1911), un texte co-signé par son leader Emiliano Zapata. Le zapatisme revendique la restitution de territoires communaux aux populations indiennes qui en avaient été spoliées et diverses mesures tendant à faire respecter les propriétés collectives.

occupation » revendiquent l'application du droit international comme cadre de résolution du conflit israélo-palestinien (retrait israélien des Territoires occupés, Jérusalem-est comme capitale du futur Etat palestinien, solution juste au problème des réfugiés, etc.)[8]. Les militants palestiniens vont peu à peu bénéficier du soutien de groupes de solidarité à l'étranger, ainsi que d'une partie du mouvement pacifiste israélien (notamment après la guerre du Liban de 1982 et la première Intifada en 1987). Or, à partir de 1999-2000, les militants de ce réseau transnational vont chercher à faire entendre leurs revendications dans des arènes et forums « altermondialistes », intégrer le vocabulaire de la lutte contre la mondialisation néolibérale, et pour certains revendiquer l'héritage de la « révolution démocratique » du Chiapas. Par ailleurs, ils vont constituer des organes d'information et de communication visant à contrecarrer ce qu'ils estiment être le traitement dominant du conflit israélo-palestinien (comme conflit religieux, ou bien comme problème de sécurité ou de terrorisme pour Israël). Lors de deux enquêtes réalisées en 2005 et 2007, j'ai ainsi interrogé et observé les activités de militants de l'information alternative israéliens et palestiniens, dans des organisations relativement comparables à celles que l'on trouve au Mexique : des services de communication d'ONG de défense des droits de l'homme (comme *B'Tselem* en Israël ou *Badil* en Cisjordanie) ; des collectifs militants qui inscrivent leurs activités dans le réseau transnational des centres de médias indépendants (comme *Indymedia Israel* et *Indymedia Palestine*) ou plus généralement l'altermondialisme (*Centre d'Information Alternatif*) ; et des organisations de médias communautaires visant à promouvoir la démocratisation de l'espace public et y favoriser l'accès des minorités, comme les Arabes d'Israël (publications de l'*Organisation for Democratic Action*) ou, en Palestine, des groupes dominés comme les femmes (*Shashat*) ou les jeunes (*Pyalara*). J'ai également réalisé une série d'entretiens avec des journalistes critiques de la presse conventionnelle, mexicains, israéliens et palestiniens.

L'intérêt de cette comparaison pour « tester » mes deux hypothèses de départ est triple. D'une part, il s'agit de réseaux internationaux, tournés vers la défense de groupes issus de pays du « Sud » (le Chiapas et la Palestine), mais engageant des acteurs de pays du « Nord » (en particulier des Etats-Unis et de l'Union européenne) ainsi que des acteurs de pays intermédiaires (Mexique et Israël). L'étude de tels réseaux permet ainsi d'observer le phénomène de circulation internationale des idées, en prenant comme variable d'analyse les hiérarchies objectives de l'ordre international, selon un modèle « centre-périphérie » (hypothèse 1).

D'autre part, les militants de ces réseaux revendiquent une proximité ou une appartenance à la mouvance altermondialiste : leurs discours sont tournés vers la critique de la mondialisation néolibérale, leurs représentants participent à des « Forums Sociaux », leurs

[8] Comme le montre le chapitre 2, il existe cependant des divergences internes sur ces différentes revendications. Selon la terminologie de l'ONU, les « Territoires palestiniens occupés » (*Occupied Palestinian Territories*, OPT) regroupent la Cisjordanie et la bande de Gaza, définies par le droit international à partir de la ligne d'armistice de 1949 (dite « Ligne verte »). Les Palestiniens d'Israël, également appelés « Arabes d'Israël » par les autorités israéliennes, ou « Palestiniens de 1948 » par les autorités palestiniennes, désignent les habitants arabes qui vivaient en Palestine (ou « Palestine historique ») dans la période du Mandat britannique (1922-1947) et qui sont restés dans les frontières du nouvel Etat d'Israël, après sa proclamation en 1948. Les réfugiés palestiniens désignent l'ensemble des Arabes de la Palestine historique qui ont fui ou ont été chassés de leurs terres par la première guerre israélo-arabe, en 1947-1949, et la « guerre des Six-Jours » en 1967.

modes d'action privilégient l'action politique et non-violente de citoyens organisés en réseaux, etc. La différence est que les militants néozapatistes revendiquent une place d'instigateurs et d'inspirateurs de l'altermondialisme (*first-movers*), alors que les militants anti-occupation sont davantage dans une position de perpétuateurs ou de continuateurs (*followers*)[9]. Il s'agit donc de deux réseaux que l'on peut positionner sur un même « marché international » des causes militantes de solidarité avec les peuples du tiers monde. On peut alors se demander si une telle situation contribue à une homogénéisation et ou une différenciation de leurs « produits » respectifs (hypothèse 2).

Enfin, les causes néozapatistes et anti-occupation ont en commun de bénéficier, sur la période 1994-2006, d'une couverture médiatique relativement ample, et d'investir des ressources militantes dans la production et la diffusion de « médias alternatifs » visant à informer les publics locaux et étrangers de la situation des Indiens du Chiapas et des Palestiniens des Territoires occupés. L'EZLN, en particulier, a fait un usage jugé particulièrement original et novateur des technologies de l'information et de la communication, dont Internet. Certains observateurs sont allés jusqu'à décrire la rébellion chiapanèque comme une « cyberguilla », qui aurait su compenser sa faiblesse militaire par un soutien populaire permis par une propagande astucieuse. Les organisations du RAO ont également développé une panoplie de techniques visant à informer le public et proposer dans les médias une interprétation alternative du conflit israélo-palestinien en termes « d'occupation ». La question est alors de savoir si l'investissement militant dans ces répertoires médiatiques correspond à une opération de dévoilement d'informations, produites et diffusées en-dehors des circuits conventionnels (hypothèse 1 bis), ou davantage de construction d'un contre-discours idéologique (hypothèse 2 bis).

L'intérêt de cette comparaison internationale est qu'elle permet de poser des questions de recherche différentes de celles que l'on trouve habituellement dans les travaux à caractère monographique. Est-ce que les militants de ces réseaux investissent le terrain des médias pour compenser la fragmentation géographique de leurs organisations, leur position politiquement dominée au plan national, ou un traitement médiatique jugé faible ou défavorable ? Comment expliquer l'apparition, dans la division du travail militant, de spécialistes de l'information journalistique et de la communication médiatique ? Quelles sont les conditions sociales de possibilité et les effets pratiques des catégories normatives, telles que la lutte contre la mondialisation néolibérale et la démocratisation des médias, qui contribuent à produire un relatif consensus transnational entre des militants que tout semble séparer ?

[9] Les économistes distinguent, sur un marché, entre les *first-movers*, c'est-à-dire les firmes qui lancent un produit nouveau (et bénéficient à ce titre d'une rente de position), et les *followers* qui s'insèrent ultérieurement sur le même marché (une stratégie qui comporte des promesses de bénéfices, mais des risques liés à l'existence de concurrents). Frynas J. G., Mellahi K., Pigman G. A., « First Mover Advantages in International Business and Firm-Specific Political Resources », *Strategic Management Journal*, 27/4, 2006, p. 321-345. L'objet de cette comparaison n'est pas, bien entendu, de considérer que les activités des mouvements anti-capitalistes seraient entièrement assimilables à celles des entreprises capitalistes.

En résumé, le fil directeur de cette recherche a été de me donner les moyens de confirmer ou d'infirmer avec les outils des sciences sociales une intuition diffuse, née de la comparaison entre elles d'une série d'expériences personnelles. Bien que nombre de chercheurs en sciences sociales s'en défendent, cette situation n'a rien de particulièrement exceptionnel. On peut même fonder l'espoir que, une fois correctement analysée et contrôlée, elle puisse favoriser ce que le sociologue américain Charles Wright Mills appelle « l'imagination sociologique »[10]. Faire le choix de commencer par l'évocation de facteurs extra-académique dans l'élaboration d'une recherche est aussi une façon de répondre explicitement à un dilemme pratique qui concerne, à des degrés divers, tous les chercheurs en sciences sociales : la tentation scolastique de *faire comme si* les facteurs extra-scientifiques n'avait pas d'incidence sur l'orientation d'une recherche (au risque de ne pas donner au lecteur une pleine compréhension de la construction du cadre d'analyse), et la nécessité épistémologique de *faire avec* ces conditions « impures » de genèse du travail intellectuel (au risque d'importuner le lecteur avec un récit à caractère personnel ou en exposant un engagement qui repose sur des systèmes normatifs ou politiques différents des siens). Dans le cas des recherches en science politique portant sur les mouvements sociaux, la proximité très courante des chercheurs à leur objet de recherche (souvent pointée du doigt, non sans de bonnes raisons, comme un biais scientifique) a conduit un politiste à suggérer que ce phénomène fournirait à lui seul un excellent sujet de sociologie de la connaissance[11].

Je laisserai cependant le lecteur seul juge de la scientificité de ce travail. L'introduction est ainsi structurée de façon à proposer un cadre d'analyse théorique de l'objet d'étude, qui entend rompre avec les représentations collectives dominantes chez les acteurs étudiés. Pour saisir les stratégies médiatiques des mouvements sociaux altermondialistes et leur production de « médias alternatifs » sur les conflits du Chiapas et du conflit israélo-palestinien, entre 1994 et 2006, il s'agira de proposer dans un premier temps une définition de l'objet (les répertoires médiatiques des mobilisations transnationales) et la problématique générale de l'étude (les conditions sociales de performativité des discours politiques dominés). La seconde partie de l'introduction présente la méthodologie des recherches de terrain et les modalités de construction théorique de cette comparaison internationale.

[10] « L'imagination sociologique permet à celui qui en est doué de comprendre le théâtre élargi de l'histoire en fonction des significations qu'elle revêt pour la vie intérieure et la carrière des individus. Grâce à cette imagination, il est à même de prendre note que, dans le tumulte de l'expérience journalière, les individus se méprennent sur la place qu'ils occupent dans la société. Au coeur de ce tumulte, on cherche l'ossature de la société moderne, et au coeur de l'ossature s'exprime la psychologie d'un certain nombre d'hommes et de femmes. Ce faisant, on oriente le malaise personnel vers certaines épreuves explicites, et on transforme l'indifférence des collectivités en prise de conscience des enjeux collectifs » (Mills C.W., *L'imagination sociologique* (1959), Paris, La Découverte/Poche, 1997, p. 6).

[11] Mouchard D., « Les mouvements sociaux, laboratoires de la démocratie », *La vie des idées.fr*, publié le 7 septembre 2010.

I/ Les répertoires médiatiques des mobilisations transnationales : du fait social à l'objet sociologique

Dans une interview publiée en 2000, un militant politique de la gauche radicale étasunienne, Jeff Perlstein, relate les circonstances de genèse d'un réseau international de communication, destiné à faciliter les échanges d'informations et d'opinions entre les mouvements anticapitalistes du monde entier[12]. Comme il l'explique, le premier « Centre de Médias Indépendants » (CMI) apparaît en 1999 à Seattle, aux Etats-Unis, à l'occasion d'une semaine de mobilisations collectives contre l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). L'objectif de ce centre, connu sous le nom d'*Indymedia*, est de fournir une couverture médiatique « alternative » aux manifestations contre la troisième conférence interministérielle de l'OMC. Les organisations qui participent à ces manifestations veulent, en effet, alerter l'opinion publique sur ce qu'elles considèrent être les conséquences dangereuses, pour la population et l'environnement de la planète, des politiques de libéralisation du commerce promues par cette organisation internationale. Pour manifester leur opposition, les militants se donnent pour objectif d'empêcher physiquement la tenue de la conférence, en bloquant les rues alentour. Cette série d'évènements protestataires, marquée par de violentes confrontations entre les manifestants et les forces de l'ordre, se tient du 29 novembre au 3 décembre 1999. Elle a été désignée ultérieurement par divers observateurs comme la « Bataille de Seattle ». Aux yeux des manifestants, cette bataille oppose schématiquement, d'un côté, les tenants de la « mondialisation néolibérale » et, d'un autre, ceux qui lui résistent et appellent à la mobilisation des citoyens du monde pour construire une mondialisation plus démocratique et solidaire. Les manifestations réunissent entre 14 000 et 70 000 manifestants par jour, selon les sources. Elles constituent, selon une opinion largement diffusée par la suite dans les cercles militants, un tournant décisif, voire un moment fondateur, dans l'organisation du réseau international de luttes « altermondialistes »[13].

L'une des particularités de la « Bataille de Seattle » réside dans le fait que les luttes politiques entre les protagonistes se déroulent non seulement dans les rues de la ville, mais sur le terrain des médias d'information. Une telle situation n'est pas, en soi, très originale : anticipant un traitement défavorable de leur cause dans les médias conventionnels, les

[12] Bocanegra M., « Interview with Jeff Perlstein, Independent Media Center », Center for Labor Studies, October 15, 2000, repris, raccourci et modifié in Bocanegra M., "Indymedia: precursors and birth. Interview with Jeff Perlstein", in Notes from nowhere, *We are everywhere. The irresistible rise of global anticapitalism*, Verso, London, New York, copyleft, 2003, p. 230-242.

[13] Le terme « altermondialisme » sera analysé plus loin dans l'introduction. Pour faciliter la lecture, je l'utiliserai désormais sans guillemets, malgré son caractère polysémique et polémique.

militants développent à cette occasion, comme bien d'autres avant eux, une stratégie de médiatisation de leur cause, visant à accéder et à imposer leur discours dans la presse[14]. L'une des originalités de leur « stratégie médiatique », comme l'a souligné la politiste étasunienne Jackie Smith, est le fort investissement des militants dans la création de leurs propres réseaux d'information et de communication, notamment grâce à Internet[15]. De ce point de vue, *Indymedia* occupe une place singulière, tant dans la campagne menée dans l'espace public « abstrait » des médias, que dans l'espace public « concret » des artères urbaines, où se tiennent les manifestations et des opérations de désobéissance civile. Cet exemple illustre quelques-uns des principaux mécanismes à l'œuvre dans les micro-processus de formation de groupes de militants, spécialisés dans la production de médias de mouvements sociaux.

Dans les années 2000, la « Bataille de Seattle » est devenue, selon l'expression de l'historien français Pierre Nora, un « lieu de mémoire »[16], non seulement pour les mobilisations contre la « mondialisation néolibérale » en général, mais de cette fraction particulière de militants, que certains désignent avec le néologisme de « médiactivistes »[17]. Le récit proposé par J. Perlstein doit ainsi être analysé comme le produit de luttes symboliques pour l'imposition d'une mémoire légitime des événements, dans lesquelles les militants des médias servent d'intermédiaires entre les différents protagonistes (ils centralisent et diffusent des informations de la plupart des organisations), et disposent des instruments technologiques permettant d'archiver et de réactiver une mémoire collective[18]. Cependant, au-delà de son caractère subjectif, la précision factuelle de son témoignage suggère l'existence, dans les réseaux altermondialistes, d'un processus de *division internationale du travail de communication politique*.

Il montre en effet, premièrement, l'existence d'une *division fonctionnelle* entre les différents acteurs qui composent le réseau de militants des médias. Cette division se traduit, d'une part, par la reconnaissance progressive par leurs pairs d'un groupe spécialisé et organisé d'individus, chargé de produire des contenus médiatiques qui, contrairement à ceux des journalistes des médias d'information traditionnels, sont systématiquement favorables aux activités politiques de groupes contestataires (ce qui n'exclut pas des critiques à la marge).

---

[14] Dans une étude portant sur une manifestation paysanne en France en 1984, le sociologue français Patrick Champagne désigne ce type d'événement protestataire par l'expression de « manifestation de papier » (Champagne P., « La manifestation. La production de l'événement politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1984, 52/52-53, p. 19-41.

[15] Smith J., « Globalizing Resistance: the battle of Seattle and the Future of Social Movements », *Mobilization: An International Journal*, 6/1, 2001, p. 1.

[16] Les lieux de mémoire sont des objets concrets ou abstraits (un monument, un symbole) que des groupes font « échapper à l'oubli » en les investissant d'affects et d'émotions (Nora P., « Entre mémoire et histoire. La problématique des lieux », in Nora P. (dir.), *Les lieux de mémoire. I. La République*, Paris, NRF, Gallimard, p. XV-XLII).

[17] Ce terme d'origine anglosaxonne est une contraction des mots *media* et *activist*. Synonyme de « mobilisations informationnelles », le médiactivisme désigne selon F. Granjon et D. Cardon « les mobilisations sociales progressistes qui orientent leur action collective vers la critique des médias dominants et/ou la mise en oeuvre de dispositifs alternatifs de production d'information » (Cardon D., Granjon F., *Médiactivistes*, Paris, Presses de SciencesPo., coll. Contester, 2010, p. 8).

[18] Les confrontations entre les forces de l'ordre et les manifestants, par exemple, ont été décrites dans la plupart des médias audiovisuels, comme des violences « spontanées » perpétrées par des groupes « anarchistes » violant l'Etat de droit, et non comme des actions concertées, préparées de longue date par des groupes militants, soutenus par un système de justifications cohérent. Dans un livre publié en 2009, deux militants ayant participé aux mobilisations appellent ce processus « la bataille de l'histoire de la bataille de Seattle » (Solnit D., Solnit R., *The Battle of the Story of the « Battle of Seattle »* AK Press, 2009).

Cette reconnaissance par les pairs se manifeste par une identification progressive des acteurs, à travers certains détails physiques : ils portent un *pass* de couleur verte lors des épisodes de confrontation de rue, manient des caméras vidéo, se réunissent dans un centre de médias, etc. Elle se manifeste également par le fait que ces spécialistes de l'information partagent entre eux un univers symbolique spécifique. En effet, s'ils ont en commun avec les autres militants un discours critique sur les faux-semblants des démocraties représentatives contemporaines ou les effets dévastateurs du capitalisme néolibéral mondialisé, ils tendent cependant à mettre l'accent sur une « cible » bien particulière, qui fournit une justification à leurs activités médiatiques alternatives : l'industrie des médias de communication, et les logiques dominantes de la production d'information journalistique.

A cette division fonctionnelle du travail politique entre les « médiactivistes » altermondialistes et les autres militants vient s'ajouter une répartition du travail *à l'intérieur* du groupe de ces spécialistes de la communication politique. Ainsi, plusieurs équipes sont formées, en fonction des types de support médiatique : presse, radio, vidéo, Internet, etc. Dans le réseau d'information ainsi formé, chacun est tenu de jouer un rôle plus ou moins défini : certains se chargent de documenter les faits sur le « terrain » (les confrontations dans les rues de Seattle), d'autres de sélectionner les matériaux récoltés en vue de les diffuser (au centre de médias) et d'autres, enfin, de les réceptionner ou de les retransmettre (distribution de journaux, retransmission par les ondes d'émissions de radio, etc.). Une quasi-chaîne de production internationale d'information alternative se trouve ainsi formée. Son degré de cohésion ne doit cependant pas être exagéré : en général, les acteurs effectuent eux-mêmes plusieurs des activités décrites précédemment. Autrement dit, la division « fonctionnelle » du travail de communication politique demeure en grande partie informelle.

Le témoignage suggère également l'existence d'un deuxième type de division internationale du travail des « médiactivistes », que l'on qualifiera de *division scalaire*. Ce terme désigne le fait que les activités de communication des militants se déploient dans des univers politiques qui relèvent de différentes échelles spatiales (et temporelles), « emboîtées » les unes aux autres, et perçues comme distinctes. Ainsi, les stratégies de médiatisation alternative de l'événement touchent simultanément des publics situés à un niveau « local » (Seattle), « national » (Etats-Unis) et « international » (Canada, Cuba, Belgique, etc.). Par ailleurs, les activités d'informations s'inscrivent dans différentes temporalités. Une partie d'entre elles se déroule dans le temps immédiat de l'action, par les acteurs engagés dans les manifestations (informer les militants des positions des forces de police, par exemple) ou des relais nationaux ou internationaux (dénoncer largement la répression policière auprès des opinions publiques). Cependant, une autre partie des informations produites est utilisée ultérieurement, dans des documents qui cherchent à donner aux événements une interprétation de « second degré », plus sophistiquée (comme le documentaire *This is what democracy looks like* en 2001 ou le livre *The Battle for the story of the 'Battle of Seattle'* en 2009[19]). Dans ce

[19] Le premier a été réalisé par les militants d'*Indymedia* à partir des *rushes* de vidéos tournées durant les manifestations. Ses auteurs entendent souligner la contradiction entre les valeurs démocratiques prônées par les Etats réunis au sein de l'OMC (à

cas, l'échelle temporelle de production d'information est plus longue : il ne s'agit plus, pour reprendre une distinction du sociologue français Michel de Certeau, d'une information « tactique », tournée vers des fins pratiques immédiates, mais davantage d'une information « stratégique », tournée vers la production d'une théorie durable de ces pratiques[20]. Or, la production de tels documents a pour condition l'existence de structures de production elles-mêmes durables (comme le réseau *Indymedia Global* qui se constitue dans les années 2000). Autrement dit, d'un point de vue analytique, le processus de division « scalaire » du travail de communication politique articule doublement les pratiques selon un axe territorial (local, international) et un axe temporel (immédiaté, durabilité).

Section 1. Répertoires médiatiques des mobilisations et médias alternatifs : la construction de l'objet d'étude

L'exemple des « médiactivistes » de Seattle introduit, à travers un exemple concret, l'objet et l'objectif de cette étude. En effet, la spécialisation fonctionnelle « d'équipes de médias » (*media teams*) dans les réseaux militants internationaux et leur prolongement dans des réseaux transfrontaliers parfois durables de communication politique, est un phénomène que l'on retrouve, sous des formes comparables, dans des contextes géographiques et historiques très variés qui dépassent largement le cadre des mobilisations altermondialistes[21]. L'exemple joue ici comme un révélateur de l'existence d'un *fait social*, au sens du sociologue français Emile Durkheim, qui jusqu'à présent semble avoir peu intéressé la recherche en sociologie politique. Rappelons qu'un fait social est, pour E. Durkheim, « un phénomène produit par l'activité de plusieurs individus, mais qui dépasse leur volonté individuelle, et tend à exercer une contrainte sur le sens de leur action, c'est-à-dire sa direction et sa signification »[22]. L'analyse sociologique des répertoires médiatiques des mobilisations transnationales, qui est l'objet de cette thèse, invite donc à réflechir à la fois aux conditions sociales de possibilité d'une division internationale du travail politique et médiatique dans les

---

commencer par les Etats-Unis) et la violence policière contre les manifestants. Le livre *The Battle of the story of the Battle of Seattle* a été rédigé par deux participants aux manifestations, de la mouvance libertaire, qui considèrent que l'histoire de cet épisode a été déformée par les médias.

[20] Pour ce sociologue, la différence entre les stratégies et les tactiques « renvoie à deux options historiques en matière d'action et de sécurité (des options qui répondent d'ailleurs à des contraintes plus qu'à des possibilités) : les stratégies misent sur la résistance que l'établissement d'un lieu offre à l'usure du temps ; les tactiques misent sur une habile utilisation du temps, des occasions qu'il présente et aussi des jeux qu'il introduit dans les fondations d'un pouvoir. Même si les méthodes pratiquées par l'art de la guerre quotidienne ne se présentent jamais sous une forme aussi tranchée, il n'en reste pas moins que des paris sur le lieu ou sur le temps distinguent les manières d'agir » (Certeau (De) M., *L'invention du quotidien – Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1980, p. 63).

[21] Pour un premier aperçu, l'on consultera utilement la synthèse : Downing J. D. H., with Villareal Ford, T., Gil, G. Stein, L., *Radical Media: Rebellious Communication and Social Movements*, London, Thousands Oaks and New Delhi, Sage publications, 2001. Les auteurs remontent aux premiers libels protestants du XVIIe siècle en Europe, avant d'analyser le rôle de la presse révolutionnaire française et américaine à la fin du XVIIIe siècle, les journaux socialistes et radicaux au XIXe siècle, ou encore les usages de la radio par les mouvements de libération nationale du tiers monde au XXe siècle, les répertoires d'action médiatique des « nouveaux mouvements sociaux » dans les années post-1968, etc.

[22] Durkheim E., « Qu'est-ce qu'un fait social ? », *Les règles de la méthode sociologique* (1937), Paris, PUF, 1990, p. 11.

réseaux militants, et aux effets de la spécialisation de certains acteurs dans le militantisme des médias, sur leurs pratiques et leurs représentations collectives. L'objectif de la recherche est d'essayer de déterminer si, par-delà les différences ou divergences que l'on peut observer entre les groupes de « médiactivistes », il n'existe pas des « lois », au sens du sociologue allemand Max Weber[23]. Pour tenter de mettre en évidence ces lois, j'adopterai ici une perspective épistémologique réaliste[24], fondée sur l'observation empirique du phénomène, et une attention particulière au sens que les agents accordent subjectivement à leur activité.

Les groupes sociaux qui m'intéressent ici (les « médiactivistes ») sont formés d'individus politiquement actifs sur un plan idéologique, entendant rompre radicalement non seulement avec ce qu'ils analysent comme étant l'ordre institutionnel « mondial » dominant de l'après-guerre froide (dont ils identifient les représentants principaux dans des institutions internationales telles que l'OMC), mais avec les logiques dominantes de défense du *statu quo* qui prévalent, de leur point de vue, dans la presse et les médias commerciaux. L'étude des stratégies politiques de ces micro-groupes transnationaux anticapitalistes, et portés à une « critique en acte » des médias, offre une perspective de recherche stimulante sur ce que l'on appelle la « mondialisation ». D'après mes recherches, ces agents prétendent en effet à la fois *s'extraire* d'un ordre économique et symbolique, dans lequel ils occupent eux-mêmes des positions déterminées. Faut-il y voir une contradiction de leur part, ou bien les positions qu'ils occupent dans cet ordre social leur offrent-elles des conditions de production de discours et de pratiques, relativement indépendants de leurs conditions sociales de production ? Selon le sociologue hongrois Karl Mannheim, il existe des inégalités entre les groupes sociaux dans leur capacité à s'élever au-delà de leur réalité quotidienne immédiate. Il est en effet difficile pour un groupe social dominé, disposant de faibles ressources politiques ou économiques, de produire des représentations et des pratiques collectives qui soient en rupture avec les représentations des groupes dominants. Pour lui, le groupe le plus susceptible de produire des représentations « alternatives » aux discours de légitimation dominants (i.e. des utopies) serait « l'intelligentsia non-attachée socialement » (*free-floating intelligentsia*), une expression qui désigne une sorte de strate interstitielle, relativement dégagée des intérêts de classe[25]. La pensée utopique de ces groupes produirait une image déformée de la réalité, comme l'idéologie, mais contrairement à l'idéologie, elle possèderait le dynamisme lui permettant de transformer la réalité à son image[26]. D'un point de vue sociologique, la possibilité même de

[23] Une « loi » est définie dans la sociologie compréhensive de M. Weber, comme « des chances typiques, confirmées par l'observation, d'un déroulement de l'activité sociale auquel on peut s'attendre, au cas où certains faits sont donnés, et qui sont compréhensibles à partir de motifs typiques et d'un sens visé typique des agents » (Weber M., *Economie et société/1 Les catégories de la sociologie* (1971), Paris, Plon, Agora/Pocket, 1995, p. 47).

[24] Dans les débats épistémologiques sur le statut des théories scientifiques, l'on distingue en général deux grands courants, le réalisme et l'instrumentalisme épistémologiques. Le réalisme épistémologique peut être défini comme une « thèse relative au statut cognitif des théories scientifiques et selon laquelle une théorie est littéralement vraie ou fausse » (Nadeau R., *Vocabulaire technique et analytique de l'épistémologie*, Paris, PUF, 1999, p. 589). L'instrumentalisme épistémologique désigne également une doctrine concernant le statut cognitif des théories scientifiques, mais à l'inverse des réalistes, les instrumentalistes stipulent que les théories sont des instruments (des moyens) pour atteindre certains buts (*Ibid.*, p. 337).

[25] Pour une discussion de ce concept, voir Mendel I., « Mannheim's Free-Floating Intelligentsia: The Role of Closeness and Distance in the Analysis of Society », *Studies in Social and Political Thought*, 12, 2006, p. 30-52.

[26] La distinction entre idéologie et utopie qu'il propose est fondée sur les définitions suivantes: « le concept 'd'idéologie' reflète la découverte, dans le cadre d'un conflit politique, du fait que le mode de pensée des groupes dirigeants peut les

l'existence d'un groupe « détaché socialement » apparaît cependant, comme nous allons le voir, très problématique. Malheureusement, c'est avec des perspectives peu intéressées par la dimension sociologique du phénomène qu'a été menée, jusqu'à présent, la très grande majorité des études sur la communication et les médias des mouvements sociaux transnationaux.

A/ Les approches dominantes des « médias alternatifs » : enjeux de définition et enjeux de légitimation

Diversement qualifiés, selon les contextes et les locuteurs, d'alternatifs, radicaux, citoyens, autonomes, ou communautaires, ces médias sont l'objet de définitions multiples et concurrentes, qui ont généralement en commun d'être sous-tendues par les « utopies » politiques ou morales de leurs auteurs. On peut définir ces médias en première approximation, bien que cette définition soit contestée, comme l'ensemble des instruments d'information et de communication « produits en dehors des institutions et réseaux des médias dominants (*maintream media*) »[27]. De manière plus spécifique, André Langlois et Frédéric Dubois définissent les médias « autonomes » par leur indépendance vis-à-vis de l'Etat et des entreprises[28]

Les études menées sur ce phénomène ont le mérite d'avoir ouvert un domaine d'investigation peu investi par la recherche académique sur les médias, majoritairement focalisée sur les pratiques et acteurs dominants des univers médiatiques. Des chercheurs anglo-saxons et latino-américains ont ainsi multiplié les publications sur le sujet, depuis les années 1990, et constitué des réseaux pluridisciplinaires et internationaux prolifiques[29]. Cette

---

conduire à un auto-aveuglement si fort, qu'ils sont tout simplement incapables de voir certains faits qui seraient susceptibles de mettre en danger leur sentiment de domination. Le mot 'idéologie' implique de façon implicite le fait que, dans certaines situations, l'inconscient collectif de certains groupes obscurcit les conditions réelles de la société, à la fois pour elle-même et pour d'autres, ce qui a pour conséquence de la stabiliser. Le concept de pensée utopique reflète la découverte inverse au cours d'une lutte politique, c'est-à-dire le fait que certains groupes opprimés sont, intellectuellement, si fortement intéressés à la destruction et à la transformation d'une condition donnée de la société, que ces groupes, sans le savoir, ne voient que les éléments de la situation qui tendent à la déstabiliser » (Mannheim K. *Ideology and utopia*, London, Routledge and Kegan Paul, 1936, p. 40).

[27] Couldry N., Atton C., « Alternative media » *Media, Culture and Society*, 25, 2003, p. 580.

[28] « Les médias autonomes sont les véhicules des mouvements sociaux. Ils représentent une tentative de subvertir l'ordre social en reconquérant les moyens de communication. Ce qui définit ces médias et en fait un type particulier de médias alternatifs, c'est qu'ils cherchent à fonctionner de façon autonome vis-à-vis de l'Etat et des entreprises, et à donner une portée aux voix de personnes et de groupes qui n'ont généralement pas accès aux médias. Leur contenu vise à offrir aux gens et aux communautés de l'information qui est à la fois une alternative à celle des médias de masse privés et solidaire des luttes sociales. De plus, l'auditoire est encouragé à participer à ces projets. Les médias autonomes produisent donc une communication qui n'est pas à sens unique – des producteurs média aux masses –, mais circule dans les deux sens, impliquant la participation de personnes à la base. Le média autonome, enfin, est une structure autogérée et collective qui dépend de l'initiative et de la responsabilité individuelles pour redonner du pouvoir à ses membres » (Langlois A. Dubois F. *Médias autonomes. Nourrir la résistance et la dissiden*ce, Montreal, Lux Editor, 2006, p. 9).

[29] Voir par exemple Atton C., *Alternative media*, London, Thousands Oaks and New Delhi, Routledge, Sage publications, 2002, Atton C., *An Alternative Internet. Radical Media, Politics and Creativity*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2004, Couldry N., Curran J. (eds) *Contesting Media Power: Alternative Media in a Networked World*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2003, Downing J. D. H., et al., *Radical Media… op. cit.*, , Rodriguez C., *Fissures in the Mediascape. An international study of citizen's media*, Cresskill, New Jersey, Hampton Press Inc., 2001. Le principal réseau international de chercheurs sur le sujet, OURMedia/NUESTROSMedias, a été fondé en 2001 par John Downing et Clemencia Rodriguez (http://www.ourmedianetwork.org/).

situation contraste avec le caractère marginal de la recherche française sur le sujet[30]. On peut cependant s'interroger sur les causes et les conséquences du dynamisme récent de ces recherches. Compte tenu de la faible autoréflexivité de beaucoup d'entre elles par rapport aux croyances des groupes étudiés, elles tendent paradoxalement à favoriser un processus d'institutionnalisation d'une presse souvent définie comme « extra- » ou « anti- » institutionnelle. Les recherches françaises en sociologie du journalisme et des médias accusent de ce point de vue un « retard » moins théorique qu'empirique en la matière[31].

Dans un numéro spécial de la revue britannique *Media, Culture & Society* sorti en septembre 2003, les universitaires britanniques Chris Atton et Nick Couldry expliquent le succès des recherches sur les médias alternatifs par des raisons structurelles[32]. Ils rappellent notamment qu'à la fin des années 1990, la recherche critique sur les médias et la culture est en perte de vitesse. Tout se passe comme si les journalistes et militants des médias alternatifs, avaient fourni à une fraction « critique » des chercheurs anglo-saxons ou latino-américains, l'essentiel de l'appareillage conceptuel et des modèles pratiques, permettant de relancer l'analyse critique du système médiatique[33]. Du point de vue des acteurs, les relations entre intellectuels critiques et militants de gauche[34] semblent pratiquement inversées : de producteurs de pensée critique à destination des mouvements sociaux, certains universitaires de gauche seraient devenus ici les recycleurs de discours produits par des militants ou des journalistes[35]. Un tel renversement n'est pas sans provoquer des tensions entre les uns et les autres[36].

---

[30] Pour un aperçu des quelques travaux publiés en France sur le sujet, voir : Blondeau O., *Devenir Média… op. cit*., Cardon D., Granjon F., *Médiactivistes… op. cit*., Chadaigne P.-J., La *communication alternative : la presse parallèle en France des années 60 à la fin des années 90*, Paris, Thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, dirigée par P. Albert, Université Paris II-Panthéon Assas, mars 2002, Ferron B., *La presse alternative locale en France*, mémoire DEA, IEP de Rennes, 2004.

[31] Pour une synthèse sur ces travaux, qui empruntent à des recherches anglo-saxonnes, voir Neveu E., *Sociologie du journalisme*, Paris, Repères, La Découverte, 2001.

[32] Il distinguent différentes causes au succès des études universitaires sur les médias alternatifs, parmi lesquelles le renouveau des mouvements contestataires dans la mouvance « altermondialiste » ; la démocratisation de l'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, en particulier le web ; la crise de la représentation démocratique, dans un contexte de marchandisation et d'imposition de l'idéologie néolibérale ; le soutien d'institutions internationales prestigieuses comme l'UNESCO à des projets éducatifs, sociaux ou politiques, visant à la démocratisation de l'accès aux médias, ou la promotion de « médias démocratiques » (Couldry N., Atton C, « Alternative media »… *op. cit*., p. 581).

[33] Une analyse proche pourrait être faite sur le cas français, qui donne un bon exemple du processus de circulation des discours critiques sur les médias entre champ politique, champ journalistique, et champ universitaire. La publicité faite, au milieu des années 1990, à des ouvrages de journalistes, adoptant un discours critique sur leur profession comme Alain Accardo (*Journalistes précaires, journalistes au quotidien*, Marseille, Agone, 2007), ou Serge Halimi (*Les nouveaux chiens de garde*, Paris, Raisons d'agir, 1997), ou à des universitaires critiquant l'emprise des logiques journalistiques sur les champs de production intellectuels (voir Bourdieu P., *Sur la télévision*, Paris, Liber, Raisons d'agir, 1996), a contribué à l'armement intellectuel de journalistes « alternatifs » (voir par exemple Ruffin F. *Les petits soldats du journalisme*, Paris, Les Arènes, 2003, et des témoignages in Ferron B. , *La presse alternative locale… op. cit*.). Pour une analyse plus large des relations entre le journalisme et ses critiques en France depuis le XVIIIe siècle, voir Lemieux C. *Mauvaise presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris, Métailié, 2000.

[34] Pour une analyse des transformations de la figure de l'intellectuel en France, voir notamment Ory P., Sirinelli J.-F., *Les intellectuels en France. De l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Collin, coll. U, 2002 (depuis l'affaire Dreyfus), Hourmant F., *Le désenchantement des clercs. Figures de l'intellectuel dans l'après-Mai 68*, Rennes, PUR, Res Publica, 1997 (depuis 1968).

[35] Pour une très vive attaque contre ce phénomène de reprise savante des discours militants radicaux sur les médias en France, voir Lapeyronnie D., « L'académisme radical ou le monologue sociologique. Avec qui parlent les sociologues ? », *Revue Française de Sociologie*, 45-4, octobre-novembre 2004, p. 621-651.

[36] Certains journalistes et militants engagés dans la « critique radicale des médias » manquent rarement une occasion de dénoncer ce qu'ils estiment être la timidité du milieu académique sur le sujet (voir par exemple Halimi S., « L'art et la

Si cette explication du succès relatif des *alternative media studies* pèche sans doute par excès de simplisme, dans la mesure où les militants eux-mêmes se servent des sciences sociales comme d'outils de légitimation de leurs critiques des médias, nombre de recherches sur les médias alternatifs portent cependant la marque de ce processus de circulation inversée entre discours théoriques et discours pratiques. Elles semblent laisser la proximité idéologique, voire la fascination pour l'objet d'étude, prendre le pas sur le travail d'objectivation scientifique. Au nom de l'impératif politique de lutte contre les formes de violence ou d'exclusion symbolique exercées par les médias dominants, la reprise savante des catégories de l'entendement militant est devenue une pratique routinisée et largement indiscutée dans le microcosme des chercheurs spécialisés sur les médias alternatifs. La mettre en question, au nom d'une exigence de scientificité, risque même d'apparaître comme une entreprise suspecte, ou tout simplement la preuve d'une posture académique orthodoxe. Mais rien ne permet de dire si la réflexion critique et l'action militante contre la « fabrique du consentement » médiatique[37] a plus à y gagner qu'à y perdre, en l'absence presque complète d'analyse sociologique du phénomène.

Commençons par mettre en évidence les difficultés liées à la définition même de l'objet dont il est ici question. La notion de média alternatif est en effet au centre de définitions controversées et d'approches concurrentes dont les variations ne doivent rien au hasard. Les recherches consacrées à cette catégorie de médias anti- ou non-conformistes se polarisent schématiquement autour de deux cadres normatifs *a priori* incompatibles. D'un côté, la dépréciation d'une sous-culture (*subculture*) illégitime, portée par des groupes d'individus qui seraient incapables de développer une stratégie efficace de pénétration du marché des biens médiatiques ou politiques, en raison de leurs carences organisationnelles et financières, leur manque d'ambition et de réalisme, leur amateurisme, la faible crédibilité de leurs informations, leur intolérance ou l'inconséquence de leurs prises de position éditoriales[38]. L'approche opposée consiste en une célébration fascinée d'un outil indispensable de la contre-culture (*counter-culture*) et des mouvements dissidents, véhicule d'une parole émancipée et émancipatrice, *voix des sans voix* contestant l'orthodoxie et la sclérose de la presse dominante, les normes de langage et de comportement des classes régnantes et possédantes, menaçant l'ordre établi ou défendant des idéaux démocratiques bafoués. Cette approche valorise ainsi la capacité des médias alternatifs à se constituer en lieux de réflexion, d'information et d'organisation des mouvements anti-autoritaires ou anti-capitalistes[39]. Or il semble que les chercheurs eux-mêmes soient partagés, si l'on en juge par la tonalité

---

manière d'ignorer la question des médias », in Pinto E. (dir.), *Pour une analyse critique des médias. Le débat public en danger*, Paris, Ed. du Croquant, 2007, p. 195-210).

[37] Chomsky N., Herman E. S., *La fabrique de l'opinion publique. La politique économique des médias américains* (1988), Le Serpent à Plumes, 2003.

[38] Une approche tout à fait emblématique de ce courant est donnée par un passage d'une étude sur la presse alternative alsacienne (une région de l'est de la France) du chercheur français en information-communication, Michel Mathien (Mathien M. *Médias en région*, Nancy, PUN, 1986). L'auteur décrit cette presse comme un phénomène inabouti, marqué par l'amateurisme de ses concepteurs, dont les motifs idéologiques lui paraissent particulièrement obscurs.

[39] Pour un exemple de cette perspective parfois enchantée, voir les témoignages recueillis in Langlois A., Dubois F., *Médias autonomes… op. cit.*

normative de leurs problématiques de recherche, entre ces deux postures, l'une de dépréciation et l'autre de valorisation.

Ce positionnement ambivalent pose un problème d'ordre épistémologique. Pour commencer, les deux registres d'appréhension et d'appréciation des médias alternatifs et radicaux mentionnés ne sont pas à mettre sur un pied d'égalité. Comme toute pratique collective étiquetée comme « déviante »[40], ces médias sont l'objet d'une exclusion partielle ou totale de la part des groupes établis[41]. La communication des groupes dissidents peut donc être considérée comme une pratique traversée et construite autour de luttes de définition que se livrent plusieurs catégories d'agents, favorables ou non à l'accès de ses acteurs et de ses messages à l'espace public. C'est pourquoi, historiquement, ces luttes ont pour objet central la légitimité et/ou la légalité des systèmes de pratiques et de représentations hétérodoxes défendus par ces militants ou journalistes de la communication alternative. Selon des logiques et des intérêts définis par la position qu'ils occupent au cœur ou aux marges du champ du pouvoir, États, gouvernements et partis politiques, *mass-media* et industries de la communication, universitaires, journalistes et éditeurs, étudiants, artistes, travailleurs, groupes religieux, syndicats, réseaux associatifs et militants, organisations non-gouvernementales ou « minorités ethniques » apparaissent comme les principaux agents collectifs ayant contribué à la création de conditions favorables ou défavorables à l'émergence de ces petits producteurs de biens (contre-)culturels[42].

Or, deux interrogations récurrentes traversent ces études sur les médias alternatifs. Premièrement, le thème de la communication alternative et la dénonciation des injustices en matière d'information et de communication sont devenus un véritable *leitmotiv* au sein des mouvements de gauche depuis les années 1970. Pour comprendre ce phénomène, nombre d'analystes considèrent cette communication alternative comme un objet, non seulement *extérieur* à « l'idéologie de la communication » et ses mécanismes intégrateurs[43], mais *en contradiction* avec les fondements mêmes de cette idéologie. Ne serait-il pas profitable à la recherche de reconsidérer ce présupposé théorique ? L'analyse ne gagnerait-elle pas à appréhender davantage les catégories de l'entendement « altermédiatique » (comme la notion de *contre-information* par exemple[44]) comme les produits de rapports de forces et d'enjeux de distinction entre les médiactivistes et le monde professionnel des médias? Toute la question est, dans ce cas, de déterminer si ces acteurs adoptent, vis-à-vis des normes professionnelles dominantes, une posture *distinguée* ou *distinctive*, pour reprendre une distinction de P. Bourdieu[45]

---

[40] Becker H., *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance* (1963), Paris, Métailié, 1985.

[41] Elias N, Scotson J. L., « Les relations entre établis et marginaux, essai théorique », *Logiques de l'exclusion. Enquête sociologique au cœur des problèmes d'une communauté* (1965), Paris, Fayard, 1997, p. 29-70.

[42] Rodriguez C., *Fissures… op. cit.*, p. 25-64 ; Downing J. D. H. et al., *Radical Media… op. cit*, p. 1-234.

[43] Breton P., Proulx S., *L'explosion de la communication* (1989), Paris, La Découverte/Poche, 1996, p. 13-14 ; Mattelart A., *La Communication-monde. Histoire des idées et des stratégies*, Paris, La Découverte/Poche, col. Sciences Humaines et Sociales, 1992.

[44] Cassigoli A., « Sobre la contrainformación y los asi llamados medios alternativos », in Simpson Grinberg M. (dir.), *Comunicación alternativa y cambio social. 1. América Latina* (1986), México, La Red de Jonas, Premia Editora, 1989, p. 64.

[45] Selon ce sociologue, la conduite « distinguée » est celle qui se distingue du commun sans chercher à le faire, tandis que la conduite « distinctive » est la conduite qui se distingue du commun en cherchant à le faire. On notera que, selon l'auteur, les

Une seconde interrogation s'impose ici. Insister sur la dimension construite des catégories subjectives des acteurs, n'est-ce pas risquer de minimiser le fait que l'importance et les effets « objectifs » de ces médias alternatifs ou militants restent largement méconnus, en raison notamment des contraintes économiques et juridiques qui s'exercent sur eux, des menaces ou violences que peuvent subir leurs collaborateurs, du dénigrement et de la condescendance avec lesquels ils sont considérés par les journalistes de l'*establishment* ou les groupes qui voient leurs intérêts menacés par ces publications ? Pour Clemencia Rodriguez, les médias alternatifs constituent des « protagonistes importants du paysage médiatique global »[46]. Mais on peut cependant se demander si le paradoxe consistant à pointer du doigt la centralité de ces périphéries médiatiques relève d'une stratégie académique de positionnement d'un objet illégitime sur le marché des biens universitaires, d'une entreprise politique de réhabilitation symbolique, ou bien si cette presse doit être considérée comme une réalité méritant un travail d'objectivation attentif, au même titre que la presse conventionnelle.

A partir d'un corpus composé de recherches académiques spécialisées consacrées à cet objet, cette section propose une synthèse critique centrée sur la question des luttes de qualification et de disqualification dont ces médias font l'objet dans les arènes politiques, médiatiques, militantes et les forums académiques. Après avoir distingué six approches dominantes, nous proposons ensuite notre définition des « médias des mouvements sociaux »[47].

Médias et communication. Déterminisme technologique et déterminisme social

La première difficulté à résoudre lorsque l'on veut définir un « média alternatif » est de s'entendre sur ce que l'on entend par « média ». Cette question est pourtant rarement prise en compte par les chercheurs qui s'intéressent à cet objet, qui tiennent généralement les définitions de ce terme pour acquis, au même titre que les notions qui constituent le champ sémantique de la communication (information, journalisme, espace public, etc.). Le risque est alors d'engager inconsciemment dans la recherche les présupposés de sens commun ou les théories semi-savantes que ces termes véhiculent[48]. Ainsi, il n'est pas rare de rencontrer dans la presse des définitions *technocentrées* des « médias alternatifs » fondées sur la hiérarchisation implicite de différentes techniques de communication. Alors que, par exemple, la télévision serait le média *mainstream* par excellence, Internet constituerait en tant que tel (c'est-à-dire indépendamment de son contenu ou de ses usages), un « média alternatif », étant

---

premières sont plus « payantes » que les secondes du point de vue des « profits de distinction » qu'elles procurent (Bourdieu P., « L'art de résister aux paroles », *Questions de sociologie*, Paris, éditions de Minuit, 1984, p. 13).

[46] Rodriguez C., *Fissures… op. cit*., p. xiii

[47] J'utiliserai de façon indéterminée les expressions « médias des mouvements sociaux » et « médias alternatifs » dans la thèse, pour simplifier la lecture – avec cependant une préférence pour la première (voir plus loin).

[48] Mattelart A., Mattelart M. *Penser les médias*, Paris, La Découverte, 1986.

données les opportunités offertes par le réseau pour la libre expression des subjectivités et les possibilités de connexions multiples entre les individus[49].

Cependant comme le remarque Rémy Rieffel, chercheur français en sciences de l'information et de la communication, le terme « média » est extrêmement polysémique. Il doit, selon lui, être compris au minimum dans deux acceptations complémentaires, l'une renvoyant à des instruments techniques de communication, l'autre (c'est l'originalité de cette définition) à des organisations économiques, sociales et symboliques :

> « les médias doivent être conçus, dans un premier temps, comme un ensemble de techniques de production et de transmission de messages à l'aide d'un canal, d'un support (journal papier, ondes hertziennes, câbles, etc.) vers un terminal (récepteur, écran) ainsi que comme le produit proprement dit de cette technique (journaux, livres, émissions) ; dans un second temps, comme une organisation économique, sociale et symbolique (avec ses modalités de fonctionnement, ses acteurs sociaux multiples) qui traite ces messages et qui donne lieu à des usages variés »[50].

Cette double définition présente l'avantage de limiter les risques de « technocentrisme » dans l'analyse des médias, en mettant le projecteur sur les conditions de production, de diffusion et de réception concrète des messages médiatiques par des groupes sociaux concrets. Elle ratifie les progrès réalisés dans l'étude sociologique des médias au cours des dernières décennies, qui ont cherché à comprendre les relations complexes entre les conditions de production des informations médiatiques et les contenus qu'elles médiatisent. C'est précisemment une des directions qu'il me semble nécessaire d'explorer pour réorienter l'étude des médias alternatifs dans une direction plus sociologique.

Cependant, cette définition ne résout pas tous les problèmes théoriques posés par l'usage du terme de « média ». Par exemple, si l'on s'en tient à son premier volet (technique), peut-on établir une frontière claire entre ce que l'on pourrait appeler une communication « immédiate » (ou directe) et une communication médiatique (ou indirecte) ? L'on trouve un exemple saisissant de moyen de communication directe par des groupes contestataires dans le récit autobiographique *Hommage à la Catalogne*, de l'écrivain et militant socialiste britannique Georges Orwell, mis en exergue de l'introduction. De même l'historienne française Arlette Farge explique le rôle joué par les rumeurs de la rue, visant la personne du roi, dans la France pré-révolutionnaire du XVIIIe siècle : elles auraient contribué à l'entretien, en dehors du champ politique, d'un « esprit de fronde » dans l'opinion populaire[51]. L'usage politique de la voix humaine et du langage constitue en ce sens un authentique *medium* de communication direct, sans artefact technique.

A l'autre extrême du *continuum* entre communication directe et indirecte, l'on trouve ce que l'on appelle communément les médias de masse (*mass media*). On peut les définir comme des ensembles de supports d'information et de communication à l'échelle des masses, tels que la radio, la télévision, les journaux, le cinéma ou la publicité. Ces médias ont la

---

[49] Pour une discussion de cette *doxa*, voir Chadaigne P.-J., « Internet est-il un média alternatif ? », *Les Cahiers du Journalisme*, 5, décembre 1998, p. 42-53.
[50] Rieffel R., *Que sont les médias ? Pratiques, identités, influences*, Paris, Gallimard, 2005, p. 30-31.
[51] Farge A., *Dire et mal dire. L'opinion publique au XVIIIe siècle*, Paris, Seuil, Librairie du XXIe siècle, 1998, p. 270.

particularité de pouvoir diffuser des contenus presque simultanément à un nombre très important de personnes. Le politiste britannique Benedict Anderson a montré leur rôle historique dans la formation de la conscience nationale dans les Etats modernes[52]. Le chercheur colombien en communication Jesús Martin-Barbero a également analysé les effets de l'émergence de la communication mass-médiatique sur les processus de déplacement des légitimités culturelles entre les élites et les classes populaires[53]. Or, l'une des difficultés à laquelle les chercheurs sur les médias alternatifs se confrontent régulièrement, lorsqu'ils cherchent à réflechir à leur objet, réside dans la prégnance de ce que le spécialiste bolivien de la communication « participative », Alfonso Gumucio-Dagrón, appelle le « mythe des trois P ». Selon cette conception largement répandue chez les acteurs de ces médias, les médias ne seraient « alternatifs » qu'à condition d'être « peu, petits et pauvres »[54]. De ce point de vue, l'idée même de « média de masse alternatif », explorée par le politiste québecois Nicolas Harvey dans une étude sur le mensuel français *Le Monde Diplomatique* semble presque une contradiction dans les termes[55], alors que les « micro-médias » imprimés clandestinement au Chili durant la dictature du général Augusto Pinochet, dans des conditions matérielles et politiques extrêmement précaires, semble, à l'inverse, incarner l'essence même de la communication dissidente[56].

Entre ces deux extrêmes, cependant, la plupart des analystes s'accordent à considérer qu'il existe une variété considérable d'instruments techniques qui peuvent être mobilisés à des fins de remise en question du *statu quo* politique et médiatique. Le chercheur en communication britannique John Downing propose ainsi une définition large des « médias alternatifs radicaux » en y incluant des outils d'expression publique très divers qui, au-delà des usages militants dominants de la radio, de la vidéo, de la presse écrite ou plus récemment d'Internet, ont en commun de manifester une opposition à l'ordre social établi : l'ironie et la satire publiques, certaines formes de danse contestataire, la poésie et la chanson engagées, les graffitis, les modes vestimentaires à contre-courant, le théâtre populaire ou de rue, les *performances* artistiques, les dessins satiriques, le photomontage, etc.[57]. La panoplie médiatique des groupes contestataires peut être encore élargie aux instruments les plus ordinaires de la communication militante : tracts, *flyers*, affiches, autocollants, pancartes, slogans, journaux, radios ou cinémas éphémères, téléphone portable, etc. L'usage de « porte-voix » lors de manifestations fournit une illustration de l'absence de frontière bien nette entre la communication médiate et immédiate. Il semble en effet difficile de poser une distinction

---

[52] Anderson B., *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme* (1983), Paris, La Découverte & Syros, col. Poche, Sciences humaines et sociales, 2002.
[53] Martín-Barbero J., « Matrices históricas de la massmediación », *De los medios a las mediaciones. Comunicación y hegemonía*, Convenio Andrés Bello, Santafé de Bogotá, 1989, p. 113-202.
[54] Gumucio-Dagrón A., « Call me impure: myths and paradigms of Participatory Communication », communication, Our Media, Not Theirs, Washington, 24 May 2004.
[55] Harvey N., « Logiques de marché d'un journal anticapitaliste : le *Monde Diplomatique* et la gestion de ses contradictions », Communication au Congrès des Associations Francophones de Science Politique, Québec, 26 mai 2007.
[56] Rio Donoso (Del) L., *Les micro-médias imprimés. Recherches sur la micropresse pendant la résistance chilienne. 1973-1989*, thèse de doctorat en Etudes des Sociétés Latino-Américaines, Université Paris III, Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine, novembre 1996.
[57] Downing J. D. H., *et al., Radical Media… op. cit.*

analytique satisfaisante entre l'organe de la main, utilisé comme prolongement « naturel » de la voix, pour permettre au message de parcourir une plus grande distance ou de s'adresser plus largement à une assemblée, et le mégaphone, instrument technique utilisé fréquemment dans les manifestations de rue contemporaines, avec une efficacité certes accrue mais une finalité strictement identique au précédent[58]. Une des variantes plus sophistiquée, utilisée par des militants de mouvements étudiants au Mexique par exemple, consiste à relier un mégaphone (*bocina*) à un amplificateur électrique, technique qui a donné naissance au phénomène des *radios bocina* que l'on peut traduire comme « radios porte-voix ». Ces radios ont proliféré sur le campus de l'Université Nationale Autonome de Mexico (UNAM), lors de la grande grève étudiante de 1999-2000.

La mise à jour de la variété des artefacts techniques utilisés par des groupes contestataires pour diffuser leurs discours dans l'espace public ne peut cependant permettre de conclure que, en matière de communication militante, tout se vaut. Deux chercheurs en information-communication, Jean-Marie Piemme et Armand Mattelart, ont ainsi montré contre une perception purement technocentrée des usages politiques des médias d'information, que tous les groupes sociaux ne bénéficient pas des mêmes facilités d'accès aux technologies de communication. En effet, selon les ressources des agents (notamment économiques et culturelles), corrélatives de leur position dans la structure de classe, certains groupes seront davantage prédisposés à utiliser certains médias que d'autres. Ainsi, la radio est souvent considérée comme le « *medium* du pauvre », comme le montre l'essor des radios communautaires de zones rurales en Amérique latine. A l'inverse, la presse écrite (qui demande un certain niveau d'alphabétisation) et, plus encore, la vidéo (qui exige des équipements coûteux ou peu accessibles à certaines populations démunies ou géographiquement isolées) sont considérés comme plus accessibles à des groupes mieux dotés en capital culturel et économique. Or, les auteurs remarquent que cet élément est rarement pris en compte par la réflexion de la gauche sur les médias[59]. Armand Mattelart a ainsi montré, dans une série d'études, la nécessité de tenir compte des conditions de vie matérielle des classes populaires pour mettre en place une politique de communication télévisuelle émancipatrice, lors d'une série d'enquêtes menées dans les bidonvilles de Santiago du Chili,

[58] C'est en ce sens que, dans les années 1960, l'essayiste étatsunien Marshall McLuhan définissait les médias comme des « prolongements technologiques » du corps de l'homme dans l'espace. Pour lui, le *medium* constitue le « vrai message » : « les effets d'un *medium* sur l'individu ou sur la société dépendent du changement d'échelle que produit chaque nouvelle technologie, chaque prolongement de nous-mêmes, dans notre vie […]. [Ainsi], la lumière électrique est de l'information pure. C'est un *medium* sans message, pourrait-on dire […]. Ce fait, caractéristique de tous les médias, signifie que le 'contenu' d'un *medium*, quel qu'il soit, est toujours un autre *medium*. Le contenu de l'écriture, c'est la parole, tout comme le mot écrit est le contenu de l'imprimé et l'imprimé, celui du télégraphe […]. Le 'message' d'un *medium* ou d'une technologie, c'est le changement d'échelle, de rythme et de modèle qu'il provoque dans les affaires humaines […]. Aussi est-ce l'électricité, qui a liquidé la succession en rendant les choses instantanées, qui a provoqué le plus grand des renversements […] Tous les médias ont ce pouvoir d'imposer à quiconque n'est pas sur ses gardes les postulats sur lesquels ils reposent […]. Ce n'est pas au niveau des idées et des concepts que la technologie a ses effets ; ce sont les rapports des sens et les modèles de perception qu'elle change petit à petit et sans rencontrer la moindre résistance » (McLuhan M., « Le message, c'est le *medium* », in *Pour Comprendre les médias. Les prolongements technologiques de l'homme* (1964), trad. de l'anglais Jean Paré, Paris, Seuil, col. Points, 1968, p. 25-40).

[59] Mattelart A., Piemme J.-M., « New means of communication: new questions for the left », *Media, Culture and Society*, Alternative Media, 2/4, octobre 1980, p. 321-338.

sous le gouvernement de l'Union Populaire[60], et au Mozambique, sous le gouvernement du Frelimo[61].

Cette remarque invite à prendre garde à ce qui constitue fréquemment l'un des impensés des recherches sur les médias alternatifs : dans les conflits médiatiques asymétriques auxquels prennent part les groupes dissidents, ils ont rarement le libre choix des armes. C'est la raison pour laquelle je définirai le terme « média » en évitant de limiter son usage aux dimension techniques et instrumentales, mais de façon relationnelle (c'est-à-dire sociologique) comme des *technologies sociales* d'information et de communication.

Les médias alternatifs, un monde médiatique renversé ?

Un second point mérite ici d'être discuté. La plupart des définitions des médias alternatifs se concentrent en effet moins sur le *medium* que sur le message, autrement dit sur les contenus médiatiques que sur leur contenant. Des travaux réalisés dans les années 1970 et 1980 adoptent ainsi une vision des médias alternatifs comme des reflets inversés des médias conventionnels. Cette approche « en négatif » se retrouve dans les recherches du groupe de recherche Comedia sur la presse minoritaire en Grande-Bretagne[62]. La définition proposée dans ces recherches repose sur une certaine essentialisation du « système médiatique »[63] comme totalité fonctionnelle unifiée. Cette vision théorique peut être analysée comme une reprise savante des représentations indigènes. En effet, elle fait abstraction des luttes menées par les militants des médias alternatifs pour imposer une vision critique des médias dominants (ou des institutions qui les financent ou légiférent à leur sujet). Ne pas tenir compte de tout le processus de construction collective de la réalité médiatique, c'est risquer une analyse incomplète. Ces deux catégories d'agents trouvent en effet un *intérêt*, différent mais convergent, à exacerber les oppositions entre l'ordre médiatique dominant et ses critiques les plus radicales – qui peuvent dès lors être appréhendées comme « extérieures » à cet ordre. Une telle approche contribue donc à ce que les principes de vision et de division qui structurent les discours de ces acteurs prennent corps dans la réalité sociale, voire s'institutionnalisent sous la forme de textes juridiques ou de programmes d'action publique. Ainsi, la *Royal Commission on the Press*, en 1977, publie un rapport sur les périodiques et la presse alternative en Grande-Bretagne : les critères retenus établissent une relation inverse systématique avec les pratiques ou représentations dominantes[64]. Cette définition institutionnelle peut d'ailleurs être interprétée comme une stratégie de neutralisation du potentiel subversif des publications alternatives, dans la mesure où elles ne sont supposées

[60] Mattelart A., Mattelart M., « Pouvoir populaire et culture : la subversion de la télévision telle qu'on la consomme », *De l'usage des médias en temps de crise. Les nouveaux profils des industries de la culture*, Paris, Alain Moreau, 1979, p. 329-381.
[61] Mattelart A., Mattelart M., « Voyage au Mozambique », *De l'usage … op. cit.*, p. 383-424.
[62] Comedia, « Alternative Press: The Development of Underdevelopment », *Media, Culture and Society*, 6/2, 1984, p. 95-102.
[63] Hallin D., Mancini P., *Comparing Media Systems. Three models of Media and Politics*, Cambridge University Press, 2004, p. 10-13.
[64] Cité in Atton C., « A reassessment of the alternative press », *Media, Culture and Society*, 21, 1999, p. 51.

toucher que des groupes sociaux de taille très restreinte, hostiles à l'opinion de la majorité... et être très difficiles à dénicher. Le problème de cette définition *dépolitisante* voire *stigmatisante*, est redoublé si l'on considère le fait qu'une telle acception ne permet pas de tracer nettement la ligne qui sépare la presse *mainstream* de la presse alternative. En effet, comme le remarque J. Downing, « n'importe quoi, d'un certain point de vue, est alternatif à quelque chose d'autre »[65].

Les critiques formulées à l'encontre de ces approches s'accordent sur la nécessité de tenir compte des propriétés originales des médias alternatifs. C. Atton estime qu'il est peut-être « plus utile d'élaborer des modèles théoriques pour les médias alternatifs et radicaux, non pas à partir des pratiques existantes des médias dominants, *mais à partir des pratiques de médias qui proposent une opposition à cette domination* »[66]. De même, C. Rodriguez reproche aux visions traditionnelles des médias alternatifs de les définir par ce qu'ils ne sont pas et non par ce qu'ils sont réellement. Une telle perspective autorise ainsi à les évaluer à l'aune de leur capacité à « altérer le mégalithe de l'empire médiatique », et à les déclarer en échec vis-à-vis des grandes entreprises de presse[67]. James Hamilton refuse également toute réduction des médias alternatifs à une forme d'opposition à la culture de masse : dans sa perspective, les médias alternatifs doivent aussi « permettre la communication alternative ». Leur union devrait rendre possible « l'articulation d'un ordre social *différent de* et souvent *opposé à* l'ordre dominant »[68]. On retrouve ici le dilemme auquel est confrontée toute tentative de définition du terme « alternatif » : l'opposition entre son caractère « marginal » (en dehors du système) et de son caractère « altérant » (contre le système)[69]. Plus généralement, les approches qui reposent sur une distinction ou une opposition tranchée entre *mainstream* et *alternative media* tendent à rationaliser sous une forme scientifique les représentations que les agents eux-mêmes se font de l'univers médiatique, et à faire abstraction des hiérarchies entre les organes de presse dits dominants et les rapports de forces internes qui les structurent. Or il n'est pas rare de constater l'existence de nombreuses passerelles entre *mainstream media* et *alternative media*. C'est la raison pour laquelle je propose ici de considérer le terme « alternatif » comme une prénotion, qui est l'objet de luttes de définitions entre des acteurs : la distinction entre médias dominants et médias alternatifs, dans cette perspective sociodynamique, réfracte des rapports de forces sociaux.

Les approches par critères de la « communication démocratique »

Ces remarques invitent à réfléchir, dans un troisième temps, sur les fondements et les mécanismes rétroactifs de renforcement ou d'affaiblissement des relations de domination entre ces deux catégories de médias, d'un côté, et entre les médias alternatifs eux-mêmes, d'un

[65] Downing J. D. H. *et alii, Radical Media… op. cit.*, p. ix.
[66] Atton C., *Alternative media… op. cit*.
[67] Rodriguez C., *Fissures… op. cit*., p. 13
[68] Hamilton J., « Alternative media : conceptual difficulties, critical possibilities », *Journal of Communication Inquiry*, 24/4, 2000, p. 362.
[69] Cité in Chadaigne P.-J., *La communication… op. cit*., p. 18.

autre. Pour reprendre la question du militant québécois Michel Albert, « qu'est-ce qui rend alternatifs les médias alternatifs ? »[70] Les définitions que l'on peut qualifier de « critérielles » sont assez fréquentes dans la littérature militante ou savante. Elles reposent sur le présupposé normatif selon lequel il existerait un type « pur » de médias alternatifs : ceux qui répondent à tous les critères d'excellence. Ainsi, les éditeurs de *Alternative in Print*, un catalogue international de livres, pamphlets, périodiques et matériel audiovisuel publié aux Etats-Unis, suggèrent trois critères simples permettant de définir les publications alternatives : la publication doit être non-commerciale et montrer une préoccupation élémentaire pour les idées, et non pour le profit, comme motivation pour publier ; d'autre part, l'objet des publications doit se concentrer sur la responsabilité sociale ou l'expression créative, ou simplement une combinaison des deux ; enfin, il est suffisant pour les auteurs de la publication de se définir eux-mêmes comme des éditeurs alternatifs[71]. Selon cette série de critères, les « journalistes alternatifs » privilégieraient les intérêts liés à l'économie symbolique de leurs publications plutôt que leur économie matérielle ou financière. Le troisième critère indique également que la reconnaissance ou l'auto-reconnaissance par un groupe d'une activité comme « alternative » est un critère nécessaire voire suffisant pour autoriser cette appellation.

Les approches par définition de critères illustrent toute la difficulté de définir les médias alternatifs sur la base de caractéristiques prédéfinies et générales. Cette démarche est en effet sous-tendue par des considérations d'ordre normatif : quel est le vrai, le bon, le pur média alternatif ? Ce type de visions idéalisées est propice à des questionnements insolubles, car la définition des critères d'excellence est précisément un enjeu de luttes à l'intérieur comme à l'extérieur de ces médias. Pourquoi choisir tel(s) critère(s) plutôt que tel(s) autre(s) ? Qui peut juger de la légitimité de ces critères ? Combien de critères sont nécessaires ? Quels critères sont les plus déterminants ? Ces critères ne sont-ils pas sujets à variations ? Enfin, est-ce que tous les critères sont valables pour tous les médias dits « alternatifs », ou bien ce terme peut-il être divisé en sous-catégories répondant à des critères différents ?

Ainsi, pour R. William, la « communication démocratique » se définirait par trois aspects principaux : la décapitalisation, la déprofessionnalisation, la désinstitutionnalisation[72]. Mais une telle définition implique de n'inclure dans l'analyse que des organisations à buts non-lucratifs (alors que certains médias qui se revendiquent « alternatifs » sont des entreprises commerciales), uniquement fondées sur le bénévolat et l'amateurisme (alors que pour certains acteurs, le fait de se professionnaliser est précisément une condition pour constituer une « alternative » viable à la presse conventionnelle), dont la durée de vie est limitée et la structure nécessairement peu formalisée (alors que les questions de structuration internes peuvent constituer des enjeux importants pour les acteurs de cette presse).

Malgré ces limites, il est utile ici de dresser un tableau récapitulatif des différents critères généralement mobilisés par les acteurs des médias alternatifs pour définir la presse

[70] Albert M., « Qu'est-ce qui rend alternatifs les médias alternatifs ? », *Ao ! Espaces de la parole*, VI/2, 2000, p. 54-58.
[71] Cité in Atton C., « A reassessment… », *op. cit.*, p. 51.
[72] Cité in Atton C., *Alternative… op. cit.*, p. 4.

alternative. A défaut de décrire empiriquement comment fonctionnent les organisations, il donne un aperçu de leurs catégories de vision et de division du monde des médias.

	Médias conventionnels	**Médias alternatifs**
Type d'organisation, statut légal	Entreprise capitaliste à but lucratif (secteur privé) ou entreprise de service public (secteur public)	Association volontaire à but non-lucratif (tiers-secteur) ou collectif informel (secteur parallèle)
Principales sources de financement	Vente Publicité Aides publiques d'Etat	Autofinancement (vente) Absence ou limitation de la publicité Absence ou limitation des aides publiques
Fonctionnement interne de la rédaction	Hiérarchies formelles (« verticalité ») Journalistes professionnels Recherche de rendements et économies d'échelle	Absence ou limitation des hiérarchies formelles (« horizontalité ») Journalistes non-professionnels Primauté donnée aux « valeurs » collectives sur les contraintes économiques
Ligne éditoriale et contenus	Proximité aux élites sociales, reproduction de l'idéologie dominante Logique du scoop, homogénéité des informations et des programmes	Proximité aux classes populaires ou minorités Multiplicité des points de vue, informations inédites
Circuits de diffusion	Espace public commercial ou officiel	Espaces publics alternatifs ou oppositionnels (cafés, librairies, espaces culturels *underground*, communautés locales, manifestations, assemblées politiques)
Forme de communication	Communication instrumentale : le producteur impose son message au récepteur	Communication participative : interactions égalitaires entre producteurs et récepteurs
Perception des effets politiques	Renforcement du *statu quo*, Stabilisation de l'ordre politique	Rupture du *statu quo* Déstabilisation de l'ordre politique

Alternatifs ? Radicaux ? Citoyens ? Les approches typologiques

Une quatrième approche domine les études consacrées aux médias alternatifs. Elle consiste à définir les médias alternatifs en procédant à des classifications ou des typologies. Par exemple, Rodger Streitmatter, auteur d'une étude sur la presse dissidente aux Etats-Unis, distingue la presse « dissidente » de la presse « alternative ». Les publications dissidentes ont selon lui deux caractéristiques. Non seulement elles offrent « des points de vue différents de ceux qui sont émis par la presse conventionnelle », mais elles « cherchent à *changer la société* de manière effective ». Les « publications alternatives », par contre, regroupent les publications qui expriment simplement des points de vue différents de la presse conventionnelle, sans projet concret de changement social (par exemple une partie de la presse *underground* américaine dans les années 1960-1970). Par conséquent, « toutes les publications dissidentes sont des publications alternatives, mais beaucoup de publications

alternatives ne sont pas dissidentes »[73]. Le critère pertinent de distinction entre les publications est ici leur degré de « radicalité » politique, ce qui révèle un parti-pris du chercheur, qui reprend implicitement dans sa définition (scientifique) une distinction (politique) récurrente au sein de la gauche radicale, entre « réformistes » et « révolutionnaires ».

D'autres typologies ont été proposées. Elles reposent sur des catégories qui n'ont pas forcément trait uniquement à la philosophie éditoriale des publications, mais à leur fonctionnement interne. Ainsi, Michael Traber identifie deux grands types de presse alternative : *advocacy press (*associée à la défense d'une cause) et *grassroots press* (littéralement presse « de la base »)[74]. Si l'*advocacy press* se caractérise par l'adoption de valeurs très différentes de celles des médias de masse, introduisant « des acteurs sociaux alternatifs tels que les pauvres, les opprimés, les marginaux et bien entendu les travailleurs manuels ordinaires, les femmes, les jeunes et les enfants en tant que sujets principaux de leurs informations et de leurs contenus »[75], la *grassroots press* serait différente, car produite par les groupes dont il est question dans les publications eux-mêmes. Cela n'interdirait pas l'engagement de professionnels, mais ils resteraient strictement confinés dans un rôle de conseillers : leur présence devrait permettre aux « gens ordinaires » de produire leur propre message, en conformité avec leur système de valeur et leur vision du monde.

Il est également possible de concevoir une catégorie regroupant l'ensemble des médias non conventionnels et critiques, et de déterminer les pôles autour desquels se jouent les rapports de force entre les différents types de médias alternatifs. Les chercheurs français Fabien Granjon et Dominique Cardon proposent dans cette perspective le concept de « mobilisations informationnelles ». Ils distinguent au sein de ces mobilisations deux grands pôles de critique des médias dominants, qui se sont développés depuis les années 1970 : la « critique anti-hégémonique » et la « critique expressiviste »[76]. La critique anti-hégémonique s'attache « à mettre en lumière la fonction propagandiste des 'appareils idéologiques de la globalisation' que sont les médias et appellent à la création d'un 'contre-pouvoir critique'. Elle dénonce pêle-mêle l'inégale répartition des flux d'informations à l'échelle planétaire, l'hégémonie culturelle des médias occidentaux, l'allégeance des entreprises de presse au monde politico-économique, la clôture de l'espace journalistique sur ses enjeux professionnels, la recherche du profit et du sensationnalisme ». Les « médias radicaux » étudiés par J.Downing en offrent des illustrations[77]. La critique expressiviste, de son côté, refuse « l'accaparement de la parole par les professionnels, les porte-parole et les experts » : elle propose moins « de réformer les communications de masse et le journalisme professionnel que de libérer la parole individuelle » et l'instauration de dispositifs de parole ouverts. Les « médias citoyens » étudiés par C. Rodriguez sont les porteurs emblématiques de

[73] Streitmatter R., *Voices of revolution. The dissident press in America*, Columbia University Press, New York, 2001, p. x-xi.
[74] Cité in Atton C., « A reassessment… », *op. cit.*, p. 52.
[75] *Ibid.*
[76] Cardon D., Granjon F., « Les mobilisations informationnelles dans le mouvement altermondialiste », Paris, Colloque « Les Mobilisations altermondialistes », 3-5 décembre 2003.
[77] Downing et al. *Radical Media… op. cit.*

cette critique[78]. L'intérêt de ce modèle d'analyse est de combiner une approche synchronique (les deux cadres d'interprétation sont considérés comme les deux faces d'une même pièce) à une approche diachronique (chaque tradition critique connaît des évolutions dans le temps). Elle tend cependant à faire reposer les controverses politiques entre les tenants de telle ou telle critique sur des facteurs essentiellement idéologiques, au lieu de s'interroger sur les conditions de possibilité de telles critiques, et l'intérêt des agents à investir ces discours.

From the margin to the mainstream. Les monographies historiques

Une cinquième approche regroupe des travaux historiques qui s'attachent précisément, contre une certaine tendance à la sur-théorisation de l'objet, à reconstituer, souvent sous forme de monographies locales ou nationales, les conditions de genèse et les processus de transformation de ces médias dans leur contexte social et politique. Cette approche évite en général la réification du phénomène des « médias alternatifs ». Elle invite à réfléchir à la question de savoir si un journal alternatif est voué à rester « alternatif » durant toute son existence voire, même si ce qualificatif ou un équivalent continue de lui être attribué, si la signification du mot ne change pas au cours du temps. Dans leur étude sur « les voix alternatives dans la dernière génération de l'Apartheid », Les Switzer et Mohamed Adhikari montrent ainsi comment la presse contestataire sud-africaine qui s'est développée sous le régime d'apartheid est devenue, *from the margins to the mainstream*, la presse du nouveau consensus démocratique post-transition[79]. De même Rosalind Bresnahan montre comment les logiques du système néolibéral, après la transition démocratique au Chili au tournant des années 1990, ont conduit à une situation paradoxale : le pluralisme des médias et la vitalité des mobilisations sociales se sont amoindris par rapport au temps de la dictature du général Pinochet[80]. Le nouveau gouvernement aurait ainsi favorisé une « explosion des médias commerciaux » et une « implosion de la vie publique », obligeant les médias alternatifs soit à s'intégrer au système – par le biais d'une législation contraignante, soit à disparaître. En France, l'histoire du quotidien *Libération* est un autre exemple emblématique de ce processus : créé en 1973 par des groupes d'extrême-gauche dans le but de « donner la parole au peuple », le journal a connu une série de transformations successives qui ont conduit, en 2006, à l'ouverture de son capital aux intérêts financiers[81]. L'on retrouve ici un constat paradoxal mis en évidence par Peter Lewis : « ce qui était hier un média clandestin et alternatif peut être aujourd'hui, dans la légalité, un succès commercial qui demain pourrait être repris par une grande multinationale »[82].

---

[78] Rodriguez C. *Fissures… op. cit.*

[79] Switzer L, Adhikari M. (eds.), *South Africa's Resistance Press. Alternative Voices in the Last Generation under Apartheid*, Ohio University Center for International Studies, USA, 2000.

[80] Bresnahan R., « The Media and the Neoliberal Transition in Chile. Democratic Promise Unfulfilled », *Latin American Perspectives*, 133, 30/6, November 2003, p. 39-68.

[81] Pour une histoire détaillée de ce journal par un de ses anciens journalistes, voir Guisnel J., *Libération, la biographie* (1999), Paris, Essais, Poche, La Découverte, 2003.

[82] Lewis P. (dir.), *Les médias alternatifs entre les réseaux planétaires et la vie locale*, Paris, UNESCO, 1993.

Pour une approche relationnelle et dynamique

La vision qui domine les travaux académiques relève schématiquement d'une perception des médias alternatifs comme des « créations incréées », c'est-à-dire des produits culturels dont les auteurs agiraient dans une souveraine liberté, indépendamment des contraintes économiques ou symboliques imposées par les logiques dominantes de l'ordre social (comme les modes de gestion des entreprises de presse ou l'agenda médiatique). Les médias alternatifs sont ainsi, le plus souvent, étudiés sous deux angles : soit comme de simples « techniques de communication » au service des mouvements contestataires (modèle de propagande), soit comme des organisations dont le fonctionnement artisanal serait assuré par la force morale intrinsèque de leurs idéologies justificatrices. Les études de cas historiques présentées ci-dessous demeurent souvent de caractère trop idiographique pour permettre de mettre à jour l'existence de lois générales de fonctionnement de ces entreprises militantes « altermédiatiques »[83]. La prise en compte de l'historicité des médias alternatifs permet cependant de poser la question des dynamiques structurelles à l'œuvre dans ces microcosmes de production symbolique. Il s'agit de déterminer, d'une part, si ces médias sont *extérieurs* à l'univers politique et médiatique institué (comme le sont les publications clandestines dans des régimes autoritaires) ou bien s'ils occupent des positions marginales *au sein même* de cet univers (comme dans les régimes démocratiques). Il s'agit parallèlement de comprendre les trajectoires des agents dans ou en marge de ces univers, en intégrant la variable historique.

Plusieurs travaux ont déjà cherché à donner des éléments de réponse à cette question. Le travail de Rainer Mathes et Barbara Pfetsch sur le rôle de la presse alternative allemande dans le processus de mise sur agenda médiatique de « contre-problèmes publics » (*counter issues*) révèle ainsi la dimension systémique des relations entre agents dominants et agents dominés de l'espace médiatique. Grâce au travail politique d'une coalition d'entrepreneurs de causes, ces médias ont contribué à produire un « effet d'engrenage » (*spill-over effect*), au terme duquel les élites établies et les institutions politiques ont été amenées à tenir compte, dans leurs décisions, de problèmes politiques ou environnementaux peu à peu introduits dans la sphère publique « légitime »[84]. De même, James Lewes analyse le contexte d'émergence de la presse *underground* américaine à la fin des années 1960. Il observe que, en dépit de leur attitude critique à l'égard des affiliations institutionnelles et des pratiques des médias dominants, « les militants de la presse *underground* ont été amenés à définir leurs médias dans les termes de, et en contraste par rapport à la presse dominante »[85]. Ainsi, les interactions conflictuelles entre presse dominante et presse alternative ne peuvent être analysées

[83] Selon la distinction du philosophe et historien allemand Wilhem Windelband, les sciences idiographiques (comme l'histoire) s'opposent aux sciences nomothétiques (comme la sociologie) au sens où ces dernières « cherchent à établir des lois générales abstraites pour des processus, des phénomènes ou événements susceptibles de se reproduire un nombre indéterminé de fois, tandis que les sciences idiographiques cherchent à comprendre l'unique et le non-récurrent » (Nadeau R., *Vocabulaire technique et analytique de l'épistémologie*, Paris, PUF, 1999, p. 637).

[84] Mathes R., Pfetsch B., « The Role of the Alternative Press in the Agenda-Building Process: Spill-Over Effects and Media Opinion Leadership », *European Journal of Communication*, 6, 1991, p. 33-62.

[85] Lewes, J., « The Underground Press in America (1964-1968): Outlining an Alternative, the Envisioning of and Underground », *Journal of Communication Inquiry*, 24/4, October 2000, p. 388.

indépendamment des rapports de force structuraux entre les groupes qui les composent, et des conjonctures politiques singulières dans lesquelles ils agissent. Tout semble indiquer que c'est l'institutionnalisation des luttes symboliques asymétriques entre les militants des médias alternatifs et les journalistes de la presse conventionnelle, qui constitue le principal fondement de la distinction entre ces deux catégories de médias. Or, les chercheurs se contentent généralement de les distinguer sur un plan analytique et non dans une perspective socio-dynamique. Dès lors, comment expliquer l'existence de ce jeu de luttes autrement que par un raisonnement circulaire – l'*inclinaison* des agents au conflit ? En effet, un tel raisonnement ne nous dit rien sur le degré d'inclinaison du terrain de jeu et ne nous explique pas pourquoi certains joueurs semblent prédisposés à se laisser glisser sur la pente du conflit

B/ Une définition sociologique des « médias des mouvements sociaux »

Les cinq approches distinguées précédemment illustrent l'extrême labilité des « critiques en acte » de l'ordre politique et médiatique dominant à travers la production militante d'instruments d'information et de communication qui entendent instaurer une rupture avec les pratiques dominantes. Cette hétérogénéité est en rapport étroit avec la multiplicité des définitions existantes du terme de « média alternatif » et ses équivalents, dont on a vu le caractère fortement polysémique et normatif[86]. Pour éviter les différents biais mentionnés, je propose, dans la continuité de récents travaux de John Downing, de distinguer par souci de clarification entre l'expression indigène de « média alternatif » et celle, plus à même de contribuer à l'objectivation sociologique du phénomène, de « médias des mouvements sociaux »[87]. Cette expression permet, en effet, une rupture épistémologique plus efficace avec les croyances des acteurs, et évite les présupposés normatifs du syntagme « média alternatif ». Ce dernier tend à considérer comme acquis (au lieu de la prendre comme objet d'étude) la croyance indigène dans l'existence d'une différence ontologique entre ces médias et les médias conventionnels. L'expression « médias des mouvements sociaux » renvoie au fait, plus facilement vérifiable par l'observation empirique, que ces médias sont produits par et pour des groupes contestataires de caractère extra-parlementaire, qui revendiquent publiquement une transformation de tout ou partie des règles du jeu politique. Je considère que ce terme ne s'applique pas de façon universelle et uniforme à l'ensemble des médias auxquels renvoie l'expression de « médias alternatifs », mais à une partie d'entre eux seulement : ceux qui sont produits pour et par des acteurs de mouvements sociaux. Je propose

[86] Lors de mes recherches bibliographiques, j'ai comptabilisé une cinquantaine d'adjectifs différents utilisés pour les désigner. Ces termes désignent des médias de nature très différente. En voici la liste par ordre alphabétique: Alternatif, Amateur, Autonome, Base (de la), But non lucratif (à), Citoyen, Clandestin, Communautaire, Contre-information (de), Diasporique, Dissident, Educatif, Ethnique, Libre, Indépendant, Indigène, Insurrectionnel, Jeune, Local, Marginal, Micro-média, Militant, Minorités (des), Mouvements sociaux (des), Multi-culturel, Opposition (d'), Parallèle, Participatif, Pirate, Politique, Populaire, Protestataire, Radical, Rebelle, Résistant, Révolutionnaire, Rue (de la), Rural, Société civile (de la), Subversif, Syndical, Tactique, Tiers secteur (du), Underground, Travailleurs (des).

[87] Downing J. D. H., « Social movement theories and alternative media », *Communication, Culture & Critique* 1/1, 2008, p. 40-50. Voir également sous la direction du même auteur : *Encyclopedia of Social Movement Media*, Sage Publications, Reference, Thousand Oaks, London, New Delhi, Singapore, 2010.

donc cette définition des médias des mouvements sociaux, dont les différents termes font l'objet d'une explication plus détaillée dans les pages qui suivent, comme des *technologies sociales d'information et de communication mobilisées par des entrepreneurs de problèmes publics occupant des positions sociales relativement dominées*. Ces instruments, utilisés dans des conditions d'autonomie partielle, sont destinés à offrir un contrôle des messages que les mouvements sociaux souhaitent diffuser dans l'espace public. Cette définition repose sur une série de concepts analytiques tirés principalement de la sociologie, des sciences de l'information et de la communication et de la science politique, que je présente ici en trois temps : les « technologies sociales d'information et de communication » ; les « entrepreneurs de problèmes publics » ; les « positions sociales dominées ».

Des technologies sociales d'information et de communication

La réduction des « médias alternatifs » à se simples instruments techniques d'information et de communication constituerait une erreur d'analyse. Le politiste français Alain Garrigou suggère dans une analyse des effets sociaux de l'instrumentation du vote en France à travers des procédures concrètes, en particulier la mise en place du dispositif de l'isoloir en 1913, qu'il est nécessaire de rapporter les instruments techniques à des relations sociales[88]. Il s'agit donc de faire passer l'analyse des « médias » d'une approche de sens commun essentiellement fondée sur une vision instrumentale des instruments (selon laquelle ils ne seraient que des outils neutres de l'expression d'opinions pré-constituées[89]), à une approche qui leur donne un statut d'objet politique et une *fonction d'objectivation de relations sociales et politiques* historiquement situées. Ce changement de problématique replace au centre de l'étude du phénomène les relations structurées entre les groupes qui produisent ces médias et ceux qu'ils médiatisent, qu'il s'agisse des relations relativement symétriques avec les groupes dominés qu'ils « équipent » en technologies médiatiques, ou des relations relativement asymétriques avec les groupes dominants de l'*establishement* politique et médiatique.

La question est de savoir si le processus de division du travail de médiatisation des mouvements sociaux contribue à produire de nouveaux rôles différenciés pour les militants, et si cette différenciation a des effets sur la production et la diffusion des messages. De nombreuses études suggèrent, en effet, que les « médiateurs » ou les « intermédiaires culturels » (comme les experts, les journalistes, les traducteurs) ne sont jamais de simples agents neutres de transmission des messages. Au contraire, ils participent toujours d'un processus de décodage et de recodage qui leur octroît certains avantages (par exemple professionnels, financiers ou symboliques), mais qui leur impose en retour une série de

[88] Garrigou A., « La construction sociale du vote. Fétichisme et raison instrumentale », *Politix*, 22, 1993, p. 5-42.
[89] C'est ce que suggère la première partie de la définition du terme « média » de R. Rieffel.

contraintes (par exemple des normes de comportements ou de discours adaptés à leurs différents interlocuteurs)[90].

C'est dans cette perspective, par exemple, que le chercheur britannique Chris Atton insiste fortement sur la nécessité de distinguer les *attitudes politiques* des *positions sociales* des différents acteurs qui participent à l'économie de production et de diffusion des médias alternatifs (rédacteurs, éditeurs, imprimeurs, distributeurs, libraires, lecteurs, etc.)[91]. Cette distinction permet, en effet, d'éviter d'aborder ces médias comme de simples instruments techniques de diffusion de savoirs et de savoirs-faire politiques contestataires. Il s'agit de les considérer comme des micro-univers sociaux dans lesquels non seulement des savoirs et savoirs-faire sont produits et circulent, mais qui favorisent des interactions et des synergies concrètes entre leurs producteurs et leurs récepteurs. L'auteur emprunte ici le concept de « champ de production culturelle » à P. Bourdieu pour désigner ce jeu de relations où les médias alternatifs permettent des modes d'acquisition « hérétique » du capital culturel, et la formation autodidacte d'intellectuels critiques que leur *habitus* rend particulièrement peu disposés à accepter sans résistance les normes de classement et de perception dominantes du monde social[92]. La résistance symbolique des « médiactivistes » peut ainsi se manifester par des ruptures avec les manières socialement *normales* de faire fonctionner un « média » (absence de rédacteur en chef, pas de publicité, pas de salariés, styles rédactionnels hors-normes, etc.), ou encore des pratiques contestataires qui s'apparentent à des formes « d'exercice illégal » de la politique ou du journalisme (graffitis, occupations de l'espace public, usage de l'insulte *ad hominem* dans les publications, etc.).

---

[90] Osborne T., « On mediators : intellectuals and the ideas trade in the knowledge society », *Economy and society*, 33/4, 2004, p. 430-447, Mellor N., « Arab journalists as cultural intermediaries », *The International Journal of Press/Politics*, 13, 2008, p. 465-483, Heilbron J., Sapiro G., « La traduction littéraire, un objet sociologique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 144, septembre 2002, p. 3-5.

[91] Atton C., *Alternative… op. cit*.

[92] Bourdieu définit les « champs » comme des petits univers sociaux (microcosmes) à l'intérieur du grand monde social (macrocosme), par exemple le champ politique, le champ religieux ou le champ scientifique. Un champ fonctionne « à la fois comme un champ de forces, dont la nécessité s'impose aux agents qui s'y trouvent engagés, et comme un champ de luttes à l'intérieur duquel les agents s'affrontent, avec des moyens et des fins différenciés selon leur position dans la structure du champ de forces, contribuant ainsi à en conserver ou à en transformer la structure » (Bourdieu P., « Espace social… », *op. cit*., p. 55). Les rapports de forces entre les agents qui structurent un champ social dépendent du volume et de la structure de leur « capital », un concept qui ne se limite pas au « capital économique », mais définit une relation sociale structurée par les propriétés sociales des agents, comme le sexe, l'âge, le statut matrimonial, la résidence, etc. Pour éviter une interprétation réifiée de ce concept, qui se veut relationnel et dispositionnel, l'auteur précise : « le capital étant un rapport social, c'est-à-dire une énergie sociale qui n'existe et ne produit ses effets que dans le champ où elle se produit et se reproduit, chacune des propriétés attachées à la classe reçoit sa valeur et son efficacité des lois spécifiques de chaque champ : dans la pratique, c'est-à-dire dans un champ particulier, toutes les propriétés incorporées (dispositions) ou objectivées (biens économiques ou culturels) qui sont attachées aux agents ne sont pas toujours simultanément efficientes ; la logique spécifique de chaque champ détermine celles qui ont cours sur ce marché, qui sont pertinentes et efficientes dans le jeu considéré, qui, dans la relation avec ce champ, fonctionnent comme capital spécifique et, par là, comme facteur explicatif des pratiques » (Bourdieu P., « L'espace social et ses transformations », in *La distinction… op. cit*., p. 127.). Le concept « d'*habitus* », enfin, désigne un principe générateur « de pratiques distinctes et distinctives – ce que mange l'ouvrier et surtout sa manière de le manger, le sport qu'il pratique et sa manière de le pratiquer, les opinions politiques qui sont les siennes et sa manière de les exprimer – diffèrent systématiquement des consommations ou des activités correspondantes du patron d'industrie ; mais ce sont aussi des schèmes classificatoires, des principes de classement, des principes de vision et de division, des goûts, différents. Ils font des différences entre ce qui est bon et ce qui est mauvais, entre ce qui est bien et ce qui est mal, entre qui est distingué et ce qui est vulgaire, etc., mais ce ne sont pas les mêmes. Ainsi, par exemple, le même comportement ou le même bien peut apparaître distingué à l'un, prétentieux ou m'as-tu vu à l'autre, vulgaire au troisième » (Bourdieu P., « Espace social et espace symbolique », *Raisons pratiques… op. cit*., p. 23).

Que signifie maintenant la désignation de médias *de mouvements sociaux*, et quel en est l'intérêt sur un plan analytique ? Les mouvements sociaux désignent, selon une définition classique, « une série d'opinions et de croyances dans une population qui représente des préférences pour le changement de certains éléments de la structure sociale et/ou de la distribution des récompenses d'une société »[93]. Il s'agit d'une forme particulière « d'action collective » (au sens où toute action collective ne prend pas la forme d'un « mouvement social »[94]).

La plupart des travaux sociologiques sur les mouvements sociaux ont souligné le rôle de l'information et la communication dans leur genèse et leur développement. Ainsi, pour le politiste Karl Deutsch, une société en voie de mobilisation (phase préalable, dans sa perspective, à l'apparition de mouvements sociaux) se caractérise par une communication des idées plus rapide, des contacts plus fréquents et plus nombreux, y compris entre des individus qui ont peu de chances habituellement de se rencontrer, parce qu'ils occupent des niveaux hiérarchiques ou des espaces géographiques éloignés[95]. De même, selon la théorie des « nouveaux mouvements sociaux », la principale différence entre la phase industrielle du capitalisme et sa phase « post-industrielle » (caractéristique de la période des « trente glorieuse ») réside dans le fait que la production n'est plus seulement tournée vers la transformation de la nature, mais de plus en plus vers la production des rapports sociaux et la production d'identités. Il ne s'agit pas de considérer que la société est le résultat de ses propres décisions, mais qu'elle n'est pas non plus que reproduction ou adaptation : elle serait aussi création, production d'elle-même[96]. Cette transformation confèrerait aux mouvements sociaux et aux médias d'information un rôle crucial, dans une société qui peut agir sur les rapports de classes qui la constituent, pour en réduire l'emprise et en contrôler la reproduction[97]. Enfin, dans la sociologie anglo-saxonne des mouvements sociaux, qui domine aujourd'hui ce sous-champ disciplinaire, rares sont les études qui ne mentionnent pas directement ou indirectement le rôle des médias dans la genèse et la conduite des mouvements sociaux : ils contribuent à ouvrir ou fermer la « structure des opportunités politiques » selon la couverture plus ou moins ample et favorable qu'ils donnent des revendications et actions d'un mouvements[98] ; la prise en compte de la contrainte médiatique est désormais partie intégrante du travail militant de définition des « cadres de mobilisation collective »[99] ; et la plupart des mouvements sociaux disposent aujourd'hui d'un « répertoire d'action médiatique ».

---

[93] McCarthy J. D., Zald M. N., « Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, 82, 1977, p. 1212-1241.
[94] Melucci A., « Société en changement et nouveaux mouvements sociaux », *Sociologie et Société*, 10/2, 1978, p. 37-53.
[95] Cité in Boudon R., Bourricaud F., « Mouvements sociaux », in *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, PUF, 1982, p. 408-409.
[96] Touraine A., *Production de la société*, Paris, Seuil, 1973, p. 30-34.
[97] Touraine A., « Société en changement et nouveaux mouvements sociaux », *Sociologie et Société*, 10/2, 1978, p. 47.
[98] Le concept de « structure des opportunités politiques » désigne l'ensemble des facteurs externes à un mouvement social qui favorisent (structure ouverte) ou freinent (structure fermée) l'émergence de mobilisations collectives (Mathieu L., « Contexte politique et opportunités », in Fillieule O. *et al.*, *Penser les mouvements sociaux… op. cit.*, p. 39-54).
[99] Le concept de cadre de mobilisation rend compte des « schèmes d'interprétation qui permettent à des individus de localiser, percevoir, identifier et étiqueter des événements dans leur espace quotidien et le monde en général, et qui contribuent à les guider dans leurs actions et dans leurs interactions » (Contamin J.-G., « Cadrages et luttes de sens », in *ibid.*, p. 55-75).

Ce dernier concept me semble ici particulièrement utile pour établir une distinction analytique, qui structurera la thèse, entre deux phénomènes à la fois distincts et imbriqués : la *médiatisation d'un mouvement social* (c'est-à-dire le fait que des médias d'information conventionnels publient des informations sur un mouvement social), et les *médias d'un mouvement social* (c'est-à-dire le fait pour un mouvement social de produire ses propres instruments d'information). Un répertoire d'action collective désigne en effet chez le sociologue et historien étasunien Charles Tilly « des moyens d'agir en commun sur la base d'intérêts partagés », comme la manifestation, la grève, l'occupation de locaux, etc.[100] Or, comme l'indique la conclusion de son étude *La France conteste de 1600 à nos jours*, les médias jouent un rôle croissant dans le répertoire d'action des mouvements sociaux. La politiste française Sylvie Ollitrault en vient ainsi à définir les deux volets dominants d'un « répertoire médiatique », un terme qui désigne « le répertoire composé des formes d'action destinées à attirer les médias ou celles visant à construire ses propres moyens de communication »[101]. Pour elle, « les deux registres se complètent tout en ayant chacun ses caractéristiques singulières. Le premier s'efforce d'utiliser les médias existants, en jouant sur la connaissance des dynamiques de production de l'information. Le second permet de mieux maîtriser la production de message, de chercher à maîtriser davantage la réception en l'anticipant ». Cette distinction permet à la fois de saisir relationnellement l'un des enjeux politiques que constituent les « médias alternatifs » pour les mouvements sociaux et, pour reprendre une expression d'E. Neveu, de contribuer à « casser la perception d'une relation duale entre médias et mouvements sociaux »[102].

Des entrepreneurs de problèmes publics

L'expression « entrepreneurs de problèmes publics » a également pour objectif de replacer l'étude des stratégies médiatiques des mouvements sociaux dans une problématique plus sociologique. Elle se situe à la croisée de trois courants d'analyse. Le premier courant est l'analyse wébérienne de l'Etat comme « entreprise politique »[103], qui a été utilisée par des chercheurs pour décrire d'autres organisations politiques comme des partis ou des groupes d'intérêt[104].

La seconde approche est la sociologie de la déviance d'Howard Becker. Ce sociologue cherche à comprendre les effets des luttes engagés par des « entrepreneurs de morale » contre des groupes « déviants » (fumeurs de marijuana ou joueurs de jazz de clubs nocturnes). Il montre que c'est moins la nature des activités « déviantes » qui conduit à leur condamnation morale, que les activités mêmes de normalisation des groupes dominants, qui contribuent à

[100] Tilly C., *La France conteste de 1600 à nos jours*, trad. Eric Diacon, Paris, Fayard, col. L'espace du politique, 1986). Je reviendrai ultérieurement sur ces concepts.
[101] Ollitrault S., « De la caméra… », *op. cit.*, p. 159.
[102] Neveu E., « Médias, mouvements… », *op. cit.*, p. 38.
[103] Weber M., *Le savant et le politique*, Paris, Plon, 1919.
[104] Offerlé M., *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris, Montchréstien, 1994, *Sociologie des organisations patronales*, Paris, La Découverte, Repères, 2009.

« étiqueter » les premières comme déviantes[105]. L'intérêt de cette approche est de permettre un saut qualitatif à l'analyse, en opérant un renversement de la vision de sens commun, selon laquelle les motivations (ou inclinations) des acteurs déviants permettraient d'expliquer leurs comportements déviants. Pour H. Becker, à l'inverse, « ce ne sont pas les motivations déviantes qui conduisent au comportement déviant mais, à l'inverse, c'est le comportement déviant qui produit, au fil du temps, la motivation déviante »[106]. Pour expliquer ce paradoxe, il montre que le processus d'étiquetage de pratiques comme déviantes contribue à la formation de « sous-cultures déviantes »[107]. La particularité des groupes qui participent à ces sous-cultures est que les comportements de leurs membres (comme la consommation de drogue par exemple) rendent inopérants les contrôles sociaux exercés par les entrepreneurs de morale pour les limiter ou les éradiquer.

La troisième approche sur laquelle se fonde le concept d'entrepreneur de problème public est la sociologie constructiviste des problèmes publics. Inspirée des travaux de Becker, ces travaux cherchent à montrer qu'un « problème public » (par exemple l'alcool au volant, la violence à la télévision, la faim dans le monde, etc.)[108] n'est pas socialement donné mais construit. Ces recherches montrent qu'un problème social n'accède pas mécaniquement au statut de problème de société (relayé par des représentants politiques ou les médias d'information par exemple) en raison de sa gravité objective, mais à la suite de mobilisations de groupes sociaux et de la construction d'un discours permettant d'identifier un problème, de désigner ses responsables et de proposer des solutions[109]. En ce sens, l'intérêt d'utiliser le concept d'entrepreneur de problème public pour analyser les médias des mouvements sociaux est de chercher à comprendre le rôle qu'ils jouent dans l'essor et le déclin de certains problèmes dans différentes « arènes publiques »[110]. Comment les « médiactivistes » s'y prennent-ils pour construire un discours revendicatif susceptible d'être repris par d'autres acteurs ? Certains sont-ils conduits dans ce processus à occuper des « niches » (au sens des économistes) dans le marché très concurrentiel des problèmes publics, et endosser un rôle de

[105] La thèse défendue par Howard Becker est que « les groupes sociaux créent la déviance en instituant des normes dont la transgression constitue la déviance, en appliquant ces normes à certains individus et en les étiquetant comme déviants. De ce point de vue, la déviance n'est pas une qualité de l'acte commis par une personne, mais plutôt une conséquence de l'application, par les autres, de normes et de sanctions à un 'transgresseur'. Le déviant est celui auquel cette étiquette a été appliquée avec succès et le comportement déviant est celui auquel la collectivité attache cette étiquette » (Becker H. *Outsiders… op.* cit., p. 32-33).

[106] *Ibid.*, p. 64.

[107] Définies comme un « ensemble d'idées et de points de vue sur le monde social et sur la manière de s'y adapter, ainsi qu'un ensemble d'activités routinières fondées sur ces points de vue » (*ibid*., p. 61).

[108] E. Neveu définit un problème public comme « la transformation d'un fait social quelconque en enjeu de débat public et/ou d'intervention étatique. Du plus tragique au plus anecdotique, tout fait social peut potentiellement devenir un 'problème social' s'il est constitué par l'action volontariste de divers opérateurs (presse, mouvements sociaux, partis, lobbies, intellectuels…) comme une situation problématique devant être mise en débat et recevoir des réponses en termes d'action publique (budgets, réglementation, répression…) » (Neveu E. « L'approche constructiviste des 'problèmes publics'. Un aperçu des travaux anglo-saxons », *Etudes de communication*, 22, 1999, p. 41).

[109] Felstiner W. F., Abel R., Sarat A., "The emergence and transformation of disputes: naming, blaming, claiming", *Law and Society Review*, 15, 1980, p. 630-654.

[110] Une arène publique désigne un système organisé d'institutions, de procédures et d'acteurs dans lequel des forces sociales peuvent se faire entendre, utiliser leurs ressources pour obtenir des réponses politiques ou juridiques aux problèmes qu'elles soulèvent (Hiltgarner S., Bosk C., « The rise and fall of social problems: a public arenas model », *American Journal of Sociology*,, 94/1, juillet 1988, p. 53-78). Les arènes publiques sont donc à la fois des espaces de mise en visibilité et de traitement d'un dossier considéré comme un problème social, et elles reposent sur des processus de conversion de ressources (Neveu E., *Sociologie des mouvements… op. cit*., p. 17).

« propriétaires » de ces problèmes ? On pensera par exemple à la presse écologiste sur les problèmes environnementaux, ou aux publications d'associations de solidarité internationale, sur le sort de telle ou telle population opprimée.

Des agents politiques « dominés » relativement autonomes

La définition proposée des médias des mouvements sociaux repose, pour finir, sur les concepts de « domination », « d'autonomie » et de « luttes symboliques », tirés de la sociologie de P. Bourdieu. L'intérêt que présente ici le travail de ce sociologue est qu'il s'articule autour du concept de « logique de la pratique » ou de « sens pratique »[111] auxquels s'articulent les trois concepts d'*habitus*, de capital et de champ. Cette approche cherche à opérer une « double translation théorique » pour penser les relations dialectiques entre structures objectives et structures incorporées[112]. Cette translation permet ainsi de dépasser les approches qui tendent, pour reprendre une expression du philosophe allemand Karl Marx, à « prendre les choses de la logique pour la logique des choses » (ce que Bourdieu appelle « l'illusion scolastique »).

L'approche « praxéologique » (c'est-à-dire en termes de « sens pratique ») redonne une épaisseur sociologique à la dimension du temps dans l'action des agents sociaux en montrant que, par un double processus d'intériorisation des contraintes externes et d'extériorisation des contraintes intériorisées (à travers les structures de l'*habitus* des agents), ces derniers agissent le plus souvent par une *improvisation réglée* : « réintroduire l'incertitude, c'est réintroduire le temps, avec son rythme, son orientation, son irréversibilité, substituant la dialectique des stratégies à la mécanique du modèle, mais sans retomber dans l'anthropologie imaginaire des théories de 'l'acteur rationnel' »[113]. L'anthropologie « réelle » ainsi proposée permet d'analyser les relations entre agents et structures dans les sociétés marquées par une forte division du travail social, donc un relative autonomie des champs sociaux, comme les sociétés capitalistes industrialisées.

Le concept « d'autonomie relative du champ politique » permettra de comprendre l'insistance mise ici sur la variable des positions sociales des acteurs dans l'analyse des répertoires médiatiques des mouvements sociaux. Le concept de champ politique, « entendu à la fois comme champ de forces et comme champ des luttes visant à transformer le rapport de

[111] Contre les prétentions à l'universalité du modèle de l'action rationnelle (*homo oeconomicus*), qui relève selon lui d'une simple rationalisation du comportement de l'entrepreneur capitaliste, et contre les approches « structuralistes » qui tendent à réduire le comportement des agents sociaux à des effets de structures, Bourdieu forge le concept de « logique de la pratique » pour désigner « la pratique saisie dans sa logique propre […] dans la position de l'agent agissant, investi dans le jeu et les enjeux » (Bourdieu P., *Méditations… op. cit.*, p. 68). Le sens pratique désigne un système acquis de préférences, de principes de vision et de division (ce que l'on appelle d'ordinaire un goût), de structures cognitives durables (qui sont pour l'essentiel le produit de l'incorporation des structures objectives) et de schèmes d'action qui orientent la perception de la situation et la réponse adaptée. L'*habitus* constitue ainsi une sorte de sens pratique de ce qui est à faire dans une situation donnée (Bourdieu P., « Le nouveau capital », *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil, 1994, p. 45).
[112] Bourdieu, P., « Esquisse d'une théorie de la pratique », in *Esquisse… op. cit.*, p. 221-376.
[113] Bourdieu P., « L'action du temps », in *Le sens pratique… op. cit.*, p. 170.

forces qui confère à ce champ sa structure à un moment donné »[114] met en évidence, en effet, l'existence d'une *autonomie relative* des agents engagés dans le « jeu politique »[115]. Or, les agents socialement dominés, c'est-à-dire qui disposent de relativement moins de capital spécifique dans le champ, peuvent tirer parti des conflits entre les puissants qui, en particulier dans les champs structurés par le principe de représentation, ont besoin de leur concours pour dominer. On trouve ici un effet non-anticipé des sociétés « pluralistes », qui tendent à favoriser l'expression de la contestation, du moins tant qu'elle ne remet pas en question les « règles du jeu » qui fondent la solidarité-rivalité des agents dominants. P. Bourdieu parle ainsi d'une *doxa* (ou sens commun) démocratique, pour désigner l'idéologie dominante qui légitime officiellement la participation des masses aux affaires publiques, tout en maintenant un système de sélection dans lequel les chances objectives d'accès au microcosme politique sont socialement déterminées, notamment par le capital culturel, le capital social et le capital économique initial des agents[116]. Dans cette perspective, une idéologie dominée apparaît plus facilement illégitime ou hérétique, dans la mesure où les agents qui la produisent (ou s'en font les porte-parole) ne contestent jamais uniquement les « prises de positions » de leurs adversaires (au sens intellectuel de l'argumentation rationnelle), mais menacent indirectement les positions de ces derniers dans le champ du pouvoir, voire (pour les idéologies perçues comme les plus « radicales ») les règles institutionnalisées du jeu lui-même[117]

La définition proposée des « médias des mouvements sociaux » accorde ainsi une importance particulière à l'existence de rapports de forces hiérarchiques mais complexes entre les entrepreneurs de médias de mouvements sociaux et les agents qui occupent des positions dominantes dans le champ du pouvoir. Ce point est essentiel car il permet de poser une hypothèse de travail. Tout se passe en effet comme si les acteurs de ces médias étaient confrontés à un dilemme pratique mis en évidence par Bourdieu : d'un côté, une stratégie de transformation partielle des logiques dominantes de l'espace de la communication médiatique, qui implique d'en accepter les règles du jeu et de se positionner comme *challenger* (ce fut le cas par exemple lors de la mise en place d'une législation sur les « radios libres » en France au début des années 1980) ; d'un autre, une stratégie de contestation

[114] Bourdieu P., « La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 36-37, février/mars 1981, p. 3.

[115] Cette autonomie est relative en trois sens. Premièrement, au sens où elle est le produit d'un processus historique d'autonomisation progressive (la professionnalisation du champ politique). Deuxièmement, au sens où la légitimité des représentants politiques professionnels, à l'instar de celle des clercs dans le champ religieux, dépend de la croyance des « profanes » (ainsi, dans un système démocratique fondé sur le suffrage universel, le vote des citoyens détermine le « capital politique » relatif d'un agent). Troisièmement, au sens où le fonctionnement interne du champ politique n'est pas indépendant des rapports de forces que ses agents entretiennent avec les agents d'autres champs sociaux, par exemple le champ économique, militaire, scolaire ou religieux. Pour désigner ces rapports de force entre les agents positionnés dans plusieurs champs, Bourdieu parle de « champ du pouvoir » (Bourdieu P., « Différenciation des pouvoirs et circuits de légitimation », in *Méditations… op. cit*., p. 124).

[116] Le politiste français Daniel Gaxie utilise le terme de « cens caché » pour désigner ce phénomène de ségrégation invisible, qui a pour effet que la composition sociologique d'une assemblée représentative comme le parlement français a une structure inverse de la composition sociologique de la population française, que les députés sont supposés (en droit) « représenter » (Gaxie D., *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil, 1978).

[117] Bourdieu P., Boltanski L., « La production de l'idéologie dominante », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2-3, juin 1976, p. 3-73.

radicale de ces logiques, qui implique une relégation dans une position d'*outsiders* (ce fut le cas, dans des contextes très différents, de la presse *underground* étasusienne des années 1960-1970, et des *samizdat* sous le régime soviétique). Ces conflits de position sont une source de dilemmes pratiques, qui peuvent sembler structurellement insolubles. Par exemple, une réussite commerciale pourra être perçue comme une trahison du système de valeur de groupes qui se revendiquent de « l'anticapitalisme » : le succès économique est alors un échec symbolique. Dans le même temps, l'expansion économique du média (et l'élargissement corrélatif de son public) peut être considérée par certains comme la condition nécessaire à l'établissement des changements sociaux ou politiques ambitieux revendiqués par le groupe : comment transformer la conscience collective des masses si l'on est lu, vu ou entendu par une poignée de militants déjà convaincus de la justesse de la cause ?

L'autre paradoxe vient du fait que l'hétérodoxie joue comme une ressource symbolique, partie intégrante des stratégies de captation du (contre-) pouvoir symbolique développées par les producteurs de médias alternatifs. Ainsi, le « capital » de dissidence ou de radicalité accumulé à travers la participation au média est source de profits de distinction potentiellement reconvertibles dans les pôles dominés de plusieurs champs de production symbolique, comme le journalisme professionnel, le monde académique, ou le champ politique. Il semble exister ainsi un *continuum* de positions intermédiaires, mélange pratique de loyalisme distancié et de ruptures partielles, qui définissent les conditions sociales de possibilité d'une « presse alternative ». C'est dans ces espaces en constante redéfinition que s'élaborent les stratégies de lutte pour la connaissance et la reconnaissance du militantisme informationnel. Ce sont ces espaces qui vont nous intéresser ici.

Section 2. Les conditions sociales de performativité des discours dominés : la problématique

L'analyse des mobilisations de médias alternatifs à Seattle en 1999, exposée précédemment, indique une des difficultés que pose l'étude des stratégies médiatiques des mouvements sociaux. En effet, la saisie du substrat sociologique du phénomène est rendue confuse par l'importance qu'y jouent, d'une part, les artefacts techniques, permettant des formes de communication apparemment « virtuelles » entre des individus et des groupes variés et, d'autre part, par les distances géographiques (éventuellement considérables) qui séparent les acteurs des mobilisations les uns des autres. Mais si les « actants » jouent un rôle dans les interactions entre les « acteurs », pour reprendre une distinction de Michel Callon[118], les premiers ne peuvent pas, y compris à l'échelle internationale, exister indépendamment des activités concrètes des seconds. Or la plupart des études ne rentrent pas précisément dans la question de savoir à quels types d'individus et de groupes sociaux le chercheur a affaire

[118] Callon M., « Eléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc », *L'Année Sociologique*, 1986, p. 169-208.

lorsqu'il étudie la « communication alternative » de réseaux internationaux de militants[119]. Au-delà des *propriétés techniques* des outils de communication et d'information (dont on oublie trop souvent la proximité ou la distance qu'elles entretiennent avec les *propriétés sociales* des agents), et au-delà des discours que les acteurs diffusent dans leurs publications ou tiennent sur leurs propres pratiques (qu'on ne peut non plus artificiellement détacher des univers sociaux où ils sont produits), quelles sont les conditions sociales de production, de diffusion et de réception des médias des mouvements sociaux ? Comment des agents en viennent à s'investir dans cette forme de militantisme ? Où, quand et dans quelles conditions concrètes travaillent-ils collectivement ? Seule une analyse sociologique permet de comprendre en profondeur le sens politique que les agents confèrent à cet engagement dans la production d'information alternative dans « l'espace public ». La question est alors de savoir comment tenir à distance les approches centrées sur une vision instrumentale des instruments, d'un côté, et les approches centrées sur la force intrinsèque des idées dissidentes, d'un autre.

A/ Une approche constructiviste de l'institutionnalisation des contre-univers symboliques

Pour résoudre ce problème, j'adopterai une approche constructiviste visant à saisir les processus « d'institutionnalisation » des contre-univers symboliques que les militants des médias produisent et diffusent par et sur leurs activités. L'institutionnalisation désigne, en effet, chez les philosophes américains Peter Berger et Thomas Luckmann, un processus dans lequel « des classes d'acteurs effectuent une typification réciproque d'actions habituelles »[120]. Une des questions que pose cette définition constructiviste de l'institutionnalisation est de savoir dans quelles conditions les agents *cessent* de s'identifier aux typifications de conduite socialement objectivées (c'est-à-dire aux comportements routiniers qui assurent la reproduction active ou passive de l'ordre institutionnel) et rétablissent une distance avec leurs actions, au point d'être amenés à questionner la légitimité d'un univers symbolique institutionnalisé. P. Berger et T. Luckmann soulignent en effet un paradoxe : l'institutionnalisation ne concerne pas que les défenseurs de l'univers symbolique dominant. Elle peut également concerner les groupes d'agents qui en proposent des versions déviantes.

Or, lorsqu'un groupe suffisamment nombreux en vient à partager une définition alternative de la réalité, il peut se produire un processus de fixation qui défie la légitimité de l'univers symbolique dominant. Dès lors, ces « hérétiques » font peser non seulement une menace théorique sur l'univers symbolique, mais également une menace d'ordre pratique sur l'ordre institutionnel. Les détenteurs des définitions « officielles » de la réalité emploient alors diverses procédures de répression (qui doivent elles-mêmes être légitimées dans le cadre de

[119] Downing J. D. H., « Medios radicales y globalización », *Códigos*, segunda etapa,1/2, otoño 2005, p. 5-15, Allan S., Thorsen E. (Ed.), *Citizen Journalism. Global Perspectives*, Peter Lang Publishing Inc., New York, 2009, Cardon D., Granjon F.., « Les mobilisations informationnelles… », *op. cit.*, Marí Sáez V. M. (coord.), *La Red es de todos. Cuando los movimientos sociales se aproprian de la Red*, Rompeolas, Editorial Popular : Madrid, 2004.
[120] Berger P., Luckmann T., *La Construction Sociale de la Réalité*, Paris, Armand Collin, 2002, p. 78.

l'univers symbolique dominant) et mettent en mouvement différentes machineries conceptuelles, destinées à maintenir l'univers « officiel », malgré le défi des hérétiques. Celui-ci peut contribuer exceptionnellement à affaiblir le sentiment de plausibilité de l'univers symbolique légitimant l'ordre institutionnel. Mais le plus souvent, le défi qu'ils lancent est utilisé par les administrateurs de l'ordre institutionnel pour renforcer l'univers symbolique. Ce dernier se trouve cependant modifié par l'usage des méthodes appliquées aux déviants réels ou potentiels, qu'il s'agisse de méthodes d'annihilation (liquidation conceptuelle de la réalité alternative) ou de thérapie (confinement dans une définition institutionnalisée). Dans ce processus, les administrateurs professionnels de l'univers symbolique, qu'ils soient des experts de la tradition (les intellectuels « conservateurs ») ou des théoriciens du changement social (les intellectuels « réformateurs »), voient leur rôle renforcé. Ce processus favorise en effet une division du travail entre eux, qui n'est pas sans créer des formes de solidarité ou de concurrence, selon les affinités des différents groupes de « théoriciens » de l'ordre institutionnel avec les différents groupes de « praticiens ». Cette division nourrit des conflits idéologiques. Une « idéologie » désigne ici « une définition particulière de la réalité [qui] en vient à être attachée à un intérêt concret du pouvoir »[121]. Or dans les sociétés « pluralistes », marquées par une importante division du travail social, il existe une forme de routinisation des activités de subversion du *statu quo*, qui passe par une acceptation, socialement légitimée, du scepticisme et de l'innovation.

Les figures d'« intellectuels révolutionnaires » fournissent une illustration caractéristique de ce processus d'institutionnalisation de la contestation. Ces intellectuels peuvent en effet posséder un univers symbolique alternatif complet (comme les idéologues communistes dans les sociétés capitalistes, ou les idéologues capitalistes dans les sociétés communistes), mais désaccordé aux programmes institutionnels (à l'inverse de l'univers symbolique de l'expert « officiel »). Ils ont donc besoin de gens qui conservent pour eux la réalité de l'idéologie révolutionnaire : « les sous-univers exigent des sous-sociétés comme base d'objectivation, et les contre-définitions de la réalité exigent des contre-sociétés »[122]. Dans cette perspective, les médias contestataires peuvent être considérés comme des instruments de construction et de propagation de contre-univers symboliques. Dans les cas où un processus révolutionnaire parvient à imposer cette réalité alternative dans un nouvel ordre institutionnel, les intellectuels « révolutionnaires » peuvent se métamorphoser en légitimateurs « officiels » de cet ordre, en produisant un univers symbolique adapté à la nouvelle réalité sociale ainsi construite.

B/ Les conditions sociales de rupture avec l'ordre institutionnel

L'analyse constructiviste de P. Berger et T. Luckmann, en dépit de son caractère abstrait, indique que les définitions alternatives de la réalité possèdent un potentiel d'auto-

[121] *Ibid.*, p. 168.
[122] *Ibid.*, p. 173

accomplissement, autrement dit un caractère « performatif », au sens du philosophe britannique John Austin. Le concept d'« énonciation performative » (ou « performatif ») est conçu par ce philosophe en opposition aux énonciations « constatives », qui sont des affirmations « vraies ou fausses ». Les performatifs sont des phrases qui, énoncées dans les circonstances appropriées, ne décrivent pas une action, mais l'exécutent par l'acte même d'énonciation. De ce point de vue, les énonciations performatives ne sont pas « vraies ou fausses », mais « heureuses ou malheureuses »[123].

On trouve chez le sociologue américain Robert Merton une approche qui met également en évidence l'existence de processus à travers lesquels certains discours ou certaines croyances collectives prennent pied dans la réalité. Le concept de « prophétie auto-réalisatrice » (*self-fulfilling prophecy*) pose ainsi que, « si les hommes définissent des situations comme réelles, elles sont réelles dans leurs conséquences ». On peut définir selon R. Merton une prophétie auto-réalisatrice comme étant « au départ, une définition fausse de la situation évoquant un nouveau comportement qui rend vraie la conception initialement fausse »[124].

Dans cette perspective, les discours des groupes sociaux dominés, étant donné la faiblesse de leurs ressources économiques ou symboliques ont moins de chance que les groupes dominants de transformer leurs prophéties en réalité. Cependant, existe-t-il des situations favorables au renforcement du pouvoir performatif de ces discours ? La performativité de tels discours implique, d'une part, qu'ils soient reconnus comme légitimes par des groupes qui considèrent que la lutte pour l'imposition de cet univers symbolique alternatif, et du nouvel ordre institutionnel qu'il porte en germe, est un jeu qui vaut la peine d'être joué et, d'autre part, que des individus ou des groupes s'investissent effectivement dans cette lutte.

Je reprends ici les critiques que P. Bourdieu formule à l'égard de la théorie des actes du langage de J. Austin. Dans la continuité de l'approche « praxéologique » présentée précédemment, P. Bourdieu considère ainsi que « les discours ne sont pas seulement (ou seulement par exception) des signes destinés à être compris, déchiffrés, ce sont aussi des signes de richesse destinés à être évalués, appréciés et des signes d'autorité, destinés à être

[123] Dans une série de conférences données à l'Université d'Harvard, J. Austin en vient cependant peu à peu à remettre en question la distinction entre énoncés constatifs et performatifs, en raison du fait que des énoncés constatifs peuvent être considérés comme des actes de langage ayant des effets (affirmer, c'est exécuter un acte), et considérés par conséquent à l'aune de leur succès ou de leur échec, et pas seulement de leur vérité ou de leur fausseté (Austin J. L., *Quand dire, c'est faire*, Paris, Le Seuil, 1970).

[124] Ainsi, un prophète peut faire valoir que le cours actuel des événements est une « preuve » qu'il avait raison depuis le départ (bien sûr, dans le cas contraire, il y a peu de chances pour qu'on l'entende s'exprimer). Pour illustrer le caractère « pervers » de cette logique sociale, R. Merton prend l'exemple d'un syndicaliste américain blanc, favorable à l'exclusion des Noirs des syndicats, au nom du fait qu'ils seraient incorrigiblement hostiles aux principes du syndicalisme. Cette définition de la situation entraîne alors une série de conséquences qui rendent effectivement difficile voire impossible pour un Noir d'éviter le rôle de traître au syndicalisme. Un exemple très semblable est donné lorsqu'un Blanc considère le fait qu'il y a peu de Noirs dans les universités américaines, comme une preuve de leur infériorité intellectuelle (qui justifie l'esclavage ou un statut social inférieur). En remontant la chaîne causale, il apparaît que c'est précisément le principe raciste selon lequel les Noirs sont intellectuellement inférieurs qui a initialement justifié leur exclusion du système scolaire : la prophétie initiale, fausse (les Noirs ne peuvent pas faire d'études supérieures) finit par devenir vraie (peu de noirs font des études supérieures). Merton R. K., « The Self-fulfilling Prophecy », *The Antioch Review*, 8/2, 1948, p. 193-210.

crus et obéis »[125]. Dans les échanges linguistiques, la recherche de la maximisation du rendement informatif est plutôt l'exception que la règle – la règle étant la recherche (souvent inconsciente) de profits de distinction sur le marché linguistique. Dans ce marché, « le poids des différents agents dépend de leur capital symbolique, c'est-à-dire de la reconnaissance, institutionnalisée ou non, qu'ils reçoivent d'un groupe : l'imposition symbolique, cette sorte d'efficacité magique que l'ordre ou le mot d'ordre, mais aussi le discours mutuel ou la simple injonction, ou encore la menace ou l'insulte, prétendent à exercer, ne peut fonctionner que pour autant que sont réunies des conditions sociales qui sont tout à fait extérieures à la logique proprement linguistique du discours »[126].

Existe-t-il alors des conditions favorables à l'objectivation d'un discours politique dominé ? Selon P. Bourdieu, « la force d'un discours dépend moins de ses propriétés intrinsèques que de la force mobilisatrice qu'il exerce c'est-à-dire, au moins pour une part, du degré auquel il est reconnu par un groupe nombreux et puissant qui se reconnaît en lui et dont il exprime les intérêts (sous une forme plus ou moins transfigurée et méconnaissable »[127]. Ainsi, l'accumulation et la conservation du capital politique, extrêmement instable, « ne peut être conservé qu'au prix du travail de tous les instants qui est nécessaire pour accumuler le crédit et pour éviter le discrédit »[128]. A ce titre, les entreprises politiques hétérodoxes (comme celles qui nous intéressent ici) sont prises dans une contradiction pratique liée à leur position dominée dans le champ politique : « l'ambiguïté même de la lutte politique, ce combat pour des 'idées' et des 'idéaux' qui est inséparablement un combat pour des pouvoirs et, qu'on le veuille ou non, des privilèges, est au principe de la contradiction qui hante toutes les entreprises politiques aménagées en vue de la subversion de l'ordre établi : toutes les nécessités qui pèsent sur le monde social concourent à faire que la fonction de mobilisation, qui appelle la logique mécanique de l'appareil, tend à prendre le pas sur la fonction d'expression et de représentation »[129]. En d'autres termes, les « entrepreneurs d'utopies » n'agissent jamais dans un vide social (comme le suggère le concept de *free-floating intelligentsia* de K. Mannheim) : ils sont constamment pris dans une contradiction pratique entre « la révolution partielle des avant-gardes et la contestation impossible des *outsiders* »,

---

[125] Bourdieu P., « La formation des prix et l'anticipation des profits », in *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Le Seuil, 2001, p. 99.

[126] *Ibid.*, p. 107. Le philosophe français François Recanati, qui préface le livre *Quand dire, c'est faire*, estime cependant que ce que Bourdieu reproche à Austin (le fait de ne pas tenir compte de ces « conditions sociales » extérieures au langage), n'est pas justifié, étant donné qu'Austin insiste sur l'importance des « circonstances » pour expliquer le succès ou l'échec d'une énonciation performative (« il est toujours nécessaire, dit Austin, que les circonstances dans lesquelles les mots sont prononcés soient d'une certaine façon (ou de plusieurs façons) appropriées, et il est d'habitude nécessaire que celui-là même qui parle, ou d'autres personnes, exécutent aussi certaines autres actions – actions physiques ou mentales, ou même actes consistant à prononcer ultérieurement d'autres paroles »). John Thompson, dans la préface de *Langage et pouvoir symbolique*, rappelle néanmoins que Bourdieu est plus proche d'Austin, dans son analyse du langage, que de linguistes comme Saussure ou Chomsky, précisément pour la théorie de la performativité qu'il développe. On peut ajouter que les univers épistémologiques du philosophe britannique du langage et du sociologue français de la domination sont fort différents, et que la critique bourdieusienne ne peut se comprendre indépendamment de la logique d'ensemble de son travail sociologique.

[127] *Ibid.*, p. 13.

[128] *Ibid.*, p. 18.

[129] *Ibid.*, p. 24.

pour reprendre une formule synthétique de Patrick Champagne et Olivier Christin[130]. Autrement dit, la question de la délimitation des frontières du champ est elle-même un enjeu de luttes entre les agents : ceux qui occupent des positions dominantes ont un intérêt à augmenter le coût d'entrée pour les nouveaux entrants (pour conserver une structure du champ qui leur est favorable), tandis que les agents qui occupent des positions dominées ont davantage intérêt à se lancer dans des stratégies de redéfinition de ses frontières légitimes et de renversement des hiérarchies institutionnalisées (pour transformer une structure du champ qui leur est défavorable).

La mise en évidence de ces contradictions pratiques, auxquelles s'exposent les entreprises de subversion de l'ordre politique, invite cependant à réfléchir sur les ressources extérieures au champ, que les agents peuvent mobiliser pour renforcer la légitimité et le poids de leurs prises de positions hétérodoxes. C'est dans cette perspective que la thèse cherche à comprendre les effets politiques de la transnationalisation, de la médiatisation et de la fonctionnalisation des discours « altermondialistes ». L'analyse doit tenir compte, dans la perspective adoptée ici, de trois types de ressources mobilisables par les militants dans ces luttes : la multiplication des réseaux transnationaux de militants depuis le XIXe siècle ; la mondialisation des flux d'information et de communication ; les possibilités accrues d'institutionnalisation de la contestation dans les régimes démocratiques. L'hypothèse générale qui sous-tend cette étude est que les formations sociales marquées par un degré élevé de division du travail social, comme les Etats industrialisés modernes, ainsi que par un processus d'allongement des chaînes d'interdépendance entre ces formations, comme la mondialisation capitaliste, multiplient les occasions pour certains agents de ressentir comme des contraintes les injonctions légales ou informelles des organisations qui participent au maintien de l'ordre institutionnel étatique (lui-même soumis à des contraintes externes). Les administrateurs des institutions politico-bureaucratiques, ou des unités productives de biens matériels ou symboliques, perçoivent en effet comme une nécessité, pour la bonne marche du système, la normalisation relative du comportement des agents, réunis au sein des vastes organisations au sein desquels, tendanciellement, chacun joue un rôle déterminé. Mais ce sentiment d'être soumis à des contraintes multiples, et parfois contradictoires entre elles, peut être en partie compensé, dans certaines conditions et chez certains agents, par un engagement volontaire dans des groupes subversifs. La question empirique est alors de savoir dans quelles conditions et quels agents sont « prédisposés » à devenir actifs dans la lutte pour la réimposition d'une définition alternative de la réalité, et la construction d'un ordre social différent par le bais d'instruments de propagande médiatique qu'ils jugent adaptés à cette fin.

[130] Champagne P., Christin O., *Mouvements… op. cit*., p. 155.

II/ La construction d'une comparaison internationale atypique

> « A mesure que l'on s'éloigne des régions inférieures de l'espace social, caractérisées par la brutalité extrême des contraintes économiques, les incertitudes se réduisent et les pressions de la nécessité économique et sociale se relâchent ; en conséquence, des positions définies de façon moins stricte et laissant plus de liberté de jeu offrent la possibilité d'acquérir des dispositions plus affranchies des urgences pratiques, problèmes à résoudre et occasions à exploiter ».
>
> Pierre Bourdieu, *Méditations pascaliennes*

Selon la définition wéberienne de la compréhension sociologique, la sociologie se définit comme « une science qui se propose de comprendre par interprétation l'activité sociale et par là d'expliquer causalement son déroulement et ses effets ». Une activité sociale s'entend comme un comportement humain « quand et pour autant que l'agent ou les agents lui communiquent un sens subjectif [qui] se rapporte au comportement d'autrui, par rapport auquel s'oriente son déroulement »[131]. M. Weber souligne cependant une difficulté, qui est que, très souvent, il est difficile d'apprécier la « force relative » des différentes significations subjectives qui s'affrontent dans le conflit des « motifs » de l'activité. Autrement dit, la force performative des théorisations spontanées de la pratique ne peut être déterminée scientifiquement qu'en observant la tournure prise par le conflit, soit parce que l'on dispose d'une étude de cas historique, soit de données statistiques. En l'absence de données empiriques de ce type, Weber suggère deux méthodes. La première est ce qu'il appelle « l'expérience mentale », consistant à imaginer la suite possible d'éléments singuliers de la chaîne des motifs et construire le cours des choses probable en ce cas. La seconde est la sociologie comparée, c'est-à-dire « la comparaison de processus aussi nombreux que possibles de la vie historique et journalière qui sont semblables en tout, mais différents sur un unique point ».

Dans le cadre de cette étude, en l'absence de données statistiques sur l'objet, j'ai utilisé la méthode comparative. L'intérêt de cette méthode pour étudier des réseaux transnationaux de militants des médias alternatifs est qu'elle permet d'observer la manière dont des groupes faiblement institutionnalisés, disposant de faibles ressources économiques et/ou culturelles, proposant une rupture « radicale » avec des normes sociales dominantes (ici la communication dans l'espace public), cherchent à résoudre les contradictions théoriques et pratiques dans lesquelles ils se trouvent pris. Une telle étude offre ainsi un terrain d'analyse

[131] Weber M., *Economie… op. cit.*, p. 28.

privilégié des opportunités et des contraintes qu'offrent les sociétés réputées « pluralistes » à la contestation de la légitimité de l'ordre institutionnel dominant. Dans le modèle des « démocraties libérales » contemporaines, en effet, la liberté de contester l'ordre institutionnel constitue, paradoxalement, un des fondements de la légitimité des administrateurs institutionnels[132]. D'un point de vue méthodologique, les théorisations de la réalité sociale que proposent ces groupes contestataires se retrouvent dans les discours qu'ils produisent et diffusent à leurs « publics ». L'étude de leurs stratégies de publication constitue ainsi un terrain d'analyse empirique particulièrement riche pour saisir les logiques qui sous-tendent l'existence de ces univers symboliques anti-institutionnels ou révolutionnaires, et leur éventuelle institutionnalisation.

La comparaison porte sur les conditions de possibilité d'un répertoire médiatique protestataire chez des groupes occupant des positions dominées à la fois dans leurs espaces nationaux respectifs, et dans l'ordre international. Pour des raisons que j'ai expliquées dans le préambule, l'enquête a été menée sur deux « segments » du réseau transnational de militants formé par les organisations « altermondialistes » : le mouvement « néozapatiste » au Mexique, et le mouvement « anti-occupation » en Israël-Palestine. La période 1994-2006 a été retenue, car elle correspond à un nouvel état de « l'ordre international » après la période de la Guerre froide, marquée par la domination de la norme « démocratique » au plan politique, et des logiques du « capitalisme » au plan économique. Au sein des mouvements anti-capitalistes, elle représente ce que l'on peut appeler en référence à Fernand Braudel une *conjoncture politique*, au cours de laquelle s'impose la référence à « l'altermondialisme »[133]. Cette comparaison permet de cerner les points communs et les différences dans les stratégies médiatiques déployées par des groupes militants de pays dits du « tiers monde » » ou du « Sud » (c'est-à-dire situés dans les régions périphériques du système interétatique mondial) pour donner une publicité à leurs revendications auprès de publics de pays « développés » ou du « Nord » (c'est-à-dire situés dans les régions centrales). Ces militants utilisent en effet des stratégies de communication comparables pour faire connaître leur cause dans l'espace public. Cette comparaison invite donc à réfléchir aux contraintes spécifiques, notamment nationales, auxquelles les militants de la communication alternative doivent faire face pour réaliser leurs objectifs. Tout se passe en effet comme si ces activités collectives contribuaient à leur donner, ainsi qu'à leur public, le sentiment de faire partie du même univers. Ce sentiment contribue à les conforter dans l'idée que, pour reprendre un slogan popularisé par les mouvements altermondialistes, « un autre monde est possible ».

Pour des raisons qui tiennent à la fois aux spécificités de l'objet et au cadre d'analyse adopté, la comparaison internationale présentée dans ce travail m'a confronté à certaines

---

[132] Aron R., *Introduction à la philosophie politique. Démocratie et révolution*, Paris, Le Livre de Poche, 1997.

[133] « Il est loisible de dire, en empruntant le langage des économistes, qu'il y a des conjonctures culturelles comme il y a des conjonctures économiques, c'est-à-dire des fluctuations, plus ou moins longues ou précipitées, et qui le plus souvent se succèdent en se contredisant violemment. D'une époque à l'autre tout change, ou paraît changer, comme au théâtre, un projecteur, sans modifier décors ou visages, les colore différemment et les précipite dans un autre univers » (Braudel F., *Grammaire des civilisations* (1963/1966), Paris, Flammarion, 1993, p. 57).

difficultés méthodologiques, présentés dans les développements qui suivent. Comment comparer des entreprises militantes si distantes sur un plan géographique et culturel, issues de contextes politiques particulièrement controversés et difficiles d'accès, regroupant des experts du maniement de symboles, que l'analyse scientifique exige de tenir à distance ?

Les publications portant sur la comparaison dans les sciences sociales en général, et en science politique en particulier, mettent en garde contre les « fausses comparaisons » ou les usages incontrôlés de la méthode comparative[134]. Or, les difficultés classiques de la comparaison scientifique (sélection des cas, isolement des variables, modélisation, etc.) sont redoublées dans le cas des comparaisons internationales. Qu'il s'agisse de comparaisons de « systèmes politiques » entre eux (la sociogenèse des Etats-nations modernes, l'organisation capitaliste, l'urbanisation, etc.[135]) ou d'éléments de ces systèmes (politiques publiques, partis, dispositifs électoraux, groupes d'intérêt, mouvements sociaux, médias, etc.[136]), les comparaisons internationales impliquent en effet de dépasser le simple stade du « tourisme intelligent »[137], et de procéder à un patient travail de « construction de la comparaison »[138]. Une telle construction passe premièrement par une réflexion sur la comparabilité des objets, que l'on suppose « partage[r] suffisamment de points communs pour relever d'une même catégorie et rendre ainsi la comparaison possible, tout en étant marqués par des différences assez perceptibles pour rendre la comparaison utile »[139].

Ce problème pourrait être partiellement résolu en considérant que « c'est le plus souvent dans le cas d'ensembles géopolitiques connexes, donc sans universalité, que les comparaisons s'exercent avec pertinence »[140]. La légitimité scientifique de ce type de comparaisons (au sein des pays de l'Union européenne ou d'Amérique latine par exemple[141]) est rarement questionnée. Cependant, le fait que les recherches en politique comparée tendent à privilégier des études comparatives portant sur des « ensembles régionaux » relativement intégrés mérite d'être interrogé. S'agit-il d'un choix scientifique fondé sur l'hypothèse que, dans de tels cas, la proportion de « points communs » l'emportant sur les « différences », la

---

[134] Vigour C., *La comparaison dans les sciences sociales. Pratiques et méthodes*, Guides Repères, La Découverte, 2005.

[135] Tilly C., *Big structures, Large Processes, Huge Comparaisons*, New York, Russel Sage Foundation, 1984 : 2, Badie B., « Formes et transformations des communautés politiques », in Grawitz M., Leca J., *Traité de Science Politique, Tome 1*, Paris, PUF, 1985, chapitre X, p. 598-663, Badie B., *L'Etat importé. L'occidentalisation de l'ordre politique*, L'espace du politique, Fayard, 1992, Anderson B., *L'imaginaire national… op. cit.*; Elias N., *La Dynamique de l'Occident*, trad. De l'allemand par Pierre Kamnitzer, Paris, Calmann-Lévy, 1975 ; Braudel F., *La dynamique du capitalisme*, Paris, Champs, Flammarion, 1988, Polanyi K., *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps* (1944), trad. de l'anglais Catherine Malamoud et Maurice Angeno, préf. Louis Dumont, Paris, Gallimard, col. Bibliothèque des Sciences Humaines, 1983, Wallerstein I., *Le capitalisme historique*, Paris, Repères, La Découverte, 1985 ; Le Galès P., « Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine », *Revue Française de Science Politique*, 45/1, février 1995, p. 57-95.

[136] Par exemple Hassenteufel P., Martin C., « Comparer les politiques publiques au prisme de la représentation des intérêts. Le cas des associations familiales en Europe », in *Revue Internationale de Politique Comparée*, 7/1, 2000, p. 21-51, Offerlé M., *Sociologie des groupes… op. cit.*, Bob C., *The Marketing of Rebellion. Insurgents, Media and International Activism*, Cambridge University Press, 2005, Hallin D., Mancini P., *Comparing Media Systems… op. cit.*

[137] Selon l'expression de Peter Knoepfel et Corinne Larrue citée in Smith A., « L'analyse comparée des politiques publiques : une démarche pour dépasser le tourisme intelligent ? », *Revue Internationale de Politique Comparée*, 7/1, 2000, p. 7-51.

[138] Badie B., Hermet G., « La construction de la comparaison », *Politique comparée*, Thémis, Science politique, PUF, 1990.

[139] *Ibid.*, p. 18.

[140] Vullierme J.-L., *Le Concept de Système Politique*, Paris, Presses Universitaires de France, Politique d'Aujourd'hui, 1989, p. 33.

[141] Hassenteufel, P., « Deux ou trois choses que je sais d'elle. Remarques à propos d'expériences de comparaisons européennes », in CURAPP (dir.), *La méthode au concret*, Paris, PUF, 2000, Dabène O., *La région Amérique latine. Interdépendance et changement politique*, Presses de Sciences Po, col. Références inédites, 1997.

comparaison est davantage justifiée, ou bien de la reprise savante d'un « sens commun géopolitique » qui postule la comparabilité de ces ensembles ou de leurs composantes, sans forcément l'interroger ?

Dans le cas d'une comparaison entre des éléments d'ensembles géopolitiques *non connexes*, le Chiapas et la Palestine, la question de la comparabilité se pose ainsi en des termes spécifiques. Il s'agit non seulement de rendre la comparaison opératoire en recherchant des variables d'analyse pertinentes pour chaque cas, mais de contrôler systématiquement si l'on a bien affaire aux mêmes phénomènes (les termes « média alternatif » ou « altermondialisme » ayant des significations bien différentes selon les contextes). Ainsi, plus les réalités politiques comparées sont *a priori* dissemblables, plus la construction du cadre de comparaison demande un surcroît d'attention à la fiabilité des instruments de la comparaison[142].

Comme je l'ai expliqué, la comparaison reposait confusément, au départ, sur deux hypothèses cherchant à résoudre l'énigme suivante : comment certains militants pro-zapatistes et pro-palestiniens peuvent-ils appréhender selon des catégories de pensée si semblables (la lutte contre le néolibéralisme) des conflits politiques si différents (le conflit du Chiapas et le conflit israélo-palestinien) ? La première hypothèse était celle d'une similarité des situations objectives au Chiapas et en Palestine, et la seconde d'une convergence des représentations subjectives des acteurs. La première hypothèse (schème « structuraliste ») reposait ainsi sur le principe « aux mêmes causes, les mêmes effets » : si des groupes contestataires, situés dans des zones géographiquement très distantes, en viennent à produire des discours si comparables sur leurs conflits politiques respectifs, cela peut s'expliquer par le fait qu'ils sont confrontés aux mêmes transformations objectives de leurs systèmes politiques et économiques. Autrement dit, sans politiques néolibérales au Mexique et en Israël-Palestine, point d'idéologie altermondialiste. Les médias des mouvements altermondialistes auraient pour fonction, dans cette perspective, de dévoiler une réalité cachée par la presse conventionnelle, en raison de l'absence d'informations sur le sujet, ou bien de la présence de cadres d'interprétation erronés quant à la véritable nature de ces conflits.

Le problème de cette hypothèse de départ est qu'elle repose sur des prénotions militantes : la cause des Indiens du Chiapas et l'*Intifada* palestinienne figurent en effet en bonne place dans l'agenda politique du militantisme altermondialiste. De nombreuses productions médiatiques altermondialistes dressent ainsi un parallèle entre la lutte néozapatiste et la lutte palestinienne[143]. Le parallèle se fonde sur la perception d'une similarité

[142] Par cadre de comparaison, j'entends ici l'ensemble des outils théoriques permettant de comparer les cas (hypothèses, concepts, idéaux-types, modèles). Par instrument de comparaison, j'entends l'ensemble des outils méthodologiques qui permettent de rendre opératoire la comparaison des données empiriques (techniques de collecte des données, traductions, indicateurs).

[143] Pour ne prendre qu'un exemple parmi d'autres, dans un documentaire réalisé en 2008 par des militants mexicains pro-zapatistes, sur une série de protestations dans l'Etat de Oaxaca, une personne interviewée s'exclame « *c'est une Intifada palestinienne à la mexicaine !* » (Promedios, *Un poquito de tanta verdad* (DVD), 2008). On en trouvera des exemples tout aussi significatifs dans d'autres documentaires (Rowley R., Soohen J., *The Fourth World War*, USA, Big Noise Films, DVD, 2004), des chansons politiques (Per Palestina (CD), compilation, Pays Basque espagnol, Xarxa d'Enllaç amb Palestina, date inconnue), des bandes dessinées (Squarzoni P., *Zapata, en temps de guerre*, Albi/France, Les Requins Marteaux, coll. Hors-Collection, 2003 et du même auteur *Torture blanche*, Albi/France, Les Requins Marteaux, coll. Hors-Collection, 2004), des

objective des situations, ou du moins la croyance dans le fait que les points communs l'emportent sur les différences : la résistance de peuples opprimés du Tiers Monde (Indiens et Palestiniens) en lutte pour la défense de leur terre et de leurs droits, contre des forces armées ou des groupes paramilitaires supérieurs en force et en nombre, soutenus par des gouvernements puissants et des compagnies assoiffées de profits. Le rapprochement du passe-montagne et du *keffieh* fait partie intégrante de l'imaginaire altermondialiste. Un tel constat implique donc une mise à distance du chercheur, dans la mesure où cette approche postule, au lieu d'interroger, la comparabilité des cas.

La seconde hypothèse (schème « stratégique ») est, de ce point de vue, en rupture avec la première : elle repose sur l'idée que des réalités politiques ontologiquement différentes peuvent parfaitement être considérées comme relevant d'un seul et même genre de phénomènes, à condition que les acteurs aient intériorisé une certaine vision du monde et occupent des positions sociales qui renforce leur intérêt à percevoir des points communs, là où d'autres perçoivent des différences. Cette approche insiste davantage sur le caractère construit du discours altermondialiste, et plus largement sur le phénomène de « daltonisme politique » lié au partage d'une même idéologie (les militants voient rouge quand les autres voient vert). Dans ce cas, les médias altermondialistes ont pour fonction de fabriquer un consensus entre les militants qui se reconnaissent dans cette cause, en gommant les différences entre les cas pour mieux les intégrer à une vision globale du monde (et éventuellement recruter ainsi de nouveux adeptes dans les cercles du militantisme de solidarité internationale). Le problème soulevé par une telle hypothèse est qu'elle incline à penser que les acteurs seraient soumis au même processus de diffusion d'un modèle politique, sans expliquer depuis quelle mystérieuse source s'écoule le modèle en question, et comment il agit sur eux.

En résumé, ce travail doit composer avec le double problème de la *comparabilité internationale des cas*, d'un côté, et l'existence de *comparaisons internationales militantes*, d'un autre. Face aux difficultés qui sont apparues au fil des recherches, j'ai fini par considérer que la construction du cadre de comparaison internationale était autant une affaire de méthodes d'enquête que de techniques d'écriture. Il s'agit en effet de trouver des formes de rédaction qui décrivent et expliquent non seulement les relations objectives entre des acteurs et des environnements hétérogènes, mais également les luttes pour l'imposition de représentations subjectives légitimes des agents et leurs relations. Pour rendre compte de cette trajectoire de recherche, j'exposerai la méthodologie de ce travail, une synthèse bibliographique sur mes terrains d'enquête et les difficultés d'écriture rencontrées dans la construction du cadre de comparaison et la formulation des questions d'enquête[144].

livres (Notes from nowhere, *We are everywhere… op. cit.*), ou encore des graffitis politiques (j'ai ainsi aperçu en Palestine le message « *Viva EZLN !* » et au Chiapas le message « *Liberación del pueblo palestino* »).

[144] Kramarz F., « Formuler les questions d'une enquête », *Genèses*, 4/4, 1991, p. 115-127.

Section 1. L'objectivation de l'objet par « triangulation » : les méthodes d'enquête

L'étude repose sur une méthode dite de « triangulation », qui consiste à utiliser plusieurs démarches dans la collecte des données pour l'étude du comportement humain. Cette approche par méthodes multiples propose ainsi d'atteindre la complexité d'un phénomène social en l'étudiant de plusieurs points de vue. Les recherches de terrain ont principalement consisté en trois séjours de recherches, représentant en tout six mois d'enquêtes. J'ai réalisé deux séjours de six semaines en Israël et en Cisjordanie (soit un total de trois mois, en septembre-octobre 2005 puis mai-juin 2007) et un séjour de douze semaines au Mexique (trois mois, en février-mai 2006). Après une série de recherches préalables, réalisées sur Internet, la principale technique d'enquête utilisée a été l'entretien semi-directif en face-à-face. Une partie des entretiens a également été réalisée par téléphone. Les entretiens ont été complétés par la distribution d'un questionnaire (au Mexique) et des phases d'observation participante (en particulier lors d'un stage doctoral de six semaines au Centre d'Information Alternatif de Jérusalem-Beit Sahour). Enfin, j'ai réalisé une analyse quantitative et qualitative de titres de presse alternative tirés de la constitution d'un corpus. Compte tenu de la masse importante d'informations recueillies au cours de ces enquêtes, j'ai créé ensuite une base de données en ligne avec l'aide de chercheurs spécialisés dans l'étude des médias alternatifs.

A/ Recherches préliminaires sur Internet

Une première série de recherches préliminaires sur Internet a été réalisée en mars 2005 et janvier 2006. Ces recherches visaient à repérer quelques-uns des producteurs d'information alternative les plus « populaires » sur le Web, en Israël-Palestine et au Mexique, d'après le moteur de recherches *Google*. Deux sites Internet sont apparus au premier rang : celui du Centre d'Information Alternatif (AIC, www.alternativenews.org), et celui du Centre de Médias Libres de Mexico (CML-DF, http://cmldf.lunasexta.org). Bien qu'une recherche de ce type soit biaisée (du fait de la proximité entre les mots-clés utilisés et le nom des organisations concernées, leur investissement spécifique dans un discours autoréférentiel sur « l'information alternative », leur usage privilégié d'Internet, ou leur niveau d'activité élevé au moment de la recherche), j'ai estimé que ce résultat fournissait un premier indicateur d'une position relativement centrale de ces deux organisations dans le réseau des producteurs d'information alternative locaux[145].

[145] Afin de vérifier si cette centralité n'était pas un effet artificiel de la recherche, j'ai réalisé une recherche en sens inverse sur un des deux terrains, c'est-à-dire essayé de déterminer quels sites Internet renvoyaient ou évoquaient l'AIC dans leurs pages. Le moteur *Google* permet en effet de dresser une liste (malheureusement non exhaustive) de sites Internet qui contiennent des liens avec le site de l'AIC. Cette recherche a donné 690 résultats, mais de nombreux liens se situaient sur les mêmes sites Internet. Par exemple, *Alternatives International*, une ONG canadienne dont l'AIC est membre, contient un

Après avoir exploré ces deux sites (en particulier la rubrique « qui sommes-nous ? »), j'ai analysé la structure et le contenu de leurs rubriques « liens » (*links*), qui regroupent les noms et adresses web de groupes militants avec lesquels ils affichent des relations d'affinité, et qui sont regroupés par catégories. Quatre groupes principaux peuvent ainsi être distingués : des organisations politiques (institutions internationales, Etats, gouvernements, organes bureaucratiques, partis politiques, syndicats, mouvements sociaux, ONG humanitaires ou de défense des droits de l'homme, collectifs militants, etc.) ; des institutions universitaires ou centres de recherches (établissements d'enseignement supérieur, organismes de recherche publics ou privés) ; des organisations journalistiques ou médiatiques (médias d'information conventionnels, médias alternatifs[146], journalistes, agences de presse, logiciels libres) ; et enfin des organisations culturelles (collectifs d'artistes, écrivains, groupes de musique, etc.).

A partir de cette recherche en étoile autour de deux organisations qui occupent (virtuellement) une position centrale dans la production « d'information alternative » dans chaque zone, je me suis rendu sur les sites des groupes rangés dans la catégorie « médias alternatifs » (ou des catégories similaires, comme « médias libres »). J'ai alors réalisé un travail identique : exploration du site (et copier-coller sur un document unique de la rubrique « qui sommes-nous ? »), puis utilisation de la rubrique « liens ». Lorsque des sites se citaient mutuellement, j'ai considéré que leurs membres avaient probablement des relations directes régulières entre eux (hypothèse que seule l'enquête empirique pouvait confirmer).

Le noyau des sites se citant mutuellement formait ainsi un réseau « virtuel ». J'ai contacté ensuite par email les organisations correspondantes pour demander des entretiens auprès de leurs membres, qui m'ont répondu positivement la plupart du temps[147]. Je me suis également abonné à plusieurs listes de diffusion, comme celles d'*Indymedia Chiapas*, de l'OPC-Cleta, de *Gush Shalom*, de l'AIC, etc.

Un point mérite ici d'être souligné. Si la prise de contact s'est faite entièrement par des moyens virtuels au Mexique, en raison de mon absence de contacts prélables dans les milieux militants, il en est allé différemment dans le cas des médias israéliens et palestiniens. En effet, j'ai pu mobiliser mes contacts au sein de l'Association France-Palestine Solidarité (AFPS), ainsi que mon expérience militante auprès de groupes pro-palestiniens en Cisjordanie, pour faire valoir l'intérêt de mon travail auprès de mes interlocuteurs. C'est ainsi que j'ai pu

---

nombre artificellement élevé de liens avec le site de l'AIC, étant donné que des articles écrits par des membres de l'AIC sont fréquemment repris. Après élimination de tous ces liens doubles, j'ai obtenu une liste de 135 liens. Parmi ces 135 liens, j'ai observé par recoupement que sept sont mentionnés par l'AIC dans sa rubrique "links" (*Oznik News*, *Znet Middle East Watch*, *IPCRI*, *Neve Shalom*, *Wahat al-shalom*, *Al-Haq*, *Palestine Chronicle*, *Democracy now !*). Cette méthode de recherche étant loin d'être exhaustive, j'ai effectué une dernière recherche préalable en reprenant les résultats de la première. Il apparaît que plusieurs sites "échappent" à cette méthode d'enquête. Ainsi, le site Internet de l'organisation pacifiste israélienne *Gush Shalom* (Le Bloc de la Paix) propose un lien avec le site de l'AIC (http://www.gush-shalom.org/links.html) qui n'est pas référencé par *Google*. De même, le site du *Monde diplomatique* mentionne l'AIC dans sa rubrique "liens", etc. Il convient également de mentionner un autre biais : dans le cas du CML-DF, la centralité de ce collectif de médiactivistes était largement un effet de conjoncture, puisque la recherche a été faite au moment d'une tournée des Néozapatistes dans tout le Mexique, dans le contexte des élections présidentielles, et que le CML-DF constitue alors un des sites de références pour la couverture de cet événement militant (*La Otra Campaña*).

[146] L'AIC distingue deux grandes catégories : les sources d'information conventionnelles (séparés par zone de couverture : « *Arab news* », « *Palestine news* », « *Israeli news* », « *worldwide* news ») et les sources alternatives (« *Alternative news* »).

[147] J'ai essuyé un refus d'*Indymedia México*, au prétexte que toutes les informations dont je pouvais avoir besoin se trouvaient sur le site Internet du collectif.

facilement entrer en contact avec des membres de l'AIC à Jérusalem, qui m'ont à leur tour permis de contacter leurs collègues de Beit Sahour. Il est à noter que j'ai eu accès à la plupart des entretiens réalisés en Cisjordanie grâce à ces contacts préablables avec des militants pro-palestiniens et des Palestiniens habitués à servir d'intermédiaires pour des sympathisants étrangers. Compte tenu de la situation d'occupation militaire, et de la densité du réseau « d'informateurs » des services de sécurité israéliens en Palestine, la confiance que m'ont accordée mes interlocuteurs palestiniens a été largement permise par le fait qu'ils avaient eu des garanties préalables sur mes positions politiques.

B/ Campagne d'entretiens

J'ai réalisé soixante-dix-huit entretiens semi-directifs[148] et compréhensifs[149], qui représentent quatre-vingt onze heures d'enregistrement, soit une moyenne d'une heure trente par entretien (entre sept minutes et trois heures). Douze retranscriptions d'entretiens m'ont été aimablement communiquées par des chercheurs et étudiants qui travaillaient sur des objets proches (soit un total de quatre-vingt huit entretiens disponibles)[150]. Une partie des entretiens (n=49) concerne le réseau de militants anti-occupation (RAO), et une autre partie (n=39) le réseau de militants néozapatistes (RNZ). La plupart des entretiens a été menée en face-à-face avec une seule personne. Cependant, certains entretiens ont été réalisés auprès de deux ou trois personnes en même temps. Par ailleurs, certaines personnes ont été interviewées deux fois. Au total, quatre-vingt cinq personnes ont été interrogées directement (plus onze par questionnaire). Les entretiens ont été réalisés pour la plupart en anglais (n=41) et en espagnol (n=33). Certains ont été réalisés en français (n=8). Un petit nombre, enfin, a été réalisé en arabe et en hébreu avec l'aide de traducteurs locaux (n=5). La majorité des entretiens a été retranscrite intégralement (n=52). Certains ont été retranscrits partiellement (n=2). Les autres ont fait l'objet d'une prise de notes pendant et/ou après l'entretien (n=36).

Une série d'entretiens portait exclusivement sur les réseaux militants et organisations de médias alternatifs (n=53), une seconde sur les propriétés sociales et trajectoires biographiques d'agents individuels (n=23). Plusieurs entretiens portaient sur les deux aspects

[148] Les sociologues distinguent habituellement trois types d'entretiens. Dans un entretien directif, la personne interrogée répond à des questions dont la formulation exacte et l'ordre sont déterminés à l'avance (comme dans un questionnaire). Les entretiens non-directifs cherchent à l'inverse à limiter au maximum le rôle du chercheur dans la conduite de l'entretien (pour éviter ce que l'on appelle « l'imposition de problématique »). Généralement, ce dernier se contente d'une question initiale, et de relances ponctuelles. Les entretiens semi-directifs désignent une technique intermédiaire : il s'agit d'élaborer au préalable une grille d'entretien, que l'enquêteur adapte cependant en temps réel aux propos de l'enquêté.

[149] J'utilise ici l'approche compréhensive suggérée par P. Bourdieu pour analyser les groupes sociaux dominés, qui consiste à se « mettre à la place » de l'enquêté par empathie (Bourdieu P., « Comprendre », in *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, p. 1389-1447). Tenant compte de réserves formulées à l'égard cette approche (Mayer N., « L'entretien selon Pierre Bourdieu. Analyse critique de *La Misère du Monde* », *Revue Française de Sociologie*, 1995, p. 355-370), j'ai néanmoins conservé l'exigence d'une préparation en amont des entretiens, permettant une « improvisation réglée » lors de leur conduite.

[150] Respectivement Karine Lamarche (KL), doctorante au Centre Maurice Halbwacks, sur le mouvement anti-occupation israélien (n=2), Charlotte Lion (CL) et Camille Rouxel (CR) étudiantes du master 1 « Identités et mobilisations » à Sciences Po Rennes, sur le mouvement anti-occupation palestinien (n=3), et le mouvement néozapatiste (n=7).

(n=14). A chaque type d'entretien correspondait une grille d'entretien différente[151]. Ainsi, les entretiens du premier séjour en Israël et en Cisjordanie (2005) ont porté principalement sur le réseau des organisations de médias anti-occupation, et ceux du second séjour (2007) sur les propriétés sociales et trajectoires biographiques des acteurs. Pour des raisons matérielles et financières, il m'a été impossible de réaliser deux séjours au Mexique. Or, le premier séjour (février-mai 2006) a porté exclusivement sur des entretiens sur le réseau d'organisations de médias pro-zapatistes. J'ai donc mené une campagne d'entretiens téléphoniques en 2007-2010 (n=10) afin de compenser le déséquilibre ainsi créé. Par ailleurs, j'ai obtenu quelques réponses (n=11) à un questionnaire[152]. Cependant, les données biographiques demeurent globalement plus riches et plus précises sur le terrain israélo-palestinien.

Affiliation militante et lieux des entretiens

Réseau anti-occupation	Cisjordanie	22
	Israël	21
	Autres (USA, UK, Italie, France)	6
	Total	**49**
Réseau néozapatiste	Chiapas	6
	Mexico (+ Oaxaca)	22
	Autres (USA, France)	11
	Total	**39**
	Total	**88**

Les entretiens ont été réalisés auprès de trois principaux types d'acteurs : des militants politiques, en particulier des individus spécialisés dans la production d'information et de médias pour le compte d'organisations militantes (presse écrite, médias audiovisuels, Internet) ; des journalistes engagés ou indépendants ; des responsables d'ONG ou d'associations, en particulier des responsables de services de communication. Parmi les personnes interrogées, plus des deux tiers sont des hommes (n=67) et moins d'un tiers des femmes (n=23)[153]. Ces personnes sont âgées de 21 à 72 ans. Elles participent à une soixantaine d'organisations différentes. J'ai regroupé ces organisations en quatre catégories : des organisations politiques et militantes, comme des partis politiques ou des « collectifs » plus informels (n=13) ; des organes d'information et d'opinion issus de la presse conventionnelle ou alternative (n=38) ; des organismes publics liés à la régulation ou au

[151] Un tableau récapitulatif des entretiens, ainsi que les grilles d'entretiens sont présentés dans les annexes (rubrique « méthodologie »).
[152] Voir le point suivant.
[153] En l'absence d'une sociographie complète des réseaux militants étudiés, il est difficile de savoir si cette disproportion est un effet de la morphologie de la population, ou bien des choix de l'enquêteur.

financement des médias, comme des ministères (n=3) ; et des institutions culturelles, dont un musée (n=2).

En Israël-Palestine, j'ai réalisé la majorité des entretiens auprès de membres du Centre d'Information Alternatif, à Jérusalem et à Beit Sahour. Les autres entretiens en Israël ont été menés auprès de médias anglophones de la mouvance anti-occupation (*Indymedia Israel*, *Challenge*, *The Other Israel*, *News From Within*), des ONG (*B'Tselem*), un centre de recherche tournés vers l'expertise critique des politiques néolibérales en Israël (*Adva center*) ou des groupes militants (*Matzpen*, *Anarchists against the Wall*, *AIC*, *Gush Shalom*). En Palestine, les entretiens ont été réalisés auprès de participants à des médias alternatifs (*Ruyya Ukhra*, *Indymedia Palestine*), des médias palestiniens indépendants (*Al-Ayyam*, *Al-Quds*, *Al-Rwaha TV*, *JMCC*, *IMEMC*), les services de communication d'ONG (*Badil*, *Pyalara*, *Shashat*), des groupes politiques de gauche (*FPLP*, *PPP*, *AIC*, *Comité populaire de Bil'in*), des organismes dépendants de l'Autorité palestinienne (Institut des Médias de l'Université Bir Zeit, ministère palestinien de l'Information).

Les conditions particulières de réalisation des entretiens dans le contexte israélo-palestinien méritent d'être mentionnées. Il s'agit en effet d'un contexte de conflit réputé difficile[154]. Outre l'utilisation de contacts préalables dans les milieux militants pro-palestiniens, déjà mentionnée, certaines conditions de sécurité devaient être respectées auprès des enquêtés : d'une part, le contact devait se faire par le biais d'intermédiaires palestiniens (R. et N.[155]); d'autre part, j'ai dû assurer à mes interlocuteurs le parfait anonymat des entretiens ; enfin, j'ai pris soin de dissimuler l'objet réel de mes recherches ainsi que les matériaux récoltés sur des disques durs aux yeux des soldats et des services de sécurité israéliens.

Au Mexique, j'ai privilégié deux terrains, dans la logique des hypothèses exposées précédemment : Mexico et San Cristóbal de las Casas. A San Cristóbal de las Casas, j'ai réalisé des entretiens auprès de responsables des service de communication d'ONG (*Frayba*, *Melel Xojobal*), une salariée chargée de l'observation des violations des droits de l'homme dans les communautés indigènes du Chiapas *(Sipaz)*, un militant d'*Indymedia Chiapas*, et un salarié de *Promedios de Comunicación Comunitaria*. Malheureusement, je n'ai pas pu réaliser d'entretiens auprès de militants des médias dans les communautés zapatistes autonomes[156]. La

[154] Romani V., « Enquêter dans les territoires palestiniens. Comprendre un quotidien au-delà de la violence immédiate », *Revue Française de Science Politique*, 57/1, février 2007, p. 27-45.

[155] R. est un agriculteur du sud de la Cisjordanie, membre du Parti Populaire Palestinien (PPP, ex-parti communiste), et qui sert d'intermédiaire à des militants français qui se rendent sur place (il a réalisé des études de machinisme agricole en France). Je lui suis redevable de nombreux entretiens auprès de journalistes palestiniens indépendants de gauche. N. est le responsable d'un centre culturel dans un camp de réfugié de Cisjordanie, et militant au Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP). Il a de nombreux contacts avec des militants étrangers, et parle bien l'anglais. Grâce à son aide, j'ai également pu rencontrer de nombreux journalistes de la presse indépendante palestinienne. Lors de certains entretiens en arabe, R. et N. m'ont servi d'interprètes, en français ou en anglais.

[156] Malgré mes demandes auprès de la *Junta de Buen Gobierno* d'Oventik (région de Los Altos, Chiapas), je n'ai pas été autorisé à effectuer d'interview ou d'observation auprès des Néozapatistes qui se chargent de cette radio. Ma démarche a consisté à demander une lettre de recommandation de la sous-directrice de la revue *Rebeldía*, à Mexico (un des organes

plupart des autres entretiens ont été réalisés auprès de médias alternatifs, libres et indépendants proches de la mouvance zapatiste à México (*Rebeldia, Radio Zapote, KeHuelga Radio, AMARC-Mexico, La Voladora Radio, Comunicación Comunitaria, CSL-RFM, CML-DF, Machetearte, APIA, Radio Sabotaje, AIRE, LaNeta, Chiapas*). Un entretien a été réalisé à Oaxaca avec l'ancien directeur du *Centro de Video Indígena*, et co-fondateur de *Ojo de Agua Comunicación*. Enfin, j'ai également réalisé une série d'entretiens complémentaires (la plupart téléphoniques) auprès de militants situés dans deux pays étrangers : les Etats-Unis (n=7) et la France (n=4)[157].

Les grilles d'entretien consacrées aux réseaux militants et organisations de médias alternatifs ont été construites autour de quatre thèmes principaux : l'histoire des organisations ; leur organisation interne ; les réseaux de médias alternatifs et leurs publics ; leurs modes de production et la diffusion des informations. Les entretiens portant sur les propriétés sociales et les trajectoires biographiques des enquêtés ont également été structurés autour de quatre axes : leur origines sociales ; leur entrée dans l'univers de la presse alternative ; leur position actuelle au sein du réseau ou de l'organisation considérés ; leurs activités (professionnelles, politiques, de loisirs, etc.) en-dehors des médias alternatifs.

C/ Questionnaire

Un questionnaire en espagnol a été distribué à Mexico en 2006, à une centaine d'exemplaires, auprès de participants du réseau de « médias libres » adhérents à la « Sixième Déclaration de la Forêt Lacandone » (principalement au CML-DF et à *Radio Zapote*). Onze questionnaires me sont revenus, soit un taux de réponse de 10% environ. Il s'est avéré que la passation de questionnaire, technique d'enquête déjà utilisée dans une étude antérieure sur la

---

officiels du mouvement néozapatiste), auprès de la *Junta* d'Oventik. Malgré plusieurs allers-retours, une demande auprès d'*Enlace Zapatista* et *Enlace Civil*, j'ai obtenu une réponse négative à mes demandes. Les quatre principales raisons qui m'ont été données sont les suivantes : le trop grand degré de précision de mes questions ; la situation « d'alerte rouge » dans laquelle se trouvaient les communautés néozapatistes au moment de la réalisation de l'enquête, en raison de l'Autre Campagne ; le peu de temps libre des « *compañeros de Radio Insurgente* » qui étaient chargés de transmettre les informations heure par heure ; et l'absence du « Délégué zéro » (Marcos), sans qui il est impossible de faire des entretiens. J'ai donc utilisé des sources indirectes sur les médias néozapatistes (voir chapitre 4).

[157] L'un a collaboré à la liste de diffusion *Chiapas95* à l'Université d'Austin (Texas), une autre à la formation du projet binational *Chiapas Media Project* à Chicago (Illinois), lié à *Promedios* ; un troisième participe au collectif de *Radio Zapatista* situé à Berkeley (Californie) ; une quatrième est responsable des relations avec l'Amérique latine et des programmes sur les vidéos indigènes au sein du *Smithsonian National Museum of the American Indians* à New York. Parmi les militants français (n=4), l'un, s'est rendu plusieurs fois au Chiapas entre 2007 et 2010, pour le compte de l'association *Promedios France* et travaille comme salarié à la librairie Quilombo, à Paris. Cette librairie collabore étroitement avec le Comité de Solidarité avec les Peuples du Chiapas en Lutte (CSPLCL), dont le local se trouve situé dans le Centre international de Culture Populaire (CICP), au même étage et la porte à côté du local de l'Association France-Palestine Solidarité (AFPS). Le second entretien a été réalisé avec un militant proche des milieux libertaires « autonomes » toulousains. Il a passé plusieurs années dans des communautés néozapatistes du Chiapas sans être affilié à une organisation spécifique. Un troisième a contribué à une tournée de présentation organisée par *Promedios* en Cisjordanie, sans s'être jamais rendu personnellement au Chiapas. Son militantisme est plutôt ancré dans le mouvement pro-palestinien, mais il contribue à « importer » des productions vidéo néozapatistes en Palestine. Un autre entretien a été réalisé avec un militant français, dans la mouvance de l'écologie politique et la critique radicales des médias, qui a effectué à la fois des missions de « solidarité internationale » en Palestine (au sein de l'AFPS), et qui s'est rendu en 2010 dans les Etats de Oaxaca et au Chiapas pour le compte du journal CQFD (Marseille).

presse alternative locale en France[158], est un outil faiblement adapté à l'univers étudié, bien que fournissant des données sociologiques précieuses. Au-delà de ses défauts intrinsèques (notamment sa longueur), le questionnaire interrogeait les personnes sur des aspects personnels qui ont pu les surprendre ou susciter leur méfiance (ce qui m'a été expliqué lors d'une discusssion informelle[159]). En effet, une fraction des militants interrogés est insérée dans des réseaux qui pratiquent parfois la désobéissance civile ou des activités illégales. Les autres peuvent adopter un répertoire d'action légal mais être sujets à différentes formes de répression. Cependant, les résultats du traitement des onze questionnaires remplis (la passation s'est fait de main en main, ou par des intermédiaires) ne sont pas sans intérêt, bien qu'il faille se garder d'y voir une quelconque « représentativité » de la population étudiée[160].

D/ Observation participante

J'ai réalisé un stage doctoral d'une durée de six semaines au sein du Centre d'Information Alternatif, réparti en trois semaines dans les bureaux de Jérusalem (Israël), et trois semaines dans les bureaux de Beit Sahour (Cisjordanie). L'objectif formel de ce stage était de procéder à la numérisation des archives du magazine en anglais *News From Within*, de 1985 à 1995, afin de les rendre disponibles sur le site Internet de l'AIC. Ce travail, mené à bien, m'a permis de passer de longues heures dans les bureaux du centre, de rencontrer et/ou d'interwiever ses membres permanents, les volontaires locaux ou internationaux, ainsi que les visiteurs de passage. J'ai également participé à des activités organisées par le centre, comme des conférences, des débats publics, un « tour alternatif » de la Cisjordanie avec un groupe de visiteurs nord-américains, une manifestation contre le mur dans le village de Bil'in en Cisjordanie, une manifestation à Tel Aviv à l'occasion des quarante ans de la Guerre des Six-Jours, etc. La familiarité ainsi créée avec certains participants, en particulier les bénévoles internationaux, m'a donné l'occasion d'être invité chez les uns et les autres, à Jérusalem, Tel Aviv, Beit Sahour. L'ensemble de ces expériences a été consigné dans des carnets de notes manuscrites[161].

Passant, pour reprendre une expression du sociologue français Loïc Wacquant, de l'observation participante à la « participation observante »[162], j'ai également lancé une idée de documentaire vidéo sur un projet de coopérative agricole dans le village de Halhul, près d'Hébron, dont j'avais eu connaissance par le biais de mes activités militantes au sein de l'AFPS. A cette occasion, j'ai joué le rôle de reporter, accompagné d'une vidéaste de nationalité italienne. Nous avons commencé le montage du documentaire au local de l'AIC à

[158] Ferron B., *La presse alternative locale… op. cit.* J'ai utilisé les conseils méthodologiques proposés dans Singly (De) F., *L'enquête et ses méthodes : le questionnaire* (1992), Paris, Nathan Université, 2003.
[159] Une des personnes interrogées m'explique ainsi que, avant de répondre au questionnaire, il s'est rendu sur le site Internet de mon laboratoire de rattachement. Sa méfiance est née du fait qu'il pensait que les chercheurs du laboratoire réalisaient des recherches financées par l'Union européenne.
[160] Le questionnaire ainsi que les réponses sont présentés dans les annexes méthodologiques.
[161] La liste complète des documents ethnographiques ainsi que des extraits des observations sont présentés dans les annexes méthodologiques.
[162] Wacquant L., *Corps et âme. Carnets ethnographiques d'un apprenti boxeur* (2000), Marseille, Agone, 2002.

Beit Sahour, un travail qui s'est achevé en France et s'est matérialisé par un documentaire de 35 minutes, projeté ensuite dans différentes salles et festivals[163]. De même, la familiarité relative acquise avec des Palestiniens à l'occasion de mes séjours m'a conduit à jouer un rôle de *fixer* auprès d'une journaliste canadienne, qui souhaitait réaliser un reportage dans un camp de réfugiés de Cisjordanie[164].

Au Mexique, l'enquête ethnographique fût relativement moins riche que dans le cas du terrain israélo-palestinien, notamment pour des raisons de conjoncture (les Néozapatistes était alors en « tournée » dans le pays dans le cadre d'un événement baptisé « l'Autre Campagne »). Cependant, j'ai pu assister à des réunions internes de groupes de médiactivistes de Mexico, au *Centro de Medios Libres del Distrito Federal* (CML-DF, n=2), et au *Centro Social Libertario Ricardo Florès Magón* (CSL-RFM, n=1). Par ailleurs, j'ai participé à un événement festif organisé par le CML-DF et *Radio Zapote*, dans un entrepôt désaffecté de la banlieue de México, une expérience qui m'a fournie (en plus de quelques maux de tête) d'utiles renseignements sur les modes de financement et les formes de sociabilité militante d'une partie des médias alternatifs de la capitale.

J'ai cependant pu compenser en partie ce manque d'observations directes grâce à ma connaissance de l'espagnol, en collectant des matériaux de première main produits au sein des réseaux mexicains de médias alternatifs (sites Internet, archives internes, publications écrites et audiovisuelles, etc.).

E/ Un corpus « multimédia »

Au fil des recherches, j'ai constitué un corpus tirés de sources et de supports variés : rapports d'ONG, biographies ou essais politiques de militants, documentaires indépendants, articles de presse écrite ou documents Internet, des bandes dessinées ou des disques audio qui me semblaient présenter un intérêt pour saisir les formes parfois inatttendues de circulation internationale de l'imaginaire altermondialiste[165]. J'ai classé ces documents (environ 750) en deux catégories principales : les documents imprimés d'un côté (monographies, périodiques, rapports, etc.), et les ressources électroniques d'un autre (Web, vidéo, audio). Le tableau récapitulatif ci-dessous présente la distribution des différents documents par catégorie.

[163] Ferron B., Abi Saab Y., Derouard M., *Al-Sanabel. Une résistance civile en Palestine*, Rennes, production indépendante, 2008.

[164] Awad D., « Turning our Tongues: Journals from Dheiseih », *The Electronic Intifada*, 16 septembre 2007, http://electronicintifada.net/content/turning-our-tongues-journals-dheisheh/7144

[165] Un chapitre d'ouvrage consacré au « rock altermondialiste » montre ainsi l'influence sur et de Manu Chao, ex-chanteur-compositeur du groupe indépendant Mano Negra et fils d'un républicain espagnol, journaliste au *Monde Diplomatique*, des luttes contre la mondialisation néolibérale (notamment les discours du Sous-Commandant Marcos, dont on retrouve des extraits dans une chanson de l'album *Clandestino*). Belhaddad, Souâd, « Manu Chao et la Mano Negra », in Belhaddad, Souâd, Dordor, Francis, Besse, Marc, Crenel, Christophe, Cuesta, Stan, *Rock Altermondialiste*, Paris, Scali, 2006, p. 9-110.

Support		Catégorie		Nb. réf. (approx.)
Imprimés	1	Monographies	Ouvrages complets et chapitres	85
	2	Périodiques	Journaux, magazines, revues	350
	3	Rapports	Rapports ponctuels ou périodiques	20
	4	BD	Bandes dessinées	15
	5	Iconographie	Photographies, images, affiches	5
	6	Divers	Annuaires, manuels, brochures, tracts	15
Electroniques	7	Web	Sites ou pages Web, articles en ligne, documents téléchargés	120
	8	Vidéo	DVD et cassettes VHS.	110
	9	Audio	Disques compacts et audiocassettes	30
Total				**750**

Dans chacune des neuf catégories, les documents ont été regroupés en trois sous-sections : une section consacrée au réseau militant néozapatiste (RNZ), une section au réseau anti-occupation (RAO), et une section « généralités », qui inclut des documents qui ont été utiles à la recherche.

F/ Analyse quantitative et qualitative

Pour analyser et comparer la couverture médiatique des conflits chiapanèque et israélo-palestinien, par la presse conventionnelle et la presse alternative, sur la période 1994-2006, j'ai utilisé une méthode quantitative et qualitative. Les deux méthodes ne doivent cependant pas être pensées de façon indépendante. En effet, les analyses quantitatives ont nourri les analyses qualitatives, et inversement. Ainsi, les données quantitatives ne permettent pas d'observer *qualitativement* en quoi, notamment dans les périodes de « pics médiatiques » (par exemple 1994-1996 pour le RNZ, ou 2001-2002 pour le RAO), les médias dits alternatifs fournissent un traitement que l'on pourrait considérer comme étant *qualitativement* différent de celui de la presse conventionnelle. Cependant, la méthode suivie permet de mettre en évidence que les logiques de production des médias « alternatifs » ne sont pas totalement indépendantes de celles des médias conventionnels. En effet, des variations (quantitatives) concomittantes de la couverture médiatique des mouvements sociaux peuvent s'observer entre *mainstream media* et *alternative media*.

Analyse quantitative

Pour mesurer les effets des stratégies médiatiques des réseaux militants étudiés (présentées dans la seconde partie de la thèse), j'ai procédé à une série de recherches quantitatives. Ces recherches ont été menées à partir de mots-clés sur la base de données *Factiva* et les archives en ligne de différents journaux et magazines. La période couverte court (lorsque les données sont disponibles) du 1er janvier 1994 (ouverture du cycle de mobilisation altermondialiste), au 31 août 2006 (clôture du cycle[166]). Ces recherches quantitatives visaient deux choses. Premièrement, il s'agissait de mesurer, pour reprendre une distinction du politiste israélien Gadi Wolfsfeld, les effets objectifs du *struggle for access* (luttes d'accès aux médias d'information) de ces *challengers* dans des arènes médiatiques nationales et internationales, et les effets de leur *struggle for meaning* (luttes de cadrage médiatique) dans la presse, à partir de variables[167]. Les résultats de ces recherches par mots-clés ne doivent pas être surinterprétés : seule une analyse de contenu détaillée, couplée d'entretiens, d'une connaissance de l'histoire éditoriale de chaque titre, voire d'observations ethnographiques dans les rédactions, permettraient d'examiner avec précision les logiques de médiatisation de ces mobilisations par la presse conventionnelle. Une telle étude était hors de portée de ce travail. Cependant, les données récoltées fournissent d'utiles instruments de contrôle pour l'analyse de certaines logiques de la « presse alternative ». Elle montre par exemple que l'hypothèse d'un rôle compensateur de cette presse (au sens où elle fournit une information non disponible dans la presse conventionnelle) n'est valable en général que lorsque le niveau de médiatisation du mouvement décline, alors que dans les périodes de forte médiatisation, au contraire, ces médias tendent essentiellement à jouer un rôle de « correcteurs symboliques» (au sens où ils proposent des points de vue en rupture avec les cadres interprétatifs dominants)[168].

Analyse qualitative

Sur le plan de l'analyse qualitative, j'ai lu l'intégralité des communiqués de l'EZLN sur une période de deux ans, du 1er janvier 1994 au 1er janvier 1996. La maison d'édition française Dagorno a en effet publié l'ensemble de ces 269 textes dans deux volumes intitulés *Ya Basta*[169]. Pour la période 1996-2006, j'ai fait une sélection de textes, en m'intéressant particulièrement à ceux qui traitaient de la question des médias, des mouvements altermondialistes et de la mondialisation néolibérale. Pour ce faire, j'ai réuni l'ensemble des textes dans un document informatique unique, grâce à un logiciel de traitement de texte, et cherché les occurrences des termes « medio », « globalización » et « neoliberalismo ».

[166] Voir la section précédente de l'introduction pour une présentation de l'intérêt et des limites de ce découpage chronologique.
[167] Wolfsfeld G., *Media and Political Conflict. News from the Middle East*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.
[168] Voir la deuxième partie de la thèse sur cette distinction.
[169] Voir les références complètes dans le corpus.

Pour compléter ce travail, j'ai lu des articles de la revue zapatiste *Rebeldía* (à partir de 2003). Contrairement à d'autres titres, qui ne couvrent que des périodes limitées, publient des articles non signés, ou ne sont qu'indirectement consacrés au mouvement néozapatiste, cette revue permet d'observer (y compris dans le temps) la circulation nationale et internationale des intervenants « pro-zapatistes » (ses archives présentant aussi l'avantage d'être disponibles en ligne). D'un point de vue comparatif, par ailleurs, c'est une revue qui s'approche, de par sa position charnière entre des univers militants, journalistiques et universitaires, des publications de l'AIC. J'ai lu environ deux cents articles en tout, traitant les questions de la lutte contre le néolibéralisme et les médias. Les articles font entre une et six pages (format A4).

Pour procéder à une analyse de contenu systématique des publications de l'AIC, j'ai eu accès à une partie de la collection du magazine *News From Within* grâce à l'Association France-Palestine Solidarité (AFPS). Le bureau national de cette association, situé à Paris, dispose d'une collection couvrant de façon discontinue la période 1986-2006. Le Comité Rennais de l'AFPS dispose également de numéros du magazine dans sa bibliothèque, qui sont tous plus récents (1999-2003) mais ils m'ont permis de compléter la collection. Enfin, le bureau de l'*Alternative Information Centre* situé à Jérusalem dispose d'archives presque exhaustives (excepté pour les premières années du magazine), complétées par les archives du centre de Beit Sahour. Je dispose donc de 125 exemplaires « personnels », ai eu accès à 225 exemplaires en tout, sur un total que l'on peut estimer à 232 exemplaires. A partir ce corpus, j'ai réalisé un tableau statistique qui recense l'ensemble des numéros disponibles, ainsi que leurs caractéristiques formelles et de contenu. Ce tableau à double entrée permet de saisir à partir d'une même base de données, la structure interne de chaque numéro, et l'évolution de la publication au cours de ses vingt ans d'existence. Les catégories utilisées dans ce tableau visent à classer les titres des « unes » de NFW en fonction de leur(s) thématique(s) principale(s) et à faire apparaître des récurrences. Enfin, j'ai sélectionné des articles sur la période 1994-2006, à partir de leurs titres ou de la lecture des chapô, autour de trois thèmes principaux : le conflit israélo-palestinien et la mondialisation, le mouvement anti-occupation, les médias. Environ deux cents articles ont été lus intégralement.

G/ Construction d'une base de données

Deux problèmes se sont posés au fur et à mesure de l'accumulation des données empiriques : la difficulté à classer l'ensemble des informations afin de procéder à leur traitement, et la volatilité des contenus disponibles. Un chercheur français en information-communication, qui a travaillé sur les usages militants de la vidéo, fait un constat similaire sur ce qu'il appelle le problème de « l'infinité » du web et des liens hypertexte[170]. Ce problème ne

[170] « L'usage du terme 'infini' n'est pas ici de l'ordre de la métaphore, mais correspond à une réalité bien ancrée et cela à un double niveau : d'abord, les ressources mondiales sont extrêmement nombreuses sur quasiment tous les sujets intéressant les militants [des médias], mais surtout elles sont extensibles dans le temps. On peut en effet passer trois jours à constituer un corpus de ressources sur telle ou telle question, sans que rien ne nous permette d'affirmer que pendant cette période, certaines

concerne pas que l'étude des médias alternatifs, mais de façon générale celle des réseaux transnationaux : le chercheur peut-il déterminer où commence et où finit son objet ?

A défaut d'apporter une réponse satisfaisante à cette question, j'ai créé une base de donnée en ligne avec des collègues chercheurs et l'aide d'informaticiens pour systématiser l'analyse des données. Le logiciel utilisé permet à plusieurs personnes localisées dans des endroits différents de travailler à l'enrichissement de la base, après une inscription préalable contrôlée par les administrateurs du site. Les informations ont été regroupées autour de quatre axes principaux : une bibliographie multi-entrée sur la question des médias des mouvements sociaux ; un recensement par territoire des organisations de médias alternatifs ; des chronologies sur les réseaux de médias ; et un annuaire biographique permettant de regrouper des informations biographiques sur les « médiactivistes ». Grâce au langage HTML (*Hypertext Markup Language*), il fût ensuite possible de relier les pages les unes avec les autres pour naviguer sur la base (par exemple, une recherche sur telle organisation permet de créer un lien hypertexte sur le nom d'un de ses participants, puis de se rendre sur la page correspondante). Cet outil permet ainsi de faciliter la recherche d'informations, centralisées sur un seul et même site, accessible en ligne et destiné à être collectivement enrichi[171].

En définitive, l'addition des recherches sur Internet, des données recueillies en entretien, par l'observation participante et le questionnaire, ainsi que l'analyse quantitative et qualitative d'un corpus « multimédia » s'est avéré être une entreprise chronophage mais fructueuse.

Elle m'a permis, premièrement, d'adopter une *démarche cumulative*. Ainsi, la base de données permettait de faire apparaître grâce à l'artefact technique (les liens « html ») les relations complexes entre organisations, acteurs individuels et chronologie des événements sur les terrains étudiés. L'intérêt du langage « html » est qu'il épouse assez bien les formes de pensée « connexionnistes » et facilite l'étude des réseaux. Le problème fût ensuite le passage de cette forme d'écriture réticulaire à l'écriture d'un travail sous une forme linéaire. H. Becker observe dans son ouvrage *Ecrire les sciences sociales* que le passage de la machine à écrire au traitement de texte informatique a modifié en profondeur nos manières de penser : on se met, observe-t-il, à penser comme un ordinateur[172]. Le passage des outils les plus rudimentaires de l'informatique à des logiciels beaucoup plus sophistiqués, ainsi que le développement d'Internet, ont introduit des modifications profondes dans le rapport à la connaissance. J'ai pu expérimenter le fait que ces outils permettent, en effet, d'accumuler et de classer une quantité considérable de données empiriques mais que, comme dans la bibliothèque de Babel de la célèbre nouvelle de Borgès, la mémoire du chercheur tend à devenir davantage une mémoire des lieux de stockage de l'information (c'est-à-dire l'arboscence même du système de classement) que de l'information elle-même – au risque de

---

ressources n'aient pas disparu, ou qu'elles ne seront pas transformées, sinon enrichies » (Blondeau O., *Devenir media… op. cit*., p. 329).

[171] Une description plus précise de cette base de données est proposée dans les annexes méthodologiques.

[172] Becker H., « 'Frottement' et traitement de texte », in *Ecrire…*, *op. cit*., p. 157-169.

compliquer à l'extrême la mise en ordre des idées. L'élaboration de cette base de données m'a cependant permis d'organiser rationnellement, à partir de catégories descriptives simples (qui, quoi, quand, où) les données empiriques dont je disposais sur mes objets. Dans certains cas, ce travail de classement des informations m'a conduit à découvrir des relations entre des agents collectifs ou individuels que l'utilisation d'une seule technique d'enquête n'aurait pas permis de mettre à jour.

Deuxièmement, la multiplication des techniques d'enquête a facilité le travail de *vérification des informations*, par exemple lorsque les propos tenus en entretien par des acteurs étaient corroborés par les propos tenus par d'autres acteurs, par des informations recueillies sur des sources écrites ou électroniques, ou encore dans des analyses quantitatives. C'est notamment grâce au croisement des données qualitatives et quantitatives sur la couverture médiatique des conflits chiapanèque et israélo-palestinien que j'ai pu élaborer l'hypothèse d'un rôle compensateur et/ou réparateur des médias alternatifs vis-à-vis de la presse conventionnelle (deuxième partie de la thèse). Parallèlement, j'ai pu ainsi analyser les stratégies médiatiques des acteurs sous différents angles, en fonction des contextes, de leurs processus de production et de diffusion, des propriétés et trajectoirs des acteurs, des contenus de leurs publications.

Section 2. Une approche constructiviste de la « mondialisation » : contextes et concepts

Le travail de collecte des données empiriques a été réalisé parallèlement à des lectures théoriques, visant à approfondir la connaissance de chaque terrain, d'une part, et à construire un cadre de comparaison adapté, d'autre part. Deux axes principaux ont structuré ces recherches bibliographiques, dont je présente ici une synthèse. La thèse devait procéder, en effet, à une comparaison internationale des processus de production et de diffusion d'informations et de points de vue considérés comme « alternatifs » par leurs auteurs et leurs publics, sur des conflits politiques faisant l'objet d'une forte couverture médiatique : le conflit du Chiapas et le conflit israélo-palestinien. Par ailleurs, ces médias alternatifs, produits par des réseaux de militants politiquement marginaux dans leurs Etats respectifs (le réseau néozapatiste et le réseau anti-occupation), revendiquaient, depuis la fin des années 1990, une proximité avec la mouvance « altermondialiste », et une critique en acte des médias dominants.

Le premier axe de questionnement théorique concernait l'articulation entre l'étude de pratiques politiques (ou « militantes ») et celle de pratiques journalistiques (ou « médiatiques ») dans ces réseaux de médias des mouvements sociaux. En effet, seule une conceptualisation adéquate des activités des groupes étudiés permettait de les comparer entre elles. Or, les études de sciences sociales consacrées aux relations entre journalisme et militantisme s'accordent généralement sur un postulat d'exclusion réciproque des systèmes de

dispositions et de rôles, des pratiques et représentations collectives, des intérêts et des enjeux qui structurent les univers du militantisme et du journalisme. Penser en termes « d'interdépendance » permet de relativiser cette division, mais ce concept tend aussi à naturaliser ce qui apparaît comme le produit d'une forme contingente (donc arbitraire) de la division du travail social[173]. Un des principes de cette vision dualiste est la croyance dominante selon laquelle, dans sa « logique pratique », le journaliste privilégiera toujours la distanciation sur l'engagement, et le militant l'engagement sur la distanciation[174]. Si ce postulat présente un indéniable intérêt heuristique, il méritait néanmoins un examen critique. Des recherches de sociologie du journalisme et de sociologie des mouvements sociaux ont, en effet, identifié des catégories d'agents, positionnés simultanément et durablement dans l'univers du journalisme et du militantisme. Il existe ainsi des journalistes spécialistes des mouvements sociaux, ou bien militants d'une cause (écologie, féminisme, etc.), mais également des journalistes qui militent pour leur profession (par exemple au sein de syndicats professionnels de journalistes). D'un autre côté, des militants peuvent se faire « journalistes » d'une cause, ou bien spécialistes des relations avec les journalistes, ou encore militer pour une critique du journalisme[175]. Ainsi, la cause du « journalisme alternatif », largement ignorée du champ des recherches en sociologie des mouvements sociaux et en sociologie du journalisme, constituait un espace social particulièrement flou[176].

Le second axe de questionnement théorique était l'articulation de différentes échelles d'analyse : le « local » (Chiapas, Cisjordanie), le « national » (Mexique, Israël-Territoires palestiniens), « l'international » (notamment les Etats-Unis et l'Union européenne, zones privilégiées de transit des biens symboliques altermondialistes). En effet, seule une réflexion théorique sur les outils d'articulation permettait la comparaison des cas. Or, la comparaison de ces processus impliquait, d'une part, de lire des monographies (historiques, sociologiques, etc.) sur chacune des deux zones, afin de replacer précisemment les pratiques des acteurs dans leur contexte, mais également de saisir les relations transnationales que les militants « pro-zapatistes » et « pro-palestiniens » entretiennent (directement ou par militants occidentaux interposés) les uns avec les autres. J'ai ainsi été confronté au « problème de Galton » : comment comparer des réalités qui, dans une configuration historique de « mondialisation » des échanges (économiques et symboliques), ne sont pas indépendantes les unes des autres[177] ? Pour résoudre ce problème, j'ai dû investir dans la lecture de travaux issus de plusieurs courants de recherche : la politique comparée et la méthodologie de la comparaison, d'une part, les recherches sur les relations internationales, la transnationalisation et la mondialisation, d'autre part.

---

[173] Neveu E., « Médias, mouvements… », *op. cit*., p. 65.
[174] Elias N., *Engagement et distanciation*, Paris, Seuil, 1984, p. 63-64.
[175] Levêque S., « Usages croisés d'un 'événement médiatique' », in Agrikoliansky E., Sommier I. (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste. Le second forum social européen*, Paris, La Dispute, Série « Pratiques politiques », 2005, p. 75-102, Frisque C., « Des militants de leur profession ? L'exercice 'critique' du journalisme comme forme d'engagement militant dans l'activité professionnelle », Ruellan D., Levêque S. *Journalistes engagés*, Rennes, PUR, 2010.
[176] Des synthèses théoriques sur ces travaux seront présentées progressivement dans les introductions des trois parties de la thèse.
[177] Vigour C., *La comparaison… op. cit*.

A/ Agents et structures de la « mondialisation » : l'hypothèse de similarité des situations objectives.

Pour évaluer la pertinence théorique de ma première hypothèse de recherche, selon laquelle la similarité des discours des militants altermondialistes pro-zapatistes et pro-palestiniens pourrait s'expliquer par une similarité des situations objectives au Chiapas et en Palestine, j'ai cherché à clarifier les relations entre les militants locaux, néozapatistes et anti-occupation, le mouvement altermondialiste, et l'ordre institutionnel que leurs acteurs désignent avec l'expression de « mondialisation néolibérale ». Ainsi, j'ai cherché dans un premier temps à comprendre la genèse de ces réseaux militants dans les contextes des conflits chiapanèque et israélo-palestinien. Ensuite, j'ai procédé à une analyse généalogique et critique de la notion de « mondialisation néolibérale » et des présupposés normatifs qu'elle véhicule. Cette revue de littérature m'a permis de mieux cerner la spécificité de mes terrains d'enquête et de mieux tenir à distance les discours des acteurs sur la mondialisation. L'analyse du terme de « mondialisation » montre en effet qu'il s'agit à la fois d'un phénomène « objectif » et du produit d'un processus de « subjectivation »[178]. Le néolibéralisme et l'altermondialisme apparaissent de ce point de vue comme des « imaginaires transnationaux »[179], c'est-à-dire des idéologies de la « mondialisation » fondées sur des énonciations à la fois constatives et performatives : selon une logique de « prophétie auto-réalisatrice », dire la mondialisation, c'est aussi la faire – du moins lorsque l'on dispose des ressources permettant de donner de la force à ses discours. Le terme de mondialisation est donc typiquement ce que Durkheim appelle une « prénotion », « produit de l'expérience vulgaire [...] formé par la pratique et pour elle »[180]. Il doit, ainsi, être considéré comme un produit du sens commun, une *doxa*, une vision du monde *formée par la pratique et pour elle*. Mais, il est également, dans nombre de *global studies*, un produit du sens commun savant, entendu comme rationalisation scientifique des représentations de sens commun[181]. Cela constitue une difficulté supplémentaire dans le travail de mise à distance des représentations indigènes : la « mondialisation » est un élément constitutif de l'univers symbolique des militants altermondialistes et de leurs adversaires.

Le Chiapas et la Palestine : des espaces « dominés » dans l'ordre international

---

[178] Bayart J.-F., *Le gouvernement du monde. Une critique politique de la globalisation*, Paris, Fayard, 2004.

[179] B. Anderson définit une « nation » comme « une communauté politique imaginaire et imaginée comme intrinsèquement limitée et souveraine. Elle est imaginaire parce que les membres de la plus petite des nations ne connaîtront jamais la plupart de leurs concitoyens : jamais ils ne les croiseront ni n'entendront parler d'eux, bien que dans l'esprit de chacun vive l'image de leur communion […]. La nation est imaginée comme limitée parce que même la plus grande d'entre elles, pouvant rassembler jusqu'à un milliard d'êtres humains, a des frontières définies , même si elles sont élastiques , derrières lesquelles vivent d'autres nations […]. Enfin, elle est imaginée comme une communauté parce que, indépendamment des inégalités et de l'exploitation qui peuvent y régner, la nation est toujours conçue comme une camaraderie profonde, horizontale » (Anderson B., *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme* (1983), Paris, La Découverte & Syros, col. Poche, Sciences humaines et sociales, 2002, p. 19-21).

[180] Durkheim E. *Les règles… op. cit.*

[181] Bourdieu P., Passeron J. C., Chamboredon J. C., *Le métier… op. cit.*, p. 33.

Le Chiapas et la Palestine sont-ils objectivement comparables ? Si une telle comparaison peut surprendre de prime abord, plusieurs éléments autorisent à établir un rapprochement entre les situations de leurs habitants.

Le Chiapas est un Etat de la République fédérale du Mexique, situé à l'extrême-sud du pays. Peuplé de 3,2 millions d'habitants en 1994, l'Etat est classé parmi les plus pauvres de la République. Il fait partie de cette « Mésoamérique » rurale et agricole, à forte population indigène (environ 30 %), et tournée vers l'Amérique centrale, distincte de la « Mexamérique » septentrionale, plus riche, urbaine et industrielle, et tournée vers les Etats-Unis et l'Europe[182]. Historiquement, la région était dominée dans la période précolombienne par la civilisation maya, qui s'étendait sur l'actuelle Amérique centrale. Elle fut définitivement conquise par les Espagnols au XVIe siècle, après l'expédition de Diego de Mazariegos en 1527, puis rattachée à la capitainerie générale du Guatémala durant la période coloniale. Le Chiapas déclare son indépendance de l'Espagne en 1821, avant d'être rattaché au Mexique en 1824. L'Etat du Chiapas, peuplé en très grande majorité de paysans pauvres dominés par une poignée de grands propriétaires terriens (latifundistes), reste relativement à l'écart des bouleversements qui agitent le Mexique au XIXe siècle, à l'exception d'une révolte populaire connue sous le nom de « Guerre des Castes » (1867-1870). La réforme agraire promulguée dans la Constitution de 1917 va cependant toucher fortement les paysans locaux, transformant en partie les propriétés détenues par les grands propriétaires terriens en *ejidos*, c'est-à-dire des terres détenues et gérées collectivement par les paysans. Dans les années 1970, le Chiapas va ainsi devenir une terre d'élection pour de nombreux groupes progressistes, qu'ils soient des partisans de la « théologie de la libération » ou des militants marxistes de différents obédiences[183].

Le Chiapas reste néanmoins une région où les conditions de vie de la majorité de la population sont très dures. Le latinoaméricaniste français Henri Favre résume la situation ainsi : « au Chiapas, 30 % de la population est analphabète et plus de 80 % n'ont pas accès au système de santé, 19 % des actifs sont sans ressources et 40 % disposent d'un revenu inférieur au salaire minimum, 29 % des enfants échappent à la scolarisation obligatoire, 35 % des agglomérations ne possèdent pas l'électricité, trois logements sur cinq n'ont pas l'eau courante »[184]. Cette situation peut paraître paradoxale dans une région riche en ressources naturelles, notamment en eau et en hydrocarbures souterrains. Elle s'explique par le fait que ces richesses ont depuis longtemps attisé la convoitise d'entreprises nationales et étrangères.

---

[182] « Les jeunes Mexicains, remarque Alain Musset, ont toujours appris à l'école qu'ils appartenaient à l'Amérique du Nord sur le plan géographique et géopolitique, et à l'Amérique latine sur le plan culturel ». Le pays est toujours organisé actuellement autour de deux pôles géoéconomiques. Le premier est la « Mexamérique », au Nord. Ce terme a été forgé par le journaliste américain Joel Garreau en 1981, qui regroupe le nord du Mexique et le Sud des États-Unis, et est unie par des liens linguistiques (l'espagnol), économiques (flux migratoires, mouvements de capitaux, industrie maquiladora) et culturels (religion, musique, pratiques alimentaires...). Le second pôle est la « Mésoamérique », au Sud. Ce terme a été forgé par Paul Kirschoff en 1943 pour désigner l'espace dominé par plusieurs grandes civilisations précolombiennes, entre les hauts plateaux du Mexique et les confins occidentaux du Honduras actuel (Musset A., *Le Mexique… op. cit*., p. 5-7).

[183] Aubry A., *Chiapas a contrapelo. Una agenda de trabajo para su historia en perspectiva sistémica*, México, Editorial Contrahistorias/Centro de Estudios, Información y documentación Immanuel Wallerstein, 2005.

[184] Favre H., « Mexique… », *op. cit*., p. 5.

Par exemple, l'eau permet de produire de l'énergie hydroélectrique – alors qu'une bonne partie des foyers du Chiapas n'a pas accès à l'électricité. De plus, de fortes inégalités sociales existent entre les grands propriétaires de ranchs et les paysans sans terre (500 000 chefs de famille aspirent ainsi à posséder un lopin de terre).

Ces inégalités se traduisent par des litiges fonciers permanents[185]. Les tentatives d'organisation collective par des syndicats ou des associations sont régulièrement réprimées et se soldent par des emprisonnements, souvent sans preuves, des Indiens présumés agitateurs, Le racisme et l'intolérance des métis et des blancs à l'égard des indigènes vient renforcer ce tableau d'une société fortement polarisée. Or, les pratiques clientélistes du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI, au pouvoir au Mexique de 1929 à 2000), qui favorisent le pouvoir des caciques locaux, ont du mal à compenser le sentiment d'injustice créé par ces inégalités[186]. Le Chiapas, comme tous les Etats de la Fédération, a un Gouverneur et un Congrès local élus au suffrage universel direct, mais le pouvoir fédéral est très centralisé et la domination du PRI y limite l'autonomie de la vie politique[187]. Certains observateurs considèrent ainsi que le Chiapas constitue une « colonie interne » pour le Mexique, un pays lui-même fortement dépendant de l'économie des Etats-Unis, selon une logique que certains décrivent comme « néocoloniale »[188].

C'est dans ce contexte que, au début des années 1980, un groupe de guérilleros marxistes-léninistes s'installe clandestinement dans la région montagneuse et boisée de la Lacandonie, pour fonder un foyer révolutionnaire. Ils créent en 1983 une organisation politico-militaire, l'Armée Zapatiste de Libération Nationale, qui va recruter et entraîner des militants avant de lancer une offensive armée contre le gouvernement mexicain, le 1er janvier 1994. Cette date correspond à l'entrée en vigueur d'un « traité de libre-échange » entre le Mexique, les Etats-Unis et le Canada (Alena), jugé particulièrement défavorable aux intérêt des plus pauvres. Cet accord incarne selon l'EZLN les logiques du « tournant néolibéral » au Mexique, initié sous la présidence de Miguel de la Madrid (1982-1988) et poursuivi par ses successeurs, en particulier Carlos Salinas de Gortari (1988-1994)[189]. Ces politiques ont

---

[185] Vayssiere P., *Les révolutions… op. cit*., p. 358, Rouquié, A., *Amérique latine… op. cit*., p. 387-403.

[186] Sur le phénomène du caciquisme en Amérique latine, voir Rouquié, Alain, *Amérique latine… op. cit*., p. 261-279

[187] Durazo-Herrmann J., « Frontières territoriales et frontières politiques : Etats subnationaux et transition démocratique au Mexique », *Revue Internationale de Politique Comparée*, 14/3, 2007, p. 449-466.

[188] En l'an 2000, 71 % des importations du pays venaient des États-Unis (contre 57,5 % en 1982), et 88,8 % des exportations étaient destinées aux marchés nord-américains (contre 50,7 % en 1982). Cette situation d'intégration à l'économie nord-américaine ne profite pas à l'ensemble de la population mexicaine. Ainsi, vingt-quatre personnes pèsent autant au Mexique, par leur fortune personnelle, que trente-huit millions de leurs compatriotes et les 10 % les plus riches de la population se partagent 55 % des revenus. Cette situation place le Mexique à l'un des derniers rangs au monde sur le plan de la répartition des richesses.

[189] Pour l'historien français Charles Lancha, « le sexennat de Carlos Salinas a été placé, économiquement, sous le signe de la dette, de l'accélération du néolibéralisme et de la signature, le 7 octobre 1992, du Traité de Libre Commerce avec les Etats-Unis et le Canada. Politiquement, il a poursuivi la démocratisation et, socialement, il a aggravé les conditions de vie de l'immense majorité de la population ». La dette externe est passée de 29,3 milliards de dollars en 1978 à 84,9 milliards en 1982 et à 105 milliards en 1989. Des experts américains ont calculé que, en dix ans, le Mexique a déboursé 118 milliards de dollars sans que la dette ait diminuée. Au contraire : le service de la dette représentait 14 milliards de dollars par an en 1990 et 1991 et 20 milliards en 1992 et 1993. La logique suivie par le gouvernement Salinas est celle d'un retrait de l'Etat de la vie économique, et la primauté des lois du marché. Les privatisations ont été menées à un rythme accéléré, conformément aux directives du Plan National de Développement (1989-1994). Les droits de douane et les restrictions aux importations ont été baissés : le marché national s'ouvre aux partenaires financiers du Mexique (États-Unis en tête), mais généralement sans contreparties. Ainsi, seul un petit secteur productif profite de la libéralisation : les grandes entreprises modernes compétitives.

marqué le retrait relatif d'un Etat traditionnellement interventioniste sur le plan de la politique intérieure, et anti-impérialiste sur le plan de la politique étrangère. Des travaux ont montré que le tournant néolibéral a été rendu possible au Mexique par une reconfiguration des rapports de force internationaux après la Guerre Froide, qui aboutit à la définition des exigences du « Consensus de Washington », mais également par des luttes internes entre vieille garde d'élites conservatrices (formées pour leur majorité dans des universités de droit) et une nouvelle génération d'élites modernisatrices (formées dans des *business school*, comme le président Vicente Fox, candidat de l'opposition de droite qui gagne les élections présidentielles en 2000)[190].

La trajectoire historique et la position géopolitique de la Palestine dans l'ordre international sont très différentes de celles du Chiapas. Cependant, de nombreux points communs peuvent être mis en évidence. Comme le Chiapas, la Palestine apparaît comme une région-carrefour. En effet, le nom de « Palestine » est donné à ce territoire par les Philistins, peuple qui émigre de l'île de Crête au XIIe siècle av. J-C. La zone devient très tôt un enjeu de rivalités. Les Hébreux y construisent leur empire après leur sortie d'Egypte (-XIIe siècle), puis les Romains s'y installent à partir de -64 av. J-C. Ils interdisent la présence des Juifs dans la province de Syro-Palestine, après une révolte en 132-135 (début de la diaspora juive). La Palestine passe successivement sous la domination byzantine, perse, arabe (Ommeyyades, Abassides, Fatimides), puis celle des Croisés. En 1516, Jérusalem est occupée par les Turcs et rattachée à l'Empire ottoman[191]. En raison de sa position stratégique et de l'importance symbolique de Jérusalem comme lieu saint pour les trois religions monothéistes (christianisme, islam et judaïsme), la province ottomane de Syrie-Palestine fait l'objet de diverses convoitises aux XVIIIe et XIXe siècles. La guerre de Crimée en 1854-1855 consacre ainsi l'inclusion, dans la subordination, de la Palestine dans l'économie-monde. Les habitants, majoritairement de culture arabo-musulmane, mais aussi chrétiens ou juifs, se désignent alors comme les « gens de la Terre sainte »[192]. Cependant, une conscience nationale moderne émerge dans la seconde moitié du XIXe siècle, sous l'effet des réformes introduites par les *Tanzimat*, qui renforcent le poids des notables locaux, et de la Renaissance arabe (*Nahda*), qui favorise l'émergence d'une conception occidentalisée de l'ordre politique[193].

Le début de l'immigration juive à la fin du XIXe siècle accentue la position de la Palestine comme territoire-enjeu dominé dans les rapports de forces internationaux. Au

---

A l'inverse, la majorité des petites et moyennes entreprises sont mises en difficulté, incapables de rivaliser avec le marché international. Il faut rappeler ici que les Etats-Unis ont un PNB vingt fois supérieur à celui du Mexique, et le revenu moyen par habitant y est sept fois plus élevé (Lancha C., *Histoire… op. cit.*).

[190] Dezalay Y. Garth B., *La mondialisation des guerres de palais. La restructuration du pouvoir d'Etat en Amérique latine, entre notables du droit et « Chicago Boys »*, Paris, Seuil, Liber, 2002. Des évolutions structurelles ont également touché la société mexicaine depuis le milieu des années 1970, comme l'analyse l'historien Charles Lancha : augmentation des classes moyennes, hausse du niveau d'instruction, montée de la participation politique et des critiques, aspiration à la démocratie, accès grandissant aux moyens de communication de masse, et une urbanisation corrélée à une démographie galopante.

[191] Hourani A., *Histoire des peuples arabes* (1991), Paris, Seuil, 1993.

[192] Sanbar E., « Gens de la Terre sainte », in *Figures du Palestinien. Identité des origines, identité de devenir*, Paris, Gallimard, 2004, p. 17-96.

[193] Badie B., « L'hégémonie progressive de la modernité politique occidentale », in *Les deux États. Pouvoir et société en Occident et en terre d'Islam* (1986), Paris, Fayard, 1997, p. 57-107.

Congrès de Bâle, en 1897, le théoricien du nationalisme juif, Theodor Herzl, fixe l'objectif du mouvement sioniste : « *la création en Palestine d'un foyer pour le peuple juif, garanti par la loi publique* ». Dans un contexte marqué par la montée de l'antisémitisme, en Russie et en Europe, le nombre de Juifs en Palestine passe de 30 000 au début du XXe siècle, à 60 000 en 1914. Les dirigeants sionistes axent peu à peu leur propagande vers un sentiment d'hostilité envers les Arabes, *de facto* exclus du travail dans les colonies agricoles récemment implantées. Ceci provoque les premières protestations dans les campagnes et les villes, et vient renforcer le nationalisme des Arabes palestiniens, qui s'exprime dans des organes de presse dès 1908[194].

La première guerre mondiale bouleverse la géopolitique régionale et contribue à l'installation d'un ordre colonial imposé par des pays occidentaux. En effet, l'Empire ottoman vaincu est partagé entre les puissances victorieuses, conformément aux accords secrets de Sykes-Picot (1916). Au Proche-Orient, la France s'adjuge la bande côtière libano-syrienne, tandis que la Grande-Bretagne s'attribue la Jordanie, divisée en une rive orientale (Transjordanie) et une rive occidentale (Cisjordanie). Alors que la Palestine devait être internationalisée, elle passe sous mandat britannique en 1920. Les Anglais sont sensibles au projet sioniste : en 1917, Lord Balfour, secrétaire au *Foreign office*, déclarait « *envisager favorablement l'établissement en Palestine d'un Foyer national pour le peuple juif* » et promet d'employer « *tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif* »[195].

Le début de la colonisation sioniste de la Palestine remonte à la fin du XIXe siècle, mais durant le mandat britannique, le processus s'accélère. Entre 1917 et 1948, les Juifs passent ainsi de 10 % à 30 % de la population totale de la Palestine, la superficie agricole qu'ils cultivent est multipliée par trois, le nombre de leurs colonies par dix, et leur indice de production industrielle par cinquante[196]. Le mécontentement des Palestiniens s'accentue, à mesure qu'ils comprennent que l'achat de terres par les Juifs correspond au projet de création d'un futur Etat sur leurs terres. Des moyens d'action variés sont utilisés dans les années 1920-1930 pour protester auprès des autorités britanniques : manifestations, pétitions, grèves, fermetures de magasins, non coopération, etc. L'usage de la violence est renforcé, surtout dans les années 1930, lorsque l'usage de méthodes non violentes échoue[197].

La Seconde Guerre mondiale constitue un tournant historique, qui va contribuer à marginaliser durablement le mouvement national palestinien formé dans les années 1930. Alors que l'idée sioniste restait jusque-là minoritaire parmi les Juifs, le projet de création d'un Etat pour les Juifs prend une signification nouvelle au lendemain du génocide. Le mouvement sioniste organise alors une immigration illégale en Palestine, faisant jouer ses relais diplomatiques, et l'Assemblée Générale de l'ONU adopte le 29 novembre 1947 la résolution

---

[194] Khalidi R., *L'identité palestinienne. La construction d'une conscience nationale moderne* (1997), Paris, La Fabrique Editions, 2003.
[195] Corm G., *L'Europe et l'Orient. De la balkanisation à la libanisation : histoire d'une modernité inaccomplie* (1991), Paris, La Découverte, 2002.
[196] Pour une analyse intégrant la dimension géographique de ce processus au plan local, régional et international, voir Lacoste Y., « La géographie, la géopolitique et le raisonnement géographique », *Hérodote*, 130/3, 2008, p. 17-42.
[197] Norman J., *The Second Palestinian Intifada: Civil Resistance*, London, New York and New Delhi, Routledge, 2010, p. 17-32.

n° 181 (« Plan de partage »), qui décide de la création d'un Etat juif sur 56 % de la Palestine et d'un Etat arabe sur les 44 % restants (Jérusalem et les lieux saints sont mis sous régime de tutelle internationale). La victoire des forces juives sur les armées arabes lors du premier conflit arabo-sioniste conduit à la création de l'Etat d'Israël en 1948, sur une zone élargie par rapport aux termes du Plan de Partage, et à l'exode de 520 000 à 810 000 Palestiniens[198]. Les réfugiés palestiniens s'installent dans des camps, la plupart situés dans les pays arabes voisins, la Jordanie, la Syrie et le Liban. L'ancienne Palestine mandataire est alors divisée en trois : l'Etat d'Israël, la Cisjordanie et la bande de Gaza. Jusqu'en 1967, la Cisjordanie est administrée par la Jordanie, et la bande de Gaza par l'Egypte. Le peuple palestinien est lui-même divisé en trois groupes : les réfugiés palestiniens de la diaspora, dits Palestiniens « de l'extérieur », les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, ou Palestiniens « de l'intérieur » (dont une partie sont des réfugiés), et les Palestiniens restés dans les frontières du nouvel Etat israélien, dits Palestiniens d'Israël ou « de 1948 ».

Lors de la guerre dite « des Six-Jours » en juin 1967, Israël occupe militairement la Cisjordanie, la bande de Gaza, Jérusalem-est, ainsi que le Sinaï égyptien et le plateau du Golan syrien. Malgré une résolution de l'ONU qui demande la restitution des territoires occupés, l'occupation va se maintenir jusqu'à aujourd'hui. De plus, dans les années 1970, des colons s'installent en Cisjordanie et vont peu à peu occuper des portions croissantes du territoire, ainsi qu'à Gaza. L'économie palestinienne est ainsi intégrée progressivement à l'économie israélienne et, selon un modèle colonial, devient dépendante des fluctuations de son offre et de sa demande. C'est à cette période que naissent les premiers mouvements d'opposition de Palestiniens « de l'intérieur » contre l'occupation israélienne. La situation d'étouffement économique et la répression des contestations conduisent ainsi au déclenchement d'un soulèvement populaire, en 1987, connu sous le nom d'*Intifada*, un terme arabe qui signifie « redressement », qui va contribuer à faire connaître la cause palestinienne dans le monde entier. Les Accords de paix d'Oslo (1993-1995), signés sous l'égide des Etats-Unis, ouvrent ainsi un cycle nouveau dans le conflit israélo-palestinien qui aboutit à une reconnaissance par Israël du peuple palestinien. La « paix d'Oslo » est cependant considérée par les militants palestiniens et israéliens contre l'occupation comme une tromperie, car la colonisation israélienne se poursuit sans relâche entre 1995 et 2000. La « trève » est ainsi rompue par le déclenchement d'une seconde *Intifada* en 2000. Alors que la période post-Oslo est marquée par une rétraction des réseaux de militants anti-occupation (car, dans l'opinion dominante, les accords de paix signifient la fin du conflit), la seconde *Intifada* va contribuer à réanimer ses réseaux locaux et internationaux.

Comme le montrent ces deux synthèses, la comparaison des situations objectives du Chiapas et de la Palestine implique l'adoption d'un cadre interprétatif centré sur les inégalités qui structurent l'ordre international et les rapports de forces locaux. Les travaux classiques de relations internationales et de politique comparée fournissent deux concepts opératoires, bien

[198] Morris B., *Victimes. Histoire revisitée du conflit arabo-sioniste*, Paris, Complexe, 2003.

que reposant sur des cadres interprétatifs en partie contradictoires entre eux, pour établir une telle distinction : le concept de « sous-développement », et celui de « dépendance ». Le Chiapas et la Palestine apparaissent, en effet, comme des régions doublement dominées, à la fois dans les relations internationales (on parle aujourd'hui de pays « du Sud ») et locales (le Chiapas s'apparente à une « colonie interne » du Mexique, et les Palestiniens des territoires subissent une occupation militaire de leurs voisins israéliens). Ces cadres interprétatifs posent cependant une série de problèmes épistémologiques.

La division internationale du travail de domination : développement versus dépendance

Dans les années 1960-1970, les théories développementalistes, issues des courants fonctionnalistes de la modernisation, postulent l'existence de différents « stades de développement » économique et politique des Etats. Ces théories (représentées par les travaux de Walt W. Rostow[199]) ont servi de justification à la mise en place de politiques de développement par les Etats occidentaux, dans le contexte de la Guerre Froide et de la décolonisation. A cette époque, le nombre d'Etats indépendants se multiplie[200] et les critiques des pays non-alignés à l'égard des deux superpuissances se renforcent, en particulier après la conférence de Bandung en 1955. Ces théories ont été fortement critiquées pour leur caractère mécaniste[201] et occidentalo-centré[202]. Les critiques les plus radicales proviennent de différents courants marxistes qui proposent des analyses de l'ordre international.On peut citer, parmi ces courants, l'anti-impérialisme marxiste-léniniste[203], les courants nationalistes du tiers monde[204], et les analyses du « système-monde » capitaliste[205].

Le concept de « dépendance » vise ainsi à rompre avec une vision enchantée de la marche inéluctable des Etats vers le progrès économique et politique[206]. Il entend souligner le fait que les Etats dominés sur la scène internationale ne sont pas dominés en raison d'un problème de « retard » de développement. Ils le sont parce qu'ils ont subi et subissent la domination des Etats dominants, en particulier lors des conquêtes coloniales des puissances occidentales, qu'il s'agisse de l'Amérique au XVIe-XVIIIe siècles (cas du Chiapas), ou de

---

[199] Rostow W. W., *Les étapes du développement politique*, Paris, Seuil, 1975.
[200] Rist G., *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Science Po, 1996.
[201] Badie B., *L'Etat importé : essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Fayard, 1992.
[202] Latouche S., *Faut-il refuser le développement ? Essai sur l'anti-économique du tiers-monde*, Paris, col. Economie en liberté, PUF, 1986.
[203] Marx K., « La théorie moderne de la colonisation », *Le Capital* (1867), livre premier, Paris, éditions sociales, 1976, p. 559-566, Lénine V. I. O. *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1916, www.marxists.org/francais/ .
[204] Pour une synthèse, voir Bonnafé P., Cartry M., « Les idéologies politiques des pays en voie de développement », *Revue Française de Science Politique*, 12/2, 1962, p. 417-425. Pour des analyses plus récentes de chercheurs latino-américains, voir Casanova P. G. (dir.), *Etat et politique dans le Tiers Monde*, Forum du Tiers Monde, L'Harmattan, 1994.
[205] Wallerstein I., *Le Capitalisme historique*, Paris, Repères, La Découverte, 1985.
[206] Le politiste mexicain Pablo Gonzales Casanova en propose la définition suivante : « le terme de 'dépendance' est plus facilement accepté que ceux de 'colonialisme' ou 'néocolonialisme'. C'est que ce dernier implique non seulement la dépendance mais l'exploitation. Lié à des gouvernements installés par les métropoles occidentales dans les pays précédemment conquis, il se présente volontiers comme un post-colonialisme, puisque les nouveaux dirigeants ont apparemment été choisis par leur peuple et ont l'air d'être responsables devant lui. C'est précisément ce que l'on entend par le terme de 'néocolonialisme, [c'est-à-dire] la domination que la puissance du centre exerce au moyen du marché, de la technologie dont elle a le monopole, du crédit et de la production et avec l'appui de gouvernements locaux, d'oligarchies et de bourgeoisies plus ou moins associées » (Casanova P. G., « Colonialisme… », *op. cit.*, p. 25).

l'Afrique et de l'Asie aux XIXe-XXe siècles (cas de la Palestine)[207]. Au-delà de leurs divergences, les critiques « dépendantistes» insistent donc sur la structure profondément asymétrique de l'ordre international. Le modèle de polarisation des échanges, inspiré de l'historien français Fernand Braudel, établit ainsi une distinction entre les « centres » et les « périphéries » de l'économie-monde capitaliste[208]. La subordination des périphéries tendrait à favoriser les inégalités internes au sein des Etats dépendants, et des comportements autoritaires des autorités vis-à-vis de ce que l'historien et sociologue étasunien Immanuel Wallerstein appelle les « mouvements anti-systémiques »[209]. Le modèle centre-périphérie permet également, pour A. Mattelart, d'échapper au mythe « développementaliste » selon lequel la construction historique des infrastructures de communication (routes, chemins de fer, etc.) et la multiplication des flux d'informations grâce aux technologies médiatiques (télégramme, téléphone, radio, télévision, etc.) seraient par définition synonymes de « progrès » : ces processus ont davantage contribué, selon lui, à renforcer les inégalités territoriales, militaires et la contradiction capital/travail au profit des zones centrales et des acteurs dominants de l'économie-monde capitaliste. C'est ce qu'entends refléter le concept de « communication-monde », défini en référence aux travaux d'I. Wallerstein[210].

Au final, les théories du développement peuvent être interprétées, dans une approche constructiviste des « théorisations » de l'ordre international, comme des éléments d'un programme institutionnel réformateur[211], visant à « rééquilibrer » les inégalités existantes. A l'inverse, les théories anti-impérialistes et l'analyse des systèmes-monde font figure d'univers symboliques « révolutionnaires », qui au cours du XXe siècle ont pu trouver à s'institutionnaliser dans des régimes socialistes ou des Etats formés après les luttes nationalistes du tiers monde. Cependant, à ce stade, l'analyse reste insuffisante pour comprendre les processus de production et de diffusion « internationale » du capital politique. Une approche purement stato-centrée ne permet pas en effet de saisir le rôle de nombreux acteurs non-étatiques, comme les réseaux de militants qui m'intéressent ici, dans le processus de « mondialisation politique ».

---

[207] Cooper F., « Grandeur, décadence... et nouvelle grandeur des études coloniales depuis le début des années 1950 », *Politix*, « L'Etat colonial », 17/66, 2004, p. 17-48.

[208] Braudel F., *La dynamique du capitalisme*, Paris, Champs, Flammarion, 1988, p. 84.

[209] Les mouvements anti-systémiques désignent chez I. Wallerstein « des mouvements opposés au système capitaliste en tant que système (et non pas seulement à tel ou tel de ses aspects particuliers), qui sont nés avec lui, se sont développés avec lui et le caractérisent au même titre que certains rapports économiques, structures politiques ou tournures idéologiques » (Wallerstein I., *Le capitalisme… op. cit.*, p. 8). Le terme de « mouvement » implique une mobilisation collective qui va au-delà d'une agitation momentanée, et se structure dans des organisations permanentes (comme dans les mouvements ouvriers ou les mouvements nationalistes du tiers monde).

[210] « L'historien américain Immanuel Wallerstein, dans la lignée de l'espace-monde de Fernand Braudel, laisse soupçonner ce qu'a apporté à une réflexion sur la genèse des réseaux de communication le concept de système-monde […]. La communication-monde peut ainsi être analysée à deux niveaux : d'un côté l'étude des technologies et des réseaux qui, depuis le XIXe siècle, ont repoussé les frontières des Etats-Nations, d'un autre les concepts, doctrines, théories et controverses qui ont marqué la construction du champ d'observation scientifique qui a pour objet la 'communication internationale' » (Mattelart A., *La Communication-monde. Histoire des idées et des stratégies*, Paris, La Découverte/Poche, col. Sciences Humaines et Sociales, 1992).

[211] Au sens de machinerie conceptuelle de maintenance des univers institutionnels supra-nationaux, orientée vers sa légitimation en tant qu'ordre, et vers la conservation des positions de ceux qui ont un intérêt à sa reproduction.

Une critique des approches « stato-centrées : les théories des relations transnationales

En 1971, les politistes américains Joseph Nye et Robert Keohane publient une série de recherches sur « les relations transnationales dans la politique mondiale ». Ils critiquent les approches classiques des relations internationales et invitent à déplacer le regard vers des agents qui, sans être des Etats, ont une grande influence sur le système interétatique, comme les firmes multinationales, les mouvements révolutionnaires, les syndicats, les réseaux scientifiques, les compagnies aériennes, les communications dans l'espace, etc. Ils définissent ainsi les relations transnationales comme des « contacts, des coalitions et des interactions à travers les frontières des Etats qui ne sont pas contrôlés par les organes centraux de politique étrangère des gouvernements »[212].

A la différence des relations interétatiques, c'est-à-dire entre des représentants d'Etats souverains dans le cadre de réunions inter-gouvernementales ou inter-ministérielles, par exemple, les relations transnationales se nouent entre des acteurs étatiques et non-étatiques, ou uniquement entre des acteurs non-étatiques. Les auteurs distinguent quatre principaux types d'interactions « globales » : la communication (mouvements d'information, y compris la transmission de croyances, d'idées et de doctrines), les transports (mouvements d'objets physiques, y compris du matériel de guerre et des propriétés personnelles ou encore des marchandises), les finances, (mouvements d'argent et les instruments de crédit), les voyages (mouvements de personnes). Les relations entre les citoyens, les Etats et les organisations internationales sont dès lors plus complexes que dans les schémas classiques des relations internationales, puisque des groupes d'intérêts nationaux ou internationaux (firmes, ONG, etc.) peuvent avoir des relations mutuelles sans la médiation des gouvernements et des relations avec les citoyens, les Etats et les organisations internationales[213].

Or, si les auteurs estiment que les Etats demeurent les joueurs les plus importants dans le jeu international, la multiplication des relations transnationales tendrait à créer des « vides de contrôle » pour les gouvernements, en particulier pour ceux qui disposent déjà de faibles moyens de contrôle sur leur politique étrangère. Autrement dit, les relations transnationales tendent à bénéficier en priorité aux gouvernements qui sont au centre du réseau transnational (comme les Etats-Unis), au détriment des gouvernements périphériques (comme les gouvernements du tiers monde). Rompant avec les théories de l'impérialisme, les auteurs estiment que le « jeu » n'est pas uniquement dirigé par les grandes puissances (« toutes les routes ne mènent pas à New York ») : la transnationalisation des échanges multiplierait les opportunités pour les agents dominés d'accéder à des arènes décisionnelles.

---

[212] Nye J. S., Keohane, R. O. « Transnational Relations and World Politics », *International Organization*, 25/3, été 1971, p. 329-349.

[213] Nye et Keohane identifient cinq effets majeurs du développement des relations transnationales : des changements d'attitudes et de perception des agents (émergence de nouveaux mythes, symboles, ou des normes de légitimité), le pluralisme international (les Etats doivent davantage tenir compte de prises de positions concurrentes), l'accroissement des contraintes de dépendance et d'interdépendance sur les Etats, l'accroissement des capacités de certains gouvernements d'en influencer d'autres (par exemple en utilisant des touristes comme espions), l'émergence d'acteurs autonomes avec leurs propres « politiques étrangères » privées, complémentaires ou en contradiction avec la politique étrangère des Etats (par exemple l'influence du mouvement sioniste sur la politique étrangère des Etats-Unis).

Dans une étude publiée en 1998, les politistes étasuniennes Margaret Keck et Kathryn Sikkink utilisent ce cadre d'analyse pour analyser l'accroissement sans précédent des réseaux transnationaux d'organisations civiles tournées vers le changement social, au cours des dernières décennies du XXe siècle[214]. Il existait alors 630 organisations non gouvernementales (ONG) internationales, contre 110 en 1950. Selon ces auteurs, de telles mobilisations seraient facilitées par un environnement marqué par la multiplication des relations transfrontalières. Des causes « globales » comme les droits de l'homme, l'environnement, ou le féminisme, peuvent ainsi se faire connaître, malgré les réticences ou la répression des Etats. L'émergence de ces communautés transnationales semble concomitante d'une nouvelle forme de représentation politique, qui n'est ni nationale, ni locale, ni supra-nationale : les délégués d'une ONG assureraient une forme de représentation démocratique des intérêts de groupes sociaux de plusieurs États (défenseurs de l'environnement, femmes, minorités ethniques, etc.).

Dans une série de travaux, la politiste britannique Susan Strange a émis une série de critiques à l'égard des travaux de J. Nye et R. Keohane. Pour elle, la définition qu'ils proposent des relations transnationales serait dominée par une approche principalement intéressée par leurs effets sur les relations d'Etat à Etat. Ils opèreraient ainsi une sélection des acteurs en fonction de leur capacité à peser sur les orientations du système interétatique ou les politiques étrangères des Etats. Une telle approche, suggère-t-elle, tend à occulter l'existence d'acteurs transnationaux (comme les univers des firmes, de la mode, du sport ou du divertissement), dont l'orientation n'est pas à proprement parler « politique », au sens de la politique gouvernementale ou inter-gouvernementale[215].

La naissance des « global studies » et leurs limites épistémologiques

Ces travaux pionniers sur la transnationalisation des échanges ont fourni les bases théoriques aux « théories de la mondialisation » des années 1990, qui imprègnent fortement l'univers symbolique des militants « altermondialistes » et de leurs opposants « néolibéraux ». En effet, le terme de « mondialisation » et l'anglicisme « globalisation » (*globalization*) sont aujourd'hui devenus victimes d'une inflation d'usages, en particulier depuis les années 1990, dans les discours de sens commun véhiculés par les moyens de communication de masse, la rhétorique des professionnels de la politique, les discours du monde de la grande entreprise ou de la finance internationale, le langage de la haute administration publique ou des organisations internationales, et les idéologies des mouvements protestataires. Ces termes ont également pénétré le vocabulaire des sciences sociales, et notamment de la politique comparée[216]. La polysémie du terme rend donc problématique toute approche non réflexive du

[214] Keck M. E., Sikkink K., *Activists Beyond Borders. Advocacy Networks in International Politics*, Ithaca and London, Cornell University Press, 1998.
[215] Strange S., « The study of transnational relations », *International Affairs*, 52/3, Jul., 1976, p. 333-345.
[216] Giraud O., « Le comparatisme contemporain en science politique : entrée en dialogue des écoles et renouvellement des questions », in Lallement M., Spurk J., *Stratégies internationales de la comparaison*, Paris, CNRS, 2003, p. 87-106.

phénomène, puisqu'il semble difficile de déterminer si la « mondialisation » désigne, dans ces approches, un processus objectif, un discours, ou un ensemble de pratiques concrètes.

Les approches historiquement dominantes de la mondialisation privilégient une hypothèse « objectiviste » sur ce phénomène. Ainsi, la première étude en français consacrée explicitement à la « mondialisation » est celle d'un économiste et géopoliticien, François Perroux, dans un ouvrage paru pendant la Guerre Froide (1964) consacré à *L'Economie du XXe siècle*. La mondialisation renvoie chez lui à l'espace mondial dans ses dimensions strictement économiques[217]. Peu utilisé pendant les vingt années qui suivent la publication de cet ouvrage, le terme de mondialisation va se populariser à la fin des années 1980, et surtout dans les années 1990. Pablo Dávalos montre ainsi que le terme anglais *globalization* a connu une transformation de sens significative, en évoluant du domaine de la microéconomie vers la politique[218]. Ces approches ont cependant toutes en commun de renvoyer à une conception qu'on peut qualifier « d'objectiviste » de la mondialisation, le substantif désignant alors « le fait de devenir mondial, de toucher le monde entier »[219]. Le terme désigne en ce sens un processus objectif, observable et mesurable, d'interdépendance à l'échelle du globe.

La distinction entre les phénomènes « d'interdépendance » et de « globalisation » chez Nye et Keohane

Dans un article publié en 2000 dans la revue étasunienne *Foreign Affairs*, R. Keohane et J. Nye proposent une approche de la « mondialisation » qui marque la différence entre échanges transnationaux et échanges mondialisés. Ils établissent une distinction entre « interdépendance » (un terme auquel renvoient leurs travaux sur les relations interétatiques et transnationales) et « globalisation »[220].

L'interdépendance renvoie pour eux à des « situations caractérisées par des effets réciproques parmi les pays ou parmi les acteurs dans différents pays », c'est-à-dire à une condition, à un état des choses qui peut croître ou décroître, selon la période ou la zone géographique considérée[221]. La globalisation désigne au contraire un phénomène nécessairement expansif qui permet une « réduction des distances » à une échelle dépassant la localisation, la nationalisation ou la régionalisation.

La globalisation aurait ainsi augmenté le nombre d'acteurs qui participent aux rapports de force internationaux, et tendrait à structurer un « monde hypothétique » caractérisé par de

[217] Pour lui, l'espace économique du monde est un réseau d'échanges et de forces tissé autour de pôles. Mondialiser l'économie consiste à maintenir ou valoriser entre ces pôles les communications et les coopérations. Le terme de mondialisation désigne ainsi l'accroissement des mouvements de biens, de services, de main-d'œuvre, de technologie et de capital à l'échelle internationale. Cet accroissement se manifesterait de manière spécifique dans le contexte de la Guerre Froide, puisque l'industrialisation et les combats idéologiques stimuleraient la concurrence entre les marchés occidentaux et soviétiques (Perroux F., *L'économie du XXe siècle*, Paris, PUF, 1964). L'espace auquel renvoie le terme de mondialisation est réticulaire (structuré en réseau) et polarisé par des conflits (occidentaux vs. soviétiques). La mondialisation désigne donc la multiplication, à l'échelle planétaire, des pratiques de médiation et d'échange de biens matériels ou immatériels, entre les pôles qui composent ce réseau. La mondialisation ne touche pas l'ensemble du monde, mais une portion seulement, à savoir, en premier lieu, les secteurs économiques industrialisés des pôles avancés de l'économie capitaliste d'après 1945.

[218] Dávalos P., « La Globalización: génesis de un discurso », *América Latina en Movimiento*, 2001.

[219] Dictionnaire Le Petit Robert

[220] Keohane R, Nye, J. S. Jr., « Globalization: what's New? What's Not? (And So What?) », *Foreign Policy*, 118, spring 2000, p. 104-119.

[221] Les auteurs appellent ainsi « globalisme » un « état du monde impliquant des réseaux d'interdépendance à des distances intercontinentales ». Les mises en lien (*linkages*) s'opèrent à travers des flux et les influences de capital et de biens, d'information et d'idées, de gens et de forces, ainsi que de substances qui ont un impact environnemental et biologique (comme les virus). le globalisme est un type d'interdépendance, qui ne renvoie pas seulement à des liens uniques, mais à des réseaux (relations multiples), qui opèrent à des échelles intercontinentales et pas simplement régionales (*ibid.*).

multiples canaux d'échanges entre les sociétés (*multiple channels*), de multiples problèmes publics (*multiple issues*) et la faible pertinence de de l'usage de la menace ou de la force entre des Etats liés par une interdépendance complexe. Ainsi, dans un monde « globalisé », la politique serait différente : la révolution de l'information et « l'appétit vorace » des téléspectateurs pour les images dramatiques auraient par exemple augmenté leur niveau de conscience globale vis-à-vis des conflits, rendant plus urgente la pression à l'aide humanitaire. On assisterait à une « pluralisation » des participants dans des réseaux globaux.

Le processus de mondialisation se traduit ainsi par un changement de statut (et premièrement d'échelle) des êtres et des choses que la mondialisation « touche » : la *mondialité*, ou la condition de ce qui est mondial. Cependant, ces approches sont exclusivement centrées sur une causalité de type mécanique, c'est-à-dire des relations de cause à effet. Or les conséquences épistémologiques de ce postulat sous-jacent sont insuffisamment prises en compte dans les études sur la mondialisation, y compris celles qui adoptent un regard critique sur le phénomène.

B/ Néolibéralisme vs. altermondialisme : l'hypothèse de convergence des représentations subjectives.

Les auteurs que leurs adversaires désignent comme « anti-mondialisation » proposent une interprétation de la mondialisation, qui associe à une version actualisée des théories anti-impérialistes des années 1960-1970, une approche de la mondialisation comme idéologie dominante de l'ordre international post-Guerre Froide. Mais tout en revendiquant une distance critique à l'égard de l'inscription de la notion dans un discours institutionnalisé, légitimant les positions et les intérêts de groupes dominants dans l'ordre économique et politique de la « mondialisation néolibérale », ces analystes ne contribuent pas moins indirectement, par un effet performatif, à faire exister la chose qu'ils critiquent.

Généalogie intellectuelle de la «mondialisation néolibérale »

Serge Cordellier, spécialiste français des relations internationales, critique le manque de prise en considération du caractère polysémique de la notion de « mondialisation » : « chargée de multiples sens, elle a, selon les occasions désigné, pour des fractions de l'opinion publique, l'internationalisation de la production et des échanges, le 'triomphe' des marchés financiers et du libre-échangisme, l'âge des réseaux transfrontaliers d'information et de communication, l'effet 'niveleur' des industries culturelles transnationales, la 'victoire' supposée des multinationales sur les gouvernements ou encore la perte de souveraineté nationale »[222]. Pour S. Cordellier l'usage abusif du terme de mondialisation participe ainsi

[222] La polysémie du terme est renforcée par ses usages dans une pluralité d'univers linguistiques : ainsi, le français distingue le terme de « mondialisation », défini comme l'extension planétaire des échanges (qu'ils soient culturels, politiques, économiques ou autres), et celui de « globalisation », défini comme l'extension supposée du raisonnement économique à

d'une confusion, dans la mesure où il tend à brouiller l'analyse politique des changements réellement intervenus, selon lui, depuis les années 1980 : « la mondialisation – ou ce qu'on prend pour telle – n'est pas un cadre tombé du ciel qui s'imposerait soudainement aux peuples, mais d'abord une affaire politique »[223].

Si la première utilisation du terme de *globalization* en anglais date de 1960[224], ce n'est qu'au début des années 1980 que le mot connaît une diffusion massive. Theodor Levitt, publie ainsi un article en 1983 dans la *Harvard Business Review*, intitulé « The Globalization of Markets »[225], qui contribue à faire passer le terme de « mondialisation » de la microéconomie à une approche marketing, notamment par l'intermédiaire d'une étude de Kenichi Ohmane, intitulé *Triad Power*, publiée en 1990[226]. Enfin, dans les années 1990, le terme évolue vers une conception macréconomique internationale[227]. P. Dávalos analyse cette étape comme une redéfinition stratégique, permettant d'expliquer l'adéquation du vocable de la mondialisation avec les paramètres théoriques, épistémiques et axiologiques définis par le « Consensus de Washington »[228] au début des années 1990, et imposés par l'hégémonie progressive de l'idéologie « néolibérale ».

---

toutes les activités humaines. Le terme g*lobalization*, en anglais, assimile au contraire ces deux acceptions. (Cordellier S., *La mondialisation au-delà des mythes*, Paris, La Découverte, 2000, p. 9).

[223] *Ibid.* : 11.

[224] L'expression« *globalized quota* » apparaît pour la première fois dans *The Economist* en 1959, et « Globalization » dans le Spectator en 1962 (Dagorn R.-E. « Une brève histoire du mot 'mondialisation' », *Mondialisation, Les mots et les choses*, GEMDEV, 1999, p. 187-204).

[225] Partant d'une analyse microéconomique, il considère que la dimension de plus en plus intégrée de la géographie mondiale permet aux grandes entreprises transnationales de disposer d'une vision globale de leurs affaires, et de bénéficier d'une homogénéisation croissante du comportement des consommateurs pour écouler des produits standardisés (Levitt T., « The globalization of market », *Harvard Business Review*, may-june 1983).

[226] L'auteur considère que les marchés globaux, en raison de l'apparition d'investissements d'acteurs institutionnels dans des portefeuilles d'actions, comme les fonds de pension ou les fonds mutuels états-uniens, ainsi que les banques d'investissement, obligent les entreprises à changer leurs perceptions des investissements et leurs stratégies de pénétration des marchés, d'une base nationale vers une conception globale (Thomas T. J., "Ohmane Kenichi. *Triad Power: The Caning Shape of Global Competition*. New York: The Free Press, 1985", *Review, Canadian Journal of Communication*, 1985, 2/4, p. 409-410).

[227] Les grandes entreprises multinationales sont pensées comme ayant désormais la capacité de gérer la production, la distribution et la consommation à un niveau planétaire, en fonction des capacités des marchés nationaux et de leur environnement macroéconomique interne. Si les conditions macroéconomiques internes sont favorables pour les investissements, les grandes corporations privées seraient en mesure de réaliser d'importants programmes d'investissement et de coûts. La production mondiale est entre les mains des grandes compagnies, et leurs décisions sont fondamentales pour l'allocation de ressources dans des contextes de compétitivité, de dérégulation et de déréglementation. Ces grandes compagnies opéreraient en réseau et en « temps réel », accordant la structure de coûts internes au contexte externe, et profitant des conditions internes de chaque pays pour leurs politiques d'investissements, de délocalisation et de relocalisation (Dávalos P., « La Globalización… », *op. cit*.).

[228] Le « Consensus de Washington » est une expression utilisée pour la première fois en 1990 par l'économiste américain John Williamson, qui entend souligner « les points communs à toutes les réformes économiques prescrites jusque-là comme remède aux difficultés monétaires des pays d'Amérique latine : discipline budgétaire et réforme fiscale, réduction des dépenses publiques, libéralisation des échanges et des marchés financiers, privatisation, protection des droits de propriété et, de manière plus générale, dérégulation » (Dezalay Y., Garth B., « Le 'Washington Consensus'. Contribution à une sociologie de l'hégémonie du néolibéralisme », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 121-122, mars 1998, p. 3-22). Le « consensus de Washington » a été forgé en réaction à l'orthodoxie keynesiano-classique en matière de politique économique. Inspiré au départ par les thèses monétaristes de l'Ecole de Chicago (dont le principal représentant est Milton Friedman), il se fonde sur un certain nombre de prescriptions communes en matière de politique publique, visant à porter remède aux difficultés financières des pays d'Amérique latine, et susceptibles d'être transposées ailleurs (Dezalay Y., Garth B.., *La Mondialisation… op. cit*.). L'expression connaît un succès immédiat, et en vient dans les années 1990 à désigner un ensemble d'accords informels conclus tout au long des années 1980-1990 entre des grandes firmes multinationales, les banques de Wall Street, la Banque Fédérale étasunienne et des organismes internationaux, sous l'égide des Etats-Unis. Ces

L'usage du terme de *globalization* connaît, en effet, un processus de politisation dans les institutions internationales, tournées vers des enjeux de politiques économiques, tels que l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), le Fonds Monétaire International (FMI) ou la Banque Mondiale (BM), ou des enjeux de politiques sociales, environnementales ou de droits humains, comme l'Organisation des Nations Unies (ONU), ou des organisations non gouvernementales internationales (ONGI). Le mondialisation recouvre, en ce sens, une redéfinition des notions de « souveraineté des Etats-Nations » et de « société civile», et non plus simplement des processus économiques liés au « marché ». Cette reconceptualisation coïncide avec la nécessité de créer une base de légitimité politique à l'OMC, d'une part, et la volonté des grandes compagnies transnationales d'assumer un poids politique explicitement reconnu auprès des Etats-nations, d'autre part.

En résumé, les usages du terme « mondialisation ont évolué depuis les années 1960, d'une conception microéconomique, marketing, puis macroéconomique, à une conception politique puis socio-culturelle. A travers des étapes successives, l'usage du terme de mondialisation tend à se généraliser, et désigner toute activité économique, politique, sociale ou culturelle dont la sphère dépasse les frontières de l'Etat-nation. Les institutions qui, comme l'OMC, ont intérêt à voir disparaître progressivement les « barrières au libre-échange » imposées par le principe de souveraineté des Etats, auraient donc également intérêt à voir s'imposer ce que Berger et Luckmann appellent un langage « réifié » venant objectiver et légitimer l'ordre institutionnel représenté par les acteurs de la financiarisation de l'économie, qu'un essayiste britannique a appellé ironiquement « les évangélistes du marché »[229]. Des auteurs critiques proches des courants altermondialistes proposent ainsi de définir la mondialisation essentiellement comme « occidentalisation » : elle ne serait que l'idéologie justificatrice de l'impérialisme capitaliste[230]. Des penseurs anti-impérialistes contemporains y voient plus spécifiquement, dans la période post-guerre froide, une « américanisation » du monde dissimulée en « universalisme »[231].

La polysémie du mot « mondialisation » étant liée à des enjeux sociaux ou politiques sous-jacents, les analyses qui précèdent militent plus pour son abolition du langage des sciences sociales que pour son utilisation comme concept analytique. Cependant, comme toute catégorie de la pratique, l'analyse de ses usages peut, faute de nous renseigner sur la chose qu'elle entend désigner, nous informer sur les agents qui la manipulent. Elles posent notamment la question de savoir comment la « mondialisation », et plus précisément la « mondialisation néolibérale », est devenue, dans les années 1990, « l'idéologie dominante » de l'ordre institutionnel international. Le discours néolibéral sur la mondialisation voit, en effet, dans les années 1990, son pouvoir performatif renforcé dans les institutions

---

nouvelles « Tables de la Loi économiques » seront contestées au sein d'institutions comme le Fond Monétaire International (FMI) à partir de 1998, par Joseph Stiglitz.

[229] Dixon K., *Les Evangélistes du marché. Les intellectuels britanniques et le néo-libéralisme*, Paris, Liber, Raisons d'Agir, 1998.

[230] Casanova P. G., « Colonialisme global… », *op. cit.*

[231] Latouche S., *L'occidentalisation.…op. cit.*, p. 21.

internationales et parmi les élites d'Etat[232]. Or, les approches de la mondialisation comme phénomène structurant des relations internationales tendent précisément à sous-estimer l'importance du travail idéologique sous-jacent à l'imposition de ce vocable. Pour les néolibéraux, cette diffusion s'expliquerait, selon une vision darwinienne de lutte des idées, par la force de vérité intrinsèque des théories monétaristes, dont la scientificité serait prouvée par l'usage de méthodes économétriques[233]. Pour des militants, journalistes, ou intellectuels critiques proches des courants altermondialistes, l'imposition de ce « discours fort » résulterait pour l'essentiel, au contraire, d'une stratégie de légitimation idéologique menée après la Seconde Guerre mondiale, qui a permis au néolibéralisme d'accéder au statut de savoir d'Etat dans les années 1970. Cette domination néo-impérialiste favoriserait la marchandisation du monde permise par les politiques de « libéralisation » des économies et le règne de la « pensée unique », incarné par l'idéologie néolibérale, dans l'espace politique et médiatique[234]. Pour J.-F. Bayart cependant, l'idéologie dite néolibérale n'aurait pas grand-chose de nouveau par rapport au vieux libéralisme du XIXe siècle[235].

Les paramètres théoriques de la sociologie critique du néolibéralisme

Dans une série de travaux et d'essais qui synthétisent la plupart des critiques adressées par la gauche « altermondialiste » au néolibéralisme[236], P. Bourdieu entend mettre en évidence les relations entre le succès de l'idéologie néolibérale, l'imposition du vocable-écran de la mondialisation, et les conséquences sociales multiples des politiques monétaristes et leurs variantes[237]. Dans un article publié en 1998 dans *Le Monde diplomatique*, il considère ainsi que le néolibéralisme est une « utopie […] convertie en programme politique, mais une

---

[232] Denord F., « Le prophète, le pèlerin et le missionnaire. La circulation internationale du néo-libéralisme et ses acteurs », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 145/5, 2002, p. 9-20.

[233] Passet R., *L'idéologie néolibérale*, Paris, Fayard, 2000.

[234] La pensée unique désigne chez le journaliste et sémiologue français Ignacio Ramonet, « la traduction en termes idéologiques à prétention universelle des intérêts d'un ensemble de forces économiques, celles, en particulier, du capital international. Elle a été, pour ainsi dire, formulée et définie dès 1944, à l'occasion des accords de Bretton-Woods. Ses sources principales sont les grandes institutions économiques et monétaires – Banque mondiale, Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques, Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, Commission européenne, Banque de France, etc. – qui, par leur financement, enrôlent au service de leurs idées, à travers toute la planète, de nombreux centres de recherches, des universités, des fondations, lesquels, à leur tour, affinent et répandent la bonne parole. Ce discours anonyme est repris et reproduit par les principaux organes d'information économique, et notamment par les 'bibles' des investisseurs et des boursiers – *The Wall Street Journal*, *Financial Times*, *The Economist*, *Far Eastern Economic Review*, *les Echos*, Agence *Reuter*, etc. –, propriétés, souvent, de grands groupes industriels ou financiers. Un peu partout, des facultés de sciences économiques, des journalistes, des essayistes, des hommes politiques, enfin, reprennent les principaux commandements de ces nouvelles tables de la loi et, par le relais des grands médias de masse, les répètent à satiété. Sachant pertinemment que, dans nos sociétés médiatiques, répétition vaut démonstration » (Ramonet I., « La pensée unique », *Le Monde diplomatique*, janvier 1995).

[235] Bayart J.-F., *Le gouvernement… op. cit.*

[236] Bourdieu, P., *Contre-feux, tome 1 : Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale*, Paris, Liber-Raisons d'agir, 1998, Bourdieu P., *Contre-feux, tome 2*, Paris, Liber-Raisons d'agir, 2001.

[237] Selon lui, « toute la politique aujourd'hui exaltée sous le nom de 'mondialisation', pseudo-concept à la fois descriptif et prescriptif, présente le processus d'unification du champ mondial de l'économie et de la finance, c'est-à-dire l'intégration complète des univers économiques nationaux jusque-là cloisonnés, à la fois comme un destin inévitable, une évolution naturelle à laquelle tous doivent se soumettre, et comme un projet politique de libération universelle qui, au nom du lien entre la démocratie et le marché, promet une émancipation à la fois économique et politique aux peuples de tous les pays : la démocratie des actionnaires, c'est-à-dire des salariés rémunérés en actions et ainsi devenus 'propriétaires de leur entreprise' n'est-elle pas, selon l'utopie néolibérale, l'association la plus parfaitement réussie du capital au travail ? » (Bourdieu P. *Les structures sociales… op. cit.*, p. 277).

utopie qui, avec l'aide de la théorie économique dont elle se réclame, parvient à se penser comme la description scientifique du réel »[238]. Fondée sur une pure fiction mathématique, reposant elle-même sur le postulat abstrait de l'*homo oeconomicus*, le néolibéralisme aurait acquis, selon lui, les moyens de se rendre vrai, empiriquement vérifiable, en s'érigeant en un discours fort, « qui n'est si fort et si difficile à combattre que parce qu'il a pour lui toutes les forces d'un monde de rapports de forces qu'il contribue à faire tel qu'il est, notamment en orientant les choix économiques de ceux qui dominent les rapports économiques et en ajoutant ainsi sa force propre, proprement symbolique, à ces rapports de forces ». De son point de vue, la théorie fondée sur le comportement individualiste rationnel des agents a désormais les moyens (notamment grâce aux politiques de déréglementation financière) de se réaliser dans un programme de « destruction méthodique des collectifs ». En effet, toute structure de solidarité collective (nations, groupes de travail, syndicats, associations, coopératives, familles) est soupçonnée par les tenants du « libre-marché » de pouvoir faire obstacle à la logique de la concurrence pure et parfaite.

Mais l'imposition du schéma néolibéral ne résulte pas uniquement de l'application par les agents dominants (actionnaires, opérateurs financiers, industriels, hommes politiques, hauts fonctionnaires des finances, etc.) d'une « théorie » à la « pratique » : les groupes dominés, docilisés par la précarisation des conditions de travail et la violence structurale imposée par le chômage ou la peur du chômage, tendent eux-mêmes à intérioriser la conception darwinienne de la concurrence de tous contre chacun. Par ailleurs, l'imposition de la logique néolibérale aurait des effets rétroactifs sur les élites, à commencer par les élites de l'Etat, qui contribuent paradoxalement à leur propre dépérissement. Cependant, le processus suscite des résistances, qui puisent à la fois dans des forces de conservation dans l'ordre ancien (la civilisation des services publics) et des forces de résistance contre l'ordre nouveau : « si l'on peut donc conserver quelque espérance raisonnable, c'est qu'il existe encore, dans les institutions étatiques et aussi dans les dispositions des agents (notamment les plus attachés à ces institutions, comme la petite noblesse d'Etat), de telles forces qui, sous apparence de défendre simplement, comme on le reprochera aussitôt, un ordre disparu et des 'privilèges' correspondants, doivent en fait, pour résister à l'épreuve, travailler à inventer et à construire un ordre social qui n'aurait pas pour seule loi la recherche de l'intérêt égoïste et la passion individuelle du profit, et qui ferait place à des collectifs orientés vers la poursuite rationnelle de fins collectivement élaborées et approuvées »[239]. Cette analyse ouvre à la fois un programme de recherche scientifique (que j'expliciterai plus loin) et un programme d'action politique.

Une série de travaux français a cherché dans les années 1990-2000 à appréhender avec ce regard sociologique (non dénué de préoccupations politiques) le phénomène de la « mondialisation ». Ni les approches objectivistes de la mondialisation, centrées sur les sous-

[238] Bourdieu P., « L'essence du néolibéralisme », *Le Monde diplomatique*, mars 1998.
[239] *Ibid.*

bassements structurels du phénomène, ni les approches subjectivistes, centrées sur les représentations subjectives des agents, ne permettent de comprendre, dans une perspective sociologique, comment les activités des agents s'extériorisent dans des institutions ou des routines « mondialisées », et comment ils intériorisent les logiques structurelles ainsi objectivées. Que se passe-t-il au sein des institutions internationales, comme le FMI, l'OMC, la Banque Mondiale ou l'Union européenne[240] ? Qui sont les administrateurs de ce nouvel ordre institutionnel global[241] ? Quels sont leurs intérêts à s'investir dans le jeu international, selon leurs positions et propriétés sociales respectives [242] ? Comment sont élaborés leurs programmes d'action[243] ? Quelles relations entretiennent-t-ils avec les champs du pouvoir nationaux, notamment les fonctionnaires de la politique étrangère[244] ? Comment, et au prix de quelles transformations leurs programmes d'action sont-ils importés ou exportés dans les Etats[245] ? Comment sont-ils légitimés auprès des élites nationales et des opinions publiques[246] ? La chaîne de décision et de mise en œuvre des politiques néolibérales conduit-elle à des effets homogènes sur les administrés ? Comment ces derniers y réagissent-ils[247] ? Quelles réponses y donnent les Etats ou les institutions internationales, qu'elles soient répressives[248], ou réformatrices[249] ? Peut-on, à partir des résultats de ces recherches, proposer une nouvelle théorie des échanges culturels mondiaux[250] ou de l'impérialisme[251]?

Pour répondre à ces questions, une analyse de la « mondialisation par le haut » est essentielle pour comprendre la structure globale des luttes de pouvoir sur les scènes nationales et internationales, mais elle doit être complétée par l'étude des pratiques des agents dominés positionnés en bas des hiérarchies sociales, comme le montre par exemple Loïc Wacquant dans une étude portant sur les effets des politiques néolibérales sur le système carcéral aux Etats-Unis[252]. Le monopole étatique de la violence physique légitime pour l'imposition de l'ordre néolibéral ne réduit-il pas à néant les possibilités de résistance collective au

---

[240] Dezalay Y., Garth B., « Le 'Washington Consensus'… », op. cit., Dezalay Y., Garth B., *La mondialisation… op. cit*., Denord F. Schwartz A., « L'économie… », *op. cit*.

[241] Dezalay, Y., « Les courtiers de l'international. Héritiers cosmopolites, mercenaires de l'impérialisme et missionnaires de l'universel », in *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 151-152, « Sociologie de la Mondialisation », Paris, Seuil, mars 2004, p. 5-35.

[242] Wagner A.-C., *Les classes sociales dans la mondialisation*, Paris, La Découverte, Coll. Repères, 2007

[243] Denord F., « Le prophète… », *op. cit*.

[244] Guilhot N., « Les professionnels de la démocratie. Logiques militantes et logiques savantes dans le nouvel internationalisme américain », *Actes de la Recherche en sciences sociales*, Paris, Le Seuil, 2001, p. 53-65

[245] Bourdieu P., « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées » (1989), *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 145, Le Seuil, 2003.

[246] Marchetti D., « L'internationale des images », *Actes de la recherche en sciences sociales* 145/5/2002, p. 71-83.

[247] Portes A., « La mondialisation par le bas. L'émergence des communautés transnationales », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 129/1, 1999, p. 15-25, Wagner A.-C., « La fabrique de syndicalistes 'européens' : une enquête sur les formations européennes de la CES », *Politique européenne*, n° 27 2009/1, p. 105-127.

[248] Wacquant L., *Punir les pauvres : le nouveau gouvernement de l'insécurité sociale*, Marseille, Agone, 2004.

[249] Dezalay Y., « De la défense de l'environnement au développement durable. L'émergence d'un champ d'expertise des politiques européennes », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 166-167, 2007, p. 66-79.

[250] Heilbron J., « Echanges culturels transnationaux et mondialisation : quelques réflexions », *Regards sociologiques*, 22, 2001, p. 141-154.

[251] Steinmetz G., « Empire et domination mondiale », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 171-172, 1, 2008, p. 4-19.

[252] Le succès des politiques sécuritaires, d'abord aux Etats-Unis dans la vague de la révolution conservatrice initiée au milieu des années 1970, puis en Europe (Wacquant L., *Parias urbains. Ghetto, banlieue, Etat*, traduit de l'anglais par Sébastien Chauvin, Paris, La Découverte, 2006) repose selon lui sur trois phénomènes concomitants permis par l'application des recettes néolibérales par les gouvernements : l'amputation du bras économique de l'Etat, la rétraction de son giron social, le décuplement de son filet pénal (Wacquant L. *Punir… op. cit*.)

processus ? Dans une étude portant sur les communautés transnationales d'entrepreneurs issus de l'immigration latino-américaine aux Etats-Unis, le sociologue américain Alejandro Portes montre au contraire que, si le système capitaliste global, entendu comme la migration planétaire des capitaux en quête de profit, est un phénomène ancien qui profite essentiellement à ceux qui occupent déjà des positions avantageuses, ce processus n'est pas unilatéral. En effet, « il est susceptible de déclencher des réactions variées faisant émerger des structures de contrepoids »[253].

Genèse et essor politique de « l'altermondialisme »

Les principales « structures de contrepoids » politiquement organisées contre le néolibéralisme ont convergé, vers le milieu des années 1990, dans les mobilisations dites « altermondialistes ». Ces mobilisations se sont construites en Europe (notamment avec la création en France de l'Association pour une Taxation des Transactions financières et l'Aide aux Citoyens en 1998), et dans d'autres pays occidentaux comme les Etats-Unis, en Amérique latine, ainsi qu'en Afrique, en Asie et dans le monde arabe[254]. A la différence des « néolibéraux », qui voient la mondialisation financière sous un jour favorable, les « altermondialistes » en déplorent les conséquences désastreuses. Ils dénoncent les programmes d'ajustement structurel et de rigueur budgétaire imposés aux Etats les plus pauvres par le Fonds Monétaire International ou la Banque Mondiale. Ces programmes auraient contribué à accentuer les inégalités sociales en leur sein, et les politiques commerciales de l'OMC rendraient les Etats pauvres de plus en plus dépendants des capitaux et de l'aide étrangère. Le mouvement altermondialiste constitue, au tournant de l'an 2000, l'une des principales force d'opposition au néolibéralisme et entend montrer que les citoyens peuvent jouer un rôle dans la construction de la mondialisation. La thèse de « l'irrésistible ascension »[255] d'un mouvement global d'opposition au néolibéralisme et aux logiques de la mondialisation financière dans les années 1990, que certains ont appelé la « nouvelle Internationale civile » en références aux Internationales politiques issues des différents courants socialistes[256], a d'ailleurs connu un grand succès dans le sillage des mobilisations de Seattle, en 1999.

Le clivage entre néolibéraux et altermondialistes va s'institutionnaliser au cours des années suivantes, avec la multiplication de contre-forums protestataires (Gènes en 2001 par exemple) et de Forums sociaux mondiaux (FSM), régionaux et locaux : le premier FSM a lieu à Porto Alegre au Brésil en 2001, au même moment que le Forum économique de Davos, en

[253] Portes A., « La mondialisation par le bas. L'émergence des communautés transnationales », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 129/1, 1999, p. 15-25.
[254] Smith J., « Globalizing Resistance… », *op. cit.*, Harris R. L., « Resistance and Alternatives to Globalization in Latin America and the Caribbean », *Latin American Perspectives*, 127, 29/6, 2002, p. 136-151, *Cultures et conflits*, « Altermondialisme(s) oublié(s) », 2008.
[255] Notes from nowhere (ed.), *We are everywhere…. op. cit.*
[256] Pouligny B., « Acteurs et enjeux d'un processus équivoque. La naissance d'une 'internationale civile' », *Critique Internationale*, 13, 2001, p. 163-176.

Suisse. L'opposition entre néolibéraux et altermondialistes apparaît ainsi typiquement comme le produit d'un processus de « typification réciproque », au sens de Berger et Luckman : les « anti-mondialisation » sont étiquetés par les tenants de l'ordre « néolibéral » comme des menaces à la libéralisation inéluctable de l'économie mondiale (d'où leur volonté de se faire appeler « altermondialistes »), et les « néolibéraux » se voient collectivement dénoncés comme les défenseurs d'un ordre institutionnel injuste par leurs adversaires. Ainsi, les adversaires co-produisent leurs identités collectives respectives.

Les protagonistes du conflit jouent donc sur un même terrain de jeu qui leur impose certaines règles. L'enjeu politique sous-jacent à l'émergence des mouvements est la question de savoir si les rapports de force politiques se jouent de moins en moins, aujourd'hui, entre les citoyens d'un Etat et leurs représentants nationaux, et de plus en plus entre des mouvements civils transnationaux et un « gouvernement mondial », en gestation au sein des institutions internationales. Cette problématisation du conflit pose cependant autant de questions qu'elle ne permet d'en résoudre. En effet, elle montre d'un côté qu'il existe des modèles concurrents sur le marché international des théories du « nouvel ordre international ». Cependant, dans quelle mesure assiste-t-on à la mise en place de « contre-pouvoirs civiques » à l'échelle globale ? Ces mouvements sont-ils véritablement « transnationaux » ou composent-ils un ensemble hétéroclite de mouvements qui inscrivent d'abord leur action dans des cadres nationaux[257] ?

La notion de « gouvernance mondiale » a souvent servi d'explication pour rendre compte du phénomène. Le politiste américain James Rosenau définit ainsi la gouvernance mondiale comme « des systèmes de normes à tous les niveaux de l'activité humaine – depuis la famille jusqu'aux organisations internationales – dans lesquels la poursuite d'objectifs à travers l'exercice du contrôle [d'autres acteurs] a des répercussions transnationales »[258]. On peut distinguer trois principaux courants d'analyse de la gouvernance mondiale : le courant néolibéral, qui donne la priorité au libre-jeu des marchés sur l'intervention de l'Etat (politiques pro-cycliques), le courant social-démocrate, qui défend l'idée d'un interventionnisme ponctuel de l'Etat en cas de crise économique (politiques contra-cycliques) et le courant altermondialiste, qui défend une maîtrise des flux économiques globaux par un interventionnisme systématique, notamment sur les marchés financiers (politiques interventionnistes)[259]. Cependant, ces modèles explicatifs reposent tous sur le présupposé téléologique d'une tendance à l'union sans cesse plus étroite des Etats, des marchés et des sociétés civiles du globe, bien que néolibéraux et altermondialistes aient en commun de penser les relations entre marchés et sociétés civiles sur un mode conflictuel, alors que les courants sociaux-démocrates cherchent à les penser sur un mode coopératif.

Si les courants néolibéraux et conservateurs tendent à considérer négativement le rôle des acteurs sociaux et politiques extra-parlementaires, en raison de leur illégitimité dans le

[257] Gobille B., « Les altermondialistes: des activistes transnationaux ? », *Critique internationale*, 27, avril-juin 2005, p. 131-145.
[258] Rosenau J. M., « Global Governance in the Twenty-First Century », *Global Governance*, 1/1, 1995, p. 15.
[259] Billaudot B., « Les trois modèles de gouvernance mondiale », *L'Économie politique*, 23/3, 2004, p. 99-106.

système représentatif ou des interférences qu'ils introduisent dans le processus de génération spontanée de l'intérêt général par des marchés concurrentiels[260], les sociaux-démocrates considèrent comme plus légitimes les revendications des « sociétés civiles » nationales, perçues comme participant d'une « démocratisation » de l'ordre international[261]. Dans ces perspectives « libérales », dominantes dans les forums politiques et économiques internationaux, les organisations non-gouvernementales constituent l'acteur idéal de la société civile mondiale et de la « bonne gouvernance »[262]. Cependant, les auteurs de ces courants tendent à opérer une distinction systématique entre les bons « citoyens du monde » (ceux dont la contestation ne remet pas en question la légitimité des gouvernants ou les règles mêmes du jeu politique et économique international) et les mouvements « contestataires » (ou sociétés inciviles) perçus comme des facteurs de désordre[263]. Si l'usage du terme de gouvernance est débattu dans les réseaux altermondialistes, on peut considérer cependant que « l'esprit de Porto Alegre » repose également sur une conception du rôle de la société civile dans la mondialisation, qui différencie politiquement « l'anti-mondialisation » de « l'alter-mondialisation »[264]. Les usages « citoyens » des réseaux internationaux de communication constitueraient ainsi, dans les perspectives sociale-démocrates et altermondialistes, des moyens médiatiques au service d'une fin politique.

C/ Une sociologie constructiviste de la « société transnationale » : synthèse théorique.

Comme on l'a vu précédemment, le problème scientifique posé par les théorisations dominantes des relations internationales dans les années 1970, d'inspiration libérale ou marxiste, est leur dimension normative. Qu'elles soient tournées vers la légitimation ou la délégitimation de l'ordre institutionnel international, elles ont principalement une orientation politique, c'est-à-dire une visée inséparablement théorique et pratique. Les approches « constructivistes » permettent ainsi de rompre en partie les fausses oppositions, notamment celle entre agents et structures, d'une part, et entre structures objectives et subjectives, d'autre

[260] Lors des manifestations de Seattle en 1999, le porte-parole de l'OMC interpelle ainsi les manifestants dans une déclaration, en leur demandant de quelle légitimité ils se prévalent face à des Ministres nommés ou élus comme représentants légitimes de leurs peuples.
[261] Carothers T., Barndt W., « Civil Society », *Foreign Policy*, 117, winter 1999-2000, p. 18-29.
[262] Teegen H., Doh J. P., Vanachi S., « The Importance of nongovernmental organizations (NGOs) in global governance and value creation: an international business research agenda », *Journal of International Business Studies*, 35, 2004, p. 463-483.
[263] « De nos jours, […] des participations spontanées, 'sauvages' s'affirment comme de nouvelles citoyennetés […] Aujourd'hui, du fait tant de l'enrichissement des sociétés que de leur dynamique démocratique, ce qui était subi comme une fatalité naturelle ou sociale devient un problème politique, donc un enjeu public, qui doit et peut être traité : ainsi de la maladie, des inégalités entre hommes et femmes, de la dégradation de l'environnement… Entre la sphère privée et la sphère publique, les zones intermédiaires se multiplient, développant des citoyennetés automodelées pour la défense d'intérêts désignés comme généraux : droits de l'homme, protection d'espèces menacées, rejet de la guerre… Ces citoyenneté, non plus octroyées d'en haut, mais exprimées d'en bas, sont 'bricolées', non plus façonnées dans un cadre politique établi (Etat), mais fabriquées à partir de préoccupations spécifiques […] Alors que la citoyenneté liée à l'Etat était donnée par la naissance et était permanente, ces nouvelles citoyennetés se composent et se décomposent autour de groupes plus éphémères : associations, mouvements de toutes sortes, voire même entreprises » (Moreau Defarges P., « Les nouveaux espaces de la citoyenneté : vers une citoyenneté mondiale ? », *Cahiers français*, 316, 2003, p. 42).
[264] Billaudot B., « Les trois modèles de gouvernance mondiale », *L'Économie politique*, 23/3, 2004, p. 99-106

part, et de replacer la réflexion sur un plan sociologique. Plutôt que de chercher à savoir ce que la mondialisation fait aux agents sociaux, ou de la réduire à une idéologie, une approche constructiviste doit déterminer comment, concrètement, les agents sociaux font, se font ou défont la « mondialisation néolibérale », dans leurs activités et leurs discours. Il s'agit ici de tenir ensemble l'hypothèse d'effets structurants des pratiques et des représentations des agents sur les relations internationales, et celle du caractère asymétrique de l'ordre international. L'approche reprend donc une perspective « praxéologique », en cherchant à la combiner au modèle « centre-périphérie », délesté de ses connotations mécanistes (notamment sa tendance à réifier les « structures » et les rapports de domination). La perspective proposée ici peut être décrite comme une analyse constructiviste de la « société transnationale ». Un de ses intérêts est de porter l'attention sur le processus de formation des groupes concrets qui participent aux processus de « mondialisation », un aspect particulièrement peu pris en compte dans les disciplines tournées vers l'étude des relations internationales. De façon générale, les chercheurs tendent en effet, comme on l'a vu, à s'intéresser prioritairement aux relations entre des macro-agents collectifs, en particulier les « Etats » ou les « organisations internationales », et non les groupes restreints d'individus, comme les « délégations » (ministérielles, syndicales, etc.), qui constituent pourtant un terrain d'observation privilégié des relations internationales, particulièrement dans le cas de l'altermondialisme.

Un dépassement de la fausse opposition entre agents et structures : l'approche constructiviste de Wendt

L'école dite « constructiviste » des relations internationales, qui émerge dans les années 1980, propose une double rupture théorique avec les deux courants alors dominants de l'analyse des relations internationales : le courant néoréaliste[265] et l'analyse des systèmes-monde. Pour Alexander Wendt, la question commune, à laquelle ces deux courants cherchent à répondre, est celle des relations entre les agents et les structures de l'ordre international. Les débats entre internationalistes sur la nature des relations interétatiques sont structurés autour de la question de savoir si les comportements des Etats définissent la nature de l'ordre international (néoréalistes) ou si la nature de l'ordre international définit le comportement des Etats (systèmes-monde)[266].

Pour dépasser les apories de ces approches « individualistes » et « structuralistes », qui tendent à réifier le rôle des agents et des structures, A. Wendt propose une approche « structurationniste » qui leur donne un statut ontologique égal : ils sont pensés non pas comme distincts et opposés, mais comme co-déterminés et mutuellement constitués[267]. Cette perspective relationnelle réintroduit, d'une part, la dimension micro-processuelle des relations

[265] Sur le courant réaliste, voir Battistella D., « La théorie des relations internationales », in Cohen A., Lacroix B., Riutort P. (dir.), *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, Grands Repères - Manuels, p. 668.
[266] Wendt A. E., « The agent-structure problem in international relations theory », *International Organization*, 41/3, summer 1987, p. 335-370.
[267] L'auteur considère cependant que sa théorie est plus proche des théories structurales qu'individualistes.

internationales et, d'autre part, l'importance des représentations subjectives (identités et intérêts) dans l'analyse de leur institutionnalisation (comme y invite l'analyse de producteurs transnationaux de biens symboliques, comme les médias altermondialistes). Ainsi, pour lui, un Etat n'est pas « démocratique » uniquement parce qu'il respecte le pluralisme politique et les droits de l'homme, mais également parce que la norme démocratique est reconnue et partagée dans des institutions supra-nationales comme l'ONU. Cette analyse invite donc à considérer les relations internationales comme des relations à la fois objectives et inter-subjectives. En ce sens, le « structurationnisme » est une approche que l'on peut qualifier de « théorie constructiviste des relations internationales ».

Par quels mécanismes concrets les agents intériorisent les logiques structurelles que leurs activités contribuent à produire ? Comment les structures sociales internationalisées s'imposent à eux comme des réalités extérieures « contraignantes », bien que produites par leurs activités ? Parler de « structures internationales » dans ce cas, ce n'est pas utiliser des « fictions métaphysiques », pour reprendre une expression tirée des critiques « individualistes » des modèles « structuralistes », puisqu'il est possible d'observer empiriquement les effets objectifs de ces structures[268]. Ce cadre d'analyse me semble donc particulièrement adapté à la comparaison internationale des stratégies politiques et médiatiques des militants altermondialistes, car elle permet d'éviter d'analyser ces stratégies comme détachées de toute contrainte sociale.

Hétérogénéisation locale, homogénéisation globale : la synthèse programmatique d'Abram de Swann

Dans une synthèse programmatique cherchant à intégrer les composantes multiples et contradictoires de la « société transnationale », le sociologue néérlandais Abram de Swann invite les chercheurs à sortir d'un schéma d'analyse centré uniquement sur les relations « objectives » entre agents et structures, d'un côté, sur les facteurs économiques et politiques, d'un autre, et sur l'échelle macrosociologique, enfin[269]. A partir de travaux réalisés sur le système mondial des langues, il introduit l'idée que la sociologie doit s'intéresser aux pratiques sociales transnationales des *personnes*, d'une part, au rôle de la « culture globale », (qu'il estime être un élément essentiel de cohésion du système formé par les échanges transnationaux), d'autre part, et à l'échelle microsociologique, enfin. Il critique les thèses selon lesquelles la « mondialisation » entraînerait une homogénéisation culturelle[270], parce que les produits, y compris des articles de consommation « de masse » ou des séries télévisées, ne sont pas consommés passivement, ni sans nouvelles « intermédiations ».

[268] Des études portant sur le système colonial, fait de domination international par excellence, montrent bien les effets concrets sur les populations colonisées de l'imposition de systèmes de normes et de valeurs étrangères. Voir par exemple les travaux de Bourdieu sur l'économie symbolique de la société kabyle traditionnelle, dans l'Algérie coloniale des années 1960 (Bourdieu P., *Algérie 1960. Structures économiques et structures temporelles*, Paris, Les Editions de Minuit, 1977).
[269] Swann (De) A., « Pour une sociologie de la société transnationale », *Revue de synthèse*, 4/1, janvier-mars 1998, p. 89-111.
[270] Voir par exemple Latouche S., *L'occidentalisation… op. cit.*.

Sa thèse reprend un modèle d'analyse en termes de centre et de périphéries, emprunté à I. Wallerstein, mais davantage mobilisée pour saisir les processus de circulation internationale des biens symboliques : « dans un schéma transnational, de telles pratiques culturelles se trouvent insérées dans des réseaux de relations d'échanges économiques et d'interdépendance politiques riches en controverses, en tensions et en provocations, riches encore en reprises conformistes ou subversives, ces réseaux rayonnant des zones centrales en direction des zones périphériques ». Pour lui, l'étude de ces relations entre les personnes doit pouvoir se constituer en une discipline universitaire indépendante, à côté des relations internationales ou de l'économie internationale. Il propose ainsi une trame historique pour penser ces phénomènes dans le long terme[271]. Cependant, un facteur joue selon lui un rôle décisif dans le monde contemporain : les médias électroniques. Ces derniers contribueraient en effet à produire et diffuser une culture populaire incarnée non seulement par les divertissements commerciaux ou les sports de grande audience, mais également par le développement d'une « sensibilité humanitaire » face aux souffrances des autres lointains : « on observe de plus en plus de personnes s'identifier subjectivement à l'humanité considérée comme un tout planétaire ». Or ces transformations « culturelles » de la société transnationale en formation contribuent à structurer le système des Etats et le commerce mondial[272].

Abram de Swann en vient ainsi à proposer une définition de la « mondialisation » que je retiendrai pour mon analyse, car elle permet d'articuler les échelles locale et globale, d'un côté, et les aspects économiques et symboliques, d'un autre. C'est « un processus par lequel, dans un nombre croissant d'endroits, la variété de l'offre s'accroît finalement, en même temps que cette offre plus diversifiée présente pour chaque endroit donné toujours plus de similitudes avec celle de tous les autres lieux. En d'autres mots : la mondialisation procède d'une hétérogénéisation locale qui va de pair avec une homogénéisation globale ». Pour éviter une approche mécaniste des relations centres-périphéries (un schéma qui fonde sa définition), ce sociologue précise que, d'une part, les centres et périphéries varient selon les domaines considérés (une zone peut être centrale sur un type d'offre et périphérique sur une autre) ; d'autre part qu'il n'est pas nécessaire qu'un centre forme autour de lui un réseau uniforme de périphéries et de semi-périphéries (plusieurs centres peuvent couvrir un seul domaine) ; ensuite, que les échanges entre centres et périphéries ne sont pas nécessairement unilatéraux (il existe des « contre-courants »). Par suite, les courants planétaires ne balaient pas forcément les expressions culturelles traditionnelles d'une région donnée. Enfin, on ne peut selon lui

[271] Il rappelle ainsi qu'au Moyen-âge, des artistes ou des étudiants parcouraient l'Europe d'une cour à l'autre. Ce « continentalisme prénational », largement réservé aux couches supérieures du clergé, de la noblesse et du monde des arts et des sciences, a laissé place à des échanges nombreux entre les élites « nationales » aux XVIIe et XVIIIe siècle. Après le Congrès de Vienne en 1815, cependant, les cultures se sont surtout développées dans les frontières des Etats nationaux, qui ont fonctionné comme des barrières. Le colonialisme marque une période de transgression de ces frontières, et l'expérimentation de formes nouvelles de domination politique, économique et culturelle en dehors des métropoles. L'accession à l'indépendance des nouveaux Etats entraîne une dépendance à l'égard des normes de reconnaissance dominantes dans le système étatique mondial, qui renforce la légitimité interne des dirigeants.

[272] Trois différences méritent d'être soulignées entre sociétés nationales et société transnationale. Premièrement, une différence morphologique, puisque la société transnationale est composé de plusieurs milliards de personnes. Deuxièmement, il s'agit d'une société sans Etats, c'est-à-dire sans monopole de la violence physique légitime (assuré de facto par quelques superpuissances) ou de monopole fiscal. Troisièmement, cette société est caractérisée par l'absence de puissance extérieure qui puisse menacer ou sauver l'humanité.

distinguer les personnes selon qu'elles seraient locales ou cosmopolites (notamment en raison du développement de l'urbanisation et des médias de masse qui favorisent des échanges transnationaux). L'auteur en tire cette conclusion : « il s'avère que des personnes bien informées, qui interviennent au moment propice et se montrent convaincantes, peuvent pénétrer les réseaux mondiaux avec une facilité surprenante ».

Section 3. Troubles du langage sociologique et construction du cadre de comparaison

Après l'exposé des techniques de collecte des données empiriques, des terrains d'enquête et du cadre théorique, je présente ici, pour terminer cette introduction, les principales difficultés rencontrées dans la construction et l'écriture de la comparaison internationale et la façon dont j'ai cherché à surmonter ce que Jean-Claude Passeron appelle les « troubles du langage sociologique »[273], afin de contrôler au mieux la montée en généralité théorique[274]. J'ai en effet été amené à distinguer non seulement différents terrains, mais différents registres d'écriture comparative, en raison de la nature des productions discursives des acteurs : l'écriture militante, l'écriture experte et l'écriture scientifique. Les acteurs de ces mouvements utilisent en effet un champ lexical polémique et des procédés rhétoriques par lesquels ils se positionnent politiquement. Une des questions sous-jacentes est celle de la rupture avec des prénotions militantes parfois très élaborées. La reprise experte du vocable et des comparaisons indigènes, eux-mêmes produits de luttes pour l'imposition d'une vision hétérodoxe de ces conflits, est un risque permanent : l'analyse comparée implique un travail de déconstruction sémantique. J'ai ainsi cherché à articuler différents niveaux de comparaison dans le processus d'écriture. Les deux cas étudiés sont en effet hétérogènes et en partie interdépendants, en raison de l'appui dont les militants locaux bénéficient auprès de groupes de soutien nord-américains et européens. Il s'agit donc à la fois de conserver la singularité des terrains empiriques, de monter en généralité en les comparant, et de déterminer les effets de cette interdépendance.

A/ Distinguer les registres d'écriture dans la construction de la comparaison

La première difficulté consiste à distinguer les usages indigènes et scientifiques du syntagme « média alternatif » ; la seconde, à se distancier des comparaisons internationales de sens commun ; la troisième, à se positionner dans les luttes sémantiques parfois virulentes, entre militants et entre chercheurs, sur les conflits israélo-palestinien et du Chiapas. L'analyse de ces difficultés montre l'intérêt épistémologique de la « désimbrication » des registres d'écriture dans une comparaison internationale.

Langage indigène versus langage scientifique

Si la construction de l'objet en sciences sociales implique une rupture avec le langage ordinaire, les techniques d'opérationnalisation de cette rupture dans le langage scientifique

[273] Passeron J.-C., in Becker H., *Ecrire…*, *op. cit*., p. ix.
[274] Glaser B. G., Strauss A. L., « La production de la théorie à partir des données », *Enquête*, 1, 1995, p. 183-195.

sont rarement détaillées, *a fortiori* dans le cas d'une comparaison internationale. Dans mon cas, les « médiactivistes » sont bien souvent des professionnels de l'écriture publique, utilisant parfois des armes symboliques fournies par les sciences sociales, dont le chercheur se sert lui-même pour analyser leurs pratiques (« mise à l'agenda », « répertoire d'action », « stratégies médiatiques »). Cette situation rend le travail d'objectivation délicat. Dans ces conditions, lorsque la stabilisation du vocabulaire est déjà un travail en soi sur chaque terrain, la comparaison de deux terrains implique des précautions d'écriture particulières.

L'usage des mêmes termes dans des contextes culturels et linguistiques différents doit être questionné. Des mots identiques peuvent avoir des significations différentes, et des mots différents, des significations identiques[275]. Ma comparaison internationale porte sur des populations de langues différentes. Outre la maîtrise de certaines d'entre elles (français, anglais, espagnol), ceci implique des opérations constantes de traduction et la prise en compte du fait que le langage structure des visions du monde relativement incommensurables. Ainsi, la culture des communautés indigènes du Chiapas ou la culture arabo-musulmane des Palestiniens n'est pas toujours évidente à saisir dans le langage d'un observateur occidental. Le terme « information » par exemple conserve une signification religieuse dans la langue arabe qu'il a perdue en français ou en anglais[276]. De même, le terme « militer » ne veut pas dire la même chose, lorsqu'on le fait à temps plein dans un camp de réfugié en y risquant sa vie, ou de façon plus épisodique dans un quartier étudiant d'un grand centre urbain.

Durkheim propose une solution pragmatique au problème. Constatant que l'on part toujours du concept vulgaire dans la pratique scientifique, il propose de conserver ce dernier s'il permet de regrouper des faits qui présentent suffisamment de traits communs, ou de créer des termes nouveaux dans le cas inverse[277]. Dans cette logique, l'enquête s'est construite initialement autour de la notion indigène de « média alternatif ». J'ai cependant distingué les usages militants et scientifiques du syntagme. L'expression *alternative media* est en effet politiquement et historiquement située : elle naît dans la contre-culture états-unienne des années 1960-1970, avant d'être importée en Europe et en Amérique latine[278]. De plus, son usage est contesté par une partie des militants interrogés. Ils préfèrent souvent d'autres termes jugés plus adéquats (« presse libre », « presse indépendante »). Définir l'objet implique de regrouper les pratiques et processus de production et de diffusion qui distinguent ces « médias alternatifs » des « médias dominants » (la qualification de ces derniers étant elle-même un enjeu de luttes).

Le terme « média alternatif » n'a pas la même signification pour des étudiants politisés de l'Université de Tel Aviv ou de Mexico, des réfugiés palestiniens des camps de Cisjordanie, ou des Indiens néozapatistes du Chiapas. Ainsi, un journaliste et militant palestinien définit les « médias alternatifs » selon leur orientation politique favorable à la cause de son peuple, et

[275] Badie B., Hermet G., *Politique comparée, op. cit*., p. 24-25.
[276] Glass D., « The Global Flow of information… », *op. cit.*.
[277] Durkheim E., *Les règles… op. cit.*.
[278] Chadaigne P.-J., *La communication alternative… op. cit.*. Simpson Grinberg, M. (dir.), *Comunicación alternativa y cambio social. 1. América Latina* (1986), México, La Red de Jonas, Premia Editora, 1989.

y inclut les organes officiels de l'Autorité palestinienne, tandis qu'un journaliste israélien travaillant dans le même réseau d'ONG considère que les médias officiels palestiniens sont des organes de propagande peu fiables, qui ne sont aucunement « alternatifs » : il met l'accent sur les qualités journalistiques du média.

De même au Mexique, le terme de « médias communautaires » est d'un usage courant dans les milieux militants. Mais ce consensus n'est qu'apparent. Alors que les militants des radios communautaires utilisent le terme « communauté » en un sens large (femmes, jeunes, pauvres, paysans, homosexuels, indigènes, etc.), les autorités mexicaines cherchent à le réduire aux communautés « indigènes », afin de contenir la mobilisation dans les limites institutionnelles des politiques « indigénistes »[279]. De plus, le terme « média communautaire » est critiqué par des militants plus radicaux, qui refusent les contacts avec l'Etat et revendiquent l'appellation concurrente de « médias libres ». Ces conflits d'appellation sont révélateurs de rapports de forces sous-jacents, et d'enjeux communs aux acteurs de ce microcosme.

Les similitudes entre les cas peuvent donc être soulignées sans simplifier à outrance les spécificités de chaque situation, à condition de se préserver de toute généralisation abusive et en tirant scientifiquement parti de la polysémie des termes : lorsque des catégories de la pratique acquièrent une force performative, non seulement le cas définit la catégorie conceptuelle, mais la catégorie finit par définir le cas[280]. De ce point de vue, le concept de « médias des mouvements sociaux » a permis de rompre avec les catégories de la pratique en créant un idéal-type et de saisir l'objet de façon plus relationnelle. Le terme est peu utilisé par les acteurs et plus précis que « médias alternatifs » qui tend à les isoler des groupes mobilisés, qui pourtant contribuent pour une large part à les produire, les diffuser et les consommer. La comparaison internationale de « médias alternatifs » au Mexique et en Israël-Palestine joue un rôle déterminant dans l'objectivation du matériau. La comparaison met en effet en évidence l'existence de points communs au niveau des conditions de production, des producteurs et des contenus produits des médias alternatifs étudiés : 1/ une rhétorique de rupture avec l'ordre politique et économique dominant, dont les « *mainstream media* » ; 2/ une proximité des acteurs avec des groupes sociaux ou politiques dominés, dont ils se font les porte-parole dans l'espace public ; 3/ une forme d'exercice illégal ou illégitime du journalisme, qui déclenche généralement des réactions des autorités et des organismes professionnels de presse ; 4/ une spécialisation fonctionnelle des tâches militantes d'information et de communication du mouvement social, qui contribue à renforcer l'autonomie relative de ces médias par rapport aux organisations du mouvement social.

[279] Calleja A., Solís B., *Con Permiso : La Radio Comunitaria en México*, México, AMARC México, 2005.
[280] Becker H., *Les ficelles du métier… op. cit.*, p. 199.

Comparaisons internationales de sens commun versus comparaison scientifique

Mes recherches m'ont également confronté à des comparaisons spontanées des acteurs. Ces comparaisons portent par exemple sur des expériences de médias de mouvements sociaux dans d'autres pays ou à d'autres époques. Ces comparaisons sont régulièrement reprises dans les études militantes ou savantes sur ces médias, dont beaucoup relèvent de fausses comparaisons internationales, fondées sur la « juxtaposition de monographies sans tentative de synthèse approfondie, chaque chapitre présentant un cas isolé »[281]. La question de la comparabilité des objets n'est jamais explicitement posée sur un plan méthodologique : elle reste implicite, supposée et peu justifiée – ou alors en des termes normatifs[282]. La proximité des chercheurs à leur objet n'est sans doute pas étrangère à l'existence d'un tel impensé, repérable par exemple à l'absence de chapitres intermédiaires entre les études de cas, dans les comptes rendus de leurs enquêtes. C'est pourquoi une comparaison approfondie des logiques de production et de diffusion des médias des mouvements sociaux dans un nombre de cas limités apparaissait, de prime abord, comme le meilleur moyen de comprendre les ressorts concrets de l'engagement de leurs acteurs.

Par ailleurs, dans les discours « altermondialistes », les luttes palestinienne et néozapatiste font l'objet de comparaisons spontanées aussi bien que savantes. Un exemple typique de ces comparaisons est donné par l'ouvrage *Multitude*, de Mickael Hardt et Antonio Negri, où l'*Intifada* palestinienne et la lutte néozapatiste apparaissent comme des exemples types des nouvelles mobilisations contemporaines contre « l'Empire » néolibéral[283]. Les critères de distinction retenus ont moins pour but de comprendre leur sociogenèse, leur structure, leurs cadres de mobilisation, leurs répertoires d'action ou leurs effets politiques, que de les légitimer politiquement. La distinction entre travail scientifique et politique – distinction dont la légitimité même est contestée par des militants ou intellectuels engagés – implique donc de prendre de telles formalisations théoriques comme des objets d'étude.

Le mouvement néozapatiste est souvent considéré comme le « précurseur » du mouvement altermondialiste[284]. Ainsi, un rapport d'un centre de recherche du Chiapas interprète comme un *effet* du néolibéralisme les douze ans de militarisation du Chiapas entre 1994 et 2006 et la « guerre de basse intensité » menée contre les communautés néozapatistes[285]. Pourtant, comme je le montre dans le chapitre 1, le thème de la « lutte contre le néolibéralisme » ne devient vraiment central dans la rhétorique néozapatiste que lorsque des réseaux transnationaux de solidarité se structurent (vers 1995-1996). Dix ans plus tard, le rapport entre la mobilisation des indigènes du Chiapas et la mondialisation néolibérale a été naturalisé et apparaît comme une évidence peu discutable, gommant tout le travail politique

[281] Vigour C., *La comparaison… op. cit*., p. 5.
[282] Voir par exemple, voir Langlois A., Dubois F. (ed.), *Médias autonomes… op. cit.*
[283] Hardt M., Negri A. *Multitude. Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, Paris, La Découverte, 10/18, 2004, p. 114.
[284] Le Bot Y., « Le zapatisme, première insurrection contre la mondialisation néolibérale », in Wieviorka M. (dir.), *Un autre monde. Contestations, dérives et surprises dans l'antimondialisation*, Paris, Balland, Voix et Regards, 2003, p. 129-140.
[285] Hidalgo Dominguez O., *Tras los pasos de una guerra inconclusa (doce años de militarización en Chiapas)*, CIEPAC, San Cristóbal, 2006.

de construction d'un cadre d'injustice, suffisamment malléable pour avoir su mobiliser des sympathisants de nombreux pays[286].

De façon similaire, à partir de la fin des années 1990, une série de rencontres entre des militants anti-occupation palestiniens et israéliens, et des mouvements sociaux européens et américains, aboutit à une tentative de requalification de la cause palestinienne en cause « altermondialiste ». En novembre 2002, le Centre d'Information Alternatif publie ainsi un livret de cadrage sur le thème *Mondialisation et lutte palestinienne*[287]. Cependant, le rapport entre lutte palestinienne et néolibéralisme, ne parvient à s'imposer que dans un cercle très restreint de militants : le processus de naturalisation observé dans le cas du Chiapas n'a pas lieu.

En étudiant, dans un contexte de « circulation internationale des idées »[288], des producteurs de cadres de mobilisation de deux mouvements qui se revendiquent de la lutte contre le néolibéralisme, l'enquête révèle les processus de construction des cadres d'injustice mobilisés, et l'existence d'une concurrence inégale pour l'accès aux médias et l'attraction de soutiens transnationaux, entre des mouvements qui occupent des positions de *challengers* ou d'*outsiders* dans leur cadre national respectif.

Ainsi, le chercheur est confronté à cette difficulté particulière de devoir travailler sur des réalités *déjà écrites* et *déjà comparées* par une fraction des acteurs mêmes qui font l'objet de ses recherches. Il conviendrait donc de distinguer trois modes de comparaison[289] : les comparaisons de *sens commun*, fondées sur une appréciation spontanée des ressemblances ou des différences entre des situations ou des acteurs, dans un but pratique ; le comparatisme d'expertise savante, reposant sur une rationalisation des comparaisons de sens commun, dans le but d'évaluer les pratiques militantes ; les comparaisons *scientifiques*, reposant sur une rupture épistémologique avec les deux premières, leur prise en compte comme catégories de la pratique, et une définition non normative des objets et des critères de comparaison, dans un but essentiellement théorique.

Ecrire en situation de « guerre sémantique »

La troisième difficulté tient au fait que la comparaison que je mène a pour objet des terrains de luttes non seulement physiques[290] mais aussi lexicales. Dans ces situations de « conflits asymétriques », l'ensemble des agents des champs de production symbolique (médias, école, université, église, institutions culturelles, etc.) sont susceptibles d'être

[286] Olesen T., *International Zapatismo. The Construction of Solidarity in the Age of Globalization*, London, New York, Zed Books, 2005.
[287] Yahni S. (ed.), *Globalisation… op. cit.*
[288] Bourdieu P., « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 145, 2003, p. 3-8.
[289] Typologie inspirée de Bourdieu P., Passeron J. C., Chamboredon. C., *Le métier de sociologue*, Mouton, Bordas, Paris, 1968, p. 32-33.
[290] Sur le cas israélo-palestinien, voir Romani V., « Enquêter dans les territoires palestiniens… », *op. cit.*

mobilisés, au service de la propagande officielle ou de groupes dissidents[291]. On peut se demander dans ces conditions comment opérationnaliser dans le langage scientifique le principe de neutralité axiologique de Weber. D'un côté, les autorités israéliennes et mexicaines se sont en effet dotées d'un discours contre-insurrectionnel et, d'un autre, les militants qui défendent les lutte néozapatiste et palestinienne développent des stratégies de communication visant à contrer le discours officiel et obtenir des soutiens étrangers[292]. La complexité de cette guerre des symboles est redoublée par la professionnalisation des sources d'information ou de « contre-information » dans les deux conflits. Ce processus a contribué au fait que la production des « discours sur les discours » est elle-même devenue une spécialité militaire et militante : des soldats et des activistes sont spécifiquement affectés à des tâches de cadrage discursif des événements.

La multiplication des manuels ou des programmes pour « influencer les médias » en sélectionnant un vocabulaire qui se veut une alternative, une « contre-rhétorique » aux interprétations adverses, en témoigne. Dans le cas du conflit israélo-palestinien, la guerre des mots, en particulier dans les médias, peut être très virulente. De nombreux journalistes ou chercheurs témoignent des difficultés à travailler sans se faire accuser de prendre partie pour l'un ou l'autre « camp »[293]. Les militants/journalistes du mouvement anti-occupation portent alors la controverse sémantique avec les groupes « pro-israéliens » à plusieurs niveaux : la nature même du conflit (guerre ou occupation, terrorisme ou résistance), l'identité ou le statut des protagonistes (Arabes ou Palestiniens, résidents juifs ou colons) ou les liens de cause à effet entre les événements (représailles ou offensive, attaque ciblée ou massacre)[294]. Dans ce cas, le droit international ne fournit pas nécessairement un vocabulaire plus neutre puisque les acteurs utilisent eux-mêmes l'arme juridique dans leur combat. Enfin, les groupes de chercheurs sur le conflit israélo-palestinien sont eux-mêmes souvent organisés autour des affinités politiques de leurs membres, qui ont des effets sur l'appareillage conceptuel et les prises de parti parfois implicites de leurs travaux[295].

Dans le cas de la médiatisation du conflit chiapanèque, les luttes pour la qualification du conflit et des protagonistes ont également pour enjeu la légitimation des positions de l'un des camps, schématiquement les pro-zapatistes et les pro-PRI (Parti de la Révolution Institutionnelle). Ainsi, la dénomination « guerre du Chiapas » renvoie aux douze jours de conflit armé effectif qui a suivi l'insurrection néozapatiste du 1er janvier 1994. Il est utilisé volontairement par les néozapatistes et leurs sympathisants pour contrer la propagande

---

[291] Mattelart A., Mattelart M., « Information et état d'exception », in *De l'usage des médias en temps de crise. Les nouveaux profils des industries de la culture*, Paris, Alain Moreau, 1979, p. 243-289.

[292] Norman J., *The Second… op. cit.*, Olesen T., « Globalizing the Zapatistas: from Third World Solidarity to Global Solidarity? », *Third World Quartely*, 25/1, 2004, p. 25-277.

[293] Fleury B, Walter J. (ed.), *Les médias et le conflit israélo-palestinien*, Metz, Recherches textuelles, 9, Université Paul Verlaine, 2008.

[294] L'exemple d'un manuel de « contre-rhétorique » produit par une ONG israélienne anti-occupation, illustre cet investissement militant : les auteurs proposent un véritable dictionnaire alternatif donnant la « vraie définition » des termes utilisés par la propagande israélienne (Schaeffer E., Halper J., Johnson, *Counter-rhetoric. Challenging « conventional wisdom » & reframing the conflict*, ICAHD, 2006).

[295] Pour le cas de débats académiques entre historiens israéliens, voir Pappe I., *Les démons de la Nakbah. Les libertés fondamentales dans l'université israélienne*, Paris, La Fabrique éditions, 2004.

gouvernementale et médiatique, visant à réduire le conflit à des troubles locaux menés par une poignée de « professionnels de la violence » manipulant des indigènes et menaçant « l'Etat de droit ». Du point de vue des insurgés, que les autorités refusent au départ de nommer « zapatistes », la qualification de guerre en 1994 permet non seulement de légitimer la lutte armée comme un mouvement de libération nationale confronté à un parti hégémonique, mais aussi de se faire reconnaître comme force belligérante par le gouvernement, afin de faire entrer le conflit dans le cadre du droit international de la guerre. De même, l'usage répété par les néozapatistes d'oxymores telles que « cessez-le-feu offensif » dans les années qui suivent, peut être interprété comme un élément d'une stratégie visant à mobiliser l'opinion internationale en faveur de la cause, alors que les réseaux transnationaux de soutien se rétractent graduellement, et que la stratégie gouvernementale de « guerre de basse intensité » a pour effet de faire perdre au conflit sa « valeur d'information » (*newsworthyness*).

Dans les deux cas, la lutte politique se joue dans la mise en mots des rapports de forces. En l'absence d'un lexique totalement neutralisé, le piège du vocabulaire reste présent pour le chercheur. Une stratégie consiste alors à mettre les termes polémiques entre guillemets, et de définir systématiquement les termes scientifiques, utilisés sans guillemets. Une autre stratégie, permettant d'éviter la multiplication des guillemets, consiste à annoncer que l'on se place du point de vue de tel ou tel acteur, et de le laisser s'exprimer dans ses propres termes dans un paragraphe. On peut également confronter des discours antagonistes dans un tableau à deux colonnes.

En définissant les objets comparés, en distinguant formellement les usages indigènes et scientifiques des raisonnements comparatistes, et en reconstruisant l'espace des points de vue sur les conflits étudiés, le chercheur se donne ainsi des moyens de rendre par l'écriture le fruit de son travail de recherche et d'analyses des luttes symboliques menées par les acteurs.

B/ Articuler les niveaux de comparaison dans le processus d'écriture

Quels sont les effets sur l'écriture de ces outils de dépassement des contraintes liées à une comparaison internationale ? Ces effets s'observent dans les écrits intermédiaires produits au cours du processus de définition de la problématique et du cadre théorique, ainsi que dans l'élaboration du plan de travail, et la phase finale d'écriture.

Ecriture réaliste versus écriture constructiviste

Le travail de problématisation et de construction du cadre d'analyse théorique est passé par trois étapes principales. Le jeu d'hypothèses initiales reprend un certain nombre de présupposés implicites des comparaisons internationales spontanées des militants altermondialistes. Cette perspective trouve son terrain d'expression dans la thèse de la « Quatrième Guerre Mondiale »[296], thèse selon laquelle les formes d'exploitation et d'échange

[296] Marcos S.-C., « La quatrième guerre mondiale a commencé », *Le Monde Diplomatique*, août 1997, p. 1, 4-5.

inégal, induits par le développement sans précédent du capitalisme financier à la fin du XXe siècle, auraient conduit à la formation de nouveaux mouvements de résistance à travers la planète, reliés entre eux par les technologies modernes de communication. Je postulais ainsi, conformément à mon hypothèse 1, une comparabilité objective des mouvements de résistance en Palestine et au Chiapas, expliquant par là les similarités des stratégies médiatiques des altermondialistes propalestiniens et prozapatistes. Reprenant le modèle d'analyse des « systèmes-monde », je pouvais me représenter, de façon schématique mais plausible, les logiques de circulation internationale des idées altermondialistes comme un va-et-vient entre « mouvements anti-systémiques » du Nord et du Sud, du Centre (Europe, Amérique du nord) aux Périphéries (Palestine, Chiapas) en passant par des Semi-Périphéries (Israël, Mexico). Un tel cadre présente cependant l'inconvénient scientifique majeur de reposer sur une quantité innombrable de postulats non vérifiables, pour établir des liens de causalité entre la position des agents dans le « système-monde » et leurs pratiques concrètes. Par ailleurs, il implique de procéder à une sorte de vérification biaisée d'une théorie posée *a priori*, et par certains aspects assez mécaniste. Ensuite, il rend difficile l'articulation entre niveau « macro » (le système-monde capitaliste) et « micro » (les pratiques concrètes des militants). D'autre part, ce cadre introduisait dans l'analyse scientifique des visions du monde mi-savantes, mi-politiques, avec toutes les difficultés scientifiques que pose un tel mélange des genres. J'ai donc peu à peu précisé ce cadre d'analyse dans un modèle de la « transnationalisation par arènes », qui est mobilisé dans la première partie de la thèse.

Une seconde phase de problématisation, s'est alors ouverte, que l'on peut qualifier de constructivisme radical. Il s'agissait de penser la convergence du traitement alter-médiatique des deux conflits comme le pur produit d'un discours militant qu'on pourrait appeler le « nouvel esprit de l'anticapitalisme » : les médias alternatifs, destinés aux militants de groupes politiques de gauche, constitueraient un des principaux lieux d'inscription de cet esprit, jouant en cela un rôle analogue aux manuels de *management* destinés aux cadres des entreprises capitalistes. Comme l'ont montré Luc Boltanski et Eve Chiapello : « à la façon des livres d'édification ou des manuels d'instruction morale, ils pratiquent l'*exemplum*, sélectionnent les cas retenus selon leur valeur démonstrative – ce qu'il faut faire versus ce qu'il ne faut pas faire – et ne retiennent de la réalité que les aspects propres à conforter l'orientation qu'ils souhaitent impulser »[297]. La lecture de cette presse alternative permettrait ainsi de retracer le processus de reconstruction de la critique sociale, depuis le milieu des années 1990. Des entités comme le « néolibéralisme » ou « l'altermondialisme » ne seraient rien d'autre en ce sens, pour reprendre une expression de Berger et Luckman, que « d'immenses édifices de représentations symboliques qui semblent s'élever au-dessus de la réalité de la vie quotidienne comme des présences gigantesques d'un autre monde »[298]. Dans ce travail d'édification symbolique, les médias altermondialistes produisent et diffusent un langage commun, dans une double opération de médiation et de médiatisation entre des réseaux

[297] Boltanski L., Chiapello E., *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999, p. 95.
[298] Berger P., Luckmann T., *La Construction… op. cit.*, p. 60.

d'acteurs situés dans des contextes trop différents pour permettre, sans eux, une construction transnationale du consensus[299].

L'intérêt d'une approche critique et désenchantée de l'objet est évident. Le politiste étasunien Clifford Bob montre ainsi l'importance que certains mouvements sociaux des pays du Sud, en particulier le mouvement néozapatiste, accordent au « *marketing* de la rébellion » pour séduire des publics occidentaux[300]. Mais une approche constructiviste radicale peut aussi conduire à des apories. D'une part, si tout est construit, alors on risque de perdre jusqu'à la notion de causalité. D'autre part, certains usages du constructivisme apparaissent autant comme des outils scientifiques que des moyens pour délégitimer ou acquérir du pouvoir sur les groupes ainsi « déconstruits »[301].

Une fois repérés l'intérêt et les limites de ces approches, il ne s'agit plus de poser *a priori* un cadre théorique. Le travail de terrain implique en effet de se confronter à des réalités d'une très grande richesse et de « laisser parler les objets »[302]. Une fois cerné le noyau dur des croyances communes aux militants, il s'agit de comprendre sociologiquement les conditions sociales de production, de diffusion et l'objectivation de ces cadres dans des pratiques, tout en montrant que ces croyances sont loin d'être homogènes et qu'elles font l'objet de traductions, de déformations, d'interprétations contradictoires. L'écriture se fait dans un premier temps sur un mode très proche de la *grounded theory*, sous la forme de synthèses monographiques tirées de mes données empiriques, sur chacun des deux terrains[303]. Les difficultés à monter en généralité apparaissent vite, et la confrontation des deux monographies conduit à réécrire avec une armature théorique plus solide.

L'écriture en marge et en marche : l'importance des écrits intermédiaires

Au niveau le plus fin de l'écriture, la résolution des difficultés mentionnées consiste à distinguer différents modes de connaissance des réalités multidimensionnelles prises en considération, et de les faire alterner de paragraphe en paragraphe. Sur un plan pratique, cette stratégie d'objectivation permet de désimbriquer les différents niveaux de la réalité sociale : on part des registres de justification des acteurs, pour mettre en perspective ces déclarations avec des données plus systématiques. On explique plus finement, ensuite, les modalités pratiques de genèse, de transformation ou de déclin des croyances dans la légitimité de la cause « pour une autre mondialisation » et de l'intérêt à s'investir dans un « militantisme de l'information ».

Il ne faudrait pas cependant surévaluer *a posteriori* la dimension « stratégique » de cet ordonnancement du travail d'écriture. L'autre vertu de l'approche praxéologique est

---

[299] Klandermans B., « The formation and mobilization of consensus », *International Social Movement Research*, 1, 1988, p. 173-196.
[300] Bob C., *The Marketing of Rebellion. Insurgents, Media and International Activism*, Cambridge University Press, 2005.
[301] Rosat J.-J., « Le constructivisme comme outil de pouvoir aux mains des intellectuels »", *Revue Agone*, 41-42, 2009, p. 245-259.
[302] Péchu C., « Laissez parler les objets ! De l'objet des mouvements sociaux aux mouvements sociaux comme objets », in *L'atelier du politiste*, Paris, La Découverte, 2007, p. 59-78.
[303] Glaser B. G., Strauss, A. L., « La production de la théorie… », *op. cit.*

précisément d'inclure la pratique même du sujet objectivant (le chercheur) dans le processus d'objectivation. D'expérience, l'écriture ne se résume pas à la grande « lutte finale » entre le chercheur et son objet, mais relève aussi d'un combat permanent, entre théorie et empirie, particulier et général, normatif et positif. Un retour réflexif sur l'écriture de la comparaison ne peut donc se cantonner à ce « *moment de vérité* » qui clôt un cycle de recherche, comme l'écriture d'une thèse[304]. Il doit en définitive retracer *l'ensemble* du processus de recherche, depuis la rédaction des projets préliminaires jusqu'à la publication finale, en passant par tous les écrits intermédiaires, ayant contribué à la construction de la comparaison. Ces « notes écrites en marge et en marche »[305] où se construit la comparaison, regroupent annotations de livres ou d'articles, notes de lectures, grilles d'entretien ou questionnaires, prise de notes pendant ou après l'enquête ethnographique, comptes rendus intermédiaires (communications en séminaire, colloque, conférence, rapports provisoires, etc.), plans de travail, résumés, brouillons, enseignements liés aux recherches en cours, etc.

C'est à partir de ces documents préalables, et de la rédaction de communications et d'articles scientifiques intermédiaires, que j'ai créé un troisième document destiné à la rédaction de la thèse proprement dite. A ce stade, le gros du travail consiste à utiliser ces écrits intermédiaires autour d'un même fil directeur, qui conduit à une réécriture d'ensemble de la comparaison. L'avantage d'un plan qui incorpore progressivement les cas est que l'on peut commencer par des écrits les traitant séparément. Une fois posés par écrit les outils théoriques et les données nécessaires à la démonstration, la comparaison peut se dérouler point par point : le plan a été pensé en amont pour révéler les principaux traits communs et différences.

Une des techniques les plus simples pour formaliser la comparaison de deux cas est de réaliser, au fur et à mesure de l'écriture des études monographiques, un tableau à double entrée qui recense pour les cas A et B les critères de comparaison X, Y, Z, afin de vérifier que l'on n'a oublié aucun aspect. Dans les parties suivantes, le principe s'inverse : on part non pas des cas mais des critères de comparaison. En distinguant les parties qui tendent plus vers la monographie comparée de cas, où la comparaison s'écrit surtout en introduction et en conclusion, et celles qui sont structurées de l'intérieur par la comparaison, on se donne ainsi la liberté d'une certaine respiration entre théorie et empirie.

Juxtaposer ou incorporer ? L'élaboration du plan de travail

Le travail d'élaboration du plan est passé par une série d'étapes qui reflètent les deux principales difficultés rencontrées dans cette comparaison : l'articulation entre discours indigène et discours scientifique, d'une part, et l'articulation des niveaux d'analyse, d'autre part. Au cours de la première étape de problématisation, le plan était le reflet d'une tentative de « plaquer » un cadre d'analyse théorique sur un objet. Ce premier plan était structuré en

[304] Zaki L., « L'écriture d'une thèse en sciences sociales : entre contingences et nécessités ». *Genèses*, 4/65, 2006, p. 112-125.
[305] J. Derrida cité in Bourdieu P., *Esquisse… op. cit*., p. 222.

entonnoir inversé, allant de l'exposition de cadres d'analyse généraux à une application de ceux-ci à des terrains. Il s'agit dans une première partie de présenter une réflexion articulant des analyses critiques de l'ordre international, de la mondialisation de la communication, des « mouvements anti-systémiques ». Dans les deux parties suivantes, j'appliquais ce cadre à mes deux terrains, en Israël-Palestine puis au Mexique. Ce plan était insatisfaisant : il juxtaposait en effet le cadre théorique et les données empiriques, au lieu de les confronter, dans une perspective très déductive. En inversant l'ordre des parties, je pouvais présenter d'abord les deux terrains, pour ensuite en tirer les conclusions théoriques dans une troisième partie. L'objectif était de passer d'une démarche déductive à une démarche inductive, de la descente en singularité à la montée en généralité. Si cette inversion constituait un progrès dans la démarche de recherche, elle échouait cependant à faire sortir l'analyse de la fausse comparaison qu'impliquait la juxtaposition des deux cas, et obligeait à un grand écart méthodologique entre l'étroitesse des terrains et l'ampleur des conclusions.

PLAN 1 : JUXTAPOSITION DES CAS

Partie 1	**Cadre théorique**	**Critères de comparaison**
Chap. 1	*Critère de comparaison 1*	*Contextes politiques et économiques*
Chap. 2	*Critère de comparaison 2*	*Production et producteurs de médias alternatifs*
Partie 2	**Cas 1**	**RNZ**
Chap. 3	*Critère de comparaison 1*	*Contextes politiques et économiques*
Chap. 4	*Critère de comparaison 2*	*Production et producteurs de médias alternatifs*
Partie 3	**Cas 2**	**RAO**
Chap. 5	*Critère de comparaison 1*	*Contextes politiques et économiques*
Chap. 6	*Critère de comparaison 2*	*Production et producteurs de médias alternatifs*

Dans un second temps, j'ai donc refondé entièrement le plan, cherchant à incorporer de manière très poussée les deux études de cas. Il s'agissait de comparer les espaces de production des médias alternatifs du mouvement anti-occupation et du mouvement néozapatiste à trois niveaux, correspondant à trois parties distinctes de la thèse : leurs conditions sociales de production (sociogenèses et contextes), les propriétés et trajectoires sociales de leurs producteurs (sociologie des acteurs), le contenu et la diffusion de leurs produits (analyse des répertoires discursifs et formes de médiatisation). Dans ce plan, il n'était plus question de juxtaposer théorie et empirie, ni de juxtaposer des études de cas : le travail comparatif en tant que tel trouve à se loger au niveau des paragraphes, voire de la syntaxe des phrases. On peut formaliser sous la forme suivante un enchaînement argumentaire comparatiste : « *les cas A et B sont comparables selon les critères x et y, que l'on peut décliner en variables x1 x2, x3, et y1, y2, y3. L'observation montre cependant que si les cas subissent des variations semblables sur les variables x1, x3 et y1, ils diffèrent sur les variables x2, y2 et y3, etc.* ».

Si le plan précédent impliquait une fausse comparaison, celui-ci tendait à une comparaison permanente. Si un tel plan était plus séduisant, car il me forçait à la comparaison, il n'en comportait pas moins trois sérieuses limites. La première limite était sa

faisabilité, étant données les difficultés pratiques à articuler une comparaison à un niveau de granularité si étroit, à partir de terrains si hétérogènes. La seconde limite était son intelligibilité pour le lecteur. On m'a fait judicieusement remarquer que le plan que je proposais avait toutes les chances de désorienter totalement quelqu'un qui ne connaîtrait pas en détail le contexte du conflit au Chiapas ou du conflit israélo-palestinien, ou les mouvements sociaux étudiés. La troisième limite était que le plan proposé rend difficile la montée en généralité.

PLAN 2 : INCORPORATION DES CAS

Partie 1	**Critère de comparaison 1**	**Conditions sociales de production des médias**
Chap. 1	*Cas 1 et 2*	*RNZ et RAO*
Chap. 2	*Cas 1 et 2*	*RNZ et RAO*
Partie 2	**Critère de comparaison 2**	**Propriétés et trajectoires sociales des agents**
Chap. 3	*Cas 1 et 2*	*RNZ et RAO*
Chap. 4	*Cas 1 et 2*	*RNZ et RAO*
Partie 3	**Critère de comparaison 3**	**Contenu et diffusion des produits éditoriaux**
Chap. 5	*Cas 1 et 2*	*RNZ et RAO*
Chap. 6	*Cas 1 et 2*	*RNZ et RAO*

Prenant acte de ces critiques, j'ai élaboré un troisième plan plus souple et plus dynamique, procédant à une intégration progressive des deux cas comparés. Il s'agit dans une première partie de présenter séparément les cas, afin de familiariser le lecteur avec mes terrains et de contextualiser les données, avant de les analyser de façon plus poussée au fil des chapitres. Ainsi, la première partie analyse le processus « d'altermondialisation » des mouvements anti-occupation et néozapatiste, dans les années 1994-2006. Je commence donc par une stratégie de présentation des données plutôt fondée sur la juxtaposition des cas. Cette stratégie permet de saisir les singularités de chaque contexte. Cependant, pour limiter l'effet de « fausse comparaison », les chapitres sont structurés de manière identique, ce qui permet au lecteur de les comparer entre eux. D'autre part, l'introduction et la conclusion générales, ainsi que les introductions, transitions et conclusions de chapitre jouent un rôle de charnière permettant de souligner les points communs et les différences entre les cas.

Les parties suivantes proposent un degré plus poussé d'incorporation de la comparaison des cas, au niveau des chapitres, puis au niveau des sections de chapitres. Le lecteur étant supposé plus familier des deux cas étudiés, à ce stade de la lecture, la comparaison peut se faire au niveau des paragraphes ou à l'intérieur d'une même phrase.

PLAN 3 : INTEGRATION GRADUELLE DES CAS

Partie 1	**Critère de comparaison 1**	**Transnationalisation du capital des réseaux militants**
Chap. 1	*Cas 1*	*RNZ*
Chap. 2	*Cas 2*	*RAO*
Partie 2	**Critère de comparaison 2**	**Division internationale du travail de médiatisation**
Chap. 3	*Cas 1 puis 2*	*RNZ puis RAO*
Chap. 4	*Cas 1 puis 2*	*RNZ puis RAO*
Partie 3	**Critère de comparaison 3**	**Fonctionnalisation des médias des mouvements sociaux**
Chap. 5	*Cas 1 et 2*	*RNZ et RAO*
Chap. 6	*Cas 2 et 2*	*RNZet RAO*

Le plan de la thèse est structuré pour expliquer les causes et les effets politiques des répertoires médiatiques des réseaux de militants « altermondialistes ». La thèse est composée de trois parties, de cent quatre-vingt pages en moyenne. Chaque partie comporte deux chapitres de cinquante à cent pages, soit un total de six chapitres.

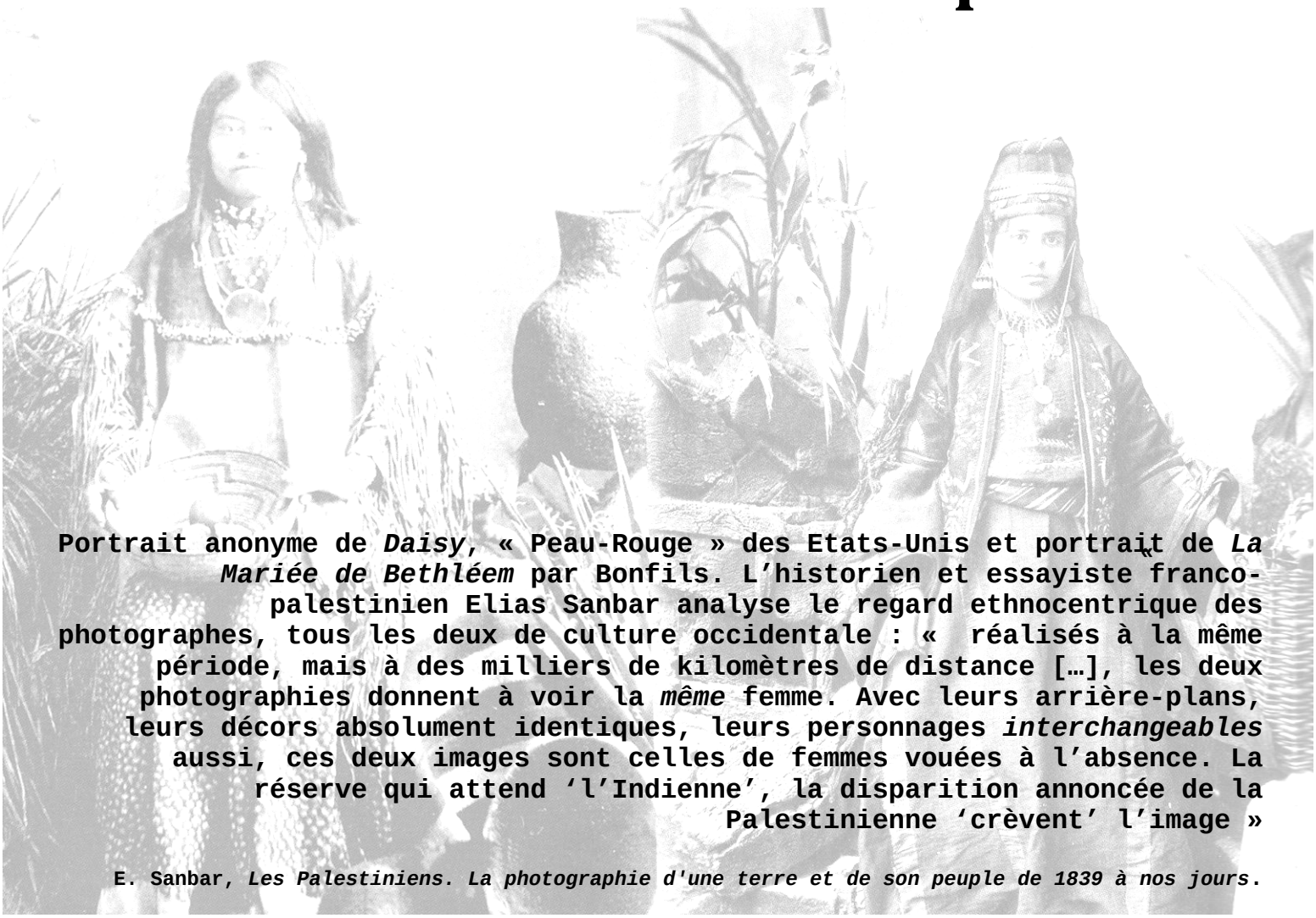
La **première partie** cherche à répondre à la question de savoir à quelles conditions des mouvements sociaux « périphériques » parviennent à diffuser la cause qu'ils défendent auprès d'homologues de régions centrales, et transformer ainsi les rapports de forces avec leurs opposants, malgré leur place défavorable dans les conflits politiques qui les opposent. Pour y répondre, je présente une étude comparée des processus d'internationalisation du capital politique de réseaux militants néozapatiste et anti-occupation qui, dans les années 1994-2006, parviennent à mobiliser des groupes « altermondialistes » en leur faveur et renforcer leur légitimité nationale et internationale. La comparaison se fonde sur cinq critères, qui seront détaillés dans l'introduction de la première partie : les structures d'opportunités politiques, les cadres de mobilisation, les ressources et savoirs-faire militants, les dynamiques de construction des réseaux et les répertoires d'action collective. Le chapitre 1 mobilise ce cadre de comparaison sur le réseau néozapatiste (RNZ) et le chapitre 2 sur le réseau anti-occupation (RAO)

La **seconde partie** étudie les conséquences de cette internationalisation différentielle du capital politique des réseaux militants sur les stratégies médiatiques des protagonistes. Dans les deux cas, l'observation indique l'existence d'un processus de division internationale du travail de « contre-médiatisation », que les militants spécialisés dans le travail d'information expriment dans des discours critiques à l'égard des médias dominants qui couvrent les conflits politiques où ils sont engagés. Cependant, les variations de la fermeture ou de l'ouverture relative de l'accès aux médias d'information pour les acteurs ont des effets mesurables sur leurs répertoires médiatiques. Le chapitre 3 montre ainsi comment les acteurs des deux réseaux cherchent à accéder aux arènes médiatiques et imposer leur point de vue dans l'espace public, puis le chapitre 4 pourquoi les médias alternatifs pro-zapatistes ont connu un développement remarquable, alors que les militants pro-palestiniens ont eu moins intérêt à investir ce terrain.

La **troisième partie**, enfin, cherche à montrer que l'internationalisation du capital politique des réseaux militants et la division du travail de médiatique ne permettent pas entièrement d'expliquer la circulation internationale des discours et des acteurs spécialisés dans la diffusion médiatique de l'altermondialisme. En reprenant une définition constructiviste de l'institutionnalisation, je montre que l'étude sociologique des conditions internes de production de l'information alternative, des propriétés sociales des acteurs, ainsi que les opportunités ou contraintes « institutionnelles » dont ils bénéficient (ou pâtissent) permettent de rendre mieux compte de la construction de ces réseaux transnationaux et de l'engagement parfois durable de certains dans le « médiactivisme ». La difficulté consiste cependant à ne pas adopter une définition *a priori* ou normative de l'institutionnalisation, mais d'observer conjointement comment les acteurs eux-mêmes se positionnaient dans la distribution institutionnalisée des rôles *et par rapport au problème même de l'institutionnalisation* (conçu comme un processus problématique), en analysant leurs catégories de classement de l'univers des médias alternatifs, de l'univers militant et des univers « institutionnels ». Le chapitres 5 compare ainsi les logiques « d'autonomisation fonctionnelle » des rôles individuels dans les organisations, et des rôles collectifs dans les réseaux, qui sont à l'œuvre du côté des médias du pôle « radical » (comme les collectifs d'*Indymedia*), tandis que le chapitre 6 s'intéresse davantage aux logiques « d'intégration fonctionnelle » des médias du pôle « citoyen » (comme les radios communautaires).

Figure 1 - "Les médias commerciaux détournent votre attention..." - Manifestation contre l'OMC à Seattle, 1999

Ière partie. L'internationalisation du capital politique des réseaux militants. Une comparaison des mobilisations néozapatiste et anti-occupation



Portrait anonyme de *Daisy*, « Peau-Rouge » des Etats-Unis et portrait de *La Mariée de Bethléem* par Bonfils. L'historien et essayiste franco-palestinien Elias Sanbar analyse le regard ethnocentrique des photographes, tous les deux de culture occidentale : « réalisés à la même période, mais à des milliers de kilomètres de distance […], les deux photographies donnent à voir la *même* femme. Avec leurs arrière-plans, leurs décors absolument identiques, leurs personnages *interchangeables* aussi, ces deux images sont celles de femmes vouées à l'absence. La réserve qui attend 'l'Indienne', la disparition annoncée de la Palestinienne 'crèvent' l'image »

E. Sanbar, *Les Palestiniens. La photographie d'une terre et de son peuple de 1839 à nos jours*.

Introduction de la première partie

Cette première partie cherche à répondre, avec les outils de la sociologie des mouvements sociaux, à la question de savoir à quelles conditions des groupes militants, doublement dominés dans l'ordre politique national et international, parviennent à diffuser la cause qu'ils défendent auprès de fractions des opinions publiques nationales et internationales, et à trouver des ressources de légitimation face à leurs opposants. L'étude proposée est une comparaison entre les réseaux transnationaux de militants[306] néozapatistes et anti-occupation dans la période 1994-2006, en raison du fait que leurs acteurs revendiquent une même appartenance à la mouvance « altermondialiste ». La question sous-jacente à la comparaison internationale proposée dans cette partie est de savoir comment expliquer l'émergence, dans deux réseaux militants issus de configurations historiques et politiques très hétérogènes (Chiapas et Territoires occupés palestiniens), de mobilisations « altermondialistes » comparables. Peut-on expliquer cette convergence par la diffusion transnationale de cadres idéologiques « altermondialistes », que les acteurs reprendraient à leur compte dans une dynamique d'import-export symbolique, ou bien, les mêmes causes produisant les mêmes effets, par l'existence de facteurs structurels semblables, dans des contextes d'imposition parallèle de politiques « néolibérales » au Mexique et en Israël/Palestine ?

La thèse défendue ici est qu'on ne peut saisir pleinement le processus d'internationalisation du capital politique des réseaux militants à partir de modèles explicatifs reposant sur le postulat de rationalité en finalité des acteurs[307], ou sur une primauté ontologique des déterminismes structurels. La première thèse s'exprime plutôt chez les acteurs eux-mêmes (militants, intellectuels engagés) lorsqu'ils expriment leurs « motivations », alors que la seconde se retrouve plus fréquemment chez des observateurs extérieurs (journalistes, experts, universitaires) lorsqu'ils proposent d'expliquer l'emergence de ces réseaux. L'objectif de la démonstration est de mettre en question la thèse, dominante dans les années 1990-2000 chez de nombreux acteurs et observateurs de l'altermondialisme,

[306] Ce terme est défini plus loin.

[307] Max Weber considère qu'une activité sociale est déterminée de façon rationnelle en finalité « par des expectations du comportement des objets du monde extérieur ou de celui d'autres hommes, en exploitant ces expectations comme 'conditions' ou comme 'moyens' pour parvenir rationnellement aux fins propres, mûrement réfléchies, qu'on veut atteindre ». Une activité sociale est déterminée au contraire de façon rationnelle en valeur « par la croyance en la valeur intrinsèque inconditionnelle – d'ordre éthique, esthétique, religieux ou autre – d'un comportement déterminé qui vaut pour lui-même et indépendamment de son résultat ». Le militantisme de « solidarité internationale » étudié est également une activité déterminée de façon « affectuelle », ou « émotionnelle », c'est-à-dire « par des passions et des sentiments » (Weber M. *Economie et société/1 Les catégories de la sociologie* (1971), Paris, Plon, Agora/Pocket, 1995, p. 55).

du « déterminisme technologique », selon lequel l'usage stratégique des technologies d'information et de communication (à commencer par Internet) constitueraient des facteurs structurants de la genèse et de l'essor de ce réseau transnational de militants. Mon enquête indique que leurs « stratégies » médiatiques sont très largement dépendantes de « stratégies » politiques qui participent à la transnationalisation de leur cause[308].

Je pars ici de l'hypothèse que l'on ne peut faire du « capital médiatique » une variable indépendante du capital politique des agents[309]. Les opérations visant à maximiser les bénéfices symboliques des entreprises militantes, en tirant parti de l'instrumentation politique des médias, engagent généralement un ensemble d'activités dans lesquelles les outils d'information et de communication médiatiques ne constituent qu'un « bien d'équipement politique » parmi d'autres pour les acteurs. Contre l'image stéréotypée de militants cherchant à tout prix à décrocher la « une » des médias, mes observations tendent plutôt à indiquer que ces derniers cherchent à tirer profit de toutes les ressources qu'ils ont à leur disposition, et pas uniquement des ressources médiatiques (dont les retombées positives sont loin de faire l'unanimité[310]). On peut alors se demander dans quelles configurations spécifiques la « variable médiatique » est susceptible d'acquérir de l'importance aux yeux des militants. Plus particulièrement, est-ce que, dans le cas de réseaux militants transnationalisés, les acteurs sont davantage susceptibles d'investir dans des répertoires médiatiques ? Selon cette hypothèse, il faut tenir compte des trajectoires historiques singulières, des structures sociales intériorisées et du travail politique mené par les acteurs des mobilisations (c'est l'objet de cette première partie) pour comprendre leurs investissements médiatiques (objet de la seconde partie).

La méthode consistant à étudier d'abord la « variable politique » indépendamment de la « variable médiatique », sur des mouvements précisemment caractérisés par leur forte dimension médiatique, vise à démontrer que la logique de leur activité ne peut être comprise ni dans une pure rationnalité en finalité sur un libre marché concurrentiel des causes (analyse stratégique), ni comme un pur effet des structures inégalitaires de l'ordre national ou international (analyse systémique). Elle vise également à reconstruire par l'analyse les espaces d'activités qui structurent en partie (et sont, en partie, structurés par) le « militantisme de l'information » dans chacun des deux zones étudiées. La difficulté de cette méthode tient

---

[308] Hanagan M., « Irish Transnational Social Movements, Deterritorialized Migrants, and the State System : The Last One Hundred And Forty Years », *Mobilization: An International Journal*, 5/1, 2000, p. 107-126. Je mets des guillemets au terme de « stratégie » car ces processus d'internationalisation sont indissociablement le fruit de calculs stratégiques des acteurs (ils cherchent à mobiliser des alliés influents à l'étranger), et de contraintes structurelles intériorisées (par exemple leur position dans les rapports de forces internationaux).

[309] Le concept de capital médiatique est utilisé par le sociologue français Patrick Champagne pour analyser une espèce de capital symbolique dont peuvent bénéficier des organisations politiques dont les activités sont médiatisées (Champagne P., *Faire l'opinion*, Paris, éditions de Minuit, 1990). Le sociologue Dominique Marchetti analyse avec ce concept les logiques de la médiatisation des activités d'une organisation militante française dans les années 1990, visant à dénoncer l'épidémie de SIDA (Marchetti D., « Les conditions de réussite d'une mobilisation médiatique et ses limites. L'exemple d'Act-Up-Paris », in CURAPP, *La politique ailleurs*, Paris, PUF, 1998, p. 277-297). Cependant, sur un conseil de l'auteur lui-même, je considère avec davantage de prudence l'usage de ce concept, qui tend à isoler le capital médiatique du capital politique, au lieu de faire du premier une composante du second.

[310] Mercier A., « Mobilisation collective et limites de la médiatisation comme ressource. L'exemple du mouvement pacifiste de 1991 à la télévision française », in Fillieule O. (dir.), *Sociologie de la protestation : les formes de l'action collective dans la France contemporaine*, Paris, L'Harmattan, 1993, p. 233-259.

cependant au fait que la plupart des travaux de sociologie de la mondialisation politique ont étudié le processus de division internationale du travail de domination en prenant comme point d'appui empirique les groupes sociaux ou les institutions dominantes. Ces travaux ont porté une attention trop faible aux stratégies déployées par les groupes périphériques (dans les relations interétatiques) et à faibles ressources (dans les relations intraétatiques) dans ces dynamiques. La littérature sur les mouvements sociaux et réseaux militants transnationaux permet cependant de combler en partie cette lacune, et de poser un cadre de comparaison du « réseau » néozapatiste (RNZ) et du « réseau » anti-occupation (RAO).

Une clarification du terme de « réseau » est nécessaire à ce stade. Il pose en effet une série de problèmes, si l'on souhaite en faire un usage rigoureux. Premièrement, d'un point de vue terminologique, le substantif « réseau » a un caractère polysémique. Il est utilisé aussi bien en biologie qu'en informatique, en architecture qu'en couture ou pour décrire la structure de systèmes de communication. De plus, il est souvent utilisé de façon imagée voire métaphorique : alors qu'au Moyen-Age, un « réseau » désignait un petit filet destiné à capturer certains animaux, il en est venu par analogie à désigner tout entrecroisement de voies de passage, en particulier tout « ensemble de voies de communications, de canalisations, de lignes aériennes, ferroviaires ou de télécommunication, de circuits électriques, desservant une même unité géographique à partir d'un centre de commandement ou d'émission »[311]. D'un point de vue sociologique, la troisième difficulté réside dans le fait que le terme est utilisé par les acteurs sociaux eux-mêmes, et il peut revêtir des connotations positives ou négatives, selon les cas envisagés. Ainsi, lorsque des groupes éparses, dont les relations sont peu structurées, se dotent ou se voient dotés du nom de « réseau », cette opération symbolique de classement contribue à les constituer mentalement en un groupe relativement unifié. Ils sont alors susceptibles d'être perçus comme ayant un plus haut degré de cohésion et de cohérence qu'il n'en ont réellement. C'est ainsi que, dans le langage politique ou journalistique, un réseau peut désigner une organisation clandestine constituée d'un certain nombre de personnes en relation directe ou indirecte les unes avec les autres (les « réseaux terroristes », les « réseaux mafieux », les « réseaux de l'immigration clandestine », etc.) Or, si une telle appelation peut être justifiée et si, souvent, elle repose sur une série de preuves empiriques tangibles et vérifiées, cette appelation ne correspond pas nécessairement à la réalité objective des relations mutuelles qu'entretiennent les groupes ainsi qualifiés. De plus, cette catégorisation apparemment neutre contribue généralement à donner du crédit ou à jeter le soupçon sur les groupes considérés, ce qui peut avoir des effets bien réels sur leurs membres. Le terme de réseau a donc toutes les caractéristiques d'une prénotion et il convient, à ce titre, de le manier avec certaines précautions. Cependant, comme l'observe Jocelyne Césari, il présente l'avantage d'être « commode pour penser les relations transversales entre individus traversant les limites des organisations institutionnelles »[312]. On peut ainsi définir en général les réseaux comme des « mouvements faiblement institutionnalisés réunissant des individus et

[311] *Trésor de la Langue Française Informatisé*, ATILF, CNRS, Université de Lorraine, http://atilf.atilf.fr/.
[312] Cesary J., « Le multiculturalisme mondialisé : le défi de l'hétérogénéité », *Cultures et Conflits*, 33-34, 1999, p. 11.

des groupes dans une association dont les termes sont variables et sujets à une interprétation en fonction des contraintes qui pèsent sur leurs actions »[313].

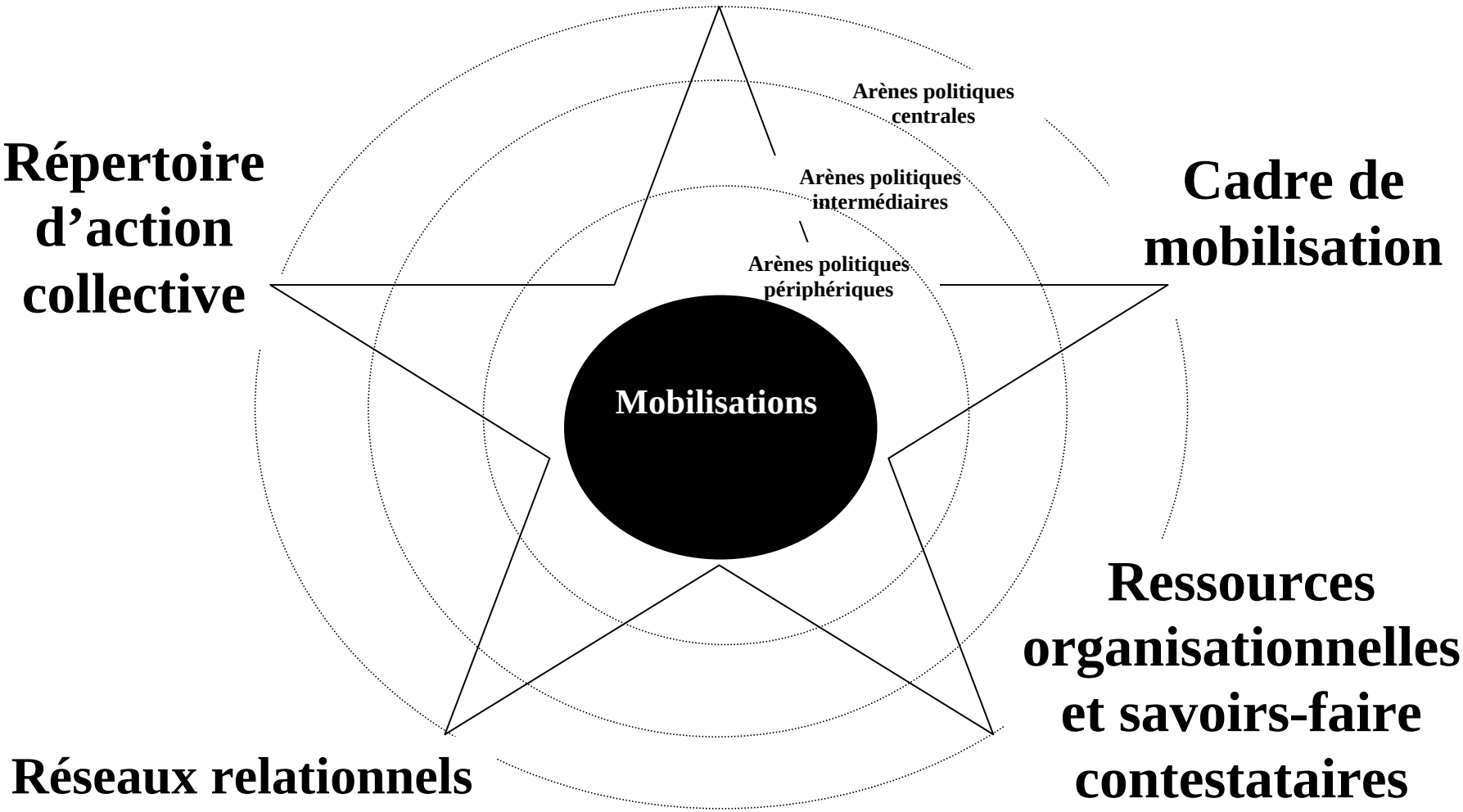
La question est maintenant de définir plus précisément les réseaux de militants lorsque ces derniers réunissent des individus et des groupes issus de plusieurs Etats différents. Le politiste étasunien Sidney Tarrow fournit une distinction particulièrement utile entre trois formes principales de militantisme transnational : les mouvements sociaux transnationaux, les organisations internationales non-gouvernementales et les réseaux transnationaux de militants[314]. Un *mouvement social transnational* désigne « des groupes socialement mobilisés ayant des membres dans au moins deux pays, engagés dans une interaction soutenue de contestation avec les détenteurs du pouvoir d'au moins un pays autre que le leur, ou contre une institution internationale ou un acteur économique multinational ». Les *organisations internationales non-gouvernementales* sont formées « d'organisations indépendantes des gouvernements, composées d'une base d'adhérents originaire de plus de deux pays », largement composées d'élites, ayant des rapports plus institutionnalisés avec les acteurs multinationaux ou les institutions internationales, et qui fournissent des services à des citoyens d'autres pays. Les *réseaux transnationaux de militants* sont des « structures informelles et changeantes par lesquelles les ONG, les militants des mouvements sociaux, les responsables gouvernementaux et le personnel des institutions internationales peuvent entrer en contact et aider des acteurs nationaux pauvres en ressources à peser politiquement au sein de leur propre société ». Les mouvements sociaux transnationaux se caractérisent ainsi par la dimension *soutenue* et *contestataire* des interactions entre les acteurs du mouvement, à la différence des actions *occasionnelles*, la simple *diffusion* de la contestation ou des relations institutionnalisées avec les organismes internationaux.

Je propose ici un modèle de comparaison de la transnationalisation du capital politique de réseaux militants tournés vers l'aide à des acteurs nationaux pauvres en ressources, structuré autour de cinq critères: la structure nationale et internationale des opportunités politiques ; les cadres de mobilisation et les recadrages tactiques des acteurs lorsqu'ils agissent dans des espaces transnationaux ; les ressources et savoir-faire organisationnels ; le volume et la structure des réseaux relationnels ; les répertoires d'action collective des organisations. Ces concepts sont définis dans les pages suivantes. Le schéma en étoile ci-après donne un aperçu schématique de ce modèle de comparaison, construit à partir d'un croisement entre des recherches empiriques et des lectures théoriques de sociologie des mouvements sociaux. Il permet de comprendre le paradoxe souligné par A. de Swann, selon lequel la société transnationale se construit selon une double logique d'homogénéisation globale (ce qu'illustre la polarisation des luttes politiques étudiées ici, entre altermondialisme et néolibéralisme) et d'hétérogénéisation locale (ce que montrent les différences importantes entre les deux cas étudiés).

---

[313] Colonomos A. « Sociologie et science politique : les réseaux, théorie et objet d'études », *Revue Française de Science Politique*, 1, 1995, p. 165-178, cité in *ibid*.
[314] Tarrow S., « La contestation transnationale », *Cultures et conflits*, 38-39, 2000, p. 204-211.

Structure des opportunités politiques



La comparaison internationale menée dans cette partie cherche à mesurer le poids de la variable transnationale dans les stratégies politiques de deux composantes du réseau militant altermondialiste (RNZ et RAO), afin de tester les deux hypothèses de travail exposées dans le préambule de la thèse (similarité objective des situations au Chiapas et en Palestine, ou convergence des représentations subjectives). Dans les années qui suivent les mobilisations de Seattle en 1999 et le premier « Forum Social Mondial » de Porto Alegre en 2001, une vaste littérature scientifique et/ou militante a été consacrée à l'essor de ces mouvements qui, selon certains, révélaient l'affirmation d'un nouvel acteur sur la scène internationale, tour à tour qualifié de « société civile mondiale » ou « nouvelle internationale civile »[315]. Cependant, ces travaux présentaient deux limites principales. La première limite est qu'ils s'intéressaient majoritairement à des mouvements sociaux du « Nord »[316], reléguant au second plan les mouvements du « Sud »[317]. La seconde limite est qu'ils tendaient à postuler le caractère « transnational » des réseaux militants, ce qu'il s'agissait précisément d'interroger. En effet, des études sociologiques menées sur les acteurs et les événements altermondialistes ont montré qu'il s'agissait de groupes principalement ancrés dans des espaces nationaux[318].

La sociologie des mouvements sociaux fournit un arsenal conceptuel particulièrement riche pour étudier ces groupes extra-parlementaires de pays du « Sud », qui se revendiquent de l'altermondialisme et cherchent des alliés au « Nord », tout en se mobilisant principalement à l'échelle nationale. Schématiquement, ces travaux peuvent être rangés en

---

[315] Caramel L., « Les réseaux de l'antimondialisation », *Critique Internationale*, 13, octobre 2001, p. 151-153, Pouligny B., « Acteurs et enjeux d'un processus équivoque. La naissance d'une 'internationale civile' », *Critique Internationale*, 13, 2001, p. 163-176, Sommier I., *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, nouvelle édition revue et augmentée, Paris, Flammarion, Champs, 2003.

[316] Des travaux français ont ainsi montré cinq évolutions majeures des mouvements sociaux nationaux depuis 1995 : 1/ Un sentiment de « crise de la démocratie représentative » liée à l'enfermement des élites politiques dans des enjeux professionnels et l'augmentation des coûts d'entrée dans le champ pour les outsiders (Gaxie D., *La démocratie représentative*, Paris, Clefs/Politique, Montchrestien, 2003) ; 2/ Un processus de déclin des « horizons révolutionnaires » favorisé par une nouvelle configuration idéologique plus favorable aux intérêts des entreprises capitalistes qu'à ceux des travailleurs, et l'émergence corrélative dans les critiques anti-capitalistes de ce que D. Mouchard appelle un « radicalisme autolimité », autour de revendications démocratiques ou de la défense des droits sociaux ou humains (comme le mouvement des « sans » en France) (Mouchard D. « Les mobilisations des « sans » dans la France contemporaine : l'émergence d'un « radicalisme autolimité » ? », *Revue française de science politique* 52/4, 2002, p. 425-447) ; 3/ L'essoufflement des organisations syndicales ou politiques traditionnelles, perçues comme divisées, institutionnalisées et bureaucratisées, et l'acceptation des règles de l'économie de marché libérale par la gauche « sociale-démocrate » (Lefebvre R., Sawicki F., *La société des socialistes : le PS aujourd'hui*, Paris, Le Croquant, coll. Savoir/agir, 2006) ; 4/ La mutation de la structure de classe qui contribue à une érosion de la conscience ouvrière, ainsi que des idéologies ouvriéristes de certaines fractions des classes moyennes ou supérieures (Beaud S., Pialoux M., *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris, Fayard, 1999) ; 5/ La recomposition des « minorités actives » autour de groupes à « faibles ressources », qui revendiquent la « transversalité des luttes » et leur universalisation, notamment dans les mouvements humanitaires, tiers-mondistes ou anti-impérialistes (Sommier I., « Le paysage recomposé des minorités actives », *Le renouveau… op. cit.*, p. 35-129, Collovald A., « Pour une sociologie des carrières morales… », in *L'humanitaire… op. cit.*).

[317] Un numéro spécial de revue a ainsi été consacré en 2008 aux « altermondialismes oubliés » dans le bassin méditerranéen (*Cultures et conflits*, 70, 2008). Parallèlement, les mobilisations du « Sud » sont le plus souvent étudiées avec des concepts créés dans des pays du « Nord », ce qui contribue à introduire certains biais ethnocentriques dans l'analyse lorsqu'elle ne tient pas suffisament compte des contextes (Boudreau V., « Northern Theory, Southern Protest: Opportunity Structure Analysis in Cross-National perspective », *Mobilization: An international Journal*, I/2, 1996, p. 175-189).

[318] Amiraux V., « Les limites du transnational comme espace de mobilisation », *Cultures et Conflits*, 33-34, 1999, p. 25-50, Gobille B., « Les altermondialistes: des activistes transnationaux ? », *Critique internationale*, 27, 2005, p. 131-145. Pour des études consacrées à l'altermondialisme français par exemple, voir Agrikoliansky E., Fillieule O., Mayer N., *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005, Crettiez, X., Sommier I., « La France rebelle au-delà de l'Hexagone », in *La France Rebelle : tous les mouvements et acteurs de la contestation*, Paris, Michalon, 2006, p. 643-654, Agrikoliansky E, Sommier I. (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste. Le second forum social européen*, Paris, La Dispute, Série « Pratiques politiques », 2005, p. 75-102.

trois catégories. Une première catégorie regroupe les travaux qui insistent sur l'importance des variables structurelles pour expliquer l'émergence des mouvements sociaux (autour du concept de « structure des opportunités politiques »[319]). Une seconde catégorie regroupe les travaux qui montrent le rôle déterminant joué par les interactions subjectives entre les acteurs (autour du concept de « cadre de mobilisation »[320]). Une troisième catégorie regroupe les travaux qui mettent l'accent sur les pratiques et stratégies de mobilisation (autour du concept de « répertoire d'action collective »[321]). Ces approches ont été intégrées dans un modèle explicatif cherchant à saisir ensemble les variables contextuelles, les croyances et discours des acteurs, ainsi que leurs pratiques militantes (« modèle du processus politique »[322]).

Compte-tenu de la spécificité de mes objets de recherche, j'ai repris ce modèle en le transformant sur trois points. Premièrement, j'ai cherché à tenir compte de l'importance des inégalités en matière d'accès aux ressources organisationnelles et aux savoir-faire militants dans et entre les différentes organisations du réseau (ONG, syndicats, partis, groupes

---

[319] Selon Tilly et Tarrow, six éléments principaux de la « structure des opportunités politiques » (SOP) peuvent être retenus : la multiplicité des centres de pouvoir indépendants au sein du régime considéré, l'ouverture du régime à de nouveaux acteurs, l'instabilité des alignements politiques, la disponibilité d'alliés influents pour les contestataires, la propension du régime à faciliter ou à réprimer l'expression collective de revendications, et des changements décisifs à l'intérieur des cinq précédents éléments (Mathieu L., « Contexte politique et opportunités », in Fillieule O. *et al*., *Penser les mouvements… op. cit*., p. 41).

[320] Le concept de « cadre de mobilisation » a été élaboré par des chercheurs américains dans la continuité des travaux d'E. Goffman sur les « cadres de l'expérience » (Goffman E., *Les cadres de l'expérience*, trad. Isaac Joseph, Paris, Les Editions de Minuit, 1974). Contre les modèles explicatifs faisant reposer uniquement sur des facteurs contextuels ou organisationnels la participation individuelle dans les campagnes et activités de « micromobilisations », ces chercheurs réunis autour de David Snow ont proposé un modèle combinant des facteurs psycho-sociologiques et structurels/organisationnels. Ils montrent ainsi l'importance des interactions et de la communication dans les processus « d'alignement de cadre », dont ils distinguent quatre grands types : l'articulation de cadres, l'amplification de cadre, l'extension de cadre, et la transformation de cadre (Snow D., Rochford B., Worden S., Benford R., « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation », *American Sociological Review*, 51, 1986, p. 484-481).

[321] Le sociologue et historien américain Charles Tilly analyse les transformations de ce qu'il appelle les « répertoires d'action collective » (RAC) des mouvements sociaux français, entendus comme des moyens d'agir en commun sur la base d'intérêts partagés. La période qui va du XVIIe siècle à nos jours est marquée selon lui par un double processus structurel : au niveau économique, la concentration des moyens de production dans le système capitaliste et, au niveau politique, le monopole du pouvoir central de l'Etat. Or, il existe un rapport étroit entre ces processus et les formes de protestation des groupes sociaux. Le concept de RAC doit donc être compris dans une perspective historique. Schématiquement, selon C. Tilly, le répertoire dominant aux XVIIe et XVIIIe siècles se joue dans un cadre communal, par des acteurs locaux ou les représentants locaux d'acteurs nationaux. Ce répertoire se fonde également en grande partie sur le patronage, au sens où les groupes mobilisés comptent sur les puissances locales pour transmettre les sujets de plainte ou régler les disputes, abandonnant la lutte lorsque leur objectif est atteint. Le répertoire qui prend corps au XIXe siècle (en particulier après le printemps des Peuples en 1848 et la Commune de Paris en 1871) et prévaut encore au XXe est, par comparaison, d'envergure plus nationale que locale (bien qu'il puisse également servir sur le plan local, se prêtant à une coordination entre les localités). Par ailleurs, les actions des groupes mobilisés sont relativement autonomes. Les groupes s'expriment en effet directement aux autorités centrales, et sur un mode qui leur est propre, plutôt que d'en passer par des puissants et s'adapter aux moyens qu'ils approuvent. Les revendications reposent ainsi de façon générale sur une organisation nettement plus consciente que par le passé. Le XXe siècle est ainsi marqué par le rôle croissant des associations nationales politiquement actives dans la défense d'intérêts partagés. On y voit la naissance des grands partis et syndicats, une activité croissante parmi les intellectuels, les étudiants, les cultivateurs, les commerçants, les fonctionnaires et les employés des services publics. C'est dans ce contexte qu'apparaissent ce que l'on appelle aujourd'hui les « mouvements sociaux », dont les actions combinent différents éléments du nouveau répertoire, comme les meetings, les manifestations, les défilés, les grèves, etc. (Tilly C., *La France conteste de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, col. L'espace du politique, 1986).

[322] Ce modèle a été élaboré initialement par le politiste américain Doug MacAdam à partir d'une étude sur le mouvement des droits civiques aux Etats-Unis. L'auteur met l'accent sur le role central des « processus interprétatifs » dans les mouvements sociaux (qui permettent aux acteurs de percevoir des menaces ou des opportunités pour leur action), mais montre qu'ils sont provoqués autant qu'ils provoquent des changements dans la structure des opportunités politiques et l'action collective des élites et des « *challengers* ». Ces derniers procèdent à des processus interprétatifs en réponse à de larges processus de changement comme des guerres, l'industrialisation, des réalignements dans la politique internationale, des pressions politiques concertées d'acteurs internationaux, des crises économiqaues, des transformations démographiques, etc. (McAdam D., *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*, Chicago, University of Chicago Press, 1999).

affinitaires, etc.)[323]. Des études sur des organisations militantes ont montré que certaines ressources spécifiques étaient nécessaires dans des arènes supra-nationales et que leur acquisition avait des effets internes sur les relations entre militants. Dans une étude sur la Confédération Européenne des Syndicats, la sociologue française Anne-Catherine Wagner montre ainsi le décalage entre des syndicalistes habitués à des espaces de mobilisation nationaux et locaux, et les logiques des institutions européennes, exigeant la maîtrise d'un langage codifié, de langues étrangères, ou du droit européen[324]. Dans un travail synthétique intitulé *Les Classes sociales dans la mondialisation*, elle propose un modèle plus général d'analyse des inégalités entre les agents sociaux face à l'internationalisation des échanges.

Le principe des inégalités de classe cumulatives chez les acteurs de la mondialisation

Anne-Catherine Wagner propose un élargissement de ces analyses en cherchant à comprendre les rapports différenciés des agents sociaux à l'international selon leur position de classe[325]. Selon elle, la mondialisation contribue à une réactivation des clivages entre les classes face aux enjeux internationaux. Elle définit les classes sociales en intégrant leurs dimensions économiques et culturelles, mais également statutaires (liée à l'inégale répartition du prestige et de l'honneur) et politiques. Si les « capitaux » (au sens de Bourdieu) sont habituellement analysés en relation à des investissements dans des champs nationaux, on assiste selon elle à la constitution d'espaces de pouvoir internationaux (dans le domaine des entreprises, mais aussi de l'enseignement supérieur, du pouvoir) qui produisent leurs effets sur les différents espaces sociaux nationaux.

On trouve ainsi, tendanciellement, des rapports privilégiés à l'international dans les classes supérieures (comme le montre la transmission d'une culture « cosmopolite » dans les grandes familles de l'aristocratie et de la haute bourgeoisie, marquée par la nature des diplômes ou des emplois, la fréquences des déplacements à l'étranger, le maniement de plusieurs langues, etc.), contre des rapports distanciés dans les classes inférieures (comme le montre le privilège accordé à la transmission d'une culture « autochtone » chez les ouvriers, les employés non qualifiés, les petits indépendants ou les techniciens).

Ces divisions de classe se retrouvent dans le vocabulaire même employé pour désigner les phénomènes d'internationalisation des échanges. Le paradoxe mis en évidence par l'auteur est que l'on parle en effet plus facilement de « mondialisation » lorsqu'il s'agit de désigner l'internationalisation des échanges chez les cadres supérieurs, alors que l'on parlera davantage de « migration » pour désigner les déplacements de travailleurs. Le monde ouvrier rencontre plus de difficultés à organiser des réseaux de solidarité stables à l'échelle internationale (comme les internationales socialistes, les brigades internationales). Ces difficultés sont dues à des facteurs multiples, notamment le manque de ressources économiques, de réseaux de connaissances à l'étranger, ou la capacité à manipuler les symboles qui conditionnent une

[323] Je reprends ici le concept de « capital politique » défini en introduction. Lorsque j'utilise le concept de « ressource », c'est pour diversifier le vocabulaire, et non pour reprendre le modèle, dominant dans les années 1970 de la « mobilisation des ressources ». Ce modèle repose sur l'idée qu'il existe toujours dans une société des raisons suffisantes pour se révolter, mais que seuls les groupes qui disposent des ressources organisationnelles et de savoirs-faire contestataires peuvent conduire à des mobilisations collectives (McCarthy J. D., Zald M. N., « Resource Mobilization… », *op. cit.*). Ce modèle se voulait une critique des approches faisant reposer les mouvements sociaux sur des facteurs psychologiques (comme la frustration) ou purement structurels (l'existence d'inégalités dans l'accès aux biens sociaux). Il a fait l'objet de critiques, notamment de D. McAdam qui fonde précisément le modèle du processus politique sur une prise de distance avec le courant de la mobilisation des ressources.

[324] Wagner A.-C., « La fabrique de syndicalistes 'européens' : une enquête sur les formations européennes de la CES », *Politique européenne*, 27/1, 2009, p. 105-127.

[325] Wagner A.-C., *Les classes sociales… op. cit*.

insertion réussie dans des institutions ou des groupes internationaux (maîtrise de l'anglais, vocabulaire spécialisé des professions internationales, etc.).

La « mondialisation » apparaît ainsi comme un phénomène objectivement inégalitaire, qui favorise la mobilité des élites et le contrôle des flux migratoires des classes populaires. Or les inégalités sont renforcées par l'intériorisation de normes (juridiques ou informelles) qui favorisent des rapports de distinction spécifiques entre les classes : « la culture internationale est un ensemble de biens symboliques inégalement distribués, c'est aussi une culture au sens des anthropologues, un ensemble de règles, de pratiques et de croyances communes à un groupe »[326]. Il est ainsi plus facile pour les membres des classes privilégiées (par exemple des cadres supérieurs d'une grande firme publicitaire) de réinvestir à l'international un capital symbolique accumulé dans l'espace national, que pour les membres de classes dominées (des ouvriers d'une usine métallurgique), en raison d'un capital symbolique structuré dans des réseaux d'échanges en général fortement localisés (à l'exception des travailleurs immigrés).

Le « capital cosmopolite » se produit et se reproduit plus facilement dans le passage d'un champ national à un autre lorsque les agents sont mutuellement prédisposés à connaître et reconnaître sa valeur d'échange sur le « marché international » des signes de prestige, d'excellence ou de distinction. Une telle disposition n'est possible que parce que les agents partagent un *habitus* homologue. En revanche, le « capital d'autochtonie » est plus difficile à rentabiliser sur le marché international, parce qu'il est structuré par un système de connaissance et de reconnaissance de sa valeur dans un champ local (ou périphérique) du pouvoir[327]. Il existe ainsi un principe d'inégalité cumulative face à la mondialisation : les dominés nationaux multiplient les chances d'être des dominés internationaux, et inversement.

Cette logique a des conséquences sur les phénomènes de représentation politique. Par exemple, le syndicalisme ouvrier ou paysan est fortement structuré autour de la légitimité du travail de « terrain ». Le rôle traditionnel de représentant syndical est traversé par un paradoxe structurel : comme le montre le sociologue français Sylvain Maresca, plus le syndicaliste paysan se professionnalise, plus il s'éloigne des conditions de vie des paysans qu'il est supposé représenter[328]). Mais lorsque l'activité de représentation syndicale s'internationalise (ou s'européanise) ce paradoxe est redoublé. D'une part, le syndicaliste internationalisé s'éloigne « doublement » des membres de sa profession, ce qui tend à affecter d'autant plus la légitimité du représentant aux yeux des représentés. D'autre part il lui est difficile de reconvertir son capital symbolique, lié à un espace local, dans les institutions supra-nationales qu'il fréquente (ce que A.-C. Wagner appelle le « processus d'obsolescence du capital d'autochtonie »[329]). A l'inverse, les « héritiers cosmopolites » issus de grandes familles occupent des positions et ont des dispositions qui les favorisent doublement à l'international : leurs noms de famille sont connus et reconnus, ils sont polyglotes, diplômés dans des écoles prestigieuses, maîtrisent la novlangue de la « gouvernance mondiale », disposent d'un solide carnet d'adresses, d'une aisance financière qui leur permet de voyager facilement, d'une culture exportable d'un contexte national à l'autre, d'un *curriculum vitae* qui présentent des expériences professionnelles à l'étranger ou des organisations internationales, etc.[330].

[326] *ibid*., p. 43.

[327] Pour une perspective méthodologique stimulante pour penser le rapport entre les espaces de positions (sociales) et les espaces de localisation (géographiques) voir Champagne P., « Problèmes de méthode », in *L'Héritage refusé. La crise de la reproduction sociale de la paysannerie française. 1950-2000*, Paris, Essais/Points, Seuil, 2001, p. 49-118. Pour une analyse des relations entre le champ du pouvoir central et les champs du pouvoir périphériques ou ruraux, à partir du cas français, voir Gaxie D., *La Démocratie… op. cit.*

[328] Maresca S., « La représentation de la paysannerie », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 38, mai 1981, p. 3-18.

[329] Wagner A.-C., « La fabrique… », *op. cit.*

[330] Dezalay Y., « Les courtiers… », *op. cit.*

Deuxièmement, j'ai isolé une dimension de la « structure des opportunités politiques » qui joue un rôle particulièrement important dans les mouvements transnationaux : la structure, le volume et les dynamiques de construction des réseaux militants (en particulier la « recherche d'alliés influents »). Trois catégories principales d'acteurs au sein d'un réseau transnational de défense d'une cause peuvent être distinguées : 1/ Les acteurs qui agissent à l'intérieur de leur cadre national, mais qui dépendent d'un soutien extra-national en raison d'une situation de répression ou de conditions nationales contraignantes. Le cas de groupes dissidents dans des Etats autoritaires ou des contextes répressifs (comme les Néozapatistes au Chiapas ou les Palestiniens anti-occupation dans les Territoires occupés) faisant appel à des soutiens étrangers en fournit un exemple[331]. 2/ Les acteurs situés dans un cadre national, mais dont les actions sont principalement dirigées vers des événements ou des situations au-delà de leur territoire national. Les réseaux d'associations écologistes qui militent « pour la planète »[332], de même que les ONG humanitaires originaires de tel ou tel Etat qui « s'internationalisent »[333], ou les mouvements sociaux ou syndicaux dirigés vers des institutions supra-nationales comme l'Union européenne[334] illustrent ce cas. Dans mon étude, ces acteurs sont représentés par les militants de la « solidarité internationale », par exemple aux Etats-Unis ou en Europe. 3/ Les acteurs qui n'ont pas d'affiliation spécifique à un Etat mais disposent de branches nationales. Les ONG internationales enregistrées à l'ONU (et dont une partie est investie dans les conflits du Chiapas et dans les Territoires occupés) en fournissent un exemple.

La formulation des demandes par des organisations militantes ou des ONG, tout comme leur transmission et leur réception, renvoient à des inégalités et des luttes entre les groupes, selon une logique de « concurrence des victimes »[335] (qui produit aussi une concurrence des intermédiaires et des soutiens[336]). Il faut cependant se garder d'un double écueil pour analyser le « recadrage » de causes locales en causes globales : d'un côté, une vision *téléologique*, considérant la « stratégie de transnationalisation » comme le produit d'une stricte nécessité extérieure ; d'un autre, une vision *stratégiste*, qui y verrait le résultat d'un choix purement délibéré. Dans une étude sur des réseaux transnationaux de défense des droits de l'homme et de l'environnement, Margaret Keck et Kathryn Sikkink proposent d'analyser ces stratégies à travers un « modèle du boomerang »[337]. Ce modèle cherche à

[331] Keck M. E., Sikkink K., *Activists beyond…op. cit*.
[332] Ollitrault S., *Militer pour la planète. Sociologie des écologistes*, Rennes, PUR, 2008.
[333] Siméant J., « What is Going Global? The Internationalization of French NGOs 'without borders' », *Review of International Political Economy*, 12/5, 2005, p. 851-883.
[334] Rucht D., « The EU as a Target of Political Mobilisation: Is there a Europeanisation of Conflict? », Balme R., Wright V. (dir.), *L'action collective en Europe*, Paris, Pressse de Sciences Po, p. 163-188.
[335] Chaumont J.-M., *La concurrence des victimes*, Paris, La Découverte, 2007.
[336] Bob Clifford propose une théorie du rôle joué par les différents « nœuds » d'un réseau transnational de militants. Il distingue ainsi trois catégories d'acteurs qui servent aux mouvements sociaux de relais auprès des ONG internationales : les *gatekeepers*, qui ont en charge l'image de l'ONG auprès de son public, et dont la décision de soutenir le mouvement, prise suite à des enquêtes préalables, est primordiale pour définir la nature et l'ampleur des soutiens ; les *followers*, des ONG aux moyens plus limités, qui s'appuient sur le jugement et les analyses des premiers pour organiser des campagnes de soutien en faveur des insurgés ; et les *matchmakers*, des acteurs tels que des missionnaires, des universitaires qui peuvent assurer un mouvement de leur soutien et lui apporter leur crédit, ce qui peut avoir des conséquences sur la décision des *gatekeepers* (Bob C., *The Marketing… op. cit*., p. 19).
[337] Keck M. E., Sikkink K., *Activists…op. cit*., p. 12-13.

expliquer comment des groupes d'intérêt, dont la cause est bloquée au niveau domestique par leur État, font appel à des groupes d'intérêt étrangers, qui font pression sur leur propre État (ou des institutions internationales), lequel, par un effet boomerang, fait pression en retour sur l'État initial[338]. Ce modèle, comme je le montrerai, présente cependant des limites en raison de son caractère fortement « stratégiste ».

Troisièmement, j'ai intégré la variable « centre-périphérie » comme un facteur explicatif transversal permettant de rendre compte d'une partie des interactions entre les agents, selon qu'ils exercent leurs activités dans des arènes centrales, périphériques ou intermédiaire dans la division internationale du travail politique[339]. Ce modèle vise à réintroduire la dimension structurante de certains rapports de forces à l'intérieur et à l'extérieur de ces réseaux transnationaux. Comme le montre la typologie du sociologue américain Anthony Oberschall, certains groupes sont, plus que d'autres, prédisposés à être entendus des autorités : « un groupe est intégré quand il dispose de connexions stables lui donnant des chances d'être entendu des autorités supérieures (mécanismes de représentation, clientélisme, etc.). Un groupe est en situation segmentée quand il ne dispose pas de tels relais, se trouve isolé par rapport aux autres groupes, aux centres de pouvoir »[340]. La distinction entre « société civile mondiale » et « mouvements sociaux transnationaux » renvoie ainsi à la proximité des acteurs aux instances de décision supranationales, qui différencie le capital politique des grandes ONG internationales (intégrées), ayant accès à des arènes politiques centrales (comme les institutions internationales ou des gouvernements d'Etats centraux), du capital de groupes marginaux (segmentés), qui n'ont accès qu'à des institutions ou des gouvernements périphériques au plan local ou national.

Dans cette perspective, Esteve, Motta et Cox analysent le phénomène d'institutionnalisation des mouvements sociaux dans ce qu'ils appellent « l'industrie des ONG ». Il conduirait certains mouvements hier progressistes à prêter aujourd'hui main forte aux politiques répressives des Etats à l'encontre de la « société incivile », c'est-à-dire des mouvements populaires exigeant des changements sociaux, politiques et économiques réputés « radicaux », comme par exemple, en Amérique latine, le mouvement des *Piqueteros* argentins, les Néozapatistes au Mexique, le Mouvement des sans-terre au Brésil[341].

La comparaison de deux réseaux de « solidarité internationale » qui font travailler ensemble des groupes *périphériques* à faibles ressources (EZLN et résistance civile palestinienne) et des groupes *centraux* (groupes pro-zapatistes et pro-palestiniens) permet

---

[338] « Les réseaux transnationaux multiplient les voix qui sont entendues dans les politiques internationales ou domestiques. Ces voix argumentent, persuadent, font des stratégies, documentent, font du lobbying, des pressions, et déposent des plaintes. La multiplication des voix est imparfaite et sélective – pour une voix amplifiée, de nombreuses sont ignorées – mais dans un monde où les voix des Etats ont prédominé, les réseaux ouvrent des canaux pour apporter des visions et informations alternatives dans le débat international » (*ibid.*).

[339] Maney G. M., « Transnational Structures and protest: Linking Theories and Assessing Evidence », *Mobilization: An international Journal*, 6/1, 2001, p. 83-100.

[340] Cité in Neveu E., *Sociologie des mouvements… op. cit.*

[341] Esteves A., Motta S., Cox L., « 'Civil society' versus social movements », *Interface: a journal for and about social movements*, 1/2, 2009, p. 1-21.

ainsi d'interroger les rapports de forces sous-jacents aux logiques d'accumulation du capital politique. L'historien français Fernand Braudel remarquait que la guerre prend des formes différentes selon les zones de l'économie-monde, chacun faisant « la guerre qu'il peut ». Ainsi, la guerre de pointe serait une sorte de privilège du centre, quand la périphérie serait condamnée à diverses formes de guérilla[342]. On peut se demander dans quelle mesure il n'en irait pas de même pour les conflits politiques dans lesquels sont engagés les mouvements sociaux étudiés ici.

Pour terminer cette introduction de partie, il est nécessaire de préciser qu'une des hypothèses centrales travaillées est celle d'une convergence des répertoires d'action collective des deux réseaux de militants étudiés. Des recherches ont en effet développé les travaux de Charles Tilly, qui suggérait l'émergence d'un répertoire de « troisième génération », caractérisé par son caractère « transnational et solidariste »[343]. La politiste française Johanna Siméant montre l'intérêt et les limites de ce modèle, qui a trouvé un de ses terrains d'élection privilégié dans l'étude des mobilisations « altermondialistes ». D'un côté, il permet de montrer l'importance du rôle des médias[344], de l'expertise[345], d'Internet[346], des formes délibératives[347], des organisations internationales et des forums internationaux[348], ou des événéments para-militants[349] dans la construction de réseaux de solidarité internationaux. D'un autre côté, il tend à être trop exclusivement centré sur le rôle des ONG (en reléguant au second plan d'autres acteurs des mobilisations), à ne pas tenir compte d'événements militants (tels que les contre-sommets), et surtout à universaliser à tous les contextes (démocraties ou régimes autoritaires, économie de marché ou planifiée, etc.) l'usage d'un concept que Charles Tilly réserve initialement dans le seul cas français[350]. Johanna Siméant formule ainsi, par une alternative, la question de recherche posée par ce modèle : « envisager l'avènement d'un troisième répertoire transnational suppose qu'il s'agit d'un répertoire mondial (ce serait ambitieux) alors même que les espaces étatiques n'ont pas disparu, soit implique que l'on spécifie mieux à quel espace politique il s'applique »[351].

Le chapitre 1 étudie dans cette perspective critique le processus et les stratégies d'internationalisation du mouvement néozapatiste du Mexique, devenu une icône des luttes altermondialistes, de la première apparition publique de l'EZLN en 1994, jusqu'en 2006,

---

[342] Braudel F., *Civilisation, économie et capitalisme. XVe-XVIIIe siècle. Le temps du monde*, Armand Colin, 1979, p. 57.
[343] Siméant J., « La transnationalisation… », *op. cit.*, p. 140-144.
[344] Smith J., « Globalizing Resistance… », *op. cit*., Bob C., *The Marketing of Rebellion… op. cit*.
[345] Ollitrault S., « Science et militantisme: les transformations d'un échange circulaire. Le cas de l'écologie française », *Politix*, 36, 1996, p. 141-162.
[346] Granjon F., « Les répertoires d'action télématiques du néomilitantisme », *Le Mouvement Social*, 200, 2002, p. 11-32.
[347] Ollitrault S, « De la caméra à la pétition-web. Le répertoire médiatique des écologistes », *Réseaux*, 98, 1999, p. 153-185.
[348] Agrikoliansky E., Sommier, I. (dir.), *Radiographie … op. cit.*
[349] Par exemple les « concerts solidaires » pour récolter de l'argent contre la famine ou sensibiliser l'opinion publique sur la question de la dette du tiers monde.
[350] En comparant les données historiques recueillies dans le cas de la France avec des données tirées du cas britannique, Charles Tilly suggère cependant que les évolutions constatées dans un cadre national peuvent, jusqu'à un certain point, s'observer dans d'autres pays (Tilly C., « Les origines du répertoire d'action collective en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième Siècle*, 4, 1984, p. 89-104).
[351] Siméant J., « La transnationalisation… », *op. cit*.

moment où l'organisation marque un retrait prolongé de la scène politique nationale et internationale. Le chapitre distingue trois niveaux de mobilisation des acteurs : le niveau local du Chiapas, le niveau intermédiaire du Mexique, le niveau international (Etats-Unis et Union Européenne). Le chapitre 2 montre parallèlement comment les militants contre l'occupation israélienne des territoires palestiniens ont cherché, avec un succès beaucoup plus mitigé que dans le cas des néozapatistes, à redéfinir leur cause pour la faire coïncider avec les revendications altermondialistes, entre la création de l'Autorité palestinienne en 1994 et l'élection du Hamas en 2006, qui marque l'achèvement définitif du « processus de paix » d'Oslo. Le chapitre est organisé, comme le précédent, selon une instinction entre trois niveaux de mobilisation : la résistance civile palestinienne dans les Territoires occupés, le mouvement pacifiste en Israël et les groupes de soutien anti-occupation à l'étranger.

Chapitre 1. La mondialisation politique par le bas. Le cas du néozapatisme du Mexique

Introduction du chapitre 1

Ce premier chapitre vise à la fois à introduire le lecteur à la connaissance du « mouvement néozapatiste » et son réseau national et transnational de militants, à proposer une première application du modèle en étoile présenté dans les pages précédentes, et à reconstruire l'espace de mobilisation dans lequel émerge un militantisme en faveur de la création de « médias alternatifs » pro-zapatistes. Il s'agit de comprendre le processus d'internationalisation du capital politique du RNZ, en fondant l'analyse sur les cinq critères retenus (structures des opportunités, cadres de mobilisations, ressources, réseaux et répertoires d'action), en intégrant la variable centre-périphérie et la dimension « praxéologique » des activités militantes. Cette analyse permettra, au chapitre suivant, d'établir une comparaison terme à terme avec les logiques d'internationalisation du RAO puis, dans les parties suivantes, de saisir ce que les répertoires médiatiques des néozapatistes et leurs soutiens doivent aux conditions sociales qui structurent les stratégies politiques de leur « réseau de solidarité ».

Le néozapatisme du Mexique a fait l'objet d'un nombre et d'une variété considérables de publications, depuis le soulèvement armé qu'il déclenche le 1er janvier 1994. Il est nécessaire de le rappeler avant d'entamer une nouvelle étude sur le sujet, car il semble difficile de prétendre maîtriser cette vaste littérature. Durant la seule année 1994, deux douzaines de livres ont été publiées sur la guérilla du Chiapas au Mexique et aux Etats-Unis[352]. En 2009-2010, de nouvelles publications continuaient de voir le jour[353]. Or les études

[352] Lafrance D. G., « Chiapas in Rebellion: An Early Assessment », *Mexican Studies/Estudios Mexicanos*, 12/1, 1996, p. 91-105.

[353] Voir par exemple Rovira G., *Sin fronteras. Las redes de solidaridad con Chiapas y el altermundismo*, Mexico, Era, 2009, Khasnabish A., *Zapatistas. Rebellion from the Grassroots to the Global*, London & New York, Zed Books, Halifax & Winninpeg, Fernwood Pub., 2010.

disponibles[354] sont majoritairement de nature hagiographique[355]. Leurs auteurs – militants, journalistes, ou intellectuels – expriment leur sympathie à l'égard des idées exprimées par l'EZLN, y compris des chercheurs universitaires[356]. Ils ont contribué avec enthousiasme à faire connaître ces « démocrates armés » qui semblent déjouer constamment les attentes de leurs observateurs. En 1997-1998, des travaux à la tonalité plus critique voient cependant le jour[357]. Comme les précédents, leurs analyses sont principalement motivées par des raisons politiques ou des enjeux de positionnement éditorial sur un marché saturé par les « pro-zapatistes » : les auteurs, reprenant parfois le discours des autorités mexicaines ou du Département d'Etat des Etats-Unis, dénoncent « l'imposture » de Marcos, les violences produites par le soulèvement armé, voire le caractère « terroriste » de l'organisation, ou simplement le manque de réalisme de ses revendications.

Il faut attendre le milieu des années 2000 pour lire des recherches universitaires qui mobilisent les outils des sciences sociales dans le but de construire le néozapatisme comme un objet d'étude scientifique, et non de le célébrer ou le dénigrer[358]. Des travaux utilisent les instruments d'analyse fournis par la sociologie américaine des mouvements sociaux, comme les concepts de structure des opportunités politiques et de cycle de mobilisation[359], de cadres de mobilisation collective[360], ou de transnationalisation des réseaux d'organisations militantes[361]. D'autres travaux empruntent les outils de l'ethnographie ou de la microsociologie pour étudier les conditions économiques et politiques de la naissance du mouvement au Chiapas[362], le fonctionnement interne des communautés néozapatistes[363] ou recourent à l'interactionnisme pour analyser leurs groupes de soutien à l'étranger[364].

---

[354] Cette affirmation se base sur la lecture d'une vingtaine de livres et plusieurs dizaines d'articles, dont la liste complète se trouve en bibliographie.

[355] Tous les communiqués de l'EZLN du 1er janvier 1994 au 1er janvier 1996 sont traduits en français et publiés aux éditions Dagorno : Marcos S.-C., *¡Ya Basta ! Tome 1. Les insurgés zapatistes racontent un an de révolte au Chiapas*, Paris, Dagorno, 1994, *Tome 2. Vers l'internationale zapatiste*, Paris, Dagorno, 1996. Le sociologue Yvon Le Bot a publié en français une série d'interviews avec des leaders de l'EZLN : Le Bot Y., Marcos S.-C., *Le rêve zapatiste*, Paris, Le Seuil, 1997. De nombreux textes d'intellectuels de gauche nord-américains ou européens sur le mouvement néozapatiste sont disponibles sur Internet. Voir notamment : Cleaver H. « The Zapatistas and the Electronic Fabric of Struggle », *Chiapas95*, novembre 1995, Holloway J. « The concept of power and the Zapatistas », *Common Sense*, 19, juin 1996, Chomsky N., « The Zapatista Uprising », *Profit Over People*, Seven Stories Press, 1999.

[356] Duterme B., « Quelles lunettes pour des cagoules ? Approches sociologiques de l'utopie zapatiste », *Mouvements*, 45-16/3, 2006, p. 107-119.

[357] Grange (De la) B., Rico M., *Sous-Commandant Marcos. La géniale imposture*, Paris, Plon/Ifrane, 1998, Arquilla J, Ronfeldt D (eds.), « Emergence and Influence of the Zapatista Social Netwars », in *Networks and Netwars: The Future of Terror, Crime, and Militancy*, RAND, 2001, p. 171-199.

[358] Quelques travaux, adoptant une posture plus distanciée, sont cependant publiés dans les années 1990. Voir par exemple l'enquête d'une journaliste américaine : Guillermoprieto A., *La guerre des ombres. Les racines de l'insurrection zapatiste au Chiapas*, Paris, Dagorno, 1995, ou les analyses très utiles de l'ethnosociologue français, spécialiste de l'Amérique latine : Favre H., « Mexique : le révélateur… », *op. cit.*

[359] Inclán M., « Sliding Doors of Opportunity: Zapatistas and their Cycle of Protest », *Mobilization: An International Journal*, 14/1, 2009, p. 85-106.

[360] Olesen T., *International Zapatismo. The construction of solidarity in the Age of Globalization*, London & New York, Zed Books, 2005.

[361] Bob C., « The Making of an Antiglobalization Icon. Mexico's Zapatista's Uprising », in *The Marketing… op. cit.*, p. 117-177.

[362] Favre H., « Mexique… », *op. cit.*

[363] Barmeyer N., *Developing Zapatista Autonomy: Conflict and NGO involvement in Rebel Chiapas*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 2009 (cité in Rugeley T., Book Review, *Bulletin of Latin American Research*, 29/4, 2010, p. 533-534).

[364] Glass P. G., « Everyday routine in free spaces: explaining the persistence of the Zapatistas in Los Angeles », *Mobilization: An International Journal*, 15/2, 2010, p. 199-216.

On peut se demander comment un mouvement composé initialement de quelques milliers de paysans indigènes, issus d'une région pauvre, isolée et méconnue du « Tiers Monde », parvient à susciter l'enthousiasme d'individus et de groupes si hétérogènes au Mexique et dans des dizaines de pays nord-américains, européens ou latino-américains. La problématique politique à laquelle les Néozapatistes sont confrontés s'inscrit prioritairement dans un espace politique national, et peut se résumer à la question : « comment donner de la force aux idées sans entrer dans le champ et dans le jeu politique ? »[365]. Une hypothèse est que la transnationalisation de ce mouvement, faiblement doté en capital politique, jouent un rôle déterminant dans ses stratégies de légitimation dans le champ du pouvoir mexicain, contribuant à la production d'un discours politique universaliste relativement indépendant de ses conditions sociales de production. Cependant, le degré de « rationalité en finalité » de cette stratégie ne doit pas être surestimé : les Néozapatistes et leurs supporters pratiquent une forme d'activité politique prioritairement déterminée de façon « rationnelle en valeur ». Cependant, il est nécessaire de tenir compte de la sociodynamique à l'œuvre dans la construction du « mouvement néozapatiste »[366] pour comprendre comment s'impose progressivement cette priorité des « valeurs » sur les « finalités ».

Pour déterminer les conditions sociales de l'internationalisation du capital politique du mouvement néozapatiste, plusieurs questions se posent. Quelles opportunités politiques, indépendantes du mouvement, les insurgés ou sympathisants néozapatistes ont-ils pu ou su saisir ? L'élasticité du cadre de mobilisation néozapatiste a-t-il constitué un levier ou un obstacle à son essor ? De quelles ressources les insurgés disposent-ils pour donner une force politique à leurs idées ? Quelles alliances le mouvement a-t-il nouées parmi ses réseaux de soutien au Mexique et à l'étranger ? Quels répertoires d'action collective (en-dehors des répertoires médiatiques que l'on étudiera dans les parties suivantes) ont été privilégiés par les acteurs et pourquoi ?

Ce chapitre, principalement basé sur le croisement de récits de la rébellion par les acteurs eux-mêmes et de travaux spécialisés, ainsi que des entretiens, invite à penser de façon relationnelle et dynamique la genèse et la structuration du mouvement néozapatiste, en articulant différentes échelles d'analyse. Pour répondre aux questions précédentes, je suivrai la suggestion de Jérôme Baschet, selon qui « l'un des traits les plus remarquables de l'expérience zapatiste tient à sa manière d'articuler trois niveaux – le local et l'ethnique, le national, l'international – de telle sorte qu'aucun des trois ne puisse être compris hors de sa relation avec les deux autres »[367]. Cette structure « multi-scalaire » (pour reprendre un terme défini dans l'introduction générale) permet en effet de comprendre les logiques ayant conduit le mouvement à s'investir dans la production d'un réseau transnational de médias alternatifs.

---

[365] Bourdieu P., *Propos sur le champ politique*, Lyon, PUL, 2000, p. 68.

[366] Pour des raisons de lisibilité, j'utilise cette appelation sans guillemets, bien que la continuité entre le « mouvement zapatiste » du début du XXe siècle et le « mouvement néozapatiste » de la fin du siècle puisse être questionnée (sur cette question, voir notamment Khasnabish A., *Zapatistas… op. cit*.). Certains auteurs utilisent indifféremment les termes « Zapatiste » et « Néozapatiste ».

[367] Baschet J, *La rébellion zapatiste. Insurrection indienne et résistance planétaire*, Champs Flammarion, Paris, 2005, p. 232.

Section 1. Donner de la force aux idées : les stratégies politiques du néozapatisme mexicain

Contrairement aux approches hagiographiques du mouvement néozapatiste qui prennent généralement pour argent comptant la rhétorique de l'irréductible nouveauté de son discours et de ses pratiques collectives, l'analyse qui suit propose très classiquement de le considérer comme une entreprise politique à faibles ressources, à la recherche d'une légitimité dans le champ du pouvoir mexicain, dans un contexte de bouleversement du paysage politique national (qui aboutit, en 2000, à la première alternance politique depuis soixante-dix ans). Comme on va le voir, le cours des événements contribue à maintenir le néozapatisme dans une position périphérique, réfractée progressivement dans le thème de « l'autonomie indigène ». Pour justifier ce point de vue, il s'agit dans un premier temps de comprendre les dynamiques à l'œuvre dans la formation politique du mouvement néozapatiste, avant de montrer comment les débats récurrents qui entourent sa définition sont un effet et une cause de cette même dynamique. L'étude de la structure nationale des opportunités politiques et des recadrages tactiques du mouvement permettront ainsi de comprendre comment le néozapatisme parvient à se maintenir durablement comme un « joueur hors-jeu » dans le paysage politique mexicain[368].

A/ Révolution, démocratie, autonomie : les adaptations du répertoire d'action et du cadre de mobilisation

L'histoire du mouvement néozapatiste peut être décomposée schématiquement en trois phases principales, où prédomine à chaque fois un répertoire d'action collective et un cadre de mobilisation : 1/ une phase de formation de la guérilla dans la clandestinité, dominée par un objectif révolutionnaire de renversement du régime priiste, un répertoire d'action violent et l'accumulation de ressources politico-militaires internes (REVOLUTION, 1983-1994) ; 2/ une phase de transformation du néozapatisme militaire en un mouvement politique de dimension nationale et internationale, qui déploie une panoplie ample et diversifiée d'outils de mobilisation non-violents dans le but d'accumuler un capital politique auprès de la « société civile » et des élites, de démocratiser le système politique mexicain et de lutter contre le néolibéralisme (DEMOCRATIE, 1994-2001) ; 3/ une phase dominée par un processus d'autonomisation des communautés néozapatistes du Chiapas, fondée en priorité sur la mise en place d'un système local d'auto-gouvernement indigène, et la recherche d'une démocratisation du système politique national « par le bas », en-dehors du jeu partisan (AUTONOMIE, 2001-2006)[369].

[368] Pour reprendre l'expression de Bernard Duterme (Duterme B., « 'Le néozapatisme, c'est cela ou ce n'est rien !' – Entretien avec Yvon Le Bot », *La Revue Nouvelle*, 11, novembre 1999).

[369] Ces trois phases se succèdent de façon progressive et non par brusques coupures, contrairement à ce que notre présentation schématique suggère. Ainsi, les objectifs « révolutionnaires » ne sont pas abandonnés mais reformulés après

Révolution : la formation de la guérilla chiapanèque dans la clandestinité (1983-1994)

La première phase correspond à la formation clandestine de l'organisation, entre 1983 et 1993. L'organisation politico-militaire appelée « Armée Zapatiste de Libération Nationale » (EZLN) naît le 17 novembre 1983 dans l'Etat du Chiapas, au sud-est du Mexique, à l'initiative de militants membres d'un groupe insurrectionnel d'extrême gauche fondé en 1969, les forces de Libération Nationale (FLN)[370]. Les dirigeants des FLN voient dans le Chiapas un « maillon faible de l'impérialisme », malgré la faiblesse historique des mouvements de guérilla révolutionnaire au Mexique.

C'est dans ce contexte que, pendant dix ans, l'EZLN recrute et assure la formation politique et militaire de ses membres, qui sont pour la plupart de jeunes paysans indigènes issus de communautés pauvres et isolées du Chiapas[371]. Ces communautés sont situées dans la région montagneuse des *Cañadas*, recouverte pour partie d'une forêt de pluie au caractère tropical, la Lacandonie. Le Chiapas a une superficie de 73 200 km^2. Selon les limites administratives, la région des *Cañadas* regroupe les *municipios* de Palenque, Ocosingo, Altamirano, Las Margaritas et s'étend sur 18 500 km2 (soit 25 % du territoire de l'Etat).

La formation clandestine de l'EZLN passe par sept étapes principales : la *sélection* des guérillas urbaines au début des années 1980, *l'implantation* avec la création en 1983 de l'EZLN, l'*apprentissage* à partir de 1984 de la vie dans la jungle, les *premiers contacts* avec communautés indigènes et l'expansion progressive dans la seconde moitié des années 1980, l'*expansion explosive* due à la dégradation des conditions politiques et économiques des communautés au début des années 1990, la *préparation* de la guerre dans les communautés de base de l'EZLN, la *préparation finale* dans les derniers jours de 1993[372].

1994, et la construction de l'autonomie indigène commence dès 1996 dans les Aguascalientes, et non en 2003 avec la création des *Caracoles* (ces termes sont expliqués plus loin dans la section).

[370] Les FLN ont été créées après la répression par les autorités mexicaines des mouvements étudiants de 1968. Sur la naissance du FLN, voir Castellano L., *Le Mexique en armes. Guérilla et contre-insurrection 1943-1981* (2007), Montréal, Lux, 2009, p. 298 et suiv. Sur le massacre de Tlatelolco, voir Ventura N. (prod.), *Tlatelolco : las claves de la masacre*, México, Canalseisdejulio, Demos Desarollos de medios, 2005. Sur les mouvements urbains après 1968 : Bennet V., « The Evolution of Urban Popular Movements in Mexico Between 1968 and 1988 », in Escobar A., Alvarez S. E. (eds.), *The Making of Social Movements in Latin America. Identity, Strategy and Democracy*, Boulder, Oxford, 1992, p. 240-259.

[371] Sur la formation de l'EZLN, on peut se reporter au récit proposé par des dirigeants zapatistes in Le Bot, Y., Marcos, S.-C., *Le rêve… op. cit*., p. 111-147. Des travaux universitaires offrent des versions proches de celle donnée par les représentants de l'EZLN, par exemple Baschet J., « Brèves remarques sur le processus formatif de l'EZLN », in *La rébellion… op. cit*., p. 21-47, Khasnabish A., « The origins of zapatismo », in *Zapatistas… op. cit*. p. 21-61. Pour des enquêtes plus critiques, réalisées par des journalistes, voir notamment Guillermoprieto A., *La guerre… op. cit*., ou Grange (De la) B., Rico M., « Les antécédents », in *Sous-Commandant… op. cit*., p. 69-123.

[372] Khasnabish A., *Zapatistas… op. cit*., p. 71-73.

Le processus de formation de l'EZLN

Les paysans majoritairement indiens qui composent le mouvement néozapatiste viennent de communautés établies au Chiapas depuis les années 1940 dans la forêt lacandone, près de la frontière avec le Guatemala. Des villages sont alors créés avec l'aide de l'Etat, dans une période de mise en place des politiques dites « indigénistes » visant à intégrer les indigènes à la nation. Ces aides constituent une réponse des pouvoirs publics à une crise sociale née de l'expulsion de paysans sans terre travaillant pour des agrariens (*acasillados*) dans des *fincas* (fermes) et des ranchs de grands et moyens propriétaires en général métis *(ladinos).* En effet, au début des années 1960, les *fincas* s'orientent vers l'élevage et se débarrassent de leurs *peones*. Ces derniers vont s'enfoncer dans la forêt (*selva*) pour y défricher leur champ de maïs (*milpa*). Ces populations vivent donc dans une insécurité constante car le statut des villages change sans cesse, selon la législation de l'Etat ou les intérêts des propriétaires. De plus, l'amélioration des conditions d'accès aux soins grâce aux programmes gouvernementaux fait diminuer la mortalité, ce qui aboutit à une pression démographique accrue sur des terres fragiles et médiocres.

Après l'expulsion de quatre mille familles en 1972, dans le contexte de la création d'une « bioréserve » à *Montes Azules* sur décision du président Echeverria, ce dernier y réinstalle soixante-six familles de la tribu qui y habitaient initialement, les Lacandons. Ce projet favoriserait pour ses détracteurs les intérêts de la compagnie forestière Cofolasa, soutenue par une société publique de développement, qui a reçu les droits d'exploitation du bois. Cette décision ouvre une période de vingt ans de luttes des familles expulsées, qui demandent leur reconnaissance au droit à la terre.

Le premier Congrès Indigène se tient au Chiapas en 1974, sous s'impulsion de Mgr Samuel Ruiz. Il vient renforcer la dynamique de mobilisation autour du discours indigéniste et de la théologie de la libération. Les familles expulsées sont rejointes par d'autres villages, notamment de la région de *Los Altos*. Ils développent une forme d'organisation communautaire fondée sur des assemblées collectives, et bénéficient du soutien de l'évêché de San Cristóbal, ainsi que d'une myriade de représentants de différents courants religieux (Dominicains, Jésuites, Maristes, Evangélistes, Pentecôtistes ou Adventistes). La *selva* devient la nouvelle « terre promise ». Les dirigeants du mouvement forment des centaines de cadres des syndicats paysans, concurrençant ainsi le travail des enseignants affiliés au PRI. Aux organisations syndicales et à l'Eglise s'ajoute une troisième composante, qui va peu à peu concurrencer leur « monopole des biens de salut ». Il s'agit de jeunes intellectuels urbains radicaux, formés dans les mouvements clandestins qui prolifèrent dans les années 1970 après le massacre de Tlatelolco, notamment à Mexico et

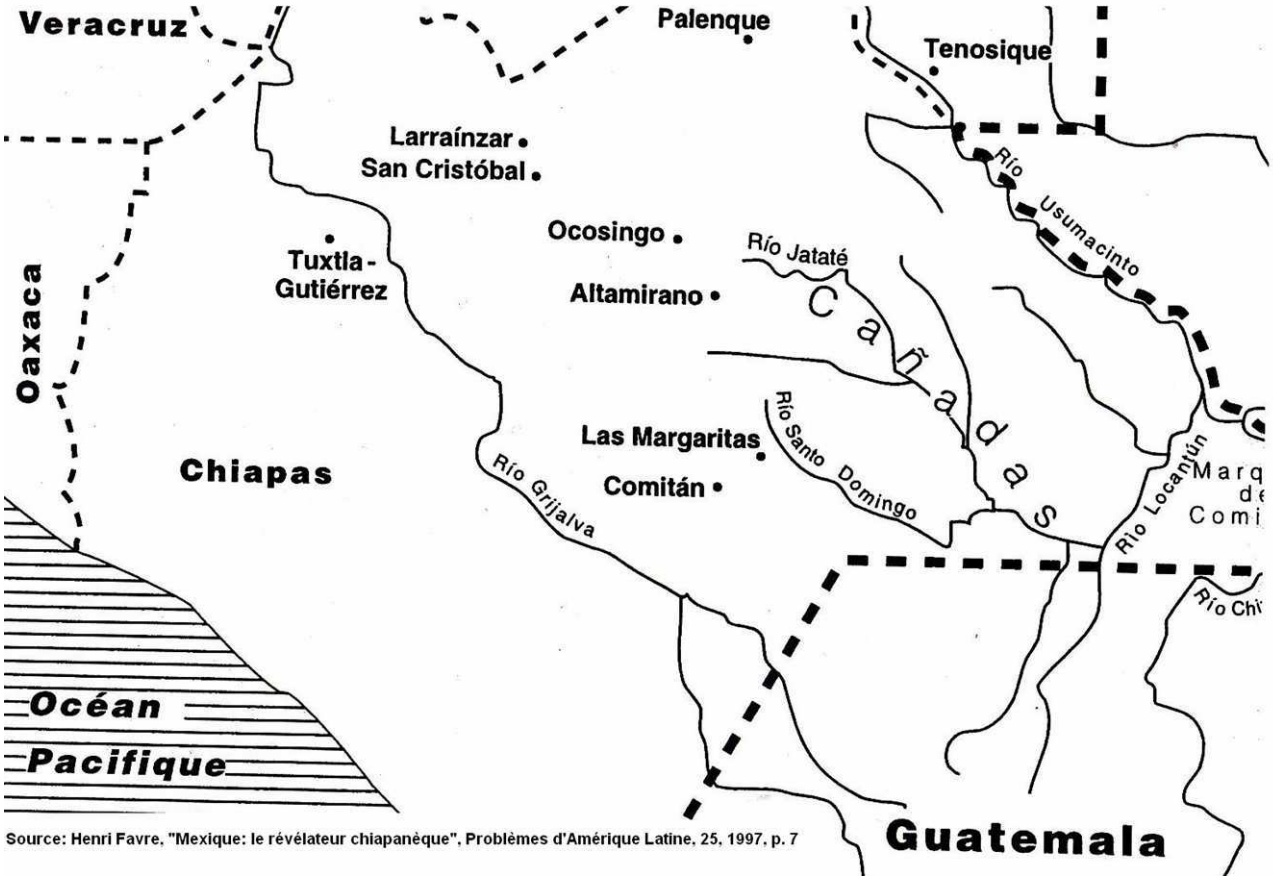
Monterrey. On trouve parmi eux l'homme qui deviendra le « Sous-Commandant Marcos ». Les cadres des *Fuerzas de Liberación Nacional* ont des affinités avec divers courants d'extrême-gauche, comme le castrisme, le trotskisme ou le maoïsme. C'est autour de ce groupe que l'EZLN est créé, le 17 novembre 1983. Les guérilleros marxistes et les prêtres progressistes se côtoient et travaillent ensemble, bien que les seconds rejettent la stratégie de la lutte armée. Ils expérimentent une méthode d'organisation originale : les délibérations au sein des communautés sont longues et exigent la participation pleine et entière de tous et de toutes. Peu à peu, au discours marxiste très idéologique des débuts fait place une plus grande écoute à la réalité indigène. A l'arrivée de Salinas à la présidence de la République en 1988, cette lutte continue. Mais ce dernier n'accorde des droits à la terre qu'aux familles qui soutiennent le PRI. Il va ainsi contribuer à radicaliser les positions.

Durant l'année 1992, un tournant décisif s'opère. En utilisant comme prétexte la conférence de Rio sur l'environnement, les autorités mexicaines décident d'une nouvelle extension de la zone protégée des *Montes Azules*. La décision est également prise de diminuer l'élevage pour aider les *rancheros* du Chiapas, concurrencés par la production guatémaltèque qui arrive en contrebande. Ensuite, des mesures de libéralisation de l'agriculture sont adoptées pour préparer l'entrée du Mexique dans l'Accord de Libre-Echange des Amériques (Alena), qui prévoit une libéralisation des échanges commerciaux entre Les Etats-Unis, le Canada et le Mexique. Ces mesures impliquent la fin des restrictions légales sur les importations de maïs et la suppression du soutien au cours du café. La révision de l'article 27 de la Constitution mexicaine met fin au système des *ejidos* – ces terres gérées collectivement, qui sont un symbole de la réforme agraire portée par la lutte révolutionnaire d'Emiliano Zapata. Cette réforme ouvre la mise en concurrence des ventes de terres et contribue à la désintégration des prix de produits vitaux pour l'économie locale (bois, bétail, café, maïs). Devant l'indifférence du gouvernement, des manifestations éclatent à l'occasion de la contestation des 500 ans de colonisation, le 12 octobre 1992 à San Cristóbal, puis en 1993 lors d'une marche protestataire de Xi'nich de Palenque à Mexico. Ces manifestations ne modifient pas la position gouvernementale. Un changement de tactique s'opère alors en 1993 dans la plupart des villages de la forêt lacandone. En janvier 1993 est crée le Parti des Forces de Libération Nationale qui se lance dans la lutte armée. L'Evêché comprend trop tard le poids et la légitimité acquis par les jeunes maoïstes, et tente en vain de s'y opposer, avec l'appui d'une partie des syndicats. Une première escarmouche a lieu en mai 1993 avec l'armée, passée sous silence par l'Etat fédéral. En décembre, une partie des communautés se prépare pour la guerre.

LE CHIAPAS AU MEXIQUE

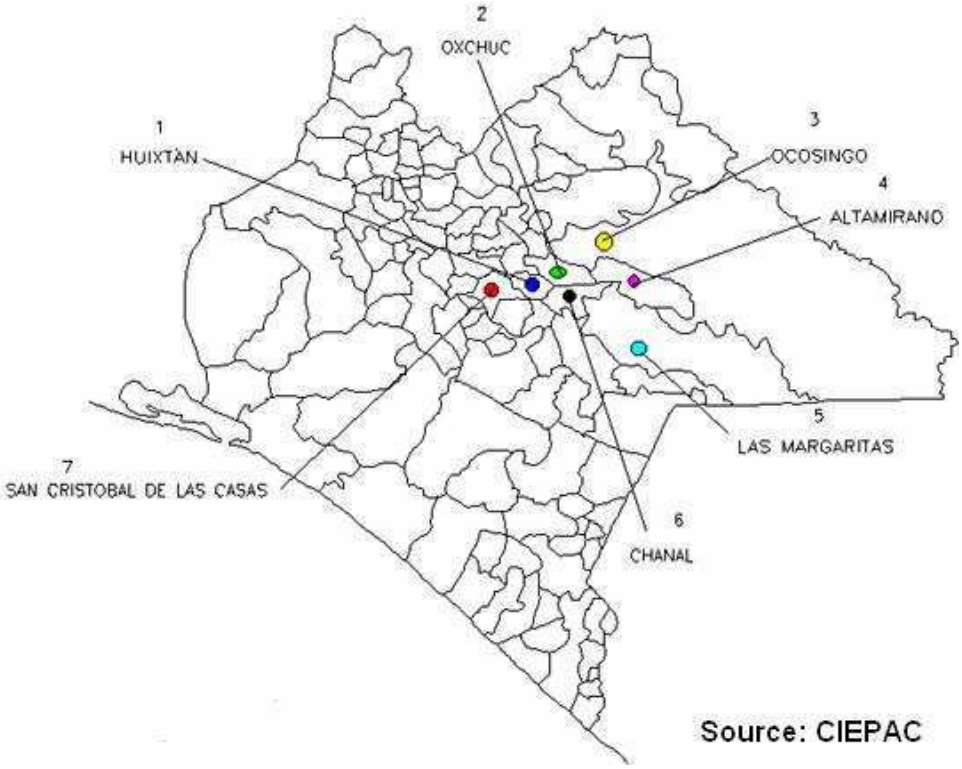
Source : CIEPAC

LA REGION DES CANADAS AU CHIAPAS



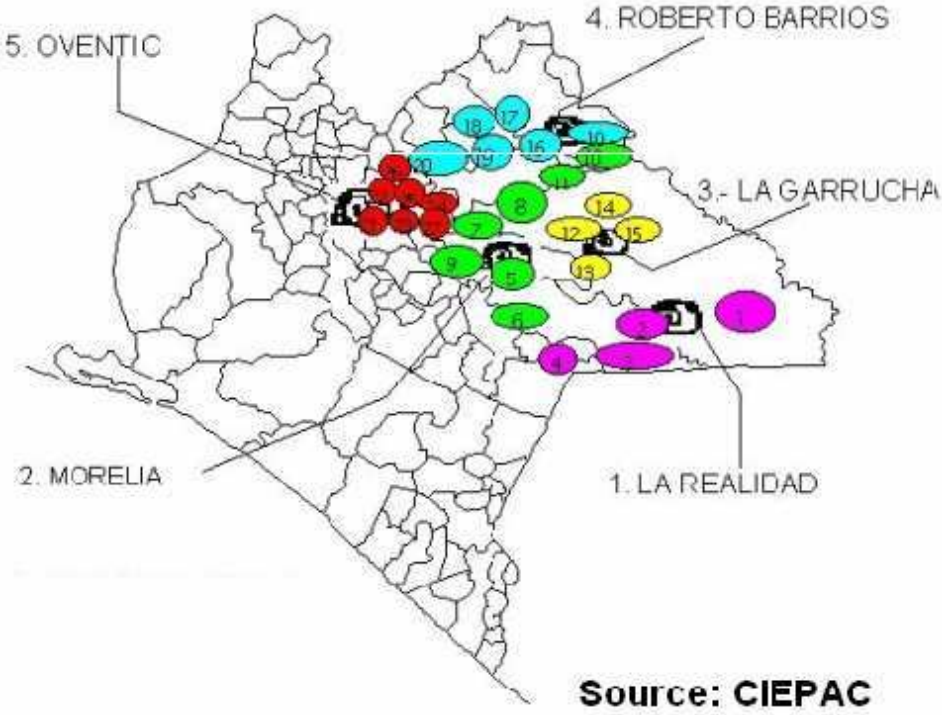
Source: Henri Favre, "Mexique: le révélateur chiapanèque", Problèmes d'Amérique Latine, 25, 1997, p. 7

CHEFS-LIEUX ADMINISTRATIFS OCCUPES PAR L'EZLN LE 1er JANVIER 1994



Source: CIEPAC

CARACOLES ET CONSEILS DE BON GOUVERNEMENT ZAPATISTES (2003)



Source: CIEPAC

L'EZLN organise une opération militaire dans la nuit du 31 décembre au 1er janvier 1994, date de l'entrée en vigueur de l'Alena. Les insurgés, entre 2500 et 5000, selon les sources, occupent alors sept chefs-lieux administratifs. Dans la « Première déclaration de la forêt lacandone », ils se donnent pour but de renverser le gouvernement et d'établir un régime démocratique socialiste, répondant aux onze revendications de leur programme : *« le travail, la terre, un toit, l'alimentation, la santé, l'éducation, l'indépendance, la liberté, la démocratie, la justice et la paix »*[373]. Ce soulèvement ouvre une période de guerre ouverte avec l'armée fédérale mexicaine, qui dure onze jours. L'armée néozapatiste subit une série de revers. Les soldats de l'armée fédérale résistent à la prise de la base militaire de *Rancho Nuevo*, qui devait fournir des armes aux insurgés, nécessaires à leur avancée sur Mexico. Ensuite, les *guerilleros* subissent de lourdes pertes lors d'une bataille à Ocosingo. L'aviation mexicaine est également déployée pour appuyer les troupes au sol au sud de San Cristóbal de las Casas (San Cristóbal). Rapidement, les chefs-lieux administratifs occupés le 1er janvier sont repris par l'armée. Organisée au départ autour de bataillons de 500 combattants environ, l'EZLN adopte une tactique nouvelle, combinant un contrôle stratégique centralisé et une décentralisation des opérations en petites unités mobiles réalisant des attaques surprises[374]. C'est à ce moment que le « Sous-Commandant Marcos » se fait connaître aux médias comme le porte-parole des Néozapatistes, sans avoir encore l'aura médiatique qu'il acquérera par la suite[375]. Cette guerre-éclair est suivie d'un cessez-le-feu le 12 janvier 1994. Des manifestations dans la population mexicaine et à l'étranger exigent la cessation des combats. Le Gouvernement nomme un médiateur, Camacho Solís. Le bilan du conflit est de 145 morts selon les autorités et de 400 morts selon l'Eglise catholique. Des organisations de défense des droits de l'homme dénoncent des cas d'arrestations arbitraires, de tortures, de disparitions, d'exécutions sommaires et de bombardements aveugles sur les populations civiles de la part de l'Armée Fédérale. Une partie de ces accusations seront démenties par la suite[376]. Des cas de violations des droits de l'homme sont recensés du côté des Néozapatistes, également accusés par leurs opposants d'être à l'origine du déplacement d'environ 25 000 réfugiés résidant dans les montagnes des zones occupées.

Démocratie : du néozapatisme militaire au néozapatisme civil (1994-2001)

Une nouvelle phase s'ouvre alors, marquée par une transformation de la structure des opportunités politiques, du cadre de mobilisation et du répertoire d'action des insurgés. L'EZLN mise alors sur une stratégie non plus militaire mais politique, tournée vers la création d'un rapport de forces avec le gouvernement fédéral du Mexique afin de pousser à la

[373] EZLN, « Déclaration de la jungle lacandone ; Aujourd'hui, nous disons 'Ca suffit ! », 31 décembre 1993,*¡Ya Basta ! Tome 1, op. cit.*
[374] Arquila J., Ronfeldt D. (eds.), « Emergence… », *op. cit.*, p. 177-180.
[375] Pour une biographie précise de ce personnage, dont l'identité a été révélée par les autorités mexicaines en février 1995, voir Grange (De la) B., Rico M., « Le masque et la plume », in *Sous-Commandant… op. cit.*, p. 13-66.
[376] Trejo Delarbre R. (dir.), *Chiapas, la comunicación enmascarada : los medios y el pasamontañas*, Mexico, Diana, 1994.

démocratisation du régime[377]. Les négociations avec le gouvernement s'étalent sur deux ans (1994-1996). La militante guatémaltèque des droits de l'homme Rigoberta Menchu, Prix Nobel de la Paix en 1992, engage le 17 janvier une « *initiative indienne pour la paix au Chiapas* »[378]. Cent quarante organisations paysannes chiapanèques, initialement défavorables au recours aux armes, vont demander la reconnaissance de l'EZLN comme force politique et incluront les revendications néozapatistes à leur propre programme. Ainsi, les 22-24 janvier se tient la deuxième rencontre des Organisations Indigènes et Paysannes à San Cristóbal qui appelle « *à la mobilisation pacifique au Chiapas* »[379]. Les négociations de paix entre l'EZLN et le gouvernement commencent le 22 février dans la Cathédrale de San Cristóbal[380]. Les ONG s'installent dans une zone neutre entre les territoires contrôlés par les Néozapatistes et ceux contrôlés par l'armée.

Le moment de « bascule » entre le néozapatisme militaire et le néozapatisme civil se manifeste par un investissement croissant dans des formes de militantisme politique tourné exclusivement vers la propagande, la construction idéologique, les alliances politiques avec d'autres organisations de l'opposition, et les négociations avec le gouvernement. Ce changement est exprimé dans la « Deuxième déclaration de la forêt lacandone »[381]. Celle-ci résulte du refus de l'EZLN d'accepter la première proposition de paix gouvernementale, qui fait suite au « Dialogue de San Cristóbal », malgré un accord du gouvernement sur 32 des 34 revendications[382]: 97,88 % des votants sont contre la proposition du gouvernement, mais seuls 3,26 % pour la reprise des hostilités, contre 96,74 % pour une forme de résistance civile[383]. La Déclaration annonce que la fin de la confrontation militaire ouverte a été permise par la « société civile » (« *c'est en la SOCIETE CIVILE que réside notre souveraineté* »), qui doit maintenant construire une force politique en créant une Convention Nationale Démocratique (CND) pour ouvrir une transition démocratique au Mexique (« *le changement démocratique est la seule alternative à la guerre* »). A ce stade, le Néozapatisme se définit encore principalement comme un mouvement national : « « *nous ne proposons pas un monde nouveau, tout juste une étape bien antérieure : l'antichambre du nouveau Mexique* »[384], ou encore « *l'EZLN est une armée, elle est zapatiste, elle est de libération et elle est, plus que jamais, nationale* »[385]. De même, l'EZLN formule une proposition en vue de la Convention Nationale Démocratique, une rencontre qui doit réunir l'été suivant les différentes

[377] L'EZLN ne dépose cependant pas les armes, conservant une position dite de « cessez-le-feu offensif ».
[378] EZLN, « Lettre ouverte à Rigoberta Menchú, Prix Nobel de la Paix 1992 », janvier 1994, *¡Ya Basta !, vol. 1, op. cit*., p. 95-96.
[379] EZLN, « Respect des droits de l'homme et faux témoignages », 2 février 1994, *¡Ya Basta !, vol. 1, op. cit*., p. 130.
[380] L'ensemble des communiqués publiés par l'EZLN entre le 1er et le 12 janvier 1994 est disponible in *Ya Basta, tome 1, op. cit.*, p. 20-80. Pour des récits de l'insurrection, voir Khasnabish A., « Twelve days in January », in *Zapatistas… op. cit*., p. 5-11, Le Bot Y., Marcos S.-C., *Le rêve… op. cit.*, p. 148-193 ; Grange (De la) B., Rico M., "Le défi", in *Sous-Commandant…op. cit.*, p. 181-208. Voir également le documentaire : Mendoza C., *La guerra de Chiapas*, Mexico, Canal 6 de Julio, DVD, 1994.
[381] EZLN, « Deuxième déclaration de la jungle lacandone », 10 juin 1994, *¡Ya Basta !, vol. 1, op. cit*., p. 285.
[382] Annoncée dans la Deuxième déclaration et détaillée le même jour in EZLN, « Consultation : c'est non à 97,88 % ! », 10 juin 1994, *¡Ya Basta !, vol. 1, op. cit*., p. 297-300.
[383] EZLN, « Consultation… », *op. cit*., p. 298 ; EZLN, « Réponse à la proposition d'accords de paix du gouvernement suprême »,*¡Ya Basta !, vol. 1, op. cit.*, p. 300-309.
[384] EZLN, « Deuxième déclaration… », *op. cit*., p. 287.
[385] Marcos S.-C., « l'EZLN salue la convention démocratique du Chiapas », *¡Ya Basta !, vol. 1, op. cit*., 312.

composantes de la société mexicaine pour organiser le changement politique dans le pays, qui indique que la « *transition démocratique* » se fera prioritairement par la « *résistance civile* »[386].

La « deuxième Déclaration » s'ouvre ainsi par une citation du révolutionnaire mexicain Emiliano Zapata datée de 1914, rappelant que le droit à la résistance populaire légitime ne s'exerce pas seulement par les armes :

> « Ce droit appartient aussi aux citoyens qui ont lutté dans la presse et à la tribune, qui se sont identifiés aux idéaux de la Révolution et ont combattu le despotisme qui viole nos lois ; parce que ce n'est pas seulement en tirant des projectiles sur les champs de bataille que l'on balaie les tyrannies ; c'est aussi en lançant des idées rédemptrices, des phrases de liberté et des anathèmes terribles sur les bourreaux du peuple que s'effondrent les dictatures, que s'effondrent les empires »[387].

La stratégie de lutte armée adoptée par le mouvement ne conduit donc pas à l'exclusion des formes de luttes civiles : « *toutes les formes de lutte sont nécessaires pour parvenir à une transition démocratique au Mexique* »[388], « *la résistance civile est la défense légitime de la volonté populaire face à l'autoritarisme du gouvernement* »[389].

L'appel à la constitution d'une Convention Nationale Démocratique pour assurer la transition démocratique au Mexique constitue une étape importante dans cette stratégie de « *changement démocratique non armé* » ou « *changement démocratique pacifique* ». L'originalité de l'EZLN consiste à ne pas chercher à prendre le *leadership* de la convention : « *la Convention nationale démocratique n'est pas le bras civil ou politique de l'EZLN, la Convention nationale démocratique ne consiste pas en l'insistance sur la lutte armée ni son apologie, la Convention nationale démocratique n'est pas anti-électorale ou abstentionniste* »[390].

En publiant la « deuxième déclaration de la forêt lacandone » le 12 juin 1994, l'EZLN tente de rallier l'ensemble des forces d'opposition de gauche du Mexique contre le Parti Révolutionnaire Institutionnel, (PRI). La CND se tient dans un lieu appelé *Aguascalientes*, « *en hommage à la réunion de mécontents de 1914* »[391], du 6 au 9 août 1994. Il réunit « *plus de 600 journalistes, 5000 délégués de centaines d'associations civiles, intellectuels, organisations syndicales, paysannes et étudiantes, plus les représentants d'un parti politique (PRD)* ». Si cette réunion contribue à mettre sur l'agenda politique les problèmes mis en avant par l'EZLN (transition démocratique, droit des indigènes, traité de libre-échange, etc.), elle aboutit à peu de résultats concrets.

---

[386] EZLN, « Les propositions de l'EZLN pour la Convention nationale démocratique », 27 juillet 1994, *¡Ya Basta !, vol. 1, op. cit.*, p. 358.

[387] Emiliano Zapata par la voix de Paulino Martínez, délégué zapatiste à la Souveraine Convention révolutionnaire, Aguascalientes, Mexique, 27 octobre 1914, cité in EZLN, « Deuxième déclaration de la jungle lacandone », 10 juin 1994, *¡Ya Basta !, vol. 1, op. cit.*, p. 283.

[388] EZLN, « Deuxième déclaration… », *op. cit.*, p. 291.

[389] CCRI-CG, « Les propositions de l'EZLN pour la Convention nationale démocratique », 27 juillet 1994, *¡Ya Basta !, vol. 1, op. cit.*, p. 358.

[390] Marcos S.-C., « l'EZLN salue… », *op. cit.*, p. 312-314.

[391] Marcos S.-C., « Appel au groupe Santa Julia », *¡Ya Basta !, vol. 1, op. cit.*, p. 352. Pour une analyse stimulante de cette référence historique des Néozapatiste à la Convention Nationale Démocratique des Zapatistes durant la révolution mexicaine, voir Héau-Lambert C., Rajchenberg E., « 1914-1994 : Dos convenciones en la historia contemporánea de México », *Revista Chiapas*, 1, 1995.

Pendant l'année 1994 une grande confusion règne au Chiapas. Les Néozapatistes occupent une zone « libérée » dont le centre stratégique se trouve dans le village de Guadalupe Tepeyac. L'armée se déploie progressivement pour les encercler, alors qu'un gouvernement parallèle du Chiapas soutenu par les Néozapatistes est mis en place à la suite d'élections que ces derniers jugent frauduleuses. En décembre 1994, l'EZLN lance une nouvelle opération, mais sans tirer de coup de feu, pour briser l'encerclement militaire, et investit des dizaines de nouvelles communes du Chiapas, en contournant les barrages grâce à sa connaissance du terrain.

La tentative de réunir les forces de la « société civile » est renouvelée dans la « Troisième déclaration » publiée le 1er janvier 1995, qui met davantage l'accent, cette fois, sur les revendications indigènes du mouvement et propose la création d'un Mouvement de Libération Nationale (MLN)[392]. Une opération militaire visant à démanteler l'EZLN interrompt le dialogue le 9 février.

Durant cette période, les Néozapatistes étendent leurs réseaux nationaux de soutien. Ils cherchent notamment l'appui du principal parti de l'opposition de gauche, le Parti de la Révolution Démocratique (PRD). Sa direction marque cependant de plus en plus ses distances avec l'EZLN à partir de 1997 : après l'élection de son candidat Cuauhtémoc Cárdenas à la mairie de Mexico (pour la première fois au suffrage universel), le PRD s'engage davantage dans la lutte électorale, à laquelle les Néozapatistes ne souhaitent pas participer. C'est dans ce contexte qu'une organisation politique, le Front Zapatiste de Libération Nationale (FZLN) est créée suite à la publication de la « Quatrième déclaration » le 1er janvier 1996. L'EZLN développe également ses réseaux de soutien internationaux, en multipliant les déclarations aux « peuples du monde » (« Première Déclaration de la Realidad », 1/1/1996) et en organisant une série de rencontres « contre le néolibéralisme et pour l'humanité » (juillet 1996). Entre-temps, les négociations avec le gouvernement aboutissent en février 1996 aux accords dits de San Andrés, qui reconnaissent officiellement le droit à l'autodétermination indigène[393].

Cependant, les communautés néozapatistes font face localement à une stratégie de militarisation et de paramilitarisation de la part des autorités mexicaines, qui accentue les difficultés de mise en place de l'autonomie[394]. Le point d'orgue de cette stratégie répressive

---

[392] Le 12 avril 1994, L'EZLN publie un communiqué exigeant « une représentation indigène au Parlement », suite à la publication le 8 avril d'une « proposition politique des organisations indigènes du Mexique », qui demande 10 % de représentants indigènes dans les chambres fédérales, c'est-à-dire le Parlement et le Sénat (EZLN, « Pour une représentation indigène au Parlement », 12 avril 1994, *¡Ya Basta !, vol. 1, op. cit*., p. 239-240).

[393] Pour une mise en perspective des mouvements indigènes au Mexique et une analyse minutieuse de ces accords, voir Velasco Cruz S., « El movimiento indígena mexicano y los Acuerdos de San Andrés », *El movimiento indígena y la autonomía en México*, Mexico, UNAM, 2003, p. 145-171.

[394] La militarisation se traduit par l'implantation de postes militaires et policiers autour de la zone de conflit et la multiplication des opérations répressives des forces de l'ordre. Des opérations de destruction doublées de violences physiques sont menées dans les municipes autonomes néozapatistes par des soldats, des policiers de la sécurité publique et des agents de l'Institut National d'Immigration. Au cours de ces opérations, environ 150 observateurs étrangers sont expulsés. Dans le même temps, les groupes paramilitaires et leurs actions violentes se multiplient. Ces groupes se sont formés autour de mars-avril 1995 dans la zone nord du Chiapas, en pleine reprise des négociations entre les Néozapatistes et le gouvernement. Leur apparition vient probablement d'une décision de l'armée, qui n'est pas parvenue à mettre la main sur la direction politico-militaire de l'EZLN lors de l'intervention de février, et souhaite mobiliser les soutiens dont elle bénéficie dans la société chiapanèque. Les premières dénonciations de violations des droits de l'homme par ces groupes paramilitaires parviennent à la

est le massacre de quarante-cinq indigènes, la plupart des femmes et des enfants, opéré le 22 décembre 1997 dans la communauté indigène d'Acteal, par un groupe paramilitaire soupçonné d'être financé par le PRI. Les membres de cette communauté sont des sympathisants de l'EZLN, mais ont cependant exprimé leur opposition à la stratégie de lutte armée. Une partie des « observateurs internationaux pour la paix » présents dans les communautés indigènes est expulsée par les autorités mexicaines en 1998. Le mouvement annonce qu'il se replie dans le silence pour dénoncer, sourdement, la « perfidie » du gouvernement[395]. Il n'en sort que provisoirement en mars 1999 : l'EZLN lance alors au Mexique une « consultation nationale » (*consulta*) afin de mesurer le niveau de soutien des Mexicains à leur proposition de réforme de la Constitution, reconnaissant les droits et la culture indigènes, que le gouvernement refuse de mettre en place malgré les Accords de San Andrés. La proposition néozapatiste est rédigée par des parlementaires membres de la Cocopa (la Commission de Condorde et de Pacification), issus de différents partis politiques. 2,5 millions de personnes participent à cette consultation nationale, dont 500 000 au Chiapas. Marcos apparaît en public pour la première fois depuis deux ans[396].

En 2000, au lendemain de l'élection du candidat de Vicente Fox, qui représente la première alternance politique depuis les années 1930, l'EZLN accepte de reprendre les négociations avec le nouveau gouvernement, issu de l'opposition de droite (Parti d'Action Nationale, PAN). Ce dernier a promis durant sa campagne électorale de classer le dossier du Chiapas « *en moins de quinze minutes* ». Une marche du Chiapas à Mexico est organisée en mars 2001 par une délégation néozapatiste, dans le but d'inscrire la reconnaissance des droits indigènes dans la Constitution nationale. Une foule de 250 000 personnes se réunit sur la place centrale du Zócalo à Mexico pour célébrer leur arrivée. Une délégation est alors reçue au Congrès de la République[397]. Cependant, le texte initialement proposé est ensuite modifié, et sa nouvelle version jugée inacceptable par les représentants de l'EZLN, car elle trahit selon eux l'esprit des pourparlers sur la question de l'autonomie indigène. Une nouvelle phase de silence et de réorganisation des communautés s'ouvre chez les Néozapatistes[398].

---

presse nationale et internationale en avril 1995. Selon un calcul du CIEPAC, dix-sept groupes paramilitaires peuvent être recensés sur la période 1994-2006, dont le plus connu, soupçonné d'avoir perpétré le massacre d'Acteal, a pour nom *Desarrollo, Paz y Justicia*. Avant ce massacre, les affrontements entre les groupes paramilitaires et l'EZLN avaient causé la mort de 129 personnes. Ces affrontements provoquent le déplacement d'environ 21 000 personnes. C'est en raison de cette stratégie de militarisation et de paramilitarisation du conflit que l'EZLN suspend les négociations de la phase 3 des accords de San Andrés, le 2 septembre 1996 (Hidalgo Dominguez O., « 1996-1997 : la estrategía paramilitar y sus efectos », *Tras los pasos… op. cit.*, p. 37-61).

[395] Sur le massacre d'Acteal, voir le documentaire Mendoza C., Marina V., *Acteal : Estrategía de Muerte*, Mexico, Canal 6 de Julio, 1998. Sur le silence des Zapatistes après ce massacre : Promedios, *El silencio de los Zapatistas*, Mexique, Promedios, 2001.

[396] Duterme B., Le Bot Y. « Le néozapatisme… », *op. cit*.

[397] Sur la *Marcha del color de la tierra*, voir les communiqués de l'EZLN sélectionnés et traduits in Blanc J., Le Bot Y., Hockenghem J., Solis R., *La fragile Armada. La marche des zapatistes*, Paris, Métaillé, 2001. Une interview du rédacteur en chef du *Monde Diplomatique* avec Marcos éclaire les enjeux de cette marche : Ramonet I.., Marcos S.-C. *La dignité… op. cit.*. Sur la période 2000-2001, les chroniques d'un journaliste américain, fin connaisseur du mouvement néozapatiste, ont été regroupées in Ross J., « The Time of the Fox », *¡Zapatistas! Making Another World Possible. Chronicles of Resistance 2000-2006*, New York, Nation Books, 2006, p. 17-164.

[398] Ce silence est relatif. Ainsi, une série de communiqués du Sous-Commandant Marcos est publiée fin 2002-début 2003, dans lesquels il prend partie dans le conflit basque. Ces prises de position sont critiquées aussi bien dans ses rangs que chez les opposants de l'EZLN (voir Ediciones Piratas, *¡Me Cago en la Monarquía !*, San Cristóbal de las Casas, Chiapas, México, janvier 2003).

Autonomie : la construction d'une utopie communautaire (2001-2006)

Après ce qu'ils considèrent être un refus de l'ensemble de la classe politique mexicaine d'accéder à leurs revendications (fermeture de la structure des opportunités politiques), les Néozapatistes entrent dans une troisième phase. En réponse au refus du gouvernement d'appliquer les accords de San Andrés, la décision est prise de construire une autonomie *de facto* dans les communautés. La construction de l'autonomie avait déjà commencé en 1996 dans les *Aguascalientes* après la signature des Accords de San Andrés. Mais, en août 2003, un système d'auto-gouvernement est organisé autour de cinq *Caracoles* (Escargots) qui accueillent des « Conseils de Bon Gouvernement » (*Juntas de Buen Gobierno*)[399], gérant les « communautés autonomes rebelles zapatistes » (*Municipios Autónomos Rebeldes Zapatistas*, MAREZ). Les communautés doivent fonctionner sur le principe « commander en obéissant » (*mandar obedeciendo*), selon lequel « le peuple commande et les dirigeants obéissent »[400]. Les Conseils sont organisés selon un système horizontal de délibération, et la rotation régulière des membres des communautés siégeant dans les *Juntas* entend éviter le contrôle des instances décisionnelles par une minorité. Selon un observateur, l'autonomie néozapatiste ne se veut « *ni seulement ni principalement un projet politique, mais bien un processus de création autogérée de la vie sociale dans ces communautés* », qui a pour but de « *construire les conditions matérielles de la résistance* », selon l'expression de Marcos. Ces structures doivent gérer de multiples aspects de la vie des communautés : politiques, administratifs, sécuritaires, judiciaires, ainsi que des questions de santé, d'éducation ou la production, et la commercialisation de produits issus d'un système de coopératives. Selon un texte de Marcos, les cinq Caracoles se subdivisent en 29 municipalités autonomes, regroupant un total de 2222 villages, soit environ 100.000 personnes[401]. Ce chiffre est à considérer avec prudence. D'après un rapport du Gouvernement de l'Etat du Chiapas du 12 novembre 2003 (à considérer également avec prudence), il existerait seulement 570 communautés néozapatistes dans l'Etat. Le document indique qu'aucun chiffre n'est disponible sur la population de ces communautés[402]. L'EZLN sollicite l'appui de la « société civile » nationale et internationale autour du projet d'autonomie en lançant le 1er janvier 2004, à l'occasion des dix ans du

[399] Sur la conception néozapatiste de l'autonomie, voir Ornelas Bernal R., *L'autonomie, axe de la résistance zapatiste. Du soulèvement armé à la naissance des Caracoles*, Paris, Rue des Cascades, Les Livres de la Jungle, 2007, ainsi que Baschet J., « Autonomie des lieux et nouvel universalisme », in *La rébellion… op. cit*., p. 204-264. Sur la mise en place concrète de l'autonomie dans les communautés néozapatistes, voir Ross J., « The Time of Autonomy », *¡Zapatistas!... op. cit*., p. 165-297, Casanova P. G., « Les "escargots" zapatistes », in *Contre-temps*, « L'Amérique latine rebelle. Contre l'ordre impérial », Paris, Textuel, 10, mai 2004, p. 158-165. Des documentaires réalisés par les néozapatistes sur la construction de l'autonomie sont disponibles sous-titrés en français : Promedios, *Caracoles. Les nouveaux chemins de la résistance*, Chiapas, Mexique, Promedios A.C., Caracoles II, III, IV et V, 2003.

[400] Comme le résume un politologue mexicain, compagnon de route des Néozapatistes, ce principe consiste à « renouveler les notions d'auto-gouvernement de la société civile, dynamisée par une démocratie participative, capable de contrôler ses représentants » (Casanova P. G., « Les escargots… », *op. cit*., p. 160.

[401] Ross, J., *¡Zapatistas!... op. cit*., p. 194.

[402] Gobierno del Estado de Chiapas-Secretaría de Gobierno, *EZLN. Caracoles y Juntas de Buen Gobierno*, Rapport, 12 novembre 2003, p. 3. On peut souligner également qu'en l'absence de toute donnée sur l'utilisation de l'aide internationale reçue par les communautés néozapatistes, il est difficile de mesurer le niveau réel « d'autonomie » sur un plan économique.

soulèvement de 1994 et des vingt ans d'existence de l'EZLN, une campagne intitulée « 20 & 10 »[403].

Une nouvelle étape dans la construction de l'autonomie est annoncée en 2005-2006. En juillet 2005, une déclaration néozapatiste relance ses ambitions de transformation du système politique national. Le maintien de cette ambition de changer le système politique mexicain s'était déjà exprimé lors de la publication d'un document intitulé *Plan La Realidad-Tijuana* le 9 août 2003 : il ne s'agit plus de changer le système politique « par le haut », en renversant le gouvernement en place, mais de rallier l'ensemble des groupes marginaux et opprimés « de gauche » à un projet alternatif de nation « par le bas » (*abajo a la izquierda*). Dans la continuité de cette déclaration, l'EZLN organise en 2006 une « campagne non-électorale » à travers tout le Mexique, appelée L'Autre Campagne (*La Otra Campaña*). Ce tour politique, mené par Marcos rebaptisé « Délégué Zéro » (*Delegado Zero*), vise à dénoncer l'enfermement des élites politiques sur elles-mêmes et construire des alternatives sociales et politiques auprès de tous les exclus[404]. Au cours de la tournée, les Néozapatistes apportent leur soutien à des mouvements sociaux victimes d'une sévère répression policière, l'un à Atenco (contre la construction d'un aéroport international sur les terres communales)[405], l'autre à Oaxaca (grève d'instituteurs qui s'étend à d'autres secteurs de la population)[406]. En fin d'année est organisée une rencontre internationale, à l'occasion des treize ans du soulèvement armé, qui réunit entre 6000 et 7000 personnes au Chiapas[407].

La « non-violence armée » : note sur le répertoire d'action collective néozapatiste

Pour terminer cette analyse du processus de construction des stratégies politiques de l'EZLN, on peut remarquer la transformation substantielle de son répertoire d'action collective entre 1994 (lutte armée) et 2003 (construction de l'autonomie indigène)[408]. Le graphique page suivante offre une illustration visuelle de cette évolution. Il permet également d'observer une diminution globale du niveau d'activité des Néozapatiste au Chiapas.

---

[403] Duncan E., « Analysis, EZLN 20 and 10 », *Casa Collective*, 2003, http://www.casacollective.org/story/analysis/analysis-ezln-20-and-10

[404] Sur la Sixième déclaration de la forêt lacandone et l'Autre Campagne, voir Marcos, S.-C., *The Other Campain. La Otra Campaña*, Bilingual edition Español & English, San Francisco, Open Media Series, City Lights, 2006, Ross J., « The Time to Move On », *¡Zapatistas!... op. cit.*, p. 299-374.

[405] Sur le conflit à San Salvador Atenco, voir Treil A., *San Salvador de Atenco : disparador de conciencia*, mémoire M1, IEP de Rennes, 2010, ainsi que les documentaires Promedios & Canalseisdejulio, *Atenco 2006 : briser le silence*, Mexique, 2006.

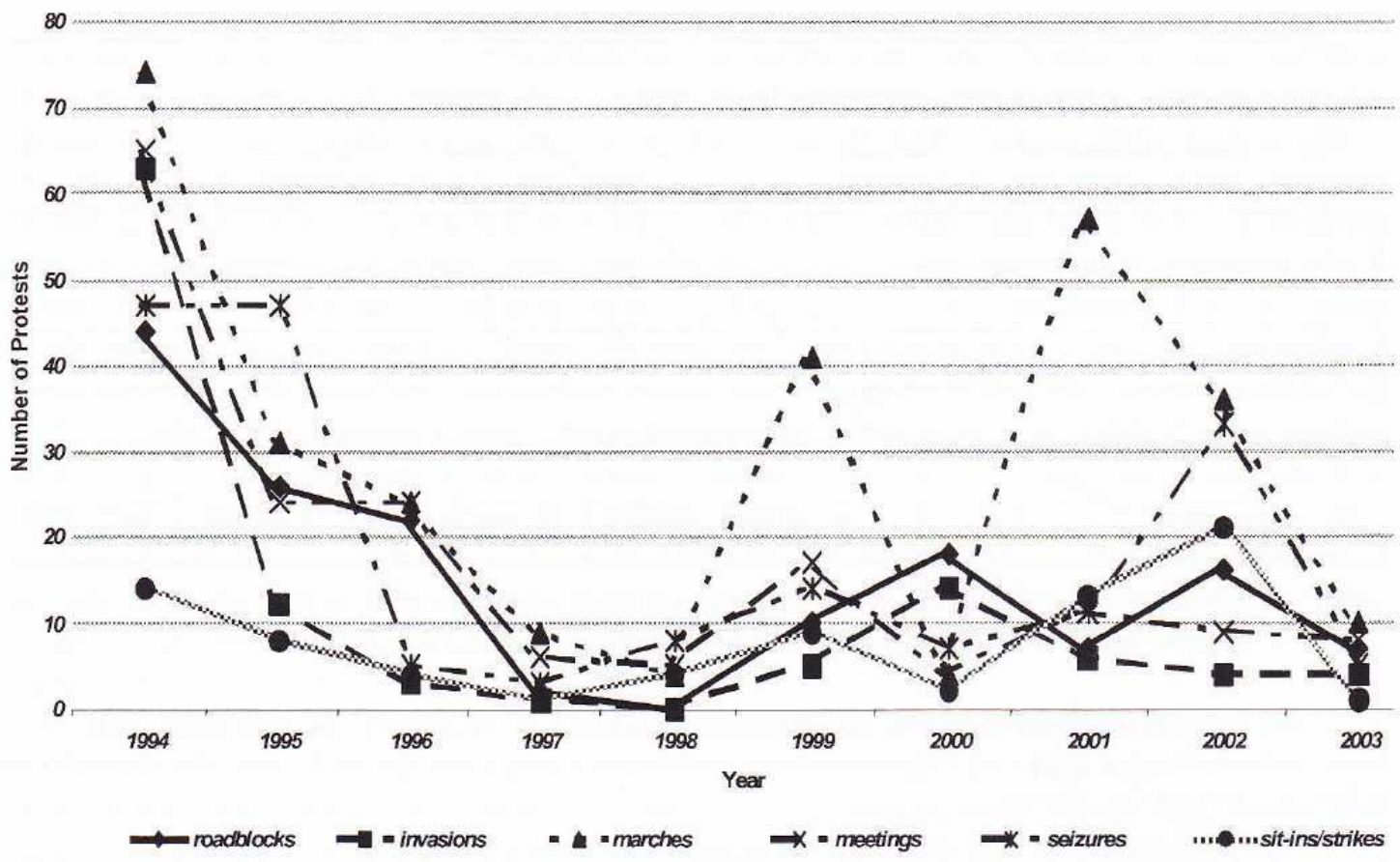
[406] Sur des témoignages et analyses du soulèvement d'Oaxaca, par des acteurs du mouvement, voir Lapierre G., *La Commune d'Oaxaca. Chroniques et considérations*, Paris, Rue des Cascades, 2008, Esteva G., Valencia R., Venegas D., *Cuando hasta las piedras se levantan. Oaxaca, México, 2006*, GEMSAL, Universalismo Pequeno, 3, 2008, Dell'Umbria A., « La guelaguetza d'Oaxaca », in *Echos du Mexique indien et rebelle*, Paris, Rue des Cascades, 2010, p. 5-38, Esteva G., *Oaxaca : Más Alla de la insureccion. Crónica de un movimiento de movimientos (2006-2007)*, Oaxaca, Ediciones ¡Basta!, 2009.

[407] Sur cet événement, voir Pleyers G., « La première rencontre des peuples zapatistes avec les peuples du monde », *Risal.info*, 11 février 2007.

[408] Les opposants des Néozapatistes dénoncent en effet les violences et délits qui seraient commis régulièrement par les militants de l'EZLN : homicides, vols, blessures, fraude, dommages, abus sexuels, trafic de drogue et d'armes (Gobierno del Estado de Chiapas-Secretaría de Gobierno, *EZLN…op. cit.*). De leur côté, les Néozapatistes analysent comme une stratégie de « guerre de basse intensité » les actions menées localement par le gouvernement, l'armée, les groupes paramilitaires, ainsi que la propagande orchestrée dans les médias pour les discréditer.

LE REPERTOIRE D'ACTION COLLECTIVE DE l'EZLN (1994-2003)

Une étude de María Inclán[409] fournit une illustration visuelle du déclin relatif du niveau d'activité des militants néozapatistes au Chiapas entre 1994 et 2003, comme l'indique la courbe ci-dessous. L'auteur a calculé, à partir du quotidien national mexicain *La Jornada*, le nombre d'actions protestataires au Chiapas, en distinguant cinq types d'actions : les blocages de routes (*roadblocks*), les invasions de champs (*invasions*), les manifestations (*marches*), les meetings (*meetings*), les expropriations (*seizures*), les sit-in et grèves (*sit-in/strikes*)



[409] Inclán M., « Sliding Doors… », *op. cit.*

Le tableau ci-dessous présente un récapitulatif des trois grands cycles de mobilisation du Néozapatisme au Chiapas, présentés dans cette section, entre la formation de l'EZLN en 1983 et la fin de l'Autre Campagne en 2006. Les principales idées-forces qui dominent le cadre de mobilisation sont distinguées à chaque fois : révolution (1983-1994), démocratie (1994-2001), autonomie (2001-2006).

Les trois cycles de la mobilisation néozapatiste (1983-2006)

1. REVOLUTION	**(1983-1994)**	1980-1983	Sélection des guérillas urbaines pour former l'EZLN
		1983	Implantation du FLN au Chiapas, création le 17 novembre de l'EZLN
		1984-1985	Apprentissage de la vie dans la jungle
		1985-1990	Premiers contacts avec communautés indigènes et recrutement. Expansion de l'organisation
		1990-1992	Expansion explosive avec dégradation des conditions politiques et économiques des communautés au début des années 1990
		1993	Préparation de la guerre dans les communautés de base de l'EZLN,
		Fin 1993	Préparatifs finaux de la guerre
		Début 1994	Soulèvement armé le 1er janvier. Première déclaration de la forêt Lacandone. Cessez-le-feu le 12 janvier
2. DEMOCRATIE	**(1994-2001)**	1994	Négociations avec le gouvernement (février/mars). Deuxième déclaration (juin). Convention nationale démocratique (août). Prise de nouvelles municipalités (décembre)
		1995	Troisième déclaration (janvier). Opération militaire contre les bases zapatistes (février). Poursuite des négociations de paix
		1996	Quatrième déclaration (janvier) Accords de San Andrés (février). Rencontres continentales (avril) puis intercontinentale (juillet) pour l'humanité et contre le néolibéralisme
		1997	Massacre d'Acteal (22 décembre)
		1998	Cinquième déclaration (juillet). Silence
		1999	Consultation nationale 2,5 millions de réponses
		2000	Déclaration néozapatiste invitant à une reprise du dialogue avec le gouvernement suite à la victoire de Vicente Fox (PAN)
		2001	Marche sur México pour la dignité indigène
3. AUTONOMIE	**(2001-2007)**	2002	Silence relatif. Prises de position de Marcos sur le conflit basque
		2003	Naissance des *Caracoles* et des Conseils de Bon Gouvernement – Plan La Realidad-Tijuana (9 août)
		2004	Campagne 20 & 10 (1er janvier)
		2005	Sixième déclaration de la forêt lacandone
		2006	Autre Campagne (janvier). Soutien aux mobilisations d'Atenco (mai) et Oaxaca (juillet-novembre). Rencontre internationale au Chiapas (décembre 2006/janvier 2007).

B/ Les intellectuels et universitaires dans les luttes politique de classement du néozapatisme

Pour saisir pleinement la dimension construite des représentations collectives du mouvement néozapatiste, et les effets de légitimation ou de délégitimation du mouvement produites par ces représentations, les deux points suivants proposent une réflexion sur le rôle d'intellectuels de gauche et d'universitaires dans la construction d'une image favorable des insurgés. Comme le suggère Clifford Bob dans son étude sur l'essor international du néozapatisme, ces derniers ont en effet joué un rôle de *matchmakers* dans les luttes de légitimation nationale et internationale menées par le mouvement[410].

Un classeur inclassable : la thèse de l'indéfinition du mouvement et ses bénéfices symboliques

Depuis le 1er janvier 1994, le mouvement néozapatiste est l'objet de multiples « luttes de classement »[411] de la part d'observateurs et de commentateurs variés, qu'ils soient journalistes, militaires, experts en contre-insurrection, professionnels d'ONG, travailleurs sociaux, acteurs politiques, hommes d'Eglise, ou universitaires[412]. L'Armée Zapatiste de Libération Nationale est-elle, comme l'affirment les représentants du gouvernement, l'armée, ou les opposants locaux réunis dans le groupe des *Coletos Auténticos*, une guérilla marxiste-léniniste classique, organisée clandestinement autour de strictes hiérarchies militaires, dans laquelle une poignée de révolutionnaires professionnels, venus de l'étranger, est parvenue, avec l'aide des « prêtres rouges » de l'Eglise locale, à recruter des marginaux déracinés, pas toujours très attachés aux traditions indigènes, et à les convaincre par une série de manipulations habiles, de la nécessité et de la possibilité d'une « libération nationale » par la voie armée, qui viserait le renversement du gouvernement central ? Ou bien le mouvement néozapatiste est-il, comme le soutiennent les sympathisants de l'EZLN, cette organisation populaire sans précédent ni équivalent, composée de paysans indigènes, issus de communautés pauvres du Chiapas, opprimés par le système politique et économique néolibéral, qui décident de prendre les armes pour se faire entendre, de s'auto-organiser et de revendiquer, dans une utopie en acte qui ne peut se réaliser pleinement qu'au sein d'un Etat-nation démocratique, l'identité indigène, la participation et l'autonomie, l'égalité homme-femme, le respect de la nature, et un monde plus respectueux et solidaire ?

Les Néozapatistes, ou du moins leurs représentants, ont généralement répondu aux exégèses savantes dont ils étaient l'objet en se classant comme inclassables, avec ce sens du

[410] Pour rappel, chez C. Bob les *matchmakers sont* des acteurs tels que des missionnaires ou des universitaires qui peuvent assurer un mouvement de leur soutien et lui apporter leur crédit, ce qui peut avoir des conséquences sur la décision des *gatekeepers* (Bob C., *The Marketing… op. cit*., p. 19).

[411] Les luttes de classement renvoient au travail de représentation des groupes sociaux qui construisent des catégories de perception et d'évaluation d'eux-mêmes et des autres agents, visant à « imposer leur vision des divisions du monde social et de leur position dans ce monde » (Bourdieu P., « Espace social et genèse des 'classes' », in *Langage… op. cit*., p. 307).

[412] La diversité des points de vue qui s'expriment en 1994-1995 dans l'espace public mexicain est dépeinte avec précision in Flores G., « Voces y susurros » *La seducción… op. cit*.

paradoxe qui caractérise les écrits du « Sous-Commandant Marcos ». A la question sérieuse que lui pose le sociologue français Yvon Le Bot en 1996 sur la définition du néozapatisme (« *pas seulement un mouvement social, plus une guérilla orthodoxe, pas non plus un parti politique, on peut dire que vous êtes un mouvement politique sans être rien de tout ça… ?* »), Marcos répond de façon iconoclaste : « *nous, on dit qu'on est un joyeux bordel !* »[413]. Cette rationalisation pratique du modèle de l'anarchie organisée, qui conduit à une définition du néozapatisme par son indéfinition, est reprise en 1999 par le même sociologue, à son tour questionné sur le néozapatisme : « coller une étiquette sur les Zapatistes est une façon de les objectiver […]. Je préfère de pas les mettre en formule, ce serait une façon de les enfermer dans une case »[414]. On peut s'étonner d'une telle position chez un sociologue professionnel et s'interroger sur les raisons de ce refus de catégoriser l'objet. S'explique-t-il par le fait qu'il s'agit d'un mouvement radicalement nouveau dont l'unique étiquette acceptable serait celle « d'objet politique non identifié »[415] ? Ou bien ce sentiment de « jamais vu » résulte-t-il de la réaction d'un observateur complaisant face à un « phénomène stupéfiant »[416] ?

Cette thèse de l'indéfinition est en cohérence avec les valeurs de tolérance et d'inclusion défendues dans le discours néozapatiste. Elle reflète également son caractère expérimental et un principe revendiqué d'incertitude, que résume la formule « marcher en questionnant » (*caminar preguntando*). Pour Alex Khasnabish, un sociologue et anthropologue canadien proche de la gauche radicale, « le néozapatisme n'est pas une idéologie cohérente ; ce n'est pas un ensemble codifié de règles absolues, une plateforme, ou une ligne de parti à laquelle on pourrait adhérer […]. Marcos a appelé le Néozapatisme une 'intuition' »[417]. Il souligne que, dès le départ le mouvement refuse tout avant-gardisme et ne suit pas dans sa genèse une « pure trajectoire révolutionnaire ». En effet, une place centrale est théoriquement accordée à la démocratie directe, à l'égalité entre les hommes et les femmes[418], et un rapport au pouvoir qui vise à « changer le monde sans prendre le pouvoir » en développant les principes d'autonomie, d'ouverture, de liberté et de justice. Le succès du néozapatisme s'expliquerait ainsi par son *ethos* d'ouverture, et la mise en avant d'un anti-dogmatisme corrélée à une pratique concrète.

Selon Jérôme Baschet « l'indéfinition est la vertu d'un mouvement qui veut être un processus permanent d'auto-transformation »[419]. Cet auteur montre cependant que le discours idéologique de l'EZLN s'est transformé, depuis sa création en 1983. Au départ, le mouvement

---

[413] Le Bot Y., Marcos S.-C., *Le rêve… op. cit*., p. 240.
[414] Duterme B., « 'Le néozapatisme… », *op. cit.*
[415] Le jeu de mots « objets politiques non identifiés » (OPNI) renvoie à deux perspectives de recherches complémentaires « l'étude de pratiques culturelles, et de produits issus de ces pratiques […] dont les visées ne sont pas explicitement politiques, ou de pratiques et de produits politiques saisis autrement que dans leur rapport immédiat à l'officiel du politique » (Constant-Martin D. (dir.), *Sur la piste des OPNI (Objets politiques non identifiés)*, Paris, Karthala, col. Recherches Internationales, 2002, p. 16).
[416] Ce terme désigne une situation où « quelque chose se produit ou doit se produire qui amène les observateurs à remettre en cause leur approche générale du cours du monde » (Goffman E., *Les cadres… op. cit*., p. 37).
[417] Khasnabish A., « 'Everything for everyone, nothing for ourselves'. Zapatismo as Political Philosophy and Political Practice », in *Zapatistas… op. cit.*, p. 62-95.
[418] Cet aspect constitue une des grandes originalités de l'EZLN dans l'histoire des mouvements révolutionnaires (voir EZLN, « Loi révolutionnaire sur les femmes », in *¡Ya Basta !, vol. 1… op. cit*., p. 36-37)
[419] Baschet J., « Une critique en acte des révolutions passées », in *La rébellion… op. cit*., p. 49-99.

est dominé par les idées classiques de la gauche révolutionnaire, en particulièrement le castro-guévarisme et le marxisme-léninisme. Mais, à partir de 1985-1987, le mouvement aurait intégré progressivement des éléments de la culture indigène, au contact des communautés autochtones du Chiapas, et de militants de la théologie de la libération. Le néozapatisme serait ainsi une « critique en acte des révolutions passées ». La première critique s'adresse au guévarisme. Les Néozapatistes refusent l'idée selon laquelle les indigènes seraient incapables de s'organiser sans l'appui d'une avant-garde éduquée et politisée. Ils prennent également leurs distances avec la stratégie du « foyer révolutionnaire » (*foco*) qui mise davantage sur l'organisation militaire que sur l'organisation politique[420]. La seconde critique s'adresse au léninisme. Les Néozapatistes ne se donnent pas pour objectif la prise du pouvoir d'Etat et refusent la définition du parti prolétarien comme avant-garde ainsi que le concept de dictature du prolétariat. Enfin, la conception néozapatiste de la révolution prend certaines distances avec le marxisme parce que ce dernier reposerait sur une croyance messianique en l'inéluctabilité du « grand soir ». La révolution néozapatiste serait davantage « une révolution qui rend possible les révolutions », autrement dit un mouvement « à partir de » et non d'un « mouvement vers ». Jérôme Baschet souligne néanmoins les limites de cette indéfinition, notamment les risques d'une contradiction croissante entre le néozapatisme militaire, incarné par l'EZLN, et le néozapatisme civil, incarné par les communautés autonomes, le FZLN et les soutiens extérieurs au mouvement. On en verra un exemple très concret dans le chapitre 5, lorsque nous étudierons les conditions dans lesquelles l'EZLN s'est installé sur le campus de l'Ecole Nationale d'Histoire et d'Anthropologie, à Mexico, lors de la marche indigène de mars 2001 : le décalage entre les mesures drastiques de sécurité imposées par le commandement militaire, et les compétences en la matière des enseignants et étudiants, s'est alors manifesté de façon particulièrement concrète[421].

De telles définitions comportent néanmoins certaines limites sur un plan sociologique, dans la mesure où elles tendent à faire de l'idéologie une variable indépendante. Elles tiennent ainsi faiblement compte du *travail politique* dont le cadre de mobilisation néozapatiste est le produit et des facteurs extérieurs (en particulier les interactions avec d'autres groupes) permettant de rendre compte de ce processus de construction. Ces définitions tendent ainsi à occulter le fait que la thèse de l'indéfinition est mobilisée par les Néozapatistes eux-mêmes, dont Marcos, qui use de la malléabilité de l'image du néozapatisme comme d'un instrument d'accumulation de capital politique auprès de groupes de soutiens variés. Comme le souligne Bernard Duterme, « c'est un mouvement briseur d'encerclements et rompu au refus des réductions, un mouvement qui fait preuve d'un art consommé du dépassement »[422]. La stratégie consistant à laisser ses idées dans une indéfinition relative pourrait apparaître de prime abord comme une source de faiblesse dans un espace politique national où l'occupation

[420] Sur la conception guévariste de la guerre de guérilla, voir Vayssière P., « L'échec des guérillas castro-guévaristes », in *Les Révolutions d'Amérique latine*, Paris, Le Seuil, 2001, p. 173-188, ainsi que l'ouvrage classique : Debray R., *Révolution dans la révolution. Lutte armée et lutte politique en Amérique latine*, Paris, Maspéro, Cahiers Libres, 98, 1967.
[421] Serch S., Imuris V., entretien, 2006.
[422] Duterme B., « 'Le néozapatisme… », *op. cit.*

d'une position, même dominée, structure des prises de position. Cependant, elle permet premièrement au mouvement de se distinguer et de s'immuniser en partie contre les discours convenus des professionnels de la politique, y compris une certaine « langue de bois » révolutionnaire. Cette stratégie permet en retour d'accumuler un capital de sympathie, auprès d'une grande variété de sympathisants locaux, nationaux et internationaux – y compris des chercheurs universitaires[423]. A l'égard de cette clientèle militante hétérogène, une définition trop précise de la cause néozapatiste présenterait des menaces de rupture de consensus dans les réseaux de soutien. Les luttes pour l'imposition d'une définition légitime du néozapatisme sont ainsi parties intégrantes de la dynamique de structuration de son capital réputationnel, fondé sur le nécessaire maintien d'une indéfinition relative. A ce titre, les productions savantes qui, paradoxalement, naturalisent la thèse de l'indéfinition, participent indirectement de cette définition.

Cette approche comporte une deuxième limite. Bien que prenant en compte la construction diachronique du discours néozapatiste, notamment la montée en puissance progressive du thème de la lutte contre le néolibéralisme, elle semble attribuer ces changements essentiellement à des facteurs endogènes. La thèse reprend alors indirectement l'analyse proposée par Marcos de l'évolution du « cadre de mobilisation » néozapatiste :

> « Le discours zapatiste est très souple, ça lui a permis de tourner, mais aussi de déraper… Au fil du temps, on a incorporé d'autres éléments. Le discours zapatiste de janvier-février 1994, au moment où on se lance au dialogue de la cathédrale, est différent de celui qui apparaît à la Convention [été 1994], ça change encore après la trahison de 1995 [offensive militaire de février], puis au moment de la Consultation nationale et internationale [1996], et c'est encore autre chose dans les contacts internationaux, avec les gens des campements de la paix ou des personnalités internationales. Le langage du néozapatisme devient de plus en plus dense, plus difficile à contrôler, comme s'il y avait, derrière le discours, une logique qui l'entraîne »[424].

On peut se demander dans quelle mesure le mouvement néozapatiste, qui, comme tout agent politique, effectue constamment des opérations de classement, de reclassement et de déclassement des groupes qui entrent en relation avec lui (le « mauvais gouvernement » contre « la société civile » par exemple), n'a pas intérêt à se poser comme un classeur inclassable, en partie pour euphémiser les conflits internes et externes qui le structurent, et en partie pour compenser la faiblesse politique par l'originalité des idées.

Un duopole académique : la normativité des luttes entre post-matérialistes et marxistes

Les travaux universitaires consacrés au néozapatisme se polarisent autour de quatre enjeux principaux : leurs répertoires d'action collective ; leur rapport à l'Etat et à la politique institutionnelle ; les valeurs et revendications portées par le mouvement ; l'identité des insurgés et la forme de leur organisation ; le rôle joué par ses réseaux de soutiens nationaux et

[423] Cette thèse, défendue par Andres Oppenheimer est contestée par Alex Khasnabish. On peut cependant se demander si la position de ce dernier ne relève pas davantage de la proximité de l'auteur aux idées du mouvement, dont il reprend dans ses analyses l'essentiel des cadres de mobilisation (Oppenheimer A., « Guerillas in the Midst », in Hayde T., *The Zapatista Reader*, New York, Thunder's Mouth Press, 2002, cité in Khasnabish A., *Zapatistas… op. cit.*).
[424] Le Bot Y., Marcos S.-C., *Le rêve…, op. cit.*

internationaux. Ainsi, le mouvement néozapatiste peut être analysé comme un mouvement principalement paysan si l'on considère sa composition, sa structure et ses revendications[425], ou comme un mouvement essentiellement indigène, si l'on s'en tient aux résultats politiques de sa lutte[426]. Mais la question dominante dans les études qui lui sont consacrées semble davantage d'évaluer sa dimension novatrice, une problématique n'évitant pas le double écueil du « jamais vu » et du « toujours ainsi ».

Bernard Duterme distingue ainsi deux courants dominants dans l'analyse universitaire du mouvement néozapatiste[427]. Le premier courant s'inscrit dans l'analyse des « nouveaux mouvements sociaux » (NMS), et insiste sur le caractère profondément novateur d'un mouvement, parfois qualifié avec enthousiasme de « post-communiste » ou « post-moderne »[428]. Ainsi pour Yvon Le Bot, l'EZLN est une guérilla de paysans et non une guérilla de professionnels. Les deux axes des revendications néozapatistes seraient l'identité indigène et la démocratie, c'est-à-dire les droits sociaux et culturels et non des droits politiques et la prise de pouvoir[429]. Pour ces analystes, il faut prendre au sérieux les discours du mouvement sur son identité et celle de ses ennemis[430]. L'espagnol Manuel Castells, qui exprime sa sympathie envers les Néozapatistes, adopte une posture d'analyse phénoménologique : « il faut absolument comprendre les mouvements sociaux dans leurs propres termes : ils sont ce qu'ils disent qu'ils sont. Leurs pratiques (et d'abord leurs pratiques discursives) constituent leur autodéfinition »[431]. On peut cependant se demander dans quelle mesure l'abondante propagande néozapatiste ne contribue pas à submerger les observateurs sous les mots, au risque d'une confusion entre le sens que les acteurs donnent à leur action et leurs pratiques effectives. Si l'analyse doit « laisser parler les objets », pour reprendre une formule de la politiste française Cécile Péchu, la réduction des pratiques aux discours sur les pratiques est problématique. « Quand mon faire consiste à dire, demande Bourdieu, fais-je nécessairement ce que je dis ? »[432]. Une telle affirmation n'est valable qu'à la seule condition d'ajouter à l'explication les « conditions extérieures » des pratiques, précisément lorsqu'elles

---

[425] Aguilar Sanchez M., « La rébellion du Chiapas », in *Mouvements sociaux… op. cit.*, p. 91-96.

[426] Velasco Cruz S., « El movimiento indígena… », in *El Movimiento… op. cit.*, p. 145-171. L'auteur précise que « l'EZLN n'a pas surgi initialement comme un mouvement indigène en ce qui concerne ses demandes ».

[427] Duterme, B., « Quelles lunettes… », *op. cit.*

[428] Pour l'anecdote, les sociologues français du même laboratoire de recherche Alain Touraine et Yvon Le Bot se rendent au Chiapas à l'été 1996 lors de la réunion internationale néozapatiste, affichant ouvertement leur sympathie pour le mouvement. Pour une synthèse sur l'analyse des NMS depuis sa naissance dans les années 1960 voir Neveu E. *Sociologie… op. cit.* 2002, 66-74. Pour un aperçu des travaux de ce courant en Europe, voir notamment pour l'Italie Melucci A., « Société en changement et nouveaux mouvements sociaux », *Sociologie et Société*, 10/2, 1978, p. 37-53, pour l'Allemagne Offe C., « Challenging the boundaries of institutional politics: social movements since the 60's », in Maier (ed.), *Changing the boundaries of the political*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987, p. 63-91.

[429] Le Bot Y., « Le néozapatisme… », *op. cit.*

[430] Conformément à l'approche d'Alain Touraine qui distingue dans un mouvement social 1/ un principe d'identité, 2/ un principe d'opposition, 3/ un principe de totalité, c'est-à-dire un idéal, un modèle de société ou un objectif sociétal.

[431] Il ajoute cependant qu'il est nécessaire de corréler cette analyse de discours des mouvements sociaux avec celle des « processus sociaux auxquels ils sont associés », mais sans chercher à dévoiler la « vérité » de ces mouvements en révélant leurs « contradictions structurelles 'réelles' » (Castells M., « Les zapatistes du Mexique, première guérilla informationnelle », in *Le pouvoir de l'identité. L'ère de l'information* (1997), Paris, Fayard, 1999, p. 94-107).

[432] Bourdieu P., *Langage et pouvoir…, op. cit.*, p. 109. Il ne s'agit pas ici de dire que le « faire » des Néozapatistes consiste uniquement à « dire ».

sont pensées comme des contraintes exogènes, et non comme des conditions sociales intériorisées par les agents[433].

Le second courant d'analyse peut être qualifié de marxiste ou néomarxiste. Alors que les premiers insistent sur la nouveauté radicale du néozapatisme, et l'importance de son discours, les analystes marxistes insistent au contraire sur sa continuité avec des luttes passées, et l'importance des déterminismes structurels. On trouve ainsi, d'un côté, des théoriciens de la dépendance et du « système-monde capitaliste ». Ils analysent le Chiapas comme une périphérie dominée de l'économie-monde capitaliste, dont l'histoire actuelle doit être comprise au regard des cinq siècles d'exploitation qui ont suivi la destruction de la civilisation maya après l'arrivée des colons espagnols. Le mouvement néozapatiste apparaît à cet égard comme le précurseur d'un nouveau cycle de « mouvements anti-systémiques », qui succéderait à celui qui a suivi la « révolution mondiale » de 1968[434].

Cette explication par le temps long de l'histoire fonctionne comme une reprise savante du slogan néozapatiste : « *nous sommes le produit de 500 ans de lutte* ». De nombreuses études ont montré qu'une situation objective d'injustice ne conduisait pas mécaniquement à des actions collectives. La comparaison que propose Clifford Bob entre le soulèvement de l'EZLN en 1994 et celui d'un groupe révolutionnaire marxiste-léniniste de l'Etat du Guerrero en 1996 (*Ejercito Popular Revolucionario*, EPR) montre bien l'importance des relais organisationnels et du « *marketing* » de la rébellion néozapatiste dans son succès[435]. De plus, l'idée selon laquelle le Chiapas ne serait qu'un prolongement du centre capitaliste est discutée[436]. Le Chiapas est en effet un Etat où la réforme agraire qui favorise le système des terres communales (*ejidos*) au détriment des grandes propriétés foncières (*latifundios*) a atteint un stade plus avancé qu'ailleurs au Mexique[437]. Il s'agirait donc plutôt d'un modèle de « société duale », combinant des composantes modernes et traditionnelles, une domination locale et une économie d'enclave[438]. En ce sens, le soulèvement néozapatiste s'expliquerait davantage par des raisons conjoncturelles, notamment la remise en question du système de l'*ejido* en 1992, par la révision de l'article 27 de la Constitution mexicaine, ainsi que par une série de revers économiques subis localement par les paysans dans les années qui précèdent le 1er janvier 1994.

Bernard Duterme n'inclut pas dans son analyse les études qui s'inscrivent dans le courant anarchiste ou marxiste autonome, qui composent pourtant une part non négligeable de la

---

[433] Péchu, C., « Laissez parler les objets ! De l'objet des mouvements sociaux aux mouvements sociaux comme objets », in *L'atelier du politiste*, Paris, La Découverte, 2007, p. 59-78.

[434] Pour un aperçu général de l'analyse des systèmes-monde, voir l'introduction générale de la thèse. Pour une analyse du Chiapas comme « périphérie de périphérie » dans l'économie-monde capitaliste moderne, voir Aubry A., *Chiapas… op. cit.* ainsi que Aguirre Rojas, C. A., Echeverria, B., Montemayor, C., Wallerstein I., *Chiapas en perspectiva histórica… op. cit.*

[435] Bob C., « The Making… » *op. cit.*

[436] Cette idée est d'ailleurs exprimée en des termes semblables dans un texte de Marcos qui emprunte au style enlevé d'Eduardo Galeano dans son célèbre essai *Les Veines ouvertes de l'Amérique latine* (1971). (Marcos S.-C., « Chiapas : le sud-est en deux vents, un orage et une prophétie », janvier 1994, texte rédigé en août 1992, *¡Ya Basta !, vol. 1, op. cit.*, p. 45).

[437] Favre H., « Mexique… », *op. cit.* Cet argument est partiellement contestable dans la mesure où la taille des *ejidos* au Chiapas est plus petite qu'ailleurs au Mexique, ce qui rend l'agriculture de subsistance familiale insuffisante sur le long terme.

[438] Albrecht D., *et alii*, « Les espaces ruraux », L'Amérique latine, Paris, éditions SEDES/CNED, 2005, p. 277-300, Rouquié A., « Problèmes agricole et question agraire »,in *Amérique latine… op. cit*., p. 387-404.

production sur le néozapatisme. Les courants anarchistes bénéficient en effet d'une faible légitimité dans le champ universtaire par rapport aux cadres d'analyses post-matérialistes ou marxistes[439]. La plupart des travaux sortent dans des maisons d'édition militantes[440]. Le courant dit « marxiste autonome » cependant, développé à partir des réflexions de « l'opéraïsme » italien[441], a connu un certain retentissement avec la publication par Antonio Negri et Michael Hardt du dyptique *Empire* (2000) et *Multitude* (2003)[442]. Ces auteurs voient dans le mouvement néozapatiste l'incarnation des « multitudes ». Ce terme désigne un nouvel acteur collectif en réseau, produit de l'ère « post-fordiste » et opposé à l'Empire néolibéral[443]. Ainsi, pour ces auteurs, « les néozapatistes font […] figure de charnière entre l'ancien modèle de la guérilla et le nouveau modèle du réseau biopolitique »[444]. En effet, leur usage novateur des réseaux de communication, leur organisation non-hiérarchique et décentralisée, et leur objectif de transformation politique de la société par le bas feraient d'eux l'expression éclatante de la « transition postmoderne ». La faiblesse de cette analyse du néozapatisme doit cependant être soulignée : le mouvement apparaît davantage comme un prétexte pour justifier une ligne argumentative prédéfinie que comme une mise à l'épreuve par un travail de terrain[445].

Des auteurs plus critiques à l'égard du mouvement néozapatiste y perçoivent, à l'inverse, une version revisitée du « gauchisme » des guérillas latino-américaines, dont la principale originalité résiderait surtout dans la qualité de ses stratégies de propagande[446]. Ce point de vue s'est exprimé dès les premiers jours du conflit, y compris chez des observateurs qui deviendront ultérieurement des compagnons de route de l'EZLN[447]. De même, le latinoaméricaniste Henri Favre montre peu d'enthousiasme pour un mouvement qui a fait couler plus d'encre que de sang : il s'agit d'abord pour lui d'une « guérilla marxiste orthodoxe » occultée par le discours indigéniste et même indianisant. Il appuie cette thèse sur

---

[439] Graeber D., « Pourquoi y a-t-il si peu d'anarchistes dans les universités ? », *Pour une anthropologie anarchiste* (2004), Paris, Lux, 2006, p. 8-16.

[440] Ashanti A., *Anarchism, Zapatismo and the Black Panthers*, AK Press, Edinburgh, Oakland, Baltimore, 2009.

[441] Pour une histoire critique de ce courant, Albertani C., « Toni Negri et la déconcertante trajectoire de l'opéraïsme italien », *A contretemps*, 13, septembre 2003.

[442] Hardt M., Negri A., *Empire*, Paris, La Découverte, 10/18, 2000, Hardt M., Negri A., *Multitude… op. cit.*

[443] La notion de « multitude » désigne une sorte de « classe globale » en formation, distincte du peuple, de la masse ou de la classe ouvrière. La multitude serait un « réseau ouvert et expansif dans lequel toutes les différences peuvent s'exprimer librement et au même titre, un réseau qui permet de travailler et de vivre en commun » (Hardt M., Negri A., *Multitude… op. cit.*, p. 9).

[444] *Ibid.*, p. 110. L'expression « réseau biopolitique » renvoie à la notion de « multitude ».

[445] Par exemple, les auteurs tiennent pour acquis que les Néozapatistes ont aboli les hiérarchies internes, alors que l'EZLN conserve en interne des hiérarchies militaires, et une position ambivalente dans son rapport au pouvoir civil. Par ailleurs, ils reprennent l'idée que le statut de « Sous-Commandant » de Marcos viserait à souligner le fait que ses décisions sont subordonnées à celles des communautés néozapatistes. Cependant, à l'origine, il s'agit bien de son grade militaire au sein du FLN (l'organisation étant « commandée » par le dénommé German). Cette filiation est confirmée par le fait que le nom de « Marcos » est celui d'un camarade du FLN tué au combat dans les années 1970. Enfin, l'objectif de renverser le gouvernement est clairement inscrit dans le programme du FLN et dans la Première déclaration de la forêt lacandone (Grange (De la) B., Rico M., *Marcos… op. cit.*).

[446] Rodriguez-Araujo O., « Les guérillas latino-américaines : ultra-gauchistes ? », in *Gauches et gauchisme de la première Internationale à Porto Alegre* (2002), Nantes, L'Atalante, 2004, p. 235-252, Hellman J. A., « Real and Virtual Chiapas: Magic Realism and the Left », *Socialist Register*, 2000.

[447] Ainsi, l'écrivain mexicain Carlos Monsivais décrit le mouvement en janvier 1994 comme « un mélange de maoïsme vague et de christianisme inspiré de l'option préférentielle pour les pauvres » (cité in *Le Monde*, 27/01/94).

les statuts du FLN et le texte de la Première déclaration de la forêt lacandone[448]. L'historien latinoaméricaniste Pierre Vayssiere renchérit en soulignant les « contradictions majeures » d'un mouvement qui se veut non violent mais qui garde les armes dans les négociations, qui dit rejeter la politique institutionnelle, mais envisage de se transformer en formation politique non clandestine[449].

L'intérêt de cette revue de littérature est de mettre en évidence le fait que, dans la grande majorité des cas, les universitaires qui se sont intéressés au néozapatisme l'ont fait non seulement en ayant une opinion politique constituée sur le mouvement (ce qui, en soi, ne pose pas de problème particulier), mais en construisant pour l'essentiel leur ligne d'analyse sur la base (explicite ou non) de cette opinion, au risque d'écarter systématiquement tous les éléments qui pourraient venir la contredire. D'ailleurs, les militants néozapatistes et pro-zapatistes ont bien saisi (étant, pour une partie d'entre eux, des universitaires ou des étudiants à l'université) l'enjeu proprement politique que représentaient les analyses universitaires sur leur mouvement : celles qui prétendent (ou auxquelles les militants prêtent l'intention) apporter un regard « scientifique » ou « objectif » ou « neutre » sont ramenées (ce qui, parfois, est effectivement le cas) à des formes détournées de critique politique de leur mouvement, y compris lorsque les auteurs ne prétendent pas forcément être « objectifs » (mais, par exemple, proposer un point de vue plus « objectivant ») ou « neutres » (mais, au contraire, tenir compte dans leur analyse du fait qu'ils eux-mêmes positionnés socialement et politiquement).

[448] Favre H., « Mexique… », *op. cit.*
[449] Vayssière P., « Une révolution d'après guerre froide : le néo-néozapatisme du Chiapas », in *Les révolutions… op. cit.*, p. 356-364.

Section 2. Un joueur hors-jeu : l'accumulation de capital symbolique dans le champ politique national

Dans cette perspective, une série de travaux récents a critiqué le caractère normatif des cadres d'analyse tourainien et marxiste, qui dominent (surtout le premier) l'analyse des mouvements sociaux en Amérique latine. Timothy Wickham-Crowley et Susan Eckstein déplorent ainsi le fait que ces études se sont portées presque exclusivement sur les revendications, les effets identitaires et culturels des mouvements sociaux, et moins sur les revendications à caractère économique et social. Ils attribuent cette tendance à la publication de *The Making of Social Movements in Latin America* en 1992, un ouvrage collectif qui emprunte ses cadres d'analyse à l'école européenne des nouveaux mouvements sociaux, produite dans un contexte très différent de l'Amérique latine[450]. Dès lors, l'analyse laisse de côté tout l'héritage conceptuel et théorique de la sociologie des mouvements sociaux telle qu'elle s'est développée aux Etats-Unis depuis les années 1960, notamment les études sur la mobilisation des ressources et les répertoires d'action collective. Or, ces approches permettent de mieux comprendre les effets, sur le champ du pouvoir central, de l'entrée d'*outsiders* dans l'espace politique national, comme par exemple le Mouvement des Sans-Terre (MST) au Brésil ou le Mouvement vers le Socialisme (MAS) en Bolivie[451]. Au-delà des demandes touchant à la reconnaissance identitaire ou culturelle de groupes socialement dominés, quels rapports de forces et stratégies de légitimation développent leurs membres pour peser sur les agents installés dans le jeu politique, voire pour en modifier les règles[452] ?

A/ Structure des opportunités politiques et cycles de mobilisation

Si le soulèvement armé de 1994 apparaît à bien des égards comme un « moment de folie »[453], qui a plongé les universitaires dans le jeu et les enjeux politiques du néozapatisme et de ses opposants, une série de travaux a mobilisé dans les années 2000 les principaux outils analytiques de la sociologie des mouvements sociaux pour comprendre ce mouvement. Certains ont cherché à déterminer les causes structurelles de l'insurrection et ses conséquences sur le système politique mexicain, autour des concepts de structure des opportunités politiques et de cycle de mobilisation. Des recherches ont ainsi cherché à déterminer le rôle de l'ouverture relative du système priiste, amorcé dès la fin des années

[450] Escobar A., Alvarez S. E. (eds.), *The Making… op. cit*.
[451] Sur le MST au Brésil, Estevam D., « Mouvement des sans-terre du Brésil : une histoire séculaire de la lutte pour la terre », *Mouvements, Inégalités locales, inégalités globales*, 60/4 2009, Raes F., « Le *Movimento dos trabalhadores rurais sem terra* au Brésil : entre luttes paysannes et 'nouveau mouvement social' », *Lusotopie*, 2001, p. 63-90.
[452] Des travaux font exception à la règle. Pour une approche combinant les approches des NMS, les concepts marxistes et la sociologie américaine des mouvements sociaux pour le Mexique, voir Aguilar Sanchez M., *Mouvements sociaux et démocratie au Mexique - 1982-1998. Un regard d'un point de vue régional*, Paris, L'Harmattan, Logiques Politiques, Paris, 2005.
[453] Selon l'expression d'Aristide Zolberg, cité in Tarrow S., « Cycle of Collective Action: Between Moments of Madness and the Repertoire of Contention », *Social Science History*, 17/2, 1993, p. 281-307.

1970, et du tournant néolibéral, à partir de 1982, dans l'émergence et le succès du mouvement et, en retour, les effets du néozapatisme sur la « transition démocratique » de l'an 2000[454]. Selon l'approche transitologique, une transition démocratique suit généralement trois grandes phases : une phase de dégradation du régime autoritaire et de libéralisation ; une phase de négociation et de définition d'un nouveau pacte entre les élites nationales et entre l'Etat et ses partenaires étrangers ; une troisième phase marquée par des élections libres et la consolidation du nouveau régime[455]. Cette approche a fait l'objet de nombreuses critiques, en particulier sur son caractère téléologique[456]. Néanmoins, elle permet de saisir le rôle de détonateur – parmi d'autres facteurs – joué par le soulèvement néozapatiste de 1994. Ce dernier illustre le fait que les opportunités politiques ne sont jamais entièrement données, ni entièrement construites par l'action volontariste des acteurs : elles sont, ou non, saisies par eux dans une conjoncture particulière.

Une combinaison d'ouverture et de fermeture des opportunités politiques

Selon María Inclan, le cycle de mobilisation ouvert par le soulèvement néozapatiste s'explique par le fait que les mouvements contestataires ont une probabilité plus grande d'apparaître dans des contextes qui combinent des opportunités politiques d'ouverture et de fermeture. Or « *le mouvement zapatiste émerge et se développe au moment même où des réformes électorales sont mises en place et des élections non frauduleuses se déroulent* ». Elle cherche ainsi à tester le modèle de la structure des opportunités politiques en étudiant les cycles de mobilisation néozapatiste au Chiapas entre 1994 et 2003, à partir de cinq types d'actions collectives : blocage de routes, invasions de terres, marches, rencontres, saisies de biens, sit-in et grèves[457]. A partir de là, elle mesure l'importance de variables explicatives dans les variations du volume et de la nature des actions collectives observées localement : 1/ l'ouverture du système politique mexicain ; 2/ la stabilité du consensus au sein des élites nationales ; 3/ la présence d'alliés locaux et nationaux ; 4/ les capacités répressives des autorités dans la zone de conflit ; 5/ les opportunités fournies par la couverture médiatique internationale. Les conclusions de son étude sont les suivantes. Premièrement, lorsque le système politique mexicain s'ouvre à la compétition électorale, que ce soit au niveau local, régional ou fédéral, les actions protestataires néozapatistes ont tendance à diminuer (ce qui explique par exemple le « divorce » avec le PRD à partir de 1997, qui gagne les élections du

[454] Sur la transition politique mexicaine, Cansino, C., « Mexique : construire la démocratie », in Couffignal G. (dir.), *Amérique latine 2002*, La Documentation Française, Paris, 2002, p. 105-114, et Modoux M., « L'ouverture politique mexicaine : nature et enjeux », *Démocratie et fédéralisme au Mexique (1989-2000)*, Paris, Karthala, 2006, p. 7-19. Pour un modèle général d'analyse des transitions politiques en Amérique latine : Dabène O., *La région Amérique latine. Interdépendance et changement politique*, Presses de Sciences Po, 1997. Sur la transition néolibérale au Mexique et le rôle de l'Alena, Musset A., « Le tournant néolibéral (1982-1994) », *Le Mexique*, Paris, Que Sais-je ?, PUF, 2004, p. 31-44, Carroué L., « Le Mexique de l'Alena : une insertion dominée et déséquilibrée », in *Géographie de la mondialisation*, 2e édition, Paris, Armand Collin, 2004 p. 226-230. Pour une sociologie politique des élites du tournant néolibéral dans quatre Etats d'Amérique latine, dont le Mexique : Dezalay Y., Garth B., *La mondialisation… op. cit.*

[455] Dabène O., *La région… op. cit.*

[456] Dobry M., « Les transitions démocratiques : regards sur l'état de la 'transitologie' », *Revue française de science politique*, août-octobre 2000, 50/4-5, p. 579-764.

[457] Voir le graphique à la fin de la section 1.

District fédéral). Deuxièmement, la militarisation du Chiapas a eu pour conséquence paradoxale de renforcer les mobilisations néozapatistes dans les zones les plus affectées. Cette thèse illustre le fait que la répression d'un mouvement social par les autorités peut jouer comme un facteur d'ouverture des opportunités politiques. Troisièmement, la couverture médiatique internationale a eu un faible impact sur les évolutions des cycles protestataires au Chiapas[458].

Cette étude vient confirmer la conclusion de l'étude plus ancienne d'Henri Favre qui, en 1997, expliquait déjà : « le moindre des paradoxes de l'insurrection néo-zapatiste n'est pas qu'en suscitant une réaction de type démocratique, elle se soit finalement coupé l'herbe sous le pied »[459]. L'étude du divorce progressif entre le PRD et l'EZLN souligne bien les difficultés pour le groupe insurrectionnel de sortir de son statut d'organisation segmentée au sein d'un système politique, qui se structure de plus en plus autour du tryptique PRI/PAN/PRD, et tend à exclure les petits partis politiques ou les organisations sociales périphériques de la compétition[460].

L'autonomie, un effet de structure ?

Cette contrainte structurelle n'explique-t-elle pas en dernier ressort l'investissement croissant des néozapatistes dans les thèmes de « l'autonomie indigène » et de la « politique par le bas » ? En effet, selon A. Oberschall, alors que les organisations sociales « intégrées » disposent de connexions stables avec les autorités, ce n'est pas le cas des organisations « segmentées » qui sont davantage isolées[461]. Ces dernières s'organisent schématiquement autour de trois formes principales : le modèle communautaire, le modèle associatif et l'absence d'organisation. Dans le cas des communautés néozapatistes, le passage au système « autonome », commencé en 1996 et institutionnalisé avec la mise en place des *Caracoles* en 2003, peut s'interpréter comme une manoeuvre de transition d'un modèle communautaire reposant sur des solidarités préexistantes à un modèle de plus grande stratification fondée sur une division horizontale du travail. Cette entreprise interne ne s'explique cependant pleinement qu'au regard du processus de marginalisation de l'EZLN sur la scène politique nationale après 1996.

Le point de vue selon lequel le résultat net de la mobilisation néozapatiste aurait largement échappé à ses protagonistes mérite cependant d'être interrogé, car il repose sur l'idée que seuls comptent les effets d'un mouvement social sur les partis politiques et l'Etat[462]. De plus, un des effets du mouvement néozapatiste a été de contribuer à exporter leur

---

[458] Inclán M., « Sliding Doors ... », *op. cit*. Calcul réalisé à partir du nombre d'événements protestataires revendiqués par l'EZLN et recensés dans le quotidien national mexicain *La Jornada*.
[459] Favre H., « Mexique… », *op. cit*., p. 25.
[460] Pour une illustration sur l'échec d'un petit parti centriste à entrer dans la compétition avec les « trois grands », voir Breuillier A., *El camino y la soledad : el Partido Democracia Social, emergencia de una propuesta socialdemocrata en las elecciones del 2000 en Mexico*, mémoire M1, IEP de Rennes, 2006.
[461] Cité in Neveu E. *Sociologie… op. cit*., p. 57-58.
[462] Hubert de Grammont et Horacio Mackinlay, dans une recherche consacrée aux organisations paysannes et indigènes au Mexique de 1938 à 2006 observent ainsi que les relations de ces organisations sociales (associatives ou syndicales), avec le

forme de mobilisation, en particulier dans les Etats du sud du Mexique où se concentrent de fortes populations indigènes et paysannes. Dès les premiers mois de l'insurrection, en effet, de multiples organisations syndicales et indigènes apportent leur soutien à l'EZLN, en particulier autour des réunions du Conseil National Indigène qui accompagne le processus de négociations des Accords de San Andrés[463]. Des anthropologues ont ainsi étudié les logiques d'importation des luttes menées par des communautés pro-zapatistes dans d'autres Etat que le Chiapas, comme à Oaxaca, ou au Michoacán, contre le discours dominant des partisans du PRI[464]. Cependant, le discours néo-indigéniste de l'EZLN a contribué également à accentuer des divisions au sein du mouvement indigène national, comme le montre le soutien d'une minorité seulement des organisations à l'Autre Campagne de 2006[465].

Le néozapatisme a également eu de fortes répercussions sur les formes de revendication et de mobilisation d'une partie des classes moyennes urbaines, comme en témoignent des études sur le rôle de l'idéologie néozapatiste dans la grève des étudiants de l'Université Autonome de México d'avril 1999 à février 2000, malgré la faiblesse infrastructurelle du FZLN qui soutient formellement la grève[466]. D'une part, la formation des revendications étudiantes, qui contestent initialement l'augmentation des coûts d'inscription, va se cristalliser autour du cadre de la lutte contre le néolibéralisme introduit par les écrits néozapatistes, et incarné ici par les réformes universitaires. D'autre part, la forme de mobilisation assembléiste autour du Conseil Général de Grève revendique explicitement l'héritage de la démocratie directe pratiquée dans les communautés néozapatistes – la défense de l'autonomie universitaire correspondant à la défense de l'autonomie indigène, face aux projets de politiques publiques

---

champ du pouvoir central se déclinent en trois idéaux-types : une matrice politique, une matrice socio-politique et une matrice sociale. Dans la « matrice politique », l'organisation sociale « se subordonne au parti politique et centre sa stratégie d'action sur la sphère politique ». Cette relation a longtemps prévalu dans le corporatisme d'Etat mis en place par le système bureaucratique du PRI. Elle caractérise la période 1938-1988 et est incarné par la Confédération Nationale Paysanne (CNP). Dans la « matrice socio-politique », les organisations sociales maintiennent leur autonomie face aux partis politiques, tout en établissant « des relations étroites avec eux car elles considèrent que seul l'appui politique, en tant qu'espace de socialisation des problèmes, peut changer les règles et les institutions qui orientent la société ». Cette relation s'est davantage imposée sur la période 1988-2000, entre l'application des réformes néolibérales et la « transition démocratique ». Elle est représentée de façon emblématique par le mouvement paysan *El Barzón*, créé en 1993, qui s'inscrit dans la continuité du mouvement pour « l'autonomie syndicale ». La « matrice sociale », enfin, repose sur le refus par les organisations sociales de toute relation avec les partis politiques, considérant que ces derniers, dans leur lutte pour le pouvoir « ne font rien d'autre que reproduire les structures de domination existantes et, par conséquent, sont dans l'impossibilité de les modifier ». Le projet de création d'un « anti-pouvoir » qui cherche à transformer le monde depuis la société organisée, par l'exercice de nouvelles formes d'organisations et des pratiques sociales quotidiennes trouve à se réaliser dans des expériences isolées après l'alternance politique de l'an 2000, et l'expérience des communautés autonomes néozapatistes du Chiapas en fournit l'exemple le plus avancé – qui n'est pas sans rappeler le modèle anarcho-syndicaliste (Grammont (De) H. C., Mackinlay H., « Las organizaciones sociales campesinas e indígenas frente a los partidos políticos y el Estado, México, 1938-2006 », *Revista Mexicana de Sociología*, 68/4, oct-dec 2006, p. 693-729).

[463] Aguilar Sanchez M., *Mouvements… op. cit.*, Velasco Cruz S., *El movimiento…op. cit.*

[464] Pour une étude des conflits pro-EZLN/pro-PRI à Oaxaca, voir Stephen L., « Pro-Zapatista and Pro-PRI: Resolving the Contradictions of Zapatismo in Rural Oaxaca », *American Research Review*, 32/2, 1997, p. 41-70. Pour une expérience d'auto-gouvernement inspirée du néozapatisme, à partir de 2009, dans l'Etat de Michoacán, voir Dell'Umbria A., « Les terres communales de Santa María Ostula », in *Echos du Mexique indien et rebelle*, Paris, Rue des Cascades, 2010, p. 39-78.

[465] Hernandez Castillo R. A., « The Indigenous Movement in Mexico. Between Electoral Politics and Local Resistance », *Latin American Perspectives*, 147/33-2, March 2006, p. 115-131.

[466] Aguiton C., « La grève de l'UNAM à Mexico », in *Le monde nous appartient*, Paris, Plon, 2001, p. 174-177.

dictées par des intérêts privés. Comme l'expriment deux observateurs : « le 20 avril 1999, a explosé le 'ça suffit !' (*¡Ya Basta!)* du Mexique urbain »[467].

B/ Construction et mobilisation du consensus

Ces travaux soulignent donc les limites d'analyses qui mettent exclusivement l'accent sur les variables « objectives », comme la transformation des rapports de force entre les groupements politiques, et tend à sous-estimer le rôle des représentations subjectives dans les mobilisations collectives. Le concept de « cadre de mobilisation », construit à partir de la sociologie interactionniste de Goffman, apporte des éléments d'explications par certains aspects moins mécanistes aux approches en termes de structure des opportunités politiques, pour comprendre ce que Bert Klandermans appelle la formation et la mobilisation du consensus[468].

Le cadrage de la lutte néozapatiste fait l'objet d'un travail politique de la part du commandement de l'EZLN, dont on peut repérer deux mécanismes principaux : une logique de construction interne du consensus, et une de mobilisation du consensus auprès d'alliés extérieurs, contre les discours des opposants à l'insurrection. Au niveau interne, le principe de prise de décision à l'unanimité sert de ciment pour imposer un point de vue collectif à l'extérieur : « *le consensus, c'est la garantie dont dispose la minorité pour imposer sa volonté à la majorité* »[469]. Marcos voit dans le processus de réalignement de cadre qui s'opère dans la période de formation clandestine, entre 1983 et 1993, le produit d'un syncrétisme idéologique, qui signe la défaite de l'orthodoxie révolutionnaire des débuts : « *dans l'apparition de l'EZLN et la construction du néozapatisme, l'usage des symboles est une contribution de la composante indienne, et l'organisation politico-militaire urbaine apporte les symboles historiques* »[470]. C'est ainsi par exemple que la référence à Emiliano Zapata se révèle être une « invention » des cadres urbains des FLN : la figure du révolutionnaire mexicain du début du XXe siècle fait faiblement écho aux catégories culturelles et politiques des militants indigènes, plus fortement imprégnés de discours théologiques[471]. Par ailleurs, le scénario d'un équilibre entre les différentes composantes idéologiques est contesté par une enquête de journalistes, qui y voient une rhétorique destinée à masquer la domination des révolutionnaires métis sur les Indiens[472]. On peut cependant se demander dans quelle mesure ces analyses *a posteriori* ne tendent pas à gommer les contraintes temporelles, la suite d'événements contingents qui ont conduit à l'évacuation progressive des possibles idéologiques latéraux, et à la consécration

[467] Rajchenberg E., Fazio C., *UNAM. Presente… ¿y futuro?*, Mexico, Palza & Janés, 2000, p. 1 Les conséquences de cette configuration militante sur la formation du réseau des « médias libres » mexicains seront étudiées au chapitre 5.
[468] Klandermans B.., « The formation… », *op. cit.*
[469] Marcos S.-C., « Des fourmis et des éléphants », 10 juillet 1994, in Marcos S.-C., *¡Ya Basta !, vol. 1, op. cit.*, p. 325.
[470] Le Bot Y., Marcos S.-C., *Le rêve…, op. cit.*, p. 272.
[471] Khasnabish A., *Zapatistas… op. cit.*
[472] Grange (De La) B., Rico M., *Sous-Commandant Marcos… op. cit.*, p. 144-147. Les auteurs décrivent comme une prise de pouvoir interne de Marcos le résultat d'une réunion de deux cents dirigeants de l'EZLN fin janvier 1993, où la décision est prise de faire la guerre, contre l'avis des dirigeants des FLN qui estiment que les conditions de la lutte armée ne sont pas réunies.

interne du Sous-Commandant Marcos[473]. Contre une interprétation purement causaliste ou stratégiste, le cadre d'injustice néozapatiste gagne en effet à être analysé comme le résultat d'une série de boucles de rétroaction, c'est-à-dire des processus sociaux le plus souvent non planifiés par les acteurs, qui engagent les luttes internes à l'organisation politico-militaire et ses rapports avec des organisations alliées ou rivales. Dans ce processus, le langage acquiert une relative performativité, parallèlement à l'acquisition par le mouvement d'une position contestée, donc reconnue, dans le champ du pouvoir.

Le travail de construction du consensus néozapatiste opère également par censure ou autocensure des éléments qui pourraient venir contredire la cohérence interne du cadre de mobilisation. Ainsi, durant l'Autre Campagne en 2006, lancée autour du slogan très ouvert « en bas à gauche contre le néolibéralisme et pour une nouvelle nation », une menace s'abat sur l'image de l'EZLN lorsque des organisations communistes tentent de déployer un portrait géant de Staline lors de réunions publiques[474]. Mais le risque apparaît encore plus grand à l'occasion de rencontres internationales où l'hétérogénéité des participants implique un contrôle strict des prises de parole. En entretien, par exemple, un participant étasunien à la « Première Réunion intercontinentale contre le néolibéralisme et pour l'humanité » (juillet 1996), explique les tensions entre des militants français opposés sur un plan idéologique : « *A cette rencontre il y a eu beaucoup de débats en raison de la présence de Danièle Mitterrand, et un groupe d'anarchistes français l'ont menacée. Cela a créé une sorte de conflit parce qu'ils l'accusaient d'être une sociale-traître. Alors ça a été tout un pataquès chez les Zapatistes pour en quelque sorte contrôler ces tarés d'anarchistes européens, qui n'en faisaient qu'à leur tête* »[475].

Le sociologue Jean-Claude Kaufman montre, dans l'analyse d'une unité sociologique plus restreinte (le couple) que ce qui peut apparaître comme des contradictions logiques à un observateur extérieur n'est pas forcément perçu comme tel par les acteurs eux-mêmes, si l'on considère que la logique des interactions quotidiennes est différente de la logique artificielle que la présence d'un observateur extérieur peut engendrer[476]. La lecture de nombreux témoignages de néozapatistes et de sympathisants, invite en effet à se déprendre de l'opposition tranchée entre approche par les structures objectives et approche par les cadres de perception subjectifs, et essayer de tenir les deux conjointement. Cette citation du porte-parole de l'EZLN en fournit une illustration :

« l'EZLN n'avait pas cette idée au départ, mais elle est obligée d'improviser et ce cocktail Molotov qui a mûri avant 94 a déjà dilué le discours politique schématique interne du néozapatisme, même si certains membres de

[473] Un cadre de l'EZLN, le mayor Mario, explique ainsi en 1994 à une journaliste : « je n'imaginais pas que Marcos allait parvenir à occuper la fonction qu'il a aujourd'hui. Je ne m'attendais pas à ce que le Sous-Commandant, qui est celui qui dirige les combats, puisse s'asseoir des heures et des heures avec la presse. Je ne lui ai rien dit, mais ça a bien marché. Et les communiqués me font rire – je reste muet, je n'arrive pas à comprendre comment il a autant d'idées en même temps » (témoignage recueilli par Guiomar Rovira, cité in Flores G., *La seducción… op. cit*., p. 148).
[474] Ornelas Bernal R., *L'autonomie… op. cit*., p. 93.
[475] Young E., entretien, 2009.
[476] L'auteur prend l'exemple d'un homme affirmant, lorsque sa femme est présente, que la répartition des tâches ménagère est égalitaire dans son couple. Seul avec l'enquêteur, il explique néanmoins – sans manifester de signes liés à un sentiment de contradiction – que sa femme fait l'essentiel du travail domestique (Kaufmann J.-C., *La trame conjugale. Analyse du couple par son linge*, Paris, Nathan, Agora, 1992).

l'EZLN, surtout au début, n'ont pas apprécié. En 94, l'EZLN est une armée, mais qui ne combat pas et n'a pas non plus d'idéologie structurée, de langage propre, elle est obligée de l'inventer sur le tas […]. Ca explique aussi les contradictions, les dérapages qu'il y a eu parfois, surtout dans les déclarations à la presse […] Ces erreurs, ces dérapages sont aussi le produit de l'improvisation et ça nous a créé beaucoup de problèmes »[477]

Si cette dimension improvisée comporte des coûts politiques, leurs effets sont minimisés par une posture consistant à reconnaître ses erreurs : « *Nous avons commis beaucoup d'erreurs. Certaines sont le résultat de notre maladresse politique, de notre ignorance et des limites de notre état de force armée, sans visage et assiégée. D'autres erreurs proviennent des excès de vedettariat du porte-parole de l'Armée zapatiste de libération nationale* »[478]. Les « erreurs » sont ainsi publiquement exposées et retournées en vertu morale : « *On a l'habitude de dire les choses comme on les pense, sans prendre de gants, la diplomatie n'est pas notre fort, ça ne nous intéresse pas de passer pour une gauche bien élevée, agréable et acceptable pour la droite. Mais, parfois, il faut quand même faire attention* ». Les recadrages qui résultent de ces interactions internes ne s'expliquent cependant que si l'on tient compte des rapports de force avec des groupes extérieurs.

C/ Mouvements et contre-mouvements : les effets rétroactifs des recadrages tactiques

En effet, les mécanismes de construction interne du consensus ne doivent pas être pensés séparément des stratégies de mobilisation du consensus auprès de ses alliés potentiels et de l'opinion publique en général, d'une part et, d'autre part, des rapports de force avec ses opposants. Ces deux niveaux de relations ont, en effet, des effets sur le cadre d'injustice mobilisé par les Néozapatistes, et expliquent en partie sa trajectoire politique depuis 1994.

La conquête de l'opinion publique et la recherche d'alliés politiques

Les effets du mouvement sur une partie de l'opinion publique mexicaine ont été soulignés par des études. Elles rappellent que les dirigeants du PRI ont historiquement cherché à entretenir une pétrification du langage révolutionnaire. Ce processus initié dans la période des années 1930[479], a conduit à cette « institutionnalisation de la révolution » que symbolise les célébrations ritualisées des héros du panthéon national, en particulier ceux de l'Indépendance (début du XIXe siècle) et de la Révolution (début du XXe)[480]. Les Déclarations de l'EZLN

[477] Le Bot Y. Marcos S.-C., *Le rêve… op. cit.*, p. 274.
[478] EZLN, « Onzième anniversaire de l'EZLN », 17 novembre 1994, *¡Ya Basta!, Tome 2, op. cit.*, p. 55.
[479] Pour une synthèse de la genèse et des développements du PRI depuis les années 1930 jusqu'à l'élection de Salinas en 1988, voir Chevalier F., « 'La démocratie mexicaine' et son parti dominant : genèse et développement », *Revue Française de Science Politique*, 38/2, 1988, p. 232-248.
[480] Sur le concept d'imaginaire national, voir Anderson B., *L'imaginaire national… op. cit.* Sur la construction du nationalisme mexicain, voir Aguirre Rojas C. A., *Mitos y olvidos en la historia de México. Memorias y contramemorias en la nueva disputa en torno del pasado y del presente histórico mexicanos*, México, Ediciones Quinto Sol, 2003, ainsi que deux études classiques : Lafaye J., *Quetzalcóatl et Guadalupe. La formation de la conscience nationale au Mexique (1531-1813)*, Paris, Gallimard, 1974, Paz O., *El laberinto de la soledad*, Madrid, Cátedra, 2001. Sur le rôle joué par le néozapatisme sur la

contribuent ainsi à réouvrir une brèche dans le consensus idéologique en cherchant à se réapproprier ces symboles. Du point de vue des insurgés, la lutte armée n'est pas une fin en soi, mais un moyen pour faire entendre une parole alternative au discours hégémonique du Parti-Etat. Selon Marcos, « *le néozapatisme frappe à la porte du langage politique, découvre qu'elle est ouverte, qu'elle donne sur beaucoup de chemins nouveaux. Et il s'y engage…* »[481]. Le soutien de larges fractions de la société mexicaine au soulèvement néozapatiste s'expliquerait ainsi par sept raisons principales : la réactivation de l'imaginaire révolutionnaire ; la référence à Zapata, incarnée par la constitution d'une armée de paysans ; la position consistant à négocier avec le gouvernement qui est apparue à de nombreux citoyens comme un signe de crédibilité ; la justesse et la cohérence des revendications exprimées ; la dimension indigène du mouvement ; la remise sur l'agenda politique d'un débat sur l'indépendance nationale du Mexique, dans le contexte de signature de l'Alena ; les stratégies de communication de l'EZLN[482]. Il faut cependant prendre garde au risque de « zapato-centrisme » qui guette ce type d'analyses, tendant à minimiser les effets endogènes des cadres de mobilisation des alliés et opposants sur le discours de l'organisation. Par ailleurs, de nombreuses personnalités du monde politique ou intellectuel (y compris de futurs soutiens à l'EZLN) réagissent de façon négative au soulèvement, y voyant le produit d'une manipulation d'agents non-indigènes, selon un schéma qu'Enrique Rajchenberg et Catherine Héau-Lambert analysent comme un héritage du racisme mexicain à l'égard des Indiens, jugés incapables de s'organiser par eux-mêmes[483].

On peut ainsi distinguer trois groupes impliqués dans la catégorie des alliés que désigne l'expression « mouvement néozapatiste » (leur identité étant elle-même un enjeu de luttes entre les protagonistes) : les insurgés, les opposants, les bénéficiaires. L'EZLN est perçu *a posteriori* comme un mouvement indigène, mais cette identité est le fruit d'une construction progressive. De plus, la production d'un « nous » incluant non seulement les insurgés du Chiapas mais l'ensemble de la « société civile » mexicaine (voire mondiale) est indissociable de la désignation d'un « eux » exclusif. Ainsi, dans la Première déclaration, le « nous » désigne tour à tour les Indiens qui ont lutté contre l'esclavage, les indépendantistes qui ont lutté contre la colonisation espagnole, les nationalistes qui ont lutté contre le néocolonialisme français ou *yankee* au XIXe siècle, les révolutionnaires qui ont lutté contre la dictature de Porfirio Diaz (Zapata, Villa, Florès Magón), ainsi que tous les opposants au régime des « usurpateurs » de la lutte révolutionnaire (« eux » : le Parti-Etat, le PRI)[484] : les cheminots en

---

mémoire collective au Mexique : Baschet J., « La révolte de la mémoire (Vers une nouvelle grammaire des temps historiques ?) » in *La rébellion… op. cit.*, p. 155-203, Rouxel C., *La lutte… op. cit*.

[481] *Ibid.*, p. 274.

[482] Gilly A., *The Mexican Revolution*, New York, New York Press, 2005, cité in Khasnabish A., *Zapatistas… op. cit*. p. 101-105.

[483] Rajchenberg E., Héau-Lambert C., « Le racisme au Mexique : une structure de longue durée », in *Le soulèvement zapatiste au Chiapas*, Cahiers du CELA-IS, 7, 1996, p. 7-25.

[484] Non sans humour, Marcos dresse une liste de techniques de fraude électorale utilisées par le gouvernement pour assurer la reconduction de son pouvoir (Marcos S.-C., « Affrontement des 'tendances' de l'EZLN », 1er juin 1994, in *¡Ya Basta !, vol. 1, op. cit.*, p. 274-275).

1958, les étudiants en 1968, et plus généralement le « peuple »[485]. Une confusion intéressée est ainsi entretenue entre des soutiens potentiellement bénéficiaires, « le peuple » (mexicain), et des bénéficiaires qui leur apportent leur soutien, « notre peuple » (les Indigènes du Chiapas). Une autre confusion est maintenue constamment dans la désignation des bénéficiaires directs entre les Indigènes du Chiapas, les Chiapanèques en général, et tous les Indigènes du Mexique[486]. Cette labilité des alliés et ennemis des Néozapatistes permet au discours, à la manière du caméléon, de s'adapter à un environnement changeant sans donner l'impression de perdre son intégrité.

Suite au refus néozapatiste d'accepter la première proposition de paix gouvernementale, l'EZLN développe une stratégie d'alliances avec des organisations de la « société civile » mexicaine[487]. Le terme a une valeur performative : il contribue à faire exister comme un groupe les acteurs mêmes qu'il désigne. Cette prophétie auto-réalisatrice est même annoncée : « *la prophétie du sud-est vaut pour tout le pays* »[488]. Le mouvement se veut précurseur, mais il veille à ne pas se présenter comme une avant-garde éclairée, en renversant à son profit l'attitude paternaliste des métis à l'égard des Indiens : « *la maturité politique de l'EZLN, sa majorité d'âge en tant que représentant du sentiment d'une partie de la Nation, réside dans le fait de ne pas vouloir imposer sa conception au pays* ». Les appels à la « société civile mexicaine » se multiplient. La Première déclaration de la forêt lacandone est ainsi adressée « *au peuple du Mexique* »[489]. Le 12 janvier, un communiqué déclare que « *les problèmes entre Mexicains doivent être réglés entre Mexicains* »[490]. Le 20 janvier, l'EZLN lance un appel « *à tous les Mexicains* » dans lequel le CCRI-CG souligne l'importance de ces mouvements de soutien « *de la société civile mexicaine* », précisant que l'appel ne vise pas à rassembler toutes les organisations sociales et politiques sous la bannière néozapatiste, mais de donner naissance à un vaste mouvement révolutionnaire national[491].

Les principales composantes du réseau national de soutien à l'EZLN en 1994 :
1/ Les organisations indigènes et/ou paysannes (notamment le Conseil « 500 ans de résistance indigène ») ;
2/ Les ONG humanitaires ou de défense des droits de l'homme (comme l'Association régionale pour les droits de l'homme, ARELIDH) ;
3/ Les représentants progressistes de l'Eglise ;
4/ Les médias et les journalistes « *honnêtes* » (sic) ;
5/ Les étudiants, notamment de l'UNAM à Mexico ;
6/ Les élus et les partis politiques (notamment le PRD) ;
7/ Les organisations syndicales et associations citoyennes (exemple de la Coordination nationale d'action civique pour la libération nationale CONAC-LN) ;
8/ Les écrivains, poètes et intellectuels (Carlos Monsiváis, Elena Poniatowska, Pablo Gonzales Casanova, etc.) ;
9/ Les secteurs socio-économiques (comme les « chefs d'entreprise honnêtes ») ;
10/ Les simples citoyens (par exemple les enfants, ou les « bandes de jeunes »).

[485] L'EZLN fait référence à l'article 39 de la Constitution mexicaine qui pose le principe de souveraineté populaire et le droit pour le peuple de changer ses dirigeants.
[486] EZLN, « 'Le réveil mexicain' – Les lois révolutionnaires », décembre 1993, *ibid*., p. 47.
[487] Annoncée dans la Seconde déclaration et détaillée le même jour in EZLN, « Consultation : c'est non à 97,88 % ! », 10 juin 1994, *ibid*., p. 297-300.
[488] EZLN, « Deuxième déclaration… », *ibid*., p. 288.
[489] EZLN, « Déclaration… », *ibid*., p. 20.
[490] EZLN, « Au sujet de la commission de médiation », 12 janvier 1994, *ibid*., p. 79.
[491] EZLN, « Appel à tous les Mexicains », 20 janvier 1994, *ibid*., p. 102.

Parmi les organisations qui composent cette « société civile mexicaine », on peut distinguer une dizaine de groupes principaux, qui couvrent un très large spectre dans la société mexicaine. Cette dimension extrêmement ouverte interroge les limites du potentiel de mobilisation réel de l'EZLN (voir encadré).

Des représentants de ces groupes vont se retrouver à l'été 1994 à l'occasion de la « Convention Nationale Démocratique », qui réunit des composantes hétérogènes de la « société civile mexicaine ». Cette hétérogénéité implique une adaptation du discours néozapatiste, l'EZLN cherchant à profiter de l'occasion pour amplifier son bassin potentiel de recrutement. Un communiqué appelle par exemple « *nos frères indigènes, paysans, ouvriers, étudiants, enseignants, femmes au foyer, organisations non gouvernementales, Mexicains de l'étranger, intellectuels et artistes honnêtes* »[492]. D'un côté, la position de joueur hors-jeu dans lequel se trouve initialement l'EZLN, lui offre une marge de manœuvre en matière de construction de son discours public. Cette marge permet à son porte-parole de prendre ostensiblement ses distances avec les discours convenus ou la langue de bois[493]. Cependant, d'un autre côté, l'EZLN est pris de plus en plus dans un jeu d'interdépendances avec ses alliés ou opposants politiques. Cette position de quasi-*insider* se traduit, à partir de la mi-1994, par la nécessité d'un plus grand conformisme à l'égard des règles minimales de la bienséance politique[494].

Le rôle des contre-mouvements

Les effets rétroactifs des rapports de forces symboliques engagés par les Néozapatistes avec leurs opposants organisés doivent être soulignés, parce que les relations entre mouvements et contre-mouvements jouent un rôle structurant sur les discours publics des uns et des autres. Ces relations doivent cependant être pensées dans le cadre plus général de la structure des opportunités politiques puisque, selon une étude de sociologues étasuniens, ces interactions conflictuelles augmentent tendanciellement lorsque l'Etat permet l'expression de groupes d'opposition, mais sans leur donner satisfaction[495]. Le soulèvement néozapatiste suscite en effet des réactions diverses localement, et au sein de l'appareil national du Parti-Etat. Des habitants du Chiapas expriment leur colère : autodénommés « les authentiques » (par opposition aux indigènes et aux fauteurs de troubles « venus d'ailleurs »)[496], ils représentent notamment l'oligarchie terrienne (grands propriétaires, éleveurs, commerçants),

[492] EZLN, « Fin de la consultation et début du décompte des voix », *ibid*., p. 260-261.
[493] « Le Sup est gueulard et grossier '*caca prout pipi*' a-t-il dit aux membres de la Convention [CND] » (EZLN, « L'histoire des couleurs », in Marcos S.-C., *Ya Basta. Tome 2… op. cit.* p. 32).
[494] « Une bonne partie de la base [du PRD] sympathise avec le néozapatisme ou même travaille avec nous, du coup nos déclarations sur [la direction du] PRD blessaient les gens qui nous aidaient » (Le Bot, Y., Marcos, S.-C., *Le rêve… op. cit*., p. 275).
[495] Meyer D., Staggenborg S., « Movements, Countermovements, and the Structure of Political Opportunities », *American Journal of Sociology*, 101/6, May 1996, p. 1628-1660. Les auteurs définissent un mouvement social comme des défis collectifs lancés par des groupes ayant des objectifs communs et faisant preuve d'une solidarité mutuelle, qui ont des interactions soutenues avec les élites, les opposants et les autorités. Un contre-mouvement est un mouvement qui produit simultanément des revendications contraires à celles du mouvement original.
[496] Marcos S.-C., « Aux 'authentiques' », 15 mars 1994, Marcos, S.-C., *Ya Basta. Tome 1… op. cit.*, p. 196-199.

les notables du PRI (dont les plus réactionnaires demandent une répression militaire sévère pour permettre un retour à l'ordre), les journaux conservateurs, et une partie des réfugiés qui ont dû quitter leurs terres suite au conflit. Les partisans d'une « revanche » prennent sous leur aile certains réfugiés en leur apportant un entraînement militaire et une rétribution financière[497]. Ils demandent lors de manifestations violentes une ligne « dure » contre la guérilla, l'exil de Samuel Ruiz et la fermeture du journal de San Cristóbal *Tiempo*, favorable au mouvement. Au mois de février, le « Front Civil de San Cristóbal » menace de brûler le palais épiscopal si l'évêque de San Cristóbal, Mgr Ruiz, qu'ils accusent d'être un membre de la guérilla, n'abandonne pas la ville. Le 7 mars, deux mille *coletos* « authentiques » réclament la tête de celui qu'ils appellent « *l'évêque rouge* », « *adepte de la théologie de la libération* ». Des membres du Lyon's Club, du Rotary, et des représentants des éleveurs et grands propriétaires terriens, sous la présidence du maire de San Cristóbal, dénoncent une « *agression constante de groupes subversifs* »[498]. Ils formeront des groupes paramilitaires qui mèneront des actions de répression contre les communautés néozapatistes, ou des assassinats[499]. Cependant, la voix de ces groupes est peu écoutée par le pouvoir fédéral et les médias, et leur cadrage des événements peine à s'imposer[500].

Un second groupe d'opposants se distingue. Au niveau du gouvernement fédéral, si une ligne « modérée » majoritaire est favorable au dialogue, une ligne « dure » représentée par des fractions conservatrices du PRI est favorable à l'écrasement de la rébellion. Alors que les premiers proposent de lancer des initiatives gouvernementales pour améliorer la situation des indigènes du Chiapas[501], les seconds considèrent l'EZLN comme une organisation menée par des « transgresseurs de la loi » et des « professionnels de la violence » venus d'Amérique centrale. La répression militaire visant officiellement à « *rétablir l'ordre constitutionnel* » est ainsi redoublée par une campagne de propagande de la part d'une partie de la classe politique et des grands médias mexicains, en particulier les chaînes de télévision *Televisa* et *TV Azteca*. Ils accusent le mouvement d'être dirigé de l'étranger, d'être piloté par les autorités religieuses catholiques locales, d'être dirigé par des Blancs et non par des Indigènes, de disposer d'un armement et de moyens de communication étonnamment sophistiqués[502], et de refuser la

---

[497] Marcos S.-C., « Entraînement paramilitaire pour les 'déplacés' », 29 août 1994, *ibid*., p. 389-391.
[498] Lemoine M., note n° 2, in EZLN, « Sur l'assassinat du candidat Colossio », 24 mars 1994, *ibid*., p. 218.
[499] Lemoine M., note n° 1, in « Aux campagnons de l'EZLN », 1er avril 1994, *ibid*., p. 224.
[500] Une journaliste canadienne interroge ainsi en 1997 les propriétaires d'un ranch, expropriés par l'EZLN, où l'un des fermiers accuse le mouvement d'être une « farce ». Ce dernier s'exclame : « *s'il y a une chose que j'admire chez eux [les Néozapatistes], c'est qu'ils ont une grande capacité et une facilité à vous tromper* » – le « vous » désignant les journalistes étrangers ou les étrangers en général. Sa femme rétorque : « *ils ne les trompent pas, ils leur donnent leur version des choses* ». Le fermier : « *oui, c'est vrai. Mais cela crée un doute. Enfin, chez eux, il y a un doute. Je veux dire…* [il hésite] *elle* [il montre du doigt la journaliste], *elle ne va pas le nier et c'est pareil avec les médias de communication. Il faut voir avec quelle facilité ils ont monté leur truc ! Il y a un moment où l'on sent qu'on donne plus de crédit à ce qu'ils disent que…* [silence] *à la réalité des choses* » (Wild N., *A Place called Chiapas*, Canada, Canada Wild Productions, 1998).
[501] Ainsi, le 28 janvier 1994, le président Salinas déclare « *il faut approfondir les politiques publiques d'attention, prioritaires aux grands problèmes et défis sociaux du pays, en particulier ceux des paysans, des travailleurs et des communautés indiennes* » (Lemoine M., note 1, in CCRI-CG, « Ni travaux ni aide officielle sur le territoire rebelle », *ibid*., p. 392).
[502] L'organisation publie un démenti sur ce sujet le 6 janvier : « *Les moyens 'sophistiqués' de communication entre nos mains peuvent être obtenus chez n'importe quel vendeur de matériel d'importation du pays. Pour nous approprier ces armes et ces appareils, nous n'avons jamais eu recours au vol, à la séquestration ou à l'extorsion : nous nous sommes toujours contentés*

concertation proposée par le Gouvernement fédéral[503]. Dans ce discours, l'EZLN devient un bouc-émissaire, responsable de tous les maux du pays : l'assassinat d'un candidat du PRI aux élections présidentielles le 23 mars 1994 (Donaldo Colosio), la crise financière qui frappe le pays en décembre 1994, un attentat contre deux agents des services de l'immigration le 28 juin[504], etc.

Les cadrages proposés par les contre-mouvements civils, militaires ou politiques peinent à s'imposer en 1994 malgré l'usage de différents instruments de communication. Cependant, ils ont une incidence sur la tournure des communiqués néozapatistes, dont les réactions, comme le suggère l'*incipit* d'un documentaire vidéo, sont comparables à la danse subtile du *torero* qui cherche à éviter les coups de corne[505]. La lutte armée puis politique est redoublée par des luttes symboliques entre l'EZLN et les représentants du PRI, qui se concentrent au départ sur la définition même des insurgés. Cette opposition se structure autour de trois stratégies pour discréditer le mouvement aux yeux de l'opinion publique :

1/ **Violence**. Le président de la République, Carlos Salinas de Gortari, déclare premièrement à la télévision qu'il ne s'agit « *pas [d']un soulèvement indigène, mais [de] l'action d'un groupe violent, armé* »[506]. Ces propos sont dénoncés par l'EZLN qui reproche au gouvernement son double jeu : d'un côté, il entame des négociations, d'un autre il maintient une forte pression militaire sur le terrain ;
2/ **Manipulation**. Les autorités, en particulier dans la phase des négociations (1994-1996) considèrent que l'EZLN est une organisation « *révolutionnaire marxiste* »[507] qui manipule les membres indigènes composant ses bases d'appui. L'EZLN clâme au contraire avoir traversé un processus « d'indigénisation » au contact des communautés du Chiapas ;
3/ **Conflit local**. La propagande du gouvernement tente également de réduire la lutte à une lutte locale, rurale, dont la seule extension se trouve dans la présence de quelques agitateurs étrangers originaires d'Amérique centrale. L'EZLN prétend à l'inverse être composé de Mexicains qui représentent de larges segments de la société nationale[508].

Une rédéfinition du consensus néozapatiste

---

de ce que nous donnait le peuple, des gens humbles et honnêtes dans tout le Mexique » (EZLN, « Précisions sur l'EZLN et conditions d'un dialogue », 6 janvier 1994, *ibid*., p. 68).

[503] EZLN, « Précisions sur l'EZLN et conditions d'un dialogue », 6 janvier 1994, *ibid*., p. 64-72.

[504] EZLN, « L'EZLN nie être impliqué dans la mort de deux agents d'immigration », 10 juillet 1994, *Ibid*., p. 329-330.

[505] Big Noise Films, *Zapatista*, USA, Big Noise Films 2001.

[506] Lemoine M., note n°2, in EZLN, « Au sujet du PFCRN, de l'offensive militaire du gouvernement, des actions terroristes et de la nomination d'un médiateur », 11 janvier 1994, *ibid*., p. 74.

[507] Le mouvement est accusé d'être lié au *Partido Revolucionario Obrero Clandestino-Unión del Pueblo* (PROCUP, une organisation de guérilla née dans les années 1970). Certains ex-militants du mouvement, maoïstes, ont donné des témoignages qui permettent de comprendre quelques-uns des conflits internes dans le processus de formation de l'EZLN (Guillermoprieto A., *La guerre… op. cit*., p. 34 et 41 notamment).

[508] « *Par la gueule des fusils d'hommes et de femmes sans visage s'est élevée la parole des paysans sans terre, des ouvriers agricoles, des petits propriétaires, des Indigènes mexicains. La voix de ceux qui n'ont rien et méritent tout a dû suivre le chemin des plus petits parmi les siens, les plus humiliés, les plus persécutés, les plus oubliés* » (EZLN, « Zapata ne mourra pas par décret », 10 avril 1994, *ibid*., p. 227). Une formule proche, mais élargie à d'autres groupes sociaux, se retrouve dans la Seconde déclaration de la forêt lacandone le 10 juin 1994 : « *nous nous adressons à nos frères des organisations non gouvernementales, des organisations paysannes et indigènes, aux travailleurs de la campagne et de la ville, aux enseignants et étudiants, aux femmes au foyer et aux fermiers, aux artistes et aux intellectuels, aux partis indépendants du Mexique* » (*ibid*., p. 290).

Le discours néozapatiste subit ainsi une série de transformations, qui vont se réfracter à partir de 1996-1997 dans un discours fondé sur la défense de l'autodétermination indigène au plan local, et une rupture progressive avec la politique partisane et le gouvernement au plan national. La marginalisation progressive du champ politique national, à la fin des années 1990, a conduit à une redéfinition du consensus autour d'une alternative à trois branches, visant à poursuivre l'ambition en partie déçue de « donner de la force » aux idées néozapatistes dans le champ politique central.

La première branche est le thème de l'autonomie indigène. L'EZLN s'investit, en effet, dans une stratégie locale consistant à « forcer » le destin social et politique qui semble s'imposer aux communautés insurgées du Chiapas. L'organisation entend créer les conditions politiques de leur émancipation : c'est la voie suivie avec les *Aguascalientes* et la création des *Caracoles*.

La seconde branche est l'anti-électoralisme. L'EZLN définit une stratégie nationale d'agrégation des mécontentements accumulés chez les groupes dominés, que les représentants de l'ordre social ne parviennent pas à tenir par le clientétisme d'Etat ou la démonstration du monopole de la violence physique légitime : c'est la voie suivie par les *Consultas* nationales puis la *Otra Campaña*[509].

La troisième branche est la thématique nationale. L'EZLN répond systématiquement à la tentative des autorités de le réduire à un mouvement indigène et local (« *le Chiapas ne connaîtra pas de réelle solution sans solution pour le Mexique* »[510]). La Marche sur Mexico en 2001 ou l'Autre Campagne en 2006 entendent ainsi renouer avec les réseaux de soutien nationaux du mouvement. Les communiqués néozapatistes et les lettres de Marcos cherchent à faire jouer la fibre patriotique mexicaine. Ils cherchent également à déjouer les stratégies gouvernementales de délégitimation et de division du mouvement, accusé d'être dirigé de l'étranger.

Le repli relatif du mouvement sur ses dimensions locales et indigènes, qui marque un recul par rapport à ses ambitions initiales, est « retourné » positivement dans la revendication d'autonomie du mouvement, qui engage toute la nation. Comme l'explique Jérôme Baschet, cette revendication prétend dépasser l'espace local ou régional et la dimension indigène : elle situe, comme le rappelle un texte produit par le mouvement « *dans le contexte d'une lutte nationale beaucoup plus ample et diverse, comme un élément de l'autonomisation de la société civile dans son ensemble* »[511].

Une analyse de ces processus de recadrages successifs, liés aux interactions internes et externes des insurgés et de leurs alliés ou adversaires nationaux, ne serait pas complète sans

[509] Les trois autres « possibles latéraux » qui n'ont pas prévalu sont 1/ l'intégration à l'opposition de gauche, c'est-à-dire au PRD, 2/ la disparition pure et simple du mouvement, 3/ la reprise de la lutte armée.
[510] EZLN, « Deuxième déclaration… », *op. cit.*, p. 287. Voir également le message du CCRI-CG qui indique que parmi les revendications de l'EZLN dans le cadre des rencontres de San Cristobal en 1994, certaines sont nationales, d'autres locales, certaines concernent toute la population, d'autres certains secteurs (indigènes et paysans en particulier). CCRI-CG, « Réponse à la proposition de d'accords de paix du gouvernement suprême », 10 juin 1994, *ibid.*, p. 301.
[511] Baschet J., *La rébellion… op. cit*. p. 218-220.

celle du processus de transnationalisation du mouvement néozapatiste. Ce processus pousse en effet à son paroxysme les tensions contradictoires liées à l'allongement des chaînes d'interdépendance, dans la configuration que forment les différents protagonistes. Cette configuration qui relève de ce qu'avec Norbert Elias on peut appeller un modèle de jeu à trois étages[512], où les interactions entre les joueurs contribuent à la production d'un « nationalisme cosmopolite », relativement indépendant de ses conditions politiques et sociales de production. Sans une telle analyse, il est impossible de comprendre ensuite pourquoi les individus et groupes composant le réseau transnational de solidarité néozapatiste considèrent que leur réseau « d'information alternative », n'est pas qu'un simple instrument technique au service de la communication interne ou la publicité du mouvement, mais une *infrastructure* qu'ils jugent vitale pour son existence.

[512] Elias N., *Qu'est-ce que la sociologie… op. cit*., p. 83-121.

Section 3. Une improvisation réglée : la construction d'un réseau philo-zapatiste transnational

En 1994, la guerre du Chiapas reste largement une affaire nationale, marquée par les confrontations entre les troupes néozapatistes et l'armée fédérale, les négociations de la guérilla avec le gouvernement, et l'organisation du soutien de la « société civile » mexicaine. Cependant, les appels à l'aide lancés dans les communiqués de l'EZLN aux « peuples du monde », en particulier à la mi-1994, trouvent rapidement un écho favorable à l'étranger. Des réseaux de solidarité internationaux se structurent en 1995-1996, atteignent leur point d'asymptote en 1997-1998, avant de subir un déclin constant, à l'exception d'épisodes de mobilisation plus ponctuels comme la Marche sur Mexico de 2001 et l'Autre Campagne de 2006. L'ampleur et l'originalité de ces réseaux, ainsi que leur rôle dans la naissance du mouvement « anti-mondialisation », ont fait l'objet de travaux nombreux, qui soulignent qu'aucun mouvement post-guerre froide n'est parvenu à mobiliser un réseau de soutiens équivalent dans le monde. Si l'on suit la plupart des travaux consacrés à cet aspect du mouvement, l'extension transnationale du néozapatisme s'expliquerait essentiellement par deux raisons : 1/ son habileté à utiliser les outils de communication modernes, en particulier Internet, pour mobiliser des soutiens étrangers ; 2/ la séduction exercée par la rhétorique du mouvement auprès d'un large éventail de groupes de gauche à travers le monde, dans une période post-guerre froide marquée par un désarroi idéologique de la gauche, notamment aux Etats-Unis et en Europe.

Avant d'examiner plus en détail le rôle des instruments de communication médiatique, en particulier d'Internet, dans ce processus (chapitre 4), il est nécessaire de s'interroger sur les conditions sociales de production, de circulation et de réception du néozapatisme hors du Mexique. Produits dans un contexte spécifique, comment des textes parviennent-ils à exercer des effets hors de leur contexte[513] ? Il s'agit en effet d'un aspect peu analysé dans les recherches sur le philo-zapatisme transnational[514]. La plupart des travaux adoptent le postulat sous-jacent de la force intrinsèque du langage et des idées néozapatistes, reprise savante du slogan « nos mots sont nos armes ». Mais comment expliquer concrètement la formation d'un consensus normatif transnational entre des groupes géographiquement distants, socialement hétérogènes, et politiquement divisés, en l'absence de mots d'ordre très précis sur ce que signifie pratiquer le néozapatisme *at home*, et sur la base d'infrastructures ne permettant qu'un contrôle limité du processus d'étiquetage et d'organisation collectifs des « zapatistes » hors du Mexique ?

Une étude remarquable de Thomas Olesen sur les conditions du « cadrage transnational » du réseau de solidarité zapatiste en propose une modélisation. L'auteur montre comment ses

[513] Bourdieu P., « Les conditions sociales… », op. cit.
[514] Olesen T., *International Zapatismo*... op. cit.

infrastructures et son répertoire d'action contribuent à la formation d'un « contre-public transnational » qui produit et reproduit une « conscience globale » fondée sur la lutte contre le néolibéralisme et une revendication de démocratie radicale. Cependant, son travail s'intéresse peu aux logiques de production des discours à l'intérieur des organisations qui en sont les « nœuds », ainsi qu'aux propriétés sociales des agents qui y jouent un rôle d'informateurs, et tend à proposer une vision parfois trop homogène du réseau. Mon hypothèse est que nous avons moins affaire, comme l'ont clamé des observateurs enthousiastes[515], aux prémisses d'une « société civile mondiale », dont l'aboutissement logique serait la naissance du mouvement altermondialiste, qu'à une « agglutination internationalisée de fragments de sociétés civiles nationales »[516] dont l'issue – la construction d'un réseau transnational de militants – n'est pas donnée d'avance. La genèse et l'essor de ce réseau, loin d'être le produit d'un calcul rationnel maîtrisé de bout en bout par les agents en présence, s'explique de façon plus réaliste par une stratégie d'orchestration des soutiens largement improvisée, aussi bien du côté des Néozapatistes du Chiapas que de leurs alliés à l'étranger, mais dans chaque cas en raison de facteurs structurels dont seules des enquêtes empiriques précises, actuellement peu nombreuses, permettraient de rendre l'épaisseur sociale et historique.

A/ La force intrinsèque des idées néozapatistes : le modèle de la « solidarité globale »

Pour Alex Khasnabish, la diffusion internationale du néozapatisme serait due à la force mobilisatrice de ses récits de changement social radical, à une « imagination politique transnationale » qui « résonnerait » au sein de divers groupes militants des pays du Nord. Selon lui, « au niveau transnational, la rébellion zapatiste a pris une signification globale parce que les Zapatistes ont identifié le capitalisme néolibéral global comme une force qui ne les oppressait pas eux uniquement, mais également une multitude d'autres à travers le monde »[517]. Dans un article du *Monde Diplomatique* de 1997, Marcos synthétise la conception néozapatiste de l'internationalisation des luttes contre le néolibéralisme. Pour lui, le monde est entré dans une « quatrième guerre mondiale », après la guerre froide qui aurait constitué une « troisième guerre mondiale ». Cette situation, dans laquelle prédominent les « guerres de basse intensité » menées par des Etats à la solde de marchés financiers mondialisés, implique que la « résistance globale » doit s'organiser autour de « poches de résistance », ces poches pouvant être « *de toutes les tailles, de différentes couleurs, des formes les plus variées. Leur unique ressemblance est leur opposition au 'nouvel ordre mondial' et au crime contre l'humanité qu'apporte la guerre néolibérale […]. Il y autant de modèles qu'il y a de résistances et de mondes dans le monde* »[518].

---

[515] Greebon D. A., « Civil Society's Challenge to the State : A Case Study of the zapatistas and their Global Significance », *Journal of Development and Social Transformation*, 5, 2008, p. 71-80.
[516] Siméant J., « La transnationalisation… », *op. cit*.
[517] Khasnabish A., *From the local… op. cit.*, p. 82 [souligné par moi].
[518] Marcos S.-C., « La quatrième guerre mondiale a commencé », *Le Monde Diplomatique*, août 1997.

Thomas Olesen ajoute cependant un second pilier à ce « cadre transnational » de mobilisation[519]. Le cadre d'injustice néolibéral est en effet couplé au « cadre majeur démocratique » (*democratic master frame*) qui s'est imposé comme une norme de légitimité politique dominante dans les relations internationales, en particulier après la guerre froide[520]. Les militants pro-zapatistes s'appuient en effet sur une conception radicale de la démocratie, fondée sur la participation et la délibération, l'autonomie collective et la décentralisation du pouvoir[521]. Cette conception repose sur une critique des tendances oligopolistiques des démocraties représentatives libérales, ainsi que l'incapacité des dirigeants à réduire les inégalités économiques au sein des pays riches, mais également entre pays riches et pays pauvres. Cette critique se double d'une revendication d'égalité réelle entre hommes et femmes, ainsi que d'une lutte contre les discriminations que subissent les « minorités ethniques » et les « exclus » en général.

La relative indétermination idéologique qui caractérise cette offre de mobilisation la pose en rupture avec les divisions traditionnelles que l'on trouve dans les différents courants idéologiques de « l'extrême gauche » : le néozapatisme combine une idéologie socialiste, celle d'un mouvement de libération nationale, le féminisme, la défense des peuples indigènes, la lutte contre le racisme, ou encore la défense des droits de l'homme[522]. Mais si cette indétermination subit les critiques de différents groupes issus de la gauche marxiste, elle constitue paradoxalement un des éléments de son succès. Ce cadrage souple contribue en effet, par sa labilité même, à créer sa propre demande dans différents champs de réception (qui sont toujours aussi des champs de production ou de reproduction)[523], principalement en Amérique du Nord et en Europe.

Pour une partie des militants, l'engagement se structure autour de l'aide humanitaire, de la défense des droits de l'homme et, particulièrement au niveau latino-américain, de la défense des peuples indigènes[524]. D'autres s'investissent dans un soutien au mouvement néozapatiste au nom d'un internationalisme révolutionnaire ou d'une solidarité tiersmondiste[525]. La plupart des soutiens expriment cependant le caractère exceptionnellement original et novateur du réseau de soutien au néozapatisme. Pour Thomas Olesen, le « réseau transnational de solidarité zapatiste » incarnerait une forme inédite de solidarité internationale, héritière mais distincte des formes antérieures. Dans cet idéal-type de la « solidarité globale », les

---

[519] Olesen T. « Theorizing Transnational Framing », *International… op. cit.*, p. 29-52.

[520] Olesen T. « Democracy », *International… op. cit.*, p. 153-180. Un *master frame* est un large reservoir d'idées d'où les mouvements sociaux tirent leur critique sociale et proposent des solutions.

[521] Holloway J., « The concept of power and the Zapatistas », *Libcom.org* [consulté le 21/06/2011] publié initialement in *Common Sense*, 19 juin 1996.

[522] Pour une synthèse historique particulièrement claire des principaux courants idéologiques qui structurent ce qu'Immanuel Wallerstein appelle la « géoculture » de l'économie-monde capitaliste, en particulier au sein des « mouvements anti-systémiques », voir Wallerstein I. « La création d'une géoculture. Idéologies, mouvements sociaux et sciences sociales », *Comprendre… op. cit.*, p. 97-119.

[523] Bourdieu, P., « Les conditions… », *op. cit.*

[524] C'est une approche dominante chez les acteurs proches de grosses ONG internationales, de groupes catholiques progressistes liés à l'évêché de San Cristóbal (Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé de las Casas, « Breve historia de la solidaridad civil en Chiapas », in *De la memoria a la esperanza*, San Cristóbal de las Casas, abril 2001, p. 21-31), ou encore des mouvements de défense des peuples indigènes d'Amérique latine (Velasco Cruz S., *El movimiento … op. cit.*).

[525] Vayssière P., *Les révolutions… op. cit.*, p. 356-364.

Néozapatistes serviraient de source d'inspiration plus que d'objets de solidarité[526]. Le principe de cette solidarité globale serait non pas un mécanisme de représentation politique à l'étranger, selon la logique de la « diplomatie par le bas », mais un principe de participation politique brouillant les frontières entre soutiens « du Nord » et bénéficiaires « du Sud ». Cette solidarité globale serait une solidarité *mutuelle* entre les participants.

Cette offre de mobilisation va séduire aussi bien des groupes proches de la mouvance libertaire que des membres de partis socio-démocrates, mais aussi, on l'a vu, des marxistes hétérodoxes. John Holloway, un économiste et philosophe marxiste d'origine irlandaise, installé au Mexique, et connu dans les cercles altermondialistes pour son livre *Changing the World Without Taking Power* (2002), affirme ainsi en 1996: « la question pour nous [militants européens] n'est donc pas comment construire des comités de solidarité, mais comment nous pouvons rejoindre [les Néozapatistes] dans le processus qu'ils ont commencé »[527]. De même, pour les membres d'un collectif libertaire anglo-saxon, être « zapatiste » ne signifie pas mimer un modèle de lutte, comme l'élève suit son maître, mais s'approprier activement un ensemble de principes d'action (écoute, dialogue, participation, radicalité, autonomie, etc.) qu'il s'agit d'adapter aux circonstances particulières de chaque mobilisation. La formule *« No name, no manifesto, and no leaders* » entend ainsi affirmer l'absence d'appellation d'origine contrôlée, de petit livre rouge, ou de représentants attitrés[528]. De façon similaire, mais à situer à l'opposé dans l'espace idéologique des groupes de soutien, Danièle Mitterand donne un témoignage vibrant de son premier séjour au Chiapas, début 1996. L'épouse de l'ancien président français, décédé le 8 janvier, est alors à la tête de l'association caritative France-Libertés qui a engagé des actions humanitaires au profit de ses « frères » indiens du Chiapas. Elle est reçue avec beaucoup d'égards dans un « *bed-and-breakfast* » improvisé au milieu de la jungle[529]. Son récit illustre à l'extrême la puissance de séduction exercée par le « Sous-Commandant » Marcos. La scène de leur rencontre est dépeinte de façon très romantique (ce qui s'explique en partie en raison d'une situation de deuil) : un justicier masqué arrive dans la nuit sur son cheval noir, et offre à son hôte, dans un geste hautement symbolique, une rose de papier[530].

La séduction exercée par le néozapatisme est donc exprimée en des termes remarquablement semblables par des acteurs très variés, qui s'accordent sur un socle commun de principes très généraux, exprimés dans des formules telles que « *changer le monde sans prendre le pouvoir* », ou encore « *un 'non' et beaucoup de 'oui'* ». Des illustrations

---

[526] Olesen T., « Globalizing the Zapatistas: from Third World solidarity to global solidarity? », *Third World Quartely*, 25/1, 2004, p. 255-277.
[527] Holloway J., « The concept… », *op. cit.*
[528] Bien que sur le plan visuel autant qu'éditorial, le mouvement néozapatiste occupe dans le livre dont est tiré cette formule (Notes from Nowhere, *We are… op. cit.*), une place sans équivalent pour les autres mouvements de lutte altermondialistes. Voir l'analyse de Rovira G., « Un ciclo de protestas : del zapatismo al altermundismo », in *Sin fronteras. Las redes de solidaridad con Chiapas y el altermundismo*, Mexico, Era, 2009, p. 237-271, Khasnabish A., « The transnational impact of zapatismo », *Zapatistas… op. cit.*, p. 164-198.
[529] Expression tirée de Grange (De la) B., Rico M., *Marcos… op. cit.*
[530] Elle se rend compte néanmoins dans les jours suivants que ce don appelle un contre-don, puisqu'elle se voit impliquée, sans en avoir été informée au préalable, dans les négociations entre l'EZLN et le gouvernement mexicain (Mitterand D., *Ces hommes sont avant tout nos frères*, Paris, Ramsay, col. Droit de l'homme, 1996).

nombreuses des effets coagulants de l'idéologie néozapatiste de la « solidarité globale » peuvent être trouvées dans la littérature pro-zapatiste. Yvon Le Bot utilise à cette période (1997) l'image de l'auberge espagnole pour décrire le fait que « dans le rêve zapatiste, tout le monde peut mettre le sien »[531]. Selon Pierre Duterme, il ne faut pas sous-estimer l'importance vitale, pour la rébellion, de son retentissement international, mais « s'il est vital, cet écho sans frontières est aussi fragile, évanescent, voire ambigu ». Selon lui, Marcos serait surtout parvenu à rallier une série de petits groupes d'Europe et des Etats-Unis, « peu représentatifs de leur propre société civile, déjà tournés vers l'extérieur et qui goûtent au néozapatisme selon leurs marottes : les anars parce que la rébellion ne vise pas le pouvoir, les antimilitaristes parce qu'elle est pacifiste, les révolutionnaires parce qu'il s'agit tout de même d'une armée de libération nationale, les chrétiens progressistes parce que l'Eglise locale est de leur côté, etc. Chacun y trouve sa saveur préférée »[532].

Il convient donc de se prémunir du risque de confondre dans l'analyse scientifique les théories militantes ou savantes des pratiques de « solidarité internationale » et leur réalité empirique[533]. Ainsi, les analyses qui reprennent à leur compte la thèse de la « quatrième guerre mondiale » adoptent généralement une interprétation téléologique faisant du mouvement néozapatiste le précurseur des mobilisations anti-mondialisation[534]. Si des liens objectifs peuvent être établis entre les rencontres internationales organisées par l'EZLN en 1996-1997 et la définition des principes d'organisation interne ou les répertoires d'action collective de groupes transnationaux tels que *People's Global Action*, ou nationaux tels que les *tute bianche* en Italie[535], il semble difficile de souscrire à la thèse quelque peu mécaniste selon laquelle le néozapatisme constituerait la « première étape » d'un « irrésistible essor de l'anticapitalisme global »[536]. Selon cette thèse, la mobilisation initiale doit nécessairement aboutir à la bataille de Seattle (1999) ou au premier Forum Social mondial (2001). On peut se demander si de telles analyses n'inversent pas l'ordre chronologique des événements. Le thème de la « résistance globale au néolibéralisme » ne prend en effet une importance réelle dans la rhétorique néozapatiste qu'*après* l'élargissement des réseaux de solidarité transnationaux. Ce type d'analyses tend ainsi à prendre pour argent comptant le produit du travail de construction d'un consensus transnational, mené par les groupes insurgés et leurs appuis nationaux et internationaux. De plus, l'explication repose sur un schéma de diffusion d'un modèle normatif à l'international, qui trouverait son principe de diffusion dans la force intrinsèque de séduction de ses idées, selon le modèle de la « tâche d'huile »[537]. Cette

[531] Le Bot Y., Marcos S.-C., *Le rêve… op. cit.*, p. 20.
[532] Duterme B., « 'Le néozapatisme… », *op. cit.*
[533] Collovald A. (dir.), *L'humanitaire… op. cit.*, p. 8.
[534] Le Bot Y., « Le néozapatisme… », op. cit., p. 129-140
[535] Khasnabish A., *From the local… op. cit.*, p. 178-185, Hardt M., Negri A., *Multitudes… op. cit.*, p. 305-308.
[536] Notes From Nowhere (ed.), *We are...*
[537] « Les études de diffusion culturelle recourent, plus souvent inconsciemment que consciemment, au modèle de la tâche d'huile pour tenter de rendre raison de l'aire et du rythme de dispersion d'un trait culturel. Ce serait contribuer à la purification de l'esprit scientifique que d'analyser concrètement la logique et les fonctions de schèmes comme celui du 'changement d'échelle' par lequel on s'autorise à transférer au niveau de la société globale ou planétaire des observations ou des propositions valables au niveau des petits groupes ; comme celui de […] 'l'action à distance' qui porte à penser l'action des moyens de communication selon les catégories de la pensée magique. On voit que la plupart de ces schèmes

hypothèse mérite d'être interrogée, car elle n'explique pas autrement que par un « effet magique » à quelles conditions le modèle peut ou non se greffer.

B/ Dynamiques, volume et structure d'un réseau transnational de militants

L'étude du philo-zapatisme international[538] doit passer par une première étape de définition de l'objet, afin de contrebalancer certaines illusions d'optiques entretenues par les représentations de ses acteurs. En effet, le néozapatisme est-il un mouvement et/ou un réseau *transnational* ou bien s'agit-il essentiellement d'un groupe *national* – voire local – qui formule ses revendications en termes planétaires ? Le problème est de déterminer plus précisément la structure et les dynamiques spécifiques par rapport à des mouvements ou réseaux semblables. Selon la typologie de S. Tarrow (présentée en introduction de partie), le « néozapatisme international » se rapproche davantage d'un réseau transnational de militants, que d'un mouvement social transnational à proprement parler. En effet, bien qu'il revendique une dimension fortement contestataire, il s'apparente à une coalition largement informelle et changeante, traversée par des contradictions internes, et dont la plupart des soutiens s'investissent plutôt dans des actions indirectes de diffusion de la cause. Thomas Olesen appelle cet ensemble d'acteurs le « réseau transnational de solidarité zapatiste » (RNZ).

métaphoriques sont communs aux propos naïfs et au discours savant ; et de fait, ils doivent à cette double appartenance leur rendement pseudo-explicatif […]. Cachant leur origine commune sous la parure du jargon scientifique, ces schèmes mixtes échappent à la réfutation » (Bourdieu P., Passeron J. C., Chamboredon J. C., *Le métier… op. cit.*, p. 39).

[538] J'emprunte cette expression à la thèse d'Elena Apostoli Capelo, qui propose une enquête ethnographique sur les militants « philozapatistes » italiens et espagnols dans les années 1990, notamment à Venise et à Barcelone (Postoli Cappello E., *Ribelli, attivisti, militanti e viaggiatori. Politiche e miti nella relazione fra culture antagoniste italiane e movimento zapatista in Chiapas*, Tesi di dottorato, Università degli Studi di Milano-Bicocca, 2009). Malheureusement, seul un résumé de ce travail est disponible en français (sur http://boa.unimib.it/handle/10281/7480).

On peut ainsi distinguer huit phases dans le processus de structuration du RNZ entre 1994 et 2006[539] :

1	*Janv. 1994-fév. 1995*	Entre le soulèvement de l'EZLN et l'offensive de l'armée, la solidarité internationale dispose de peu d'infrastructures et repose essentiellement sur les réseaux et organisations existantes
2	*Fév. 1995-Eté 1996*	Avant la première « Rencontre Intercontinentale » se mettent en place des infrastructures pour contrôler les activités de l'armée et rendre publiques les violations des droits de l'homme
3	*Eté 1996-Déc. 1997*	Le mouvement de solidarité se politise s'étend à d'autres réseaux transnationaux
4	*Déc. 1997-mi-1998*	Après le massacre d'Acteal, le mouvement connaît sa période d'activité la plus intense, et s'organise autour de la défense des droits de l'homme et la militarisation du Chiapas
5	*Mi-1998-Mars 2001*	Phase de démobilisation dans une période de réorganisation interne de l'EZLN
6	*Mars 2001-Janv. 2003*	La solidarité internationale connaît un regain de vitalité au moment de la Marche sur Mexico, mais poursuit son déclin alors que les Néozapatistes rentrent dans une phase de silence relatif
7	*Janv. 2003-Mi-2005*	Alors que les Néozapatistes construisent *de facto* l'autonomie indigène au Chiapas, le mouvement de solidarité, plus faible, se restructure autour de la promotion du travail communautaire
8	*Mi-2005-janv. 2007*	Nouveau regain de vitalité du mouvement entre la publication de la Sixième Déclaration de la forêt lacandone et la Première Rencontre des Zapatistes avec les Peuples du Monde, en particulier autour de « l'Autre Campagne » et l'appui des réseaux zapatistes aux mouvements d'Atenco et Oaxaca

Cette chronologie permet de formuler l'hypothèse que le volume du RNZ décroît entre deux grandes périodes : une première période ascendante en 1994-1998 (période 1), une période de déclin relatif en 1998-2006 (période 2). Deux phases font exception : un premier pic de mobilisation en 2001 autour de la Marche sur Mexico, un second en 2006 avec l'Autre Campagne. Cependant, dans une phase de réinvestissement du cadre national de mobilisation par l'EZLN, ces événements apparaissent comme des tentatives de remobilisation d'un réseau transnational entré dans un processus de rétraction.

Peut-on mesurer le degré de validité de cette hypothèse ? Le problème qui se pose est l'absence de données précises sur le nombre de militants impliqués, qu'il s'agisse des soutiens au Chiapas ou depuis l'étranger. Des rapports officiels ou d'ONG fournissent quelques chiffres permettant de mesurer le volume du soutien au Chiapas, surtout entre 1994 et 2000.

[539] Chronologie inspirée de Olesen T., *International Zapatismo, op. cit.*, p. 3-4 [phases 1-5], ainsi que Ross J., *¡Zapatistas!... op. cit.*, p. 16 [phases 6-8].

D'après un rapport du ministère étasunien des Affaires Etrangères, dans les premières semaines du conflit 140 ONG nationales et étrangères envoient des représentants sur place[540]. Une estimation chiffrée du nombre de « volontaires internationaux » présents au Chiapas est proposée dans un rapport d'avril 2001 du Centre des droits de l'homme Fray Bartolomé de Las Casas (*Frayba*). Entre le 1er janvier 1995 et le 31 décembre 2000, 5733 observateurs étrangers venus de 44 pays (principalement d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Amérique latine) s'inscrivent au sein des « Campements de la paix » ou des « Brigades Civiles d'Observation pour la Paix et les Droits Humains » (Brico). Ils sont répartis dans plus de 80 communautés de cinq régions du Chiapas (Altos, Selva, Norte, Sureste, Soconusco). Même si ne sont comptabilisés que les participants dûment inscrits[541], ce chiffrage montre que le niveau de présence de volontaires internationaux sur place est allé en déclinant sur la période :

Année	1995	1996	1997	1998	1999	2000	**Total**
Nombre de volontaires internationaux[542]	*1380*	*1237*	*982*	*652*	*662*	*820*	***5733***

Il est à noter qu'une partie du déclin s'explique par l'action répressive des autorités mexicaines. Selon le calcul d'un centre de recherche du Chiapas, 183 observateurs internationaux ont été expulsés du pays sur la période, la plupart des expulsions ayant lieu en 1998 (144, soit près d'un quart des 652 observateurs internationaux présents sur l'année)[543]. Pour réduire le nombre de soutiens, le Mexique instaure un système de visa spécial, différent du visa touristique, pour les personnes engagées dans un travail politique[544]. Paradoxalement, cette répression semble avoir joué un rôle remobilisateur pour le volontariat international (parallèlement à l'essor de l'altermondialisme après les manifestations de Seattle), puisqu'en 2000 les chiffres remontent, dans un contexte de détente apparente avec l'élection de Vicente Fox.

Pour ce qui concerne les soutiens à l'étranger, les sources disponibles oscillent entre des estimations très vagues ou très exagérées (« *des millions* »[545]) et des monographies

[540] Bob C., *The Marketing… op. cit*., p. 118.
[541] Ainsi, après la rencontre Internationale de l'été 1996, se développe une forme de « tourisme politique » auquel un journal argentin donne le nom de « zapatourisme », et qui n'est pas enregistré dans ces chiffres, *Clarín Digital*, « Nueva moda: el 'zapaturismo'. La guerilla zapatista es ahora atracción turística », Buenos Aires, Argentina, 14 août 1996.
[542] Centro de Derechos Humanos Fray Barolomé de las Casas, « Breve historia… », *op. cit*., p. 21-31.
[543] Hidalgo Dominguez O., *Tras los pasos… op. cit*., p. 70. Un bras de fer juridique s'ouvre entre les organisations civiles et religieuses pro-zapatistes et les autorités. Ces dernières, en particulier l'Institut National de Migration, se basent sur l'article 33 de la Constitution pour justifier les expulsions. L'article 33 de la Constitution Fédérale stipule en effet que « *l'exécutif de l'Union […] pourra expulser du territoire national les personnes étrangères conformément à la loi […]. Les étrangers ne pourront en aucune manière s'immiscer dans les questions politiques du pays* » (http://info4.juridicas.unam.mx/ijure/fed/9/34.htm?s). Les pro-zapatistes, dont l'Evêché de San Cristóbal, se fondent quant à eux sur les engagements internationaux du Mexique, comme la Convention 169 de l'OIT relative aux peuples indigènes et tribaux. Selon l'article 2 de cette convention, il « *incombe aux gouvernements, avec la participation des peuples intéressés, de développer une action coordonnée et systématique en vue de protéger les droits de ces peuples et de garantir le respect de leur intégrité* » (http://www.ilo.org/ilolex/cgi-lex/convdf.pl?C169).
[544] Bob C., *The Marketing… op. cit*., p. 136.
[545] Greebon D., « Civil Society's Challenge… », *op. cit*.

réalisées principalement à partir de données qualitatives[546]. On peut cependant donner une idée du volume de ce soutien à partir de trois indicateurs.

1/ Le premier indicateur est le nombre de sympathisants présents lors d'événements tels que les rencontres internationales au Chiapas, qui se chiffrent entre 3000 et 6000 personnes.
2/ Le second indicateur est la participation d'étrangers aux consultations nationales et internationales des Néozapatistes, qui cependant incluent souvent des militants mexicains. Ainsi, la « consultation nationale » lancée en 1994, après la réponse du gouvernement à leur liste de revendications, reçoit près de 65 000 réponses, dont une partie vient de l'étranger. On ne peut connaître la part de votes « nationaux » et « internationaux », mais l'EZLN publie la répartition par « zones internationales », qui montre que 80 % des répondants viennent d'Amérique du Nord, 18 % d'Europe, contre seulement 1,3 % d'Amérique latine, 0,5 % d'Asie et 0,2 % d'Afrique[547]. Ces chiffres tendent à confirmer le sentiment exprimé par des militants que l'essentiel des soutiens étrangers se trouvent en Amérique du Nord et en Europe. De même, en juin 1995, un référendum par sondage, commandité par les Néozapatistes pour déterminer les suites à donner à leur mouvement, recueille 1,3 millions de voix au Mexique, et 55 000 réponses par voie électronique, la plupart étrangers. En 1999, une technique similaire est adoptée pour faire pression sur le gouvernement mexicain après la signature des Accords de San Andrés. Il reçoit trois millions de vote au Mexique et 58 000 à l'étranger[548].
3/ Le troisième indicateur est le nombre de groupes de soutien à l'étranger. Selon une étude réalisée en mars 2002, 42 organisations de solidarité avec le Chiapas sont actives à cette date en Europe et aux Etats-Unis[549]. La taille de ces groupes est cependant inconnue. Or il existe une grande différence en termes d'infrastructures financières et organisationnelles entre un petit « collectif » d'une dizaine de personnes et une ONG internationale employant des dizaines de salariés et recevant des dons de dizaines de milliers de sympathisants.

Le RNZ comporte ainsi trois catégories principales d'acteurs : 1/ les Néozapatistes du Chiapas qui sont actifs au Mexique mais subissent une répression et des contraintes nationales ; 2/ les soutiens au Mexique qui s'inscrivent dans un cadre national, mais peuvent bénéficier de relais étrangers ; 3/ les soutiens à l'étranger, qui sont situés dans leurs cadres nationaux respectifs, mais dont les actions sont principalement dirigées vers la solidarité avec le Chiapas[550]. Cependant, cette relation principalement « Nord-Sud » ne suffit pas à faire comprendre l'originalité du RNZ. Pour Sidney Tarrow et Doug MacAdam, celle-ci réside en effet dans la stratégie de « courtage » (*brokerage*) menée par les militants pro-zapatistes, qui non seulement auraient noué des relations avec les Néozapatistes, mais *entre eux*. Ce phénomène contribue à mettre en relation des groupes sociaux peu habitués à se fréquenter, et permet de différencier le RNZ de réseaux transnationaux plus classiques, qui mobilisent des

[546] Voir par exemple Glass P. G., « Everyday routine... », *op. cit.*
[547] EZLN, « Consultation indigène : la participation », 1er juin 1994, in Marcos S.-C., *¡Ya Basta !, vol. 1, op. cit.*, p. 271.
[548] Bob C., *The Marketing… op. cit.*, p. 144.
[549] Olesen T., *International Zapatismo… op. cit.*, p. 26.
[550] Olesen T., « The transnational Zapatista solidarity network », *International… op. cit.* La typologie de Thomas Olesen tend à sous-estimer le rôle des groupes mexicains de soutien aux Néozapatistes hors du Chiapas, en particulier à Mexico, qui jouent pourtant un rôle dans le réseau transnational, comme nous aurons l'occasion de le constater en étudiant leurs réseaux de « médias alternatifs ».

réseaux d'acteurs et des canaux d'information préexistants, selon un modèle de diffusion concentrique (*relational diffusion*)[551].

Deux typologies du RNZ ont été proposées dans des travaux américains qui utilisent les outils de la sociologie des mouvements sociaux. Pour Thomas Olesen, les groupes qui composent le réseau de solidarité transnational au Chiapas peuvent être rangés en cinq catégories :

1/ L'EZLN et les communautés indigènes néozapatistes du Chiapas ;
2/ Les organisations mexicaines situées à San Cristóbal, comme les ONG *Frayba*, *Enlace Civil*, *Ciepac* ou *Melel Xojobal*, qui apportent directement l'aide matérielle ou juridique aux communautés ;
3/ Les organisations internationales ou nationales mais non-mexicaines, comme par exemple aux Etats-Unis *Global Exchange*[552], le *Mexico Solidarity Network*[553], *Sipaz*[554], ou le réseau *Indymedia*[555] ;
4/ Les individus ou groupes récepteurs des informations ou appels à mobilisation diffusées par les trois premiers groupes
5/ Les « acteurs intermédiaires » qui n'ont que des liens irréguliers avec des acteurs périphériques ou centraux du réseau, dépendent d'eux pour leur information, et consacrent peu de temps à la question du Chiapas, mais occupent des positions de responsabilité dans des organisations politiques ou des institutions officielles[556].

En se basant sur une typologie des modèles de réseau, l'auteur considère que le RNZ relève à la fois d'un « réseau en clique » (*clique network*), dans lequel tous les acteurs sont connectés directement par des relations intenses et réciproques (et où l'information circule donc « tous azimuts ») et d'un « réseau en étoile » (*star network*), où tous les acteurs sont connectés à seulement un autre acteur, donc dépendants de l'information que livre celui-ci. Dans ce modèle, un seul acteur a des relations avec plusieurs autres acteurs, et il se situe au centre de l'étoile : c'est ici le cas de l'EZLN. Les relations entre ces acteurs peuvent être directes, c'est-à-dire prendre la forme d'interactions en face à face, ou indirectes, c'est-à-dire médiatisées par un artefact technique, en particulier Internet (emails, listes de diffusion électroniques, forums, sites web, etc.).

Cette typologie tend cependant à minimiser trois séries de facteurs dans l'analyse de la structure du réseau. Premièrement, le rôle des contraintes nationales dans la production, la diffusion ou la réception des « informations » nécessaires à sa reproduction ; deuxièmement, les propriétés sociales des militants et les relations intra-organisationnelles qui structurent chacun des « nœuds » ; troisièmement, les rapports de force inégaux, intra- et inter-nationaux,

[551] Tarrow S., McAdam D., « Scale Shift in Transnational Contention », in Della Porta D., Tarrow S. (eds.), *Transnational Protest & Global Activism*, Oxford, Rowman & Littlefield Publishers Inc., 2005, p. 121-147.
[552] Fondé en 1988, basé San Francisco, Californie, avec une antenne permanente à San Cristóbal depuis 1995, et une mailing *list* de 2500 bénéficiaires.
[553] Fondé en 1998, basé à Chicago et Washington, ce réseau compte 85 organisations dont une partie seulement se consacre exclusivement au Chiapas.
[554] Fondé en 1995, basé à Santa Cruz, Californie, avec une antenne permanente à San Cristóbal.
[555] Fondé en 1999 lors de manifestations à Seattle contre l'OMC, implanté dans plusieurs dizaines de pays, qui compte un collectif depuis 2001 au Chiapas, doté d'un local permanent à San Cristóbal.
[556] Olesen T., « Network Infrastructure », *International… op. cit.*, p. 66-70.

entre les agents individuels ou collectifs qui le composent. Thomas Olesen définit les acteurs du RNZ uniquement à partir de leur rôle *structurant* d'informateurs dans le réseau[557] : je voudrais montrer ici que les représentations et pratiques des agents sont non seulement structurantes *mais structurées* par les relations relativement asymétriques entre les agents de ce « champ multi-organisationnel » transnational[558].

Selon Gadi Wolfsfeld, les *challengers* qui cherchent des appuis étrangers, pour peser en leur faveur dans les luttes qu'ils mènent contre leurs autorités nationales, s'appuient prioritairement sur des groupes issus d'Etats dont le poids sur la scène internationale apparaît comme le plus susceptible de peser sur les décisions de ces dernières[559]. Or dans le cas de la configuration transnationale formée par l'ensemble des militants et organisations pro-zapatistes, tout semble indiquer, on l'a vu, qu'ils sont issus par ordre d'importance, en volume: 1/ du Mexique ; 2/ des Etats-Unis et du Canada ; 3/ d'Europe occidentale ; 4/ d'Amérique latine. Mon hypothèse est que les relations entre les Néozapatistes et ces différents groupes sont en partie structurées par les inégalités « objectives » dans le volume de capital politique national et international[560], mais également par les perceptions subjectives (ou intériorisées) des rapports de force internationaux.

Dans cette perspective, il existe une différence et une dissymétrie entre les soutiens philo-zapatistes mexicains, qui font reposer l'essentiel de leurs stratégies sur un capital politique national qu'ils peuvent investir presque *directement* pour peser dans les rapports de force entre l'Etat et l'EZLN, et les soutiens non-mexicains issus de pays occidentaux qui mobilisent des ressources liées à un capital politique national ou international, qu'ils ne peuvent investir qu'*indirectement* dans les rapports de force mexicains. De plus, il existe des hiérarchies objectives et intériorisées *à l'intérieur* de ces différents groupes. Pour comprendre les relations complexes entre les organisations mexicaines du Chiapas, d'autres Etats ou du *Districto Federal*, par exemple, il serait idéalement nécessaire de tenir compte de la position de « colonie interne » qu'occupe le Chiapas dans la hiérarchie des Etats de la fédération[561] ; du poids relatif des groupes mobilisés sur le pouvoir périphérique des Etats fédérés[562], le pouvoir central de l'appareil politico-bureaucratique de l'Etat fédéral ; ou encore leur capacité à jouer des divisions au sein des élites, notamment sur la question décisive des réformes néolibérales[563]. De même, le poids des réseaux de solidarité étasunien sur leur gouvernement

---

[557] Thomas Olesen distingue cinq niveaux d'acteurs selon leur rôle dans la production, la distribution et la réception de l'information sur le conflit du Chiapas : les producteurs, les collecteurs, les traiteurs, les distributeurs, les récepteurs. Il distingue deux types d'interactions entre ces acteurs : les interactions physiques ou directes, et les interactions médiatisées par ordinateur ou indirectes (Olesen T., « The transnational… », *op. cit*., p. 97-101).

[558] Le concept de « champ multi-organisationnel » ne rend compte qu'en partie de la perspective adoptée ici, car il tend également à sous-estimer les rapports de force entre les protagonistes : « au sens large, le terme champ multi-organisationnel pourrait se référer au nombre total possible d'organisations avec lesquelles l'organisation étudiée pourrait établir des liens spécifiques. Un usage plus restreint se référerait à ces organisations parmi l'univers d'organisations avec lesquelles l'organisation étudiée a effectivement établi des liens spécifiques » (Curtis R.I. Jr., Zurcher L.A. Jr., « Stable Resources of Protest Movements : The Multi-Organisational Field », *Social Forces*, 52/1, 1973, p. 53-61).

[559] Wolfsfeld G., « The political… », *op. cit*.

[560] Ces termes sont définis dans l'introduction de la thèse.

[561] Voir Pohlenz Cordova J., *Dependencia y desarollo capitalista en la sierra de Chiapas*, Mexico, UNAM, 1994.

[562] Durazo-Herrmann J., « Frontières territoriales… », *op. cit.*, Aguilar Sanchez, M., *Mouvements sociaux… op. cit.*

[563] Dezalay Y., Garth B., *La Mondialisation… op. cit*.

ou les élites a *relativement* plus d'importance au plan politique (objectivement *et* dans les perceptions des acteurs mobilisés) que celui des réseaux de solidarité européens ou latino-américains. Dans la période prise en considération, en effet, l'Alena contribue fortement à l'insertion déséquilibrée et dominée de l'économie mexicaine dans l'économie nord-américaine[564], alors que les accords commerciaux entre le Mexique et l'Union européenne pèsent moins que l'Alena aux yeux des fractions dominantes des élites politiques, mais davantage que ceux passés avec les Etats latino-américains, etc.[565].

Il convient également de prendre en compte les systèmes de représentations collectives que les acteurs ont des uns et des autres, selon leur nationalité respective, en fonction du type de socialisation qu'ils ont reçue. On peut rappeler ici par exemple le rôle de l'opposition à l'impérialisme américain dans la formation de la conscience nationale mexicaine depuis le milieu du XIXe siècle[566]. Il constitue ainsi une ressource discursive d'intellectuels mexicains dans leur soutien au néozapatisme publiquement exprimé à l'étranger[567]. De même, la relation des militants anti-impérialistes étasuniens, vis-à-vis de l'Amérique latine en général, et du Mexique en particulier, s'inscrit dans un *trend* historique structuré par la succession de générations militantes, dont une partie s'est reconvertie à titre professionnel dans le soutien à la politique étrangère de Washington en matière de « développement » et d'exportation du « modèle démocratique »[568].

Bob Clifford distingue trois principaux groupes d'organisations qui jouent un rôle d'interface pour les Néozapatatistes entre les niveaux local, national et transnational. Les groupes de défense de droits de l'homme (*human rights advocacy groups*), présents dès le début des hostilités, mobilisent des ressources matérielles et symboliques provenant d'une forte intégration institutionnelle et une professionnalisation ancienne (*Human Rights Watch*, *Amnesty International*). Ils gravitent autour du « *Frayba* » avec lequel ils entretiennent des relations soutenues. Deuxièmement, de nombreuses petites ONG implantées localement sont actives dans les thématiques liées au développement, la justice sociale, la paix, l'éducation ou les droits des femmes (*development, social justice and peace NGOs*). Ces ONG se regroupent entre 1995 et 1997 au sein d'une coalition appelée *Conpaz* (coordination des ONG pour la paix), comme, par exemple, *Sipaz* (coalition d'organisations nord-américaines, latino-américaines et européennes). Elles se caractérisent par leur volonté de ne pas prendre parti

---

[564] Comme le montre, encore une fois, la révision de l'article 27 de la Constitution en 1992. L'Alena a également de profondes conséquences sur le tissu industriel national (Carroué L., « Le Mexique… », *op. cit.*). Sur la conception de l'Etat comme « entrepreneur » et la structure de l'import/export, largement dominé par les Etats-Unis, voir Musset A., « La libéralisation de l'économie », *Le Mexique… op. cit.*, p. 47-63.

[565] Dabène O., *La région… op. cit.*.

[566] Lancha C., « Le Mexique : de la révolution triomphante (1910-1917) à la révolution institutionnalisée. Le modèle mexicain du populisme (1920-1982) », in *Histoire de l'Amérique latine de Bolivar à nos jours*, col. Horizons Amérique latine, L'Harmattan, 2003, p. 155-222. La perception négative des Etats-Unis chez beaucoup de Mexicains fait cependant l'objet d'un travail idéologique dans les médias ou le système éducatif, dans le contexte d'entrée dans l'Alena. Ainsi, les manuels scolaires d'histoire établissent désormais une chronologie parallèle entre l'histoire du Mexique et celle des Etats-Unis (Corona S., « Les Etats-Unis dans les manuels scolaires mexicains », in Dauzier M. (coord.), *Le Mexique face aux Etats-Unis. Stratégies et changements dans le cadre de l'ALENA*, Paris, L'Harmattan, col. Recherches Amériques Latines, 2004, pp. 50-66).

[567] Casanova P. G., « Colonialisme global… », *op. cit.*

[568] Guilhot N., « Les professionnels de la démocratie… », *op. cit.*

dans le conflit, bien qu'elles aient des sympathies pour le mouvement néozapatiste. Troisièmement, des organisations de solidarité (*solidarity organizations*) contribuent à documenter et diffuser des informations sur le conflit. Parmi ces organisations, une partie se trouve au Chiapas, et une autre dans des pays étrangers. Les premières se regroupent autour d'une association locale appelée *Enlace Civil*, formée en 1996 à San Cristóbal à l'initiative de communautés indiennes locales. Les secondes comprennent un large éventail d'organisations et d'individus, dont les propriétés dépendent le plus souvent du contexte local où ils sont implantés. Ainsi, des organisations professionnalisées et nationales dominent le mouvement de solidarité aux Etats-Unis, comme par exemple *Global Exchange* qui organise des « tours » au Chiapas pour des militants, ou encore le *Mexico Solidarity Network* à partir de 1998. En Europe, une myriade de collectifs ou associations *ad hoc* sont créés, notamment en Espagne, en Italie et en France[569].

Cette typologie introduit, davantage que la précédente, la dimension inégalitaire des relations entre les différentes organisations considérées (les « grosses » et « petites » ONG) et complexifie l'analyse de leurs interdépendances (notamment les relations entre acteurs du « Nord » et du « Sud »). Elle tend toutefois à reprendre les catégories ou thématiques dominantes de la division professionnelle du « travail de solidarité » (droits de l'homme, développement, solidarité). De ce fait, elle tend à surinterpréter le degré de rationalité des acteurs, et à occulter le rôle de certains d'entre eux, qui occupent des positions périphériques ou dominées dans la structure du réseau (petits collectifs informels, simples individus)[570]. M. Crozier et E. Friedberg définissent ainsi le pouvoir du « marginal-sécant » comme celui « d'un acteur qui est partie prenante dans plusieurs systèmes d'action en relation les uns avec les autres et qui peut, de ce fait, jouer le rôle indispensable d'intermédiaire et d'interprète entre des logiques d'action différentes, voire contradictoires », comme c'est le cas par exemple du voyageur de commerce ou de l'ouvrier responsable syndical[571]. Dans le cas d'un réseau transnational, ce pouvoir est décuplé. Ces acteurs, parmi lesquels nous retrouverons ultérieurement les militants des « médias alternatifs », se trouvent en effet en situation de pouvoir saisir les nombreuses opportunités offertes par les « sources d'incertitude » induites par la complexité des dynamiques intra- et inter-organisationnelles, d'une part, intra- et inter-nationales, d'autre part.

On peut ainsi proposer un schéma simplifie des relations hiérarchiques qui structurent en interne le RNZ, en tenant compte des variations du capital politique national et international relatif des agents. Il distingue cinq catégories d'agents, selon leur position plutôt « centrale » ou « périphérique », d'une part, et les ressources politiques qu'ils sont susceptibles de mobiliser au service de la cause néozapatiste, d'autre part.

---

[569] Jeroen, « Solidarity at all cost? On the lack of criticism in the solidarity movement with the Zapatistas », Mexico Solidarity Committee, Amsterdam, Hollande, site web, mai 1999.
[570] T. Olesen insiste quant à lui davantage sur le rôle de ces acteurs.
[571] Crozier M., Friedberg E., *L'acteur et le système*, Paris, Essais, Points, 1977, p. 86.

Premièrement, les ONG nationales avec des liens à l'étranger, ou étrangères avec des liens nationaux, sont implantées dans la zone de conflit et relativement bien dotées en ressources financières, organisationnelles (professionnels du *fundraising*) et politico-juridiques (avocats). Elles ne s'occupent pas nécessairement uniquement du Chiapas, et y organisent par exemple l'acheminement de l'aide humanitaire, assurent un suivi juridique des violations des droits de l'homme, documentent la situation en réalisant des rapports d'expertise, accréditent les missions de solidarité au Chiapas, voire imposent une présence de plusieurs mois sur place aux militants étrangers. C'est le cas par exemple du *Frayba* (Mexique) ou de *Sipaz* (étranger)[572].

Deuxièmement, les « entrepreneurs » transnationaux de militantisme sont des participants plus occasionnels ou plus faiblement dotés en ressources, qui participent par exemple aux rencontres internationales ou à des actions de solidarité ponctuelles, au Chiapas ou depuis l'étranger. Dans la préparation ou suite à des *encuentros*, ils jouent cependant un rôle d'entrepreneurs transnationaux de militantisme pro-zapatiste, effectuant des allers-retours entre leur pays d'origine et les « communautés », et accumulent ou renforcent ainsi un capital politique « international » (maîtrise de l'espagnol, réseau de relations autochtones, maîtrise de la géographie locale) qui leur permet éventuellement de gagner des positions de *leadership* formel ou informel au sein de leurs organisations[573].

Ensuite, les relais institutionnels nationaux ou internationaux occupent des positions plutôt dominantes par rapport à la plupart des organisations de soutien, qu'il s'agisse de membres d'organismes publics (élus ou fonctionnaires internationaux, nationaux ou locaux), qui peuvent mobiliser des ressources institutionnelles, des organismes privés (membres de fondations ou d'entreprises), qui peuvent mobiliser des fonds destinés à l'aide internationale, ou encore de grosses structures partisanes ou syndicales, qui sont susceptibles de mobiliser leurs ressources militantes ou symboliques.

Quatrièmement, les réseaux politiquement « actifs » de soutien à l'étranger n'ont, quant à eux, que peu ou pas l'occasion de se rendre au Chiapas. Cependant, ils sont actifs dans leur pays. Par exemple, ils peuvent mener un travail de transmission d'information et de sensibilisation, et participer aux *Consultas* organisés par l'EZLN[574].

Enfin, les réseaux de simples sympathisants à l'étranger se contentent, pour les plus actifs, de prendre leur adhésion dans une organisation de soutien ou d'effectuer des dons ponctuels ou permanents, mais ne participent pas aux activités de groupes de soutien et n'ont pas l'occasion de se rendre dans la zone de conflit. Les plus « passifs » (qui peuvent être actifs dans d'autres réseaux militants) se contentent d'exprimer un soutien de principe au mouvement néozapatiste, et de se tenir informés de son évolution.

---

[572] Jet, entretien, 2006.

[573] Pour une comparaison de « l'entreprenariat » transnational militant avec l'entreprenariat de dirigeants de petites entreprises transnationales, voir Portes A., « La mondialisation… », *op. cit.*.

[574] C'est une hypothèse que l'on peut formuler si l'on tient compte du fait qu'environ 50 000 personnes répondent par Internet et généralement de l'étranger à ces « sondages ». L'on trouve un témoignage d'une passation de questionnaire proposé par l'EZLN en 1995 par un groupe de solidarité néérlandais in Jeroen, « Solidarity… », *op. cit.*

A partir de ce continuum de positions et de la prise en compte des dynamiques inséparablement structurales et contingentes de construction du RNZ, je propose une réinterprétation de sa sociogenèse, fondée principalement sur les sources déjà mentionnées, ainsi que sur mes recherches personnelles.

C/ Un effet boomerang ?

Des événements vont jouer un rôle de catalyseurs dans l'engagement des acteurs pour cette « cause lointaine » du Chiapas, en particulier des épisodes de violence et des opérations de répression, comme la guerre de janvier 1994, l'offensive militaire de février 1995, le massacre d'Acteal de 1997, les expulsions de volontaires en 1998. Cependant, il faut se garder du mythe de la « méritocratie de la souffrance », selon lequel le soutien international à un peuple opprimé est proportionnel au niveau d'oppression qu'il subit[575]. La dynamique de structuration du réseau transnational philo-zapatiste peut en effet être analysée comme le produit d'un effet d'engrenage (*spill-over effect*) mobilisant plusieurs logiques de transmission, en particulier la formation d'une coalition transnationale d'organisations et le chevauchement de fractions de mouvements sociaux issus de plusieurs pays[576]. Cette approche structurelle ne doit pas pour autant occulter le fait que les luttes symboliques entre les protagonistes ont également des effets en retour sur les relations entre ses membres – comme le résume le syllogisme « rien ne marche mieux que le succès »[577].

La lutte se joue dans un premier temps entre le groupe insurgé et les autorités mexicaines. Ainsi, dans les premières semaines qui suivent l'insurrection, le mouvement néozapatiste se conçoit essentiellement comme un mouvement national, comme le montre le texte de la Première Déclaration de la forêt lacandone. Mais en réponse à une stratégie gouvernementale de « relocalisation » du conflit, cherchant à le réduire à son aspect local et discréditer ses ambitions de transformation du système politique mexicain, la direction politico-militaire de l'EZLN adopte une stratégie d'internationalisation : « *l'EZLN*, annonce un communiqué du 31 janvier 1994, *a donné au Gouvernement fédéral l'occasion de résoudre, par la voie du dialogue, le conflit actuel dans le cadre national. Le Gouvernement fédéral refuse d'accorder quelque reconnaissance que ce soit à l'EZLN. Nous déclarons donc que nous recourons dès à présent aux instances internationales pour obtenir la*

[575] Bob C., *The Marketing… op. cit.*

[576] A partir d'une étude de l'impact du mouvement féministe américain sur les mobilisations pacifistes des années 1980, David Meyer et Nancy Whittier identifient quatre principaux mécanismes qui font qu'un mouvement social peut en nourrir un autre. 1/ La formation de coalitions d'organisations désigne des « mécanismes structurants qui amènent un large spectre d'organisations, distinctes en d'autres circonstances, à se mettre en contact, partageant des cadres d'interprétation, des structures organisationnelles, des analyses politiques et des tactiques » ; 2/ Le chevauchement de communautés de mouvement social renvoie au processus de formation de « réseaux informels d'individus politisés qui partagent un engagement autour de buts communs de changement social » ; 3/ Le partage de personnel entre groupes mobilisés renvoie à un processus dans lequel « les militants peuvent changer d'objectifs ou d'organisation en réponse à un environnement politique qui évolue, répondant à des menaces ou opportunités immédiates, tout en maintenant pour l'essentiel une vision politique du monde consistante » ; 4/ La transformation de la structure des opportunités politiques renvoie au fait que les mouvements protestataires changent la structure des opportunités politiques et donc la forme et l'efficacité potentielle des mouvements suivants (Meyer D., Whittier N., « Social Movement Spillover », *Social Problems*, 41/2, 1994, p. 277-298).

[577] Bob C., *The Marketing… op. cit.*, p. 164.

reconnaissance de notre EZLN comme 'force belligérante' et nous placer ainsi dans le cadre de tous les traités internationaux »[578]. Cette stratégie d'internationalisation relève de ce que Margaret Keck et Kathryn Sikkink appellent le « schéma du boomerang ». Ce schéma cherche à expliquer, à partir de l'étude de mouvements de défense des droits de l'homme, de mouvements écologistes et de mouvements féministes, comment des groupes d'intérêt, dont les revendications ne sont pas entendues par les autorités de leur propre État, font appel à des groupes d'intérêt étrangers, qui font pression sur d'autres États ou des institutions internationales, lesquels, par un effet de boomerang, font pression en retour sur les autorités de l'État incriminé[579].

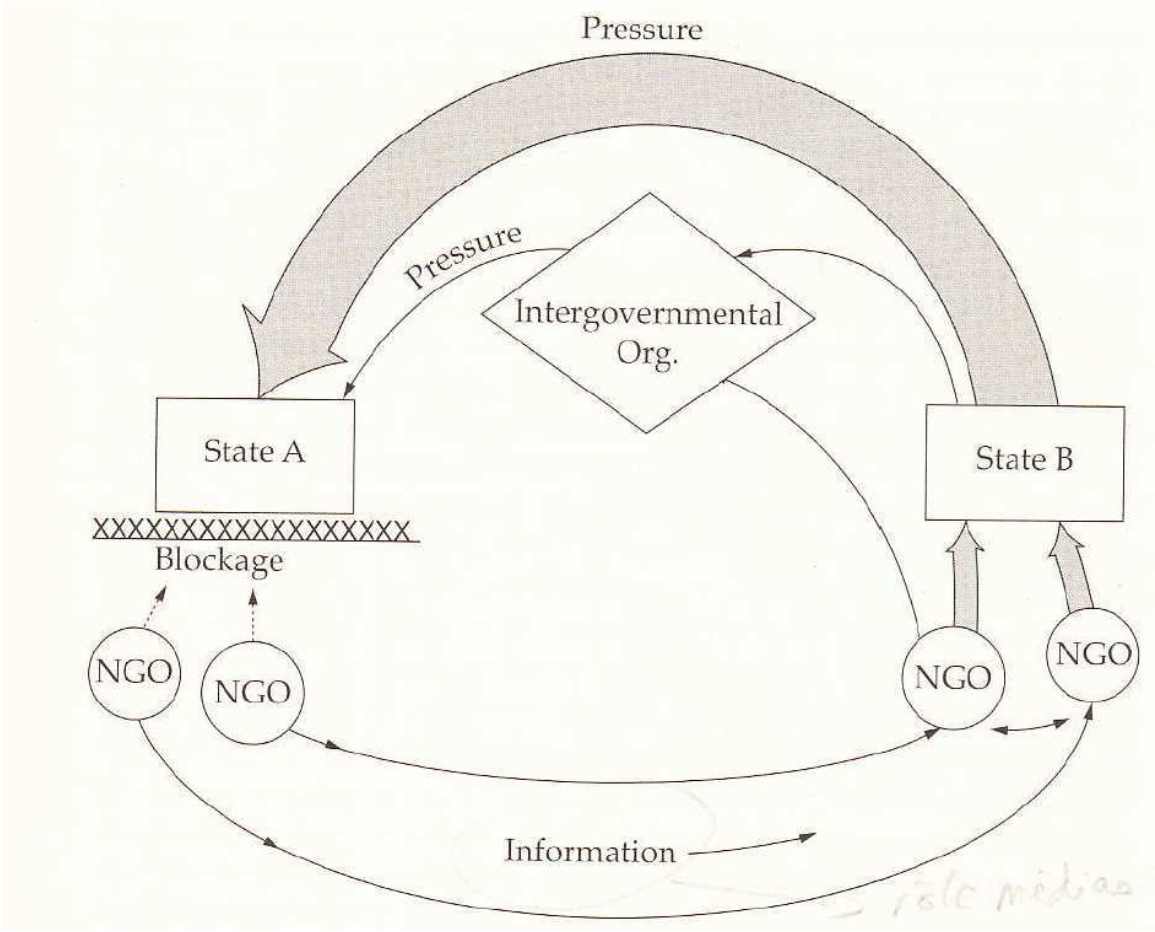


Figure 3 - Le schéma du boomerang

[578] Marcos S.-C., *¡Ya Basta! Tome 1. op. cit.*, p. 121-122.
[579] Keck M., E., Sikkink K., *Activists…, op. cit.*

Selon Marcos lui-même – mais il s'agit d'une analyse *a posteriori*, le soutien international aurait évité une répression directe du mouvement néozapatiste par l'armée mexicaine[580]. On peut illustrer cet effet indirect avec l'action des réseaux de solidarité nord-américains, représentés à partir de la mi-1994 par le *National Committee for Democracy in Mexico* (NCDM, El Paso). Ils mènent des actions de *lobbying* auprès des législateurs étasuniens pour passer des résolutions soutenant les Néozapatistes ; auprès des médias pour maintenir l'attention des journalistes fixée sur le Chiapas ; publient un bulletin d'information (*Libertad*) ou organisent des manifestations devant les ambassades du Mexique aux Etats-Unis[581]. De même, des réseaux de solidarité européens auprès de l'Union européenne, cherchent à remettre en question les accords commerciaux avec le Mexique[582].

Si les ONG mexicaines ou internationales présentes sur place s'impliquent rapidement dans l'aide au secours des victimes et les négociations de paix, la solidarité transnationale se manifeste surtout sur place après l'offensive militaire de février 1995 : manifestations, marches et piquets, campements de la paix, présence par roulement de deux ou trois personnes dans des dizaines de villages, envoi d'observateurs, collecte de vivres, etc.[583]. On peut cependant se demander dans quelle mesure le schéma du *boomerang* ne relève pas d'une forme de rationalisation savante des représentations militantes (ou d'une partie d'entre elles), qui présente l'avantage de rétro-alimenter l'image d'un mouvement puissant et étendu. En effet, il suppose un niveau de rationalité tactique des agents dont on peine à trouver des preuves empiriques dans des organisations qui ne sont pas des ONG disposant de moyens assez considérables (ce qui n'est pas le cas du néozapatisme). D'autre part, tout semble se passer, d'après ce modèle, comme si les revendications des ONG parvenaient aux autorités de l'Etat réfractaire sous la même forme que celle qu'elles avaient au départ. Enfin, le modèle tend à distinguer les ONG des Etats, d'une part, et les Etats des organisations internationales, d'autre part, alors que certaines ONG sont de quasi-organismes d'Etats (ce qu'on appelle dans le vocable consacré les *Governmental Non-Governmental Organisations*, ou GONGOS), et que les organisations internationales peuvent regrouper des acteurs variés, y compris des ONG et des Etats.

Il est difficilement contestable que les appuis nationaux et internationaux au mouvement zapatiste en 1994 ont surpris et gêné les autorités mexicaines, dans le contexte d'entrée dans l'Alena où le pays se devait de montrer une façade démocratique à l'étranger. L'étude de M. Inclán consacrée à l'explication des cycles de mobilisation néozapatiste au Chiapas entre 1994 et 2003, réalisée à partir de données quantitatives comparant plusieurs variables, montre cependant que les effets de ces mobilisations sur la couverture médiatique internationale, susceptible de ternir l'image de l'Etat mexicain sont difficiles à mesurer. Son

[580] « Pour les communautés [du Chiapas], il faut comprendre que le contact avec ce 'néozapatisme international' représente surtout une protection qui leur permet de résister. Cette protection est plus efficace que l'EZLN, l'organisation civile ou le néozapatisme national parce que, dans la logique du néo-libéralisme mexicain, l'image internationale est un enjeu énorme » (Le Bot Y., Marcos S.-C., *Le rêve… op. cit*., p. 210).
[581] Bob C., *The Marketing… op. cit*., p. 133. Young E., entretien, 2009.
[582] Jeroen, « Solidarity… », *op. cit*.
[583] EZLN, « Que la raison l'emporte toujours sur la force », 25 mars 1995, *¡Ya Basta! Tome 2… op. cit*., p. 312.

auteur suggère avec prudence que les mobilisations transnationales n'apparaissent pas avoir un impact significatif sur le conflit du Chiapas lui-même, mais davantage sur les groupes extérieurs mobilisés[584]. Par ailleurs, le schéma d'interprétation dominant en termes « d'effet boomerang » contribue à masquer le fait que, pour reprendre la métaphore, le boomerang non seulement se transforme lui-même dans sa course mais transforme les « courtiers » qui le lancent ou le relancent. Autrement dit, l'effet boomerang de la contestation transnationale ne se fait pas sentir que sur la cible (les autorités mexicaines), mais sur le cadre de mobilisation collective et les contestataires eux-mêmes, groupes insurgés ou groupes de soutiens. Les sympathisants ressemblent plus en ce sens, pour reprendre une distinction de Bernard Manin, à des petits banquiers symboliques gérant le patrimoine de leur « client » qu'à de simples coursiers transmettant un message. Le « messager » n'a aucun contrôle ni sur le contenu ni sur la destination du message qu'il porte. Le banquier, au contraire, a pour fonction de « sélectionner selon son propre jugement le meilleur placement possible et le client ne contrôle que le rendement de ses capitaux »[585]. Les militants de l'information jouent un rôle comparable : ils se contentent rarement de reproduire des informations, mais les insèrent dans des cadres interprétatifs, en partie distincts de ceux du mouvement qu'ils médiatisent par lesquels ils prennent une signification plus large. C'est le cas par exemple du cadre de la « violation des droits humains » dans certaines ONG.

Dans la première période du conflit (janvier 1994-février 1995), l'articulation entre le conflit local et le public international se fait principalement à partir des réseaux d'organisations préexistants. Des ONG internationales, comme *Human Rights Watch/America*, *Amnesty international*, *Physicians for Human Rights*, ou *International Commission of Jurists*, diffusent des rapports sur la situation au Chiapas[586]. Selon David Ronfeldt et John Arquila, le soutien des ONG permet d'éviter une dérive vers un conflit classique de type insurrection/contre-insurrection : pour eux, l'organisation de l'EZLN en tant que telle est peu originale, contrairement au « réseau de guerre » (*netwar*) mis en place par les ONG pour informer le public[587]. Bien que les Néozapatistes aient déclenché les combats, ils sont dépeints comme les victimes d'une oppression de long terme, et de représailles excessives du gouvernement. Cette représentation du conflit contribue à créer un sentiment d'urgence pour l'aide internationale. Elle est favorisée par le recadrage tactique de la cause rapidement opéré dans les communiqués de l'EZLN[588]. Il est à noter cependant qu'une forte présence transnationale *antérieure* au conflit, dans une région que Henri Favre décrit comme un « carrefour d'influences cosmopolites » regroupant aussi bien des missionnaires protestant en provenance des Etats-Unis que des militants maoïstes de toutes nationalités, permet d'expliquer en partie le retentissement international de la mobilisation[589]. De plus une fraction des premiers soutiens ou informateurs de l'EZLN se trouve là *par hasard* le 1er janvier 1994,

[584] Inclán M., « Sliding… », *op. cit*.
[585] Manin B., *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, 1996, p. 16.
[586] Bob C., *The Marketing… op. cit*.
[587] Arquila J., Ronfeldt D. (eds.), « Emergence... », *op. cit*.
[588] Voir Marcos S.-C., *¡Ya Basta ! Tome 1… op. cit.* et Bob C., *The Marketing… op. cit*., p. 146.
[589] Favre H., « Mexique… », *op. cit*., p. 26, Arquilla J., Ronfeldt D., « Emergence… », *op. cit*., p. 173.

ou lors d'événements ultérieurs dans lequel ils vont être impliqués sans l'avoir nécessairement anticipé. Un militant interrogé, issu des milieux libertaires français, présent en 1994 pour participer aux négociations entre les insurgés guatémaltèques et leur gouvernement, se trouvent ainsi « pris » dans une situation dont il ne ressortira que plusieurs années plus tard :

« [En 1994], c'était la confusion la plus totale […]. C'était la grande trouille, surtout fin 94 […]. On ne savait plus où était l'armée, où étaient les zapatistes. San Cristobal était entièrement fermé par les militaires qui s'étaient retranchés [….]. Et tu avais une douzaine d'emmerdeurs, soit étrangers, soit mexicains, qui traînaient là-dedans et on avait les flics au cul parce qu'on n'était pas discrets non plus. Du coup, à faire l'observateur ou donner des coups de main à droite à gauche, j'ai fini par me retrouver dans une communauté indigène »[590].

Ce n'est qu'après février 1995 qu'un réseau d'ONG internationales se dote localement d'infrastructures, avec la mise en place de *Conpaz*, la Coordination des ONG pour la Paix, qui assure le contact depuis San Cristóbal de las Casas, entre les communautés néozapatistes et des groupes étrangers. C'est grâce à la mise en place d'infrastructures logistiques et d'équipes permanentes que les « caravanes humanitaires pour la paix », organisées par des groupes religieux comme les *IFCO/Pastors for Peace* (Etats-Unis), parviennent à rejoindre les Néozapatistes. Une militante des droits de l'homme de l'ONG *Sipaz*, membre de cette coordination, explique : « *les gens d'ici se disaient : 'c'est très bien qu'ils viennent nous rendre visite, mais ce serait mieux s'ils restaient'. Il y a donc eu un appel de la société civile du Diocèse de San Cristobal, pour créer un projet international d'observation permanente* »[591]. Comme le montre Clifford Bob, les ONG internationales s'engagent plus facilement dans un conflit lorsqu'elles sont susceptibles d'en retirer des bénéfices en termes d'image (bien qu'il ne faille pas réduire leur engagement à cette dimension utilitaire)[592].

Les répertoires d'action vont évoluer au fil des années. Alors qu'au départ la solidarité s'organise localement autour de « campements pour la paix » fixes (*campamentos*), une analyse de la « guerre de basse intensité » de l'armée et des groupes paramilitaires est menée en 1998 au sein des ONG internationales implantées localement. Celle-ci conduit à la mise en place de « brigades » mobiles qui se substituent aux campements fixes. Leurs objectifs sont l'accompagnement des communautés et la circulation des informations entre elles, l'ouverture d'espaces d'information pour le public, l'information des organismes de médiation (CONAI, *Frayba*) et le renforcement de la solidarité nationale et internationale. En 1999, sont organisées des missions de protection des paysans avec les *Brigadas de Corte de Café.*

A ces réseaux humanitaires et religieux vont se greffer, selon la logique du « chevauchement » de fractions de mouvements sociaux, les réseaux d'organisations de défense des droits des indigènes, en particulier dans les négociations avec le gouvernement mexicain sur l'autonomie indigène, qui aboutissent aux Accords de San Andrés début 1996. Leur rôle croissant se manifeste dans la Troisième Déclaration de la forêt lacandone le 1er janvier 1995, où l'identité indigène de l'Armée néozapatiste est mise en avant. De même,

[590] Pierre-Jean, entretien, 2010.
[591] Jet, entretien, 2006.
[592] Bob C., *The Marketing… op. cit*.

dans le premier semestre de l'année suivante, l'appel des Néozapatistes à l'organisation de « rencontres continentales » et une « rencontre intercontinentale » contribue à une mobilisation large et diversifiée qui fait se rencontrer des militants d'horizons géographiques et politiques très divers. C'est à cette période par exemple que les réseaux anti-Alena aux Etats-Unis s'intègrent à la mobilisation. Ce n'est donc qu'en 1995-1996, et non dès le départ, que l'on observe une transformation partielle du cadre de mobilisation néozapatiste autour de la « lutte pour l'humanité et contre le néolibéralisme ». Ce changement, observable dans la Première Déclaration depuis La Realidad (janvier 1996), apparaît en partie comme une adaptation tactique à l'extension des réseaux de mobilisation à de nouveaux groupes étrangers.

D/ La rhétorique élastique de la « proximité à distance »

Dans *La Domination ou les arts de la résistance*, l'ethnographe James Scott montre que les stratégies de présentation de soi des groupes subalternes changent selon les rapports hiérarchiques qu'ils entretiennent avec leurs interlocuteurs. Il explique l'existence de discours contradictoires, chez des paysans malaisiens qu'il a étudiés, par « une sorte de logique situationnelle » propre aux groupes dominés, qui s'adresseront préférentiellement à quelqu'un qu'ils perçoivent comme un supérieur hiérarchique ou extérieur à la communauté en utilisant par précaution un langage neutre (texte public), bien différent du langage utilisé par les membres de la communauté entre eux (texte caché)[593].

Si on lit attentivement les commentaires de dirigeants néozapatistes sur les réseaux de solidarité à l'étranger, on se rend compte de la manière dont leur porte-parole, analysé avec raison comme un intermédiaire culturel exceptionnellement habile, a su saisir les occasions de nouer des relations entre les communautés et des groupes étrangers, construire un langage suffisamment radical pour séduire un public contestataire, mais suffisamment modéré pour élargir au maximum le bassin de recrutement et s'adapter à des publics variés. Il affirme par exemple que l'autodérision joue un rôle fondamental pour se rapprocher de personnes éloignées : « *la moquerie montre aussi qu'on n'est pas si héroïques, pas si surhommes que ça […]. C'est important de rappeler que les zapatistes sont des gens comme les autres, que le hasard les a mis où ils sont* »[594]. Cette double rhétorique de la « proximité dans la distance » et de la « nécessité du hasard » implique un ajustement du cadre de l'interaction qui présente cependant un risque : en effet, selon le principe d'élasticité, un cadre d'injustice ne peut être étiré à l'infini sans rompre sa cohérence interne. C'est la raison pour laquelle la construction d'une « griffe zapatiste » exportable à l'étranger, symbolisée par le passe-montagne ou le style iconoclaste des communiqués de l'EZLN, repose sur la structure adaptative d'un discours capable d'entretenir cette forme de *complicité avec l'étranger* (« *nous sommes tous Marcos* ») reposant par exemple sur l'humour et l'appel à un imaginaire magico-mythique.

[593] Scott J., *La domination ou les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, éditions Amsterdam, 2009, p. 9.
[594] Le Bot Y., Marcos S.-C., *Le rêve… op. cit.*

Cette complicité s'illustre par exemple dans le personnage fictif du scarabée *Durito*, dans les contes de Marcos, qui se présente comme un double du guérillero ayant pour rôle de lui éviter (au moins sur le papier) le piège du culte de la personnalité. Le petit scarabée, amateur de contes et grand admirateur de Don Quichotte, incarne également dans ses questions et réponses la maïeutique néozapatiste, qui se veut une arme contre le néolibéralisme (« marcher *en questionnant* »). Cette complicité repose également sur le recours aux émotions des récepteurs, qui vient compenser en partie l'absence d'une définition stricte du néozapatisme.

Mais l'analyse des textes ne suffit pas à expliquer leur succès hors contexte. Dans un témoignage qui montre sa propre surprise face à l'ampleur de la mobilisation, Marcos explique bien la différence entre une « Internationale » contrôlée par un parti, un Etat ou un groupe d'Etats, et « l'Internationale zapatiste » – qui ne dispose de toute façon pas des ressources qui lui permettraient un contrôle des activités de ses partisans à l'étranger :

« Ce néozapatisme international […] on ne peut pas vraiment appeler ça néozapatisme, le néozapatisme est le point commun, ou le prétexte pour converger. Chacun a sa propre logique mais se reconnaît dans certaines propositions très générales du néozapatisme. Je ne vois aucune ressemblance entre les zapatistes basques, catalans, grecs, kurdes, suédois, japonais, sauf qu'ils viennent tous ici et ont chacun leur idée du néozapatisme ou de ce qu'il devrait être […]. Le néozapatisme les a peut-être seulement aidés à se rappeler que ça vaut la peine de lutter, que c'est nécessaire. Pour nous, c'est important d'être très lucides là-dessus, de ne pas chercher à créer une doctrine universelle, à prendre la direction d'une nouvelle internationale ou ce genre de choses. Surtout, je crois que la généralité, l'indéfinition du néozapatisme est particulièrement importante dans ce cas-là, qu'il faut la maintenir […]. En essayant de se définir, le néozapatisme prend le risque de devenir une organisation de plus, ou d'apporter au contraire quelque chose de vraiment nouveau »[595].

L'élasticité de l'idéologie néozapatiste, que l'on peut définir comme une idéologie de refus des idéologies, est en partie le produit d'un calcul stratégique, d'une habileté rhétorique et tactique. Mais elle apparaît aussi comme le produit des interactions entre le groupe insurgé et ses soutiens internationaux, ainsi que des conditions objectives du conflit. Par exemple, la modification de l'article 27 de la Constitution mexicaine, incarnation de la logique néolibérale de retrait de l'Etat et de règne de la compétition économique dans le secteur agricole, présente bien un risque objectif pour les communautés des *Cañadas*. Leur subsistance dépend, en effet, du maintien du statut public de ces terres. Cependant, au fil des élargissements successifs des réseaux de solidarité hors du Mexique, la mobilisation néozapatiste va subir une « transformation de son cadre d'injustice »[596] en partie *indépendante* de l'accroissement des politiques néolibérales au plan local. Jérôme Baschet analyse ainsi l'émergence, dans les déclarations néozapatistes, du cadre de la « lutte contre le néolibéralisme et pour l'humanité »[597]. Il souligne que cette lutte n'est pas initialement une priorité (même si le terme de « néolibéralisme » apparaît dans un communiqué dès le mois de janvier 1994). En 1995-1996, la désignation des protagonistes se transforme à l'inverse sensiblement dans les

[595] *Ibid.*, p. 210.
[596] Cette expression désigne un processus au cours duquel « la portée du changement est considérablement étendue à mesure qu'un nouveau cadre [de mobilisation] prend le pas sur les autres et en vient à fonctionner comme une sorte de cadre-maître [*master-frame*] qui interprète les événements et les expériences avec une nouvelle clé de lecture » (Snow D., Rochford B., Worden S., Benford R., « Frame… », *op. cit.*, p. 475).
[597] Baschet J., « La lutte pour l'humanité et contre le néolibéralisme », in *La rébellion… op. cit.*, p. 101-154.

communiqués néozapatistes et les écrits de Marcos. Le « nous » ne désigne plus uniquement les communautés locales indigènes du Chiapas, les groupes exploités du Mexique, ou la communauté nationale mexicaine dans son ensemble mais, de plus en plus, l'ensemble des groupes « minoritaires » de la planète. Le « eux » ne désigne plus simplement le « mauvais gouvernement » du Parti Révolutionnaire Institutionnel, mais un mal plus grand : le « néolibéralisme ». Cet élargissement de la figure de l'ennemi à abattre permet de recruter des soutiens selon la logique « les ennemis de mes amis sont mes ennemis »[598]. Cette redéfinition des agents en lutte a pour corollaire une redéfinition des enjeux de la lutte : il ne s'agit plus seulement de renverser le système du « Parti-Etat » et d'enclencher une « transition démocratique », mais de « changer le monde ».

On trouve les premiers indices de cette transformation de cadre dans les textes du 10 juin 1994, date de publication de la Deuxième Déclaration de la forêt lacandone, et son point d'aboutissement dans la Première Déclaration de la Realidad du 1er janvier 1996. S'il apparaît primordial dans la première de changer le Mexique pour changer le Chiapas (« *le Chiapas ne connaîtra pas de réelle solution sans solution pour le Mexique* »), il apparaît dans la seconde indispensable de changer le monde pour changer le Mexique (« *une nouvelle guerre mondiale se livre, mais contre l'humanité toute entière à présent* »). Il s'agit alors d'opposer à « *l'internationale de la terreur* », incarnée par un néolibéralisme inhumain, une « *internationale de l'espoir* » pour une humanité vivante. C'est ce qu'exprime le slogan « *pour un monde qui contienne de nombreux mondes* ». La notion d'humanité à laquelle il est fait référence entend se différencier à la fois d'un humanitarisme de gauche « bon teint », et des replis identitaires, religieux, ethniques ou nationalistes « de droite ». Une certaine naturalisation du terme « néolibéralisme », corollaire du changement de l'horizon d'attente du mouvement, est ainsi opérée dans les textes publics du mouvement. Il correspond à un travail de construction d'un consensus transnational, permise par le caractère très général des notions utilisées, compensé par des effets rhétoriques (humour, second degré, poésie et contes) qui fonctionnent comme des substituts à la langue de bois[599]. Il est à noter cependant que cette transformation de cadre est opérée selon une logique du double ou triple-jeu, puisque le discours adressé aux militants étrangers peut être sensiblement différent à celui qui s'adresse à un public exclusivement mexicain ou aux membres indigènes des communautés néozapatistes elles-mêmes.

E/ Un réseau transnational structuré par des rapports de forces internes

Ce réseau transnational, qui donne le visage d'une organisation horizontale et libre, se structure autour de rapports de forces internes et externes. Or les analyses hagiographiques du « néozapatisme international » tendent en général à occulter, ou du moins à traiter comme un

[598] Bob C., *The Marketing… op. cit.*, p. 31.
[599] Klandermans B., « The formation… », *op. cit.*

cercle toujours vertueux, les clivages internes entre les insurgés, d'une part, et entre les groupes qui composent le RNZ, d'autre part[600].

Contre une perception unanimiste de l'internationalisme néozapatiste, il faut souligner que des critiques radicales ont été régulièrement adressées à ce réseau de solidarité. Il aurait contribué à créer un « Chiapas virtuel », fort éloigné de la réalité des faits[601], chez des soutiens perçus comme des « ultra-gauchistes »[602] et dont l'engagement apparaît, selon les cas, opportuniste ou naïf. Ainsi, pour Henri Favre, le soutien international au néozapatisme serait plus un engouement fondé sur l'émotion qu'une adhésion rationnelle. Ce dernier aurait su offrir « à une gauche qui se remet mal de l'effondrement du socialisme réel, un motif de remobilisation et une cause à défendre »[603]. Pour l'historien français Pierre Vayssière également, le Chiapas exercerait un rôle de « révélateur des idéologies et des phantasmes », en Amérique latine et en Europe : « parfois, on a l'impression que les étudiants et les professeurs européens ou nord-américains qui pataugent dans la boue de La Realidad et des autres villages du Chiapas ont cédé à l'exotisme des charters bon marché »[604]. Deux journalistes du *Monde* et de *El Pais*, qui publient en 1998 une enquête critique sur le mouvement néozapatiste, dressent un portrait sans concession de ces cosmopolites déracinés installés dans les « camps de la paix ». Ils les dépeignent comme de véritables idiots politiques, « blondinets venus de l'autre bout du monde, internationalistes à temps partiel, avec leurs blue-jeans et leurs foulards », qui se « croient tout permis, grisés par l'exotisme des lieux »[605]. Ce type d'analyses à caractère psychologique mériterait d'être davantage étayé, notamment à partir de l'étude empirique des parcours biographiques des individus concernés. Dans le cas de militants étasuniens que nous avons interrogés en entretien, par exemple, beaucoup ont participé dans les années 1980 à des expériences humanitaires ou révolutionnaires au Guatemala, au Salvador, au Nicaragua. Il ne s'agit pas nécessairement de jeunes militants sans expérience politique, et ils font souvent preuve de distance critique à l'égard de ce qu'ils appellent le « zapatourisme ». Dans le cas des militants plus « opportunistes », on pourrait s'interroger sur les effets d'un engagement transnational à faible coût, favorisant des stratégies de double-jeu, qui bénéficient de l'impossibilité pour les auditeurs de mesurer les écarts entre une action effective à l'étranger et son récit héroïque *a posteriori*.

Etant donné le caractère clandestin du mouvement et son refus de jeter ses faiblesses en pâture à ses détracteurs, peu de témoignages sont disponibles sur les clivages internes relatifs à la solidarité internationale. L'EZLN se singularise néanmoins par une certaine mise en scène de sa capacité d'auto-critique, qui lui permet de tourner en vertu les effets,

---

[600] Pour un témoignage très critique de la solidarité transnationale pro-zapatiste par un militant hollandais, voir Jeroen, « Solidarity… », *op. cit.*

[601] Hellman J. A., « Real… », *op. cit.* L'auteur distingue quatre enjeux sur lesquels les militants pro-zapatistes étrangers, en particulier ceux qui s'informent par Internet, auraient une vision simplificatrice : la structure foncière du Chiapas, le rôle des religions dans le conflit, la complexité des acteurs politiques et les contradictions qui traversent les mondes indigènes locaux.

[602] Rodriguez-Araujo O., « Les guérillas... », *op. cit.*

[603] Favre H., « Mexique… », *op. cit.*, p. 21.

[604] Vayssière P., *Les Révolutions… op. cit.* p. 356-364.

[605] Grange (De la) B., Rico M., *Sous-Commandant… op. cit.*

potentiellement négatifs, de l'exposition publique de ses contradictions internes[606]. Le « silence » affiché du Sous-Commandant Marcos, qui se retire du devant de la scène en 1998, suite à des critiques exprimées en interne sur les effets de son « vedettariat », peut être interprété en ce sens. Mais, dans un contexte où le contre-mouvement, c'est-à-dire les groupes para-militaires du Chiapas, engagent des actions répressives de plus en plus nombreuses, cette situation fait bénéficier l'EZLN d'une importante mobilisation internationale à l'étranger, alors que sur place, les réseaux de soutiens tendent à se rétracter.

La faiblesse des témoignages sur des clivages apparus au sein des réseaux transnationaux de solidarité est un indicateur d'un remarquable travail de construction interne du consensus au sein d'un réseau transnational. Un texte publié en 1999 par un membre d'un « comité de solidarité » hollandais, qui dénonce cette absence d'auto-critique, fait cependant exception[607]. L'auteur explique qu'une des raisons de son engagement en 1994 était l'attraction exercée par le caractère anti-autoritaire des communiqués de l'EZLN. A l'époque, d'autres membres du groupe auquel il appartient s'étonnent cependant de la dimension très nationaliste du mouvement. Mais peu à peu, alors que les réseaux européens se structurent autour de rencontres dans des grandes villes (Barcelone en juin 1995, Brescia en septembre 1995, Paris en janvier 1996, Berlin en mars 1996), le comportement de certains militants, en particulier italiens, est dénoncé comme étant en contradiction avec les principes anti-autoritaires affichés. Le lobbying auprès des institutions de l'Union européenne apparaît également comme un répertoire d'action en contradiction avec la radicalité du discours néozapatiste sur « *l'autonomie de la résistance globale* » vis-à-vis des institutions qui contribuent à la diffusion du néolibéralisme. De même, l'organisation de la première « Rencontre intercontinentale » au Chiapas (été 1996) est dénoncée pour son caractère bureaucratique, l'autoritarisme des modérateurs des débats, le manque de discussion véritable entre les participants, et les « *machinations spectaculaires* » dont les participants auraient été l'objet de la part des Néozapatistes[608]. Enfin, l'auteur du texte s'étonne de ce qu'aucun compte-rendu public n'ait été donné d'un incident survenu lors d'une rencontre à Paris en novembre 1996, alors même que cet incident introduit un clivage important au sein du comité parisien de solidarité[609]. Le collectif hollandais voit dans le silence de l'EZLN à ce sujet une contradiction avec les critiques des néozapatistes contre la gauche institutionnelle.

On peut émettre l'hypothèse que ce type de conflits internes est plutôt l'exception que la règle, du moins dans la période ascendante de mobilisation (1994-2001). Cependant,

---

[606] Goffman E., *La Mise en scène… op. cit.*

[607] Jeroen, « Solidarity… », *op. cit.*

[608] Sur un ton moins acerbe, un témoignage semblable m'est fourni en entretien par un participant américain, déjà cité, qui décrit sur un ton mi-amusé, mi-consterné, les empoignades entre une poignée « d'anarchistes » français opposés à la présence de Danièle Mitterrand (Young E., entretien, 2009).

[609] Lors d'une visite de Javier Elorriaga et son épouse Gloria Benavides, représentant le FZLN, sont réunis au théâtre de l'Odéon des soutiens pro-zapatistes, dont des intellectuels proches du Parti Socialiste français (Régis Debray, Alain Touraine) ainsi que Danièle Mitterrand. Quelques jours auparavant, le maire socialiste de Montreuil, une ville de la banlieue parisienne, a fait expulser dans la violence un groupe de personnes « sans papiers ». La réunion est alors interrompue par une délégation de sans-papiers qui demandent la parole, mais le représentant néozapatiste ne leur accorde curieusement, selon le témoignage, aucune considération. L'auteur soupçonne implicitement le FZLN d'être « tenu » par les soutiens financiers attribués aux communautés du Chiapas par l'association France-Libertés, donc le Parti Socialiste français.

l'opposition coopération/conflit entre les participants rend compte de façon trop schématique de la complexité des relations internes au sein de ce réseau transnational. Par exemple, il existe des effets de concurrence ou de rivalité entre les militants qui, du fait de la rhétorique participative du mouvement, se sentent investis d'un rôle de véritable « acteur » (et non de soutien distant). Ainsi, le moment d'entrée dans le mouvement de solidarité joue comme un principe de distinction entre eux, les uns adoptant une posture de vétéran (1994-1997), les autres de nouvelle recrue de seconde (2001) ou de troisième génération (2005-2006). Un militant français, présent en 1994 et qui va rester cinq ans dans les communautés néozapatistes, observe ainsi avec un regard « d'ancien » l'arrivée des vagues successives de soutiens internationaux, en particulier en 1995 lorsque commence ce qu'il appelle « *la marcosmania* ». Il se confronte alors à des « *militants chevronnés qui [le] prennent de haut* ». Il critique cependant cet effet de mode (« *par définition, toute mode est destinée à passer* »), lui préférant un engagement *sur place*, de *long terme* qui ne se borne pas à un soutien *moral* mais un combat *physique* :

« C'est arrivé en 95 la grande mode […]. Je suis ironique mais pas méprisant. Je veux dire que tu avais des gens absolument formidables, mais tu avais aussi tout un tourisme de militants et tout ce qui va avec la mode […]. Je ne suis pas le premier, ni parmi les premiers, mais on n'était pas très nombreux à traîner en zone zapatiste à ce moment-là [en 1994]. Majoritairement dans les premiers mois de 1994, [les gens] qui sont venus donner un coup de main aux zapatistes […] étaient prêts à se battre […]. [Les zapatistes, ensuite] ont posé une condition aux gens qui venaient comme volontaires, tout en virant les plus excités parce qu'ils n'avaient pas les moyens de les gérer. Ca a été de dire : '*l'unique critère qu'on a pour savoir ce que vous valez, c'est que vous passiez deux ans dans une communauté à vivre et à bosser comme nous'*, et là, tu le croiras ou pas, mais il y en a déjà 9/10 qui étaient déjà repartis »[610]

La coexistence de plusieurs générations de militants crée un effet de concurrence interne au sein du mouvement de solidarité internationale. Ainsi, pour les militants dont l'engagement se fait à distance du Chiapas et de façon plus ponctuelle, un travail de distinction avec les « anciens » apparaît comme un des prix à payer pour s'intégrer au réseau. Cette nécessité s'impose à eux comme une contrainte extérieure : elle leur permet de justifier ce qui risque d'apparaître aux pionniers du philo-zapatisme international comme une stratégie opportuniste de participation indirecte au capital symbolique du mouvement. Ainsi, la canadienne Naomi Klein, qui se rend au Mexique en mars 2001 à l'occasion de la *Marcha del Color de la Tierra*, fait un *mea culpa* sur l'aspect tardif de son engagement, rapidement suivi, néanmoins, d'un commentaire ironique sur l'engouement pro-zapatiste des premiers temps, qu'elle assimile à une sorte de ferveur religieuse[611]. Cette mise à distance lui permet par contraste de se poser en actrice plus lucide :

« Voici venu le moment des aveux : je ne suis jamais allée au Chiapas. Je n'ai jamais fait le pèlerinage jusqu'à la jungle de Lacandonie. Je ne me suis jamais assise dans la boue et la brume à La Realidad. Je n'ai jamais supplié, imploré ni frimé pour obtenir que le Sous-Commandant Marcos, l'homme au masque, le visage sans visage de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale, m'accorde une audience. Je connais des gens qui l'ont fait. Des tas de gens, en réalité. En 1994, l'été qui a suivi le soulèvement zapatiste, les caravanes vers le Chiapas faisaient fureur chez les activistes nord-américains […]. Tout ce branle-bas me laissait indifférente. A ce moment-là,

[610] Pierre-Jean, entretien, 2010.
[611] Sur le phénomène des « pélerinages » au Chiapas, voir Atkinson J., « Networked Activists… », *op .cit*.

l'engouement zapatiste ressemblait fort à une nouvelle cause pour les gauchistes qui avaient mauvaise conscience et un fétiche latino »[612].

F/ La force des routines organisationnelles dans la reproduction du militantisme transnational

Un dernier mécanisme de transmission permet d'éclairer les logiques de mobilisation transnationale en faveur du néozapatisme. Une étude ethnographique renverse la logique habituelle, consistant à expliquer la persistance d'un militantisme de solidarité avec des « autres lointains » par la séduction de l'idéologie néozapatiste ou des facteurs macro-sociologiques liés au contexte de l'après-guerre froide. L'auteur montre que les routines quotidiennes des collectifs « zapatistes »[613] jouent comme des variables relativement indépendantes pour l'engagement, et non dépendantes d'un déterminisme idéologique ou structurel. En comparant deux collectifs « zapatistes » de Los Angeles, Pepper Glass montre ainsi l'importance des tâches répétitives (faire le ménage dans le local), ou des rituels collectifs de la démocratie participative (les tours de parole dans des assemblées non-hiérarchiques). Ce n'est qu'en de rares occasions que des discussions politiques abstraites, par exemple sur l'identité « zapatiste » du groupe, ont lieu. Ces réflexions ont d'ailleurs plus souvent pour effet de distraire les participants de leur travail politique quotidien, et de provoquer des ruptures au sein du groupe[614]. Si cette approche interactionniste et microsociologique constitue une avancée sociologique par rapport à nombre de travaux existants, elle ne permet pas cependant, en l'absence d'une sociographie précise des acteurs (on sait simplement qu'ils sont issus en majorité de l'immigration mexicaine), d'expliquer pourquoi les membres du collectif s'engagent, à un moment de leur trajectoire biographique, dans cette forme de militantisme.

Ainsi, un entretien réalisé auprès d'un militant d'un collectif « zapatiste » de Los Angeles, issu d'une troisième génération de militants internationaux qui se mobilise autour de la Sixième déclaration de la forêt lancadone et de l'Autre Campagne, montre que les ruptures au sein des groupes peuvent également contribuer à renforcer l'identité zapatiste, qui joue alors comme instrument de légitimation dans les luttes locales de pouvoir. En 2005-2006, le groupe auquel il appartient exprime des critiques à l'égard du comité local de solidarité avec le Chiapas, précisément sur ce que signifie pratiquer la solidarité internationale au sens zapatiste du terme. Pour lui, être zapatiste ne signifie pas apporter une aide humanitaire ou une solidarité extérieure aux zapatistes du Chiapas, mais implanter la lutte zapatiste chez soi :

---

[612] Klein, N., *Journal d'une combattante. Nouvelles du front de la mondialisation*, Paris, Babel, 2005, p. 283.

[613] J'emploie ici le terme « zapatiste » avec des guillemets pour qualifier des entrepreneurs transnationaux de militantisme qui ne considèrent pas faire de la « solidarité internationale », mais importer la lutte « zapatiste » dans leur contexte local. La distinction entre « pro-zapatistes » et « zapatistes » est surtout analytique, mais peut correspondre à de réels clivages au sein des groupes étrangers, comme par exemple dans le cas d'un collectif de Los Angeles dont j'ai interrogé un militant, et qui déplore le fait que la responsable locale du réseau de solidarité zapatiste se contente essentiellement d'importer et de vendre des broderies du Chiapas au lieu de mener des luttes sociales en Californie (Dan, entretien, 2009).

[614] Glass P. G., « Everyday routine… », *op. cit.*

« Les zapatistes parlent de l'Autre [Campagne] comme d'un groupe qui n'est pas nécessairement national, qui n'a pas nécessairement à être mexicain. Cela consiste en une espèce de réseau qui peut être transnational. Nous nous considérons donc comme partie intégrante de l'Autre [Campagne] […]. On ne se contente pas d'avoir des contacts avec des groupes au Mexique, mais il nous semble important de nous focaliser sur les luttes locales. Des luttes, comme disent les zapatistes, qui soient [situées] en bas et à gauche : des luttes qui ne sont pas forcément connectées aux partis politiques ou aux structures officielles du gouvernement »[615].

Ce témoignage indique l'existence d'une certaine homologie structurale entre la position de « joueurs hors-jeu » des Néozapatistes dans le champ politique mexicain et une partie de leurs soutiens à l'étranger, qui occupent eux-mêmes des positions marginales dans leur espace politique national, et plus spécifiquement dans le champ des groupes de « solidarité internationale ». Cependant, cette homologie relève largement, étant donné l'hétérogénéité des contextes, d'une construction mentale (homologie des positions ne signifiant pas, bien entendu, égalité des conditions). On peut néanmoins constater que les croyances entretenues par la rhétorique néozapatiste, auprès de militants prédisposés à y adhérer, contribuent pour partie à implanter des normes communes dans les pratiques collectives. C'est surtout le cas lorsque, en raison de l'existence d'enjeux internes de pouvoir, de jeunes adeptes mobilisent l'argument du « néozapatisme authentique ».

Autrement dit, l'analyse du réseau transnational de solidarité néozapatiste doit éviter la confusion permanente entre les déclarations des acteurs, dont l'intérêt objectif est de maintenir l'image d'un mouvement uni dans l'adversité et la diversité (*one no and many yeses*) et ubiquiste (*we are everywhere*), et la réalité de leur substrat organisationnel ou des effets politiques internationaux de leurs mobilisations. Les rationalisations proposées par certaines productions académiques philo-zapatistes contribuent ainsi à renforcer le capital symbolique du mouvement. Il ne s'agit pas ici de juger moralement ou politiquement ce processus, mais de constater qu'il renforce indirectement le travail militant de mobilisation du consensus transnational réalisé par les néozapatistes et leurs sympathisants[616]. Là où l'on peut interroger l'apport de ces études à l'approfondissement de la connaissance de ce mouvement, c'est dans le sens où elles tendent à considérer comme des éléments non pertinents pour l'analyse les critiques formulées à l'égard ou à l'intérieur de ce réseau de solidarité. Or elles en sont, au contraire, constitutives. Sans avoir besoin de prêter foi aux allégations contradictoires des uns et des autres, on peut constater que ces discours et contre-discours entretiennent des relations dialectiques, qui ont des effets sur les cadres de mobilisation et les répertoires d'action collective des uns et des autres.

L'économie générale du militantisme transnational philozapatiste est dès lors comparable, si l'on raisonne par analogie, à la logique d'*intéressement* de petits actionnaires d'une entreprise multinationale, qui participent aux bénéfices (ici principalement symboliques) générés par les activités du groupe. Si mes analyses sont exactes, il y des chances pour que cette analogie semble particulièrement inappropriée à ceux qui ont contribué ou contribuent à un certaine sacralisation du néozapatisme. J'estime pour ma part qu'elle apporte un éclairage nouveau (et, peut-être, utile) qui permet de saisir certains mécanismes politiques, d'autant

[615] Selmer D., entretien, 2009.
[616] Sur ce thème voir Ollitrault S., « Science et militantisme… », *op. cit*.

plus difficiles à observer qu'ils sont précisément déniés par la plupart des acteurs. La limite est probablement que, en utilisant le vocabulaire des entreprises capitalistes pour décrire une entreprise anti-capitaliste, une telle analyse ne pourra échapper au reproche de cynisme ou de « fausse neutralité » qu'à la condition de (re)préciser qu'il s'agit bien d'une analogie, et non d'une assimilation. Les analyses qui précèdent montrent assez clairement que les logiques de transnationalisation du capital politique du néozapatisme sont très différentes des stratégies d'accumulation capitaliste d'une « entreprise transnationale » : il est facile de constater que les moyens et les fins de l'une sont même à opposé de celles de l'autre.

Conclusion du chapitre 1

Pour conclure ce chapitre, l'étude présentée permet donc de discerner cinq volets principaux dans le répertoire d'action politique du néozapatisme mexicain, qui structurent une stratégie d'accumulation de capital politique national et international.

- Premièrement, l'EZLN dépose rapidement les armes et mobilise essentiellement des moyens d'action politiques (manifestations, action directe non-violente, consultations, forums, alliances avec des groupes politiques, etc.).
- Deuxièmement, l'organisation bénéficie d'une structure internationale des opportunités politiques marquée par le désenchantement idéologique de la gauche. Ses négociations avec le gouvernement, en particulier dans la période 1994-1996 (Dialogue de la Cathédrale, Accords de San Andrés), sont ainsi perçues positivement dans l'opinion publique.
- Troisièmement, les Néozapatistes lancent des appels à la « société civile » et procèdent à une série de recadrages tactiques de leur cause, qui glisse d'un appel à la révolution socialiste vers une demande de transition démocratique, d'autonomie indigène et de lutte contre le néolibéralisme. Ces opérations de recadrage produisent un effet de congruence entre la lutte néozapatiste et la lutte « altermondialiste » (qui ne porte pas encore ce nom), avant même les mobilisations de Seattle en 1999.
- Quatrièmement, le « mouvement néozapatiste » ainsi formé, appuyé par un *leader* charismatique mais clamant une position d'*anti-leadership*, entend promouvoir la démocratie interne dans l'organisation, séparer le pouvoir militaire de l'EZLN et le pouvoir civil des communautés, et construire l'autonomie indigène.
- Enfin, cinquièmement, les Néozapatistes parviennent à coaliser un vaste réseau transnational de solidarité, dont les supporters se trouvent principalement en Amérique du Nord, dans des pays d'Europe occidentale et en Amérique latine. Ce réseau construit une façade unitaire, favorisé par la faiblesse relative des groupes d'intérêts pro-gouvernementaux. Cette unité renforce en retour un consensus transnational construit autour de deux piliers principaux : une revendication de « démocratie radicale » pour les minorités opprimées de la planète (à commencer par les indigènes du Chiapas), une critique du néolibéralisme et du système capitaliste (incarné notamment par l'Alena)[617].

.

[617] Olesen T., *International zapatismo… op. cit.*, p. 127-180. Reprenant le modèle d'analyse exposé en introduction de partie, le schéma page suivante résume les conclusions de cette étude.

Contre une interprétation téléologique de la sociohistoire du réseau néozapatiste, qui en fait le déclencheur de la « transition démocratique » au Mexique, et le précurseur du « mouvement pour une justice globale »[618], j'ai voulu montrer que la construction du néozapatisme comme icône altermondialiste n'est pas le résultat mécanique de son point de départ, si l'on se penche en détail sur les conditions politiques de possibilité de l'internationalisation de ses idées. Dans ce processus en effet, ne joue pas que l'intentionnalité des acteurs, mais des facteurs structurels nationaux et internationaux sur lesquels ils ont généralement peu de prise, ainsi que des événements contingents qui, selon les circonstances, s'imposent à eux comme des contraintes, ou représentent des opportunités dont ils peuvent être prédisposés à se saisir.

Il faut donc considérer avec beaucoup de prudence la thèse de la « force intrinsèque » des idées néozapatistes dans la construction de son réseau transnational de solidarité, qui est souvent au fondement de l'explication du fort investissement du mouvement dans un répertoire médiatique particulièrement sophistiqué. Cette thèse prend non seulement au sérieux, mais pour acquis, que le néozapatisme est ce qu'il dit qu'il est : un univers de résistance à la mondialisation néolibérale, dont le centre est partout, et la circonférence nulle part. Cette interprétation tend en effet à accorder une grande importance aux stratégies de calcul des acteurs, qu'il s'agisse de la construction d'un discours internationaliste, de réseaux de soutien organisés, ou de la mise en place d'un néozapatisme international, fidèle à ses principes idéologiques généraux. On peut se demander si les tenants de cette thèse n'ont pas tendance à reproduire ce qui est sans doute l'une des originalités de l'EZLN : sa capacité à *faire feu* (politique) *de tout bois* (symbolique), à construire d'imposants systèmes de représentations à partir de ressources limitées, ce qui contribue parfois à masquer la position centrale qu'occupe l'organisation politico-militaire dans les flux d'information qui traversent et structurent le réseau.

La thèse d'une improvisation réglée, de l'orchestration sans chef d'orchestre de la solidarité transnationale, rend compte de façon plus réaliste de la genèse et de la persistance de ce réseau. Cependant, il convient dans le même temps de ne pas sous-estimer le rôle des agents qui, occupant dans le réseau des positions parfois marginales, parviennent à se saisir des opportunités offertes par les sources d'incertitudes de cette configuration multi-organisationnelle complexe, à plusieurs étages. Ceux-ci, parmi lesquels j'inclue les « militants de l'information », peuvent se trouver en position d'imposer une croyance auto-réalisatrice dans le pouvoir performatif du langage politique. Ces « marginaux-sécants » contribuent ainsi, en partie, à réorienter et reproduire les croyances dans une activité politique qui, par la force des choses plus que par celle des idées, s'inscrit de moins en moins dans la logique d'une « rationalité en finalité » (peser sur les agents dominants du champ central du pouvoir), et de plus en plus dans celle d'une « rationalité en valeur » (construire des espaces politiques « alternatifs » autonomes).

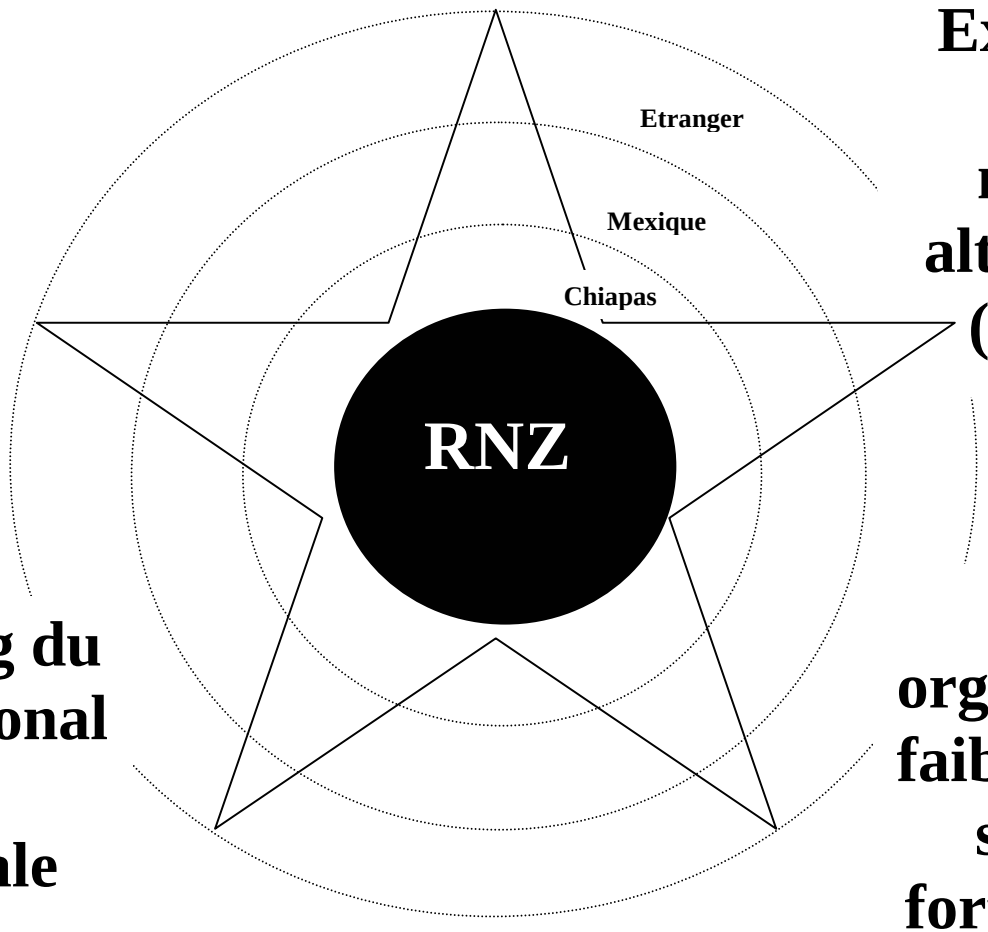
[618] Le Bot Y., « Le néozapatisme, première insurrection… », *op. cit.*

Structure des opportunités politiques ouverte puis fermée

Entre la période 1 (1994-2001) et la période 2 (2001-2006)

Répertoire d'action collective international et solidariste (« solidarité globale »)

Exportation du cadre de mobilisation altermondialiste (congruence)



Effet boomerang du réseau transnational de militants (« Internationale zapatiste »)

Ressources organisationnelles faibles, ressources symboliques fortes (leadership charismatique)

Synthèse sur le réseau néozapatiste selon les cinq critères de comparaison retenus

1. **Fermeture de la structure des opportunités politiques (SOP).** Conditions défavorables pour les Indiens : conflit politique périphérique (Chiapas), rapports de forces asymétriques (armée fédérale vs. EZLN), contexte répressif (groupes paramilitaires, guerre de basse intensité). Ouverture d'une SOP : action militaire (1994), accès institutionnel et stratégie assimilative des autorités (Accords de San Andrés, 1996) ; divisions entre les élites (opposition au PRI, alternance politique en 2000) ; alliés influents (personnalités internationales, ONG, manifestations de soutien corrélées à un désarmement idéologique et au renouveau des mouvements protestataires dans le contexte post-guerre froide) ; contre-mouvements peu audibles. Cependant, fermeture de la SOP après 2001 (marche sur Mexico). Position d'*outsider* politique (cf *Otra Campaña*).

2. **Un recadrage militant autour de la lutte contre le néolibéralisme.** Recadrages tactiques de la cause, initialement marxiste révolutionnaire. Participation du mouvement à la construction d'un *master frame* altermondialiste (anti-néolibéralisme, démocratie, participation, autonomie indigène, minorités du monde). Perception du conflit selon un schéma David (Indiens) contre Goliath (gouvernement mexicain, multinationales étrangères).

3. **Des mobilisations périphériques à faibles ressources organisationnelles mais à fortes ressources symboliques.** Ressources matérielles faibles (militaires, financières), mais ressources symboliques fortes (*marketing* de la rebellion, leadership charismatique, cosmopolitisme) ; autonomie relative (autogestion). Institutionnalisation de formes de démocratie interne (*Juntas de Buen Gobierno, Caracoles*).

4. **Un réseau transnational de militants à façade unitaire, en rétraction.** Mouvement d'expansion du réseau de solidarité (*spill-over*, 1994-2001) puis de rétraction (2001-2006). Structure transnationale du réseau (effet *boomerang*) : militants indigènes du Chiapas, mexicains, internationaux (structure tricéphale en étoile autour de l'EZLN). Façade unitaire du réseau transnational de militants (faiblesse des contestations internes).

5. **Un répertoire d'action collective (RAC) non-violent.** Effet de surprise du soulèvement initial (1/1/1994) ; RAC transnational et solidariste (brigades civiles d'observation) ; non-violence stratégique, désobéissance civile ; combinaison actions directes (manifestations, marches, occupations de champs, etc.) et indirectes (campagnes d'opinion, médias, etc.) ; répertoire symbolique innovant (humour, poésie, etc.) ; expertise juridique (droits de l'homme) ; espaces de mobilisation autonomes (communautés zapatistes).

Chapitre 2. Fragmentation et recadrages des mobilisations contre l'occupation israélienne des territoires palestiniens

Introduction du chapitre 2

Selon un rapport réalisé sur le cinquième Forum Social Mondial (FSM) de Porto Alegre (26-31 janvier 2005) les discussions consacrées au thème de la paix, de la démilitarisation, de la lutte contre la guerre, du libre échange et de la dette suscitent alors un engouement sans précédent parmi les quelques 150 000 participants[619]. Celui-ci conduit à la publication d'un appel des mouvements sociaux pour une mobilisation contre la guerre, le néolibéralisme, l'exploitation et l'exclusion, ainsi qu'à un appel à action de l'assemblée « anti-guerre ». La prépondérance du thème de la guerre est si forte que des critiques internes sont formulées contre la focalisation excessive du Forum sur cette question. C'est le cas par exemple de Bernard Cassen, l'un des fondateurs d'ATTAC-France. Lors de débats consacrés à la « guerre contre le terrorisme » de l'Administration Bush, en présence de Noam Chomsky et d'Arundhati Roy[620], l'orateur français en appelle à un recentrage des mobilisations altermondialistes sur des « *luttes unifiantes, particulièrement celles contre le capitalisme* »[621].

Parmi les nombreux conflits armés de la planète qui concentrent alors l'attention des mouvements, coalitions et organisations anti-guerre, l'occupation étasunienne de l'Irak et

[619] Simonson K., « Decentralising or Disintegrating ? The World Social Forum at 5 », Genève, CASIN, mars 2005.
[620] Noam Chomsky est un linguiste et intellectuel critique américain. Arundhati Roy est une romancière, militante et essayiste indienne (voir Chibber V., « Noam Chomsky et la longue histoire de l'impérialisme américain » et Ganapathy-Dore G., « Arundhati Roy, la force dissidente d'une femme contre la démocratie impériale instantanée », in Bonfiglioli C., Budgen S., *La planète altermondialiste… op. cit*., p. 93-104 et 177-192).
[621] Simonson K., « Decentralising or Disintegrating ?... », *op. cit*., p. 16.

l'occupation israélienne des territoires palestiniens figurent aux premières places. Procédant à une analyse thématique plus détaillée des forums de discussion, qui lui permet de répertorier vingt-deux grands thèmes transversaux, l'auteure du rapport isole ainsi la question de la Palestine, en raison de son importance particulière au cours des débats[622].

Comment expliquer ce processus de mise à l'agenda du problème palestinien dans les arènes altermondialistes ? La question de la guerre en général, et du conflit israélo-palestinien en particulier, demeure en effet un des axes secondaires des premières mobilisations contre la mondialisation néolibérale entre 1996 et 1999. Aucun axe « anti-guerre » spécifique n'est défini lors du premier Forum Social Mondial de 2001, pas plus que lors du second Forum de 2002[623]. Le déclenchement de la seconde *Intifada* fin septembre 2000, la réaction américaine aux attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, et les grandes mobilisations de février et mars 2003 contre l'invasion américaine de l'Irak, ont certes mobilisé des groupes militants étiquetés « altermondialistes » à des échelles nationales, régionales ou internationales. Cependant, pourquoi, vers 2003-2005, ces sujets prennent-ils une telle importance, alors que le mouvement se fonde davantage, initialement, sur la lutte contre la globalisation de la finance, l'annulation de la dette du tiers monde, la critique des politiques néolibérales de l'OMC ou des plans d'ajustement structurel du FMI ?

La convergence des mouvements « anti-guerre » et « anti-mondialisation » peut être expliquée par des facteurs endogènes et exogènes au réseau transnational de militants. Elle apparaît, d'un côté, comme une réponse au recadrage de la propagande du gouvernement des Etats-Unis autour de la « guerre contre le terrorisme », qui oppose « l'axe du bien » représenté par les démocraties occidentales et leurs alliés, et « l'axe du mal » incarné par les régimes autoritaires du Proche et du Moyen-Orient[624]. D'un autre côté, elle est aussi le résultat d'une redéfinition de la stratégie politique de l'altermondialisme[625]. Cette réactualisation de l'agenda militant se manifeste par la création, en janvier 2003, d'un nouvel axe majeur au sein du FSM, à côté de ses quatre grands thèmes classiques. Cet axe est intitulé *Ordre mondial démocratique, lutte contre la militarisation et promotion de la paix*[626]. Ce processus trouve

---

[622] *Ibid.*, p. 17-18.

[623] La liste des thèmes des Forums Sociaux entre 2001 et 2005 est consultable sur le site officiel du FSM : http://www.forumsocialmundial.org.br/index.php?cd_language=3&id_menu

[624] Sur les réorientations de la propagande des Etats-Unis après 2001, voir Warde, I., *Propagande impériale & guerre financière contre le terrorisme*, Marseille, Agone-Contre-feux, Le Monde Diplomatique, 2007. Ce processus a des effets sur les médias d'information. Pierre Fiala analyse ainsi les évolutions sémantiques repérables dans les discours médiatiques à propos de la « terreur », du « terrorisme » et singulièrement du « terrorisme islamiste », depuis le 11 septembre 2001. La situation mondiale est perçue dans de nombreux médias comme un nouvel état de guerre, dont le « référentiel » premier est le terrorisme. L'auteur montre qu'à la suite des attentats aux Etats-Unis s'est engagée une véritable « guerre des mots », sous l'impulsion de l'administration des Etats-Unis, et appuyée sur les réseaux médiatiques internationaux (Fiala P., « Les mots du terrorisme. Ruptures sémantiques et argumentatives dans le discours médiatique », in Arboit G., Mathien M. (dir.), *La guerre en Irak. Les médias et les conflits armés*, Bruxelles, Bruylant, col. Médias, Sociétés et Relations Internationales, 2006, p.125-140).

[625] Seule une analyse de la recomposition plus générale de l'espace militant permettrait d'expliquer ce recadrage partiel de la cause. Si l'on en croit les résultats d'une étude sociologique menée par une équipe de chercheurs français et suisses auprès de 2000 participants au contre-forum d'Evian contre le sommet du G8 (mai-juin 2003), les groupes les plus sensibles à la cause anti-guerre, regroupés dans un pôle « citoyens du monde » recrutent plus que les autres dans les populations jeunes à fort capital culturel (étudiants) (Fillieule O. *et al*., « L'altermondialisme en réseaux… », *op. cit*., p. 32).

[626] Ces quatre thèmes sont la production de richesse et la reproduction sociale ; l'accès aux richesses et la durabilité ; l'affirmation de la société civile et des espaces publics ; le pouvoir politique et l'éthique.

ainsi un point d'asymptote lors du cinquième Forum de 2005, malgré les réticences, mentionnées précédemment, de certains leaders « historiques » du mouvement, pour lesquels le rapport entre les guerres du Proche-Orient et la mondialisation néolibérale est loin d'aller de soi[627].

On peut également percevoir un réalignement partiel du cadre de mobilisation altermondialiste dans le discours d'organisations du mouvement à l'échelle nationale. Ainsi, dans les communiqués de l'EZLN, le nombre d'occurrences du terme « guerre » est multiplié par 1,7 entre 1996 et 2003, alors que le nombre d'occurrences du terme « néolibéral » est divisé par 2,2[628]. Ce recadrage se manifeste par des transformations des imaginaires politiques. Dans le second volet de leur diptyque composé des livres *Empire* et *Multitude*[629], la synthèse philosophique la plus « achevée » du mouvement altermondialiste selon le politiste français Jean-François Bayart[630], Michael Hardt et Antonio Negri érigent l'*Intifada* palestinienne, au même titre que la lutte de l'EZLN au Chiapas (ou la lutte anti-apartheid en Afrique du Sud), comme « l'une des révoltes qui montre la voie et illustre la transition de la guérilla traditionnelle vers la forme du réseau »[631]. L'*Intifada* y est reconstruite comme un symbole (imparfait) de la résistance des « multitudes » à la guerre impériale des Etats-Unis et de leurs alliés contre le « terrorisme ».

Le travail présenté ici vise à expliquer pourquoi l'*Intifada* devient une référence récurrente des revendications politiques de certaines fractions du mouvement altermondialiste. Ce processus correspond à la fois, selon moi, à une tentative « d'articulation de cadre », entre le mouvement anti-occupation israélo-palestinien et le mouvement altermondialiste, mais également à une « amplification du cadre » au sein des forum sociaux, qui se traduit par des transformations dans les systèmes de valeur et de croyances collectives des uns et des autres[632]. Ce chapitre cherche donc à comprendre les stratégies de recadrage de la cause palestinienne en cause « altermondialiste », au début des années 2000, et le rôle qu'y jouent des militants israéliens, palestiniens et pro-palestiniens, localement et à l'étranger. Autour de 1999-2003, un nouveau cadre d'interprétation du conflit israélo-palestinien, fondé sur la dénonciation de la « mondialisation néolibérale », la « guerre contre le terrorisme » et la célébration des mobilisations « anti-mondialisation », est mobilisé par des militants locaux. Sur un plan empirique, l'étude des stratégies politiques du mouvement anti-occupation israélo-palestinien révèle ainsi ce que l'on peut appeler, en référence au politiste étasunien

---

[627] Au-delà du cercle restreint des participants à ces forums, cette question semble trouver un écho auprès du « grand public », comme en témoigne par exemple le succès du documentaire-pamphlet *Farenheit 9/11* en 2004, dont le réalisateur Michael Moore reçoit la Palme d'or au Festival de Cannes la même année.

[628] Calcul effectué à partir de l'ensemble des communiqués de l'EZLN pour l'année 1996 et l'année 2003. On trouve 178 occurrences du terme guerra et 156 occurrences du terme neoliberal en 1996 (pour un total de 141 370 mots), contre 329 occurrences du terme guerra et 70 occurrences du terme neoliberal en 2003 (pour un total de 153 353 mots).

[629] Hardt M., Negri A., *Empire*, *op. cit*., Hardt M., Negri A., *Multitudes…*, *op. cit*.

[630] Bayart J.-F., *Le gouvernement du monde…*, *op. cit*.

[631] Hardt M., Negri A., *Multitudes…*, *op. cit*., p. 108-109.

[632] Une *articulation de cadre* désigne chez D. Snow et son équipe une stratégie de « cadrage » de l'action collective par laquelle une organisation s'adresse à des particuliers qui partagent déjà son point de vue mais ne la connaissent pas, afin de les pousser à s'engager. Une *amplification de cadre* correspond à une stratégie de cadrage par laquelle une organisation cherche à clarifier ou à développer un cadre pour montrer en quoi il est lié à des valeurs, croyances ou des émotions qui sont supposées être partagées par les participants potentiels (Snow D. *et al*., « Frame… », *op. cit*.).

Samuel Huntington, une des faces cachées du « choc des civilisations »[633] : des acteurs israéliens et palestiniens, souvent perçus comme des ennemis irréductibles dont les affrontements prendraient place à l'épicentre du conflit entre « l'Orient » et « l'Occident »[634], militent côte à côte sur la base de valeurs partagées. Cependant, les résultats de mon enquête indiquent que les alliances nouées entre ces militants ne correspondent pas toujours à l'image unifiée qu'ils souhaitent donner de leur mouvement, en particulier auprès de publics étrangers. Or, comme on le verra dans la seconde partie, tout se passe comme si les militants des médias contre l'occupation s'investissent dans ces activités d'information, de réflexion et de communication sur le conflit israélo-palestinien pour compenser ces divisions et construire un consensus transnational. La configuration du RAO apparaît ainsi en partie différente de celle observée dans le cas du RNZ.

L'hypothèse sociologique qui fonde les développements de ce chapitre est que l'internationalisation du capital politique de ces réseaux militants est, davantage qu'un simple produit des idéologies internationalistes des militants (exprimées dans leurs publications), un corollaire d'une position dominée dans leurs espaces politiques nationaux et un effet des rapports de force qu'ils entretiennent les uns avec les autres. Cependant, si la cause palestinienne acquiert progressivement dans les « forums altermondialistes » en Europe occidentale ou en Amérique du Nord, une place qui ne lui était pas donnée d'avance, le succès de cette stratégie fait l'objet d'un bilan plutôt mitigé chez les militants. Ils constatent les difficultés à faire germer les graines de l'altermondialisme sur le terrain palestinien, et d'imposer la cause de « l'alter-Palestine » sur leurs propres espaces locaux de militantisme, parfois jugés timorés sur la question palestinienne. Loin de s'imposer comme un cadre « évident », naturellement partagé par l'ensemble des groupes « de gauche », comme peut l'être le *master frame* néolibéral dans le cas du néozapatisme, la rhétorique altermondialiste apparaît ici comme un instrument symbolique au service des luttes internes du mouvement anti-occupation. Or, dans ces luttes, les pacifistes radicaux israéliens qui entendent représenter « l'Autre Israël »[635], parce qu'ils s'opposent publiquement à la politique de leur Etat d'occupation des territoires palestiniens, semblent retirer (à leur corps défendant) relativement plus de bénéfices symboliques que leurs homologues palestiniens sur le « marché » international des causes de défense des peuples opprimés.

Pour justifier ce point de vue, j'étudie ici les conditions de genèse et les stratégies politiques du réseau transnational de militants anti-occupation (RAO), particulièrement dans

---

[633] Dans un article publié en 1993, cet auteur soutient que la chute du Mur de Berlin a eu pour conséquence l'apparition de conflits d'un type nouveau sur la scène internationale : « dans ce monde nouveau, la source fondamentale et première de conflit ne sera ni idéologique ni économique. Les grandes divisions au sein de l'humanité et la source principale de conflit sont culturelles. Les États-nations resteront les acteurs les plus puissants sur la scène internationale, mais les conflits centraux de la politique globale opposeront des nations et des groupes relevant de civilisations différentes. Le choc des civilisations dominera la politique à l'échelle planétaire. Les lignes de fracture entre civilisations seront les lignes de front des batailles du futur » (Hungtington S., « The Clash of Civilizations? », *Foreign Affairs*, 72/3, 1993, p. 22). Cette thèse est érigée ultérieurement en justification « théorique » de la guerre contre le terrorisme impulsée par l'administration du président étasunien G. W. Bush après les attentats du 11 septembre 2001 à New York et Washington.

[634] Boniface P., « Le choc des civilisations et le conflit israélo-palestinien », *Revue internationale et stratégique*, 53/1, 2004, p. 11-23.

[635] Carey R., Shainin J., *The Other Israel. Voices of Refusal and Dissent*, New York, New York Press, 2002, Warschawski M., Sibony M., *A contre-choeur. Les voix dissidentes en Israël*, Paris, Textuel, La Discorde, 2003.

la période qui suit les accords de paix d'Oslo (1993-1995) et le déclenchement de la « seconde *Intifada* » (2000-2006)[636]. La construction d'un consensus transnational dans le RAO apparaît, en effet, relativement plus problématique que dans le cas du mouvement néozapatiste. La cause palestinienne se présente comme une cause « partagée », au double sens du terme : une cause *commune* à des acteurs palestiniens, israéliens et étrangers, mais également une cause *divisée* sur ses moyens, ses objectifs, ses valeurs, son *leadership* ou ses réseaux de soutien. Pour rendre compte de la construction de ce consensus partiel et des divisions au sein du mouvement, je m'intéresserai aux logiques de structuration et de transnationalisation, premièrement, de la « résistance civile » palestinienne, deuxièmement, du « mouvement pacifiste » israélien et, troisièmement, des réseaux de « solidarité internationale » pro-palestiniens. Pour chaque composante du réseau, un plan chronologique a été adopté, et les cinq critères de comparaison définis en introduction mobilisés (structure des opportunités politiques, cadres de mobilisation, ressources contestataires, réseaux relationnels et répertoires d'action collective).

[636] Le choix de la période 1994-2006 est un compromis entre une démarche de comparaison avec le réseau néozapatiste, et la nécessité de tenir compte des spécificités locales. En Israël-Palestine, cette phase correspond à un cycle dans le conflit israélo-palestinien. Le début de la période est marqué par la signature des accords de paix d'Oslo (1993-1995) et la création de l'Autorité Palestinienne (1994). La fin de la période est marquée par la victoire du Hamas, un parti religieux fondamentaliste palestinien, aux élections législatives (janvier 2006) et d'importantes manifestations contre l'offensive israélienne au Liban (été 2006). Après le déclenchement de la seconde Intifada en 2000, ces événements peuvent être considérés comme marquant la « deuxième mort » du processus de paix d'Oslo (Salingue J., *A la recherche de la Palestine. Au-delà du mirage d'Oslo*, Paris, Le Cygne, 2011).

Section 1. La « résistance civile » en Palestine : un militantisme sous tension

La première composante du réseau anti-occupation est formée de Palestiniens des Territoires occupés (Cisjordanie et Gaza), qui qualifient leur lutte (ou la voient qualifiée, selon les cas), de *« résistance civile, populaire, non-violente »*, de « *lutte anti-colonialiste* » ou encore de « *mouvement pacifiste socio-politique »*. Je retiendrai ci l'expression de « résistance civile » car elle traduit l'inscription des acteurs dans la continuité des luttes palestiniennes de libération nationale (« résistance »), leur volonté d'intégrer des composantes variées de la société (« société civile ») mais également leur prise de distance à l'égard d'une vision « dépolitisée » de la lutte pacifiste, d'un côté, et de la lutte armée, de l'autre[637]. Les acteurs palestiniens du réseau optent stratégiquement pour des modes d'action politique « non-violents » et se mobilisent régulièrement aux côtés de militants israéliens et étrangers. Une des illustrations les plus emblématiques de ces mobilisations est donnée par les manifestations hebdomadaires du village de *Bil'in* contre le mur israélien en Cisjordanie, à partir de 2005[638]. Cependant, la position des Palestiniens dans cette configuration transnationale « triangulaire »[639] est spécifique : ils sont des bénéficiaires directs de la lutte, et non des soutiens extérieurs. Contrairement aux Israéliens qui sont issus de la société « occupante », et des militants étrangers (ou « Internationaux ») qui proviennent de pays tiers, ces militants expriment publiquement leur situation dans les termes anti-impérialistes de « l'idéologie palestinienne de résistance »[640] : celle d'un peuple sous occupation militaire, qui subit un processus continu de « colonisation » de la part de l'Etat d'Israël, soutenu par les puissances occidentales, situation contraire au droit international et leur aspiration à l'indépendance. Le répertoire d'action collective et les cadres de mobilisation de ces militants palestiniens ne peuvent donc être compris sans tenir compte de leur position dominée dans

[637] Norman J., *The Second Palestinian Intifada… op. cit.*, Akawi Y., Angelone G., Nessan L., « Palestinian Socio-Political Peace Movements », *From Communal Strife to Global Struggle: Justice for the Palestinian People*, Jerusalem, The Alternative Information Center, 2004 p. 53-77.

[638] La construction du mur risquant d'entraîner l'expropriation de fait des deux tiers des terres communales, les villageois décident d'organiser des manifestations de protestation à partir de janvier 2005, qui deviendront hebdomadaires et attireront des militants palestiniens, israéliens et étrangers (Salingue J., « La 'résistance non-violente' dans les territoires palestiniens. Changement de stratégie ou recherche d'une légitimité nouvelle », *Mondialisation.ca*, 10 juillet 2009). Pour une analyse ethnographique de ces manifestations, voir Lion C., *Vers une transnationalisation de la résistance populaire palestinienne : la construction du mythe mobilisateur de Bil'in en Cisjordanie (2005-2010)*, mémoire M1, IEP de Rennes, juin 2010. Je reviendrai au chapitre 3 sur ces manifestations.

[639] L'idée de « triangulation militante » est formulée au cours de la seconde *Intifada* par des réseaux de militants transnationaux, comme l'*International Solidarity Movement* (ISM), majoritairement anglo-saxon (Seitz C., « ISM at the Crossroads : the Evolution of the International Solidarity Movement », *Journal of Palestine Studies*, 32/4, 2003, p. 50-67), ou la Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien (CCIPPP), majoritairement francophone (Aoun E., « La campagne civile internationale pour la protection du peuple palestinien : solidarité transnationale contre logique sécuritaire ? », Colloque SEI « Les solidarités transnationales » – 21/22 octobre 2003).

[640] Dans un travail fondateur sur le sujet, Olivier Carré définit les idéologies nationalistes comme des représentations orientées du monde, tournées vers l'action sociale, qui contribuent à un processus de mythification dont l'acteur principal est le groupe ethnico-national. Les idéologies arabes modernes reposeraient ainsi sur trois mythes : le mythe d'agression religieuse contre l'Islam, le mythe du nationalisme arabe et le mythe de gauche anti-impérialiste. Alors que l'idéologie nassérienne honore les trois mythes, selon lui l'idéologie palestinienne de résistance privilégie le mythe anti-impérialiste (Carré O., *L'idéologie palestinienne de résistance*, Paris, Armand Collin, 1972, p. 11-13).

une « situation coloniale » objectivement vécue et subjectivement perçue, d'une part, mais aussi dans les rapports de force internes au mouvement national palestinien, d'autre part.

Dans l'introduction de *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*, l'anthropologue Georges Balandier définit ce qu'il entend par « situation coloniale ». Il différencie ce terme de celui de « système colonial », qui fige et simplifie, selon lui, une réalité dynamique et complexe. Une situation coloniale se définit ainsi par quatre critères. Premièrement, elle implique une « domination imposée par une minorité étrangère, 'racialement' et culturellement différente, au nom d'une supériorité raciale (ou ethnique) et culturelle dogmatiquement affirmée, à une majorité autochtone matériellement inférieure ». Deuxièmement, elle suppose « la mise en rapport de civilisations hétérogènes : une civilisation à machinisme, à économie puissante, à rythme rapide et d'origine chrétienne s'imposant à des civilisations sans techniques complexes, à économie retardée, à rythme lent et radicalement 'non chrétiennes' ». Troisièmement, une situation coloniale favorise « le caractère antagoniste des relations intervenant entre les deux sociétés qui s'explique par le rôle d'instrument auquel est condamné la société dominée ». Quatrièmement, enfin, elle nécessite, pour maintenir la domination, « de recourir non seulement à la 'force' mais encore à un ensemble de pseudo-justifications et de comportements stéréotypés »[641]. Sans réduire la situation des territoires palestiniens au tournant du XXIe siècle à celle des colonies d'Afrique subsaharienne des années 1950, l'intérêt de cette définition est qu'elle insiste non seulement sur le déséquilibre entre la société colonisatrice et la société colonisée, mais aussi sur leur imbrication réciproque, et le rôle actif jouée par la société colonisée dans la situation coloniale. Par ailleurs, elle précise que ce n'est pas uniquement la force brute, ou la « domination objective », qui assure la perpétuation de la domination coloniale, mais également des systèmes de justification qui font l'objet de croyances communes ou de conflits d'ordre idéologique entre les colonisateurs et les colonisés.

L'adoption d'un cadre d'analyse en termes de « fait colonial » dans le contexte du conflit israélo-palestinien mérite cependant une précision. Elle est en effet contestée par une partie des protagonistes, en particulier les groupes pro-sionistes ou pro-israéliens, y compris dans le champ universitaire, ainsi que par certains militants et intellectuels israéliens « de gauche »[642]. Par ailleurs, la « situation coloniale » qui prévaut localement dans la première moitié du XXe siècle est très différente de celle qui prévaut dans la seconde, puisque le rapport numérique entre la « minorité » juive colonisatrice et la « majorité » arabe colonisée s'inverse, ou du moins se rééquilibre (tout dépend ici des frontières territoriales prises en

[641] Balandier G., « La notion de 'situation' coloniale », *Sociologie actuelle de l'Afrique noire. Dynamique sociale et Afrique Centrale* (1955), Paris, Quadrige, PUF, 1982, p. 35.

[642] Dans les décennies qui ont suivi la création d'Israël en 1948, les travaux universitaires israéliens en sciences sociales sont dominés par un paradigme « fonctionnaliste », soutenu par les élites travaillistes au pouvoir. Les recherches saisissent principalement l'Etat et la société israéliens sous un angle évolutionniste et consensuel (d'un point de vue israélien) de la « construction nationale », de la « modernisation » et de « l'intégration » des nouveaux arrivants juifs. La question des populations « arabes » autochtones est pratiquement absente. Il faut attendre les années 1970 pour voir émerger des paradigmes plus critiques, comme les approches élitiste, pluraliste, marxiste ou féministe. Les analyses en termes de « colonisation » ne s'imposent dans les marges de l'université israélienne qu'au milieu des années 1980 (Ram U., *The Changing Agenda of Israeli Sociology. Theory, Ideology and Identity*, State University of New York Press, 1995).

considération[643]). Enfin, les comparaisons menées entre la situation coloniale dans le contexte israélo-palestinien et d'autres situations semblables, comme par exemple l'Afrique du sud de l'apartheid (une comparaison souvent utilisée comme une arme politique par les militants favorables aux revendications palestiniennes), montrent qu'il existe des spécificités irréductibles entre les cas[644]. Cependant, ce cadre d'analyse est pertinent de mon point de vue pour restituer dans une démarche compréhensive le « sens de l'activité sociale » des militants anti-occupation, au sens wébérien de comportements auxquels les agents communiquent un sens subjectif, qui oriente leur déroulement, en référence au comportement d'autres agents[645].

Si la position dominée des Palestiniens dans les rapports de force objectifs et subjectifs de la situation coloniale constitue une contrainte à la mobilisation collective (risques de répression des comportements protestataires, difficultés de déplacement, ressources limitées, etc.), elle leur confère cependant un avantage symbolique spécifique dans l'espace militant, susceptible d'être réinvesti comme un capital politique transnational légitimant le point de vue palestinien. Ainsi, pour comprendre la logique pratique de ce militantisme, il apparaît nécessaire de saisir ses conditions historiques de genèse : il se structure en effet autour d'une opposition à l'expansionnisme territorial sioniste puis israélien, d'une part, la construction du mouvement national palestinien à l'étranger et dans les Territoires occupés, d'autre part, et enfin une position dominée dans l'espace politique palestinien, après la signature des Accords d'Oslo et la création de l'Autorité palestinienne. Les développements qui suivent ne cherchent pas à restituer de façon exhaustive l'histoire du mouvement national palestinien, mais à montrer ses recadrages successifs dans la seconde moitié du XXe siècle, et les transformations du répertoire d'action de son aile gauche dans le contexte de la guerre froide puis du processus de paix d'Oslo.

Cette histoire peut être décomposée schématiquement en trois phases[646]. J'ai rappelé en introduction que la naissance des premières organisations politiques et sociales palestiniennes qui rejettent explicitement le projet sioniste se situe du début de la colonisation

---

[643] L'Etat d'Israël est composé d'une majorité de Juifs et d'une minorité d'Arabes palestiniens (environ 20 % de la population). Si l'on prend en considération les frontières de la « Palestine historique » (correspondant aux frontières mandataires), la proportion entre Juifs israéliens et Arabes palestiniens (Palestiniens d'Israël compris) est à peu près équilibrée.

[644] Par exemple, les Palestiniens d'Israël et les réfugiés palestiniens ne vivent pas à proprement parler dans une situation coloniale au sens de Balandier (Zreik R., « La Palestine, l'apartheid et la revendication des droits », *Revue d'Etudes Palestiniennes*, 97, automne 2005, p. 46-55). En ce qui concerne les Palestiniens des Territoires occupés, ils ne sont pas systématiquement utilisés comme une main d'œuvre bon marché par l'économie israélienne, mais plutôt comme une main d'œuvre d'appoint (Stevens R. P., « Israel and South Africa: a comparative study in racism and settler colonialism », in Kayyali A. W. (ed.), *Zionism, Imperialism and Racism*, London, Croom Helm, 1979, p. 265-285, Mc Tague Jr. J. J., « Israel and South Africa: A Comparison of Policies », *Journal of Palestine Studies*, 1985, p. 101-109). D'autre part, pour une large part de la population prévaut une situation d'anomie (qu'indiquent les forts taux de chômage en Cisjordanie et à Gaza) qui pousse certains à l'exil (Bendelac J., « Une économie précaire », *L'économie palestinienne. De la dépendance à l'autonomie*, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 15-58). Enfin, des Palestiniens ont été contraints au départ par les guerres (1948-1967), ou bien des opérations de destruction de maisons, d'appropriation de terres par les colons, ou de violations des droits de l'homme (Moleah A. T., « Violations of Palestinian Human Rights : South African Parallels », *Journal of Palestine Studies*, 38, X/2, winter 1981, p. 14-36).

[645] Weber M. *Economie… op. cit.*, p. 28.

[646] Il existe des désaccords entre les historiens sur les origines et les différents épisodes du conflit israélo-palestinien. J'adopte le point de vue qui prévaut chez les historiens qui ont un regard critique vis-à-vis de l'historiographie sioniste, afin de donner à comprendre au lecteur le cadre d'injustice des militants anti-occupation. Pour un point de vue plus proche du récit sioniste, voir par exemple Greilsammer I., *La nouvelle histoire d'Israël. Essai sur une identité nationale*, Paris, Gallimard, 1998.

sioniste (fin du XIXe siècle) à la fin du Mandat Britannique en 1947. La reformation du mouvement national palestinien se fait principalement dans l'exil, après la défaite de 1947-1949. Le processus est marquée par des divisions internes des « Palestiniens de l'extérieur », sur les objectifs de la lutte (frontières du futur Etat palestinien) et ses moyens (lutte armée ou stratégie politique et diplomatique). En Cisjordanie et à Gaza, les Palestiniens ne disposent pas d'une représentation unifiée dans les années 1950-1960. La construction d'un mouvement contre l'occupation israélienne chez les Palestiniens des Territoires occupés commence après la guerre des Six-Jours, en 1967, et aboutit au soulèvement de la première *Intifada* (1987-1991), la conférence de Madrid (1991), et la création de l'Autorité palestinienne (1994) dans le contexte du « processus de Paix d'Oslo » (ANTI-OCCUPATION, 1967-1994). Une seconde phase est marquée par un retrait du mouvement anti-occupation dans le contexte post-Oslo, marqué par un retour au calme très relatif. Les organisations palestiniennes de gauche anti-occupation se rejoignent dans une critique des accords d'Oslo, de l'Autorité palestinienne et de la poursuite de la colonisation israélienne des Territoires palestiniens (ILLUSIONS D'OSLO, 1994-2000). La situation conduit au déclenchement de la seconde *Intifada* en 2000, et aux mobilisations de la « résistance civile » palestinienne, marquées vers 2003 par des références croissantes, fortement débattues, aux mobilisations altermondialistes (PAIX JUSTE ET DURABLE, 1994-2006).

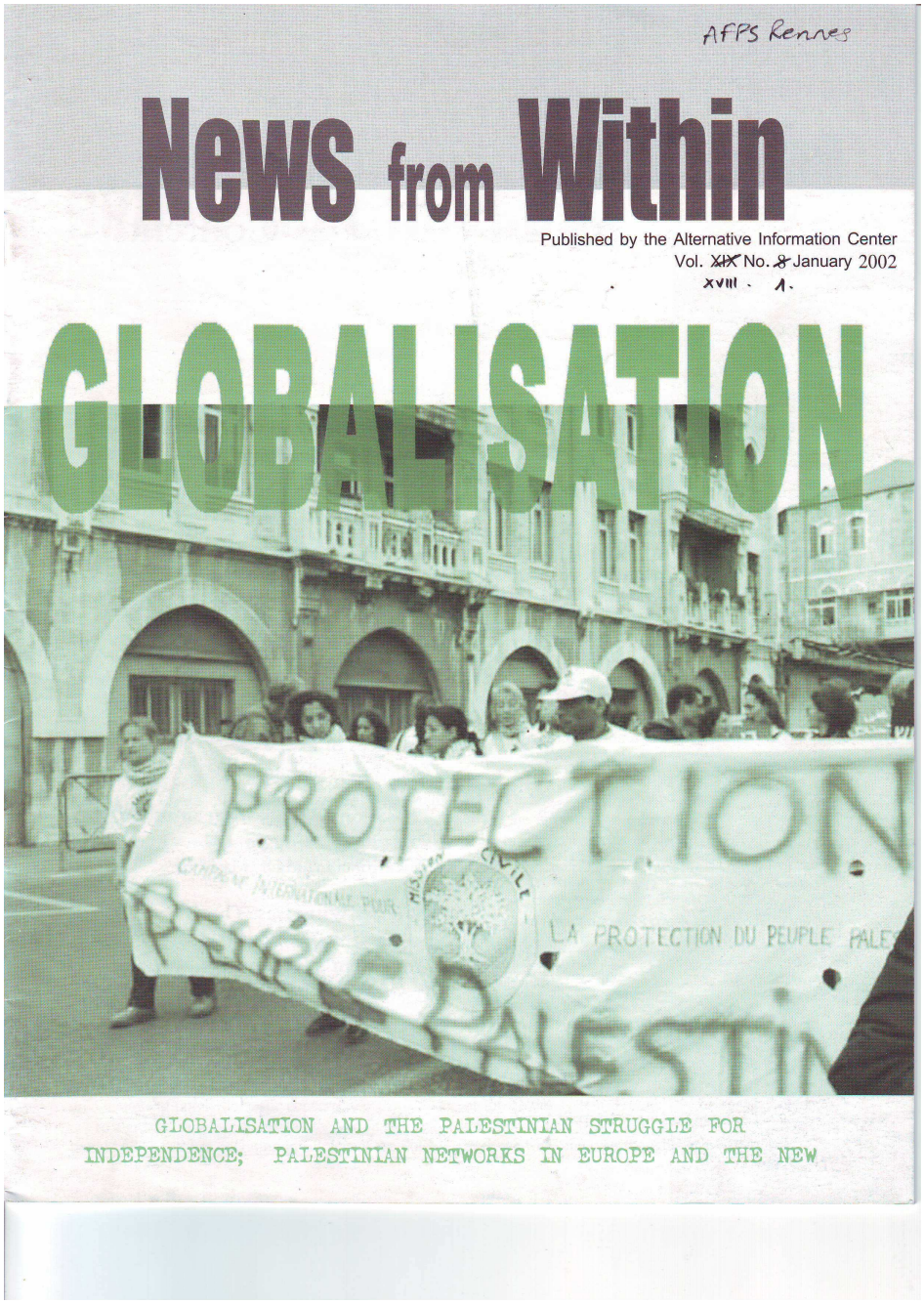


Figure 4 - Page de une du magazine *News From Within* (janvier 2002)

Les trois cycles de la mobilisation anti-occupation (1967-2006)

1. ANTI-OCCUPATION (1967-1994)	1967	Guerre des Six-Jours (occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza)
	1973	Création du Front National Palestinien
	1974	Soulèvement de Palestiniens des Territoires occupés lors du discours d'Arafat à l'ONU
	1976	Journée de la terre en Galilée (répression d'une manifestation d'Arabes israéliens). Elections municipales en Cisjordanie occupée (victoire des candidats proches de l'OLP)
	1977	Première rencontre officielle entre l'OLP et le PC israélien à Prague
	1980	Attentats contre trois maires palestiniens. Création du comité contre la Poigne de Fer
	1982	Insurrection palestinienne dans les Territoires occupés. Destitution des maires élus. Manifestations en Israël contre les massacres de Sabra et Chatila au Liban
	1983	Rencontre entre Y. Arafat et les pacifistes israéliens U. Avneri et M. Peled à Tunis
	1987	Début de la première *Intifada*
2. ILLUSIONS D'OSLO (1994-2000)	1994	Mise en place de l'Autorité Palestinienne
	1995	Accords d'Oslo II
	1996	Affrontements sur l'Esplanade des Mosquées
	1999	Pétition des 20
3. PAIX JUSTE ET DURABLE (2000-2006)	2000	Déclenchement de la seconde *Intifada*
	2001	*Freedom Summer* (missions civiles de protection du peuple palestinien)
	2002	Forum Social Palestinien
	2003	Mobilisations contre le mur israélien
	2004	Conférence « Un autre Proche-Orient est possible »
	2005	Création du comité populaire du village de Bil'in en Cisjordanie
	2006	Manifestations contre l'offensive israélienne au Liban

A/ Genèse du mouvement palestinien contre l'occupation dans les Territoires occupés (1967-1994)

Le mouvement national palestinien après 1948 se présente comme un mouvement « transnationalisé » par la force, qui cherche des appuis de l'extérieur, dans les différents Etats où les Palestiniens sont réfugiés. Alors que la première génération de nationalistes palestiniens est représentée par des notables locaux, qui font ponctuellement appel à des relais diplomatiques pour faire valoir leurs revendications antisionistes, l'exil forcé de 1947-1949 (la *Nakba*, pour « catastrophe » en arabe) conduit à une reformation du mouvement national palestinien dans les Etats arabes. Le *leadership* palestinien traditionnel, qui était déjà divisé en clans familiaux rivaux dans la période mandataire, est en effet dispersé et discrédité[647]. Les divisions politiques au sein du mouvement national, ainsi que l'éclatement géographique et les disparités socio-économiques parmi les Palestiniens de l'extérieur, jouent comme des forces centrifuges. Cependant, les Palestiniens de l'intérieur vont chercher progressivement, non sans difficultés, à s'imposer sur la scène politique palestinienne.

Le contrôle des élites palestiniennes de Cisjordanie et de Gaza (1967-1974)

Entre 1948 et 1967, les autorités jordaniennes (en Cisjordanie) et égyptiennes (à Gaza) se servent des notables palestiniens (industriels, commerçants ou grands propriétaires terriens) pour assurer une médiation entre la population locale et le pouvoir central situé à Amman ou au Caire. Cependant, elles cherchent à éviter la constitution d'une direction politique indépendante[648]. Ainsi, la Jordanie instaure un système de division administrative, qui renforce le pouvoir des notables, mais les maintient dans une position dépendante, limitant leur zone d'influence aux localités ou aux districts, et interdit l'opposition. A Gaza, les dix-neuf années d'administration égyptienne sont marquées par une stratégie apparentée, bien que l'administration égyptienne soit indirecte et non directe comme l'est l'administration jordanienne en Cisjordanie : Le Caire donne aux clans *Shawwa* et *Rayyes* un rôle d'intermédiaires politico-administratifs avec la population gazaouie, et évite l'apparition d'une compétition politique en interdisant les forces d'opposition, comme les Frères musulmans ou le Parti Communiste (PC). Cependant, Nasser favorise davantage, bien que sous un contrôle strict, l'émergence de structures politiques palestiniennes, comme le montre la création du « Gouvernement de toute la Palestine » en septembre 1948, placé sous la direction de Haj Amin al-Hussaini. Peu à peu cependant, les organisations nationalistes qui reconnaissent la légitimité de l'OLP vont s'opposer à cette direction notabiliaire traditionnelle, pro-jordanienne ou pro-égyptienne.

[647] « Les structures politiques jusqu'alors dominées par cette classe furent pulvérisées. Elle ne devaient pas être remplacées avant plus d'une quinzaine d'années, période marquée par l'absence de direction politique » (Khalidi R., *L'identité… op. cit.*, p. 47). Pour une synthèse sur la genèse de la résistance nationale palestinienne dans l'exil, voir les annexes.
[648] Salingue J., *A la recherche…*

Après la défaite des armées arabes lors de la Guerre des Six-Jours en juin 1967, les habitants palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza passent sous administration israélienne. En plus de l'occupation des territoires palestiniens par l'armée, Israël adopte une stratégie de maintien de certaines structures locales de pouvoir en s'appuyant notamment sur les maires et les chefs de villages (*Mukhtars*). Comme ses prédécesseurs jordaniens et égyptiens, l'occupant cherche cependant à éviter la constitution d'un *leadership* centralisé. Mais cette stratégie ne parvient pas à imposer la « paix sociale » attendue par les autorités israéliennes : la vassalisation de l'économie palestinienne se fait au détriment de la base sociale des notables, dont une partie se tourne vers les mouvements nationalistes, d'autres perdant leur légitimité au profit de l'OLP. De plus, au début des années 1970, l'Etat israélien favorise l'implantation de colonies de peuplement en Cisjordanie, notamment dans la ville d'Hébron[649]. L'on observe une hostilité croissante de la population en Cisjordanie à l'égard de l'armée israélienne et des colons. Ils sont l'objet d'une véritable haine à Gaza, qui se trouve en état d'insurrection permanent. C'est dans ce contexte que se forment les premières organisations nationalistes « de l'intérieur ».

La naissance d'un mouvement palestinien contre l'occupation (1974-1981)

Le 18 août 1971, se tient une conférence des maires palestiniens, durant laquelle est lancé le projet de créer la première organisation politique palestinienne dans les Territoires occupés. La création du Front National Palestinien le 15 août 1973, suite au onzième Conseil National Palestinien au Caire, marque ainsi la volonté de « *donner la priorité au front intérieur* »[650]. Cette stratégie contribue à renforcer la position de l'OLP dans les Territoires occupés, que les habitants perçoivent de plus en plus comme leur seul représentant légitime, bien que les rapports de force politiques parmi les nationalistes « de l'intérieur » soient plus favorables aux forces de gauche (PC, MNA, *Saïka*, FDLP, groupes de guérilla comme le *Fatah*) que chez les nationalistes « de l'extérieur ».

Un soulèvement des Palestiniens de Cisjordanie a ainsi lieu en 1974, lors du discours de Y. Arafat à l'ONU. Cet événement marque le début d'une série de manifestations, d'attentats, et d'arrestations en 1974-1976. Les universités palestiniennes, comme l'Université Bir Zeit fondée en 1972, de Bethléem (1974) ou de Naplouse (1977), jouent un rôle de ferment de la contestation, de même que les syndicats de travailleurs, les organisations de femmes ou de prisonniers[651]. Les autorités israéliennes décident alors d'organiser des élections municipales en Cisjordanie pour couper l'herbe sous le pied de l'OLP. Le Front National Palestinien mène campagne sur le thème de la fin de l'occupation. Les élections se traduisent par une victoire des nationalistes de gauche au nom de l'OLP, et marquent la naissance d'une nouvelle classe dirigeante locale, distincte des notables traditionnels, jugés compromis avec le royaume jordanien et l'Egypte.

[649] AIC, *Occupation in Hebron*, Jerusalem, 2004.
[650] Baron X., *Les Palestiniens… op. cit.*, p. 267.
[651] Norman J., « 1967 to the intifada », *The second palestinian… op. cit.*, p. 22-23.

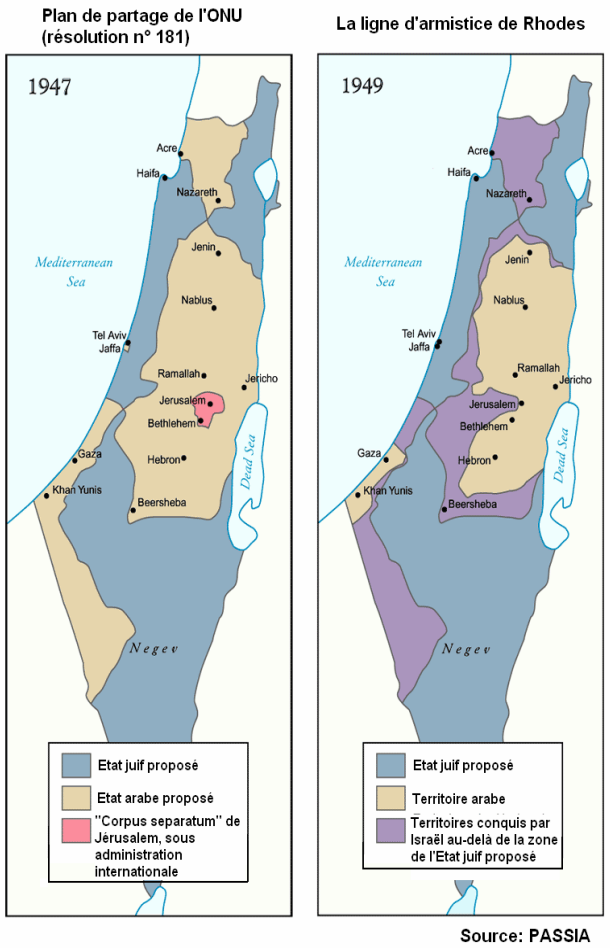


Figure 5 - Le partage de la Palestine en 1947-1949

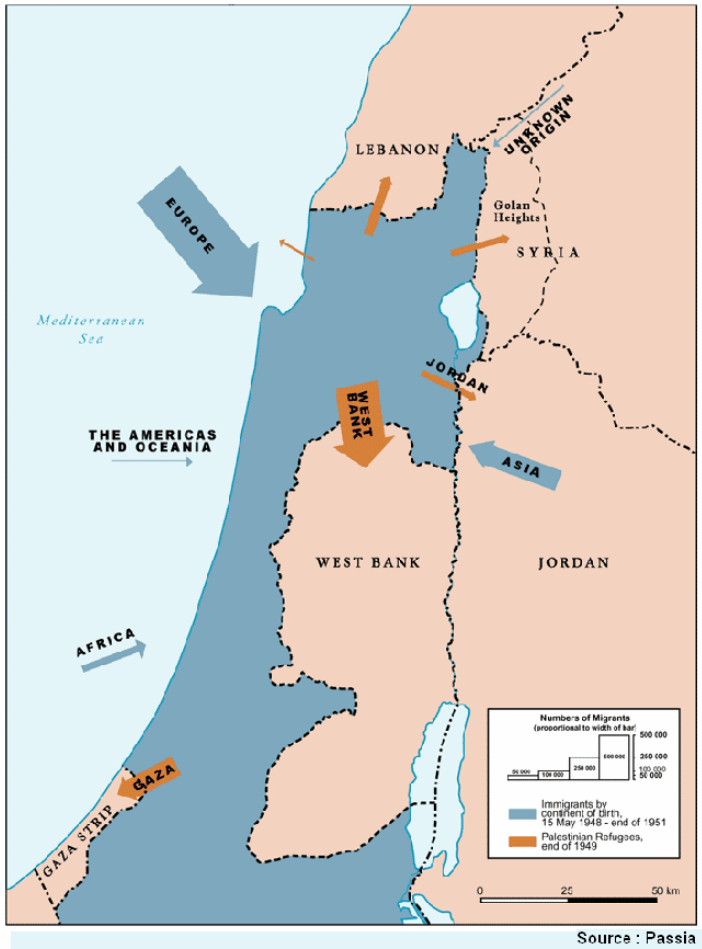


Figure 6 - Israël, la Cisjordanie et Gaza : frontières internationales après 1949

Figure 7 - Mouvements de population en 1948-1951

Le cadrage de la lutte sur la question de la fin de l'occupation porte ses fruits au plan international. Ainsi, le 23 mars 1976, le représentant américain au Conseil de sécurité de l'ONU déclare illégal l'établissement de colonies israéliennes de peuplement, déjà au nombre de soixante dans les Territoires occupés, car elles constituent selon lui des « obstacles à la paix ». De même, le président américain Jimmy Carter reconnaît en 1977 le fait national palestinien.

L'OLP parvient ainsi à consolider sa position dans le jeu diplomatique international. Pour la première fois, lors de la treizième session du CNP (12-20 mars 1977), les mouvements de guérilla sont minoritaires. Cependant, les tensions entre la direction extérieure de l'OLP et les nationalistes de l'intérieur s'accentuent : Y. Arafat et son entourage ne souhaitent pas voir s'imposer un mouvement politique autonome dans les Territoires occupés, qui pourrait venir concurrencer la légitimité du groupe dirigeant pour la représentation palestinienne, auprès des autorités israéliennes et américaines. Ces tensions conduisent à la dissolution du Front National Palestinien, et la fondation par l'OLP du Comité d'orientation nationale en 1978, qui contourne les nationalistes locaux en accordant directement des aides aux organisations qui lui sont proches, concurrençant ainsi le PC dans le champ associatif ou dans les universités (création du mouvement de jeunesse du *Fatah* en 1982). Le *Fatah* encourage stratégiquement la formation de « cadres intermédiaires » dans les Territoires occupés, qui doivent respecter le principe de l'autorité supérieure de l'OLP sur les organisations nationalistes de l'intérieur[652].

La stratégie de l'OLP pour s'implanter en Cisjordanie et à Gaza est cependant contrée par la signature des Accords de Camp David entre l'Egypte et Israël en 1978, qui constitue pour les dirigeants palestiniens une trahison de la part du président égyptien Sadate (ce dernier parvenant à récupérer à cette occasion le Sinaï, occupé en 1967). L'organisation palestinienne perd l'appui de l'Egypte et Israël renforce ses ambitions de souveraineté sur la Cisjordanie et Gaza : l'occupation militaire est maintenue, aucun retour pour les réfugiés n'est prévu et la colonisation se poursuit. Y. Arafat dénonce à cette occasion le projet colonial israélien et la volonté des dirigeants sionistes de réduire les ambitions nationales palestiniennes à la création d'un « bantoustan »[653]. Les négociations entre l'Egypte et Israël entamées en 1979 sur les « modalités de la mise en place de l'autorité élue » en Cisjordanie et à Gaza, donnent raison aux critiques de la direction de l'OLP : Israël n'a pas l'intention de se retirer des Territoires occupés, et proclame en 1980 Jérusalem « capitale d'Israël ». Progressivement, les autorités israéliennes prennent le contrôle de la distribution d'électricité, et s'emparent des ressources hydrauliques de Cisjordanie et de Gaza[654]. Les Palestiniens des

---

[652] Salingue J., *A la recherche…, op. cit*.

[653] Terme utilisé par les *Afrikaaners* en Afrique du sud pour désigner des enclaves de population exclusivement noires, fournissant une main d'œuvre bon marché, sous le régime de l'Apartheid.

[654] En 1959, Israël fait des ressources hydrauliques « *une propriété publique […] soumise au contrôle de l'État* ». Ce contrôle est assuré par *Mekorot*, l'entreprise d'Etat israélienne qui gère après 1967 les infrastructures et la distribution de l'eau en Israël et dans les Territoires occupés. Mais l'eau est confisquée au profit des colons qui pompent plus que leurs besoins réels, alors que les cultivateurs palestiniens n'ont pas le droit de creuser des puits (Baron X., « La conquête de la terre », in *Les Palestiniens… op. cit.*, p. 409-430). La question de l'eau est un enjeu crucial dans les négociations israélo-palestiniennes sur

zones occupées sont désormais désignés comme des « minorités » arabes par le plan Drobless, en octobre 1978, qui prévoit la « création de faits sur le terrain »[655]. La stratégie israélienne consiste à gagner du temps dans les négociations internationales et poursuivre sur place la construction des colonies et des infrastructures qui leur permettent de fonctionner et les relient entre elles.

Le Comité contre la Poigne de Fer et l'ascension des Palestiniens de l'intérieur au sein de l'OLP (1981-1987)

Les maires palestiniens élus en 1976, et opposés au projet « d'autonomie » proposé par M. Begin dans les Accords de Camp David, font l'objet d'arrestations, d'expulsions ou d'attentats, en 1979-1980. Ces actions menées par les forces d'occupation provoquent la démission de vingt-et-un maires et une grève générale de la population. Des groupes israéliens anti-occupation se joignent à la protestation, et le « Comité contre la Poigne de Fer » est fondé, en référence à la politique répressive israélienne, sous la direction du palestinien Fayçal Abd al-Qadir Husseini et du journaliste israélien Gideon Sapiro[656]. La décision de mettre en place une administration civile, censée se substituer à l'administration militaire vient ratifier cette domination *de facto*, et provoque une nouvelle vague de contestations en novembre et décembre 1981. Le projet israélien mené par le général Ariel Sharon, qui souhaite en finir avec le nationalisme palestinien, aboutit à la mise hors-la-loi du Comité d'Orientation Nationale, créé en mars 1982 par des maires, des syndicalistes, des journalistes et des membres de professions libérales. Un mouvement de boycott illimité de l'administration israélienne est lancé en mai pour protester contre l'obligation d'accepter le plan d'autonomie de M. Begin. Une répression brutale de l'armée israélienne, ou dans les colonies des Territoires occupés, s'ensuit[657], tandis que d'autres subissent les conséquences économiques et sociales d'un chômage structurel, qui varie au gré des évolutions de l'économie israélienne[658].

La guerre du Liban, dont le point d'orgue est le siège de Beyrouth à l'été 1982[659], provoque un basculement des rapports de force entre la direction de l'OLP et le mouvement anti-occupation des Territoires occupés, d'une part, et dans les rapports de force régionaux,

---

les frontières du futur Etat palestinien, au moment des Accords d'Oslo (Bendelac, J., *L'économie palestinienne… op. cit.*, p. 54-61).

[655] Baron X., *Les Palestiniens… op. cit.*

[656] Norman J., *The Second Palestinian… op. cit.*, p. 23-27.

[657] Un rapport du maire de Jérusalem, Meron Benvenisti, publié en 1982, conclut ainsi à l'existence d'une société duale en Cisjordanie, divisée entre zones juives et zones arabes. En conséquence, les couches rurales de la population palestinienne, qui disposent de moins en moins de terre pour cultiver, forment un prolétariat d'environ 100 000 personnes, qui partent vendre chaque jour leur force de travail en Israël. L'un de mes intermédiaires palestinien en Cisjordanie, un agriculteur de la région d'Hébron (membre du Parti Populaire, communiste) a connu cette période et raconte qu'un des lieux de recrutement quotidien des travailleurs à Jérusalem avait pris pour nom le « marché aux esclaves » (R., entretien, 2005).

[658] Bendelac J., *L'économie palestinienne… op. cit.*

[659] La guerre du Liban suit la réinstallation de l'OLP à Beyrouth, après son expulsion de Jordanie en 1970-1971. Les Palestiniens représentent alors environ 10 % de la population libanaise. Les hostilités commencent en 1975 avec des combats entre fedayine et soldats israéliens. Elles se poursuivent en 1978 lorsque 25 000 soldats israéliens envahissent le sud-Liban pour « liquider les bases de fedayins » selon l'expression de la direction militaire, et s'achève en 1982 lorsqu'Israël assiège Beyrouth.

d'autre part. Au plan des relations intra-palestiniennes, la guerre conduit au rapprochement du *Fatah* et du FPLP. Après l'émigration de la direction de l'OLP à Tunis, l'organisation opte pour une stratégie essentiellement fondée sur la diplomatie et la négociation, après le démantèlement de l'appareil militaire de la résistance[660]. Les différents courants de l'OLP s'affichent désormais côte à côte, comme le montre une réunion des dirigeants en 1985 qui réunit Y. Arafat, G. Habache et N. Hawatmeh. Le FPLP, le FDLP et le PC reviennent ainsi dans le comité exécutif de l'OLP en 1987. Parallèlement, un nouveau courant s'affirme dans la société palestinienne des Territoires occupés, depuis les années 1970, aux côtés des élites traditionnelles et des élites nationalistes. Les intégristes islamiques, dominés par le mouvement des Frères musulmans, développent une stratégie d'islamisation « par le bas » de la société palestinienne, en-dehors des réseaux de l'OLP. La création du *Jihad islamique*, après une scission au sein des Frères musulmans, marque le début des premières opérations de commando dirigées contre les forces israéliennes, en 1984-1985.

Au plan des équilibres régionaux et internationaux, la position de force des Israéliens au niveau militaire est contrebalancée par un discrédit croissant de sa politique menée contre les Palestiniens. Pour la première fois, en effet, Israël attaque un pays arabe sans que son existence semble menacée. Les massacres des camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila, à Beyrouth, perpétrés par des groupes de phalangistes libanais alliés à Israël et avec le soutien passif des troupes du général A. Sharon provoquent une indignation internationale, ainsi que des manifestations de protestation sans précédent à l'intérieur d'Israël, qui aboutissent à sa démission.

L'Intifada, ou l'invention populaire d'un répertoire d'action non-violent (1987-1993)

L'histoire du mouvement de résistance nationale palestinien connaît un tournant avec le déclenchement de la première *Intifada* en décembre 1987, qui, pour la première fois, met les Palestiniens de l'intérieur sur le devant de la scène internationale[661]. La singularité du soulèvement de l'*Intifada* par rapport aux stratégies précédentes déployées par la résistance palestinienne est qu'il repose, d'une part, sur un soutien populaire massif à la direction du mouvement de la part des habitants des Territoires occupés, en particulier les jeunes[662], et d'autre part, sur un répertoire d'action principalement non-violent. Selon une étude du Centre Palestinien pour l'Etude de la Non-Violence, entre 90 à 95 % des appels à action lancés par le

---

[660] Cette stratégie est marquée notamment par une rencontre entre l'OLP et le Comité israélien pour une paix israélo-palestinienne en 1983.

[661] Le mardi 8 décembre 1987, un camion israélien heurte un véhicule transportant des travailleurs palestiniens du camp de Djeballia, dans la bande de Gaza. Les quatre passagers sont tués et d'autres sont blessés. Le soir même, le camp, peuplé de 60 000 personnes qui vivent dans un état de grande pauvreté, est en ébullition, et un poste de l'armée est attaqué à coups de pierres. Dans les jours suivants, une grève est déclarée, et les émeutes s'étendent à d'autres zones de Gaza et de Cisjordanie, provoquant un vaste mouvement populaire contre l'occupation israélienne, qui surprend aussi bien le gouvernement israélien que l'OLP. Le mouvement est désigné par le terme « *Intifada* » qui signifie « soulèvement » en arabe, une image qui renvoie au relèvement d'un corps plié sous la contrainte. Sur le déclenchement de la première *Intifada*, voir Baron, X., « Des enfants et des pierres », *Les Palestiniens… op. cit.*, p. 509-533.

[662] 49 % de la population a alors moins de 15 ans et la classe d'âge des 15/25 ans représente 21 % de la population (Larzillière P., « La première Intifada (1987-1993) », *Etre jeune…, op. cit.*, p. 17-20).

Commandement National Unifié (CNU) du soulèvement lors de la première *Intifada* sont non-violents : manifestations, *sit-ins*, marches, funérailles simulées, grèves de la faim, *teach-ins*, boycottage des produits israéliens, grèves, etc. Les autres appels encouragent des actes de « violence limitée », comme des jets de pierre[663]. L'invention de ce répertoire de lutte non armé par des associations et comités populaires des villes, villages et camps de réfugiés contribue à encourager une participation populaire spontanée (port du *keffieh*, levée du drapeau palestinien, cris pour avertir de l'arrivée de l'armée, graffitis, actes de défiance des autorités d'occupation) permettant une conjugaison de la lutte « négative » contre l'occupation israélienne, et de l'idéalisme nationaliste « positif » pour la création d'un Etat palestinien[664]. L'*Intifada* conduit à renforcer la position des Palestiniens de l'intérieur au sein de l'OLP, où ils deviennent majoritaires en 1988[665]. Elle permet également de placer les Palestiniens dans un rapport favorable à Israël devant la « communauté internationale ». L'armée et la police israéliennes déploient rapidement un arsenal répressif jugé particulièrement brutal, dont les images sont diffusées dans les grands médias d'information, qui contribuent à diffuser la représentation d'un conflit, opposant un David palestinien se défendant avec des pierres, face à un Goliath israélien envoyant ses chars contre des enfants[666].

Le capital symbolique acquis par la résistance palestinienne à cette occasion est utilisé à profit par la direction de l'OLP-Tunis qui accepte, dans la déclaration d'indépendance de la Palestine prononcée le 15 novembre 1988 au CNP d'Alger par Y. Arafat, non seulement la résolution n° 181 de l'ONU de 1947, donc le partage de la Palestine et le droit à l'existence de l'Etat d'Israël, mais surtout la résolution 242 de 1967, qui demande le retrait israélien des Territoires occupés, et reconnaît les frontières de fait de l'armistice de 1949 (soit 78 % du territoire de la Palestine mandataire à Israël). C'est ainsi que les Palestiniens deviennent des acteurs légitimes du processus de paix au Proche-Orient. Cependant, alors que les militants qui forment le leadership de l'*Intifada* en Cisjordanie et à Gaza (CNU et comités populaires) « pensent les rapports entre l'intérieur et l'extérieur sur le mode de la complémentarité, la direction de l'OLP les pense sur celui de la concurrence »[667]. Cette disjonction entre les intérêts organisés des représentants des Palestiniens de l'extérieur et de l'intérieur, dont l'origine remonte à la *Nakba* de 1948, va imprégner en profondeur le « processus de paix » d'Oslo dans les années 1990.

---

[663] Norman J., *The Second… op. cit.*
[664] Norman J., « The first intifada », *The Second… op. cit.*, p. 23-27.
[665] Baron X., *Les Palestiniens, op. cit.*, p. 528.
[666] Wolfsfeld G., *Media and political… op. cit.*
[667] Salingue J., *A la recherche… op. cit.*

B/ La marginalisation politique du mouvement anti-occupation dans la période d'Oslo

Si la signature des Accords d'Oslo en 1993-1995 favorise l'espoir d'une fin des hostilités israélo-palestiniennes, de nombreux analystes critiques issus de la gauche palestinienne dénoncent leur dimension déséquilibrée pour les Palestiniens. Ces derniers demeurent en effet, malgré l'ouverture de la structure d'opportunité politique permise par l'*Intifada*, la partie faible dans les négociations. Cette position va contribuer à marginaliser les organisations anti-occupation palestiniennes sur la scène politique locale et internationale, dans un contexte marqué par une disqualification des attitudes jugées trop « radicales ».

Faiblesse palestinienne, force de l'OLP-Tunis : les paradoxes du « processus de paix »

Les Accords d'Oslo I et II, en 1993 et 1995, officialisent une reconnaissance mutuelle entre Israël et les Palestiniens, et définissent un cadre général d'exercice du pouvoir et les prérogatives de la nouvelle « Autorité palestinienne » (AP)[668]. Pour le politiste français Julien Salingue, cependant, « la composition, la structuration et les prérogatives de l'AP sanctionnent deux phénomènes : le rapport de force défavorable aux Palestiniens et le monopole du pouvoir palestinien entre les mains du noyau dirigeant de l'OLP-Tunis »[669]. Si Israël évacue 80 % de la Bande de Gaza et une partie du district de Jéricho, le découpage des Territoires occupés entre des zones A, B, et C, réduit les zones sous administration complète (civile et militaire) de l'AP à quelques centres urbains[670]. Cette situation compromet la

---

[668] Dans les années 1989-1991, une série d'accords est négociée, sous l'égide de l'administration américaine, mais n'aboutissent pas (Baron X., « Des plans de paix sans lendemain », in *Les Palestiniens… op. cit.*, p. 545-558). Le déclenchement de la guerre du Golfe en 1991 va jouer largement en défaveur de l'OLP, qui refuse de condamner l'Irak, une attitude dénoncée par la communauté internationale, mais également par la majorité des Palestiniens de l'intérieur, comme Fayçal Husseini, et de nombreux israéliens du mouvement pacifiste. De plus, l'OLP traverse une grave crise financière, après l'expulsion de 400 000 Palestiniens du Koweït, qui constituaient une source importante de revenus pour les Palestiniens des Territoires occupés. Le budget de l'OLP diminue de moitié entre 1989 et 1992, passant de 250 à 100 millions de dollars, alors que les fondamentalistes islamiques, dont le *Hamas*, créé en 1987, bénéficient d'une importante manne financière de l'Arabie saoudite, du Koweït, de l'Egypte, de la Syrie et de l'Iran. Ces Etats reprochent à Y. Arafat sa position de compromis avec Israël (*ibid*., p. 559-570). C'est dans ce contexte d'affaiblissement de l'OLP que se tient la conférence de paix de Madrid en octobre 1991, qui réunit pour la première fois des représentants israéliens et palestiniens. Les parties en présence cherchent à négocier une paix fondée sur le retrait des Territoires occupés en 1967, en échange de la normalisation des relations entre Israël et les Palestiniens. Le secrétaire d'Etat américain James Baker souhaite au départ exclure l'OLP des négociations, en raison de sa position sur la guerre en Irak. Y. Arafat parvient cependant à convaincre de la représentativité de l'OLP, et le *Fatah* se retrouve majoritaire à la table des négociations par rapport aux autres factions, comme le FPLP et le FDLP. L'OLP reconnaît l'Etat d'Israël qui, pour sa part, reconnaît le « peuple palestinien ».

[669] Son analyse part d'une lecture détaillée du texte des accords, qu'il résume ainsi : « la déclaration de principe" (DOP), dite 'Accords d'Oslo', signée le 13 septembre 1993, indique que le processus de négociation qui s'ouvre a notamment pour objectif 'd'établir une Autorité palestinienne intérimaire autonome [..] pour les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza', à qui seront transférées progressivement un certain nombre de compétences […]. Les seconds accords intérimaires, dits 'Accords de Taba' ou 'Oslo II', « précisent les compétences des divers organes de l'Autorité et leur mode de désignation (processus électoral). Les accords stipulent que l'Autorité palestinienne issue des accords précédents et nommée par la direction de l'OLP sera remplacée par une 'Autorité palestinienne d'autogouvernement intérimaire' » (Salingue J., *A la recherche… op. cit.*).

[670] Les zones A comprennent ainsi Jénine, Tulkarem, Kalkylia, Naplouse, Ramallah, Bethléem, puis 80 % d'Hébron après 1997, et ne représentent que 3% de la Cisjordanie. Les zones dites B, sous administration mixte (administration civile pour l'AP et administration militaire pour Israël) à environ 440 villages et leurs alentours, soit 23 % de la Cisjordanie. Mais les zones dites C, soit 74 % du territoire, restent quant à elles sous administration israélienne complète. Ainsi, l'AP n'exerce sa

souveraineté et la continuité du pouvoir de l'appareil politico-administratif palestinien. De plus, Israël poursuit sans interruption la colonisation de la Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem-Est. Deux politistes américains résument la situation en ces termes : « Entre le début du processus de paix d'Oslo en septembre 1993 et le déclenchement de la seconde *Intifada* sept ans plus tard, Israël a confisqué plus de 20 000 hectares de territoire palestinien, construit 400 kilomètres de routes sécurisées et de bretelles de contournement, construit 30 nouvelles colonies, et augmenté de 100 000 le nombre de colons en Cisjordanie et à Gaza, ce qui a fait doubler cette population »[671]. Le décalage entre les déclarations optimistes des dirigeants au cours des « négociations de paix » et la réalité de la poursuite de la colonisation sur le terrain[672] est perçu par de larges fractions des habitants palestiniens de Cisjordanie et de Gaza comme une contradiction majeure[673]. Or, le mouvement se poursuit sans interruption avant et après le déclenchement de la seconde *Intifada.*

Le sentiment d'un triple échec : une situation sous tension dans les Territoires occupés

Dans les Territoires occupés, la situation est donc de plus en plus sous tension entre 1993 et 2000. L'attentat perpétré en 1994 par un colon fondamentaliste à la Mosquée d'Hébron (dit « Tombeau des Patriarches », un lieu hautement symbolique pour les Juifs et les Musulmans) fait vingt-sept morts chez les Palestiniens. Cela a pour conséquence une vague d'attentats-suicides en Israël par des groupes armés palestiniens. L'assassinat du premier ministre israélien Itzhak Rabin, le 4 novembre 1995, compromet également la poursuite des négociations : son successeur Shimon Pérès contribue à menacer les efforts de paix en maintenant une politique de colonisation active, et l'arrivée de la droite et de l'extrême-droite au pouvoir en Israël en 1996, avec le gouvernement de Benyamin Netanyahou, durcit la position israélienne à l'égard des Palestiniens. Comme l'analyse la sociologue française Pénélope Larzillière, les Palestiniens de l'intérieur ont le sentiment d'un triple échec : un échec externe, car le rapport de forces avec Israël n'a guère évolué ; un échec national, car l'instauration de l'Autorité palestinienne est loin des espérances portées par l'*Intifada* ; un échec interne, enfin, car les divisions politiques et des disparités sociales croissantes entre Palestiniens s'accentuent[674]. Cette sociologue analyse par exemple les tensions intra-palestiniennes nées du « choc culturel » entre les *returnees* et les Palestiniens de l'intérieur. Les *returnees* désignent ces Palestiniens de l'extérieur arrivés dans les années 1990 dans les Territoires palestiniens. Ils sont, pour beaucoup, des ingénieurs ou des étudiants ayant connu une période prolongée d'éloignement, et représentent entre 50 et 60 000 personnes. Les

---

souveraineté que sur de petites portions de territoires, isolées les unes des autres (on compte 83 zones isolées les unes des autres fin 2003 (Hanafi S., Tabari L., *The emergence… op. cit.*, p. 15).

[671] Mearsheimer J. J., Walt S.M., *Le lobby… op. cit.*, p. 119.

[672] Dès 1995, cependant, des leaders du Fatah mettent en garde le gouvernement israélien sur les conséquences de la poursuite de la construction des colonies sur le processus de paix : « s'il n'est pas mis un terme à l'expansion des colonies, l'*Intifada* reprendra » (cité in AIC, « Editorial », *News From Within*, XI/1, janvier 1995, p. 2).

[673] 8000 nouveaux colons s'installent en 1991 (+14,7 %), 6900 en 1993 (+10,3%), 6900 en 1994 (+9,7%), 7300 en 1996 (+9,1 %), etc.

[674] Larzillière P., *Etre jeune… op. cit.*, p. 21-24.

Palestiniens de l'intérieur, souvent plus conservateurs, les désignent sous le nom péjoratif de « Tunisiens », les considérant comme une jeunesse riche et débauchée, sous l'emprise de la culture occidentale, et qui profitent de l'instauration de l'AP pour s'accaparer les meilleurs postes et mènent un grand train de vie, sans avoir connu les difficultés de I'*Intifada*.

Cette situation favorise des attitudes contradictoires chez les jeunes Palestiniens politisés lors de l'*Intifada*. Le tryptique *exit, voice, loyality* d'Albert O. Hirschman est ici utile pour saisir les différentes réponses qu'ils donnent à la situation. Selon ce modèle, lorsqu'un groupe d'individus est confronté à une situation de crise organisationnelle (ici le mouvement national palestinien), trois attitudes dominantes émergent : la loyauté à l'égard de l'organisation (*loyalty*), la contestation de sa légitimité (*voice*), ou bien le retrait (*exit*)[675]. Parmi les militants palestiniens, les uns maintiennent ainsi une position loyale à l'égard de la politique de Y. Arafat, comme les militants du *Fatah*. Les autres, au contraire, sont séduits par l'offre de mobilisation de groupes de l'opposition, en particulier les organisations islamiques comme le *Hamas*, qui affichent une forte opposition aux Accords d'Oslo, et ne proposent pas d'évoluer à l'intérieur du système de l'AP, mais de le renverser. Un troisième groupe se réfugie dans la sphère privée (installer sa famille, faire des études, faire carrière). L'espace politique palestinien est alors largement perçu comme marqué par l'échec et la limitation de l'horizon d'espérance. Le processus est cependant vécu différemment par les hommes, qui procèdent à un « repli par défaut », et par les femmes, qui tendent à vivre davantage comme un « repli constructif » les conditions nouvelles offertes par l'AP[676]. Dans ce groupe, une voie intermédiaire est trouvée par ceux qui s'investissent dans des projets « sociaux » portés par des ONG ou des ministères de l'AP. Ces projets diffèrent cependant de la lutte nationale en se limitant à un horizon restreint de changement social. Nous verrons que ce groupe constitue un bassin de recrutement pour la gauche anti-occupation, y compris des journalistes et des militants qui vont chercher à développer des formes « alternatives » de médiatisation de la cause palestinienne.

Dans cette situation, les organisations de gauche comme le FPLP, le FDLP et le PC, opposées aux Accords d'Oslo, sont fortement affaiblies. Elles se voient reprocher par le courant majoritaire du *Fatah* et les acteurs internationaux pro-Oslo une position de refus « systématique », et ne parviennent pas à recruter de nouveaux militants, comme les organisations islamiques. P. Larzillière résume la situation en ces termes : « l'introduction de l'Autorité palestinienne neutralise les capacités d'action contestataire. S'opère une sorte d'institutionnalisation externe du mouvement national palestinien aux nombreuses conséquences. La première est le blocage de l'émergence de nouveaux *leaders*, vient ensuite un certain détachement de la population qui cesse de s'identifier comme acteur central de la mobilisation et dévolue ce rôle à l'Autorité, qui est toutefois parallèlement désignée comme inefficace »[677].

---

[675] Hirschman A. O., *Défection et prise de parole. Théorie et applications* (1971), Paris, Fayard, 1995.
[676] Larzillière P., *Etre jeune… op. cit.*, p. 54.
[677] *Ibid.*, p. 34.

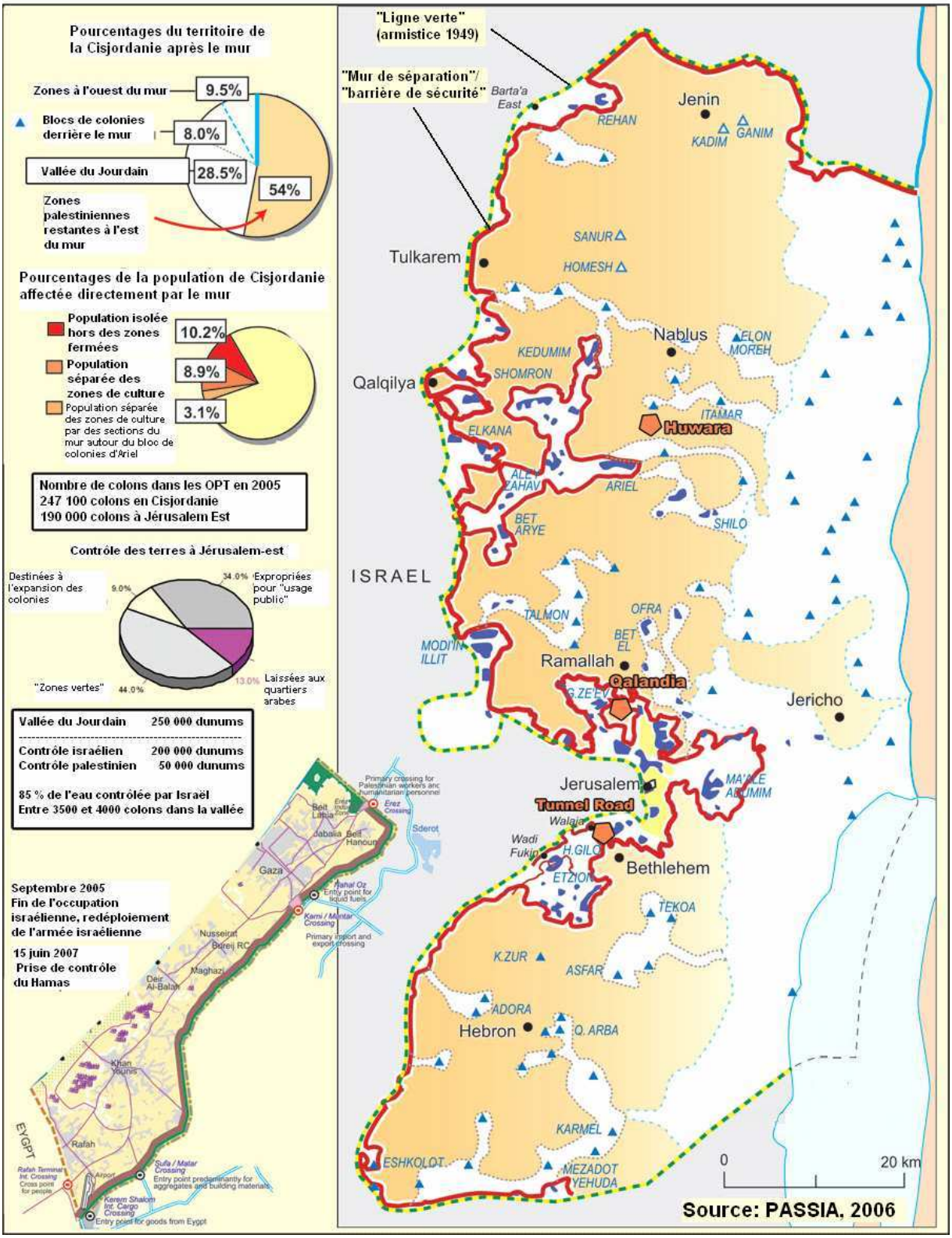
Comme le montrent les analyses qui précédent, le mouvement national palestinien est confronté, dans la période qui précède la seconde *Intifada*, à une situation coloniale de fait dans les Territoires occupés. Or le récit de la résistance nationale perd une partie de son pouvoir de construction d'un horizon d'attente positif. L'AP réduit son discours officiel aux thèmes de « l'ordre » et de la « paix ». Par ailleurs, les Accords d'Oslo, qui incarnent du point de vue de ses opposants ce que Balandier appelle les « pseudo-justifications » du colonisateur, s'imposent comme un cadre légitime chez la fraction dominante des Palestiniens, en particulier ceux qui sont les plus intégrés à l'appareil politico-administratif de l'AP. C'est également le cas, on le verra, dans de larges fractions des opinions publiques étrangères, en Israël et dans les Etats occidentaux. Au terme d'une montée des tensions due au resserrement de la colonisation israélienne dans les Territoires occupés, de la dégradation des conditions de vie et du sentiment d'impuissance de nombreux Palestiniens (qui n'abandonnent cependant pas l'objectif national, mis au service de la construction d'une image positive de soi), la « visite » du général A. Sharon (alors candidat au poste de Premier ministre) sur l'esplanade des Mosquées de Jérusalem, à la fin du mois de septembre 2000, est perçue comme une provocation inacceptable qui va constituer l'élément déclencheur de la seconde *Intifada.*

Des Shabab aux Shahid : la militarisation de la seconde Intifada

La carte de la page suivante présente la situation démographique, politique et économique des Territoires occupés en 2006, notamment les conséquences sur la population locale de la construction par Israël d'environ 700 km de murs et de grillages autour de la Cisjordanie (ci-après « mur »[678]), objet des manifestations des villages du mouvement de la « résistance civile » palestinienne. La chronologie de la page qui suit retrace les principaux événements qui ont marqué la période 1994-2006, à partir d'une analyse des « unes » et des éditoriaux d'un mensuel qui représente les opinions des différentes composantes du mouvement anti-occupation israélo-palestinien, *News from Within*[679]. Elle servira de canevas pour nos analyses sur la transnationalisation de la « résistance civile » palestinienne durant la période. Elle montre en effet les transformations de l'agenda militant, centré au départ sur la dénonciation des illusions du processus de paix d'Oslo. La rédaction du journal se focalise ensuite sur la violence des affrontements en 2000-2004, puis sur l'émergence d'une résistance civile non-violente dans les Territoires occupés en 2004-2006.

[678] Le terme de « mur » est employé par les opposants à ce projet, qui le désignent avec des expressions telles que « mur d'annexion », « mur d'Apartheid » ou encore « mur de la honte » (en référence au Mur de Berlin). Les autorités israéliennes parlent de leur côté de « grillage de séparation », de « clôture de sécurité » ou de « barrière anti-terroriste ».
[679] L'histoire et la position de ce journal dans le mouvement anti-occupation sont précisées dans les annexes, et étudiées au chapitre 4.

Figure 8 - La situation de la Cisjordanie en 2006



PERIODE		SUJETS (UNES)	EVENEMENTS–CLES (EDITORIAUX)
ILLUSIONS D'OSLO	**Janv. 1995-Sept. 2000**	**Illusions d'Oslo**	**1er juillet 1994 :** arrivée Arafat à Gaza. **24 juillet 1995** : attentat Hamas contre bus à Jérusalem. **28 septembre 1995** : signature Accords d'Oslo II. **4 novembre 1995** : assassinat Rabin, remplacé par Peres. **20 janvier 1996** : Arafat élu président AP. **Mars 1996** : série d'attentats Hamas en Israël. **Avril 1996** : opération israélienne « Raisins de la colère » au Liban. **29 mai 1996** : victoire Netanyahu (Likoud) aux élections. **27-29 septembre 1996** : affrontements esplanade des Mosquées. **15 janvier 1997** : Accord Hébron (redéploiement israélien). **23 octobre 1998** : accord Wye River. **17 mai 1999** : victoire Barak (travailliste) aux élections. **11-25 juillet 2000** : négociations Camp David II.
VIOLENCES	**Nov. 2000-Mar. 2002**	**Déclenchement seconde Intifada**	**28 septembre 2000** : Sharon sur esplanade des Mosquées à Jérusalem. **29 septembre 2000** : manifestations protestation palestiniennes. **21-27 janvier 2001** : nouvelles négociations à Taba Barak/Arafat. **6 février 2001** : défaite Barak et victoire Sharon (Likoud) au poste de Premier Ministre. **11 septembre 2001** : attentats Etats-Unis. **Octobre 2001** : les Etats-Unis acceptent idée Etat palestinien. **Décembre 2001** : Sharon interdit à Arafat de quitter Ramallah. **13 mars 2002** : résolution 1397 Conseil sécurité ONU. **Mars 2002** : attentats presque quotidiens Israël, intensification répression israélienne dans Territoires Occupés. Arafat encerclé et immobilisé dans *Muqata*.
	Mars 2002–	**Opération Bouclier Défensif »**	**27 mars 2002** : attentat Netanya (Israël). **28 mars 2002** : plan de paix saoudien. **29 mars 2002** : déclenchement opération « Bouclier Défensif » (*Defensive Shield*). Combats sanglants Jénine et Naplouse. **21 avril 2002** : Israël déclare fin de l'opération « Bouclier Défensif ».
	Mars 2003-Juil. 2003	**Feuille de route**	**24 juin 2002** : Bush conditionne création Etat palestinien à départ Arafat. **22 juillet 2002** : proposition palestinienne cessez-le-feu. Assassinats ciblés par Israël de dirigeant Hamas. 7 **mars 2003** : Arafat nomme Abbas Premier ministre de l'AP. **14 mars 2003** : Bush exprime soutien au plan de paix du « Quartet » (*Feuille de route*).**19 mars 2003** : invasion Irak par Etats-Unis. **30 avril 2003** : le Quarter rend publics détails de la *Feuille de route*. **Début juin 2003** : Bush au Moyen-Orient pour défendre Feuille de route et renforcer poids de Abbas.
	Sept. 2003-Oct.2004	**Mur de séparation**	**25 juin 2003** : Bush formule objections sur « barrière de sécurité ». **Janvier 2004** : échange prisonniers entre Hezbollah et Israël. **22 mars 2004** : assassinat leader du Hamas par armée israélienne. **17 avril 2004** : assassinat al-Rantissi, leader du Hamas. **Juillet 2004** : la CIJ juge la « barrière de sécurité » israélienne illégale et demande son démantèlement.
RESISTANCE CIVILE	**Nov 2004-juin 2005**	**Mort Arafat/Présidence Abbas**	**Novembre 2004** : mort d'Arafat. **Janvier 2005** : Abbas devient président de l'AP. **15 mai 2005** : manifestation 150 000 personnes à Tel Aviv pour soutenir plan de désengagement unilatéral de Gaza d'A. Sharon.
	Eté 2005–	**Désengagement israélien Gaza**	**Août 2005 :** retrait israélien Gaza, démantèlement colonies. **Janvier 2006 :** victoire électorale du Hamas aux élections législatives.
	Juil.-août 2006	**« Guerre de choix » Israël contre Liban**	**24-25 juin 2006** : enlèvement deux Palestiniens par armée israélienne suivi de enlèvement soldat israélien par militants palestiniens à Gaza. **27 juin**: Abbas et dirigeants Hamas annoncent accord sur version amendée du « document des prisonniers » et formation proche gouvernement unité nationale. **28 juin**: offensive israélienne sur Gaza. **12 juillet** : début guerre entre Israël et Liban. **14 août**: fin des combats.

Alors que la première *Intifada* se caractérisait par un fort soutien populaire et par l'usage d'un répertoire d'action à dominante non-violente, la seconde *Intifada* est marquée à l'inverse par un soutien populaire plus limité et l'usage d'un répertoire d'action violent, notamment les attentats-suicides qui font l'objet d'une forte médiatisation et d'une forte condamnation en Israël et dans la communauté internationale. Les chiffres officiels du ministère des Affaires Etrangères israélien donnent un total de 140 « attentats-suicides » palestiniens, sur la période 2000-2007, qui ont tué 542 individus. Sur la période, 8341 Israéliens ont été blessés, dont 5676 civils et 2665 membres des forces de sécurité. La période la plus intense est 2001-2003.

Figure 9 - Nombre de morts de la seconde Intifada (2000-2011)

Période : du 29 sept. 2000 au 31 mai 2011	**OPT**			**Israël**
	Bande de Gaza	**Cisjordanie**	**Total**	
Palestiniens tués par des Israéliens	4552	1877	6429	69
Israéliens tués par des Palestiniens	144	360	504	588
Palestiniens tués par des Palestiniens	545	136	676	-
Etrangers tués par des Palestiniens ou des Israéliens	17	13	30	39

Ces chiffres traduisent la réorientation stratégique d'une partie de la résistance palestinienne, en particulier les organisations fondamentalistes islamiques (*Djihad Islamique*, *Hamas*), mais aussi des groupes armés liés au *Fatah* (Brigades des Martyrs d'*Al-Aqsa*). Considérant l'échec de la voie diplomatique, mais ne disposant pas de l'appareil militaire permettant d'attaquer de front l'armée israélienne, ces groupes armés cherchent à causer le maximum de pertes à l'occupant, civils compris (certains théoriciens de ces opérations les considèrent ainsi comme « l'arme du pauvre »). Alors que dans la première *Intifada* s'impose la figure héroïque des *shabab* (les jeunes), qui détrône celle des *fedayins* (les combattants), durant la seconde *Intifada* la figure du *shahid* (le martyr) prend le dessus[680]. Cependant, le terme de « martyr » (auquel renvoie la désignation des attentats comme « opérations de martyrs » et non « attentats-suicides », qui est une expression issue de la terminologie israélienne) ne désigne pas uniquement, dans le vocabulaire palestinien, les auteurs de ces actions, mais l'ensemble des victimes de l'occupation israélienne[681].

Les forces de police et l'armée israélienne font, de leur côté, un usage systématique de la force pour réprimer le mouvement de contestation dans les Territoires occupés. Quelques chiffres permettront de saisir la disproportion des rapports de forces entre Israéliens et Palestiniens (tableau)[682]. Ainsi, dans les deux camps, le nombre de non-combattants tués est relativement élevé, avec environ une moitié de victimes civiles[683].

[680] Larzillière P., *Etre jeune… op. cit.*, p. 9.
[681] *Ibid.*, « Les martyrs », p. 125-142.
[682] Le tableau ci-dessus montre qu'entre 2000 et 2011, les Israéliens ont tué 6498 Palestiniens, alors que 1092 Israéliens ont été tués par les Palestiniens. Parmi ces morts figurent 1325 enfants côté palestinien et 128 enfants côté israélien. Sur les 6498 morts côté palestinien, 3019 étaient des victimes non-impliquées dans les combats, selon l'organisation israélienne *B'Tselem*, et 2140 sont morts en combattant contre les Israéliens (on ignore les circonstances de la mort des 699 autres). http://old.btselem.org/statistics/english/Casualties [consulté le 15/08/2011]
[683] Mearsheimer J. J., Walt S. M., *Le lobby… op. cit.*, p. 114.

La « résistance civile » palestinienne, un militantisme non-violent dans un contexte violent

Quelles sont, dès lors, les conditions sociales et politiques de possibilité d'une action collective non-violente dans ce contexte violent ? La résistance « populaire » ou « civile » palestinienne est un aspect peu étudié de la lutte palestinienne contre l'occupation israélienne pendant la seconde *Intifada*. Loin des stéréotypes médiatiques, qui insistent sur le caractère essentiellement violent du militantisme palestinien, souvent réduit à des actions de « terrorisme », les résidents palestiniens de Cisjordanie utilisent de nombreuses formes d'action non-violente et d'insurrection non-armée à cette période. Ainsi en 2005, des villageois, situés pour la plupart dans des zones B, constituent des Comités populaires et organisent des manifestations pacifiques, qui vont rapidement mobiliser des soutiens palestiniens, israéliens et internationaux, et une importante médiatisation[684]. La politiste américaine Julie Norman essaie de comprendre pourquoi cette forme de militantisme a connu un succès si limité dans la population de Cisjordanie, en comparaison de l'action armée d'un côté, et du fort soutien populaire aux actions non-violentes durant la première *Intifada*, d'un autre. Selon elle, cette forme de résistance est le produit d'un choix stratégique plutôt qu'une simple question de principe. Elle insiste sur le fait que le soutien populaire à l'action non-violente n'est pas nécessairement corrélé à un rejet de la lutte armée. Elle distingue ainsi la « non-violence stratégique » (qui regroupe l'action directe, la protestation, la persuasion, la non-coopération et la désobéissance civile) et la « non-violence de principe » (qui repose un rejet *a priori* de toute forme de violence).

La seconde *Intifada*, contrairement à la première, est non seulement dominée par l'usage de la violence politique, mais un cadrage des luttes collectives principalement réduites à une dimension « négative », c'est-à-dire anti-israélienne : l'horizon positif de construction d'un Etat indépendant semble repoussé dans un avenir lointain. Cependant, quand la « résistance civile » s'organise durant la seconde *Intifada*, d'abord autour de revendications limitées contre le « Mur de séparation » israélien, elle offre à de nombreux Palestiniens une « troisième voie » entre l'action militaire et la défection désenchantée. Le mouvement est néanmoins fragmenté et localisé dans des villages ruraux, comme Budrus, Biddu, Bil'in, Um-Salamuna (ou Al Maasara), et les collines du sud d'Hébron. Malgré cela, le mouvement est légitimé par ses acteurs autour de sa dimension populaire, de son organisation au niveau « de la base » (*grassroots level*) et sa lutte contre le « mur ». Mais le soutien apporté par l'AP à ces mouvements est arrivé tardivement, en 2004, après ses premiers succès (notamment la déclaration de la Cour International de Justice en juillet 2004 qui déclare le « mur » contraire au droit international). De plus, il est resté limité, en raison notamment des accords sur la sécurité, passés par l'AP avec Israël pour éviter tout débordement de violence dans les Territoires occupés. Ceci explique en partie l'importance de la participation de militants internationaux et israéliens aux manifestations contre le « mur » : beaucoup d'entre eux

[684] Lion C., *Vers une transnationalisation… op. cit.*

considèrent positivement un mouvement qui semble montrer un attachement de principe à la non-violence (certains parlent de « Gandhi palestiniens »), dans un contexte marqué par les actions meurtrières des groupes armés. Plusieurs organisations vont s'impliquer, parfois avec des motifs d'engagement très différents, dans la résistance non-violente contre le « mur » et plus largement contre l'occupation : des organisations transnationales comme *International Solidarity Movement*, *Palestinian Solidarity Project*, ou les *Christian Peacemaker Teams*, ainsi que de groupes anti-occupation israéliens, comme *Ta'ayush*, *Anarchists Against The Wall*, *Gush Shalom*, ou *Shalom Ahshav*. Je reviendrai plus loin sur ces organisations.

En parallèle des actions directes sur le terrain, comme les manifestations, plusieurs types d'actions indirectes sont utilisées, comme l'illustrent des campagnes populaires comme *Stop the Wall* lancée en octobre 2002, des « dialogues-action » organisés pour faire discuter ensemble les familles de victimes palestiniennes et israéliennes, le militantisme des partis politiques, notamment dans les universités, comme les jeunesses du *Fatah* (*Al-Shabiba*), ou le PPP (ex-PC), ainsi que la production de médias alternatifs (réseaux d'informations alternatives, documentaires, médias participatifs) qui sont étudiés au chapitre 4.

Les limites de ce mouvement seraient moins dues, selon J. Norman, à un manque de soutien à l'action non-violente, qu'à des contraintes externes aux niveaux local, national et international. Elles s'expliquent à la fois par ses structures organisationnelles et militantes (pas de *leadership* unifié, professionnalisation des ONG après les Accords d'Oslo, institutionnalisation des partis politiques), par le rôle négatif joué par l'AP et, surtout, par l'occupation militaire israélienne. De même, les contraintes internationales freinent l'émergence d'un mouvement populaire massif. D'une part, la redéfinition de la non-violence dans la période post-Oslo (1993-2000) comme « dialogue de peuple à peuple », soutenue par des projets de *peacebuilding* qui bénéficient d'importants financements étrangers[685], a fortement contribué à maintenir à distance de jeunes Palestiniens des méthodes non-violentes, qu'ils assimilent à une normalisation de l'occupation israélienne : comment maintenir un dialogue avec des ressortissants de la société occupante, lorsque les organisateurs ne jugent pas souhaitable de discuter des origines du conflit et des conditions structurelles de la domination qu'Israël exerce sur les Palestiniens ? D'autre part, l'institutionnalisation de la non-violence, qui est transférée d'organisations palestiniennes de base à des ONG, lui fait perdre une partie de l'attrait subversif qu'elle avait lors de la première

Figure 10 - Les villages palestiniens de la "résistance civile" (2003-2006)

[685] Par exemple des fonds de la Friedrich Ebert Stiftung (Allemagne)

Intifada. Cette explication de J. Norman en termes de « recadrage » de la non-violence mérite cependant d'être replacée dans le contexte plus large de l'affaiblissement de la lutte nationale palestinienne dans la période d'Oslo.

Les contradictions pratiques de la gauche palestinienne « altermondialiste »

Des acteurs tentent en effet dans cette configuration défavorable au projet national de construire des formes de militantisme transnational conciliant nationalisme palestinien et internationalisme solidaire. Cependant, il serait simplificateur de considérer que c'est l'imposition de politiques néolibérales via les ONG qui est à l'origine d'une « prise de conscience » des acteurs palestiniens[686]. Le processus est plus complexe et plus indirect, car il repose essentiellement sur une logique d'étiquetage stratégique de « l'ennemi » pour des agents dominés du champ associatif[687]. Cependant, l'on peut parler d'une relation « d'isomorphisme institutionnel » inversé entre les acteurs de la « société civile » pro-Oslo (selon un modèle néolibéral) et les acteurs des mouvements sociaux anti-occupation (selon un modèle altermondialiste)[688]. Positionnés politiquement à gauche, les professionnels des ONG palestiniennes partagent en effet une conception de l'Etat palestinien qui accorde une grande importance à la démocratie et aux services publics. Cependant, ils sont confrontés à une contradiction pratique puisque, d'une part, le leadership de l'OLP-Tunis a cherché à exclure les forces de gauche des institutions de l'AP et que, d'autre part, une bonne partie des « services publics » sont assurés de fait par des ONG, qui adoptent un référentiel néolibéral de marché. Les acteurs de gauche travaillent ainsi paradoxalement dans des organisations qui ont, de leur point de vue, le mérite d'être relativement indépendantes de l'AP, mais le désavantage d'être à l'opposé de leurs convictions idéologiques. Cette contradiction explique en partie les difficultés à voir émerger un cadre de mobilisation altermondialiste au sein de la gauche palestinienne.

Les organisations qui composent la « résistance civile » palestinienne peuvent dès lors être divisées en deux catégories, dont les relations oscillent entre la coopération et la rivalité. Les premières, partis politiques, syndicats ou associations, ont connu un essor important dans le cadre de la première *Intifada*, mais ont été notoirement affaiblies dans les années qui précèdent le déclenchement de la seconde, comme le montre la répression des signataires de l'*Appel des 20* contre la corruption et les capitulations de l'AP, fin 1999[689]. Fortement ancrées localement, elles recrutent des militants au sein des partis de la gauche palestinienne,

[686] L'ouvrage de Sari Hanafi et de Linda Tabari permet de saisir cette complexité. J'y reviendrai au chapitre 6 pour analyser le rôle des ONG dans « l'institutionnalisation » de certains médias anti-occupation palestiniens.
[687] Ce processus d'étiquetage est détaillé dans la section 2.
[688] L'isomorphisme institutionnel désigne un processus contraignant qui force une unité dans une population à ressembler à d'autres unités qui font face au même ensemble de conditions environnementales (DiMaggio P. J., Powell W. W., « The Iron Cage Revisited: Institutional Isomorphism and Collective Rationality in Organizational Fields », *American Sociological Review*, 48/2, apr. 1983, p. 147-160).
[689] Salingue J., « Réflexions sur l'occupation israélienne, l'Autorité palestinienne et l'avenir du mouvement national », A la recherche de la Palestine (blog), 25 octobre 2010, http://juliensalingue.over-blog.com/ Les partis politiques ne bénéficient pas de l'aide internationale. Ainsi USAID exclut les partis de sa définition des organisations qui peuvent soutenir un dialogue avec l'AP, en raison de leur opposition aux accords d'Oslo (Hanafi S., Tabari L., *The emergence… op. cit*., p. 214).

historiquement regroupés au sein de l'OLP, comme le FPLP, le FDLP, le PPP, ou l'aile gauche du *Fatah*. La seconde catégorie d'organisations regroupe une multitude de syndicats et d'associations plus récentes, davantage internationalisées, qualifiées d'*activist organization* (par opposition aux *professional organizations*) et dont une partie est engagée dans les mobilisations « altermondialistes »[690]. Ces organisations servent d'intermédiaires entre des militants locaux et des militants internationaux, et participent d'une tentative de recadrage de la lutte anti-occupation en lutte pacifiste « pour une autre mondialisation ».

Le militant franco-israélien anti-occupation Michel Warschawski, qui joue un rôle actif dans ce recadrage, comme on le verra[691], considère que quatre principales organisations palestiniennes de la gauche « anti-occupation » peuvent être distinguées en 2004. La première est le Centre pour la Démocratie et les Droits des Travailleurs (DWRC), qui a notamment des relations étroites avec l'association ATTAC en Europe. La seconde est la coalition d'ONG appelée le *Réseau Palestinien des ONG* (PNGO), qui comprend notamment l'UPMRC (*Union of Palestinian Medical Relief Committees*) et le centre *Bisan*. Elles organisent, en 2002, une session spéciale sur la Palestine au Forum Social Mondial de Porto Alegre[692], ainsi que le premier Forum Social Palestinien (Ramallah, 27-30 décembre 2002). La troisième organisation est l'UHWC (*Union of Health Work Committees*), une ONG basée à Gaza. Elle travaille sur les questions de santé, ainsi que sur des programmes communautaires, à destination notamment de populations marginalisées, comme les femmes et les enfants[693]. La quatrième organisation est le bureau du Centre d'Information Alternatif (AIC) à Beit Sahour (Cisjordanie), qui publie de nombreux articles sur la mondialisation néolibérale et la résistance palestinienne dans ses journaux. Certains de ses membres participent à des forums sociaux en Amérique ou en Europe, et l'AIC organise une conférence internationale intitulée « Un Proche-Orient sans guerre ni oppression est possible » à Bethléem à l'été 2003, ainsi qu'une série d'ateliers en Cisjordanie sur « la mondialisation alternative et la question palestinienne » à partir de septembre 2004.

Trois logiques de positionnement politique spécifiques structurent cet espace militant de la résistance civile palestinienne : la critique du sionisme, de l'occupation, et des Accords d'Oslo. Par ailleurs, des débats récurrents concernent l'issue la plus favorable au conflit[694].

---

[690] Globalize Resistance, « Palestine Social Forum 2002 », 26 décembre 2002, http://www.resist.org.uk/uk/anti-war/palestine/palestine-social-forum-2002/

[691] Michel Warschawski est un militant juif franco-israélien né au début des années 1950 à Strasbourg (France), où son père officie comme grand rabbin. Il s'installe en Israël à l'âge de seize ans pour suivre des études talmudiques. Il rejoint peu après l'organisation socialiste israélienne *Matzpen*, en 1967, dans laquelle il est proche du courant trotskiste. Il cofonde en 1984 le Centre d'Information Alternatif de Jérusalem, avant d'être arrêté pour « prestations de service à une organisation illégale », le FPLP. Après sa libération, il reste très actif au sein de l'AIC, publie plusieurs ouvrages, et participe dans la décennie 2000 à l'internationalisation du Centre en direction notamment des pays francophones. Pour une autobiographie complète, voir Warschawski M., *Sur la frontière, op. cit.*

[692] Pour une liste complète des organisations affiliées au PNGO, voir http://www.pngo.net/default.asp?i=330 [consulté le 02/11/2010]. Pour un compte-rendu de la participation des représentants du PNGO au FSM de 2002, voir http://www.pngo.net/data/files/reports/annual/narr2002.pdf

[693] http://www.gaza-health.com/en/?action=topic&topic=10

[694] Les militants les plus proches des groupes dominants au sein de l'Autorité palestinienne, les moins hostiles aux Accords d'Oslo et les plus mesurés dans leurs critiques du sionisme (Fatah) sont favorables à la solution de deux Etats séparés, tandis que les organisations plus « radicales », très hostiles à la « trahison d'Oslo » et prédisposés à critiquer les logiques de

Ensuite, une partie des organisations privilégie l'unité nationale, dénonçant les risques d'une division interne de la résistance palestinienne (*Fatah*) ou mesure ses critiques à l'égard de l'Autorité Palestinienne, malgré ses dysfonctionnements (FDLP). D'autres au contraire considèrent que l'Autorité Palestinienne est corrompue, inféodée aux intérêts américains et israéliens, et ne sert pas ceux des Palestiniens (FPLP)[695].

Par ailleurs, les acteurs débattent régulièrement de la question des modes d'action légitimes et/ou efficaces de la résistance palestinienne dans le contexte post-Oslo de « *normalisation* » de l'occupation israélienne[696] et « d'ONGisation » de la société palestinienne. Les uns considèrent en effet que seule une stratégie fondée sur l'action démocratique, non-violente, légale et institutionnelle, basée sur une application du droit international, une approche technique et l'égalité hommes/femmes peut payer (pôle « défense des droits humains »), tandis que d'autres, dénonçant les fausses promesses des Accords d'Oslo, en appellent à des formes d'action plus directes et plus « révolutionnaires », comme la grève générale ou les manifestations de masse (sur le modèle de l'*Intifada*), voire la lutte armée contre des cibles militaires des forces d'occupation (pôle « radical »). Cette polarisation de l'espace militant peut s'expliquer, d'une part, par les luttes intra-palestiniennes et, d'autre part, par la transnationalisation d'une fraction des acteurs du réseau des ONG palestiniennes. Ainsi, Ahmad J., journaliste salarié de l'AIC à Beit Sahour et responsable du *Palestinian Social Movement project*, estime en entretien que l'organisation d'un Forum Social Palestinien (FSP) est passée par deux phases. Dans un premier temps, le *Palestinian Environmental NGOs Network* (PENGON) a tenté d'organiser le forum à partir de son réseau d'ONG, mais sans chercher à mobiliser les structures politiques de la résistance palestinienne. Cette initiative n'a pas eu de suites. En 2006-2007, à l'initiative de l'OPGAI (une coalition de quinze organisations de la gauche palestinienne), un nouveau projet de FSP est lancé, qui se donne pour objet de construire « un mouvement social ancré » (*a rooted social movement*) auprès des syndicats, des partis politiques (FPLP, FDLP, PPP, *Fida*, *Fatah*), des intellectuels palestiniens[697].

Les organisations sont ainsi confrontées, au-delà de leurs divergences, à une même problématique politique, sur la question de leur insertion dans les réseaux transnationaux de solidarité. Dans un article de cadrage théorique, des militants distinguent deux « manières d'être » à l'international : la première, défendue par de grosses ONG qui généralement bénéficient de fonds internationaux pour leur fonctionnement (*core fundings*) consiste à effectuer des opérations de lobbying « classiques » auprès des organisations internationales, en tant que bénéficiaires d'une aide extérieure (double logique *advocacy-partnership*), alors que la seconde, défendue par des ONG plus indépendantes qui reçoivent principalement des fonds pour des projets (*project fundings*) consiste à participer activement au « mouvement

---

l'Autorité palestinienne sont davantage favorables à la solution d'un seul Etat démocratique palestinien pour les Juifs et les Arabes (FPLP).

[695] Salingue J., « Réflexions sur l'occupation israélienne… », *op. cit*.

[696] Notamment par la multiplication des relations entre Israéliens et Palestiniens, souvent à l'initiative d'organisations étrangères (Salem W., « The Anti-Normalization Discourse… », *op. cit*.)

[697] J. Ahmad, entretien, 2007.

anti-mondialisation », par exemple en contribuant à la définition de l'agenda militant, aux débats et aux stratégies d'action (double logique *grassroots-solidarity*)[698]. Dans les deux cas, cependant, la socialisation à l'international expérimentée par les militants de ces organisations contribue à renforcer une norme de légitimité fondée sur le droit international, un cadrage de la cause fondé sur la fin de l'occupation israélienne et des formes d'action « non-violentes ». Comme on le voit, seule une appréhension globale des rapports de forces locaux et internationaux permet de rendre compte des conditions d'émergence d'un discours « alternatif », sensible à la rhétorique altermondialiste : le recours à la non-violence ne peut être considérée comme entièrement « stratégique », comme le soutient J. Norman, car il dépend de conditions en partie extérieures à la volonté des acteurs.

Pour conclure sur ce point, l'analyse des redéfinitions successives du répertoire d'action collective et des cadres de mobilisation du mouvement anti-occupation dans les Territoires palestiniens, depuis 1967, permet d'identifier trois phases. La première phase (1967-1994), dont l'Intifada en 1987-1991 constitue le point d'orgue, contribue à recentrer la lutte nationale palestinienne sur les Palestiniens « de l'intérieur » et à promouvoir la participation populaire par des moyens d'action non-violents et un objectif de construction d'un Etat palestinien indépendant. Le processus d'Oslo déçoit cependant les attentes placées dans cette révolte, et contribue à une rétraction des réseaux militants de la gauche anti-occupation (seconde phase, 1994-2000). La seconde *Intifada* est marquée par un retour de la violence armée, un déclin du soutien populaire et une autolimitation de la « résistance civile » à des revendications telles que la lutte contre le Mur de séparation israélien ou la lutte non-violente (troisième phase, 2000-2006). Une polarisation s'opère au sein du mouvement anti-occupation entre les partisans d'un cadrage de la cause par l'action humanitaire et les droits de l'homme, d'un côté, et les partisans d'un cadrage par le droit international, d'un autre. Ces derniers, qui participent pour certains d'entre eux aux forums « altermondialistes », cherchent à réaffirmer la légitimité des revendications nationales du peuple palestinien. Cette polarisation, source de tensions internes, est redoublée par une fragmentation géographique, non seulement entre les Palestiniens de l'extérieur et de l'intérieur, qui demeure présente en raison de l'absence de solution à la question des réfugiés, mais entre les Palestiniens des Territoires occupés eux-mêmes : entre Gaza et la Cisjordanie, d'un côté, et d'un autre à l'intérieur de la Cisjordanie, découpée en étroites portions de territoires séparées les unes des autres par un système de routes et de *checkpoints*.

[698] Behar S., Warschawski M., « Globalization and International Advocacy… », *op. cit.*

Section 2. Grandeur et décadence du mouvement de la paix israélien

La seconde composante du mouvement anti-occupation est formée de militants israéliens, issus principalement de l'aile dite « radicale » du mouvement de la paix[699]. Avant d'expliquer sa genèse et ses stratégies d'internationalisation, il est nécessaire de souligner une différence importante entre les militants israéliens et palestiniens, parfois occultée par la vision indigène d'une égalité entre les participants, quelle que soit leur origine. Elle réside dans le fait que dans la « situation coloniale », qui se met en place durant la période du mandat britannique, puis avec la création de l'Etat d'Israël en 1948, les militants israéliens occupent une position de membres de la société « colonisatrice » et, après 1967, de citoyens de la « puissance occupante » et non d'habitants des « Territoires occupés » (selon la terminologie du droit international[700]). Cette différence est un élément structurant des relations entre les militants du réseau anti-occupation local. On ne la retrouve pas (ou, du moins, sous des formes atténuées) dans les relations entre les militants néozapatistes et pro-zapatistes, au Mexique, puisque les activités de ces derniers s'exercent sous la juridiction unique de l'Etat fédéral[701]. De ce fait, les indigènes du Chiapas et les militants urbains de Mexico sont en principe soumis aux mêmes droits et aux mêmes devoirs. A l'inverse, les militants palestiniens et israéliens, hormis en principe dans la période du Mandat britannique (1920-1947), relèvent de régimes juridiques à la fois distincts et imbriqués dans un rapport hiérarchique. Or cette asymétrie des positions est une source d'inégalités entre les acteurs, observable dans l'économie de leurs interactions militantes.

Les Palestiniens de l'intérieur sont en effet soumis, après le premier conflit israélo-arabe, aux autorités jordaniennes et égyptiennes (1948-1967) puis, après la Guerre des Six-Jours, aux lois d'occupation militaro-administratives israéliennes (1967-1993) et enfin, après les Accords d'Oslo, à un régime juridique double : celui de l'occupant israélien dans les zones B et C, et celui de l'Autorité palestinienne dans les zones A et B (1993-2006)[702]. Les Israéliens, au contraire, sont uniquement soumis au régime juridique israélien (à l'exception bien sûr des individus ayant la double nationalité), qui définit les droits et devoirs de ses

[699] La polarisation du mouvement de la paix israélien entre une aile « modérée » et une aile « radicale » est analysée et discutée in Lamarche K., « Des 'mouvements pacifistes' aux 'mouvements anti-occupation' israéliens. Matériau pour une réflexion sur les mobilisations contre l'occupation de 1967 à nos jours », *Bulletin du Centre de recherche français de Jérusalem*, 19, 2008.

[700] Un terme que l'on trouve en particulier dans la convention IV de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949.

[701] Certains dispositifs légaux sont spécifiques à l'Etat du Chiapas, notamment en matière d'action policière. Par ailleurs, certains considèrent le Chiapas comme une « colonie interne » au Mexique, ce qui tend à reproduire, entre les métis et les indigènes, des rapports quasi-coloniaux.

[702] La situation est en réalité plus complexe, étant donné qu'il existe des statuts spéciaux pour certaines zones, comme à Hébron (B'Tselem, *Hebron, Area H-2. Settlements Cause Mass Departure of Palestinians*, Jerusalem, August 2003, AIC, *Occupation… op. cit.*), ou encore à Jérusalem-Est (B'Tselem, *Forbidden Families. Family Unification and Child Registration in East Jerusalem*, Jerusalem, January 2004).

citoyens[703]. Cependant, selon qu'ils soient Juifs ou Arabes, le régime est sensiblement différent. Ainsi, après 1948, les autorités israéliennes n'accordent pas immédiatement la citoyenneté aux Palestiniens arabes restés sur place (dits « Arabes d'Israël »)[704]. De plus, ces derniers ne sont pas soumis à l'obligation d'effectuer leur service militaire, contrairement aux citoyens juifs. Ainsi, en-dehors des objecteurs de conscience israéliens *(refuzniks*)[705], la plupart des militants juifs israéliens ont (ou vont) effectuer leur service militaire, pour une partie d'entre eux dans les Territoires occupés. De même, en cas d'arrestation pour des motifs similaires (au cours, par exemple, d'un épisode protestataire conjoint), un militant palestinien peut subir une peine de prison ferme s'il se fait arrêter[706], alors qu'un militant israélien, sera généralement condamné à une peine plus légère (menace ou réprobation verbale, difficultés à sortir du territoire, amende, prison avec sursis, prison ferme mais d'une durée limitée, etc.)[707].

Au-delà de ces aspects légaux, de profondes différences en matière de conditions culturelles et sociales d'exercice du militantisme s'observent entre les Palestiniens, arabophones vivant sous occupation, et les Juifs israéliens, hébraïsants, vivant dans un Etat « libre et démocratique » – du moins pour la plupart de ses citoyens juifs[708]. Par exemple, l'occupation israélienne a des conséquences pratiques sur les interactions entre les militants. Les manifestations conjointes réunissant des Israéliens et des Palestiniens doivent nécessairement avoir lieu dans les Territoires occupés, étant donné que les Palestiniens n'ont pas le droit de pénétrer en Israël sans l'autorisation des autorités d'occupation. Cependant, de

---

[703] Pour un point de vue sioniste sur les institutions israéliennes, voir Chouraqui A., « Les structures politiques de l'Etat d'Israël », in *L'Etat d'Israël*, Paris, PUF, Que Sais-Je ?, 1992, p. 53-64. Pour une analyse des groupes antisionistes de droite et de gauche, Schnall D. J., « The Social and Political Environment », in *Radical Dissent in Contemporary Israeli Politics : Cracks in the Wall*, Praeger Publishers, Praeger Special Studies, New York, 1979, p. 29-52.

[704] Louër L., *Les Citoyens arabes d'Israël*, Paris, Balland, Voix et regards, 2003.

[705] Lamarche K. « Obéissance et désobéissance en Israël : l'objection de conscience en question », in Loez A., Mariot N., *Obéir, désobéir*, Paris, La Découverte, 2008, p. 293-307.

[706] Le nombre de prisonniers palestiniens détenus en Israël s'élève à environ 11 000 personnes en 2007. Entre janvier 2001 et octobre 2006, 500 plaintes ont été déposées pour mauvais traitements au Bureau du procureur général de l'Etat d'Israël (Svensson-McCarthy A.-L., *Israel and the Occupied Palestinian Territories A study on the implementation of the EU guidelines on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment*, United Against Torture Coalition, december 2007, p. 30). Des cas de torture de Palestiniens dans les prisons israéliennes sont décrits et recensés par l'organisation Public Committee Against Torture in Israel (voir notamment *Ticking Bombs. Testimonies of Torture in Israel*, Jerusalem, may 2007).

[707] Selon l'avocat israélien Mikhael Sfard (qui a été objecteur de conscience et a passé trois semaines en prison parce qu'il refusait de servir à Hébron), les principaux risques encourus par les militants israéliens anti-occupation mis sur « liste noire » par les autorités sont, d'une part, des difficultés à trouver un poste dans certains domaines du secteur public ou à poursuivre leurs études et, d'autre part, des attitudes méfiantes ou menaçantes des services de sécurité israéliens lors de séjours hors d'Israël (par exemple des interrogatoires très poussés à l'aéroport Ben Gourion). De son point de vue, cependant, « *nous ne sommes pas dans un Etat où de telles offenses sont traitées durement. Les gens sont condamnés s'ils entrent dans les zones A, s'ils participent à des manifestations illégales, mais ces infractions ne sont pas considérées comme très sérieuses et ne sont pas traitées durement. Les gens ont des amendes, parfois ils sont forcés à faire un service communautaire. Cependant, j'ai l'intuition que l'Etat va les traiter de plus en plus sérieusement […]. Ceci dit, les Palestiniens qui sont impliqués dans les mêmes activités seront traités d'une manière complètement différente, par des mécanismes et des institutions différents. […]. Du coup, [après] des actions identiques menées par un Israélien [et un Palestinien], comme des manifestations ou autre, essayant d'arrêter la construction du mur d'une façon non-violente, l'Israélien sera renvoyé chez lui avec une tape sur les doigts, mais le Palestinien risque de passer des mois et des mois en prison* » (Sfard M., entretien de K. Lamarche, 2007). Si l'on en croit le rapport du juge Richard Goldstone sur la criminalisation du mouvement pacifiste israélien à la fin des années 2000, les prévisions de cet avocat semblent en partie réalisées (Goldstone R., « Repression of dissent in Israel, right to access to information and treatment of human rights defenders », *Human Rights in Palestine and other Occupied Arab Territories*. Report of the United Nations Fact Finding Mission on the Gaza Conflict, 2009, p. 474-494).

[708] De nombreux auteurs ont souligné la contradiction entre le caractère démocratique de l'Etat d'Israël et son caractère juif, qui relègue les citoyens non-juifs, en particulier les Arabes, dans un statut de citoyens de seconde zone (Dieckhoff A., « Démocratie et ethnicité en Israël », *Sociologie et société*, XXXI/2, automne 1999, p. 163-173).

leur côté, les Israéliens n'ont plus le droit depuis les Accords d'Oslo, d'entrer dans les zones A palestiniennes (ce qui explique en partie pourquoi de nombreuses manifestations ont lieu, durant la seconde *Intifada*, dans des villages situés dans les zones B). De plus, les citoyens israéliens peuvent se déplacer sur les autoroutes ou les routes dites « de contournement » (*by-pass roads*), qui traversent la Cisjordanie ou relient les colonies israéliennes entre elles, alors qu'elles sont interdites d'accès (en permanence ou périodiquement) aux Palestiniens. Ces derniers doivent emprunter des routes sinueuses, souvent en mauvais état, barrées de nombreux *check-points*, barrières ou obstacles, où les contrôles militaires ou policiers sont très fréquents[709]. Cet exemple est révélateur de l'existence de contraintes liées à ce que l'anthropologue et militant anti-occupation israélien Jeff Halper appelle la « matrice de contrôle » israélienne dans les Territoires occupés[710].

Malgré ces différences cependant, les militants israéliens et palestiniens ont des points communs qui permettent leur rapprochement, notamment des positions politiquement dominées dans leurs pays respectifs et des prises de position idéologiques communes (questionnement radical de la légitimité du projet sioniste, refus de rejeter systématiquement la faute sur les Palestiniens, analyse de l'occupation comme raison première des violences, etc.). Cependant, cette homologie structurale n'est pas une symétrie, comme pourrait le laisser croire une approche purement interactionniste. Cette affirmation est confirmée si l'on considère les conditions objectives et les univers symboliques dans lesquelles s'exercent les activités politiques dans les deux cas pris isolément[711]. C'est également le cas si l'on tient compte du fait que l'occultation partielle de la domination symbolique de fait que les acteurs israéliens du réseau militant exercent (souvent à leur insu) sur les acteurs Palestiniens (parfois à leur insu), est une source de tensions. Ces tensions se manifestent fréquemment, chez les premiers, par ce que Bourdieu appelle des « stratégies de condescendance ». Cette notion se fonde sur une critique des approches interactionnistes qui appréhendent l'interaction comme « un empire dans un empire ». Dans une analyse portant spécifiquement sur les interactions linguistiques (mais qui s'appliquent aussi bien aux interactions politiques), il définit une stratégie de condescendance comme consistant à tirer profit du rapport de forces objectif entre des langues, dominantes et dominées (par exemple le français et l'arabe dans l'Algérie coloniale), qui se trouvent pratiquement confrontées (même et surtout si la langue dominante est absente) dans l'acte même de nier symboliquement ce rapport, c'est-à-dire la hiérarchie entre ces langues et ceux qui les parlent.

[709] B'Tselem, *Forbidden Roads. Israel's Discriminatory Road Regime in the West Bank*, Jerusalem, August 2004.

[710] Pour lui, le dispositif « sécuritaire » mis en place par Israël repose sur trois volets : le contrôle physique de liens ou de nœuds stratégiques (colonies, autoroutes, zones industrielles, zones militaires fermées, réserve naturelle, etc.) ; un ensemble de contraintes bureaucratiques et légales (planification, système de permis, politiques des zones urbaines ou rurales, etc.) ; l'usage de la violence afin de maintenir la matrice de contrôle (occupation elle-même, emprisonnement, torture, etc.). Halper J., « The Matrix of Control », *Media Monitor Network*, January 29, 2001 URL: http://www.mediamonitors.net/halper1.html

[711] Ainsi, les positions anti-occupation de la gauche palestinienne sont considérées globalement comme relativement plus légitimes et acceptables dans le cadre idéologique du nationalisme palestinien, que les positions anti-occupation des militants israéliens dans le cadre du nationalisme sioniste en Israël.

« Pareille stratégie est possible dans tous les cas où l'écart objectif entre les personnes en présence (c'est-à-dire entre leurs propriétés sociales) est suffisamment connu et reconnu de tous (et en particulier de ceux qui sont engagés, comme agents ou comme spectateurs, dans l'interaction) pour que la négation symbolique de la hiérarchie […] permette de cumuler les profits liés à la hiérarchie inentamée et ceux que procure la négation toute symbolique de cette hiérarchie […]. Les stratégies de subversion des hiérarchies objectives en matière de langue comme en matière de culture ont de bonnes chances d'être *aussi* des stratégies de condescendance réservées à ceux qui sont assez assurés de leur position dans les hiérarchies objectives pour pouvoir les nier sans s'exposer à paraître les ignorer ou être incapables d'en satisfaire les exigences »[712].

La violence symbolique exercée, à leur insu voire contre leur gré, par les ressortissants de l'Etat occupant, ne peut cependant s'exercer sans le consentement tacite de ceux qui la subissent ou cherchent à y résister. Ainsi, les Palestiniens peuvent aussi tirer certains bénéfices symboliques, y compris politiques, de cette asymétrie. En effet, le sens de l'activité sociale des acteurs israéliens, militants « par conscience », est précisément orienté vers le retournement de cette domination qu'Israël exerce sur les Palestiniens : il s'agit de militer « côte à côte », et sur un pied d'égalité, avec les Palestiniens, contre l'occupation israélienne. Les Palestiniens sont ainsi dotés d'un statut de « victimes » de l'occupation (bien que ce terme soit évité ou rejeté, au nom d'un refus de leur victimisation), donc de bénéficiaires de la cause[713]. Ils disposent également d'une expérience vécue du système de répression et d'une connaissance du « terrain » (reconvertibles en compétences militantes), et d'un capital moral aux yeux de leurs soutiens israéliens. On peut ainsi faire l'hypothèse, largement confirmée par l'enquête de terrain et les travaux consultés sur le sujet, que le militantisme anti-occupation israélien est en partie orienté vers une « suppression de la culpabilité », ressentie en raison de leur position dans l'Etat occupant[714]. Mais le « monde symbolique renversé » que ce militantisme transnational cherche à construire dans des espaces communs (des lieux d'échanges conjoints, des épisodes protestataires, etc.) n'est pas *extérieur* au système institutionnalisé de l'occupation, et la politique de séparation qui le redouble : il y constitue, pour reprendre le vocabulaire de la sociologie constructiviste, un « programme institutionnel » alternatif.

Cette grille de lecture permet de saisir certaines spécificités du processus de transnationalisation de la composante israélienne du mouvement anti-occupation. Pour le comprendre, précisons d'abord qu'au plan national, les acteurs qui composent la « gauche

[712] Bourdieu P., « La formation des prix… », *op. cit*., p. 101-103. Nous tirons cette analyse, qui est expliquée et illustrée dans les pages suivantes, d'observations ethnographiques menées au Centre d'Information Alternatif de Jérusalem, des entretiens et des discussions informelles avec des militants au cours de deux manifestations contre la construction du mur au village de Bil'in, en Cisjordanie, en 2005 et 2007, et de multiples sources de seconde main.

[713] La distinction entre les bénéficiaires de la cause et membres par conscience est tirée de McCarthy J., Zald M., « Ressource Mobilization… », *op. cit.* Selon la sociologue française Annie Collovald, cette distinction est critiquable étant donné qu'il existe toujours des différences entre les militants, qui ont tous par définition une « conscience militante » et ceux pour qui ils se battent (Collovald A., « Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants », in *L'humanitaire… op. cit*.). On peut ajouter que les membres par conscience peuvent tirer de nombreux bénéfices de leur engagement (par exemple une paix fondée sur droit international au Proche-Orient bénéfiera non seulement aux Palestiniens mais aux Israéliens).

[714] L'expression « suppression de la culpabilité » est utilisée par le sociologue israélien Daniel Dor pour analyser la couverture journalistique de la seconde *Intifada* par la presse israélienne. Nous reviendrons dans le chapitre 3 sur cet ouvrage (Dor D., *The Suppression of Guilt. The Israeli Media & The Reoccupation of the West Bank*, London, Pluto Press, 2005).

pacifiste radicale » israélienne adoptent des positions politiques critiques qui remettent en question la légitimité des valeurs fondatrices du système politique israélien, à commencer, chez la plupart d'entre eux, par le projet sioniste lui-même. Ces anti- ou non-sionistes « de gauche » accusent en effet le sionisme de favoriser un nationalisme chauvin et un racisme endémique envers les Arabes en général, et les Palestiniens en particulier, y compris à l'intérieur d'Israël[715]. Ils critiquent non seulement la droite nationaliste (*Likud*) et l'extrême-droite religieuse (comme le mouvement *Gush Emunim*[716]), mais également la « gauche sioniste » israélienne (Parti travailliste, *Meretz*), certains « progressistes » palestiniens favorables à une normalisation des relations avec Israël, ainsi que les courants islamistes radicaux. Ces critiques se prolongent dans une dénonciation des alliés du sionisme à l'étranger, notamment des Etats-Unis[717], mais aussi du fonctionnement réel de l'Autorité palestinienne[718], et des régimes arabes en général[719]. On comprendra que des prises de positions si hétérodoxes ne représentent qu'une opinion très minoritaire en Israël, quelle que soit la période considérée, bien que certains événements (comme la guerre du Liban en 1982) aient contribué à les populariser[720]. De plus, ces prises de positions sont dominées au sein même du mouvement « pacifiste » dont la tendance majoritaire (représentée par *Shalom Ahshav*) est proche du Parti travailliste, c'est-à-dire du sionisme de centre-gauche.

Les militants israéliens du mouvement anti-occupation sont donc soumis à un ensemble de contraintes qui contribuent, pour les uns, à des formes d'inhibition politique (aile « modérée ») et, pour les autres, à des formes d'exacerbation de la contestation (aile « radicale »). Cette situation explique l'importance prise, chez ces militants, par la recherche des relais transnationaux, non seulement palestiniens, mais également dans des pays tiers. L'étude de la composante israélienne du mouvement contre l'occupation offre ainsi un exemple d'une stratégie de « boomerang » déployée par un mouvement fortement minoritaire

---

[715] Pour des analyses critiques du sionisme par des participants à ces mouvements, voir notamment Haidar A., Zureik E., « The Palestinians Seen Through the Israeli Cultural Paradigm », *Journal of Palestine Studies*, 16/3, spring 1987, p. 68-86 ; Finkelstein N., « Zionist Orientations. The Theory and Practice of Jewish Nationalism », in *Image and Reality if the Israeli-Palestine Conflict* (1995), second edition, London, New York, Verso, 2003, p. 7-20 ; Ram U., « 'A Late Instance of European Overseas Expansion': Colonization », in *The Changing Agenda of Israeli Sociology. Theory, Ideology and Identity*, State University of New York Press, 1995, p. 171-196 ; Berthier R., *Israël-Palestine. Mondialisation et micro-nationalismes*, Acratie, 1998 ; Finkelstein N., *Tuer l'espoir. Introduction au conflit israélo-palestinien*, Bruxelles, Aden, 2003 ; Hever S., « The Occupation through the Eyes of Israeli Economics », *The Economy of the Occupation. A Socioeconomic Bulletin*, The Alternative information Center, Jerusalem/Beit Sahour, 9, June 2006 ; Warschawski M., *Programmer le désastre. La politique israélienne à l'oeuvre*, Paris, La fabrique éditions, 2008, 76 p. Pour une synthèse au milieu des années 1970, voir Glass C., « Jews Against Zion : Israeli jewish Anti-Zionism », *Journal of Palestine Studies*, 5/1-2, 1976, p. 56-81.

[716] Schnall D. J., « Gush Emunim: Messianism and Dissent », in *Radical Dissent… op. cit*. p. 139-155.

[717] Pour une analyse critique des relations entre dirigeants israéliens, lobbies pro-israéliens aux Etats-Unis et acteurs de la politique étrangère américaine, qui a connu un certain retentissement dans les milieux antisionistes après sa publication, voir Mearsheimer J. J., Walt S. M., *Le lobby… op. cit*.)

[718] En raison notamment de la mainmise du *Fatah* sur les principales instances décisionnelles, de l'autoritarisme de Y. Arafat, et de la corruption qui y règne (Davidi E., « The Palestinian Authority's World-Wide Innovation : Pre-State Privatization », *News From Within*, XVI/3, march 2000, p. 31-33).

[719] Warschawski M., « The Arab World and the Middle East », *News From Within*, XIX/2, February 2003, p. 25-29.

[720] Selon des sondages d'opinion réalisés entre 1967 et 1977, l'opinion publique israélienne adopte des prises de position proches de son gouvernement sur le conflit israélo-palestinien : refus de revenir aux frontières d'avant 1967 (en particulier en ce qui concerne Jérusalem), refus de négocier avec l'OLP, etc. Si les Accords de Camp David I conduisent à un nouveau consensus national (où s'affirme la conviction d'une paix possible avec les pays arabes voisins), les paramètres fondamentaux demeurent inchangés par la suite, y compris après l'invasion israélienne du Liban (Moughrabi F., « The International Consensus on the Palestine Question », *Journal of Palestine Studies*, 16/3, 1987, p. 124-126).

au plan national, qui cherche des appuis transnationaux, notamment grâce aux outils de communication, qui lui servent à diffuser ses idées à contre-courant auprès de publics réceptifs. Cependant, la spécificité de l'espace militant israélien est qu'il occupe une position non pas périphérique et dépendante dans les relations internationales, comme l'espace palestinien, mais davantage « intermédiaire ». Nous entendons par là le fait que la rente de position (parfois inconfortable) que leur confère au plan local leur appartenance au groupe dominant dans le conflit, est redoublée d'une rente de situation, au plan international, qui les prédispose à jouer un rôle d'intermédiaires culturels entre les Palestiniens et les réseaux militants étrangers, en particulier occidentaux. Cette double rente tend à produire un effet non anticipé : ces intermédiaires israéliens récoltent souvent à l'étranger des bénéfices symboliques relativement plus importants, ou du moins concurrents, que ceux de leurs homologues palestiniens.

Pour le comprendre, il faut en revenir à la genèse des premiers mouvements « pacifistes » dans les années qui précèdent et suivent la création de l'Etat d'Israël, en particulier la naissance du premier mouvement antisioniste israélien dans les années 1960, *Matzpen*. Ce groupuscule radical est en effet considéré, par de nombreux militants israéliens contre l'occupation lors de la seconde *Intifada*, comme l'un des « ancêtres » dont ils revendiquent l'héritage[721]. Ainsi, pour reprendre le fil de notre comparaison avec le Mexique, alors que les Néozapatistes construisent un réseau transnational de soutiens *sans précédent* qui contribue, selon les militants, à la *naissance* du mouvement altermondialiste, les stratégies de transnationalisation des militants anti-occupation israéliens lors de la seconde Intifada *ont déjà des précédents* et, pour la plupart, ils ont le sentiment de *s'insérer* dans des réseaux altermondialistes déjà constitués. Cette situation particulière contribue largement à structurer les logiques d'internationalisation du réseau de militants, qu'il s'agisse de la structure des opportunités politiques, des répertoires d'action collective, ou des cadrages de la cause.

A/ L'invention d'un antisionisme de gauche : le cas de la transnationalisation de Matzpen

Comme le souligne la politiste française Karine Lamarche, la genèse du mouvement pacifiste israélien a lieu dans la période du *Yishouv*[722]. Ce terme hébreu désigne la communauté juive et les institutions sionistes implantées en Palestine pendant la période mandataire, c'est-à-dire avant la création de l'Etat d'Israël en 1948. Le premier groupe organisé, *Brit Shalom* (Alliance de la Paix) est fondé en 1925 par des intellectuels juifs en majorité originaires d'Europe centrale. Ils cherchent à proposer une vision du sionisme en rupture avec le nationalisme de droite défendue par le *Betar*, un mouvement de jeunesse

[721] C'est ainsi que l'on peut interpréter la réalisation du documentaire d'Eran Törbiner, en 2003 : *Matzpen. Anti-zionist Israelis*, Israel, Matar Plus, Makor Foundation for Israeli Films, AIC, ATG, 2003.

[722] Lamarche K., « Les différents âges du camp de la paix israélien », in *De l'autre côté du mur. Ethnographie des engagements de militants israéliens contre l'occupation pendant la seconde Intifada (2000-2010)*, thèse de doctorat, Paris, EHESS, 2011, p. 62-142.

paramilitaire sioniste, créé en 1923 à Riga par Zeev Jabotinsky, partisan de « l'autodéfense juive » et d'une attitude intransigeante à l'égard des Arabes de Palestine[723]. Ce dernier fonde en 1925 le parti révisionniste, qui prône l'autorité, la discipline, et la création d'un Etat juif sur les rives ouest et est du Jourdain (*Eretz Israel*). Les fondateurs de *Brit Shalom* développent, au contraire, un programme fondé sur la coexistence pacifique entre les Juifs et les Arabes de Palestine, et la création d'un « centre culturel juif », ou d'un Etat binational, en lieu et place d'un Etat juif imposé par la force des armes. Ils s'inscrivent dans la tradition du sionisme culturel, représentée par l'un des principaux opposants au projet d'Herzl, Asher Ginsberg (plus connu sous le pseudonyme d'Ahad Ha'am), et revendiquent l'héritage de l'humanisme hébraïque de Martin Buber[724].

L'histoire de *Brit Shalom* prend fin au milieu des années 1930, dans un contexte de succès croissant du sionisme politique, favorisé au plan international par la montée du nazisme, et au plan local par la multiplication des attaques dirigées contre des Juifs par des groupes nationalistes palestiniens. Plusieurs organisations, qui s'inscrivent dans la continuité de *Brit Shalom*, apparaissent néanmoins entre le milieu des années 1930 et le début du conflit israélo-arabe en 1947[725]. Cependant, malgré le relatif pluralisme politique qui règne entre les différentes factions sionistes au sein du *Yishouv*, ces groupes peinent à légitimer leurs positions auprès des sionistes socialistes, réunis dans le parti *Mapaï*, majoritaires au sein de l'Agence Juive (dont David Ben Gourion prend la présidence en 1935). Leurs idées sont perçues alors comme dissidentes, voire dangereuses en raison de leur manque de réalisme, dans le contexte d'extermination des Juifs par les Nazis[726].

Dans les années qui suivent la déclaration d'indépendance de l'Etat d'Israël, le 14 mai 1948 à Tel-Aviv, ce pluralisme n'est plus de mise. Tamar Hermann considère que les années 1950-1960 sont marquées par une fermeture de la structure des opportunités politiques en Israël, malgré de nombreux événements protestataires (une étude en dénombre 326 entre 1949 et 1954)[727]. Le gouvernement dirigé par Ben Gourion cherche en effet à créer un consensus national fort, afin de construire le nouvel Etat. Dans ce contexte « d'union sacrée », les voix dissidentes juives sont rares. Ainsi, après le massacre de Qybia en 1953[728], le Conseil de Sécurité des Nations Unies adopte une résolution condamnant l'attaque, les Etats-Unis

---

[723] Schnatter M., « Betar », in *Histoire de la droite israélienne de Jabotinsky à Shamir*, Paris, éditions Complexe, 1991, p. 90-94.

[724] Storper-Perez D., « Brit Shalom. Intellectuels et politiciens, avant la création de l'Etat. Entre éthique et politique », in Storper-Perez D., Kaufman Nunn M., *Israéliens et Palestiniens, les mille et une voix de la paix*, Paris, Editions du Cerf, 1993, p. 23-31.

[725] C'est le cas par exemple de *Kadima Mizracha* (En avant vers l'Orient) en 1936 ; de la Ligue pour le Rapprochement judéo-arabe, en 1939, qui reçoit l'appui des *Poalei Tzion Smol* (Travailleurs de Sion de Gauche) et, en 1942, de la fédération des kibboutzim de l'*Hashomer haTsa'ir* (La Jeune Garde) ; ou encore de l'*Ihud* (Union). Cette association, fondée en 1942, parvient ainsi à faire entendre ses positions, malgré un contexte défavorable, auprès du Comité d'Enquête Anglo-américain en 1946, puis du Comité Spécial des Etats-Unis sur la Palestine en 1947.

[726] Lamarche K., « Les différents âges… », *op. cit.*

[727] Hermann T., "Do They Have a Chance? Protest and Political Structure of Opportunities in Israel", *Israel Studies*, 1/1, 1996, p.144-170.

[728] Après l'assassinat d'une mère juive et ses enfants à Yahud (banlieue des Tel-Aviv), par des Palestiniens « infiltrés » en provenance de Jordanie, l'armée israélienne lance des opérations de représailles. En octobre 1953, l'Unité 101 commandée par Ariel Sharon détruit le village de Qybia, en territoire jordanien, faisant environ 70 victimes, la plupart des femmes et des enfants.

suspendent leur aide économique vers Israël et, selon l'historien israélien Avi Shlaïm, une « tempête de protestation internationale d'une violence sans précédent » s'abat sur Israël[729]. Cependant, seule l'*Ihud* dénonce publiquement l'attaque sanglante. Les principaux opposants sur la scène politique sont, avec l'*Ihud*, le Parti Communiste Israélien[730], le Comité Israélien pour la Paix (fondé en 1949 par des leaders politiques et des intellectuels d'extrême-gauche)[731], le journal d'opposition *Ha'Olam Ha'zeh* (Ce Monde), fondé en 1947 par le journaliste Uri Avneri[732], ou des mouvements d'objecteurs de conscience (comme la branche israélienne de l'Internationale des Résistants à la Guerre, créée en 1945). Cependant ces initiatives sont soit individuelles et de faible portée, soit collectives mais tournées vers des questions internes à la société israélienne (comme les manifestations de nouveaux migrants) ou des questions internationales étrangères au conflit israélo-arabe. La dissidence des « pacifistes israéliens » dépasse alors rarement les bornes du politiquement acceptable, d'un point de vue sioniste, et reste largement déconnectée de la situation concrète du Proche-Orient.

C'est dans ce contexte que naît, en 1962, un groupuscule militant israélien d'extrême-gauche, l'Organisation Socialiste Israélienne (OSI), connue sous le nom de son journal *Matzpen* (La Boussole). L'OSI a la particularité d'être l'un des premiers mouvements politiques organisés, exprimant publiquement une opposition au projet sioniste en Israël, et de se focaliser en priorité sur la question du conflit israélo-arabe[733]. Selon Alain Dieckhoff, trois principaux courants critiques vis-à-vis du sionisme peuvent être repérés en Israël depuis 1948 : le courant « ultra-orthodoxe », le courant du « nativisme hébraïque », représenté par les groupes canaanéens apparus à la fin des années 1940, et le courant « gauchiste », incarné par *Matzpen* à partir de 1962[734]. Cette organisation fait l'objet, après la Guerre des Six-Jours (1967), d'une véritable « chasse aux sorcières » dans l'espace public israélien[735]. Les militants de *Matzpen* s'attaquent en effet de front aux institutions et mythes officiels de l'Etat israélien. A partir du « modèle du boomerang » de Keck et Sikkink, présenté avec un regard critique dans le chapitre précédent, je vais montrer comment le mouvement se transnationalise pour faire face à ce contexte domestique hostile. Ce processus constitue en effet, sur un plan

[729] Cité in Lamarche K., « Les différents âges… », *op. cit*.
[730] Beinen J., « The Palestine Communist Party 1919 – 1948 », MERIP Reports, 55, March 1977, p. 3-17.
[731] Storper-Perez D., « De la création de l'Etat à la fin du pouvoir travailliste. A l'ombre du politique, un mouvement sans forces », in Storper-Perez D., Kaufman Nunn M., *Israéliens… op. cit.*, p. 31-34.
[732] *Haolam Hazeh* est à la fois le nom d'un parti politique, appelé également *Koach HaChadash* (La Nouvelle Force) ou *Meri* (acronyme pour « Parti Radical d'Israël »), qui se présente et gagne une voix aux élections de la *Knesset* en 1965, puis une seconde en 1969 ; et d'un magazine iconoclaste, fondé en 1937 sous le nom de *Tesha BaErev*, renommé *Ha'Olam Hazeh* en 1946, et racheté par Uri Avneri, Shalom Cohen et deux autres associés en 1950. Ce mouvement est favorable à une paix entre Israël et les Palestiniens fondée sur un Etat binational (Schnall D. J., « Uri Avneri: Haolam Hazeh », in *Radical Dissent… op. cit*., p. 55-71).
[733] Je reprends ici la définition classique du sionisme proposée par Maxime Rodinson : « Le mot 'sionisme' apparaît à la fin du XIXe siècle pour désigner un ensemble de mouvements différents dont l'élément commun est le projet de donner à l'ensemble des Juifs du monde un centre spirituel, territorial ou étatique, en général localisé en Palestine » (Rodinson M., « Sionisme », *Encyclopedia Universalis*, 1972).
[734] Dieckhoff A., « Israël à l'aube du 21e siècle : entre néosionisme et postsionisme », *Raisons Politiques*, 7, août-octobre 2002, p. 135-156.
[735] Bober A., *The Other Israel. The Radical Case Against Zionism*, New York, MacMillan, 1972, p. 3-21.

historique, le premier cadrage transnational du mouvement pacifiste radical israélien, qui produit un effet de *path dependancy* sur les générations militantes des années 1990-2000[736].

Malgré sa très faible importance numérique – quelques douzaines de membres juifs israéliens et palestiniens d'Israël à son apogée – *Matzpen* est au cœur d'une « panique morale »[737] en Israël dans les années 1970. Ses militants se définissent comme anti-impérialistes, anti-capitalistes et anti-sionistes. Ils offrent ouvertement leur soutien aux « ennemis » de l'Etat, ils se donnent pour objectif politique la *désionisation* d'Israël, qu'ils accusent de pratiques colonialistes et racistes. Le mélange d'indifférence, d'exclusion et de répression dont ses membres font l'objet dans leur pays les conduit rapidement à exporter leur cause à l'étranger, en particulier aux Etats-Unis, en Europe et (dans une moindre mesure) dans le monde arabe, dans le contexte d'émergence de la « nouvelle gauche » à la fin des années 1960 et au début des années 1970. Au cours de ce processus, la cause défendue par le mouvement fait l'objet d'une série de redéfinitions, où la comparaison internationale prend une importance rhétorique croissante.

Il faut cependant se garder d'un double écueil pour analyser ce « recadrage » de la cause : d'un côté, une vision *téléologique*, considérant la transnationalisation de *Matzpen* comme le produit d'une stricte nécessité extérieure ; d'un autre, une vision *stratégiste*, qui y verrait le résultat d'un choix purement délibéré. L'histoire de *Matzpen* montre, comme dans le cas du réseau néozapatiste, l'intérêt et les limites du modèle du boomerang. Tout se passe en effet comme si ces *outsiders* politiques recouraient à une stratégie de délocalisation de leur cause, dans un contexte domestique hostile, cherchant des appuis à l'étranger dans le but de faire pression sur les autorités israéliennes. Cependant, dans ce processus, ils sont amenés à transformer leur cause et à se transformer eux-mêmes. Dans une analyse rétrospective de 2002, M. Warschawski, ancien militant de *Matzpen* d'obédience trotskiste, explique rétrospectivement :

« A *Matzpen*, on pense en termes de révolution internationale. Si les militants se sentent exclus – ou s'excluent eux-mêmes – du collectif national, c'est pour s'intégrer dans un cadre beaucoup plus large. L'internationalisme du groupe marque une rupture supplémentaire avec le discours dominant marqué par le concept de spécificité juive ou israélienne, et s'inscrit dans la volonté d'appréhender la réalité politique locale avec des grilles de lecture universelles, en particulier celle de la lutte anti-coloniale. Ces références ont évidemment l'immense avantage de provoquer un renversement de la perception de la majorité ou de la minorité : ce n'est pas *Matzpen* qui est une minorité marginale et insignifiante en Israël, c'est Israël et sa population qui sont une petite minorité dans le contexte de la décolonisation du

[736] La notion de « dependance au sentier » est utilisée par les spécialistes des politiques publiques pour décrire les contraintes qui pèsent sur les décideurs politiques pour engager des dispositifs d'action publique, en raison des précédents historiques qui délimitent leur espace du possible et du pensable. Pour un exemple sur les réformes des systèmes de protection sociale, voir Palier B., Bonoli G., « Phénomènes de *path dependance* et réformes des systèmes de protection sociale », *Revue Française de science politique*, 49/3, juin 1999, p. 399-420.

[737] Une panique morale désigne une réaction disproportionnée de certains groupes face à des pratiques culturelles ou personnelles, souvent minoritaires, jugées « déviantes » ou dangereuses pour la société (Cohen S., *Folk devils and moral panics*, London, Mac Gibbon and Kee, 1972).

monde arabe, défendant une politique et des idéaux rétrogrades aux yeux de la grande majorité de l'humanité »[738].

Faut-il considérer les « grilles de lecture universelles », qui caractérisent le militantisme cosmopolite de *Matzpen*, comme la cause de sa transnationalisation ? Une analyse sociohistorique révèle plutôt que c'est à travers une série d'ajustements successifs – dans les interactions entre membres du groupe, avec les autorités israéliennes, et des publics étrangers – que le cosmopolitisme émerge comme une réponse adéquate (parmi d'autres) aux contraintes imposées par la marginalisation du mouvement dans l'espace public domestique. Pour le montrer, on peut analyser le processus de transnationalisation de *Matzpen* en quatre temps.

Prédispositions à l'internationalisme et construction d'une cause antisioniste en Israël (1962-1967)

Dans un premier temps, la construction d'une *heterodoxa* antisioniste par ses militants, qui repose en partie sur certaines « prédispositions à l'internationalisme », conduit à une rupture avec les présupposés idéologiques qui dominent l'espace public israélien des années 1960. L'Organisation Socialiste Israélienne (OSI, l'appelation officielle de *Matzpen*) naît en effet d'un schisme au sein du Parti Communiste Israélien (PCI), qui remonte à 1960-1962[739]. Ce processus aboutit à la création d'une organisation indépendante, qui se veut moins bureaucratique et plus radicale qu'un parti politique soumis à des contraintes idéologiques et électorales extérieures. Les quatre principaux fondateurs de *Matzpen* sont Haïm Hanegbi, Akiva Orr, Moshe Machover et Oded Pilavsky[740]. Entré au PCI après avoir participé au Mouvement de Jeunesse Socialiste, O. Pilavsky, explique que le groupuscule, après sa création en 1962, commence un travail de propagande pour diffuser ses positions dissidentes dans l'espace public israélien. Ainsi, Moshe Machover et Akiva Orr, membres du PCI, publient en 1961 un livre intitulé *Peace, Peace, and there is no Peace*, considéré comme une analyse anti-sioniste pionnière, qui leur vaut une expulsion du parti. Akiva Orr présente en ces termes les deux principaux fondements idéologiques du mouvement, qui permet d'expliquer la convergence idéologique entre Juifs et Arabes d'extrême-gauche :

[738] Warschawski M., *Sur la frontière… op. cit.*, p. 57.

[739] Pour une mise en perspective historique sur le *Maki* (PCI), né durant le Mandat britannique comme un parti binational réunissant des Juifs et des Arabes, voir Beinen J., « The Palestine Communist Party 1919-1948 », *MERIP Report*, 55, 1977, p. 3-17. Trois principales formations politiques radicales sont nées de ses rangs, selon D. Schnall : le *Matzpen*, formé après un schisme en 1962, et composé pour la plupart de jeunes trotskistes ; le *Rakah*, pro-soviétique, formé en 1965 sur un programme tourné vers l'électorat des Palestiniens de 1948 (Schnall D. J., « Rakah : the New Communist List », in *Radical Dissent… op. cit.*, p. 72-88) ; le *Moked*, continuation directe du *Maki*, fondé au moment des élections de 1973 par des Juifs israéliens en rupture avec l'Union soviétique (Schnall D. J., « Moked: the Focus », *ibid*., p. 106-121).

[740] Au-delà de leurs affinités idéologiques, les individus qui composent ce groupe de dissidents ont plusieurs caractéristiques communes. Il s'agit de jeunes militants, nés pour la plupart dans les années 1930 dans les principaux centres urbains d'Israël (Tel-Aviv, Jérusalem, Haïfa), chrétiens pour les Palestiniens, ou bien issus de familles juives ayant émigré d'Europe en Israël, fortement diplômés et précocement politisés à gauche. Ces propriétés sociales, si elles favorisent un positionnement dans la fraction intellectuelle du PCI, ne constituent pas cependant des facteurs suffisants pour rendre compte de leurs trajectoires ultérieures. Comme on le verra, les raisons de leur rapprochement avec *Matzpen* sont variables et plus complexes.

« Nous avions quitté le Parti Communiste, nous étions contre une idéologie monolithique. Mais le *Matzpen* avait des limites. D'abord, anti-sioniste. Pas non-sioniste, mais anti. Deuxièmement, anti-capitaliste. Dans le cadre de ces limites, vous pouvez être ce que vous voulez. Vous voulez être trotskiste ? Ok. Vous voulez être anarchiste ? Ok. Vous voulez être maoïste ? Ok. Mais il y a des limites : l'anti-sionisme et l'anti-capitalisme. C'est ce qu'était le *Matzpen* et selon moi, c'est toujours ce qu'il est »[741].

La rupture avec le PCI laisse cependant au groupe de faibles ressources organisationnelles. Des contacts sont donc établis avec d'autres dissidents israéliens, pour certains non-communistes, mais tous en rupture avec le travaillisme sioniste, afin d'élargir l'assise politique du mouvement[742]. Les premiers soutiens de la future Organisation Socialiste Israélienne sont donc des figures contestataires locales, juives et arabes. Elles servent cependant de levier à la transnationalisation du groupe. Ainsi, suite à la rencontre avec Jabra Nicola, écrivain chrétien arabe et leader charismatique d'Haïfa, *Matzpen* rejoint la IVe Internationale, dont le siège se trouve alors à Paris[743].

Cette transnationalisation naissante s'explique en partie comme une réaction à la domination du nationalisme sioniste promu par les élites travaillistes au pouvoir, et à l'hostilité anti-arabe qui caractérise la société israélienne des années 1960. Elfi Pallis, militante juive de *Matzpen*, venue d'Allemagne en Israël au début des années 1960, également ancienne membre du mouvement de jeunesse de la gauche sioniste, explique ainsi :

« Israël des années 60 était très différent d'aujourd'hui. Une personne avec des valeurs universelles et humanistes qui pensait que tous les citoyens devaient être traités en égaux, n'avait pas de base politique dans le pays en fait, car personne ne voulait parler du [passé arabe du pays]. Il y avait un consensus national, pour ne pas poser de questions, vous ne deviez pas vous préoccuper de ces choses [...]. Je me suis mise à assister à des rencontres politiques, et j'ai rencontré *Matzpen*. Tel-Aviv était alors une petite ville, en fin de compte, on rencontrait tous ceux qu'on cherchait. Ils posaient ces questions. J'ai aussi rencontré, pour la première fois, des Arabes avec lesquels je pouvais mener des conversations politiques »[744].

La dimension cosmopolitique du discours de l'organisation est le produit d'un processus de « cadrage » de la cause, réalisé au cours des premières années du mouvement en

[741] Törbiner E., *Matzpen. Anti-zionist Israelis*, Israel, Matar Plus, Makor Foundation for Israeli Films, AIC, ATG, 2003. Le programme de *Matzpen*, formalisé quelques années plus tard dans son Manifeste du 18 mai 1967, peut se résumer en six points : 1) l'élimination de l'Histadrut, l'union syndicale « organique » du travaillisme sioniste, dans le but de favoriser une révolution socialiste basée sur des conseils élus de travailleurs ; 2) la séparation totale de la religion et de l'Etat, qui implique la « désionisation » d'Israël ; 3) la fin de la « loi du retour » pour les Juifs ; 4) la rupture des relations diplomatiques et économiques avec les puissances impérialistes occidentales ; 5) la rupture avec l'Union Soviétique et le culte de la personnalité caractéristique du stalinisme ; 6) la création d'une union économique et politique socialiste du Moyen-Orient, fondée sur la solidarité internationale et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La dimension internationaliste de la cause apparaît donc comme un élément pivot dans le programme politique de *Matzpen*.

[742] Parmi ces contacts, on peut mentionner les journalistes et militants politiques Uri Avneri et Natan Yellin-Mor, du mouvement *Ha'Olam Hazeh*. *Matzpen* rentre aussi en contact avec des arabes israéliens radicaux en rupture avec la cellule du PCI d'Haïfa, proches de la IVe Internationale Trotskiste, comme Daoud Turki ou Jabra Nicola.

[743] Au terme de nombreuses discussions, la plateforme radicale de *Matzpen* a inscrit l'organisation au sein de la IVe Internationale. Eli Lobel fondera à Paris le journal *Khamsin* en 1975 avec la militante libanaise Leila Kadi, l'Israélien Arie Bober et le soutien des éditions Maspero.

[744] Törbiner E., *Matzpen.. op. cit*.

Israël. Pour Akiva Orr, l'action de *Matzpen* est fondée sur une prise de conscience née de l'inadéquation entre les interprétations officielles de l'histoire du conflit israélo-palestinien en Israël (y compris au sein des milieux travaillistes), et les connaissances que les militants de *Matzpen* ont acquis du sort des Palestiniens au cours de leur histoire personnelle, notamment leur service militaire : « *Ce pays repose sur un lavage de cerveau. Il n'y a pas d'histoire du conflit sioniste-palestinien. A l'école, ils ne l'enseignent pas. Cela doit être fait en marge* »[745]. Cette prise de conscience est indissociable des trajectoires biographiques singulières des militants du groupe.

« *Nous avons grandi dans les mêmes terrains vagues* » : itinéraire d'un Juif arabe antisioniste

L'histoire de Haïm Hanegbi, un des « *quatre mousquetaires* », selon sa propre expression, qui fondent le groupe en 1962, est révélatrice des ressorts idéologiques et sociologiques qui favorisent l'internationalisation du mouvement[746]. *Sabra*[747] né en 1935 à Jérusalem, H. Hanegbi se décrit comme « *le rejeton de deux grandes familles de la vieille communauté juive d'ici : d'Hébron du côté paternel, et d'une vieille famille orthodoxe de Jérusalem du côté maternel* ». Il dit avoir reçu une « *éducation un peu sioniste* ». Cependant, de son point de vue, cette socialisation primaire n'est qu'une « *couche extérieure* » qu'on lui a inculquée dans différents « *lieux d'endoctrinement* », depuis le jardin d'enfants jusqu'à l'armée, en passant par l'école, ou le mouvement de jeunesse, ainsi que les journaux et les relations de voisinage. Pour lui, sa culture, ses racines, sont arabes. Par exemple, ses parents, qui louaient une maison à un Arabe dans un quartier de Jérusalem, ne parlaient pas l'Hébreu, mais le ladino (dialecte judéo-espagnol) du côté de son père (Juif sépharade d'Hébron), yiddish du côté de sa mère (Juive ashkénaze de Jérusalem), et arabe dans les lieux publics, comme les marchés. Si les jeunes gens de sa génération « *ont été socialisés en hébreu* », nombre de ses amis d'enfance étaient Arabes. Ainsi, Mustapha Miftawi, nommé gouverneur du District de Ramallah par Y. Arafat après la création de l'Autorité palestinienne, habitait le même quartier que lui lorsqu'ils étaient enfants. « *Nous avons grandi dans les mêmes terrains vagues* », raconte H. Hanegbi. Cette formule peut être analysée au sens propre comme au sens figuré : c'est en effet dans ces lieux non séparés par des frontières étatiques, où la coexistence entre Juifs et Arabes est vécue au quotidien, et non imaginée comme un idéal à atteindre, qu'il a grandi, comme nombre de militants de *Matzpen*.

Cette éducation est suivie par un un service militaire précoce, en 1952, réalisé au sein de l'unité *Nahal*[748] près du lac de Tibériade. Il est alors témoin des pratiques de l'armée israélienne et constate avec d'autres que « *plus de 80 % des incidents qu'il y avait là-bas était des initiatives israéliennes* ». Il se rapproche progressivement des positions du Général Moshé Sneh, qui vient faire des formations sur le marxisme-léninisme au sein du *Kibboutz* où il est mobilisé. Ancien chef de l'Etat-major de la *Haganah* (la proto-armée juive, ancêtre de l'armée israélienne créée en 1948), M. Sneh est une des personnalités militaires israéliennes les plus connues de la première guerre israélo-arabe. Dans les années 1950, il évolue

[745] *Ibid.*
[746] Hanegbi H., entretien, 2007.
[747] Le terme *sabra* (dérivé de l'hébreu *tsabar*, « figue de barbarie ») désigne les Israéliens nés en Israël ou en Palestine avant 1948.
[748] L'unité *Nahal* est une unité mi-civile, mi-militaire, liée aux Mouvements de Jeunesse Socialiste du Parti Travailliste. L'objectif de ces unités est de construire de nouveaux *Kibboutzim*, afin de créer des « points d'implantation » israéliens, tout en servant de rempart contre les Etats voisins (ici la Syrie).

politiquement à gauche, avant de rejoindre le Parti Communiste, entraînant avec lui, selon M. Warschawski, « *toute une partie de la jeunesse sioniste de gauche* »[749].

Devenu sympathisant du Parti Communiste, H. Hanegbi rencontre A. Orr et M. Machover. Parallèlement, il se fait « *virer du bureau de l'armée* », officiellement, pour ses positions idéologiques révolutionnaires, mais selon lui, parce qu'il était « *un fouteur de merde* ». Ce récit illustre un processus de politisation d'une révolte : « *Je leur disais :* 'vous pouvez me virer pour toutes les raisons – parce que je me casse tout le temps du Kibboutz, parce que j'ai une copine dans un autre *Kibboutz* à côté, et que je ne fais jamais mon boulot – mais pas pour des raisons idéologiques'. *Ils m'ont répondu :* 'non, on va te virer pour des raisons idéologiques'. 'Vous me faites un honneur qui va m'accompagner toute ma vie, alors que le vrai problème c'est que je ne fous rien : c'est ça le vrai problème !' *[rire] ».* Un faisceau de facteurs extra-politiques participe ainsi à son engagement dans ce groupe « radical ». Ses origines judéo-arabes permettent de mieux comprendre les positions de H. Hanegbi vis-à-vis du sionisme, et ses réactions aux différentes guerres qui secouent le pays entre 1948 et 1967 : il considère lui-même que son engagement dans *Matzpen* ne peut être réduit à « *l'idéologie socialisante* » de l'organisation : « *le cœur de mon engagement, que ce soit dans le cœur ou dans la tête, s'est fait aussi en partie en raison de ma provenance* ».

Si cet exemple montre le type de prédispositions qui alimentent l'engagement des *Matzpenikim* et leur internationalisme idéologique, il ne suffit pas à expliquer la trajectoire ultérieure du groupe. C'est en effet à travers un processus de marginalisation au sein de la société israélienne que se construit la stratégie transnationale de l'OSI.

Un confinement symbolique : le blocage de l'establishment sioniste et des médias israéliens (1967)

« Confrontée à un conflit qu'elle ne veut pas, et qui touche à son nerf principal, écrit le sociologue français Serge Moscovici dans une analyse de la trajectoire biographique du dissident russe Alexandre Soljenitsyne, toute majorité choisit d'habitude entre trois réactions possibles : l'ignorance, le compromis ou l'exclusion »[750]. Cette analyse s'applique relativement bien aux réactions des autorités israéliennes à la publicisation du programme et des positions de *Matzpen* en Israël. La compromission étant politiquement impensable pour les acteurs en présence, l'ignorance va dominer la période 1962-1967 et l'exclusion caractériser la période 1967-1972. Le mouvement est en effet le seul à s'opposer à l'occupation des territoires palestiniens, syriens et égyptiens par l'armée israélienne, à la fin de la guerre des Six-Jours en 1967.

Les réactions des autorités israéliennes aux déclarations de *Matzpen*, d'abord marquées par un certain scepticisme, tournent à l'hostilité déclarée des instances gouvernementales, de l'intelligentsia travailliste et des médias. Pour Ehud Sprinzak, spécialiste des groupes radicaux, « *Matzpen existe depuis 62, mais n'était pratiquement pas connu. Il y avait eu quelques articles sur leur départ du PC, mais ils restaient un facteur tout*

[749] Warschawski M., entretien, 2005.
[750] Moscovici S., « La dissidence d'un seul », in *Psychologie des minorités actives* (1979), Paris, Sociologies, PUF, 1991, p. 244.

à fait marginal ». Or, « *après la guerre des Six-Jours, ils se sont imposés dans la conscience des Israéliens* »[751]. H. Hanegbi raconte : « *nous fûmes d'abord actifs dans les marges de la politique, un petit groupe impliqué dans des choses tellement surprenantes qu'on ne se fâchait même pas contre nous ; on se contentait de ricaner d'une poignée d'Israéliens qui parlaient du peuple palestinien, du problème des réfugiés, des droits nationaux des Palestiniens, du désastre palestinien de 48. Ainsi, jusqu'à 67, cela semblait non pertinent* »[752]. La guerre des Six-Jours est cependant un moment-clé pour *Matzpen*, qui va acquérir une visibilité sans précédent dans l'espace public israélien, rapidement suivie d'une campagne de discrédit assortie de menaces diverses de la part des autorités ou de personnes anonymes.

Les réactions hostiles des élites sionistes aux prises de positions de *Matzpen*, au lendemain de la guerre des Six-Jours, se fondent sur un argumentaire qui atteste paradoxalement, aux yeux des accusés, de la pertinence de leurs thèses. Après 1967, explique H. Hanegbi, « *commence [...] une orgie de haine, de calomnie, de menace. Nous ne comprenions pas comment les médias et les gens que l'on dit intelligents étaient si préoccupés par un groupe si petit. Je pense que nous étions moins de vingt* ». Cette panique morale se traduit par la publication de tribunes vindicatives dans des médias nationaux (*Ha'aretz*, *Ma'ariv*) ; des discours scandalisés de personnalités politiques de premier plan (Moshe Dayan, Golda Meir) ; des propositions de motions à la *Knesset* ; la censure de ses publications sur le territoire national (notamment *El-Nurr*, une édition en arabe de *Matzpen*, et de nombreux articles de ce journal) ; l'emprisonnement de plusieurs de ses membres arabes (Khalil Touma en 1969 accusé de représenter un « *danger pour l'Etat* ») ; l'intervention violente des forces de l'ordre lors de distributions de tracts ou de manifestations dans des lieux publics (lors d'une manifestation commune avec les Panthères Noires d'Israël, le 18 mai 1971, connue sous le nom de « nuit des Panthères » [753]). Le terme *Matzpenikim* devient, dans le vocabulaire de l'*establishment* sioniste des années 1970, une insulte politique pour désigner les traîtres à leur patrie, les défaitistes, les Juifs victimes de la « haine de soi ».

Ces réactions, d'après A. Orr, conduisent le mouvement à une impasse dans la sphère publique domestique : dans les années 1970, explique-t-il, « *détester* Matzpen *était à la mode [...]. Si vous ne détestiez pas* Matzpen, *vous n'étiez pas un patriote, vous étiez une ordure.* Matzpen *était quelque chose qu'il fallait détester* »[754]. Un autre militant confirme ces propos et montre le lien direct entre ce déni de légitimité en Israël et le recours à l'étranger comme ressource politique, en particulier après l'arrestation, le 5 juin 1967, de Khalil Toama :

« Il y a eu une campagne sans précédent contre nous. C'est dur à décrire. Nous étions personnellement attaqués [...]. C'était notre première expérience de prise de contact avec l'étranger. Eli Lobel a tenu un rôle majeur dans cette initiative. Il a été le premier à développer

[751] Törbiner E., *Matzpen.. op. cit*. [la traduction en français est de mon fait].
[752] *Ibid*.
[753] Bober A., *The Other Israel… op. cit*.
[754] Törbiner E., *Matzpen.. op. cit*.

une campagne internationale pour la défense de Khalil, et cela a été très efficace. Nous avons pris contact avec la gauche mondiale et avons appris comment agir dans ce cadre »[755].

Une stratégie de transnationalisation « triangulaire » (1967-1972)

Une troisième phase dans l'histoire du mouvement s'ouvre alors, marquée par un double phénomène de transnationalisation de la cause en Europe et aux Etats-Unis, et auprès de mouvements palestiniens et arabes (1967-1972). La transnationalisation de la cause va se construire largement en réponse à ce contexte domestique répressif, auprès d'acteurs avec lesquels les membres du groupe entretiennent des relations d'affinité non seulement politiques, mais sociologiques, dans leurs espaces nationaux respectifs. La transnationalisation s'opère sur plusieurs plans et dans plusieurs directions. *Matzpen* publie ainsi une série de déclarations, témoignages et textes programmatiques dans des journaux étrangers[756]. Pour obtenir ces publications, les militants activent, ou réactivent, des réseaux de sympathisants étrangers, lorsque les pressions se font trop fortes au niveau domestique. La stratégie d'alliance de *Matzpen*, avec ces militants se construit ainsi de manière « triangulaire » : les Israéliens entrent en contact avec des organisations politiques palestiniennes et arabes au Proche-Orient, d'un côté, et avec des organisations basées dans des pays occidentaux (Europe occidentale et Amérique du Nord), d'un autre.

Les liens qui se nouent avec les militants palestiniens et arabes peuvent apparaître rétrospectivement comme une sorte d'évidence idéologique : le projet « d'Union Socialiste Arabe », proposé dans le Manifeste de *Matzpen* du 18 mai 1967 – qui se présente comme une alternative à l'Etat binational de *Ha'Olam Hazeh*[757] – justifie en effet les collaborations ultérieures avec des organisations socialistes palestiniennes et arabes. Selon M. Warschawski cependant, *« avant 67 […] il n'y avait pas de contacts, [car] il y avait une frontière politique. Il y avait bien sûr des relations avec les Palestiniens en Israël – le mouvement 'La Terre' - qui était un mouvement nationaliste nassérien en Israël, qui a été mis hors-la-loi au début des années 1960. Ce fut le premier contact […]. Mais les contacts avec les Palestiniens commencent après 1967 avec le Président de l'Union des Etudiants arabes, porte-parole du FPLP entre autre, et Ahmad Khalifa, qui était aussi un militant* »[758].

---

[755] *Ibid.*

[756] Le premier document de *Matzpen* traitant du Moyen-Orient est rendu public le 18 mai 1967 sous le titre « Le problème palestinien et la première dispute israélo-arabe ». Il est lu lors d'un meeting, qui se tient à Paris quelques semaines avant le déclenchement de la guerre des Six-Jours, meeting sponsorisé par des organisations estudiantines arabes. L'évènement est rapporté par le journal *Le Monde* le 20 mai. Le texte est d'abord publié en anglais dans *World Outlook* (Grande-Bretagne) avant d'être publié en hébreu dans le journal *Matzpen*. Le *Times* publie ensuite à Londres, le 8 juin 1967, soit trois jours après le déclenchement des hostilités entre Israël et l'Egypte, un communiqué, cosigné par le Front Démocratique pour la Libération de la Palestine (FDLP) et *Matzpen*, intitulé « Le troisième Round ».

[757] « L'Organisation Socialiste Israélienne dans les rangs de laquelle se trouvent des Arabes comme des Juifs, estime que le problème palestinien et le conflit israélo-arabe peuvent et doivent être résolus dans une direction socialiste et internationaliste, prenant en considération les aspects spécifiques de ce problème complexe. Ce n'est pas un conflit ordinaire entre deux nations. Par conséquent il ne suffit pas d'en appeler à une coexistence basée sur la reconnaissance mutuelle des droits nationaux des deux peuples » (Matzpen, « Le problème palestinien et le conflit israélo-arabe (Manifeste) », 18 mai 1967).

[758] Warshawski M., entretien, 2005.

La guerre de 1967 constitue donc un moment-clé dans le processus de transnationalisation de *Matzpen* : « *au bout de quelques semaines, nous étions à Hébron [en Cisjordanie] avec des gens qui avaient les mêmes idées que nous*, explique H. Hanegbi *[…]. Et [si, en Israël], j'ai déjà mentionné une orgie de haine, là, il y avait une orgie d'enthousiasme. Il y avait des gens avec une perspective internationale, qui dépassait les cultures et les frontières, et faisait se rencontrer l'un et l'autre. Cela signifiait, dans une certaine mesure, que notre rêve international avait pris pied dans la réalité* »[759]. Ces contacts s'étendent aux organisations étudiantes de l'Université de Bir Zeit, à Jérusalem, Ramallah et dans le camp de réfugiés de Deheisheh. Ils vont conduire les autorités israéliennes à des mesures radicales pour mettre un terme à ce qu'elles considèrent comme une collaboration avec l'ennemi. Ces mesures se traduisent par l'arrestation de plusieurs militants[760]. Or non seulement cette publicisation légitime *Matzpen* auprès de leurs alliés palestiniens, et provoque des rencontres, qui se tiennent le plus souvent dans des capitales européennes[761], mais c'est principalement en raison de l'influence de *Matzpen* à l'étranger que le gouvernement israélien renforce ses mesures répressives à l'encontre du mouvement en Israël[762].

Les militants de *Matzpen* investissent en effet des arènes de discussion, puis des forums médiatiques, en Europe dès les années 1960 : A. Orr, M. Machover et S. Klinberg quittent Israël pour Londres[763], tandis qu'E. Lobel, depuis Paris, et K. Taoma et M. Offenburg, depuis Berlin, assurent la diffusion des idées de l'organisation et des rencontres entre militants israéliens et les représentants de l'OLP[764]. Parallèlement, A. Bober effectue des meetings politiques aux Etats-Unis en 1970, sponsorisés par le *Committee on New Alternatives in the Middle East* (CONAME)[765], qui contribue à faire connaître les idées de

---

[759] Cette version rétrospective des événements masque néanmoins le fait que cette rencontre est (aussi) marquée par les retrouvailles entre H. Hanegbi et des amis palestiniens de son père, lorsque la famille de ce dernier habitait Hébron – retrouvailles qui jouent un rôle non négligeable dans la prise de contact avec les militants palestiniens locaux (Hanegbi H., entretien, 2007).

[760] Outre l'arrestation de Khalil Touma déjà évoquée (1967), on peut mentionner l'arrestation de Ehud Adiv, de Dan Vered et de quatre anciens membres de l'ISO pour espionnage au bénéfice des Services secrets syriens (décembre 1972).

[761] En plus de ces contacts directs, s'établissent des contacts avec les organisations palestiniennes de libération basées en Jordanie. Le professeur Khalil Hindi, un militant palestinien du FDLP installé à Londres, raconte ainsi : « *je crois qu'en 1968, j'avais déjà lu une partie des textes de Matzpen. Une partie nous était envoyée par des gens de Londres et de Paris. Je fus chargé de prendre contact avec Matzpen et d'essayer d'en savoir plus sur cette organisation : ce qu'ils pensaient, leurs plans d'avenir, quels sont leurs espoirs, quelle sorte d'avenir voient-ils et ainsi de suite* » (Törbiner, *Matzpen… op. cit*.). Pour Oded Pilavsky, un membre israélien de *Matzpen*, « *le front FDLP, dirigé par Naref Hawatmeh, nous semblait être une organisation dont les positions étaient proches des nôtres. Nous avons donc tenté de créer un contact. Évidemment, le contact ne pouvait avoir lieu qu'à l'étranger, pas ici, ou par des articles écrits... en arabe, en hébreu, anglais* » (*ibid*.). Nayef Hawatmeh, secrétaire du FDLP considère que « Matzpen *proposait des solutions proches des nôtres. Khalil Hindi fut donc chargé de tenir une première rencontre avec* Matzpen *à Londres. Quand il rentra, notre impression était très positive. Cela nous donna une vision chaleureuse de* Matzpen, *et nous voyions en* Matzpen *un élément d'une lutte commune pour les problèmes de nos deux peuples, les Palestiniens et les Israéliens* » (*ibid*.).

[762] Schnall D. J., « Matzpen… », *op. cit*., p. 101.

[763] Les militants basés à Londres vont créer une antenne de *Matzpen*, appelée *Israel Revolutionary Action Committee Abroad* (ISRACA), dirigée par Moshe Machover, et chargée de se faire le porte-parole et le propagandiste de l'OSI, afin d'organiser les forces anti-sionistes dans différentes villes européennes. Ce groupe va former une coalition anti-sioniste sous les auspices de la *Bertrand Russel Foundation for Peace* (1967).

[764] Warschawski M., *The Alternative Information Center: 20 Years of Joint Struggle*, The Alternative Information Center, Latin Patriarchate Press, Jerusalem, 2006, p. 86-87.

[765] Parmi les sponsors de CONAME, on compte des personnalités telles qu'Arthur Miller, Noam Chomsky et Pete Seeger. Ses principaux militants incluent Berta Green Langston, Robert Langston et Emmanuel Dror Farjoun. Le séjour d'Arie Bober aboutira à la publication du livre *The Other Israel: The Radical Case Against Zionism*, en 1972 (recueil des textes de *Matzpen*), grâce au soutien de la maison d'édition Doubleday & Co.

Matzpen parmi les mouvements étudiants de gauche étasuniens. Mais c'est en Europe que le travail politique est le plus intense : *« c'est le moment fort de la nouvelle gauche en Europe et tous deux ont uni avec succès la lutte anti-sioniste qu'ils avaient commencée en Israël aux autres luttes anti-coloniales* »[766]. E. Sprinzak montre l'importance stratégique de cette nouvelle action depuis l'étranger : « *le Matzpen était particulièrement actif en Europe. C'est là qu'ils menèrent une campagne publicitaire qui causa de sérieux dommages aux intérêts israéliens [...]. Ils étaient les premiers à laver le linge sale en public. […]. Circuler parmi les intellectuels européens, les universités, les stations de radio, les journaux, discuter et parler de tous les villages qui avaient été détruits, ça c'était une bombe* »[767].

Une partie de l'écoute dont jouit l'organisation vient du fait que plusieurs membres de *Matzpen* sont mobilisés dans l'armée israélienne, et rapportent publiquement ce qu'ils ont observé sur le front. H. Hanegbi, par exemple, souhaite publier son témoignage sur la destruction de villages palestiniens par l'armée israélienne, mais ne trouve aucun journal en Israël prêt à le faire :

« C'est la première fois que je suis parti à l'étranger, à Londres, pour raconter l'histoire. Je l'amène à *Time Out,* à l'époque. [Or] non seulement ça été publié dans *Time Out,* mais on l'a amené chez quelqu'un qui avait une colonne dans le *Times,* qui écrit *'Haïm Hanegbi, un des leaders de l'opposition israélienne, qui arrivait dans le même avion que Menachem Begin, le chef de l'opposition* importante *en Israël* [rire], nous a raconté son expérience comme réserviste dans la dernière guerre…' ».

Les logiques éditoriales internes du quotidien britannique permettent au groupe, ultra-minoritaire en Israël, de toucher une large audience et de tirer des bénéfices de notoriété largement disproportionnés par rapport à sa représentativité politique au niveau national.

Cette stratégie est servie par une activité publique débordante des *Matzpenikim* basés à l'étranger : « *J'appelais Rami ou Moshik,* raconte A. Orr, *et disais que j'avais une invitation à parler au Kings College et à l'Imperial College. Je ne peux pas faire trois choses en même temps. Nous nous sommes donc répartie la tâche. Il y a une époque à Londres où je parlais à trois assemblées différentes par jour* ». Lors de ces rencontres publiques, un travail de propagande, fondé sur un argumentaire nourri de données factuelles de première main, fait face à des objections, notamment de la part d'auditeurs juifs israéliens : « *si un étudiant israélien se levait et interrompait une assemblée, je le démolissais par les faits qu'il ne connaissait pas. L'ambassade a dû publier un livret spécial* [« Questions et réponses sur la façon de traiter la gauche hostile »] *pour que ces étudiants sachent répondre à des gens comme nous. C'est ridicule. C'est ridicule* »[768]. Malgré la contre-stratégie organisée par les

[766] Törbiner E., *Matzpen.. op. cit.*
[767] *Ibid.*
[768] *Ibid.*

représentants d'Israël en Grande-Bretagne[769], le *Matzpen* continue d'étendre son influence publique, notamment par la rencontre avec des acteurs-clés des mouvements sociaux[770].

Israël au ban des nations : la rhétorique comparatiste comme stratégie politique

Conformément au modèle du boomerang de Keck et Sikkink, les luttes de légitimation politique menées à l'étranger par les militants de *Matzpen* sont donc directement le produit de leur marginalisation en Israël, processus qui contribue à générer une stratégie d'internationalisation de leur capital politique. Dans ce cas, la rhétorique internationaliste apparaît donc autant comme une *condition* que comme le *résultat* d'un processus de transnationalisation. Cependant, ce processus contribue aussi à transformer la vision du monde des militants de *Matzpen*, et en particulier leur vision du sionisme, de l'Etat d'Israël et du conflit israélo-palestinien. Cette transformation se manifeste par un renouvellement sémantique, dans lequel le concept de *colonisation* et les comparaisons avec d'autres situations d'oppression jouent un rôle rhétorique croissant pour mobiliser des alliés étrangers, prédisposés à soutenir des causes de libération nationale dans le tiers monde, mais largement portés à la défense des positions officielles israéliennes. Les membres de l'organisation facilitent par ce biais un travail politique de redéfinition de la situation locale à l'étranger. Ce faisant, la structure de leur capital politique s'internationalise.

Ce processus a des effets sur les militants et leurs publics. Ghada Karmi, militante palestinienne de *Matzpen* à Londres dans les années 1960, raconte ainsi : « *la guerre de 1967 m'apprit que tout le monde était dans le camp d'Israël. Tous mes amis anglais ont applaudi quand ils ont vu Moshé Dayan pénétrer dans la vieille ville de Jérusalem. Les gens étaient anti-Nasser, ils avaient de la sympathie pour l'Etat d'Israël qu'ils voyaient comme pauvre et sans soutien, attaqué par tous ces terribles Arabes* »[771]. De plus, une forte charge émotionnelle s'attache à la défense du peuple Juif et, par extension, de l'Etat d'Israël : « *concernant le conflit israélo-arabe, explique un ancien membre de* Matzpen, *un sentiment de culpabilité évident était lié* [en Europe] *à l'Holocauste. C'est pourquoi, ils étaient cléments*

[769] E. Sprinzak, un des responsables de cette offensive contre le *Matzpen* explique la surprise des services de renseignement israéliens : « *nous étions devenus des criminels de guerre, et le problème était qu'ils avaient une information formidable. Ils servaient dans l'armée, ils savaient tout, dont des choses que nous ignorions, et quand nous les vérifions, elles étaient correctes [...]. Nous nous sommes concentrés sur ce problème pendant des heures : que devions-nous faire et comment le traiter ? L'une de nos idées fut que puisque nous n'avions pas de réponse, il fallait leur poser des questions hors de propos pendant le débat, et gagner du temps pour limiter les dégâts* ». [Titre de journal en hébreu : « Les affaires étrangères préparent une 'liste noire' de la gauche israélienne à l'étranger »].

[770] Comme Tariq Ali, l'un des leaders de la gauche anglaise de la fin des années 1960, qui menait à l'époque plusieurs campagnes médiatiques dans des pays où il y avait des guerres et des luttes de libération, et qui se rend au Moyen-Orient. La rencontre avec le *Matzpen* est décisive pour lui : « *Un jour, dans la fin des années 1960,* explique-t-il, *j'ai rencontré des Israéliens. Ils sont rentrés dans mon bureau à Soho où nous publiions* Black Dwarf. *Ils se sont installés dans mon bureau et nous avons parlé d'anti-sionisme, de la façon dont les sionistes utilisaient systématiquement l'anti-sionisme et l'assimilaient à l'antisémitisme [...]. Mais il y avait là deux Juifs assis face à moi, qu'on ne pouvait traiter d'antisémitisme. L'un d'eux s'était battu en 1948. J'étais très encouragé : la rencontre était enrichissante. Ils proposaient d'écrire un article sur la situation en Palestine et l'avenir de ce monde pour* Black Dwarf, *et nous avons publié l'article. C'était génial. Nous avons publié toutes leurs déclarations. Tout ce qui arrivait de* Matzpen *à notre journal était automatiquement publié et ils devinrent nos éducateurs, des gens que j'écoutais, qui savaient tout ce qui se passait en Israël et je leur faisais confiance. Question de confiance, je savais que ces types racontaient la vérité* » (*ibid.*).

[771] *Ibid.*

envers le sionisme. Ils ne comprenaient pas que, dans le contexte du Proche-Orient, ce n'étaient pas les Israéliens qui étaient les victimes, mais que les Israéliens avaient leurs propres 'Juifs' »[772]. Ainsi, pour le documentariste israélien E. Törbiner, « *les rencontres avec le* Matzpen *aidèrent les intellectuels européens et la gauche à comprendre le conflit dans le jargon politique habituel et à critiquer Israël sans être accusés d'antisémitisme* ».

Comme le suggère un militant du groupe, cependant, cette analyse du conflit israélo-palestinien en termes de situation coloniale ne constitue pas le point de départ de la mobilisation, mais le produit d'une stratégie progressive de recadrage idéologique :

« Le processus a commencé en 63 jusqu'à environ 66 ou 67. Nous avons commencé à percevoir le sionisme comme un mouvement colonial, Israël comme un Etat colonial et le conflit israélo-arabe comme un conflit de type colonial, avec, bien sûr, son aspect unique, il n'y a pas deux conflits identiques, mais il entre dans la catégorie des conflits entre colonisateurs et population victimes de la colonisation »[773].

L'incomparabilité d'Israël : un cas de protectionnisme symbolique

Pour mesurer l'ampleur de la rupture idéologique introduite par le discours anti-colonialiste de *Matzpen* dans le débat public israélien, il est nécessaire de comprendre les fondements du dogme de l'exceptionnalité d'Israël, et son corollaire, celui de son incomparabilité.

Le dogme de l'incomparabilité d'Israël a des origines idéologiques anciennes dans le sionisme politique ou religieux, comme les dogmes de l'Election du peuple juif, de la haine éternelle des Gentils envers les Juifs, ou de l'unicité de l'holocauste nazi (selon lequel ce dernier serait sans comparaison possible avec d'autres génocides). Historiquement, il s'inscrit d'abord dans la continuité de l'idée de l'*exceptionnalité* du peuple juif, construite par les fondateurs du sionisme comme une réponse à la « question juive » dans un contexte de développement de l'antisémitisme en Europe et en Russie à la fin du XIXe siècle. Cette idée a contribué à structurer et à légitimer politiquement le nationalisme juif en Europe, sous l'action des leaders de l'Organisation sioniste après le Congrès de Bâle en 1897[774].

Après 1948, l'usage public de la comparaison internationale pour analyser l'Etat d'Israël apparaît ainsi comme une pratique marginale au sein des champs de production symboliques nationaux (bureaucratique, politique, universitaire, journalistique, artistique, etc.). La domination du paradigme fonctionnaliste parmi les intellectuels organiques du Parti travailliste, dont la figure de proue est Shmuel Noah Eisenstadt, rend illégitime toute

[772] Ce sentiment est partagé par Daniel Cohn-Bendit, qui rencontre les militants de *Matzpen* et contribue à les faire connaître en France : « *Matzpen* organisa des rencontres avec des centaines de personnes. Jamais ils n'avaient eu tant de monde. Le public, dans sa majorité, était choqué, et puis un parlementaire – je crois qu'il était de droite, un Israélien d'extrême droite – a poursuivi en disant *'tels sont les Juifs qui veulent nous renvoyer à Auschwitz*'. Les gens venaient à moi et disaient : '*Dany...*' - ils me montraient leur matricule du camp de concentration : *'Voulez-vous que j'y retourne* ?' ». Pourtant, de son point de vue, « Matzpen *est l'honneur d'Israël […] Je pense qu'ils ont le courage de parler de la réalité, non de faire un mythe de l'Etat d'Israël, mais de parler de la réalité, des vraies conséquences de la création de l'Etat d'Israël* ». L'analyse se retrouve chez Akiva Orr : « *dans toute la question sioniste, et même dans la question juive, il y a beaucoup de chantage émotionnel. Une grande partie de ce chantage est entretenu par l'image de la victime :* 'je suis une victime, je suis misérable, c'est de votre faute si je suis une victime. Vous m'êtes redevable, je ne suis responsable de rien. Vous êtes responsables de tout, moi pas, car je suis la victime'. *Et* Matzpen, *plus spécialement dans sa critique en Europe sur le conflit israélo-palestinien ou sioniste-palestinien, disait* 'non ! Vous n'êtes pas la victime ! Les Palestiniens sont la victime, et c'est vous qui faites d'eux des victimes' ».

[773] *Ibid.*

[774] Finkelstein N. G., *L'Industrie de l'holocauste. Réflexions sur l'exploitation de la souffrance des Juifs*, Paris, La Fabrique éditions, 2001.

comparaison mettant Israël hors du groupe des démocraties libérales « développées »[775]. L'histoire des institutions israéliennes est en effet marquée par une série de transferts de modèles issus des puissances impériales européennes vers les institutions mises en place par les sionistes en Palestine. Ainsi, la déclaration d'indépendance de l'Etat d'Israël, promulguée en 1948, renvoie aux valeurs humanistes et démocratiques des Etats occidentaux, bien que le terme « démocratie » ne soit pas mentionné explicitement[776]. La « culture politique » israélienne est en grande majorité une culture d'importation, étrangère à l'histoire politique du Proche-Orient (à l'exception de certaines lois ottomanes).

Dans les années 1960, l'idée d'exceptionnalité d'Israël en général, et dans le monde arabe en particulier, sert ainsi d'instrument d'une *doxa* politique qui fournit les conditions de légitimation des doctrines et pratiques du sionisme politique. Les courants conservateurs de l'*establishment* universitaire israélien refusent d'appliquer la méthode comparative sur Israël : « *la seule société qui n'ait pas été étudiée [avec une approche comparative]*, observe le sociologue israélien Baruch Kimmerling, *c'est la société judéo-israélienne, et cela ne doit rien au hasard. Si l'on s'était laissé aller à une étude comparative étendue, avec la profondeur historique qu'il convient, la société israélienne serait tombée dans la catégorie des sociétés d'immigration type Amérique du Nord ou du Sud, Australie, Afrique du Sud, Algérie, etc.* »[777].

L'usage public de la comparaison scientifique en Israël est surtout le fait, depuis le milieu des années 1980, d'une minorité d'intellectuels engagés, en rupture avec les interprétations sionistes de l'histoire d'Israël et du conflit israélo-palestinien, comme le courant des « nouveaux » historiens ou sociologues israéliens : *« la tendance dominante*, analyse le militant anarchiste français René Berthier, *est de considérer que l'Etat d'Israël est un cas à part, différent des autres, que les critères d'analyse qui s'appliquent à lui sont différents des critères qui s'appliquent aux autres Etats* »[778]. Il avance l'hypothèse selon laquelle refuser à Israël toute référence à des critères d'analyse habituels *« permet de situer le problème non plus sur un plan critique, politique, économique, sociologique, etc., mais essentiellement moral* ». Selon cette hypothèse, le principal effet de ce refus est de limiter drastiquement l'usage, au niveau des espaces publics nationaux, de la comparaison avec des cas étrangers pour comprendre un ordre politique interne, pensé comme relevant d'une exception de droit et de fait.

Ce phénomène relève d'une forme de protectionnisme symbolique, caractérisé par un coût d'entrée élevé des points de vue « étrangers » dans l'économie symbolique nationale. Ainsi, la stratégie rhétorique comparatiste de *Matzpen*, dont les écrits et déclarations mobilisent constamment des comparaisons internationales peu flatteuses pour Israël (apartheid, discrimination raciale aux Etats-Unis, colonisation française en Algérie) va à l'exact opposé de cette tendance. Pour *Matzpen*, résume Uri Ram, « *Israël représente un cas unique de société coloniale et capitaliste. Bien que la colonisation de la Palestine soit inhabituelle, car elle n'a pas été apportée par une puissance impérialiste, mais par un mouvement nationaliste, ce mouvement a malgré tout fait alliance avec les puissances impérialistes de la région* »[779]. Cela explique les réactions de défense de l'intégrité de la *doxa* sioniste au sein des instances de régulation et de contrôle des échanges symboliques en Israël, à commencer par l'Etat, et par voie de conséquence la stratégie de transnationalisation adoptée par les militants de *Matzpen*. La comparaison internationale permet en effet d'opérer

[775] Ram U., *The Changing Agenda of Israeli Sociology… op. cit.*, p. 23-46.
[776] Bourel D., Morzkin G. (dir.), *Les Voyages de l'intelligence. Passages des idées et des hommes. Europe, Palestine, Israël*, Paris, CNRS Editions, 2002.
[777] Kimmerling B., *Politicide. Les guerres d'Ariel Sharon contre les Palestiniens*, Paris, Agnès Viénot Editions, Moisson Rougé, 2003.
[778] Berthier R., *Israël-Palestine.. op. cit.*
[779] Ram U., *The Changing… op. cit.*

un « coup double » : une transformation du cadre de mobilisation en Israël et une connexion de ce cadre avec la cause plus large de l'anticolonialisme à l'étranger.

Les ruptures internes et la reconversion des Matzpenik (1972-1982)

Dans un quatrième temps, (1972-1982), le double processus de répression domestique, et de transnationalisation de la cause, a des conséquences internes sur le mouvement, dont l'importance ne cesse de croître bien qu'il reste très minoritaire en Israël. Les débats internes, qui aboutiront à l'éclatement du groupe, portent sur la stratégie politique à adopter. Dès 1970, deux groupes rompent avec *Matzpen* : la *Workers' Alliance*, un groupe trotskiste « avant-gardiste », et la *Revolutionary Communist Alliance*, un groupe maoïste porté vers l'action directe. Si la période 1972-1973 est marquée par un mouvement d'unification du mouvement autour de principes communs[780], l'éclatement en factions concurrentes se poursuit : un groupe, composé de militants trotskistes issus de la IVe Internationale, mais n'ayant jamais participé aux actions de *Matzpen*, s'autoproclame *Matzpen Marxist* en 1972, et s'oppose au noyau historique du mouvement. En 1977, *Matzpen* prend le nom de *Socialist Organisation in Israel-Matzpen* pour affirmer plus clairement sa dimension internationaliste.

A la fin des années 1970 et au début des années 1980, *Matzpen* continue une action de solidarité entre militants israéliens et palestiniens, avec le lancement du Comité de Solidarité avec Hébron, avec l'aide de militants sionistes de gauche, la création en 1981 du Comité de Solidarité avec l'Université de Bir Zeit, puis du Comité contre la guerre au Liban en 1982. Une partie des militants opère ainsi une reconversion partielle ou totale vers d'autres organisations militantes du « camp de la paix » israélien, renforcée après le déclenchement de la guerre du Liban. Ainsi, en 1982, plusieurs membres de *Matzpen* participent à la formation de la Liste Progressive pour la Paix, une liste non-sioniste, composée de Juifs israéliens d'un côté et d'Arabes israéliens, d'un autre, qui présente des candidats aux élections à la *Knesset*. Mais le refus des leaders du parti de répondre à la demande des *Matzpenikim* d'unifier les deux listes, contribue encore à l'affaiblissement du groupe.

L'activité politique de *Matzpen* entend ainsi incarner une contradiction en acte du discours assimilant l'antisionisme à l'antisémitisme. Grâce à un certain nombre de relais transnationaux, elle contribue à introduire une définition du conflit comme conflit colonial dans le débat public. Ce travail de construction d'un problème public international favorise la constitution d'un univers symbolique alternatif pour penser le conflit israélo-palestinien, dont les traces sont nettement repérables dans les mouvements sociaux héritiers directs ou indirects de *Matzpen*. On peut citer les Panthères Noires d'Israël dans les années 1971-1973[781], l'organisation israélo-palestinienne *Alternative Information Center*, fondée en 1984 à

[780] Une déclaration de principe en quatorze points est ainsi adoptée en 1973, dans laquelle la dimension internationale de la cause est constamment réaffirmée. Ainsi, le terme "*global(ized)*" apparaît quatre fois, « *international* » quatre fois et « *world(wide)* » huit fois.

[781] Schnall D. J., « The Black Panthers: Oriental Jews and the Culture of Poverty », in *Radical Dissent… op. cit*., p. 156-173, Hamo E., Shalom Chetrit S., *Les Panthères Noires (d'Israël) parlent*, Paris, Momento!, 2003.

Jérusalem par M. Warschawski et d'autres militants de la gauche anti-sioniste[782], ainsi que les mouvements pacifistes israéliens comme *Gush Shalom*, organisation fondée en 1993, à laquelle des militants de *Matzpen* participent[783]. La position marginale des militants de *Matzpen* et la panique morale suscitée en Israël par leurs prises de position à contre-courant contribuent ainsi à la formation et la consolidation d'un groupe politiquement « déviant ». Cependant, contrairement à une vision trop déterministe ou finaliste du processus de transnationalisation du groupe, il faut se garder de n'y voir qu'un pur choix délibéré ou une stricte contrainte extérieure. Il apparaît davantage comme le produit d'une série de luttes concurrentielles à plusieurs niveaux, qui favorisent l'abaissement du niveau d'autocensure politique des membres de l'organisation. Ces luttes se jouent en particulier dans les rapports de force internes au groupe, les relations conflictuelles avec les institutions nationales et les alliances nouées avec des mouvements politiques étrangers.

En dépit de la place que nous lui avons accordée dans les pages précédentes, l'importance objective de *Matzpen* dans l'histoire du mouvement pacifiste en Israël après 1967 ne doit pas être exagérée. La réalisation du documentaire d'E. Törbiner, *Matzpen, anti-Zionist Israelis*, sorti en 2003, peut ainsi être interprétée comme le produit des luttes internes que se livrent alors, en pleine *Intifada*, les pôles « modéré » et « radical » du camp de la paix. En faisant sortir *Matzpen* de l'oubli relatif dans lequel il est alors plongé, l'objectif du réalisateur n'est pas uniquement historique : il s'agit également de diffuser un message politique visant à réaffirmer la primauté et la légitimité des « pères fondateurs » du mouvement anti-occupation, assimilé à un mouvement *antisioniste*, contre les courants qui prônent des positions plus conciliantes vis-à-vis du nationalisme juif et de l'occupation israélienne des Territoires palestiniens.

B/ De Sabra et Chatila à l'*Intifada* : « l'âge d'or » du mouvement pacifiste israélien (1982-1993) ?

Durant la période de la genèse et de l'essor de *Matzpen*, les tenants du sionisme culturel et les groupes « pacifistes », qui se distinguent des groupes d'extrême-gauche, se recomposent. La fondation en 1969, par des professeurs et étudiants de l'Université Hébraïque de Jérusalem, du Mouvement pour la Paix et la Sécurité, marque un tournant stratégique : ses militants formulent pour la première fois, après la victoire israélienne lors de la guerre des Six-Jours, la thèse selon laquelle les Territoires occupés pourraient servir de monnaie d'échange contre la paix avec les pays arabes voisins. La reconnaissance de l'OLP comme représentante légitime des Palestiniens, en 1976, par le Conseil Israélien pour la Paix Israélo-Palestinienne (CIPIP), constitue un autre tournant, marqué par des rencontres physiques entre des Israéliens et des Palestiniens, notamment Uri Avneri et Issam Sirtawi.

[782] Warschawski M., *Alternative Information Center… op. cit.*, Avran I., *Israël-Palestine : les inventeurs de paix*, Editions de l'Atelier, 2001. Ce Centre fera l'objet de larges développements dans les chapitres 4 et 5.
[783] Keller A., Zilversmidt B. M, entretien, 2007.

Les effets polarisateurs de la reconversion des Sionistes travaillistes au pacifisme (1977-1993)

Cependant, la structure des opportunités politiques se transforme très sensiblement en 1977, année de défaite électorale pour le Parti travailliste, au pouvoir depuis 1948, et de victoire pour le *Likoud*, le parti de droite représenté par Menachem Begin[784]. En effet, l'érosion de la gauche travailliste permet d'expliquer en partie l'essor de la cause pacifiste, facilitée par un contexte diplomatique marqué par la signature des Accords de Camp David entre Israël et l'Egypte en 1978. C'est à cette période que s'organise le Mouvement pour un Autre Sionisme, en opposition au groupe radical *Gush Emunim*[785]. Ce mouvement extraparlementaire, qui prendra ensuite le nom de *Shalom Ahshav* (La Paix maintenant), envoie une lettre au gouvernement en mars 1978 sur les négociations de paix israélo-égyptiennes, signée par 348 officiers réservistes de l'armée israélienne. Il reçoit par la suite près de 10 000 signatures, et organise une manifestation au mois d'avril suivant, qui regroupe 35 à 40 000 personnes[786]. Mais contrairement aux militants de *Matzpen*, ces pacifistes manifestent peu d'intérêt pour la question palestinienne : leur lutte est tournée vers la paix avec les pays arabes voisins, et ils affichent un esprit patriote ainsi que leur soutien indéfectible à l'armée israélienne. Ces positions, qui sont partagées à des degrés divers dans les différentes composantes du mouvement, leur assurent une légitimité dans le champ politique israélien, en particulier auprès des élites travaillistes.

Cependant, au début des années 1980, se forment des mouvements à gauche de *Shalom Ahshvav*, pas ou peu intégrés aux institutions ou groupements politiques dominants. C'est le cas par exemple du Comité de Solidarité avec Bir Zeit, créé en novembre 1981 dans le contexte d'opposition palestinienne à la mise en place d'une administration civile dans les Territoires occupés[787]. Pour la première fois dans l'histoire d'Israël, des manifestations conjointes d'Israéliens et de Palestiniens ont lieu près de Ramallah et attirent une forte attention des médias en raison de leur caractère insolite et des stratégies de mise en scène des participants[788]. Le mot d'ordre commun aux différentes composantes de ces mobilisations, auxquelles *Shalom Ahshav* se joint parfois, est la lutte contre l'occupation. Elles contribuent à une certaine radicalisation du camp de la paix israélien. L'expérience commune, physiquement éprouvée avec les Palestiniens, de la répression israélienne (tirs de gaz lacrymogène par exemple) contribue à développer un sentiment de fraternité et de destin commun. La lutte contre l'occupation n'est plus simplement rhétorique, mais traduite par des actions concrètes. Cependant, comme le montre la confrontation des deux textes ci-dessous, l'un tiré d'un célèbre texte de l'intellectuel juif tunisien Albert Memmi, publié en 1957, et l'autre de l'autobiographie de l'intellectuel juif franco-israélien M. Warschawski, publié en

[784] Schnall D. J., « 1977: The Year of the earthquake », in *Radical Dissent… op. cit.* p. 89-105.
[785] Pour une étude comparative des effets politiques de ces deux mouvements en Israël, voir Newman D., Hermann T., « A comparative Study of Gush Emunim and Peace Now », *Middle Eastern Studies*, 28/3, 1992, p. 509-530.
[786] Lamarche K., « Les différents âges… » *op. cit.*
[787] Voir section précédente.
[788] Warschawski M., « Ensemble », *Sur la frontière… op. cit*., p. 149-162.

2002, la construction d'une cause commune, entre des ressortissants d'une société colonisatrice et d'une société colonisée est loin d'aller de soi. Si le texte d'A. Memmi pointe les contradictions du « colonisateur qui se refuse » (incarné par la figure de l'instituteur de gauche investi d'une mission d'émancipation des colonisés par l'éducation), les extraits du texte de M. Warschawski montrent également l'existence de contradictions, perçues et (jusqu'à un certain point) assumées, chez ceux qu'il décrit comme les « colons d'extrême-gauche » – un groupe dans lequel il s'inclut lui-même. Les passages mis en italique indiquent clairement l'existence d'un *habitus* clivé chez ce « colonisateur anti-colonialiste », confronté à l'impossibilité structurale (source de culpabilité) de sortir de la relation coloniale, qu'il sublime dans une idéologie humaniste et internationaliste et un engagement total dans la cause[789].

[789] « Le sens du devoir à accomplir avait exclu de mon ordre du jour non seulement les week-ends oisifs et les vacances en famille, mais aussi la lecture de ce qui n'était pas purement politique et toute autre forme d'activité culturelle, exception faite de quelques rares concerts où la musique n'arrivait pas toujours à faire taire mon sentiment de culpabilité » (*ibid*., p. 64-66).

Le colonisateur qui se refuse : portrait par A. Memmi (1957)

« Si tout colonial est en posture immédiate de colonisateur, il n'y a pas de fatalité pour tout colonisateur à devenir un colonialiste. Et les meilleurs s'y refusent. Mais le fait colonial n'est pas une pure idée : ensemble de situations vécues, le refuser c'est soit se soustraire physiquement à ces situations, soit demeurer sur place à lutter pour les transformer […]. Une protestation, une signature de temps en temps, peut-être ira-t-il jusqu'à l'adhésion à un groupement non-systématiquement hostile au colonisé. C'en est déjà assez pour qu'il s'aperçoive rapidement qu'il n'a fait que changer de difficultés et de malaise. Il n'est pas si facile de s'évader, par l'esprit, d'une situation concrète, d'en refuser l'idéologie tout en continuant à en vivre les relations objectives. Sa vie se trouve désormais placée sous le signe d'une contradiction qui surgit à chacun de ses pas, qui lui enlèvera toute cohérence et toute quiétude […]. Car les privilèges qu'il dénonce à mi-voix, il en participe, il en jouit […]. Arriverait-il à émousser un peu sa contradiction, à s'organiser dans cet inconfort que ses compatriotes se chargeraient de le secouer […]. S'il s'obstine, il apprendra qu'il s'embarque pour un inavouable conflit avec les siens, qui restera toujours ouvert, qui ne cessera jamais, sinon par sa défaite ou son retour au bercail colonisateur […]. Refuser la colonisation est une chose, adopter le colonisé et s'en faire adopter en semblent d'autres, qui sont loin d'être liées. Pour réussir cette deuxième conversion, il aurait fallu, semble-t-il, que notre homme fût un héros moral ; et bien avant, le vertige le gagne. En toute rigueur, avons-nous dit, il aurait fallu qu'il rompît économiquement et administrativement avec le camp des oppresseurs. Ce serait la seule manière de fermer la boucle […]. Mais en attendant […], il découvre qu'il n'y a pas de liaison entre la libération des colonisés et l'application d'un programme de gauche. Mieux encore, qu'il aide peut-être à la naissance d'un ordre social *où il n'y a pas de place pour un homme de gauche en tant que tel*, du moins dans un avenir prochain […]. Les relations coloniales ne relèvent pas de la bonne volonté ou du geste individuel ; elles existaient avant son arrivée ou sa naissance ; qu'il les accepte ou les refuse ne les changera pas profondément ; ce sont elles au contraire qui, comme toute institution, déterminent a priori sa place et celle du colonisé et, en définitive, leurs véritables rapports […]. On comprend maintenant un des traits les plus décevants du colonisateur de gauche : son inefficacité politique. Elle est d'abord en lui. Elle découle de son insertion dans la conjonction coloniale […]. En somme, refusant le mal, le colonisateur de bonne volonté ne peut jamais atteindre au bien, car *le seul choix qui lui soit permis n'est pas entre le bien et le mal, il est entre le mal et le malaise* » [souligné par l'auteur].

Le colon d'extrême-gauche : autobiographie de M. Warschawski (2002)

« Les premiers contacts avec les étudiants de l'Université de Bir Zeit nous avaient permis de passer d'un travail conjoint de réflexion et d'élaboration politiques à une action commune, *ou tout du moins coordonnée* […]. Le 28 novembre 1981, une manifestation de plus de cent Israéliens au centre de Ramallah est dispersée par l'armée qui, pour la première fois, utilise des gaz lacrymogènes contre des Juifs. Une trentaine de manifestants sont arrêtés, parmi eux des intellectuels connus […]. L'émoi est considérable dans les cercles universitaires de Jérusalem et dans la bohème de Tel Aviv. C'est le véritable acte de baptême du Comité de Solidarité avec l'université de Bir Zeit. De 1981 à 1985, le comité sera à l'initiative de très nombreuses activités – médiatisées à l'extrême – contre l'occupation. […]. Même dans les sociétés les plus totalitaires, il y a des justes qui refusent de se soumettre à l'esprit tribal et ne craignent pas le qu'en dira-t-on […]. Comme l'a décrit avec une grande précision Albert Memmi, une relation coloniale est totalisante ; elle ne s'exprime pas seulement à travers une idéologie et dans des dispositions politiques, mais surtout dans des attitudes et des comportements qui sont le produit d'une culture dont il faut beaucoup de volontarisme pour se débarrasser. Plusieurs conditions sont nécessaires : tout d'abord être conscient du rapport de domination coloniale qui nous lie à l'autre afin, précisément, de faire *le maximum* pour s'en débarrasser ; cela exclut d'emblée les sionistes de gauche qui refusent de reconnaître cette réalité de base. Ensuite, être capable d'écouter l'autre et se montrer, *pour le moins*, empathique à sa souffrance, à ses ressentiments et à ses hésitations à faire confiance à celui ou celle *qui appartient au camp de l'ennemi*. Dans cette écoute de l'autre, *la marge est très étroite* entre, d'une part, la reproduction du rapport paternaliste et colonial et, d'autre part, la flatterie et la négation de soi. Si une *toute petite minorité* d'Israéliens tombe dans l'autoflagellation, la majorité de ceux qui croient qu'ils ont des amis palestiniens restent profondément insensible à l'autre […]. Dans une attitude typiquement coloniale, le sioniste de gauche sait à l'avance ce qu'est l'Arabe, ce qui le motive, ce qui caractérise sa conduite et ses réactions […]. Il ne discute pas avec le Palestinien, mais il lui fait comprendre, il lui explique […]. En marge du sioniste de gauche et en conflit avec lui, se trouvent ceux et celles qui ont rompu avec le consensus national et ses valeurs. *Le colon d'extrême gauche (dont je suis) a-t-il pour autant réussi à rompre avec les comportements et les traits de caractère que son existence privilégiée, en tant que membre de la communauté dominante, a de fortes chances de lui dicter ? Pas toujours* » [souligné par moi].

Tout se passe comme si, pris dans ces contradictions, la fraction radicale du mouvement anti-occupation israélien cherchait à se donner les moyens d'institutionnaliser un *ethos* contestataire contraint par leur position dans la situation coloniale. La guerre du Liban va constituer à ce titre un « âge d'or » où, pour la seule et unique fois, se constitue un mouvement pacifiste de masse en Israël. Le Comité de Solidarité avec Bir Zeit se transforme, en effet, en Comité contre la Guerre au Liban et appelle, le 26 juin 1982, à une mobilisation nationale, à laquelle 20 000 Israéliens répondent présents. Le mouvement connaît un accroissement sans précédent. Quelques semaines plus tard, *Shalom Ahshav* prend part ouvertement aux manifestations contre la guerre. A ce moment Uri Avneri propose la théorie selon laquelle le mouvement de la paix est comparable à un vélo à deux roues : une petite roue jouant un rôle de déclencheur, représentée par les groupes radicaux, et une grande roue jouant un rôle de moteur, représentée par les groupes modérés. Cependant, les militants de *Shalom Ahshav* entendent conserver le caractère légal des manifestations et refusent de cautionner l'objection de conscience et la critique de l'armée. Un double processus de radicalisation et d'élargissement de la contestation s'opère au moment des massacres des camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila, au Liban. Une manifestation sans précédent réunit entre 250 et 400 000 personnes, soit 5 à 10 % de la population israélienne, c'est-à-dire bien au-delà des cercles de gauche habituels. Ce pic de mobilisation contribue dans les mois et les années suivantes à une prolifération de groupes, tels que des objecteurs de conscience (*Yesh Gvul* en 1982 par exemple), des groupes identitaires et religieux (comme L'Orient pour la Paix ou *Netivot Shalom* en 1983), des groupes de femmes (Femmes contre l'Occupation, Femmes contre l'Invasion du Liban), etc.[790]. M. Warschawski et d'autres militants de *Matzpen* fondent quant à eux le *Centre d'Information Alternatif* (AIC)[791].

Ces groupes forment un espace militant structuré autour de l'enjeu commun de la lutte contre l'occupation israélienne, ainsi que des rapports d'associés-rivaux avec le pôle modéré des organisations pacifistes. Ainsi, en 1986, ces militants d'extrême-gauche créent le Comité contre la Poigne de Fer, autour de Faysal Husseini à la Maison de l'Orient. Le Comité organise une manifestation conjointe à Jérusalem, qui regroupe 900 Arabes et 100 Juifs. Pour M. Warschawski, il s'agirait là d'une « pré-Intifada ». Cette interprétation *a posteriori* relève de l'auto-imputation de causalité, et révèle l'existence de luttes pour occuper des positions de *leadership* dans le mouvement. Entre le déclenchement de la première *Intifada* en 1987 et la signature des Accords d'Oslo en 1993, on compte ainsi plus de cinquante groupes à gauche de *Shalom Ahshav*[792]. C'est dans ce contexte que sont fondées des ONG de défense des droits de

[790] Lamarche K., « Les différents âges… », *op. cit*.

[791] L'AIC entend fournir dans ses publications une couverture « alternative » du conflit israélo-palestinien, et favoriser la constitution d'un espace politique commun entre militants des gauches antisionistes israéliennes et palestiniennes. Ce rôle « d'intermédiaire politique », revendiqué par les membres de l'organisation, ne se cantonne pas à la constitution et à l'entretien de ces relations de travail entre ennemis supposés, très inhabituelles dans le contexte du conflit israélo-palestinien. Elle se concrétise également par l'importance du Centre, et particulièrement du bureau de Jérusalem, dans la jonction entre militants « anti-occupation » étrangers, israéliens et palestiniens : le passage par l'AIC constitue souvent pour les premiers, pour la plupart des Nord-Américains ou des Européens, un point de passage privilégié avant l'entrée dans les Territoires occupés.

[792] Cinquante-quatre organisations sont recensées dans un annuaire publié en 1993 par l'AIC (mais d'autres sources donnent des chiffres différents). Elles sont regroupées par thème : groupes protestataires (n=5), droits civils et humains (n=5), femmes

l'homme telles qu'*haMoked* (Le centre d'appel) en 1988, ou *B'Tselem* en 1989, un centre d'information destiné à documenter les violations des droits de l'homme dans les Territoires occupés palestiniens. En 1993, enfin, est fondé *Gush Shalom* (Bloc de la paix), dans la continuité du CIPIP, qui entend occuper une position intermédiaire entre les « modérés » de *Shalom Ahshav* et les « radicaux », représentés par une myriade de petits groupes d'extrême-gauche, comme l'AIC de M. Warschawski[793].

Divisions et affaissement du mouvement de la paix israélien après Oslo (1993-2000)

Dans la période 1993-2000, selon M. Warschawski, le camp de la paix se divise et se dissout dans le sentiment, partagé de façon quasi-unanime en Israël, que la paix est enfin arrivée au Proche-Orient[794]. Il faut attendre selon lui la seconde *Intifada* pour observer un renouveau du pôle radical du mouvement de la paix, également désigné sous les termes « *gauche anticolonialiste* », « *non- ou anti-sioniste* », « *pacifiste radical* », « *pour une paix juste et durable* », ou encore « *mouvement anti-occupation* »[795]. Dans ce sous-ensemble à « gauche de la gauche », on trouve à la fois des militants de partis politiques, le plus souvent portés à la défense des intérêts des « Arabes d'Israël », comme le Parti Communiste Israélien et des petits partis dissidents tels que *Abnaa-al-Balad*, mené par Azmi Bishara ou l'Organisation pour l'Action Démocratique » (ODA), *Da'am*[796]. On trouve également des syndicats en rupture de ban avec l'*Histadrut*[797], comme le *Workers' Advice Center*, fondé par des militants de *Da'am*[798], ainsi qu'un ensemble d'associations qui composent « l'aile gauche » du mouvement de la paix, par opposition à l'aile « centriste » représentée par *Shalom Ahshav*.

Une des organisations importantes de ce dernier ensemble est *Gush Shalom*. Cette association pacifiste israélienne est généralement perçue comme « radicale ». Comme on l'a vu, elle est fondée en 1993. Son but initial est de protester contre des mesures répressives du gouvernement d'Itzhak Rabin vis-à-vis des prisonniers politiques palestiniens. Sa figure de prou est le journaliste et homme politique Uri Avneri, qui se revendique « non-sioniste »[799]. Les militants de *Gush Shalom* sont opposés à l'occupation israélienne des Territoires palestiniens, dont ils dénoncent l'illégalité au regard du droit international, et accusent Israël

(n=7), Palestiniens d'Israël (n=5), antimilitarisme et résistance à la guerre (n=4), coexistence (n=3), Juifs orientaux (n=5), Juifs religieux (n=3), groupes spécialisés divers (n=4), groupes orientés vers des projets (n=6), publications en anglais et services associés (n=7), Abbas Shamroukh Z., Gassner-Jaradat I., Nunn M., *Palestine and the Other Israel. Alternative Directory of progressive groups and institutions in Israel and the Occupied Territories*, Alternative Information Center, Jerusalem, January 1993.

[793] Keller A., Zilversmidt B. M., entretien, 2007.

[794] Warschawski M., entretien, 2005.

[795] Warschawski M., « Premiers acquis de l'Intifada. La gauche israélienne retrouve la parole », *Le Monde Diplomatique*, janvier 2001.

[796] Pour une socio-histoire des relations entre le Parti Travailliste, le Parti Communiste et partis nationalistes arabo-israéliens, qui montre l'importance paradoxale prise par les petites formations nationalistes arabes dans le système politique israélien, voir Louër L., « Naissance d'une communauté arabe en Israël », *Les citoyens arabes… op. cit.*, p. 17-167.

[797] L'*Histadrut* (Fédération Générale Israélienne du Travail) est une organisation israélienne de syndicats née en 1920, qui devient une institution para-étatique après la création de l'Israël en 1948, en particulier sous l'impulsion du Parti Travailliste.

[798] Ben Simhon D., « The Unmaking of the Histadrut », *Challenge*, 88, November-December 2004.

[799] Sur *Gush Shalom*, voir http://www.gush-shalom.org/english/intro.html.

de crimes de guerre. Ils considèrent qu'une solution juste et durable au conflit israélo-palestinien passe par la création de deux Etats indépendants dans les frontières d'avant la guerre de 1967, avec Jérusalem comme capitale commune des deux Etats. Le mouvement exprime également son soutien aux groupes d'objecteurs de conscience israéliens qui refusent de servir dans les Territoires occupés. Ils plaident pour une reconnaissance du droit au retour des réfugiés palestiniens. Enfin, contrairement à une opinion dominante en Israël, notamment dans les médias[800], le déclenchement de la seconde *Intifada* en septembre 2000 n'est pas dû, selon eux, au refus de Y. Arafat d'accepter les « offres généreuses » proposées par le premier ministre israélien E. Barak, lors des négociations de « Camp David II » l'été précédent, mais à l'impossibilité pour le premier d'accepter une « offre » qui, sur la carte, rognait considérablement les Territoires palestiniens au bénéfice d'Israël.

C/ Le recadrage ambivalent autour des luttes contre la mondialisation néolibérale (2000-2006)

Dans la seconde *Intifada*, la fraction « radicale » du mouvement pacifiste israélien ne se limite cependant pas à *Gush Shalom*. Elle se structure également autour d'une myriade d'organisations, souvent de petite taille et spécialisées dans un aspect particulier de la lutte « pacifiste » ou « anti-occupation ». Le *Comité israélien contre la destruction des maisons* (ICAHD), enregistré officiellement comme association en 1997 (et dont le fondateur est l'anthropologue Jeff Halper), dénonce par exemple, en pleine « paix d'Oslo », la démolition d'habitations palestiniennes par Israël en vue d'étendre la colonisation.

Comme on l'a vu, des observateurs critiques du mouvement de la paix israélien, proches du pôle radical, analysent comme un repli l'évolution du mouvement pacifiste israélien après la signature des accords d'Oslo, alors qu'il était plus actif entre 1982 et 1993[801]. Seules les organisations « radicales », opposées aux Accords d'Oslo, auraient tenté, tant bien que mal, de structurer une opposition dans un contexte de consensus national très démobilisateur. Le déclenchement de la seconde *Intifada* fin septembre 2000, que les « radicaux » interprètent rapidement comme une preuve en acte de leurs thèses sur les faux-semblants de la « paix d'Oslo », conduit ainsi à la naissance d'une multitude d'organisations nouvelles, comme *Ta'ayush*, fondé la même année pour « *mettre un terme au mur de racisme et de ségrégation* » entre Israéliens et Palestiniens[802] ; des organisations féministes contre l'occupation comme celles rassemblées dans la *Coalition des femmes pour la paix*, fondée en novembre 2000, qui regroupe notamment *New Profile*, *Bat Shalom* ou *Machsom Watch* ; des organisations de soldats comme *Briser le Silence*, qui publie à partir de 2005 ou 2006 des témoignages de soldats israéliens sur leurs activités dans les Territoires occupés, ou les groupes libertaires « d'action directe non-violente » comme *Peula Amamit* (Action du Peuple,

[800] Dor D., *The Suppression of… op. cit*.
[801] Warschawski M., Sibony M., *A Contre Chœur, op. cit*., p. 14-25.
[802] Pour une analyse ethnographique du militantisme de Ta'ayush, voir Lamarche K., *De l'autre côté du mur… op. cit.*

2001), *Maavak Ahad* ou *Anonymous*, *Kvissa Shchora*, ainsi que les militants de *Ta'ayush*. Plusieurs de ces groupes donnent naissance au groupe des *Anarchistes contre le Mur* (2003)[803].

Les divisions internes du pôle radical du « Camp de la paix » israélien

Selon Adam Keller, rédacteur en chef du journal *The Other Israel*, fondé en 1983 par des militants du CIPIP (l'ancêtre de *Gush Shalom*), trois axes majeurs structurent – et jusqu'à un certain point divisent – le « camp de la paix » en Israël[804]. Le premier axe polarise un espace de prises de position relatives aux « objectifs » de la lutte, c'est-à-dire à la meilleure solution politique au conflit israélo-palestinien. Pour les uns, la solution du conflit repose, au-delà du retrait israélien des Territoires palestiniens, sur la création de deux Etats séparés, un israélien et un palestinien, comme *Gush Shalom* (*two-States solution*). Pour les autres, seule la création d'un seul Etat démocratique unitaire, regroupant tous les Juifs et les Arabes, est à même de résoudre les contradictions structurelles qui contribuent à la reprodution du conflit, comme l'AIC – bien que ce ne soit pas une position « officielle » (*one-State solution*). Une troisième position peut être distinguée sur cette question. Les *Anarchistes contre le mur*, dont l'appellation « anarchiste » ne correspond d'ailleurs au départ qu'en partie à une insertion dans des réseaux militants anarchistes proprement dits, revendiquent une abolition pure et simple des frontières, sans pour autant revendiquer tous, comme le fait par exemple l'anarchiste français R. Berthier, la solution « zéro Etat » (*zero-state solution*), qui est dans la logique d'une critique radicale de l'Etat[805].

Selon A. Keller, l'espace des positions politiques au sein de ce mouvement se structure également autour de la définition de l'adversaire, en particulier des relations entretenues par les agents vis-à-vis de l'idéologie sioniste. Le spectre des positions s'étend ainsi d'une minorité (issue de la majorité) de « sionistes de gauche » (aile gauche de *Shalom Ashvav*), à une majorité de non-sionistes (*Gush Shalom*) ou d'anti-sionistes (*AIC*, *Anarchistes contre le mur*)[806].

---

[803] Pour des analyses fondées sur les pratiques des militants de ces mouvements eux-mêmes, voir par exemple, pour la période de la « paix d'Oslo » : Storper-Perez D., Kaufman Nunn M., *Israéliens et Palestiniens… op. cit*., p. 9-20 ; ou Salem W., « The Anti-Normalization Discourse… », *op. cit*.., ainsi que la liste d'articles de *News From Within* présentée dans les annexes. Pour des analyses ou témoignages militants des mouvements pour la période 2000-2006, voir par exemple Benchetrit D., *On tire et on pleure. Récit de la résistance pacifiste israélienne*, Arte France, Akedia Production, Riff International Production, 2000, Warschawski M., Sibony M., *A contre-choeur… op. cit*.; Ben-Efrat J. (Dir.), Nader N. (Prod.) *Breaking wall*, Video 48, World Association for Christian Communication (WACC), X Minus Y, Bread for the World, 2004 ; Akawi Y., Angelone G., Nessan L., « Elements of the Occupation and Globalisation Inside Israel » et "The Perspective of Palestinian Citizens of Israel », in *From Communal Strife… op. cit*., p. 19-100; B'Tselem (The Israeli Information Center for Human Rights in the Occupied territories), *Documenting the Facts, Fostering Debate*, brochure de présentation, Jerusalem, 2005 ; Warschawski M., « Premiers acquis de l'Intifada…», *op. cit.* ; Warschawski M., *The Alternative Information Center… op. cit.* ; Polakow, S., *Anarchists Against the Wall – Solidarity, Resistance and Direct Action. North-American speaking tour*, Israel, PdxJustice Media Production, 2009, http://www.youtube.com/watch?v=1OSEgbdriYo

[804] Keller A., entretien, 2007.

[805] Berthier R., *Israël-Palestine. op. cit.*

[806] Les positions dites « post-sionistes », défendues notamment par le groupe des « nouveaux historiens israéliens », renvoient à des cercles plutôt intellectuels ou universitaires, qui ont cependant joué un rôle non-négligeable dans la conscience politique de nombreux israéliens de la gauche sioniste (pour une analyse de leur rôle dans l'université et les médias, par un

Enfin, les différents groupes qui composent le « Mouvement de la Paix » se distingueraient, selon A. Keller, par leurs répertoires d'action, en particulier leur positionnement vis-à-vis du caractère légal ou illégal des pratiques militantes. Les uns privilégieraient en effet des formes d'action qui restent dans le cadre strict de la loi (compétition électorale, lobbying, manifestations autorisées, tractage, etc.), comme *Gush Shalom*. Les autres revendiquent des formes d'action plus « radicales », éventuellement illégales (boycott de produits ou d'institutions israéliennes, action directe contre les symboles de l'occupation, etc.), comme les *Anarchistes contre le mur*, partisans de la désobéissance civile.

Cette typologie, faite par un acteur du mouvement, permet de classer les mouvements israéliens selon leurs objectifs, leurs définitions de l'adversaire et leurs répertoires d'action. Elle montre l'existence d'une polarisation de l'espace des positions entre des agents « radicaux » (deux Etats, non-sionistes, action citoyenne) et « très radicaux » (un ou zéro Etat, antisionistes, action directe non-violente). Elle présente cependant, outre sa dimension relativement statique, plusieurs limites. La première est qu'elle laisse de côté d'autres points de litiges ou qui sont rarement évoqués par certains groupes (la question des réfugiés palestiniens par exemple). La seconde limite, plus profonde, est qu'elle tend à expliquer par des motifs strictement politiques, les divisions internes au « mouvement pacifiste » en Israël, gommant d'autres sources de divisions, en particulier celles entre les mouvements composés majoritairement de Juifs israéliens (majoritairement situés à Tel Aviv et Jérusalem), et ceux qui entendent représenter les intérêts des Arabes (ou Palestiniens) d'Israël (majoritairement situés dans des villes à forte « minorité arabe » du nord d'Israël, notamment à Haïfa ou Saint Jean d'Acre)[807]. Une autre source de division importante repose sur un clivage intergénérationnel, qui permet de distinguer entre une « vieille garde » (*Gush Shalom*, *AIC*) et une « jeune garde » (*Anarchistes contre le Mur*)[808]. Enfin, une source de division des mouvements pacifistes israéliens, soulignée par un ancien militant de *Matzpen* qui y voit l'une de ses faiblesses, est le manque d'articulation entre un pôle d'organisations qu'il qualifie de « politiques » (qui se consacrent essentiellement à la lutte contre l'occupation), et un pôle d'organisations qu'il qualifie de « sociales » (qui se consacrent surtout, au moins jusqu'en 2003, aux problèmes sociaux internes de la société israélienne)[809]. Ainsi, une bonne partie des

historien « radical », voir Pappe I., *Les démons de la Nakbah… op. cit.* ; Pappe I., « Post-Zionist Critique on Israel and the Palestinians. Part II: The Media », *Journal of Palestine Studies*, 103, XXVI/3, Spring 1997, p. 37-43). Pour une analyse des « nouveaux sociologues » et « nouveaux économistes » israéliens, voir Ram U., *The Changing… op. cit*.

[807] Sur cette division, voir Louer L., *Les citoyens arabes d'Israël, op. cit.*

[808] On retrouve dans l'opposition entre la « vieille garde » révolutionnaire et le « jeune garde » anarchiste une logique de division proche de celle analysée par P. Bourdieu dans les relations entre Partis communistes et mouvements anarchistes dans les années 1970 : « contestation hérétique de l'église hérétique, révolution contre 'le pouvoir révolutionnaire établi', la critique 'gauchiste' en sa forme 'spontanéiste' s'efforce d'exploiter contre ceux qui dominent le parti la contradiction entre les stratégies 'autoritaires' au sein du parti et les stratégies 'anti-autoritaires' du parti au sein du champ politique dans son ensemble. Et l'on retrouve jusque dans le mouvement anarchiste qui reproche son autoritarisme au marxisme une opposition de même forme entre la pensée 'plateformiste' qui, soucieuse de poser les fondements d'une organisation anarchiste puissante, rejette au second plan la revendication de la liberté illimitée des individus et des petits groupes, et la pensée 'synthésiste' qui entend laisser leur pleine indépendance aux individus » (Bourdieu P., « La représentation… », *op. cit*., p. 12).

[809] Pour Marcelo Wexler, ces deux pôles ont des agendas différents, ce qui les affaiblirait mutuellement, et renforcerait le pouvoir des classes dirigeantes (Wewler M., « The Social and the Political », *op. cit.*).

organisations « sociales » mettent en place en 2003, en lien avec plusieurs organisations « politiques », dont les partis *Hadash* et *Meretz*, un « Forum Social Israélien ». Cependant, des observateurs ont souligné l'existence des tensions internes au Forum en raison de ces « affiliations duales »[810].

Pour comprendre plus précisément les relations entre ces différentes organisations israéliennes et la stratégie adoptée par certaines d'entre elles d'un « recadrage » de la lutte anti-occupation dans les termes de la lutte contre la mondialisation néolibérale, au début des années 2000, il est nécessaire de comprendre la structure initiale de leur cadre de mobilisation et ses transformations progressives sur la période – sachant que ce processus ne débute pas à la fin du mois de septembre 2000, mais qu'il est le produit des réajustements antérieurs que j'ai décrits.

J'étudierai trois organisations, sélectionnées en raison du fait qu'elles présentent chacune un « cadre » initial de mobilisation différent, puis finalement relativement convergent, et qu'elles disposent chacune d'organes de communication et d'information en anglais. La première est l'Organisation pour l'Action Démocratique (ODA, ou *Da'am*), un parti proche du Parti Communiste Israélien (PCI), et qui se définit comme marxiste-léniniste. La seconde est le Centre d'Information Alternatif, marqué au départ par le courant trotskiste du mouvement antisioniste *Matzpen*. La dernière « organisation » est en fait un ensemble de groupes informels qui, de *Peula Amamit* (Action du Peuple, 2000) jusqu'aux *Anarchistes Contre le Mur* (2003), se caractérisent par un « espace des possibles politiques » relativement plus ouvert que leurs prédécesseurs, proches des courants libertaires.

La conversion à l'altermondialisme d'une organisation marxiste-léniniste : l'OAD

Le « Parti des Travailleurs *Da'am* » ou « Organisation pour l'Action Démocratique », a été fondé en 1995 à Haïfa suite à une rupture avec le PCI. Bien que ne revendiquant pas une représentation politique sur une base « ethnique », *Da'am* est un parti proche des « minorités arabes » d'Israël, pour reprendre une catégorie officielle. Son programme, classé à l'extrême-gauche du spectre politique israélien, se caractérise par une défense des intérêts des travailleurs, surtout « arabes », la lutte contre les discriminations et des perspectives internationalistes. Il soutient les droits nationaux des Palestiniens, se montre critique à l'égard de l'unilatéralisme israélien et de la politique d'occupation des Territoires palestiniens, et en appelle à la création de deux Etats dans les frontières d'avant la guerre de 1967. Le parti se présente ainsi en 2009 comme « *une alternative au capitalisme prédateur et au fondamentalisme religieux* »[811]. Les résultats électoraux de cette formation la placent dans une position dominée dans le champ politique israélien : le parti n'a jamais dépassé en nombre de

[810] Behar S., Warschawski M., « Globalization and International Advocacy by Palestinian and progressive Israeli Organizations », *News from Within*, XX/7, October/November 2004, p. 9-13.
[811] « Platform of the Organization for Democratic Action », 2009 http://www.challenge-mag.com/en/article__227/platform_of_the_organization_for_democratic_action [consulté le 15/11/2010].

voix le seuil légal pour l'entrée à la *Knesset*, avec 2151 voix aux élections législatives de 1999 (soit 0,06 % des voix, avec un seuil de 1,5 %) et 3693 voix en 2006 (soit 0,11 % en raison de l'élévation du seuil à 2%).

Des militants du parti ont fondé un syndicat « alternatif », le Centre de Conseil aux Travailleurs (*Workers Advice Center*), ainsi qu'une ONG qui contribue à la production et à la diffusion de produits palestiniens traditionnels, *Sindyanna of Galilee*. D'autres militants produisent également trois magazines qui, bien que formellement indépendants car publiés par une association autonome (*Hanitzotz Publishing House*), servent de tribunes d'opinion et de sources d'information pour ses militants, soutiens et électeurs : *Challenge* en anglais, *Al Sabar* en arabe et *Etgar* en hébreu[812]. Enfin, un groupe de vidéastes s'est mis en place pour diffuser des documentaires sur l'histoire et les conditions de travail des « Palestiniens de 1948 » (*Video48*).

Les grandes phases de transformations idéologiques du parti et des formations qui ont contribué, dès les années 1980, à sa création, traduisent l'importance prise dans leurs discours idéologiques, par le thème de la mondialisation, comme en témoigne cet entretien réalisé à Tel-Aviv en octobre 2005 avec Roni Ben Efrat[813], une figure de ce parti, responsable éditoriale de *Challenge* :

« Dans un premier temps, avant 1985, notre groupe était dominé par une conception socialiste. Nous étions très impressionnés par le mouvement socialiste à Cuba, au Nicaragua, au Vietnam, etc. Puis, dans un second temps, vers 1985-1986, nous nous sommes rendu compte qu'il y avait ici même une question nationale qu'il était de notre responsabilité de soutenir. Nous n'avions pas à aller au Nicaragua ou au Vietnam. C'est notre *challenge* : la question palestinienne. Dans un troisième temps, à partir de 1991-1992, avec le processus de paix à Madrid et Oslo, nous avons réalisé que l'OLP trahissait les Palestiniens et optait pour une alliance avec le camp américain. C'était bien entendu lié à l'écroulement de l'Union Soviétique. Nous avons critiqué Oslo et l'Autorité Palestinienne. Ce fût une période d'isolement pour nous. L'ensemble du camp de la paix israélien avait rejoint le processus d'Oslo. Même les Palestiniens soutenaient l'Autorité palestinienne, en pensant qu'ils auraient toujours quelque chose à y gagner. La question nationale était en train de s'écrouler. Elle prenait deux directions : une direction pro-Américaine et une direction pro-Islam. Nous n'avons rien à voir avec cela. D'un autre côté, la question nationale n'est pas suffisante car on peut être nationaliste et pro-américain. Alors nous cherchons maintenant à revenir à la question du rôle de la classe des travailleurs et du mouvement anti-globalisation. En 1999, nous avons écrit un gros document très très intéressant. Ce document parle du fait

[812] « About Challenge », http://www.challenge-mag.com/en/about [consulté le 15/11/2010].

[813] Roni Ben Efrat est une militante juive israélienne, née en 1952 dans le village de Kfar Mordechai, dans le centre d'Israël. Elle étudie à l'Université hébraïque de Jérusalem, dont elle sort diplômée en 1976, avant de devenir enseignante. Son engagement croissant pour « une solution juste à la tragédie palestinienne en cours » va se renforcer après l'invasion israélienne du Liban en 1982. Elle commence alors à produire des rapports sur les violations des droits humains dans les territoires occupés, pour le magazine bimensuel de gauche, en hébreu, *Derech-Hanitzotz*. Cette expérience en tant que correspondante dans les territoires lui permet « de voir arriver l'*Intifada* », dit-elle. En réponse à son déclenchement en décembre 1987, elle devient une des fondatrices du mouvement des Femmes en Noir et des Femmes pour les Prisonniers Politiques. En février 1988, son journal est fermé par les autorités israéliennes. Elle est accusée de contacts illégaux avec une organisation palestinienne, le Front Populaire Démocratique pour la Libération de la Palestine (FPDLP). Avec cinq autres responsables éditoriaux, elle est arrêtée en avril 1988, jugée et condamnée à une peine de prison de neuf mois. Après sa libération, elle est l'une des co-fondatrices du magazine *Challenge* en 1990. http://cosmos.ucc.ie/cs1064/jabowen/IPSC/php/authors.php?auid=61

qu'aujourd'hui, l'enjeu central, c'est la mondialisation. C'était avant Seattle ! Et ensuite, Seattle est arrivé. Alors quand ce tournant s'est produit, nous étions déjà prêts pour la seconde *Intifada*, qui n'est pas une évolution progressiste, mais un signe de la décadence de l'Autorité Palestinienne et de la folie complète que représente l'alternative islamique »[814].

Cet extrait permet de comprendre quelques facteurs et modalités de « réalignement de cadre » d'un mouvement politique israélien, qui se rapproche à la fin des années 1990 des mobilisations « anti-mondialisation ». La relation étroite entre la mise en minorité du groupe après les accords d'Oslo et son rapprochement avec le nouvel internationalisme symbolisé par les manifestations de Seattle, est assez symptomatique d'un mouvement plus large qui frappe d'autres organisations qui lui sont proches en Israël et en Palestine.

Des Israéliens anti-occupation au Forum Social Mondial : le Centre d'Information Alternatif

Une seconde organisation, le Centre d'Information Alternatif (AIC), suit une trajectoire comparable. L'AIC se présente comme une organisation non-gouvernementale tournée vers la production d'informations « alternatives ». Ses membres permanents, au nombre de quinze à vingt, se donnent un double objectif. D'abord, produire des informations et des points de vue « critiques » sur les sociétés palestinienne et israélienne et sur le conflit israélo-palestinien. Cette production est assurée par une série de publications, dont trois magazines mensuels en hébreu (*Mitsad Sheni*), en arabe (*Ruya Ukhra*) et en anglais (*News From Within, The Economy of the Occupation*), ainsi que par l'organisation d'ateliers, de débats publics ou de forums militants. L'AIC cherche également à créer les conditions concrètes d'une collaboration politique israélo-palestinienne. Cet objectif est matérialisé par la mise en place d'un espace de travail commun (un bureau à Jérusalem-Ouest, côté israélien, et un à Beit Sahour, côté palestinien, depuis 1994) et d'une série de projets visant à « *construire des ponts entre les militants palestiniens et israéliens* », comme l'illustre par exemple la mise en place d'un « groupe de jeunesse » en Cisjordanie. La « radicalité » du Centre d'Information Alternatif se manifeste donc, non seulement par une certaine rhétorique ou idéologie anti-impérialiste, repérable dans ses publications, mais par des pratiques correspondantes. Plusieurs membres de l'AIC ont d'ailleurs été condamnés à des peines de prison en Israël, comme M. Warschawski (en 1988 pour « *contact avec une organisation illégale* », le FPLP) ou Sergio Y. (journaliste et militant juif israélien né en 1967 en Argentine, condamné à plusieurs reprises pour refus de servir dans l'armée).

Cette organisation, à plusieurs égards « exceptionnelle » dans le paysage politico-médiatique local du fait de sa dimension binationale, a joué un rôle à la fois dans l'importation et la retraduction locales du *masterframe* altermondialiste au sein des « mouvements anti-occupation » israéliens et palestiniens, ainsi que dans le processus de mise sur agenda de la question palestinienne dans les forums régionaux ou internationaux altermondialistes. Ainsi,

[814] Ben Efrat R., entretien, 2005.

Sergio Yahni sert d'interprète lors de la visite d'une délégation du Mouvement des Sans-Terre (Brésil) en 1999, qui passe d'ailleurs par le bureau de l'AIC à Jérusalem[815]. Sergio Y. se fait ensuite inviter par le MST au premier Forum Social Mondial de Porto Alegre en 2001. Il raconte en entretien : « *j'étais le premier de ce pays, Israël et Palestine, au tout premier FSM. Il n'y avait pas encore de Palestiniens. J'y ai fait une présentation orale. Mais c'est surtout le second Forum en 2002 qui a boosté la présence de l'AIC dans les pays hispanophones* »[816].

La participation des militants de l'AIC aux forums altermondialistes va peu à peu se routiniser, comme en témoigne par exemple la présence de M. Warschawski ou de J. Halper (ancien rédacteur en chef de *News From Within* et fondateur de l'ICAHD) au Forum Social Européen d'octobre 2003, en région parisienne ; la co-organisation le même mois par l'AIC de la conférence internationale « Pour les droits du Peuple Palestinien : mouvements sociaux palestiniens, israéliens et européens » à Bilbao (Espagne) ; ou encore la participation de M. Warschaswki et Bryan A. (rédacteur en chef de *News from Within*) au Forum Social Européen de Londres en 2004. C'est ainsi que l'on retrouve l'AIC dans la liste des « contacts pour information » fournie par les organisateurs du cinquième Forum Social Mondial de Porto Alegre en 2005, avec Sergio Y. comme délégué. Il est d'ailleurs très probable que la participation de l'AIC ne soit pas étrangère au fait que les rédacteurs de la troisième partie de « l'Appel à action de l'Assemblée anti-guerre », composée majoritairement d'organisations palestiniennes, aient introduit à l'avant-dernière ligne cette mention : « *nous soutenons les Israéliens anti-colonialistes et antisionistes, qui partagent [notre] lutte* ». Ce capital symbolique et relationnel international permet ainsi à l'AIC de participer à la mise en place du réseau d'ONG *Alternatives International*, qui publie le premier numéro de son journal éponyme en mai 2008, comportant notamment un article sur le conflit israélo-palestinien, écrit par Dominique Vidal, journaliste au *Monde Diplomatique*.

M. Warschaswki explique quelle est, selon lui, la mission de l'AIC, particulièrement durant la seconde *Intifada* :

« Pour nous, l'*Alternative Information Center*, c'est une organisation qui est perméable et qui est au service, quelque part, du mouvement... des mouvements. Et pour vivre, [l'AIC] doit être capable, effectivement, d'assimiler les critiques, les suggestions, y compris même au niveau de l'équipe : souvent il y a des gens qui se promènent ici, et je me dis '*tiens ? Ils sont dans l'équipe, ou ils ne sont pas dans l'équipe ?*'. Je ne sais même plus. Ils viennent s'asseoir, ils travaillent ici, et c'est très bien, c'est comme ça que cela doit être fait, cette perméabilité. Je parle des militants aussi. Les Anarchistes contre le mur, pendant un certain temps c'était ça leur bureau – et Bryan d'*Indymedia*, il est [maintenant] membre de l'équipe. […]. Cette perméabilité, c'est pour moi, quelque part, la raison d'être de... c'est-à-dire que s'il n'y a plus cette perméabilité, on est autre chose, on n'est pas alternatifs, on est autre chose […].

Un des tournants qu'on a fait et qui est très important, mais qu'il faut continuer, à mon avis […], c'est d'être quelque part une voie, un lien, un facilitateur, entre le mouvement altermondialiste et les mouvements sociaux israéliens et palestiniens (politiques et sociaux).

[815] Afin de remettre le « Prix Nobel alternatif » à l'ingénieur israélien Mordechaï Vanunu, emprisonné pour avoir rendu public l'existence du programme nucléaire israélien en 1986.
[816] Sergio Y., entretien, 2007.

On a joué un très grand rôle relatif à chacune de nos sociétés, évidemment, dans simplement la conscientisation je dirais des deux... du monde militant palestinien et israélien, sur l'existence même et la réalité du mouvement altermondialiste – d'une façon générale sur la globalisation, et sur l'alter-globalisation. Mais je pense qu'on est à une étape où ça, ça a été fait, et il y a maintenant en Palestine et en Israël des réseaux qui sont en lien direct : ils n'ont plus besoin de nous pour ça. Qui savent de quoi il s'agit. Alors on continue d'avoir des séminaires et des initiatives pour lancer des débats, pour préparer… par exemple on a fait plusieurs réunions pour préparer Porto Alegre, pour préparer le Forum [Social Européen] de Londres [en 2004] »[817].

Le militant et journaliste souligne ainsi le rôle d'intermédiaire (« *une voie, un lien, un facilitateur* ») joué par l'organisation entre les différentes composantes d'un mouvement transnational, dont l'unité est problématique, comme le révèlent ses hésitations à deux reprises (« *du mouvement… des mouvements* », « *des deux… du monde militant palestinien et israélien* »). Le propos révèle également que, davantage qu'un relais « neutre » entre des organisations préexistantes, l'AIC participe également (ou tout au moins s'attribue un rôle central) dans la constitution même du mouvement étiqueté « anti-mondialisation » au plan local (« *on a joué un très grand rôle* »). Un investissement symbolique est fourni par les militants de l'AIC pour ce qu'il appelle la « *conscientisation* » de l'opinion publique en général, et des militants anti-occupation en particulier. L'intérêt des militants de l'AIC à un tel investissement « spécialisé » dans la production d'information et de cadres d'analyse « anti-mondialisation » ne peut s'expliquer que par le fait qu'ils occupent des positions particulières dans la division du travail militant, au sein des mouvements de la gauche pacifiste radicale. Cependant, cette position va se trouver remise en question au début des années 2000 par l'apparition de groupes que M. Warschawski considère comme une nouvelle génération de militants, à laquelle il prête des vertus de « virginité politique » qui suscitent chez lui des espoirs pour l'avenir et une bienveillance non dénuée d'un certain paternalisme :

« Ils sont jeunes – la majorité d'entre eux n'avait pas dix ans lors de la première *Intifada* et ils ont commencé à développer une conscience politique alors que le processus d'Oslo était déjà une réalité – libres de toute forme de nationalisme, voire souvent d'identité nationale, et véritablement laïcs ; ils n'ont rien connu de l'endoctrinement idéologique qui a tant marqué les générations précédentes, ni d'ailleurs de toute autre forme de culture politique. Leur formation, c'est par Internet qu'ils l'ont reçue, leurs modèles sont *Greenpeace*, José Bové et le sous-commandant Marcos ; leurs références sont les mobilisations contre les multinationales, les combats écologiques et les mouvements pacifistes à travers le monde. La solidarité avec les Palestiniens, ils ne la découvrent que par la médiation des luttes contre la mondialisation et les valeurs qu'elle véhicule »[818].

La comparaison systématique qui est en faite entre cette nouvelle génération et l'ancienne (jeunes/vieux, libres/endoctrinés) indique que l'intérêt porté par des leaders idéologiques du mouvement anti-occupation à l'altermondialisme, comme M. Warschawski, peut s'expliquer

[817] Warschawski M., entretien, 2005.
[818] Warschawski M., *Sur la frontière*, *op. cit.*, p. 266-267. Voir aussi son éloge des Anarchistes contre le mur : http://raforum.info/spip.php?article4437

tout à la fois par des prédispositions politiques et des effets de concurrence liés à l'émergence de nouveaux acteurs dans la région particulière de l'espace militant local où ils occupent une position déterminée. Or si ces *outsiders* qui se revendiquent des luttes altermondialistes peuvent se construire une légitimité grâce à certaines ressources internationales, ces dernières ne peuvent cependant être pleinement exploitées dans les luttes locales qu'en retraduisant la cause « globale » dans les termes de la problématique politique dominante : celle du conflit israélo-palestinien.

Marcos en Terre Sainte : le cas de Peula Amamit, branche israélienne de People Global Action

Dans un article intitulé « De Seattle à Tel-Aviv »[819], un des fondateurs du collectif *Peula Amamit* (L'action des Peuples) et actif dans la branche israélienne d'*Indymedia*, Rony Armon explique les circonstances de la genèse d'un de ces collectifs militants informels qui constituent cette « jeune garde », revendiquant une proximité avec les mobilisations contre l'OMC à Seattle, en novembre-décembre 1999. Cet article fournit une illustration exemplaire des logiques d'import-export symbolique transnational à l'œuvre dans les relations entre militants locaux et réseaux altermondialistes internationaux.

La première étape de construction de cette jeune garde altermondialiste israélienne se constitue lors de la « Bataille de Seattle ». Rony Armon participe aux manifestations : « *après avoir rejoint l'action anti-OMC à Seattle, j'ai compris énormément de choses sur la nature des difficultés que j'ai rencontrées dans mon propre pays [Israël]. D'un militant purement écologiste, je suis devenu plus préoccupé par les questions sociales et leurs origines* »[820]. Fort de cette nouvelle conscience politique, il en vient cependant à se poser une question : « *comment un petit groupe peut-il éveiller une société à un nouvel agenda social global, qui plus est au milieu d'un intense conflit international ?* ». Dans cette question, le conflit israélo-palestinien apparaît comme une donnée secondaire par rapport à une problématique plus large, celle d'un « agenda global ».

Dans un second temps, un groupe de « pionniers » de l'altermondialisme israélien va se construire sur cet « *agenda très large* »: « *en revenant de Seattle, j'ai retrouvé mes amis et commencé à construire un groupe centré sur les effets de la mondialisation. L'action de solidarité du 'N30' [30 novembre] que nous avons initiée à Tel-Aviv a attiré environ vingt participants portant des banderoles en face de l'ambassade américaine […]. Ayant le sentiment d'être des pionniers du mouvement de Seattle, nous sentons que nous devons promouvoir un agenda complet et qui fait sens* ». Cet agenda inclut par exemple la lutte contre les multinationales, l'anti-consumérisme ou le développement d'une monnaie alternative.

[819] Armon R., « From Seattle to Tel-Aviv », *News From Within*, XVII/2, march 2001, p. 25-28.
[820] Les citations qui suivent, sauf indication contraire, sont tirées du même article.

Lors des manifestations à Washington en avril 2000 contre la Banque Mondiale et le FMI, le groupe mène une « action de solidarité » près du bureau de la Banque d'Israël, qui réunit environ soixante-dix personnes y compris, note l'auteur, des militants des jeunesses socialistes, de l'*Histadrut*, des militants écologistes et des représentants des collectifs de chômeurs. Les revendications sont tournées vers la lutte contre la pauvreté produite en Israël par les politiques de la Banque Mondiale. Cette manifestation donne l'occasion au collectif de prendre contact avec le Forum contre le Chômage, qui organise à son tour « *un séminaire sur la crise sociale et environnementale en Israël à l'heure de la mondialisation* ». Le collectif va lui-même adopter ce type d'action : « *notre groupe, parfois trop enthousiaste à vouloir que tout le monde sache tout, organise un séminaire de deux jours sur les politiques économiques et le rôle des multinationales en Israël* ». Les organisateurs constatent cependant un « *écart entre les sur- et les sous-informés* ». Cette sociologie spontanée permet de saisir l'importance du capital culturel pour cette avant-garde éclairée : alors que les « *surinformés* » (dont eux-mêmes) ont des « *connections Internet globales, avec des liens vers des savoirs sur des modèles alternatifs de croissance économique, de lobby corporatiste, d'anti-consumérisme et des institutions globales comme l'OMC* », les « *sous-informés* » à l'inverse, que l'on trouve dans « *des gens variés issus de divers groupes* » demeurent dans l'ignorance. Les premiers cherchent donc à leur faire « *ingurgiter l'information* ». Le but est de mettre ces thématiques « *sur l'agenda des ONG* ». Cependant, observe l'auteur, « *l'écart se manifeste aussi dans la difficulté éprouvée par les surinformés à apprendre des expériences locales de différentes organisations de base* [*grassroots organizations*] ».

La quatrième étape a lieu lors des mobilisations à Prague contre le FMI, fin septembre 2000, auxquelles participe Rony Armon et plusieurs membres du collectif : « *en préparant cette manifestation, nous avons organisé une action de solidarité d'envergure ici en Israël, début selon nous d'un long processus d'éducation. Le défi repose sur la jonction entre l'agenda de la BM et du FMI, à l'agenda israélien* ». En effet, il s'agit selon lui d'une lutte contre les « *élites riches* », les « *cinq familles prospères* » qui contrôlent l'Etat, les médias et l'industrie lourde, et qui ont largement contribué à faire entrer Israël dans l'économie globale, comme le montre l'exemple des accords israélo-canadiens pour la construction d'une autoroute trans-Israël. Lors de cet épisode de Prague, un « *happening* » carnavalesque et de théâtre de rue est organisé à Tel-Aviv. Rony Armon raconte : « *quand je suis allé à la police pour obtenir le permis, Bruno, l'officier, m'a présenté à ses amis comme* 'l'anarchiste'. *En nous donnant le permis, la police a refusé de bloquer les rues pour permettre à la manifestation de défiler.* 'Vous êtes des écolos', *ils ont dit,* 'vous n'aurez pas plus de 150-200 personnes'. *En fait plus de 1500 personnes ont participé* ».

Le collectif se dote alors d'un nom : *Peula Amamit* (L'action des Peuples), « *en solidarité avec le réseau d'Action Globale des Peuples, qui s'est répandu depuis les Zapatistes jusqu'à des militants et groupes tout autour du monde. Ce réseau lutte pour une résistance à toute forme d'oppression. C'est une organisation non-hiérarchique, qui a coordonné avec succès des journées internationales de résistance* ». C'est ce mot d'ordre

anti-oppression qui permet à l'auteur d'établir pour la première fois un lien avec la cause palestinienne, car la « *culture de la hiérarchie et de l'obéissance* » qui prévaut dans la société israélienne est entretenue par un état de peur permanent « *qui justifie aussi la violence d'Etat contre les Palestiniens* ». Cette référence à la lutte néozapatiste est d'ailleurs récurrente chez les militants qui se revendiquent d'une « décentralisation du pouvoir » comme en témoigne un militant israélien présent à Prague, et co-fondateur d'*Indymedia Israel* : « *Alors que je regardais les manifestations en Israël et en Palestine pendant la première semaine d'octobre 2000, au début de l'*Intifada*, j'ai vraiment compris le mot du leader zapatiste, le Sous-Commandant Marcos :* 'derrière nos masques noirs, derrière notre voix armée, derrière notre nom innommable, derrière nous, qui vous voyez, derrière nous, nous sommes vous' *(Marcos, 2001). Je ne suis en guerre avec personne, je me suis dit, mais je sens bien une forte solidarité avec ceux qui s'opposent au pouvoir et résistent* »[821].

A partir de ce moment, l'agenda de *Peula Amamit* s'élargit, jusqu'à conférer au conflit israélo-palestinien en général et la cause palestinienne en particulier, une place centrale. Plusieurs réunions sont organisées suite à Prague « *pour construire [un] agenda pour les années suivantes* ». Dans cet agenda, l'idée d'une mise en réseau efficace avec d'autres ONG en Israël et au niveau global figure au premier plan. Cette mise en réseau implique l'établissement d'un forum indépendant d'ONG sur la mondialisation, un « *Forum des Forums* » dans lequel, sur le modèle de Seattle, « *chaque groupe d'affinité envoie ses représentants au porte-parole* ». Il s'agit d'organiser des événements, comme une « *journée sans achats* », en coordination avec la *Adbusters Media Foundation* du Canada, des séminaires, de participer aux manifestations du 1er mai pour « *créer un contre-mouvement au mouvement capitaliste [qui] serait un appel international à la diversité et à la résistance* ».

Lors de la Journée de la Terre, l'idée est de montrer la solidarité du groupe avec la « *situation critique* » des Palestiniens « *qui souffrent du racisme et de l'exploitation qui imprègnent la culture israélienne* » – conformément au mot d'ordre de l'Action Globale des Peuples qui est de « *lutter contre toute forme d'oppression, d'impérialisme et de racisme, ainsi que le capitalisme* ». Rony Armon considère ainsi que « *la capacitation* [*empowerment*] *d'autres groupes et la mise en réseau* [*networking*] *avec eux sur une base mutuelle apparaît comme le plus grand espoir pour construire une culture de justice plutôt que d'apartheid* »[822].

[821] Eidelman R., « Ending the Israeli Occupation by Decentralizing Power », *News From Within*, XX/1, January/February 2004, p. 29-30.
[822] Armon R., « From Seattle to Tel-Aviv… », *op. cit.*

Pour cette « jeune génération » de militants, l'espace des possibles politiques est très ouvert. Leurs revendications se fondent sur une critique des mouvements de gauche « *ennuyeux* », rattachés à des formes de mobilisation dépassées (pétitions, manifestations, etc.). Leur mobilisation se structure, comme on le verra par la suite, autour du collectif de « médias indépendants » *Indymedia*, fondé en 2001, puis par des actions directes non-violentes auprès des Palestiniens, notamment contre la construction du « Mur de séparation » israélien, avec la création du collectif des Anarchistes contre le Mur en 2003. Cependant, l'étiquette « anarchiste » s'impose davantage de l'extérieur qu'elle n'est revendiquée initialement par ces militants. Comme on peut le constater, les processus d'import-export symbolique transnationaux sont beaucoup plus tâtonnants et contingents que ne le laissera croire une vision trop stratégiste du schéma du boomerang.

En résumé, j'ai mis en évidence quelques-unes des contradictions pratiques auxquelles sont confrontés les militants israéliens contre l'occupation, du fait de leur appartenance à la société colonisatrice, et le rôle structurant de ces contradictions dans les stratégies d'internationalisation des acteurs. Ces stratégies leur permettent, d'un côté, de bénéficier d'une rente symbolique auprès de publics étrangers (comme le montre leur participation régulière aux forums altermondialistes) et, d'un autre, de développer des contacts avec des Palestiniens. Le travail commun entre Israéliens et Palestiniens qui se veut, pour certains intellectuels anti-occupation, l'incarnation en acte de l'inanité de la thèse du « choc des civilisations », ne va cependant pas de soi. Il est marqué par des tensions permanentes, sources de conflits collectifs ou d'un sentiment de mal-être individuel, traduite dans cette formule d'une militante israélienne du Mouvement de Solidarité International : « *j'ai vraiment peur d'être une militante colonialiste* »[823]. La polarisation du « camp de la paix » entre une aile « modérée » et une aile « radicale » peut ainsi être interprétée, non pas comme le pur produit de divergences idéologiques entre les groupes, mais davantage comme le résultat d'une dynamique configurationnelle dans laquelle les militants occupent des positions relativement dominées dans le champ politique israélien, et des positions relativement dominantes dans leurs relations avec les Palestiniens.

[823] Cité in Seitz C., « ISM at the Crossroads : the Evolution of the International Solidarity Movement », *Journal of Palestine Studies*, 32/4, 2003, p. 56

Section 3. Visions et divisions du « mouvement de solidarité internationale » en faveur des Palestiniens

Cette reproduction non anticipée et non voulue des rapports coloniaux se retrouve, avec des logiques différentes et une moindre intensité (en raison de la nature même du conflit israélo-palestinien), dans les relations entre les militants étrangers, que l'on peut qualifier « d'internationaux » (ce terme étant le plus fréquemment employé par les acteurs[824]), et les militants locaux, palestiniens ou israéliens. Les groupes anti-occupation israéliens et palestiniens entretiennent en effet des relations étroites avec des organisations internationales ou des groupes informels venus de pays étrangers, qu'il s'agisse de partis politiques, de syndicats, d'associations, ou d'individus. Les mouvements dits de « solidarité internationale » avec la Palestine constituent ainsi un troisième sous-groupe dans la nébuleuse composite de ce réseau transnational de militants.

S. Hanafi et L. Tabar distinguent trois stratégies principales de « l'aide internationale » durant la seconde *Intifada* : l'intervention passive (Comité International de la Croix-Rouge, UNRWA), l'action humanitaire (MSF, Oxfam) et ce qu'ils décrivent comme une « nouvelle forme » de militantisme tournée vers la « protection populaire de la population sous occupation »[825]. Je m'intéresserai ici spécifiquement à ce troisième groupe, bien que les activités de ses acteurs ne puissent être comprises indépendamment de celles des deux autres[826]. Ses agents partagent en effet des préoccupations communes avec les organisations anti-occupation israéliennes et palestiniennes, tout en étant confrontés à des débats internes spécifiques. Contrairement à certaines recherches menées sur le mouvement altermondialiste en général, et la solidarité avec la Palestine en particulier, qui utilisent les outils des « théories des relations internationales », et tendent à reprendre dans le discours scientifique les cadres d'analyse et de mobilisation des acteurs qu'ils étudient, il semble plus pertinent d'un point de vue sociologique de prendre ces univers symboliques comme objet d'étude, et d'en comprendre les conditions sociales de production[827].

---

[824] Les termes utilisés sont l'arabe *ajanib* (les étrangers), l'hébreu *habenle'oumim* (les internationaux) et l'anglais *Internationals* (les internationaux).

[825] Hanafi S., Tabari L., « The role of witness: raising Palestinian Rights in the International Arena », in *The Emergence… op. cit.*, p. 22-23.

[826] Sur les mouvements de solidarité internationale avec la Palestine, voir notamment Aoun E., « La campagne civile internationale pour la protection du peuple palestinien : solidarité transnationale contre logique sécuritaire ? », Colloque SEI "Les solidarités transnationales" – 21/22 octobre 2003 ; Lion C., *Vers une transnationalisation de la résistance populaire palestinienne… op. cit.* ; Mamarbachi A. : « Tensions et divisions au sein d'une 'cause'… », *op. cit*. Pour des analyses et témoignages militants, voir les articles recensés dans le corpus (annexes).

[827] On trouve un exemple particulièrement emblématique de cette reprise savante des conceptions militantes dans une communication universitaire consacrée à la « Campagne civile internationale pour la protection du peuple palestinien », lancée en 2001, qui commence par cette citation d'une militante, avant de poursuivre par un commentaire qui emprunte à la rhétorique savante (et pas très explicite ici) des « R.I. » : «'Cœur de la blessure', la Palestine est, peut-être, le 'lieu où on ne peut penser la résistance […] à cette mondialisation néolibérale qui est en train de se construire' Elle est en tout cas, à double titre, un terrain privilégié pour observer la 'turbulence' théorisée par J. Rosenau, cet 'état de fait où ce qui change se heurte à ce qui perdure' dans un contexte hautement complexe et dynamique qui se nourrit des interactions foisonnantes entre les multiples acteurs et structures de la scène post-internationale puis, à son tour, les alimente […]. La Palestine frôle le centre de gravité mondial du fait des liens unissant Israël et les Etats-Unis. Cette association place l'Etat israélien et les territoires

L'approche proposée ici de la « solidarité internationale » en faveur de la cause palestinienne vise en effet à tenir à distance deux postures normatives antagonistes. La première est une perception indigène du soutien international à la cause palestinienne qui explique l'engagement militant par les seuls mobiles idéologiques et l'indexe à une échelle d'injustice objective subie par le peuple palestinien[828]. Des observateurs, proches des courants pro-israéliens, s'étonnent ainsi de voir la cause palestinienne prendre une telle importance dans le débat public, alors que d'autres conflits (ex-Yougoslavie, Darfour, etc.) font un nombre de victimes bien plus conséquent[829]. Dans un excès inverse, ces auteurs cherchent à réduire cet engagement à une pure manipulation idéologique, plus ou moins maîtrisée par des militants professionnels de la cause palestinienne, dont les rapports avec le « terrorisme » sont parfois jugés ambivalents sinon compromettants[830]. Dans des critiques plus modérées, des observateurs décrivent ces militants « pro-palestiniens » comme des êtres naïfs, ignorants, manipulateurs ou manipulés, dominés par un sentimentalisme romantique, ou probablement séduits par les bénéfices de distinction d'une mode passagère[831]. Dans cette perspective, qui n'est pas sans rappeler les critiques formulées par des journalistes à l'encontre des militants internationaux pro-zapatistes, au sentimentalisme du passe-montagne correspondrait celui du *keffieh*, et au « Chiapas virtuel » une « Palestine imaginaire ». Cependant, ce type d'analyses gomme, par méconnaissance ou volontairement, les rapports de force objectifs entre les agents qui participent à ce processus transnational de production et de réception idéologiques, ainsi que les conditions spatiales et temporelles de leur engagement. Il s'agit moins, dès lors, de décrire ou d'expliquer l'engagement, que de le célébrer ou le dénoncer dans une logique politique. Or des rapports de force, à l'intérieur et entre les champs d'origine et les champs d'accueil[832] concernés par ce processus d'import/export symbolique, contribuent pour une large part à façonner l'intérêt des agents à subvertir (ou à conserver) les représentations dominantes de la cause qu'ils défendent – lutte de libération nationale et/ou lutte pacifiste, lutte anti-impérialiste et/ou lutte anticapitaliste. Sans une analyse précise des conditions sociales de genèse et de circulation de ces systèmes pratiques et symboliques qui imprègnent l'*ethos* et les cadres de mobilisation, la montée de la cause palestinienne dans l'agenda altermondialiste demeure inexplicable, à moins de l'assimiler au résultat, non de mécanismes objectifs, mais d'une opération magique.

Dans un article consacré aux conditions sociales qui favorisent la perception d'une « dénonciation publique » comme « normale » ou « anormale », le sociologue français Luc Boltanski et ses coauteurs proposent une analyse qui permet de formuler une hypothèse sur

---

occupés au cœur des courants puissants qui traversent la scène internationale en son pôle majeur, en particulier la contestation altermondialiste et le terrorisme » (Aoun E. « La campagne civile internationale... », *op. cit*.

[828] Warschawski M., *Programmer le désastre… op. cit*.

[829] C'est par exemple le cas du géopoliticien français Frédéric Encel, spécialiste du conflit israélo-palestinien (conférence au festival Travelling Jérusalem, Rennes, février 2009).

[830] Meir Amit Intelligence and Terrorism Information Center, « International Solidarity Movement », report, January 10, 2011.

[831] Rosenzweig L., *Lettre à mes amis propalestiniens*, Paris, La Martinière, coll. Doc en stock, 2005.

[832] Nous empruntons ici des concepts proposés par P. Bourdieu, in « Les conditions… », *op. cit*.

les stratégies de « normalisation » de la mise à l'agenda des luttes contre l'occupation israélienne des Territoires palestiniens dans les forums « altermondialistes » :

« Être considérée comme normale étant la condition minimum à laquelle doit satisfaire une dénonciation pour avoir des chances de réussir, c'est-à-dire d'être suivie, les individus engagés dans une telle entreprise et qui possèdent un sens de la normalité identique à celui de leurs juges (et cela […] même lorsqu'ils sont amenés à accomplir des actes jugés anormaux) vont tenter de donner à leur geste la forme la plus normale possible. Lorsqu'ils ne bénéficient pas du soutien d'une instance collective capable d'opérer pour eux le travail de généralisation, ils devront alors accomplir eux-mêmes la tâche de dé-singularisation et d'augmentation nécessaire, dans une dénonciation auprès de l'opinion publique, pour ajuster à celle du juge la dimension des autres actants »[833].

Contre les approches qui tendent à faire reposer le succès ou l'échec d'une cause uniquement sur les calculs intéressés des acteurs en présence, du côté de « l'offre » comme de la « demande » de soutien, il convient d'observer que les acteurs internationaux du mouvement anti-occupation, sortes de « calculateurs sincères », adoptent des stratégies dangereuses et difficiles, parfois au péril de la liberté ou de la vie de leurs membres, pour toucher la conscience du public mondial. Cette précision permet d'éviter une forme de cynisme analytique auquel risquerait de conduire une version « constructiviste radicale » portant sur des groupes sociaux dominés[834].

A/ Elément d'une « géoéconomie symbolique » du conflit israélo-palestinien sur la scène internationale

L'Etat d'Israël bénéficie entre sa création en 1948 et la guerre des Six-Jours en 1967, d'un capital de sympathie auprès des agents qui dominent la scène internationale (malgré des épisodes de condamnation, comme après le massacre de Qybia en 1953). Cependant, l'occupation des territoires palestiniens en 1967, puis l'invasion du Liban en 1982, constituent des points d'inflexion décisifs dans la construction d'une « opinion publique internationale » plus favorable aux revendications nationales des Palestiniens à une période où, pour rappel, l'OLP tend à investir davantage la voie diplomatique que la voie armée[835]. Ainsi, c'est en 1967 que, pour la première fois, la France prend ouvertement ses distances avec Israël, par la voix du Général de Gaulle, après lui avoir accordé de nombreux privilèges sous la IVe République, notamment des aides pour son programme nucléaire[836]. En 1975, une coalition de pays en voie de développement, en collaboration avec l'URSS, adopte la résolution n° 3379

[833] Boltanski L., Darré Y., Schiltz M.-A.. « La dénonciation », *Actes de la recherche en sciences sociales*. 51, mars 1984. p. 19.
[834] Rosat J.-J., « Le constructivisme... », *op. cit.*
[835] Pour une synthèse des débats qui agitent les milieux politiques et diplomatiques dans le contexte post-Liban, voir Hudson M. C. (ed.), *Alternative Approaches to the Arab-Israeli Conflict: a Comparative Analysis of the Principal Actors*, Georgetown University, center for Contemporary Arab Studies, 1984.
[836] Baron X., *Les Palestiniens… op. cit.*, p. 336. Sur l'aide française au programme nucléaire israélien, voir Karpin M., *La Menace ultime. Israël et sa bombe atomique. Une bombe à retardement. L'option nucléaire israélienne*, documentaire, ARTE, 2002.

de l'ONU, dans laquelle le sionisme est décrit comme « une forme de racisme et de discrimination raciale »[837].

Le terme « d'opinion publique internationale » mérite d'être considéré avec précaution. En effet, il désigne en fait des fractions des opinions publiques nationales, qui s'intéressent au conflit israélo-palestinien[838]. D'autre part, le terme pose des problèmes d'un point de vue méthodologique. En effet, tout comme l'agrégation d'opinions individuelles (à supposer que les personnes interrogées aient une opinion sur la question) ne permet pas de calculer des opinions collectives, car toutes les opinions ne se valent pas socialement[839], de même l'agrégation « d'opinions publiques nationales » ne permet pas de construire une hypothétique « opinion publique internationale », qui supposerait l'existence d'un espace public mondial d'échanges rationnels, ouverts et contradictoires[840]. Néanmoins, du point de vue d'une approche constructiviste des relations internationales (au sens de Wendt), on peut considérer que, cette notion faisant l'objet d'une croyance collective indiquée par son usage dans les discours des acteurs de la scène internationale (dirigeants, diplomates, militants, médias, experts en relations internationales), elle sert d'instrument de légitimation démocratique de l'ordre international. Or, à partir de 1967, l'occupation israélienne constitue une violation du droit international (notamment des résolutions de l'ONU, et de la IVe Convention de Genève) qui risque de remettre en question sa légitimité sur la scène internationale. Comment réagit la « communauté internationale » à cette situation de violation des règles constitutives du jeu, et comment les dirigeants israéliens cherchent-ils à légitimer aux yeux de leurs alliés cette situation illégale ? Cette analyse nous permettra dans la partie suivante de saisir les enjeux complexes qui entourent les activités de médiatisation « alternative » du conflit israélo-palestinien dans les réseaux de militants anti-occupation.

« L'opinion publique internationale » et le conflit israélo-palestinien : le cas des Etats-Unis

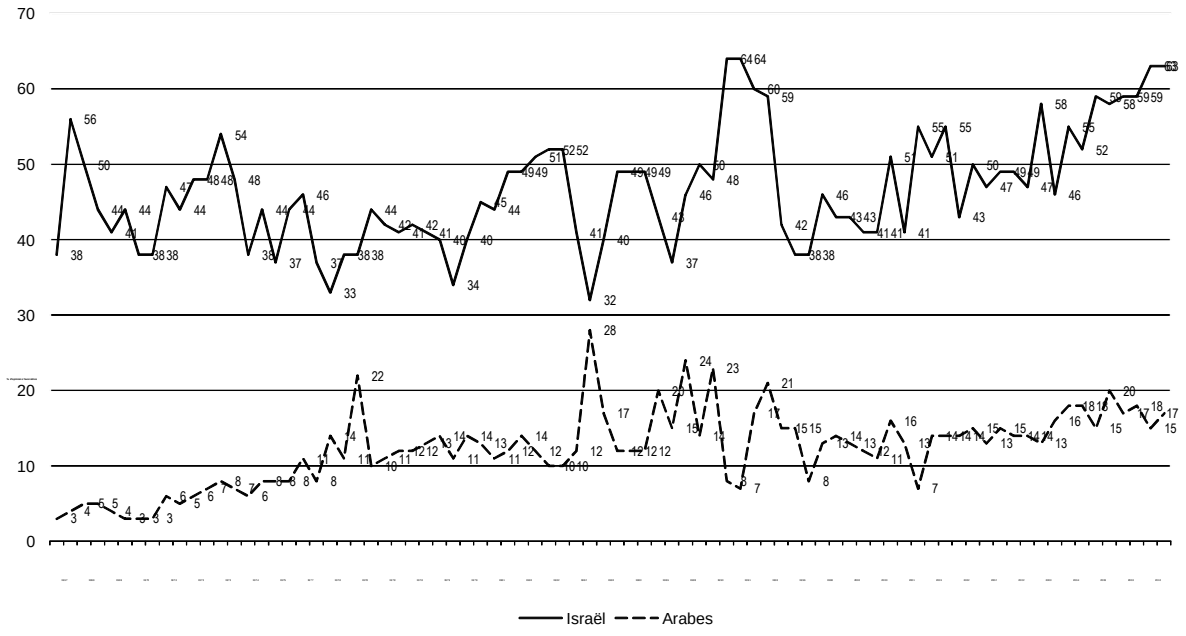
Dans un article publié en 1987, le politiste palestino-américain Fouad Moughrabi propose une synthèse tirée de différents sondages d'opinion réalisés entre 1967 et 1982, à propos du conflit israélo-palestinien, auprès de citoyens étasuniens, canadiens, ouest-européens (Grande-Bretagne, Grèce, Pays-Bas), israéliens, et de Palestiniens[841]. L'auteur donne des chiffres indiquant l'évolution des « opinions publiques nationales » sur la période. Pour lui, un consensus international s'est formé après 1967 au sein des élites politiques

[837] Stevens R. P., « Israel and South Africa : a comparative study in racism and settler colonialism », in Kayyali A. W. (ed.), *Zionism, Imperialism and Racism*, London, Croom Helm, 1979, pp. 265-285.
[838] Pour une discussion sur la question de l'intérêt des masses pour les questions internationales, généralement considéré comme limité, voir Victor J.-C., Védrine H., « Le grand public face aux questions internationales », *Revue internationale et stratégique*, 71/3, 2008 p. 7-17.
[839] Bourdieu P., « L'opinion publique n'existe pas », *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 1984, p. 222-235.
[840] Pour un exemple de critique de la notion d'espace public supra-national, voir les travaux sur « l'espace public européen » réunis dans Marchetti D. (dir.), *En-quête d'Europe. Médias européens et médiatisation de l'Europe*, Rennes, PUR, 2004.
[841] Moughrabi F., « The International Consensus on the Palestine Question », *Journal of Palestine Studies*, 16/3, 1987, p. 115-133.

internationales (à l'exception des Etats-Unis et d'Israël) pour résoudre le « conflit israélo-arabe » – ce dernier étant d'ailleurs perçu de plus en plus à partir de 1974 (date du discours de Y. Arafat à l'ONU) comme « israélo-palestinien ». Ce consensus repose sur quatre points : d'une part, l'acceptation des principes de la résolution 242 du Conseil de Sécurité de l'ONU, en particulier le principe d'inacceptabilité de l'acquisition de territoires par la force ; d'autre part, la nécessité d'un retrait des troupes israéliennes des Territoires occupés en juin 1967 ; ensuite, un respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de tous les Etats de la région ; enfin, un règlement du problème des réfugiés. Or selon l'auteur, les enquêtes d'opinion menées sur le conflit du Proche-Orient permettent d'observer dans beaucoup de cas une disjonction entre les prises de positions officielles des Etats et celles de leurs citoyens, qui partagent globalement ce cadre émergent de résolution du conflit. C'est le cas par exemple des citoyens étasuniens, réputés très « pro-israéliens ».

Cette thèse est paradoxale. Selon une interprétation proposée par la *Jewish Virtual Library*, un organisme pro-israélien situé aux Etats-Unis, les chiffres des enquêtes d'opinion de l'institut *Gallup* montreraient un soutien indéfectible des Etatsuniens à l'égard d'Israël. Le graphique ci-dessous indique en effet les réponses données à la question suivante, entre 1967 et 2010 : « dans la situation du Moyen-Orient, vos sympathies vont-elles plus à Israël ou aux nations arabes ? »[842].

Sympathie des citoyens américains à l'égard d'Israël ou des Arabes de 1967 à 2010 (source: Gallup)



Ce graphique indique, d'une part, l'existence aux Etats-Unis d'une opinion nettement plus favorable à Israël (moyenne de 46 %) qu'aux « Arabes » (moyenne de 12 %). Des

[842] Graphique réalisé à partir des données publiées in Jewish Virtual Library, « Gallup Polls on American Sympathy Toward Israel and the Arabs/Palestinians (Updated March 7, 2011) », http://www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/US-Israel/gallup.html [consulté le 21/09/2011]. Noter qu'à partir de 1993, le terme « nations arabes » est remplacé par « Arabes palestiniens ».

variations peuvent néanmoins être observées, qui vont du simple au double. Un premier *trend* globalement descendant s'observe entre 1967 et 1982 (administrations Johnson, Nixon/Ford, Carter, Reagan), et un second *trend* globalement ascendant entre 1982 et 2010 (administrations Reagan, Bush, Clinton, Bush II, Obama). Israël accumule un « capital de sympathie » après la guerre des Six-Jours de 1967 (56 %), la guerre du Kippour en 1973 (54 %), le début de la guerre du Liban en 1982 (52 %), les Accords d'Oslo en 1993-1995 (entre 64 et 59 %), et le déclenchement de la seconde *Intifada* en 2000-2001 (51-55 %). Par contre, au moment des négociations de Camp David I (1978, 33%), des massacres de Sabra et Chatila (1982, 32 %), du déclenchement de la première *Intifada* (1987, 37%) ou de la mise en place de l'Autorité palestinienne (1994-1998, 38 %), les opinions favorables diminuent sensiblement. D'un autre côté, les opinions favorables aux « Arabes » augmentent tendanciellement de 1967 à 1982. Les massacres de Sabra et Chatila constituent à ce titre un pic d'opinion favorable sans équivalent au cours des 43 années étudiées. Ces opinions favorables diminuent ensuite globalement entre 1982 et 2001 avant de connaître une légère augmentation jusqu'en 2010.

Cependant, les mêmes personnes interrogées au sujet du conflit israélo-palestinien, non pas à partir de questions portant sur des préférences affectives (« sympathie »), mais de questions opposant différentes options politiques[843], se prononcent à 36 % pour la création d'un Etat palestinien en 1977, et à 46 % en 1982 (contre 29 % puis 23 % en faveur d'un maintien de l'occupation israélienne)[844]. De même, une enquête du *Los Angeles Times* de 1979 indique que 59 % des personnes interrogées (n=1453) sont favorables à une négociation entre les Etats-Unis et l'OLP, et seulement 29 % contre, à l'instar de leur gouvernement. Ces chiffres interrogent l'idée d'un soutien inconditionnel de l'opinion publique étasunienne à l'égard de la politique étrangère de son gouvernement au Proche-Orient, du moins lorsque les personnes interrogées sont informées de la situation sur place.

On peut également observer que la plupart des personnes interrogées en Europe au sujet de la question des réfugiés palestiniens, informées de la situation de ces derniers par l'enquêteur, considèrent que la solution la plus acceptable au problème serait le retour de tous les Palestiniens exilés et la création d'un Etat binational regroupant Israël et les Territoires occupés palestiniens (60 % des opinions en Grande-Bretagne en 1982, 57 % en Grèce en 1985). Il est remarquable de constater que cette dernière option est généralement considérée, en Israël, comme une opinion « radicale » de groupes minoritaires de l'extrême-gauche[845].

Les massacres des camps de réfugiés de Sabra et Chatila au Liban constituent ainsi un tournant décisif, qui menace de remettre en question le capital de sympathie accumulé par Israël auprès de la « communauté internationale ». Cependant, les autorités israéliennes et leurs relais à l'étranger réagissent rapidement à la montée d'opinions défavorables à leur

[843] Exemple : « comme vous devez le savoir, une des questions majeures dans la situation du Moyen-Orient concerne le peuple palestinien. Pensez-vous qu'une nation palestinienne séparée, indépendante devrait être établie, ou pensez-vous que les Palestiniens devraient continuer à vivre comme ils le font maintenant en Israël et dans les nations arabes voisines ? ».
[844] Respectivement 1520 et 1389 répondants.
[845] C'est par exemple la thèse de M. Warschawski in *Israël-Palestine : le défi binational*, Paris, Textuel, 2001.

politique à l'égard des Palestiniens, en investissant des efforts dans une stratégie de diplomatie publique, désignée par le terme hébreu *hasbara*, et tournée en particulier vers les Etats-Unis[846]. Cette réaction prend deux principales directions : d'une part, la recherche d'un renforcement de l'appui diplomatique et économique des grandes puissances, à commencer par les Etats-Unis, grâce à la formation d'un personnel israélien spécialisé dans un travail de propagande auprès des médias, de l'opinion publique, des consulats ou des dirigeants, ou la signature de contrats de sous-traitance avec des entreprises étasuniennes de relations publiques ; d'autre part, la construction d'un système symbolique d'immunisation contre la critique de l'occupation, dont les deux piliers sont d'ordre politique (mise en valeur de l'Etat, de la société et de la culture israéliens)[847] et d'ordre moral (instrumentalisation de la mémoire du génocide des Juifs durant la Seconde Guerre mondiale, construction du problème public de la résurgence de l'antisémitisme)[848]. Pour l'illustrer, je prendrai l'exemple des Etats-Unis, en raison de la position prééminente de ce pays dans les relations internationales pendant et surtout après la guerre froide, ainsi que son importance stratégique dans le conflit israélo-palestinien – qui explique pour une bonne part l'intérêt stratégique pour les groupes militants locaux de se doter de publications en anglais.

Une stratégie d'immunisation à la critique : la « diplomatie publique » des groupes pro-israéliens

Dans une étude consacrée aux lobbies pro-israéliens aux Etats-Unis, les politistes étasuniens John Mearsheimer et Stephen Walt soulignent le caractère exceptionnel d'Israël dans la politique étrangère américaine, en particulier depuis 1967 auprès du Congrès à Washington. Alors que les Etats-Unis sont peu présents avant la Seconde Guerre mondiale au Moyen-Orient, où leur rôle reste modeste, comparé à celui de la France ou de la Grande-Bretagne[849], ils prennent après 1945 un rôle de premier plan pour défendre leurs intérêts pétroliers et lutter contre le bloc communiste[850]. Ainsi, les sionistes américains ont joué de leur influence auprès du gouvernement des Etats-Unis pour faire passer la résolution n°181 de l'ONU en 1947. L'historien Melvin Urovky décrit le passage de la résolution comme le résultat de cinq ans d'efforts de leur part : « du travail, de l'organisation, de la publicité, de

[846] Jhally S., Ratskoff B., *Peace, propaganda, and the Peace Process. US Media and the Israeli-Palestinian Conflict*, USA, Media Education Foundation, 2004.

[847] Un exemple emblématique de cette stratégie est fourni dans la période contemporaine par l'action du ministère israélien du Tourisme auprès des visiteurs étrangers, qui peuvent traverser les Territoires occupés en ayant l'impression d'être en Israël (Rinat Z., « Visitez la Terre sainte sans voir les Palestiniens », *Haaretz*, extraits reproduits et traduits in *Courrier International*, 874, 2-22 août 2007, p. 26).

[848] Finkelstein N. G., *L'industrie… op. cit.*, Gill L., « Antisémitisme : l'intolérable chantage », Bulletin *d'histoire politique*,13/1, 2004, p. 245-248.

[849] Les relations entre les Etats-Unis et le mouvement sioniste commencent avant la création d'Israël en 1948. Rappelons par exemple l'aide de l'hydrologue Edwood Mead pour la mise en place d'un ambitieux système hydraulique dans les années 1920. Les Etats-Unis ont également aidé les Juifs européens à immigrer en Palestine pendant et après la Seconde Guerre mondiale (Conférence de Baltimore en 1942). Pour une description précise des relations entre les sionistes et les Etats-Unis avant, pendant, et après la création d'Israël, voir Morris B., *Victimes… op. cit*.

[850] Pour une synthèse historique d'un point de vue géopolitique sur la pétropolitique américaine, voir Chauprade A., « La quête de l'or noir », *Géopolitique*, Paris, Ellipses, 2003, p. 700-728.

l'éducation, et une attention à cultiver des personnes clés dans différents champs, afin de sécuriser l'aide d'hommes et de femmes influents dans la presse, l'Eglise, les arts, et par-dessus-tout, le gouvernement »[851].

Mais si, dans les années 1950, les administrations Truman et Eisenhower adoptent essentiellement une position de juste milieu entre Israël et les Etats arabes voisins, à partir de 1967, sous l'impulsion de l'administration de J. F. Kennedy (et ensuite de R. Nixon), des liens privilégiés avec Israël déterminent largement la politique étrangère américaine[852]. Les auteurs parlent ainsi de « soutien inconditionnel » des Etats-Unis à Israël : « quoi que fasse Israël, le niveau de l'aide demeure en majeure partie inchangé ». Pendant la Guerre Froide, ce soutien s'explique en grande partie par une stratégie de lutte contre l'influence soviétique dans la région, mais le maintien de ce soutien après la chute du bloc de l'est ne peut s'expliquer, selon les auteurs, que par le poids croissant des groupes d'intérêts pro-israéliens dans la vie politique américaine. Leur importance constitue un facteur considérable d'affaiblissement des positions pro-palestiniennes dans le débat public, et contribue à une censure de la question de l'occupation israélienne.

Un « soutien inconditionnel » : les trois volets de l'aide américaine à Israël

L'aide étasunienne à Israël est d'abord financière. De 1948 à 2005, l'assistance directe (économique et militaire) se monte à presque 154 milliards de dollars (en dollar constant), sous la forme de subventions directes (sans contrepartie) plutôt que de prêts. Israël reçoit ainsi une moyenne de trois milliards de dollars par an en assistance directe des Etats-Unis, ce qui représente environ un sixième du budget total de l'aide aux pays étrangers et 2% du PIB israélien en 2007. Dans les années 2000, environ 75 % de l'aide américaine était de nature militaire, le reste étant réparti entre diverses formes d'aide économique. Cette aide équivaut à une subvention directe de 500 dollars par an pour chaque Israélien. En comparaison, le second bénéficiaire de l'aide américaine, l'Egypte, reçoit seulement 20 dollars par habitant, et des pays pauvres comme le Pakistan et Haïti reçoivent respectivement environ 5 et 27 dollars. Israël et les Etats-Unis ont cependant passé un accord pour mettre progressivement un terme à l'aide économique à partir de 1997, et le Congrès l'a réduite de 120 millions de dollars par an depuis 1999. Mais ce processus est en partie compensé par l'engagement parallèle des Etats-Unis à augmenter l'aide militaire de 60 millions par an, et par le vote du Congrès d'aides supplémentaires. Israël se trouve ainsi en position d'être le seul bénéficiaire de l'aide économique étasunienne qui n'a pas à justifier de la façon dont il la dépense, tout en bénéficiant de dons privés d'une valeur de 2 milliards de dollars par an, dont une partie sert à financer la colonisation.

L'aide étasunienne est ensuite une aide militaire. Alors que, jusqu'en 1967, c'est la France qui est le premier fournisseur d'armes d'Israël, les Etats-Unis occupent cette position après la guerre des Six-Jours. L'aide américaine à Israël passe ainsi de 1,9 milliards de dollars en 1975, à 6,29 milliards en 1976, et de 4,4 milliards en 1978 à 10,9 milliards en 1979 (suite

[851] Sarsar S., « The Question of Palestine and United States Behavior at the United Nations », *International Journals of Politics, Culture and Society*, 17/3, 2004, p. 463.

[852] Le conseiller américain à la sécurité nationale, Henry Kissinger, déclare ainsi en 1976 devant l'*American Jewish Congress* : « la survie et la sécurité d'Israël sont un engagement univoque et permanent des Etats-Unis. Israël est un frère loyal et une démocratie amie, dont l'existence même représente l'engagement de tous les peuples libres… Nous n'abandonnerons jamais Israël – que ce soit en n'apportant pas une assistance cruciale ou par des négociations inadaptées ou séparées, ou encore par l'irrésolution quand nous serons confrontés à notre propre responsabilité à maintenir un équilibre global de la puissance » (cité in Sarsar S., « The Question of Palestine… », *op. cit.*).

au traité de paix avec l'Egypte). Cette aide permet à Israël de disposer d'une des armées les plus modernes au monde sur un plan technologique, d'acquérir le statut de puissance nucléaire, de renforcer sa coopération militaire par la vente d'armes et l'exportation de ses compétences en matière d'intelligence militaire. Or, malgré cet important soutien militaire, les Etats-Unis disposent paradoxalement de faibles moyens de pression sur Israël[853].

Enfin, l'aide étasunienne à Israël est une aide diplomatique. Ainsi, entre 1972 et 2006, Washington a mis son veto à 42 résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU qui critiquaient l'attitude d'Israël, soit à peu près la moitié de tous les vetos des Etats-Unis au cours de la période[854]. Selon un calcul du polititiste Saliba Sarsar mené à partir des comportements de vote des Etats-Unis et d'Israël sur des résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU portant sur le conflit israélo-palestinien, entre 1995 et 2000, les représentants des deux Etats s'accordent dans 83 % des cas, et leurs désaccords portent uniquement sur des points secondaires[855].

Comment expliquer cette position privilégiée d'Israël auprès de la « superpuissance » étatsunienne ? On peut distinguer, selon les auteurs, trois raisons principales. La première est la présence d'une communauté juive aux Etats-Unis[856], qui constitue un enjeu électoral stratégique pour les partis politiques, en particulier le Parti démocrate pour lequel votent majoritairement les Juifs américains[857]. La seconde est l'existence de groupes d'intérêts pro-israéliens[858], dont les prises de position n'épousent pas nécessairement celles de la population qu'ils entendent « représenter », mais qui pèsent fortement sur la politique étrangère, le Congrès (les Juifs américains représentent 11% des membres du Sénat et 6 % de la Chambre des Représentants), les élections, et en général le discours public sur Israël ; leurs points de vue sont également produits et diffusés dans différents *think thanks*, des médias à forte audience, ou encore des réseaux universitaires[859]. Troisièmement, cette prééminence

[853] Comme le remarque le politiste français Pascal Boniface, Israël constitue un cas unique dans l'histoire stratégique, puisqu'on se trouve « face à une situation où c'est le protégé qui se sent indépendant par rapport au protecteur » (Boniface P., « Le choc des… », *op. cit*., p. 19).

[854] Mearsheimer J. J., Walt S. M., *Le lobby…. op. cit*., Sarsar S., « The Question… », *op. cit*.

[855] Sarsar S., « The Question… », *op. cit*., p. 465.

[856] Selon le *North American Jewish Databank*, les Juifs représentent environ 2,2 % de la population étasusienne en 2010 (soit entre 6 et 6,4 millions de personnes). La population est fortement concentrée dans quatre Etats qui regroupent 60 % de la population juive totale : New York (1 625 000 personnes, soit quatre fois la population de Tel-Aviv la même année), Californie (1,220 000), Floride (613 000) et New Jersey (505 000 personnes). Sheskin I., Dashefsky A., DellaPergola S., *Jewish Population in the United States, 2010*, Mandell L. Berman Institute, University of Connecticut, 2010, http://www.jewishdatabank.org/Reports/Jewish_Population_in_the_United_States_2010.pdf

[857] Une étude quantitative menée par deux sociologues américains sur le poids de la variable religieuse dans les élections nationales étasuniennes entre 1972 et 2000 indique une préférence constante des Juifs américains pour le Parti démocrate mesurée à partir de la distribution des votes, et de la représentation des Juifs dans les partis politiques (entre 1 et 2 % dans le Parti républicain, contre 2 à 5 % dans le Parti Démocrate (Brooks C., Manza J., « A Great Divide? Religion and Political Change in U.S. National Elections, 1972-2000 », *The Sociological Quarterly*, 45/3, 2004, p. 421-450).

[858] Les auteurs définissent le terme de « lobby pro-israélien » comme un « ensemble d'individus et d'organisations qui travaillent activement à l'orientation de la politique étrangère américaine dans un sens pro-israélien […]. L'expression 'lobby pro-israélien' est en soi quelque peu trompeuse, dans la mesure où beaucoup d'individus et certains groupes de cet ensemble ne font pas à proprement parler du *lobbying* (c'est-à-dire un travail d'influence auprès des élus). On pourrait tout aussi bien l'appeler 'communauté pro-israélienne' ou même 'mouvements de soutien à Israël', car les activités de certains de ces groupes vont au-delà du simple lobbying » (*ibid*., p. 126-127). Le lobby est composé d'un noyau dur, qui regroupe la *Zionist Organization of America*, l'AIPAC (la plus importante et la plus connue), le WINEP, l'ADL, le CUFI, ou l'*American Jewish Congress*. Dans les années 2000, on compte aux Etats-Unis environ 80 groupes actifs dans leur soutien à Israël.

[859] Pour des travaux qui aboutissent à des résultats similaires, l'un publié au milieu des années 1970, l'autre au début des années 2000, voir Hudson M. C., « Politique intérieure et politique extérieure américaine dans ses rapports avec le conflit israélo-arabe », *Politique étrangère*, 39/6, 1974, p. 641-658, Wald K. D., Martinez M. D. « Jewish Religiosity and Political Attitudes in the United States and Israel », *Political Behavior*, 23/ 4, 2001, p. 377-397.

s'expliquerait par la présence d'alliés sionistes non-juifs, comme certains fondamentalistes chrétiens évangélistes et les néoconservateurs aux Etats-Unis[860].

On peut ajouter une quatrième raison. Israël dispose en effet d'un capital symbolique et moral, lié au partage de valeurs politiques communes avec certains dirigeants occidentaux. Israël est souvent perçu comme la seule démocratie libérale du Proche-Orient, entourée de dictatures arabes, qui aurait accompli un travail de mise en valeur de la terre comparable, aux yeux de certains dirigeants étasuniens, à ceux des pionniers américains pendant la conquête de l'Ouest[861]. De plus, une compassion internationale est associée au peuple juif en raison de l'holocauste nazi.

L'historien américain Norman Finkelstein considère cependant dans un essai intitulé *L'Industrie de l'Holocauste*, que des dirigeants sionistes ont développé une stratégie idéologique d'instrumentalisation de la mémoire du génocide des Juifs, qu'il appelle le « système de l'holocauste ». Cette stratégie aurait été menée conjointement, en particulier depuis le procès d'Eichmann à Jérusalem en 1961[862] et la guerre des Six-Jours en 1967, par des groupes d'intérêts composés de Juifs américains pro-sionistes (comme *l'American Jewish Committee*, la branche américaine du *World Jewish Congress* et *l'Anti-Defamation League*) et les élites politiques et économiques sionistes en Israël. Pour N. Finkelstein, « le système de l'Holocauste repose sur deux dogmes centraux : (1) l'Holocauste constitue un événement historique catégoriquement unique ; (2) l'Holocauste constitue le point culminant de la haine irrationnelle et éternelle des Gentils contre les Juifs ». De son point de vue, ce « dogme de l'unicité de l'Holocauste » n'a aucun sens, car tout événement historique est unique. Cependant, « pour l'Holocauste, le caractère unique est considéré comme absolument décisif […]. Les caractères distinctifs de l'Holocauste sont soulignés pour pouvoir les classer dans une catégorie absolument à part ». Or cette « sacralisation de l'Holocauste » constituerait un « capital moral » et par voie de fait un alibi précieux renforçant la pression morale et émotionnelle qu'Israël exerce sur les autres nations, limitant ainsi les critiques de sa politique à l'égard des Palestiniens[863]. Cette stratégie aurait été particulièrement mobilisée après le début de l'occupation israélienne des Territoires palestiniens, en 1967, pour minimiser les critiques de la communauté internationale contre Israël.

N. Finkelstein analyse également la mise en place d'une stratégie que des militants pro-palestiniens ont qualifiée de « chantage à l'antisémitisme », consistant à faire un amalgame systématique entre les critiques exprimées à l'encontre de l'occupation israélienne

---

[860] Mearsheimer J. J., Walt S. M., *Le lobby... op. cit.*, p. 146-153.

[861] On trouve des déclarations en ce sens de dirigeants américains en visite en Palestine avant 1948 in Morris B., *Victimes… op. cit*.

[862] Sur le procès d'Eichmann, voir Brauman R., Sivan E., *Un Spécialiste. Portrait d'un criminel moderne (inspiré de Eichmann à Jérusalem. Rapport sur la banalité du mal, de Hannah Arendt)*, Paris, Momento, Editions Montparnasse, 2000.

[863] Finkelstein N. G., *L'Industrie … op. cit*. Il cite ainsi le sociologue et historien israélien Sasson Sofer, qui analyse dans une perspective semblable le « dualisme fertile » de la diplomatie israélienne. Elle consisterait selon lui à « mettre en exergue le caractère *sui generis* de la question juive afin d'asseoir la légitimité de l'Etat juif, puis à mettre l'accent sur la normalité de l'existence souveraine d'Israël en tant qu'Etat, auquel devrait être accordés tous les droits et privilèges reconnus par la communauté internationale à toute entité nationale »

ou de l'idéologie sioniste, et la haine raciale contre les Juifs[864]. Les opinions exprimées sur ce sujet sont cependant assez rares à l'étranger, en partie à cause des puissants effets, en termes d'annihilation symbolique de la critique, de cette « sacralisation de l'holocauste ».

La situation est cependant variable selon les pays considérés. Ainsi, la thèse de Finkelstein a été très mal accueillie en Israël, et son auteur interdit de séjour dans le pays pour dix ans[865]. On pourrait penser que l'auteur aurait pu bénéficier d'une certaine immunité symbolique, étant lui-même juif. La contradiction ultime à laquelle se confrontent les tenants de cette stratégie idéologique est en effet d'avoir à subir des critiques émanant de personnalités juives, qui peuvent difficilement être considérées comme « antisémites ». Cependant, une parade symbolique a été trouvée pour contourner le problème : selon les Juifs israéliens antisionistes que nous avons interrogés, les Juifs qui critiquent Israël sont régulièrement présentés comme étant des victimes d'une « haine de soi » (*self-hating Jews*), c'est-à-dire de l'intériorisation des préjugés antisémistes des Gentils, qu'ils retournent contre eux-mêmes (sans le savoir) en critiquant l'Etat israélien. Mais les risques de « répression symbolique » (campagnes publiques de dénonciation *ad hominem* par exemple) pèsent plus fortement sur les personnalités non juives, davantage susceptibles d'être attaquées sur le thème de leur antisémitisme supposé. Comme le remarque un observateur canadien, la situation en France comporterait ainsi des risques élevés pour ceux qui défendent un point de vue critique sur Israël dans l'espace public :

« Les moindres critiques d'Israël provoquent une montée aux barricades de ses défenseurs inconditionnels qui profèrent inévitablement à l'endroit des auteurs de ces critiques des accusations d'antisémitisme. Mais ce que nous connaissons ici au Québec n'est qu'un pâle reflet de ce qui se passe en France où les accusations de haine des Juifs se doublent de mesures de chantage, d'intimidation, de poursuites judiciaires, voire de menaces de mort, dirigées tout autant contre les Juifs, nombreux, qui rejettent l'inadmissible identification de la totalité de la communauté juive à Israël et qui refusent d'être complices des crimes perpétrés par Israël contre la population palestinienne »[866].

On notera cependant que parler de « lobby pro-israélien » en France est incorrect, au sens juridique d'une part (le statut de lobby est reconnu juridiquement aux Etats-Unis, contrairement à la France), et au sens, également, où comparer le capital politique des groupes qui composent le lobby pro-israélien étasunien et celui des groupes pro-israéliens français ne permet pas de comprendre la plus grande faiblesse (relative) des seconds[867]. Par ailleurs, alors

[864] Il cite par exemple l'universitaire israélien Uriel Tal, qui dénonce en ces termes, au moment de la guerre du Liban en 1982, l'instrumentalisation de la mémoire des Juifs en Israël au profit du capital moral d'Israël sur la scène internationale : « les hauts cris au sujet de l'antisémitisme qui relèverait sa tête hideuse partout dans le monde, ne servent qu'à dissimuler le fait que ce qui est en train de se désintégrer, dans le monde, c'est la position d'Israël, et absolument pas celle des Juifs. Les accusations d'antisémitisme ne visent qu'à enflammer le public israélien, à lui inculquer la haine et le fanatisme, à cultiver une obsession paranoïde comme si le monde entier était contaminé par ce prétendu antisémitisme tandis que nous, Israéliens, serions les seuls purs, les seuls immaculés » (cité in Finkelstein N, *L'Industrie… op. cit*.).

[865] O'Loughlin T., « US academic deported and banned for criticising Israel », *The Guardian*, 26 mai 2008.

[866] Gill L., « Antisémitisme… », *op. cit.*

[867] Les Juifs français représentent une population d'environ 600 000 personnes pour un total de 60 millions d'habitants (soit environ 1 % de la population). Si, comme aux Etats-Unis, tous les Juifs ne sont pas pro-sionistes, la quasi-totalité des pro-sionistes français politiquement actifs sont Juifs : il n'y a pas d'équivalent en France des chrétiens évangélistes ou des

que les groupes d'intérêt pro-arabes aux Etats-Unis sont relativement faibles par rapport aux groupes pro-israéliens, en Europe en général, et en France en particulier, la diaspora palestinienne trouve davantage d'occasions de se faire entendre dans l'espace public ou d'accéder à des arènes politiques[868].

Des auteurs ont néanmoins souligné qu'une telle instrumentalisation de l'accusation d'antisémitisme à l'encontre des personnes ou des organisations qui mettent en question la politique israélienne dans le conflit avec les Palestiniens, risque de subir une loi de rendement décroissant : à trop confondre, pour des raisons stratégiques ou par réflexe conditionné, les « vrais » antisémites et les points de vue critiques sur la politique israélienne ou le projet sioniste, les groupes pro-israéliens prendraient le risque de provoquer une prophétie auto-réalisatrice[869].

Pour J. J. Mearscheimer et S. M. Walt, cette stratégie ne servirait pas qu'à immobiliser ou discréditer la contestation de l'occupation, mais à renforcer le soutien des alliés d'Israël et à éviter qu'ils ne soient perçus comme des groupes d'intérêt organisés :

« Décrire Israël comme un pays assiégé et vulnérable et lancer des appels alarmistes sur la persistance ou la montée de l'antisémitisme contribue à maintenir un certain degré d'inquiétude chez les sympathisants d'Israël et ainsi à garantir la pérennité de ces organisations […]. Quiconque critique les agissements d'Israël ou affirme que les groupes pro-israéliens ont une influence décisive sur la politique étrangère des Etats-Unis au Moyen-Orient risque sérieusement de se voir accoler l'étiquette d'antisémite. A vrai dire, tous ceux qui affirment ne serait-ce que l'existence d'un *lobby* pro-israélien sont susceptibles de tomber sous le coup de cette accusation, alors même que l'AIPAC et la Conférence des Présidents n'hésitent pas à parler de leur influence et que les médias israéliens eux-mêmes parlent régulièrement du 'lobby juif' en Amérique. En effet, le lobby peut tout à la fois s'enorgueillir de son pouvoir et s'attaquer à ceux qui attirent l'attention sur lui »[870].

---

néoconservateurs étasuniens – du moins jusqu'à l'accession de N. Sarkozy à la présidence de la République en 2007, dont les positions sont les plus pro-israéliennes de l'histoire de la Ve République (Blanrue P.-E., « Lobby pro-israélien en France : chronique d'une mort annoncée », tribune libre, 27 juin 2009). Il y a environ 3000 associations juives en France, mais la plupart sont artistiques, culturelles, sportives, etc. Seule une vingtaine d'associations sont actives sur le créneau du soutien à Israël, comme l'Union des Etudiants Juifs de France (UEJF), l'antenne française du *B'nai B'rith*, le Conseil représentatif des Institutions Juives de France (CRIF), l'Union des patrons et professionnels juifs de France, ou la branche française de la *Women's International Zionist Organization*. Les représentants de ces derniers placent la défense d'Israël au cœur de leurs préoccupations et associent la défense des Juifs de France à la défense d'Israël. Il est difficile cependant de mesurer si les adhérents de base partagent ce point de vue. Ces groupes critiquent régulièrement la politique étrangère de la France, jugée « pro-arabe ». Leurs répertoires d'action principaux sont des actions directes (rencontrer des décideurs en charge de la politique étrangère de la France et leur présenter des informations favorables à Israël) ou des actions indirectes (ciblage des médias, considérés comme des « forgerons » de l'opinion publique, organisation de voyages de personnalités françaises en Israël afin de créer un climat favorable). Parfois, ces organisations organisent également des rassemblements de masse, par exemple lors d'invitations par la France de personnalités jugées hostiles à Israël, comme Y. Arafat en 1989, ou pour manifester l'appui des Juifs français à Israël, comme lors de l'événement *Douze heures pour Israël*, en 1976, dont une seconde édition a lieu en 2003 (environ 45 000 personnes). Hecker M., « Les groupes pro-israéliens en France : une typologie », *Politique étrangère*, 2, 2005, p. 401-410.

[868] Shiblak A., *The Palestinian Diapora in Europe. Challenges of Dual identity and Adaptation*, Palestine, Institute of Jerusalem Studies, Palestinian Refugee and Diaspora Center, 2005.

[869] La Première ministre israélienne Golda Meir explique ainsi, au début des années 1970, l'équilibre auquel devraient parvenir les sionistes dans le maniement de l'argument d'antisémitisme de leurs opposants : « *trop d'antisémitisme, ce n'est pas bon, parce que cela mène au génocide ; pas d'antisémitisme, ce n'est pas bon non plus parce qu'alors il n'y aurait plus d'immigration [en Israël]. Ce qu'il nous faut, c'est un antisémitisme modéré* » (cité in Warschawski M., *Sur la Frontière…*, *op. cit*., p. 214).

[870] Mearsheimer J. J., Walt S. M., *Le Lobby... op. cit.*, p. 142, 205.

Il est à noter cependant que des critiques à l'égard de ce lobby existent aux Etats-Unis. Elles proviennent non seulement des groupes « pro-palestiniens », mais de groupes de Juifs « progressistes » qui réclament un débat plus ouvert sur Israël, comme par exemple *Breira* fondé en 1973, qui demande la fin de la colonisation, et un accord de paix avec les Palestiniens, ou encore les *Jewish Students for Palestinians Rights*. Ces groupes constituent des relais privilégiés, aux Etats-Unis d'une partie des militants israéliens anti-occupation[871]. On comprendra néanmoins que les rapports de force soient extrêmement défavorables à ces groupes, étant donné le climat idéologique qui règne aux Etats-Unis en matière de débat public sur le conflit israélo-palestinien.

B/ Structure et répertoires d'action du réseau de solidarité internationale durant la seconde Intifada

Les militants du réseau de solidarité internationale en faveur des Palestiniens sont ainsi confrontés à des groupes d'opposition à l'étranger relativement plus structurés que dans le cas de « l'internationale zapatiste ». Cette donnée explique une partie des logiques de fonctionnement et des divisions internes du RAO. Pour le comprendre, on peut distinguer deux grandes catégories d'organisations de « solidarité internationale », en se limitant à celles qui ont une présence en Palestine La première regroupe d'importances organisations gouvernementales ou non-gouvernementales, souvent installées de longue date (en général suite aux Accords d'Oslo) dans les Territoires occupés ou à Jérusalem-Est, qui offrent des services humanitaires, matériels ou financiers, juridiques, sociaux, éducatifs ou culturels aux Palestiniens – comme les organismes de l'ONU (UNRWA, OCHA-OPT), certaines ambassades, ou des ONG internationales de défense des droits de l'homme[872]. Un second ensemble est composé d'organisations plus récentes, structurées de manière plus informelle, et adoptant des positions politiques plus radicales, qui se reconnaissent pour la plupart dans le réseau transnational intitulé *Grassroots International Protection for the Palestinian People* (GIPP)[873], fondé en 2001 par l'alliance d'organisations palestiniennes et étrangères, principalement issues de pays occidentaux.

Dans ce pôle « radical », deux organisations peuvent être mentionnées, car elles jouent un rôle moteur dans la « campagne de solidarité » lancée à l'été 2001. La première, à dominante anglo-saxonne, est le *Mouvement de Solidarité internationale* (*International Solidarity Movement*, ISM)[874]. Ses participants organisent en 2001 une opération de soutien aux Palestiniens, baptisée *Freedom summer*, autour d'un petit groupe d'une vingtaine de militants, consistant à faciliter les déplacements des Palestiniens aux *checkpoints* ou assurer une

[871] Austrian G. I., Goldman E., « How to Strengthen the Palestine Solidarity Movement by Making Friends With Jews », *News From Within*, XIX/3, March 2003, p. 24-25.
[872] Sur ces organismes étatiques ou ONG internationales, voir Hanafi S. Tabari L.« Conceptualization of the Meetings of Global/Local Agendas and the Palestinians Context », in *The Emergence… op. cit*., p. 33-84.
[873] AIC, « Globalisation and the Palestinian Struggle…" *op. cit*.
[874] Seitz C., « ISM at the Crossroads : the Evolution of the International Solidarity Movement », *Journal of Palestine Studies*, 32/4, 2003, p. 50-67.

présence dans les villages. Leurs activités se poursuivent ensuite et permettent un accroissement des effectifs et une professionnalisation des actions[875]. La seconde, francophone, regroupe les organisations et militants de la *Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien* (CCIPPP), qui envoie sa première mission en juin 2001, avec plusieurs leaders du mouvement social français dont le syndicaliste de la Confédération paysanne, José Bové[876]. Sur les dix-huit premiers mois durant lesquels sont organisées ces missions de solidarité, on estime qu'environ 4000 personnes sont parvenues à se rendre dans les Territoires occupés pour une durée d'une dizaine de jours à deux semaines en moyenne. Des milliers de personnes se seraient vu interdire l'accès en Israël à l'aéroport de Lod, et 800 ont été mises en détention[877]. Cette forme de militantisme qui s'inspire de « l'action directe non-violente » forgée dans les années 1970 dans les mouvements contestataires étasuniens est considérée comme « extrême » par les groupes d'intérêts pro-israéliens, aux Etats-Unis ou en France[878].

Des dissensions dans le réseau transnational de militants anti-occupation : l'exemple français

La stratégie de protectionnisme symbolique menée par les dirigeants israéliens et sionistes à l'étranger n'est pas sans effet sur le militantisme transnational pro-palestinien. Ainsi, le consensus apparent sur la légitimité d'une articulation entre militantisme *anti-guerre* et *anti-mondialisation* au sein du Forum Social Mondial, tel que nous avons pu l'analyser au début de ce chapitre, est loin de faire l'unanimité parmi la constellation d'organisations hétérogènes qui composent le « mouvement des mouvements ». Les dissensions et divisions, qui accompagnent cette stratégie de recadrage sont particulièrement marquées dans les organisations qui, souvent de longue date, militent pour la cause palestinienne. Le politiste français Alexandre Mamarbachi montre ainsi la montée des divisions internes au sein des mobilisations « pro-palestiniennes » en France à partir de l'an 2000[879]. Ces divisions sont, selon lui, le fruit de la concordance de deux propriétés de conjonctures politiques internationales distinctes « qui n'ont à priori aucun lien entre elles » : l'émergence de mobilisations internationales revendiquant le label « anti-mondialisation », puis celui « d'altermondialisme » ; le début de la seconde *Intifada* en octobre 2000. Il y ajoute une troisième « conjoncture » : la lutte contre le « terrorisme international », suite aux attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis. Dans cette configuration internationale nouvelle, la cause

[875] Baumgartner T., « Material Witnesses… », *op. cit*.
[876] Aoun E., « La campagne civile internationale… » *op. cit*., Warschawski M., « An Interview With Jose Bove », *News From Within*, XVII/5, July 2001, p. 26-28.
[877] Hanafi S. Tabari L., *The Emergence… op. cit*., p. 22.
[878] Selon un rapport d'un centre d'information pro-israélien situé aux Etats-Unis, l'ISM serait « *un réseau fondé par des gauchistes américains extrêmes et membres de la campagne pour délégitimer Israël. Dans la seconde* Intifada*, il s'est spécialisé dans des actions visant à gêner les activités anti-terroristes de l'armée israélienne, soutenant ainsi indirectement le terrorisme* » (Meir Amit Intelligence and Terrorism Information Center, *International… op. cit*.). Pour une critique politique de la CCIPPP publiée sur le site du CRIF en France, voir Knobel M., « Un militantisme extrême : la Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien (CCIPPP) », CRIF, 7 juin 2010.
[879] Mamarbachi A. : « Tensions et divisions… », *op. cit*.

palestinienne subit selon lui, en France, une forte appréciation de sa valeur sociale : « elle est requalifiée par certains de ses défenseurs en cause ‘altermondialiste’ et se voit indexée aux ‘résistances’ des ‘peuples du Sud’ contre la domination ‘néolibérale’ et ‘l’hégémonie américaine’. Le nouveau tour que prend le conflit israélo-palestinien semble actualiser et incarner le conflit asymétrique entre ‘le centre’ et ‘la périphérie’ ». L’auteur montre comment cette situation favorise de nouvelles vocations militantes, de nouveaux motifs de dévouement, qui ont tendance à disqualifier l’usage de la violence et à promouvoir un répertoire d’action « pacifiste » : la cause palestinienne acquiert ainsi une plasticité nouvelle qui lui permet d’être tour à tour « anti-impérialiste », « pacifiste », « humanitaire » ou « altermondialiste ».

Cependant, cette évolution n’est pas sans provoquer des tensions internes, notamment entre une ancienne garde militante engagée dans la cause depuis les années 1970, et cette nouvelle garde qui apparaît dans les années 2000. Son analyse permet également de saisir un écart grandissant entre deux pôles militants principaux. Le premier regroupe des militants issus des classes moyennes salariées, liées à la petite bourgeoisie intellectuelle et tertiaire en ascension sociale, qui se retrouvent au sein du *Collectif National pour une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens*. Le second pôle, regroupé au sein de la *Coordination Palestine*, est composé d’associations revendiquant le label des « luttes de l’immigration », d’individus issus de catégories sociales plus populaires et « socialement identifiables comme typés ‘arabes’ ou ‘maghrébins’ ». Alors que les premiers, hypersensibilisés à l’accusation d’antisémitisme, prennent un soin particulier à « cadrer » les manifestations par des slogans revendiquant la fin de l’occupation et de la colonisation israélienne des Territoires palestiniens, et à étendre les motifs de participation à la défense de la cause en mobilisant la rhétorique du nouvel internationalisme « altermondialiste », les seconds, plus portés à galvaniser « une sorte de nationalisme arabe par procuration », s’identifient plus directement à la souffrance des Palestiniens, assimilant sionisme et fascisme, et appellent à une lutte victorieuse contre les « assassins » Bush et Sharon. Malgré les tentatives de manifestations unitaires, après le déclenchement de la seconde *Intifada*, en octobre 2000, cette polarisation de l’espace associatif va s’accentuer en 2001 et 2002. Or elle est redoublée par un intense travail idéologique de « disqualification morale et politique du mouvement », mené par des médias et commentateurs de la vie politique, qui traduisent les manifestations comme des expressions de « communautarisme », en se fondant sur des observations réalisées lors de regroupements militants du pôle « Immigrés », dans lesquels fusent des slogans antisémites. Tout se passe donc comme si une partie des militants du pôle « Classes moyennes » trouvait dans le discours universaliste de « l’altermondialisme » un cadre d’expression et de mobilisation davantage susceptible de coïncider avec leurs motifs de dévouement à la cause, tout en offrant l’avantage de lui redonner une image médiatiquement acceptable.

Au moment du passage d’une délégation de militants français du CCIPPP en Palestine en 2001, symboliquement menée par J. Bové, M. Warschaswki réalise au Centre d’Information Alternatif à Jérusalem une interview avec le leader paysan altermondialiste, qui reflète autant

le travail idéologique du militant français, pour articuler la lutte anti-mondialisation et la lutte anti-occupation, que les interrogations de l'intervieweur sur cette question :

« **MW : Pourquoi avez-vous décidé d'organiser cette délégation en Israël et dans les Territoires Occupés ?**
JB : *Pourquoi pas ?* La lutte contre l'oppression coloniale fait partie de notre lutte contre la mondialisation néolibérale. La solidarité avec une nation opprimée et se battant pour sa liberté se situe au cœur de notre mobilisation contre la mondialisation. Nous voulions connaître la situation puis revenir et témoigner, afin de convaincre nos mouvements de prendre une part active dans la solidarité internationale avec les Palestiniens.
MW : Quelle connexion voyez-vous entre l'occupation et votre lutte contre la mondialisation néolibérale ?
JB : *Quelle question !* La réalité des Palestiniens, et du Moyen-Orient en général, est un laboratoire de la dépendance du Nouvel Ordre à l'agressivité militaire et au contrôle des entreprises capitalistes multinationales. Qu'était la guerre du Golfe sinon une tentative de la part des Etats-Unis et de l'Europe d'imposer par la violence les lois de entreprises multinationales et le Nouvel Ordre Economique ? Et que sont les parcs industriels à Gaza et en Cisjordanie sinon une version proche-orientale du même système, c'est-à-dire des régions où il est possible d'échapper à tout contrôle environnemental, de conclure n'importe quel contrat social et d'exploiter la main d'œuvre arabe pour quelques dollars par jour ? *La lutte palestinienne contre l'Occupation est aussi la lutte contre le nouvel ordre néolibéral* […].
MW : Qu'est-ce qui vous surprend le plus ici ?
JB : Le fait que les regroupements de militants contre la mondialisation à Tel-Aviv ont parlé de tout, depuis la question de l'environnement jusqu'à la légalisation de la marijuana, sauf d'un sujet : l'Occupation. Alors que le combat contre l'Occupation est le cœur de la lutte contre la mondialisation en Israël… »[880]

Cet échange fournit un indicateur du caractère dissonant des cadres de mobilisation altermondialiste et pro-palestinien : le syndicaliste paysan affirme avec d'autant plus d'aplomb le caractère évident de leur articulation (« *quelle question* ! »), qu'elle ne l'est précisément pas. Une bonne partie du travail idéologique de l'AIC et des mouvements internationaux de solidarité avec la Palestine qui sont proches de la mouvance « anti-mondialisation » va consister dans les mois et les années qui suivent à combler cet écart, à travers la construction d'une grille d'interprétation *ad hoc*[881]. Ce processus se manifeste dans le journal *News from Within* par la multiplication des articles théoriques et des enquêtes qui permettent de penser et de voir à l'œuvre cette « solidarité internationale ». Ainsi, deux « unes » de *News from Within* sont dédiées spécifiquement au thème de la mondialisation (janvier 2002 et octobre/novembre 2004), et des séminaires de réflexion organisés par l'AIC dans ce but.

[880] Warschawski M., « An Interview … », *op. cit.*. [souligné par moi].
[881] Sur un plan empirique, cette thèse repose essentiellement sur la mise en évidence de liens entre l'évolution du conflit israélo-palestinien durant la période d'Oslo et la seconde *Intifada*, et l'importation en Israël et au sein de l'Autorité palestinienne d'un référentiel néolibéral en matière de politiques publiques.

Une nouvelle structure internationale d'opportunités politiques : les manifestations anti-guerre (2003)

Cependant, c'est surtout en 2003, dans le sillage des mobilisations internationales de grande ampleur contre l'invasion américaine de l'Irak et l'occupation israélienne de la Palestine, qu'une nouvelle structure des opportunités politiques internationales s'ouvre, et permet aux réseaux de solidarité internationale avec les Palestiniens de joindre l'action à la réflexion collectives. Proposer un aperçu des principales étapes de l'intégration du « mouvement anti-guerre » dans le « mouvement altermondialiste » et ses conséquences locales sur le mouvement anti-occupation en Israël et Palestine est une entreprise à la fois nécessaire et délicate. Nécessaire, parce qu'il est impossible de comprendre comment des militants israéliens et palestiniens de la gauche radicale peuvent percevoir et saisir ces manifestations comme une ouverture de l'espace des possibles politiques et médiatiques. Délicate, parce que sauf à réaliser une série d'enquêtes précises sur les conditions de genèse et l'essor de ces mouvements, un tel aperçu risque de relever du récit superficiel, prenant pour acquis, au lieu de le prendre comme objet d'analyse, la continuité dans le temps, la cohérence idéologique, et la dimension « transnationale » de ces réseaux.

Les manifestations massives, initialement contre l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis et rapidement contre l'occupation israélienne des Territoires palestiniens, drainent dans les rues de centaines de villes du monde entier des millions de manifestants, particulièrement les 14, 15 et 16 février, puis les 22 et 23 mars 2003.

Ces événements constituent un levier décisif dans le processus de mise à l'agenda de la question de la guerre et de l'occupation par une fraction des leaders des réseaux anti-mondialisation. Comme on l'a vu, cette mise sur agenda est repérable avec l'introduction d'un cinquième axe de travail, intitulé *Ordre mondial démocratique, combat contre la militarisation et promotion de la paix*, au Forum Social Mondial de Porto Alegre en janvier 2003. Plusieurs séries d'échanges, antérieures et postérieures aux manifestations de février et mars, entre les leaders des organisations du « mouvement anti-guerre » et du « mouvement anti-mondialisation », vont participer à la montée de ce thème dans l'agenda militant.

On trouve ainsi, à la fin de l'année 2002, des militants altermondialistes comme Susan Georges à une conférence au Caire contre l'hégémonie américaine et la guerre en Irak et en solidarité avec la Palestine. A cette occasion est lancée une *Campagne populaire pour le soutien à la résistance en Palestine et en Irak et contre la Mondialisation*[882]. Quelques mois plus tard, le 21 mai 2003, le *Consensus de Paix de Jakarta* est publié, lors d'une conférence organisée dans la capitale indonésienne, par des représentants de quelques-unes des « *plus grosses coalitions et organisations nationales et régionales de paix et de justice du monde* »[883].

[882] Voir : Indymedia Beyrouth, « Beyrouth Int. Assembly of Anti-War and Anti-Globalization Movements », 29/08/2004, 10:45, http://beirut.indymedia.org/ar//2004/08/1609.shtml

[883] « Jakarta Peace Consensus », 21 mai 2003, http://www.activistmagazine.com/index2.php?option=com_content&do_pdf=1&id=48.

Ces organisations, reprenant une expression utilisée par le *New York Times,* se revendiquent de cette « *autre superpuissance mondiale* » qui est née dans le sillage de ces manifestations « *vraiment incroyables et historiques* ». Le texte final, fruit de trois jours de débats, est composé d'une « déclaration d'unité », d'un « plan d'action pour l'Irak » et d'un « plan d'action sur la mondialisation et le militarisme ». La « déclaration d'unité » établit un rapprochement explicite entre l'occupation américaine de l'Irak et l'occupation israélienne de la Palestine, et insiste sur l'importance de l'articulation entre ce mouvement et la lutte contre la mondialisation néolibérale, c'est-à-dire sur les rapports étroits entre militarisme et néolibéralisme. Le « plan d'action » appelle ensuite à la création d'un *Réseau Mondial de Solidarité pour la Paix Globale*[884].

Dans le cadre de ce projet de réseau, les participants prévoient, outre des actions de solidarité « *concrètes* »[885], une mobilisation tournée vers la production d'informations sur la situation en Irak : des missions de recherche d'informations sur place (*fact-finding missions*), la construction de centres d'observation de l'occupation en Irak (*Occupation Watch Centers*), la mise en place d'un nouveau site d'information « global », et la promotion de « *tout autre moyen de coordonner les informations et les ressources* ». Face à la puissante machine de propagande de la coalition menée par les Etats-Unis[886], des tentatives de couverture médiatique « alternative » du conflit voient ainsi le jour[887].

Cette déclaration fournit un socle commun de mobilisations pour la nouvelle coalition transnationale en formation. Elle va se renforcer progressivement au cours de rassemblements anti-mondialisation ultérieurs. Ainsi, dans le sommet contre le G8 qui se tient à Evian (frontière franco-suisse) du 30 mai au 6 juin 2003, une partie des groupes militants mobilisés, les plus « jeunes » sur le plan sociologique, les plus radicaux dans leurs positions idéologiques, qui recrutent majoritairement dans les milieux étudiants et tendent à donner une priorité à « *l'action directe* » par rapport aux « *débats plus convenus des forums* », vont participer sur fond de mobilisation contre la guerre en Irak, à la constitution de deux « villages alternatifs »[888]. Des mobilisations semblables se retrouvent lors de la semaine de mobilisation globale à Cancún en septembre 2003[889].

Dans un programme prévisionnel proposé par le syndicat français SUD en vue du Forum Social Européen qui se tient à Paris et dans la région parisienne les 12-15 novembre

---

[884] Le troisième point du texte, « plan d'action sur la mondialisation et le militarisme » appelle quant à lui à une semaine de mobilisation mondiale, à l'occasion de la conférence interministérielle de l'OMC à Cancun, au Mexique, en septembre 2003, et se joint à l'appel lancé lors d'une « récente conférence au Chiapas » pour un boycott ciblé des produits de grandes compagnies multinationales au cours de cette semaine de mobilisation.

[885] Boycott des produits américains le 4 juillet, jour de la fête nationale, mise en place d'un tribunal international pour juger les crimes commis en Irak, mise en réseau des différentes organisations, préparation d'une conférence sur la guerre et l'occupation à Bagdad.

[886] Sur ce point voir Arboit G., Mathien M. (dir.), *La Guerre en Irak. Les médias et les conflits armés*, Bruxelles, Bruylant, col. Médias, Sociétés et Relations Internationales, 2006. Pour une lecture critique de cet ouvrage, voir Ferron B., Le Gall A., *Mots. Les langages du politique*, 85, 2007, p. 106-109.

[887] Voir notamment Schmidt A., « Le journalisme indépendant : un outil pour développer la solidarité internationale », in Langlois A., Dubois F., *Médias autonomes… op. cit*., p. 97-113.

[888] Fillieule O., Blanchard P., Agrikoliansky E., Bandler M., Passy F., Sommier I., « L'altermondialisme en réseaux. Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement : les participants du contre-sommet du G8 d'Evian », *Politix*, 17/68, 2004, p. 13-48.

[889] Voir chapitre 5, section 3.

2003, le premier des cinq grands axes de débat s'intitule : « Contre la guerre, pour une Europe de la paix et de la justice, de la solidarité, ouverte au monde ». Parmi les vingt séances plénières, la première du thème transversal « Stratégie » est intitulée « Guerres et logiques de guerre : conséquences sur l'état du monde. Responsabilités et construction du mouvement anti-guerre ». Or la première séance plénière du thème transversal *Ouverture sur le monde* consacrée à l'étude de dix « régions problématiques » s'intitule : « *Pour les droits nationaux du peuple palestinien, pour une paix juste basée sur le droit international* ». Cette session apparaît juste avant le débat sur le thème : « *Irak : Mondialisation néolibérale, occupation et nouveau colonialisme. Pour soutenir la société civile irakienne dans la construction de la démocratie* »[890]. Parmi l'ensemble des rapports publiés à la suite du FSE (n =303), ceux consacrés à la lutte contre la guerre sont à peine moins nombreux (n=60) que ceux consacrés à la lutte contre la « logique de profit » (n=69)[891]. Comme je l'ai déjà remarqué, la présence de militants palestiniens et israéliens, notamment des médias « anti-occupation », n'est pas étrangère à cette mise à l'agenda du thème de la guerre et de l'occupation. On retrouve ainsi à Paris J. Halper, ancien rédacteur en chef de *News From Within* et fondateur de l'ICAHD, ou encore M. Warschawski et Yasser A. de l'AIC.

Une série de réunions ultérieures poursuit ce travail d'alignement de cadre, notamment une conférence internationale qui se tient à Beyrouth les 17-19 septembre 2004, organisée dans la continuité de la déclaration de Jakarta, pour chercher à définir des stratégies de rapprochement du mouvement anti-guerre et du mouvement anti-mondialisation[892]. Une autre réunion internationale se tient à Bilbao, en Espagne, au printemps 2004, et réunit un groupe de travail spécifique sur cette question, à l'initiative de l'AIC. Ensuite, lors du Forum social européen à Londres en octobre 2004, les mobilisations anti-guerre occupent le devant de la scène. Enfin, comme nous l'avons observé en introduction de chapitre, le programme du Forum Social Mondial de 2005, à Porto Alegre, met largement en avant l'axe « anti-guerre ». Ainsi, l'atelier « The Solidarity Movement with Palestine » (27 janvier) organisé par le *Movement against Israeli Apartheid* se place explicitement dans la continuité de la réunion de Beyrouth de septembre 2004.

Cependant, selon le politiste J. Salingue, qui a participé comme militant à plusieurs de ces réunions, de nombreuses réticences s'expriment dans les organisations, en particulier françaises, contre la mise sur le même plan de « l'occupation américaine de l'Irak » et « l'occupation israélienne des Territoires palestiniens » : « *[Je me souviens] de réunions à n'en plus finir avec la 'gauche' française, qui était prête à mobiliser contre l'intervention en Irak, mais sans qu'aucun lien ne soit fait avec la question palestinienne. A., qui était aux Verts [parti écologiste] à l'époque, nous avait ainsi dit que si certains apportaient des drapeaux palestiniens dans les manifs contre la guerre en Irak, elle viendrait avec des*

[890] http://www.solidaires.org/IMG/pdf/programme.pdf

[891] Il est d'ailleurs dommage que l'ouvrage d'Agrikoliansky et Sommier aborde si peu de cette thématique. Le « Medialab », organisé par des militants des médias alternatifs français, dont Zaléa TV, a ainsi projeté un film sur la propagande américaine sur la guerre en Irak dans un lieu parallèle au FSE.

[892] « Where Next for the Global Anti-War and Anti-Globalization Movements ? An International Strategy Meeting », Conference Communique, Beyruth, Lebanon, September 17-19, 2004, http://focusweb.org/pdf/Beirut-Communique-en.pdf

drapeaux israéliens... J'avais évoqué le FSE de Londres pour dire que là-bas cette question ne se posait pas. La coalition Stop the War*, structure unitaire britannique, a toujours mis les deux côte à côte. En Italie, dans mon souvenir, pas de problème non plus. La dissociation semble donc bien être une spécificité française (et allemande, mais c'est une autre histoire)*[893].

L'intériorisation de la diplomatie publique israélienne chez une fraction des militants « pacifistes »

Le succès de ces mobilisations collectives transnationales visant à redéfinir le cadre de soutien international à l'Irak et à la Palestine semble ainsi se heurter à une opposition qu'on peut interpréter en partie comme l'intériorisation, y compris chez des militants pacifistes de gauche, des logiques de la stratégie de diplomatie publique de l'Etat israélien et de ses alliés.

Dans un essai intitulé *Lettre à mes amis propalestiniens*, le journaliste français Luc Rosenzweig[894], propose ainsi un regard critique de cette forme d'engagement pour la Palestine, à qui il reproche d'avoir créé une « *contrée imaginaire, la Propalestine, plaque tournante du débat idéologique français* ». Son analyse, qui entend concilier un point de vue compréhensif (*mes amis*) et une critique radicale du militantisme pro-palestinien, constitue l'exemple-type d'une stratégie de délégimitation par la condescendance, visant les réseaux anti-occupation :

> « La Propalestine est au sens premier une utopie, c'est-à-dire un non-lieu. Ce non-lieu a cependant une existence que beaucoup d'entre vous [propalestiniens] confondent avec un territoire réel, situé quelque part entre le Jourdain et la Méditerranée, qui porte le nom de Palestine […]. La Propalestine est encore peuplée de Propalestiniens, des hommes et des femmes de tous pays qui croient sincèrement qu'un peuple, une nation et un territoire sont tels que leur dépeignent ceux qui pensent qu'il suffit de déclarer être né à Jérusalem pour que cela devienne, si l'on ose dire, vérité d'Evangile. La Propalestine est aussi réelle aujourd'hui que le furent jadis la Prosoviétie, puis la Prochine ou la Procastrie […].
>
> C'est devenu le point de convergence de parcours individuels ou collectifs où se mêlent chrétiens de gauche, protestants et catholiques, trotskistes antisionistes au nom de leur détestation de toute nation, gaullistes viscéralement antiaméricains, altermondialistes de toutes obédiences et origines, anticolonialistes privés de cause depuis la victoire de l'ANC en Afrique du Sud, et, accessoirement, vrais antisémites de facture ancienne ou nouvelle […]. Il existe aujourd'hui chez nombre d'entre vous un fétichisme du *keffieh*, une mythologie de l'olivier, un romantisme de la *kalachnikov* qui défient toutes les descriptions objectives, toutes les approches rationnelles d'un lieu ou d'une situation de conflit […]. On reste parfois ébahi devant l'abolition totale de l'esprit critique qui frappe brusquement des intellectuels, par ailleurs honnêtes et brillants dans leur pratique de chercheurs universitaires, lorsqu'ils sont confrontés au discours palestinien dans [d]es domaines relevant des diverses sciences humaines […].

[893] Salingue J., email, 2011.

[894] Journaliste au *Monde*, Luc Rosenzweig est très souvent étiqueté (bien qu'il s'en défende) comme l'une des incarnations dans le champ journalistique français d'une position « pro-israélienne ». Les extraits qui suivent sont tirés de Rosenzweig L., *Lettre… op. cit*.

L'un des adeptes [trotskistes] de votre courant, Michel Warschawski a d'ailleurs eu quelques ennuis avec un certain 'secrétariat mondial de la IVe Internationale' qui lui reprochait de s'engager pour la création d'un Etat palestinien sur une partie du territoire situé entre la Méditerranée et le Jourdain. Il en était venu là après avoir constaté que l'objectif d'une 'Palestine unie, laïque et démocratique' dont ne doit pas dévier un membre de la 'Quatre' n'avait aucune chance de mobiliser les masses juives et arabes […]. On ne s'étonnera pas que, dans la boutique politique voisine des trotskistes, celle des écologistes et altermondialistes, on soit moins porté sur la théorie et plus sur le côté émotionnel et compassionnel du militantisme propalestinien […]. Vos leaders charismatiques, comme José Bové ou Alain Lipietz, se sont laissés aller, sans encourir de sanctions dans vos rangs, à des accusations anti-israéliennes indéfendables, car dénuées du moindre fondement factuel ».

Cette analyse, qui relève d'un discours polémique revendiqué, mobilise un « constructivisme stratégique » à l'égard des représentations collectives, que produisent et diffusent les réseaux de « solidarité internationale » avec la Palestine, en particulier ceux qui apparaissent ou se restructurent dans la période qui suit le déclenchement de la seconde *Intifada*. La critique de la « *Propalestine* » n'est évidemment pas sans rappeler la critique des mobilisations « prozapatistes » qui, comme on l'a vu dans le chapitre précédent, auraient contribué, selon leurs détracteurs, à la production d'un « Chiapas virtuel ». Etant donné que l'auteur s'exprime dans le contexte plus large d'une lutte politique pour l'imposition d'une vision légitime du conflit israélo-palestinien, de controverses structurées par des rapports de force dans lesquelles il occupe lui-même une position déterminée, sa « distanciation » doit beaucoup à sa proximité (ou à son engagement) avec les catégories de perception des groupes dits « pro-israéliens », peu disposés à juger avec bienveillance ces mobilisations. Cependant, les précautions prises par une fraction des militants français anti-occupation, visant à se prémunir de toute critique « d'antisémitisme », indique l'existence d'une intériorisation symétrique de cette logique argumentative chez certains « amis propalestiniens » de l'auteur.

Articulation de cadres ou dissonance ? Luttes anti-capitalistes vs. luttes anti-occupation

Au sein des groupes de la gauche radicale qui nous intéressent ici, les difficultés à articuler les luttes anti-capitalistes et les luttes anti-occupation peuvent s'expliquer par des raisons non seulement exogènes mais endogènes. Deux articles parus dans le numéro d'octobre/novembre 2004 de *News from Within*, consacré exclusivement à « la mondialisation et la lutte palestinienne », et qui fait suite au Forum Social Européen de Londres, soulignent ces difficultés avec deux points de vue différents.

Dans le premier, écrit par M. Warschawski et consacré aux « progrès et problèmes du FSE », l'auteur souligne dans un premier temps plusieurs points positifs du dernier forum altermondialiste en date, notamment le rôle joué par des groupes de Juifs européens « progressistes » dans cette lutte, ainsi que le travail des groupes britanniques et européens en général :

« La place de la Palestine au FSE [de Londres] a reflété combien la résistance du peuple palestinien est une source d'inspiration et d'identification parmi les militants des mouvements sociaux en Europe. Dans une des plus grandes sessions plénières, le combat pour la liberté palestinienne a été applaudi par plus de 3000 participants, après des discours enflammés de Mustapha Barghouti, Jamal Juma, Nurid Peled et, particulièrement, le pilote-refuznik Jonathan Shapira ».

Il ajoute que le « *vrai travail* » a néanmoins été réalisé dans des séminaires et ateliers plus restreints, dans lesquels ont été discutées « *les stratégies, les campagnes coordonnées et l'intégration de la Palestine dans la lutte globale contre la guerre et le néolibéralisme* ». C'est à cette occasion que le thème de la lutte contre le « Mur d'Apartheid » israélien devient une priorité des mouvements de solidarité internationale, avec le lancement d'une campagne spécifique visant à dénoncer son caractère illégal et moralement scandaleux. Cependant, M. Warschawski souligne ce qui constitue pour lui la limite de cette forme de mobilisation par des « forums » : il considère que de nouvelles formes doivent être inventées, plus adaptées aux réalités spécifiques de chaque contexte national ou régional, et déplore le fait que « *les militants qui viennent de Palestine/Israël aux Forums Sociaux viennent toujours comme des 'intervenants invités' et non comme des participants dans une réflexion globale, dans laquelle la question palestinienne n'est qu'une composante* »[895].

Un second article du même numéro, écrit par une militante britannique proche des courants libertaires d'action directe tels que *Reclaim the Street* et les *Wombles* cherche à expliquer les difficultés à placer la question palestinienne sur l'agenda de ces mouvements anti-capitalistes en Grande-Bretagne : « *explorer la signification et la pertinence de la lutte palestinienne à l'intérieur du mouvement anticapitaliste est une chose compliquée et de grande ampleur. Certains diront qu'il s'agit d'un problème qui se situe en-dehors du périmètre du mouvement anti-capitaliste, du moins dans le contexte britannique* », écrit-elle[896]. Dans les mouvements anarchistes dans lesquels elle milite, cette question soulève en effet « *un problème en termes de traduction et d'intégration de l'expérience de la Palestine occupée, et des réalités sociales de la lutte, dans le discours du mouvement anti-capitaliste* ». Alors que le soutien à la cause néozapatiste a suscité un engouement incomparable chez les militants qui se sont sentis, selon elle, « *inspirés* » à s'engager dans l'une des « *premières missions de solidarité internationale anti-capitaliste* », qui ont été attirés par la « *nouveauté* » et les « *promesses* » des communautés néozapatistes, séduits par « *l'énigmatique* » Sous-Commandant Marcos, le soutien à la cause palestinienne pose une série de problèmes.

Le premier est qu'il se définit dans les termes d'une lutte nationale, ayant pour objectif la création d'un Etat, objectif *a priori* peu compatible avec celui d'un mouvement étiqueté « anarchiste » et qui a pour slogan « *Pas de frontière, pas de nation* ». Le second problème est que le mouvement palestinien est souvent perçu à travers ses composantes islamistes

[895] Warschawski M., « Progress and Problems with the European Social Forum », *News from Within*, XX/7, October/November 2004, p. 14-15.
[896] Jasiewicz E., « Palestine is Still Not the Issue. Image and Reality in the Relationship between the Anti-Capitalist Movement and the Palestinian Struggle », *News from Within*, XX/7, October/November 2004, p. 16-20.

radicales, aux antipodes des convictions anticléricales de ces militants. Un troisième problème tient, selon elle, au fait que la lutte palestinienne est devenue un prétexte de mobilisation pour des mouvements « politiques » qui chercheraient moins à comprendre la lutte des Palestiniens au quotidien, « par le bas », qu'à imposer leurs grilles de lecture idéologiques « par le haut ». Ils participeraient ainsi à créer « *l'une des luttes les plus fétichisées sur le marché international des idées et des causes anti-capitalistes* ». Cette lutte réunirait aussi bien des militants irakiens du parti *Ba'ath*, que des fondamentalistes religieux iraniens, ou des militants de gauche « occidentaux » qui, n'arrivant pas à faire « rentrer » la cause palestinienne dans le cadre, par exemple, des luttes ouvrières, seraient conduits à une forme d'héroïsation romantique de la figure des lanceurs de pierres en *keffieh*. Enfin, des raisons « culturelles » plus profondes, liées aux grandes différences de conditions de vie socio-historiques entre militants britanniques et palestiniens, permettrait d'expliquer les difficultés à engendrer une solidarité massive avec la cause palestinienne. Elle critique ainsi la principale organisation britannique (*Palestine Solidarity Campaign*) qui aurait réduit la cause palestinienne à une cause isolée, unique (*single-issue*) au lieu d'une question « *interconnectée de façon dynamique dans le capitalisme* ». Pour elle, la situation des Palestiniens doit être interprétée dans un cadre plus large, celui du « *contexte de l'actuelle expansion coloniale économique au Moyen-Orient* », et les modalités d'action appropriées à une telle analyse doivent se situer à un niveau « social » et non « politique ». Elle donne comme exemple d'une telle mobilisation les actions des Anarchistes israéliens contre le Mur, et invite à des formes de mobilisation collective « directes » auprès des Palestiniens, guidées par le souci d'instaurer des rapports égalitaires entre les différents participants. Elle conclut en ces termes, qui pastichent l'*incipit* du *Manifeste du Parti Communiste* de Marx et Engels: « *alors que le spectre de la Palestine hante l'anti-capitalisme, nous avons toujours de grandes difficultés à véritablement joindre nos luttes sur un pied d'égalité* ».

Ces deux articles montrent l'existence de débats internes sur la légitimité et les difficultés liées aux tentatives d'alignement de cadres des mouvements anti-occupation et anti-mondialisation. Leur analyse montre que, contrairement aux affirmations de certains critiques pro-israéliens (comme L. Rozensweig), une réflexivité existe chez une fraction des militants sur le caractère « construit » de leur lutte, qui cherche malgré tout à concilier cette conscience « stratégique » avec une adhésion sincère à la justesse de la cause qu'ils défendent.

Les principes de vision et de division du réseau transnational anti-occupation

A partir de ces exemples, plusieurs « principes de vision et de division » structurant ces organisations de solidarité internationale peuvent être distingués. Le premier principe concerne la question de savoir quel type de mobilisations doivent privilégier les mouvements de solidarité internationale. Les uns privilégient en effet un discours de type humanitaire et de

défense des « droits de l'homme » et de recherche de la « paix » (pôle « Droits de l'homme »), alors que d'autres estiment que la solidarité doit être de nature clairement « politique », voire « anti-impérialiste », et exprimer une lutte contre l'occupation, fondée sur le droit international et les résolutions de l'ONU, et une paix « juste et durable » – plutôt qu'une « fausse paix », injuste et précaire (pôle « Radical »). Dans ce pôle « radical », plusieurs tendances ont été repérées dans les développements précédents, entre des organisations « politiques » mobilisant une rhétorique relevant de l'internationalisme socialiste et des répertoires d'action utilisant les leviers des institutions représentatives, et des organisations « sociales » s'exprimant davantage dans les termes du « nouvel esprit de l'anticapitalisme » et appelant à des formes d'action de solidarité plus « directes » et « horizontales ».

Cette question des formes d'action constitue un second axe de structuration des groupements considérés. Leurs militants s'interrogent en effet fréquemment et mutuellement sur la question de savoir s'il faut privilégier des actions d'aide matérielle de type humanitaire (envoi de médicaments, de fonds, etc.), des actions permettant de faire pression sur Israël par des voies politiques ou diplomatiques classiques (*lobbying* auprès des élus ou pétitions auprès des organisations internationales par exemple), ou des actions de solidarité concrète avec les Palestiniens (missions civiles de protection du peuple palestinien, boycott des produits israéliens fabriqués dans les colonies, etc.).

Une dernière source de clivages internes concerne la question des alliances avec les militants israéliens. Les uns pensent que la solidarité doit se concentrer en priorité voire exclusivement sur des alliances avec les organisations palestiniennes, au nom du fait que normaliser les relations entre Israéliens et Palestiniens, ce serait normaliser l'occupation. Les autres considèrent au contraire que, notamment dans un contexte où la lutte pour la Palestine fait l'objet d'une campagne de discrédit, sur les thèmes de la lutte contre le terrorisme ou du « nouvel antisémitisme », la présence de militants juifs israéliens permet de désamorcer ce type de critiques, mais surtout d'incarner le caractère véritablement cosmopolite et « global » du mouvement.

Cependant, les clivages internes sont loin de se résumer à des débats sur les stratégies politiques du « mouvement de solidarité internationale ». Les clivages liés aux relations entre des militants issus de plusieurs pays, ayant des propriétés sociales variées[897], font que ces espaces relationnels sont structurés par des jeux de positions complexes. Pour en donner une illustration, une étude menée par la politiste étasunienne Charmaine Seitz sur l'évolution du réseau *International Solidarity Movement*, permet de comprendre que les interactions entre les militants internationaux et palestiniens engagent des rapports de forces dont la logique échappe en partie aux acteurs[898]. Après les violences qui suivent le déclenchement de la seconde *Intifada* à la fin de l'année 2000, les dirigeants palestiniens appellent l'ONU à déployer des observateurs étrangers sur le terrain. Cependant, l'opposition israélienne et

[897] Sur ce point voir notamment Lion C., *Vers une transnationalisation…, op. cit*. On y reviendra dans la troisième partie.
[898] Seitz C., « ISM at the crossroad… », *op. cit.*

étasunienne à ce projet conduit des citoyens issus de plusieurs pays à apporter leur aide volontairement aux Palestiniens qui subissent le siège de l'armée israélienne. Ainsi, environ un millier de volontaires étasuniens se rendent dans les Territoires occupés (dont un quart sont Juifs), les autres provenant du Canada ou d'Europe, voire d'Asie. Les volontaires passent par des programmes de formation d'une durée de deux jours dans le village de Beit Sahour, près de Bethléem, assurés par des membres de la *Christian Peacemaker Team* (une organisation nord-américaine présente à Hébron depuis l'attentat de 1994). Les participants aux programmes vivent généralement chez des familles palestiniennes hôtes, ou dans des logements loués par l'ISM.

Durant les périodes de couvre-feu, alors que les Palestiniens sont confinés dans leur résidence, ils profitent de l'immunité relative que leur confère leur statut d'étranger pour apporter de la nourriture, des médicaments ou de l'eau aux familles dans le besoin. Des militants constatent ainsi que le « prix du sang » des Internationaux est plus élevé aux yeux de l'armée israélienne que celui des Palestiniens. Ils conçoivent ainsi leur rôle non seulement comme celui d'observateurs extérieurs, mais de « boucliers humains ». Pendant plusieurs années, des douzaines de groupes sont répartis dans l'ensemble de la Cisjordanie et de Gaza. Par exemple, ils sont parmi les premiers à pénétrer dans le camp de réfugiés de Jénine après les combats meurtriers de 2002, apportent leur soutien aux membres de l'AP enfermés dans la *Muqata'* (le quartier général où se trouve Y. Arafat, à Ramallah), et pénètrent dans l'Eglise de la Nativité à Bethléem pour porter secours aux combattants palestiniens assiégés.

Des débats internes vont cependant surgir au sein de ces groupes, sur la question de la forme que doit prendre leur aide aux Palestiniens. Ainsi, certains refusent d'être associés à telle ou telle faction palestinienne (par exemple le mouvement de Mustafa Barghouti, ou l'AP dirigée par Y. Arafat), arguant du fait que l'occupation israélienne touche l'ensemble du peuple palestinien, et pas uniquement les groupes affiliés à telle ou telle tendance. Un autre débat porte sur la nature de l'action « non-violente », en particulier lorsque la plupart des Palestiniens soutiennent n'importe quel type de résistance à l'occupation, violente ou non-violente. Un autre point de litige concerne la participation de groupes israéliens (comme *Ta'ayush*) aux activités de l'ISM, beaucoup de Palestiniens considérant que leur agenda politique doit demeurer séparé de celui des Israéliens, y compris de gauche. Enfin, un débat central concerne la position des étrangers vis-à-vis des Palestiniens : dans quelle mesure les Internationaux peuvent-ils imposer leurs vues à un peuple sous occupation ?

Un accord est ainsi trouvé, au terme de débats houleux, qui place les Palestiniens au cœur de l'ISM : toutes les actions sont coordonnées par eux, et ISM-Palestine doit demeurer l'organisation centrale du mouvement. Ce renversement symbolique des rapports de force internationaux n'est pas sans rappeler celui prôné par des groupes anti-occupation israéliens, comme *Ta'ayush* ou les Anarchistes contre le Mur. Cependant, la présence d'étrangers non-israéliens est plus facilement acceptée par les Palestiniens. Pour autant, l'hypothèse que ce monde géopolitique renversé relève en partie d'une « stratégie de condescendance » de la part des militants étrangers n'est pas à exclure. Plusieurs témoignages portant sur ce que l'on peut

appeler un « nécolonialisme cosmopolite » vont dans ce sens. Ainsi, une série de bandes dessinées publiées en France par une participante française à des missions de « solidarité internationale » en Palestine, sous le titre *L'Intruse*[899], offre une illustration paradigmatique d'une posture « intrusive », parfois ressentie comme inconfortable par les intéressés, et dans certains cas ouvertement critiquée par les Palestiniens. Ainsi, un militant étasunien confesse en entretien profiter pleinement de la générosité de ses hôtes, et ne pas se souvenir avec exactitude de la dernière fois où il a préparé lui-même sa nourriture, acheté des cigarettes ou fait lui-même la vaisselle.

Il paraît difficile de généraliser à partir d'un seul cas, mais les critiques politiques adressées par les militants palestiniens à l'égard de certains Internationaux révèlent l'existence de problèmes plus profonds : d'une part, la construction progressive d'une relation de dépendance des villages ou camps palestiniens qui bénéficient de la présence d'étrangers (les enfants peuvent ainsi s'aventurer plus facilement à l'extérieur pour jouer, par exemple) ; d'autre part, la mise en place d'une sorte de concurrence entre les familles, les villages ou les camps pour attirer des Internationaux ; et enfin le fait que ces actions ne transforment pas fondamentalement la situation globale des Palestiniens vis-à-vis de l'occupation israélienne. Concernant ce dernier point, bien que l'ISM dispose de groupes de soutien dans 35 pays, son réseau est constitué pour une large part de primo-militants, faiblement intégrés sur un plan idéologique, et qui disposent de peu de relais institutionnels pour faire pression sur leurs propres autorités. Le fait que le réseau ait été l'objet d'une sévère répression (arrestations, déportations, mort de deux militants, campagne publique visant à l'associer à un réseau pro-terroriste, etc.) indique néanmoins que ce type de militantisme est perçu comme une menace potentielle par les autorités israéliennes et leurs alliés à l'étranger.

Conclusion du chapitre 2

Pour conclure ce chapitre, l'étude de l'internationalisation du réseau de militants anti-occupation met en évidence le fait que, malgré des divisions internes au sein de et entre chaque composante, le déclenchement de la seconde Intifada en 2000 a contribué à la reconstruction d'une cause transnationale que la période post-Oslo (1994-2000) avait fortement affaiblie. Trois éléments de consensus relatif structurent cette dernière. Le premier principe d'unité renvoie à l'identification d'un adversaire commun : la politique israélienne vis-à-vis des Palestiniens. Le second principe d'unité repose sur une lecture du conflit israélo-palestinien comme guerre d'occupation et/ou conflit colonial[900]. Le troisième principe repose sur une critique largement partagée des accords d'Oslo qu'ils considèrent comme une des causes principales de la reprise des hostilités en 2000, car ils n'auraient pas empêché la

[899] Parbot M.-J., *L'intruse. Vol. 1. La découverte*, Vertige Graphic, Paris, 2008 ; *Vol. 2. Les Palestiniens, peuple invisible ?*, Vertige Graphic, Paris, 2009.

[900] Voir par exemple l'analyse d'une militante (ancienne rédactrice en chef de *News from Within*) et universitaire : Honig-Parnass T., « Israel's Colonial Strategies to Destroy Palestinian Nationalism », *Race & Class*, 45, Institute of Race Relations, 2003, p. 68-85; Kimmerling B., *Politicide… op. cit.*

poursuite de la colonisation, et substitué à une instance de représentation palestinienne légitime (l'OLP) une « Autorité Palestinienne » largement soumise aux intérêts américano-israéliens[901].

La construction de ce relatif consensus transnational n'est cependant possible que parce que chaque groupe trouve dans cette structure tricéphale des intérêts politiques. Ainsi, les Israéliens peuvent faire valoir auprès de publics étrangers qu'ils entretiennent des relations avec des Palestiniens (même si ces relations sont parfois plus complexes que la rhétorique de la solidarité ne le laisserait penser), les Palestiniens bénéficier d'un soutien « international » (même si travailler avec des Juifs, symboles de l'occupant, est souvent un objet de controverses), et les « Internationaux » militer aussi bien aux côtés de Palestiniens que d'Israéliens, ce qui permet de désamorcer les critiques portant sur le prétendu « antisémitisme » du militantisme pro-palestinien.

Cependant, ce mouvement apparaît largement divisé. La composition et la délimitation des individus et groupes qui revendiquent une appartenance au « mouvement anti-occupation » sont des objets de luttes permanentes, entre des agents inégalement dotés en capital politique, *à l'intérieur* des organisations qui composent ce mouvement, *entre* ces organisations, mais aussi *entre ce mouvement et des agents extérieurs* (partis politiques, médias, intellectuels, groupes d'intérêts, ONG, publics, etc.). Il convient donc de prendre garde à ne pas essentialiser un ensemble dont la structure et les limites sont les produits de rapports de force changeants. Cependant, ces groupes forment indubitablement un réseau *transnational de militants*, au sens de S. Tarrow. Cet ensemble est le produit d'un processus d'alignements successifs (des interactions mutuelles entre les agents, notamment les dirigeants, des bassins de recrutement communs, des cibles identiques, etc.) et comporte des formes d'affiliation spécifiques (comme la multiappartenance ou la circulation des individus entre les différentes organisations)[902].

Les deux pages suivantes présentent une synthèse des développements exposés dans ce deuxième chapitre. Elles reprennent le schéma en étoile à cinq branches sur laquelle j'ai fondé ma comparaison du RNZ et du RAO, et permettent ainsi d'observer les principaux points communs et les différents entre les deux réseaux, afin d'expliquer ensuite, le rôle joué par la médiatisation de leurs causes respectives dans l'espace public.

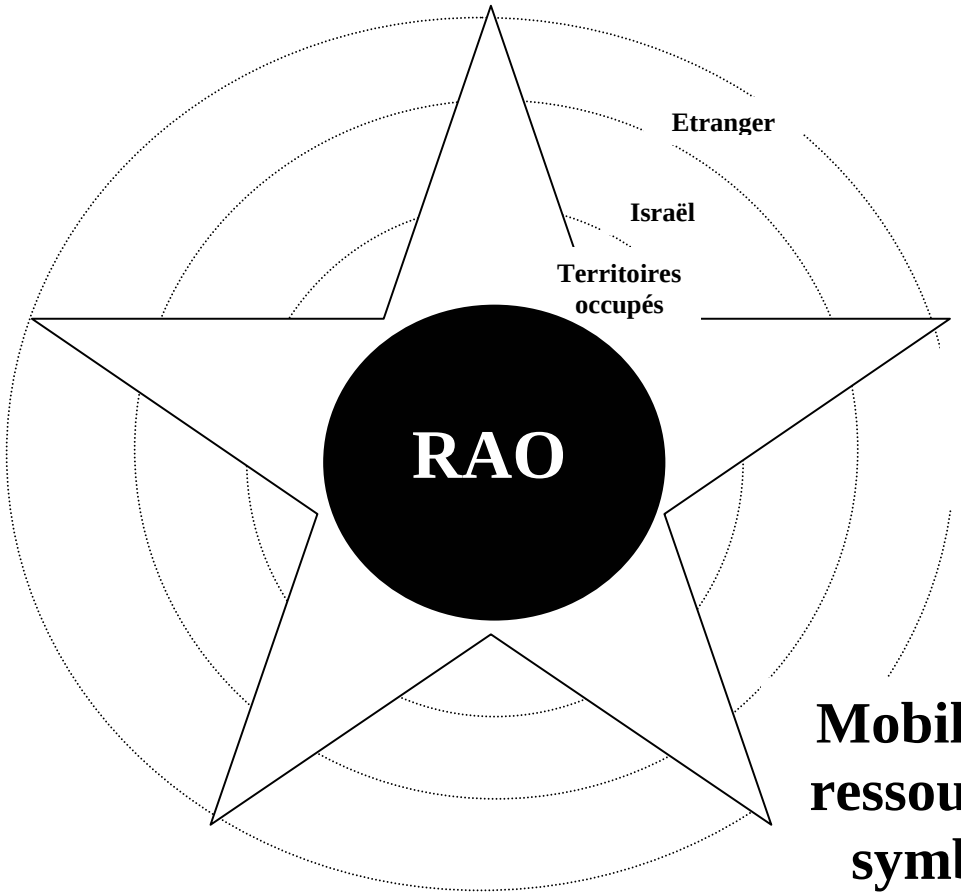
[901] Samara A., "Globalization, the Palestinian Economy, and the "Peace Process"", *Journal of Palestine Studies*, 114, Winter 2000; Bichler S., Nitzan J., "War Profits, Peace Dividends and the Israeli-Palestinian Conflict", *News From Within*, XVIII/4, April 2002, p. 14-19.
[902] Curtis R.I. Jr., Zurcher L.A. Jr., « Stable Resources… », *op. cit.*

Structure des opportunités politiques fermée puis relative ouverture

entre la période d'Oslo (1994-2006) et seconde Intifada (2000-2006)

Répertoire d'action collective international et solidariste (« solidarité internationale »)

Réseau transnational de militants (divisions)



Importation du cadre de mobilisation Altermondialiste (dissonance)

Mobilisation à faibles ressources, ressources symboliques fortes

Synthèse sur le réseau anti-occupation selon les cinq critères de comparaison retenus

1. Ouverture de la structure des opportunités politiques (SOP). Conditions défavorables pour les militants palestiniens : conflit politique périphérique (Territoires palestiniens), rapports de forces asymétriques (occupation militaire vs. lutte politique non-violente), contexte répressif (armée et colons israéliens, police de l'AP, attentats-suicide). SOP fermée après la guerre des Six-Jours pour les militants israéliens anti-occupation (cf Matzpen), ouverture dans les années 1980 (Liban, Intifada), mais nouvelle fermeture durant la période d'Oslo (1994-2000) : cadre interétatique de résolution du conflit (ONU, négociations bilatérales avec les Etats-Unis) ; disqualification de la radicalité politique ; double allégeance institutionnelle des protagonistes (zones A, B, C) ; opinions publiques étrangères clivées sur le conflit israélo-palestinien. Ouverture (relative) de la structure des opportunités après le déclenchement de la seconde *Intifada* : répression israélienne dénoncée (réoccupation de la Cisjordanie), Cependant, sentiment de reprise incessante des violences dans les opinions publiques, et contre-mouvements forts (groupes d'intérêt pro-israéliens).

2. Un recadrage militant sur la cause altermondialiste. Stratégies de redéfinition du cadre de mobilisation d'une lutte particulariste (lutte palestinienne) à une lutte universaliste (pacifisme, Etat indépendant, représentation nationale, libération nationale). Importation du cadre altermondialiste (justice globale, droits de l'homme, démocratie, lutte contre néolibéralisme, anti-impérialisme). Schéma « David » (Palestiniens) contre « Goliath » (Israël, Etats-Unis). Cependant, dégradation de l'image de la lutte palestinienne (attentats-suicide, antisémitisme).

3. Des mobilisations à faibles ressources. Ressources financières et humaines faibles, mais ressources symboliques fortes (Palestiniens victimes de l'occupation, héroïsme des Juifs anti-occupation, internationalisme solidaire). Relative dépendance des Palestiniens à des acteurs extérieurs (ONGisation). Cependant, factionnalisme interne, pas de leadership charismatique.

4. Un réseau transnational de militants divisé. Mouvement de rétraction des réseaux de solidarité (1994-2001), puis de (re)constitution dans le sillage de la seconde *Intifada* et des mobilisations anti-guerre (2000-2006) Structure transnationale du réseau : soutien d'institutions et ONG internationales, d'Etats tiers (effet boomerang), militants palestiniens, israéliens, internationaux (structure tricéphale). Cependant, existence de divisions entre et au sein des différentes composantes.

5. Un répertoire d'action collective (RAC) non-violent dans un contexte violent. Répertoire « transnational et solidariste » (missions civiles internationales) ; non-violence stratégique, désobéissance civile ; combinaison d'actions directes (manifestations, marches, occupations de champs, etc.) et indirectes (campagnes d'opinion, médias, etc.), répertoires symboliques innovants (Bil'in), expertise juridique (droits de l'homme). Cependant, espaces de mobilisation fortement contraint (occupation) ; *exit* ou *loyalty* dominantes dans la population.

Cette présentation permet de mieux saisir les positions et prises de positions politiques et éditoriales des médias qui revendiquent une proximité à l'égard de ces groupes militants. En effet, la double distinction entre un pôle « droits de l'homme » et un pôle « radical », d'un côté et entre des organisations « anciennes » et « nouvelles », d'un autre, structure de manière comparable, toutes choses étant égales par ailleurs, les trois composantes du RAO. Dans quelle mesure le « cadre altermondialiste » fournit-il un liant potentiellement acceptable, de par son élasticité, pour les différents acteurs en présence ? L'écart entre les cadres traditionnels de mobilisation autour de la défense des Palestiniens, qui remontent aux années 1960 et 1970 et la dénonciation des conséquences sociales et écologiques des plans d'ajustement structurels du FMI en Israël ou la rhétorique des « réformes » néolibérales imposées à l'autorité palestinienne, produit ce que l'on peut appeler une « dissonance de cadre » qui se manifeste dans les difficultés exprimées par les militants à articuler la lutte anti-capitaliste version « altermondialiste » et la lutte « anti-guerre » ou pacifiste qui s'exprime à partir de 2002-2003. Or tout se passe comme si le répertoire médiatique des acteurs du mouvement avait précisément pour fonction, dans la période considérée, de résorber ce sentiment de dissonance d'un certain nombre de militants entre universalisme de la cause altermondialiste et particularisme de la cause palestinienne. Les organisations spécialisées dans la production « d'informations alternatives » sur le conflit israélo-palestinien seraient ainsi, selon cette hypothèse, des agents de « recadrage » de la cause palestinienne en cause altermondialiste – agents ni isolés, ni uniques, ni certainement les plus déterminants, mais qui en tout cas revendiquent explicitement, pour certains d'entre eux avec succès, un monopole sur cette mutation des subjectivités militantes, dans un espace militant polycentré et marqué par une série de divisions internes.

Conclusion de la première partie.

Cette première partie comparait les processus d'internationalisation du capital politique de deux réseaux militants qui, dans les années 1994-2006, parviennent à mobiliser des groupes « altermondialistes » en leur faveur, et à renforcer une légitimité nationale et internationale : le réseau néozapatiste et le réseau anti-occupation. Cette comparaison permet de constater que des mobilisations issues de contextes très différents peuvent développer des stratégies politiques très proches, réfractées dans des univers symboliques construits à partir d'emprunts mutuels. Cependant, la prise en compte des contextes historiques et politiques met à jour des variations importantes entre les deux cas.

A un niveau d'observation général, le RNZ et le RAO sont composés de *challengers* ou d'*outsiders*, politiquement à gauche dans leur majorité, faiblement dotés en ressources, qui revendiquent une transformation radicale de leurs cadres institutionnels nationaux et régionaux, au nom de la défense de groupes dominés : les Indiens du Chiapas (et par extension de tout le Mexique), les Palestiniens des Territoires occupés (et par extension les Palestiniens d'Israël et les réfugiés palestiniens). Mais les stratégies politiques des deux réseaux peuvent être comparées à un niveau d'analyse plus fin. Premièrement, leurs militants cherchent à peser sur les autorités en place par des voies généralement extra-parlementaires. Deuxièmement, leurs cadres de mobilisation sont fondés sur les valeurs de démocratie, de paix et de justice sociale. Troisièmement, ils cherchent à organiser localement des espaces d'échanges politiques fondés sur des rapports égalitaires et de tolérance mutuelle. Quatrièmement, ils s'appuient sur des réseaux de soutiens dans la population, au plan local et national, et font appel à des institutions étrangères ou internationales ainsi qu'à des groupes de citoyens d'autres pays, pour faire pression sur leurs autorités nationales. Cinquièmement, leurs acteurs mobilisent, pour des raisons stratégiques, un répertoire d'action principalement non-violent.

Cependant, les deux réseaux présentent d'importantes différences historiques, morphologiques et politiques. Premièrement, alors que le mouvement néozapatiste bénéficie d'un effet de surprise en *déclenchant* le soulèvement armé de 1994 – une situation qui joue en sa faveur pour imposer son cadre d'interprétation du conflit dans l'espace public – ce n'est pas le cas du mouvement anti-occupation en 2000. Le déclenchement de la seconde *Intifada* est en effet davantage perçu comme une *reprise* d'un conflit plus ancien, selon un cadre d'interprétation dominant qui analyse les événements en termes de « cycles de violence ». Parallèlement, alors que l'EZLN abandonne rapidement l'usage des armes après le début des négociations avec l'Etat mexicain, lequel adopte progressivement une stratégie de « guerre de basse intensité » qui fait perdre au conflit du Chiapas une partie de sa valeur d'information, les confrontations de la seconde *Intifada* sont marquées par un recours régulier à la violence armée, qu'il s'agisse de la violence « illégitime » des groupes insurgés (résistance palestinienne, colons israéliens) ou de la violence « légitime » des autorités (Etat israélien, Autorité palestinienne). Deuxièmement, le mouvement néozapatiste s'inscrit prioritairement

dans un cadre de négociation *intranational* : les Indiens du Chiapas sont des citoyens Mexicains qui s'adressent à leur gouvernement. Le mouvement anti-occupation s'inscrit à l'inverse dans un jeu de négociations *international*, dans lequel s'affrontent ou collaborent l'Autorité palestinienne, l'Etat d'Israël, et l'ensemble des institutions internationales et les Etats engagés dans les négociations de paix (particulièrement les Etats occidentaux et arabes). Troisièmement, alors que le mouvement néozapatiste est largement cadré autour des questions de *néolibéralisme* et de *démocratie*, l'agenda du mouvement anti-occupation est davantage centré sur la question de la *paix* et la revendication nationale de création d'un *Etat* palestinien. Quatrièmement, alors que le mouvement néozapatiste cherche à s'organiser de façon autonome dans les territoires du Chiapas sous le contrôle de l'EZLN, la « résistance civile » palestinienne doit compter avec les contraintes liées à l'occupation militaire et la colonisation israéliennes, qui interdisent en pratique de faire entrer dans le champ des possibles une utopie autogestionnaire semblable à celle des Néozapatistes. Cinquièmement, en raison de la présence, dans les Etats étrangers impliqués dans le conflit israélo-palestinien, de membres des diasporas juive et palestinienne, ainsi que de groupes d'intérêts pro-israéliens et pro-palestiniens, les enjeux du conflit israélo-palestinien dans les espaces publics étrangers sont marqués par des niveaux de conflictualité relativement plus élevés que dans le cas du conflit chiapanèque. Il semble dès lors plus difficile pour les acteurs du mouvement anti-occupation d'imposer un cadre unifiant de mobilisation auprès de publics étrangers partagés entre des discours contradictoires.

Les analyses de cette partie cherchaient à intégrer la variable centre/périphérie dans l'étude de deux réseaux transnationaux de militants, afin de saisir les conditions sociales favorisant l'investissement dans un répertoire médiatique. En conclusion, l'on peut considérer avec A. de Swann que l'on ne peut décrire de façon simplificatrice des agents comme « centraux » ou « périphériques », car tout dépend les éléments de leur capital social global pris en considération pour observer les rapports de forces qui structurent leurs échanges. Cependant, dans les cas étudiés, les stratégies d'internationalisation des militants sont en partie structurées par l'intériorisation des contraintes qui s'attachent à la polarisation de l'espace-monde entre des espaces politiques « périphériques » (Chiapas, Palestine), « intermédiaires » (Israël, Mexique) ou « centraux » (Etats-Unis, Union européenne).

Le tableau ci-dessous offre un aperçu de ce modèle d'analyse qui, pour être schématique et à bien des égards simplificateurs (il existe des rapports de forces à l'intérieur et pas seulement entre les différents groupes), n'en permet pas moins de synthétiser le propos : l'on peut parler d'une *homologie structurale* entre les positions nationales dominées des protagonistes des réseaux (qu'ils soient des *challengers* ou des *outsiders* politiques dans leurs Etats) couplée à une *hétérologie structurale* entre leurs positions internationales respectives[903].

[903] Dans les sciences du vivant, sont définis comme hétérologues des éléments d'un organisme dont la structure paraît différente de celles d'autres parties de l'organisme. On parle ainsi de « tissus hétérologues ». Le terme est également employé

Espace politique		Périphérique	Intermédiaire	Central
Position politique des acteurs	***Nationale (homologie)***	Outsiders ou challengers	*idem*	*idem*
	Internationale (hétérologie)	Etat faible	Etat semi-périphérique	Etat fort
Etudes de cas	***RNZ***	Indiens néozapatistes du Chiapas	Militants pro-zapatistes de México	Militants pro-zapatistes d'Europe ou des Etats-Unis
	RAO	Arabes palestiniens de la résistance civile en Cisjordanie	Militants pacifistes radicaux juifs israéliens	Militants pro-palestiniens d'Europe ou des Etats-Unis

Pour terminer, le schéma page suivante propose un « idéal-type » du processus d'accumulation de capital politique international, construit à partir du modèle de comparaison en étoile, utilisé jusqu'à présent, et des recherches présentées dans les chapitres 1 et 2, incluant les cinq critères mobilisés, ainsi que la variable centre/périphérie.

pour désigner un élément provenant d'un organisme d'une espèce différente. Ainsi, les hétérogreffes ou greffes hétéroplastiques (qui consistent en une transplantation sur un sujet de greffons prélevés sur un individu appartenant à une espèce différente) sont des exemples de greffes hétérologues. Si l'on reprend cette analogie sur mon objet, ces deux cas permettent de distinguer entre les hiérarchies à l'intérieur des différents groupes composant le réseau (qu'ils s'agissent de relations entre des organisations plus ou moins dotées en capital politique, comme une grosse ONG et un petit collectif informel, ou de relations entre des personnes à l'intérieur des organisations, comme les leaders, les militants et les sympthisants) et les hiérarchies entre les sous-composantes du réseau (périphériques, intermédiaires, centraux).

Structure des opportunités politiques

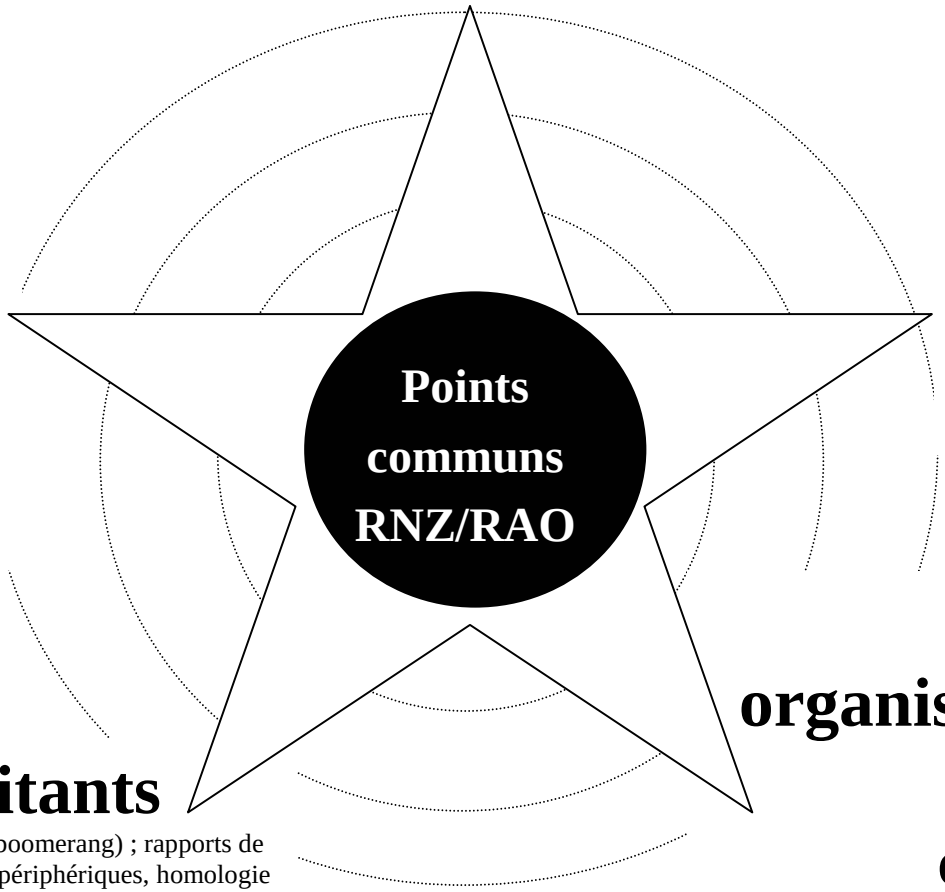
Conflits politiques périphériques, rapports de forces asymétriques, contextes répressifs, rôle de puissances étrangères (Etats-Unis, Union européenne), soutien de personnalités, d'ONG, de mouvements altermondialistes

Répertoire d'action collective

RAC transnational et solidariste (brigades civiles internationales) ; non-violence stratégique, désobéissance civile ; combinaison actions directes et indirectes ; répertoires symboliques innovants ; expertise juridique (droits de l'homme)

Cadres de mobilisation

Master frame altermondialiste, schéma David (Indiens, Palestiniens) contre Goliath (gouvernement mexicain, Israël)



Réseaux militants

Réseaux nationaux et transnationaux (effet boomerang) ; rapports de forces entre acteurs centraux/intermédiaires/périphériques, homologie relative des positions nationales

Ressources organisationnelles et savoir-faire contestataires

Ressources matérielles faibles/Ressources symboliques fortes

Cette première partie reposait sur l'hypothèse que l'on ne peut expliquer le processus de transnationalisation du capital politique des mouvements sociaux en se fondant sur des approches structuralistes ou interactionnistes. Une analyse sociologique du phénomène doit, en effet, tenir compte de deux séries de facteurs.

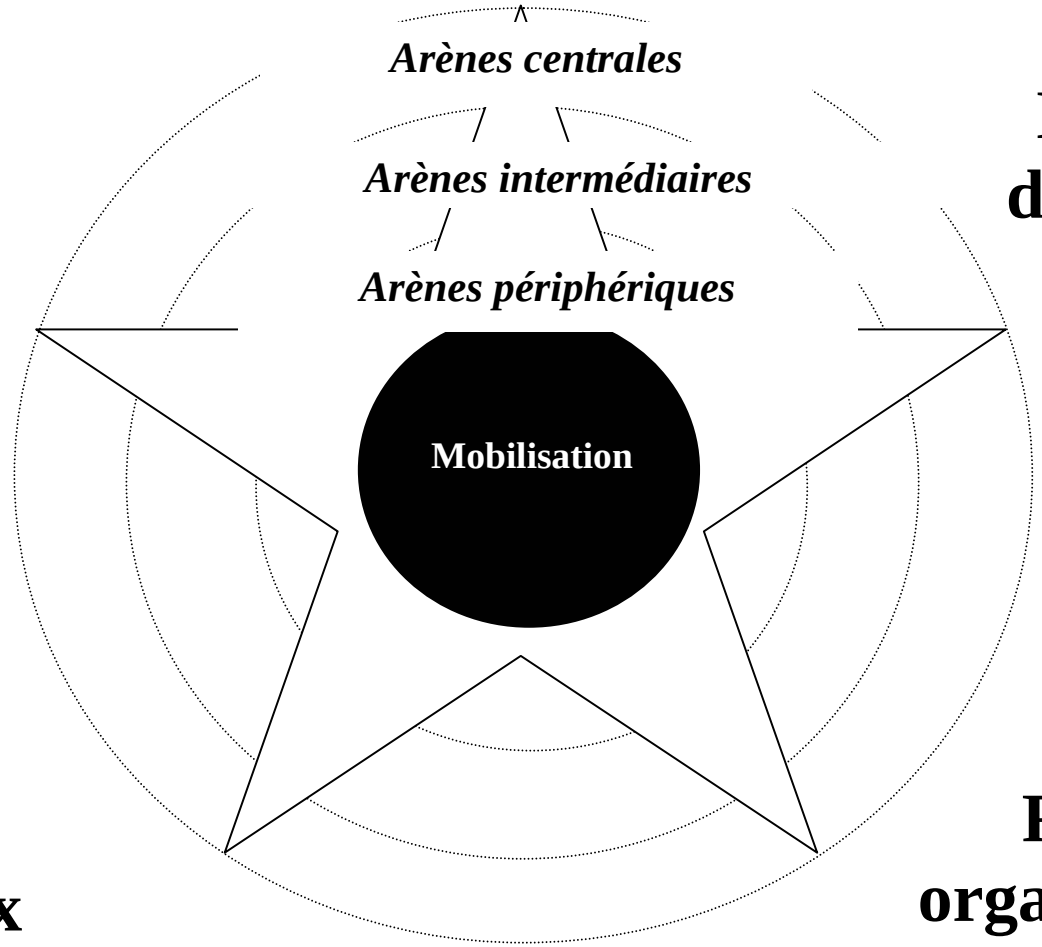
Il s'agit d'intégrer, premièrement, les rapports de forces *dans et entre* diverses « arènes » publiques, institutionnelles ou extra-institutionnelles, centrales ou périphériques, dont les logiques s'imposent en partie aux insurgés en leur imposant des contraintes, ou en leur fournissant des ressources (négociations avec les autorités, confrontations avec des contre-mouvements, soutien d'alliés influents).

Il s'agit de comprendre, deuxièmement, comment les équipes militantes utilisent les marges de manœuvre, dont leurs membres disposent dans ces arènes, pour déployer des stratégies de renforcement de leur position et de légitimation de leurs revendications (cadrages tactiques de la cause, mobilisation de ressources pertinentes, transnationalisation des réseaux, adaptations du répertoire d'action).

Cette double prise en compte m'a amenée à l'élaboration d'un idéal-type de la « transnationalisation par arènes », modélisé à la page suivante

La transnationalisation par arènes : modélisation

Structure d'opportunités politiques internationales



Maître-cadre de mobilisation universaliste

Répertoire d'action collective de 3e génération

Réseaux militants transnationaux

Ressources organisationnelles et savoirs-faire cosmopolites

IIème partie. La division internationale du travail de médiatisation : le répertoire médiatique des réseaux militants transnationaux

Photographie du Sous-Commandant Marcos dans le magazine alternatif israélien *Can* (Indymedia Israel)

« Il s'avère que des personnes bien informées, qui interviennent au moment propice et se montrent convaincantes, peuvent pénétrer les réseaux mondiaux avec une facilité surprenante ».

Abram de Swann, « Pour une sociologie de la société transnationale », 1998

Introduction de la deuxième partie

La première partie a cherché à reconstruire les espaces de mobilisations et les logiques de transnationalisation des réseaux de militants néozapatistes et anti-occupation. L'objectif de ce travail était, comme je l'avais indiqué, de donner les moyens de savoir à quelles conditions le « capital médiatique » peut fonctionner de façon relativement indépendante du « capital politique ». Autrement dit, existe-t-il des circonstances particulières favorisant l'investissement d'une partie des acteurs dans un répertoire d'action médiatique ? Quels facteurs contribuent à faire de la médiatisation d'une cause dans l'espace public « légitime », ou de la construction de réseaux plus souterrains de « médias alternatifs », des options politiquement intéressantes ? Enfin, à quelles conditions ce processus peut-il éventuellement favoriser le renforcement des discours politiques dominés que ces acteurs tiennent sur la mondialisation néolibérale, et leur conférer ainsi une valeur « performative » dans certains groupes transnationaux ?

La thèse défendue ici est que les effets politiques de la médiatisation des mouvements sociaux sont en général surestimés dans la littérature scientifique existante. En effet, selon une *doxa* aujourd'hui dominante – et parfois reprise avec peu de distance critique dans la littérature académique consacrée à l'internationalisation des « médias alternatifs », à l'essor du « journalisme citoyen » ou à la contestation du « pouvoir des médias » – les usages militants des technologies modernes de communication (en particulier Internet) auraient des vertus immédiatement émancipatrices pour les groupes « à faibles ressources »[904]. Les *cyberprotests*, en particulier, constitueraient à l'heure des « réseaux sociaux » des leviers essentiels à la « démocratisation de la mondialisation »[905]. On trouve des exemples nombreux de cette *success story* technophile, dans laquelle des « nains » politiques se voient transformés en « géants » médiatiques par la magie des nouvelles technologies d'information et de communication (NTIC)[906]. Le chercheur britannique Stuart Alan propose ainsi une généalogie du phénomène du « journalisme citoyen », depuis le milieu des années 1990, qui met en évidence l'existence d'un processus de légitimation progressive de ces formes d'intervention

[904] Pour un exemple très emblématique, voir Gillmor D., *We the Media. Grassroots Journalism by the People, for the People*, O'Reilly Media, Inc, USA, 2004.
[905] Pour une approche critique, voir Van De Donk W., Loader B. D., Nixon P. G., Dieter R., « Social movements and ICTs », in *Cyberprotest. New media, citizens and Social movements*, London & New York, Routledge, 2004, p. 1-25.
[906] Voir par exemple Couldry N., Curran J. *Contesting Media Power… op. cit.*

« citoyenne » dans l'espace public médiatique[907]. Le processus est généralement expliqué, cependant, avec une insuffisante prise en considération de la base sociale des mouvements, du travail politique de leurs membres ou de l'environnement dans lequel ils déploient leurs stratégies[908].

La plupart des études menées sur le sujet ont ainsi tendance à se fonder sur trois hypothèses, qui sont plus souvent données pour évidentes que discutées à partir de données empiriques. D'une part, la médiatisation serait devenue, aujourd'hui, une condition *sine qua none* de l'action politique. De nombreuses études ont documenté de façon détaillée ce phénomène[909]. Il ne s'agit pas ici de contester la validité de l'hypothèse en elle-même, mais plutôt de réinterroger ses limites d'application, en cherchant à observer comment les acteurs peuvent éventuellement, et sous quelles formes particulières, intérioriser des contraintes médiatiques spécifiques qui s'imposent à eux dans des circonstances singulières (à des degrés divers et avec des variations dans le temps).

La seconde hypothèse est que la médiatisation a nécessairement des effets sur les protagonistes, souvent jugés positivement ou négativement aussi bien par ces derniers que par les observateurs « extérieurs ». Il paraît, en effet, légitime de considérer que lorsqu'un acteur du champ politique, comme un organe de presse, divulgue une information ou publie une opinion sur un mouvement social (ou tout autre acteur ou événement), il est fort probable que cette action ne reste pas sans effets, aussi minimes soient-ils, sur le comportement des autres acteurs. Cependant, une utilisation incontrôlée de cette hypothèse peut facilement la transformer en une reprise savante du mythe du « pouvoir des médias », que certains acteurs du champ ont intérêt à imposer ou à contester[910]. D'un point de vue sociologique, l'hypothèse d'*éventuels* effets de la médiatisation d'un mouvement social mérite d'être interrogée, confrontée à l'observation empirique et mesurée, plutôt que décrétée comme une évidence indiscutable.

Enfin, la troisième hypothèse qui sous-tend nombre de travaux sur les effets politiques des médias d'information est que ces effets dépendent directement du niveau et du type de médiatisation des activités politiques qu'ils proposent. Ceci est probablement vrai dans bien des situations (une couverture ample et favorable ayant des effets politiquement « vertueux »), mais l'existence de tels effets implique de la part des protagonistes (personnel politique, journalistes, militants, etc.) une croyance collective dans le pouvoir d'influence des médias (auprès des décideurs ou de l'opinion publique), qui justifie leur investissement ou leur retrait de la « scène médiatique ». Or tout porte à penser que cette croyance n'est pas donnée mais le

---

[907] Allan S, « Histories of citizen Journalism », in Allan S., Thorsen E. (Eds.), *Citizen Journalism… op. cit.*, p. 17-31.

[908] Pour un prolongement de ces critiques, voir Ferron B. « Note critique. Stuart Allan, Einar Thorsen (Eds.), *Citizen Journalism. Global Perspectives.* New York, Peter Lang Publishing Inc., 2009 », *Réseaux. Communication, technologie, société*, 160, p. 319-322.

[909] Plusieurs de ces travaux sont analysés dans les paragraphes qui suivent. Pour une synthèse sur le cas particulier de la médiatisation des mouvements sociaux, voir Neveu E., « Médias, mouvements sociaux, espaces publics », *Réseaux*, 98, 1999, p. 17-85.

[910] Pour un point de vue critique de l'hypothèse selon laquelle la lecture des journaux d'information auraient des effets mécaniques sur la conscience politique des individus, voir Mondak J. J., « Newspapers and political awareness », *American Journal of Political Science*, 39/ 2, 1995, p. 513-527.

fruit d'une construction : que se passe-t-il si, à la faveur de telle ou telle conjoncture politique, la croyance se renforce ou, au contraire, s'affaiblit ?

Ces remarques ne doivent cependant pas conduire à adopter des hypothèses inverses, qui risqueraient d'être peu réalistes, consistant à nier par principe l'importance des effets politiques de la médiatisation sur les rapports de forces politiques des acteurs. Pour saisir pleinement les enjeux des débats qui entourent l'analyse des relations entre médias et mouvements sociaux, un retour de quelques décennies en arrière s'impose. Dans les années 1960 et 1970, l'analyse critique des médias était dominée par un appareillage conceptuel visant à montrer comment les logiques économiques et politiques des médias de masse et des « industries culturelles » (Adorno, Horkheimer) participaient au renforcement de « l'hégémonie » (Gramsci), à la montée des intérêts privés dans le fonctionnement de « l'espace public bourgeois » (Habermas), à l'homogénéisation de la « géoculture » du système-monde capitaliste (Wallerstein), au « façonnement des esprits » (Enzensberger) par « l'idéologie des sociétés industrielles avancées » (Marcuse), et au renforcement des inégalités « Nord-Sud » en matière de flux d'information[911]. Par-delà leur diversité, ces critiques « radicales » convergeaient vers l'idée que l'acceptation de l'ordre social par les groupes dominés pouvait s'expliquer par la « fausse conscience » produite et diffusée par différents « appareils idéologiques », tels que les *mass-media*. Ces travaux ont contribué à la mise en place d'un programme de recherche hétérodoxe dans le domaine des études sur les médias, dont une partie est, aujourd'hui, tombé en désuétude (hégémonie culturelle, appareil idéologique, propagande bourgeoise), alors qu'une autre partie est utilisée, au contraire, de façon routinisée, sans forcément que leur reprise ne s'accompagne d'une prise en compte des sous-bassements théoriques qui fondaient initialement l'usage des concepts (espace public, industries culturelles, etc.)[912].

Parallèlement, des chercheurs et acteurs des médias ont cherché à promouvoir des dispositifs visant à encourager la participation des citoyens aux médias, notamment autour de la question du « droit à communiquer ». Ces initiatives, portées par l'UNESCO, ont cherché à définir les contours d'un « nouvel ordre mondial de l'information et de la communication », et elles se sont traduites par la publication d'un rapport sous la direction de la Commission McBride, en 1980[913]. Bien que ce rapport ait eu peu de suites sur un plan juridique et

---

[911] Parmi les ouvrages et articles consultés : Adorno T., « L'industrie culturelle », *Communications*, 3/3, 1964, p. 12-18, Tösel A., « La presse comme appareil d'hégémonie selon Gramsci », *Quaderni*, 57, été 2005, p. 55-71, Habermäs J., *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise* (1962), , Paris, Payot, 1993, Wallerstein I., « Culture as the Ideological Battleground of the Modern World-System », in *Geopolitics and Geoculture. Essays on the Changing World-System* (1991), Cambridge University Press/Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1997, p. 158-183, Enzensberger H. M., *Culture ou mise en condition?* (1962), Paris, Les Lettres Nouvelles, 1973, Marcuse H., *L'Homme Unidimensionnel. Essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée* (1964), Paris, Les Editions de Minuit, 1968. Une anthologie en deux volumes de classiques marxistes sur la communication a été publiée par A. Mattelart et S. Siegelaub : Mattelart A. Siegelaub S., *Communication and Class Struggle. Capitalism, Imperialism. Vol 1*., International General, 1979, *Communication and Class Struggle. Liberation, Socialism. Vol 2*, International General, 1983.

[912] François B., Neveu E., « Pour une sociologie… », *op. cit.*, Voirol O. « Retour sur l'industrie culturelle », *Réseaux* 166/2, 2011, p. 125-157,

[913] Cabedoche B., « Le rapport McBride, conférence du consensus avant l'heure ? L'expérimentation refoulée d'une médiation politique originale, porteuse d'un espace public sociétal et des valeurs fondatrices de l'Unesco », *Les enjeux de l'information et de la communication*, article inédit publié le 3/11/2011.

institutionnel, il a contribué au fait que le centre de gravité dominant des réflexions critiques sur les médias s'est largement déplacé, dans les années 1990-2000, du côté de la question du droit à communiquer, au détriment de la critique de « l'hégémonie médiatique »[914]. Ce déplacement s'est opéré dans un contexte où des études critiques cherchaient à montrer, contre les versions les plus orthodoxes des théories marxistes, la résistance constante des « gens ordinaires » contre le monopole exercé par les élites sur les instruments de contrôle social et de violence symbolique[915]. Ces approches critiquent le postulat selon lequel les groupes ou les individus à faibles ressources pourraient être réduits à la position de domination dans laquelle ils se trouvent[916]. Une partie des études sur les « médias alternatifs » se placent dans la continuité de ces approches sur les résistances ordinaires des groupes subalternes.

Pour la chercheuse colombienne en communication C. Rodriguez, par exemple, il convient de prendre garde à l'utilisation incontrôlée du concept de « pouvoir » dans l'étude des médias : en effet, dans ce qu'elle appelle un « scénario David contre Goliath », les médias alternatifs sont le plus souvent déclarés « en échec » face à de grandes entreprises de presse dont le pouvoir et le crédit compromettent ceux de médias à faibles moyens et à faible légitimité. L'auteure défend au contraire la thèse selon laquelle les médias citoyens stimuleraient « de subtils processus de fracture dans les sphères sociales, culturelles et de pouvoir de la vie quotidienne » et modifieraient la perception que les gens ont d'eux-mêmes, leurs points de vue subjectifs, et par conséquent leur accès au pouvoir. Pour étayer sa démonstration, l'auteure présente plusieurs études de cas sur le mouvement des correspondants populaires dans le Nicaragua révolutionnaire des années 1980, les stratégies de résistance culturelle d'une télévision locale catalane, le processus de déconstruction identitaire des femmes colombiennes à travers la production de vidéos ou encore sur les origines de *Radio Latino* aux Etats-Unis[917].

Des auteurs qui se réclament d'une critique « radicale » des médias considèrent, à rebours de cette thèse, qu'il faut prendre sérieusement en considération le fait que la structure

---

[914] Rodriguez C., Kidd D., Stein L. (eds.), *Making Our Media: Global initiatives Toward a Democratic Public Sphere. Volume I. Creating New Communication Spaces*. Creskill, NJ, Hampton Press, 2009.

[915] Un des exemples de ces travaux est fourni par Scott J., *La domination… op. cit*.

[916] En France, ce changement s'est incarné par exemple dans le travail du sociologue Luc Boltanski. Au début des années 1990, il propose de distinguer ce qu'il appelle la « sociologie critique » de la « sociologie de la critique ». Alors que la sociologie "critique » (que l'on trouve notamment dans les travaux d'auteurs marxistes ou néo-marxistes, ou encore selon lui dans l'oeuvre de Pierre Bourdieu) se focaliserait sur la domination exercée par les groupes dominants sur les groupes dominés, la « sociologie de la critique » chercherait, à l'inverse, à comprendre la manière dont les groupes dominés contribuent activement à construire des systèmes de jugement, à exprimer leurs exigences de justice dans leurs activités quotidiennes et par conséquent modiferaient constamment les principes normatifs dominants d'évaluation des situations de la vie sociale (Boltanski L., « Sociologie critique et sociologie de la critique », *Politix*. 3/10-11, 1990, p. 124-134). Ce cadre théorique a été utilisé par l'auteur et son équipe pour étudier, par exemple, les transformations de la critique du capitalisme dans la société française, entre le tournant de mai 1968 et le renouveau des mouvements contestataires après 1995, qui précède l'essor du mouvement altermondialiste (Boltanski L., Chiapello E., « De l'esprit du capitalisme et du rôle de la critique », in *Le nouvel esprit… op. cit*., p. 33-90). On notera cependant que l'appellation de sociologie « critique » tend à confondre une démarche scientifique avec une posture morale posée *a priori*, et que de nombreux travaux qui s'inscrivent dans cette démarche prennent sérieusement en compte les points de vue (politiques, culturels, etc.) des agents dominés, et leur rôle dans les rapports de domination (qu'il s'agisse de photographes amateurs, du publics des musées, de personnes qui expriment un sentiment d'incompétence politique, d'artistes d'avant-garde, etc.).

[917] Rodriguez C., *Fissures… op. cit.*

économique des industries médiatiques explique, en dernière instance, l'orientation globalement conservatrice des médias d'information, et par conséquent les stratégies des mouvements sociaux pour pénétrer les arènes médiatiques ou construire des réseaux indépendants de médias alternatifs. C'est le cas par exemple de travaux issus de la critique étasunienne des médias comme ceux de Robert McChesney ou de Noam Chomsky.

Ainsi, dans un livre publié en 1999, R. McChesney, enseignant-chercheur à l'Université de l'Illinois aux Etats-Unis, expose une thèse paradoxale à partir d'une étude qu'il a menée sur les relations entre les médias et la démocratie aux Etats-Unis, des années 1930 à nos jours[918]. Il constate en effet que les technologies de l'information et de la communication ont connu des développements extrêmement importants au cours des dernières décennies, tant du point de vue des progrès techniques (comme le montre l'exemple d'Internet ou des transmissions télévisuelles par satellite), que de la production et de la consommation des biens médiatiques. Certains observateurs en seraient venus à considérer que nous vivons un véritable « âge de l'information », une « société de l'information », caractérisée par une libre circulation des informations entre citoyens (*free flow of information*) – autant de facteurs d'un renforcement de la démocratie. Cependant, dans le même temps, un large consensus peut également être observé parmi les observateurs de la vie publique, qui considèrent que notre époque serait marquée symétriquement par une dépolitisation de masse, manifestée par ce que l'on appelle couramment la « crise de la représentation » (c'est-à-dire une crise de la démocratie représentative), et qui se traduirait par exemple par des taux d'abstention croissants aux élections et une baisse générale de la participation civique – une « démocratie sans citoyens » (Robert Entman). McChesney s'étonne de cette contradiction. En effet, un « commerce » florissant des idées, libéré de la censure ou de l'intervention du gouvernement, ne devrait-il pas produire une culture politique démocratique ? Son étude vise à montrer que les prémisses sur lesquelles se fondent ces théories optimistes de « l'âge de l'information » sont erronées.

Selon la théorie libérale de la démocratie, la presse est supposée agir comme un « quatrième pouvoir », c'est-à-dire une instance libre et indépendante de débat, d'expression de l'opinion publique, scrutant avec attention et avec un regard critique les actions des gouvernements. Mais pour l'auteur, la réalité est bien différente : d'agents démocratiques, les médias de masse se seraient transformés en agents « anti-démocratiques », au sens où ils contribueraient à un appauvrissement du débat public. Cette critique du mythe des médias libéraux serait valable pour McChesney aux Etats-Unis et, jusqu'à un certain point, dans le reste du monde, en raison de la dimension transnationale des grandes firmes médiatiques[919]. Les grands médias commerciaux seraient ainsi devenus des « pilules empoisonnées » pour la

[918] McChesney R. W., *Rich Media, Poor democracy. Communication Politics in Dubious Times* (1999), New York, The New Press, 2000.

[919] Cette tendance ne concerne pas tous les médias, mais d'abord les grands conglomérats de l'industrie des médias. Par ailleurs, les médias ne sont ni le seul facteur, ni même probablement le facteur le plus déterminant dans cette crise de la démocratie. Cependant, ils participeraient, selon lui, à une hypermarchandisation et à un dénigrement systématique du journalisme et du « service public » au sens classique du terme (c'est-à-dire une information et une communication *au service du public*).

démocratie. Pour lui, on peut l'expliquer par le fait que le système médiatique est intrinsèquement lié au système capitaliste : la tendance du capitalisme à la création de monopoles semble, en effet, se vérifier largement sur le marché de l'information et de la communication. Or, il est plus facile de contrôler un petit nombre d'acteurs concentrés qu'un grand nombre dispersés[920]. McChesney soutient que ce double phénomène d'explosion des médias commerciaux et d'implosion de la vie publique présente un paradoxe : la coexistence entre des médias « riches » et une démocratie « pauvre ». Cette thèse s'inscrit dans le courant de l'économie politique des médias, une démarche analytique consistant à traiter essentiellement les médias comme des entreprises de presse capitalistes, orientées vers la maximisation de leurs profits : la concurrence que se livrent entre elles les différentes entreprises de presse entraîne une série de contradictions croissantes entre leurs prétentions démocratiques et le resserrement du débat public auquel aboutit la constitution d'oligopoles. La difficulté que pose cette analyse est qu'elle ne cherche pas à établir systématiquement les relations empiriques entre ces sous-bassements économiques de l'univers de la presse et les logiques de mise à l'agenda et de sélection des informations, les conditions de travail des journalistes dans les rédactions et leur intériorisation des hiérarchies professionnelles, ou encore leurs prédispositions à endosser un rôle de porte-voix des classes dominantes.

Avec un cadre d'analyse critique proche, mais intégrant davantage de facteurs extra-économiques, le « modèle de propagande » de N. Chomsky et E. S. Hermann cherche à comprendre par quels mécanismes les grands médias d'information semblent systématiquement adopter des points de vue pro-gouvernementaux. Leur modèle est fondé sur l'étude de la couverture, par les médias étasuniens, de plusieurs conflits dans lesquels les Etats-Unis sont impliqués dans les années 1970-1980, en particulier des coups d'Etat en Amérique centrale (Salvador, Guatemala, Nicaragua) et les guerres d'Indochine (Vietnam, Laos, Cambodge)[921]. Les auteurs cherchent à comprendre pourquoi le traitement médiatique de ces conflits varie considérablement, selon que les gouvernements impliqués sont des alliés ou, à l'inverse, des ennemis des Etats-Unis. Ils observent, en effet, que les gouvernements « amis » reçoivent un traitement systématiquement favorable, y compris lorsqu'ils arrivent au pouvoir en organisant des élections après un coup d'Etat militaire, tandis que les gouvernements « ennemis » reçoivent un traitement systématiquement défavorable, y compris lorsqu'ils arrivent au pouvoir après des élections démocratiques (couple « élections légitimes/élections futiles »). Pour répondre à ce constat tiré d'une analyse de contenu, les auteurs distinguent cinq filtres principaux permettant d'expliquer cette tendance des médias étasuniens à se faire les porte-voix de la politique étrangère de leur gouvernement.

[920] Au moment où il écrit son livre, en effet, une douzaine de firmes transnationales (Via com, AOL Time Warner, Diney, News Corporation, Sony, Vivendi, etc.) dominent le marché. Mêmes les firmes plus modestes sont presque toutes, par le biais d'un système de fusions-acquisitions, la propriété de ces quelques géants.

[921] Chomsky N., Herman E. S., *La fabrique de l'opinion publique. La politique économique des médias américains* (1988), Le Serpent à Plumes, 2003.

1/ La dimension et l'orientation financière des propriétaires des grands médias[922] ;
2/ Le pouvoir des publicitaires, qui favorisent un système politique discriminatoire privilégiant leurs alliés idéologiques et les acheteurs potentiels ;
3/ Le quasi-monopole des sources d'information officielles dans la production d'information, selon un principe d'affinité associant les bureaucraties gouvernementales ou financières aux bureaucraties médiatiques ;
4/ « L'artillerie protestataire », définie comme le tir de barrage qui s'élève à l'unisson chez les élites politiques ou financières pour répondre à une déclaration, un article ou une émission remettant en question le *statu quo* qu'elles défendent ;
5/ L'anticommunisme, qui joue comme un mécanisme de contrôle exerçant, aux Etats-Unis, une profonde influence sur les médias.

Ainsi, alors que les filtres 1 et 2 s'inscrivent dans la lignée de l'analyse en termes d'économie politique des médias, les suivants introduisent de nouveaux facteurs d'explication : les rapports aux sources d'information (filtre 3) et les dispositifs idéologiques (filtres 4 et 5). Cependant, le modèle reste muet sur au moins trois aspects : premièrement, les conditions de travail des journalistes dans les rédactions ; deuxièmement, les propriétés et trajectoires sociales des professionnels des médias qui, en toute logique, devraient les prédisposer à reprendre à leur compte l'idéologie dominante ; troisièmement, les effets de la médiatisation sur l'opinion publique (un traitement médiatique pro-gouvernemental devant entraîner un engourdissement de la critique, et inversement).

Il faut ajouter à ces remarques que ces analyses constituent un canevas théorique commun à de nombreux acteurs du pôle « radical » du médiactivisme, non seulement aux Etats-Unis[923] et en Europe[924], mais également ches les militants de gauche des deux terrains étudiés : N. Chomsky est ainsi un auteur fréquemment cité dans les titres de presse alternative mexicaine pro-zapatiste, et il est membre du comité d'honneur du magazine *News from Within*, organe du mouvement anti-occupation, qui reprend ses cadres analytiques pour analyser la « guerre de propagande » israélienne dans le conflit israélo-palestinien[925]. Il est donc utile de connaître ces travaux, non seulement parce qu'ils fournissent de stimulantes perspectives de recherche, malgré certaines limitations, mais aussi parce qu'ils permettent de saisir l'univers symbolique d'une fraction des acteurs.

Contre ces analyses parfois jugées « simplistes » ou « politiquement orientées » (un jugement qui en dit souvent aussi long sur les juges que sur l'objet de leur jugement), de nombreux travaux consacrés à l'espace public, à la communication, au journalisme et aux médias ont cherché à déplacer l'analyse des relations entre médias et mouvements sociaux sur un plan plus sociologique. C'est le cas de travaux de sociologie du journalisme[926] qui ont

[922] « Les firmes médiatiques sont contrôlées par des gens fort riches, des *managers* mis sous pression par leurs propriétaires, et toutes les autres forces orientées vers le profit. Les intérêts que ces firmes de *mass media* partagent avec le reste du *business* ou avec les banques et le gouvernement expliquent leur étroite imbrication » (*Ibid*., p. 11).
[923] Challengingmedia, « Rich Media, Poor Democracy », vidéo [consulté le 16/09/2010], http://www.youtube.com/watch?v=MfRXaORNSK8
[924] Pignède B., *Propagande de Guerre, Propagande de Paix*, France, Clap-36, Zalea TV, 2004.
[925] Reinhart T., « La guerre de propagande », in Warschawski M., Sibony M., *A contre-choeur. Les voix dissidentes en Israël*, Paris, Textuel, La Discorde, 2003, p. 64-68.
[926] Neveu E., *Sociologie du journalisme… op. cit.*

montré le double jeu des contraintes qu'impose, et des opportunités qu'offre aux organisations militantes la complexité de la chaîne de production et de réception de l'information. Ces travaux se sont ainsi intéressés à différents segments de la chaîne, en étudiant les relations entre les journalistes et leurs sources d'information[927] (notamment les mouvements sociaux[928] ou les intellectuels engagés[929]), aux conditions de travail à l'intérieur même des rédactions (notamment le rôle déterminant de certaines routines collectives)[930] à l'intériorisation des normes professionnelles (comme « l'objectivité »[931]), aux stéréotypes et conventions idéologiques qui s'imposent aux rédacteurs dans le choix des sujets et leur traitement[932], à l'analyse de la réception « active » des informations par le public[933], etc. Dans cette perspective, les acteurs sociaux qui participent à l'économie de production et de réception des médias ne sont pas réductibles à de simples instruments au service des classes dirigeantes et possédantes. Le sociologue français Cyril Lemieux montre ainsi, dans une analyse de l'histoire du journalisme français au XVIIIe siècle, le processus d'institutionnalisation de dispositifs critiques sur les pratiques dominantes du journalisme[934]. Enfin, des sociologues ont repris le modèle habermassien de l'espace public en montrant avec un regard plus sociologique la structure mosaïque (et non pas homogène) des espaces publics contemporains, qui permet d'expliquer plus précisément le rôle des médias d'information dans la construction des problèmes publics[935].

C'est en tenant compte des problématisations successives ou concurrentes de la « critique des médias », entendue comme un univers symbolique alternatif à la *doxa* du rôle démocratique des médias, que l'on peut problématiser les recherches consacrées aux stratégies médiatiques des mouvements sociaux. Les groupes à faibles ressources sont-ils libres de faire valoir leurs revendications dans les arènes médiatiques en utilisant les médias d'information comme des courroies de transmission de leurs demandes, ou bien sont-ils condamnés d'avance par les mécanismes de l'hégémonie médiatique, qui travaillent à réduire au silence ou à discréditer leurs revendications ?

Pour y répondre en essayant de sortir de cette alternative à certains égards trop simpliste, on peut distinguer deux types d'analyses : celles qui s'intéressent au rôle des médias dans le travail politique des mouvements sociaux, et celles qui s'intéressent au rôle

---

[927] Schlesinger P., « Repenser la sociologie du journalisme. Les stratégies de la source d'information et les limites du média-centrisme » (1990), *Réseaux*, n° 51, 1992, p. 51-98.
[928] Champagne P., *Faire l'opinion… op. cit*., Marchetti D., « Les conditions… », *op. cit*.
[929] Legavre J.-B., « Les intellectuels dans l'espace public. Les lectures journalistiques des pétitions de novembre-décembre 1995 », in François B., Neveu, E. (Dir.), *Espaces publics… op. cit*., p. 209-228, Duval J. *et alii*, *Le « décembre » des intellectuels français*, Paris, Liber/Raisons d'agir, 1998.
[930] Tunstall J, *Journalists at work*: *specialist correspondents: Their news organizations, news sources, and competitor-colleagues*, Constable, London, 1971.
[931] Tuchman G., « Objectivity as strategic rituals: an examination of newsmen's notions of objectivity », *American Journal of Sociology*, 77/4, 1972, p. 660-67.
[932] Gans H., « Deciding what's news: story suitability », *Society*, 16/3, 1979, p. 65-77.
[933] Le Grignou B., *Du côté du public. Usages et réception de la télévision*, Paris, Economica, 2003.
[934] Son cadre théorique vise à comprendre les moments de crise qui interviennent dans la presse française à la fin du XVIIIe, du XIXe et du XXe siècle. Ces « moments effervescents » seraient rendus possibles, selon lui, par des processus de démocratisation mais aussi d'extension du capitalisme (Lemieux C., *Mauvaise presse… op. cit*., p. 25-26).
[935] François B., Neveu E., « Pour une sociologie… », *op. cit*..

des mouvements sociaux dans le travail journalistique des médias. Schématiquement, les mouvements sociaux peuvent adopter deux stratégies principales pour contourner les contraintes qui pèsent sur eux pour faire valoir leurs revendications dans l'espace public : la pénétration des arènes médiatiques centrales, ou bien l'investissement dans des arènes médiatiques périphériques, c'est-à-dire dans la construction de réseaux médiatiques « alternatifs ». Selon E. Neveu, alors que les mouvements sociaux (notamment ouvriers) bénéficiaient dans le passé d'instruments de propagande relativement autonomes, ils seraient aujourd'hui confrontés à une dépendance de plus en plus grande à l'égard des grands médias publics ou privés d'information, dont ils ne contrôlent pas les logiques de production et les contenus[936]. Selon cette hypothèse d'une perte d'autonomie médiatique des mouvements sociaux, « cette dépendance contraint à des investissements spécifiques pour capter l'attention et la bienveillance des médias extérieurs. Il faut valoriser des formes d'action, un style de leadership et de parole qui assurent de façon prolongée une couverture médiatique abondante et bienveillante »[937].

Dans un étude sur le mouvement des paysans sans-terre au Brésil, la sociologue française Susanna Bleil montre ainsi que les répertoires d'action collectifs traditionnels des mouvements sociaux et politiques, tels que la grève ou la manifestation de rue, sont aujourd'hui soumis à des exigences croissantes de visibilité pour avoir une portée effective. Or la banalisation relative de la prise de parole, dans des régimes démocratiques marqués par une forte présence des médias d'information de masse lui enleverait une partie de ses effets. C'est pourquoi la question de la visibilité jouerait désormais un rôle plus déterminant dans la mobilisation collective[938].

Víctor Sampedro étudie dans une perspective semblable ce qu'il appelle les « politiques médiatiques de la protestation » en introduisant cependant la variable de l'interdépendance des agendas politiques, médiatiques et des mobilisations du mouvement social, à travers le cas des mouvements antimilitaristes espagnols entre 1976 et 1993[939]. Pour lui, de nombreux mouvements sociaux tentent d'influencer les agendas des politiques officielles en nommant et en définissant de nouveaux problèmes sociaux à travers des stratégies médiatiques. Le concept de « structure des opportunités médiatiques » renvoie au fait que, pour concurrencer les agendas officiels, les mouvements sociaux formulent des demandes pour des changements sociaux ambitieux à travers leurs stratégies médiatiques. Le mouvement espagnol des objecteurs de conscience a ainsi conditionné une structure des opportunités médiatiques, qui a altéré la structure des opportunités politiques, en accroissant et en informant le public sur l'existence de conflits entre les élites sur cette question. Cependant, observe l'auteur, une telle situation est plutôt l'exception que la règle. En effet, alors que la couverture médiatique d'un mouvement joue un rôle clé dans la mobilisation, elle

[936] Neveu E., « Médias, mouvements… », *op. cit.*.
[937] Neveu E., « Médias et protestations collectives », *in* Fillieule O., Agrikoliansky E., Sommier I., *Penser… op. cit.*, p. 250.
[938] Bleil S., « Avoir un visage pour exister publiquement : l'action collective des sans terre au Brésil », *Réseaux*, 129-130, 2005, p. 123-153.
[939] Sampedro V., « The Media Politics of Social Protest », *Mobilization: An International Journal*, 2/2, 1997, p. 185-205.

doit cependant passer par plusieurs filtres qui amortissent les effets des médias (alliances des élites, considérations économiques, facteurs internationaux, recrutement, ou inertie politique, etc.). Les médias d'information n'en restent pas moins des acteurs centraux dans la construction des problèmes publics, c'est-à-dire dans le fait de placer stratégiquement certains enjeux et demandes pour encourager le débat politique et la compétition entre les acteurs politiques dans le gouvernement. La difficulté pratique que doivent résoudre les militants est qu'ils sont rarement capables de déterminer l'agenda politique. Cela peut être le cas dans de courtes périodes durant lesquelles les mouvements agissent et réagissent à l'encontre du contrôle élitiste de l'agenda mais, sur le long terme, ils sont confrontés à des pressions institutionnelles pour fermer les agendas des politiques publiques qu'ils contestent. Les élites politiques disposent, en effet, des ressources leur permettant de coopter les mouvements en bureaucratisant la protestation et en diffusant les demandes originales[940]. Or ces pressions institutionnelles sont renforcées par des processus parallèles dans les médias. Dans ces circonstances, l'attention médiatique atteint en effet, assez rapidement, un point de saturation. Cependant, dans le même temps, les producteurs d'information peuvent être des contributeurs actifs de l'agenda politique : alors que les contraintes institutionnelles sont presque toujours à l'oeuvre, les médias peuvent offrir un espace de représentation ou un espace d'opposition en introduisant des sujets offrant une publicité aux mouvements dans différentes arènes publiques et auprès de groupes de décideurs.

Ainsi, contre la *doxa* du rôle démocratique intrinsèque des médias, mais aussi contre certains points aveugles du « modèle de propagande » de N. Chomsky et E. S. Herman, ces analyses montrent que les élites ne « fabriquent » pas le consensus sans détours, pas plus que les grands médias ne sont de simples organes de propagande de l'Etat ou des partis. Cependant, selon les résultats de plusieurs études convergentes, on peut formuler l'hypothèse que la communication de masse contribue fréquemment à inhiber l'expansion d'idéologies alternatives, à légitimer le *statu quo* politique et, sur le long terme, à diluer la protestation sociale. Suivant cette hypothèse, les médias et la communication « alternatifs », « radicaux », « citoyens », « communautaires » ou « autonomes » constitueraient, en cas de fermeture de la structure des opportunités médiatiques, des moyens possibles de contournement du monopole des grands médias d'information, permettant aux mouvements sociaux de produire et de diffuser dans « l'espace public » des représentations contre-hégémoniques d'eux-mêmes, des informations peu ou pas publiées dans les médias, ou des agendas politiques extra-institutionnels[941].

Imanol Zubero critique cependant ce modèle d'analyse en termes de structure des opportunités politiques et médiatiques, arguant du fait que la simple existence d'opportunités

[940] On trouve une analyse convergente in Piven F. Cloward R., *Poor People's Movements. Why they succeed, how they fail*, USA, Random House, 1988.

[941] Downing J. D.H., « The alternative public realm : the organization of the 1980s anti-nuclear press in the West Germany and Britain », *Media, Culture and Society*, 10, London, Newbury Park, Beverly Hills and New Delhi, Sage, 1988, p. 163-181; Mathes R., Pfetsch B., « The role… », *op. cit.*

politiques pour l'action n'implique pas nécessairement qu'une telle action ait lieu[942]. Reprenant des critiques déjà formulées ailleurs[943], mais en en tirant des conséquences pour étudier le rôle des médias des mouvements sociaux en-dehors des pics de mobilisation, il estime que la question fondamentale n'est pas de savoir quelles opportunités politiques offre une situation pour un mouvement social, mais de savoir comment les mouvements contribuent à rendre visibles ces opportunités de manière à ce qu'elles soient assumées par les militants. Pour lui, les stratégies médiatiques des mouvements sociaux relèvent d'une dynamique collective dans laquelle des agents subjectifs développent des stratégies effectives pour remplacer des structures objectives. Le principal apport des mouvements sociaux est donc pour ainsi dire pré-politique : « la constitution d'un mouvement social alternatif est impossible si elle ne se fait pas sur la base d'une culture alternative. Créer une culture ne consiste pas à formuler des théories, mais à construire des réalités ». Sans nier l'importance des facteurs structurels, I. Zubero défend ainsi l'idée que l'action des mouvements sociaux a pour enjeu « l'expansion d'opportunités culturelles », au sens d'une modification des visions de la réalité qui peut changer *in fine* la réalité elle-même. Le « savoir » étant une précondition (nécessaire mais non suffisante) du « faire », les mouvements sociaux ne pourraient parvenir à leurs fins qu'en constituant un « nouveau sens commun émancipateur », aux antipodes de l'information démobilisatrice et dépolitisante des médias dominants. La production de médias autonomes aurait ainsi un rôle crucial dans le travail politique des mouvements sociaux.

La dimension transnationale de l'étude présentée ici introduit cependant une difficulté supplémentaire. Elle oblige à prendre en compte le phénomène de circulation internationale des idées et des acteurs de la médiatisation des mouvements protestataires. Etudiant le « répertoire médiatique » d'organisations écologistes transnationales, Sylvie Ollitrault montre ainsi que « la promotion d'un répertoire médiatique et transnational entraîne des modifications significatives sur le type de militantisme, qui réclame des aptitudes particulières et sur la forme organisationnelle, qui est, de plus en plus, centrée sur un noyau dur d'activistes »[944]. De même, Bob Clifford cherche à expliquer pourquoi des mouvements de défense des opprimés ou des groupes de libération nationale, deviennent des « causes globales » célèbres, tandis que d'autres restent confinés dans l'isolement et l'obscurité. Comment parviennent-ils à pousser de puissants réseaux transnationaux – organisations internationales, ONG, médias ou public au sens large – à se focaliser sur tel ou tel mouvement, faisant bénéficier une poignée de groupes opprimés des bénéfices de la mondialisation contemporaine[945] ? Pour lui, contrairement au mythe de la « méritocratie de la souffrance », selon lequel il existerait un lien automatique entre le degré d'oppression subi par un groupe et le niveau d'aide extérieure qui lui est apporté, les organisations qui luttent pour

[942] Zubero I., « Conocer para hacer : la tarea cultural de los movimientos sociales », in Marí Sáez V. M. (coord.), *La Red… op. cit*., p. 59-75.
[943] Pour une synthèse, voir Mathieu L., « Contexte politique… », *op. cit*.
[944] Ollitrault S., « Les répertoires… », *op. cit*.
[945] Boltanski L., *La souffrance à distance. Morale humanitaire, médias et politique*, Paris, Métailié, 1993.

l'obtention d'une aide à l'étranger se positionnent sur un marché ultra-concurrentiel, qui les oblige à développer des « stratégies *marketing* » complexes, parfois au prix de leurs propres principes fondateurs, pour éviter d'être ignorés par les appuis étrangers et les médias. Dans quelle mesure, dans cette concurrence « darwinienne », le fait qu'un mouvement social soit équipé de ses propres organes d'information et de communication, assurant une double fonction de liaison interne et de relais dans l'espace public, constitue-t-il un avantage concurrentiel important pour la réussite de l'entreprise militante ?

La comparaison des répertoires médiatiques des mouvements néozapatiste et anti-occupation présentée dans cette partie vise ainsi à comprendre, premièrement, les logiques d'accès et les luttes pour l'imposition dans les médias conventionnels d'un cadrage favorable aux groupes mobilisés. Je montre que leurs stratégies, qui se modifient selon les événements, ont des effets (comme la politisation d'un discours de critique des médias dominants, ou la revendication d'une démocratisation de l'espace public). Dans un second chapitre, la comparaison suggère que ces stratégies de pénétration des arènes médiatiques dominantes ne constituent qu'une partie du répertoire médiatique des agents. En effet, les militants cherchent parallèlement à créer des « médias alternatifs » pour compenser ou contrer ce qu'ils perçoivent comme un mauvais traitement médiatique, contribuant non seulement à autonomiser la production de représentations médiatiques favorables, mais aussi l'univers symbolique des spécialistes de la communication militante.

Chapitre 3. Les maillons faibles de « l'hégémonie médiatique » : accès aux médias et luttes de cadrage des mouvements sociaux

Introduction du chapitre 3

L'usage stratégique des médias à des fins de propagande dans les conflits politiques n'a rien d'un phénomène nouveau. Pour A. Mattelart, il existe un lien étroit entre le développement des technologies et idéologies de la communication et les techniques de guerre. L'émergence des réseaux de communication modernes au XVIIIe siècle et surtout au XIXe siècle, avec l'essor industriel des pays européens, accompagne la construction des Etats-nations et le développement de l'économie capitaliste. Si les réseaux (notamment télégraphiques) permettent la création des premières agences de presse, comme *Havas* en 1835, *Associated Press* en 1848, *Wolff* en 1849 ou *Reuter* en 1851, ils répondent premièrement à des fonctions militaires. Le télégraphe permet la circulation rapide des informations entre les états-majors et les troupes du front. Il est également utilisé d'emblée comme un outil de contrôle et de mobilisation de l'opinion publique. Ainsi, la guerre de Crimée (1853-1856) est l'occasion, pour les autorités militaires, de jeter les bases d'une nouvelle jurisprudence en matière de censure de l'information en période de guerre, alors que la crise de Fachoda, en 1898, conduit à reconnaître le poids de l'opinion publique dans les relations internationales. Le mythe moderne de la toute-puissance des médias de masse naît la même année, lors de l'intervention militaire espagnole à Cuba : une campagne de presse vigoureuse précède et accompagne en effet cette guerre, qui n'en est pas une, mais que les médias contribuent à construire comme telle[946].

[946] Mattelart A., « La guerre », *La Communication-monde…, op . cit.*, p. 9-144.

Les techniques de propagande de guerre sont peu à peu complexifiées et systématisées par les états-majors et les gouvernements, durant la Première guerre mondiale[947], avant et pendant la Seconde guerre mondiale en ce qui concerne les régimes totalitaires, ainsi que durant la Guerre froide[948]. La guerre du Vietnam a cependant constitué un tournant, puisque le gouvernement et l'armée des Etats-Unis se seraient retrouvés – selon une interprétation encore dominante aujourd'hui – débordés par les informations publiées par les journalistes présents sur place, qui auraient nourri les protestations populaires de grande ampleur contre la politique étrangère du gouvernement[949]. Les dirigeants politiques et militaires ont, par la suite, cherché à sophistiquer les techniques de contrôle des médias d'information en temps de guerre. Gérald Arboit montre ainsi comment les militaires et dirigeants politiques états-uniens ont accompagné la médiatisation du déclenchement des guerres, à travers une vaste réflexion doctrinale, organisationnelle et cognitive. Cette réflexion s'est traduite par l'utilisation de technologies d'information et de communication de pointe, pour diffuser les messages de propagande et mobiliser les opinions publiques. Ainsi, la télévision semble être devenue à la « diplomatie publique » ce que la radio était à la Seconde guerre mondiale[950]. Ultérieurement, les deux guerres en Irak de 1991 et 2003, de même que les conflits en ex-Yougoslavie et en Afghanistan[951], ont constitué des laboratoires grandeur nature pour le développement de techniques de communication de guerre de pointe. La communication des sources en amont du travail journalistique, par exemple, y a été privilégiée à la censure directe : ces sources, par l'intermédiaire de professionnels agissant en interne ou en externe (comme des cabinets de conseil), ont ainsi défini « leur politique de communication, d'image et de relations publiques vis-à-vis des médias, quand elles ne produisent pas elles-mêmes des événements »[952]. Les Etats-Unis ont également essayé à travers le programme de « grand Moyen-Orient démocratique » prôné par l'administration Bush, de recycler les techniques de propagande

---

[947] Bloch M., *Réflexions d'un historien sur les fausses nouvelles de la guerre* (1921) , Paris, Editions Allia, 1999.

[948] Mattelart A., Mattelart M., *De l'usage des médias… op. cit.*, Mattelart T., « Le rideau de fer au péril des radios internationales », in Tudesq J.-M. (dir.), *Les médias, acteurs de la vie internationale*, Rennes, Editions Apogée, 1997, p. 117-139. Pour une étude de cas sur le Chili, voir Tupper P., « L'autre 11 septembre. Médias chiliens et CIA contre Allende », in Arboit G., Mathien M. (dir.), *La guerre en Irak… op. cit*,. p. 85-105.

[949] Barberis P., *Vietnam, la trahison des médias*, Arte France/Zadig production, 2007. Cette thèse est contredite néanmoins par une étude de Daniel Hallin : Hallin D., *The « Uncensored War » : the Media and Vietnam*, USA, University of California Press, 1989.

[950] Arboit G., « Médias et déclenchement des guerres. Quelle révolution dans les affaires militaires ? », in Arboit G., Mathien M. (dir.), *La guerre en Irak… op. cit.*, p. 29-46.

[951] Halimi S., Vidal D., *L'opinion, ça se travaille… Les médias et les « guerres justes ». Du Kosovo à l'Afghanistan*, Paris, Liber, Raisons d'agir, 1997.

[952] La télévision joue un rôle majeur dans ces stratégies, selon Michel Mathien : « les médias, en particulier les chaînes de télévision du fait de leur impact lié à la diffusion des images, représentent [...] un enjeu communicationnel déterminant pour les belligérants » (Mathien M., « L'information sur la guerre en Irak. Les médias face aux pouvoirs », in Arboit G., Mathien M. (dir.), *La guerre en Irak... op. cit.*, p. 10-11). La seconde guerre en Irak en 2003 se serait ainsi construite sur une « sur-communication d'acteurs offensifs et déterminés dans leurs argumentations belligènes ». Il y a eu lors de ce conflit une communication de guerre « d'une ampleur encore jamais égalée » (*ibid*.). Pour la représentante démocrate de Californie, Jane Harman, le gouvernement Bush aurait procédé, à cette occasion, à « *la plus grande manoeuvre d'intoxication de tous les temps* ». Aujourd'hui, dans de nombreux conflits, les sièges des médias sont un objectif militaire. L'un des indicateurs de l'importance prise par la communication réside dans le fait que les budgets alloués à la Défense et à la sécurité intérieure des principaux Etats occidentaux ont fortement augmenté et que les moyens spatiaux et non-spatiaux de communication et de renseignement ont connu une augmentation particulièrement importante. La propagande est généralement associée à différentes formes de censure directe ou indirecte (notamment l'autocensure). Cette censure est justifiée du point de vue des autorités militaires par des raisons de sécurité, qui en appellent à la « responsabilité sociale » des médias.

inventées dans les années 1950, en créant après la guerre en Irak une chaîne de télévision, réplique de *Voice of America*. Le projet s'est néanmoins soldé par un échec[953]. Compte tenu de ces évolutions, l'accès des agents faiblement dotés en ressources et confrontés aux puissants appareils de production de la communication officielle semble à première vue un combat « perdu d'avance ».

On peut cependant se demander si la transnationalisation des flux d'information ne tend pas à multiplier (comme l'ont expérimenté les dirigeants états-uniens au Vietnam) des « vides de contrôle », pour reprendre l'expression de J. Nye et R. Keohane, c'est-à-dire des « maillons faibles » dans l'hégémonie médiatique que les mouvements sociaux pourraient exploiter à leur profit. Des intellectuels issus des courants révolutionnaires ou des luttes de libération nationale du tiers monde ont cherché tout au long du XXe siècle à théoriser les conditions dans lesquelles les masses organisées pouvaient utiliser les moyens d'information et de communication pour contrer l'hégémonie médiatique des bourgeoisies nationales[954]. Dans les années 1990, les thèses sur les possibilités émancipatrices ouvertes par le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication se sont multipliées, dans le sillage notamment des travaux de Manuel Castells sur « l'ère de l'information »[955].

Opérant un double dépassement des approches médiacentriques, qui tendent à exagérer la domination des médias dans les luttes entre les acteurs sociaux et leurs critiques radicales qui, à l'inverse, minimisent ses effets sans toujours disposer de démonstrations empiriques permettant de valider cette thèse, le politiste israélien Gadi Wolfsfeld montre lui aussi que la « guerre médiatique » n'est pas qu'une simple dimension virtuelle des conflits politiques contemporains[956]. Il s'agit, en effet, d'une donnée prise en compte par les protagonistes, *challengers* ou autorités, qui a des conséquences objectives sur leurs comportements. L'auteur compare ainsi les médias à une arène où les combattants, tels les gladiateurs de la Rome antique, savent pertinemment qu'ils jouent pour une audience plus large. Il pose cependant ce qu'il appelle un « principe d'inégalité cumulative » : les groupes de *challengers* qui parviennent à faire valoir leur point de vue dans les médias bénéficient généralement d'un statut social et politique élevé, de ressources organisationnelles importantes et proposent des changements politiques modérés. Les *challengers*, qui représentent des groupes socialement et politiquement dominés, faiblement dotés en ressources organisationnelles et proposant des changements radicaux ont donc généralement peu de chances de gagner la bataille des médias. Ainsi, les luttes des *challengers* pour l'accès aux arènes médiatiques sont non

[953] Mattelart, A., « Retour à l'idéologie de la modernisation », *La globalisation de la surveillance. Aux origines de l'ordre sécuritaire*, Paris, La Découverte/Poche, 2008, p. 179-182.
[954] Lénine fonde ainsi la doctrine de la presse comme courroie de transmission du Parti dans la révolution bolchévique (Lénine V. I. O., *Lénine et la presse*, Moscou, éditions du Progrès, non daté), Franz Fanon montre le rôle joué par la radio dans la lutte de libération algérienne (Fanon F., « Ici la voix de l'Algérie », in *L'an V de la Révolution Algérienne*, Paris, La Découverte & Syros, 2001, p. 51-84), Régis Debray formalise les techniques de propagande que doivent utiliser les révolutionnaires pour que la population soit acquise à la cause (Debray R., *Révolution dans la révolution. Lutte armée et lutte politique en Amérique Latine*, Paris, Maspéro, Cahiers Libres, 98, 1967), etc.
[955] Castells M., *Le pouvoir de l'identité. L'ère de l'information* (1997), trad. anglais Paul Chemla, Paris, Fayard, 1999.
[956] Wolfsfeld G., *Media and political conflict… op. cit*.

seulement conditionnées par des contraintes structurelles liées aux rivalités asymétriques avec les autorités, mais aussi entre les prétendants eux-mêmes (*struggle over access*). Cependant, il arrive que des *challengers* qui occupent des positions faibles dans le conflit parviennent à s'introduire dans l'arène médiatique et à y mener un travail politique de légitimation de leur cause ou de recadrage des événements. L'issue du combat mené avec leurs opposants ou concurrents dans l'arène médiatique dépend alors de leur habileté à imposer leur cadre d'interprétation du conflit (*struggle over meaning*). Ils doivent ainsi montrer, d'une part, une capacité à initier et à contrôler les événements considérés comme ayant une valeur d'information (*newsworthy*) et, d'autre part, créer des divergences parmi les élites politiques et être soutenus par une partie d'entre elles et trouver des façons innovantes de contourner le contrôle des agents dominants sur le flux d'information.

D'un point de vue empirique, la question centrale est alors de savoir « qui court après qui ? » (« *who is chasing whom?* »). Les protagonistes (en particulier les autorités) courent-ils après les médias, ou bien les médias courent-ils après les protagonistes[957] ? En d'autres termes, à quelles conditions les médias parviennent-ils à rompre avec les tentatives de contrôle des autorités et à produire une information indépendante ? Dans quelle mesure les acteurs adaptent-ils leurs comportements pour valoriser leur position dans les médias ? Enfin, les inégalités dans la distribution du pouvoir politique des différents protagonistes se retrouvent-t-elles à l'identique dans le traitement médiatique dont ils bénéficient, comme le suggère le « modèle de propagande » (un traitement systématiquement ample et favorable pour les autorités, contre un traitement systématiquement faible et défavorable pour les *challengers*) ? N'observe-t-on pas des cas de modifications dans l'équilibre du pouvoir entre les autorités et les *challengers*, en raison de ce que l'on pourrait appeler une « discrimination positive » dans la couverture médiatique du conflit, au profit de la partie faible ?

Comparant le rôle politique des médias d'information durant la première *Intifada* (1987), la guerre du Golfe (1991)[958], et la signature des accords d'Oslo (1993-1995)[959], Wolfsfeld constate que, selon les rapports de forces entre les acteurs politiques et les médias, ces derniers peuvent adopter schématiquement trois rôles principaux. Le premier rôle consiste à renforcer le point de vue de la partie forte dans le conflit, comme les Etats-Unis durant la guerre en Irak (rôle de *public servant* ou « fonctionnaires »). Un rôle inverse des médias consiste à accorder un privilège à la partie faible, comme les Palestiniens dans l'*Intifada* (rôle d'*advocates of the weak* ou « défenseurs du faible »). Enfin, le troisième rôle revient à adopter une attitude intermédiaire entre les différentes parties en présence, comme ce fut le cas des médias israéliens entre les « pro- » et les « anti- » Oslo d'extrême-droite (rôle de *semi-honest broker* ou « courtier semi-honnête »). De son point de vue, la compétition entre les *challengers* tendrait à renforcer le pouvoir des médias sur les protagonistes du conflit, alors

[957] Wolfsfeld G., « The multi-prupose arena », in *Media and… op. cit.*, p. 197-219.
[958] Wolfsfeld G., « Controlling the media in insurrections and wars: the intifada and the Gulf war », in *Media and… op. cit.*, p. 124-140.
[959] Wolfsfeld G., « Political movements and media access: the struggle against the Oslo Accords », in *Media and… op. cit.*, p. 77-103.

que la compétition entre journalistes tendrait, inversement, à renforcer le pouvoir des protagonistes sur les médias.

Ce modèle d'analyse peut permettre de comparer les stratégies médiatiques des mouvements néozapatiste et anti-occupation pour l'accès aux médias d'information (*struggle over access*) et l'imposition d'un cadre interprétatif des conflits chiapanèque et israélo-palestinien qui leur soit favorable (*struggle over meaning*) entre 1994 et 2006. Dans les deux cas, nous avons affaire à des conflits qui sont l'objet d'une forte médiatisation (malgré des variations selon les périodes considérées)[960]. Or, les contraintes et opportunités liées à cette médiatisation sont prises en compte par les protagonistes, qu'il s'agisse des insurgés (néozapatistes du Chiapas[961], Palestiniens des Territoires occupés[962] et militants pacifistes israéliens[963]), de leurs soutiens nationaux ou internationaux (réseaux transnationaux de solidarité pro-zapatistes[964] ou pro-palestiniens[965]), des autorités (mexicaines[966], israéliennes et palestiniennes[967]) ou des groupes d'opposants (pro-PRI[968] ou pro-israéliens[969]). Or, comme on l'a vu dans la partie précédente, les acteurs de ces mouvements occupent des positions doublement dominées dans l'ordre national et international. Dès lors, on peut se demander si

---

[960] Ces affirmations se fondent sur les données qualitatives et quantitatives recueillies dans l'enquête, ainsi que sur des sources de seconde main. Sur le conflit du Chiapas, je me suis fondé sur deux études qui se concentrent sur la période 1994-1995 : Trejo Delarbre R. (dir.), *Chiapas, la comunicación enmascarada : los medios y el pasamontañas*, Mexico, Diana, 1994 ; Flores G., *La seducción de Marcos a la prensa. Versiones sobre el levantamiento zapatista*, México, Humanidades TEC, 2004. Sur le conflit israélo-palestinien, un plus grand nombre de références était disponible : Philo G., Berry M., *Bad News From Israel*, London, Pluto Press, 2004, Fleury B., Walter J. (dir.), *Les médias et le conflit israélo-palestinien*, Metz, Recherches textuelles, 2008, Bourdon J., *Le récit impossible. Le conflit israélo-palestinien et les médias*, Bruxelles, De Boeck, INA, 2009, Dor D., « All the News that Fits: The Israeli Media and the Second Intifada », *Palestine-Israel Journal*. 10/2, 2003, Dor D. *Intifada Hits the Headlines: how the Israeli press misreported the outbreak of the Second Palestinian uprising*, Indianapolis, Bloomington, Indiana University Press, 2004, Dor D., *The Suppression of Guilt… op. cit.*, Lamloum O., « Le conflit israélo-palestinien au prisme d'Al-Jazira », in *Al-Jazira, miroir rebelle et ambigu du monde arabe*, Paris, La Découverte, Sur le Vif, 2004, p. 81-93, Wolfsfeld G., *Media and Political Conflict… op. cit.*, Wolfsfeld G., "The news media and the Second Intifada », *Harvard International Journal of Press/Politics*, 6/4, 2001, p. 113-118.

[961] Castells M., « Les Zapatistes du Mexique, première guérrilla informationnelle », in *Le pouvoir de l'identité… op. cit.*, p. 94-107.

[962] Lion C., *Vers une transnationalisation… op. cit.*

[963] Levin D., « Making a good impression. Peace Movement Press Release Styles and Newspaper Coverage », *Press/Politics*, 7/1, 2002, p. 79-101.

[964] Arquilla J., Ronfeldt D., (eds.), « Emergence and Influence of the Zapatista Social Netwars », in Networks *and Netwars: The Future of Terror, Crime, and Militancy*, RAND, 2001, p. 171-199, Atkinson J., « Networked Activists in Search of Resistance: Exploring an Alternative Media Pilgrimage Across the Boundaries and Borderlands of Globalization », *Communication, Culture and Critique*, 2/2, June 2009, p. 137-159, Bob C., « The Making of an Antiglobalization Icon. Mexico's Zapatista's Uprising », in *The Marketing of Rebellion. Insurgents, Media and International Activism*, Cambridge University Press, 2005, p. 117-177, Froehling O., « The Cyberspace 'War of Ink and Internet' in Chiapas, Mexico », *Geographical Review*, 87/2, Cyberspace and Geographical Space, apr. 1997, p. 291-307.

[965] Handley R. L., « Systematic Monitoring as a Dissident Activist Strategy: Palestine Media Watch and U.S. News Media, 2000-2004 », *Communication, Culture and Critique*, 4/3, 2011, p. 209-228.

[966] Blasco N., « Quel pouvoir des sites Internet d'information concernant l'EZLN sur la sphère politique mexicaine et l'opinion publique internationale ? », @mnis, Revue de Civilisation Contemporaine de l'Université de Bretagne Occidentale, 2004, Sarmiento S., « Trial by fire: the Chiapas Revolt, the Colossio assassination and the Mexican press in 1994 », in Orme W.A. (ed.), *A Culture of Collusion. An Inside look at the Mexican Press*, North-South Center Press, University of Miami, 1997, p. 33-39.

[967] Jamal A., « The Palestinian Media: An Obedient Servant or a Vanguard of Democracy ? », *Journal of Palestine Studies*, Spring 2000, Najjar O., « Power and Language: Israeli Censorship of the West Bank Press », in Moors A., Van Teeffelen T., Kanaana S., Abu Ghazaleh I., *Discourse and Palestine. Power, Text and Context*, The Hague, Hingham (USA), Het Spinhuis, 1995, p. 139-152, Nossek H., Rinnawi K., « Censorship and Freedom of the Press Under Changing Political Regimes: Palestinian Media from Israeli Occupation to the Palestinian Authority », *Gazette: the International Journal for Communication Studies*, 65/2, 2003, p. 183-202.

[968] Stephen L., « Pro-Zapatista and Pro-PRI… », op. cit.

[969] Mearsheimer J. J., Walt S. M., *Le lobby pro-israélien… op. cit.*

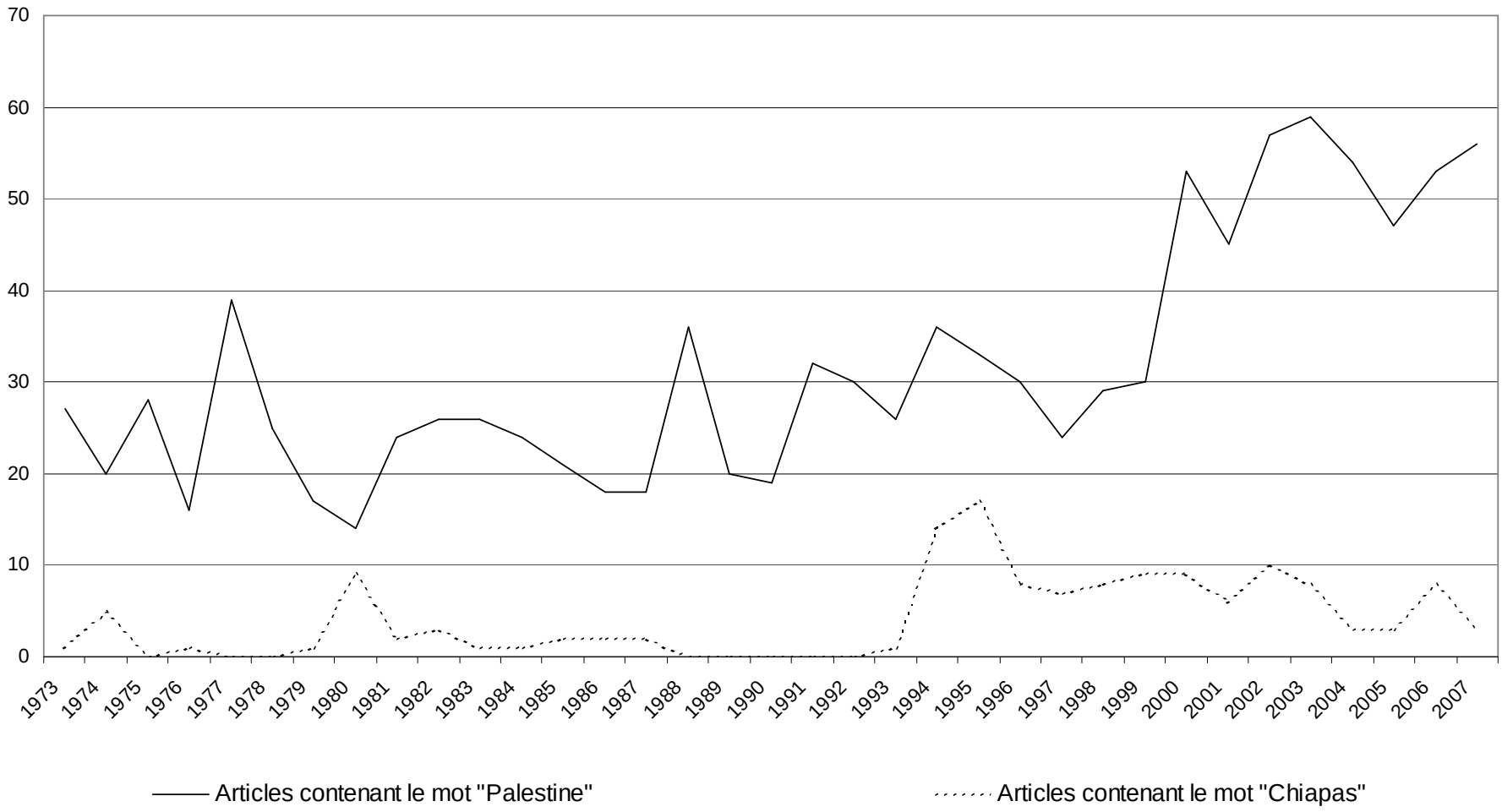
les médias d'information jouent à l'égard de ces *challengers* un rôle favorable ou défavorable dans leurs rapports de forces avec les autorités. Les journalistes sont-ils à la poursuite d'information sur ou venant des insurgés (ou dans l'attente d'actions spectaculaires de leur part), ou bien observe-t-on une situation où les militants « courent » après les médias ? Comment, selon les cas, les acteurs adaptent-ils leurs comportements aux opportunités médiatiques qui se présentent à eux ou qu'ils produisent ?

Trois hypothèses de départ peuvent être suggérées pour y répondre. Premièrement, le conflit israélo-palestinien semble bénéficier d'une couverture médiatique d'une amplitude plus importante que le conflit chiapanèque. On peut le mesurer en calculant le nombre d'occurrences des termes « Palestine » et « Chiapas » dans la presse sur une longue période. J'ai effectué ce calcul à titre indicatif dans le mensuel *Le Monde diplomatique* sur la période 1973-2006[970]. La courbe page suivante montre que le mensuel traite globalement peu du Chiapas avant le soulèvement de l'EZLN en 1994 et que le nombre d'article tend à diminuer progressivement après la période de plus forte couverture, en 1994-1996 (entre 10 et 20 articles par an contiennent alors le mot « Chiapas »). A l'inverse, le conflit israélo-palestinien bénéficie d'un niveau de couverture à la fois constant (avec des variations) et toujours plus élevé que le conflit chiapanèque (au minimum une quinzaine d'articles par an contiennent le mot « Palestine »)[971]. Or, sur la période 1994-2006, et particulièrement après le déclenchement de la seconde *Intifada* en septembre 2000, le niveau de couverture augmente considérablement (entre 50 et 60 articles par an). Ces tendances sont confirmées par l'étude quantitative, présentée plus loin dans ce chapitre et portant sur plusieurs organes de presse nationaux et internationaux.

[970] En raison, d'une part, de la priorité éditoriale accordée à l'actualité internationale et, d'autre part, de la proximité publiquement exprimée du titre avec les mouvements altermondialistes, notamment les mouvements néozapatiste et anti-occupation (Harvey, N., « Logiques de marché d'un journal anticapitaliste : *le Monde diplomatique* et la gestion de ses contradictions », Communication au Congrès des Associations Francophones de Science Politique, Québec, 26 mai 2007, Szczepanski-Huillery M., « Les architectes de l'altermondialisme Registres d'action et modalités d'engagement au *Monde diplomatique* », in Agrikoliansky E., Fillieule O., Mayer N. (dir.). *L'altermondialisme en France… op. cit.*, p. 143-173.

[971] Cette tendance s'explique notamment par l'engagement ancien de membres de la rédaction du Monde Diplomatique en faveur de la cause palestinienne (Weil E., « Pas si Diplomatique que ça ». Le Monde Diplomatique *et le conflit israélo-arabe de 2000 à 2006 : une tentative d'analyse et d'interprétation*, mémoire M2, Paris, Université La Sorbonne, 2006).

Figure 11 - La Palestine et le Chiapas dans *Le Monde diplomatique* (1973-2006)



Une deuxième hypothèse de comparaison peut être suggérée. D'un point de vue synchronique, le mouvement néozapatiste semble parvenir à emporter, au moins entre 1994 et 2001, aussi bien le *struggle for access* que le *struggle for meaning*, en bénéficiant d'une large couverture médiatique et en imposant une interprétation du conflit qui lui est globalement favorable (bien que la couverture médiatique soit très différente, on le verra, dans la presse mexicaine et dans la presse étrangère). Or, si les militants anti-occupation parviennent généralement à accéder, eux aussi, à l'arène médiatique, ils rencontrent plus de difficultés à imposer leur cadre d'interprétation du conflit israélo-palestinien en termes « d'occupation » dans les médias d'information. Comme on le verra, cela s'explique notamment par l'existence de cadres concurrents ou opposés au leur, défendu par des groupes organisés et actifs non seulement en Israël mais à l'étranger (en particulier le cadrage autour de la « sécurité d'Israël »).

Troisièmement, d'un point de vue diachronique, on peut faire l'hypothèse d'une inversion relative du retentissement médiatique des deux mouvements sur la période 1994-2006. En effet, le mouvement néozapatiste bénéfice d'une couverture médiatique globalement ample et favorable sur la période 1994-2001, tandis qu'à la même période le mouvement anti-occupation peine à faire entendre sa voix dans le contexte « post-Oslo » (1994-2000). Cependant, la tendance semble s'inverser à la période suivante : le mouvement néozapatiste fait moins « recette » dans la presse (2001-2006), tandis que le mouvement anti-occupation bénéficie d'une structure des opportunités médiatiques plus ouverte après le déclenchement de la seconde *Intifada* (compensée, cependant, par la forte présence parallèle de cadres interprétatifs pro-israéliens). En isolant la période 1994-2006 à droite de la courbe ci-dessous, cette évolution « en ciseau » apparaît clairement dans le cas du *Monde diplomatique*. L'intérêt du journal pour le conflit du Chiapas connaît un saut brusque en 1994, mais diminue continuellement à partir de 1996. A l'inverse, la couverture du conflit israélo-palestinien est décuplée à partir d'octobre 2000. Entre janvier 1973 et septembre 2000, 720 documents (articles, éditoriaux, notes de lecture, etc.) contiennent le mot « Palestine », soit une moyenne de 2,16 documents par numéro ou 26 documents par an. Mais d'octobre 2000 à septembre 2006, on observe un doublement du nombre de documents publiés sur le sujet, avec une moyenne de 4,45 documents par numéro, soit plus de 53 documents par an[972].

Ces hypothèses de comparaison permettent-elles de saisir les stratégies médiatiques des mouvements néozapatiste et anti-occupation pour accéder à l'arène médiatique et y imposer leur vision des conflits chiapanèque et israélo-palestinien ? Le chapitre a pour objectif de répondre à cette question afin de montrer, ensuite, l'incidence de la structure des opportunités médiatiques sur la construction de réseaux médiatiques autonomes dans ces réseaux de militants (chapitre 4). La première section analyse ainsi les effets sur les stratégies médiatiques de l'EZLN de la perte progressive de la « valeur d'information »

[972] Recherche effectuée sur le CD-Rom d'archives du journal (1973-2008) à partir du mot-clé « Palestine ».

(*newsworthiness*) du conflit du Chiapas entre la période 1994-2001 et la période 2001-2006 (section 1). La section suivante montre, à l'inverse, que si le mouvement anti-occupation connaît dans un premier temps (période post-Oslo) une structure des opportunités médiatiques relativement fermée, la reprise des hostilités en 2000 inverse la tendance, en raison de la forte attention médiatique qui se concentre alors sur le conflit israélo-palestinien (section 2). Or, comme le montre le chapitre 4, ces évolutions ont une incidence sur l'investissement des mouvements dans des réseaux de médias alternatifs.

Section 1 – Une baisse de la valeur d'information : les stratégies de communication du néozapatisme

Cette première section cherche à comprendre comment les leaders néozapatistes, prenant rapidement acte de l'impossibilité pour eux de vaincre sur le plan militaire au Chiapas, ont cherché à miser sur un des « maillons faibles » de l'hégémonie priiste sur le gouvernement fédéral : les médias d'information, en particulier la presse écrite nationale et la presse étrangère (le rôle d'Internet sera étudié plus en détail dans le chapitre 4). La communication externe de l'EZLN se tourne ainsi rapidement vers l'accès à des arènes médiatiques nationales et internationales, et l'accumulation d'un capital de sympathie auprès de certains organes de presse, minoritaires mais influents et légitimes (la télévision mexicaine demeurant, pour l'essentiel, proche des positions gouvernementales). La difficulté pour eux, cependant, va être de conserver l'usufruit d'une rente médiatique particulièrement volatile. En effet, dans un contexte de diminution du niveau de médiatisation du conflit chiapanèque entre 1994 et 2006, leur stratégie va consister à créer ou à tirer des bénéfices symboliques d'événements politiques médiatisés, susceptibles d'apporter au mouvement un surcroît de *newsworthiness* (et, on l'a vu, de légimité politique) dans sa lutte contre le gouvernement mexicain et les contre-mouvements. La communication de l'EZLN semble cependant hantée par le souvenir de son premier « coup » politico-médiatique : le soulèvement du 1er janvier 1994.

L'image, proposée par C. Bob, d'un mouvement fonctionnant comme une entreprise politique qui développe des « stratégies marketing » particulièrement élaborées pour accéder aux médias peut être reprise ici. Elle permet, en effet, de rompre avec le mythe de la création désintéressée des messages, et de réintroduire la dimension de l'intérêt et du calcul des acteurs[973]. Cependant, il convient de ne pas surestimer la rationalité de ces calculs de maximisation des avantages et de minimisation des coûts de la médiatisation. Lorsque le porte-parole de l'EZLN affirme « *nous n'avons jamais projeté d'avance ce que nous allions dire, ni la forme que nous emploierions pour le dire* »[974], faut-il prendre cette affirmation au sérieux ou bien relève-t-elle d'une stratégie de mise en scène de

Evénements politico-médiatiques néozapatistes

1/ Soulèvement de janvier 1994 ;
2/ Dialogue de la Cathédrale en février 1994 ;
3/ Convention Nationale Démocratique en août 1994 ;
4/ Rupture de l'encerclement militaire en décembre 1994 ;
5/ Contre-offensive militaire de l'armée en février 1995 ;
6/ Rencontres (inter)continentales de l'été 1996 ;
7/ Massacre d'Acteal fin 1997 ;
8/ Consultation de la société civile en 1999 ;
9/ Marche de la Dignité indigène en mars 2001 ;
10/ Lancement des *Caracoles* de 2003 ;
11/ Campagne 20&10 en janvier 2004 ;
12/ 6e Déclaration et Autre Campagne en 2005-2006.

[973] Bob C., « The Making of an Antiglobalization Icon. Mexico's Zapatista's Uprising », in *The Marketing of Rebellion… op. cit.*, p. 117-177.
[974] Marcos S.-C., « Proposition de préface à l'édition des communiqués de l'EZLN », 30 juin 1994, *¡Ya Basta !, vol. 1, op. cit.*, p. 15-18.

soi fondée sur la distance affichée au rôle (« *jamais auparavant nous n'avions fait de révolution et […] nous apprenons* »[975]) ? Tout se passe comme si le marketing de la rébellion néozapatiste tendait à fonctionner de plus en plus vis-à-vis des réseaux de solidarité extérieurs, selon la logique de communication par événement, et non d'un vaste plan stratégique défini à l'avance[976]. La stratégie de visibilisation de l'EZLN est, en effet, principalement structurée par des événements politiques, organisés ou subis. On peut en dénombrer une douzaine, si l'on s'en tient aux principaux[977].

L'affaiblissement de la « valeur d'information » du problème chiapanèque chez les journalistes est le corollaire d'une diminution du niveau de communication externe de l'EZLN (sans que l'on puisse déterminer si l'un est la cause de l'autre[978]). En prenant comme indicateur le nombre de communiqués envoyés chaque année par l'EZLN entre 1994 et 2006, cet affaiblissement par à-coups peut être representé par les deux courbes suivantes, l'une basée sur un calcul annuel, l'autre sur un calcul mensuel[979].

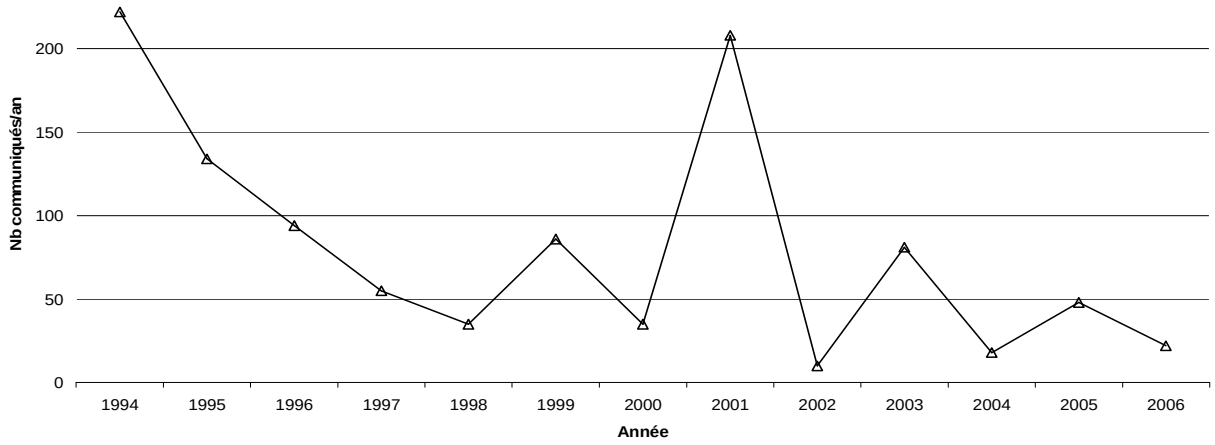


Figure 12 - La baisse tendancielle du niveau de communication externe de l'EZLN (nb. communiqués/an)

[975] EZLN, « Consultation : c'est non à 97,88 % ! », 10 juin 1994, *¡Ya Basta !, vol. 1, op. cit.*, p. 299.
[976] La communication événementielle désigne chez les théoriciens du marketing un « système composite de communication mis en oeuvre par une organisation autour de l'association de son nom ou de sa marque à un événement à caractère socioculturel (sportif, artistique, scientifique) » (Baux P., « Modèles de persuasion et parrainage sportif », *Revue Française de Marketing*, n°131/1, 1991, p. 51-67).
[977] Voir l'encadré.
[978] Deux facteurs supplémentaires mériteraient d'être pris en compte pour expliquer la diminution du niveau de communication externe de l'EZLN : d'une part, un effet d'épuisement individuel du porte-parole qui, au bout de plus de deux ans, a rédigé des milliers de pages de déclarations publiques et, d'autre part, les débats collectifs internes à l'organe central de l'EZLN, le Comité Clandestin Révolutionnaire Indigène-Commandement Général (CCRI-CG). Deux textes présentés en annexes (synthèses théoriques et historiques), publiés respectivement le 30 juin 1994 et le 5 mai 1995, permettent de se faire une idée des conditions concrètes de production et de diffusion des communiqués de l'EZLN.
[979] Pour mesurer l'évolution quantitative du nombre de lettres et communiqués diffusés par l'EZLN sur la période, j'ai utilisé les documents disponibles en ligne sur le site web de l'organisation (http://palabra.ezln.org.mx/). Il s'agissait de déterminer les évolutions de la production discursive néozapatiste sur un plan quantitatif. Le calcul a été effectué en comptant un point par item. Les documents sont cependant de tailles extrêmement variables : on trouve à la fois de simples annonces de quelques lignes, et des récits-fleuves du porte-parole, le Sous-Commandant Marcos, qui font souvent plusieurs pages.

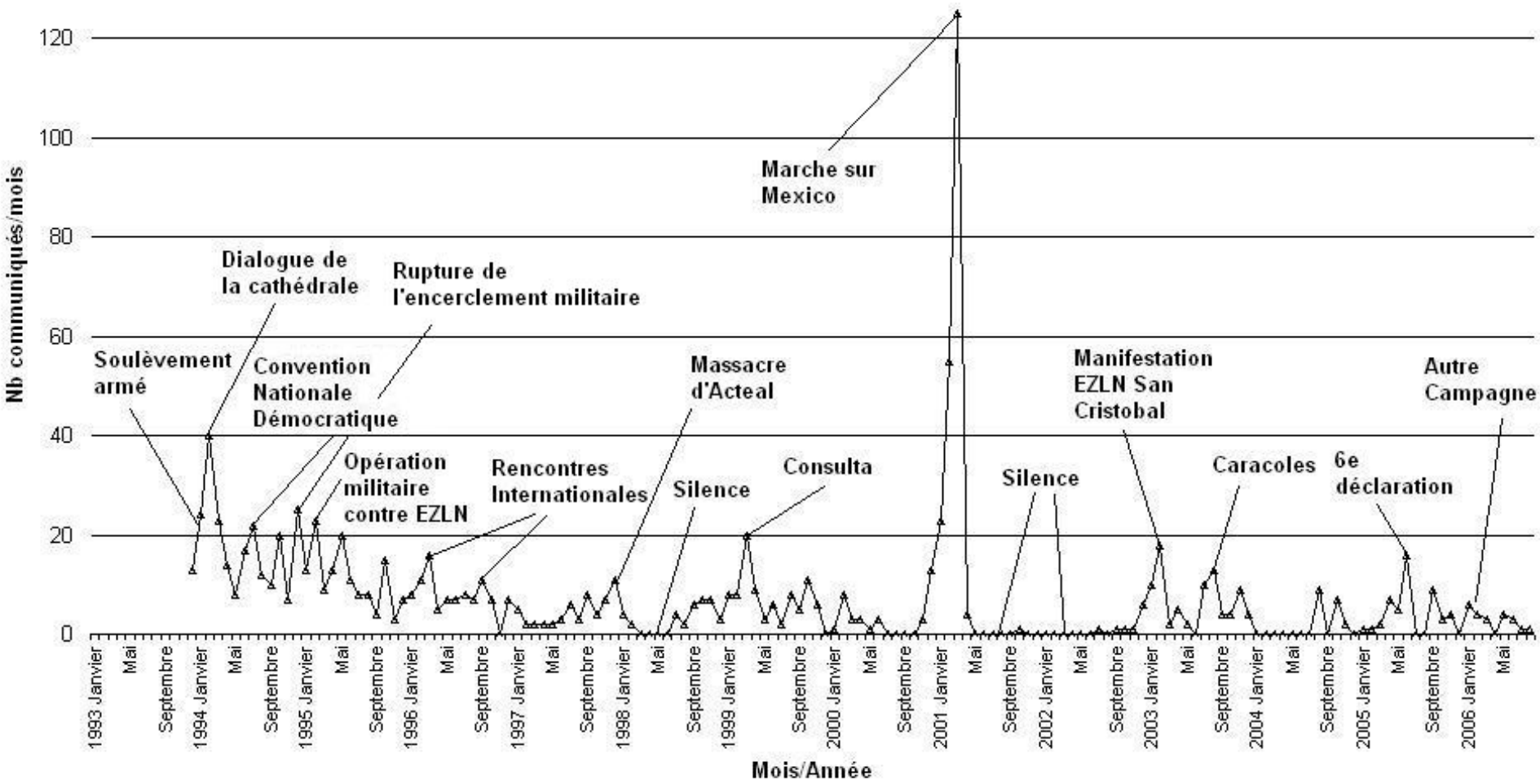


Figure 13 - Le « marketing évènementiel » néozapatiste (nombre mensuel de communiqués)

Comment expliquer l'importance accordée par les protagonistes à la médiatisation ou à la contre-médiatisation de l'insurrection ? Pour les autorités mexicaines, le Sous-Commandant Marcos a su manipuler et séduire les journalistes en utilisant les moyens de communication modernes, transformant ainsi le conflit en une « révolution de papier » essentiellement virtuelle[980]. Les Néozapatistes considèrent eux-mêmes que l'articulation des luttes entre le « champ de bataille » et le « champ des médias » fut déterminante[981]. Cependant, pour J. Baschet, l'idée selon laquelle le néozapatisme serait réductible à sa dimension médiatique ne serait « qu'une invention des médias eux-mêmes » et l'attention surdimensionnée accordée par les journalistes au personnage de Marcos révélerait, au mieux, une ignorance et, au pire, une « volonté d'ignorer l'existence d'un puissant mouvement social indigène et paysan, engageant des centaines de milliers d'hommes et de femmes »[982]. Cependant, nier le rôle des médias sur la mobilisation conduirait, à l'inverse, à une analyse insuffisante, voire à une impasse explicative.

Selon María Inclan, les effets de la médiatisation du mouvement néozapatiste sont indéniables, mais il est difficile de les mesurer exactement[983]. A partir d'une analyse des articles publiés dans *El Pais* et le *New York Times* entre 1994 et 2003, codés schématiquement selon leur position favorable ou défavorable à l'EZLN, elle montre que la médiatisation internationale a des effets sur le développement du mouvement (mesuré à son niveau d'activité au Chiapas), mais qu'ils ne sont pas significatifs en comparaison d'autres facteurs : l'ouverture relative du système politique, le réalignement des élites autour des enjeux politiques soulevés par le mouvement, la présence d'alliés locaux, nationaux ou internationaux, l'augmentation corrélative du coût de la répression militaire directe pour les autorités. Ce dernier facteur explique d'ailleurs pourquoi la stratégie gouvernementale, à partir de 1995, va être d'éviter au maximum la répression directe, et de faire appel en priorité à des groupes para-militaires présentés comme indépendants des autorités. Cette stratégie de « guerre de basse intensité », qui vise à maximiser la pression politique, militaire et sociale sur les groupes insurgés, tout en minimisant l'attrait médiatique du conflit[984], indique l'existence d'un effet d'apprentissage de la contrainte médiatique par l'armée. En ce sens, la croyance dans le « pouvoir des médias » fonctionne comme une prophétie auto-réalisatrice aussi bien pour les alliés que pour les opposants. C'est ainsi que l'EZLN et les mouvements pro-zapatistes vont chercher peu à peu à investir une partie croissante de leurs efforts dans la production d'une information « alternative » à celle des autorités, et des médias « libres » de leur contrôle ou de leur influence (chapitre 4).

La thèse du déterminisme médiatique comme celle de son absence méritent donc d'être interrogées. Elles tendent à isoler les stratégies médiatiques et politiques, au lieu de les penser de façon conjointe. Deux principales questions se posent dans cette perspective.

---

[980] Cette thèse de la « géniale imposture » de Marcos est reprise in Grange (De La) B., Rico M., *Sous-Commandant… op. cit*.
[981] Marcos S.-C., « Invitation à Enrique Krauze », juillet 1994, in Marcos S.-C., *¡Ya Basta ! Vol. 1, op. cit*., p. 337.
[982] Baschet J., *La rébellion…, op. cit.* p. 10-11.
[983] Inclán M., « Sliding Doors… », *op. cit.*
[984] Marcos dénonce « une guerre 'sourde', une guerre 'discrète', une guerre hors de portée des titres des journaux » (Marcos S.-C., « A Cecilia Rodríguez », 2 novembre 1995, *¡Ya Basta !, vol. 2, op. cit*., p. 612).

Quelles sont les conditions politiques d'accès de l'EZLN aux arènes médiatiques ? Quelles sont les conséquences de la couverture journalistique sur les rapports de force et les stratégies politiques des protagonistes ? Il s'agit pour y répondre de mesurer dans un premier temps les variations de la couverture médiatique du conflit chiapanèque entre 1994 et 2006. Cette analyse quantitative permet, ensuite, d'identifier les mécanismes qui ont joué en faveur ou en défaveur de l'EZLN dans la lutte pour l'accès aux médias nationaux et internationaux, en particulier son travail de cadrage du conflit et de séduction des journalistes. Cette mise en perspective permet de comprendre l'opération de contre-propagande menée par les autorités mexicaines à partir de 1995 et la façon dont le mouvement, devenu en partie dépendant de ses relais journalistiques, tente de réinvestir cette « rente » médiatique dans les années suivantes, en organisant régulièrement des événements susceptibles de ranimer l'intérêt des médias, et de maintenir un cadre interprétatif favorable (une stratégie qui trouve son point d'orgue dans la marche sur Mexico de mars 2001). Cette analyse permettra dans les chapitres suivants d'interroger la relation entre la baisse tendancielle du capital politique et médiatique du mouvement et son investissement croissant dans des réseaux de « médias alternatifs », en particulier dans la période 2001-2006.

A/ Le « crépuscule de Marcos » : une diminution tendancielle de l'attrait médiatique de l'EZLN

La diminution tendancielle de l'attrait médiatique du mouvement néozapatiste peut être mesurée en prenant comme indicateur le nombre d'occurrences du sigle « EZLN » dans des titres de presse nationale et étrangère sur la période 1994-2006[985]. Ce mode de calcul présente trois limites principales. Il ne permet pas de déterminer si les articles expriment des opinions éditoriales plutôt favorables ou défavorables aux Néozapatistes. Il ne permet pas non plus de savoir ni la position qu'ils occupent dans les hiérarchies internes des journaux (une ou page centrale, haut ou bas de page, etc.). Or ces hiérarchies constituent un précieux indicateur de l'importance relative accordée par la rédaction en chef à un événement. Enfin, il ne permet pas de connaître la position du titre considéré dans l'espace médiatique national ou international, ni son évolution selon les périodes considérées. Cette méthode fournit cependant des données utiles sur la capacité de mise à l'agenda médiatique de l'organisation, données nécessaires à l'analyse de la relation entre les variations de l'attrait médiatique du mouvement social et son investissement dans des organes de presse « alternatifs », tout en permettant d'observer des variations entre des arènes médiatiques « intermédiaires » (presse nationale mexicaine) et « centrales » (presse nationale étasunienne et française, agences de presse internationales).

[985] Pour les journaux en espagnol le sigle EZLN a été utilisé. Pour les journaux en anglais j'ai utilisé le mot-clé « *zapatista* » et pour les journaux français les deux sigles EZLN et AZLN (transcription de « Armée Zapatiste de Libération Nationale »). J'ai travaillé à partir des archives en ligne des journaux ou à partir de la base de données Factiva. Dans la plupart des cas, il est difficile d'obtenir des données complètes sur la période 1994-2006 parce que la date de début de numérisation des archives varie fortement.

L'EZLN dans la presse mexicaine

J'ai retenu pour le premier calcul deux journaux nationaux mexicains, sélectionnés par l'EZLN pour recevoir tous ses communiqués : l'hebdomadaire mexicain *Proceso*, devenu dès 1994 une source de référence sur le conflit chiapanèque[986], ainsi que le quotidien de México *El Financiero*, spécialisé dans les questions économiques[987]. Les archives des deux autres titres choisis par l'EZLN n'étaient pas disponibles : celles du quotidien local *El Tiempo* (San Cristóbal) ne sont pas accessibles en ligne, et celles de *La Jornada* (Mexico) sont réservées aux abonnés. Les recherches sur *Proceso* et *El Financiero* ont été effectuées à partir des archives en ligne de ces journaux. Dans le cas de *Proceso*, les archives présentent l'intérêt de permettre de couvrir l'ensemble de la période 1994-2006. Dans le cas d'*El Financiero*, seule la période 2001-2006 est couverte. J'ai également effectué une recherche *Factiva* sur une agence de presse mexicaine indépendante « de référence », *Servicio Universal de Noticias* (SUN), sur la même période[988]. J'ai compté un point par article contenant le sigle « EZLN ». Les résultats sont présentés dans les trois graphiques des deux pages suivantes. Les courbes montrent des variations qui épousent de façon relativement comparable celles du niveau de communication externe de l'organisation : une baisse tendancielle du niveau de « couverture médiatique » du mouvement chiapanèque, d'un côté ; une sensibilité aux stratégies de marketing événementiel de l'EZLN (comme l'indiquent les pics majeurs de 1994 et 2001, ou les pics mineurs de 2003 et 2006), d'un autre. On observe cependant que l'épisode du « Massacre d'Acteal » (fin 1997-début 1998) fait l'objet d'une forte médiatisation dans *Proceso* (un phénomène que l'on retrouve dans la presse internationale).

---

[986] Marcos explique comment les insurgés ont pris conscience de l'importance de ce journal dans leur stratégie de communication. Le soulèvement du 1er janvier s'est en effet déroulé un samedi matin, alors que les fêtards du nouvel an rentraient chez eux (4h30 du matin), certains s'improvisant conseillers militaires en apprenant de quoi il s'agissait (un soulèvement armé et non une procession religieuse – « *puisqu'ils voyaient beaucoup 'd'Indiens' dans le parc central* ») : « *l'un d'eux s'approcha de moi et, d'un ton plus paternel que professoral, me dit :* 'Marcos, tu as commis une erreur stratégique en déclenchant la guerre un samedi'. *En réajustant mon passe-montagne qui, avec mes paupières, commençait à me tomber sur les yeux, j'osai, téméraire :* 'pourquoi ?' – 'Voilà, *me dit mon conseiller d'un soir en stratégie militaire, l'erreur*, c'est que *Proceso* boucle son numéro le samedi, et que les analyses et les reportages véridiques sur votre lutte ne paraîtront donc pas avant la semaine prochaine'. *Je continuai d'ajuster ma cagoule, plus pour me donner du temps que parce qu'elle était réellement mal en place. Implacable, mon conseiller coleto ajouta :* 'tu aurais dû attaquer un vendredi' » (Marcos S.-C., « De quoi faut-il nous pardonner ? », 18 janvier 1994, *¡Ya Basta !, vol. 1, op. cit.*, p. 90).

[987] Marcos justifie le choix de ce journal en expliquant qu'aux yeux des Néozapatistes, le journal possède « *une équipe de rédacteurs sérieux et responsables dans leur démarche journalistique. Leurs analyses sont objectives et, surtout, très critiques. La pluralité idéologique que reflètent ses colonnes est aussi une richesse difficile à trouver dans d'autres journaux nationaux* » (Marcos S.-C., "Sur l'EZLN face aux aux médias », 11 février 1994, *¡Ya Basta !, vol. 1, op. cit.*, p. 157).

[988] Agence de presse indépendante mexicaine reconnue pour « sa régularité, son objectivité et l'exactitude de ses reportages ». SUN couvre tous les aspects de la république mexicaine ainsi que tout évément international qui peut avoir un impact sur le pays (http://w3.nexis.com/sources/).

L'EZLN DANS LA PRESSE MEXICAINE : JOURNAUX

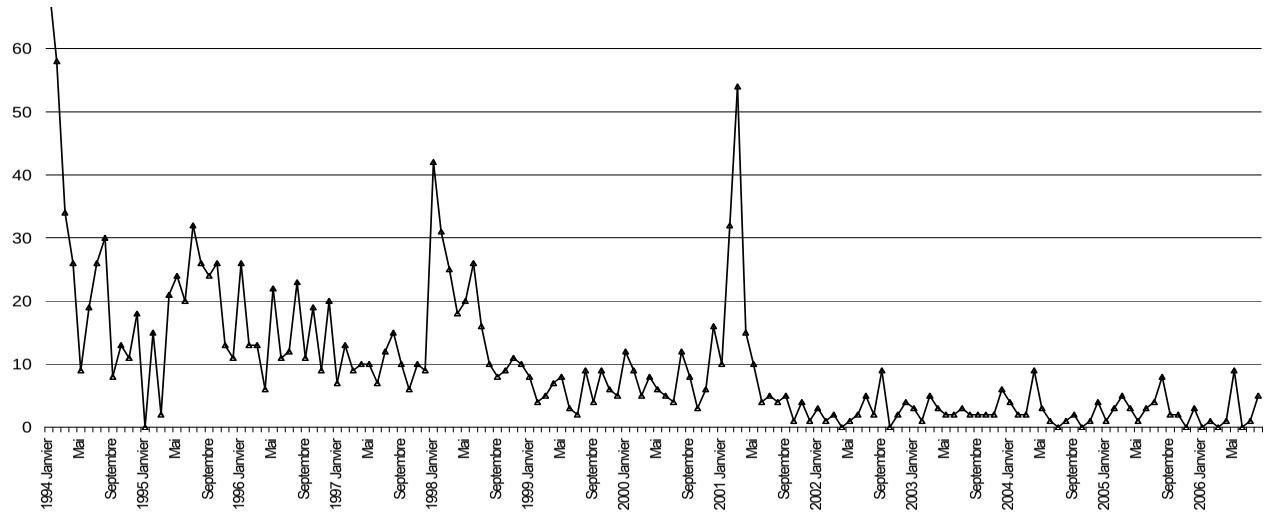


Figure 14 – *Proceso* (n=1523 art., 152 mois)

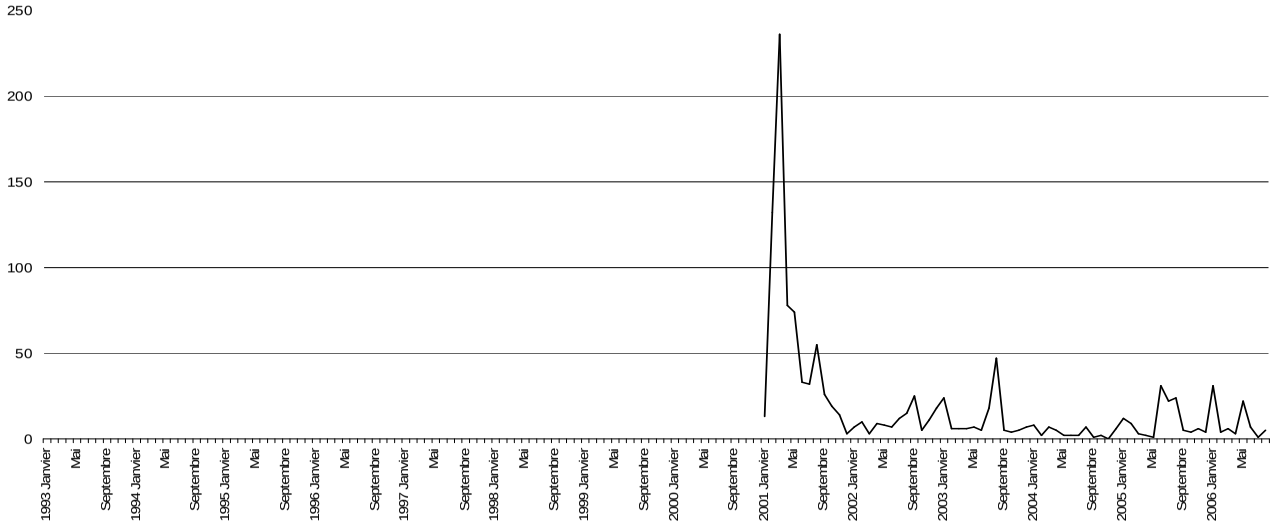


Figure 15 - *El Financiero* (n=1231 art., 77 mois)

L'EZLN DANS LA PRESSE MEXICAINE : AGENCE DE PRESSE

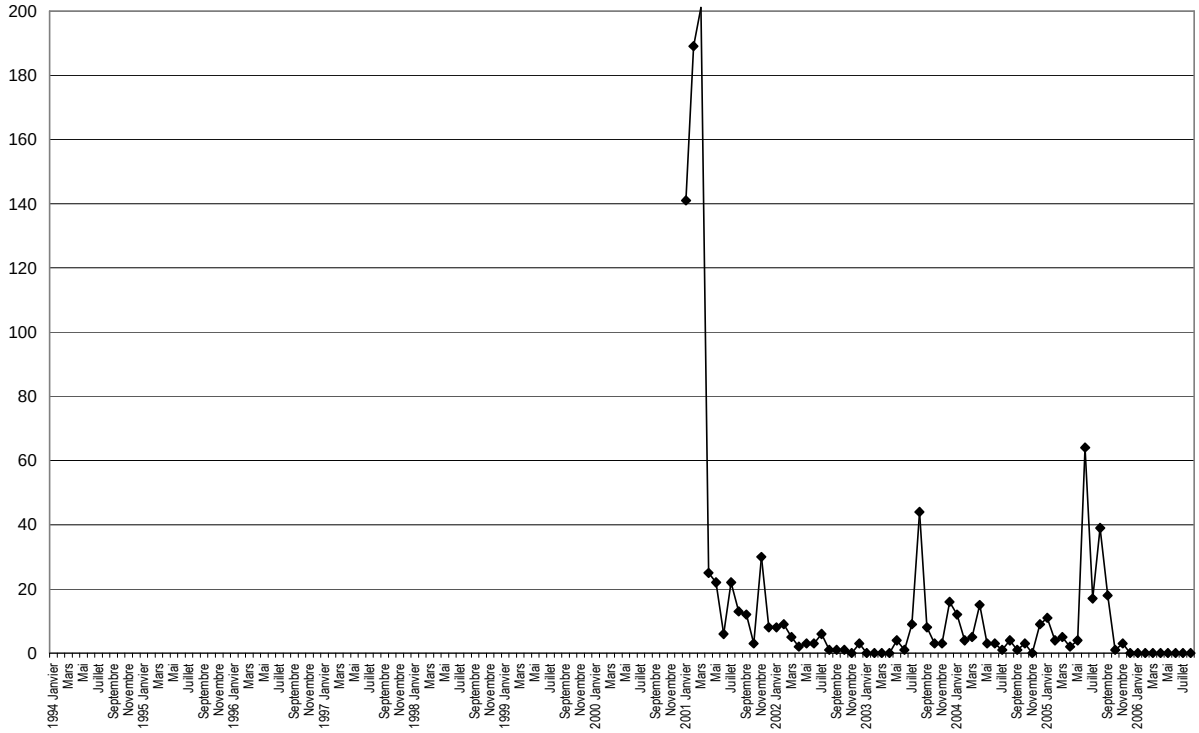


Figure 16 - Servicio Universal de Noticias (n=1030 art., 77 mois)

L'EZLN dans la presse étrangère et les agences internationales

Une deuxième série de calculs a été réalisée sur des titres étrangers ayant, pour certains d'entre eux, bénéficié d'une accréditation de l'EZLN : les quotidiens étasuniens *New York Times* et *Washington Post* ; les journaux français : *Le Monde*, *Le Monde Diplomatique* et *Libération*, ainsi que les agences de presse internationales *Reuters*, *Associated Press* et *AFP*. Les résultats de ces recherches sont présentés dans les graphiques des pages suivantes. Ils montrent à première vue la même chose que dans le cas de la presse mexicaine : d'une part, l'existence d'une corrélation avec la baisse tendancielle du niveau de communication externe de l'EZLN sur la période ; d'autre part, une « sensibilité journalistique » au marketing événementiel néozapatiste, comme l'indique clairement le « pic » de 2001, qui correspond à la marche indigène sur México[989] ou, dans une moindre mesure, celui correspondant à l'Autre Campagne de 2006. Cependant, comme dans le cas de *Proceso*, l'on peut observer que l'épisode du massacre d'Acteal suscite une forte couverture journalistique dans l'ensemble des titres (supérieure à celle de la marche de 2001 dans le *New York Times*, par exemple).

[989] Que l'on se gardera, bien évidemment, de réduire à un simple événement « marketing », au sens managérial du terme : il s'agit, encore une fois, d'une analogie et non d'une assimilation.

L'EZLN DANS LA PRESSE ETRANGERE : JOURNAUX ETASUNIEN ET FRANCAIS

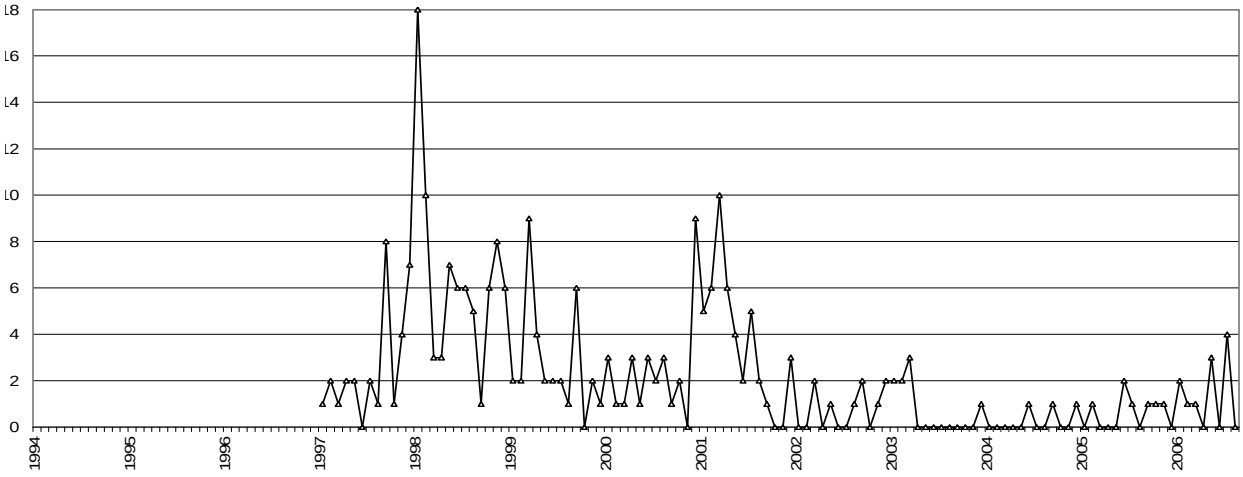


Figure 17 – *New York Times* (n=437 art., 152 mois)

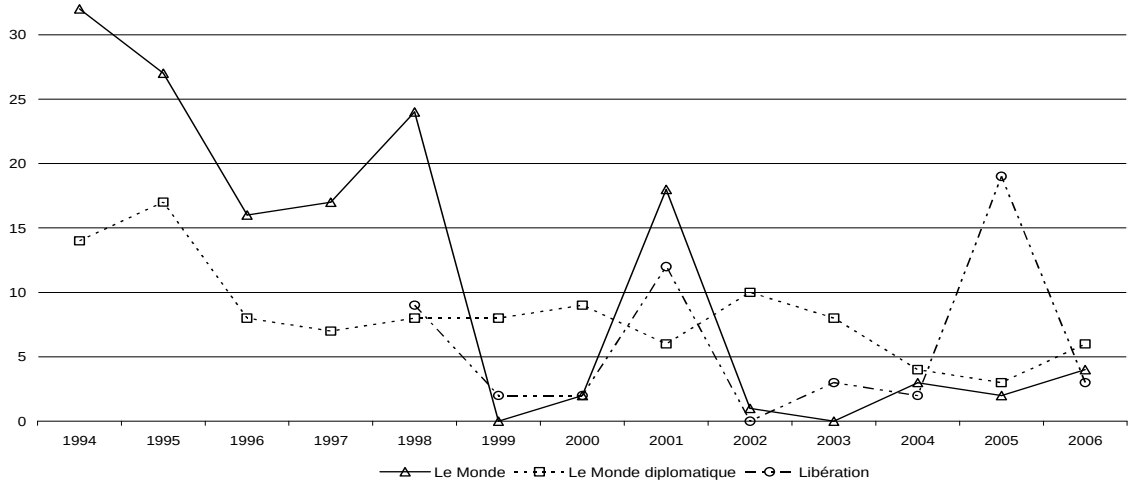


Figure 18 - *Le Monde* (n=191 art., 152 mois), *Le Monde Diplomatique* (108 art., 152 mois), *Libération* (106 art., 152 mois)

L'EZLN DANS LA PRESSE ETRANGERE : AGENCES DE PRESSE INTERNATIONALES

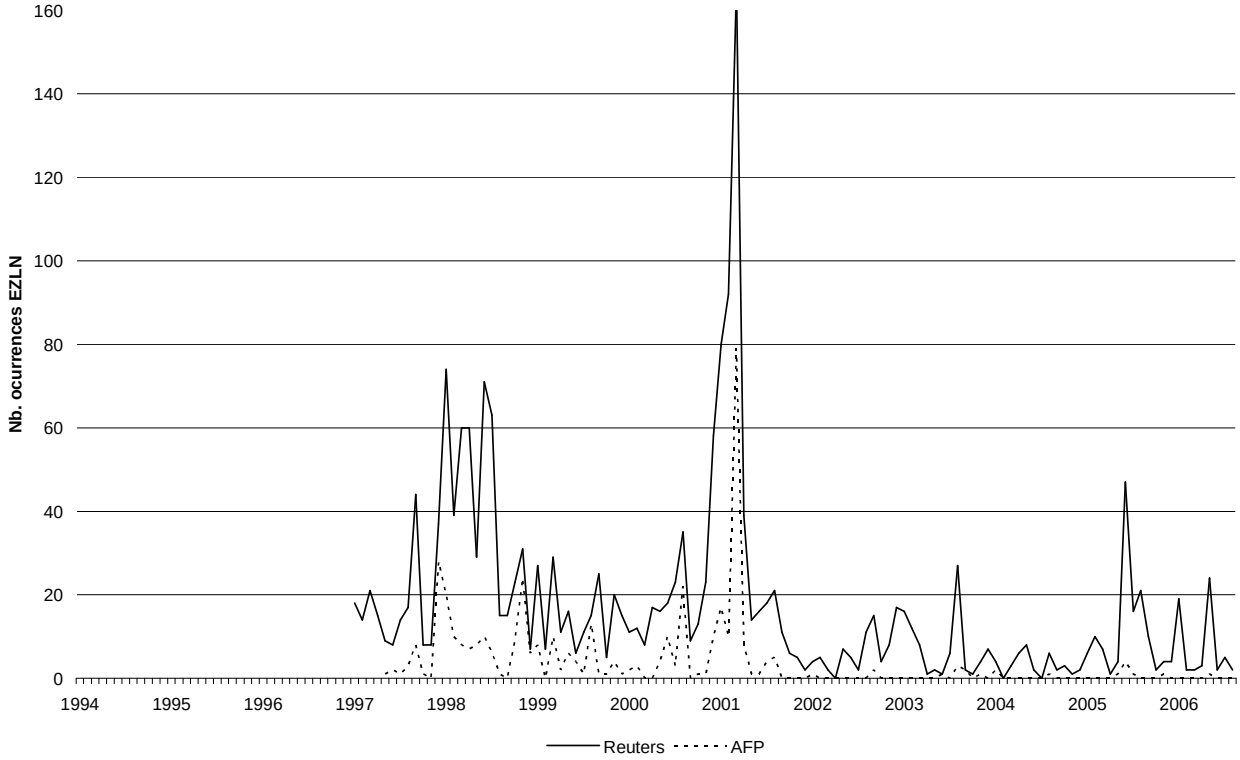


Figure 19 - Reuters (n=1995 art., 152 mois), Agence France-Presse (n= 406, 152 mois), Associated Press (n=554 art., 152 mois)

L'analyse des résultats à une échelle « fine » (calculée au nombre d'articles par mois) montre l'existence de pics directement liés à l'organisation par l'EZLN d'événements politiques (août 1994, juillet 1996, mars 2001), ou à des épisodes de répression (février 1995, janvier 1998). Il existe cependant une différence entre des pics majeurs d'un côté (janvier 1994, mars 2001), et des pics mineurs, comme par exemple le lancement des *Caracoles* en 2003 ou l'*Autre Campagne* en 2006. Par ailleurs, il existe des différences entre les journaux mexicains et étrangers : par exemple, le massacre d'Acteal suscite plus d'articles du *New York Times*, du *Monde* et du *Monde diplomatique* que la Marche de 2001, alors que dans les journaux mexicains et les agences internationales, cette dernière génère un pic deux ou trois fois plus élevé que tous les autres[990].

A une échelle plus large, ces calculs font apparaître une baisse tendancielle de la couverture médiatique du mouvement. Deux grandes périodes peuvent ainsi être distinguées : la période de janvier 1994 à mars 2001, qui correspond à une couverture médiatique relativement ample (période 1), et la période d'avril 2001 à août 2006, durant laquelle la couverture est en nette diminution (période 2).

Une forte baisse de la couverture médiatique entre 1994 et 2006

A partir des données récoltées sur ces onze titres de presse nationale et internationale, j'ai fait la moyenne pondérée du nombre d'occurrences du terme EZLN entre la période 1 et la période 2, d'abord titre par titre, puis tous titres confondus. Le tableau page suivante présente un récapitulatif de ces calculs. Il permet d'observer une forte tendance générale à la baisse (-71,6%) entre les deux périodes, en corrélation parfaite de la baisse des activités de communication de l'EZLN (-71,5%). Ces chiffrent tendent à suggérer que le niveau de couverture médiatique du conflit chiapanèque est très largement dépendant des stratégies de communication de l'organisation – ce qui n'est pas le cas, on le verra, dans le cas du mouvement anti-occupation.

[990] Ainsi, bien que pour Marcos, le « silence » de 1998, visant à répondre à la « perfidie » du gouvernement et réorganiser les communautés locales, ait été une erreur tactique (Bob C., *The Marketing…op. cit.*, p. 131), il est contrebalancé par une forte couverture journalistique à l'étranger ainsi, comme on l'a vu précédemment, que par un essor de la solidarité internationale.

CHIAPAS*

Source	Titre et données disponibles	Moyenne mensuelle		Tendance en %**
		Période 1 1994-2001 (87 mois)	**Période 2 2001-2006 (65 mois)**	
EZLN	**0** Communiqués n=1061	9,93	2,83	**-71,5**
Presse nationale (Mexique)	**N° 1** *Proceso* 1523 art., 152 mois	15,23	2,98	**-80,4**
	N° 2 *El Financiero* 1231 art., 77 mois (1/4/2001)	-	13	-
	N° 3 SUN 1030, 77 mois (1/1/2001)	-	7,7	-
Presse internationale (Etats-Unis, France, agences)	**N° 4** *New York Times* 437 art., 152 mois	4,28	0,98	**-77**
	N° 5 *Washington Post* 61 art., 152 mois	0,64	0,07	**-88**
	N° 6 *Le Monde* 191 art., 152 mois	1,92	0,37	**-80,7**
	N° 7 *Libération* 106 art., 152 mois	2,10	0,37	**-82**
	N° 8 *Monde diplomatique* 108 art., 152 mois	0,72	0,6	**-16,6**
	N° 9 *Reuters* 1995 art., 152 mois	28,78	8,1	**-71,8**
	N° 10 *Agence France-Presse* 406, 152 mois	7,78	0,61	**-92,1**
	N° 11 *Associated Press* 554 art., 152 mois	3,18	4,26	**+33,8**
Tendance cumulée (hors 0, 2, 3)	5381 articles, 1368 mois	**64,63**	**18,34**	**-71,6 %**

*** Les calculs ont été effectués sur la période du 1er janvier 1994 au 31 août 2006. Ils ont été faits, pour la presse nationale et internationale, à partir du nombre d'articles par mois contenant, selon les cas, le mot-clé <*EZLN*> <*AZLN*> ou <*zapatista*>.**
**** Les tendances sont des valeurs relatives en % (étant donné que les valeurs absolues de départ sont différentes et que les périodes couvertes varient selon la disponibilité des données). Le calcul a été effectué en mesurant le rapport entre le nombre d'articles par mois et le nombre de mois dans chaque période considérée (87 mois pour la période 1 et 65 mois pour la période 2 lorsque les données sont disponibles sur toute la période). Lorsque les données d'un titre ne sont disponibles que sur une partie de la période (par exemple les archives de *El Financiero* commencent au 1er janvier 2001), les résultats permettent de comparer les phases 1 et 2, mais doivent être pris avec davantage de précaution, car les données manquantes pourraient, si elles étaient disponibles, faire basculer les résultats dans un sens ou dans un autre. On peut cependant estimer que ce cas de figure est peu probable, étant donné que la période 1994-1996 constitue, pour la rébellion néozapatiste, une phase d'intense couverture médiatique. On peut donc penser que la tendance cumulée négative du journal est en réalité plus importante. Cela signifie que le chiffre de tendance cumulée pour tous les titres (en bas à droite du tableau), qui marque une baisse importante de la couverture médiatique (diminution de trois quarts) est sans doute légèrement sous-évalué.**

B/ Quand les journalistes courent après les insurgés : « l'âge de grâce » médiatique de l'EZLN (1994-1996)

Les calculs effectués précédemment permettent d'étudier plus en détails les stratégies médiatiques des Néozapatistes, en replaçant les processus de construction des rapports de force entre les insurgés et les médias en fonction des conjonctures. Comment le néozapatisme passe-t-il, entre 1994 et 2001, du statut de « *mystérieux groupe baptisé 'Armée Zapatiste de Libération Nationale'* », comme l'indique la première page du quotidien français *Le Monde* daté du 4 janvier 1994, à celui d'icône des mouvements altermondialistes, invoqué dans les manifestations de Seattle en 1999 ou lors du Forum Social Mondial de Porto Alegre en 2001 ? Pour y répondre, je propose ici un retour sur une période particulière de la mobilisation néozapatiste, correspondant à ce que l'on peut appeler son « âge de grâce » médiatique. Cette idée, pour reprendre le modèle d'analyse de G. Wolfsfeld, renvoie au fait qu'en 1994-1996 l'EZLN parvient à établir des rapports de forces favorables avec une partie de la presse nationale et internationale.

L'enjeu de cette analyse est de montrer que les logiques d'accumulation du capital politique et du capital médiatique du réseau néozapatiste fonctionnent, du moins dans un premier temps, de concert. Il s'agit de ne pas exagérer le rôle de la variable médiatique, sans pour autant la minimiser. Rappelons, en quelques mots, le caractère singulier de la conjoncture politique de la période 1994-1996. Lorsque les militants des Forces de Libération Nationale installent leur premier foyer de guérilla au Chiapas au début des années 1970, la région est pour eux, en termes marxistes-léninistes, un « maillon faible de l'impérialisme », dont les contradictions structurelles doivent être propices à l'organisation de la lutte armée[991]. Mais lors du soulèvement de janvier 1994, vingt ans plus tard, les troupes de l'EZLN se

[991] Parmi ces contradictions structurelles : richesse des ressources naturelles mais pauvreté de la population, relief tourmenté et isolement géographique, proximité avec le Guatemala permettant un repli rapide, etc. (Grange (De La) B., Rico M., *Sous-Commandant… op. cit.*, p. 75).

retrouvent rapidement en position défavorable dans leurs combats contre l'armée fédérale[992]. Le 12 janvier, le gouvernement décrète néanmoins le cessez-le-feu et entame des négociations de paix avec l'EZLN. A l'issue de la guerre, l'écrivain et journaliste mexicain Carlos Monsivais exprime son étonnement : « *en trois semaines, les zapatistes ont obtenu davantage de concessions du gouvernement que l'opposition légale en plusieurs années* »[993]. Les rôles sont quasiment inversés. Les autorités mexicaines, en position de force sur le plan militaire, cessent le combat et entament des négociations. Elles agissent sans pression directe des Etats-Unis et contre l'avis des secteurs conservateurs du PRI, d'une partie de la hiérarchie militaire et de l'oligarchie chiapanèque – qui prônent l'écrasement de la rébellion. Les insurgés adoptent à l'inverse une position offensive, qui contraste avec leur faiblesse militaire : l'EZLN, qui a pourtant déclenché les hostilités, refuse de « pardonner » les oppresseurs, et fixe les conditions et l'ordre du jour des négociations[994].

Comment expliquer qu'un mouvement clandestin, doté d'infrastructures limitées, prônant un changement politique radical, qui se fait connaître publiquement en déclarant la guerre à un Etat et à son armée et qui ne dispose initialement d'aucun relais dans l'opinion publique ou les élites, parvienne malgré tout à établir un rapport de force apparemment aussi défavorable aux autorités ? Les mobilisations pour la paix au Mexique et à l'étranger ont indéniablement exercé une pression sur les autorités, qui craignaient pour l'image du Mexique dans le contexte des élections présidentielles et de signature de l'Alena[995]. Cependant, ces mobilisations n'expliquent pas tout. Ainsi, contrairement à une opinion répandue dans les cercles pro-zapatistes, la manifestation pour la paix qui se tient le 12 janvier 1994 à Mexico ne peut avoir contraint à elle seule le gouvernement à négocier avec l'EZLN, puisqu'elle intervient après (et non avant) la déclaration de cessez-le-feu[996]. Pour beaucoup d'observateurs, une des clés de l'explication réside dans le fait que les Néozapatistes ont bénéficié d'une couverture médiatique exceptionnellement ample et favorable au Mexique et à l'étranger : grâce à une habile stratégie de communication de l'EZLN, relayée par des organisations mexicaines et à un réseau transnational d'ONG, la guerre du Chiapas se serait rapidement transformée en une « guérilla informationnelle » impossible à contrôler pour le gouvernement mexicain[997]. Dans cette nouvelle configuration, la guerre ne se joue plus sur le

---

[992] Arquila J., Ronfeldt D. (eds.), « Emergence… », *op. cit.*, p. 177-180.
[993] *Le Monde*, 27 janvier 1994.
[994] EZLN, « Au sujet des conditions et de l'ordre du jour pour le dialogue », 20 janvier 1994, in Marcos S.-C., *¡Ya Basta! Tome 1… op. cit.*, p. 97-99.
[995] La « contre-révolution conservatrice » incarnée dans les années 1980 par les politiques de libéralisation de l'économie et de rigueur des dépenses publiques s'accompagne d'un travail idéologique de redéfinition du consensus national. Comme le dit le président de la République Carlos Salinas de Gortari, « *lorsque vous introduisez une réforme économique aussi dure, vous devez vous assurer de construire le consensus politique autour d'elle* » (cité in Clifton J., *The Politics of Telecommunications in Mexico: Privatisation and State-Labour Relations 1982-1995*, London/New York, Macmillan-St Martin's Press, 2000, p. 18).
[996] Trejo Delarbre R. (dir.), *Chiapas, la comunicación… op. cit.*.
[997] Pour Manuel Castells, « l'usage qu'on fait les Zapatistes des télécommunications, de la vidéo et de la transmission par ordinateur a été essentiel dans cette stratégie : il a permis de diffuser du Chiapas leurs messages au monde entier (même s'ils n'ont probablement pas été émis de la forêt) et d'organiser un réseau mondial de comités de solidarité qui ont littéralement 'assiégé' les intentions répressives du gouvernement mexicain, par exemple pendant l'invasion par l'armée des zones insurgées le 9 février 1995 » (Castells M., « Les Zapatistes… », *op. cit.*, p . 103. Voir également l'analyse de deux experts de la Rand Corporation aux Etats-Unis : Arquilla J., Ronfledt D. (eds.), « Emergence… », *op. cit.*, p. 177-180.

champ de bataille, mais dans l'espace public, dans les médias d'information et sur Internet : les Néozapatistes auraient su tirer partie des « maillons faibles » de l'hégémonie priiste sur les médias.

Opportunités et contraintes dans les luttes pour l'accès aux médias (janvier-février 1994)

Le cas de l'accès des Néozapatistes aux médias est exemplaire d'une situation où des organes de presse minoritaires, mais influents et légitimes, jouent rapidement un rôle d'*advocate of the weak*, qui contribue pendant les premières semaines et mois du conflit à donner un avantage au cadre d'interprétation des insurgés et à discréditer, dans une partie de la presse, le point de vue officiel.

Une étude menée par une équipe de chercheurs mexicains sur la couverture médiatique des huit premières semaines de conflit, en janvier et février 1994, reconstruit avec précision la manière dont les premières informations sur la rébellion néozapatiste parviennent aux journalistes, puis comment elles sont traitées et diffusées à un large public au Mexique et à l'étranger[998]. A partir de la synthèse que je propose ci-dessous de cette analyse « à chaud » (l'étude a été publiée en 1994), deux grandes étapes peuvent être distinguées : la phase de la guerre (début janvier) dominée par la lutte pour l'accès aux médias, la phase des négociations de paix (mi-janvier-fin février) dominée par lutte pour l'imposition d'un cadrage interprétatif favorable aux insurgés. Ce récit détaillé permet de saisir comment, au Chiapas, de nombreux journalistes se sont retrouvés, pour reprendre l'image de Wolfsfeld, à « courir » après Marcos.

Etape 1. Bombes contre machettes ? La lutte pour l'accès aux médias pendant la guerre (1-12/01/1994).

A une heure du matin, le samedi 1er janvier 1994, le couple Avendaño, deux journalistes qui publient à San Cristóbal le journal progressiste El Tiempo*, entend frapper à la porte. Une amie qui revient des festivités du nouvel an annonce que des hommes armés sont entrés dans la ville. Après vérification, Amado Avendaño prévient l'armée et l'Eglise, pendant que sa femme, Concepción Villafuerte, informe les rédactions de Mexico par téléphone et fax.*

La presse écrite ne paraissant pas le 1er janvier, c'est le service Eco de Televisa*, la plus importante chaîne de télévision nationale, qui présente, le lendemain matin à 11h30, la nouvelle de la prise de plusieurs chefs-lieux administratifs du Chiapas par des groupes d'indigènes armés. A 21h, les premières interviews de dirigeants de « l'auto-dénommée Armée Zapatiste de Libération Nationale » sont diffusées sur cette même chaîne. Televisa devient la principale source d'information des agences de presse internationales, dont les sièges se trouvent à Mexico. CNN, la chaîne d'information étasunienne, retransmet l'information le même jour.*

*La nouvelle ne fait pas immédiatement la une de l'actualité. Le dimanche 2 janvier, certains quotidiens ne considèrent pas le soulèvement du Chiapas comme une nouvelle prioritaire (*El Financiero, El Universal*), tandis que d'autres lui accordent immédiatement la*

[998] L'étude a été menée sur une quinzaine de quotidiens mexicains (Mexico et province), trois émissions de la télévision mexicaine et huit émissions de radio, dix-neuf journaux étrangers de cinq pays différents (Espagne, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Etats-Unis), et sept agences de presse internationales (Trejo Delarbre R. (dir.), *Chiapas… op. cit.*)

*« une » (*La Jornada*). Les informations diffusées sur le soulèvement sont alors très parcellaires et souvent contradictoires, notamment sur le nombre de chefs-lieux occupés, le nombre de guérilleros (entre 200 et 4000), ou le nombre de victimes.*

Les premières prises de position éditoriales sont exprimées dès ce dimanche, et témoignent d'un relatif consensus autour de la condamnation de la violence. Néanmoins, une polarisation de l'espace des prises de position s'opère rapidement entre les journalistes, en particulier après le 6 janvier. Ce jour-là, des journaux reçoivent le journal El Despertador Mexicano *de l'EZLN, qui explique les raisons de l'insurrection, et présente les insurgés comme des paysans indigènes pauvres et abandonnés à leur sort par l'Etat, qui se défendent contre une armée puissante et un gouvernement injuste et corrompu. Le même jour, le président de la République Carlos Salinas présente le point de vue officiel de l'Etat dans un message à la nation, condamnant la manipulation des Indigènes par des « professionnels de la violence », et assurant que les autorités font tout leur possible pour rétablir l'Etat de droit.*

On trouve dès lors, à un extrême, des journalistes qui reprennent de manière systématique le point de vue officiel et cherchent à minimiser l'ampleur du conflit (comme l'envoyé spécial au Chiapas, Jacobo Zabludovsky, du programme « 24 horas *» de* Televisa*) et, à l'autre extrême, ceux qui adoptent des positions très nettement favorables à l'EZLN et dénoncent la situation dramatique des Indiens du Chiapas (comme Carlos Payan, directeur du journal de gauche* La Jornada*). La surprise des autorités mexicaines et de l'armée face au soulèvement va plutôt jouer en leur défaveur : alors que l'EZLN a préparé à l'avance ses premiers communiqués, et parvient en partie à imposer son cadrage des événements dans la presse, le contre-cadrage des autorités et les fausses nouvelles qu'ils diffusent sur l'origine de la guérilla, bien que largement repris dans les médias dominants (dont l'audimat est sans commune mesure avec le lectorat des journaux), sont perçus par beaucoup comme une propagande grossière. Dans les premières semaines du conflit, la communication officielle semble ainsi avoir un effet pervers, du fait qu'elle se retourne fréquemment contre les autorités, alors même que la communication néozapatiste bénéficie au contraire d'un effet démultiplicateur.*

Le traitement journalistique du conflit au Chiapas est marqué par les difficultés à produire des informations en raison de la violence et de l'éclatement géographique des affrontements, de la fascination ou de l'inexpérience de certains journalistes pour le traitement de la guerre, de leur ignorance du Chiapas, ainsi que des stratégies des belligérants visant à imposer leur point de vue dans les médias. Environ 300 journalistes se retrouvent sur place, la plupart dans la ville de San Cristóbal. Cette concentration de professionnels de l'information n'est pas sans effet. Elle facilite un mécanisme de circulation d'informations parfois infondées. De même, les jours où il n'y a pas d'événements remarquables, certains journalistes n'hésitent pas, par désoeuvrement ou à la recherche d'un « scoop », à magnifier les versions des faits des uns ou des autres, voire à inventer purement et simplement des informations. Dans la plupart des cas, les spéculations fleurissent sur l'origine de l'insurrection et l'identité des guérilleros. Comme le dit de façon humoristique Amado Avendaño, « une armée de journalistes qui se désespère de ne pas avoir d'information est plus dangereuse que l'Armée zapatiste avec des mitraillettes *». Cette situation qui laisse libre cours à l'imagination collective est favorisée par le fait que les cas de censure et de limitation de la liberté d'expression sont, de l'avis de la grande majorité des journalistes, l'exception plutôt que la règle.*

Ainsi, de façon générale, le traitement dominant va favoriser un climat d'opinion plutôt défavorable à l'armée et au gouvernement : outre l'image saisissante d'Indiens pauvres et démunis confrontés à une armée puissante et organisée, des accusations de violation systématique des droits de l'homme et d'assassinats gratuits de l'armée sont publiées, ainsi que des « révélations » sur l'existence de fosses communes clandestines ou de

bombardements aériens aveugles sur des zones densément peuplées de civils. Dans certains cas, ces informations n'ont pas été vérifiées, et nombre d'entre elles sont ensuite démenties. Ainsi, l'attaque d'une camionnette de presse est attribuée sans preuve par l'AFP à l'armée mexicaine et par des journaux mexicains à l'EZLN. Le comportement du gouvernement est ouvertement dénoncé : si les autorités savaient qu'il y avait une guérilla au Chiapas, comme elles l'ont annoncé, pourquoi n'ont-elles rien fait ? Enfin, les insurgés sont supposés bénéficier du soutien de toutes les communautés indigènes du Chiapas, ce qui n'est pas prouvé.

Dans la presse étrangère, enfin, s'impose dans la logique du précédent une image très folklorique de ces « zapatistes », incarnant, pour les uns, la sagesse millénaire des « indiens mayas » et évoquant, pour d'autres, l'imaginaire de la révolution mexicaine. Le quotidien espagnol El País *reprend le 7 janvier le titre d'une chronique de* La Jornada *:* « Bombes contre machettes ». *La formule contribue, dans un climat général de sympathie grandissante pour l'EZLN, à imposer un cadrage des événements de type « David contre Goliath » qui offre une prime symbolique aux victimes de la répression. Ainsi, au moment même où l'armée commence à obtenir des succès sur le terrain militaire, elle perd progressivement la bataille des médias de communication. On peut considérer que la déclaration de cessez-le-feu unilatéral du gouvernement et sa proposition d'amnistie générale ne sont pas étrangères à cette ample médiatisation.*

Etape 2. La lutte pour la séduction de la presse avant le « Dialogue de la Cathédrale » (12/01-22/02 1994)

Un premier recul du volume de couverture médiatique du conflit chiapanèque s'observe après la déclaration du cessez-le-feu, le 12 janvier, en particulier dans la presse étrangère qui semble manifester plus d'intérêt pour l'information de guerre que pour le processus de paix. Ce recul peut également être enregistré dans la presse mexicaine, notamment à partir du lundi 24 janvier. Cependant, la bataille pour l'opinion publique ne s'arrête pas entre le cessez-le-feu et le début des négociations de paix le 21 février.

Les autorités mexicaines et l'armée vont chercher à reprendre la main dans les arènes médiatiques centrales, en organisant une offensive de relations publiques. L'armée réalise par exemple de très médiatiques opérations de distribution de vivres et de médicaments à des communautés pauvres du Chiapas, afin de redorer l'image des soldats mexicains. Des fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur divulguent des informations sur l'identité des insurgés – dont les dirigeants seraient des étrangers originaires d'Amérique centrale et non des Mexicains – en particulier sur la chaîne Televisa. *Des manifestations de citoyens chiapanèques, opposés à l'usage de la violence armée pour résoudre les problèmes sociaux, sont également l'objet de divers reportages. Enfin, l'EZLN est accusée de procéder à des assassinats, des vols, d'incendier des fermes ou de faire usage de la force pour extorquer un « impôt de guerre ». Cette propagande conforte les positions hostiles des secteurs conservateurs, mais suscite également une réprobation : le mardi 26 janvier, une manifestation d'environ trois mille personnes est organisée devant les locaux de* Televisa *pour dénoncer la « désinformation ».*

Tous les secteurs du pouvoir ne partagent cependant pas la vision caricaturale du groupe de politiciens conservateurs connus sous le nom de « Dinosaures d'Atlacomulco ». Camacho Solis, candidat du PRI en lice pour les élections présidentielles qui doivent se tenir en septembre, cherche en janvier et février à mobiliser la presse autour de la préparation des négociations de paix, transformant l'événement en un spectacle presque hollywoodien.

De son côté, l'EZLN multiplie les communiqués à la presse : 43 sont diffusés entre le 12 janvier et le 21 février. Ces déclarations sont systématiquement et intégralement reproduites dans La Jornada, *un quotidien de gauche de Mexico tiré à 50 000 exemplaires,*

qui voit certains jours ses tirages multipliés par deux ou trois à la faveur des événements. L'EZLN appelle au soutien de personnalités, d'organisations de la « société civile » et des partis de l'opposition. Au-delà des élites et organisations politiques, les Néozapatistes cherchent également à obtenir l'appui des intellectuels et des classes moyennes urbaines - universitaires, étudiants, artistes ou journalistes – dont une partie saisit l'occasion de ce moment révolutionnaire pour exprimer son mécontentement face au régime. De plus en plus, les Néozapatistes sont associés à la figure de leur porte-parole, le Sous-Commandant Marcos, qui multiplie les « post-scriptum » humoristiques et poétiques, livrant des anecdotes, des contes et des réflexions dans un style qui se démarque du langage révolutionnaire orthodoxe de la première déclaration néozapatiste. De façon symptomatique, c'est le passe-montagne en laine noir du dirigeant métis qui devient le symbole des insurgés et non le paliacate au tissu coloré des indigènes.

*Pendant la phase de guerre, l'EZLN avait plutôt utilisé la manière forte avec les journalistes, en réquisitionnant des radios gouvernementales à Ocosingo et Las Margaritas et en contrôlant strictement l'accès aux zones de combat par la distribution de cartes vertes. Mais après le cessez-le-feu les dirigeants de l'organisation déploient une stratégie de séduction de la presse menée principalement par Marcos. Le 13 janvier, l'EZLN publie ainsi un communiqué sélectionnant trois journaux (*La Jornada, El Tiempo, El Financiero*) pour l'envoi de ses communiqués en vantant la probité et le professionnalisme de ces organes de presse (l'hebdomadaire* Proceso *sera ajouté ensuite à la liste). Le 29 janvier, l'EZLN établit une politique de « porte ouverte » sélective vis-à-vis des médias, qui autorise la présence de nouveaux titres de presse (dont le quotidien mexicain* El Norte *de Monterrey, le* New York Times, Le Monde, *des agences de presse, etc.).*

Marcos refuse cependant la présence des télévisions privées Televisa *ou* TV Azteca *ainsi que* Canal 13. *Cette position suscite une réprobation unanime des journalistes, y compris de journaux pro-zapatistes comme* La Jornada. *Le contrôle de la presse est en effet un jeu dangereux, car menacer sa liberté, c'est risquer de perdre le capital de sympathie accumulé auprès des journalistes, prédisposés à privilégier la défense des intérêts de la profession au détriment de la défense du mouvement. La position de l'EZLN est justifiée par les difficultés liées à la situation de guerre, et un argumentaire manichéen distinguant entre la «* presse honnête *» placée du côté de la vérité, et les «* médias officiels *» placés du côté du mensonge. Le 2 février, Marcos adresse ainsi une lettre à Gaspar Morquecho Escamilla, journaliste à* Tiempo. *Il salue l'honnêteté du journal ainsi que ses qualités d'impartialité et de vérité: «* il se trouve, Monsieur Morquecho, que l'héroïsme et le courage ne se cachent pas seulement derrière les fusils et les passe-montagnes, mais aussi devant une machine à écrire, lorsque la soif de vérité anime les doigts qui tapent sur le cl*avier ». Marcos inverse ainsi l'ordre des hiérarchies professionnelles, en accordant une plus grande légitimité à des journalistes peu reconnus ou des journaux locaux, et en cherchant à discréditer des journalistes plus prestigieux ou des chaînes nationales à grande diffusion.*

Cette séduction de Marcos s'exerce d'autant mieux qu'elle flatte l'estime des journalistes et mobilise leurs mythes professionnels. Le témoignage d'une journaliste mexicaine montre que la séduction des médias ne se joue pas uniquement dans le contenu politique des communiqués, mais dans la capacité du leader néozapatiste à se mettre à la place des journalistes et à souligner l'importance démocratique de leur mission d'information : « Marcos est arrivé en déclarant que la guerre du Chiapas s'était arrêtée grâce à la presse. C'est-à-dire grâce à nous […]. Il a demandé que nous nous convertissions en son escorte jusqu'au lieu des négociations de paix. C'est-à-dire que nous étions les seuls à pouvoir le sauver, nous les êtres incorruptibles, parfaits, dignes de confiance […]. Pouvait-on imaginer un hommage plus grand ? […]. On nous dit que nous sommes les hommes de la vérité […], alors le plus facile, c'est de se mettre du côté de celui qui nous valorise et nous

respecte ». *Cette séduction explique en partie comment l'EZLN est parvenu à imposer et à maintenir une position de « définisseur primaire » de la situation dans des titres de presse respectés de l'univers journalistique mexicain.*

A partir du 11 février, les communiqués sont désormais adressés « à la presse nationale et internationale » et des mises en scène médiatiques sont organisées avec soin. Ainsi, le 16 février, les insurgés procèdent en direct, grâce à la présence de 273 journalistes dans le village de Guadalupe Tepeyac (qui compte habituellement 500 habitants), à la libération du général Absalón Castellanos, retenu en otage depuis plusieurs semaines et condamné par un tribunal néozapatiste pour ses exactions contre les indigènes et pour des détournements de fonds publics. Enfin, quelques jours avant l'ouverture du « Dialogue de paix de la Cathédrale », est publiée une série d'entretiens que le Sous-Commandant Marcos a accordés au quotidien El Financiero (Mexique), à l'hebdomadaire Proceso *(Mexique) et au* New York Times *(Etats-Unis). Grâce à cette extension à l'étranger du domaine de la lutte médiatique, l'ouverture du Dialogue pour la paix est l'information qui fait la « une » du 21 février 1994, au Mexique et dans la plupart des médias internationaux.*

Cette ample médiatisation de la guérilla chiapanèque a des effets tangibles sur le répertoire discursif et sur les rapports de force internes à l'EZLN. Si, pour l'historien français P. Vayssière, Marcos doit son succès à son « art de la communication et de la publicité »[999], on peut aussi considérer l'inflation rhétorique qui caractérise ses écrits comme un effet partiel de la médiatisation. C'est dans un communiqué intitulé « Scènes de la vie quotidienne dans l'EZLN », publié le 26 janvier, que le personnage de Marcos entre véritablement en scène, dans une lettre aux journaux *La Jornada* et *Tiempo*. L'échange public avec les journalistes est alors fortement personnalisé. Cette médiatisation va ainsi contribuer à asseoir la position de Marcos dans l'organisation, qui se voit confier le « bâton de commandement », ce qui fait de lui, à l'occasion de la célébration du onzième anniversaire de l'organisation, le 17 novembre 1994, son seul chef militaire[1000]. Cette consécration n'était pas donnée d'avance. Il existe en effet une concurrence interne au sein de l'EZLN. Dans les premières semaines du conflit, le Mayor Mario par exemple dispute souvent les faveurs des journalistes à Marcos. Mais il doit ensuite avouer ne pas pouvoir faire face aux qualités exceptionnelles de communication du *Subcomandante* : « *je n'imaginais pas que Marcos puisse arriver à la fonction qu'il occupe aujourd'hui. Je ne m'attendais pas à ce que le commandant, qui est celui qui dirige le combat, s'asseye des heures et des heures avec la presse. Je ne lui ai rien dit à lui, et puis de toute façon cela a été positif. Et les communiqués, ça me fait rire, je reste muet, je ne comprends pas comment il arrive à avoir tellement d'idées en même temps* »[1001]. Comme le montre le sociologue américain Todd Gitlin, la médiatisation d'un mouvement social peut favoriser un processus de « certification des *leaders* ». Ce processus transforme le *leadership* en célébrité, mais risque cependant de provoquer des conflits internes liés à l'ébranlement des

[999] « Il sait exploiter l'image de l'indien 'victimisé' et manipule à bon escient la figure de Zapata. Son discours détonne, imprégné du parler poétique indien : pastiche de l'éloquence indigène et du langage évangélique, qui recourt tour à tour à l'émotion, au réalisme cru, à la satire mordante […], le 'Sous-Commandant Marcos a utilisé des armes inattendues pour un guérillero : la poésie, les symboles, les contes et les histoires, les post-scriptum décapants, qui renvoient à l'humour, à l'autodérision, à la moquerie : autant d'outils de déconstruction du langage 'révolutionnaire' » (Vayssière P., *Les révolutions… op. cit.*, p. 360).

[1000] EZLN, « Les sept messages de Tacho à Marcos », 17 novembre 1994, *¡Ya Basta ! Vol. 2, op. cit.*, p. 60-62.

[1001] Propos recueillis par la journaliste catalane Guiomar Rovira, cité in Flores G., *La seducción…, op. cit.*, p. 148.

hiérarchies de l'organisation et à la perte de contrôle collectif sur les militants les plus médiatisés[1002]. Des membres de l'EZLN dénoncent ainsi le « *vedettariat* » de Marcos et ses dérapages verbaux qui nuisent parfois à l'image de l'organisation. Le sandiniste Schafik Handal juge avec mépris ce révolutionnaire hétérodoxe qu'il qualifie de « *bouffon* »[1003]. Par ailleurs, le privilège rapidement accordé à des « alternatives modérées » – insistance sur la valeur « démocratique » du mouvement, appel à la « société civile », etc.[1004] – est à la fois le produit et une des conditions de l'ample médiatisation du mouvement. En effet, l'EZLN ne peut maintenir durablement un conflit ouvert avec l'armée, faute de moyens militaires suffisants. Comme le souligne Alma Guillermoprieto, après le cessez-le-feu du 12 janvier 1994, *« la guerre continue, selon Marcos. Quelle guerre ? La seule que l'EZLN peut s'offrir : une guerre symbolique, livrée à coups de communiqués, de gestes belliqueux et de coups de théâtre soigneusement mis en scène. Cette guerre des ombres exploite une tradition mexicaine de gestes rituels partagée par les combattants et le public ; avec Marcos pour metteur en scène, elle s'est avérée aussi efficace que le sang versé et les post-scriptum en permettant aux zapatistes de rester politiquement en vie pendant une très longue année, contre toute attente* »[1005].

Le maintien d'un cadre interprétatif favorable au mouvement (février-septembre 1994)

Cette guerre symbolique explique-t-elle à elle seule que le cadre interprétatif des *challengers* néozapatistes puisse non seulement s'imposer, mais se maintenir durablement dans les médias face à ceux d'adversaires ou de concurrents plus puissants ? Un travail de recherche réalisé par Genoveva Flores sur les dix-huit premiers livres consacrés au conflit chiapanèque publiés dans l'urgence par des journalistes mexicains et étrangers de février 1994 à septembre 1996, donne plusieurs éléments d'explication[1006]. Ces livres ont parfois connu un grand succès à la vente, comme *Los Altos de Chiapas* de César Romero Jacobo, qui sort la première semaine de février 1994 et se vend rapidement à 40 000 exemplaires, ou encore *¿Por qué Chiapas?* de Luis Pazos, publié une semaine plus tard et qui se vend à 140 000 exemplaires. Quelles sont les raisons de la faiblesse relative du point de vue gouvernemental, militaire et du gouvernement local du Chiapas dans la presse écrite en 1994, et inversement comment le point de vue néozapatiste parvient-il à s'imposer durablement chez beaucoup de reporters ? L'auteur donne quatre raisons principales.

La première raison est liée aux propriétés sociales et aux positions professionnelles des journalistes. Ces « livres de l'urgence » sur le conflit du Chiapas sont écrits en majorité par

[1002] Gitlin T., « Certifying leaders and Converting Leadership to celebrity », *The Whole World… op. cit.*, p. 146-179.
[1003] Grange (De la) B., Rico M., *Sous-Commandant… op. cit.*, p. 49.
[1004] On retrouve ici une rhétorique que Daniel Mouchard désigne sous l'expression de « radicalisme autolimité » dans une étude sur les mouvements sociaux à faibles ressources en France dans la seconde moitié des années 1990 (Mouchard D, « Les mobilisations des 'sans' dans la France contemporaine : l'émergence d'un 'radicalisme autolimité' ? », *Revue française de science politique* 52/4, 2002, p. 425-447).
[1005] Guillermoprieto A., *La guerre des ombres… op. cit.*, p. 51.
[1006] Flores G., *La seducción… op. cit.*

des journalistes qui ne font pas partie de l'élite installée des journalistes mexicains (souvent proches du pouvoir), sans être pour autant des journalistes novices. La majorité a une sensibilité politique de gauche et ne connaît pas avec beaucoup de précision la situation du Chiapas avant de se rendre sur place. On trouve ainsi trois principaux groupes[1007]. Tous n'adoptent pas une position pro-zapatiste : certains expriment leur antipathie, en raison de leurs positions conservatrices ou d'extrême-droite ; d'autres cherchent à garder leurs distances pour des raisons de déontologie professionnelle. Cependant, tous ont en commun de bénéficier de l'attention médiatique accumulée autour du conflit chiapanèque depuis janvier 1994. Si les livres sont rarement très lucratifs pour les auteurs, ils leur permettent généralement de se faire ou de se refaire un nom dans le monde journalistique.

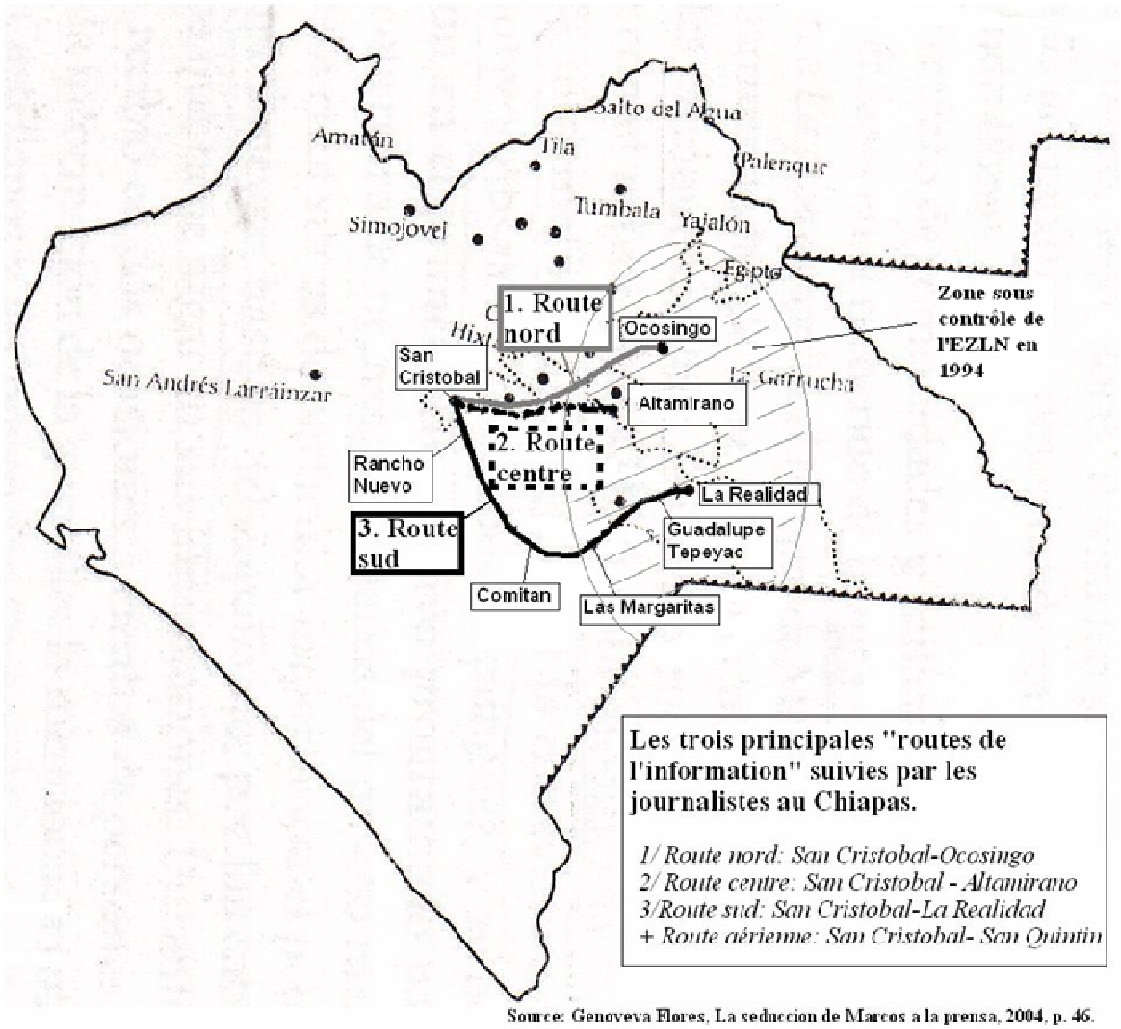
La deuxième raison du succès relatif du cadrage néozapatiste est liée aux conditions de recueil des informations et témoignages sur le terrain. Les journalistes qui arrivent de México ou de l'étranger réalisent leur travail de terrain à partir de San Cristóbal, situé dans la région de Los Altos. A San Cristóbal, on observe une polarisation des lieux de travail des journalistes : la majorité d'entre eux se retrouvent dans le local du journal *El Tiempo*, improvisé en centre d'information incontournable pour la presse nationale et internationale, tandis qu'une minorité, qui dispose de davantage de moyens, s'installent dans l'hôtel Casavieja où le gouvernement a installé une officine de presse. Certains journalistes se contentent de rester à San Cristóbal, tandis que d'autres cherchent à pénétrer dans la zone de conflit.

Comme l'indique la carte reproduite ci-après[1008], les journalistes suivent quatre routes principales pour réaliser leurs reportages : la *route nord*, qui mène à Ocosingo, la *route centre*, qui mène à Altamirano, la *route sud* qui mène à La Realidad, ainsi qu'une *voie aérienne* qui permet à une minorité de se rendre directement en avion de San Cristóbal à San Quintin, un village priiste au milieu de la forêt lacandone. Cette homogénéité des trajectoires géographiques n'est pas sans effet sur l'information : le choix du lieu des événements répond à des contraintes, mais contribue à favoriser certains points de vue, au sens de choses « vues » à partir de « points ». Ainsi, selon la route empruntée, le traitement journalistique peut être sensiblement différent. Les témoignages recueillis à Ocosingo (*route nord*) fournissent les chroniques les plus sanglantes de la guerre, après les violents combats des premiers jours de janvier. La *route centrale*, quant à elle, est impulsée par les ONG de défense des droits de l'homme de San Cristóbal, ce qui permet à certains journalistes de se rendre à Altamirano en accompagnant des caravanes humanitaires. Les reportages des journalistes qui empruntent cette route sont souvent les plus hostiles à l'armée mexicaine, en raison des exactions

[1007] Le premier groupe est constitué de reporters d'une cinquantaine d'années qui ont couvert dans les années 1980 des conflits en Amérique centrale (Guatemala, Nicaragua) ou la guerre Iran-Irak et qui trouvent l'occasion de renouer avec le reportage de guerre, dans une période où certains subissent de plein fouet le déclin des espérances révolutionnaires et un certain désenchantement idéologique. Un second groupe est composé de journalistes plus jeunes (30-40 ans) souvent plus diplômés que leurs aînés, qui ont suivi une formation spécialisée en journalisme et dont une partie sont des femmes politisées à gauche et/ou dans des mouvements indigénistes ou féministes (par exemple Rosa Rojas de *La Jornada*). Un troisième groupe est composé de journalistes étrangers, les uns présents en tant que correspondants permanents au Mexique, les autres comme envoyés spéciaux, ou encore présents sur place par hasard le 1er janvier 1994.

[1008] J'ai retouché la carte initiale pour la rendre compréhensible pour un lecteur francophone.

rapportées par des témoins à l'*ejido* Morelia. Par contre, les journalistes qui se rendent dans les bastions néozapatistes par la *route sud* – qui devient très fréquentée après la médiatique libération du général Castellanos en février – se concentrent sur la recherche de témoignages directs du commandement néozapatiste. Une interview de Marcos constitue ainsi le point d'aboutissement de cette longue « route de l'information » entièrement orientée vers ce lieu mystérieux, désigné dans les communiqués néozapatistes par l'expression « *depuis les montagnes du sud-est mexicain* ». C'est ainsi que les envoyés spéciaux de *La Jornada* parviennent à réaliser une première interview exclusive avec le porte-parole de l'EZLN début février, qui se trouve alors dans le village de Guadalupe Tepeyac.



Source: Genoveva Flores, La seduccion de Marcos a la prensa, 2004, p. 46.

La troisième raison qui favorise, selon Genoveva Florès, l'imposition du cadre d'interprétation des insurgés est la prévalence, sur place, des sources d'information qui leur sont favorables, sur les sources officielles. Il s'agit d'une des singularités de la production d'information en 1994 : les journalistes sont faiblement soumis aux sources gouvernementales, qui disposent de peu d'informations sur le mouvement, et traitent plutôt avec distance les sources d'information des anti-zapatistes (l'oligarchie locale affiliée au PRI, les réfugiés, les secteurs conservateurs de l'Eglise catholique, les associations ou syndicats opposés au soulèvement armé comme l'ARIC, etc.). Le plus souvent d'ailleurs, les élus, fonctionnaires ou militaires se refusent à donner des commentaires ou à communiquer des informations, en dehors des bulletins quotidiens de l'armée.

Cette situation favorise le jeu des sources d'information concurrentes, à commencer par l'EZLN, mais également l'évêché de San Cristóbal (en particulier le *Frayba*), ou encore les analyses de groupes d'intellectuels, regroupant des écrivains, des anthropologues, des sociologues, des historiens ou des militants sociaux du Chiapas. Une des singularités de la stratégie de communication de l'EZLN consiste, en-dehors de son aspect le plus connu que sont les communiqués officiels et les *post-scriptum* de Marcos, à préparer les militants les plus fidèles de l'EZLN au rôle de voix secondaires ou intermédiaires. Ces militants, par exemple les majors Mario et Moises, ont pour mission de donner leur version des faits aux différents journalistes, version qui converge avec les communiqués officiels de l'EZLN. La formation de ces militants implique qu'ils apprennent le castillan, car de nombreux indigènes ne parlent que leur langue vernaculaire. Souvent, les témoignages fournis par ces cadres permettent aux journalistes, dans l'attente désespérée d'une interview de Marcos, de prendre leur mal en patience. Un troisième cercle de témoins est également interrogé par les journalistes : il s'agit d'hommes ou de femmes d'un grade inférieur, dont les propos semblent cependant sous contrôle de la hiérarchie, si l'on en juge par les regards d'approbation ou de désapprobation qu'ils se lancent les uns et les autres au moment des interviews. Etant données les règles qui s'appliquent au sein de l'EZLN, qui demeure une organisation clandestine, à la prise de parole publique, les réponses des combattants ou militants pris « au hasard » ne sont donc jamais entièrement spontanées. Le « recoupement » des informations ainsi opéré par les journalistes vient systématiquement renforcer le cadre d'interprétation néozapatiste. Quant aux témoignages de simples habitants des communautés indigènes, leur intérêt réside principalement dans la connaissance de leurs conditions de vie concrètes, car rares sont ceux qui peuvent apporter des éléments nouveaux sur l'organisation.

La quatrième raison est ce que l'on peut appeler avec P. Bourdieu la « circulation circulaire des informations »[1009]. Les journalistes qui travaillent sur le conflit en 1994 ont à leur disposition un « stock » déterminé de documents et d'informations, en dehors des entretiens ou observations de terrain des uns et des autres : les communiqués néozapatistes, les discours de Samuel Ruiz, les communiqués ou bulletins des autorités et de l'armée, ainsi que les informations publiées dans les médias. Or la plupart des documents cités ont été

[1009] Bourdieu P., *Sur la télévision… op. cit.*

publiés *après* le déclenchement du conflit. Ainsi, l'hebdomadaire *Proceso*, très reconnu dans la profession pour la qualité de ses reportages, la fiabilité de ses informations et son point de vue hostile au gouvernement, devient une source d'information privilégiée. L'absence de connaissance préalable du Chiapas chez la plupart des reporters, couplée à l'ignorance des conditions de genèse de la guérilla, contribuent à favoriser le cadrage des *challengers*. L'originalité de la forme de diffusion des communiqués, qui utilisent le *medium* écrit, sont rédigés en castillan, et reproduits souvent *in extenso* dans des quotidiens de référence de la capitale mexicaine ou de grandes villes occidentales, permet d'asseoir la crédibilité ou l'intérêt journalistique du discours néozapatiste. La communication de l'EZLN aurait en effet très certainement pâti d'une communication orale en langue indigène, ou dans un espagnol hésitant ou incorrect. Le « Sous-Commandant » Marcos, au contraire, manie avec habileté le langage et sait tenir en haleine, émouvoir, amuser, choquer, énerver, surprendre, informer ou donner à réfléchir à ses lecteurs. Il montre une connaissance relativement approfondie de la culture et des conditions de vie des Indigènes, et partage, en tant qu'intellectuel urbain de gauche et de culture occidentale, les catégories de perception des journalistes ou personnalités qui relayent ses propos : il joue ainsi un rôle de médiateur en traduisant les revendications indigènes dans un langage compréhensible à un public plus large.

L'exposition médiatique du mouvement lui assure une rente de situation dans l'espace public, dont il cherche à maximiser les bénéfices en reconvertissant en capital politique le capital symbolique qu'elle lui permet d'accumuler. Cependant, le *newsworthyness* de la rébellion subit une sorte de « loi de rendement décroissant ». Après les négociations de février-mars 1994, il va être difficile pour le porte-parole néozapatiste de maintenir l'attention des journalistes fixée sur le Chiapas. D'un côté, son hyper-médiatisation contribue à une forme de trivialisation du personnage, qui s'inscrit progressivement dans le paysage politique mexicain[1010]. D'un autre, l'agenda médiatique se renouvelle et des événements concurrents de l'actualité disputent à la rébellion chiapanèque sa place de premier plan. L'assassinat du candidat officiel du PRI aux élections présidentielles, Luis Donaldo Colossio, le 23 mars, porte ainsi un coup à l'ampleur de la couverture journalistique du conflit chiapanèque dans la presse mexicaine. Les journalistes se détournent en partie du conflit, qui fait moins souvent la « une ».

C'est dans ce contexte que la communication néozapatiste se tourne plus volontiers vers des titres de la presse étrangère. Depuis le début des hostilités, il semble d'ailleurs plus facile d'imposer aux journalistes étrangers un cadre d'interprétation alternatif, étant donné le traitement parfois très folklorisant qui est proposé du soulèvement. Marcos accorde ainsi courant mars une interview à l'émission d'information télévisée *60 Minutes* du Network CBS, qui bénéficie d'une large audience aux Etats-Unis. L'organisation ne perd cependant pas de vue ses ambitions nationales : quelques mois plus tard, l'EZLN publie la Seconde Déclaration de la forêt lacandone (juin 1994) qui propose l'organisation de la « Convention Nationale

[1010] Trejo Delarbre R. (dir.), « Marcos en la constelación informativa », in *Chiapas… op. cit.*

Démocratique » pour l'été. Si cet événement est indissociable d'une stratégie politique plus large visant à rassembler l'ensemble des forces d'opposition du pays afin de permettre une transition démocratique, il n'en constitue pas moins, du strict point de vue de la gestion du capital symbolique du mouvement, une tentative de « relance », dont les Néozapatistes deviendront coutumiers dans les mois et les années suivantes. Cette première « relance » est suivie, en décembre, d'une opération surprise et spectaculaire de la guérilla, qui ajoute plusieurs dizaines de villages à la liste des communes qui lui sont affiliées. Mais les autorités, pendant ce temps, préparent une retentissante contre-offensive.

L'ennemi démasqué : la contre-offensive des autorités mexicaines (février 1995)

Alors que les autorités mexicaines ne sont pas parvenues, jusqu'à présent, à se faire les « définisseurs primaires »[1011] de la situation, le 9 février 1995, le président Ernesto Zedillo révèle à la télévision nationale que l'identité du « Sous-Commandant Marcos » a été découverte par les services de renseignement, grâce au témoignage d'un ancien guérillero qui a déserté l'EZLN. Dans les jours suivants, une vaste opération militaire est lancée au Chiapas dans le but de restaurer l'Etat de droit dans les zones contrôlées depuis un an par les rebelles. Le Chiapas revient alors sous le feu des projecteurs : des dizaines de milliers de soldats de l'armée fédérale investissent la forêt lacandone à la recherche du commandement néozapatiste et réoccupent triomphalement le village de Guadalupe Tepeyac. L'opération des autorités se joue sur cinq dimensions :

1/ Sur le *plan politique*, il s'agit de dénoncer le refus de l'EZLN d'accepter l'offre de paix du gouvernement ;
2/ Sur le *plan militaire*, le but est d'éradiquer les infrastructures de la rébellion ;
3/ Sur un *plan social*, les autorités multiplient les opérations d'aide aux populations afin d'accentuer les divisions locales entre les communautés pro-zapatistes et pro-PRI ;
4/ Sur le *plan médiatique*, l'accès des journalistes et des représentants des ONG de défense des droits est interdit dans la zone encerclée et les médias d'information proches du gouvernement et de l'armée, comme la chaîne *Televisa*, sont chargés de relayer la communication officielle ;
5/ Sur un *plan diplomatique*, enfin, il s'agit de rassurer les investisseurs extérieurs sur la stabilité du Mexique et de convaincre les diplomaties étrangères que la question chiapanèque est réglée. Ainsi, le 25 avril 1995, José-Angel Gurría, ministre des Relations extérieures, annonce devant 150 hommes d'affaires de tous les pays que « *se livre au Chiapas une guerre d'encre, de mots écrits, une guerre d'Internet* »[1012].

L'argumentaire officiel anti-zapatiste est synthétisé dans un livre publié en français en 1997, puis traduit en espagnol en 1998, intitulé *Sous-Commandant Marcos, la géniale imposture*. Ses deux auteurs, Bertrand de la Grange et Maite Rico, sont des correspondants

[1011] Hall S., Critcher C., Jefferson T., Clarke J., Roberts B., *Policing the Crisis Mugging, the state and law and order*, London, Mc Millan, 1978.
[1012] Marcos S.-C., « Chronique des tribulations de Durito dans la Marche du 1er mai », 5 mai 1995, *¡Ya Basta ! Vol. 2… op. cit*., p. 369.

internationaux travaillant pour les quotidiens *Le Monde* (Paris) et *El Pais* (Madrid). Ces journalistes ont réalisé une longue enquête sur les origines de la rébellion des *Cañadas*, l'organisation interne de l'EZLN, l'identité de Marcos, le rôle de l'Eglise, les premiers jours de guerre et les stratégies de communication mises en place après le soulèvement du 1er janvier 1994. Ils ont bénéficié pendant l'enquête du plein appui de la « Section 2 » des services de renseignement mexicains, comme le révèlent leurs sources. De plus, la sortie du livre bénéficie d'une large publicité en Europe, alors que le public étranger a largement pris connaissance du mouvement néozapatiste selon des points de vue favorables à ce dernier.

Outre les renseignements parfois très précis que révèle cette enquête, qui ne se prive pas d'écorner sérieusement le « mythe génial » entretenu par Marcos autour de sa personne et de son mouvement, la dernière partie du livre s'en prend sur un ton sans concession au culte que lui vouent des intellectuels et militants de gauche occidentaux, ainsi que le rôle d'instrument de propagande indirecte, joué par la presse étrangère. Les auteurs s'étonnent de la complaisance de leurs confrères journalistes à l'égard d'une organisation qui édicte ses règles de conduite à la presse, limite sa capacité de mouvement, fait arbitrairement le tri entre les bons et les méchants et, parfois, humilie publiquement ceux qui ont le malheur de tomber dans la seconde catégorie. Ils dénoncent leur aveuglement devant les stratégies de séduction du porte-parole de l'EZLN, et leur ignorance des conditions réelles de genèse et d'essor de la rébellion. Pour eux, Marcos est un fin stratège qui a su les mener par le bout du nez : « *le chef zapatiste savait qu'il disposait d'un grand capital de sympathie et qu'il était un véritable filon pour les médias. Il en abusait d'autant plus facilement que la plupart des reporters acceptaient sans sourciller toutes les restrictions. L'autocensure et les mensonges négociés avaient remplacé la rigueur professionnelle. Les récalcitrants étaient vertement semoncés et, parfois, interdits de séjour dans la zone zapatiste* »[1013].

La stratégie consistant à utiliser les médias à son profit n'est pas une nouveauté. Ainsi, les Sandinistes du Nicaragua se déplaçaient accompagnés d'une nuée de journalistes et ont fini par adapter certaines opérations au rythme de l'information pour augmenter leurs chances d'influencer le public. Les Néozapatistes vont cependant pousser davantage cette logique. Une partie de la séduction des journalistes mexicains s'expliquerait, selon B. de la Grange et M. Rico, par le fait que la surprise et le caractère insolite du soulèvement néozapatiste aurait donné l'occasion à une partie de la presse, proche de l'opposition de gauche, d'exprimer son mécontentement à l'égard du système priiste. De son côté, le gouvernement (qui contrôle indirectement la presse par un système de publicités institutionnelles, de subventions pour l'achat de papier, de crédits non remboursés ou de corruption) ne voit pas forcément d'un œil favorable la publication *in extenso* de la prose de Marcos, mais peut passer pour un défenseur de la liberté d'expression en laissant s'exprimer ceux qui le critiquent[1014].

Cette contre-attaque des autorités présente à la fois un coût et un avantage pour les insurgés. La répression et le déplacement forcé de villages entiers sont dénoncés dans des

[1013] *Ibid*., p. 234-251.
[1014] *Ibid.*

communiqués dans lesquels le « Sous-Commandant » Marcos, terré dans la jungle, déploie tous ses talents de guérillero-écrivain[1015]. Des informations particulièrement dramatiques sur des « massacres de civils » sont diffusées dans la presse internationale et les réseaux de solidarité pro-zapatistes. Si Marcos avait perdu, au cours de l'année 1994, quelque peu de son « *sex appeal* », pour reprendre l'expression d'un journaliste mexicain, il le retrouve démultiplié à cette occasion. Cependant, une fois l'offensive terminée et le commandement de l'EZLN retourné pour plusieurs mois à la vie dans la forêt, le conflit chiapanèque perd de nouveau de son attrait. L'EZLN doit donc déployer un effort d'imagination constant pour satisfaire les attentes des journalistes et éviter autant que possible la présence des ceux qui sont susceptibles de publier des points de vue négatifs à son sujet. Car non seulement le conflit du Chiapas fait moins recette, mais les interrogations et critiques se multiplient dans la presse mexicaine : quelle est l'ampleur véritable du soutien de la « société civile » aux Néozapatistes ? La force militaire de l'EZLN n'est-elle pas insignifiante ? Le doute surgit. En janvier 1996, l'hebdomadaire *Proceso* annonce en première page « le crépuscule de Marcos ».

La trajectoire du néozapatisme peut au final être décrite comme celle d'un *challenger* qui parvient à pénétrer dans l'arène médiatique, par un coup de force militaire et politique, le 1er janvier 1994, et à s'y maintenir avec un succès remarquable pendant au moins deux ans. Cependant, l'attention médiatique finit par s'affaiblir. En effet, en 1995, la contre-offensive militaire et paramilitaire des autorités mexicaines est redoublée par une propagande politique relayée par les grands médias audiovisuels et une partie de la presse. De plus, en 1996, les journalistes, en particulier les journalistes mexicains qui soutiennent le mouvement, montrent des signes de lassitude et/ou un scepticisme grandissant à l'égard de l'EZLN. Or, c'est à ce moment que le discours néozapatiste accorde une place de plus en grande à la critique des médias dominants, un thème que le mouvement va investir et contribuer à politiser dans le cadre même des négociations avec le gouvernement mexicain.

[1015] Voir les communiqués n° 173 à 181 qui décrivent la « cavale » de Marcos (Marcos S.-C., *¡Ya Basta! Tome 2… op. cit.*, p. 183-222).

C/ La construction d'un problème public : la politisation de la critique des médias

Selon les analyses de R. McChesney, les grands conglomérats médiatiques auraient contribué à la formation d'un discours d'autolégitimation reposant, par exemple, sur l'idée que les médias sont « obligés » de donner au public ce que ce dernier attend, qu'ils sont des acteurs inhérents et indispensables au système démocratique, que seul le journalisme professionnel est à même d'assurer la démocratie, que les nouvelles technologies de l'information et de la communication sont, par essence, des agents de démocratisation et que toute intervention gouvernementale à leur égard est par nature néfaste, anti-démocratique et relève de la censure pure et simple, ou bien fausse la libre concurrence. Ces croyances ne font pas nécessairement l'objet d'une propagande consciente et organisée, mais étant donné l'exposition croissante de la population aux productions de ces industries, les chances s'accroissent d'une intériorisation de masse de ces croyances et d'une adhésion, au moins passive. De ce point de vue, il existerait donc une corrélation positive entre la concentration économique des entreprises de presse et le rétrécissement des gammes d'opinion disponibles dans l'espace public politique, en particulier en ce qui concerne le rôle politique des médias eux-mêmes, un thème qui a peu de chances de se voir constitué en problème public[1016]. Cette analyse suggère une piste de recherche intéressante, qui mérite cependant d'être davantage étayée empiriquement. Comment les agents politiques en viennent-ils à considérer le rôle des médias comme un problème public, ou comme un non-problème ?

Le cas du mouvement néozapatiste permet de montrer comment un groupe faisant l'objet d'une forte médiatisation tend à développer une offre d'opinions critiques sur les médias eux-mêmes. L'EZLN et ses alliés vont, en effet, investir des ressources militantes pour construire la question des effets anti-démocratiques du contrôle public et des monopoles privés des médias en problème national. Ce processus aboutit à la politisation de la question du « *droit de recevoir et de produire des informations* », qui est inscrit à l'ordre du jour des négociations avec le gouvernement. Il conduit également à favoriser la prise en charge du problème par des personnalités politiques ou responsables d'ONG, qui se spécialisent sur le thème du droit à la libre expression, à l'information, à la communication, et la défense des « médias de la société civile ». L'observation indique l'existence d'une corrélation négative (ce qui ne veut pas dire une causalité directe) entre la baisse tendancielle du « capital médiatique » de ce mouvement social dans la presse conventionnelle, et l'investissement croissant de ses militants dans la politisation de la question des médias (ainsi que la production d'informations et de médias alternatifs).

Pour saisir l'ampleur des réinvestissements qui s'opèrent dans le répertoire médiatique du mouvement néozapatiste, comparons les discours à douze ans d'intervalle. En juin 1994, l'EZLN affirme que « *grâce à l'effort de la presse, il a été possible d'interrompre la phase*

[1016] McChesney R., *Rich media… op. cit.*

militaire de la guerre »[1017]. L'organisation cherche alors à enrôler des journalistes pour établir un rapport de forces favorable avec le gouvernement. En 2006, au contraire, l'EZLN multiplie les appels aux « médias libres » et aux « journalistes indépendants » pour couvrir « l'Autre Campagne ». Il ne s'agit plus de limiter les effets négatifs d'une couverture journalistique défavorable, mais de s'en immuniser par anticipation : « *nous sommes certains que les médias de masse ne rapporteront pas avec véracité ce qui va se passer pendant l'Autre Campagne zapatiste* »[1018]. Déjà, en 2004, le Sous-Commandant Marcos remarque avec ironie que le néozapatisme « *n'est plus à la mode* » et dénonce un « *lynchage médiatique* » suite à une série de déclarations de sa part concernant le conflit au pays basque[1019]. Pour expliquer cette évolution, j'étudierai ici la manière dont le mouvement néozapatiste politise la question des médias, en particulier dans le cadre des négociations de paix et des accords sur l'autonomie indigène.

L'analyse détaillée des 355 déclarations et communiqués de l'EZLN publiés de 1994 à 1996 montre que l'organisation ne se contente pas d'accorder une grande importance aux médias dans la conduite de sa lutte révolutionnaire, mais propose une critique radicale des médias dominants, inscrite à l'ordre du jour de son programme politique, dès les premières semaines de 1994. L'originalité de ce discours est qu'il combine une critique « anti-hégémonique » (la dénonciation du duopole télévisuel au Mexique et du suivisme des journalistes) et une critique « expressiviste » des médias (la promotion de formes alternatives de communication pour les citoyens)[1020]. On ne peut en comprendre la genèse, les transformations et les nuances sans tenir compte du fait que cette critique s'appuie sur un discrédit préalable des grands médias d'information mexicains, qui s'est particulièrement exprimé après le massacre de Tlatelolco en 1968[1021]. Ainsi, des groupes organisés et des élites intellectuelles et politiques de l'opposition vont se saisir de la situation provoquée par le soulèvement de 1994 pour réitérer leurs revendications d'un « système médiatique » plus libre et plus ouvert – comme en témoignent les manifestations régulières devant les locaux de *Televisa*, une chaîne de télévision considérée comme le « Ministère de la culture du PRI ». Les Néozapatistes n'inventent donc pas cette critique des médias, mais contribuent à la renforcer. Or cette critique tend à se renforcer à mesure que se ferme la structure des opportunités médiatiques.

[1017] Marcos S.-C., *¡Ya Basta! Tome 1, op. cit.*
[1018] Other Journalism About the Other Campain (The), « For Authentic News Reporting of the Tour by Subcomandante Marcos Throughout the Mexican Republic », *The Narco News Bulletin*, Dec. 21, 2005. Il faut noter que cette déclaration n'empêche pas Marcos de se rendre en mai 2006 sur le plateau de *Televisa* et à la rédaction de *La Jornada* après la répression du mouvement de San Salvador Atenco (*La Jornada*, 10 mai 2006).
[1019] Marcos S.-C., « Homenaje a Don Manuel Vásquez Montalbán », *Rebeldía*, II/26, diciembre 2004, p. 56-60.
[1020] Pour une définition de ces deux discours critiques, voir l'introduction de la thèse.
[1021] Sur ce point, voir le chapitre 1.

« Médias officiels » versus « médias honnêtes » : principes de vision et de division de l'univers médiatique

Le discours néozapatiste sur les médias témoigne d'une perception du système médiatique divisée entre les « médias officiels » et les « médias honnêtes ». Dans les communiqués néozapatistes, les médias mexicains sont à l'image de l'ordre politique et économique national : un système fortement centralisé, contrôlé, dépendant d'intérêts extérieurs et corrompu[1022]. La majorité des médias est présentée comme mensongère parce qu'elle serait à la solde du Parti-Etat, en particulier les deux grandes chaînes privées de télévision nationales, *Televisa* et *TV Azteca*. Les journalistes mexicains proches des élites au pouvoir cachent leur rôle de défenseurs de l'ordre social derrière des accréditations journalistiques[1023]. Les médias proches du pouvoir, parfois dénommés « *secteurs officialisants des médias*» par l'EZLN[1024] ou simplement « *médias de masse* », sont partie intégrante dans cette entité toute-puissante désignée sous le nom de « *système du parti-Etat* » ou « *mauvais gouvernement* » (*malgobierno*), qui comprend le gouvernement fédéral et celui du Chiapas, la bureaucratie, le PRI, l'armée, les groupes sociaux et religieux conservateurs. Seule une minorité de médias est considérée comme « *honnête* », notamment les quatre journaux choisis pour l'envoi des communiqués : *La Jornada, El Financiero, Proceso* et *El Tiempo*.

L'EZLN souligne ensuite la puissance de « *l'arme médiatique* » mise au service de la force politico-militaire : *« le gouvernement suprême prétend nous faire peur, il nous menace de dizaines de milliers de soldats, de ses blindés et de ses avions, de ses bombes, de ses journaux, de sa télévision et de ses radios* ». Les insurgés dénoncent ainsi « *le rôle des médias, aujourd'hui complices de la campagne de discrédit lancée contre la cause zapatiste* »[1025]. Les grands médias ne sont pas que la voix de leur maître, le gouvernement, mais l'un de ses supplétifs : ils dissimulent par exemple ce que l'EZLN considère comme une fraude électorale lors des élections générales du 21 août 1994 : « *n'écoutez pas les éditorialistes. N'écoutez pas les caricaturistes. N'écoutez pas ce que dit la télévision. N'écoutez pas ce que dit la radio* »[1026]. A cette occasion l'EZLN dénonce une intensification de la guerre de propagande menée « *avec l'aval des monopoles médiatiques* »[1027] : « *ceux qui nous conduisent à prendre les armes déploient leur campagne médiatique […]. Ils profitent de la déconcertation, de l'impuissance et de la frustration que la manipulation des médias a provoquées au sein du peuple. Répéter un mensonge, le réitérer jusqu'à ce que, par la magie*

[1022] L'EZLN se présente au contraire comme le reflet inversé de ce système : « les Zapatistes ne sont pas à vendre, […] les Zapatistes ne trahissent pas, […], les Zapatistes ne se rendent pas », Marcos, S.-C., « Aux manifestants de Mexico », 19 mars 1994,*¡Ya Basta !, vol. 1, op. cit*., p. 206.
[1023] EZLN, « Palabras del subcomandante Marcos en la plenaria del Foro Nacional Indígena San Cristóbal de las Casas, Chiapas, México », 7 janvier 1996, www.ezln.org.
[1024] EZLN, « L'EZLN nie être impliqué dans la mort de deux agents d'immigration », 10 juillet 1994, *¡Ya Basta !, vol. 1, op. cit.*, p. 329.
[1025] EZLN, « Onzième anniversaire de l'EZLN », 17 novembre 1994, *¡Ya Basta !, vol. 2, op. cit*.,, p. 52.
[1026] Marcos S.-C., « Le vieil Antonio et le lion », 24 août 1994, *¡Ya Basta !, vol. 1, op. cit*., p. 383.
[1027] EZLN, « L'EZLN à l'armée : 'respectez la population civile' », 15 septembre 1994, *¡Ya Basta !, vol. 1, op. cit*., p. 396.

de l'image et du son, il ressemble le plus possible à une vérité »[1028]. La guerre est ainsi redoublée par une guerre pour « *le contrôle des médias* »[1029] : l'EZLN ne doit pas seulement résister à un siège militaire, aux menaces et aux intimidations, mais aussi « *à une campagne de calomnie et de mensonge* »[1030]. Cette campagne s'intensifie dans les semaines qui précédent l'offensive militaire de février 1995 : l'EZLN devient, aux yeux du gouvernement, le bouc émissaire de la crise économique que traverse le Mexique depuis quelques mois : « *le gouvernement suprême prépare le coup militaire, il prépare les médias* »[1031].

L'EZLN dénonce, troisièmement, un privilège systématique des médias aux groupes puissants, au détriment des plus faibles. Dans cette guerre, les « *médias menteurs* » et tous ceux qui, « *depuis la tribune des médias, ont menti, mentent et mentiront à la nation* »[1032], accordent systématiquement une préférence à certains points de vue : l'accès aux médias (« *et donc à l'opinion publique* »[1033]) est inégal selon les groupes sociaux. Cette « *disproportion absolue dans l'usage des médias de communication* »[1034] se traduit ainsi par l'oubli du sort des indigènes, ce qui justifie de prendre les armes pour briser ce silence : « *pour notre gouvernement, pour nos compatriotes, pour les associations de droits des enfants, pour l'ONU, pour les journaux, pour la télévision, pour la radio, pour les budgets gouvernementaux, pour le traité de libre-commerce, pour le monde entier. NOUS N'EXISTIONS PAS avant le 1er janvier 1994* »[1035]. La mise en place de radios pour les communautés indigènes par l'Institut National Indigéniste ne doit pas faire illusion. Dans un texte écrit en août 1992 par le Sous-Commandant Marcos, la radio indigéniste XEOCH, qui sera occupée à Ocosingo le 1er janvier 1994, fait l'objet d'une description férocement ironique : « *Ses informations sont truffées de mensonges : la 'désorientation' que prêchent des religieux 'subversifs' parmi les paysans, l'affluence de crédits qui en réalité ne parviendront pas à la communauté indigène, l'annonce de travaux publics nulle part visibles. Le superbe vice-roi [le gouverneur du Chiapas] prend aussi le temps de transmettre par XEOCH ses menaces* »[1036]. Lorsque les indigènes sont de nouveau au centre de l'attention médiatique, après avoir pris les armes pour faire entendre leur voix, le gouvernement cherche à reprendre le contrôle. Mais, dans une lettre à Ernesto Zedillo, Marcos invite ironiquement le Président de la République à ne pas dépenser inutilement l'argent public dans les médias

---

[1028] Marcos S.-C., « On cherche à porter le coup fatal à la tête zapatiste », 3 septembre 1994, *¡Ya Basta !, vol. 1, op. cit*., p. 394.
[1029] Marcos S.-C., « Conditions zapatistes pour une nouvelle reprise du dialogue », 19 décembre 1994, *¡Ya Basta !, vol. 2, op. cit*., p. 21.
[1030] EZLN, « Troisième Déclaration de la jungle lacandone », 1er janvier 1995, *¡Ya Basta !, vol. 2, op. cit*., p. 146.
[1031] EZLN, « Réponse à l'offensive militaire », 9 février 1995, *¡Ya Basta !, vol. 2, op. cit*., p. 186. Dans la communication officielle, l'EZLN est dénoncée en retour pour son instrumentalisation des médias : l'opération néozapatiste de rupture de l'encerclement militaire, en décembre 1994, est ainsi considérée comme une action de pure propagande (EZLN, « 12 mujeres en el año 12 (segundo de la guerra) », 11 mars 1996, www.ezln.org)
[1032] EZLN, « Le gouvernement paiera le prêt avec le sang des Indigènes », 9 février 1995, *¡Ya Basta !, vol. 2, op. cit*., p. 191.
[1033] Marcos S.-C., « La longue traversée de la douleur à l'espoir », non daté [entre le 15 et le 28/09/1994], *¡Ya Basta !, vol. 1, op. cit*., p. 420.
[1034] EZLN, « El Diálogo de San Andrés y los Derechos y Cultura Indígena. Punto y seguido », 15 février 1996, www.ezln.org
[1035] Marcos S.-C., « Aux enfants », 30 avril 1994,*¡Ya Basta !, vol. 1, op. cit*., p. 246.
[1036] EZLN, « Chiapas : le sud-est en deux vents, un orage et une prophétie », janvier 1994, *¡Ya Basta !, vol. 1, op. cit*., p. 56-57.

« *pour diviser et démoraliser* » les indigènes du Chiapas, car ces derniers – par la faute de l'Etat – « *sont analphabètes et n'ont pas la télévision* »[1037].

Quatrièmement, cette critique s'adresse également, de façon plus ponctuelle, à l'attitude passive du public à l'égard des contenus médiatiques : « *prêtez plus d'attention à ce qui se passe et plus d'esprit critique à la lecture du journal* »[1038]. En effet, dans les situations de crise politique comme lors de l'assassinat de Colossio en mars 1994, « *la connaissance de la réalité se fait à travers les médias de communication* »[1039]. Les Néozapatistes, contre cette communication instrumentale qui favorise l'oubli de l'histoire, appellent le public à écouter son « *cœur* », à suivre ses « *intuitions* » et à se désolidariser de la froide raison de l'intérêt économique, véhiculée par l'immédiateté aliénante du spectacle médiatique. Jouant sur les mots, Marcos considère que la vraie « réalité » (*La Realidad*[1040]) est celle que les Néozapatistes mettent en place au Chiapas, et non l'ordre politique et économique dominant.

Cinquièmement, les informations sur le conflit ou le Mexique en général sont décrites comme plus facilement disponibles dans la presse étrangère : « *pour savoir quelque chose sur le gouvernement mexicain, il faut lire* Newsweek, *le* New York Times, *le* Washington Post *et autres publications de grande diffusion* »[1041]. Les médias internationaux peuvent à ce titre avoir un effet sur les mensonges officiels, en brisant le monopole étatique de la violence symbolique légitime : « *les informations sur la situation économique, sur les projets gouvernementaux, sur la politique intérieure, sur les assassinats politiques non élucidés, tout cela arrivera au Mexique par l'intermédiaire d'agences d'information de l'extérieur* »[1042].

Sixièmement enfin, l'EZLN dénonce une industrie médiatique au service du néolibéralisme. Une montée en généralité s'opère progressivement avec la transnationalisation du mouvement néozapatiste et sa présence dans la presse étrangère. La critique des médias s'incorpore dans la critique plus générale du néolibéralisme : « *Ici [au Mexique] le paradigme [néolibéral] réside dans le fait que, si la réalité ne correspond pas à ce que dicte et commande la théorie, alors il faut inventer une nouvelle 'réalité', celle des médias* »[1043]. Cependant, tout comme l'absurdité du néolibéralisme finit par se retourner contre lui, il retombe sur ses thuriféraires médiatiques : « *la crise, et surtout la 'brillante' gestion de la crise par les technocrates néolibéraux, mène une curieuse campagne de conscientisation qu'aucune avant-garde révolutionnaire n'avait jamais rêvée […]. Les médias électroniques commencent à faire preuve d'inefficacité : l'illégitimité du pouvoir les gagne et il n'est pas de téléspectateur qui ne [les] reçoive avec une certaine dose de scepticisme* »[1044]. Le monde des médias tend ainsi à se diviser en deux : « *certains réalisent*

[1037] Marcos S.-C., « Au président Zedillo », 19 décembre 1994, *¡Ya Basta !, vol. 2, op. cit.*, p. 125.
[1038] Marcos S.-C., « Précisions sur quelques idées fausses », 5 mai 1994, *¡Ya Basta !, vol. 1, op. cit.*, p. 256.
[1039] EZLN, « Ojepse le y oturid (la política, la odontología y la moral) », 14 janvier 1996, www.ezln.org
[1040] La Realidad est le nom du village où s'installe le QG de l'EZLN après la destruction de Guadalupe Tepeyac en février 1995.
[1041] Marcos S.-C., « Où Durito fait de Marcos son écuyer », 19 décembre 1994, *¡Ya Basta !, vol. 2, op. cit.*, p. 317.
[1042] Marcos S.-C., « Mexique: la lune entre les miroirs de la nuit et la vitre du jour », mai 1995, *¡Ya Basta !, Tome 2, op. cit.*, p. 402.
[1043] Marcos S.-C., « Lettre à Adolofo Gilly », 22 octobre 1994, *¡Ya Basta !, Tome 2, op. cit.*, p. 10-11.
[1044] Marcos S.-C., « Mexique… », mai 1995, *¡Ya Basta !, Tome 2, op. cit.*, p. 417.

que le système les entraîne dans sa chute, sa perte de crédibilité et son manque de légitimité, et ils essaient de prendre des distances, d'autres (comme TV Azteca*) parient sur le retour à l'ordre et prennent la place des pharisiens d'hier* »[1045].

Cette critique anti-hégémonique repose sur l'opposition manichéenne entre les médias officiels, placés du côté du pouvoir, du mensonge, de l'injustice, de l'oubli et du néolibéralisme, et les médias honnêtes, placés du côté des plus démunis, de la vérité, de la justice, de la mémoire et de l'humanité. Par cette critique, les Néozapatistes peuvent s'assurer la sympathie de larges segments de la société mexicaine, étant donné le discrédit qui frappe les grands médias audiovisuels.

La politisation de la question du « droit à l'information »

Cependant, la critique néozapatiste des médias ne s'arrête pas à cet aspect. Le mouvement va en effet chercher à inscrire, dès mars 1994, le « droit à l'information » dans ses revendications, et lancer une campagne à ce sujet, relayée par le *Frayba* et *Conpaz*[1046]. Ce droit à l'information inclut non seulement une demande de liberté de la presse, mais aussi la possibilité pour les indigènes de disposer de leurs propres médias. En effet, alors que la liste de revendications en onze points de la Première Déclaration de la jungle Lacandone ne contient pas de référence spécifique à cette question[1047], la nouvelle liste de revendications présentée au Gouvernement fédéral à la table du dialogue lors des Journées pour la paix et la réconciliation au Chiapas, le 1er mars 1994, indique (point n° 10) : « *Nous demandons […] que l'on garantisse aux Indigènes le droit à l'information véridique sur ce qui se passe au niveau local, régional, de l'Etat, national et international, avec une station de radio indigène indépendante du pouvoir, dirigée par des Indigènes et animée par des Indigènes* »[1048]. Ce « droit à l'information » se présente en deux volets : l'un est relatif au « droit à la réception d'information » et l'autre au « droit à la production d'information ». Cette double revendication est reprise et amplifiée dans la liste « élargie » de revendications du mouvement, suite au refus de l'accord de paix du gouvernement qui promet la création d'une station de radio indigène indépendante.

Cette revendication devient désormais une partie des demandes nationales de l'EZLN, qui ne comptent plus onze mais treize points[1049]. La dimension nationale est reprise dans la proposition de l'EZLN en vue de la préparation de la CND envoyée fin juillet 1994, qui invite à inscrire dans la nouvelle Constitution « *le droit des Mexicains à un toit, à la terre, au*

[1045] EZLN, « Pour une table de dialogue indépendante », 29 septembre 1995, *¡Ya Basta !, Tome 2, op. cit*., p. 545.
[1046] Villareal Ford T., Gil, G., «Radical Internet…», in Downing J. D. H., *Radical media… op. cit.*
[1047] EZLN, « Déclaration de la jungle lacandone ; Aujourd'hui, nous disons 'Ca suffit ! », 31 décembre 1993, in Marcos S.-C., *¡Ya Basta !, vol. 1, op. cit*., p. 24.
[1048] EZLN, « Liste des revendications de l'EZLN », 1er mars 1994, *¡Ya Basta !, vol. 1, op. cit*., p. 187.
[1049] EZLN, « Réponse à la proposition d'accords de paix du gouvernement suprême », 10 juin 1994, *¡Ya Basta !, vol. 1, op. cit*., p. 306-307 [« parmi les revendications indigènes nationales de l'EZLN figurent : A/ Le droit des Indigènes à une information véridique et opportune par l'intermédiaire d'une station de radio indigène indépendante du gouvernement, dirigée et animée par des Indigènes […]. Le gouvernement [a] répond[u] par la promesse d'une station de radio indépendante »].

travail, à la nourriture, la santé, l'enseignement, l'information, la culture, l'indépendance, la démocratie, la liberté, la justice, la paix »[1050]. Le 6 octobre 1994, l'EZLN ajoute six points supplémentaires dans le programme de la CND, dont « *le droit à l'information, libre et sans restriction, qui inclut tous les médias et les mette au service de la majorité et les oblige à faire de la vérité leur principal engagement* »[1051]. Mais c'est dans la préparation des Accords de San Andrés, signés le 16 février 1995, que la question du droit d'informer et de communiquer est l'objet des plus âpres négociations avec le gouvernement.

Après la reprise du dialogue entre l'EZLN et le gouvernement fédéral en avril 1995, des réunions préparatoires se déroulent dans le village de San Andrés Sacamch' de los Pobres, à l'ouest de San Cristóbal, où se mettent en place des groupes de travail. L'un d'eux a trait à la question de « l'accès aux médias ». Plusieurs sujets de litige apparaissent entre les Néozapatistes et les représentants de l'Etat fédéral. S'agit-il de négociations entre deux belligérants placés sur un pied d'égalité (EZLN) ou entre un Etat et une composante de sa société civile, qui implique un rapport de hiérarchie (Etat) ? Les revendications sur les médias concernent-elles uniquement le Chiapas (Etat), ou tout le Mexique (EZLN) ? La régulation des médias doit-elle s'opérer principalement au niveau professionnel et commercial (Etat), ou faut-il légiférer sur sa dimension politique et sociale (EZLN) ? Quel est le degré de liberté que la loi peut accorder aux médias passés sous le contrôle des communautés indigènes autonomes ? La citation suivante tirée d'un communiqué de l'EZLN résume la position de l'organisation :

« On a dénoncé la censure pratiquée par le gouvernement envers les médias indigénistes, ainsi que l'arbitraire du gouvernement, comme le renvoi de travailleurs de la communication qui exerçaient leur droit à la liberté d'expression. Les invités des deux délégations ont manifesté que les gens du gouvernement ont peur que nous, indigènes, puissions communiquer, c'est pourquoi on nous censure. Il n'y a pas de véritable accès des indigènes aux médias. Il a été proposé que soit annulée la demande d'autorisation auprès de SCT [Ministère des Transports et des Communications] pour la radiodiffusion de nos idées et de notre culture. Le gouvernement maintient son attitude consistant à considérer le dialogue en termes de demandes et de revendications limitées à l'Etat du Chiapas, à l'encontre du règlement qui stipule la possibilité d'aborder des questions nationales. Les deux parties ont aussi souligné la nécessité de revoir la communication, non pas en tant qu'objet de consommation manipulé depuis les centres de pouvoir politique et commercial, mais en tant que ressource sociale qui doit être produite et diffusée de façon plurielle et équitable pour la société nationale, privilégiant les formes et contenus culturels des peuples indiens » (19 octobre 1995).

Dans une proposition de l'EZLN soumise à la table de dialogue n° 2 (Démocratie et Justice), un point est consacré à « l'accès aux médias de communication ». Ce point se décline lui-même en huit volets : 1. Droit à l'information ; 2. Accès équitable à des médias de communication publics, privés et « permissionnés » (*concesionados*) ; 3. Droit à des médias

[1050] EZLN, « Les propositions de l'EZLN pour la Convention nationale démocratique », 27 juillet 1994, *¡Ya Basta !, vol. 1, op. cit.*, p. 357.
[1051] EZLN, « Proposition de programme pour la CND », 6 octobre 1994, *¡Ya Basta !, vol. 1, op. cit.*, p. 461.

propres ; 4. Représentation paritaire dans les instances de décision et de régulation des médias nationaux et locaux ; 5. Droit à l'information vraie et pertinente et aux droits de l'homme ; 6. Accès équitable aux médias dans les campagnes politiques ; 7. Accès et appropriation des médias par les peuples indigènes ; 8. Les femmes et les médias de communication. Ces points sont liés à la question de la démocratie et de la justice dans le processus de mondialisation, qui pose elle-même la question des rapports entre « la mondialisation des médias de communication et la dynamique des cultures nationales et des peuples indiens » : « *il faut fixer un pourcentage de l'espace de ces médias destiné à l'usage des peuples indigènes dont ils devront décider des contenus, de l'usage, de l'utilisation, de l'administration et de comment ils comptent en profiter. L'Etat devra garantir aux peuples indigènes l'usage de canaux de transmission et de réception de données, de voix et d'images, par satellite, ainsi que les moyens nécessaires pour arriver à cette fin* » (15 février 1996).

Finalement, le texte des Accords de San Andrés émet la disposition suivante relative aux médias de communication (point 8) :

« Afin de favoriser un dialogue interculturel, depuis le niveau communautaire jusqu'au niveau national, qui permette une relation nouvelle et positive entre les peuples indigènes et entre eux et le reste de la société, il est indispensable de doter ces peuples de leurs propres médias de communication, lesquels sont également des instruments-clé pour le développement de leurs cultures. Il sera donc proposé aux instances nationales concernées l'élaboration d'une nouvelle loi de communication qui permette aux peuples indigènes de se doter, d'utiliser et d'administrer leurs propres médias de communication. Les gouvernements fédéral et régional [*estatal*] feront en sorte que les médias de communication indigéniste se transforment en médias de communication indigène, à la demande des communautés et peuples indigènes. Le gouvernement fédéral recommandera aux instances concernées que les 17 radios de l'Institut National Indigéniste soient transmises aux communautés indigènes de leurs régions respectives, avec le transfert des permis, des infrastructures et des ressources, quand il existe une demande expresse des communautés indigènes en ce sens. De même, il est nécessaire d'avoir un nouveau cadre juridique en matière de médias de communication qui prenne en compte les aspects suivants : la dimension pluriculturelle de la nation ; le droit à l'utilisation des langues indigènes dans les médias ; le droit de réponse ; des garanties au droit d'expression, d'information et de communication ; la participation démocratique des communautés et peuples indigènes devant les instances de décision en matière de communication ».

Les invités proposés par l'EZLN aux négociations de San Andrés sur le point « démocratie et médias de communication » sont des individus ou des organisations pour partie liés au journalisme indépendant, aux médias communautaires et à la communication sociale[1052]. Mais après la signature des accords, le sentiment prédomine chez les représentants

[1052] On compte ainsi Ricardo Rocha, journaliste de *Televisa* connu pour ses émissions de débat (qui se fait licencier en 1999 et fonde l'agence de presse indépendante *Detrás de la Noticia*) Javier Solórzano, journaliste, fondateur de l'UAM Xochimilco et initiateur du département de communication sociale, Concepción Villafuerte de Avendaño, du journal *Tiempo*, etc. Des journaux, associations de journalistes ou ONG spécialisées dans les questions de culture et de médias sont également invitées : *La Jornada Semanal*, CLETA, *Asociación Mexicana de Corresponsales Extranjeros*, *Fundación Manuel Buendía*, *Canal 5 de Chiapas*, *Red de Comunicación Popular*, etc. On retrouvera certains de ces acteurs au chapitre 6, en étudiant la bataille juridique menée par des militants d'ONG mexicaines pour légaliser des radios communautaires.

de la « société civile » que rien n'est fait par les autorités pour rendre effectives les dispositions négociées[1053]. La mobilisation est alors relancée par une mobilisation collective spécifiquement tournée vers la réforme juridique du système médiatique mexicain. En décembre 1996, à l'initiative de soixante ONG, se forme à México le *Frente Amplio « Tu imagen, Tu voz, Tu derecho »* (Front Large « ton image, ta voix, ton droit »). Cette initiative est menée par un ex-député du PRD[1054], Marco Rascón, et par la documentariste et professeur de cinéma à l'UNAM, Irma Avila Pietrasanta. Le « Front » réalise plusieurs manifestations en 1998 et 1999 pour demander la mise en application des dispositifs juridiques inclus dans les accords. En 1999, le Front se dote d'un « *bras armé* » en fondant un centre de communication communautaire, dans le quartier de Coyoacán à Mexico : *Comunicación Comunitaria*[1055]. Une table de dialogue entre des représentants de la société civile, des médias, des partis politiques, et le Ministère de l'intérieur (*Secretaría de Gobernación*) se met ainsi en place à partir du 5 mai 2001, sous l'impulsion de députés du PAN. L'objectif est de procéder, après l'alternance politique de l'année précédente, à une « *révision intégrale de la législation des médias électroniques* » qui date des années 1960[1056]. Dans la continuité de ces négociations, une partie des organisations, dont l'antenne mexicaine de l'Association Mondiale des Radiodiffuseurs Communautaires (Amarc) entame, à partir de 2002, des tractations politiques et juridiques visant à faire bénéficier les radios de son réseau de permis de diffusion légaux. Les négociations aboutissent à l'octroi de permis de diffusion pour plusieurs d'entre elles, comme on le verra plus en détails au chapitre 6[1057]. La prise en charge de la question des médias dans des politiques publiques apparaît ainsi comme l'un des résultats indirects de la mobilisation néozapatiste – bien que l'EZLN ait principalement joué un rôle d'amorce dans ce processus. En fin de période, comme le montre le traitement journalistique très inégal accordé en 2006 à la campagne présidentielle officielle et « l'Autre Campagne » néozapatiste, le mouvement fait en effet figure d'*outsider*. C'est d'ailleurs précisément à ce moment que l'EZLN multiplie les appels à l'aide internationale et théorise l'importance du développement d'un réseau international de « médias alternatifs ».

Cette première section permet ainsi de montrer l'intérêt du modèle d'analyse de G. Wolfsfeld présenté en introduction, mais aussi de lui apporter plusieurs éléments de critique. L'intérêt du modèle réside dans le fait que l'on retrouve dans le néozapatisme l'ensemble des stratégies d'un *challenger* dominé pour accéder à l'arène médiatique : lancement et contrôle d'événements considérés comme ayant une valeur d'information (soulèvement du 1er janvier 1994, Dialogue de la Cathédrale, Convention Nationale Démocratique, contournement de

[1053] Fin 1996-début 1997, le gouvernement refuse de ratifier la proposition formulée par la COCOPA (*Comisión de Concordia y Pacificación*, un forum de contact parlementaire entre l'EZLN et le gouvernement).
[1054] Parti de l'opposition de gauche qui gagne les élections du District Fédéral de México en 1997.
[1055] Avila Pietrasanta I., entretien, 2006.
[1056] Avila Pietrasanta I., Calleja Gutierrez A., Solis Leree B., *No más medios a medias. Participación ciudadana en la revisión integral de los medios electrónicos*, Mexico, Senado de la República, Fundación friedrich Ebert-México y autoras, 2001.
[1057] Calleja A., Solís B., *Con Permiso : La Radio Comunitaria en México*, México, AMARC México, Comunicación Comunitaria A.C., Fundación Friedrich Ebert, AMEDI, CMDPDH, 2005.

l'encerclement militaire, etc.), d'autre part, création de divergences parmi les élites politiques et soutien d'une partie d'entre elles (appels aux opposants au PRI) et, enfin, invention de moyens pour contourner le contrôle des agents dominants sur le flux d'information (contrôle de l'accès des journalistes à la zone de conflit, communication originale). La particularité du Néozapatisme réside dans son exploitation tactique remarquable de la rente médiatique ainsi acquise, qui a offert à l'EZLN une position favorable dans les rapports de forces avec les médias d'informations, du moins durant la période « d'âge de grâce médiatique » en 1994-1995.

Cependant, le cas étudié invite à amender sur certains aspects le modèle de G. Wolfsfeld. La prise en compte d'une temporalité longue permet ainsi de mettre en évidence le fait que le volume et la structure du capital politico-médiatique d'un *challenger* peuvent se transformer sensiblement en fonction des conjonctures. Cela semble d'autant plus vrai lorsque ce capital s'est construit sur une forte exposition médiatique : dans un tel cas, la diminution de l'attention des journalistes conduit à une surenchère des insurgés en matière de communication (marche sur Mexico, 2001)[1058], qui n'empêche pas une relégation du *challenger* dans une position d'*outsider*, dans la période 2001-2006. Comme on l'a vu, enfin, cette relégation a une conséquence insuffisamment prise en compte par Wolfsfeld (et plus généralement dans les recherches sur les médias et les mouvements sociaux) : le développement d'une rhétorique critique des médias d'information dominants, et la prise en charge par les insurgés du « problème public » de la démocratisation des médias. Or, comme on va le voir maintenant, la configuration est sensiblement différente dans le cas du mouvement anti-occupation : compte-tenu des spécificités de la couverture médiatique dominante du conflit israélo-palestinien (ample et contradictoire), ce processus de construction d'une critique des médias apparaît beaucoup plus embryonnaire que dans le cas précédent.

[1058] Cette conclusion rejoint les analyses de Todd Gitlin sur le movement des *Students for a Democratic Society* aux Etats-Unis (Gitlin T., *The Whole World… op. cit.*).

Section 2. Un désaisissement des opportunités médiatiques : les stratégies des militants anti-occupation

Comme je l'ai indiqué en introduction de chapitre, la comparaison des répertoires médiatiques du mouvement néozapatiste et du mouvement anti-occupation repose ici sur trois critères : l'amplitude de la couverture des conflits chiapanèque et israélo-palestinien dans la presse (critère 1) ; la capacité des organisations des deux mouvements à accéder aux arènes médiatiques et y imposer leur cadrage des conflits (critère 2) ; les variations dans le temps du niveau d'ouverture de la structure des opportunités médiatiques sur la période 1994-2006 (critère 3). Le calcul présenté en introduction sur le mensuel *Le Monde diplomatique* indiquait deux hypothèses de comparaison, correspondant aux critères 1 et 3. Premièrement, le conflit israélo-palestinien semble faire l'objet d'une couverture médiatique relativement constante et plus ample que le conflit chiapanèque. Deuxièmement, sur la période 1994-2006, alors que le conflit chiapanèque voit son niveau de couverture médiatique diminuer, en particulier après la marche néozapatiste sur Mexico en mars 2001, le conflit israélo-palestinien semble faire, à l'inverse, l'objet d'une couverture en forte augmentation, en particulier après le déclenchement de la seconde *Intifada* fin septembre 2000. Cette section entend, premièrement, tester ces hypothèses à partir de calculs statistiques sur un échantillon plus étendu de titres de presse (analyse quantitative), ainsi que d'entretiens avec des journalistes et de recherches menées sur la question du traitement médiatique du conflit israélo-palestinien, (analyse qualitative). Il s'agira, deuxièmement, de comprendre les effets de cette structure singulière des opportunités médiatiques sur les cadres de mobilisation et les répertoires d'action collective du réseau anti-occupation. La section analyse tout d'abord le processus de construction du problème du traitement médiatique du conflit israélo-palestinien en tant qu'un enjeu politique, avant de s'intéresser aux effets de la forte médiatisation de la seconde *Intifada* sur les militants contre l'occupation, à partir d'une analyse de leur répertoire d'action médiatique.

A/ La construction de la couverture médiatique du conflit israélo-palestinien comme problème public.

Pour G. Wolfsfeld, si les médias d'information ne sont pas un facteur déterminant de l'exacerbation régulière des violences au Proche-Orient, « le fait [qu'ils] soient devenus l'arène centrale de ce conflit a eu un impact important sur les combattants"[1059]. Ce phénomène aurait eu deux conséquences principales : l'adaptation des sphères politiques et militaires aux

[1059] Wolfsfeld, G., « The news media… », *op. cit.*.

besoins des médias, d'une part, et le processus de diabolisation de l'ennemi dans les médias, d'autre part. L'auteur montre en effet qu'il existe une croyance très forte, côté israélien comme côté palestinien, selon laquelle la bataille des médias d'information est aussi importante que la bataille sur le terrain. Or, cette croyance collective a un impact sur les stratégies des acteurs : ils savent qu'ils jouent pour une audience internationale.

Who is chasing whom ? Les rapports de forces entre les médias d'information et les protagonistes

Le modèle d'analyse de G. Wolfsfeld mérite d'être précisé sur certains points. Pour les protagonistes du conflit, les médias d'information constituent, en effet, un enjeu, mais pas seulement parce qu'ils fournissent des moyens techniques de production et de diffusion de messages. L'enjeu est aussi de bénéficier d'un niveau de contrôle maximal sur les médias des deux camps, ami et ennemi, considérés (en suivant la définition de R. Rieffel donnée dans l'introduction générale) comme des organisations économiques, sociales et symboliques, disposant de bâtiments, d'équipements, de budgets, d'équipes de journalistes, de rédactions en chef, de techniciens, etc. Or, de ce point de vue, il est difficile de placer les stratégies des acteurs palestiniens et israéliens sur un pied d'égalité.

G. Wolfsfeld explique la dépendance particulièrement forte des Palestiniens à l'égard des médias d'information internationaux par deux éléments : ils sont la partie la plus faible dans le conflit ; les médias palestiniens font preuve d'un faible niveau de professionnalisme dans le traitement de l'information. Les médias étrangers seraient pour eux l'un des seuls moyens de convaincre les autres pays d'intervenir. C'est cette stratégie de mobilisation d'acteurs tiers qui a été utilisée durant la première *Intifada*[1060]. Du côté israélien à l'inverse, le but principal serait de « contrôler les dégâts », au sens où la diffusion d'images de Palestiniens tués ou blessés constituerait une menace directe pour les relations entre Israël et les Etats-Unis, l'Europe et les pays arabes. L'objectif d'Israël serait donc de convaincre que les Palestiniens font usage du terrorisme pour obtenir ce qu'ils ne peuvent obtenir à la table des négociations. Entre les deux parties est ainsi engagée une lutte pour la suprématie symbolique[1061].

Malgré son intérêt heuristique indéniable, cette approche présente plusieurs limites. Elle situe en effet les *stratégies* médiatiques des « deux camps » à un même niveau d'analyse : l'auteur indique que les Palestiniens sont « la partie la plus faible », mais sans

[1060] Pour des analyses complémentaires, voir Bookmiller K. N., K. Bookmiller R. J., « Palestinian Radio and the Intifada », *Journal of Palestine Studies*, 19/4, summer 1990, p. 96-105; Alimi E., « Discursive Contention: Palestinian Media Discourse and the Inception of the 'First' Intifada », *The Harvard International Journal of Press/Politics*, 12/4, Sage Publications, 2007, p. 71-91.

[1061] Ainsi, en Palestine, l'Autorité palestinienne a nommé un porte-parole spécial (Hannan Ashraoui) pour les médias occidentaux, et les groupes d'opposants comme le *Hamas* ou le *Djihad Islamique* diffusent régulièrement des interviews de kamikazes avant les attentats. En Israël, une unité de cameramen combattants a été créée pour montrer les agressions palestiniennes. Par ailleurs, les soldats sont préparés pour parler aux médias. Ensuite, l'armée tient de plus en plus compte de l'influence des médias dans la préparation de leurs opérations militaires. Enfin, G. Wolfsfeld observe en Israël une progression de l'argumentaire selon lequel il faudrait éviter les réponses militaires immédiates aux attaques terroristes, pour que les médias internationaux ne concentrent pas leur attention sur les violences de l'armée israélienne.

s'attarder sur les raisons de cette position. Or, il est nécessaire de tenir compte du fait que tous les journaux et journalistes (ou les chaînes de radio, de télévision, les agences de presse, etc.) ne travaillent pas dans des conditions identiques à la production d'informations sur le conflit, en particulier dans le conflit israélo-palestinien. La presse israélienne bénéficie d'une marge de liberté beaucoup plus importante que la presse palestinienne, en particulier depuis le milieu des années 1970, quand l'autocensure s'est peu à peu substituée, comme mécanisme de contrôle du travail d'information des journalistes, à la censure imposée directement par l'Etat au nom de l'impératif de sécurité nationale[1062]. La presse palestinienne, à l'inverse, est soumise à des restrictions nombreuses et permanentes liées à la fois à l'occupation israélienne (à partir de 1967) et au contrôle de l'Autorité palestinienne (à partir de 1994). Contre l'image d'une presse « culturellement » prédisposée à privilégier les « émotions » sur la « raison » (comme le suggère G. Wolfsfeld dans une comparaison avec la presse israélienne, qu'il juge plus « distanciée »[1063]), la presse palestinienne est produite dans des conditions qui laissent moins de marge de liberté et de moyens aux journalistes et aux propriétaires de journaux ou de médias audiovisuels.

Depuis le début de l''occupation (et ensuite dans les zones B et C telles que définies par les Accords d'Oslo), les Territoires palestiniens vivent sous l'administration de l'armée israélienne, dont les ordres stipulent, d'une part, qu'il « *est interdit de distribuer ou de publier du matériel imprimé sans la permission des autorités militaires* »[1064] et, d'autre part, que « *les éditeurs de journaux sont obligés de publier les pamphlets ou autres publications produites par les autorités militaires israéliennes, ou n'importe laquelle de leurs agences, à titre gratuit* »[1065]. Par ailleurs, l'attribution de la carte de presse aux journalistes palestiniens (qui ne garantit pas une liberté *de facto*) est soumise à la décision du Ministère israélien de l'Information. Or, si la presse palestinienne a connu un certain essor dans la période qui a suivi la signature des Accords d'Oslo[1066], la carte de presse a été retirée aux journalistes palestiniens en 2000, après le déclenchement de la seconde *Intifada*. Selon le rapport d'une mission syndicale française réalisée en 2003, « *ils* [les journalistes palestiniens] *ne peuvent donc plus circuler en-dehors de la Palestine, mais pas plus à l'intérieur même de celle-ci, entre les différentes villes, puisque le pays est intégralement morcelé par d'innombrables checkpoints, camps militaires et colonies* »[1067]. Les autorités israéliennes exercent ainsi des formes de pression et/ou de censure directe sur les médias palestiniens. Or il n'y a pas de « contrepartie » : les autorités palestiniennes peuvent exercer des pressions et utiliser la censure, mais uniquement sur les médias palestiniens, et non israéliens.

Sur la période de la seconde *Intifada*, cette situation dissymétrique peut être illustrée par quelques chiffres publiés par des ONG internationales ou locales. D'après une étude statistique de l'*International Press Institute* sur les violations de la liberté de la presse pendant

---

[1062] Caspi D., Limor Y., *The In/Outsiders: Mass Media in Israel*, Cresskill, NJ: Hampton, 1999.
[1063] Wolfsfeld G., « The news media… », *op. cit.*
[1064] Ordre militaire n° 862, amendement à l'ordre militaire n° 110 du 4 septembre 1967.
[1065] Ordre militaire n° 1140, du 9 juin 1985
[1066] Aref Najjar O., « The 1995 Palestinian…», *op. cit*.; Nossek H., Rinnawi K., « Censorship and Freedom…»… *op. cit.*
[1067] SIPM-CNT, « Les journalistes en Palestine et Israël », 2003, http://sipm-cnt.org/article.php3?id_article=346

les trois premières années de l'Intifada dite « *Al-Aqsa* » (du 29 septembre 2000 au 20 mai 2003), sur 310 incidents constatés, 82,9 % ont été perpétrés par des Israéliens, contre 12,5 % par des Palestiniens (4,5 % sont d'origine inconnue). Dix journalistes ont été tués, dont huit par des Israéliens et un par des Palestiniens (un dernier cas est controversé). Sur ces dix journalistes, huit sont palestiniens, un est italien et le dernier est britannique. Les violations de la liberté de la presse ont été causées dans plus de huit cas sur dix par des Israéliens (autorités israéliennes, colons ou civils) et dans un peu plus d'un cas sur dix par des Palestiniens (Autorité palestinienne, groupes paramilitaires ou civils)[1068]. D'après un rapport du Centre d'Information National Palestinien, du Département de la presse de l'Autorité Nationale Palestinienne, depuis l'éclatement de l'Intifada le 28 septembre 2000 jusqu'en janvier 2007, 1147 attaques illégales ont été perpétrées par des Israéliens contre des journalistes[1069]. Ces chiffres reflètent une situation fortement inégale : les violations du droit de la presse seraient le fait, en très grande majorité, d'individus ou de groupes dépendant des autorités israéliennes. Cependant, depuis les accords d'Oslo et la création de l'Autorité palestinienne en 1994, le président Y. Arafat a montré une hostilité vis-à-vis des journalistes critiques à son égard ou à l'égard des Accords d'Oslo. Il a exercé un fort contrôle sur les médias en utilisant des éléments de sa garde prétorienne pour faire face aux contestations et dissuader les Palestiniens de parler à la presse[1070]. Parallèlement, de nombreuses opérations de destruction des symboles de l'autonomie de l'Autorité palestinienne, dont les télévisions et les radios, ont été menées par l'armée israélienne dès le déclenchement de la seconde *Intifada*[1071]. Les médias palestiniens sont considérés dans leur ensemble par les autorités israéliennes comme une menace potentielle à la sécurité de l'Etat, en raison de la propagande nationaliste qu'ils diffusent, au point que la question est devenue l'un des enjeux des négociations de paix[1072]. Ceci peut expliquer en partie pourquoi l'Autorité palestinienne a adopté des mesures drastiques à leur égard[1073].

Les « arènes médiatiques » palestiniennes, pour reprendre l'image de G. Wolfsfeld ne peuvent être considérées comme jouant un rôle semblable, dans des conditions comparables, à celles de la presse israélienne : les « luttes pour l'accès » aux médias ne sont pas conditionnées uniquement par la force propre des protagonistes ou par l'habileté de leurs stratégies de pénétration de l'espace médiatique, mais également par des facteurs tels que l'occupation israélienne et les normes de « sécurité » imposées et acceptées par les dirigeants de l'Autorité palestinienne avec les Accords d'Oslo. La structure locale des opportunités médiatiques apparaît ainsi particulièrement fermée pour les opposants palestiniens aux accords d'Oslo, comme le *Hamas* ou la gauche anti-occupation. Dans une période où

[1068] International Press Institute, *Press freedom violations in Israeli and Occupied Palestinian Areas: Summary of events*, Vienna, 2003.
[1069] Centre d'Information National Palestinien, « Palestine : la répression sans fin », *Alternatives International*, 2/3/2007, http://alternatives-international.net/articles659.html.
[1070] De son côté, le *Hamas* a fait l'objet de plusieurs plaintes pour violation de la liberté de la presse depuis son accession au pouvoir en 2006.
[1071] SIPM-CNT, 2003, Gresh, A., Vidal, D., *Les 100 clés…*, *op. cit*., p. 89.
[1072] Berthier, R., *Israël-Palestine... op. cit*., p. 103-107.
[1073] Regular A., « PA said to have ordered halt on media incitement », *Ha'aretz*, November, 29th, 2004.

s'impose la *doxa* de la « paix des braves », les critiques supposément radicales des accords sont renvoyées à une forme d'extrémisme et marginalisées dans l'espace public.

Cette situation permet d'expliquer l'importance des médias étrangers pour les Palestiniens. Leurs possibilités d'accéder à des arènes médiatiques internationales sont, en effet, démultipliées par la présence de très nombreux journalistes étrangers (correspondants permanents ou envoyés spéciaux) sur place. M. Warschawski estime ainsi qu'il y a plus de journalistes présents en Israël-Palestine dans des moments de « crise » que sur l'ensemble du continent africain[1074]. Des journalistes palestiniens se retrouvent à jouer un rôle de « petites mains » pour des journalistes étrangers : ils les aident à trouver des témoins (rôle de *fixer*), à traduire leurs propos, facilitent l'accès des reporters aux lieux des événements, etc.[1075]. Parallèlement, les autorités israéliennes fournissent aux journalistes étrangers de nombreuses facilités, en distribuant des informations à la demande, en fournissant des intermédiaires et traducteurs, des témoins « clé en main », etc.[1076]. La division internationale du travail de médiatisation tend ainsi à favoriser les conditions de travail des journalistes étrangers, selon le témoignage d'un journaliste israélien *free-lance* que j'ai interrogé, en raison notamment de la configuration particulière des lieux. La petitesse du territoire à couvrir contribuerait, selon lui, à faire de Jérusalem un lieu privilégié pour réaliser des reportages de guerre dans des conditions de confort inégalables :

« On est à la frontière du monde occidental et du tiers monde. Tu peux donc être journaliste ici, et couvrir les événements à plein temps, mais boire des bières à l'*American Colony*[1077]. Tu peux aller aux combats très *cool* ! Tu es dans un *pub* à Jérusalem, et cinq minutes plus tard te voilà rendu en voiture dans le tiers monde, à faire un reportage avec des scènes de désert, de combat de rue et tout le tralala, à prendre ton pied dans une atmosphère formidable ! »[1078].

[1074] Warschawski M., Conférence, Rennes, 2003. Pour mesurer l'ampleur du phénomène, on peut mentionner le fait que la section israélienne de la *Foreign Press Association*, où les journalistes correspondants à l'étranger doivent être inscrits pour pouvoir exercer leur métier, compte, d'après l'édition 2007 de son *Who's who*, 462 membres présents sur le territoire israélien (394 membres actifs, 40 membres associés, 28 membres honoraires, majoritairement installés à Tel-Aviv et Jérusalem), qui représentent 292 organes de presse du monde entier (agences, journaux, TV, radio, etc.), auxquels il faut ajouter 28 journalistes « *freelance* ». Des agences de presse prestigieuses comme *Reuters* ou *Associated Press* disposent chacune sur place, sur un territoire dont la superficie équivaut à celle de la Bretagne, d'une trentaine de correspondants permanents (Foreign Press Association-Israel, *Who's who 2007*, Israel, 2007). En période de crise, durant la première *Intifada*, le nombre de journalistes étrangers présents pouvait monter à 2000 (Observatoire de l'information, « Israël », in *L'information dans le monde. 206 pays au microscope*, Seuil, Paris, 1989, p. 295).

[1075] Bishara A., « Local Hands, international news. Palestinian journalists and the international media », *Ethnography*, 7/1, 2006, p. 19-46.

[1076] Au cours d'une discussion informelle, un journaliste français m'explique ainsi son agacement lorsque, pour réaliser des enquêtes sur place, il se voit systématiquement affublé d'un Israélien « *jeune, sympathique, avec des* dread locks » qui lui apporte toute l'aide dont il a besoin… et contribue dans le même temps à donner une image positive de l'Etat d'Israël. Un reportage mené par une équipe de la chaîne de télévision française *Canal +* au moment du « désengagement » israélien de la bande de Gaza à l'été 2005 analyse dans le détail le répertoire très riche d'actions de séduction de la presse mené par les autorités israéliennes pour souligner aux yeux de l'opinion publique internationale le lourd sacrifice auquel elles consentaient en « arrachant » les colons installés sur place à leurs logements. En fin de reportage, l'auteur du documentaire remercie les autorités israéliennes pour avoir accordé à son équipe toute liberté pour mener son enquête (*90 Minutes*, « Gaza. Dans l'enfer des colonies », Canal +, 6 septembre 2005).

[1077] Hôtel-restaurant chic de Jérusalem, où se retrouvent de nombreux journalistes étrangers.

[1078] Niv, entretien, 2005.

Un journaliste néérlandais qui a été correspondant à Jérusalem-Est offre également un témoignage saisissant du milieu social des correspondants étrangers au Proche-Orient. Il souligne l'existence d'un écart important entre les réalités observables sur le terrain et la couverture que les médias offrent des événements. Les journalistes seraient réduits au rôle de transmetteurs d'informations produites par d'autres, soumis à l'influence de lobbies menant une guerre sémantique permanente, insensibles à l'injustice en raison d'une vie de confort au milieu de la pauvreté et de l'oppression. Pour lui, cette situation expliquerait pourquoi les journaux, la radio et la télévision ne parviennent à donner de cette région qu'une image partielle, altérée ou filtrée, ce qui permettrait de comprendre l'existence d'un sentiment d'incompréhension dans le public étranger[1079]. Il faudrait cependant ajouter à ces facteurs une étude plus précise sur les conditions de travail des journalistes dans les rédactions, sur place ou à l'étranger, pour se faire une idée précise de l'ensemble des filtres qui conditionnent l'accès du public à l'information sur le conflit israélo-palestinien[1080].

Des cadrages contradictoires du conflit

La seconde observation relative au rôle des médias dans le conflit israélo-palestinien est que, davantage que celui du Chiapas, ce conflit est structuré autour de luttes symboliques (*struggle for meaning*) particulièrement polarisées dans les médias d'information, non seulement en Israël et en Palestine, mais également dans la presse étrangère, en raison de la coexistence de cadres d'interprétation antagonistes. Une équipe de chercheurs britanniques spécialisés dans l'étude des médias a ainsi montré, dans un ouvrage intitulé *Bad News From Israel*, la concurrence de deux cadrages opposés du conflit israélo-palestinien, respectivement le cadre « pro-israélien » et le cadre « pro-palestinien »[1081]. Or ces cadres concurrents sont construits et mobilisés par les parties prenantes pour légitimer leur point de vue auprès de l'opinion publique par le biais des médias. La plupart des acteurs engagés politiquement dans le conflit partagent ainsi une croyance dans les effets potentiellement bénéfiques de ce travail pour la défense de leur cause[1082]. En conséquence, certains aspects du conflit comme ses origines ou l'histoire d'un événement spécifique sont des objets de luttes permanentes entre les acteurs du conflit et les participants au débat public[1083].

[1079] Joris Luyendijk, *Des Hommes comme les autres. Correspondants au Moyen-Orient*, Bruxelles, Nevicata, 2009.

[1080] Etudiant le travail des agences de presse internationales et de grands titres de presse anglo-saxons, Michael Palmer observe ainsi que des précautions particulières sont demandées aux journalistes pour informer sur le conflit israélo-palestinien. A partir de l'analyse d'un corpus d'évaluations internes quasi-quotidiennes d'agences entre 1998 et 2002 à New York et Washington, l'auteur se rend compte que de nombreuses mises en garde sont adressées aux journalistes. Ainsi, en 2004, l'AFP conditionne l'emploi de certains termes connotés sur le conflit, dans un manuel interne destiné à ses journalistes (Palmer M., in Fleury B., Walter J., *Les médias… op. cit.*).

[1081] Ils soulignent que cette opposition est en réalité plus complexe (il n'y a pas simplement deux côtés dans le conflit) mais, du point de vue du travail journalistique d'équilibrage (*balance*) des points de vue dans le traitement de l'information, le conflit est généralement perçu à travers ces deux catégories dominantes (Philo G., Berry M., « Histories of the conflict », in *Bad news… op. cit.*, p. 1-90).

[1082] Pour une discussion critique de cette croyance, voir Newton K., « May the weak force… », *op. cit.*

[1083] Parmi les controverses récurrentes, les auteurs identifient chronologiquement des questions telles que : la naissance du conflit remonte-t-elle à l'Antiquité ou à la naissance du projet sioniste à la fin du XIXe siècle ? Les Palestiniens ont-ils été expulsés par Israël en 1948 ou sont-ils partis à l'appel des gouvernements arabes ? Qui a déclenché les guerres de 1967 et de 1973 ? L'armée israélienne est-elle responsable du massacre de Sabra et Chatila ? Qui est à l'origine de la reprise des

En comparant les résultats d'une analyse du contenu des informations télévisuelles sur le conflit israélo-palestinien diffusées en 2000-2002 sur les chaînes anglo-saxonnes BBC et ITV avec les résultats d'une étude de réception (par questionnaire et *focus group*) menée auprès d'un panel représentatif de téléspectateurs anglo-saxons, les auteurs de *Bad News from Israel* constatent que ces deux cadrages concurrents tendent à complexifier la production et à obscurcir la réception des informations sur le conflit (le chercheur franco-israélien Jérôme Bourdon parle ainsi de « récit impossible »[1084]). En effet, la couverture télévisuelle du conflit à cette période est en relatif décalage avec ses évolutions concrètes sur le terrain et permet mal de comprendre ses origines et son actualité. Les journaux télévisés des deux chaînes considérées tendent ainsi à privilégier les images de violence (le « *bang bang stuff* » selon l'expression d'un journaliste qu'ils interviewent), au détriment d'explications sur les origines du conflit et la situation concrète des habitants sur place. Par ailleurs, les perspectives de paix semblent largement subordonnées au rôle des Etats-Unis dans le conflit, au détriment d'une perspective de résolution dans le cadre du droit international. Ensuite, les actions israéliennes sont plus facilement décrites comme des « tactiques » mûrement réfléchies, alors que celles des Palestiniens demeurent assez largement incompréhensibles[1085]. De même, la reprise du conflit en septembre 2000 est perçue comme un nouveau « cycle de violence », sans que des explications soient fournies sur les raisons de cette reprise. Ensuite, la déterioration des conditions de vie des Palestiniens depuis les accords d'Oslo et les conséquences, pour eux, de l'occupation israélienne sont très peu traitées. Inversement, la question de la sécurité d'Israël fait l'objet d'une large couverture. Enfin, le point de vue israélien est presque systématiquement sur-représenté[1086].

Un second constat, corollaire du premier, est que les téléspectateurs ont tendance à exprimer des difficultés à comprendre les tenants et aboutissants du conflit. Ceci a généralement pour conséquence de les désinteresser des nouvelles traitant du Proche-Orient

---

hostilités en 2000 : les Palestiniens qui ont fait preuve d'intransigeance à l'égard des « offres généreuses » de paix d'Ehud Barak, ou les Israéliens qui ont poursuivi sans relâche une politique de colonisation des Territoires occupés ? La violence palestinienne durant la seconde *Intifada* relève-t-elle du « terrorisme » ou de la « résistance à l'occupation » ? Les violences de l'armée israélienne sont-elles, pour leur part, des « réponses » aux « provocations » des Palestiniens, ou une agression à laquelle précisément « répondent » les groupes armés palestiniens ? Pour une analyse des interprétations contradictoires d'un événement qui a fait l'objet d'une médiatisation particulièrement forte, la mort du jeune Palestinien Mohammed Al Dura, le 30 septembre 2000 (à laquelle certains journalistes attribuent le rôle d'étincelle ayant provoqué l'embrasement de la seconde *Intifada*), voir Bourdon J., « 'Qui a tué Mohammed Al Dura ?' », in *Le Récit impossible… op. cit.*, p. 21-39.

[1084] Bourdon J., *Le récit impossible… op. cit.* Cet auteur observe que « le récit israélo-palestinien est littéralement ballotté entre ces cadres cognitifs puissants, mais dont aucun ne s'impose », ce qu'il appelle avec Ulf Hannerz des « archi-récits » (à l'instar de la « guerre froide », de la « décolonisation », de la « guerre contre le terrorisme », du « processus de paix », etc.) Bourdon J., « Le lieu de la critique », in Fleury B., Walter J., *Les médias… op. cit.*, p. 113-132.

[1085] Plus généralement, les explications historiques ou politiques du conflit effectivement présentes dans le corpus de journaux étudié sont insuffisantes pour permettre de le comprendre et d'en suivre l'actualité, sans une connaissance préalable (par exemple, le problème des réfugiés palestiniens est évoqué, mais jamais expliqué).

[1086] Les interviews d'Israéliens sont en moyenne deux fois plus nombreuses que les interviews de Palestiniens et le traitement accordé aux morts israéliens par rapport aux morts palestiniens est inversement proportionnel au nombre effectif de morts de chaque côté. Par ailleurs, les personnes décédées sont décrites dans des termes très dissemblables selon les cas : des récits individuels à caractère compassionnel, côté israélien ; des chiffres ou des images de funérailles collectives, côté palestinien. Enfin, un accent est mis sur les attentats-suicide, généralement présentés comme des « attaques », alors que les forces israéliennes sont présentées comme en situation de« défense ».

lorsque ce sujet est abordé au journal télévisé[1087]. Des différences notables apparaissent cependant entre les téléspectateurs qui n'utilisent que la télévision comme moyen d'information et ceux qui disposent de sources alternatives comme la presse. Dans ce cas, les personnes interrogées tendent à avoir une vision du conflit qui intègre l'existence de points de vue conflictuels à son sujet (israéliens et palestiniens), et à exprimer plus facilement un point de vue personnel sur le conflit. Cette étude de réception montre ainsi l'existence d'un rapport étroit entre la compréhension intellectuelle du conflit israélo-palestinien et le niveau d'intérêt des spectateurs. Les enquêteurs s'étonnent d'ailleurs de la facilité avec laquelle ils parviennent à faire comprendre le conflit (ses acteurs, ses origines, ses différentes étapes) aux groupes de personnes interrogées, y compris aux personnes qui semblaient les moins prédisposées à s'intéresser à la question.

L'intérêt d'une telle étude pour l'analyse des stratégies médiatiques des militants anti-occupation est double. Elle montre, d'une part, que les entrepreneurs de la cause palestinienne dans l'espace public doivent compter avec la présence de points de vue contradictoires, non seulement dans les arènes médiatiques locales, mais internationales. Cet antagonisme est beaucoup plus marqué que dans le cas du mouvement néozapatiste : si ce dernier subit les dommages dans les médias nationaux (particulièrement la télévision et la radio) des stratégies de délégitimation des autorités mexicaines et de ses opposants, il bénéficie dans la presse étrangère d'un capital de sympathie dont ne peut se prévaloir le mouvement anti-occupation.

Prenons, pour l'illustrer, le cas des stratégies médiatiques des organisations du mouvement pacifiste israélien. Bien qu'elles exercent leurs activités dans des conditions très différentes des Palestiniens des Territoires occupés, la plupart des organisations sont confrontées au même problème sur la période considérée : leur opposition ou leurs fortes réserves à l'égard des Accords d'Oslo peinent à se faire entendre dans le débat public en Israël. Ces organisations ont pourtant développé, depuis la guerre du Liban en 1982, des stratégies professionnelles ou quasi-professionnelles pour capter l'attention des médias, faisant d'elles les organisations les plus visibles du réseau dense et actif d'organisations du mouvement social[1088].

Le mouvement pacifiste israélien aurait ainsi contribué au maintien, dans l'espace public israélien, de représentations alternatives du conflit israélo-palestinien. Danielle Storper-Perez et Maxine Kaufman Nunn montrent dans un ouvrage paru au moment des

[1087] Certains pensent par exemple que les Israéliens et les Palestiniens luttent pour une petite portion de territoire située entre Israël et la Palestine (une vision qui fait abstraction du fait que l'Etat d'Israël occupe les Territoires palestiniens). D'autres sont très étonnés d'apprendre de la bouche de l'enquêteur que le nombre de victimes palestiniennes est beaucoup plus important que le nombre de victimes israéliennes. Certains pensent même que ce sont les Palestiniens qui occupent Israël. Peu de personnes interrogées connaissent les origines du conflit et la plupart ignorent que les réfugiés palestiniens ont été pour la plupart expulsés de leurs terres au moment de la création de l'Etat d'Israël. De même, ils tendent plus facilement à s'identifier aux Israéliens pour des raisons de proximité culturelle, la culture arabo-musulmane leur semblant étrangère et, à certains égards, peu compréhensible (bien que l'image des Palestiniens comme victimes du conflit suscite la compassion chez une partie d'entre eux). Tous, par contre, ont en tête des images de violence et de guerre lorsqu'on leur demande de décrire ce à quoi leur fait penser l'expression « conflit israélo-palestinien ».

[1088] Levin D., « Making a good impression. Peace Movement Press Release Styles and Newspaper Coverage », *Press/Politics*, 7/1, 2002, p. 79-101.

négociations d'Oslo et réalisé à partir de 52 entretiens auprès de militants israéliens et palestiniens de *La Paix Maintenant*, comment a émergé avec la première *Intifada* un « nouveau champ sémantique » mettant en question les représentations dominantes du conflit. Par le biais de l'essor des moyens de communication de masse, l'*Intifada* aurait rendu visibles l'entité palestinienne et ses aspirations, tandis que les Israéliens du mouvement de la paix l'aurait rendue concevable[1089]. Ce champ sémantique aurait offert à l'opinion publique palestinienne, israélienne, arabe et internationale, un nouveau cadre de référence pour penser le conflit. En effet, la tactique la plus efficace y fut le recours aux moyens de communication de masse : les militants palestiniens ont su mettre en scène, à des fins de représentation médiatique, la réalité de leur drame politique. Le nouveau champ sémantique alternatif de la paix entre les deux peuples va ainsi s'imposer dans les cercles pacifistes, à partir de considérations de politique concrète et du vocabulaire commun des droits de l'homme et de la démocratie. Ce discours reflèterait, tout autant qu'il modèle, les phénomènes sociaux qu'il met en langage, en paroles et en images. Un changement va cependant intervenir avec la guerre du Golfe en 1991 : alors que les dirigeants palestiniens soutiennent le régime irakien, la plupart des Israéliens, qu'ils soient ou non militants pour la paix, critiquent le repli « *tribaliste* » des Palestiniens au détriment du désir « *d'universalisme* »[1090].

Cette approche tend cependant à focaliser l'analyse sur les divisions entre Israéliens et Palestiniens, alors que le « mouvement de la paix » israélien est loin de constituer une entité homogène. Analysant les communiqués de presse envoyés aux médias israéliens par *Gush Shalom* (le Bloc de la Paix) et *Shalom Ahshav* (la Paix Maintenant) durant la période qui suit les Accords d'Oslo (1995-1999), le politiste israélien David Levin constate ainsi que les deux groupes diffèrent fortement, puisque l'un est un *outsider* « alternatif » tandis que l'autre est un *insider* « presque *mainstream* » et que leurs positions politiques divergent fréquemment[1091]. Il montre en revanche que leurs stratégies médiatiques sont assez comparables. Or, si plusieurs éléments constitutifs d'un communiqué de presse contribuent à accroître les chances d'une organisation de le voir publié dans les médias[1092], la variable du « contenu » serait, selon les résultats de son enquête, beaucoup moins déterminante que celle du moment et du lieu d'envoi des communiqués à la presse. La dimension relativement arbitraire de la sélection ou de la non-sélection des communiqués militants par les médias conventionnels semble ainsi

---

[1089] « Dans les premières années de l'*Intifada*, écrit-elle, les journalistes ont préféré traiter du conflit, de la paix, de l'occupation, plutôt que de parler de sujets aussi spécifiques que la pénurie dans les hôpitaux ou le manque de locaux dans les écoles. Entre journalistes et manifestants s'instaure une relation symbiotique. Depuis l'apparition de la télévision, le nombre de manifestants s'est multiplié par quatre. Et aujourd'hui, tant du côté palestinien qu'israélien et partout ailleurs dans le monde, chaque péripétie des combats contestataires demande pour être efficace cette reprise médiatique » (Störper-Perez D., Kaufman Nunn M., *Israéliens et Palestiniens, les mille et une voix de la paix*, Paris, Editions du Cerf, 1993, p. 13).

[1090] Störper-Perez D., Kaufman Nunn M., *Israéliens…op. cit.*

[1091] Pour lui, le Bloc de la Paix est « un groupe situé politiquement à l'extrême-gauche et de taille relativement restreinte, qui essaie de revendiquer des positions en marge du spectre politique israélien, et qui a des contacts limités avec le personnel politique institutionnel », alors que La Paix Maintenant est, à l'inverse, « un groupe beaucoup plus important, presque *maintream*, qui essaie consciemment de poursuivre une approche populiste d'*insider* pour faire avancer le processus de paix » (Levin D., « Making a good impression… », *op. cit.*).

[1092] Il s'agit de sa *substance* du communiqué (principaux thèmes du communiqué et information contenue), du *moment et de l'endroit* de son envoi (« le timing dépend beaucoup des 'vides' disponibles pour les mouvements sociaux dans l'information »), de son *style* (professionnalisme avec lequel le communiqué de presse est réalisé : titres courts, réalisé par ordinateur ou rédigé à la main, etc.).

moins répondre à une volonté de rendre intelligible ou de censurer un message à caractère politique, qu'à le réinsérer dans un agenda médiatique dont la définition échappe en grande partie aux mouvements pacifistes[1093]. Dès lors, on comprend que les groupes qui se trouvent dans des positions d'*outsiders*, comme *Gush Shalom* ou les organisations encore plus marginales politiquement, comme l'AIC, aient vu leur accès aux médias limité à cette période, en raison de leurs positions critiques à l'égard les Accords d'Oslo. Ceci explique la nécessité pour de telles organisations, qui occupent des positions dominées dans les arènes politiques et médiatiques, de se doter d'organes propres de diffusion de leurs idées. Cela explique également, comme on le verra ensuite, « l'opportunité » que représente pour eux le déclenchement de la seconde *Intifada* en 2000.

Une couverture médiatique du conflit elle-même controversée

Une troisième observation s'impose à ce stade. L'une des originalités du conflit israélo-palestinien est que sa couverture médiatique fait elle-même l'objet de conflits. Ce point est remarquable. En effet, le niveau élevé de conflictualité des débats sur le sujet conduit la majorité des observateurs – y compris des chercheurs universitaires – à adopter des points de vue politiquement engagés et totalement contradictoires entre eux. Plus curieusement, le fait même que le traitement journalistique du conflit soit devenu un problème public est rarement appréhendé comme un fait social digne d'intérêt en lui-même : les observateurs cherchent davantage à prendre position pour souligner les « biais pro-israéliens » ou « pro-palestiniens » des médias. Pour les lecteurs qui ignoreraient tout de ces controverses, les débats opposent en effet, schématiquement, ceux qui considèrent que les médias internationaux sont « pro-palestiniens » (un point de vue largement partagé en Israël et dans les groupes pro-israéliens[1094]) et ceux qui ont le sentiment exactement inverse (point de vue majoritaire chez les Palestiniens et les groupes pro-palestiniens[1095]). Accusés de privilégier un camp au détriment d'un autre, ou d'être les jouets de stratégies de communication des parties en présence, les professionnels de l'information traitant du Proche-Orient font l'objet d'une attention constante des groupes d'intérêt pro-israéliens et pro-palestiniens, qui hésitent rarement à exprimer publiquement des opinions critiques de la presse[1096]. La plupart de ces critiques, qu'elles proviennent d'intellectuels, de militants ou de journalistes engagés, se placent davantage dans le registre de la polémique que de l'analyse scientifique (bien que le

[1093] Les conclusions de ce travail rejoignent celles d'autres études montrant que le niveau d'ouverture de la presse israélienne à des points de vue remettant en cause la *doxa* officielle (qui justifie l'occupation au nom de la « sécurité d'Israël ») est souvent plus grand que dans des titres de la presse étrangère. C'est le cas par exemple d'une comparaison du traitement médiatique de la seconde *Intifada* par deux quotidiens nationaux de référence : le *New York Times* (Etats-Unis) et *Ha'aretz* (Israël) (Slater J., « Muting the Alarm over the Israeli-Palestinian Conflict. *The New York Times* versus *Haaretz*, 2000–06 », *International Security*, 32/ 2, fall 2007, p. 84–120).
[1094] Comme l'analyse précisément Daniel Dor in *The Suppression of Guilt...*, *op. cit*.
[1095] Rashid S., « The Role of the International Media in the Palestinian-Israeli Conflict", in Akawi Y., Angelone G., Nessan L., *From Communal Strife to Global Struggle… op. cit.*, p. 132-139.
[1096] Voir notamment Bourdon J., « Diaporas mobilisées », in *Le récit impossible… op. cit*., p. 143-163.

registre scientifique, comme l'utilisation de statistiques ou d'un vocabulaire spécialisé, puisse être mobilisé comme un instrument de légitimation politique).

Le journaliste français Denis Sieffert, rédacteur en chef de l'hebdomadaire de gauche *Politis*, dénonce ainsi ce qu'il appelle la « guerre israélienne de l'information », c'est-à-dire l'existence d'une véritable « désinformation » sur le conflit israélo-palestinien, au détriment du point de vue palestinien, en particulier durant la seconde *Intifada*[1097]. Ce phénomène tendrait à donner une version faussement « équilibrée » d'un conflit politique fortement déséquilibré. Cette vision médiatique déformée du conflit serait favorisée par une série de facteurs tels que les stratégies des services de propagande israéliens (par exemple au moment de la signature des accords de Camp David II en 2000 ou du « désengagement » de la bande de Gaza en 2005), le goût des journalistes pour les événements violents et les images de haine (comme les attentats-suicide ou les opérations militaires spectaculaires), l'intimidation exercée par les groupes d'intérêt pro-israéliens sur leurs opposants (autour de la question de l'antisémitisme notamment), ainsi que « des processus plus ordinaires, moins conscients, qui peuvent à un moment orienter l'information à l'insu même de journalistes »[1098]. Ce serait le cas, par exemple, de la répétition incessante de certains mots ou de certaines expressions qui, à force, finiraient par ne plus être questionnés par ceux qui les utilisent. Par exemple, les termes « provocation » et « représailles » attribuent la responsabilité d'un événement violent (comme la bataille de Jénine) à l'un des deux camps.

Dans un registre argumentatif exactement opposé, le sociologue français Daniel Dayan considère que le traitement, par les médias français, de la seconde *Intifada* aurait été marqué par une transgression permanente des normes d'excellence professionnelle dont les journalistes se prévalent[1099]. Les médias les plus légitimes et les journalistes les plus renommés auraient présenté des points de vue favorisant systématiquement la « victimisation » des Palestiniens et la « diabolisation » des Israéliens. Cette « guerre [qui] semble s'être livrée contre les Israéliens », explique-t-il, se manifesterait par une « croisade de vocabulaire », « un lexique visuel et verbal à la fois récurrent et tyrannique », des formulations « faites pour être mémorisées ». Il fonde son analyse sur l'identification, le repérage et le classement des mots et images de ce qu'il désigne comme une « novlangue » autoritaire, marquée par des « leitmotivs lexicaux » indéfiniment ressassés[1100]. Or, tout en plaçant son analyse sur un plan scientifique, il dit assumer pleinement la dimension normative de ses propos, « entièrement sous-tendus par l'idéal habermassien d'une sphère publique centrée sur la possibilité du débat ». Il aurait en effet souhaité un traitement journalistique

[1097] Sieffert D., Dray J., *La Guerre israélienne de l'information*, Paris, La Découverte, 2002. Cette thèse a été reprise et actualisée par D. Sieffert dans *La Nouvelle Guerre médiatique israélienne*, Paris, La Découverte, 2009.
[1098] *Ibid*, p. 7.
[1099] Dayan, D., « Feux et contre-feux de la critique des médias. Entretien », Fleury B., Walter J., *Les médias… op. cit.*, p. 33-63.
[1100] Deux « pathologies de la lisibilité » prédomineraient ainsi dans ce (mauvais) traitement médiatique. Premièrement, l'obfuscation, terme qui désigne un procédé consistant à créer de l'illisibilité, par exemple à intervertir une cause et son effet. Ce serait cas, par exemple, lorsqu'un attentat palestinien est présenté comme une riposte à une intervention militaire israélienne, alors que cette intervention serait une riposte à une violence palestinienne. Deuxièmement, le détournement, qui désigne le fait de créer une lisibilité fallacieuse, c'est-à-dire de décrire une interaction avec des termes qui trahissent la réalité.

honnête et équilibré, et non ce qui lui a semblé être un matraquage idéologique unilatéral mené contre Israël. Une analyse de ses propos révèle cependant une logique argumentative qui les rapproche d'un point de vue « pro-israélien », ou plus précisémment d'un point de vue de « sioniste de gauche » cherchant (à l'instar du colon de gauche chez A. Memmi) à concilier une attitude compréhensive à l'égard des Palestiniens, tout en prenant la défense de l'Etat d'Israël au nom de valeurs morales supérieures (particulièrement la lutte contre l'antisémitisme)[1101].

Peut-on donner raison ou tort à l'une ou l'autre de ces positions diamétralement opposées ? Dans un ouvrage consacré à une discussion collective de la thèse de D. Dayan, des universitaires mettent en évidence quelques-unes des difficultés à répondre de façon simplificatrice à cette question[1102].

Ainsi, selon Marc Lits, chercheur belge en communication, il est difficile de soutenir la thèse d'une « volonté journalistique délibérée d'utiliser l'arme médiatique, en la détournant de manière pathogène de sa fonction sociale de mise en débat critique au profit d'une mise à mort du point de vue israélien »[1103]. Soutenir une telle thèse impliquerait l'adoption d'un point de vue militant, et non plus scientifique : il y aurait chez D. Dayan, sur la base de relevés aléatoires, sans définition précise d'un corpus de journaux ou d'une période, « une généralisation quelque peu abusive, parce qu'elle apparaît comme relevant d'un procédé systématique, unilatéral ». L'auteur propose à l'inverse d'apporter des éléments empiriques au débat, sur la base d'une étude sur le traitement du conflit israélo-palestinien menée en 2005 sur six journaux français et cinq journaux belges entre 2001 et 2004. Or, si le conflit est sur-représenté par rapport à d'autres, l'analyse exhaustive des articles de presse ne permet pas de dégager une posture de « diabolisation » systématique d'un des protagonistes. L'auteur fait néanmoins l'hypothèse d'un renversement relatif de l'opinion en faveur des Palestiniens depuis quelques années (sans apporter cependant d'éléments empiriques permettant de confirmer cette hypothèse).

Un élément supplémentaire peut être apporté à cette critique. En effet, la situation varie, non seulement d'un titre à l'autre, ou d'une période à l'autre, mais d'un pays à l'autre. Divina Frau-Meigs, chercheuse en sciences de l'information et de la communication, constate ainsi l'existence d'un biais systématiquement pro-israélien dans les médias aux Etats-Unis, tous médias confondus[1104]. Le public américain ne serait ainsi pas exposé du tout au point de

---

[1101] L'argument consistant à mobiliser la mémoire du génocide nazi est à cet égard tout à fait révélateur, et renvoie aux analyses du chapitre 2. Une nécessité morale, explique D. Dayan, le pousse à s'exprimer après le déclenchement de la seconde *Intifada* : « il me semblait que nous étions dans une situation proche de celle d'un roman d'Aharon Appelfeld […] où, à la veille de la Shoah, des personnages, délibérément aveugles à ce qui se prépare, vont à des réceptions, jouent au tennis […]. Je ne voulais pas leur ressembler ». Pour lui, la défense de la cause palestinienne est une « religion qui s'ignore », un « récit » qui aurait « permis de construire une grande fresque victimaire à dimension effectivement religieuse. Il ne s'agit pas seulement de rendre compte de la souffrance – réelle, incontestable – des Palestiniens, mais d'inventer à son propos, de nouvelles formes de piété » (*ibid*., p. 37-40).

[1102] Fleury B., Walter J. (dir.), *Les médias … op. cit.*

[1103] Lits M., « Critiquer, s'engager… », in Fleury B., Walter J., *Les médias… op. cit*., p. 101.

[1104] Frau-Meigs D., « Les médias américains : une logique partisane ? », in Fleury B., Walter J., *Les médias… op. cit*., p. 219-238.

vue palestinien et jamais confronté, dans l'actualité du conflit, à la question du « pourquoi », mais seulement à celle du « comment ». L'auteure se dit frappée par le « suivisme des médias américains » par rapport à la politique étrangère de leur gouvernement. Elle cite une série d'études critiques menées sur le traitement médiatique du conflit, montrant un biais systématique dans les informations. Il s'expliquerait en partie par la menace crédible des lobbies pro-Israël, « qui dénoncent systématiquement toute couverture favorable à la Palestine comme étant un acte d'antisémitisme, créant ainsi une autocensure très efficace, par préemption »[1105]. De même, l'emploi des termes rend particulièrement difficile la compréhension de la situation sur place, par exemple lorsque les termes de « voisinage » ou de « quartier » sont utilisés pour celui de « colonie ». De plus, l'auteure exprime son désaccord avec D. Dayan sur l'idée d'un penchant systématiquement pro-palestinien des médias français dans leur ensemble, car leur pluralisme interdirait de penser les choses de manière aussi simplificatrice (elle n'apporte cependant pas de preuve empirique à cette affirmation). Elle s'oppose également à l'idée que ces prises de position correspondraient à un retour de l'antisémitisme. Si elle s'accorde avec lui sur l'existence de discours génériques qui rabattent le traitement des faits nouveaux sur des cadres d'analyses anciens, elle refuse de mettre la seule responsabilité de l'information les journalistes, compte tenu des contraintes professionnelles qui encadrent leur travail.

Par ailleurs, on peut se demander si la conception de l'objectivité sous-jacente aux propos de D. Dayan (définie comme le plus petit dénominateur commun d'information cautionnable par tous) est pertinente en temps de guerre, « lorsque c'est précisément la qualification des événements qui fait débat »[1106]. Comment les journalistes pourraient-ils imposer du consensus sur le conflit israélo-palestinien, s'interroge Claire-Gabrielle Talon, étant donné que la seule présentation des faits implique d'adopter une vision du conflit ? « Le fait en tant que tel, ajoute l'auteure, ne fait sens que par rapport à d'autres faits, et toute mention d'un événement implique inéluctablement une manipulation par omission »[1107]. Pour elle, le décompte des morts de l'*Intifada* ou l'usage d'un schéma « David contre Goliath » ne peut être réduit à un rituel antisémite, vu le déséquilibre objectif des morts et des forces entre les deux « camps ». C'est plutôt la volonté des médias français de créer un impossible consensus, en renvoyant dos à dos les adversaires, qui poserait problème. Elle montre, par contraste, que le point de vue dominant dans le « monde arabe » sur le conflit israélo-palestinien serait marqué par un déchaînement de passions que les médias relaient (sans nécessairement les encourager) : ce que des médias présenteraient en France comme une

[1105] *Ibid*., p. 221. Une analyse détaillée de l'action des groupes d'intérêt pro-israéliens vis-à-vis des médias, des *think tanks* et des universités aux Etats-Unis est proposée par J. J. Mearsheimer et S. M. Walt. Ces auteurs montrent que les groupes pro-israéliens parviennent beaucoup mieux que les groupes pro-arabes à peser sur les orientations éditoriales des rédactions en chef des grands titres de presse, en prenant les exemples du *New York Times* et du *Washington Post*, qui sont les deux quotidiens les plus lus aux Etats-Unis. Ils constatent qu'il n'y a pas de chroniqueur pro-palestinien ou pro-arabe. Les pressions qu'exercent ces lobbies pour « faire la chasse à tous les indices prouvant l'existence de préjugés anti-israéliens dans les médias » (qui ne sont pas cependant toujours couronnées de succès) produiraient un effet d'autocensure (Mearsheimer, J. J., Walt, S. M., « Contrôler le discours public », *Le lobby*... *op. cit*., p. 184-214).

[1106] Talon C.-G., « Europe/Proche-Orient. Réflexions sur la fracture médiatique », in Fleury B., Walter J., *Les médias… op. cit*., p. 269-270.

[1107] *Ibid.*

« opération ciblée » est montrée sur des chaînes arabes d'information en continu comme des « bains de sang » faisant de nombreuses victimes civiles. Cette « fracture médiatique » contribuerait à limiter les possibilités de création d'un consensus dans l'opinion publique internationale.

Dans la continuité de ces critiques, le sociologue P. Champagne rappelle que l'activité scientifique ne peut se passer d'enquêtes empiriques précises et que l'autoanalyse critique est une condition nécessaire à l'objectivation des faits sociaux. Le fait que D. Dayan soit partie prenante du débat public n'invalide pas ses prises de position et analyses[1108]. Cependant, il s'arrêterait, en raison même de cette proximité à l'objet, à une « demi-analyse »[1109]. P. Champagne critique également le postulat normatif, selon lequel il existerait quelque chose comme « l'information », « alors qu'il s'agit d'un sous-produit du champ journalistique, c'est-à-dire quelque chose qui existe parce qu'une presse à grande diffusion existe ». Il souligne, ensuite, que toutes les représentations de la réalité sociale n'ont pas toutes la même légitimité, et que, contre l'idée d'intentionnalité pure des acteurs, l'information est toujours co-produite : le journaliste n'est qu'un maillon, certes très visible, mais sans doute peu déterminant, d'un système global. Il critique également les distinctions proposées par le chercheur, par exemple entre le « journalistique » (l'information qui accède *de facto* à l'espace public) et le « journalisé » (l'information qui n'accède à l'espace public qu'après avoir été filtrée par des journalistes), ou encore des modalités « normales » ou « pathologiques » de traitement de l'actualité. Ces distinctions seraient normatives – ce que D. Dayan assume en partie – mais elles constitueraient, selon P. Champagne, des obstacles à l'analyse et à l'action en raison de leur caractère arbitraire. Il critique, enfin, une prise en compte insuffisante du phénomène des médias sur Internet qui « représente une véritable révolution dans le domaine du journalisme » en accentuant la concurrence entre les producteurs d'information.

Les chercheurs britanniques Grégory Kent et Jerry Palmer proposent une thèse, également critique à l'égard de D. Dayan, mais qui adopte un angle d'attaque différent. Ils cherchent à réfuter le « constructivisme radical » de l'auteur (pour reprendre une expression employée par P. Champagne). Pour eux, tout phénomène ne peut se réduire à une simple construction sociale de la réalité. Il existe une réalité « réelle » ou des faits « objectifs » : de ce point de vue, les comptes-rendus journalistiques peuvent être évalués à l'aune de leur adéquation à cette réalité ou à ces faits. Ils considèrent donc qu'une prise en compte de la critique de D. Dayan sur les médias français doit « renvoyer non pas à une version alternative des événements en question, mais à une version cognitivement supérieure »[1110]. Selon eux, il est tout à fait possible de soutenir des thèses contradictoires sur un même événement, si l'on

[1108] « Parce qu'il a un point de vue informé sur le conflit israélo-palestinien, mais aussi des intérêts personnels et un certain engagement, D. Dayan est prédisposé à apercevoir le véritable acte de construction de la réalité qui s'opère à travers le langage et les images qui parlent de ce conflit ou le montrent, parce que ce n'est pas la vision qu'il en a spontanément » (Champagne P., « A propos du champ journalistique », in Fleury B., Walter J., *Les médias… op. cit.*, p. 135-150).

[1109] P. Champagne s'étonne ainsi que le sociologue « oublie (bien qu'il le sache en fait) » les analyses qui concluent à l'existence d'un biais pro-israélien dans le traitement de la seconde *Intifada* par les médias français (comme celles de D. Sieffert).

[1110] Kent G., Palmer J., « Médias occidentaux, 'revendications de vérité' et antisionisme », in Fleury B., Walter J., *Les médias… op. cit.*, p. 253.

ne se donne pas les moyens d'établir une hiérarchie entre les versions médiatiques des événements sur la base de leur niveau de « vérité ». A ce titre, ils critiquent l'inférence déductive qui consiste à « partir de la représentation d'un seul événement pour remonter à une analyse de la couverture cumulative d'une série d'événements »[1111]. Dès lors, comment éviter un tel « saut méthodologique de grande envergure » et parvenir à une représentation « cognitivement supérieure » du traitement médiatique du conflit israélo-palestinien par les médias ? Les auteurs distinguent deux formes de revendication de vérité (*truth claim*) mobilisées par les journalistes : la première consiste à affirmer une connaissance supérieure des faits, la seconde à considérer que la couverture des faits constitue une représentation fidèle de la gamme d'opinions disponibles au sein de l'élite politique.

Ces deux approches, supposées permettre de hiérarchiser les productions journalistiques selon leur niveau de connaissance des faits ou de représentativité des opinions, sont cependant discutables. Le problème vient, en effet, de ce que (comme le soulignait précédemment P. Champagne) tous les points de vue n'ont pas socialement la même légitimité : par exemple, tous les observateurs (journalistes, intellectuels, experts, etc.) ne vont pas accorder un statut équivalent aux protagonistes du conflit (un ministre d'Etat ou le porte-parole d'un groupe armé illégal), de telle sorte que la confrontation des points de vue (voire d'informations vérifiables) entre « inégaux » est loin de correspondre aux canons du débat contradictoire dans l'espace public théorisé par Häbermas (idéal que, précisemment, D. Dayan revendique). La thèse des deux chercheurs se prête ainsi à l'essentiel des critiques de la tradition constructiviste. Par exemple, le fait d'utiliser le terme « colonie » pour désigner une agglomération urbaine habitée par des citoyens israéliens en Cisjordanie est-il « cognitivement supérieur » au fait d'utiliser, par exemple, les termes « implantation » ou « quartier Est de Jérusalem » ? Le premier terme implique une référence normative implicite au droit international, quand le deuxième renvoie au vocabulaire politique et juridique israélien. Il s'agit donc d'une construction sociale de la réalité qui implique, qu'on le veuille ou non, une certaine prise de position. Le fait d'utiliser les deux termes côte à côte (« colonie/implantation/quartier Est de Jérusalem ») pourrait-il constituer une issue cognitivement satisfaisante à ce dilemme ? Cela impliquerait de considérer que les deux points de vue se valent, ce qui implique, une fois encore, un point de vue situé et socialement construit, sur cette « réalité » (présupposant notamment qu'il existe deux et seulement deux « camps », dont les points de vue pourraient être placés au même niveau). L'intérêt de leur approche est, cependant, de mettre à jour l'existence d'un cercle méthodologique dans lequel sont pris aussi bien les tenants du « réalisme épistémologique » que du « constructivisme radical ».

Selon une approche réaliste, il serait possible de mesurer le caractère plutôt « pro-israélien » ou « pro-palestinien » de la ligne éditoriale d'un organe de presse, en effectuant des analyses de contenu ou en mesurant les écarts entre les informations disponibles dans la presse et les données disponibles sur le conflit. Du point de vue « constructiviste radical »

[1111] *Ibid.*

(celui de D. Dayan), les signes pourraient faire l'objet d'une libre manipulation dans les médias, le discours journalistique contribuant ainsi à accorder un privilège systématique à certains points de vue, indépendamment de l'évolution des rapports de force objectifs du conflit.

Si l'on adopte une perspective tenant compte du fait que la réalité sociale est une réalité construite, mais aussi que les représentations subjectives des acteurs sont partie intégrante de la réalité sociale (les agents disposant de ressources et d'opportunités inégales pour les imposer), les discours étiquetés « pro-palestinien » et « pro-israéliens » correspondent typiquement, dans la terminologie de P. Berger et T. Luckmann, à deux « univers symboliques » antagonistes[1112]. La difficulté à penser leur antagonisme sans entrer dans un débat à caractère politique réside dans le fait que leur opposition s'est *institutionnalisée* au cours de la longue histoire de la médiatisation du conflit israélo-palestinien[1113]. Tout se passe comme si, pour chaque nouvelle génération de journalistes ou de publics, l'opposition entre « pro-israéliens » et « pro-palestiniens » apparaissait comme un ordre des choses naturel, détenteur d'une réalité et d'une logique propres. Acteurs et spectateurs du conflit tendent ainsi à affronter cette opposition comme un fait extérieur à eux-mêmes et à leurs propres activités. Cette impression est renforcée par le fait que, non seulement le conflit politique lui-même, mais le langage journalistique utilisé pour le décrire, contribuent à objectiver l'opposition sous une forme binaire. Les médias participent ainsi d'une « réification », c'est-à-dire d'une transformation en choses, d'activités incarnées dans des rôles typiques. L'opposition des « pro » et des « anti » tend, dès lors, à apparaître comme donnée, inaltérable et évidente en elle-même. Cette impression est renforcée par un travail de légitimation mené par des entrepreneurs de cause inégalement dotés en ressources, à travers la production et la diffusion de systèmes symboliques plus ou moins élaborés (par exemple le récit sioniste de la défense d'Israël ou le récit palestinien de résistance nationale).

Une division internationale du travail de légitimation s'est ainsi instaurée, avec des logiques différenciées selon les champs de production et de réception pris en compte. Ce travail est assuré par des « administrateurs » spécialisés dans la défense de chaque « camp » (comme les services de communication ou de censure des autorités, ou les militants spécialistes des médias au sein des groupes politiques). Ils se chargent de développer des théories de légitimation, à travers, par exemple, des opérations de « relations publiques ». Cependant, ces univers symboliques fonctionnent comme des facteurs de réification de l'opposition à la condition d'être doublés de mécanismes de rétributions matérielles ou symboliques (ce qui tend à mettre dans une position d'hors-jeu les (télé)spectacteurs décrits dans *Bad News from Israel*, qui ne sont pas pris dans le jeu et les enjeux). Ces mécanismes « récompensent » les activités des joueurs qui favorisent la position de tel ou tel camp dans le conflit, ou au contraire rendent « coûteuses » les activités contraires (chantage à

[1112] Je reprends ici, adaptée à mon objet, la trame argumentative de P. Berger et T. Luckmann dans leur analyse de l'institutionnalisation (Berger P., Luckman T., « La société comme réalité objective », in *La construction sociale… op. cit.*, p. 69-175).
[1113] Bourdon J., « Le grand renversement », *Le récit impossible… op. cit.*, p. 41-61.

l'antisémitisme pour les « pro-palestiniens », figure de l'Etat-bourreau pour les « pro-israéliens », etc.). En effet, les situations qui tendent à contredire la plausibilité de l'univers symbolique des uns et des autres représentent une menace aiguë pour la reproduction de la croyance dans le caractère légitime des acteurs et institutions qu'ils entendent légitimer (l'Etat d'Israël, la politique étrangère américaine, la résistance palestinienne, etc.). Contre la peur du chaos et de l'anomie interne, les « machineries conceptuelles » de la maintenance de chaque univers symbolique jouent ainsi un rôle essentiel car elles permettent d'écarter tout élément (en particulier les points de vue opposés) qui tendrait à le rendre problématique.

Dans cette configuration, les journalistes sont pris dans un dilemme pratique entre la prise de position politique (au risque d'être accusés de partialité dans le traitement de l'information) et la recherche de neutralité (au risque, cette fois, d'être accusés de trahir le déséquilibre des rapports de forces). Ainsi, les journalistes sont eux-mêmes « engagés » dans ce processus de sédimentation du conflit, y compris ceux qui cherchent à adopter une posture de neutralité. Le « rituel stratégique » de l'objectivité, pour reprendre l'expression du sociologue américain Gay Tuchman[1114], implique en effet l'intériorisation de certaines normes de travail et de langage journalistique (par exemple dans la sélection des faits ou dans le choix de traiter de manière égale les points de vue de chaque « camp »). Les divers mécanismes de contrôle à l'œuvre dans ce processus masquent cependant le fait que l'opposition sur laquelle reposent ces normes est le produit de relations sociales objectivées. Ils le masquent d'autant mieux que la division du travail social maintient les individus et les groupes (« acteurs » ou « observateurs » du conflit) dans les rôles prédéfinis qu'ils doivent jouer, au point de structurer durablement un « moi » politique ou journalistique adapté à cet environnement. Ce processus d'intériorisation est cependant paradoxal : il montre que les acteurs sont capables de produire une opposition qu'ils expérimentent ensuite comme quelque chose d'autre qu'un produit de leurs propres activités.

La question ici est alors de savoir si produire une information « alternative » sur le conflit israélo-palestinien peut socialement revenir à autre chose qu'à la production de points de vue opposés aux points de vue du « camp » adverse (le dévoilement « d'informations cachées » étant tendanciellement plus difficile dans un contexte de forte médiatisation). L'étude des stratégies de communication médiatique du mouvement anti-occupation en Palestine et en Israël montre, en effet, que la structure des opportunités médiatiques tend à désaisir les militants de leur capacité à imposer une vision « alternative » du conflit, qui échapperait à l'opposition binaire entre « (pro-)israéliens) » et « (pro-)palestiniens ».

Prenant initialement appui sur le modèle de G. Wolfsfeld, les réflexions présentées dans les développements qui précèdent permettent de préciser trois points de divergence avec l'auteur. Ces divergences sont relatives, premièrement, à son insuffisante prise en compte des effets de l'occupation israélienne sur les activités de production d'information des médias palestiniens ; deuxièmement, à l'absence de prise en considération de la dimension

[1114] Tuchman G., « Objectivity … », *op. cit.*

institutionnalisée et ritualisée, dans le travail journalistique, de l'opposition entre « pro-israéliens » et « pro-palestiniens » ; et troisièmement, au fait que la couverture médiatique du conflit israélo-palestinien est elle-même un enjeu de luttes politiques entre les protagonistes.

B/ Fermeture et ouverture de la structure des opportunités médiatiques entre Oslo et la seconde *Intifada*

La comparaison du traitement médiatique du conflit israélo-palestinien dans des titres de la presse locale et internationale, d'une part, et entre la période qui suit les Accords d'Oslo (1994-2000) et la période de la seconde Intifada (2000-2006), d'autre part, montre l'existence de variations sensibles dans la part accordée aux cadrages pro-israéliens et pro-palestiniens. Or, ces variations ont des effets sur le répertoire médiatique des acteurs du mouvement anti-occupation. Que ce soit dans leurs publications ou lors des entretiens, les journalistes et militants israéliens et palestiniens étudiés s'accordent, en effet, à considérer que la période qui a suivi la signature des Accords d'Oslo et la création de l'Autorité palestinienne a constitué une période difficile du point de vue de la bataille de l'opinion publique. L'auteur d'un article publié dans *News from Within* en 1995 parle ainsi d'un phénomène de « paralysie de la gauche »[1115]. Or, cette paralysie semble redoublée par un traitement médiatique des activités protestataires contre l'occupation que les militants jugent peu favorable à une compréhension pleine et entière de leurs griefs. En effet, la presse israélienne et internationale ne traite quasiment plus de la poursuite de la colonisation à la fin des années 1990[1116]. Cette situation est d'autant plus durement ressentie qu'elle fait suite à une période particulièrement favorable du point de vue de la diffusion médiatique du cadre palestinien du conflit dans les années 1980, avec la guerre israélienne au Liban (massacre de Sabra et Chatila[1117]) et la première *Intifada* (durant laquelle s'impose dans les médias l'image du David palestinien, lanceur de pierres, opposé au Goliath israélien avançant sur son char d'assaut)[1118]. A l'inverse, le déclenchement de la seconde *Intifada* fin septembre 2000 est marqué par un regain d'activité des militants, qui voient leur entreprise de dénonciation publique de l'occupation israélienne bénéficier d'un nouveau souffle, corrélativement à la reformation de réseaux de solidarité locaux et internationaux et au regain de violences dans la région. Les militants ont alors le sentiment d'avoir eu raison contre tous en s'opposant dès le départ aux Accords d'Oslo qui, selon eux, n'ont pas su empêcher la poursuite de la colonisation. Cependant, la polarisation de la vision médiatique dominante entre « (pro-) Palestiniens » et « (pro-) Israéliens tend à favoriser une confusion entre les actions « terroristes » de certains groupes armés palestiniens

[1115] Raz-Kratotski A., « Paralysis in the Left. Roundtable discussion Amongst the Radical Left in Israel », *News From Within*, XI/1, janvier 1995, p. 7-16.
[1116] Alternative Information Center, « Media coverage of Demonstrations Fails to Adress the Issues », *News From Within*, XIII/3, mars 1998, p. 8.
[1117] Jalbert P., « 'News speak' about the Lebanon War », *Journal of Palestine Studies*, 14/1 (53), 1984, p. 16-35.
[1118] Wolfsfeld G., « The contest over frames in the intifada: David versus Goliath », in *Media and political… op. cit.*, p. 141-168.

et les actions politiques contre l'occupation des mouvements de gauche israéliens et palestiniens.

Méthodologie de l'enquête quantitative

Comment mesurer de façon diachronique l'ouverture relative de la structure des opportunités médiatiques que favorise, pour les militants du réseau anti-occupation, le déclenchement de la seconde *Intifada* ? D'un point de vue méthodologique, l'entreprise d'objectivation scientifique présentée ici fut, pour plusieurs raisons, plus complexe que dans le cas du RNZ. La première raison est l'absence, dans le RAO, d'organisation politique de référence équivalente à l'EZLN (cette dernière occupant une position centrale dans un réseau structuré en étoile, comme on l'a vu). Cette spécificité du RAO, qui a une structure polycentrique, ne permet pas de réaliser des recherches simples par mots-clé dans les bases de données, ni de mesurer le niveau de communication externe du mouvement à partir d'indicateurs. En effet, les Accords d'Oslo ont contribué, comme le montre le chapitre 2, à une fragmentation de l'OLP (notamment de son aile gauche), organisation historiquement centrale dans la résistance palestinienne (et disposant de ses propres organes centralisés de communication, comme l'agence Wafa créée en 1972[1119]). La création de l'Autorité palestinienne en 1994 a également contribué à une relégation au second plan de l'OLP par la direction de la résistance nationale palestinienne. Or, dans les mouvements palestiniens et israéliens de la gauche anti-occupation, l'Autorité palestinienne est largement considérée comme complice de la « trahison d'Oslo » et constitue à cet égard une source de critiques en raison de son rôle dans la « normalisation » de l'occupation israélienne[1120] (critiques cependant moins fortes que celles adressées aux autorités d'occupation israéliennes[1121]). Ainsi, alors que, pendant la première *Intifada*, l'ensemble des communiqués de la résistance civile palestinienne étaient diffusés par la « Direction unifiée de l'*Intifada* », la seconde

[1119] Ses archives en anglais ne sont disponibles en ligne qu'à partir de 2008 (http://english.wafa.ps/index.php?action=arch).

[1120] Voir notamment Salem W., « The Anti-Normalization Discourse in the Context of Israeli-Palestinian Peace-Building », *Kan'an Magazine*, 56, sept. 1994, p. 15-20, Samara A., « The Palestinian National Movement: no strategy for the land », *News From Within*, XIII/2, février 1997, p. 26-27, Samara A., « Palestinian Participation in Barcelona Conference. Liberalization of Trade is not a Palestinian Priority », *News From Within*, XII/1, janvier 1996, p. 9-11, AIC, « PA economy: monopolies and dependence », *News From Within*, XIII/3, mars 1997, p. 18-19, Nassar M., « The Palestinian Economy: Consequences of the Oslo Charade », *News From Within*, XV/5, mai 1999, p. 28-31, Davidi E., « The Palestinian Authority's World-Wide Innovation: Pre-State Privatization », *News From Within*, XVI/3, mars 2000, p. 31-33.

[1121] Yahni S., « The Second Stage of the Oslo Accords – Economic Exploitation and Apartheid », *News From Within*, XI/4, April 1995, p. 25-26, Bichler S., Nitzan J., « The Great U-Turn. Restructuring in Israel and South Africa », *News From Within*, XI/9, septembre 1995, p. 29-32, Jaradat Gassner I., « Editorial. Rights of Palestinian Jerusalemites Becoming Forfeit », *News From Within*, XII/7, juillet 1996, p. 2, Samara A., « The Imperialist Market in the Arab Homeland », *News From Within*, XIII/1, janvier 1997, p. 17-19, Lorwin Y., « Israeli students demonstrate against racist textbook », *News From Within*, XIII/5, mai 1997, p. 12, AIC, « Gush Shalom launches consumer boycott campaign against setllement products », *News From Within*, XIII/10, octobre 1997, p. 6, Byrne A., « The Playground of the Western World: the Political Economy of 'bantustanization' », *News From Within*, XIII/1, janvier 1998, p. 21-23, AIC, « Report: Israeli Violates International Human Rights Standards », *News From Within*, XV/1, janvier 1999, p. 17, Honig Parnas T., « A Tamed in Barak's Government. The Ashkenazi Zionist version of paving the way to Globalization », *News From Within*, XV/7, juillet 1999, p. 3-8, Badil Friends Forum, « The Peace of the Brave Will Include the Right of Return », *News From Within*, XV/8, août 1999, p. 10, Halper J., « Dismantling The Matrix of Control », *News From Within*, XV/9, octobre 1999, p. 38-39, Badil Resource Center, « Bantustan 2000. Bethleem Approaches The Millennium », *News From Within*, XV/10, novembre 1999, p. 10-11, AIC, « Israel Over Palestine: Are we Headed for Apartheid », *News from Within*, XVI/ 7, September 2000, p. 23.

Intifada se distingue par l'existence de foyers de communication palestiniens multiples (par exemple les messages sont souvent envoyés de façon indépendante par les différents partis politiques), voire contradictoires entre eux (cas du *Fatah* et du *Hamas*[1122]).

Il n'a donc pas été possible de trouver un indicateur simple du niveau de communication externe du réseau anti-occupation palestinien, étant donné qu'il ne dispose pas d'organisation centrale publiant les déclarations. Si l'AIC (organisation israélo-palestinienne) peut être considérée dans une certaine mesure comme une organisation-carrefour dans les réseaux militants anti-occupation locaux, ses publications ont une périodicité régulière (comme *News From Within*, mensuel qui couvre toute la période et présente à ce titre un intérêt du point de vue de l'analyse qualitative[1123]). Etant donné que pratiquement tous les articles traitent de l'occupation, ce type de sources ne permet pas de mesurer quantitativement des périodes de « pics » ou de « creux » dans la production (comme dans le cas des communiqués de l'EZLN). Les archives contenant les articles publiés sur le site Web (section « *news* ») ne remontent, quant à elles, qu'à janvier 2006. De même, les archives Web du réseau d'ONG palestiniennes proches des courants altermondialistes, le PNGO, ne proposent l'ensemble des communiqués de ses membres qu'à partir de 2007. La dernière difficulté, et non des moindres, tient au fait que la « lutte contre l'occupation » n'est pas un mot d'ordre partagé uniquement par les militants de la gauche palestinienne : la propagande de l'Autorité palestinienne, tout comme celle des groupes intégristes religieux comme le *Hamas* mobilisent également ce cadrage.

Côté israélien, le site de *Gush Shalom* présente les communiqués ponctuels envoyés par l'organisation à la presse entre 2002 et 2006, mais étant donné leur faible nombre (n=11), on ne peut en tirer de résultats significatifs. De même, les archives des textes en anglais du

---

[1122] Sur les stratégies de communication du Hamas, voir l'analyse critique (au sens politique) de Boms N., Chiche F., « Une autre guerre à Gaza », *Outre-Terre*, 22/1, 2009, p. 107-112, ou le travail de Moeen Koa (basé sur une enquête de terrain) : *Communicating the Hamas Message : Strategy, Tactics, Channels and Effectiveness*, MA public communication and public relations, London, University of Westminster, 2007.

[1123] Le magazine publie une série d'articles sur les mouvements anti-occupation dans la période post-Oslo, qui convergent pour la plupart vers l'idée d'une décomposition de ses différentes composantes israéliennes, palestiniennes et internationales Sur la gauche et l'extrême-gauche israélienne dans la période post-Oslo, voir Raz-Kratotzki A., « Paralysis in the Left… », *op. cit.*, Wahbeh I., « On the 23rd Congress of the Israeli Communist Party », *News From Within*, XIII/8, août 1997, p. 32, Usher G., « The Politics of Protest », *News From Within*, XVI/3, mars 2000, p. 3-5, Spiro G., « The Association for Civil Rights in Israel (ACRI). Ideological and Structural Limitations », *News From Within*, XVI/6, juin 2000, p. 31-35. Pour des analyses comparables sur la « dépolitisation » de la gauche palestinienne et l'émergence de nouveaux mouvements de résistance, voir Salem W., « The Palestinian Left and the Elections », *News From Within*, XI/3, mars 1995, p. 18-21, Samara A., « The Palestinian Left: From Leninist to NGO-Style Organizations », *News From Within*, XI/5, May 1995, p. 13-16, Nissen S., « Anything but Workers in the Palestinian Trade Unions », *News From Within*, XII/5, mai 1996, p. 26-29, Nimer A., « From mobilizers to service providers – NGOs and the Left in Palestine », *News From Within*, XIII/11, décembre 1997, p. 44-47, Warschawski M., Honig-Parnass T., Muhareb M., « Interview With Professor Edward Said: 'The Focus of the struggle must be on the lands' », *News From Within*, XIII/4, avril 1998, p. 3-11, Nassar M., « Palestinian NGOs: Prospects in the Post-Oslo Era (part I) », *News From Within*, XIII/10, novembre 1998, p. 11-14, Nassar M., « Palestinian NGOs: Prospects in the Post-Oslo Era (part II) », *News From Within*, XIII/11, décembre 1998, p. 28-30, Haddad T., « Ibda'. Building Tomorrow's Revolution Today », *News From Within*, XV/11, Décembre 1999, p. 23-27, Haddad T., « An Interview With Abdul Jawwad Saleh. 'I believe this to be the beginning of a new movement for change' », *News From Within*, XVI/1, janvier 2000, p. 8-12. Des articles traitent également des relations entre organisations israéliennes et palestiniennes, par exemple Makhoul A., « Israeli and Palestinian Human Rights Organizations: Partnership or Domination? », *News From Within*, XV/3, mars 1999, p. 22-23. Enfin, pour des analyses sur les réseaux de solidarité internationaux, voir Murray N., « Rebuilding Activism in the International Community », *News From Within*, XIII/5, mai 1998, p. 33-35, Eid H., « Towards an International Anti-Zionist Campaign », *News From Within*, XIII/7, août 1998, p. 33, AIC, « International Campaigners to Free Vanunu Protest in Israel », *News From Within*, XIII/9, octobre 1998, p. 7, Yahni S., « Globalization, Resistance and Israel », *News From Within*, XV/2, février 1999, p. 30-32.

journaliste et militant Uri Avnery, figure centrale de cette organisation, ne sont pas accessibles en ligne. Les archives du magazine *The Other Israel* sont disponibles intégralement en ligne sur la période 1994-2006[1124] mais sa périodicité régulière (environ quatre numéros par an) ne permet pas de mesurer des variations significatives du niveau de communication de l'organisation dans le temps (pour les mêmes raisons que dans le cas de l'AIC). Dans le cas de cette organisation, j'ai pu en partie compenser cette impossibilité de quantifier son niveau de communication, en utilisant les résultats de recherches menées par des chercheurs israéliens sur la période post-Oslo[1125]. Seul le site du collectif militant des Anarchistes contre le Mur fournit des données quantitativement exploitables (73 articles entre juillet 2003 et août 2006), mais il s'agit pour l'essentiel d'articles reproduits à partir d'autres supports de presse (*Ha'aretz*, *Jerusalem Post*, etc.).

J'ai donc dû ajuster l'analyse quantitative des effets des stratégies médiatiques et me concentrer uniquement ici sur les données de la presse conventionnelle, nationale et internationale. Considérant que les stratégies médiatiques des militants de gauche anti-occupation visent à imposer dans les médias un cadre interprétatif du conflit israélo-palestinien en termes « d'occupation », contre les cadres « pro-israéliens », j'ai donc dans un premier temps calculé le nombre d'occurrences de l'expression « occupation israélienne » dans différents titres de presse locaux et internationaux[1126]. Si l'on reprend la distinction analytique de Felstiner, Abel et Sarat entre *naming*, *blaming* et *claming*, je pars ici du principe que le simple fait de *nommer* (*naming*) l'occupation israélienne constitue un indicateur d'une définition du problème (le conflit israélo-palestinien) potentiellement favorable au cadrage des militants. Cependant, étant donné que d'autres organisations « pro-palestiniennes » luttent parallèlement pour imposer ce cadre, j'ai répété l'opération en cherchant le nombre d'articles faisant référence à des manifestations pacifistes, répertoire d'action privilégié par ces militants correspondant à des opérations de dénonciation de l'injustice (*blaming*)[1127]. Enfin,

---

[1124] http://www.israelipalestinianpeace.org/issues/opening.htm

[1125] Levin D., « Making a good impression… » *op. cit*., Lieberfeld D., « Media Coverage and Israel's'Four Mothers' Antiwar Protest: Agendas, Tactics and Political Context in Movement Success », *Media, War & Conflit*, 2, 2009, p. 317-338.

[1126] Pour la presse « locale », je n'ai pu réaliser ces calculs que sur le quotidien israélien en anglais *Jerusalem Post*, dont les archives complètes sont disponibles en ligne (à la différence de la version anglaise du quotidien *Ha'aretz*). Je n'ai pas trouvé de titre de presse palestinienne en anglais, dont les archives seraient disponibles sur la période ou, à défaut, sur une période conséquente (par exemple l'agence *Wafa* ne propose pas d'archives de ses articles et les titres de presse palestinienne « indépendante » en anglais n'apparaissent qu'en fin de période). Pour la presse « internationale », j'ai sélectionné des titres identiques ou équivalents à ceux utilisés pour l'étude du réseau néozapatiste : le *New York Times* et le *Washington Post* pour la presse étasunienne, *Le Monde*, *Le Monde diplomatique* et *Libération* pour la presse française, *Reuters* et *Associated Press* pour les agences de presse internationales (source : Factiva). J'ai préféré *BBC Monitoring Middle East* (une division de la BBC qui traduit et diffuse des articles de la presse écrite et audiovisuelle du monde entier) à l'AFP, en raison de sa spécialisation sur la région du Proche-Orient, et par conséquent de sa publication d'un très grand nombre d'articles de sources très variées traitant du conflit israélo-palestinien.

[1127] Sur ce deuxième indicateur, j'ai croisé deux requêtes. La première portait sur les mots-clés *<peaceful protest, Israel>*, et *<peaceful protest, West Bank>*. La seconde portait sur les mots-clés *<pacifist protest, Israel>* et *<pacifist protest, West Bank>*. La méthode comporte des risques de doublons, mais étant donné que la recherche vise, *in fine*, à calculer une moyenne pondérée des évolutions entre deux périodes (1994-2000 puis 2000-2006), j'ai considéré ces doublons comme ayant une influence négligeable sur les résultats. De plus, l'intérêt de ce croisement réside dans le fait que des groupes qui utilisent habituellement (du point de vue des journalistes couvrant ce type d'événements) des répertoires d'action violents (comme des colons israéliens de groupes d'extrême-droite, ou des partis fondamentalistes palestiniens comme le *Hamas*) mais qui, ponctuellement, réalisent une marche sans violence (ce qui est différent de « non-violent », au sens de stratégie politique revendiquée comme telle) seront facilement décrits comme ayant organisé une « manifestation pacifique », au sens où exceptionnellement (par rapport aux anticipations des journalistes) il n'y a pas eu de violences ce jour-là (le terme « pacifique

j'ai cherché à déterminer le nombre de références faites à la principale revendication de ces groupes (en dépit des divergences étudiées dans le chapitre précédent) : la création d'un Etat palestinien indépendant (*claiming*). A ces trois indicateurs, qui devait permettre de déterminer le niveau d'ouverture ou de fermeture de la structure des opportunités médiatiques pour le mouvement anti-occupation (à défaut de calculer les *effets* de ses stratégies de communication dans les médias), j'en ai ajouté trois supplémentaires, afin de mesurer l'importance relative accordée par chaque titre au cadre de mobilisation adverse (« pro-israélien »). Pour ce faire, je suis parti de l'hypothèse que ce cadre était principalement centré sur un schéma de type *law and order* (ce que montrent d'autres études quantitatives ou qualitatives sur le sujet[1128]), j'ai comptabilisé le nombre d'occurrences des termes « terrorisme + Israël », « sécurité + Israël » et « attentats-suicide + Israël ».

Les luttes de cadrage dans les arènes médiatiques israéliennes : le cas du Jerusalem Post

La comptabilisation par mots-clés, effectuée sur le quotidien israélien anglophone « de référence » *Jerusalem Post*[1129], permet d'observer plusieurs choses. D'une part, le nombre d'occurrences de termes renvoyant au problème de « l'occupation israélienne » est nettement inférieur au chiffre correspondant sur le problème de la « sécurité » d'Israël. On compte ainsi 3556 fois l'expression « attentat-suicide » contre 1285 fois l'expression « occupation israélienne » sur l'ensemble de la période 1994-2006. Précisons d'emblée que la méthode employée présente plusieurs limites. D'une part, les deux termes renvoient à des phénomènes de nature différente : des événements ponctuels, violents et spectaculaires, d'un côté, une situation de long terme, dont les effets sont parfois peu visibles pour les Israéliens, d'un autre. Or, les médias d'information ont généralement tendance à privilégier les événements inattendus, violents et spectaculaires (le « *bang bang stuff* », pour reprendre l'expression d'un journaliste britannique cité plus haut) aux situations qu'ils perçoivent comme routinières ou

---

ayant une signification différente de « pacifiste », qui renvoie au champ sémantique du militantisme pour la paix, et non en creux à l'absence de violence). A posteriori, un terme tel que « *human rights activists* », « *left-wing activists* » ou « *Leftists* » auraient probablement donné des résultats plus satisfaisants (je remercie Karine Lamarche pour cette remarque, qui s'inspire de lectures du journal *Ha'aretz* en anglais, que je n'ai malheureusement pas eu le temps de mettre en application)..

[1128] Sur la perception des Palestiniens des Territoires occupés en Israël avant la première *Intifada*, voir Haidar, A., Zureik, E., « The Palestinians Seen… », *op. cit*. Sur les mécanismes de délégitimation du point de vue palestinien dans la presse israélienne dans la période de la seconde *Intifada*, voir Rinnawi K., « Delegitimizing Media Mechanisms. Israeli press Coverage of the Al Aqsa Intifada », *The International Communication Gazette*, 69/2, 2007, p. 149-178. Sur le traitement différencié des Arabes et des Juifs d'Israël dans la presse, voir Avraham E., « Press, Politics, and the Coverage of Minorities in divided Societies: The Case of Arab Citizens in Israel », *The International Journal of Press/Politics*, 8/4, 2003, p. 7-26 et Wolfsfeld G., Avraham E., Aburaiya I., « When Prophesy Always Fails: Israeli press Coverage of the Arab Minority's land Day Protests », *Political Communication*, 17, 2000, p. 115-131. Sur le traitement médiatique de la seconde *Intifada* en termes de « violences palestiniennes » et de « menaces pour la sécurité d'Israël », voir Dor D., *Intifada hits… op. cit*., Dor D., *The Suppression… op. cit*.

[1129] Le *Jerusalem Post* est un quotidien israélien en langue anglaise fondé en 1932 sous le nom de *Palestine Post*, avant d'être rebaptisé *Jerusalem Post* en 1950. Longtemps proche du Parti travailliste, le journal apporte son soutien au *Likoud* après 1989, date de son rachat par Conrad Black, un magnat de la presse conservateur britannique (ex-canadien). Le journal adopte alors un point de vue plutôt de centre droit (tout en publiant régulièrement des articles de gauche). Le *Jerusalem Post* est un concurrent du quotidien de centre-gauche *Ha'aretz*, qui publie également une édition en langue anglaise depuis les années 1990 (Baldwin C. B. T., « Israel », in Kurian G. T. (eds.), *World Press Encyclopedia*, Second Edition, London, Mansell Publishing Limited, 2003, p. 474-482).

complexes (en 2000, cela fait en effet vingt-trois ans que la Cisjordanie et la bande de Gaza sont occupées par l'armée israélienne). Par ailleurs, ce chiffre est peu étonnant pour un journal qui se situe politiquement au centre-droit, depuis la fin des années 1980 : la priorité accordée au problème de la sécurité d'Israël, par rapport au problème de l'occupation des Territoires occupés, est cohérente avec les catégories dominantes de classement des élites sionistes de droite comme de gauche. Enfin, seule une analyse de contenu détaillée (c'est-à-dire attentive aux informations publiées et à leur mode de hiérarchisation dans le journal), couplée à une connaissance approfondie des logiques internes de production de l'information dans ce titre, permettrait d'analyser correctement ces résultats.

Cependant, l'intérêt de ces chiffres est plutôt ici à considérer d'un point de vue diachronique (comparaison de périodes) et relationnel (comparaison avec d'autres titres). En effet, l'on observe une nette différence entre la période 1994-2000 (période 1) et la période 2000-2006 (période 2). D'une part, le nombre d'occurrences des termes (quelque soit le type de cadrage considéré) est en forte augmentation en chiffres absolus. Cette augmentation correspond au retour à une phase de conflit ouvert entre les parties prenantes, à partir du déclenchement de la seconde *Intifada*. Cependant, l'augmentation relative des problèmes liés à « l'occupation » des Territoires palestiniens et à la « sécurité » d'Israël est inégale. En effet, le nombre d'occurrences des termes « occupation israélienne », « manifestations pacifistes » et « Etat palestinien indépendant » augmente respectivement de 127 %, 138 % et 101 % entre la période 1 et 2[1130]. Parallèlement, le nombre d'occurrences des termes « terrorisme palestinien », « sécurité d'Israël » et « attentats-suicide » augmente respectivement de 248 %, 113 % et 554 %. Autrement dit, tout se passe comme si, après le déclenchement de la seconde *Intifada*, le cadrage du conflit israélo-palestinien en termes « d'occupation » (plutôt « pro-palestinien ») bénéficiait d'un regain d'attention de la part de la rédaction du journal, mais que ce regain était compensé par une attention encore plus forte accordée au cadrage du conflit en termes de « sécurité » (plutôt « pro-israélien »). Il ne s'agit pas ici (ni dans les analyses ultérieures d'autres titres de presse) d'en conclure que la rédaction est uniformément « pro-israélienne » (pour un titre de presse israélien, le terme est d'ailleurs assez inapproprié) : seule une étude par entretien, questionnaire ou observation participante auprès des journalistes permettrait d'expliquer si la prévalence de ce cadrage est due au poids supérieur des stratégies de communication des sources « pro-israéliennes » sur les sources « pro-palestiniennes », aux conditions de travail des journalistes au quotidien et/ou aux éventuelles pressions hiérarchiques auxquelles ils sont soumis, ou à leurs préférences idéologiques.

Peut-on considérer que l'évolution du cadrage médiatique du conflit dans le journal est à l'image de l'évolution du conflit lui-même ? Il peut paraître normal que le nombre d'occurrences des termes « occupation » et « attentat-suicide » soit en augmentation dans le journal à la période 2 : en effet, l'armée israélienne réoccupe la Cisjordanie, la colonisation se poursuit et le nombre d'attentats-suicides palestiniens augmente fortement à cette période.

[1130] Tous les chiffres analysés ici sont indiqués dans un tableau récapitulatif présenté quelques pages plus loin.

Comme l'ont montré des travaux sur la construction des problèmes publics, un cadrage peut s'imposer dans l'agenda médiatique, alors même que le phénomène auquel il renvoie ne connaît pas de transformation substantielle. C'est le cas, par exemple, de l'inflation du discours sur « l'insécurité dans les banlieues » dans les années 1990 en France, alors même que le niveau de violence ne connaît pas d'augmention équivalente[1131]. Cependant, un cadrage a de faibles chances de s'imposer s'il ne correspond à aucun phénomène réel. Ainsi, le thème de l'insécurité exige des phénomènes réels de violence, la surmédiatisation de faits-divers violents pouvant contribuer à construire ou renforcer la légitimité du cadre (voire les phénomènes de violence eux-mêmes). Cependant, l'on peut mesurer le niveau de correspondance entre le cadrage médiatique d'un phénomène, et l'évolution objective de ce phénomène, ce qui permet de mesurer l'existence de « biais ». Prenons ici comme indicateur de la poursuite de la colonisation israélienne des Territoires palestiniens le nombre de colons installés en Cisjordanie et à Jérusalem-Est sur la période 1994-2006. Prenons ensuite comme indicateur d'une menace croissante pour la sécurité de l'Etat d'Israël le nombre d'attentats-suicide perpétrés par des groupes armés palestiniens contre sa population. Comme l'indique la comparaison des deux courbes de la page suivante, l'on peut effectivement observer une augmentation des deux phénomènes sur la période.

[1131] Champagne P., « La vision médiatique », in Bourdieu P. (dir.), *La misère… op. cit.*, p. 95-123.

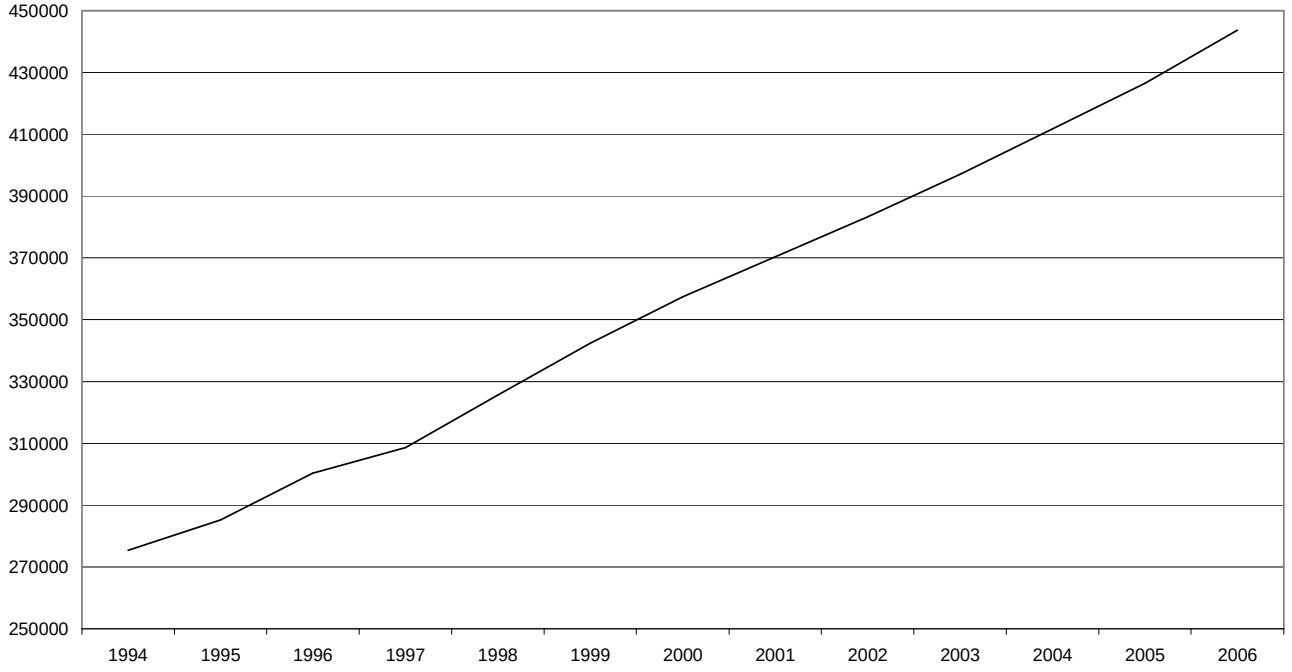


Figure 20 - Nombre de colons israéliens en Cisjordanie et à Jérusalem-est selon le *Central Bureau of Statistics* (Israël)

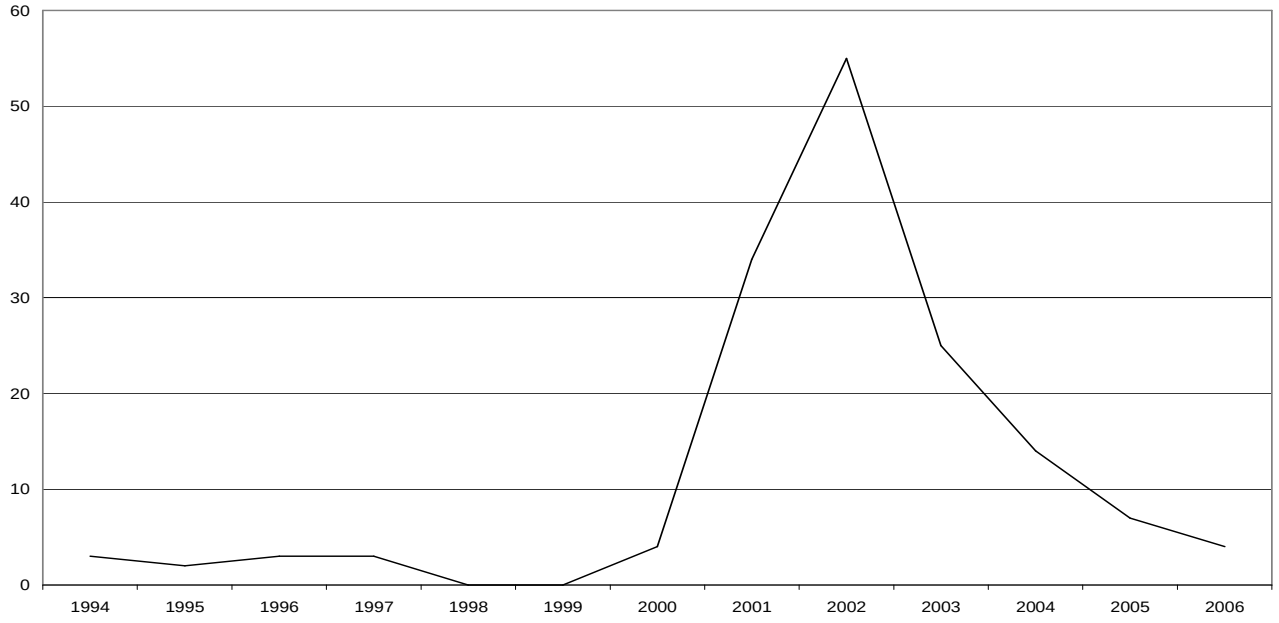


Figure 21 - Nombre d'attentats-suicide palestiniens selon le ministère israélien des Affaires Etrangères

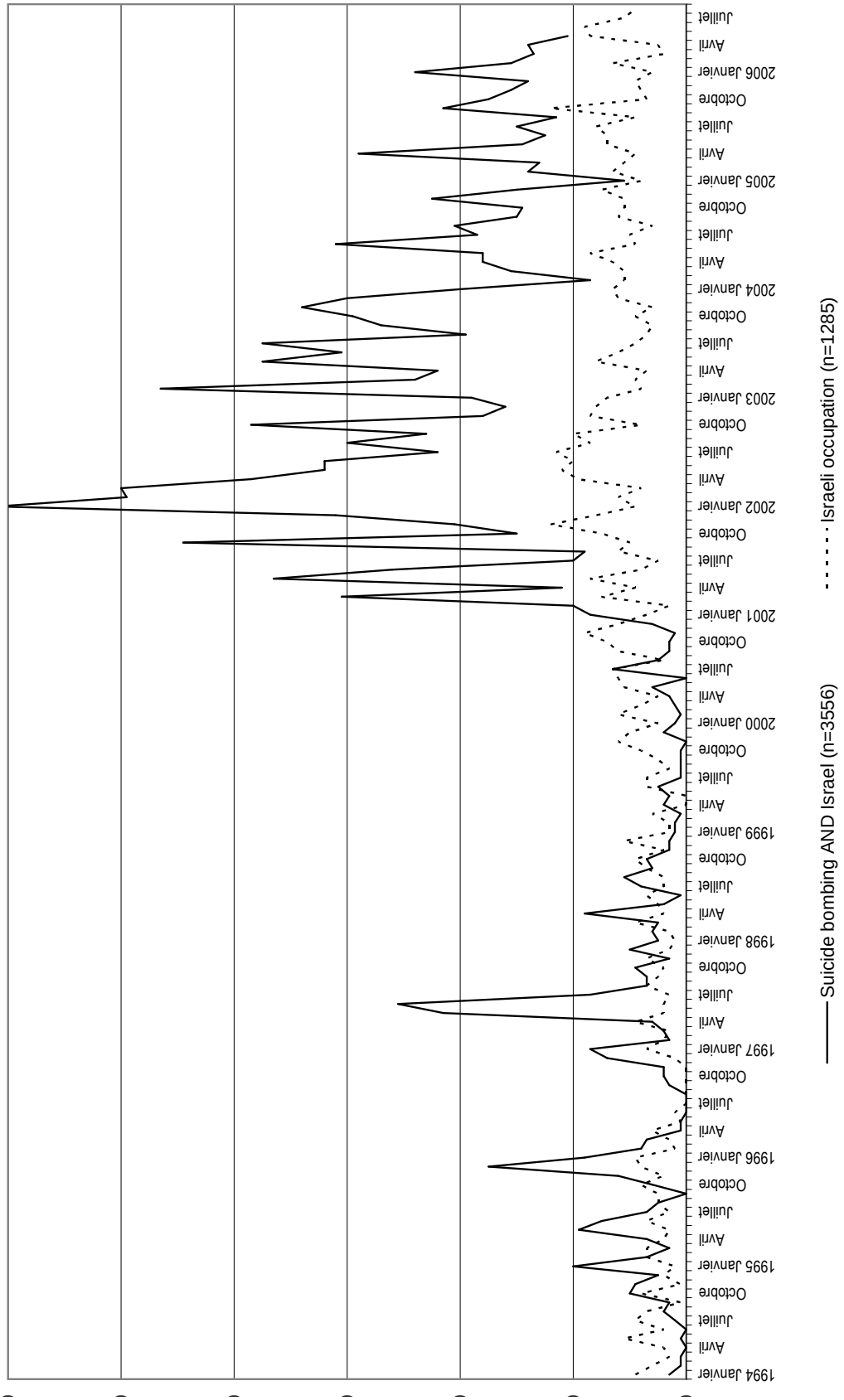
Le nombre de colons israéliens installés en Cisjordanie et à Jérusalem-Est passe de 275 400 en 1994 à 443 702 en 2006 (soit une augmentation de 61,1 %)[1132]. Le nombre d'attentats-suicides palestiniens passe de son côté de 15 à 139 entre la période 1 et 2, soit une augmentation de 981 %. La comparaison des deux courbes montre deux différences principales dans l'évolution de ces phénomènes. La première différence réside dans le fait que la courbe qui mesure l'augmentation du nombre de colons israéliens présente une forme linéaire : il y a en moyenne, chaque année, entre 8300 et 17 200 nouveaux colons qui s'installent en Cisjordanie ou à Jérusalem-Est. A l'inverse, la courbe qui mesure l'évolution du nombre d'attentats-suicide palestiniens présente une forme en pic. La majorité des attentats sont concentrés sur la période 2001-2004, le haut du pic étant situé en 2002 (55 attentats), et l'on retrouve en 2006 des chiffres comparables à ceux de la période post-Oslo (4 attentats).

Comparons maintenant ces données à la courbe de la page suivante, qui présente les résultats de la recherche effectuée sur le *Jerusalem Post*, à partir de deux des mots-clés retenus pour l'analyse (« occupation israélienne » et « sécurité + Israël »). Si l'on tient compte de l'évolution « réelle » des phénomènes correspondants, le quotidien israélien apparaît à première vue comme un bon « sismographe » de l'actualité du conflit israélo-palestinien : il « enregistre » l'augmentation de la colonisation israélienne, mais il enregistre encore plus fortement l'augmentation du nombre d'attentats-suicide. Il faut noter, cependant, que cette correspondance n'est valable qu'à condition d'adopter la « vision médiatique » dominante du conflit, selon laquelle il est possible d'établir une équivalence terme à terme entre les comportements « provocateurs » de l'Etat d'Israël (poursuivant la colonisation malgré les « pressions » de la communauté internationale) et les actions « terroristes » des groupes armés palestiniens (dont les opérations causent des pertes nombreuses chez les civils israéliens). Du point de vue des militants du mouvement anti-occupation, cette équivalence ne tient pas. La responsabilité israélienne est en effet jugée plus lourde, étant donné que le cœur du problème réside dans la poursuite de la colonisation, considérée comme une des *causes* premières des violences perpétrées par les groupes armés palestiniens[1133].

Ces premiers résultats présentent un autre intérêt pour saisir l'évolution du cadrage médiatique du conflit entre l'après-Oslo et la seconde *Intifada*, d'un point de vue comparatif. On trouve, en effet, de nombreux points communs, mais aussi des différences notables, entre les observations faites sur le *Jerusalem Post* et les journaux étrangers ou les agences de presse internationales retenus pour l'analyse.

[1132] Selon le *Central Bureau of Statistic*, cité in Hareuveni E. *By Hook and by Crook. Israeli Policy Settlement in the West Bank*, Jerusalem, B'Tselem, July 2010, p. 10.
[1133] Pour un exemple de cet argumentaire, voir le livre du leader palestinien Marwan Bishara : *Palestine/Israël : la paix ou l'apartheid*, Sur Le Vif, La Découverte, Paris, 2002.

Figure 22 - Jerusalem Post



« OCCUPATION DES TERRITOIRES PALESTINIENS » VS. « SECURITE D'ISRAËL » : LUTTES DE CADRAGES DANS LE *JERUSALEM POST* (ISRAËL)

Les luttes de cadrage dans des arènes médiatiques internationales : presse étrangère et agences d'information

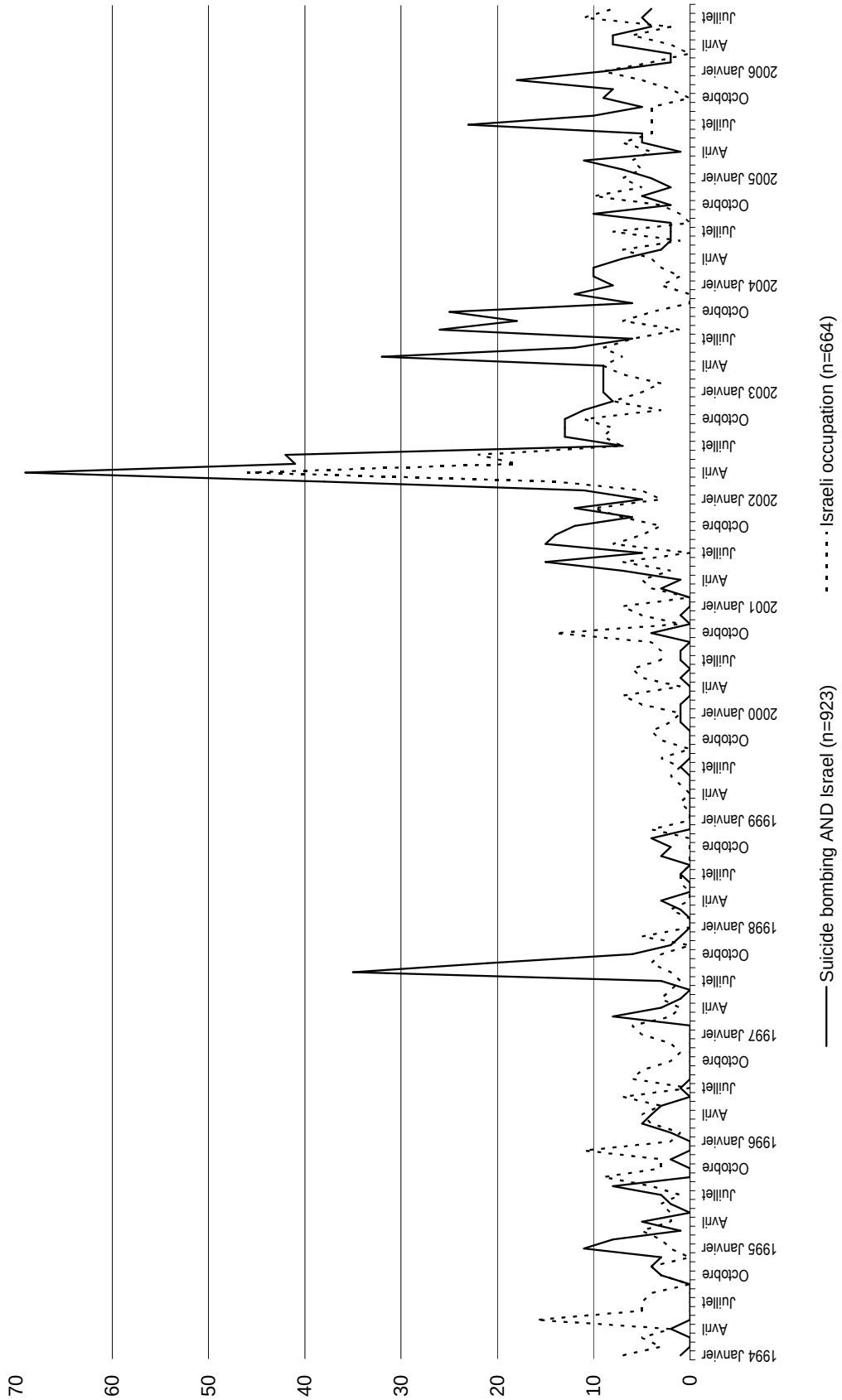
La comparaison du cadrage médiatique du conflit israélo-palestinien sur la période 1994-2006, parmi différents organes de presse étrangers et agences d'information internationales, permet de montrer que l'évolution mise à jour sur le *Jerusalem Post* se retrouve dans l'ensemble des titres : la place accordée au problème de l'occupation augmente entre la période 1 et la période 2 mais, parallèlement, la place accordée au problème de la sécurité d'Israël augmente encore plus fortement.

Les pages suivantes présentent sous la forme de graphiques quelques-uns des résultats de l'analyse quantitative par mots-clés (occupation israélienne et sécurité d'Israël), sur deux journaux étrangers « de référence » (le *New York Times* aux Etats-Unis et *Le Monde* en France), et deux « grossistes » de l'information : la *BBC Monitoring Middle East* et l'agence de presse internationale *Reuters*. Ainsi, le *New York Times* accorde une place plus grande à la question de l'occupation israélienne après le déclenchement de la seconde *Intifada* (alors que ce problème est peu ou pas traité sur la période 1998-2000), avec une augmentation de 101 % du nombre d'occurrences entre la période 1 et 2. Mais, dans le même temps, le problème des attentats-suicides connaît une augmentation quatre fois supérieure (+ 401 %).

Le résultat est sensiblement le même pour le quotidien français *Le Monde*, avec un privilège quantitatif accordé à la question de l'occupation (4500 occurrences contre 1100 pour les attentats), mais une augmentation relative plus grande de la question des attentats entre les deux périodes (+ 56 % pour l'occupation contre + 315 % pour les attentats). Le privilège quantitatif se retrouve encore plus fortement à la *BBC Monitoring Middle East* (3685 contre 264), et l'augmentation relative du problème des attentats est moins forte que dans les autres titres (+ 135 % contre + 296 %). L'agence *Reuters* donne un résultat inverse, si l'on considère les chiffres en valeur absolue (970 contre 1237, soit un privilège au problème des attentats), mais un résultat comparable si l'on étudie les variations relatives sur les deux périodes (+ 139 % pour l'occupation contre + 366 % pour les attentats).

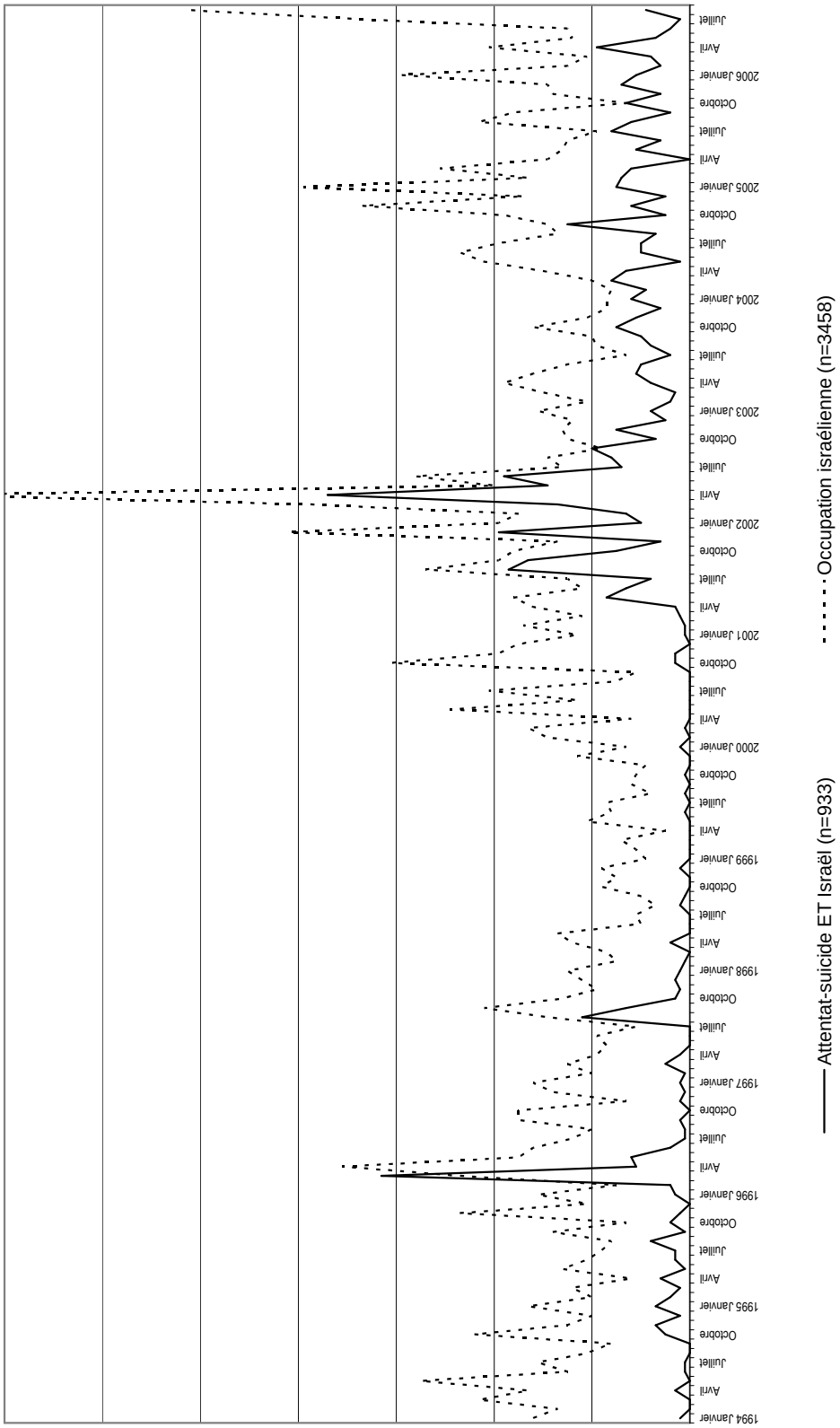
Au final, le tableau récapitulatif qui suit les graphiques des pages suivantes donne à voir la table de calculs utilisée pour faire la moyenne pondérée des variations relatives des cadrages en termes « d'occupation israélienne » et de « sécurité d'Israël » dans l'ensemble des onze titres considérés, regroupés en trois ensemble : la presse israélienne (un titre), la presse occidentale (cinq titres aux Etats-Unis et en France), les grossistes de l'information internationale (trois titres). La moyenne pondérée permet de calculer une augmentation de 89 % de la place du cadrage en termes « d'occupation israélienne » entre les deux périodes, contre une augmentation de 225 % en faveur du cadrage en termes de « sécurité d'Israël ».

Figure 23 – New York Times



« OCCUPATION DES TERRITOIRES PALESTINIENS » VS. « SECURITE D'ISRAËL » : LUTTES DE CADRAGES DANS LE *NEW YORK TIMES* (ETATS-UNIS)

Figure 24 – Le Monde



« OCCUPATION DES TERRITOIRES PALESTINIENS » VS. « SECURITE D'ISRAËL » : LUTTES DE CADRAGES DANS *LE MONDE* (FRANCE)

Figure 25 – BBC Monitoring Middle East

« OCCUPATION DES TERRITOIRES PALESTINIENS » VS. « SECURITE D'ISRAËL » : LUTTES DE CADRAGES DANS BBC MONITORING MIDDLE EAST (INTERNATIONAL)

« OCCUPATION DES TERRITOIRES PALESTINIENS » VS. « SECURITE D'ISRAËL » : LUTTES DE CADRAGES DANS REUTERS NEWS (AGENCE INTERNATIONALE)

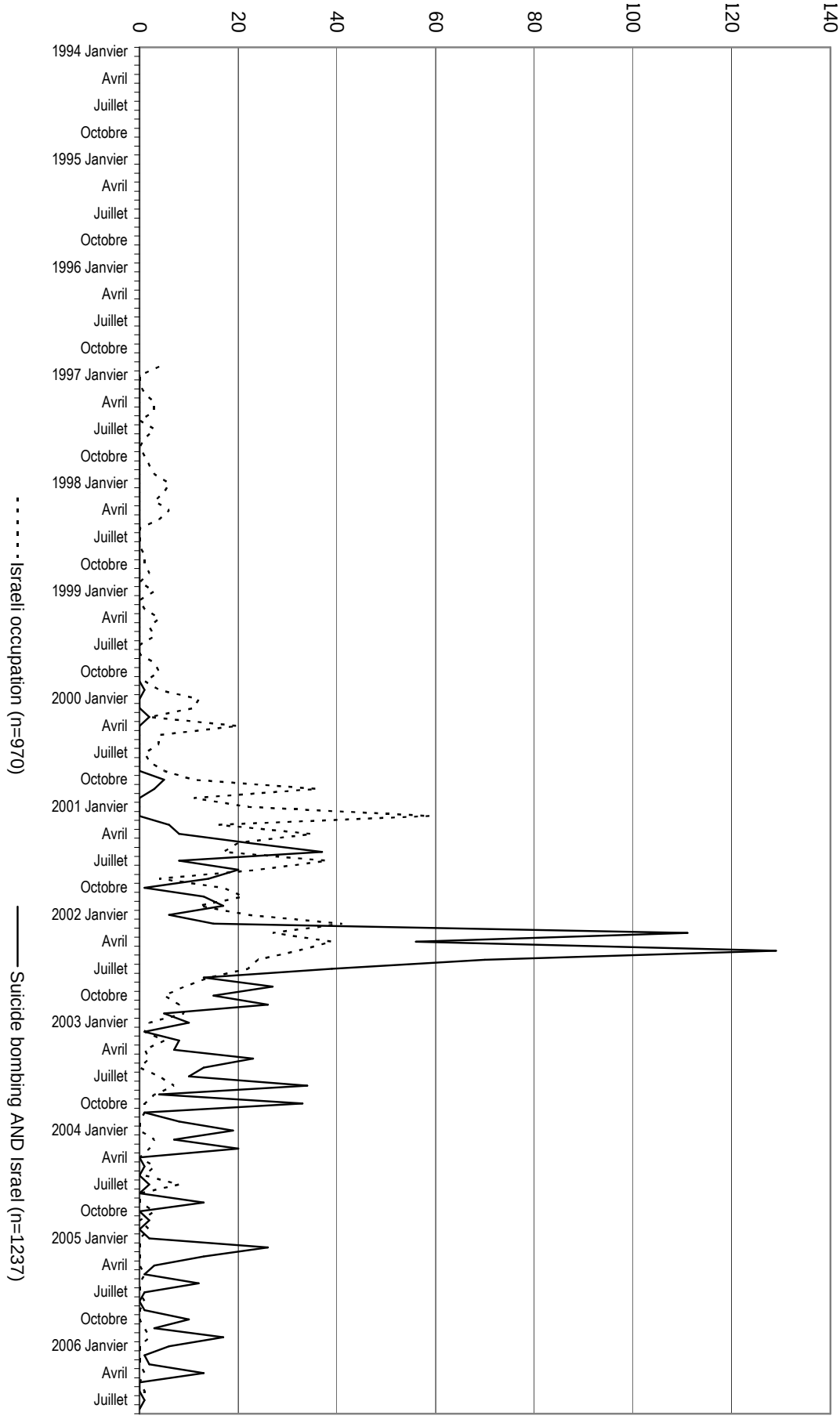


Figure 26 – Reuters

		ISRAEL-PALESTINE*					
		Lutte contre l'occupation			**Sécurité d'Israël**		
	Médias et données disponibles	*NAMING* *Occupation israélienne*	*BLAMING* *Mobilisations pacifistes*	*CLAIMING* *Etat palestinien indépendant*	*NAMING* *Terrorisme palestinien*	*BLAMING* *Attentats-suicide palestiniens*	*CLAIMING* *Sécurité nationale*
Presse nationale	**1** *Jerusalem Post* (152 mois)	**+127 %** n=1285 (430 -> 855)	**+138 %** n=111 (36 -> 75)	**+101 %** n=517 (187 -> 330)	**+248 %** n=11847 (2922 -> 8925)	**+554 %** n=3556 (528 -> 3028)	**+113 %** n=2419 (843 -> 1576)
Presse internationale	**2** *New York Times* (152 mois)	**+111 %** n=664 (233-> 431)	**+4,5 %** n=23 (12 -> 11)	**+145 %** n=167 (53 -> 114)	**+230 %** n=6349 (1628 -> 4721)	**+401 %** n=923 (171 -> 752)	**+87 %** n=933 (353 -> 580)
	3 *Washington Post* (152 mois)	**+51,1 %** n=93 (40 -> 53)	∞ n=1 0 ->1	**+39 %** n=20 (9 -> 11)	**+148 %** n=318 (103->215)	**+185 %** n=105 (30 -> 75)	**+14 %** n=94 (47 ->47)
	4 *Le Monde* (152 mois)	**+56 %** n=4495 (1897-> 2598)	**+217 %** n=412 (109 -> 303)	**+107 %** n=1017 (361 -> 656)	**+89 %** n=2405 (905 -> 1500)	**+315 %** n=1099 (237-862)	**+160 %** n=495 (151 -> 344)
	5 *Libération* (1/1/1995,140 mois)	**+61 %** n=1960 (812 -> 1148)	**+129 %** n=430 (315 -> 598)	**+54 %** n=483 (187 -> 296)	**+211 %** n=2201 (524 -> 1677)	**+276 %** n=715 (147->568)	**+72 %** n=2930 (1059 -> 1871)
	6 *Le Monde diplomatique* (152 mois)	**+51 %** n=209 (90 -> 119)	**+161 %** n=46 (14 -> 32)	**+28 %** n=123 (58 -> 65)	**+191 %** n=160 (45 -> 115)	**-2 %** n=13 (7 -> 6)	**+15 %** n=367 (183 - > 184)
	7 *Reuters* (152 mois)	**+139 %** n=970 (313 ->657)	**-83,5 %** n=53 (44 -> 9)	**-17,8 %** n=172 (100 -> 72)	**+89,6 %** n=884 (332 -> 552)	**+366 %** n=1237 (243 -> 994)	**+36,2 %** n=1472 (671 -> 801)
	8 *BBC Monitoring Middle East* *(1/9/1998, 96 mois)*	**+135 %** n=3685 (479->3206)	**+30 %** n=117 (40 -> 77)	**-40 %** n=316 (118 -> 198)	**+260 %** n=966 (86 -> 980)	**+296 %** n=264 (3 -> 261)	**+22 %** n=521 (117 -> 404)
	9 *Associated Press* *(1/1/1996, 128 mois)*	**+25,4 %** n=387 (151->236)	**+649 %** n=31 (3 -> 28)	**-20,6 %** n=181 (91 -> 90)	**+249 %** n=1428 (267 -> 1161)	**+480 %** n=905 (110 -> 795)	**+127 %** n=721 (188 -> 533)
	Moyennes pondérées	**+89 %** n=13748 (4445->9303)	**+129,7 %** n=2996 (1164 -> 1832)	**+65,5 %** n=2658 (6812 -> 19746)	**+220,2 %** n=26558 (6812 -> 19746)	**+ 412,4 %** n=8817 (1476 -> 7341)	**+ 77,7 %** n=10397 (3581 -> 6816)
		+ 89 %			**+225 %**		

Légende du tableau page précédente

*** Les calculs ont été effectués sur la période du 1er janvier 1994 au 31 août 2006, à partir du nombre d'articles par mois contenant les mots-clés suivants. Pour la colonne « lutte contre l'occupation israélienne » : <*Israeli occupation*> (ou <*occupation israélienne*>) ; <*pacifist protest AND Israel/West Bank*>, <*Palestinian/Israeli peace activists*>, <*manifestations pacifistes ET Israël/Cisjordanie*>, <*militants pacifistes palestiniens/israéliens*> ; <*independent Palestinian state*>. Pour la colonne « sécurité d'Israël » : <*suicide bombing AND Israel*>, <*Israeli security*>, <*terrorism AND Israel*>. La période 1 (1/1/1994-31/9/2000 correspond à une durée totale de 81 mois, et la période 2 (1/10/2000-31/8/2006) à une durée de 71 mois.**

**** Les tendances sont des valeurs relatives en % (en effet, les valeurs de départ sont différentes, et les périodes couvertes varient : il est donc impossible d'obtenir des variations en chiffres absolus). Ces valeurs sont ici presque toujours positives. Le calcul a été effectué en mesurant le rapport entre le nombre d'items par mois et le nombre de mois dans chaque période considérée. Lorsque les données d'un titre ne sont disponibles que sur une partie de la période (par exemple les archives de la *BBC Monitoring Middle East* ne sont disponibles sur *Factiva* qu'à partir du 1er septembre 1998), les résultats permettent de comparer les phases 1 et 2, mais doivent être pris avec davantage de précautions, car les données manquantes pourraient (si elles étaient disponibles) faire basculer les résultats dans un sens ou dans un autre. On peut cependant estimer que ce cas de figure est, comme dans le cas du conflit chiapanèque, peu probable.**

***** Ces chiffres comportent une marge d'erreur minime, en raison de possibles doublons à la marge.**

Ces résultats permettent, premièrement, d'observer deux différences importantes entre la couverture médiatique du conflit du Chiapas et celle du conflit israélo-palestinien. La première différence réside dans le fait que le conflit israélo-palestinien bénéficie d'une couverture médiatique plus ample et plus constante que le conflit du Chiapas. On peut le mesurer en comparant les valeurs absolues des deux tables de calculs, d'une part (ce qui rejoint le constat initial fait sur *Le Monde diplomatique*) et en observant, d'autre part, l'existence d'une médiatisation constante dans le cas du conflit israélo-palestinien, contrairement au cas du Chiapas. Autrement dit, alors que la médiatisation du conflit chiapanèque est « zapato-dépendante » (les journalistes courent après les insurgés), celle du conflit israélo-palestinien est indépendante des stratégies de communication du mouvement anti-occupation (les militants courent après les journalistes). La seconde différence réside dans le fait que la structure des opportunités médiatiques connaît un processus de fermeture relative entre la période 1 et la période 2 dans le cas chiapanèque alors que l'inverse se produit dans le cas israélo-palestinien : après la seconde *Intifada*, le conflit du Proche-Orient fait l'objet d'un regain de couverture journalistique important. De ce point de vue, la situation présente une opportunité pour les militants du RAO, qui bénéficient d'une « rente » médiatique ample et constante.

Les résultats permettent, deuxièmement, d'offrir une réponse au problème soulevé par la discussion de la thèse de D. Dayan, présentée précédemment : les médias ont-ils accordé au point de vue « pro-palestinien » une attention disproportionnée après le déclenchement de la seconde *Intifada*, au détriment d'un point de vue plus équilibré entre les points de vue des parties en présence ? D'après la méthode employée (avec toutes les limites mentionnées précédemment), il semble que les points de vue pro-palestiniens bénéficient bien, après le déclenchement de la seconde *Intifada*, d'une plus forte attention de la part des médias d'information, en Israël et à l'étranger. Cependant, l'analyse de D. Dayan est, pour ainsi dire,

« borgne » : l'auteur ignore totalement le fait que, parallèlement, les points de vue pro-israéliens bénéficient d'un traitement médiatique deux fois et demi plus important dans les titres de presse ici pris en considération. De ce point de vue, leur rôle se rapproche de la catégorie de « courtiers semi-honnêtes » (*semi-honest brokers*), selon la typologie proposée par G. Wolfsfeld, et non de « défenseur des opprimés » (*advocate of the weak*) comme ils ont pu le faire, dans leur majorité, lors de la première *Intifada*. Il est regrettable qu'un auteur qui propose une thèse revendiquant l'idéal « habermassien » de l'espace public ne tienne pas compte de cet aspect essentiel pour mener ses analyses. Symétriquement, les résultats de l'enquête indiquent que les médias ne jouent pas non plus le rôle qu'ils ont pu jouer au moment de la première guerre en Irak, en 1991 : celui de « fonctionnaire » (*public servant*) reproduisant aveuglément le point de vue des autorités israéliennes. Ce point de vue est pourtant largement partagé par les défenseurs de la cause palestinienne qui, comme D. Sieffert, tendent exclusivement à s'appuyer sur un mode d'explication en termes de « propagande israélienne » pour expliquer les déséquilibres dans le traitement de l'information[1134].

Deux principales méthodes pourraient être employées pour affiner ces résultats. La première consisterait, soit à modifier les mots-clés utilisés (ainsi, une référence à un « attentat-suicide » ne correspond pas nécessairement à un point de vue « pro-israélien »), soit à effectuer un calcul semblable sur un nombre plus grand et une plus grande variété de médias (télévision, radio, Internet) dans davantage de pays. La seconde limite est que l'on peut se demander si, en étudiant plus finement le contenu des médias pris en considération, ces tendances statistiques ne pourraient pas être contrebalancées par la mise en forme et la mise en mots de l'information, susceptibles de renverser la tendance en faveur des points de vue pro-palestiniens.

L'ambivalence de l'ouverture des opportunités médiatiques durant la seconde Intifada (2000-2006)

A partir d'un corpus de 66 articles et de 14 éditoriaux du quotidien régional français *Le Républicain Lorrain* consacrés à la seconde Intifada et à la « bataille de Jénine », entre février et juillet 2002, les chercheurs français en information-communication Laurent Perrin et Laurianne Perbost montrent l'existence d'un écart systématique, mais souvent subtilement masqué, entre les marqueurs de distanciation journalistique dans le traitement des informations et des partis pris sous-jacents en faveur du camp palestinien. Ils analysent ce système d'écart à un niveau « macrotextuel global », d'une part, c'est-à-dire entre des séquences discursives complexes (comme des paragraphes entiers), et à un niveau

[1134] Bien évidemment, ces résultats doivent être affinés selon les titres de presse considérés. Par exemple, dans notre corpus, le *Monde diplomatique* est le journal qui joue le plus le rôle d'*advocate of the weak* : les termes « d'occupation israélienne » et, plus encore, de « manifestations pacifistes » sont en forte augmentation entre les deux périodes, alors que le terme « attentats-suicides » est, lui, en diminution de 2% (ce qui est un cas unique dans le corpus retenu). A l'inverse, l'agence *Associated Press* est l'organe de presse qui se rapproche le plus du modèle de *public servant* : les références à l'occupation n'augmentent « que » de 25%, alors que les références aux attentats augmentent de 412%.

« microtextuel local », d'autre part, c'est-à-dire des séquences discursives simples (phrases, syntagmes). Ils constatent ainsi la récurrence d'un effet de symétrie qui « consiste parfois à masquer, sous un équilibre apparent, une forme de déséquilibre sous-jacent, associé à une prise de position subjective du journaliste en faveur de la cause palestinienne »[1135].

Si l'on peut apprécier dans cette analyse la subtile mise à jour des mécanismes cachés du langage, plusieurs points méritent cependant réflexion. L'absence de statistiques précises tirées du corpus ne permet pas de prouver que les déséquilibres macro- ou micro-textuels sont « en majorité » en faveur des Palestiniens. Or, plusieurs indices laissent perplexes sur l'impartialité des auteurs. En effet, la présentation qu'ils font des faits coïncide sémantiquement avec le récit « pro-israélien » des événements. Ainsi, un article d'un journaliste est cité comme un exemple de déséquilibre micro-textuel favorable aux Palestiniens[1136], mais le titre de l'article (« *Israël : le projet de barrière se précise* ») ne fait pas l'objet de commentaires des auteurs. Pourtant, il s'agit de la reprise d'un terme - « *barrière [de sécurité]* » – utilisé par les autorités israéliennes, quand les « pro-palestiniens » parlent de « *mur [d'Apartheid/de la honte/d'annexion]* ». L'absence de remarques sur l'utilisation d'un terme relativement plus connoté en faveur de l'interprétation « pro-israélienne » de la réalité, dans un titre d'article peut suprendre. De même, les auteurs présentent la période étudiée comme marquée par « de nombreux attentats suicides meurtriers [qui] ont conduit les Israéliens à multiplier les représailles militaires en territoire palestinien »[1137], quand les défenseurs de la cause palestinienne verraient davantage dans cette période une stratégie de réoccupation de la Cisjordanie par l'armée israélienne. De même, quand ils parlent des « belligérants » à propos des Israéliens et Palestiniens[1138], ceci suggère l'existence de deux armées régulières, se faisant face dans des conditions de guerre conventionnelle. Or ce n'est pas le cas dans ce conflit, marqué par des relations asymétriques entre *l'armée* israélienne (soutenue par un Etat) et des *groupes armés* palestiniens (qui ne disposent pas d'Etat). De plus, parler de la « bataille de Jénine », lorsque les « pro-palestiniens » se réfèrent à cet événement comme au « massacre de Jénine », n'est-ce pas risquer de prendre implicitement position sur la nature très discutée de cet épisode ? Plus généralement, il semble impossible de tirer des conclusions générales sur « la presse » (ou plus modestement la presse française) à partir de l'analyse d'un seul titre sur une période de quelques mois. Enfin, les auteurs tiennent peu compte de l'importance de la hiérarchie des informations dans l'écriture et la lecture de la presse.

Comme le montré Daniel Dor dans une analyse de la couverture médiatique de la seconde *Intifada* par la presse israélienne, la formulation d'un titre ou la position d'un article dans un journal peuvent contrebalancer efficacement les symétries formelles dans le compte-rendu « macro » ou « micro » textuel des faits[1139]. Il propose ainsi une analyse des

[1135] Perrin L., Perbost L., « Juxtapositions, coordination et concessions en faveur de la cause palestinienne dans *Le Républicain Lorrain*. Le cas de la bataille de Jénine », in Fleury B., Walter J. (dir.), *Les médias … op. cit*., p. 195-215.
[1136] *Ibid*., p. 203.
[1137] *Ibid*., p. 197.
[1138] *Ibid*., p. 202.
[1139] Dor D., *The suppression… op. cit.*

mécanismes par lesquels les médias israéliens auraient contribué, à travers leur couverture journalistique de l'opération « Bouclier Défensif », entre le 29 mars et le 26 avril 2002, à supprimer la culpabilité israélienne et à renforcer l'identité nationale des Israéliens. L'étude porte sur trois grands quotidiens israéliens de presse écrite (*Yediot Ahronot*, *Ma'ariv* et *Ha'aretz*) et les journaux télévisés de deux chaînes nationales (*Channel 1*, une chaîne publique, et *Channel 2*, une chaîne privée). L'auteur entend répondre à plusieurs questions troublantes, tout en échappant à certaines simplifications induites par le « modèle de propagande » de N. Chomsky et E. S. Herman. Pourquoi, entre ces deux dates, dans tous les médias israéliens pratiquement sans exception, les reportages qui pourraient être perçus comme *incriminants*, c'est-à-dire qui pourraient suggérer que des actes déraisonnables ou immoraux ont pu être commis *intentionnellement* par Israël, aussi bien au niveau de la politique gouvernementale qu'au niveau de la conduite de l'armée sur le terrain, ont-ils été supprimés ? En même temps, si l'on suit le « modèle de propagande », comment expliquer la présence, dans ces médias, d'informations contradictoires avec les justifications affichées de l'opération militaire et les intentions publiquement exprimées des dirigeants israéliens ?

Croisant une analyse intertextuelle et les propos recueillis en entretiens auprès de journalistes et de rédacteurs en chefs de ces médias, D. Dor entend proposer une réinterprétation théorique de la fonction des *biais* et de l'idéologie professionnelle de l'*objectivité* journalistique[1140]. Le type de couverture des événements qui se dégage de ces médias ne peut, selon lui, être réduit à une « fabrication du consensus » autour du gouvernement, de l'armée et de leurs actions, car l'analyse détaillée des différentes prises de position éditoriales et de la hiérarchisation des informations montre la présence de points de vues critiques et des différences importantes de traitement éditorial entre ces cinq médias : « le modèle de propagande échoue à prendre en compte le fait essentiel que les médias ont un intérêt indépendant au maintien d'un certain type de relation autonome avec le public, une relation qui ne peut trouver de justification dans une chaîne de propagande entre l'*establishment* et le peuple, et ne peut être réduite fonctionnellement à un moyen de marginaliser la contestation »[1141].

Pour lui, l'essentiel de la couverture médiatique a pour objet de proposer différentes alternatives pour la construction d'une identité israélienne. Or, ces alternatives impliquent, entre autres, différentes attitudes vis-à-vis de l'*establishment*. Ces différentes perspectives peuvent être regroupées autour d'un dénominateur identitaire commun : « être Israélien est ressenti principalement comme être accusé par le monde entier, et parfois par d'autres Israéliens, de quelque chose dont vous n'êtes pas coupable »[1142]. Le rôle des médias israéliens serait alors de construire et de maintenir cette communauté nationale imaginée.

L'auteur postule l'existence d'un pouvoir relativement indépendant des médias sur le public, dans sa capacité à construire ce que les gens pensent d'eux-mêmes. Une série de

---

[1140] Le Bohec J., *Les Mythes professionnels des journalistes. L'état des lieux en France*, Paris, L'Harmattan, coll. Communication et Civilisation, 2000.
[1141] Dor D., *The Suppression… op. cit.*, p. 94.
[1142] *Ibid.*, p. 6.

« marqueurs identitaires » peuvent être détectés dans les pages des journaux ou la construction des bulletins d'information télévisés : la hiérarchie entre les « unes » et les pages intérieures, les décalages entre les annonces des titres et le contenu effectif des articles ou reportages ou les prises de positions éditoriales. Ces modes de (re)construction de l'information auraient moins une visée de désinformation (justifiée dans certains cas pour des raisons de sécurité nationale) que d'ajustement aux attentes supposées du public.

Si la couverture médiatique de l'opération « Bouclier Défensif » est, par exemple, dominée par « un besoin désespéré de supprimer, d'écarter, de repousser la *culpabilité* »[1143], ce besoin n'est pas satisfait par une opération de censure, directe ou indirecte, des informations susceptibles de mettre en question l'innocence israélienne (selon le modèle de propagande)[1144]. Ce faisant, pour l'auteur, les médias israéliens empêcheraient de fait la société israélienne de développer un discours sur sa responsabilité. Or ce discours, indépendamment de la lutte sur les « origines du conflit », permettrait d'après lui de comprendre qu'Israël, et les Israéliens, doivent assumer une responsabilité dans la recherche d'une solution au conflit, car dans la situation présente, ce sont les Palestiniens qui sont sous occupation israélienne, et non l'inverse. En cela, conclut-il, les médias israéliens contribuent effectivement à la perpétuation de la violence.

Cette analyse apporte un élément important à la perspective constructiviste proposée en début de section. Elle permet, en effet, de saisir les mécanismes à l'œuvre dans la construction du débat public sur le conflit israélo-palestinien dans les médias israéliens : l'occupation est, en général, l'objet d'une *occultation* ou d'une *dénégation*. Il ne s'agit, dès lors, pas uniquement pour les *challengers* de proposer un point de vue hétérodoxe sur l'occupation, mais *de construire l'occupation elle-même comme un problème public*, dans un contexte où l'essentiel du débat public est problématisé autour de la question de la « sécurité » de l'Etat d'Israël et de sa population. Cette étude permet également de mieux saisir les stratégies déployées par les militants pacifistes israéliens pour médiatiser leur cause dans les médias israéliens.

Résistance dans les médias et résistance pour les médias

Pour saisir les logiques à l'œuvre dans cette stratégie, il est nécessaire de comprendre, dans un premier temps, comment les militants anti-occupation perçoivent le déclenchement de la seconde *Intifada* à partir de leurs catégories de perception politique du conflit. Dans un

[1143] « La suppression de la culpabilité est un phénomène plus vaste que la simple suppression d'une *information qui implique une culpabilité potentielle*. La suppression d'une telle information est bien sûr un moyen de supprimer la culpabilité, mais les exemples que nous avons observés démontrent qu'il en existe d'autres : l'accentuation du *statut de victime*, par exemple, et l'usage rhétorique du sarcasme [...]. La culpabilité peut aussi être supprimée par une contre-accusation (l'autre côté est coupable, donc je ne le suis *pas*), et en disqualifiant les sources d'accusation ou les autorités qui émettent des jugements (*ils* n'ont pas le droit de *me* juger). Elle peut être justifiée par une intention floue (je n'ai pas voulu faire cela, c'est arrivé *par erreur*) et par le recours à une justification par la contrainte (j'ai été *forcé* de faire ce que j'ai fait). Et la culpabilité peut être écartée par la provocation (je sais exactement ce que j'ai fait, mais je m'en moque) », *ibid*., p. 3 [souligné par l'auteur].
[1144] *Ibid.*

ouvrage publié en français en 2003, M. Warschawski et M. Sibony dénoncent ainsi « l'union sacrée » qui règne, selon eux, en Israël, depuis l'échec des négociations de Camp David II à l'été 2000 et le déclenchement de la seconde *Intifada* à la fin du mois de septembre suivant. Ils soulignent l'existence d'un petit nombre d'acteurs à « contre-courant » dans le débat public :

« Depuis juillet 2000, les voix qui viennent d'Israël se conjuguent dans une harmonie qui a de quoi surpendre après deux décennies de paroles discordantes, que d'aucuns allaient jusqu'à définir comme une véritable cacophonie […]. Vu de loin, en Israël, semble régner une parole unique. Les médias locaux ne permettent guère de croire le contraire. A quelques rares exceptions près, ils rédigent les partitions de cette harmonie consensuelle récemment reconstituée. Le discours gouvernemental est le discours national, la parole de la nation toute entière. L'argumentaire de l'état-major fait office de pensée, les rapports des services de renseignements divers sont la réalité. L'horizon est tracé dans les réunions du cabinet. La caste intellectuelle est prête à censurer quiconque chercherait un avenir moins mortifère […].

Israël ne serait donc plus rien d'autre qu'une bande armée, sans âme ni conscience ? […]. Si l'on y regarde de plus près, si l'on tend l'oreille au-delà des bruits de tambours et de trompettes de la fanfare consensuelle, on peut percevoir quelques sons différents, dissonants, à contre-chœur […]. Ces résistants – car, face à la chape de plomb qui s'est abattue sur leur société, ils sont entrés dans une forme de résistance, pacifique mais déterminée – utilisent tous les moyens disponibles pour faire entendre leur cri de rage et de douleur ; pour exprimer concrètement une solidarité politique avec ceux qui sont les victimes de la guerre menée par leur propre gouvernement. Ils n'ont pas les faveurs des médias, même s'il subsiste des espaces critiques […] »[1145].

Cette perception de la situation permet de comprendre un des volets de la stratégie d'accès aux médias de ces acteurs en « résistance » contre le consensus national. La première partie du livre dont est tirée la citation précédente est ainsi consacrée à mettre en valeur le courage des rares journalistes et intellectuels (nommément cités) qui, dans les médias nationaux, cherchent à faire entendre des points de vue à contre-courant :

« Les médias [israéliens] se réalignent, avec l'aide de grands intellectuels de gauche (Yehoshua, Oz, etc.) sur les positions gouvernementales dans ce qui n'est au début qu'une bataille de communication. Avec l'*Intifada* la presse audiovisuelle et écrite devient une presse mobilisée, qui reprend sans aucun sens critique les informations et les explications du ministère de la défense et du porte-parole de l'armée. Deux journalistes résistent : Amira Hass, correspondante à *Haaretz* dans les territoires occupés, et Gidéon Lévy, grand reporter et éditorialiste du même quotidien. Ils sont nominalement [*sic*] accusés par Ehud Barak d'être les porte-parole des Palestiniens alors que leur seul crime est de montrer la réalité de l'occupation et de la répression dans les territoires occupés. A leurs côtés, il faut mentionner quelques éditorialistes et commentateurs qui mènent une bataille systématique contre le bourrage de crâne dans les médias : Akiva Eldar, commentateur politique de *Haaretz*, B. Mickaël, éditorialiste à *Yedioth Aharonot*… [etc.]. Il faut en outre rappeler la place, de plus en plus réduite, laissée à des prises de position plus ou moins régulières d'intellectuels critiques : Meron Benvenisti, Baruch Kimmerling… [etc.] »[1146].

[1145] Warschawski M., Sibony M., *A contre-choeur. Les voix dissidentes en Israël*, Paris, Textuel, La Discorde, 2003, p. 10-11.
[1146] *Ibid.*, p. 41-42.

Les auteurs distinguent ainsi trois catégories d'acteurs qui luttent contre ce « bourrage de crâne » : des journalistes de presse, des éditorialistes de presse ou commentateurs de la vie politique et des « intellectuels critiques »[1147]. Cependant, il est intéressant de constater que, dans cet ouvrage destiné à un public étranger, *a priori* ignorant des réalités « locales », seul ce mouvement de résistance *dans* les médias israéliens est mentionné. Il est incarné par des journalistes ou des universitaires qui bénéficient d'une certaine notoriété publique liée à leurs statuts d'observateurs « légitimes ». Or, comme je le montrerai au chapitre suivant, cette consécration masque les univers sociaux dominés qui, en Israël, contribuent à la formation intellectuelle et à la pré-sélection de ces « représentants » du mouvement anti-occupation dans les médias.

A cette résistance *dans les médias* s'ajoute une résistance *pour les médias*. Ce second volet du répertoire médiatique du RAO a trouvé un terrain d'application emblématique à travers l'organisation de manifestations dans les villages dont les terres sont expropriées (ou menacées d'expropriation) par la construction du « mur » ou des colonies israéliennes (voir chapitre 2). C'est le cas des manifestations qui se tiennent dans le village de Bil'in, en Cisjordanie, qui regroupent depuis début 2005 des militants palestiniens, israéliens et internationaux. Les acteurs de ces manifestations, qu'une militante indienne me décrit lors d'une discussion comme des « Gandhi palestiniens », ont déployé un répertoire médiatique remarquablement sophistiqué pour attirer l'attention des médias sur ce petit village, dont les deux tiers des terres communales risquaient l'expropriation. Ces manifestations se sont tenues à échéance régulière, tous les vendredis[1148]. J'ai pu assister à deux d'entre elles, en 2005 et 2007.

A chaque fois, un cortège part du village, situé à flanc de colline, et se dirige vers la colline d'en face, où se trouve le chantier de la future barrière électrifiée. Les manifestants sont en majorité des Palestiniens auxquels se sont joints des Israéliens et des « Internationaux ». Ils avancent groupés, munis de pancartes (souvent en anglais), de banderoles, de drapeaux palestiniens, et scandent d'une seule voix des slogans et des chants de lutte. Ils sont entourés d'une nuée de journalistes, photographes et cameramen, les uns portant ostensiblement des signes permettant de les identifier comme des journalistes professionnels (par exemple leur carte de presse mise en évidence, avec un badge, sur leur poitrine), les autres étant des militants transformés pour l'occasion en reporters. Lors d'une manifestation, en 2005, j'observe également la présence d'un cameraman de l'armée israélienne, qui filme les événements, et la présence d'un membre de l'ONU, vêtu d'un casque et d'un gilet pare-balle, qui observe le déroulement des confrontations entre les manifestants et l'armée. De façon quasi-ritualisée, les soldats israéliens situés sur la colline opposée se déploient, attendant que des petits groupes de manifestants se détachent pour venir

[1147] Warschawski, Sibony, *Les voix dissidentes en Israël…, op. cit.*, p. 42.
[1148] Pour une analyse ethnographique très précise de ces manifestations, voir Lamarche K., *De l'autre côté du mur… op. cit.*

les « affronter ». Ils tirent alors des grenades de gaz lacrymogène et/ou des balles recouvertes d'une gaine de caoutchouc (parfois également des bombes sonores). Les images des « combats » sont assez spectaculaires, comme en témoignent les nombreuses collections de photographies disponibles sur les sites des différentes organisations (par exemple les Anarchistes contre le mur ou Activestills[1149]).

Si l'on reprend le concept proposé par le géographe Joël Bonnemaison sur la « géographie mystique » des peuples mélanésiens, les militants de Bil'in sont parvenu à ériger leur village (au même titre que La Realidad chez les Néozapatistes) en un « géosymbole » du réseau transnational anti-occupation[1150]. Il est en effet devenu, à partir de 2005, un point de passage et de ralliement « incontournable » des militants. Dans une étude consacrée à ces manifestations, que j'ai eu l'occasion de co-diriger à l'IEP de Rennes[1151], Charlotte Lion a étudié plus en détail l'intériorisation de la contrainte médiatique par les acteurs des manifestations du village de Bil'in[1152]. Le premier enjeu pour les organisateurs, qu'il s'agisse des Palestiniens réunis au sein du Comité populaire du village, des Israéliens de différents groupes « radicaux » tels que les Anarchistes contre le Mur ou *Ta'ayush*, ou encore les Internationaux qui participent à des missions civiles de protection du peuple palestinien, réside dans la mise en scène de leur propre hétérogénéité, c'est-à-dire de leur capacité à réunir sur un pied d'égalité des ennemis supposés. Ils contredisent, par là, le cadrage médiatique dominant qui oppose les « Israéliens » aux « Palestiniens », tenus pour des groupes homogènes.

Le second enjeu réside dans la mise en scène de la dimension pacifique ou non-violente du répertoire d'action collective : dans un contexte marqué par une forte recrudescence de la violence armée, relayée par les médias d'information, cet enjeu est primordial pour construire la légitimité médiatique du mouvement. Or l'importation de ce répertoire d'action présente un caractère problématique si on le replace dans l'histoire de la lutte nationale palestinienne, comme je l'ai montré antérieurement. D'ailleurs, il est très fréquent qu'à la fin des manifestations, des enfants et adolescents du village lancent des pierres contre les soldats, à la main ou à l'aide d'une fronde (ce qui ne manque pas de susciter la réprobation de militants pour lesquels le pacifisme est d'abord une question de principe et non une question stratégique). On ne peut comprendre le succès de ce *modus operandi* sans tenir compte de l'intériorisation, par les organisateurs palestiniens, des effets négatifs de cette « violence » dans les médias occidentaux.

[1149] http://www.awalls.org/image_galleries/pictures

[1150] Selon cet auteur, la territorialité humaine se définit par la relation culturelle qu'un groupe ou qu'une ethnie entretient avec le « maillage des lieux » et le système d'itinéraires qui quadrillent son espace. Le territoire, dans cette perspective, est un espace symbolique, un *géosymbole, «* c'est-à-dire l'empreinte locale d'une écriture chargée de sens et de mémoire. Les géosymboles marquent localement l'espace par des chapelets de points et l'orientent par des réseaux de traits, mais ils griffent ainsi l'espace par des signes plus qu'ils ne le construisent ou l'aménagent à la façon d'un paysage, selon des ensembles esthétiques ou fonctionnels. Un lieu, un relief, un itinéraire, une route, une construction, un site qui, pour des raisons religieuses, culturelles ou politiques, prennent aux yeux des groupes ethniques et sociaux une dimension symbolique qui les ancre dans une identite héritée peuvent être consideré comme des géosymboles » (Bonnemaison J., « Le territoire enchanté. Croyances et territorialités en Mélanésie », *Géographie et Cultures*, 3, 1992, p. 71-87).

[1151] Les interprétations qui suivent sont de mon fait.

[1152] Lion C., *Vers une transnationalisation … op. cit.*

Le troisième enjeu réside dans la maximisation de la rentabilité symbolique des manifestations. Ainsi, chaque semaine, les organisateurs rivalisent d'ingéniosité pour attirer l'attention des médias et y faire valoir leurs revendications, en mettant en place des dispositifs originaux de mise en scène de la protestation : un jour, des militants s'attachent avec des chaînes à des oliviers sur le point d'être arrachés par des bulldozers pour laisser passer la barrière ; un autre jour, ils utilisent des miroirs sur lesquels des messages (en anglais) ont été écrits à l'envers et dont l'image vient se refléter sur les uniformes des soldats ; une autre fois, les villageois se déguisent à la manière des personnages du film *Avatar*, fiction hollywoodienne au succès planétaire, qui raconte l'histoire d'un peuple menacé d'être déraciné de ses terres, au profit de colonisateurs en provenance d'une autre planète, etc.[1153]. Ces manifestations présentent ainsi toutes les caractéristiques de ce que P. Champagne appelle des « manifestations médiatiques ». Ce terme vise à mettre en évidence le caractère inédit de certaines formes de protestation dans l'espace public : traditionnellement, en effet, les manifestations (tout comme les grèves par exemple) constituent des formes d'expression « au premier degré » des organisations militantes ou des bases populaires. Cependant, l'auteur met en évidence l'existence d'un processus d'intégration des manifestations au jeu politique, à partir d'une étude menée sur des manifestations de paysans et d'étudiants en France dans les années 1980. Son analyse lui permet d'observer que les organisateurs de ces manifestations anticipent de façon croissante les effets qu'elles sont susceptibles d'avoir dans la presse : « depuis longtemps, on savait que les manifestations étaient faites en quelque sorte 'par la presse', écrit-il ; ce qui est nouveau, c'est de voir se multiplier des manifestations qui sont explicitement conçues 'pour' les médias, c'est-à-dire des actions qui, à la limite, n'existeraient pas sans les médias »[1154]. Plusieurs témoignages (tirés du mémoire cités précédement) illustrent cette dimension d'anticipation des contraintes médiatiques chez les organisateurs, dont l'originalité réside ici dans le contexte de conflit armé, d'une part, et dans la dimension internationale, d'autre part :

« C'est important que les étrangers soient présents, explique un manifestant palestinien, car cela permet de diffuser notre message au monde entier. En effet, les médias israéliens sont très puissants dans le monde. Nous devons travailler ensemble contre les médias israéliens parce qu'ils ne montrent pas aux gens ce qu'ils devraient voir » (Eyad, membre du Comité populaire de Bil'in, 19/2/2010)
« Les gens qui reviennent de Bil'in témoignent, ça permet de faire connaître le truc, d'avoir un relais, un vrai réseau dans différents pays, mais aussi à une échelle plus grande, la présence israélo-internationale, ça permet d'avoir une médiatisation, une couverture dans la presse. Donc en termes militants, ça a un rôle très important » (Yazid, militant français du groupe Génération Palestine, 16/1/2010)[1155].

[1153] Un documentaire, réalisé par un vidéaste militant, permet d'observer en images ces différentes actions à forte rentabilité médiatique : Carmeli Pollack S., *Bil'in Habibti*, Claudius Film, 2006.
[1154] Champagne P., *Faire l'opinion*, Paris, éditions de Minuit, 1990, p. 204.
[1155] Lion C., *La transnationalisation… op. cit*.

La stratégie d'accumulation de capital médiatique déployée par les acteurs leur permet de reconvertir en partie la légitimité acquise par leur lutte en capital politique. Ainsi, les militants palestiniens ont pu faire valoir la justesse de leurs revendications auprès de l'Autorité palestinienne (qui leur apporte un soutien, timide et tardif, comme on l'a vu au chapitre 2), à porter plainte auprès de la Cour Suprême Israélienne (avec des résultats très mitigés), organiser des « Conférences internationales » inspirées des Forums Sociaux altermondialistes, recevoir une médaille de la Ligue Internationale des Droits de l'Homme, etc.[1156].

La dimension indissociablement structurée et structurante de ce répertoire médiatique apparaît à l'analyse : la fermeture de l'accès médiatique implique de déployer des actions spectaculaires (mise en scène), mais les acteurs sont placés devant l'alternative de réaliser des actions acceptables aux yeux des journalistes (choix d'un mode d'action non-violent) ou au contraire inacceptables (attentats-suicides contre des civils). Les acteurs tiennent fortement compte, en effet, de la particularité d'une structure des opportunités médiatiques qui est à la fois ouverte et contrariée par la présence de contre-cadrages. La mise en scène de la dimension « triangulaire » des manifestations permet ainsi, simultanément, de rompre avec la vision stéréotypée qui contribue à renforcer l'opposition binaire entre Israéliens et Palestiniens, assimile la lutte palestinienne à la violence terroriste et/ou la lutte pro-palestinienne à une forme d'antisémitisme. Par ailleurs, les organisateurs doivent se surpasser en efforts d'imagination, pour attirer l'attention médiatique dans un conflit lui-même déjà fortement médiatisé (avec les risques de saturation correspondants). Enfin, ces *challengers* cherchent à transformer ce capital médiatique en capital politique. Cependant, les retombées à la fois médiatiques et politiques de ces stratégies sont loin de correspondre aux systèmes d'attentes « utopiques » (au sens de K. Mannheim) des groupes mobilisés. On comprend mieux dans cette perspective la formation, dans le réseau anti-occupation, d'arènes politico-médiatiques qui se veulent davantage autonomes par rapport aux cadrages médiatiques dominants, au sens où elles permettent plus facilement l'expression des formes alternatives de problématisation du conflit. Cependant, la prise en compte des spécificités de la couverture médiatique du conflit israélo-palestinien permet également de saisir pourquoi les militants ont relativement moins intérêt à investir dans de tels réseaux que dans le cas du RNZ, étant donné que le conflit chiapanèque ne bénéficie pas de la rente médiatique ample et constante qui caractérise la structure des opportunités médiatiques du RAO.

Conclusion du chapitre 3

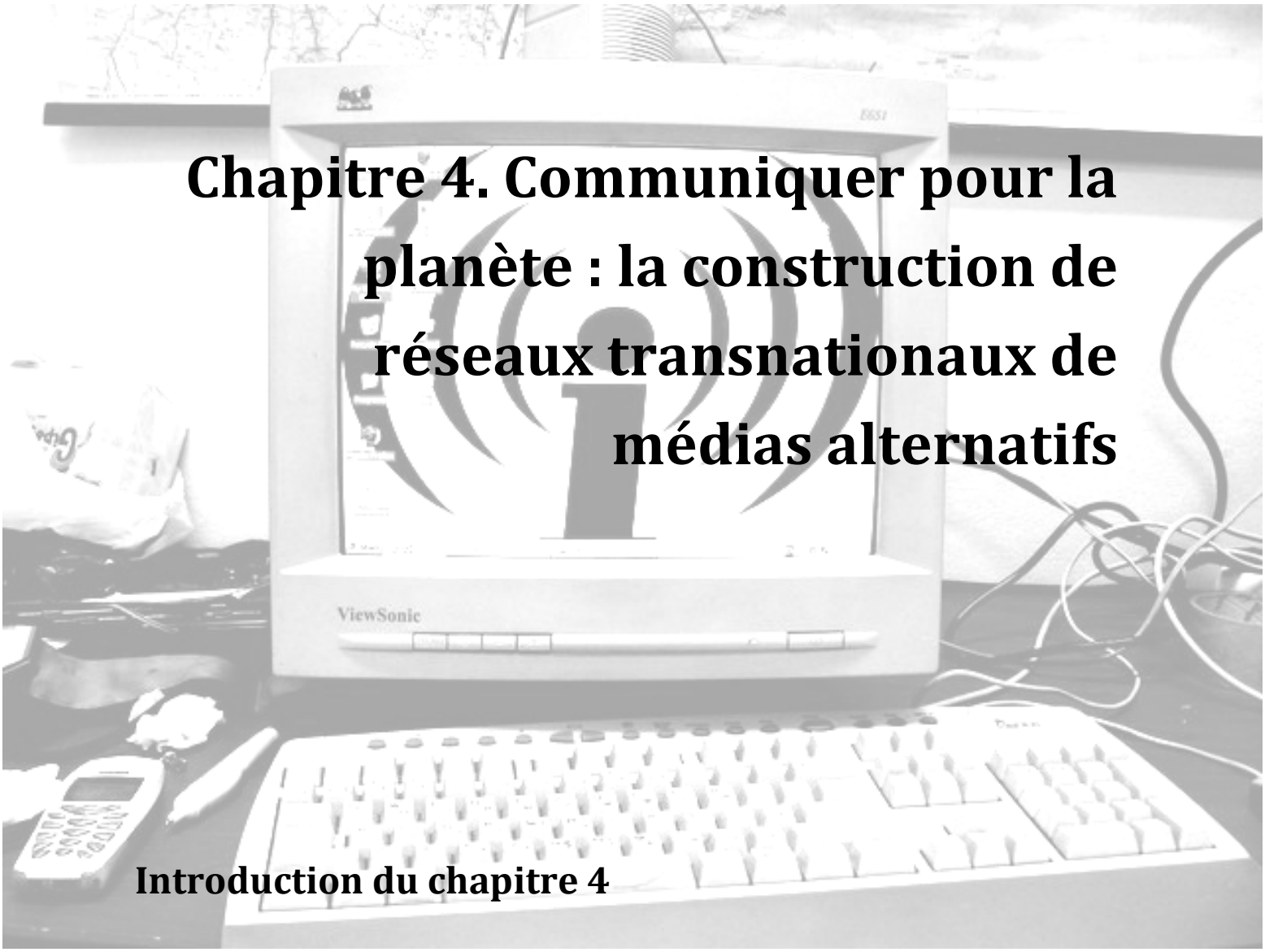
Ce chapitre a permis de mettre en évidence l'existence de points communs et de différences dans les opportunités et les contraintes qui contribuent à structurer les luttes des

[1156] http://www.bilin-village.org/francais/decouvrir-bilin/

militants néozapatistes et anti-occupation pour accéder aux arènes médiatiques (*struggle for access*) et y imposer leurs cadrages des conflits (*struggle for meaning*).

Ainsi, le soulèvement néozapatiste de 1994 contribue à l'ouverture d'une structure des opportunités médiatiques relativement favorable au plan national et surtout international (rôle d'*advocate of the weak*), qui va cependant se refermer, en particulier après la contre-offensive des autorités mexicaines (1996) et la marche sur Mexico (2001). Le traitement médiatique du conflit chiapanèque apparaît en effet fortement dépendant des stratégies de communication externes déployées par les militants : la configuration relationnelle dominante est celle de journalistes étrangers jouant le rôle de « défenseurs des opprimés » à l'affût des faits et gestes des insurgés, alors que la presse nationale, en particulier audiovisuelle, joue davantage un rôle de « fonctionnaire » au service des autorités. Ce jeu va cependant connaître une loi de rendement décroissant, malgré diverses tentatives de relance des Néozapatistes.

A l'inverse, alors que le mouvement anti-occupation bénéficie d'une faible médiatisation durant la période post-Oslo, le déclenchement de la seconde *Intifada* contribue à une élévation du niveau de couverture médiatique du conflit israélo-palestinien, qui confère une plus grande légitimité à ses revendications. Le processus est cependant compensé par la place plus importante accordée dans la presse au principal cadrage concurrent dans les médias, axé autour du problème de sécurité de l'Etat d'Israël. Dans ce cas de figure, la presse israélienne tend à jouer un rôle de « fonctionnaire » (du moins si l'on suit les analyses de D. Dor), mais la presse étrangère est globalement (avec de fortes variations entre les titres et les pays considérés) dans une attitude de « courtiers semi-honnêtes », cherchant un traitement « équilibré » de l'information. Dans cette configuration, les militants développent une double stratégie consistant à mener leurs luttes *dans* les médias et *pour* les médias. Dans ces deux cas, cependant, ils se trouvent contraints par un mode de problématisation du conflit (Israéliens *versus* Palestiniens) à l'opposé de leur propre système de croyances (Israéliens *et* Palestiniens contre l'occupation). On peut dès lors se demander si ces deux configurations distinctes ne contribuent pas à construire différement l'intérêt des militants à investir des ressources dans la construction d'un réseau de médias alternatifs.



Chapitre 4. Communiquer pour la planète : la construction de réseaux transnationaux de médias alternatifs

Introduction du chapitre 4

L'objectif de ce chapitre est de comprendre les conditions sociales de possibilité de la construction, par les acteurs de réseaux de militants transnationalisés, d'instruments de médiatisation propres. Existe-t-il, comme le suggérait l'hypothèse de l'introduction de cette deuxième partie, une relation inverse entre le degré (et le type) d'ouverture ou de fermeture de la structure des opportunités médiatiques, et l'intérêt des militants à investir ou non des ressources dans la production d'organes d'information et de communication « alternatifs » ? L'hypothèse corollaire était que la question du « pourquoi » investir dans ces technologies sociales de promotion publique de la cause est inséparable, dans la logique pratique des militants, de la question du « comment » les investir. En fonction de la nature des rapports de forces entre les mouvements sociaux et les médias d'information qui conditionnent l'accès des premiers aux arènes médiatiques et leur capacité à y imposer leurs cadrages du conflit, les militants vont-ils avoir davantage intérêt à opter pour des stratégies de pénétration des arènes médiatiques dominantes ou de construction de réseaux médiatiques propres ? Parallèlement, quel est le rôle de ces « médiactivistes » dans les processus d'import-export symbolique des catégories normatives de l'altermondialisme, telles que la lutte contre le néolibéralisme ou la démocratisation des médias ? Quels sont, en définitive, les effets de l'investissement militant dans des réseaux de médias alternatifs sur la division internationale du travail de médiatisation des groupes mobilisés ?

La thèse défendue ici est que, d'une part, on ne peut dissocier la production de « médias alternatifs » des autres stratégies de communication médiatique des mouvements (chapitre 3) et, d'autre part, de l'ensemble de leurs stratégies politiques (première partie). La comparaison des deux cas met ainsi en lumière l'existence de points communs et de différences entre le RNZ et le RAO. Elle permet d'expliquer pourquoi, dans le cas du RNZ, un réseau international de communication alternative particulièrement actif, diversifié, relativement durable et autonome, fonctionnant de plus en plus dans une logique de construction d'espaces publics alternatifs, se met en place sur la période 1994-2006 (logique de « compensation » dans des espaces publics autonomes). Elle entend expliquer, d'autre part, pourquoi dans le cas du RAO les militants accordent relativement moins d'importance à ce second volet de leur répertoire d'action médiatique, préférant s'investir davantage dans la production d'informations et d'opinions tournées vers le rééquilibrage du traitement médiatique du conflit israélo-palestinien dans la presse dominante (logique de « correction » dans des contre-espaces publics).

La distinction entre des pratiques de *correction symbolique* et les pratiques de *compensation symbolique* mérite ici une clarification. Lorsque les acteurs agissent plutôt selon une logique de *correction* des médias d'information dominants, il s'agit pour eux de publier des informations (« *contre-informations* ») ou des opinions critiques ou non traitées par la presse conventionnelle. Dans ce cas, leur but est de rééquilibrer dans le débat public le traitement médiatique du conflit. Il s'agit d'entrer dans une logique de controverse publique dans ou vis-à-vis des arènes médiatiques dominantes, pour rééquilibrer un traitement défavorable de leur mouvement (ses acteurs, ses griefs, ses objectifs). Selon les cas, les discours correcteurs seront adressés en priorité aux adversaires de la cause, à « l'opinion publique » en général, ou à des acteurs institutionnels susceptibles de peser dans l'issue des débats[1157].

Lorsque les acteurs entrent dans une logique de *compensation* vis-à-vis des médias dominants, il s'agit davantage pour eux de travailler à la construction d'arènes publiques « non-institutionnelles », structurées autour règles et d'enjeux relativement indépendants de ceux qui prévalent dans la presse conventionnelle. Dans ce cas, le but est de redonner une légitimité à des acteurs ou des idées que les groupes dominants contribuent, d'un point de vue militant, à déconsidérer, en raison du fait qu'ils disposent d'accès routinisés aux médias d'information. Pour les acteurs, il s'agit moins de se battre dans des arènes médiatiques où, de leur point de vue, les jeux sont de toute façon déjà faits (en leur défaveur). Il s'agit plutôt de s'investir dans la construction d'espaces autonomes de production et de diffusion d'informations et de points de vue.

[1157] Les exemples de productions médiatiques destinées à contrer le discours dominants dans des publications spécialement prévues à cet effet sont innombrables : une « contre-enquête » journalistique apportant des informations inconnues jusqu'alors sur une affaire ; une tribune de presse dans un magazine militant proposant une interprétation à « contre-courant » d'un événement d'actualité ; un pamphlet dénonçant la « connivence » des élites sociales entre elles ; un documentaire présentant une « contre-enquête » sur un problème public déjà traité par les médias ; un rapport de « contre-expertise » dont les conclusions contredisent celles du rapport officiel, etc.

La démonstration de la thèse selon laquelle un ensemble de circonstances favorise, au sein du RNZ, une logique de compensation symbolique et, au sein du RAO, une logique de correction symbolique sera faite en deux temps. Dans un premier temps, j'étudierai les conditions de genèse et l'extension du réseau médiatique néozapatiste, montrant qu'il joue de moins en moins, sur la période 1994-2006, un rôle de correction symbolique et de plus en plus un rôle de compensation. Ce processus est lié au déclin de la *newsworthiness* du conflit du Chiapas dans la presse dominante, mis en évidence dans le chapitre précédent. Dans un second temps, je montrerai que le réseau de médias alternatifs du mouvement anti-occupation présente un volume beaucoup plus modeste et des activités essentiellement orientées vers la modification des paramètres dominants du débat public sur le « problème palestinien ». Sur la période 1994-2006, ces médias vont davantage jouer un rôle de correction symbolique que de compensation, pour des raisons qui tiennent aux spécificités du traitement médiatique du conflit israélo-palestinien pendant la seconde *Intifada* (section 2).

Section 1. Un rôle de compensation symbolique. La construction du réseau médiatique néozapatiste

Il ne s'agit pas ici, pour satisfaire aux besoins d'une comparaison internationale, de réduire le processus de formation du réseau néozapatiste de médias alternatifs à une simple conséquence de la diminution tendancielle de son capital politico-médiatique, sur la période 1994-2006. Cependant, cette thèse a le mérite de tordre le cou à l'idée, fortement répandue chez les analystes philo-zapatistes comme chez leurs critiques, selon laquelle cet investissement du mouvement dans la construction d'arènes médiatiques autonomes résulterait strictement d'un « choix stratégique » entièrement maîtrisé, en vue de la maximisation de la capacité politique du mouvement. Le croisement des données présentées jusqu'ici avec celles recueillies au cours de l'enquête de terrain, sur les conditions précises de genèse du réseau médiatique néozapatiste, suggère au contraire que ce choix s'est opéré dans des circonstances largement non-maîtrisées par les acteurs et a eu pour eux des conséquences non-anticipées. Je le montrerai en présentant successivement une analyse des usages d'Internet par le mouvement, la construction d'un réseau interne de communication et l'autonomisation progressive d'un microcosme structuré de médiactivistes mexicains revendiquant une appartenance à la mouvance néozapatiste.

A/ Les répertoires d'action télématiques du néozapatisme : mythes et réalités d'une « guérilla informationnelle»

Le néozapatisme est réputé être le premier mouvement à avoir mobilisé Internet de façon systématique pour contrer la propagande de l'Etat mexicain, contourner l'information des médias dominants et construire un réseau de sympathisants au Mexique et à l'étranger. Pour Alejandra Moreno Toscano, ce réseau aurait eu un impact majeur dans les relations entre le mouvement néozapatiste et le pouvoir mexicain. Il aurait permis une inversion du processus de contrôle de l'information grâce à des moyens de communication alternatifs :

« La nouveauté dans la guerre politique du Chiapas a été l'apparition de plusieurs émetteurs d'informations, qui se sont mis à donner des interprétations très différentes de ce qui se passait […]. Le flux d'informations publiques qui a atteint la société, *via* les médias et les nouveaux moyens technologiques, a été bien supérieur à ce que les stratégies de communication habituelles pouvaient gérer […]. Ces expressions alternatives rendues possibles par des médias ouverts, ont remis en cause le mode de construction de la 'vérité' et ont suscité la diversité des opinions au sein du régime aussi. Le point de vue du pouvoir s'est fragmenté »[1158].

[1158] Cité in Castells M., « Les zapatistes… », *op. cit*., p. 94.

Cette thèse de la « guérilla informationnelle » qui aurait eu des effets directs sur le pouvoir mexicain se retrouve aussi bien chez les sympathisants du néozapatisme, qui voient dans Internet l'instrument par excellence de l'organisation de la société civile mondiale[1159], que chez les opposants qui dénoncent « une guerre d'Internet » structurée par un réseau décentralisé particulièrement insaisissable, menaçant les fondements de l'Etat de droit[1160].

Les débats entre « technophiles » et « technophobes » : un indicateur d'enjeux politiques spécifiques

Si l'usage d'Internet a été le principal instrument de l'internationalisation du réseau de soutiens et d'un cadrage transnational de la cause, des auteurs dénoncent, cependant, les illusions entretenues par ces approches « technophiles » et considèrent que les informations diffusées par Internet ont eu pour principal effet de propager une vision simpliste du conflit du Chiapas[1161]. L'opposition schématique entre technophiles et technophobes ne rend certes pas justice à la complexité des arguments mobilisés par les uns et les autres, mais la polarisation des controverses entre « monde réel » et « monde virtuel » constitue une reprise savante des conflits qui structurent les relations entre certaines organisations politiques de gauche. Cette opposition réel/virtuel tient insuffisamment compte du processus d'intériorisation collective des « imaginaires » convergents ou contradictoires d'Internet[1162], qui dans certaines conditions peuvent avoir des effets objectifs sur les pratiques, selon une logique de « prophétie auto-réalisatrice »[1163]. Comme le montre T. Olesen, qui prend ses distances avec l'euphorie technologique de certains militants, les formes dominantes de communication médiatisée, comme la radio ou la télévision, impliquent des relations entre producteurs et récepteurs de message qui se fondent sur une double opposition entre privé et public, d'un côté, et communication directe et indirecte, d'un autre. Cependant, le « réseau des réseaux » tend à brouiller les frontières entre ces couples d'opposés. Ainsi, Internet a la particularité de pouvoir produire des espaces sociaux et pas seulement de les relier entre eux. Il permet des relations horizontales entre émetteurs et récepteurs, et pas seulement les relations verticales que privilégient les *mass media* ; des relations *directes* de groupes à groupes (*many-to-many communication*) et pas uniquement entre des individus (comme le téléphone). Enfin, il facilite des communications à faible coût auprès d'un vaste public international et donc un phénomène de « résonnance de cadre » entre des émetteurs qui sont aussi des récepteurs et des récepteurs qui sont bien souvent aussi des émetteurs[1164].

[1159] « Par l'usage intensif d'Internet, les Zapatistes ont communiqué instantanément l'information et leurs appels dans le monde entier et ont élaboré un réseau de groupes de soutien. Celui-ci a contribué à l'émergence d'un mouvement d'opinion international qui a rendu littéralement impossible au gouvernement mexicain de recourir à la répression massive » (Castells M., « Les Zapatistes… », *op. cit*., p. 103).

[1160] Arquilla, J., Ronfeld, D. (eds.), « Emergence… », *op. cit*.

[1161] Nous avons déjà rencontré à plusieurs reprises cette thèse du « Chiapas virtuel » (Hellman, J. A., « Real and… « , *op. cit*.).

[1162] Flichy, P., *L'imaginaire d'Internet*, Paris, La Découverte, 2001.

[1163] Merton, R. K., « The Self-Fulfilling Prophecy »… *op. cit.*.

[1164] Olesen T., « The Internet», International… », *op. cit*. L'auteur souligne cependant qu'une des conditions qui prédisposent des acteurs à s'investir durablement dans ces échanges virtuels, c'est la possibilité de les nourrir d'échanges en face à face, notamment lors de séjours au Chiapas.

La polarisation entre les agents « intégrés » et segmentés » : un indicateur de rapports de forces internes

Schématiquement, on trouve dans le RNZ un premier pôle d'organisations, « intégrées » au sens d'A. Oberschall, qui défendent des positions plutôt modérées (défense des droits de l'homme, situation humanitaire), sont dotées d'infrastructures matérielles, financières et humaines relativement importantes (salariés et soutiens) et mobilisent comme principal instrument de légitimation leur « représentation politique » auprès des pouvoirs publics. Schématiquement, leurs pratiques sont dominées par une rationalité « en finalité ». Les autres, « segmentées », défendent des positions plus radicales (lutte contre le capitalisme et/ou contre l'Etat), disposent d'infrastructures plus limitées (elles sont souvent organisées autour de collectifs informels de quelques dizaines de personnes), et mobilisent comme instrument de légitimation l'argument de la supériorité morale de leur système de revendications, soit une rationalité « en valeur ».

Or, si les premières, comme par exemple le *Frayba*, *Sipaz* ou *Melel Xojobal* au Chiapas, utilisent Internet, voire investissent des ressources dans cet outil (augmentation du budget des départements de communication des ONG), ce n'est pas un axe dominant de leur répertoire d'action[1165]. Les secondes au contraire, comme la liste de diffusion *Chiapas95* (Austin, Texas, 1995), le site *Indymedia Chiapas* (San Cristóbal, 2001), ou le *Centro de Medios Libres del Distrito Federal* (2005), tendent à mobiliser de façon beaucoup plus centrale les outils du Web[1166]. La première raison de ce privilège du *Net* est son faible coût relatif et le fait qu'il facilite la communication à distance entre des groupes souvent isolés localement et dispersés internationalement. Deuxièmement, l'Internet est perçu comme offrant de plus grandes possibilités d'organisation non-hiérarchique ou « horizontale » que les médias traditionnels. La sociogenèse du mouvement des « logiciels libres » au Mexique (importés notamment au sein des collectifs d'*Indymedia*[1167]) est à cet égard révélateur d'une réappropriation des outils de l'informatique qui, davantage que de simples moyens au service d'une fin, en fait de véritables « espaces sociaux » alternatifs dans lesquels doivent émerger des formes novatrices de relations sociales[1168]. De ce point de vue, l'organisation militante par

[1165] Entretiens avec les responsables de la communication du *Frayba* (Antonia A., entretien, 2006), de *Sipaz* (Jet, entretien, 2006) et de *Melel Xojobal* (Malda, José, entretien, 2006).

[1166] Entretiens avec des militants de *Chiapas95* (Elliot Y., entretien, 2009) et *Indymedia Chiapas* (Adolfo, entretien, 2006).

[1167] Indymedia México, *Software libre. No odies los medios, siembralos libres*, versión 0.9.2, abril 2005, Copyleft ©, http://mexico.indymedia.org/herramientas

[1168] Une militante du *Centro de Medios Libres* (Mexico) parle ainsi de l'importance qu'elle accorde dans ses activités à la « socialisation des moyens de communication » (Maka, entretien, 2006). L'idée que les médias alternatifs ne sont pas « alternatifs » uniquement par leur contenu, mais également par la manière dont ils sont produits n'est pas spécifique à Internet, comme le montrent les débats dans les années 1980 sur la notion jugée trop réductrice de « contre-information » (Cassigoli A., « Sobre la contrainformación… », *op. cit.*). L'idée que seule une production « alternative » peut produire une information « alternative » est mobilisée par exemple dans le cas de la presse (Albert M. « Qu'est-ce qui rend alternatifs… », *op. cit.*), de la vidéo (Cardon D., Granjon F., *Médiactivistes… op. cit.*) ou de la radio. Cependant, les spécificités socio-techniques d'Internet ont contribué à faciliter la mise en place de cet idéal d'information-communication « alternative », comme le montre la proximité entre l'idéologie du réseau *Indymedia* et la tradition de l'anarchisme socialiste et féministe (Downing J.D.H., « The Independent Media Center Movement and the Anarchist socialist Tradition », in Couldry N., Curran J. (eds) *Contesting… op. cit.*, p. 243-257).

un « Internet alternatif »[1169] peut être perçue comme une « fin » en soi, car elle structurerait au quotidien des rapports égalitaires et non-capitalistes.

Les répertoires d'action télématiques comme ressource militante distinctive

Les rapports de forces entre « technophiles » et « technophobes », d'une part, et entre agents « intégrés » et « segmentés », d'autre part, se traduisent par des formes de division interne du travail organisationnel dans lesquelles les « répertoires d'action télématiques »[1170] jouent simultanément un rôle d'organisateur collectif et un instrument symbolique de distinction entre les groupes mobilisés. Ce répertoire d'action collective mobilise en effet plusieurs types d'outils en ligne, qui se sont complexifiés entre 1994 et 2006 : *emails*, *news groups*, *mailing lists*, *forum*, *websites*, *on-line chat sessions*, *on-line conferences*, *databases*, etc.[1171]. Alors qu'au départ, l'essentiel des données transmises le sont sous forme de textes, les évolutions techniques permettent l'envoi d'images, puis de sons ou de vidéos. Au milieu des années 2000, les outils dits « collaboratifs » du *Web 2.0.* apparaissent. Il s'agit des *blogs*, des réseaux sociaux, des *wikis* ou des outils qui permettent la « syndication des contenus » entre plusieurs sites affiliés à un même segment du réseau[1172]. Avec ces outils, les militants peuvent réaliser des actions « indirectes » liées à la production et la diffusion d'information ou à un travail de cadrage/recadrage de la cause et des « actions virtuelles directes » que l'on désigne parfois sous le nom d'*hactivism* : *virtual sit-in*, *email bombing*, piratage informatique, etc. Ainsi, le collectif *Electronic Disturbance Theatre* (EDT) créé quatre ans plus tôt, organise en 1999 un « *sit-in* virtuel », durant lequel un grand nombre de militants se connectent au même moment pour saturer le site Web du président E. Zedillo[1173].

Dans le cas du RNZ, la particularité de ce repertoire d'action télématique est qu'il est principalement mobilisé par des soutiens et non par les Néozapatistes eux-mêmes. Au départ, le « Sous-Commandant Marcos » ne dispose pas d'un ordinateur, étant donné que les seuls accès à Internet au Chiapas se trouvent à San Cristóbal et à Tuxtla Gutierrez, la capitale de l'Etat. Dans les communautés pauvres et isolées de la forêt Lacandone, les habitations ne bénéficient pas toujours de l'accès au réseau d'électricité ou au téléphone[1174]. Ce fait n'a pourtant pas empêché le mythe du *guerillero* connecté à Internet par un ordinateur portable branché à l'allume-cigare d'un *pick-up* de proliférer dans la presse, notamment après l'offensive de février 1995[1175]. La thèse de la « cyberguerilla » est donc à prendre avec précaution, d'autant plus que les Néozapatistes adoptent une stratégie consistant à « faire feu

[1169] Atton C., *Alternative Internet*, Edinburh, Edinburh University Press, 2004.
[1170] Granjon F., « Les répertoires d'action télématiques du néomilitantisme », *Le Mouvement Social*, 200, 2002, p. 11-32.
[1171] Van De Donk W., Loader B. D., Nixon P. G., Dieter R., « Social movements and… », *op. cit*.
[1172] Pour une première approche de ces outils, voir Flichy P., *Le sacre de l'amateur. Sociologie des passions ordinaires à l'ère numérique*, Paris, Seuil, La République des Idées, 2010. Pour un panorama des formes de militantisme par Internet et une analyse fine des enjeux politiques de la syndication des contenus : Blondeau O. *Devenir Média… op. cit.*
[1173] Sommier I., *Le renouveau… op. cit*., p. 196.
[1174] Froehling O., « The Cyberspace 'War of Ink and Internet' in Chiapas, Mexico », *Geographical Review*, 87/2, "Cyberspace and Geographical Space", 1997, p. 291-307.
[1175] Olesen T., « The Internet », *International… op. cit*., p. 189-190.

de tout bois » en matière de communication : fax, cassettes vidéo ou audio, radio, téléphone, newsletters, journaux locaux ou nationaux, articles et livres, graffitis et art[1176]. Cependant, à plusieurs reprises, Marcos souligne l'importance prise par Internet dans le réseau de soutien à l'EZLN.

Les premières informations diffusées sur Internet l'ont été via des messages électroniques envoyés par exemple entre des membres du *Mexican Rural Development discussion group* dès le 4 janvier 1994[1177]. Certains de ces messages sont privés ; d'autres sont publiés sur des *listservs* qui ont un caractère semi-public. Quand ils sont lus (ce qui n'est pas toujours le cas, puisqu'ils peuvent être directement effacés), ils peuvent être redistribués par les mécanismes du *forwarding* et du *posting*. Ces mécanismes peuvent favoriser le recrutement de nouveaux individus ou organisations, selon une logique d'accroissement exponentiel : plus le nombre de personnes et d'organisations s'élargit au-delà du cercle initial, plus grandes sont les chances de toucher des personnes ou des organisations susceptibles de le rejoindre[1178].

En 1994 et 1995, plusieurs listes de diffusion et sites Internet destinés à faciliter la diffusion des informations et débats sur la cause néozapatiste sont créés en Amérique du Nord (*Chiapas-l, Mexico2000, Chiapas95, MexPaz*) et en Europe occidentale (à Brescia en Italie, Barcelone en Espagne, Berlin en Allemagne, etc.). C'est par l'intermédiaire d'Harry Cleaver un économiste et militant marxiste autonome, membre du collectif *Accion Zapatista de Austin*, qu'est par exemple créée, fin 1994, la liste de diffusion *Chiapas95*, hébergée par le département d'économie de l'Université[1179]. A ce moment des militants s'investissent également dans des forums de discussion ou des *news groups*, par exemple *soc.culture.mexican* ou *soc.culture.latin-america*, dont l'objectif est souvent de distribuer et de discuter les informations non publiées dans les médias conventionnels.

Les sites Web d'accès public jouent rapidement un rôle au sein du réseau. La différence avec les emails, listes de discussion ou forum, c'est que les utilisateurs doivent s'y rendre volontairement. Selon Naomi Klein, une estimation basse réalisée autour de l'an 2000 permettait de recenser 45 000 sites Internet liés à la question du Chiapas, établis dans vingt-six pays[1180]. Le premier site, créé en mars 1994, se trouve à l'adresse www.ezln.org. Il a été lancé par Justin Paulson, alors étudiant à l'Université de Pennsylvanie, qui commence à y

---

[1176] Villareal Ford, G., « Radical Internet…», *op. cit*., p. 219.
[1177] Olesen T., « Network infrastructure », *International… op. cit*., p. 61.
[1178] On trouve une modélisation de ce phénomène d'accroissement exponentiel chez Norbert Elias : dans une interaction à deux personnes A et B, une seule relation simple est possible (AB), mais si l'on passe à trois personnes, cela donne quatre possibilités de relations simples (AB, AC, BC, ABC), puis à quatre personnes, onze relations… et à dix personnes mille treize relations. De plus, si l'on considère que dans une relation, plusieurs perspectives sont possibles (par exemple le point de vue de A et le point de vue de B dans le cas d'une relation à deux personnes), cela donne deux relations à perspectives multiples lorsqu'on a deux personnes, neuf lorsqu'on a trois personnes… et cinq mille cent dix lorsqu'on a dix personnes (Elias, N., *Qu'est-ce que la sociologie ?* (1970), La Tour d'Aigues, L'Aube, 1991, p. 119).
[1179] Cleaver H., « Background on Chiapas95 », date inconnue http://www.eco.utexas.edu/faculty/Cleaver/bkgdch95.html [consulté le 13/11/07]
[1180] Klein N., « La rebellion… », *op. cit*., p. 294.

publier en anglais l'ensemble des communiqués de l'EZLN. Le site est de plus en plus visité par des Mexicains et il reçoit un nombre croissant d'informations en espagnol à partir de 1995, puis des traductions en portugais, français et allemand. Il comporte alors des communiqués, rapports, articles et des appels à action récoltées par J. Paulson à travers des organisations telles que le Front Zapatiste de Libération Nationale, Enlace Civil, la Commission pour les droits de l'homme Fray Bartolomé, ou encore des articles tirés de journaux tels que *La Jornada* ou *Proceso*. J. Paulson sera d'ailleurs le concepteur du premier site Internet de *La Jornada*, qui lui donne l'autorisation de publier ses articles en ligne. En 1999, il obtient l'autorisation des Néozapatistes d'utiliser l'acronyme EZLN comme nom de domaine alors qu'il continue d'administrer le site. Le site comptabilise quatre millions de visites en 2003[1181]. En 2006, le site www.ezln.org.mx se consacre exclusivement à la « Sixième Déclaration de la jungle Lacandone », qui lance l'Autre Campagne.

Des « marginaux-sécants » : la construction du médiactivisme comme un rôle militant spécialisé

Le rôle d'intermédiaire joué par les internautes militants, entre les Néozapatistes du Chiapas et leurs alliés nationaux ou transnationaux, contribue ainsi à leur conférer, dans la pratique et les discours, un pouvoir de « marginaux sécants » au sein du réseau. En effet, leur position favorise, premièrement, leur autonomisation relative en tant qu'acteurs connus ou reconnus pour leurs compétences techniques et leur travail d'information *à l'intérieur* des organisations ; deuxièmement une division croissante du travail militant à laquelle les différents rôles des informateurs (récolte, transformation, traduction, diffusion, rediffusion, etc.) deviennent une sous-spécialité qui entretient une interdépendance fonctionnelle dans les relations *entre* les organisations ; troisièmement, des processus d'innovation technologique, organisationnelles et politique[1182].

Or, cette spécialisation militante contribue à la production d'un discours structuré sur les pratiques d'information et de *networking* des acteurs concernés, selon une logique de mise en cohérence contribuant à la cohésion d'équipes de « médiactivistes ». Ainsi, selon H. Cleaver, on peut identifier plusieurs causes, plusieurs effets et plusieurs limites dans les usages militants d'Internet[1183]. Pour lui, le succès du Web dans le cas du militantisme pro-zapatiste tient, tout d'abord, à l'existence d'une homologie de la structure « démocratique » de l'organisation néozapatiste et la structure « horizontale » du web[1184]. Ensuite, le

[1181] Bob C., *The marketing… op. cit.*, p. 133-137.
[1182] Par exemple la publication d'un *e-book* avant qu'il ne soit publié en format papier, la traduction collaborative des communiqués de l'EZLN de l'espagnol à l'anglais ou d'autres langues, la diffusion de disques compact multimédia sur les Néozapatistes, etc.
[1183] Cleaver H., « The Zapatistas and the Electronic Fabric of Struggle », Novembre 1995.
[1184] Pour expliquer cette homologie, il compare l'histoire d'Internet à celle des *enclosures* en Angleterre à la fin du XVIIIe siècle : bien qu'il soit initialement une invention destinée à satisfaire des besoins militaires, des pionniers (*hackers*) vont défricher de nouveaux espaces virtuels, libres du contrôle étatique et de l'économie capitaliste, avant que des entrepreneurs privés n'arrivent pour commercialiser la valeur ajoutée technologique ou symbolique produite dans ces espaces. Cette dialectique des *pioneers* et des *profiteers* se retrouve dans le travail des militants pro-zapatistes qui mobilisent le web pour soutenir un mouvement anti-capitaliste, en créant des espaces non capitalistes. Cette image fera florès dans les milieux

soulèvement de l'EZLN se produit dans une région qui bénéficie préalablement de systèmes informatiques mis en place pour les besoins d'organisations politiques et sociales, notamment autour des mobilisations contre l'Alena au début des années 1990[1185]. Enfin, le succès des mobilisations par Internet s'explique par le travail de médiation réalisé par des militants politiques ou des travailleurs humanitaires, qui retranscrivent et téléchargent des tracts, des pamphlets, des lettres d'information, des articles de *La Jornada*, voire des livres sur la torture, les viols, les exécutions sommaires, ou bien traduisent et rediffusent les communiqués de l'EZLN, des informations et des messages de solidarité sur le Web.

Ces usages militants de l'Internet auraient eu ainsi six principaux effets. Premièrement, ils auraient permis de contourner la censure imposée par l'Etat mexicain aux médias dominants[1186] : confronté à la diffusion des communiqués de l'EZLN sur Internet, *Televisa* doit ainsi accepter de diffuser les revendications des insurgés lors des négociations avec le gouvernement[1187]. Deuxièmement, les cybermobilisations auraient accru de façon exponentielle la circulation d'informations à l'échelle mondiale, en publiant les communiqués et rapports de façon immédiate, exhaustive (contrairement aux journaux), en donnant accès à des sources d'information nombreuses, variées, critiques, qui sont archivées, facilement accessibles après les faits et ne subissent pas le filtre des médias dominants. Troisièmement, Internet aurait permis de publiciser les violations des droits de l'homme et d'éviter ainsi la répression. Quatrièmement, il aurait facilité l'organisation du mouvement de solidarité globale sur le mode horizontal de la « consultation » et de la « coordination » tout en brisant les rigidités des organisations « hiérarchiques », fondées sur le contrôle et le commandement centralisés. Cinquièmement, il aurait contribué à la mise à l'agenda des problèmes soulevés par les Néozapatistes dans l'espace public (l'Alena, la pauvreté, les droits à la terre, la justice, l'exploitation, la préservation de l'environnement, le droit des femmes, la démocratie, etc.). Sixièmement, enfin, il aurait obligé les autorités mexicaines à déployer un arsenal de contre-propagande électronique (pour donner une impression de stabilité au Chiapas), ainsi que dans

---

académiques proches de la mouvance altermondialiste, voir par exemple Kidd D., « Carnival to Commons », in E. Yuen, D. Burton Rose and G. Katsiaficas (Eds.) *Confronting Capitalism: Dispatches from a Global Movement*, New York, Softskull Press, 2004.

[1185] L'exemple de *LaNeta* est à cet égard symptomatique. *LaNeta* est un réseau informatique de communication alternative né en 1991, qui possède une antenne au Chiapas. Comme le rappelle M. Castells, le nom de *LaNeta* est polysémique : « il ne faut pas y voir seulement une utilisation évocatrice du féminin espagnol de *The Net*, car *la neta* signifie aussi, en argot mexicain, 'la vérité vraie' » (Castells M., « Les zapatistes… », *op. cit*., p. 103). *LaNeta* est née de relations établies entre 1989 et 1993 entre les ONG mexicaines, soutenues par l'Eglise catholique, et l'*Institute for Global Communication* à San Francisco, qui compte des informaticiens compétents. En 1994, aidée par une subvention de la fondation Ford, *LaNeta* parvient à créer un nœud à Mexico avec un fournisseur d'accès privé à Internet. En 1993, *LaNeta* entre en fonctionnement au Chiapas : l'objectif est de connecter les ONG locales, dont le *Frayba* et une dizaine d'autres organisations qui vont jouer un rôle essentiel dans la diffusion des informations sur le soulèvement néozapatiste (Martinez-Torres M. E., « Civil Society, the Internet, and the Zapatistas », *Peace Review*, 13/3, 2001, p. 347-355).

[1186] « Quand l'Etat mexicain a voulu bloquer le flux d'information sur le soulèvement au Chiapas […], il pouvait empêcher *Televisa* de rapporter les faits, mais il ne pouvait pas empêcher des centaines d'utilisateurs d'ordinateurs indépendants de les diffuser tous ceux à qui voulaient savoir » (Cleaver H., « The Zapatistas… », op. cit.). Cette thèse est reprise par I. Sommier lorsqu'elle écrit : « La cyberpropagande déployée à partir de 1994 par l'EZLN […] contourna les canaux d'information et de communication médiatiques qui ne répercutaient que le point de vue officiel du gouvernement mexicain et les dépassa en efficacité, le conflit recevant ainsi un écho mondial par les multiples relais dont il bénéficia dans les milieux militants » (Sommier I., *Le renouveau… op. cit*. p. 196).

[1187] Villareal Ford T., Gil, G., « Radical Internet… », *op. cit*., p. 218.

le Département d'Etat américain, au sein des services secrets canadiens, ou dans l'industrie informatique[1188].

H. Cleaver souligne cependant trois principaux problèmes liés à ce type de militantisme : l'accès inégal au Web, notamment pour les communautés indigènes du Chiapas ou d'Amérique latine en général ; l'investissement excessif dans la recherche ou la production d'information, au détriment de l'action directe. Pour lui, même des communications informatiques accessibles ne produisent pas magiquement une collaboration. Enfin, un dernier risque consiste en un effet de saturation dû au trop plein d'information[1189]. Il n'en demeure pas moins une des figures des militants pro-zapatistes technophiles, qui défend l'outil Internet contre les attaques dont il est l'objet.

Au-delà de ces discours, force est de constater que la diffusion de l'information dans le réseau ne suit pas une série de cercles concentriques, depuis le premier cercle des « producteurs » du Chiapas jusqu'au dernier cercle des « récepteurs » à l'étranger[1190]. Cependant, son analyse ne permet pas de saisir deux phénomènes. Le premier est que chaque « nœud » du réseau ne flotte pas dans un espace sociologiquement indéterminé : les acteurs individuels ou collectifs qui le composent inscrivent leurs pratiques dans un univers social structuré par des rapports de forces avec d'autres acteurs. Par ailleurs, dans son processus même de production et de diffusion, « l'information » subit des transformations substantielles. L'exemple d'un militant étasunien qui, en 1995-1996 joue un rôle de « disséminateur d'informations » pour le mouvement néozapatiste, permet d'illustrer la thèse du pouvoir des marginaux sécants, favorisé dans son cas par une rupture avec le militantisme d'appareil partisan ou syndical, le volonté de nouer des rapports égalitaires entre militants du Nord et militants du Sud, et l'acquisition de compétences et de relations propres à l'univers des médias des mouvements sociaux.

La trajectoire d'un « disséminateur d'information » pour le réseau néozapatiste

Né en 1967 à New York, Elliott Y. rentre en 1993 au Département d'Histoire de l'Université d'Austin (Texas), où il obtient son Master. Il commence alors une thèse d'histoire, à l'âge de vingt-six ans. Au début de ses études doctorales, il rencontre des militants de la mouvance « marxiste autonome », qui vont s'impliquer dans la solidarité avec le mouvement néozapatiste. Sous l'impulsion d'H. Cleaver, le collectif de soutien *Accion Zapatista d'Austin* organise des manifestations devant le consulat du Mexique, dès les premiers jours du soulèvement du Chiapas, en janvier 1994. Ce collectif diffuse des informations par messagerie électronique *via* une liste de destinataires multiples « *cc* » (copie

[1188] Ainsi, on offre à Harry Cleaver de vendre ses services d'information sur le conflit du Chiapas aux businessmen qui souhaitent investir au Mexique, mais veulent s'assurer préalablement de la stabilité du pays.
[1189] Cleaver H., « The Zapatistas… », *op. cit.*
[1190] Olesen T., « The Internet », *International… op. cit.*

conforme)[1191]. « *J'étais en quelque sorte connecté politiquement à ce qui se passait au Mexique* », explique-t-il. Le groupe *Acción Zapatista* occupe une position plutôt marginale au sein des mouvements de solidarité néozapatistes d'Austin. Ses membres entretiennent des relations assez conflictuelles avec l'organisation « *officielle* » étasunienne, la *National Commission for Democracy in Mexico*, qui dispose localement d'un groupe de soutien[1192]. Cependant, de son point de vue, « *les tensions étaient plus dues à des questions de territoires personnels, des enjeux de leadership, plutôt qu'à des désaccords idéologiques. Je pense qu'*Acción Zapatista *était un groupe tourné vers l'organisation autonome, et on n'avait pas envie qu'on nous dicte ce que l'on devait faire* ». A l'automne 1994, ce groupe crée la liste de diffusion *Chiapas95*, hébergée par le Département d'Economie de l'université[1193].

Quelques mois plus tard, Elliott Y. part faire un travail de recherche pour sa thèse à Mexico, où il prend un rôle plus actif dans les réseaux internationaux de soutien au néozapatisme. Accompagné de sa petite amie, une Espagnole rencontrée à l'Université d'Austin, qui donne des cours à l'UNAM, il participe à des meetings à l'Université, ainsi qu'à plusieurs manifestations de soutien qui se tiennent dans la capitale. Disposant d'un ordinateur portable et d'une connexion Internet, il prend l'habitude de rédiger chez lui des comptes-rendus de ces événements, qu'il envoie sur des listes de diffusion militantes ou académiques, dont *Chiapas95*. Son profil de jeune universitaire étasunien relativement compétent en informatique constitue un atout, en même temps qu'une source d'embarras *a posteriori*, car il a conscience des privilèges qui sont les siens en tant que ressortissant d'un pays riche :

« C'était encore les premières années de l'Internet. Je ne connaissais pas grand-chose à tout ça, des emails, mais j'en connaissais plus que la plupart des gens qui organisaient le soutien au zapatisme dans la ville de México […]. C'était peut-être dû au fait que, tu sais… venant des Etats-Unis… dans les universités il y avait davantage d'accès à Internet qu'au Mexique à cette époque. Et les personnes qui organisaient [le soutien] à Mexico étaient en général entre-deux âges : je pense que les gens plus jeunes – quelques uns des plus jeunes : ceux qui étaient basés à l'université, qui faisaient de l'informatique – clairement ils étaient… tu vois ils étaient… plus habitués à envoyer des emails ».

Au mois de février 1995, après l'invasion de la zone des *Cañadas* par l'armée mexicaine et les protestations qui s'organisent contre la fin du cessez-le feu et l'escalade militaire, il devient « *une sorte de disséminateur d'informations* »[1194] entre militants mexicains et étasuniens, à l'instar de plusieurs militants basés à Mexico, traduisant et synthétisant des articles de la presse mexicaine, des communiqués tirés du site Internet de

[1191] Cleaver H., « Background on Chiapas95 », https://webspace.utexas.edu/hcleaver/www/bkgdch95.html [consulté le 13/11/2007].
[1192] Etablie en juillet 1994, cette ONG américaine regroupe alors une trentaine de « groupes communautaires » de soutien à la cause néozapatiste. Sa représentante officielle aux Etats-Unis est Cecilia Rodriguez.
[1193] Cleaver H., « Zapatistas in Cyberspace », 2004, http://www.indigenouspeople.net/zapatist.htm
[1194] « *A kind of news disseminator* » (échanges par emails préalables à l'entretien).

l'EZLN, ou des rapports sur le conflit. Il nuance cependant la centralité de son rôle dans le réseau, tout en soulignant son travail actif de production éditoriale :

« Ce serait trop prétentieux [de me qualifier de disséminateur d'informations], car je ne recevais pas des informations directement du Sous-Commandant Marcos ou de l'EZLN, [mais] […] j'ai organisé le réseau [de diffusion] Internet […] ; j'ai écrit des articles sur la situation à Mexico et au Chiapas pour une sorte de journal alternatif d'Austin qui s'appelait *Subtext* […] ; j'ai travaillé avec ALER[1195][…] ; j'ai aidé des gens à faire un film documentaire, une vidéo, sur ce qui se passait. Certaines personnes m'ont d'ailleurs envoyé des cassettes vidéo […], y compris de vrais réalisateurs. Et j'ai moi-même réalisé quelques prises […]. Ensuite, les cassettes vidéo étaient éditées par les amis d'Austin […]. Ils en faisaient 100 ou 200 copies, et elles étaient vendues quelque chose comme 50 cents, pour couvrir les frais […]. J'ai également participé à l'organisation d'une consultation nationale et internationale lancée par l'EZLN, qui a eu lieu à Tepotzlan cet été-là ».

Après un passage par Monterrey en 1996, au nord du Mexique, pour ses recherches, il revient à Austin et poursuit ses activités militantes au sein d'*Acción Zapatista*, en parallèle de sa thèse doctorale. C'est à ce moment, à l'été 1996, que l'appel pour la première « Rencontre Intercontinentale » néozapatiste est lancé. Elliott Y. est âgé de vingt-neuf ans. Il découvre que les conflits avec l'antenne locale de la *National Commission for Democracy in Mexico* se sont accentués. Or « *quand [l'appel pour] la Rencontre a eu lieu, il semblait naturel [aux membres d'*Acción Zapatista*] de former une délégation pour descendre* ». Mais l'ONG s'y oppose : « *Cecilia Rodriguez [sa représentante nationale] a dit en gros que nous étions des terroristes, que l'on ne pouvait pas nous faire confiance, que nous étions des anarchistes* ». Elliott Y. fait jouer ses contacts à México pour obtenir les autorisations des organisateurs de l'événement au Chiapas : « *je connaissais un paquet de gens à Mexico, alors je leur ai écrit. Les Zapatistes connaissaient Chiapas95 et notre travail. Alors j'ai contacté Javier Elorriaga*[1196] *Il avait contribué à l'organisation de la Rencontre. On est donc juste descendus là-bas. On n'avait aucune accréditation. On a discuté avec une délégation franco-suisse [à Mexico] et on est descendus avec eux. Arrivés là-bas, on a eu une discussion avec Javier Elorriaga qui nous a*

[1195] Association Latinoaméricaine d'Education Radiophonique. Créée en 1972 sur la base d'une association de 18 radios de l'Eglise catholique, engagée dans les luttes populaires contre les dictatures militaires dans les années 1970 et 1980, proche du courant de la théologie de la libération, ALER travaille à la diffusion de programmes éducatifs par le biais de « radios populaires », fondées sur un modèle participatif, qui « *privilégie la parole des plus humbles, des exclus* », en particulier auprès de publics résidant dans les zones rurales pauvres et isolées. Au début des années 1990, ALER décide de mettre en place un réseau radiophonique afin de toucher un public plus large, qui se matérialise en 1997 par un système « intercontinental » utilisant la diffusion satellite et Internet : le SIRC (Système Intercontinental de Communication Radiophonique). Ce système utilise, dans les années 2000, 187 récepteurs satellites (dont 9 situés au Mexique). Sur les 107 chaînes de radio affiliées à l'association dans 17 pays d'Amérique latine, en février 2010, trois se trouvent au Mexique : *Radio Huayacocotla* (Veracruz), *Radiobemba* (Hermosillo, Sonora), *X.E.Y.T. TEOCELO 1490 AM* (Teocelo, Veracruz).

[1196] Javier Elorriaga Berdeque est un journaliste mexicain né le 13 mai 1961, qui a rejoint l'EZLN au Chiapas dans les années 1980, avec le nom de guerre de Vicente. En 1995, le président E. Zedillo demande son arrestation, alléguant que les Néozapatistes planifiaient d'utiliser la violence. Il est capturé le 9 février et condamné le 2 mai 1996 à 13 ans d'emprisonnement pour terrorisme, rébellion et délit de conspiration. Pour sa défense, il argue du fait qu'il n'était pas membre de l'EZLN, mais un intermédiaire entre l'organisation et le gouvernement. Les Néozapatistes décident de se retirer des négociations avec le gouvernement mexicain jusqu'à sa libération et celle de Sebastian Entzin le 7 juin. Il est libéré en juillet, après avoir été relaxé en appel (Mattiace, S. L., *To see with two eyes: peasant activism & Indian autonomy in Chiapas*, Mexico, University fo New Mexico, 2003, p. 126. http://cristal.inria.fr/~maranget/volcans/12.96/zapatistes-E.html [consulté le 17/06/2010]).

accrédités en tant que groupe indépendant. Tous les groupes représentaient une nation, sauf nous ! ». Une délégation de cinq ou six personnes, tous de l'Université d'Austin (dont H. Cleaver) participe à l'*Encuentro*.

Genèse du « Réseau Intercontinental de Communication Alternative »

Si le réseau transnational de solidarité néozapatiste mobilise Internet en 1994-1995 comme un « média alternatif » au double sens d'instrument technique différent des autres (télévision, radio, presse) et de l'espace médiatique de compensation véhiculant des informations non diffusées ou déformées dans les arènes médiatiques dominantes, la première occurrence du terme « média alternatif » dans les communiqués de l'EZLN n'est cependant repérable que le 1er janvier 1996, dans la première Déclaration de *La Realidad* contre le Néolibéralisme et pour l'Humanité destinée « *aux peuples du monde* »[1197]. Or, comme on la vu dans le chapitre 3, cette période correspond précisément à une phase de déclin du capital médiatique du mouvement néozapatiste (le premier « *crépuscuscule de Marcos* » selon la revue *Proceso*). L'extension du terme est alors distincte de celle du terme de « *médias indigènes* », employé dans les négociations avec le gouvernement. Elle renvoie à des médias situés hors du Chiapas, voire hors du Mexique. La seconde occurrence est dans la continuité de la première, puisqu'elle apparaît dans la lettre envoyée par l'EZLN « *à la planète terre* » en mai 1996, où les médias alternatifs sont décrits comme « *des briques pour lapider les hégémonies* »[1198]. Cependant, il convient de noter que, si dans la continuité des Accords de San Andrés, la communication est passée de la pratique immédiate à un thème de débat politique « *très important* », ce thème n'est pas isolé de quatre questions connexes. En effet, les médias alternatifs ne sont pas une alternative en eux-mêmes : « *les médias [de masse] ne peuvent pas tout* », mais il est nécessaire de les mettre au service de la culture, des arts, de l'intelligence (« *avoir une télévision à la hauteur de l'intelligence* »). Les médias d'*information* au sens strict ne sont également pas indépendants de la *communication* culturelle ou artistique au sens large (« *même les murs parlent : graffiti, muralisme* »). Il ne faut non plus céder à l'illusion de la technologie libératrice, notamment au mythe de la « *super-autoroute de l'information* » que constituerait Internet. Enfin, la communication alternative n'est pas une « *affaire d'Etat* », mais une lutte pour la diversité culturelle à l'heure de la mondialisation, qui homogénéise ou détruit les cultures minoritaires (« *la libération de Babel* »)[1199].

Dans la Seconde Déclaration de La Realidad (juillet 1996), Marcos lance l'idée d'un Réseau intercontinental de Communication Alternative (RICA). Le RICA constitue l'une des

[1197] EZLN, « Première déclaration de 'La Realidad' contre le Néolibéralisme et pour l'Humanité », in Marcos, S.-C., *¡Ya Basta! Tome 2… op. cit.*, p. 658-662.
[1198] EZLN, « Invitación-convocatoria al encuentro Intercontinental por la Humanidad y Contra el Neoliberalismo », mai 1996. www.ezln.org .
[1199] EZLN, « Intervención de Marcos en la Mesa 1 del Encuentro intercontinental », 30 juillet 1996. www.ezln.org

origines du Centre de Médias Indépendants (CMI), en 1999 à Seattle[1200]. Cependant, les relations entre RICA et CMI sont relativement lâches, même si une filiation entre les deux existe. Dans le discours proposé, ce projet de réseau n'est pas qu'un instrument stratégique de lutte, un moyen (technico-médiatique) au service d'une fin (politique). Son fonctionnement même est censé refléter *au plus haut niveau* les aspirations démocratiques du mouvement. A l'occasion des débats et ateliers de la Première Rencontre, ce projet est non seulement discuté et programmé, mais placé au cœur des priorités du mouvement de lutte globale. Dans les remarques conclusives de cette rencontre, délivrées à *La Realidad* le 3 août 1996 par Marcos, les deux priorités affichées sont en effet l'organisation de deux « réseaux » : « un « *réseau intercontinental de résistances* » et un « *réseau intercontinental de communication contre le néolibéralisme, [et] pour l'humanité* ». L'importance accordée à ce système de communication alternative est remarquable. La rencontre de 1996 est, du point de vue des participants, un moment fort dans la gestation d'un nouveau mouvement politique : entre 3000 et 4000 personnes issues de quarante-deux pays différents, représentant les cinq continents, se réunissent en effet dans la forêt lacandone. La cause « globale » qu'ils défendent ne semble ressembler complètement à aucune des luttes anticapitalistes ou anti-impérialistes du passé[1201]. Et si l'organisation d'un réseau « politique » prime, l'organisation d'un réseau « médiatique » est loin d'être considérée comme secondaire.

Les termes dans lesquels le projet RICA est lancé méritent une attention particulière, dans la mesure où ils contiennent en germe des composantes centrales de sa « philosophie endogène »[1202]. Ce « *réseau intercontinental de communication alternative*, (RICA) déclare Marcos, *cherchera à tisser les liens pour que la parole de tous ceux qui résistent s'exprime. Ce RICA sera le moyen par lequel toutes les différentes résistances communiquent. Ce RICA n'est pas une structure organisée, n'a pas de centre directeur, ni de centre décisionnel, n'a pas de mandat ni de hiérarchie. Le réseau est constitué de tous ceux qui nous parlent et qui nous écoutent* »[1203]. Le modèle d'un réseau horizontal et participatif est privilégié. Il s'apparente à une projection, à très grande échelle, du modèle des médias radicaux autogestionnaires, issu des traditions de l'anarchisme socialiste et féministe – « qu'aucun parti, aucun syndicat, aucune église, aucun Etat, aucun propriétaire n'a en charge »[1204]. Le modèle du média révolutionnaire, « courroie de transmission » du parti dans la tradition léniniste, est implicitement érigé en modèle négatif[1205]. Le caractère « alternatif » du RICA doit résider dans le processus même de *médiation entre les participants*, et non dans la simple

[1200] Kidd D., « Carnival… », *op. cit.*
[1201] Acción Zapatista, 2003.
[1202] Selon l'expression d'Olivier Blondeau (*Devenir… op. cit.*)
[1203] EZLN, « Intervención de Marcos… », *op. cit.*
[1204] Downing J.D.H., *Radical… op. cit.*, p. 69.
[1205.] Pour une discussion générale des modèles léninistes et autogestionnaire de médias, voir *Ibid.*, p. 67-74. Cette distinction a été structurante dans l'histoire de la « presse marginale » mexicaine (Trejo Delarbre R., *La prensa marginal op cit.*). Pour une analyse du système des réseaux de correspondants populaires dans le Nicaragua sandiniste, à mi-chemin entre ces deux modèles, voir Rodriguez C., *Fissures… op. cit.*, p. 65-81.

médiatisation de (contre-)informations, conformément aux modèles de « médias alternatifs » traditionnels[1206].

La qualification ultérieure de ces rencontres internationales néozapatistes, qui passeront du stade « d'intercontinentales » à celui « d'intergalactiques » apparaît comme une expression sublimée du volume et de la structure du réseau de soutien à la cause. La mise en scène de liens socialement peu probables est en effet politiquement fructueuse. Cependant, l'appréciation positive du fonctionnement réticulaire et transnational ne peut être comprise dans un registre purement idéaliste et intentionnaliste.

Le projet RICA, tel qu'il se dessine en 1996, est le produit d'une série de luttes entre des agents qui ont des trajectoires politiques hétérogènes. Les divergences et désaccords sont loin d'être absents de leurs discussions. La proposition énoncée le 3 août par Marcos est ainsi débattue le lendemain dans la ville de San Cristóbal de las Casas (Chiapas), par « *un petit groupe de participants - Américains et Européens – qui s'étaient engagés dans plusieurs discussions à propos d'Internet* », et qui, « *intégrant beaucoup des idées émergentes dans une forme concrète, […] va élaborer la proposition de RICA* »[1207]. La création de deux listes de diffusion est proposée par le « Groupe du Travail du 4 août » dans un communiqué intitulé « RICA : un appel ouvert à la discussion », rédigé par E. Young. Il prend la décision de créer deux listes de diffusion électroniques. La première liste doit servir à diffuser des informations sur le néolibéralisme. La seconde doit servir pour des discussions et propositions de luttes. Deux tendances se dessinent : la première tendance privilégie un projet de *réseau d'informations* sur les faits et gestes des adversaires, dans un registre de contre-journalisme (correcteur symbolique). La seconde privilégie un projet de *réseau de communication* entre les membres des mouvements de résistance, dans un registre plutôt militant (compensateur symbolique). Les deux pôles sont conçus comme complémentaires. Un site Web commun, « *dans lequel les messages postés et autre matériel pourraient être archivés et rendus faciles d'accès* », doit ainsi être associé à ces deux listes. On retrouve ici la complémentarité entre critique « anti-hégémonique » et critique « expressiviste » des médias. Mais si cette typologie a le mérite de clarifier les fondements idéologiques de la division du travail et des luttes internes des médias alternatifs, sa limite est de ne pas chercher à comprendre sociologiquement en quoi ces conceptions traduisent des conflits ou ajustements d'*habitus* entre des militants, dont les propriétés, trajectoires et positions sociales sont variées.

L'appel de Marcos au lancement du RICA est adressé à un public potentiellement large. Mais ce sont, en majorité, des militants urbains, politisés, diplômés, jeunes, cosmopolites et polyglottes de pays occidentaux qui vont y répondre. Le travail de construction du RICA se poursuit ainsi, dans l'année qui sépare la première Rencontre Intercontinentale (été 1996) et la seconde, qui se tient en Espagne du 26 juillet au 3 août 1997. Les circuits internationaux par lesquels les idées sont échangées autour de ce projet sont difficiles à repérer avec exactitude, dans l'espace et dans le temps, en raison de leur caractère

[1206] Cassigoli A., « Sobre… », *op. cit.*, Kidd D. « Carnival… », *op. cit.*, Rodriguez C., « Citizens' media… », *op. cit*.
[1207] Young E., « RICA: an Open Call to a Discussion », 1996, http://www.oocities.com/capitolhill/3849/rica_pro.html.

virtuel. Mais ces échanges n'ont pas lieu uniquement sur Internet. Le 31 janvier et 1er février 1997 se tient ainsi à New York une conférence organisée par des militants étasuniens et canadiens des médias alternatifs et des ONG (*Learning Alliance*, *Paper Tiger TV*, *Media & Democracy Congress*), intitulée *Freeing the media teach-in*. L'événement est marqué par la projection d'une vidéo dans laquelle Marcos, incarnation de l'unité du mouvement de résistance globale, lance un appel à la poursuite des efforts liés au projet RICA. Il rappelle d'abord cette double exigence des médias « indépendants », face au monopole des géants de la communication médiatique : produire de l'information, d'un côté et fournir des cadres d'interprétation alternatifs de la réalité sociale, pour favoriser les liens entre les différentes résistances, de l'autre. Il insiste sur le caractère vital du RICA :

« Le travail des médias indépendants est de raconter l'histoire de la lutte sociale dans le monde, et ici en Amérique du Nord – les États-Unis, le Canada et Mexico – les médias indépendants ont, à l'occasion, été capables d'ouvrir des espaces, y compris à l'intérieur des monopoles des médias de masse : à les forcer à rendre compte des informations d'autres mouvements sociaux. Le problème n'est pas seulement de savoir ce qui se passe dans le monde, mais de le comprendre et d'en tirer des leçons […]. En n'ayant pas à répondre aux monstrueux monopoles des médias, les médias indépendants ont un travail de longue haleine à réaliser, un projet politique et un but : faire connaître la vérité. C'est de plus en plus important dans le processus de mondialisation. Cette vérité devient un noeud de résistance contre le mensonge […]. En août 1996, nous avons appelé à la création d'un réseau de médias indépendants, un réseau d'information. Nous voulons dire un réseau pour résister au pouvoir du mensonge qui nous vend cette guerre que nous appelons la IVe Guerre Mondiale. Nous avons besoin de ce réseau pas seulement comme d'un outil pour nos mouvements sociaux, mais pour nos vies : c'est un projet de vie, d'humanité, une humanité qui a un droit à une information critique et véridique »[1208].

Ainsi, Marcos répond implicitement aux critiques formulées par certains mouvements de gauche à l'égard de la communication alternative. Ces mouvements privilégient les revendications « matérialistes » sur les besoins « post-matérialistes », comme les besoins d'information et de communication. Ils voient dans ce projet un aspect secondaire de la lutte. Certains dénoncent même le privilège accordé au monde virtuel sur le monde réel dans les représentations cybernétiques d'un Chiapas « virtuel »[1209]. Une prise en compte des conditions concrètes de la lutte néozapatiste au Chiapas invite cependant à une interprétation littérale des propos de Marcos sur ce qu'il considère être le caractère « vital » de ce réseau. Il témoigne en effet de la croyance en la nécessité de conserver actif un réseau de médiateurs internationaux, afin d'éviter une répression des autorités mexicaines. Cet appel contribue aussi à entretenir une perception flatteuse dans leur rôle déterminant pour l'issue du conflit.

La prise d'importance du RICA dans la hiérarchie des priorités du « mouvement global » va se manifester clairement lors de la seconde Rencontre Intercontinentale, sept mois plus tard en Espagne. Des rencontres intermédiaires ont eu lieu aux États-Unis depuis janvier,

[1208] Marcos S.-C., « Statement of Subcomandante Marcos to the Freeing the Media Teach-In », video presented in New York City by paper Tiger Television, 31 janvier 1997.
[1209] Hadler J., *op. cit*.

et ont contribué à amplifier le mouvement. Ainsi, une seconde conférence, intitulée « *Freeing the Local Media* », a lieu en mai, au cours de laquelle va être fondée la *New York Free Media Alliance*, un réseau local new-yorkais. Le 1er juin, en référence directe à la Seconde Déclaration depuis *La Realidad*, les mêmes collectifs fondent la *Fédération des Militants et Supporters des Médias Alternatifs* (FAMAS), un réseau national réunissant des militants de six villes étasuniennes. Cette même coalition fonde en parallèle la *Fédération Internationale des Médias Indépendants* (IFIM), un réseau international consistant en des « *groupes de militants des médias autonomes et souverains, au service de la diffusion du mouvement pour la libération humaine, la démocratie participative, et la construction communautaire* »[1210].

Le second *Encuentro Intecontinental* en Espagne constitue ainsi un moment clé parce que, comme l'expliquent deux participants, la structure de l'*Encuentro* serait *« un cas d'école de réseau décentralisé, une expérience d'organisation politique. L'*Encuentro *cherche à incarner dans son processus même les dynamiques sociales qu'il espère réaliser dans le monde. C'est pourquoi l'*Encuentro *ne présente aucun speaker ou panel : le but est que chacun parle et écoute de manière égale. Son agenda est déterminé non pas par les organisateurs mais à travers une* 'consulta'*, un processus-clé de l'organisation 'de bas en haut' des Zapatistes, dans lequel tous ceux qui participent décident des sujets qui vont être discutés dans les différentes tables rondes* ». Une hiérarchie des priorités va cependant apparaître, selon eux, au terme de ces rencontres : « *La table ronde sur l'information a pris une tournure singulière. Alors que les autres tables rondes ont organisé des réseaux à l'intérieur des luttes, la table sur l'information a cherché à organiser un réseau entre les luttes, à dessiner un réseau intercontinental de communication alternative* ». L'événement favorise ainsi une consécration du rôle d'*intermédiation globale*, joué par ce réseau de médias alternatifs, décrit comme « *un Mouvement des Médias Libres puissant, sans leader et autonome* » (*a powerful, leaderless, and autonomous Free Media Movement*).

Ces réunions contribuent à la structuration d'un microcosme relativement autonome et, pour partie, transnational, structuré autour de petits collectifs fédérés entre eux essentiellement par les liens du Web. Elles constituent quelques-unes des étapes successives qui vont déboucher, en novembre-décembre 1999, sur la création du Centre de Médias Indépendants (IMC), connu sous le nom d'*Indymedia*. En 2000, le réseau *Indymedia* s'implante au Mexique et un collectif *Indymedia* Chiapas est fondé en 2001 pour assurer la « couverture alternative » de la Marche sur Mexico.

Cependant, les débats qui traversent ce réseau ne sont pas sans évoquer ceux qui ont accompagné la construction du projet RICA, bien que la relation entre les deux soit indirecte. Si les collectifs locaux du réseau se sont multipliés au fil des années, on observe un phénomène de « concentration polycentrique »[1211] dans les pays du *Global North*. Ainsi, l'Europe et l'Amérique du nord représentent à eux seuls 73 % des collectifs, alors que le

[1210] Cité in Ruggiero G., Duncan K., « On the Growing Free Media Movement. Recent Trends in radical media organizing », *Zmag*, October 1st, 1997.
[1211] Heilbron J., « Echanges culturels transnationaux et mondialisation : quelques réflexions », *Regards sociologiques*, 22, 2001, p. 141-154.

Global South (Afrique, Amérique latine, Asie, Océanie) en représente seulement 27 %[1212]. Le réseau des IMC est également traversé par une controverse récurrente entre un pôle « communicationnel » favorable à une application radicale du principe de l'*open publishing* (ouvert à n'importe qui, n'importe quel point de vue, etc.) et un pôle « informationnel » favorable à une professionnalisation de la production d'information[1213]. Cette tension se retrouve dans les questionnements sur la définition légale de ces collectifs : en tant que sujets juridiques relevant de différents Etat de droit, relèvent-ils du droit général des citoyens ou des réglementations spécifiques aux pratiques journalistiques professionnelles[1214] ? L'existence et la similarité de ces débats au sein des différents collectifs constituent autant d'indicateurs de l'existence d'enjeux spécifiques à ce microcosme.

La transnationalisation des arènes médiatiques alternatives : la trajectoire d'un vidéaste « altermondialiste »

La trajectoire du vidéaste indépendant Rick R., l'un des fondateurs du réseau *Indymedia*, permet d'illustrer le phénomène de la transnationalisation des arènes médiatiques alternatives. Né au milieu des années 1970 dans une famille de la classe moyenne du *Midwest*, aux Etats-Unis, Rick R. termine son lycée en 1994 et part dans un *van* avec deux amis, pour une année sabbatique en Amérique Centrale. En février 1995, les trois globe-trotters sont sur le chemin du retour, mais tombent en panne. Ils prennent un ticket de bus pour le Chiapas et se retrouvent au milieu de l'offensive militaire contre la rébellion néozapatiste. Rick R. assiste à la répression, dont la violence le trouble. Il prend conscience de l'ampleur de la misère des peuples indigènes et de la magnitude du conflit.

Les trois amis partent alors pour Mexico et se joignent à des collectifs de soutien à l'EZLN, qui organisent des manifestations. Pour Rick R., les médias contribuent à affaiblir les groupes minoritaires comme les Néozapatistes par la désinformation et le silence. Mais l'offensive militaire a été stoppée non pas par les armes, mais par des manifestations populaires massives. Il fait donc sien le slogan « *nos mots sont nos armes* » et, à son retour, importe ce principe dans le contexte étasunien. Il ne s'agit pas d'agir en spectateur de la lutte néozapatiste : il se considère comme un militant néozapatiste (« *je ne suis pas un réalisateur de films, je suis un zapatiste* », affirme-t-il en interview).

La vidéo apparaît dès lors comme un outil médiatique adapté à cette participation. En 1996, lui et ses deux amis abandonnent leurs études universitaires et assistent à la première Rencontre Intercontinentale pour l'Humanité et contre le Néolibéralisme au Chiapas. Ils vont rester six mois dans les communautés indigènes et filmer la rébellion. Le documentaire *Zapatista* est le fruit de ce travail. Sorti en 1998, il est distribué de façon indépendante aux Etats-Unis, sur le Web et dans des festivals internationaux de cinéma. Or, au cours de ce processus de production et de distribution, une maison d'édition indépendante est créée, *Big Noise Films*. La production audiovisuelle de cette structure va se professionnaliser au fil des années, jusqu'à la sortie en 2003 de *The Fourth World War*, un documentaire militant qui deviendra un film « culte » dans les mouvements altermondialistes. Les principes affichés par

[1212] Si le réseau peut se vanter de proposer des publications en anglais, en espagnol, en français, en italien, en allemand, en portugais, en flamand, en suédois, en finlandais, en russe, en hébreu, ou en arabe, la langue de référence demeure l'anglais.
[1213] Juris, J., « Indymedia. De la contra-información a la utopía informacional », in Marí Sáez, V. M. (coord.), *La Red es de todos. Cuando los movimientos sociales se aproprian de la Red*, Rompeolas, Editorial Popular : Madrid, 2004, p. 154-177.
[1214] Salter, L., « Indymedia and the Law: Issues for Citizen Journalism », in Allan, S., Thorsen, E. (Ed.), *Citizen Journalism. Global Perspectives*, Peter Lang Publishing Inc., New York, 2009, p. 175-185.

ce collectif sont très proches de ceux d'*Indymedia*, que Rick Rowley et des membres de son collectif vont contribuer à mettre en place à Seattle en 1999 :

« Big Noise est un collectif de vidéastes qui se consacrent à la distribution d'images belles, passionnées et révolutionnaires. Nous ne sommes pas des réalisateurs de films qui produisent et distribuent leur travail. Nous sommes des rebelles, cristallisant une communauté radicale et tissant un réseau de chair et d'images, de rêves et d'os, de solidarité et de connexion contre l'isolation, l'aliénation et le cynisme de la décomposition capitaliste ».

L'insistance du groupe à se distinguer de la production cinématographique commerciale et à proclamer l'authenticité de son engagement militant, peut être analysée comme élément d'un rituel stratégique de présentation de soi, qui lui permet de se positionner simultanément dans deux champs de production symbolique, cinématographique et politique, où il occupe des positions dominées. En marquant leurs distances avec les pratiques du *mainstream cinema*, les membres du collectif suggèrent précisément la possibilité d'un rapprochement entre leurs productions et celles de documentaires professionnels – ce qui permet au passage de souligner les qualités formelles de leur travail. Mais en affirmant leur proximité avec le mouvement anticapitaliste, ils laissent apparaître la distance relative qui sépare les pratiques « spécialisées » du journalisme de mouvement social (médiatisation et médiation) des autres pratiques militantes. R. Rowley affirme d'ailleurs dans une interview que, pour lui, « *faire un film est un travail schizophrénique* ».

L'expression subjective de cet *habitus* clivé peut être analysée comme un effet de la position objective qu'il occupe entre l'univers politique et médiatique. Le travail de R. Rowley fait d'ailleurs, plusieurs années plus tard, l'objet d'une consécration dans ces deux espaces : sa biographie apparaît sur le site du Centre Pulitzer ; il reçoit de nombreuses distinctions journalistiques et cinématographiques, dont une bourse attribué par la fonction Rockefeller ; ses productions ont été diffusées sur des grands médias audiovisuels à travers le monde (la *BBC*, *CBC*, *CNN International*, *Al Jazeera International*, *MBC*, *MTV*). Si cet exemple de trajectoire ascensionnelle n'a pas vocation à être généralisée à l'ensemble de la population des médiactivistes, elle n'en montre pas moins l'existence de mécanismes spécifiques de production et de reproduction de ces arènes médiatiques transnationales[1215].

B/ De la courroie de transmission au média autogéré : le réseau de communication interne

Sa rhétorique de critique des médias permet à l'EZLN tout à la fois de capitaliser sur le mécontentement de l'opposition mexicaine à l'égard du système médiatique, de politiser la question au niveau de l'Etat fédéral et de promouvoir le rôle des médias alternatifs dans son réseau de solidarité. Mais les stratégies de communication du mouvement reposent également sur la construction d'un réseau d'informations et de communication interne, qui va contribuer à structurer un discours et des pratiques militantes dans des arènes médiatiques alternatives. Or, si l'on étudie les transformations successives de ce réseau, tout se passe comme si le néozapatisme était passé d'un modèle de communication caractéristique des guérillas clandestines, dominé par la hiérarchie politique et militaire de l'organisation, à un modèle de

[1215] Ces éléments biographiques sont tirés de Magallanes-Blanco C., *The use of Video for Political Consciousness-Raising in Mexico. An Analysis of Independent Videos about the Zapatistas*, Edwin Mellen Press, 2008.

communication plus « autonome », pris en charge par les instances civiles des communautés indigènes. Cette trajectoire est en corrélation avec les analyses quantitatives présentées au chapitre 3 : le réinvestissement partiel du travail de communication – qui passe principalement de communiqués destinés à la presse (1994-1996) à des médias internes (1998-2003) – s'opère en parallèle de la baisse de l'ampleur de la médiatisation du mouvement et de la montée de discours critique sur le mouvement dans la presse. On va le voir dans un premier temps à travers les exemples de la presse, de la radio et de la production vidéo au sein des communautés néozapatistes.

Journaux clandestins, média épistolaire et revues intellectuelles

Dans la période de formation clandestine de l'EZLN, domine le modèle de la presse révolutionnaire comme « organisateur collectif », dont on trouve les fondements théoriques dans les écrits de Lénine : les journaux doivent servir à l'organisation politique de courroie de transmission auprès des militants et de la population. Ainsi, les FLN impriment, à Mexico dans les années 1980, des journaux comme *La vérité du prolétaire*, destiné aux ouvriers, *Le réveil du peuple* pour les paysans, *L'Etoile rouge* pour les miliciens et deux publications clandestines réservées aux cadres et aux insurgés, *Nepantla* et *Nupi*[1216]. Le 1er janvier 1994, l'EZLN diffuse ses communiqués à travers son journal *El Despertador Mexicano* (*Le Réveil Mexicain*). Cet organe central d'information est d'abord d'un journal à diffusion interne, publié et distribué dans les communautés néozapatistes pour les tenir informées de la guerre à venir contre le gouvernement mexicain. Le premier numéro, sorti en décembre 1993, présente la déclaration de guerre adressée par l'EZLN à l'armée fédérale mexicaine, ainsi que les ordres auxquels doivent se soumettre les chefs et les officiers des troupes lors de leur progression sur le territoire national[1217]. Après le soulèvement, le rôle du journal est, comme l'indique l'éditorial du premier numéro, « *d'informer notre peuple du déroulement de la juste guerre que nous avons déclarée à nos ennemis de classe* »[1218]. Le journal est ainsi envoyé début janvier aux rédactions de journaux à Mexico[1219].

Ces journaux assurent un travail de formation idéologique, d'information ou de propagande. C'est une des originalités de l'EZLN : alors que les guérillas centraméricaines utilisent prioritairement les radios rebelles pour diffuser leur point de vue, en raison notamment des contraintes géographiques et du niveau d'analphabétisme des populations, le néozapatisme se singularise par l'envoi de communiqués et l'utilisation du « média épistolaire », mais également par la production de journaux et de revues.

Il faut cependant distinguer les publications officielles de l'EZLN des publications produites par ses sympathisants. La revue *Rebeldía*, lancée en novembre 2002 est ainsi un

[1216] Grange (De La) B., Rico, M. S.-C.… *op. cit.*, p. 99-100.
[1217] Fuentes Morua J., « De *El Despertador*, 1993, a *Rebeldía*, 2003 », *Casa del Tiempo*, IV/8, juin 2008, p. 8-15.
[1218] EZLN, « 'Le réveil mexicain' : les lois révolutionnaires », décembre 1993, *¡Ya Basta !, vol. 1, op. cit.*, p. 26.
[1219] Sa publication se poursuit dans les années suivantes : le numéro 11 sort en septembre 2009. Pour B. de la Grange, la qualité d'impression des communiqués dans *Le Réveil Mexicain* est « *exceptionnelle* » ce qui prouverait « *qu'ils ne sont pas fabriqués dans le maquis* » (*Le Monde*, 27/01/94)

organe de l'EZLN, bien que produit par des militants de México depuis l'Ecole Nationale d'Anthropologie et d'Histoire (ENAH)[1220]. Elle se distingue par exemple de la revue *Chiapas*, une publication indépendante lancée en 1995 par des intellectuels de gauche pro-zapatistes[1221], ou encore de la revue *Contrahistorias*, fondée en 2003 par des historiens qui adhèrent en 2006 à la « Sixième Déclaration » néozapatiste[1222]. Le rapport entre les revues néozapatistes *stricto sensu*, dont le contenu est contrôlé par la direction de l'EZLN, et les revues philo-zapatistes, permet à ces dernières une relative liberté éditoriale qui contribue à conférer un capital symbolique au mouvement, par exemple les revues publiées par des universitaires.

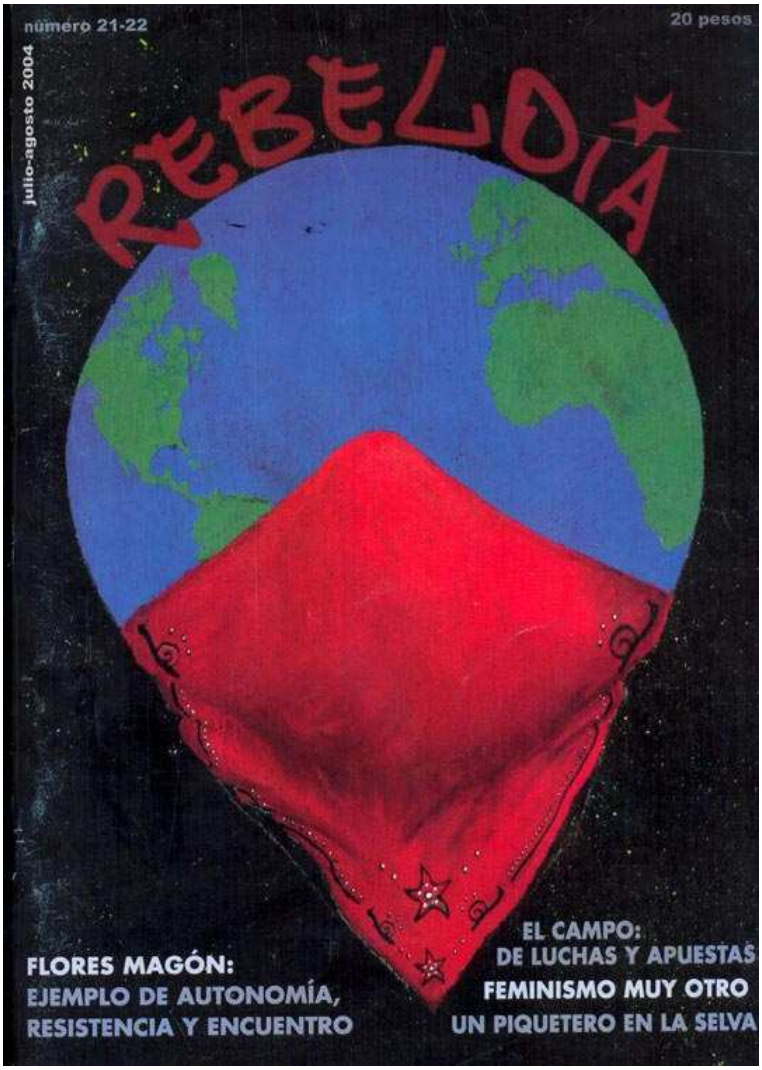


Figure 27 - Page de "une" de Rebeldia (août 2004)

[1220] En mars 2001, c'est à l'ENAH que la délégation néozapatiste est accueillie à son arrivée à México (entretien avec Adriana López M., rédactrice en chef adjointe de *Rebeldía*, mars 2006).
[1221] http://membres.multimania.fr/revistachiapas/No1/ch1presenta.html
[1222] La revue est dirigée par l'historien Carlos Aguirre Rojas. Le premier numéro est tiré à 2000 exemplaires, le numéro 6 à 6000 exemplaires (Rouxel C., « L'adhésion de la revue scientifique '*Contrahistorias*' à la Sixième déclaration de la Forêt Lacandone et à l'Autre Campagne », *La lutte… op. cit.*, p. 89).

De la radio militaire clandestine à la radio civile autogérée

L'EZLN conserve cependant le medium radiophonique pour sa communication interne. Dans la période de formation clandestine, alors que les guérilleros écoutent la *Radio Venceremos* de la guérilla salvadorienne[1223], un système de radios fixes et mobiles est mis en place pour compenser les difficultés de transport qui limitent les possibilités de déplacement dans une zone boisée et montagneuse. Le maintien de la clandestinité de ce système, mis en place grâce à l'aide de l'évêché de San Cristóbal dans les années 1970-1980[1224], est difficile car les *finqueros* pro-PRI de la zone des *Cañadas* utilisent eux-mêmes la radio pour communiquer entre eux et risquent d'intercepter les messages. Le commandement militaire de l'EZLN utilise donc une technique inspirée des révolutionnaires cubains, qui consiste à utiliser deux systèmes de rotation horaire distincts : l'horaire normal et l'horaire de l'organisation clandestine[1225]. L'organisation militaire conserve cet instrument de communication interne clandestin après 1994. Les transmissions radio sont interrompues après l'offensive de l'armée en février 1995.

Mais dans la période de construction du néozapatisme civil et de l'autonomie indigène au sein des *Aguascalientes*, en particulier après la signature des accords de San Andrés en 1996, les communautés affiliées à l'EZLN cherchent à mettre en place leurs propres médias de communication. C'est ainsi qu'en 2002 est lancé *Radio Insurgente*, « *voix officielle de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale* ». L'exemple de *Radio Insurgente* illustre le changement de paradigme qui semble[1226] s'imposer progressivement dans les communautés néozapatistes, depuis un modèle de « courroie de transmission » de l'organisation politico-militaire à un modèle de « média autogéré » qui doit plus à la tradition de l'anarchisme socialiste et féministe qu'à la tradition de l'*agit-prop* léniniste[1227].

Figure 28 - Logo de Radio Insurgente

[1223] Magallanes-Blanco C., *The use of Video… op. cit.*, p. 51.
[1224] Flores G., *La seducción… op. cit.*, p. 184, Rouxel C., *La lutte… op. cit.*, p. 20.
[1225] Cette double temporalité explique pourquoi Marcos a deux montres au poignet : l'une indique l'heure normale, l'autre « l'heure zapatiste ». Contrairement à une opinion romantique, cela ne correspond pas à l'existence d'une double temporalité « occidentale » et « maya » (Grange (De La) B., Rico M., S.-C.… *op. cit.*).
[1226] Cette précaution s'impose en raison du fait que, comme je l'ai expliqué dans l'introduction générale, je n'ai pas pu effectuer d'entretiens avec des membres de cette radio. J'ai donc utilisé des sources indirectes : Radio Insurgente, « ¿Quienes Somos? », www.radioinsurgente.org [consulté le 22/03/2006], Fernandez D., « Radio insurgente », *Alternet*, 10 janvier 2005, www.alternet.org/mediaculture/20932 [consulté le 29/03/2006], Sennit-Hol A., « Radio Insurgente », *Clandestine Radio Watch*, #177, 28 février 2005 [consulté le 29/03/2006], Cmi-Chiapas, « El tercer aniversario de Radio insurgente », 18 février 2005, chiapas.mediosindependientes.org [consulté le 29/03/2006], UK Indymedia, « Radio Insurgente, the EZLN radio station, now in the web ! », 17 novembre 2004, www.indymedia.org.uk [consulté le 29/03/2006], Muñoz Ramirez G., « Vous écoutez Radio Insurgente », *La Jornada/Rebeldía*, septembre 2004, trad. en français pour RISAL, 18 janvier 2005, www.cspcl.ouvaton.org [consulté le 30/05/2005].
[1227] Sur les modèles léniniste et autogestionnaire de médias, voir Downing J. D. H., « Radical Media Organization: Two Models », in *Radical Media… op. cit.*, p. 67-74.

Radio Insurgente, voix officielle de l'EZLN ou « voix des sans voix » ?

Radio Insurgente est lancée le 14 février 2002 dans les communautés néozapatistes du Chiapas. Héritière du système de radio clandestin de l'EZLN, elle se présente au départ comme sa « voix officielle », qui correspond à la définition d'un *advocacy media*[1228]. En janvier 2004, la radio participe à la création du *Réseau Critique des Médias Libres*, lors d'une réunion à México qui fait suite au lancement de la campagne « 20&10 » de l'EZLN.

Dans un communiqué du 16 décembre 2005, une réorientation s'opère : dans le cadre de la séparation des structures militaires de l'EZLN et des communautés civiles néozapatistes, les radios de *Radio Insurgente* doivent passer progressivement sous le contrôle des *municipes* autonomes : « *ces stations fonctionneront comme des radios communautaires et auront les noms et les productions que les peuples zapatistes décideront* ». Le système de *Radio Insurgente* s'étend ainsi début 2005 sur quatre zones : la zone frontière avec le Guatemala (où se trouve la station émettrice, sur une montagne), la zone de Los Altos, la zone de la forêt Tzeltal et la zone Totz Choj – une cinquième zone étant prévue dans la zone nord du *Caracol* Roberto Barrios. Des radios indépendantes du système de *Radio Insurgente* voient ainsi le jour, comme *Radio Votan Zapata* (89.1. FM).

Les programmes sont diffusés en espagnol, en tzotzil, en tzeltal et en tojolobal, des langues indigènes dérivées du maya. Ils abordent des thèmes variés tels que la santé, l'éducation, le droit et le travail des femmes, des contes pour enfants, des campagnes contre l'alcoolisme, la lecture de communiqués de l'EZLN, des pièces de théâtre audio, des flashs d'information et des contes écrits, produits et racontés par le « Sous-Commandant Marcos » – qui sont réputés avoir un grand succès. La musique est également très présente, car le but est à la fois d'informer et d'éduquer, mais aussi de divertir. Certains programmes en onde courte peuvent être reçus au Guatemala, au Salvador, au Nicaragua et dans le reste de l'Amérique centrale.

Radio Insurgente est ainsi composée : 1/ d'un ensemble de stations de radio hertziennes qui diffusent en FM quotidiennement ou en ondes courtes chaque vendredi ; 2/ d'un site Internet lancé en 2004, dans lequel se trouvent les programmes hebdomadaires diffusés en ondes courtes, ainsi que des liens vers plus de cinquante radios libres d'Amérique latine, d'Amérique du nord et d'Europe (le site Web de *Radio Insurgente* utilise le système de la syndication des contenus et encourage toutes les « radios libres et communautaires » à rediffuser ses émissions) ; 3/ d'une maison de production de CD, *Producciones Radio Insurgente*, qui enregistre et diffuse les groupes de musique traditionnelle des communautés ou les *corridos* zapatistes, dans le but de faire connaître la culture des indigènes rebelles et de financer *Radio Insurgente*.

Les conditions de production de la radio sont précaires : interférences de l'armée fédérale, conditions météorologiques instables et manque de moyens. *Radio Insurgente* se félicite néanmoins de bénéficier du travail de « *centaines de personnes* » qui collaborent en tant que présentateurs, éditeurs, ingénieurs du son, reporters, techniciens et tous ceux qui surveillent les antennes et les locaux. Un participant déclare ainsi : « *Nous sommes une radio libre faite pour le peuple pour que tout le monde connaisse ses luttes* ». L'ambivalence entre un rôle d'*advocacy media* (pour le peuple, mais par des militants) et un rôle de *grassroots media* (pour le peuple et par le peuple) semble ainsi structurer le fonctionnement de la radio.

[1228] Chris Atton distingue deux catégories de « médias alternatifs » : d'un côté, les médias de défense d'une cause (*advocacy media*), dans lesquels un groupe de journalistes ou de militants professionnels introduit, en tant que sujets prioritaires d'information, les individus ou les groupes sociaux habituellement absents ou marginalisés dans les grands médias (comme les paysans indiens, les femmes, les enfants, le sous-prolétariat urbain) ; d'un autre, les médias de la base (*grassroots media*), dans lesquels des personnes, issues de ces mêmes groupes sociaux dominés, produisent des informations sur leur vie quotidienne dans des supports médiatiques dont ils sont « co-gestionnaires » (Atton C., *Alternative media… op. cit.*).

La réappropriation de moyens de représentation visuelle du mouvement

Une étude de Claudia Magallanes-Blanco sur la vidéo indépendante pro-zapatiste montre l'existence d'un processus similaire de vernacularisation de l'usage des médias internes. Cette auteure analyse le soulèvement de 1994 comme un « choc national » au Mexique, en raison des transformations de la conscience politique nationale qu'il a provoquées[1229]. A cette époque, en effet, les représentations officielles, imposées par le PRI et les médias dominants, particulièrement la télévision et la radio, relèvent d'un discours « monologique »[1230], qui limite drastiquement la liberté d'expression et le débat public entre les acteurs politiques, les médias et les citoyens. L'onde de choc du mouvement néozapatiste aurait favorisé, à l'inverse, une série d'interactions « dialogiques » entre des groupes d'acteurs (militants, producteurs de vidéos indépendantes, public mexicain et étranger) et des récits alternatifs de l'histoire récente du Mexique. Ce dialogue aurait contribué à transformer l'opinion que de nombreux Mexicains se font de leur pays, et notamment des peuples indigènes, et à introduire des points de vue alternatifs du conflit chiapanèque au sein des élites politiques et médiatiques.

Dans un premier temps, cependant, la voix de vidéastes indépendants extérieurs aux communautés prédomine. L'auteure définit les vidéastes indépendants comme des « *producteurs de médias, qui disposent pour la plupart de leurs propre maison de production, travaillent avec des médias audiovisuels, la plupart du temps dans le format vidéo, dans des genres différents. Ils ont produit et réalisé des vidéos sur la rébellion zapatiste qui, à des degrés différents, reprennent à leur compte les idéaux de la rébellion et cherchent à la légitimer* ». Son étude se focalise ainsi sur sept maisons de production de vidéos indépendantes, la plupart mexicaines, dont elle retrace la genèse, les orientations professionnelles et politiques, ainsi que les conditions de production et de distribution, à travers des entretiens menés auprès de leurs membres[1231]. Si la critique mexicaine des médias audiovisuels se structure après le massacre de Tlatelolco en 1968, le mouvement de la vidéo indépendante prend son essor après le tremblement de terre de México en 1985, qui favorise l'émergence d'un mouvement urbain populaire[1232], dans lequel plusieurs projets de vidéo voient le jour, comme *Colectivo Perfil Urbano*, créé par un étudiant en sociologie à México, José Luis Contreras. L'accusation de fraude électorale, suite aux élections présidentielles de 1988, donne également naissance à des réseaux de contre-information visant à contrer la propagande officielle, comme *Canal 6 de Julio*, créé en 1989 par le cinéaste Carlos Mendoza.

[1229] Magallanes-Blanco C., *The use… op. cit*.

[1230] L'auteur utilise les concepts du théoricien russe Mikhaïl Bakhtin, pour qui l'opinion se construit dans le dialogue, qui donne du sens aux événements en apportant un « surplus de vision » aux interlocuteurs.

[1231] Cristián Calónico, de *Producciones Marca Diablo* (Mex.); José Luis Contreras, de *Colectivo Perfil Urbano* (Mex.) ; Alexandra Hakin, Carlos Pérez et Paco Vásquez, du *Chiapas Media Project* (Mex./USA) ; Epigmenio Ibarra et Hernán Vera, de *Argos Servicios informativos* (Mex.) ; Carlos Mendoza, de *Canal 6 de Julio* (Mex.) ; Ricardo Rocha, de *Detrás de la Noticia* (Mex.) ; Rick Rowley, de *Big Noise Films* (USA) ; María Inés Roque et Lupita Miranda, de *Walkirias* (Mex.) ; Nettie Wild, de *Canada Wild Production* (Can.).

[1232] Sur les mouvements urbains au Mexique, voir Bennet V., « The evolution of Urban Popular Movements in Mexico Between 1968 and 1988 », Escobar A., Alvarez S.E., *The Making… op. cit*., p. 240-259.

La privatisation de la chaîne de télévision nationale *Imevisión* en 1992-1993 introduit une concurrence entre les chaînes mexicaines qui offre des conditions favorables à la mise en place d'agences indépendantes de production audiovisuelle. C'est dans ce contexte qu'est produite l'émission *Detrás de la Noticia*, animée par le journaliste Ricardo Rocha. Enfin, après le soulèvement de l'EZLN en 1994 émerge un quasi-marché national et international de la vidéo indépendante sur le conflit du Chiapas[1233].

C'est dans ce contexte que naît une organisation binationale, destinée à permettre aux communautés insurgées du Chiapas de produire eux-mêmes des vidéos sur leur lutte : *Chiapas Media Project/Promedios de Comunicación Comunitaria* (CMP/Promedios). On peut se demander si l'approche « dialogique » proposée par l'auteure de cette étude, qui consiste à montrer comment l'émergence de points de vue « alternatifs », dans l'espace public audiovisuel, favorise un élargissement souterrain de la conscience politique collective, ne tend pas à occulter les rapports de force objectifs qui structurent la circulation et la confrontation de ces points de vue. L'hypothèse d'un espace public national unifié où les différents interlocuteurs entreraient en dialogue est discutable. La méthode dialogique tend en effet à proposer une vision des rapports de force symboliques où, si tous les points de vue ne se valent pas, la possibilité du « dialogue » semble néanmoins toujours ouverte. Sans exagérer le degré de fermeture des autorités mexicaines ou des chaînes de télévision nationales, on peut cependant se demander si cette thèse ne contribue pas à occulter le fait que le principal usage qui est fait des vidéos produites par les communautés néozapatistes est interne et ne dépasse que rarement les frontières des « espaces publics alternatifs » ouverts par son réseau transnational de solidarité[1234].

C'est en février 1998 que les communautés néozapatistes se dotent formellement de centres de production vidéo. Ce projet naît d'une rencontre avec une vidéaste indépendante étasunienne, Alexandra Halkin. Née à Chicago en 1959, elle a réalisé des documentaires combinant travail artistique et engagement politique sur des sujets variés : la crise des otages américains en Iran au début des années 1980, les immigrés *latinos* des quartiers pauvres de Chicago, la *gentrification*, le virus du SIDA, l'industrie pornographique, ou encore la défaite électorale des Sandinistes au Nicaragua en 1989[1235]. Son travail s'inscrit dans le contexte de naissance du mouvement du vidéoactivisme étasunien[1236]. A la fin des années 1980, cependant, elle rencontre une militante active dans un projet de vidéo participative, *Vidéo*

[1233] Pour un aperçu de cette production foisonnante au Mexique, aux Etats-Unis et au Canada, voir par ordre de sortie : Mendoza C., *La guerra de Chiapas*, Canal 6 de Julio, DVD, 1994 ; Mendoza C., Marina V., *Acteal : Estrategía de Muerte*, Mexico, Canal 6 de Julio, 1998 ; Wild N., *A Place called Chiapas*, Canada, Canada Wild Productions, 1998 ; Big Noise Films, *Zapatista*, USA, BigNoiseFilms, 2001 ; Ventura N. (prod.), Mariña V., Viveros M. (real.), *Zapatistas. Crónica de una rebelíon* (DVD, 2 vol.), México, Canalseisdejulio, Demos Desarollo de Mediosn, 2003 ; Vargas F., *Le violon*, Mexique, Bodega Films, 2006 [film de fiction] ; Defossé N., *¡Viva México ! La Otra Campaña*, DVD, Terra Nostra Films, 2009 [réalisateur français].

[1234] Sur la notion d'espace public alternatif, voir Downing J.D.H., « The alternative public realm… », *op. cit.*

[1235] Halkin A., entretien, 2008.

[1236] Un acteur de ce mouvement définit le vidéaste militant comme une personne « préoccupée par la popularisation de vérités alternatives qui favorisent la justice sociale, et diffuse de l'information visuelle à propos d'un enjeu à l'intention d'un auditoire qui s'étend au-delà des personnes directement impliquées » (Widgington D., « Projeter la révolution. Foire aux questions à propos de la vidéo-militance », in Langlois A., Dubois F., *Médias autonomes... op. cit.*, p. 155-156).

SEWA, née en Inde en 1984[1237]. La découverte des usages participatifs et communautaires de la vidéo, bien différents de leurs usages strictement militants, a une « *grande influence* » sur son parcours ultérieur[1238].

Engagée par Tom Hansen, directeur de l'organisation humanitaire *Pastors for Peace*, avec qui elle a déjà travaillé à La Havane en mars 1995, elle se rend au Chiapas au printemps de cette année-là. Elle doit réaliser un documentaire sur une caravane humanitaire, suite à l'offensive militaire du 9 février. Alors qu'elle se trouve dans une communauté néozapatiste avec sa caméra, des indigènes lui posent des questions sur le coût et le fonctionnement de son appareil. Après une série de discussions avec des responsables de communautés, des ONG de San Cristóbal comme le *Frayba* ou *Enlace Civil*, elle décide de proposer une série d'ateliers de formation au maniement de la caméra et à la production vidéo.

Pour réaliser le premier atelier, elle noue des contacts avec des vidéastes professionnels mexicains, dont José Manuel Pintado, producteur de vidéo indépendante de Mexico : Guillermo Monteforte, directeur du centre de Vidéo Indigène de Oaxaca[1239] ; Fabio Meltis, qui travaille avec des jeunes indigènes de la capitale ; ou encore Francisco Vazquez, un jeune *Náhuatl* de la banlieue de México, qui parle sa langue maternelle, l'espagnol, et l'anglais et lui sert rapidement de traducteur. Afin de lever des fonds aux Etats-Unis pour le projet, elle le labellise comme une initiative destinée aux jeunes et part avec un groupe de *Street Level Youth Media*, une organisation de Chicago qui travaille avec des adolescents *chicanos*. Le premier atelier a lieu au Municipe Autonome *Ejido Morelia*, avec l'accord et l'appui de commandants de l'EZLN. Le projet se construit ainsi à la croisée de trois influences : la lutte des néozapatistes du Chiapas pour l'autonomie indigène, le vidéoactivisme américain[1240], et le courant de la vidéo communautaire au Mexique.

[1237] *Video Sewa* est l'une des premières expériences de vidéo participative et celle qui a la plus longue longévité. Elle débute en 1984, lorsque Martha Stuart dirige un stage de formation au Gujarat pour vingt femmes, en majorité analphabètes, de l'Association des Travailleuses Indépendantes (SEWA d'après son sigle en anglais). La vidéo devient progressivement un outil dans le travail social et organisationnel. Les femmes apprennent à utiliser l'outil vidéo et transforment la vision de leur rôle dans la société. Les enfants de Martha Stuart poursuivront le projet au Nigeria et en Egypte avec leur organisation Communication for Change (Gumucio-Dagrón A., *Ondes de choc. Histoires de communication participative pour le changement social*, The Rockefeller Foundation, 2001, p. 22-23).

[1238] Pour une analyse critique du phénomène de la communication participative, voir Gumucio Dagron A., « Call me impure: myths and paradigms of Participatory Communication », Our Media, Not Theirs, Washington, 24 May 2004. Pour l'analyse d'une expérience de vidéo participative par des femmes colombiennes, voir Rodriguez C., « A Process of Identity Deconstruction : Colombian Women Producing Video Stories », in *Fissures… op. cit*., p. 109-128. Sur l'introduction de l'anthropologie visuelle au Mexique, voir Flores C. Y., « La antropología visual ¿Distancia o cercanía con el sujeto antropológico ? », *Nueva Antropología*, 67, 2007, p. 65-87. Sur l'histoire des projets de vidéo indigéniste et indigène, notamment à Oaxaca, voir Córdoba A., Zamorano G., « Mapeando medios en México: video indígena y comunitario en México », Native Networks, 2004, Monteforte G., entretien, 2009, Avila Pietrasanta I., entretien, 2006).

[1239] Voir l'encadré page suivante.

[1240] Le vidéoactivisme naît aux Etats-Unis dans les années 1990-2000 dans un contexte d'alliance entre des groupes politiques radicaux issus de la contre-culture et des populations exclues ou marginalisées. Ses militants développent par exemple des pratiques de capture d'actions politiques qui sont ensuite diffusées dans les réseaux militants, comme *Paper Tiger TV* ou *Deep Dish TV*. Ce courant reprend des revendications similaires au cinéma militant des années 1960-1970, en termes de critique de l'hégémonie des médias en général et du cinéma commercial (Cardon F., Granjon D., *Médiactivistes… op. cit*.).

La vidéo communautaire au Mexique

L'histoire de la vidéo communautaire au Mexique se construit autour de deux groupes principaux : un premier rassemble des réalisateurs de films ethnographiques influencés par l'anthropologie visuelle ; un second des membres de l'Institut National Indigéniste.

L'anthropologie visuelle est un courant de l'anthropologie qui utilise les médias audiovisuels comme appui à son travail d'investigation, produit des images visuelles avec un contenu anthropologique et analyse et utilise des matériaux audiovisuels produits hors de la discipline. Ce courant, incarné notamment par le cinéaste Jean Rouch, s'est construit en opposition à la perspective eurocentrique, coloniale et stéréotypée des films anthropologiques sur les peuples primitifs, tournés au début du XXe siècle. Il se situe dans le sillage de l'anthropologie moderne ouverte par Bronislaw Malinowski, qui cherche non pas à imposer un point de vue extérieur, mais à restituer la vision du monde de l'indigène. Cependant, les tenants de l'anthropologie visuelle critiquent la distance sociale instaurée entre les groupes observés et les observateurs, qui tend à conforter, selon eux, une forme de suprématie visuelle occidentale et la perpétuation du regard colonial. C'est pour l'éviter que naissent des tentatives « d'anthropologie partagée » qui ambitionne de transformer « l'objet » anthropologique en « sujet ». J. Rouch, fondateur du « cinéma vérité », parvient ainsi à obtenir la participation active des membres des communautés étudiées dans leurs productions cinématographique, au cours de projets menés principalement en Afrique. Il questionne l'autorité ou la légitimité de l'auteur dans les travaux visuels anthropologiques. Dans les années 1960-1970, l'abaissement des coûts du matériel vidéo et leur plus grande maniabilité permettent de lancer des projets dans ce sens, avec l'appui d'ONG, d'Etats et la collaboration d'anthropologues, pour permettre aux « sujets subalternes » de produire leurs propres documents visuels. La monté des revendications des peuples indigènes, en particulier en Amérique latine, dans les années 1980-1990, donne une impulsion supplémentaire à ces revendications.

Dans les années 1960, J. Rouch se rend en Colombie et au Mexique et des réalisateurs mexicains partent étudier à ses côtés à Paris. Ces réalisateurs vont contribuer à importer l'anthropologie visuelle. C'est sous leur impulsion que l'Institut National Indigéniste (INI) au Mexique s'investit en 1989 dans un programme de « *transfert de médias audiovisuels aux organisations et communautés indigènes* ». Mené par le Conseil National pour le Développement des Peuples Indigènes, ce programme s'ouvre à une production visuelle indigène. Quatre centres de post-production indigènes sont créés dans les Etats de Sonora, de Michoacan, du District Federal et d'Oaxaca. Mais le programme fait l'objet de critiques : il serait dirigé selon un agenda gouvernemental et non pour les intérêts des peuples indigènes ; les communautés choisies seraient les plus obéissantes aux autorités et les caciques contrôleraient l'accès aux dispositifs. C'est ainsi qu'à Oaxaca, des membres du Centre de Vidéo Indigène, fondé en 1994 décident, en 1997-1998, de créer une organisation indépendante, *Ojo de Agua Comunicación*. Leur objectif est de passer d'une vidéo *indigéniste*, marquée par un regard folklorisant et condescendant, à une vidéo *indigène*. Comme le dit le réalisateur Guillermo Monteforte, il s'agit de « *travailler pour une communication depuis les peuples, et non de favoriser une initiative de communication d'une institution* »[1241].

[1241] Cet encadré se base sur : Cardon D., Granjon F., *Médiactivistes… op. cit*. [sur l'histoire du cinéma militant depuis les films ouvriers des années 1930], Blondeau O., *Devenir Média… op. cit*., p. 97-126 [sur l'appropriation par des militants des outils du Web 2.0 à partir de 2002], Watkins P., *Media Crisis*, Paris, Col. Savoirs autonomes, Homnisphères, 2003 [analyses critiques de l'homogénéisation de la production audiovisuelle et témoignages d'un cinéaste alternatif étasunien sur sa pratique], Monteforte G., entretien, 2009.

.

L'intérêt des Néozapatistes pour le projet d'A. Halkin peut s'expliquer par deux raisons principales. D'une part, en 1995-1998, les autorités mexicaines accentuent leur stratégie de militarisation et de paramilitarisation de la zone de conflit. Les cas de répression se multiplient, ainsi que les déclarations de représentants de l'Etat contre les insurgés[1242]. La caméra joue ainsi un rôle « d'arme » contre la violence physique de l'armée, de la police ou des groupes paramilitaires, car les comportements de ces derniers diffèrent sensiblement lorsqu'ils se savent filmés et lorsqu'ils agissent à l'abri des regards indiscrets[1243]. Le commandant Moises explique ainsi :

« Nous avons décidé que la télévision ne disait que des mensonges sur ce qui se passait dans notre Chiapas. Ils ajoutent ou ils enlèvent des mots, mais ils ne disent jamais la vérité. On s'est dit que ce serait bien d'avoir une caméra, parce qu'il y a beaucoup de soldats sur nos terres, et il peut arriver n'importe quoi à n'importe quel moment. Cela signifie que quand les soldats nous tapent dessus, quelqu'un peut entrer avec la caméra et filmer la scène, enregistrer le témoignage et déposer une plainte »[1244].

En 1999, un membre de CMP filme ainsi une agression conduite par la police au cours de laquelle plusieurs personnes sont blessées : alors que les autorités nient la présence de la police, la vidéo est transmise au juge comme preuve.

D'autre part, au cours des trois années précédentes, le conflit du Chiapas a provoqué une forte présence de journalistes du monde entier. Cependant, les Néozapatistes déplorent le fait qu'il s'agisse essentiellement d'une « *presse commerciale* » qui tend à déformer les faits et le sens de leur lutte[1245]. Francisco V. souligne les effets de cette violence symbolique : « *Si tu vois arriver des reporters qui filment ta situation, puis s'en vont, et que tu vois à la télévision quelque chose qui n'est pas ton point de vue, tu te dis* 'j'ai besoin de ma caméra pour faire entendre mon point de vue' »[1246]. De plus, comme on l'a vu, l'intérêt de la presse nationale et internationale pour le conflit du Chiapas est en déclin constant sur la période, à l'exception des semaines qui suivent le massacre d'Acteal, et l'EZLN conserve le silence en 1998-2000. Le projet s'inscrit ainsi, au lendemain de la signature des Accords de San Andrés, dans le processus de construction *de facto* de l'autonomie indigène dans les *Aguascalientes* qui, en 2003, se transforment en *Caracoles*.

[1242] Ainsi, entre janvier et juin 1998, le président E. Zedillo effectue environ six allers-retours au Chiapas. Lors de ses passages dans les communautés néozapatistes, il accuse le Sous-Commandant Marcos et Mgr Samuel Ruiz de pratiquer la « *théologie de la violence* » et il réaffirme la légitimité de l'Etat sur tout le territoire national (Hidalgo Dominguez O., « 1998 : la ofensiva contra los municipios Autónomos y la solidaridad internacional », *Tras los pasos… op. cit*., p. 63-70).

[1243] En 1996, D. Mitterrand offre la description d'une scène qui illustre ce phénomène : « *Les militaires, ayant découvert la terrible efficacité d'une arme dont ils ignoraient le maniement, à savoir la caméra, ont décidé de l'utiliser pour leur propre camp. De sorte que, lorsqu'ils arrivent dans les villages avec, juché sur la tourelle du char ou le capot d'une jeep, le cameraman de service filmant très scrupuleusement les visages des bénévoles du Campement de la paix, les jeunes de leur côté filment l'arrivée des militaires, la terreur des paysans, l'envers du régime 'démocratique'. Et tandis que les uns croient avoir gagné en enregistrant des visages et en fichant de dangereux pacifistes, les autres dénoncent, par leurs images, la dictature cachée* » (Mitterand D., *Ces hommes… op. cit*., p. 68).

[1244] *La Jornada*, octobre 2000, cité in Halkin A., « Fuera de la óptica Indígena : Zapatistas y Videístas Autónomos » *Revista Chilena de Antropologia Visual*, 7, Santiago, junio 2006, p.71-92

[1245] Francisco V., entretien, 2006.

[1246] *Ibid.*

Il s'agit là d'un tournant pour comprendre le passage progressif d'une logique de correction symbolique (« contre-information ») à une logique de compensation (« information alternative »). En 1997, une consultation est menée au sein des communautés pour connaître leur sentiment sur le projet, qui conduit à son adoption. Il voit ainsi le jour en 1998, grâce notamment à une subvention du Fond pour la Culture de México. Il a pour objectif d'équiper les communautés en matériel audiovisuel en état de marche, pour qu'elles puissent réaliser elles-mêmes des films sur leur lutte. Sa mise en place se structure autour d'une sorte de « division internationale du travail ». Trois associations formelles sont en effet créées :

1/ Le *Chiapas Media Project*, fondé à Chicago en mars 1998, est chargé des aspects logistiques et financiers. Il doit notamment récolter, par un système de don, du matériel audiovisuel aux Etats-Unis – un pays « *saturé de technologies* » (A. Halkin). Il sera ensuite chargé, après la réalisation des premières vidéos en format VHS, de les dupliquer et de les diffuser aux Etats-Unis et dans d'autres pays.
2/ Promedios de Comunicación Comunitaria, une association fondée à San Cristóbal en 2001 autour d'une équipe de quatre salariés, est quant à elle chargée de la formation des vidéastes indigènes et de la production audiovisuelle. La même année, le *CMP/Promedios* avait distribué 40 caméras vidéo à 37 communautés. Trois systèmes d'édition étaient en fonctionnement, ainsi que cinq projecteurs mobiles, et huit ordinateurs[1247].
3/ Promedios France, une association créée en 2002, a pour but de traduire en français et de diffuser les vidéos, par le réseau de distributeurs indépendants *Co-errances*[1248]. La vente des films, facilitée par le remplacement des cassettes VHS par des DVD, permet ainsi un transfert de 1000 à 1500 euros annuels, destinés aux projets de « communication autonome »[1249].

Les différentes composantes du projet, dans les communautés du Chiapas, à San Cristóbal, aux Etats-Unis et en France, entendent fonctionner de façon indépendante[1250], conformément aux principes néozapatistes.

Le projet est implanté dans des communautés indigènes des ethnies Tzotzil, Chol, Tojolabal, et Tzeltal. Des « Coordinateurs Régionaux de Médias » sont chargés d'assurer la liaison entre les différents « promoteurs de vidéo » indigènes. Le travail dans les communautés se structure autour de « Centres de Communication », comme à *La Realidad*. Le projet vise à la formation de « vidéastes autonomes », chargés ensuite de former de nouvelles recrues[1251]. Des difficultés se font néanmoins jour étant données les conditions de vie précaire des populations concernées : « *Ce n'est pas une charge communautaire. Le projet*

[1247] Gumucio-Dagrón A., « Projet de moyens de communication du Chiapas », *Ondes de choc… op. cit*., p. 299-304.
[1248] *Co-errances* est une coopérative militante et alternative, fondée à Paris en 2003, qui regroupe des collectifs souhaitant se donner ensemble les moyens d'une diffusion autonome et dont les fondateurs entendent créer « *un espace de diffusion et de distribution parallèle aux grands circuits de commercialisation de la culture dominante, […] qui privilégie la diversité et l'exigence de contenus plutôt que la consommation passive, un espace qui s'adresse à un public 'acteur-auteur de ses actes', qui appelle et favorise la réponse de ce public* » (http://www.acrimed.org/article1536.html). Sur les relations entre *Co-errances* et *Promedios* voir Co-errances, Promedios, *L'oeil des zapatistes. Audiovisuales de los caracoles zapatistas*, Presses du Ravin Bleu, 2006.
[1249] Bastien R., entretien, 2009.
[1250] Halkin A., « Fuera… », *op. cit*., p. 82.
[1251] Muñoz Ramirez G., « Caracol V Roberto Barrios », 8 novembre 2004 (site du CSPCL).

mobilise peu de personnes : les gens des communautés travaillent d'abord pour manger. Il y a une rotation rapide des volontaires »[1252].

S'il a été initié par des membres extérieurs aux communautés, le projet est destiné à se « vernaculariser ». A. Halkin explique l'importance de cet objectif : « *J'ai commencé à me demander : ces gens sont très organisés, alors pourquoi devraient-ils être dépendants de gens extérieurs pour raconter leur histoire ? Et ces gens de l'extérieur ne parlent même pas leur langage. Comment peuvent-ils alors prétendre raconter leur histoire ?* »[1253]. Lors des ateliers, il s'agit ainsi d'éviter de « *répliquer le modèle colonial* »[1254], mais également de se défaire des canons du « documentaire de gauche » entièrement tourné vers un objectif politique et de réintroduire une dimension esthétique[1255]. Comme le souligne encore A. Halkin, « *mon intérêt pour les zapatistes n'est pas venue d'une perspective socio-politique, mais plus d'une perspective de réalisatrice de vidéo. C'est-à-dire : quel genre de vidéos ces gens veulent-ils faire ? »*[1256]. Alors qu'au départ, la distribution de caméras se veut principalement un instrument de dénonciation des abus des autorités, la production se tourne dans un second temps vers la réalisation de documentaires et de fictions réalisés en partie par les membres des communautés eux-mêmes. Ces documentaires courts (10-20 mn) sont réalisés de façon « *simple* », sans que leurs auteurs cherchent à s'ériger en « *voix de l'EZLN* »[1257]. Une autre partie est cependant constituée de films plus longs (45-60 mn) et mieux construits sur un plan technique, esthétique et éditorial, réalisés par des producteurs professionnels, comme A. Halkin[1258]. Les films et documentaires sont diffusés dans des festivals, des universités, des réseaux militants, principalement aux Etats-Unis et en Europe, où ils reçoivent de nombreux prix et distinctions. Des membres de Promedios/CMP partent également en novembre 2007 faire une tournée de présentation en Palestine, où ils effectuent des projections dans des camps de réfugiés comme celui de Deheisheh, près de Bethléem.

[1252] Bastien R., entretien, 2009.
[1253] Halkin A., entretien, 2008.
[1254] Halkin A., « Fuera… », op. cit., p. 83.
[1255] Dans un texte publié en 1997, le *Critical Art Ensemble* (Etats-Unis) propose une critique radicale du documentaire de gauche en pastichant un scénario sur des luttes de libération du tiers monde, destiné à la chaîne de télévision PBS. Le scénario s'intitule « Plan pour un documentaire de gauche sur PBS – Sujet : La guérilla en… (choisissez un pays du Tiers Monde) ». Ils opposent à ce genre une nouvelle façon de produire des vidéos, pas seulement fondée sur une fonction de contre-surveillance démocratique (où l'image est considérée comme se suffisant à elle-même, par exemple lorsque des manifestants filment des violences policières), mais sur une fonction esthétique (Blondeau O., « Les médias communautaires et des chaînes d'accès public américain », *Devenir média… op. cit*., p. 70-75).
[1256] Halkin A., entretien, 2008. Pour une analyse du rôle des médias citoyens pour « décoloniser le monde de la vie », selon l'expression de J. Häbermas, voir Hadl G., « Civil Society Media Theory: Tools for Decolonizing the Lifeworld », Paper for the International Association of Media and Communication Research (IAMCR), Porto Alegre, 28 July 2004.
[1257] Vazquez F., entretien, 2006. Pour un aperçu des vidéos de *Promedios*, voir par ordre de sortie : *Talleres Video* (langues originales : tzeltal et espagnol, Caracol IV, Mexique, 1998, 17 mn), *El curandero* (langue originale : tzotzil, Caracol II, Mexique, 1999, 34 mn), *Mujeres Unidas* (langues originales : espagnol & tzeltal, Caracol IV, Mexique, 1999, 15 min), *Tierra Sagrada* (langues originales : tzeltal et espagnol, municipio autónomo « 17 de noviembre », Caracol IV, Mexique 2000, 18 min), *Educación en Resistencia* (langues originales : tzeltal et espagnol, municipio autónomo « Francisco Gómez », Caracol III, Mexique 2000, 21 min), *El silencio de los Zapatistas (2001)*, Son de la Tierra (Langue originale : tzotzil, Municipio Autónomo San Andrés Sakamch'en, Caracol II. Mexique, 2002, 16 mn), *Viva la vida. 1er janvier 2003, la prise de San Cristóbal* (VHS, Chiapas, Mexique, Promedios A.C., Indymedia Chiapas, Canoa, 2003, 10 mn), *Caracoles. Les nouveaux chemins de la résistance* (VHS, Chiapas, Mexique, Promedios A.C., Caracoles II, III, IV et V, 2003, 42 mn).
[1258] Promedios & Canalseisdejulio, *Atenco 2006 : briser le silence*, DVD, Mexique, 2006, 49 mn [sur la répression policière du mouvement du Front Communal de Défense de la Terre, contre la construction d'un aéroport international sur leurs terres, à San Salvador Atenco, près de México], Promedios, *Un poquito de tanta verdad*, DVD, 2008 [sur le rôle des médias alternatifs dans la « Commune » de Oaxaca].

Cependant, seule une minorité de vidéos fait l'objet d'un travail de post-production, voire de sous-titrage pour une diffusion nationale ou internationale, comme le souligne Francisco V. : « *Si tu compares les vidéos qui ont servi à dénoncer des cas de violation des droits et la production qui concerne des pèlerinages de la Vierge [rire] des fêtes, des parties de football, des assemblées, des fêtes du printemps – ou n'importe quel événement de la communauté – la quantité de films produite sur les droits de l'homme est infime par rapport aux autres aspects de la vie communautaire* »[1259]. La production est ainsi dominée par ces équivalents communautaires du « film de famille » où l'amateurisme est la règle[1260]. Par ailleurs, les films sélectionnés pour une diffusion hors des communautés passent par une série de filtres. Cette sélection vise à montrer le mouvement néozapatiste sous son meilleur jour et à souligner la cohérence de la construction de l'autonomie indigène (organisation des *Caracoles*, système éducatif alternatif, égalité hommes/femmes, système de coopératives, médecine traditionnelle, communication, occupation et culture des terres, revendications auprès du gouvernement, etc.). Ce travail de sélection et de filtrage est redoublé par le travail de post-production et de traduction, qui vise à rendre intelligible le message et à le faire cadrer avec les attentes du public mexicain ou étranger. Le travail de traduction passe ainsi par plusieurs étapes, comme le souligne en entretien un traducteur en français de vidéos[1261]. Quand la langue utilisée est une langue autochtone, un indigène bilingue fait une première traduction en espagnol. Pour lui, « *il y a déjà un autre intermédiaire, donc ça multiplie les risques d'erreurs* » pour la traduction en français. De plus, le traducteur doit faire un travail d'interprétation et il doit compter avec une contrainte technique (pas plus de trente-cinq signes par ligne de sous-titre) qui limite le degré de nuance qu'il peut apporter à la traduction. Dès lors, il est contraint de proposer des « *interprétations* ».

Le projet se donne ainsi les moyens d'éviter la principale critique faite aux projets de documentaires participatifs indigènes, qui dénonce la consommation en Europe et aux Etats-Unis d'images de *natives* à demi-nus, utilisant la caméra – un phénomène qui relève d'une forme de primitivisme et tend à renforcer l'image du bon sauvage[1262]. Cependant, plusieurs questions font débat au sein de l'organisation.

La première est de savoir si on peut mesurer le processus « d'autonomisation » de la communication néozapatiste, c'est-à-dire son passage du commandement politico-militaire de l'EZLN aux pouvoirs civils des communautés de base. Comme le souligne Francisco V., il existe toujours un risque de voir la production des communautés « *se convertir en une pure propagande* » et les logiques de censure ou d'autocensure prévaloir sur la « *libre expression* » des membres des communautés. Comme le souligne également A. Halkin, l'EZLN dispose d'une « *bureaucratie* » propre qui ne facilite pas toujours la dimension participative des échanges.

[1259] Vazquez F., entretien, 2006.
[1260] Odin R., « La question de l'amateur dans trois espaces de réalisation et de diffusion », *Communications*, 68/1, 1999, p. 47-89.
[1261] Pierre-Jean, entretien, 2010.
[1262] Florez C. Y., « La antropología visual… », *op. cit.*

Le deuxième sujet de discussion a trait aux « voix subalternes » montrées dans les vidéos, qui sont présélectionnées par des intermédiaires ne faisant pas partie des communautés indigènes. Ceux-ci ne contribuent-t-ils pas à cacher d'autres « voix subalternes » au sein des groupes médiatisés et à susciter des conflits internes ? Un exemple est donné par le film *Vida de la Mujer en Resistencia*. Selon Francisco V., la production et la diffusion de ce film dans les communautés indigènes a provoqué des tensions, en particulier avec les hommes, dans une situation marquée par le machisme et la division traditionnelle des rôles hommes/femmes. En effet, bien que les « lois révolutionnaires » de l'EZLN comportent un principe égalitaire sur ce point, le niveau d'inégalité de genre dans les communautés néozapatiste n'est pas vraiment différent de celui que l'on trouve dans les autres communautés indigènes du Chiapas[1263]. Il y a donc eu « *des résistances à parler de ce thème, certains disant que cela allait causer des problèmes, des divisions au sein des familles* ». Mais la décision communautaire de soutenir le projet est cependant prise. Le film est ainsi distribué et projeté dans plusieurs communautés néozapatistes d'autres régions.

La troisième question débattue consiste à déterminer dans quelle mesure on peut parler de « communication autonome » lorsque la production de ces vidéos n'est en majorité possible que par le soutien financier d'organismes publics (*US-Mexican Fund for Culture*, Gouvernement basque), d'entreprises ou de fondations privées (fondation Rockefeller) ou de dons venus de l'étrangers[1264] (seuls 20 à 50% des fonds proviennent de la vente des films) ? Cette situation n'induit-elle pas à long terme un phénomène de dépendance qui risque de compromettre la volonté de « *garantir l'autosuffisance du projet à long terme* »[1265] ?

Le dernier point d'achoppement renvoie à la question de savoir si la diffusion restreinte de ces vidéos peut permettre, ou non, d'affirmer qu'elles produisent un effet de masse sur la « conscience nationale » mexicaine, comme l'affirme C. Magallanes-Blanco. Il est permis d'en douter si l'on compare les logiques de distribution des vidéos aux chiffres d'audience des chaînes *Televisa* ou *TV Azteca* et le fait que la plupart de ces vidéos sont visionnées hors du Mexique. De même, la projection des vidéos a-t-elle nécessairement pour effet de casser les stéréotypes « orientalisant » sur les Indiens d'Amérique ? La fascination exercée par la projection des vidéos sur un public occidental généralement acquis à la cause

---

[1263] C'est la thèse de Barmeyer N., *Developing Zapatista Autonomy: Conflict and NGO involvement in Rebel Chiapas*, Albuquerque, University of New Mexico Press, cité in Rugeley T., Book Review, *Bulletin of Latin American Research*, 29/4, 2010, p. 533-534.

[1264] *Promedios* fonctionne en grande partie grâce à des fonds d'organismes publics ou privés. C'est ainsi que les membres du projet se sont retrouvés dans une situation qui leur a laissé un goût amer. L'entreprise *Reebook* (matériel sportif), qui dispose d'un fond visant à récompenser des défenseurs des droits de l'homme, a en effet proposé de financer le projet. Interrogés à ce sujet en entretien, A. Halkin et Francisco V. affirment avec force leur rejet de la tentative de la multinationale américaine de tirer partie de l'image positive de la lutte néozapatiste, tout en expliquant qu'une organisation comme la leur ne peut se passer de financemens substantiels : « *Ils voulaient faire une telenovela sur l'EZLN avec Marcos, et on a répondu* 'nous, on souhaite construire des médias communautaires'. *Alors ils nous ont dit non […]. Reebook est une p… de fondation qui finance des prix de défense des droits de l'homme avec l'argent qu'elle se fait en violant les droits de l'homme. Elle dépense plus d'argent dans ses fêtes de présentation des prix que dans ce qu'elle te donne* [rire] ! » (Francisco V., entretien, 2006), « *Tout argent venant de gens riches est sale. Et quand on travaille avec des technologies, il faut de l'argent pour ça, car cela coûte très cher. Il y a certes une très grosse contradiction, mais je ne vois pas un seul collectif anarchiste européen qui nous ait donné le moindre centime […]. Personnellement, je ne veux plus travailler avec de l'argent d'entreprises privées, comme Reebook. C'était une expérience désagréable* » (Halkin A., entretien, 2009).

[1265] Francisco V., entretien, 2006.

néozapatiste et sociologiquement homogène (du moins perçue comme telle)[1266] tend à entretenir une image essentiellement positive du mouvement, en particulier après la perte de son « capital médiatique » dans la presse conventionnelle, alors que « l'autocritique » est affirmée comme l'une de ses dimensions constitutives[1267].

Paradoxalement, les points de débat que nous venons de mentionner sur les pratiques de la « communication autonome » – ici en matière de production vidéo indigène, et précédemment de production radiophonique – constituent un facteur d'autonomisation relative des systèmes de représentations qui entourent ces pratiques à l'intérieur des communautés néozapatistes du Chiapas. Tout se passe comme si le discours sur la communication autonome venait réfracter le cadre de mobilisation plus général sur « l'autonomie », lui-même corollaire de la relégation du mouvement néozapatiste dans les marges de la société et du champ politico-médiatique mexicains. Cependant, cette autonomisation ne peut être comprise indépendamment du processus d'institutionnalisation d'une fraction des acteurs qui composent le mouvement des « médias alternatifs » mexicains à la fin des années 1990 et dans les années 2000.

La polarisation de la critique néozapatiste des médias entre un registre anti-hégémonique et un registre expressiviste, étudiée au chapitre 3, n'est pas la simple conséquence d'une posture idéologique. Sans se réduire à cette dimension stratégique, elle est objectivement orientée vers la maximisation des bénéfices politiques auprès de groupes d'intérêts : des organisations de la « société civile » spécialisées dans les questions de médias et de communication, qui participent auprès de l'EZLN aux négociations avec le gouvernement mexicain ; des élites politiques ou intellectuelles de l'opposition, qui contestent le monopole de production de l'idéologie dominante des *mass media* audiovisuels ; des ONG locales ou transnationales, qui participent de la mise en place de structures d'information et de communication internes au mouvement néozapatiste. Pour saisir pleinement la double dimension relationnelle et hiérarchique des différents volets du répertoire d'action politico-médiatique du néozapatisme, il sera nécessaire de souligner (au chapitre 5) le rôle du « réseau mexicain des médias alternatifs ».

Le rôle compensateur des médias alternatifs philo-zapatistes : quelques indicateurs

Si l'on prend comme indicateur le nombre d'occurrences du sigle EZLN sur des sites Internet qui font partie de ce réseau de médias alternatifs, comme on l'a fait au chapitre précédent sur des titres de presse « *mainstream* », il apparaît en effet que ces derniers jouent effectivement un rôle « compensateur » dans le contexte de diminution du capital politico-médiatique du mouvement néozapatiste. Le test a été réalisé sur les sites d'*Indymedia global*,

[1266] « Une population de classe moyenne, plutôt jeune, universitaire, souvent politisée ou intéressée par les questions de communication, des Etats-Unis ou d'Europe, et à moindre échelle latinoaméricaine », résume Francisco V., qui a réalisé de multiples « tours » dans les zones mentionnées, par exemple au printemps 2006 en France.

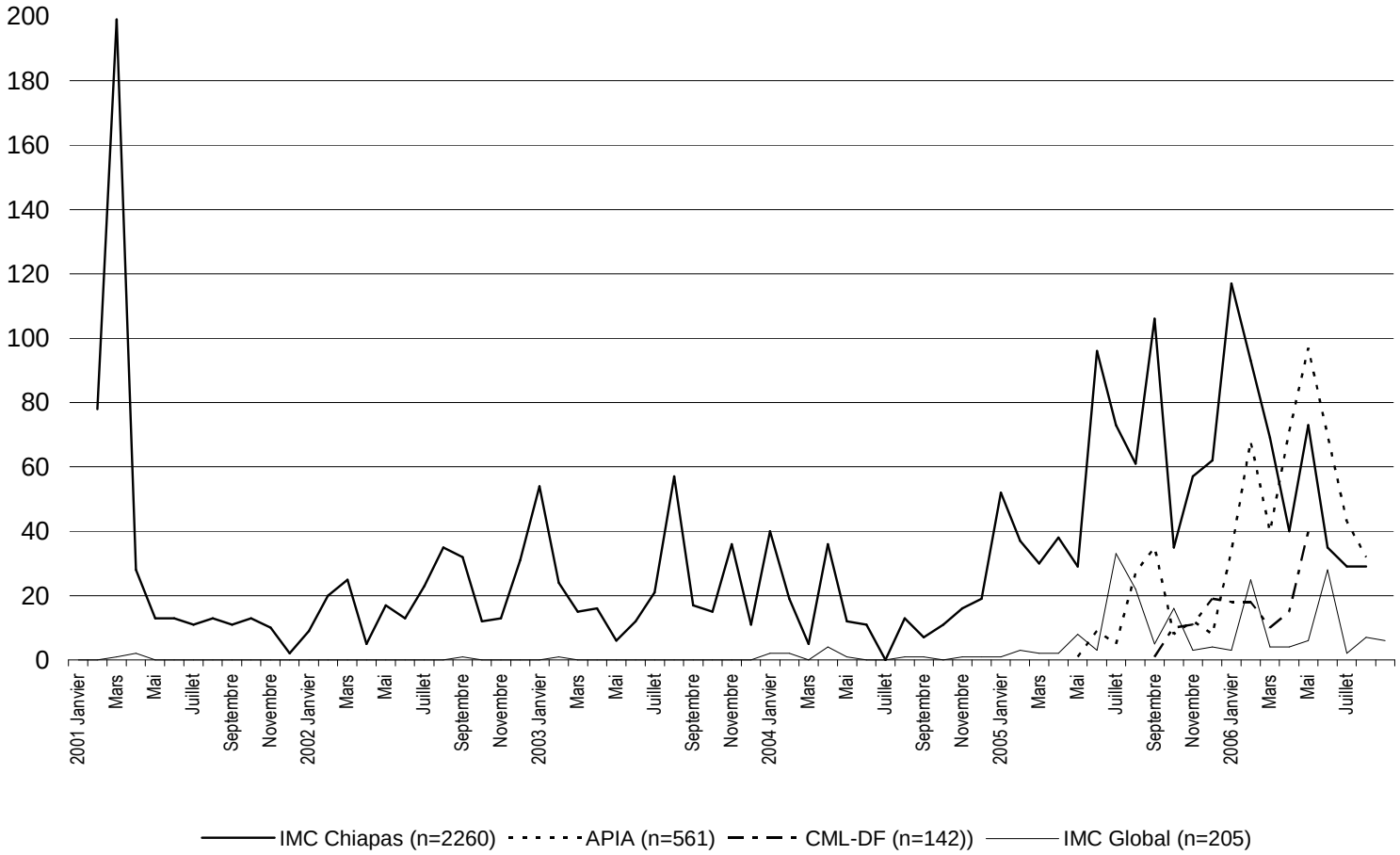
[1267] Cette dernière remarque se fonde sur l'observation des réactions du public lors de la projection de vidéos de Promedios lors d'une conférence universitaire en Colombie en 2009 et lors d'un festival de cinéma à Rennes en 2011.

d'*Indymedia Chiapas*, de l'Agence Journalistique de Presse Alternative (APIA)[1268] et du Centre de Médias Libres de Mexico (CML-DF)[1269] entre 2001 et 2006. En raison de l'indisponibilité des sources (notamment des archives de la liste de diffusion *Chiapas95* qui auraient pu permettre de couvrir la période depuis 1995), les résultats sont restreints à la période 2000-2006. Les résultats bruts, présentés dans le graphique page suivante, sont donc d'un intérêt limité, puisqu'ils ne permettent pas d'effectuer des mesures pour comparer la période médiatique « faste » de l'EZLN (1994-1996) et les séquences ultérieures. La courbe indique cependant que, dans le cas de la marche sur Mexico en 2001, un site alternatif comme *Indymedia Global* accompagne la couverture médiatique forte de l'événement, afin de proposer une couverture favorable de l'événement. Dans le cas de l'Autre Campagne, en 2006, l'on peut observer une forte hausse de la production des médiactivistes concernant l'EZLN (ce qui correspond à la stratégie de l'organisation de miser sur ce type de réseaux d'information alternatifs, comme le CML-DF, qui participe dans ce but aux réunions préparatoires). Dans la période intermédiaire, entre 2001 et 2005, on peut également constater que, bien qu'enregistrant une baisse du nombre de références à l'EZLN, les sites maintiennent une activité éditoriale régulière sur l'organisation, qui n'a pas d'équivalente dans la presse *mainstream* (où la période 2002-2003, par exemple, est marquée par l'absence quasi-complète d'articles mentionnant l'EZLN). En ce sens, ces sites d'information alternatifs jouent bien un rôle « compensateur » dans les périodes de déclin de l'attention médiatique[1270]. Ce rôle peut être illustré visuellement par une superposition des courbes de l'agence mexicaine *Servicio Universal de Noticias* et celle d'*Indymedia Chiapas*, sur la période 2001-2006 (voir deux pages plus loin). Le tableau récapitulatif qui suit ces deux courbes donne un aperçu schématique des transformations concomittantes du répertoire d'action politique et médiatique du mouvement néozapatiste sur la période 1983-2006.

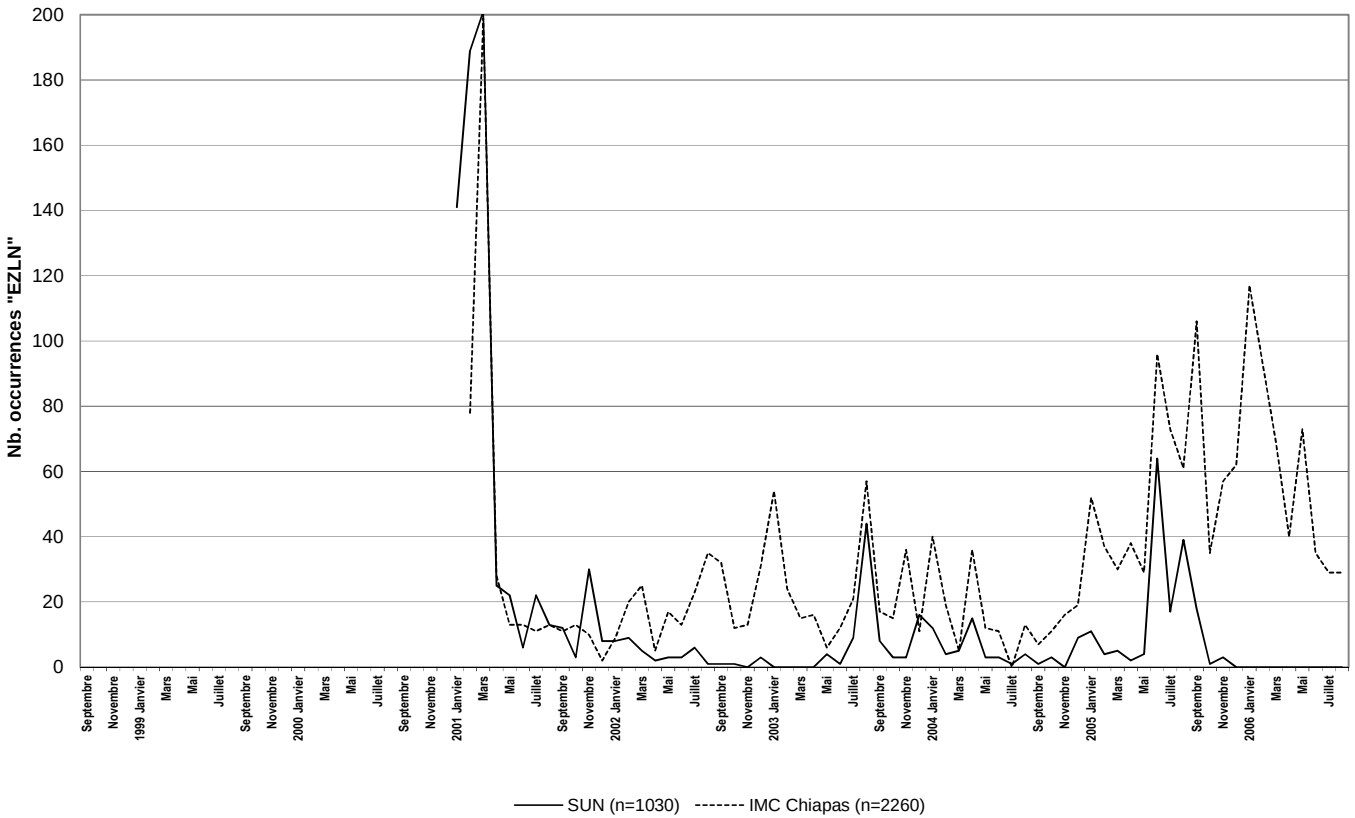
[1268] L'APIA est une agence de presse alternative fondée à la fin des années 1970 par un journaliste autrichien, Léo Gabriel, qui couvre à l'époque les guérillas centraméricaines du Nicaragua et du Salvador du point de vue des révolutionnaires, dans le but de contrebalancer la couverture des médias officiels, affiliés aux *contras*. Dans les années 1990, APIA intègre l'Organisation Politico-Culturelle CLETA (OPC-CLETA), une organisation proche du Parti Communiste, qui avec les journaux *Machete*, *Machetearte*, la radio Cleta-Hertz forment l'axe « médias ». Le site Internet *APIA virtual* est fondé vers 1998-1999. En 1999, l'OPC-CLETA fournit aux étudiants grévistes de l'UNAM un système de radio qui permet de mettre en place la *KeHuelga* (Maruca, entretien, 2009).

[1269] Le CML-DF est, au moment de l'enquête, un collectif multimédia qui dispose notamment d'un site Internet, d'un studio de production radiophonique, d'un journal (*Malaletra*) et réalise des vidéos militantes. La stratégie du collectif consiste à créer un espace permanent et autogéré de rencontres et de productions médiatiques. Son projet se structure autour d'une croyance dans les vertus socialisatrices des « espaces autonomes » et de la « communication libre », qui passe par la mise en place d'une économie intégrant des espaces et des temps de sociabilité (repas, hôtel, projections), de formation (ateliers), d'information (Internet, matériel écrit ou audiovisuel) (Maka, entretien, 2006).

[1270] Un militant du collectif *Radio Zapote*, adhérent à l'Autre Campagne, explique ainsi dans un entretien réalisé en 2011, soit cinq après, que « la radio parle toujours de l'Autre Campagne […] [mais que] pour la majorité des gens cela s'est un peu perdu, ils en ont perdu l'intérêt. […] Alors] nous avons essayé de maintenir un peu l'information de ce qui se passe avec l'EZLN, avec l'Autre Campagne » (Armando A., entretien de C. Rouxel, 2011).



Ce graphique indique qu'il n'existe pas une relation mécanique de compensation entre la diminuation de la couverture médiatique du mouvement néozapatiste et l'investissement d'une partie des militants dans la production de médias alternatifs. La corrélation inversée est plus complexe. Les sites alternatifs tendent à suivre la courbe de la couverture médiatique des médias conventionnels (pic majeur en 2001, pic mineur en 2006, période de creux en 2002-2005). Cependant, tout se passe comme s'ils « compensaient » l'absence de couverture dans les périodes creuses (entre 2002 et 2005).



Cette comparaison présente plusieurs limites, notamment parce qu'elle pose la question de la comparabilité de deux « agences de presse internationales ». Ces « agences » reposent en réalité sur des moyens (financiers, infrastructurels, professionnels), des objectifs (journalistiques et politiques) et des publics (hétérogènes ou principalement militants) extrêmement variables. Ainsi, l'on peut considérer qu'un titre de presse *maintream* fonctionne à moyens quasi-constants en valeur relative (avec une périodicité régulière), alors qu'un titre de presse alternative fonctionne à moyens variables (avec une périodicité irrégulière). Alors que, dans le premier cas, le calcul d'occurrences de termes mesure la place variable d'un sujet d'actualité donné dans le titre, dans le cas de la presse alternative il risque parfois de ne mesurer que les variations dans le niveau même d'activité éditoriale du titre. Cependant, l'intérêt de cette comparaison réside dans le fait que, premièrement, il existe une interdépendance entre le traitement médiatique dominant et alternatif du mouvement, comme le montrent les similitudes dans la forme des pics, en 2001 et 2006 (ce qui va à l'encontre de l'idée selon laquelle les médias alternatifs seraient une sphère de production indépendante) que, deuxièmement, le rôle de compensation des médias alternatifs ne joue pleinement que dans les périodes de creux (2002-2005) et, troisièmement, qu'en comparant ces résultats sur l'autre terrain, on trouve de nombreux points communs avec les résultats présentés ici, bien que les évolutions soient pour ainsi dire inversées dans le temps.

Transformations du répertoire politico-médiatique du néozapatisme (1983-2006)

1. REVOLUTION (1983-1994)	MEDIAS CLANDESTINS	1980-1983	
		1983	
		1984-1985	
		1985-1990	*El Despertador Mexicano*
		1990-1992	
		1993	Système de communication radio
		Fin 1993	
		Début 1994	
2. DEMOCRATIE (1994-2001)	DEMOCRATISATION DES MEDIAS		222 communiqués – 1 ere déclaration forêt Lacandone (janvier) – 2e déclaration (juin)
		1994	Listes de diffusion (*Chiapas-L, Chiapas95*, etc), forums de discussion, site ezln.org, service de communication du *Frayba*
		1995	134 communiqués – 3e déclaration
			Réseau de communication des ONG de Conpaz, nouvelles listes, nouveaux sites, *Revista Chiapas* #1
		1996	94 communiqués – 4e déclaration. Déclarations 1 et 2 de La Realidad
			RICA - Frente Amplio « Tu imagen, Tu voz, Tu derecho » (60 ONG, décembre, DF)
		1997	55 communiqués - Jornadas por la Libertad de Expresión y el Acceso Público (juin)
		1998	35 communiqués – Lancement du *Chiapas Media Project* - Taller sobre Libertad de Expresión y Derecho a la Información en Medios Electrónicos para Organizaciones Sociales – *Big Noise Films* (USA)
		1999	86 communiqués – Consulta
			Ke Huelga Radio (UNAM, Mexico) – Communicacion Comunitaria (Coyoacan, Mexico)
		2000	35 communiqués
			Indymedia Mexico – RICCA – Centre de Communication Communautaire (Coyoacan, Mexico)
		2001	208 communiqués – *Centro de Informacion Zapatista - Indymedia Chiapas – Radio Zapote*
3. AUTONOMIE (2001-2007)	MEDIAS ALTERNATIFS		10 communiqués – *Radio Insurgente - Revista Rebeldia* #1
		2002	Nouvelle direction à AMARC-Mexico - AIRE
		2003	81 communiqués — Plan La Realidad-Tijuana
			Centre de médias Cancun II - *Contrahistorias*
		2004	18 communiqués – Réunion 20&10
			Red Critica de Medios Libres – APIA Virtual
		2005	48 communiqués - 6e Déclaration
			Centro de Medios Libres del DF
		2006	22 communiqués – Réunion Tlaxcala
			Médias de la « Commune » de Oaxaca - Radio Zapatista (L.A., USA)

Ce tableau fournit une synthèse des développements de la section qui précède. Il met en évidence une corrélation entre les trois grandes phases « politiques » du mouvement néozapatiste depuis la création de l'EZLN en 1983 et les transformations successives de son répertoire médiatique. Dans la phase de formation initiale prédomine un cadre « révolutionnaire », et les instruments de communication utilisés sont des médias clandestins caractéristiques d'une guérilla (journaux destinés aux cadres, système de radio clandestin). Dans la période « faste » de mobilisation (1994-2001), la communication est largement tournée vers un public extérieur (communiqués). Dans la phase de déclin relatif (2000-2006), l'EZLN se retourne vers des instruments d'information etde communication « alternatifs ». Le processus de délégation partielle du travail de médiatisation alternative à des collectifs de médiactivistes « autonomes » sera étudié en détail au chapitre 5.

Section 2. Un rôle de correction symbolique : la « contre-information » sur la seconde *Intifada*

Alors qu'entre 1994 et 2006 les militants du RNZ sont de plus en plus portés à construire des arènes médiatiques autonomes afin de compenser la baisse progressive du capital médiatique du mouvement néozapatiste, il en va autrement dans le cas du RAO. Dans un contexte d'exposition médiatique accrue des acteurs du conflit israélo-palestinien, après le déclenchement de la seconde *Intifada*, les militants vont tendre à privilégier un investissement dans des instruments d'information et de communication destinés à corriger les effets d'un traitement journalistique qu'ils jugent dominé par une orientation « pro-israélienne ». Cette section remet ainsi en perspective l'émergence de groupes de militants et de journalistes spécialisés dans la production d'une « contre-information » sur le conflit israélo-palestinien. Ces « médiactivistes » transnationaux se forment et s'allient avec des organisations altermondialistes, en particulier celles qui composent la fraction anti-guerre. Il s'agit de montrer que la structure contrariée des opportunités médiatiques conduit le mouvement anti-occupation à orienter ses efforts de communication vers la production et la diffusion internationale de médias destinés à rééquilibrer, dans les arènes médiatiques conventionnelles, la couverture du conflit israélo-palestinien. Les militants partagent ainsi des croyances dans l'importance d'une critique « en acte » de la couverture médiatique dominante du conflit : alors que les médias néozapatistes tendent à se constuire en marge de l'espace public médiatique, les médias du mouvement anti-occupation entretiennent des relations plus étroites avec l'univers des médias et du journalisme professionnel[1271]. Je propose de le montrer en analysant successivement les logiques différenciées qui sous-tendent les activités des militants de l'information palestiniens, israéliens et internationaux.

A/ Un non-problème ? La question de « l'autonomisation » des médias de la résistance civile palestinienne

Au sein des mouvements qui composent la « résistance civile » palestinienne, il m'a été relativement difficile de repérer des organisations de « médias alternatifs » qui se revendiquent comme telles. Alors que le terme est régulièrement utilisé par les militants israéliens, il semble absent de l'équipement sémantique des militants palestiniens, qui parleront plus volontiers de médias « indépendants », d'un côté, ou de médias « de la base », « citoyens » ou « communautaires », d'un autre. Les premiers renvoient généralement à des entreprises de presse qui ne sont pas dépendantes des financements de l'Autorité palestinienne, tandis que les seconds sont souvent des ONG financées grâce à des fonds

[1271] Warschaswki M., Sibony M., « Dissidences dans les médias », in *Les voix dissidentes …, op. cit.*

venant de l'étranger[1272]. Comment expliquer l'insuccès relatif de l'étiquette « médias alternatifs » dans le contexte palestinien ? A quoi correspondrait en Palestine ce que, dans d'autres contextes, on désigne avec cette expression ? ? Son utilisation est problématique en soi, comme on l'a vu dans l'introduction générale, mais il semble l'être encore davantage dans les Territoires occupés. La remarque de J. Downing selon laquelle « *tout est alternatif à quelque chose d'autre* » prend ici une acuité particulière. L'usage du syntagme de « média alternatif » dans le contexte palestinien prend le risque d'adopter un point de vue ethnocentrique, d'importer et d'imposer une problématique qui n'est pas forcément celle des agents, mais dont les pratiques paraissent se rapprocher de celles de « médias alternatifs » entendus au sens de l'observateur « occidental » – et qui présuppose notamment l'existence d'un « système médiatique » établi, par rapport auquel des acteurs se positionneraient « en rupture ». C'est donc d'abord cette « absence » qu'il faut interroger, en se gardant cependant de la considérer, dans une perspective évolutionniste comme une « anomalie » ou comme un « retard ». Lorsque j'ai posé la question « *considérez-vous que votre média/votre organisation est alternatif ?*» à des journalistes et à des militants palestiniens de la gauche radicale, tous les intéressés n'ont pas fait montre d'une incompréhension totale. Ces cas sont relativement isolés mais significatifs : l'expression est principalement employée par les membres du Centre d'Information Alternatif de Beit Sahour, et d'*Indymedia Palestine*. Ces organisations constituent cependant, on va le voir, deux exemples de pratiques largement « importées » de l'extérieur. Les réponses données à la question oscillent ainsi entre deux réponses principales.

Les médias palestiniens entre absence et déni

La première réponse donnée par les acteurs à la question du caractère « alternatif », ou non, de la structure dans laquelles ils évoluent renvoie à l'idée que la seule existence de médias palestiniens est déjà une « alternative » en soi dans le contexte répressif de l'occupation israélienne, et particulièrement de la seconde *Intifada*, mais aussi dans un contexte de traitement médiatique perçu comme globalement défavorable de la cause palestinienne dans la presse israélienne et mondiale[1273].

L'idée que l'existence même d'une presse palestinienne puisse constituer une alternative en soi renvoie elle-même à deux idées distinctes. C'est d'abord ce que l'on pourrait appeler, en écho aux analyses d'E. Sanbar sur l'identité palestinienne comme « identité en devenir », une « alternative à l'absence »[1274]. Si l'on se place dans l'univers politique palestinien, la possibilité d'une destruction totale des médias palestiniens par Israël fait partie du domaine du pensable et du possible. Cette perception sera peut-être mieux

[1272] Kuttab, D., « Palestinian Diaries. Grassroots TV production in the Occupied Territories », in Dowmunt, T. (ed.), *Channels of resistance. Global Television and Local Empowerment* (1993), BFI Publishing, 1997, Cambridge, GB, p. 138-145 Zayyan H., Carter, C., « Human Rights and Wrongs: Blogging News of Everyday Life in Palestine », in Allan S., Thorsen E., *Citizen Journalism… op. cit*., p. 85-94.
[1273] Pour une illustration de ce discours, voir Rashid S., « The Role of the International Media in the Palestinian-Israeli Conflict », *op. cit*.
[1274] Sanbar E., « Le Palestinien invisible, l'absent », in *Figures du Palestinien, op. cit*., p. 213-263.

comprise si l'on mesure à quel point l'idée qu'Israël mène une stratégie de destruction systématique des infrastructures matérielles et des superstructures idéologiques de la société palestinienne en tant qu'entité nationale, a été intériorisée par de larges fractions de la population. Le sociologue israélien Baruch Kimmerling désigne ce processus par le néologisme de « politicide », et son collègue palestinien Saleh Abdel Jawwad par celui de « sociocide »[1275]. On pourrait forger en écho à ces néologismes celui de « médiacide », en particulier dans la période la plus intense de réoccupation de la Cisjordanie en 2002, lorsque se produisent des pillages systématiques de stations de radio, de journaux et de chaînes de télévision palestiniennes par des soldats de l'armée israéliennes.

L'idée que la seule existence de médias palestiniens constituerait une « alternative » peut également être entendue en rapport avec le sentiment de négation ou de marginalisation des points de vue palestiniens dans les médias. Selon cette perspective, même les médias palestiniens les plus « officiels » peuvent être considérés comme des médias « alternatifs », tout comme les médias de propagande des différents groupes politiques. Le simple fait de publier des informations sur la situation des Palestiniens dans les Territoires occupés ou des réfugiés peut rentrer dans cette catégorie « d'alternative », dans la mesure où l'information sert d'instrument à la lutte nationale palestinienne. C'est par exemple la position officielle de l'Autorité palestinienne, qui encourage toute forme de témoignage permettant de faire entendre la « voix de la Palestine » auprès de « l'opinion publique » mondiale. De ce point de vue, la presse palestinienne produite sous occupation peut être considérée globalement comme une « presse mobilisée ». Pour le comprendre avec la profondeur historique requise, retraçons rapidement les principales étapes de construction de l'univers de la presse et du journalisme palestiniens.

La presse palestinienne, une presse mobilisée

La presse locale de Palestine, d'abord contrôlée par les autorités ottomanes (XIXe siècle)[1276], connaît un tournant quelques années après les débuts de l'immigration juive en Palestine : dès 1908, un discours de type nationaliste d'opposition au sionisme s'exprime ouvertement dans les journaux[1277]. La presse politique palestinienne va connaître un essor et une radicalisation sans précédent durant la période du Mandat britannique, dans un contexte de rivalités croissantes entre Juifs et Arabes[1278]. Mais le journalisme palestinien est dévasté

[1275] Kimmerling, B., *Politicide*, *op. cit*., p. 10-11, Abdel Jawwad S., « La politique israélienne envers le peuple palestinien : un sociocide », 1er janvier 2009. http://www.gauchemip.org/spip.php?article246 [consulté le 17/11/2010].
[1276] Hanna Elias, E., *La presse arabe*, Paris, Maisonneuve & Larose, 1993.
[1277] Le récit israélien dominant considère le nationalisme palestinien comme une « invention » des années 1960 (Khalidi R., « Eléments d'identité II : débats sur le sionisme dans la presse arabe », in *L'identité palestinienne… op. cit*., p. 188-223).
[1278] Sur la presse arabe palestinienne durant le Mandat britannique, voir Khaba M., *The Palestinian Press as Shaper of Public Opinion 1929-1939. Writing up as a Storm*, London, Portland, Vallentine Mitchell, 2007, Ayalon A., « The Arab States and the Press, 1918-1945: Palestine », in *The Press in the Arab Middle east. A history*, New York, Oxford, Oxford University Press, 1995, p. 95-101, State Information Service, « The Palestinian Press and the British Mandate », in P*ress in Palestine - The history of Press in Palestine*, West Bank, 1999, Hanna Elias E., « La Palestine » in *La presse arabe… op. cit*., p. 80-81; Musallam A. A., « Palestinian Arab Press Developments Under British Rule wih A Case Study of Bethehem's Sawt al-Shab. 1922-1939 », West Bank, Bethlehem University, 2006, Elastal A., « La presse sous le mandat britannique » *Evolution des moyens de lutte palestinienne à travers la presse*, thèse de doctorat, Paris 2, 1986, p. 76-78, Khalidi R., « La formation de

par l'exode de 1948[1279]. Ce qui reste de la presse locale passe alors sous le contrôle jordanien et égyptien. Parallèlement, dans la période 1948-1967, la presse créée par les Palestiniens exilés est exclusivement pensée comme une presse de combat, un élément du répertoire de la résistance largement à buts opérationnels et de propagande, dans tous les pays limitrophes, comme l'Egypte[1280] ou la Jordanie[1281]. Cependant, un débat va émerger sur la nécessité pour la résistance de se doter d'une doctrine plus consistante que le simple « aventurisme » des mouvements de guérilla, dénoncé de plus en plus dans les rangs des organisations[1282]. Ces derniers cherchent une inspiration stratégique et idéologique du côté des mouvements de libération nationale vietnamien ou cubain, qui ont mobilisé la propagande au service de leur lutte[1283]. La presse palestinienne va alors être utilisée comme un instrument au service de la cause nationale : chez les générations successives de journalistes palestiniens de la diaspora, liés aux différents courants de l'OLP, le rôle de la presse est avant toute chose celui d'un instrument de mobilisation collective[1284].

A la faveur de cette réorientation stratégique, un processus de centralisation et de professionnalisation du travail d'information va ainsi s'opérer entre 1964 et 1972 : à cette période, les Palestiniens ont en effet le sentiment d'être emprisonnés dans des images stéréotypées. Pour E. Sanbar, ces stérétoypes forment un triangle d'images autour des figures de Palestiniens « assiégés », « massacrés-expulsés » ou « terroristes ». Pour briser cette vision médiatique et améliorer la popularité de la cause palestinienne dans le monde, l'OLP développe diverses stratégies, notamment par la création d'un Département Image et Cinéma qui structure et diffuse l'imagerie des *Feddayins*, présentés comme les « peaux-rouges » de Palestine[1285]. Des photographes palestiniens, comme Hani Jaw Hariyyeh, sont ainsi engagés

---

l'identité palestinienne : les années critiques, 1917-1923 », in *L'identité palestinienne… op. cit*., p. 224-266, Munir N. K., « Along Freedom's Double Edge : The Arab Press Under Israeli Occupation », paper presented at the Annual Meeting of the Association for Education in Journalism, 57th, San Diego, California, August 18-21 1974, p. 6-8, Kabha M., « The Palestinian press and the general strike, April-October 1936: Filastin as a case study », *Middle Eastern Studies*, 39/3, July 2003, p. 169-189, Kayyali M., « 'Journalism and the political Life in Palestine 1907-48 (in Arabic), by Abd'al Kader Yasin, Nicosia: Sharq Bars, February 1990' - Book Review », *Journal of Palestine Studies*, 21/1, October 1991, p. 132.

[1279] Mattar P., *Encyclopedia of the Palestinians*, New York, Facts on File, Library of World Society, 2000, p. 273.

[1280] Elastal A., *Evolution… op. cit*., p. 79-168 ; Browne, D. R., « The Voices of Palestine: a Broadcasting House Divided », *Middle East Journal*, 29/2, 1975, p. 133-150.

[1281] Habache G., *Les révolutionnaires… op. cit*., p. 37-38.

[1282] Si la violence est dans un premier temps l'unique répertoire de mobilisation de la résistance palestinienne, rapidement la structuration des mouvements contribue au développement d'un répertoire symbolique intégrant la propagande de presse. Ainsi, le Mouvement des Nationalistes Arabes cherche à développer la lutte sur le plan politique et culturel, afin de fournir des cadres à la résistance, d'éclairer et de mobiliser les masses, alors que les réfugiés égyptiens à Damas privilégient la seule lutte armée – divergence qui conduit à une scission du *Mouvement des Nationalistes Arabes* (Habache G., *Les révolutionnaires… op. cit.*).

[1283] Sur ce processus, voir Baron X., *Les Palestiniens… op. cit*., p. 63-133.

[1284] Ainsi, entre 1952 et 1956, Y. Arafat préside au Caire *L'Union des Etudiants Palestiniens*, qui édite le magazine *La Voix de la Palestine* (Gresh A., Vidal D., *Les 100 clés…op. cit*., p. 66). A cette époque émerge une nouvelle idéologie de la résistance, marquée par la violence armée et la distance avec le nationalisme arabe, suite au soulèvement dans la bande de Gaza de 1956, évolution qui donne naissance au *Fatah*. En 1957, l'accord de non-agression d'Israël entre l'Égypte de Nasser et les Etats-Unis provoque un départ des cadres du *Fatah* pour le Golfe, et la création de multiples cellules de résistance, notamment au Koweït, qui compte, en 1963, quarante-huit organisations collectives. Or, ces organisations publient essentiellement des communiqués, ce qui leur vaut le nom « d'organisations *stencils* » (Baron X., *Les Palestiniens…, op. cit*., p. 94). Chaque organisation palestinienne se dote de son organe de propagande : le *Fatah* publie *Filastinuna* dans la clandestinité (premier numéro le 1er janvier 1965), l'OLP *Filstain al-Thawra*, le FDLP *al-Hurriya*, le FPLP *al-Hadaf*, etc.. Pour coordonner et centraliser la propagande palestinienne, l'OLP décide en 1972 de se doter d'une agence de presse : WAFA (*Wikalat al-Anba al-Filastinniyya*) (Mattar P., *Encyclopedia…, op. cit*. p. 273).

[1285] Sanbar E., *Les Palestiniens. La photographie … op. cit*. p. 29, 299.

dans la résistance[1286]. Tout porte à croire que ces stratégies de réorientation de la lutte nationale, de l'action armée pure et simple vers des stratégies de séduction de l'opinion publique, ne sont pas sans effet. Ainsi, un réajustement de la position américaine sur les revendications palestiniennes est perceptible dans la seconde moitié des années 1970. C'est le cas notamment dans la presse étasunienne, qui porte une attention de plus en plus grande à la question palestinienne (comme le *New York Times*, *Associated Press* ou le *Washington Post*)[1287].

Dans les Territoires occupés, la situation est bien différente. La presse palestinienne de Cisjordanie et de Gaza disparaît formellement au cours de la guerre de juin 1967. Seul le journal israélien en arabe *Al-Yom* continue d'être publié pendant les hostilités[1288]. Tous les autres arrêtent leurs activités deux jours avant l'occupation de Jérusalem-Est par l'armée israélienne. Entre 1968 et 1972, plusieurs journaux palestiniens vont néanmoins être publiés sous occupation, comme *Al-Basheer* (Le Précurseur), *Al-Fajr* (L'aube), *Al-Shab'* (Le Peuple), *Al-Quds* (Jérusalem)[1289]. Selon Munir Nasser, qui a réalisé une étude précise sur la presse palestinienne sous occupation militaire israélienne de 1967 à 1974, ces journaux ont plusieurs caractéristiques communes : leurs équipes éditoriales sont petites et peu formées ; le matériel est petit et faiblement équipé ; la circulation est généralement faible ; les attaques anti-jordaniennes constituent le fonds commun de leur ligne éditoriale ; ils offrent une faible couverture des informations locales et étrangères ; ils sont financés par des sources inconnues ; la qualité de la typographie et des photos est faible ; les publications sont régulièrement interrompues pour des raisons financières ou techniques.

La censure militaire israélienne s'exerce alors sur la presse palestinienne, conformément à l'ordre militaire 50 du 11 juillet 1967 concernant la distribution des journaux[1290], qui stipule qu'il est « interdit de distribuer ou de publier des journaux dans la zone sans la permission des autorités militaires », sous peine d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à cinquante ans et/ou 1.500 dinars jordaniens d'amende[1291]. Le bureau principal de la censure, dirigé par un colonel, se trouve à Tel-Aviv. Il compte une équipe d'environ trente personnes et il est ouvert vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept. Le bureau de Jérusalem compte une équipe d'une dizaine de personnes.

La ligne officielle du gouvernement israélien est que la critique est autorisée tant qu'elle n'incite pas à la subversion. Les sujets portant sur les déplacements des troupes

---

[1286] *Ibid*., p. 328.
[1287] Noakes J. A., Wilkins K. G., « Shifting Frames of the Palestinian Movement in US News », *Media, Culture and Society*, 24, 2002, p. 649-671, Baron X., *Les Palestiniens… op. cit*., p. 329.
[1288] Il deviendra *Al-Anba'* en 1968.
[1289] Peu de magazines existent alors dans les Territoires occupés, hormis un magazine spécialisé en médecine, publié par *Falastin*, un magazine mensuel de critique sociale et littéraire, *Alwan*, et le mensuel *Fatat Falastin* (Munir N. K., « Along… », *op.* cit., p. 12-13).
[1290] Friedman R. I., « Israeli Censorship of the Palestinian Press », *Journal of Palestine Studies*, 49, XIII/1, 1983, p. 93-101.
[1291] L'ordre est amendé quelques mois plus tard, le 4 septembre 1967, par l'ordre 110 qui instaure un système de délivrance de permis de publier aux journaux. L'ordre militaire 862 du 6 août 1980 amende l'ordre 50 en étendant le système de permis à l'ensemble des publications écrites, notamment les « livres interdits » (*banned books*). Enfin, l'ordre militaire 1140 du 9 juin 1985 contraint les journaux à publier gratuitement les « *pamphlets et autres publications* » des autorités militaires.

israéliennes, sur les installations militaires et fournissant les noms des officiers en poste comptent parmi les principales limites, avec l'incitation à la grève, l'appel au boycott des élections locales et des produits israéliens. Mais la règle est étendue à des sujets tels que l'émigration juive ou les mouvements des transporteurs d'essence[1292]. Cette censure suscite de vives critiques de la part des journalistes palestiniens et étrangers. Les autorités israéliennes se défendent alors en arguant du fait que, tout comme « *les Arabes des zones occupées ont été propulsés dans le XXe siècle grâce à l'occupation* »[1293], la propagande et la censure seront bénéfiques aux autochtones. Selon le général Shlomo Gazit, coordinateur des Territoires occupés de l'époque, « *la propagande israélienne dans les zones occupées est une propagande par les actions plutôt que par les mots* » et les actions de l'occupant contribueraient à « *établir une vie normale, en libéralisant et normalisant la vie quotidienne, en ouvrant des voies libres entre les territoires eux-mêmes* »[1294]. L'assassinat d'un leader de l'OLP à Beyrouth, en 1973, par un commando israélien provoque un tel émoi et une telle montée de nationalisme dans la population palestinienne, que les censeurs demandent à *Al-Quds* de leur fournir jusqu'aux mots croisés diffusés dans le journal, pour vérifier qu'aucune information « séditieuse » n'y est diffusée. Le journal *Al-Ghadeer*, publié par des étudiants de Birzeit est supprimé car considéré comme un « *journal illégal pro-terroriste* ».

Un débat s'ouvre peu à peu chez les Palestiniens : faut-il publier des journaux sous occupation ? Pour les uns, les journaux remplissent un vide d'information et permettent de former des nouveaux cadres politiques et des écrivains. D'autres considèrent, à l'inverse, que les informations risquent de donner à l'Etat Israël une meilleure connaissance de la société palestinienne, qui pourrait lui servir à accroître sa domination et son contrôle. La presse palestinienne publiée sous occupation contribuerait ainsi à normaliser cette dernière et, par conséquent, à une évolution négative de la lutte sur le terrain de la confrontation de rue, au profit de discussions intellectuelles dans la presse[1295].

M. Nasser souligne ainsi le paradoxe de l'existence d'une relative liberté de la presse sous l'occupation militaire israélienne, plus grande en tout cas que dans les régimes arabes voisins, où la presse se voit largement imposée une ligne officielle et menacée de censure. La presse palestinienne à Jérusalem-Est semble au contraire pouvoir faire entendre, dans les limites de la censure militaire israélienne et des impératifs de « sécurité », des revendications telles que le retrait des Territoires occupés ou la reconnaissance des droits des Palestiniens[1296].

La liberté de la presse dans les Territoires occupés est donc à la fois très relative, car étroitement contrôlée, mais elle apparaît aussi comme une arme à double tranchant, servant

[1292] Nasser M. K., « Along… », *op. cit*., p. 19
[1293] Selon l'expression de B. Shaikovitch, in « Marx on the West Bank », *New Middle East*, April 1973, cité Nasser M. K., « Along… », *op. cit*., p. 28.
[1294] *Ibid.*
[1295] Aref Najar O., « Palestine », in Kamalipour Y.R., Mowlana H. (eds.), *Mass Media in the Middle East. A Comprehensive Handbook*, Greenwood Press, Wesport, Connecticut, London, 1994, p. 214.
[1296] Nasser M. K., « Along… », *op. cit*., p. 1.

autant les intérêts israéliens que les populations arabes[1297]. Selon M. Nasser, en permettant la liberté d'expression, les Israéliens auraient plusieurs objectifs. Une presse libre empêcherait premièrement l'établissement d'une presse « souterraine » (*underground press*) – comme *Al-Watan*, publié par le Parti communiste en Cisjordanie, mais qui a une faible diffusion. Elle servirait également d'exutoire aux tensions des masses. Elle permettrait ensuite, par l'expression d'opinions contradictoires au sein de la population, de la maintenir divisée sur la question de l'avenir des Territoires. Par ailleurs, les écrits arabes extrémistes seraient encouragés par les autorités israéliennes, pour justifier leur domination sur les zones occupées et pour convaincre le peuple israélien que la présence militaire est le seul moyen de maintenir une situation sécurisée. Enfin, la presse arabe serait manipulée comme un canal de propagande pour les objectifs israéliens dans les zones occupées.

De leur côté, bien que les éditeurs arabes perçoivent leur situation de façon négative, ils sentent que certains aspects positifs peuvent être exploités. Ainsi, en 1971 et 1972, un journaliste d'*Al-Quds*, Mohamed Abou Chilbaya, écrit qu'il préfére l'occupation israélienne au pouvoir jordanien, mais appelle à la création d'un Etat palestinien[1298]. Un autre journaliste d'*Al-Quds*, Muhammad Abu-Shilbayeh, écrivain de gauche qui a passé cinq ans dans les prisons jordaniennes pour ses idées marxistes, défend l'idée – hétérodoxe chez les Palestiniens – que la liberté de la presse accordée par Israël aux Palestiniens dans les Territoires occupés est plus grande que celle accordée par la Jordanie et constitue une opportunité qu'il faut saisir[1299]. Ils expriment ainsi le fait que le rôle majeur de la presse sous l'occupation est de conserver les Arabes bien informés et nourris de hautes valeurs morales[1300].

Pendant une vingtaine d'années, ces débats structurent le microcosme de la presse palestinienne des Territoires occupés. Cependant, la situation de la presse de Cisjordanie est profondément bouleversée avec la première *Intifada* et par la création de l'Autorité Palestinienne en 1994. A cette période, les journalistes palestiniens des Territoires et ceux de l'extérieur sont amenés à travailler de plus en plus en collaboration.

L'*Intifada* n'est pas au départ contrôlée par l'OLP, mais une reprise en main s'opère en janvier 1988, notamment par le biais d'Abou Jihad, qui en est un des chefs militaires. Un réseau d'institutions de Cisjordanie actives dans le domaine de l'entraide, de la santé et de

---

[1297] Il faut rappeler ici le contexte d'émergence du point de vue israélien. De 1967 à 1973, c'est le général Moshé Dayan, alors Ministre de la Défense, qui, de tous les dirigeants israéliens, a la plus grande influence sur la définition de la politique dans les Territoires occupés. Considérant que les États arabes voisins n'accepteront pas les frontières « sûres » exigées par Israël, donc que la paix est lointaine, il préconise une politique « provisoire », reposant sur deux principes: 1/ Israël ne doit pas trop se mêler directement des affaires des habitants des régions occupées, sauf en cas de nécessité ; 2/ il faut maintenir une frontière « sûre » sur le Jourdain (Baron X., *Les Palestiniens… op. cit.*, p. 252). Cette politique, qui sera systématisée par la suite sur le mode d'une politique du fait accompli visant à normaliser l'occupation et à absorber progressivement la population à Israël au plan territorial et économique (notamment par le peuplement juif et l'amélioration du niveau de vie des populations administrées par Israël), se reflète ainsi dans le rapport à la presse palestinienne des Territoires occupés.

[1298] « Si les Palestiniens avaient le choix, ils devraient préférer demeurer sous occupation israélienne plutôt que de retomber sous la coupe du roi Hussein » (« Pas de paix sans un Etat palestinien indépendant », cité in Baron X., *Les Palestiniens… op. cit.*, p. 259-260).

[1299] Munir N. K., « Along… », *op. cit.*

[1300] Munir N. K., « Along… », *op. cit.*

l'information, va ainsi être mobilisé pour la coordination et le financement de la révolte[1301]. La position d'Abou Jihad lui permet de réunifier la résistance, entre les factions opposées de l'OLP (comme le *Fatah* et le FPLP par exemple) et entre les Palestiniens de l'intérieur et ceux de l'extérieur. Une double fenêtre d'opportunités politiques et médiatiques va s'ouvrir, permettant à la résistance d'engranger un capital de sympathie auprès de l'opinion internationale, alors que le premier ministre israélien, Y. Rabin, prône la manière forte contre la révolte. La principale stratégie de communication de l'*Intifada* va reposer sur la diffusion régulière de communiqués (trois ou quatre fois par mois). Alors que le premier communiqué clandestin est distribué directement dans les Territoires, le 4 janvier 1988, par la Direction nationale unifiée des territoires occupés (*Fatah*, FPLP, FDLP, PCP principalement), après la reprise en main par l'OLP, les projets de communiqués font des va-et-vient par fax entre les Territoires occupés et Tunis, avec des relais à Chypre et en Grèce[1302]. G. Habache explique dans ses mémoires : « *Chaque semaine, un communiqué était publié par la direction unifiée de la révolte, recommandant les missions à accomplir. Le FPLP, comme les autres, était impliqué dans leur rédaction. Le texte était le plus souvent divisé en deux paragraphes : d'abord, une analyse de la situation politique, ensuite la définition des missions à accomplir. A l'extérieur, nous n'étions pas forcément tenus informés de tous les détails, mais nous savions pouvoir compter sur nos hommes à l'intérieur, de vrais révolutionnaires* »[1303]. Cependant, l'année 1988 marque un tournant car le nombre de représentants des Palestiniens de l'intérieur, portés par l'*Intifada*, l'emporte au sein de l'OLP sur celui des Palestiniens de l'extérieur[1304]. « *La brutale répression qui s'abat sur les Territoires occupés place les Palestiniens en position de force : l'opinion internationale leur est acquise, alors qu'Israël est sur la défensive, y compris aux Etats-Unis* », écrit X. Baron[1305]. L'*Intifada* est donc un événement majeur pour la cause palestinienne, peu mobilisatrice jusque-là au-delà du monde arabe, événement qui va permettre à ses acteurs de bénéficier d'une rente de situation qu'ils pourront faire valoir dans les arènes de négociation internationale. Sur le plan interne, la stratégie politico-médiatique conduit à une utilisation de tous les canaux de communication disponibles, comme la radio[1306] ou la vidéo[1307].

Le retour des « Tunisiens » et la création de l'Autorité palestinienne en 1994 constituent également un tournant important, mais qui va plutôt opérer dans le sens d'une tranformation de la structure des opportunités de communication médiatique pour la résistance populaire et les journalistes du mouvement de libération nationale palestinien. C'est ce qu'explique en entretien Nasser L., journaliste à la télévision locale de Bethléem et à l'agence de presse *Ma'an* « *Un grand changement a eu lieu en 1995. Avant, l'OLP contrôlait tout. Tout était fait dans une perspective de lutte. Après cela, l'idée de créer de vrais médias*

[1301] Baron X., *Les Palestiniens… op. cit*. p. 517.
[1302] *Ibid*., p. 516-517.
[1303] Habache G., *Les Révolutionnaires… op.* cit., p. 203-204.
[1304] Baron X., *Les Palestiniens… op. cit*. p. 528.
[1305] *Ibid*., p. 527.
[1306] Bookmiller N. K. Bookmiller R. J., « Palestinian Radio and the Intifada », *Journal of Palestine Studies*, 19/4, 1990, p. 96-105.
[1307] Kuttab D., « Palestinian Diaries... », *op. cit*..

professionnels, qui diffusent des faits, sans que les opinions interviennent, s'est imposée peu à peu »[1308]. Peu de temps après sa création, l'Autorité Nationale Palestinienne fait ainsi paraître une loi sur la presse, qui s'inspire en grande partie de la loi jordanienne[1309]. Les dirigeants palestiniens encouragent l'établissement ou l'institutionnalisation de plusieurs médias officiels et d'entreprises de presse privées. Des publications officielles, qui travaillaient jusque-là en exil ou dans la clandestinité, apparaissent au grand jour, comme *The Voice of Palestine* et *Palestine Television*[1310]. De multiples chaînes de télévision ou de radio privées voient également le jour. Leur création est sous-tendue par un modèle libéral, dans lequel la compétition entre les chaînes doit produire une plus-value pour le public. Cependant, un contrôle étroit de l'Autorité Palestinienne s'exerce sur les médias. Awwad Narima, directrice des relations publiques de la PBC, exprime ainsi le point de vue proche de la version officielle : *« La compétition est bonne pour le commerce. La réponse positive des Palestiniens aux stations de radio privées nous force à innover et à faire des changements. En raison du ton sérieux de* La Voix de la Palestine, *nous n'attirons pas les jeunes. En raison de la compétition croissante, nous pensons désormais introduire dans nos programmes des émissions destinées aux jeunes auditeurs »*. Si elle apprécie le pluralisme et la variété de la culture médiatique, elle estime cependant : « *C'est beaucoup trop facile de fonder sa propre station. Il n'existe actuellement aucune loi interdisant ou limitant quelqu'un qui voudrait lancer une station, tant que ce quelqu'un a un capital suffisant. Cette liberté inconditionnelle créée un problème. Certaines stations manquent de sérieux et ceci affecte la qualité des programmes* »[1311].

L'Autorité Palestinienne fait preuve à de nombreuses reprises de comportements jugés autoritaires vis-à-vis de la presse. Ainsi, des publications de l'opposition comme *al-Watan* (gauche laïque) ou *al-Umma* (droite religieuse) sont fréquemment l'objet de censure. Les dirigeants palestiniens semblent particulièrement « hostiles aux critiques »[1312] Des observateurs étrangers constatent également que les partisans de Y. Arafat ont un accès plus facile aux médias palestiniens que les autres candidats[1313]. De façon générale, l'Autorité Palestinienne n'est pas ouverte au débat contradictoire : le Conseil législatif est marginalisé, la presse mise au pas et les opposants arrêtés[1314]. Cependant, sa stratégie est souvent plus complexe que la censure pure et simple, comme le montre son attitude à l'égard du *Hamas* : selon les journalistes français Alain Gresh et Dominique Vidal, Y. Arafat « *joue à merveille de la carotte et du bâton, multipliant les arrestations et les intimidations* [au sein du *Hamas*] *et en autorisant certains de ses organes de presse* »[1315].

[1308] Nasser L., entretien, 2005.
[1309] Aref Najjar O, « The 1995 Palestinian Press Law: A Comparative Study », *Communication Law and Policy*, 1532-6926, 2/1, 1997, p. 41-103.
[1310] Propriétés de la *Palestine Broadcast Corporation* (PBC), fondée en 1994 avec l'aide d'experts étrangers.
[1311] Narima A., cité in Kratt H., « Palestinian Independant Television & Radio Stations », *News From Within*, XIII/10, October 1997, p. 30-31.
[1312] Mattar P., *Encyclopedia… op. cit.*, p. 274.
[1313] Baron, X., *Les Palestiniens… op. cit*., p. 649.
[1314] *Ibid*., p. 681.
[1315] Gresh A., Vidal D., *Les 100 clés… op. cit*., p. 259.

C'est dans ce contexte qu'émerge une nouvelle génération de journalistes palestiniens et d'entrepreneurs de presse cherchant à mettre en place des médias indépendants. Dans un article publié en octobre 1997 dans *News From Within*, Haike Kratt montre ainsi l'émergence de nombreuses chaînes de télévision et radiophoniques privées en Palestine qui, d'un côté, semblent jouer un rôle de soupape populaire vis-à-vis de médias officiels dominés par un discours « sérieux » et nationaliste mais, d'un autre, se voient cantonnés à un rôle de divertissement et de diffusion de musique. Elle écrit ainsi : « *les programmes politiques ont été réduits au minimum. Un bref flash d'informations à 9 h du matin suffit pour la journée. Trois fois par semaine, l'auditeur peut entendre un commentaire politique de sept minutes sur des événements d'actualité* »[1316]. Il existerait, en 1997, sept radios et trente et une chaînes de télévision privées en Cisjordanie. Ammar, fondateur en 1996 de la radio privée *Al Mana* à Ramallah (« Le Phare » en arabe), explique ainsi : « *les gens ici, particulièrement les jeunes, sont fatigués de la politique. Ils sont fatigués de la situation à laquelle ils sont confrontés chaque jour. Ce qu'ils attendent de nous c'est de transmettre une attitude positive. Ils veulent quelque chose de divertissant et de fascinant. Ils ne veulent pas entendre parler des mêmes problèmes toujours et encore* »[1317]. Hamdi F., journaliste et co-propriétaire de *Shepherd's Television* à Bethléem déplore pour sa part que « *le développement d'une culture de médias indépendants [soit] vu avec appréhension par le gouvernement israélien de même que par les forces de sécurité de l'Autorité Palestinienne. Pendant les périodes d'instabilité politique, comme en septembre 1996, marquée par des heurts entre Palestiniens et forces armées israéliennes, des stations locales telles que* Al Mana *ont été fermées par des agents officiels de l'Autorité Palestinienne pour quelques jours, pour éviter des reportages critiques sur les événements en direct* »[1318].

La période qui suit la création de l'Autorité Palestinienne est donc marquée par des luttes internes chez les journalistes palestiniens. Les uns conservent la conception d'un journalisme engagé au service de la cause nationale, divisée entre une tendance majoritaire, favorable aux accords d'Oslo (*Fatah*) et diverses tendances minoritaires qui leur sont opposés (gauche et partis religieux). Les autres se tournent vers une conception du journalisme pensé davantage comme un journalisme « professionnel », calqué sur les standards occidentaux. Les premiers reprochent aux seconds de contribuer indirectement à normaliser l'occupation israélienne, en faisant comme si l'Autorité Palestinienne était un Etat (les médias palestiniens y jouant un rôle de « quatrième pouvoir »), tandis que les seconds reprochent aux premiers leur rhétorique nationaliste sclérosée, leur déformation des faits à l'avantage systématique des Palestiniens, autrement dit de faire de la propagande au lieu de faire de l'information[1319]. Or, si les premiers bénéficient du soutien des institutions ou d'organisations politiques

[1316] Kratt H., « Palestinian Independant Television & Radio Stations », *News From Within*, XIII/10, October 1997, p. 30-31.
[1317] *Ibid.*
[1318] *Ibid.*
[1319] Jamala A., « The Palestinian Media: An Obedient Servant or a Vanguard of Democracy? », *Journal of Palestine Studies*, Spring 2000.

palestiniennes « historiques » (bien que l'écart entre les tendances majoritaires et minoritaires se creuse dans la période post-Oslo), les seconds bénéficient de financements d'ONG ou de gouvernements étrangers, garantissant leur indépendance à l'égard de l'Autorité Palestinienne, mais leur imposant en retour des contraintes en termes de financement et de normes professionnelles.

L'exemple de l'Institut des Médias de l'Université de Bir Zeit, créé en 1996 pour assurer la formation de cette nouvelle génération de journalistes palestiniens est révélateur enjeux qui structurent l'univers du journalisme palestinien après Oslo. Son directeur, un ancien journaliste de la BBC à Londres, m'explique en entretien les conditions de genèse et les principes fondateurs de l'Institut:

« Aref H. : Quand les Israéliens se sont retirés et que l'Autorité Palestinienne a démarré, de nombreuses chaînes de radio et de télévision et des médias ont été lancés immédiatement […]. La demande [de formation des journalistes] était forte. Le sentiment général était que les médias étaient une chose importante et que nous avions besoin d'acquérir de nombreuses compétences que nous n'avions pas […]. Aujourd'hui, […] il est difficile de trouver dans le pays un journaliste qui n'ait pas été formé par nous – sauf s'il a cinquante ans ou plus […]. Nous avons obtenu des fonds européens, séparés et indépendants du gouvernement [de l'Autorité Palestinienne] – ce qui est nécessaire de mon point de vue, dans les médias en particulier […]. Nous ne recevons pas non plus de fonds d'ONG locales : c'est toujours international […]. Nous gardons un œil sur la liberté de la presse et notre formation a constitué un élément important d'éthique et d'indépendance des médias. [Cependant,] nous n'avons pas été satisfaits des performances de l'Autorité Palestinienne sur le plan de la liberté d'expression […]. En mai 2000, cinq stations de radio ont été fermées pour une certaine durée […]. Or aucune de ces fermetures n'a été justifiée par un document écrit. Les gens venaient et éteignaient le transmetteur, en disant de ne pas le rallumer. Ils ne disaient même pas qui les envoyait […]. Le gros problème en Palestine, c'est la question du développement des médias […]. En général dans notre presse écrite il y a beaucoup de rhétorique, d'ornements, beaucoup de mots. Nous avons aussi le phénomène de la non-information, par exemple lorsque sont publiées de simples histoires de protocole. Des fois, il y a une histoire importante, mais le journaliste mentionne tout ce qui concerne la forme de l'événement, oubliant son essence […]. Du coup, la façon dont les histoires sont écrites sont parfois très peu professionnelles.

Q. Vous avez des exemples ?

Aref H.: Il n'y a qu'à ouvrir le journal [dit en tapant l'exemplaire du jour d'un quotidien avec le revers la main] ! Ce sont de pures conférences de presse, tout est comme cela. Parfois, ils évitent le sujet, c'est déséquilibré. On a une couverture partielle – en général favorable aux partis gouvernementaux, comme le *Fatah* : leur façon de voir les choses est clairement exprimée dans le journal, mais ce n'est pas le cas du *Hamas* par exemple, dont le point de vue n'est pas correctement rapporté.

Q. Comment l'expliquez-vous ?

Aref H.: Les journalistes sont payés par le *Fatah* de différentes manières, par le gouvernement.

Q. Comment ?

Aref H.: Un des journaux, *Al-Hayyat*, est gouvernemental. L'autre journal, *Al-Ayyam* est semi-gouvernemental : son rédacteur en chef est une figure politique. *Al Quds* est assez

commercial, mais conserve sa loyauté au gouvernement […]. Et les radios et télévisions officielles également sont gouvernementales »[1320]

Ce témoignange indique au passage qu'après la signature des Accords d'Oslo, les services de sécurité palestiniens onr pis partiellement en charge le travail de censure, exercé auparavant par les autorités d'occupation israéliennes.

Au final, la presse palestinienne imprimée à Jérusalem-Est et distribuée dans l'ensemble de la Cisjordanie peut être définie comme une « presse mobilisée », au sens où elle joue un rôle d'instrument majeur pour le discours public officiel palestinien dans toute la zone. Comme le remarquaient, à la veille de l'*Intifada*, les auteurs d'un rapport à son sujet : « Les journaux de Cisjordanie […] ne devraient pas être étudiés conformément aux normes d'objectivité et d'impartialité qui prévalent, bien qu'elles ne soient pas toujours adéquatement observées, dans la presse occidentale […]. Les circonstances qui caractérisent la vie palestinienne en Cisjordanie ont imprégné sa presse d'une forme spécifique de mobilisation »[1321]. Dans cette perspective, le consensus national doit prévaloir sur les dissensions internes. Cette double situation de faiblesse structurelle du « système médiatique » palestinien et de mobilisation des médias au service de la cause nationale permet de comprendre les difficultés à voir apparaître une presse « indépendante », « professionnelle » ou « critique » au sens occidental du terme.

L'émergence d'une presse indépendante comme alternative aux médias officiels

Cependant, une telle presse existe bel et bien. Pour de nombreux journalistes ou militants que nous avons interrogés, l'on peut considérer qu'après l'instauration de médias palestiniens par l'Autorité palestinienne, produire un média « alternatif » signifie se positionner en rupture par rapport à ces médias dominants, ou *mainstream*. Cette position est défendue par une série d'initiatives, qui ont émergé après les accords d'Oslo dans les Territoires palestiniens. Leur but est de produire de formes alternatives d'information et de communication. On peut ranger les médias « dominants » en deux catégories, par rapport auxquelles les acteurs de ces initiatives se distinguent ou s'opposent. Les premiers sont les médias officiels de l'Autorité Palestinienne (y compris ceux sont indépendants en droit, mais de fait entre les mains de dirigeants proches de Y. Arafat). Ces médias officiels relèvent, selon leurs détracteurs, davantage d'organes de propagande que d'organes d'information. D'un autre côté, on trouve des médias « privés » ou « commerciaux » qui, toujours selon leurs détracteurs, favoriseraient le pur divertissement. Les journalistes des médias « alternatifs » se veulent donc en général soit les défenseurs d'un journalisme « professionnel », « indépendant », s'autorisant une critique des autorités, soit au service des groupes ou communautés non-représentées ou sous-représentées dans les institutions dominantes (y

[1320] Aref H., entretien, 2005.
[1321] Shinar D., Rubinstein D., *Palestinian Press… op. cit.*, p. 1.

compris les médias), comme les jeunes, les femmes, les Chrétiens, les « gens ordinaires », et sur le plan politique, les groupes situés à « l'extrême-gauche » (FPLP par exemple) ou à « l'extrême-droite » (*Hamas*).

Néanmoins, comme le montre un entretien réalisé auprès d'un jeune journaliste palestinien de la région de Bethléem en juin 2007, la distinction entre médias « officiels » et médias alternatifs « indépendants » n'est pas aussi tranchée que cette présentation pourrait le laisser penser. Son propos n'étant pas sans lien avec sa propre trajectoire et position dans l'univers politico-journalistique palestinien, il convient de le présenter[1322]. Ghassan B. est né à Jérusalem en septembre 1981, de parents ouvriers (père dans le bâtiment, mère dans le textile). Son père est éduqué, comme l'indique le fait qu'il dispose d'une petite bibliothèque. La famille habite la localité de Beit Sahour, près de Bethléem. Lors de la première *Intifada*, Ghassan B. fait partie de ces enfants qui lancent des pierres contre les chars israéliens. Il distribue le journal du Parti Communiste palestinien en faisant la navette entre Jérusalem et Bethléem. Les accords d'Oslo suscitent chez lui un espoir vite déçu. Les colonies israéliennes s'étendent, et les *checkpoints* demeurent. En 1996, il participe à une manifestation contre ce qu'il perçoit comme une tentative israélienne de prendre le contrôle de l'esplanade des Mosquées, à Jérusalem. En 1998, il devient bénévole au *Rapprochement Center*. L'année suivante, en 1999, il commence des études à l'Université de Bethléem en management du tourisme et comptabilité. Il suit des cours en anglais, en allemand, et en hébreu. Ghassan poursuit ses activités militantes. C'est ainsi qu'il participe à la mise en place l'*International Solidarity Movement* (cf. chapitre 1), où il commence à travailler comme traducteur. En 2004, il s'occupe pendant trois mois de l'édition des photos pour le magazine *News From Within*. Dans le même temps, il travaille pour le *Rapprochement Center*, où il est encore au moment de l'entretien. En 2006, il participe avec d'autres journalistes engagés du District de Bethléem à une tentative de relance du Centre de Médias Indépendants (*Indymedia*) Palestine. L'entretien indique l'intériorisation d'une identité professionnelle : il se présente comme « journaliste local » et « reporter photographe ». Il rappelle aussi régulièrement à l'enquêteur qu'il est engagé dans la lutte politique. Sa définition du terme « média alternatif » oscille ainsi entre deux conceptions, qui réfractent sa propre position – l'une très large englobant l'ensemble des médias palestiniens (conception « politique ») et l'autre plus restreinte regroupant certains médias seulement (conception « professionnelle ») :

« Q. Pourrais-tu te présenter ?
Ghassan B. : Je suis un journaliste local, qui travaille dans une organisation de médias alternatifs. Je fais ce travail depuis 5-6 ans […].
Q. Que veux-tu dire par « média alternatif » ?
Ghassan B. : Ce terme a commencé à être utilisé après l'établissement des médias commerciaux [*corporate media*], des médias gérés par de grosses entreprises privées et grassement financées, par exemple par la *BBC*, *Skynews*, des chaînes satellites comme *Al-Jazeera TV*, etc., tu vois ? […] Le terme a commencé à être utilisé [en Palestine] pour

[1322] Ghassan B., entretien, 2006.

distinguer les sources de médias alternatives et officielles – dominantes [*mainstream*] disons, c'est-à-dire utilisées pour un certain usage, orientées par le gouvernement, d'où les entreprises tiraient leurs revenus

Q. Quels médias palestiniens incluerais-tu dans ce groupe ?

Ghassan B. : Les médias palestiniens comme les chaînes publiques, les télévisions locales et les stations de radio, ainsi que les organisations de médias alternatifs qui utilisent un site Web – peu importe comment tu appelles ça – c'est considéré comme des sources alternatives d'information, simplement parce qu'ils couvrent l'histoire d'un peuple, un peuple dont personne ne couvre l'histoire. Par exemple dans la télévision nationale palestinienne, tu peux trouver des histoires que tu ne trouveras jamais dans les médias dominants [*mainstream media*] : ils se focalisent plus sur un fait divers, mais ils le traitent de manière approfondie. Bien sûr, tout cela n'est pas très puissant : nous avons une chaîne satellite et une chaîne terrestre, mais les deux sont très faibles parce que l'Autorité Palestinienne est très faible financièrement, et cela se reflète sur la télévision. Mais, au moins, ils essaient de faire l'effort de chercher l'information plus loin : ils font des recherches, des documentaires, des *talk shows*, en essayant d'exposer ce qui arrive sur le terrain. C'est cela, l'idée derrière la notion de source d'information alternative, d'exposer la vérité, ce qui se passe sur le terrain, et pas simplement d'énoncer un chiffre, parce que les gens ne sont pas des nombres. Les gens ont une histoire. Chaque information d'actualité cache une histoire. Pourquoi et comment est-ce arrivé ? C'est pourquoi l'idée de média alternatif, la façon dont je le perçois, est venue de l'idée d'avoir une source indépendante, libre, à proposer au peuple – des gens qui travaillent sur le terrain, en couvrant les informations. »

Cet extrait permet de saisir à la fois des catégories de classement de la « réalité médiatique », en particulier l'identification d'une catégorie de médias perçus négativement. Ils sont qualifiés de « commerciaux », de « dominants » ou « d'officiels » : le « *mainstream* » est défini à la fois comme toute représentation non- ou anti-palestinienne de la réalité, et comme toute représentation perçue comme « dominante » du côté palestinien. L'erreur ethnocentrique consisterait ici à considérer cette dualité comme une confusion. Comme nous l'avons vu dans le point précédent, elle est au contraire le produit de processus historiques de long terme, qui ont empêché le « désencastrement » relatif des champs « politiques » et « journalistiques ». Ghassan B. porte en lui ce dualisme : les identités de militant de la cause palestinienne et de journaliste palestinien sont difficiles à dissocier.

Il semble donc que l'on puisse regrouper les médias palestiniens « alternatifs » en trois catégories. La première regroupe les médias qui tirent leur légitimité de la résistance nationale palestinienne. Il s'agit à la fois des médias « officiels » de la majorité politique, proches du *Fatah*, ainsi que des organes de propagande « engagés » des groupements politiques minoritaires ou de l'opposition, et enfin des médias produits par des organismes publics ou parapublics produisant de l'information régulière sur, pour et par des Palestiniens. La seconde catégorie regroupe des médias qui tirent leur légitimité de leur revendication « d'indépendance » et de « professionnalisme journalistique ». Une troisième catégorie regroupe des médias qui ne sont pas nécessairement produits par des journalistes professionnels, mais qui revendiquent, davantage que des valeurs « d'excellence journalistique », le fait de donner la parole aux groupes dominés socialement, et que l'on qualifiera de médias « communautaires », « *grassroots* » ou « citoyens ».

Parmi les organes d'information « officiels » ou « engagés », WAFA occupe une place singulière. Elle est définie par son correspondant à Hébron comme « *l'agence officielle des médias, qui dépend de l'Autorité Palestinienne, comme il existe des agences officielles dans tous les pays, y compris en France* ». WAFA a été créée suite à une décision du Congrès Populaire palestinien des 6-10 avril 1972, et du 10e Conseil National Palestinien, le 11 avril 1972, au Caire, en même temps que l'organe officiel de l'OLP *Falastine al-Saoura*[1323]. WAFA succède alors à l'Agence de Presse de l'OLP. Son sigle en arabe, diminutif d'un prénom féminin, signifie « loyauté » et il est synonyme « d'amour » dans la poésie romantique. L'agence, dépendante du département de l'Information et de l'Orientation de l'OLP, publie son premier bulletin le 5 juin 1972. WAFA devient en quelque temps « *la principale source d'information et la plus officielle de l'organisation palestinienne* »[1324]. Publiée en arabe et très fréquemment en anglais, puis en français et en hébreu, l'agence délivre quotidiennement tous les communiqués et les commentaires de l'OLP sur les questions d'actualité et les événements qui concernent la question palestinienne, ainsi que des informations sur les territoires palestiniens, Israël, et le Proche-Orient. Ainsi, le 5 août 1972, WAFA diffuse un communiqué de l'organisation Septembre Noir revendiquant le sabotage d'une usine de stockage de l'oléoduc transalpin[1325]. L'agence diffusera également le « testament commun » des *fedayins* tués à Munich suite à l'opération commando du 5 septembre 1972[1326]. Après la création de l'Autorité Palestinienne en 1994, WAFA s'installe en Cisjordanie et à Gaza, et en devient la voix officielle. Son statut est un peu particulier dans notre corpus, car son caractère très propagandiste suscite la méfiance des fractions les plus « journalistiques » des producteurs de médias alternatifs, en particulier israéliens. Ainsi, en entretien, le journaliste israélien Sergio Y. (AIC Jérusalem) exprime sa méfiance à l'égard des informations fournies par cette agence :

« Sergio Y. : Il y a une qualité d'information très faible à WAFA
Q. Que veux-tu dire par une « faible qualité» ?
Sergio Y. : C'est très difficile de croire ce qu'ils écrivent. WAFA est l'agence d'information officielle de l'OLP.
Dirais-tu que l'on trouve des informations alternatives dans cette agence d'information officielle ?
Sergio Y. : Non, non, il n'y en a pas… l'information alternative qui vient de sources d'informations palestiniennes sont généralement très dans la 'langue de bois' (*language-wise*) – ils transforment le langage. Ce n'est pas alternatif dans le type d'information qu'ils nous apportent.
Q. As-tu un exemple ?
Sergio Y. : Oui, au lieu d'écrire 'l'Armée israélienne' ou 'IDF' [*Israeli Defense Forces*], ils vont écrire 'IOF' [*Israeli Occupation Forces*]. La manière dont ils publient l'information est plus rhétorique.

[1323] Baron X., *Les Palestiniens… op. cit*., p. 283-284.
[1324] *Ibid*., p. 283.
[1325] *Ibid*., p. 270.
[1326] *Ibid*., p. 271.

Q. Tu as un autre exemple ?
Sergio Y. : Ils utilisent beaucoup le terme '*opération*' - sans dire '*opération martyr*' cependant. De même, *Ma'an News* par exemple parle toujours de '*cibles militaires*' au lieu de dire quelles cibles militaires […]. C'est plus de la rhétorique »[1327].

Cette critique de WAFA par un journaliste israélien « alternatif », au nom des valeurs d'excellence du journalisme professionnel, ne touche cependant pas tous les médias palestiniens. Une autre agence de presse palestinienne est ainsi indiquée dans la rubrique « Liens extérieurs » du site Internet de l'AIC. Il s'agit du *Jerusalem Media and Communication Center* (JMCC). Cette organisation à but non lucratif, basée à Jérusalem-Est, a été fondée dans le contexte de la première *Intifada* par des journalistes et des chercheurs palestiniens proches du Parti Populaire Palestinien (PPP, communiste), parmi lesquels Ghassan Khatib, qui deviendra par la suite Ministre du Plan et du Travail de l'Autorité Palestinienne[1328]. Le JMCC est enregistré comme un centre de recherche le 5 septembre 1998, conformément à la Loi sur les publications palestiniennes de 1995. Initialement, le but du JMCC était de diffuser des informations sur les événements en Cisjordanie, à Gaza et à Jérusalem-Est, à destination des journalistes étrangers. L'organisation a ensuite étendu ses missions. Elle se structure au moment de l'enquêtee autour de plusieurs unités. L'unité des médias, créée formellement en 1993, propose des services payants aux journalistes, correspondants de presse à l'étranger, ainsi qu'à des chercheurs, des agences internationales et des organisations diverses. Parmi ces services, le JMCC aide à prendre des contacts dans les Territoires occupés et à trouver des traducteurs. Il joue ainsi un rôle de fournisseur professionnel de *fixers* palestiniens. Pendant la première *Intifada*, ces activités ont contribué à faire du JMCC un intermédiaire entre la Palestine et le reste du monde. De nombreux documentaristes ont ainsi bénéficié des services du centre pour réaliser des reportages ou des films. Dans les années 2000, les journalistes abonnés au JMCC peuvent bénéficier de services tels que l'envoi de SMS les alertant d'une information importante (*sms breaking news service*). Par ailleurs, le JMCC est la première organisation à avoir mené des sondages d'opinion réguliers auprès de la population palestinienne, sondages qui ont notamment été utilisés au cours du processus de paix d'Oslo dans les années 1990[1329]. Le centre publie ensuite, sur la base de recherches de terrain ou de traductions, de nombreux journaux et périodiques, en arabe et en anglais, et propose des traductions quotidiennes de la presse arabe et palestinienne en anglais. Pendant plusieurs années, le JMCC a publié l'unique hebdomadaire palestinien en anglais, *The Palestine Report*. Le JMCC est également partenaire dans la publication de *Bitterlemons.org*, crée par Ghassan Khatib pour favoriser le dialogue entre Palestiniens et Israéliens. Le JMCC propose, enfin, des ateliers, et forums de discussion publique sur l'actualité du conflit israélo-palestinien, et publie des rapports de recherche réguliers. Les pratiques de ce centre confirment les résultats de recherches montrant

[1327] Sergio Y., entretien, 2007.
[1328] Khader K., entretien, 2005.
[1329] Ghassan Khatib est en effet membre de la délégation palestinienne lors de la Conférence de Paix de Madrid en 1991.

l'existence de relations inégales entre journalistes palestiniens et internationaux, les premiers jouant davantage un rôle « d'intermédiaire culturels », voir de simples fixeurs, que de journalistes à part entière[1330].

C'est dans le but d'échapper à la double réduction d'instrument de propagande aux mains des dirigeants palestiniens et de « petites mains » de la circulation internationale des informations sur la Palestine que des organes de presse « indépendants » d'un type nouveau apparaissent dans les années 2002-2006. La presse « indépendante » palestinienne traditionnelle dans les Territoires occupés est en effet, de manière générale, très imprégnée des différentes tendances qui structurent « l'idéologie palestinienne de résistance ». Ainsi, *Al-Fajr*, est proche du *Fatah*, *Al-Quds* est pro-jordanien[1331] et *Al-Ayyam* est un journal intellectuel de gauche réputé « modéré », qui diffuse notamment un supplément du *Monde Diplomatique* ainsi que *Ruy'ya Ukhra*, le magazine en arabe de l'AIC[1332]. Cependant, la tentative de mise en place d'un *Indymedia Palestine*, en 2002, puis de titres « indépendants » répondant aux canons de l'objectivité journalistique au sens « occidental » du terme – d'ailleurs souvent financés par des bailleurs de fonds étrangers – contraste avec les pratiques et représentation de cette presse indépendante « mobilisée ». Qu'ils soient « locaux », comme le *Hebron Media Center* (Hébron, Cisjordanie, 2004) ou « nationaux » comme le *Palestine News Network* (2002), *M'an News Agency* (Bethléem, Cisjordanie, 2005), ou l'*International Middle East Media Center* (Beit Sahour, Cisjordanie, 2003), ils ont en commun la prétention à produire un travail journalistique professionnel et indépendant, critique aussi bien à l'égard de l'occupation israélienne que de certaines pratiques de l'Autorité Palestinienne.

Dans un communiqué de presse daté du 7 juillet 2005, un réseau de médias « indépendants » annonce ainsi son lancement :

« Une organisation de médias locale et indépendante a créé sa propre agence de presse : *Ma'an News*. A travers sa page Web en arabe, en hébreu et en anglais, l'agence propose des informations rapides, dignes de confiance, objectives et des services photographiques 24h/24 en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et en Israël. *Ma'an News* a des correspondants [dans ces trois zones] qui couvrent les affaires israéliennes/palestiniennes. En plus de proposer une couverture approfondie des développements du conflit, elle traite également une variété d'activités sociales, culturelles et sportives. *Ma'an News* est une initiative de l'ONG *Ma'an* qui est financée par les gouvernements des Pays-Bas et du Danemark. *Ma'an News* écrit et illustre l'actualité pour les communautés palestinienne, israélienne et internationale. L'agence parle librement de questions locales, propose à son public des points de vue et des opinions politiques variés et croit que les médias peuvent être des outils de changement de la société palestinienne. Le rédacteur en chef de *Ma'an*, Nasser Laham, remarque que '*dans le passé, c'était facile de parler et difficile de se battre. Aujourd'hui, c'est très facile de se battre et*

[1330] Sur le rôle des journalistes arabes comme « intermédiaires culturels » au sens de P. Bourdieu, voir Mellor N., « Arab Journalists as Cultural Intermediaries », *The international Journal of Press/Politics*, 13, 2008, p. 465-483. Sur le rôle des journalistes palestiniens comme fixeurs pour des journalistes étrangers, voir Bishara A., « Local Hands, international news. Palestinian journalists and the international media », *Ethnography*, 7/1, 2006, p. 19-46

[1331] Najib F., entretien, 2005.

[1332] Hassan A., entretien, 2005.

incroyablement difficile de parler. A Ma'an, nous essayons de parler. Nous voulons donner à la nouvelle génération de Palestiniens et à la communauté internationale les faits sans les adjectifs'. Dans cet esprit, l'agence produit quotidiennement des informations et des photographies »

Pour Nasser L., un journaliste à l'agence de presse *Ma'an* et la *Bethleem Local TV* que j'ai eu l'occasion d'interviewer et qui se décrit comme issu de la « gauche marxiste », si ces médias reçoivent des fonds de différents gouvernements et fondations, c'est dans le but de créer des médias avec des journalistes laïques et « *faire contre-poids aux médias islamistes dans le monde arabe* ». Pour lui, *« la Palestine joue en effet un rôle-clé, car nous avons beau n'être que quelques millions, les Palestiniens ont entre leurs mains le sort de tout le monde arabe* ». Dans cette perspective, « *l'orientation actuelle est de créer de vrais médias professionnels qui diffusent des faits, sans que les opinions interviennent. Par exemple si un Palestinien est tué par l'armée israélienne, il ne suffit pas de dire que c'est un martyr de la cause nationale, c'était aussi peut-être un père de famille, etc.* ». Cependant, il ne se qualifie pas de journaliste « *alternatif* », mais de journaliste« *indépendant* » : « *C'est une nécessité pour la communauté d'être doté de médias d'information fiables* », dit-il. *Cela permet de faire en sorte que les Palestiniens ne soient pas de simples récepteurs passifs de l'information, mais des acteurs de sa réalisation* ». Le lancement de cette agence de presse et la rhétorique journalistique qui l'accompagne sont les produits d'un processus qui remonte aux premières critiques émises à l'encontre de la mainmise de l'Autorité Palestinienne sur les médias, dans la période post-Oslo.

Une troisième catégorie de médias « alternatifs » palestiniens peut être distinguée, dont les agents se pensent, non pas comme les porte-voix des élites dirigeantes, ni même forcément comme des journalistes professionnels, mais comme des représentants et des espaces d'expression pour la « société civile ». Le bureau palestinien du *Centre d'Information Alternatif* offre sans doute un exemple unique, de par son ancienneté, d'une ONG largement tournée vers la production de « médias alternatifs », qui présente également la caractéristique singulière de faire travailler ensemble des Palestiniens et des Israéliens. Le bureau a été initialement installé à Bethléem en 1994, avant d'être installé dans la ville de Beit Sahour en 2000. Il bénéficie non seulement d'infrastructures relativement importantes, mais également d'un personnel rémunéré, journalistes, travailleurs sociaux et militants, qui contribuent à animer la vie quotidienne du centre. Cette singularité confère à l'AIC un quasi-monopole en matière de production d'informations à la fois « alternatives » (par rapport au traitement dominant dans la presse palestinienne, israélienne et internationale) et « indépendantes » (vis-à-vis des organisations politiques et des institutions de l'Autorité Palestinienne). Pour saisir pleinement cette spécificité, il est nécessaire de comprendre les relations que cette ONG entretient à la fois avec l'univers de la presse palestinienne et avec la presse alternative israélienne. Cette dernière, définie selon des paramètres sensiblement différents, contribue en

effet pour partie à l'étiquettage de certaines entreprises médiatiques palestiniennes comme étant « alternatives »

B/ Un sous-champ spécialisé du militantisme : les médias du mouvement pacifiste israélien

La majorité des organisations qui composent la fraction « radicale » du mouvement de la paix israélien dispose de ses propres « médias », qu'il s'agisse de bulletins de communication internes ou externes, de journaux ou de magazines distribués en kiosques, de rapports ou de livres, d'émissions de radio, de groupes de vidéastes ou de photographes et, surtout, pour la période étudiée, de sites Internet, en raison notamment de l'accessibilité et du faible coût relatifs de cet outil. Compte tenu du niveau plus élevé de division du travail de médiatisation dans la composante israélienne du RAO, il convient de distinguer les « militants informateurs », qui produisent des contenus médiatiques – par exemple sous la forme de comptes rendus de « missions civiles », de manifestations, ou de communiqués pour la presse – et qui réalisent ce travail de communication militante ou de propagande à titre secondaire, des « militants de l'information » qui s'investissent à titre principal ou de façon exclusive dans une forme de « journalisme des mouvements sociaux »[1333]. Ces « médiactivistes » se retrouvent pour la plupart dans des organisations de médias « indépendants », au sens où leurs membres revendiquent, avec un succès inégal d'ailleurs, une forme de distance à l'égard des discours officiels des mouvements sociaux dont ils sont proches par ailleurs. Or, comme nous allons le montrer, ces organisations de médias sont pour la plupart, initialement et, contrairement à certaines présentations que leurs militants-journalistes peuvent en faire, plus des émanations de l'espace militant qu'un sous-espace du champ journalistique. La question est alors de savoir comment ils acquièrent progressivement une forme d'autonomie relative vis-à-vis des organisations qui contribuent à leur lancement et si cette distanciation ne se traduit pas par l'intériorisation de systèmes normatifs qui tend à les rapprocher de l'univers du journalisme professionnel.

L'hypothèse selon laquelle ces médias du mouvement anti-occupation forment davantage un sous-champ spécialisé à l'intérieur du champ militant qu'un univers dominé aux marges du champ journalistique permet de mieux saisir ses logiques de structuration. Ce sous-espace se subdivise en effet entre un pôle tourné davantage vers une forme de « communication militante » et un pôle tourné davantage vers la production « d'information journalistique ». Son autonomie relative se manifeste par le fait qu'une partie de ses agents circule entre les différentes organisations de médias qui le composent, soit comme bénévoles ou salariés (à temps partiel ou à temps plein), soit comme intervenants extérieurs. Enfin, les

[1333] Les indicateurs permettant de distinguer « militants informateurs » et « militants de l'information », catégories qu'il convient de placer sur un continuum et non de séparer de façon rigide, sont par exemple le temps consacré à la production de contenus médiatiques, mais surtout à la mise en place technique, à l'entretien, ou à la définition de la ligne éditoriale de médias « militants ». On peut mentionner également le fait de tirer de ces activités des gratifications matérielles (salaires, prêt ou location d'équipement ou de locaux) ou symboliques (reconnaissance comme « journaliste du mouvement », par exemple rédacteur, photographe, cameraman, etc.). Cette distinction sera reprise et approfondie dans le chapitre 5.

publications reprennent régulièrement, dans leurs colonnes, les informations ou points de vue publiés par leurs pairs, de sorte qu'une forme de « circulation circulaire » des informations et des points de vue, mais aussi des auteurs, apparaît à l'analyse.

Au sein de ces publications, les médias en anglais constituent un sous-ensemble auquel je me suis intéressé plus particulièrement, à la fois pour des raisons pratiques (je ne maîtrise ni l'hébreu ni l'arabe) et parce que, destinés à des publics étrangers, ils sont conçus comme des espaces particulièrement stratégiques de « cadrage » de la cause anti-occupation à l'international. A ce titre, ils permettent d'introduire un nouvel axe de polarisation de l'espace des médias alternatifs entre un pôle de médias plutôt tourné vers des publics locaux (souvent en langue vernaculaire) et un autre pôle destiné à des publics étrangers (en anglais, espagnol ou français généralement). Mes recherches, menées sur des médias anglophones, indiquent l'existence d'un univers structuré et relativement autonome de positions et de prises de positions de ses acteurs. Cependant, il est moins perçu comme un sous-espace militant identifié par un label spécifique (comme dans le cas des « médias libres » au Mexique par exemple[1334]) que comme un espace intermédiaire entre le monde des médias dominants et celui des militants contre l'occupation. Ainsi dans le titre de « Centre d'Information Alternatif », l'adjectif « alternatif » renvoie autant à « l'information » qu'au « Centre » lui-même (du fait qu'il regroupe des Israéliens et des Palestiniens). Cette situation s'explique en grande partie, selon moi, par le fait que les spécificités de la couverture médiatique du conflit israélo-palestinien (forte amplitude et caractère controversé) rend politiquement moins « intéressante » la construction de réseaux autonomes d'information : les efforts des militants sont davantage tournés vers les autorités et les arènes médiatiques centrales – y compris lorsqu'ils lancent des micro-entreprises médiatiques visant à contrebalancer les effets de la couverture journalistique *mainstream*[1335].

Pour le montrer, je compare les positions éditoriales d'une série de publications en anglais, à partir d'entretiens auprès de leurs responsables (rédacteurs en chef ou fondateurs) et de la lecture soit de présentations proposées par les organisations (rubriques « *About us* » ou « FAQ » des sites Internet, brochures de présentation, témoignages, etc.), soit directement dans ces publications, en format papier, sur Internet ou dans des documentaires vidéo. J'ai posé aux interviewés quatre séries de questions relatives à leurs publications portant sur : 1/ leur ligne politique et éditoriale ; 2/ leur histoire ; 3/ leur fonctionnement interne ; 4/ leur diffusion et leur réception, en particulier auprès de lectorats étrangers. Des organisations de médias ont été sélectionnées en Israël, à Tel-Aviv et Jérusalem, et en Cisjordanie (Bethléem, Ramallah, Hébron) exclusivement, pour des raisons de temps et d'accessibilité.

[1334] Sur ce point, voir le chapitre 5.
[1335] Un autre facteur, lié au premier, est la multipositionnalité des agents dans les champs politique, journalistique, religieux, humanitaire et/ou académique (cf. chapitre 5).

Une critique des médias principalement « anti-hégémonique »

Les publications militantes consacrées au thème de « l'autre Israël » se multiplient dans les années qui suivent le déclenchement de la seconde *Intifada*, comme en témoigne par exemple la publication de deux ouvrages collectifs aux titres très proches, l'un en anglais en 2002 (*The Other Israel. Voices of Refusal and Dissent*), l'autre français en 2003 (*A contre-chœur. Les voix dissidentes en Israël*)[1336], dont les contributeurs sont en grande partie identiques. Or, il est remarquable de constater que leurs auteurs et contributeurs participent tous sans exception aux publications militantes du mouvement anti-occupation que je vais présenter, mais aussi qu'une partie d'entre eux est identifiée par les autres militants comme représentant une forme spécifique de militantisme de l'information médiatique. Ainsi, dans un chapitre du livre publié en 2003 sur les « voix dissidentes » en Israël, M. Warschawski et Michèle Sibony proposent un panorama des organisations qui expriment une opposition à la politique d'occupation israélienne durant la seconde *Intifada*. Ils distinguent ainsi entre deux grandes catégories de mobilisations, très perméables les unes aux autres : celles qui « agissent » d'un côté et celles qui « informent » et « commentent », de l'autre. Dans la première catégorie, on trouve des mouvements de Palestiniens d'Israël, de la gauche sioniste et de la gauche radicale, des mouvements de femmes contre l'occupation, des mouvements pacifistes radicaux ou des mouvements de soldats réfractaires. Dans la seconde catégorie, se trouvent des journalistes, des centres d'information sur l'occupation ou sur les droits de l'homme, des ONG ou des centres de recherche universitaires, qui proposent des informations et des outils d'analyse critique du conflit israélo-palestinien, en rupture avec l'idéologie dominante. Or ces dernières occupent une place de premier plan dans l'ouvrage puisque les « voix dissidentes » regroupées dans la catégorie « Résistances dans les médias » sont placées dans le premier chapitre.

Cependant, alors que les journalistes et intellectuels qui résistent « dans les médias » font l'objet d'une consécration internationale, ils apparaissent néanmoins comme la partie émergée d'un iceberg. Il s'agit de cette fraction des militants anti-occupation qui se mobilise (entièrement ou en partie) *par* les médias. L'univers de « prétendants » qu'ils forment regroupe des agents relativement moins dotés en capital politique, culturel et symbolique que les précédents. A titre d'illustration, une militante d'*Indymedia Israel*, qui souhaite entamer une carrière de journaliste, me décrit ainsi M. Warschawski comme une « *star* » qui passerait son temps dans des avions entre Israël et la France, pour y donner des conférences[1337]. On peut interpréter pour partie les activités de ces *outsiders* comme des luttes pour l'accès à cette visibilité politico-médiatique locale et internationale dont bénéficient les premiers. Il existe, en effet, des relations étroites entre ces *insiders* critiques que sont les journalistes ou intellectuels anti-occupation « consacrés » et l'univers plus marginal de ces *outsiders*.

[1336] Shainin J., Carey R., *The Other Israel. Voices of Refusal and Dissent*, New York, The New Press, 2002, Warschawski, M., Sibony, M., *Les voix dissidentes en Israël…, op. cit.*
[1337] Anonyme, entretien, 2005.

Pour montrer les enjeux qui structurent cet univers, peu visible pour un lecteur des médias conventionnels[1338], j'ai retenu cinq séries de publications écrites ou disponibles sur Internet. Le choix de ces médias s'explique par le fait que leurs « lignes éditoriales » respectives sont à la fois proches mais distinctes, que leurs producteurs respectifs se positionnent les uns par rapport aux autres sur un « quasi-marché » de l'information alternative sur le conflit israélo-palestinien, que leurs producteurs et productions circulent régulièrement d'un titre à l'autre et que leurs lectorats sont susceptibles de se recouvrir partiellement – d'où un certain effet de concurrence « *amicale* » entre les différents titres[1339]. Il s'agit de *The Other Israel* et *Occupation Magazine* (proches de *Gush Shalom*), des rapports réguliers de l'ONG *B'Tselem*, de *Challenge* (publié par *Hanitzotz Publishing House*, proche de *Da'am*), de *News From Within* et *The Economy of the Occupation* (AIC) et enfin des publications traduites en anglais du Centre de Médias Indépendants/ *Indymedia Israel*[1340].

« Une source unique pour des événements qui ne sont pas mentionnés dans la presse dominante »

La première série de publications est composée de titres proches de *Gush Shalom*, qui illustrent parfaitement le rôle de correcteurs symboliques joués par les médias du mouvement anti-occupation en Israël. Il s'agit du journal *The Other Israel* (TOI), entre novembre 2000 et septembre-octobre 2006, soit une quinzaine de numéros, et du site Internet *Occupation magazine*, en particulier les articles publiés du 5 mai 2001 au 29 août 2006. *The Other Israel* est, à son lancement, la lettre d'information du *Conseil Israélien pour une Paix Israélo-palestinienne* (ICIPP). Elle est publiée à partir de juillet 1983 par Adam Keller. Cette *newsletter* devient par la suite une publication « *indépendante* », bimestrielle, co-éditée par Beat Zilversmidt (la compagne d'A. Keller, une Hollandaise installée de longue date en Israël), qui propose de « *donner des informations mises en perspective* [background information] *et des analyses et reportages* [reports] *sur les efforts d'un réseau de groupes, qui constituent tous ensemble le Mouvement de la Paix Israélien* ». Les deux éditeurs du journal peuvent ainsi s'enorgueillir de représenter, dans un petit feuillet destiné à recueillir de nouveaux abonnés (n° 129-130 de mars 2007), « *une source unique pour des événements qui ne sont pas mentionnés dans la presse dominante* [mainstream press] ». S'adressant à leurs futurs abonnés, ils décrivent tous les avantages que l'on peut tirer de la lecture de leur journal :

[1338] Par exemple un lecteur du *Monde Diplomatique* qui lirait un article de M. Warschawski ou le compte-rendu d'un rapport de *B'Tselem*.
[1339] Selon une expression d'A. Keller, fondateur et animateur du journal *The other Israel* (Keller A., Zilversmidt B., entretien, 2007).
[1340] J'aurais pu inclure dans le corpus d'autres titres, comme par exemple *Between The Lines*, fondé par Tikva Honig-Parnass et Toufic Haddad, deux anciens de l'AIC, en novembre 2000, mais je ne disposais que de quatre exemplaires de ce journal en noir et blanc de 32 à 36 pages, et je n'ai pas eu l'occasion d'interroger personnellement leurs membres en entretien. De même pour *Oznik News*, également fondé en novembre 2000, ou encore *Electronic Intifada*, lancé en mars 2001.

« Vous lisez [des informations] sur de nombreuses manifestations, confrontations et actions de solidarité avec les Palestiniens ; vous suivez le combat pour gagner l'opinion publique, à travers des événements dans la rue, sur les lieux de travail, les théâtres, les écoles et les universités ; vous trouvez les dernières nouvelles disponibles sur les groupes d'objecteurs de conscience en pleine ascension, que leur insistance à suivre leur conscience envoie en prison ».

Dans le droit fil de *The Other Israel*, *Occupation Magazine* est un site Internet lancé en octobre 2004 par une équipe éditoriale de militants israéliens contre l'occupation, parmi lesquels figurent A. Keller et B. Zilversmidt, « *qui étaient dérangés par l'écart croissant entre la sombre réalité qu'ils observaient dans les Territoires occupés, et la façon dont elle était (et est) rapportée dans les médias dominants* »[1341]. L'objectif du site est présenté en ces termes par les éditeurs :

« Fournir des informations et des commentaires sur les développements en cours dans les Territoires Occupés, en hébreu et en anglais. Les éditeurs (editors) *d'*Occupation Magazine *représentent une gamme variée d'opinions quant à la solution optimale pour le conflit israélo-palestinien. Cependant, nous sommes unis par la croyance dans le fait qu'une solution viable doit être basée sur la fin inconditionnelle de l'occupation militaire israélienne et sur des principes d'égalité, de justice et de respect mutuel. Le site Web est mis à jour quotidiennement avec des matériaux sélectionnés par un des éditeurs volontaires. Le matériau inclut des articles sélectionnés dans les medias israéliens, palestiniens et internationaux, que nous considérons comme riches en informations* [informative], *ainsi que des observations sur le terrain par nous et nos camarades militants et des rapports d'organisations anti-occupation et de défense des droits humains ».*

Le commentaire précise la position parfois délicate du site sur le plan de la fiabilité des informations publiées : *« Alors que tous les efforts sont faits pour fournir une information fiable, nous n'avons pas les moyens de vérifier chaque fait rapporté dans les articles. D'un autre côté, chacun d'entre nous fait un effort pour se maintenir informé sur l'occupation par des observations sur le terrain, des interactions avec les Palestiniens et avec des camarades militants, et en lisant ».*

J'ai réalisé un entretien auprès d'Adam Keller et Beate Zilversmidt en juin 2007, principalement sur *The Other Israel*[1342]. Ils me reçoivent à leur domicile commun, qui sert également de salle de rédaction, situé dans un quartier résidentiel de Holon près de Tel-Aviv. L'extrait suivant montre comment une erreur d'expression en anglais de l'enquêteur permet de révéler, involontairement, un espace de co-production entre deux titres de la presse anti-occupation israélienne, *The Other Israel* et *News from Within*, qui relève autant une *coopération* qu'une *rivalité* pour attirer des publics (anglophone et international) en partie similaires :

[1341] http://www.kibush.co.il/about.asp?lang=1 [consulté le 09/11/2010]
[1342] Ce premier entretien a été complété par un second, réalisé par K. Lamarche dans le cadre de ses recherches sur le mouvement pacifiste israélien, et qu'elle a eu l'amabilité de me communiquer.

« A. Keller : La différence, disons, entre nous [*The Other Israel]* et *News From Within*, c'est que nous nous focalisons moins sur le mal causé par l'occupation en elle-même, que sur ce qui se fait contre cette situation. Je veux dire : quand nous devons choisir – bien sûr, nous devons toujours choisir, car nous avons 28 pages, mais nous avons toujours suffisamment de matériel pour 50 pages – quand nous devons donner une préférence, choisir entre un article qui décrit, disons, combien les Palestiniens souffrent de la construction du Mur, et un autre article qui décrit comment des Israéliens et des Palestiniens manifestent ensemble contre le Mur, alors nous aurons une préférence pour le second.
B. Zilversmidt : Mais nous incluerons bien cette information : ce n'est pas que nous n'allons pas la donner, c'est que nous donnons un autre angle. Nous essayons de mettre en lien les mauvaises nouvelles avec les nouvelles… encourageantes [petit rire] !
A. Keller : Oui, parce que notre propos est de montrer… disons que c'est un journal qui a – par définition puisqu'il est publié en anglais – une diffusion internationale, donc nous avons un lectorat mondial.
Q: Vous voulez dire par le site Web ou la publication écrite ?
A. Keller : Les deux. Et nous voulons faire savoir au monde qu'il y une occupation et que cette occupation fait des choses très mauvaises aux Palestiniens, mais aussi qu'il y a un mouvement de la paix israélien qui s'y oppose activement C'est pourquoi '*L'autre Israel*' [The Other Israel] n'est pas un titre accidentel.
B. Zilversmidt : Puis-je ajouter quelque chose ? Une autre différence entre *The Other Israel* et *News From Within* est que nous sommes plus petits […]. Il y a [aussi] une différence d'accent, plus qu'une différence dans les principes. Nous travaillons relativement beaucoup avec l'AIC.
Q: Diriez-vous que vous vous *compétez* l'un l'autre en un sens [erreur en anglais: *compete* au lieu de *complement*] ?
A. Keller : On se complète en un sens…
B. Zilversmidt : « Complète » ou « compét' » ? Quelle est votre question ?
Q: Désolé, je me suis trompé, j'ai utilisé un mot français…
A. Keller : Alors, se compléter, oui, mais disons que l'AIC est un peu à notre gauche. Nous sommes engagés pour la solution de deux Etats (*two States solution*), et je pense qu'ils sont – pas officiellement – engagés pour la solution à un Etat (*one State solution*) – je pense qu'ils tendent vers cette solution. Mais il s'agit de disputes amicales (*friendly arguments*) – en particulier parce que mon fils travaille à l'AIC !
B. Zilversmidt : [rire]
Q: J'ai vu que Mikado avait écrit quelques articles dans *The Other Israel* ?
A. Keller : Oui, parfois. Pas si souvent, mais nous avons certainement… Je connais Mikado depuis 25 ou 30 ans, je suis un peu plus vieux que lui, mais nous sommes de vieux amis.
B. Zilversmidt : Nous nous retrouvons toujours aux mêmes événements.
A. Keller : Oui, et je connais aussi très bien Sergio [Y., de l'AIC] ».

Cet échange révèle à la fois les rapports distinctifs qui existent entre deux titres de la presse alternative radicale israélienne en anglais, *The Other Israel* et *News From Within* mais également la « circulation circulaire » des producteurs et des productions de ces médias. Cependant, cet univers ne peut être analysé comme globalement cohérent que dans les relations de défiance mutuelle que ses agents entretiennent avec les groupes qu'ils situent à leur « droite », en particulier la fraction dominante du mouvement de la paix incarnée par *La Paix Maintenant* (qui connaît un retrait sur le terrain militant après 2000). L'espace d'expression de la critique politique de l'occupation trouve une seconde limite dans la

nécessité de présenter un visage unifié du « camp de la paix » vis-à-vis d'un public étranger, malgré l'existence de divisions internes entre le pôle « modéré » (*Shalom Ah'schav*), le pôle « radical » (*Gush Shalom*) et le pôle « très radical » (*AIC, Anarchistes*).

A. Keller : Nous n'aimons pas publier par exemple une polémique qui dit '*cet autre groupe est très mauvais et très méchant, et ce qu'ils font, ce n'est pas construire la paix, c'est la menacer, etc*'. Parfois il y a des gens qui nous demandent de publier…
B. Zilversmidt : d'attaquer !
A. Keller : … d'attaquer d'autres groupes, et nous…
B. Zilversmidt : Par exemple des attaques de *La Paix Maintenant*, ils le font tout le temps
Q: La Paix Maintenant, c'est un exemple ?
A. Keller : Oui. Nous avons le sentiment que nous essayons de ne pas…Il y a parfois des querelles, des rivalités entre les groupes. Parfois, c'est pour des raisons justifiées, parce que les autres groupes se sont comportés très mal et parfois, c'est en raison de ces rivalités, parce que les groupes veulent saisir les mêmes circonscriptions militantes [*to catch the same constituency*] – ou parce que les leaders des deux groupes ont des inimitiés personnelles – et parfois pour ces trois raisons à la fois. Nous pensons que ce n'est pas notre travail de transmettre tout cela à des gens par exemple aux Etats-Unis ou en Australie, ou à quiconque veut entendre la voix du mouvement de la paix israélien. Alors […] nous cherchons à ne pas mettre l'accent sur ce genre de choses […] ou alors d'une manière neutre […]. Disons que c'est une ligne politique libérale : nous essayons de ne pas être unis à toute la société israélienne, mais au moins au camp de la paix et à ceux qui sont contre l'occupation […].
B. Zilversmidt : Parce que certains deviennent parfois si sectaires, alors que nous voulons que les gens voient le mouvement de la paix comme un tout : chaque groupe pris isolément est faible sans l'ensemble des autres. C'est comme un marché : on n'y va pas pour acheter des choses précises, on va d'abord au marché et ensuite on y trouve des produits qui nous intéressent. Nous devons donc faire en sorte tous ensemble que le marché se maintienne [*we have to keep the market together*].

Le journal joue ainsi un double rôle de construction du « dissensus » par rapport aux autorités israéliennes, aux médias dominants et à l'opinion publique en général, et de construction d'un consensus dans l'*in-group* du « camp de la paix ». L'analogie avec le marché est intéressante car elle souligne non seulement l'existence d'un espace de relations relativement autonome, mais aussi une conscience quasi-stratégique des manières d'exister dans les relations de connivence et de concurrence entre les différents agents.

« Combattre le phénomène de déni qui prévaut dans le public israélien »

Le « Centre d'Information Israélien pour les Droits Humains dans les Territoires Occupés », *B'Tselem*[1343], constitue un autre exemple d'organisation israélienne pacifiste qui s'appuie sur des publications, rapports, communiqués ou vidéos pour dénoncer l'occupation en diffusant des informations « alternatives ». A la différence du cas précédent, cependant, le cadre de mobilisation est celui de la « *défense des droits humains* », et non un cadre

[1343] B'Tselem signifie « à l'image de » en hébreu, terme qui est également synonyme de « dignité ». Ce nom est une double référence à la Bible (Genèse 1:27) et à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

« *politique* », comme le souligne la responsable du service « Communication » de l'ONG, Sarit M.[1344]. *B'Tselem* occupe ainsi une position spécifique dans l'espace des producteurs d'informations « alternatives » sur le conflit israélo-palestinien qui distingue cette structure des autres. Cependant, cette position différenciée peut être analysée comme un effet du choix de ce cadre normatif du droit international autant que des relations de ses dirigeants avec les autres organisations locales anti-occupation, et ses propres bailleurs de fonds.

Cette ONG a été fondée en 1989, dans le contexte de la première *Intifada*, par un groupe d'universitaires, d'avocats, de journalistes et de députés, dans le but de « *documenter et d'éduquer le public israélien et les hommes politiques sur les violations des droits humains dans les Territoires occupés, de combattre le phénomène de déni qui prévaut dans le public israélien, et d'aider à créer une culture des droits humains en Israël* »[1345]. L'organisation se présente comme « *indépendante* » et bénéficie de soutiens financiers étrangers, notamment des fondations privées et des individus en Europe et en Amérique du Nord[1346]. L'ONG reçoit, en décembre 1989, le prix Carter-Menil pour les droits humains. Elle dispose d'un réseau de correspondants palestiniens dans les Territoires occupés, et d'une équipe de salariés à Jérusalem chargés de réaliser et de diffuser des rapports synthétiques réguliers sur les violations des droits humains. En 1998, *B'Tselem* publie également le premier numéro d'un journal destiné à un public plus large. En 2002, l'organisation a réalisé treize rapports, distribués à plus de 8.000 individus et organisations locales et internationales, grâce à sa liste de diffusion, qui comprend des personnalités officielles civiles et militaires, des universitaires, des diplomates, des ONG, des journalistes ou de « simples citoyens »[1347]. Cette diffusion internationale permet ainsi à l'ONG d'implanter un bureau à Washington le 24 septembre 2008[1348].

Les propos de la responsable de la communication de B'Tselem en 2005, Sarit M.[1349] permettent de saisir la singularité du « créneau » occupé par *B'Tselem* dans le paysage local des mouvements pacifistes :

« Sarit M. : *B'Tselem* clarifie systématiquement le fait que les droits humains sont un sujet non politique, au sens des partis politiques. Bien sûr, politiquement, nous pouvons avoir un débat sur ce qui est politique ou pas, mais nous pensons que les droits humains doivent se placer au-dessus du débat entre la gauche et la droite israélienne. C'est plus profond.
Q : Définiriez-vous l'organisation comme a-politique en ce sens ?
Sarit M. : Oui. Mais encore une fois, je pense que chacun a une opinion différente sur la question de savoir ce qu'il considère comme politique ou non. En ce qui me concerne, à titre personnel – mais c'est juste mon opinion personnelle – tout est politique, parce que toutes les

[1344] Sarit M., entretien, 2005 (voir les extraits plus loin).
[1345] http://www.btselem.org/english/About_BTselem/Index.asp
[1346] *British Foreign and Commonwealth Office*, *Christian Aid* (Grande-Bretagne),*Commission of the European Communities*, *DanChurchAid* (Danemark), *Diakonia* (Suède), *Development Coorporation Ireland* (DCI), *EED* (Allemagne), *Federal Department of Foreign Affairs of Switzerland*, *Ford Foundation* (Etats-Unis), *Foundation for Middle East Peace*, *ICCO* (Pays-Bas), *International Commission of Jurists-Swedish Section*, *Naomi and Nehemiah Cohen Foundation*, *New Israel Fund* (Israël), *Norwegian Foreign Ministry*, *Shefa Fund*, *SIVMO*, *Stichting Het Solidaritetsfonds* (Pays Bas), *Trocaire* (Irlande)
[1347] http://www.btselem.org/Download/2002_Activity_Report_Eng.PDF
[1348] http://www.btselem.org/english/press_releases/20080924.asp
[1349] Il est à noter que cette salariée est également une militante très active au sein des Anarchistes contre le Mur.

actions humaines sont le résultat d'interactions socio-politiques. Mais quand nous disons 'politique', nous ne voulons pas nécessairement dire que nous n'avons pas certains principes, mais ces principes vont au-delà des partis politiques : c'est une définition plus pertinente. Un discours sur les droits humains est universaliste : les mêmes droits humains appartiennent à tous les humains, qu'ils soient bons ou mauvais, qu'ils aient ou non commis un crime, etc. – ils sont également au-delà d'un débat politique spécifique entre les partis de gauche et de droite en Israël. C'est ce que nous voulons dire.

Q: Ce point fait-il l'objet d'un débat interne à *B'Tselem* ?

Sarit M. : Pas vraiment. Je pense que c'est largement accepté. Les gens ont leurs opinions politiques personnelles à l'intérieur de *B'Tselem*, et certains ne sont pas… – certains sont à gauche, d'autres à droite, d'autres au centre... Bien sûr, c'est très complexe, parce que la politique en Israël est largement définie par rapport au conflit, mais il existe également un large spectre d'autres sujets, où la définition ne correspond pas très bien : économiquement, les gens peuvent être socialistes, tout en ayant une ligne dure sur les questions de guerre et de paix, etc.

Q : Connaissez-vous d'autres organisations qui produisent de l'information sur le conflit que vous définiriez comme davantage 'politiques' ?

Sarit M. : Oui, l'*AIC* par exemple, est beaucoup plus politique. De même, *Shalom Ahshav* par exemple est une organisation politique – ce n'est pas un secret. Par exemple, *B'Tselem* ne traite pas du tout des solutions post-conflit. Ce que nous faisons, c'est critiquer la situation, [du point de vue] des violations des droits humains. Notre position sur le statut final [i.e. Un Etat, deux Etats, etc.], c'est que nous n'avons pas de position. Nous disons que, fondamentalement, nous avons deux principes. Le premier est qu'un statut final, une résolution du conflit doit être acceptée par les deux parties, et qu'elle doit suivre les lois internationales en termes de droits humains. Mais en ce qui concerne notre soutien, nous n'avons pas à proposer de solutions. Nous faisons des recommandations, en général négatives, comme '*arrêtez cela'*, mais pas vraiment du genre '*faites ceci ou cela*'. Par exemple, *Shalom Ahshav* produit une quantité d'informations sur les colonies […], mais ils ont une position très particulière sur la manière dont les choses se passent, et quelle solution devrait être adoptée. *B'Tselem* ne regarde même pas – JAMAIS – les choses d'un point de vue hypothétique. C'est sur la table, évidemment, mais nous ne proposons pas des solutions. C'est une différence importante entre nous et des organisations plus politiques. Il y a une autre différence : je dirais que nous ne sommes clairement pas une organisation militante, comme *Shalom Ahshav*, *Gush Shalom*, *Ta'ayush*, les *Anarchistes* [contre le Mur], l'*AIC*, la *Coalition des Femmes* [pour la paix]. Toutes ces organisations sont également des organisations militantes au sens où elles sont engagées dans des… qu'elles ont des objectifs particuliers qu'elles cherchent à atteindre politiquement – ce que nous ne faisons pas vraiment. Bon, nous intervenons occasionnellement aux *checkpoints*, mais l'essentiel de notre travail est de collecter l'information, de l'étudier et de la diffuser. »

B'Tselem présente un cas limite dans la mesure où, selon cette présentation, elle ne constituerait pas une organisation « militante ». Cependant, il faut comprendre, d'une part, que cette prétention à la neutralité au nom d'un principe supérieur (les droits humains et le droit international), représente un élément constitutif du capital symbolique collectivement accumulé par ses membres, un instrument de lutte politique pour l'imposition d'une lecture critique de l'occupation israélienne – y compris dans les milieux politiques, diplomatiques ou militaires « officiels » – et une condition nécessaire au renouvellement du soutien de ses bailleurs de fonds internationaux. De plus, l'ONG est doublement perçue comme une

organisation militante, à la fois par ses défenseurs, qui utilisent l'information produite dans ses rapports, comme c'est régulièrement le cas du *Monde Diplomatique*[1350] et par ses détracteurs, qui voient dans cette organisation un *think-tank* pro-palestinien qui se dissimulerait (mal) derrière le voile de la défense des droits de l'homme[1351]. Cette présence récurrente de l'organisation dans les controverses politiques sur le conflit israélo-palestinien remet donc en question la position d'extériorité qu'elle revendique – non pas tant du point de vue de « l'objectivité » des informations qu'elle produit, selon la définition donnée par ses acteurs à ce terme, que parce qu'elle occupe *de facto* une certaine position dans l'espace relationnel plus large du « mouvement anti-occupation ».

« Alternative au consensus politique dominant » et « contrôle total sur le contenu éditorial »

La mise en évidence d'une polarisation de l'univers étudié entre une aile « politique » et une aile « droits humains » ne doit pas conduire à penser que ceux qui occupent des positions et ont des prises de position proches sont forcément proches sous tous les rapports, en raison précisément de certains effets de concurrence liés à leur proximité. Le cas magazine *Challenge*, né en 1990, et publié par *Hanitzotz Publishing House*, proche de l'Organisation pour l'Action Démocratique (*Da'am*) en fournit une illustration. En entretien, la fondatrice et rédactrice en chef du magazine, Roni Ben Efrat, explique les conditions de la genèse et de la diffusion de ce magazine auprès d'un public international, dans un contexte où la gauche marxiste-léniniste, hostile aux accords d'Oslo, est marginalisé sur la scène politique israélienne.

« Q. Vous vous sentiez isolés après les accords d'Oslo?
Roni B. : Cela signifiait qu'à gauche, les gens ne voulaient pas nous écouter. On a arrêté *Etgar* un moment, notre magazine en hébreu, car plus personne ne le lisait. Tout le monde était dans l'illusion d'Oslo. C'était très significatif. Mais on a continué *Challenge*, parce qu'on a pour ce magazine un lectorat très solide et solidaire. A l'étranger, les gens sont davantage conscients. Mais, durant la seconde *Intifada*, on a repris la publication d'*Etgar*. Cela donne un exemple concret de l'évolution : on avait arrêté de publier parce que le public avait disparu. Le lectorat de *Challenge* est une communauté internationale très différente : des chercheurs, des militants, des universitaires, des libraires, etc. Ils sont très intéressés. On avait eu une baisse dans notre lectorat, qui est passé de 1000 à 600, mais on a quand même réussi à maintenir le magazine […].
Q. Comment définiriez-vous la ligne éditoriale de *Challenge* ?
Roni B. : *Challenge* est un magazine qui couvre le conflit israélo-palestinien. A de nombreux points de vue, en tant qu'éditrice, je comprends que la communauté internationale n'ait pas besoin de moi pour des articles sur l'Inde, ou sur l'Amérique ou l'Europe. Je me limite donc au conflit israélo-palestinien : c'est ce que les gens recherchent. […]. Nous sommes

[1350] Le journaliste Amnon Kapeliouk, collaborateur régulier du journal, est d'ailleurs membre du bureau de *B'Tselem*.
[1351] Voir un compte-rendu d'une campagne de dénonciation du soutien du gouvernement canadien à *B'Tselem* et à l'AIC, menée à l'été 2010 par des groupements « pro-israéliens », in http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=17496 [consulté le 15/11/2010].

marxistes-léninistes, et non maoïstes ou trotskistes. En général, nous tirons un bilan positif de l'expérience soviétique – dans ce qu'elle a accompli du moins. On ne dit pas que c'est un bilan complètement négatif. C'était la première expérience [socialiste] d'organisation de l'économie. Bien sûr, on est conscients du fait qu'il y a eu de nombreux problèmes. Mais on devrait essayer de corriger ces problèmes. Pour nous, l'idée de dictature du prolétariat est toujours valable

Q. Exprimez-vous ces positions dans le journal ?

Roni B. : Non. On a simplement publié un document de l'Organisation pour l'Action Démocratique sur ce point. Mais *Challenge* n'est pas une plate-forme idéologique. Pour cela, on a le site Web de l'organisation politique. On ne veut pas forcer nos lecteurs à adhérer à une idéologie dont ils sont très éloignés. On traite davantage de questions politiques : les Accords d'Oslo sont-ils bons ou mauvais ? Quelle est la ligne américaine? Etc.

Q. J'ai vu qu'*Hanitztotz Publishing House* apparaissait comme une « organisation alternative » dans un index consacré à la presse alternative. Vous définiriez-vous comme alternatif ?

Roni B. : Oh oui, absolument, on est un média alternatif. Cela présente d'ailleurs un avantage : on peut faire ce que l'on veut, on a un contrôle total sur le contenu éditorial. L'inconvénient, c'est qu'on doit se battre pour notre lectorat.

Q. En quoi est-ce « alternatif » ?

Roni B. : C'est une alternative au consensus politique dominant [*mainstream political consensus*]. On cherche également à bâtir une société d'un type différent.

Q. Avez-vous un équivalent en Israël ? Existe-t-il des médias qui sont proches de ce que vous faites ?

Roni B. : Il y a l'AIC qui publie *News From Within*. Ce n'est pas la même chose que *Challenge*, mais on a les mêmes groupes-cibles.

Q. Vous avez des relations avec l'AIC ?

Roni B. : Non, pas des relations très proches. On a seulement des relations de travail. Ils sont à Jérusalem et Bethléem, alors qu'on est à Tel-Aviv, alors c'est difficile. On n'a donc pas de relations quotidiennes. Mais il nous arrive d'échanger des photographies par exemple. Cependant, leurs articles sont plus orientés vers la situation internationale du côté palestinien. Pour nous, ce n'est pas la question. On est davantage en prise avec les actions, avec ce qui se passe socialement et politiquement à l'intérieur d'Israël. On publie parfois des articles sur les Territoires occupés palestiniens, mais pas systématiquement : eux par contre en publient davantage »[1352].

Cet extrait d'entretien permet de comprendre plus finement certains enjeux de l'espace des positions, inséparablement sociales et géographiques[1353], ainsi que l'espace des prises de position politiques dans lesquels interagissent les « militants de l'information » du mouvement anti-occupation. Aux « niches » que représentent, sur le marché des producteurs d'information alternative, les cadres de mobilisation à faible connotation « politique », comme la lutte pour la paix (*The Other Israel*), ou pour les droits de l'homme (*B'Tselem*), viennent s'ajouter une série de cadres concurrents, politiquement marqués à l'extrême-gauche, comme les courants marxiste-léniniste, maoïste, et trotskiste. La référence unique de la rédactrice en chef de *Challenge* à l'AIC est à cet égard symptomatique d'une lutte pour l'occupation d'espaces de publication proches mais distincts, puisque *News From Within* est

[1352] Roni B., entretien, 2005.

[1353] Bien que l'argument de la distance géographique entre Tel Aviv et Jérusalem sonne curieusement étant donné la facilité et la rapidité des déplacements entre les deux villes.

présenté comme un semi-concurrent. Leurs lignes éditoriales se distinguent en effet subtilement par les problèmes sur lesquels ils mettent l'accent dans leurs pages (les Palestiniens d'Israël et les problèmes internes à Israël pour *Challenge*, les Palestiniens des Territoires occupés et les problèmes internationaux pour *News From Within*).

Des entrepreneurs de cadrages alternatifs du conflit: le cas de l'AIC

Les principes d'opposition qui structurent l'univers des producteurs israéliens d'information alternative ne se limitent pas à des différences en termes de cadrages des mobilisations ou des divergences idéologiques. Un autre principe d'opposition réside dans le type de productions proposé au public. Le cas des publications de l'AIC permet d'observer que le choix de privilégier des « informations » ou des « opinions » politiques s'opère en partie pour des raisons de concurrence vis-à-vis de l'offre des autres organisations[1354]. Prenons les exemples du magazine *News From Within* (NFW), entre 1994 et 2006 et du bulletin *The Economy of the Occupation* (TEOTO), également publié par l'AIC[1355].

Né en 1985 sous forme d'un petit bulletin d'information hebdomadaire en anglais, en noir et blanc et au format A5, *News From Within* s'est transformé en 1995 en un magazine de 36 pages au format A4, bénéficiant rapidement de couleurs de couverture de qualité et de l'utilisation du papier glacé. Ses éditeurs présentent en ces termes le magazine en 2007 : « *[Il] cherche à refléter la combinaison de militantisme politique et des recherches et analyses du Centre [d'Information Alternatif]*. News from Within *présente une discussion critique des réalités qui ont découlé du processus d'Oslo et de ses dérives. Il procure des analyses des principales tendances des sociétés israélienne et palestinienne, en accordant une attention spéciale aux luttes démocratiques et féministes radicales. Il questionne la nature juive de l'Etat d'Israël et la dimension autoritaire de l'Autorité Palestinienne.* News from Within *est à l'avant-poste du débat qui entourent les forces économiques, sociales et culturelles de la mondialisation et leur impact sur le conflit en Palestine-Israël* »[1356]. La rédaction en chef du magazine se charge essentiellement de recueillir des articles pour le numéro suivant, en général autour d'une thématique dominante (les Accords de Camp David II, la mort d'Edward Said, la guerre au Liban, etc.)[1357]. Ce choix est exposé dans un éditorial présenté en page 2 ou

[1354] Une autre partie de l'explication réside dans le fait que chaque organisation dispose de ressources variables pour produire des informations propres, une activité qui est particulièrement coûteuse aux plans financiers, humain et technique. Cet aspect sera analysé plus en détail dans la troisième partie.

[1355] J'ai réalisé six entretiens avec : Bryan A. (rédacteur en chef de *NFW* de 2004 à 2006), Sergio Y. (qui succède au précédent à partir de l'été 2006), Nassar I. (co-rédacteur en chef de *NFW* sur toute la période), Connie H. (directrice de l'AIC), M. Warschawski (co-fondateur de l'AIC) et Shir H. (responsable de *TEOTO*).

[1356] *News From Within*, XXIII/2, March 2007.

[1357] Plusieurs personnes se succèdent à la rédaction en chef du journal de septembre 2000 à août 2006. Jeff Halper, anthropologue, essayiste et militant juif israélien, né en 1946 aux Etats-Unis, et co-fondateur en 1997 d'ICAHD, assure ce rôle seul de septembre 2000 jusqu'au numéro de janvier-février 2001. Il est rejoint ensuite par Nassar I., un journaliste palestinien, né à Beit Sahour vers 1950, qui a notamment travaillé pour l'organe du FPLP *Al-Hadaf*. Jeff Halper est remplacé en décembre 2001 par Gerard Waite, qui forme un tandem avec Nassar I. jusqu'en janvier 2004, date à laquelle lui succède Bryan A., l'un des cofondateurs d'*Indymedia Israel*. Sergio Yahni, journaliste juif d'origine argentine que nous avons déjà rencontré pour son travail de lobbying pour l'AIC auprès du Forum Social Mondial, prend la place de Bryan A. aux côtés de Nassar I., au dernier numéro de notre corpus, en août 2006.

3 du magazine. Ces éditoriaux permettent à la fois de comprendre les liens de cause à effet établis par la rédaction entre les différents événements du mois précédent, mais également entre les différentes contributions publiées dans les pages du journal. A ce titre, ils représentent un véritable travail de construction idéologique.

Le journal comporte non seulement des articles originaux en anglais, rédigés par des membres de l'AIC ou des contributeurs extérieurs, mais également de traductions d'articles publiés dans d'autres publications de l'AIC, comme *Mitsad Sheni* (hébreu), *Rouyya Ukh'ra* (arabe). Il comporte aussi des articles, traduits d'autres journaux de presse militante ou des rapports d'organisations non-gouvernementales, comme *Can*, le journal du collectif *Indymedia Israel*, *The Other Israel*, ou des rapports d'organisations de défense et d'information sur les droits de l'homme tels que *B'Tselem* ou *Al-Haq* (Palestine). Enfin, il publie régulièrement des articles de la presse « classique », comme *Ha'aretz*, *Yedioth Aharonot* (Israël), *Al Quds* ou *Al-Fajr* (Palestine), voire des articles de médias étrangers, généralement de gauche. Le journal peut être qualifié de journal intellectuel, en raison de son caractère souvent ardu, parfois théorique, et de la longueur de ses articles ou reportages. On peut même aller jusqu'à le comparer, toutes proportions gardées, à une sorte de *Monde Diplomatique* israélo-palestinien. Si sa diffusion reste assez confidentielle (entre 600 à 1000 exemplaires), *News from Within* bénéficie cependant d'une forme de diffusion « stratégique ». Il est en effet distribué à la fois localement, auprès d'organismes gouvernementaux (ex. : ambassades) et non-gouvernementaux (ex. : ONG internationales), ainsi que dans des centres culturels et des universités, et internationalement auprès d'abonnés à l'étranger, particulièrement dans le monde anglo-saxon. Il bénéficie à ce titre d'un capital symbolique important dans et en-dehors de l'AIC. On peut le mesurer à la renommée de certaines personnalités, faisant partie de son « comité consultatif » (*advisory board*) dans les mouvements altermondialistes, tels que (en août 2006) Noam Chomsky, Pierre Galand, Jean Ziegler, Tanya Reinhardt, ou Lea Tsemel. Le journal se vantait également de compter Edward Said parmi ses soutiens.

News from Within apparaît ainsi comme un espace symbolique de « cadrage » du mouvement anti-occupation, comme le soulignent à plusieurs reprises ses responsables. Pour Connie H., directrice de l'AIC en 2005, la mission du Centre est, dans un contexte de surabondance d'informations disponibles sur le conflit israélo-palestinien, de fournir à ses lecteurs des cadres d'analyse et d'interprétation :

« Connie H. : Aujourd'hui, il y a beaucoup d'organisations qui travaillent sur l'information : information sur les droits humains, les groupes d'*Indymedia*... Il y a beaucoup de compétition. Donc ce qui est important pour nous, c'est de penser toujours à ce qui constitue notre information. Et je pense que, ce qui entre en compte, c'est que notre information soit construite sur une analyse politique. Aujourd'hui, je pense qu'il y a trop d'informations ici et c'est un des problèmes du conflit : il est trop documenté, les gens en sont fatigués […]. Par exemple, on n'a pas besoin d'un autre rapport sur le mur de l'*Apartheid*, ou sur les *checkpoints*. On n'en a pas besoin : il y en a déjà suffisamment. En revanche, nous avons

besoin d'information sur : 'que signifie le mur ? Que signifient les *checkpoints* ? Comment ces phénomènes sont-ils liés au système plus large mis en place par Israël ?'. C'est là que l'AIC a un rôle très important à jouer. En général, ce genre d'informations n'est pas donné par les autres organisations. Elles travaillent plus dans la documentation des faits. C'est également quelque chose d'important, mais ils ne prennent pas les faits pour les insérer dans un cadre conceptuel plus large »[1358].

Pour prendre un exemple significatif de ce rôle de producteur de cadres d'interprétations alternatifs du conflit, qui distingue doublement *News From Within* des médias « dominants » et de ses concurrents « alternatifs », le numéro de *News from Within* de septembre 2000 (qui précède le déclenchement de la seconde *Intifada*) a pour titre : « *Camp David II : y a-t-il jamais eu un processus de paix ?* ». Or à cette période, le débat public est dominé par le récit israélien des négociations de paix israélo-palestiniennes à Camp David II[1359]. A la fin du mois, l'*Intifada* éclate. L'éditorial du numéro suivant, écrit par Jeff Halper, alors rédacteur en chef, commence par une mise au point sémantique pour nommer l'événement et sortir de l'interprétation dominante en termes de cycle de violence inexplicable et/ou de conflit religieux : « *pour comprendre la réaction israélienne au soulèvement palestinien (appelez-le Intifada II, intifada 2000, la guerre d'Indépendance palestinienne, tout sauf « Intifada Al Aksa » qui porte en germe l'idée d'un conflit religieux irrésoluble)* »[1360]. Cet avertissement est suivi d'une explication des événements basée sur une analyse géopolitique de la situation : « *il faut comprendre l'idéologie et la géographie quotidienne du pays. Israël est un pays qui se voit comme partie intégrante du 'Premier monde' occidental. Il fait face à l'Europe (et encore plus aux Etats-Unis), et tourne le dos au monde arabe* ». La correction lexicale du début de l'article entend rompre avec le discours dominant et permettre ainsi d'ouvrir un programme d'analyse alternatif qui sorte, en même temps, de la simple description de l'horreur des affrontements.

The Economy of the Occupation, deuxième publication en anglais de l'AIC que j'ai consultée, pousse cette logique encore plus loin. Il s'agit d'un bulletin mensuel publié à partir de juin 2005, sous la direction éditoriale de l'économiste israélien Shir H.[1361]. Le bulletin entend offrir, d'après le texte publié sur son quatrième de couverture :

[1358] Connie H., entretien, 2005.

[1359] Daniel Dor analyse ainsi l'émergence d'un nouveau « récit » (*narrative*) consensuel dans la société israélienne, après le déclenchement de la Seconde *Intifada*, que les médias ont activement contribué à diffuser, en particulier pendant la période où E. Barak est premier Ministre. Ce récit, encore actif après la mort de Y. Arafat et la défaite d'E. Barak aux élections, repose schématiquement sur cinq croyances : 1) Le gouvernement d'E. Barak a fait tout son possible pour arriver à un accord sur le statut final avec l'Autorité palestinienne ; 2) le Président de l'Autorité Palestinienne a refusé la généreuse offre israélienne faite à Camp David ; 3) Y. Arafat a ensuite initié un soulèvement massif des Palestiniens, la Seconde *Intifada*, qui s'est rapidement transformé en une attaque terroriste organisée contre Israël ; 4) confronté à la forte violence de l'*Intifada* palestinienne, Israël a répondu avec retenue, faisant tout ce qui était en son pouvoir pour protéger ses civils, tout en limitant l'utilisation de ressources militaires contre les civils palestiniens ; 5) tous les actes de violence commis par les Palestiniens depuis le début de l'*Intifada* ont été dirigés par Arafat » (Dor D., « All the News… », *op. cit.*).

[1360] Halper J., « Intifada or Ingratitude ? », *News from Within*, XVI/ 8, November 2000, p. 2.

[1361] Shir H. est le fils de Hannan H.. Ce dernier avait contribué, avec Adi Ophir, au *Covenant for the Struggle Against the Occupation* de La 21ème année dans les années 1980 (je remercie K. Lamarche pour cette précision).

« Une nouvelle approche de la situation économique des Territoires Palestiniens Occupés (TPO) et d'Israël. [Il] fournira des analyses accessibles et originales des intérêts socioéconomiques qui se cachent derrière l'occupation israélienne de la Palestine. Actuellement, la plupart des Palestiniens et des Israéliens qui, par ailleurs, sont politisés, n'ont qu'une compréhension limitée de leur propre situation socioéconomique. Les publications disponibles sont sporadiques, insuffisantes, souvent biaisées et échouent à établir un lien entre la société, la politique et l'économie dans les TPO et en Israël. Cet état de fait démobilisant [*disempowering*] rend d'autant plus nécessaire d'offrir une lecture alternative de la réalité économique de l'occupation. La publication touche une variété de thèmes tels que l'inflation, la dette, le commerce, l'emploi, la pauvreté et le capital, et démontre l'influence de ces thèmes sur la vie quotidienne des Palestiniens et des Israéliens. L'objectif est d'en renforcer la conscience et de contribuer à une lutte plus informée pour la justice sociale et une paix juste pour les Palestiniens et les Israéliens »[1362].

Les entretiens que j'ai menés avec des responsables de *News From Within*, *TEOTO*, et de l'AIC permettent de montrer toute la complexité des réseaux d'interdépendance entre militants de l'information anti-occupation. Ces échanges contribuent en effet à la structuration d'un sous-champ spécialisé autour des axes idéologiques mentionnés précédemment, mais également de deux axes spécifiques : un axe « journalisme-militantisme » d'une part, et un axe « local-global », d'autre part[1363]. Le militantisme de l'information à l'AIC repose ainsi sur des positionnements différenciés par rapport aux autres producteurs du sous-champ des médias alternatifs, notamment du point de vue du contenu éditorial de leurs productions et de leurs rythmes de publication. M.Warschawski l'exprime en entretien :

« Je crois qu'il y a une autre facette sur laquelle on n'est pas, à mon avis... suffisamment [au point] : c'est être réellement un centre de ressources en termes d'information – alors là, c'est revenir à l'information simple, pour les campagnes internationales par exemple […]. Ce qui me fait ouvrir une petite parenthèse, en termes de qualité-rapidité. C'est une problématique qui est spécifique – enfin spécifique… en tous les cas qui est quelque chose qu'on assume : on a été très très très souvent, et ce depuis 1984, '*les premiers à*'. A mettre en évidence par exemple le retour de la torture. La torture avait été plus ou moins abolie, et puis elle est revenue. Grâce à nos réseaux, on savait : '*tiens ! Il y a un nouveau phénomène*'. Notre rôle, et ça je dirais qu'on l'a très précisément défini il y a une dizaine d'années, c'est d'être capables de donner une information qui soit entre simplement la dépêche de presse – oui, les quelques lignes, ou le communiqué – et le rapport – un rapport qui demande un travail sérieux, de *fieldwork*, où l'on prend son temps. Nous, on a choisi intentionnellement l'espace au milieu. Notre rapport sur la torture, le rapport de *B'Tselem* qui a été publié trois ans plus tard... dès ce moment-là, on fout le nôtre à la poubelle, il n'a plus aucune valeur : le leur est mille fois meilleur. Mais pour nous, c'était important, trois ans plus tôt, d'avoir ce rapport. *Qu'on sort en deux mois* [dit sur un rythme saccadé]. Le premier rapport qu'on a fait sur le mur… depuis il y a des rapports, il y a des trucs qui depuis sont, mais mille fois plus balaises, et plus intéressants et plus sérieux, et plus établis – nos cartes n'étaient pas vraiment des cartes. Mais c'était important de dire '*attention, le mur va être construit, cette fois-ci c'est sérieux. Voilà de*

[1362] Le premier bulletin est ainsi consacré à « l'aide étrangère en Palestine/Israel » (juin 2005), le second au « coût économique des colonies pour Israël » (juillet 2005), le neuvième aux « nouveaux économistes » israéliens et leurs analyses de l'occupation (juin 2006), le dixième à l'économie des guerres au Proche-orient (septembre 2006), le n° 11-12 aux « conséquences économiques du mur de séparation à Jérusalem-Est » (janvier-février 2007), etc.

[1363] On verra dans la troisième partie que cette polarisation est en rapport avec le volume et le type de ressources dont dispose cette organisation, ainsi qu'avec les propriétés de ses membres.

quoi il s'agit : A, B, C. Voilà ce qu'il faudra faire'. Il s'agit donc de donner des outils de mobilisation plus que... [silence. Reprend lentement] des outils qui ont la prétention de couvrir global... complètement un sujet. […]. Parce que la question c'est d'alerter, d'alerter et de mobiliser sur l'importance de certaines choses. Je pourrais presque dire – peut-être que j'exagère, mais ça me vient à l'idée, que, en tous les cas 80% des choses que l'on a publiées parlent surtout des rapports, des petites brochures, etc. On va retrouver, mais toujours un an, deux ans, voire trois ans plus tard quelque chose de bien meilleur dans une autre association. Mais on aura été ceux qui auront mis la question sur [la table] »[1364].

En soulignant de la sorte un « coup » médiatique, dans lequel l'équipe semble jouer, autant que la montre, sa légitimité, tout en revendiquant comme le fruit d'une intention consciente la stratégie de ralentissement des rythmes de publication de l'AIC, le militant et journaliste montre, en creux, l'existence d'un phénomène de concurrence croissante entre les organes de production d'informations militantes « en temps réel » sur le conflit, et la nécessité pour les acteurs en présence de se repositionner pour faire face à la concurrence. Or, parmi les challengers de l'AIC, un dernier groupe, différent par plusieurs aspects des précédents, mérite d'être mentionné : *Indymedia*.

L'importation du médiactivisme altermondialiste dans la branche israélienne d'Indymedia

On a pu constater jusqu'à présent l'existence de plusieurs principes dominants de polarisation de l'univers des médias alternatifs du mouvement anti-occupation israélien : des cadrages éditoriaux différents (droits humains/politique, pacifisme/gauche radicale, marxisme-léninisme/trotskisme, etc.), des spécialisations par thème (Arabes d'Israël/Palestiniens des Territoires), par public visé (cercles militants/officiels), par contenu (information/analyse), par périodicité (rapidité-superficialité/lenteur-approfondissement). La cinquième série de publications retenues, le collectif du Centre de Médias Indépendants israélien, ou *Indymedia Israel*, permet de révéler de nouveux facteurs de polarisation. Ces facteurs sont liées non seulement à des aspects générationnels (ils sont plus jeunes), organisationnels (ils ont moins de ressources) et au rapport des acteurs à l'international (ils sont insérés dans les réseaux altermondialistes), mais également à la conception même du militantisme dans les « médias altenatifs »[1365].

Dans un article de *News from Within*, Rony A. (un militant proche de cette mouvance) décrit et analyse les mobilisations de ces jeunes militants qui fondent en 2000 le collectif *Peula Amamit* qui s'inspire des luttes altermondialistes[1366]. Ce texte permet de saisir quelques-uns des grands mythes fondateurs du militantisme altermondialiste, à commencer par l'image de « pionniers » venus de nulle part, sorte de créateurs de leur cause. Les propriétés sociologiques des agents indiquent que nous avons plutôt affaire ici à ces

[1364] Warschawski M., entretien, 2005.
[1365] Les publications d'*Indymedia* Israel sont majoritairement publiées en hébreu (magazine *Can*), mais une partie est traduite en anglais dans *News From Within* ou sur *Indymedia Global*.
[1366] Sur *Peula Amamit*, je renvoie aux développements du chapitre 2 (« Marcos en Terre Sainte »).

« cosmopolites enracinés » (selon l'expression de S. Tarrow) issus des classes moyennes urbaines et diplômés de l'Université. Or l'investissement de ces collectifs dans la production de médias et l'insistance qu'ils mettent à présenter leurs activités sous l'angle d'une mobilisation plus large, « globale », apparaissent comme le corrolaire de leurs positions politiques dominées sur le plan national et comme une stratégie de légitimation de leurs revendications dans l'espace public israélien, qui permet à terme d'initier un processus de « vernacularisation » de leurs activités pour toucher l'opinion publique israélienne[1367].

Dans une sorte d'encart publicitaire situé juste sous l'article de Rony A., un nouveau magazine, *Can*[1368], publié par *Indymedia Israel*, est présenté en ces termes :

« *Can*, c'est quoi ? *Can* est un magazine israélien en hébreu qui traite de questions sociales, politiques, culturelles et environnementales. La prise de contrôle des politiques mondiales par les multinationales et la crise écologique ne sont plus des problèmes plus éloignés, ou moins urgents, que le conflit israélo-palestinien ou les inégalités sociales dans la société israélienne. En fait, ils sont étroitement liés. Ces thèmes divers et variés montrent une nécessité commune : le besoin de conscience et de responsabilité sur ce qui arrive dans notre pays et dans le monde dans son ensemble, rien de moins que le besoin de comprendre comment les événements en Suisse, au Brésil, à Tulkarem et au Soudan ont un impact direct sur nos vies. *Can* est publié par la branche israélienne du Centre de Médias Indépendant (*Indymedia*), en partenariat avec le Centre d'Information Alternatif. Le CMI a été mis en place pour fournir une alternative aux moyens de communication établis, dominés, modelés et censurés par un petit groupe de gens fortunés. […]. Sergio Y., le directeur de l'AIC, fait partir du bureau de *Can*. L'AIC héberge également le « Centre d'Information en Temps Réel » qui fournit aux journalistes des informations en temps réel sur les actions israéliennes dans les Territoires occupés. Tout cela constitue un ample réseau de gens en coopération »[1369]

Le groupe contribue ainsi à introduire, en Israël, des problèmes sociaux pensés dans un cadre inédit, importé de mobilisations étrangères auxquelles ses membres ont pris part, notamment des mobilisations étudiantes aux Etats-Unis contre des plans de privatisation du gouvernement[1370]. Mais si leurs centres d'intérêts les portent dans un premier temps davantage à comprendre comment l'Etat d'Israël applique à sa propre population des politiques « néolibérales » importées, thématique qui permet au collectif de créer une plus-value symbolique sur le marché interne de l'information « alternative », la question de l'occupation des Territoires palestiniens va progressivement devenir le centre de leur combat, notamment lors de l'opération « Bouclier Défensif » en 2002, pendant laquelle une série de témoignages de soldats est publiée dans le magazine *Can*, bien que cette question soit déjà largement investie par les « concurrents ». Or, comme on aura l'occasion de le voir en détail au chapitre suivant, ce recadrage est incompréhensible si l'on ne tient pas compte du fait que

[1367] Palestine Center/ The Jerusalem Fund, « Influencing Israeli Public Opinion in the hope of Bringing Change. Report from a Palestine Center briefing by Ronen E. », November 15, 2002, http://www.thejerusalemfund.org/ht/display/ContentDetails/i/2423
[1368] Can signifie "Ici" en hébreu.
[1369] AIC, « What is 'Can'? », *News From Within*, XVII/2, March 2001, p. 28.
[1370] Bryan A., entretien, 2007.

l'entrée de ces nouveaux militants dans l'espace militant local introduit un nouvel élément de concurrence idéologique (altermondialisme libertaire), thématique (mondialisation néolibérale), des contenus (openpublishing), chez les publics visés (la jeunesse politisée), de la périodicité (réactualisation quotidienne du site Internet), etc.

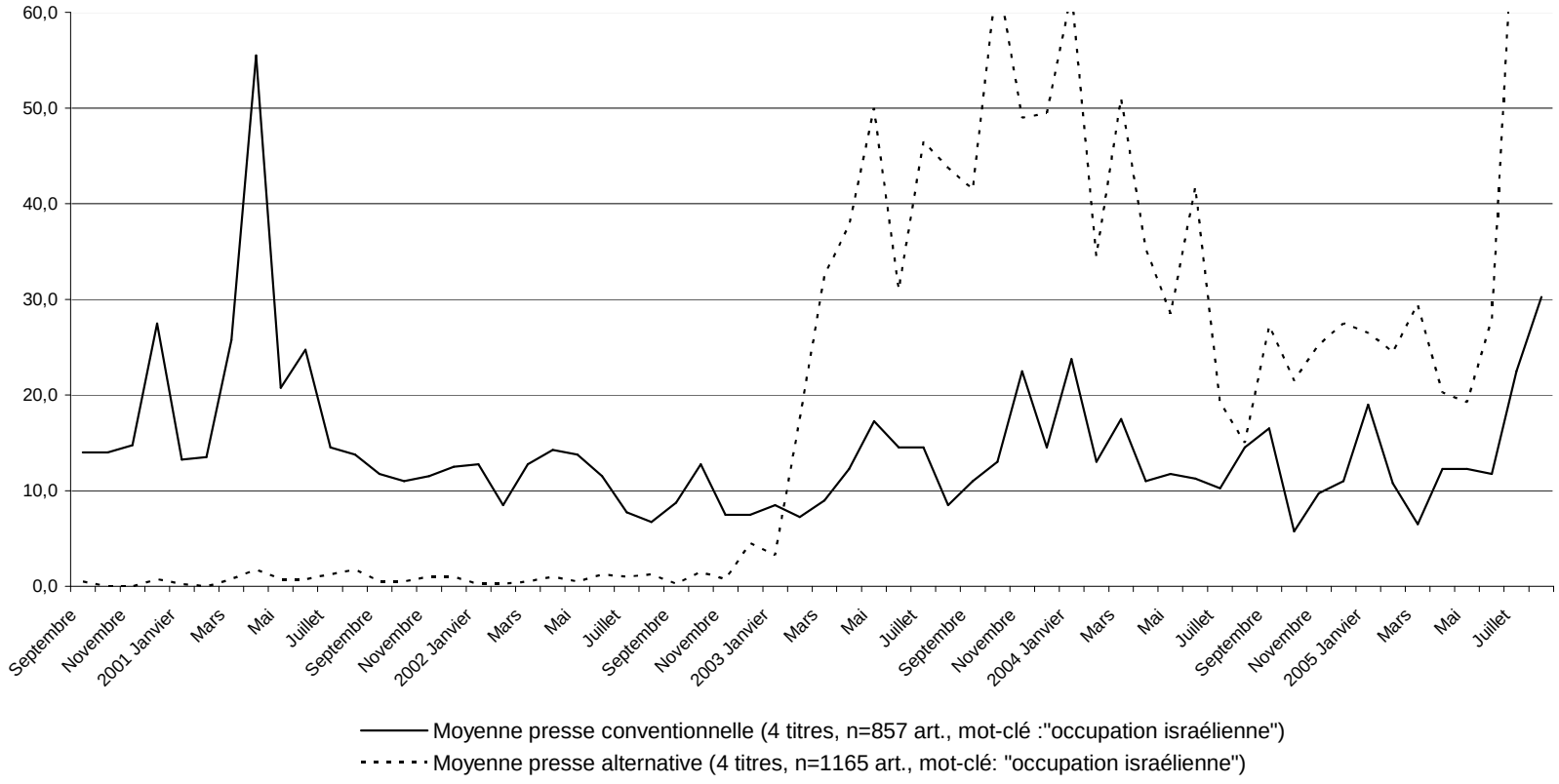
Schématiquement, on peut ainsi identifier pour conclure deux grands pôles autour desquels se structure l'espace des positions et des relations entre les agents en concurrence dans cet espace : un premier pôle plutôt axé sur des revendications qui se veulent faiblement idéologisées, comme la défense de la paix ou des droits de l'homme (*B'Tselem*, *The Other Israel*), et un autre pôle, davantage marqué par les combats idéologiques de la gauche « radicale » (*Challenge*, *News From Within*). Une deuxième distinction peut être opérée dans cet ensemble, entre des publications proches des organisations de la « vieille garde » » (*Gush Shalom, AIC, Haniztotz, B'Tselem*), et des publications perçues comme relevant d'une nouvelle génération de militants, fortement marqués par les cadres de mobilisation altermondialistes (*Indymedia Israel*). On verra dans la troisième partie que cette polarisation réfracte en partie des inégalités de ressources entre les agents individuels et collectifs qui structurent ces sous-univers.

Les analyses de publications en anglais de la gauche anti-occupation israélienne permettent à ce stade d'identifier l'existence en son sein d'un sous-champ spécialisé du militantisme anti-occupation relativement autonome, tourné vers la production de contre-informations et de cadres d'interprétations « alternatifs » du conflit israélo-palestinien en général, et de la seconde *Intifada* en particulier. Ainsi, certaines de ces « organisations de médias » se revendiquent plutôt de la gauche pacifiste « non-sioniste » (*The Other Israel*), de la défense des droits humains (*B'Tselem*) et d'autres de la gauche « antisioniste », proches des courants marxiste-léniniste (*Challenge*), trotskiste (*News from Within)* ou anarchiste *(Indymedia Israel*). Tous ont cependant en commun (à l'exception peut-être d'*Indymedia*) d'être davantage tournés vers le rééquilibrage du traitement politico-médiatique dominant du conflit israélo-palestinien (rôle de correction symbolique) que de construction d'espaces publics alternatifs, comme le réseau néozapatiste (rôle de compensation symbolique).

Un rôle également compensateur : l'Intifada, saison 2 (2003-2006)

Il ne faudrait pas conclure des analyses qui précèdent, constuites dans une démarche comparative, que les médias anti-occupation jouent uniquement un rôle correcteur vis-à-vis des médias *mainstream*. En réalité, une analyse plus fine de la période 2000-2006, semblable à celle que j'ai proposée pour le RNZ, indique que la fonction correctrice est privilégiée a moment où la seconde *Intifada* atteint son point d'acmé (2001-2002). Dans les années qui suivent, correspondant à la « saison 2 » de l'*Intifada*, des sites d'information alternative viennent pour ainsi dire compenser l'affaiblissement (relatif) de la couverture médiatique.

UN ROLE CORRECTEUR : COMPARAISON DU NOMBRE D'OCCURRENCES DU TERME « OCCUPATION ISRAELIENNE » DANS LA PRESSE CONVENTIONNELLE ET LA PRESSE ALTERNATIVE DURANT LA SECONDE INTIFADA



Pour illustrer l'un des effets spécifiques de la couverture médiatique ample et controversée du conflit israélo-palestinien sur les pratiques des militants de l'information anti-occupation, on peut clôre cette section en mentionnant le fait que l'internationalisation de la division du travail de contre-médiatisation a favorisé, en particulier en Europe et aux Etats-Unis, la prolifération de « *media watchdogs* » consacrés au conflit. Ce terme, que l'on peut traduire par « chiens de garde des médias », désigne en général des sites Internet, lancés par des collectifs de militants ou de journalistes, des associations ou des services d'ONG, spécialisés dans l'analyse critique des contenus médiatiques. De nombreux *media watchdogs* consacrés spécifiquement au conflit israélo-palestinien apparaissent ainsi, ou se réactualisent, après le déclenchement de la seconde *Intifada*, pour réagir aux biais manifestés selon leurs auteurs par certains médias dans le traitement de l'information sur le conflit. Or, par comparaison, on ne trouve pas un tel niveau de spécialisation du travail contre-médiatique dans le cas du conflit du Chiapas.

Du côté des organisations qui critiquent davantage les biais « pro-israéliens » dans les médias, on peut mentionner par exemple l'*Observatoire de la presse sur la Palestine*, qui publie en France son premier bulletin en juin 2002, et affiche l'ambition de « *regrouper les informations relatives au traitement médiatique français de la question israélo-palestinienne* »[1371], ou encore *Palestine Media Watch*, créée en octobre 2000 à Chicago par Ahmed Bouzid, « *pour promouvoir une couverture juste et précise de l'occupation israélienne de la Palestine dans les médias dominants aux Etats-Unis* ». Une étude consacrée aux relations entre les militants du *Palestine Media Watch* et la presse américaine, à partir d'entretiens non seulement avec ses membres mais des journalistes qui, entre 2000 et 2004, reçoivent leurs analyses critiques de la couverture du conflit, met en évidence les tensions qui traversent les activités des uns et des autres. Stratégiquement, les militants adoptent une posture de critique « réformiste » des médias : ils cherchent à rentrer dans les catégories de l'entendement journalistique, en reprenant des principes de déontologie professionnelle comme le croisement des sources ou l'équilibre des points de vue (pro-israéliens et pro-palestiniens), afin de mettre en évidence l'existence de biais systématiques en faveur des premiers dans la presse étasunienne. Les journalistes interrogés affirment qu'ils lisent toujours attentivement les courriers qu'ils reçoivent de ce groupe, car ils reconnaissent le caractère argumenté de leur travail. Cependant, ils se défendent d'accorder, par préférence idéologique, un privilège au « camp » israélien, au nom du fait que les sources israéliennes ou pro-israéliennes sont beaucoup mieux organisées et accessibles que les sources palestiniennes ou pro-palestiniennes. Les militants interrogés après la fin du projet considèrent ainsi que leur stratégie a échoué à rééquilibrer le traitement journalistique du conflit, en raison du déséquilibre des rapports de forces en leur défaveur[1372].

Ainsi, les politiques éditoriales de ces entreprises de critique des médias ne peuvent être comprises indépendamment des luttes que leurs agents mènent collectivement contre les

[1371] http://www.presse-palestine.org [consulté le 2/2//2012].
[1372] Handley R. L., « Systematic Monitoring as a Dissident Activist Strategy: Palestine Media Watch and U.S. News Media, 2000-2004 », *Communication, Culture and Critique*, 4/3, 2011, p. 209-228.

nombreux *media watchdogs* pro-israéliens qui insistent au contraire sur l'existence de biais systématiquement « pro-palestiniens » dans les médias[1373]. L'existence de tels espaces conflictuels ayant pour enjeux le rôle des médias dans le conflit tend ainsi à renforcer un processus de professionnalisation des sources, généralement favorable à la partie forte dans le conflit. C'est du moins ce qu'indique une comparaison des initiatives pro-palestinienne en la matière et des ressources dont disposent, pour des activités équivalentes, les groupes d'intérêt pro-israéliens : le développement des *think tanks* pro-israéliens (comme l'*American Enterprise Institute* ou la *Brookings*) en fournit un exemple, étant donné qu'ils disposent, comme le remarquent J. Mearsheimer et S. Walt dans le cas des Etats-Unis, « de services de presse et de communication […], distribuent des mémos très courts et prêts à l'emploi aux sénateurs ou à d'autres membres de l'administration […], organisent des séminaires, des petits déjeuners de travail, des briefings pour les responsables politiques et leurs conseillers […], encouragent également leurs propres analystes à publier des tribunes ou d'autres formes d'intervention, tout cela dans le but de créer un climat idéologique dominant »[1374]. Une des difficultés supplémentaires pour les médiactivistes pro-palestiniens est de faire face à des organisations dont la stratégie ne consiste pas uniquement à séduire les journalistes par la professionnalisation des sources. Ainsi, *America's Voice in Israel*, une organisation à buts non-lucratifs qui entend renforcer le soutien des Etats-Unis à Israël, convie régulièrement des animateurs de radio à diffuser des programmes en direct depuis Jérusalem. Cependant, les auteurs soulignent l'existence de lieux, comme certaines universités, où ces stratégies ont davantage de mal à s'imposer[1375].

Pour conclure cette section, essayons de répondre à la question à laquelle elle cherchait à répondre. Peut-on établir une relation entre la couverture médiatique ample et controversée du conflit israélo-palestinien et les formes d'investissement d'une fraction des

---

[1373] Comme le *Committee for Accuracy in Middle East Reporting in America* (CAMERA), fondé en 1982 comme une « organisation associative de contrôle des médias et de recherche destinée à promouvoir une couverture pertinente et équilibrée d'Israël et du Proche-Orient » afin d'éviter les « préjudices contre Israël et contre les Juifs » (http://www.camera.org/index.asp?x_context=24). Ainsi, CAMERA a organisé en mai 2003 des manifestations devant la chaîne de radio *National Public Radio*, que ses militants appellent « National Palestine Radio », dans trois villes américaines. Le *media watchdog* tente de persuader les donateurs de mettre un terme à leurs subventions jusqu'à ce que la couverture du conflit israélo-palestinien soit considérée comme favorable à Israël. Trois ans plus tard, CAMERA publie des encarts publicitaires dans le *New York Times*, le *New York Sun* contre un livre de Jimmy Carter, ancien président des Etats-Unis (*Palestine: Peace, not Apartheid*) en publiant les coordonnées téléphoniques de l'éditeur et en appelant le public à appeler pour exprimer leur mécontentement (Mearsheimer J.J., Walt S. M., *Le lobby… op. cit*., p. 189-190); le *Palestinian Media Watch*, une ONG israélienne fondée en 1996 dans le but de montrer comment « les camps d'été, la poésie, les livres d'écoles, les mots croisés, l'idéologie religieuse, les femmes et les mères, les clips vidéos pour les enfants et l'endoctrinement des adultes et des enfants par l'Autorité palestinienne » contribuent au développement des « *attentats-suicides* » (http://www.palwatch.org/pages/aboutus.aspx); ou encore *Just Journalism*, qui propose des analyses critiques de la couverture du conflit par les médias britanniques (http://justjournalism.com/mission-statement/)

[1374] Mearsheimer J. J., Walt S. M., « Contrôler le discourse public », in *Le lobby pro-israélien… op. cit.*, p. 184-215.

[1375] C'est ce que montrent par exemple les difficultés rencontrées par le *David Project* à Boston, destiné à former les étudiants à défendre la cause israélienne, ou encore la création en septembre 2002 de *Campus Watch*, un site qui publie des fiches sur les universitaires suspectés d'être hostiles à Israël. Dans ce dernier cas, l'initiative a suscité de fortes protestations et l'auteur a du retirer sa « liste noire ». Cependant, les pratiques hostiles à l'égard des universitaires suspectés d'être « pro-palestiniens » sont très diversifiées et peuvent être de puissantes sources d'intimidation. Ainsi, l'historien palestinien Rashid Khalidi est victime d'une opération d'*email bombing* en 2002 à l'université de Chicago (*ibid*., p. 199), des pressions sont faites par des groupes pro-israéliens sur l'éditeur de Norman Finkelstein pour arrêter la commercialisation d'un de ses livres, etc.

militants anti-occupation dans un répertoire de mobilisation médiatique ? Les éléments apportés par l'enquête auprès de militants palestiniens et israéliens révèlent qu'il existe bien une relation entre les deux, indiquée en particulier par un discours de critique des médias conventionnels, exprimant le souhait de se démarquer du traitement journalistique dominant du conflit. Cependant, la relation est loin de se réduire à une opposition tranchée entre *mainstream media* et *alternative media*.

D'une part, en effet, un certain nombre d'intellectuels ou de journalistes anti-occupation trouvent dans la presse « conventionnelle » des espaces d'expression de leurs idées qu'ils peuvent, parallèlement, exprimer dans des titres militants à tirages plus confidentiels. La distinction entre militantisme par les médias et militantisme dans les médias visait à souligner cette relative porosité entre les deux univers, entre lesquels circulent des acteurs et des discours.

D'autre part, la prise en compte des contextes singuliers dans lesquels opèrent ces militants de l'information dans les Territoires occupés et en Israël indique que les uns et les autres ont des définitions très différentes de ce que signifie produire des « informations alternatives », en fonction de leur position de force ou de faiblesse dans le conflit, mais aussi de ce qu'ils définissent comme étant la presse « conventionnelle ». Ainsi, un Palestinien tendra davantage à considérer qu'un média est « alternatif » à partir du moment où il embrasse la cause palestinienne et exprime des idées hostiles à l'égard des positions israéliennes. Par contre, un Israélien anti-occupation sera davantage prédisposé à adopter une perspective plus distanciée à l'égard de la polarisation entre les « pro-palestiniens » et les « pro-israéliens », et à considérer qu'un point de vue véritablement hétérodoxe consiste précisément à sortir de cette opposition manichéenne.

La dernière nuance que permet d'introduire l'enquête est que les acteurs qui composent les univers du mititantisme de l'information anti-occcupation, en Palestine et en Israël, entretiennent des rapports de forces non seulement avec les médias dominants, mais les uns avec les autres. Ces rapports d'associés-rivaux se manifestent par une polarisation à l'intérieur même de ces univers, en fonction de certaines affinités ou divergences idéologiques, du type de publications privilégié ou encore de la nature des ressources et des propriétés sociales des acteurs. Ces deux derniers points méritent cependant à ce stade un approfondissement auquel sera consacrée la troisième partie.

Conclusion du chapitre 4

A un niveau d'analyse général, la comparaison entre les processus d'internationalisation du travail de médiatisation des causes néozapatiste et anti-occupation met ainsi en évidence une différence assez nette dans les logiques des « médiactivistes » : alors que dans le cas des médias néozapatistes prévaut de plus en plus, sur la période 1994-2006, une logique de construction d'espaces publics alternatifs, indépendants des grandes entreprises politiques et médiatiques, dans le cas du RAO s'impose une logique de construction de contre-espaces publics, tournés vers la contestation des paramétrages politiques et médiatiques dominants du « conflit israélo-palestinien », en particulier ceux en termes de sécurité d'Israël et de terrorisme palestinien. L'intérêt du croisement entre les données « quantitatives » du chapitre 3 et les analyses « qualitatives » du chapitre 4 est de mettre en évidence le fait que ces tendances sont en corrélation étroite avec le regain d'intérêt de la presse pour le conflit israélo-palestinien après le déclenchement de la seconde *Intifada* – qui trouve son équivalent en sens inverse dans l'affaiblissement de la couverture médiatique du conflit du Chiapas – et le caractère extrêmement polarisé du traitement journalistique du conflit. Tout se passe donc comme si la structure des opportunités médiatiques, dans le cas du RAO, constituait un frein relatif à l'émergence – non pas de « médias alternatifs » en tant que tels (on l'a vu à travers de nombreux exemples) – mais davantage de réseaux intégrés de médiactivistes, reconnus comme formant un ensemble cohérent et relativement autonome dans l'univers militant – comme au Mexique. Dans le cas du RAO, il s'agit davantage d'instruments médiatiques au service de la cause politique, que d'une cause politique en elle-même.

La différence entre les répertoires médiatiques du RNZ et du RAO ne doit pas être exagérée artificiellement, pour répondre aux contraintes de présentation de la comparaison, mais elle est tout de même remarquable. Entre 1996 et 2006, dans un contexte de diminution de la couverture journalistique du conflit chiapanèque, l'investissement du mouvement néozapatiste dans ces médias alternatifs s'intensifie, ces médias étant principalement destinés à un usage interne d'information et de communication des acteurs du réseau, et plus marginalement à un public extérieur. Au cours de ce processus, se forme un microcosme de militants-journalistes spécialisés dans la production « d'information alternative » et de « médias libres ». Ce microcosme se structure de plus en plus autour de croyances et d'enjeux propres. Or cette autonomisation de micro-arènes médiatiques contribue à un certain éparpillement des coups de projecteurs médiatiques. Une lutte s'instaure pour bénéficier de l'éclairage maximal. C'est ainsi que la question de la légalisation d'un « secteur » alternatif des médias, différent des secteurs privé et public qui représentent les espaces centraux de l'arène médiatique, va se constituer (comme on le verra aux chapitres 5 et 6) en problème public. Le problème est pris en charge par des associations spécialisées, parfois soutenues par des partis politiques voire des journalistes professionnels. Des petits groupes dissidents contestent cependant la légitimité du procédé consistant à légiférer sur les espaces autonomes

de combat médiatique. Une coupure grandissante va s'instaurer entre les deux groupes. Lors de « l'Autre Campagne », en 2006, l'EZLN va miser sur ce réseau de « médias libres » pour assurer la couverture journalistique de son anti-campagne électorale. A ce moment, le combat ne se joue plus, pour l'ancien *challenger*, au centre de l'arène politique et médiatique : il se retrouve à combattre dans les marges. Les combattants légitimes peuvent alors dénoncer « l'hooliganisme politique » d'un joueur hors-jeu qui a fui le combat. Mais ce dernier est largement contraint à une stratégie de « compensation symbolique ». On peut tenter de modéliser ce processus de la façon suivante.

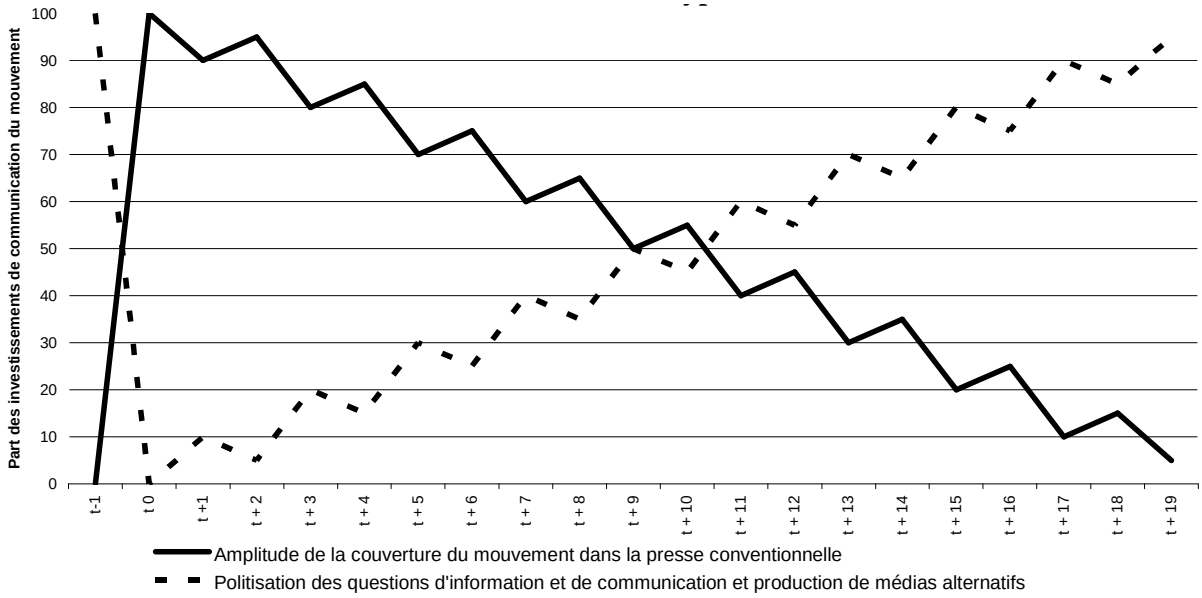


Figure 29 - Modèlisation des logiques de compensation de la presse alternative

Selon ce schéma, un mouvement social en formation investi des ressources dans la construction d'un consensus interne (*t-1*). Lorsqu'il accède à une couverture ample et favorable (*t0*), l'essentiel de ces ressources est destiné à la couverture journalistique du mouvement par les médias d'information conventionnels. Le traitement médiatique subit néanmoins une loi de rendement décroissant, indiquées par la forme en dents de scie de la courbe. Tendanciellement, les militants cherchent à compenser cette perte de « capital médiatique » en réalisant des actions spectaculaires ou en investissant une part croissante de leurs ressources de communication dans la dénonciation du contrôle politique et des monopoles économiques des médias, et la création ou l'encouragement d'arènes médiatiques « alternatives ». De ce fait, les agents qui s'investissent dans ce « militantisme de l'information » contribuent à la relative autonomisation d'un microcosme militant, structuré autour d'enjeux politiques communs, de représentations collectives convergentes, mais également de conflits mutuels liés à l'accroissement d'une symbiose concurrentielle dans leurs relations.

Dans le cas du RAO, la configuration est en partie semblable, mais différente sur au moins un aspect : les activités des militants spécialisés dans le travail médiatique sont davantage tournées vers des opérations de correction symbolique dans les arènes publiques dominantes (comme l'indique l'exemple extrême de la « chasse aux biais » pro-israéliens dans les *media watchdogs*) que vers la construction d'espaces d'autogestion médiatique. Or, la pérennité et l'importance relative de ces entreprises de contre-médiatisation au sein du RAO apparaissent comme des corollaires de la position dominée et de la structure « polycentrique » de ce dernier. Les médias du mouvement se présentent en effet comme autant de liants, de marqueurs d'unité entre des groupes dispersés, éventuellement rivaux sur un marché étroit. Cette position médiatrice peut contribuer à affermir leur position politique, mais ils demeurent pris entre deux systèmes de contraintes : leur rôle de militants qui font du journalisme et leur rôle de journalistes qui font de la politique. Dans le cas du RNZ, on voit davantage se constituer un réseau médiatique propre, qui contribue à l'autonomisation relative de ces spécialistes du « journalisme alternatif » au service du mouvement social.

La légitimité tirée de cette position est en effet inégalement reconvertible en capital politique, au niveau domestique mais surtout ici, international. Le contexte politico-militaire de la seconde *Intifada*, par exemple (retour à un conflit armé ouvert), a favorisé une reconfiguration des rapports de force politiques au sein de la nébuleuse des mouvements israéliens et palestiniens anti-occupation, contribuant à ouvrir, en marge des institutions et organisations de gauche « établies », des micro-espaces de relations pour cette nouvelle génération de « médiactivistes ». Grâce à leur répertoire d'action « pacifiste », leur maîtrise technique des nouveaux outils de communication, en particulier Internet et des formes de socialisation politique en décalage partiel avec celles de leurs aînés, une fraction de ces militants parvient, malgré des positions initiales totalement marginales, à s'insérer et transformer partiellement le jeu et les enjeux qui structuraient ce sous-champ. A la fois condition et résultat de ce processus, ils parviennent de la sorte à construire une autonomie relative pour ces « médias alternatifs », vis-à-vis des organisations sociales ou politiques dont ils émanent au départ. Or si dans ce processus, ces médias « alternatifs » se transforment en agents relativement moins indépendants au sein du champ militant que dans le cas mexicain, ils contribuent néanmoins à transformer la structure des positions et des prises de positions des autres agents, c'est-à-dire des autres organisations militantes, mais aussi des autres médias.

Conclusion de la deuxième partie

J'ai ouvert l'introduction de cette partie en interrogeant les modèles d'analyse critique des médias d'information de masse, qui mettent en évidence leur rôle dans la reproduction de « l'hégémonie » des classes dominantes, ainsi que les travaux montrant que les situations de conflits armés sont propices au renforcement du consensus national et à la mise en place de techniques de propagande de masse systématiquement favorables au point de vue du plus fort. Les groupes qui cherchent à rompre avec ce consensus se confrontent à une « union sacrée », la fermeture corrélative des portes d'accès aux arènes médiatiques, et/ou à l'impossibilité d'engager des débats contradictoires sur le conflit et ses protagonistes. L'espace du dicible et du pensable se rétracte. Existe-t-il cependant des situations qui favorisent l'ouverture de « brèches » par lesquelles ces groupes dominés peuvent pénétrer dans le champ de bataille médiatique ? Le recours à des stratégies de transnationalisation de la cause d'un mouvement social, facilitées par l'usage de technologies de communication comme Internet, apparaît comme une solution possible. Cependant, de telles stratégies ne sont pas toujours possibles ou pensables. Certaines conditions sociales doivent être réunies pour qu'elles puissent éventuellement devenir politiquement intéressantes ou envisageables pour les protagonistes. Parmi ces conditions, le niveau et le type de médiatisation du conflit politique dans lequel les militants sont engagés jouent un rôle d'accélérateur ou de frein. C'est ce que montrent le déclin de la couverture journalistique du conflit chiapanèque dans le cas du RNZ, en particulier après 2001 et, inversement, le regain de médiatisation du conflit israélo-palestinien après 2000.

Quels sont les effets de l'ouverture ou de la fermeture de la structure des opportunités médiatiques sur les répertoires d'action des militants ? A un niveau général, tout se passe comme s'ils investissaient le terrain des « luttes médiatiques » pour compenser la fragmentation géographique de leurs réseaux nationaux et transnationaux, des positions politiquement dominées au plan national, et un traitement médiatique déclinant ou défavorable. A un niveau d'analyse plus fin, chaque cas présente cependant des spécificités.

Ainsi, cinq volets principaux du répertoire médiatique du RNZ peuvent être distingués. Premièrement, l'EZLN parvient à contrôler en partie les informations et l'accès des journalistes à la zone de conflit. Ces derniers sont largement au départ, pour reprendre l'expression de G. Wolfsfeld, en position de « courir » après les insurgés. Deuxièmement, le porte-parole de l'organisation parvient à séduire une partie de la presse conventionnelle, par le biais d'une communication externe attrayante pour une partie des journalistes, car répondant à leurs critères de *newsworthyness*. Les insurgés parviennent ainsi, au départ, à garder un contrôle relatif sur les représentations médiatiques diffusées dans l'espace public sur l'organisation politico-militaire. (chapitre 3). Troisièmement, le mouvement parvient à capitaliser politiquement sur le discrédit des grands médias de communication audiovisuels, dans une fraction de la population mexicaine, à travers une critique des médias qui combine

une rhétorique « anti-hégémonique » et « expressiviste », tout en inscrivant à l'ordre du jour des négociations avec les autorités mexicaines la question des droits des citoyens à l'information et à la communication. Quatrièmement, l'organisation met en place un réseau d'information et de communication médiatique fondé sur le principe d'autonomie et de libre participation des individus issus des « groupes subalternes », et qui fonctionne comme une offre de mobilisation autour de la question des médias et de la communication. Cinquièmement, l'EZLN encourage l'extension de ce réseau au plan national et transnational (chapitre 4). Si l'on considère l'ensemble, le cas des stratégies politico-médiatiques du néozapatisme mexicain constitue un exemple presque idéal-typique. L'analyse proposée souligne en effet la diversité, la complexité et l'interdépendance des différents « morceaux » du répertoire d'action collective, que ses militants emploient pour contrebalancer les effets négatifs des rapports de force asymétriques qui structurent leurs relations aux autorités mexicaines et aux médias dominants.

L'étude de cas portant sur les stratégies politico-médiatiques du réseau anti-occupation dans le conflit israélo-palestinien montre, à l'inverse, que les conditions ne sont pas toujours réunies pour le développement d'une stratégie aussi « complète ». Les militants anti-occupation sont davantage en position de « courir » après les journalistes (comme le montrent l'organisation de mobilisations dans et pour les médias en Israël et en Palestine). De plus, ils rencontrent des difficultés à imposer leur point de vue dans les médias dominants, en particulier la presse étrangère, car ils se confrontent à des groupes d'intérêts pro-israéliens mieux organisés et disposant de ressources politiques plus importantes (professionnalisation des sources) pour orienter dans un sens favorable le travail des journalistes. Ensuite, la possibilité de constituer le traitement médiatique du conflit en problème politique risque de conduire à une fermeture des journalistes à l'égard de leur point de vue : les militants tendent à adopter préférentiellement une critique de réforme des médias, plutôt qu'une critique radicale. De façon générale, les militants investissent *modérément* la question des médias dans les arènes internationales et peu d'organisations engagées dans la lutte contre l'occupation ont pour axe prioritaire la critique des médias. Pour terminer, l'ensemble des conditions qui viennent d'être rappelées favorise la constitution d'entreprises de « médias alternatifs » destinés à contrer les représentations adverses du conflit. Cependant, elles sont doublement concurrencées « d'en haut » par la possibilité pour certains militants ou intellectuels engagés de s'exprimer dans la presse conventionnelle, et « par les côtés » en, raison de l'existence d'autres entreprises similaires, qui se pensent davantage comme des instruments contre-hégémonique au service de leur organisation (association, syndicat, parti politique) – ce qui produit une certaine concurrence entre elles – que comme des espaces de publication « autonomes » intégrés dans un même réseau.

Cette comparaison des processus de division internationale du travail de contre-médiatisation permet ainsi, sur un plan empirique, de mettre en évidence des logiques en

partie semblables de spécialisation militante dans le RNZ et le RAO. Elle permet aussi d'apporter des éléments de réflexion théorique au modèle de G. Wolfsfeld. Son modèle des « arènes à buts multiple » (*multi-purpose arenas*) présente de mon point de vue un grand intérêt scientifique, mais aussi deux principales limites. La première est de séparer les « médias » et les « mouvements sociaux » pour étudier leurs interactions réciproques[1376]. Or dans le processus de production de l'information médiatisée, les professionnels des médias et leurs sources sont fréquemment amenés à jouer un rôle de coproducteurs[1377]. Les informations « politiques » ne font pas exception à la règle – que les « sources » soient des groupes établis qui bénéficient de relais stables au sein de l'appareil d'Etat et dans les grands médias d'information, ou des groupes « à faibles ressources » qui doivent souvent mutiplier les actions spectaculaires pour se faire entendre. La seconde limite de ce modèle est qu'il prend comme principal objet de recherche ce que l'on peut appeler des arènes médiatiques « centrales » (ou dominantes), comme par exemple les chaînes de télévision à grande audience ou les journaux les plus réputés, et non des arènes médiatiques « périphériques » (ou dominées), que les acteurs eux-mêmes peuvent contribuer à produire, comme dans le cas des médias des mouvements sociaux.

L'étude qui vient d'être présentée laisse cependant plusieurs points en suspens. Pour répondre de façon plus satisfaisante à la question des conditions sociales de « performativité » des discours dominés sur la mondialisation, il convient pour terminer de procéder à une étude plus précise des processus d'institutionnalisation de ces médias, pensés à la fois comme des organisations dotées d'une structure interne et comme des agents politiques qui opèrent dans un environnement sur lequel ils agissent et qui agit sur eux. L'insistance des médiactivistes à mettre en avant la continuité du rôle des médias alternatifs dans les forums sociaux constitue ainsi un indice de l'existence d'un groupe social transnational à bases nationales, à la recherche d'une histoire, d'un rôle, et d'une cohérence d'action. Il s'agira dans la troisième partie de comprendre les mécanismes qui rendent ces croyances possibles et comment elles bénéficient collectivement et individuellement aux différents acteurs engagés dans ce mouvement.

[1376] Gamson W. A., Wolfsfeld G., « Movements and Media as Interacting Systems », *Annals of the American Academy of Political and Social Sciences*, 528, 1993.
[1377] Schlesinger P., « Repenser la sociologie du journalisme… », *op. cit.*.

IIIème partie. Un monde médiatique renversé ? Institutionnalisation des médias alternatifs et production des idéologies dominées

« L'institution, avec son assemblage d'actions 'programmées', est comme le livret non-écrit d'une pièce de théâtre. La réalisation de la pièce dépend de l'exécution réitérée de ses rôles prescrits par des acteurs vivants […]. Ni la pièce ni l'institution n'existent empiriquement en-dehors de cette réalisation récurrente »

P. Berger, T. Luckman, *La construction social de la réalité*, 1966

OUR WORD IS OUR WEAPON

Introduction de la troisième partie

Le problème auquel on se confronte à ce stade de l'analyse est de comprendre où, quand, comment, pourquoi et auprès de qui des représentations critiques de la mondialisation néolibérale sont élaborées, exprimées, traduites, diffusées, réappropriées, transformées, et mobilisées comme des instruments de lutte politique, et avec quelles retombées matérielles ou symboliques pour les protagonistes. Dans le cas du RNZ comme dans celui du RAO, la période 1994-2006 constitue un tournant dans les visions politiques des conflits chiapanèque et israélo-palestinien, qui deviennent des symboles de la lutte contre l'impérialisme néolibéral global (partie 1). On a vu, par ailleurs, l'émergence dans les réseaux altermondialistes de sous-groupes militants spécialisés qui revendiquent la production de médias à la fois indépendants du pouvoir politique et des marchés (partie 2). La question est maintenant de comprendre plus profondément le « substrat matériel »[1378] de ces micro-entreprises militantes, et de comprendre la nature des relations entre les individus qui les composent, et entre les groupes qui constituent ces réseaux (partie 3).

D'un point de vue sociologique, la cohésion relative des réseaux transnationaux de militants des médias alternatifs étudiés ici n'est possible qu'à condition que les agents, ou tout au moins une partie d'entre eux, (co)produisent et intériorisent des catégories de perception et de jugement communes, notamment sur la politique et les médias. Ainsi, les couples d'opposition « néolibéralisme/altermondialisme », et « médias dominants/médias alternatifs », se présentent comme des catégories structurantes de leur entendement politique. On peut cependant se demander quelles sont les conditions objectives de production, de diffusion et de réception de ces représentations collectives. Comment expliquer, sans gommer les différences entre les individus et entre les groupes, qu'elles se retrouvent dans des termes relativement semblables lorsque l'on passe d'un contexte local à un autre ? L'hypothèse centrale qui structure les développements de cette partie est que ces réseaux se construisent et se

[1378] Durkheim E., Fauconnet P., « Sociologie et sciences sociales », *Revue philosophique*, 55, 1903, p. 494.

reproduisent selon un double processus de division interne du travail dans les groupes de médiactivistes, et de division externe entre ces groupes. Ce double processus rend possible des investissements individuels et collectifs plus ou moins durables, qui participent de la genèse et de la reproduction (souvent discontinue) d'un univers transnational relativement autonome, structuré autour de principes de vision et de division communs. Je propose d'étudier ce phénomène avec le concept de « fonctionnalisation » des médias alternatifs, qui désigne le processus par lequel les agents qui y sont investis en viennent à définir et se définir par rapport à des rôles spécialisés, que leurs activités et discours contribuent à institutionnaliser. Cette approche fournit en effet, de mon point de vue, une porte d'entrée particulièrement heuristique pour répondre à la problématique de départ, centrée sur les conditions sociales de performativité des discours dominés, et saisir par là même de nombreux processus à l'œuvre à l'intérieur et entre les groupes qui les produisent (et, plus généralement, dans les groupes périphériques du champ politique). Les termes de « fonction », de « rôle » et « d'institution » utilisés ici méritent néanmoins un éclaircissement préalable, car un usage peu rigoureux risquerait de conduire à des malentendus.

Pour commencer, il faut à tout prix éviter une utilisation normative du concept d'institution, en raison de ses usages chez certains médiactivistes, en particulier ceux qui occupent les positions les plus éloignées des institutions « officielles ». Dans cette acception indigène, l'expression « les institutions » (parfois aussi dénommées « le système ») a souvent une connotation péjorative : il renvoie (notamment dans les entretiens que j'ai menés) à l'univers de l'*establishment* politique, économique ou culturel. Le fait qu'il puisse exister des variations considérables dans la distribution du capital politique, économique ou culturel à l'intérieur même de ces univers est un élément faiblement pris en compte dans les représentations des agents. Cela ne tient aucunement à une particulière étroitesse d'esprit de leur part : plus est grande la distance sociale qui les sépare des agents dominants, plus les agents dominés sont prédisposés à amalgamer entre eux ceux qui occupent des positions élevées (ou perçues comme telles) dans les univers « institutionnels », et travaillent à tracer et consolider les limites qui les en sépare. Tout se passe comme si les militants les plus dominés des médias alternatifs étaient ainsi dans l'impossibilité pratique (et non intellectuelle) de donner un caractère plus précis à leur discours sur « le système », par ignorance de ce qui s'y passe concrètement et/ou et par nécessité stratégique : l'opposition aux « institutions » étant constitutive de leur univers mental et social, l'amalgame a tendance à être valorisé comme un signe distinctif d'appartenance, et la nuance plutôt jugée comme un indice de compromission[1379]. L'enjeu est donc d'étudier les processus d'institutionnalisation de ces

[1379] Ainsi, lors d'un entretien mené à Mexico auprès de trois étudiants de l'UNAM qui participent à une radio alternative, je leur demande quels médias ont, selon eux, contribué à donner une image négative du mouvement de grève de 1999-2000. Leur réponse ne se fait pas attendre. D'une seule voix, ils s'écrient : « *tous !* », avant de se retourner les uns vers les autres d'un air à la fois amusé et convaincu. La suite de l'entretien montre pourtant qu'ils ont une vision plus nuancée de l'univers médiatique, et peuvent citer des exceptions lorsque je leur pose la question, ou encore des séquences durant lesquelles tel quotidien national a adopté une posture favorable, avant de se rapprocher de la ligne dominante. Cette réaction indique que l'opposition entre médias institutionnels et médias alternatifs est au cœur de leur univers mental. Elle renvoie en fait à une

médias, sans réduire le terme d'institution à cette définition indigène, qui est un instrument de lutte politique.

D'après le dictionnaire, l'institutionnalisation désigne de façon générale l'action d'instituer et le résultat de cette action (ce qui est institué)[1380]. Il existe cependant deux façons de définir par métonymie le résultat de l'action d'instituer. La définition restreinte, qui domine dans le langage courant, réduit habituellement l'acception du terme aux organes politico-administratifs de l'Etat[1381]. A l'inverse, une définition étendue, davantage utilisée dans des sciences sociales comme l'anthropologie ou la sociologie, élargit l'acception du terme à toutes les institutions sociales (comme le mariage dans les sociétés sans Etat, par exemple)[1382].

L'intérêt de la définition restreinte est qu'elle rend particulièrement opératoire l'étude d'un ordre institutionnel donné, en s'intéressant à des espaces relationnels fortement intégrés (parlement, ministère, administration publique, armée, collectivités locales[1383], etc.) : les activités des acteurs institutionnels y sont, en effet, dominées en principe par le respect des conventions qui régissent l'institution et des contraintes de rôles attachées à la fonction qu'ils y occupent[1384]. Longtemps, la science politique a ainsi été dominée par une approche « institutionnaliste », un courant scientifique qui privilégiait l'étude des cadres juridiques de l'action politique, et tendait à réduire l'acception du terme « institution » à un sens restreint[1385]. Des auteurs ont cependant critiqué ces approches, en soulignant que les institutions ne sont pas des cadres stables, neutres et invariants, mais des enjeux et des

---

série d'oppositions analogues qui structure une vision du monde (néolibéralisme contre résistance altermondialiste, pays du Nord contre tiers monde, privilégiés contre *jodidos*, droite contre gauche, etc. – j'y reviendrai dans le chapitre 5). Cependant, dans une situation d'entretien avec un chercheur étranger, qui favorise des efforts de mise en scène de la cohésion idéologique du groupe, cette réaction permet de constater l'existence d'une élasticité des représentations de l'ordre institutionnel selon les situations dans lesquelles un acteur se trouve pris.

[1380] Le substantif féminin « institution » désigne l'action d'instituer, d'établir et le résultat de cette action. Le verbe « instituer » est un transitif, étant donné qu'on institue toujours *quelque chose* ou *quelqu'un*. Il signifie à la fois, en parlant d'une chose, « établir d'une manière durable, donner commencement à » (par exemple instituer des relations diplomatiques entre deux pays) et, en parlant d'une personne « établir dans une charge, une fonction » (par exemple instituer un héritier dans un testament). Il désigne aussi plus généralement le fait de doter d'institutions (comme un peuple se dote d'institutions politiques dans les théories du contrat social). Source : Trésor de la langue française informatisée. (TLFI)

[1381] Au sens étroit, une « institution » désigne ainsi une « forme socialement organisée par laquelle, dans une société donnée, s'exercent les fonctions publiques : administration, politique, justice, enseignement, religion et Eglises, travail, sécurité sociale, etc. » (Morfaux L.-M., *Vocabulaire… op. cit*., p. 175). De façon encore plus précise, d'un point de vue juridique, l'institution désigne les principes, statuts et règles d'exercice de ces fonctions inscrites dans le droit (par exemple la constitution, c'est-à-dire les lois fondamentales de l'Etat, mais aussi les autres lois et structures juridiques qui règlent les rapports entre les citoyens au niveau des institutions nationales ou entre les Etats au niveau des institutions internationales). Cette définition restreinte tend à réduire l'institution à une convention, une règle qui entretient la coordination et produit des effets d'autorégulation. Elle présente une limite qui est de ne pas inclure l'ensemble des principes, statuts et règles qui régissent les relations entre des individus privés. On peut dès lors définir de manière plus large le terme d'institution comme tout « organisme public *ou privé*, régime légal *ou social*, établi pour répondre à quelque besoin déterminé d'une société donnée » (TLFI, souligné par moi).

[1382] Une définition étendue du terme d'institution permet ainsi d'inclure « toutes les manières de penser, de sentir et d'agir que l'individu trouve préétablies dans la société et qui s'imposent plus ou moins à lui, ainsi que les actions, pratiques et courants sociaux qui tendent à se cristalliser en us et coutumes » (Morfaux L.-M., *Vocabulaire… op. cit*., p., p. 175). C'est ainsi que l'anthropologie permet de définir au sens le plus large possible une institution comme un synonyme de « culture », c'est-à-dire ce qui a été établi par les humains, à la différence de ce qui a été établi par la nature.

[1383] Voir par exemple Garraud P., « Le métier d'élu local : les contraintes d'un rôle », in Fontaine J., Le Bart C., *Le métier d'élu local*, Paris, L'Harmattan, Logiques Politiques, 1994, p. 29-54, ou Nay O., « L'institutionnalisation de la région comme apprentissage de rôles », *Politix*, 38, 1997, p. 18-46.

[1384] Pour une approche interactionniste générale de ce phénomène dans les relations politiques, voir Edelman M., *Pièces et règles du jeu politique*, Paris, Le Seuil, 1991.

[1385] Braud P., *Sociologie Politique*, Paris, LGDJ, 2000.

systèmes dynamiques[1386]. Comme le montrent les politistes français Bernard Lacroix et Jacques Lagroye, dans une analyse de la fonction de président de la République en France[1387], un haut degré de formalisation d'un rôle institutionnel (indiqué par la mise en scène d'un respect strict du protocole lors des rituels républicains) n'exclut pas l'existence d'usages variables de la part des personnes qui les prennent en charge. Il n'est pas rare d'observer des écarts verbaux ou gestuels (jamais totalement incontrôlés), l'utilisation stratégique des marges d'improvisation permises par le rôle lors de discours rituels (toujours étroitement réglées[1388]), ou encore des interprétations innovantes dans les processus de prise de fonction (mais qui doit inévitablement compter avec l'héritage laissé par ses anciens détenteurs[1389]). C'est pour répondre à ces critiques que le courant dit « néo-institutionnaliste » a élargi l'acception du terme d'institution, et cherché à comprendre les stratégies des acteurs non pas sous l'angle d'une rationalité institutionnelle pure et parfaite, mais d'une rationalité « limitée »[1390]. Cette critique est donc, d'un point de vue sociologique, une avancée scientifique dans la compréhension du rôle des institutions dans les comportements des acteurs politiques.

Une autre étape importante a été franchie grâce aux travaux mettant en évidence non seulement des pratiques concrètes des acteurs institutionnels, mais leurs représentations collectives dans le fonctionnement des institutions politiques. Par exemple, les catégories de l'action publique (comme la catégorie « d'immigré »[1391]) conditionnent largement la façon dont sont pensés les problèmes publics à un moment donné, et dessinent un espace des possibles politiques qui définit dans des limites étroites les solutions qui peuvent leur être apportées[1392]. C'est dans cette perspective que se place la définition du terme d'institutionnalisation dans l'approche constructiviste de Berger et Luckman, comme on l'a vu dans l'introduction générale : il désigne, non pas une forme stable, mais un processus de « typification réciproque d'actions habituelles » ; non pas une forme uniquement objectivée, mais légitimée et construite à travers les représentations subjectives des acteurs[1393]. L'anthropologue britannique Mary Douglas, dans son ouvrage *Comment pensent les institutions* montre ainsi que, souvent, ce n'est pas l'individu qui pense : c'est l'institution qui « pense » pour lui. Dès lors, on ne peut expliquer le raisonnement humain en le faisant reposer uniquement sur les propriétés de la pensée individuelle (et l'on aurait tort de croire que seule la pensée des peuples primitifs serait modelée par les institutions, tandis que nos sociétés modernes seraient, elles, propices à l'avènement d'une pensée véritablement individuelle). Elle explique ainsi l'émergence de « styles de pensée » particulier en fonction

---

[1386] Lagroye J. (dir), avec Bastien François et Frédéric Sawicki, « Les institutions », *Sociologie politique*, 5e édition revue et mise à jour, Paris, Presses de Sciences Po et Dalloz, , 2006, p. 141-166.
[1387] Lacroix B., Lagroye J., *Le président de la République. Usages et genèses d'une institution*, Presses de la FNSP, 1992.
[1388] Lagroye J., « On ne subit pas son rôle », *Politix*, 38, 1997, p. 7-17
[1389] Lefebvre R., « Etre maire de Roubaix. La prise de rôle d'un héritier », *Politix*, 38, 1997, p. 63-87.
[1390] March J.G.., Olsen J.P., « Institutional perspectives on Political Institutions », *Governance*, 9/3, 1996, p. 247-264., Hall P., Taylor R., « La science politique et les trois néo-institutionnalismes », *Revue Française de Science Politique*, 47/3-4, juin-août 1997, p. 469-496.
[1391] Spire A., « De l'étranger à l'immigré : la magie sociale d'une catégorie statistique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 129, 1999, p. 50-56.
[1392] Surel Y., « Idées, intérêts, institutions dans l'analyse des politiques publiques », *Pouvoirs*, 87, 1998, p. 161-178.
[1393] Berger P., Luckman T., *La construction sociale… op. cit.*

des agencements institutionnels qui les produisent : non seulement les institutions imposent aux agents des catégories de pensée qui leur fournit le bagage intellectuel avec lequel ils se représentent le monde social, mais il est extrêmement difficile pour un agent socialisé dans un groupe donné de réfléchir à l'ordre institutionnel sur lequel il fonctionne, à partir de catégories linguistiques ou logiques dont il hérite toujours, en définitive, de cet ordre institutionnel dans lequel il a été socialisé[1394].

En d'autres termes, l'analyse des institutions doit tenir compte, non seulement des pratiques effectives des acteurs qui y endossent un rôle particulier (et pas uniquement des conventions et règlements qui sont supposées régir ces pratiques), mais des représentations que les acteurs se font de leur rôle et de ses fonctions constitutives, du rôle des autres acteurs, et plus généralement de l'ordre institutionnel lui-même. C'est pour tenir compte de cette double critique des approches institutionnalistes que Jacques Lagroye propose la définition suivante : « toute institution – que ce soit le mariage, une Eglise, l'armée ou un Parlement – se présente d'abord comme un ensemble de pratiques, de tâches particulières, de rites et de règles de conduite entre des personnes. Mais une institution est aussi l'ensemble des croyances, ou des représentations, qui concernent ces pratiques, qui définissent leur signification et qui tendent à justifier leur existence »[1395]. Cependant, la contrainte institutionnelle s'impose dans les exemples cités jusqu'ici selon des mécanismes de contrôle et de sanction étroits et formalisés. Dans ces cas, les sorties de rôle incontrôlées sont pratiquement *impossibles* et/ou mentalement *impensables*. Si elles surviennent, elles ont toutes les chances d'être perçues comme scandaleuses, et sanctionnées comme telles. Le respect des rôles institutionnels garanti en effet, en dernier ressort, la stabilité de l'ordre politique[1396].

Cependant, le problème de ces définitions restreintes des institutions et des systèmes de rôles institutionnels est qu'elles tendent à exclure du champ de l'analyse des phénomènes sociaux qui gagneraient beaucoup, d'un point de vue sociologique, à être étudiés *comme* des phénomènes institutionnels, alors même que ce caractère leur est dénié par les groupes dominants (qui détiennent de ce point de vue un monopole de définition des institutions sociales légitimes), ou que les intéressés rejettent eux-mêmes (un discours « anti-institutionnel » pouvant être un indicateur d'une intériorisation de la définition dominante des institutions). On pensera ici à des systèmes de pratiques et de représentations émergentes, lorsqu'un observateur les saisit avant qu'elles n'en viennent à s'établir durablement[1397], à des

[1394] Douglas M. *Comment… op. cit.*
[1395] Lagroye J. (dir), « Les institutions », *Sociologie politique… op. cit.*, p. 141.
[1396] *Ibid.*, p. 140.
[1397] Il existe de nombreux groupements sociaux dont les relations entre les membres ne sont pas régies par des règlements statutaires, mais qui peuvent ou doivent être amenés à se doter d'un système minimal de conventions, par exemple lorsqu'un jeune couple organise la répartition des tâches ménagères (Kaufman J.-C.., *La trame conjugale… op. cit.*). Une série d'études a été publiée sous la direction du sociologue François de Singly pour analyser ces phénomènes de construction des conventions dans l'espace domestique, sous l'angle des rapports entre la préservation des intérêts et de l'identité de l'individu et les nécessités imposées par la vie de groupe (couple, famille, etc.) (Singly (De) F. (Dir.), *Libres ensemble. L'individualisme dans la vie commune*, Paris, Nathan/HER, 2000).

activités qui peuvent se pérenniser dans le temps, mais qui restent peu formalisées[1398] ; à des espaces relationnels définis en opposition à l'ordre institutionnel dominant[1399] ; ou encore des communautés établies en-dehors des contraintes la vie sociale normale, sous une forme éphémère ou permanente[1400]. Ces institutions dominées ont été analysées en science politique sous des formes très variables, qu'il s'agisse par exemple des assemblées constituantes lors d'épisodes révolutionnaires ; des groupes affinitaires que leurs acteurs désignent souvent, depuis les années 1970, avec le terme de « collectif »[1401] ; des institutions mises en place par des mouvements sociaux alors que l'ancien ordre institutionnel est toujours en place[1402] ou encore des « utopies communautaires »[1403].

L'intérêt d'une définition étendue des institutions est de réinsérer, dans l'analyse de l'ordre politique, des groupements dominés ou des normes collectives peu formalisés, mais qui contribuent pourtant à la stabilisation ou la déstabilisation de ce dernier, à des degrés divers. Mais le problème n'est-il pas alors que tout, de ce point de vue, peut être considéré comme une institution ? Etablir une délimitation claire entre des phénomènes institutionnels et « non-institutionnels » serait une entreprise périlleuse, et supposerait de pouvoir définir rigoureusement les seconds. A l'évidence, des phénomènes tels que des groupes latents (dont les membres ont des propriétés communes sans avoir une conscience de groupe), des comportements à manifestations sporadiques ou des arrangements pratiques ou provisoires (par exemple une division des rôles pour répondre à une contrainte situationnelle, comme dans le cas d'une émeute[1404]) n'ont aucun caractère institutionnel, mais cela ne signifie pas qu'ils y sont irrémédiablement condamnés.

[1398] C'est l'objet de l'étude de la sociologue Claude Poliak sur le « simili-champ » des écrivains amateurs en France, sur lequel je reviendrai plus loin (Poliak C., *Aux frontières du champ littéraire… op. cit.*).

[1399] Comme les collectifs de militantes féministes qui, dans les années 1970 aux Etats-Unis, s'organisent dans des collectifs sans hiérarchies formelles, revendiquant le renversement des valeurs de la société patriarcale (Freeman J., « The Tyranny of Structurelessness », *Berkeley Journal of Sociology*, 17, 1972-73, p. 151-164).

[1400] Comme les « zones autonomes temporaires » analysées par Hakim Bey dans une étude portant sur ce qu'il appelle les « utopies pirates » (Bey H., *TAZ, Zone Autonome Temporaire* (1991), 6e édition, Paris, L'Eclat, 2007), ou encore les mouvements de squatters étudiés par Cécile Péchu (Péchu C., « Laissez parler… », *op. cit*.)

[1401] On en trouve des exemples dans les mouvements des « sans » en France (sans papiers, sans abris, sans emploi, etc.). Les collectifs qu'ils composent reposent généralement sur des règles peu ou pas formalisées, qui se veulent un renversement des structures des organisations politiques traditionnelles (partis politiques ou syndicats) : un fonctionnement « horizontal » (sans hiérarchies formelles entre les membres), un principe d'ouverture (toutes les bonnes volontés sont bienvenues) et un principe de délibération collective (devant permettre de parvenir à consensus démocratique entre les participants). D. Mouchard montre cependant que ce système n'a pas toujours empêché l'émergence de *leaders* informels au sein de ce mouvement (Mouchard D., « 'Politique délibérative' et logiques de mobilisation. Le cas d'Agir ensemble contre le chômage », *Politix*, 15/57, 2002, p. 125-145).

[1402] On pensera à l'épisode de la Commune de Paris. Un exemple plus récent est donné par le cas d'un mouvement social qui a eu lieu dans l'Etat de Oaxaca au Mexique, en 2006, que de nombreux observateurs ont d'ailleurs comparé à la Commune de Paris. Une grève d'instituteurs, commencée en mai, va se transformer après un épisode de répression policière, en un mouvement insurrectionnel de grande ampleur, revendiquant une refonte complète des institutions et la démission du gouverneur local. Durant les cinq mois de révolte, la capitale de l'Etat, la ville d'Oaxaca, est occupée par les manifestants, qui érigent des centaines de barricades pour se protéger des forces de police, de l'armée, et des milices ennemies. Ils organisent une assemblée populaire, institution parallèle fondée sur le principe de démocratie directe, qui assure la gestion, ou plutôt l'autogestion, des affaires courantes (depuis la sécurité jusqu'au ramassage des déchets) et la formalisation politique des attentes populaires. Fin novembre, une opération policière brutale tente de mettre un terme au mouvement, qui se poursuit cependant pendant les mois et les années suivantes d'une façon plus clandestine (Lapierre G., *La Commune d'Oaxaca. Chroniques et considérations*, Paris, Rue des cascades, 2008).

[1403] Lacroix B., *L'utopie communautaire. Histoire sociale d'une révolte*, Paris, PUF, 1981.

[1404] Mauger G., « L'émeute de novembre 2005 », in *Les bandes, le milieu et la bohème populaire. Etudes de sociologie de la déviance des jeunes des classes populaires (1975-2005)*, Paris, Belin, 2006, p. 197-219.

Cependant, l'hypothèse qui guide les analyses de cette partie est qu'il existe des zones d'indétermination fonctionnelle relative dans tout univers social (aussi structuré soit-il), et que les médias alternatifs peuvent être inclus dans cette catégorie vis-à-vis des univers politico-journalistiques. J'entends par là des espaces de relations entre des individus ou des groupes dans lesquels le processus d'objectivation institutionnelle (qui contribue à faire exister un ordre institutionnel sur le mode d'une réalité extérieure aux agents, et qui contraint leur marge d'interprétation du rôle dans certaines limites) est embryonnaire ou, comme le dit B. Lacroix, « bourgeonnante ». Lors d'un entretien, une militante d'une radio alternative me décrit ainsi le média qu'elle a contribué à fonder comme un « *arbrisseau* » [1405]. Le fait même d'utiliser cette image indique un élément supplémentaire, qui rejoint la définition de J. Lagroye donnée plus haut : une micro-institution de ce type n'est pas qu'une réalité sociale objective, mais également un objet de projections subjectives qui participent de sa réalité sociale en tant qu'objet extérieur aux individus, et doué d'une vie propre (ce à quoi renvoie l'image de l'être vivant en pleine croissance).

Cependant, l'existence de réseaux de médias alternatifs, mais également de formes plus ou moins élaborées de division interne du travail au sein de ces « organisations » (une organisation n'étant que des « formes de mobilisations institutionnalisées », comme le souligne A. Collovald[1406]), permet de formuler l'hypothèse que, dans certaines situations, les médiactivistes entrent dans un double processus de formalisation relative d'une distribution des rôles individuels (division interne du travail) et des rôles collectifs (division externe). Dans le cas de groupes où « l'institutionnalisation » est un enjeu collectivement constitué, on peut ainsi s'intéresser aux relations objectives et aux perceptions croisées entre les groupes les plus informels, ou perçus comme tels (les collectifs de médiactivistes du réseau *Indymedia* par exemple) et les groupes dont les comportements sont, à l'inverse, plus strictement régis par des conventions écrites et des formalisées, ou perçus comme tels (les organisations de radios communautaires du réseau *Amarc* par exemple). C'est ainsi que des chercheurs sont parvenus à des résultats de recherche contre-intuitifs, en analysant les processus décisionnels au sein d'institutions perçues comme hautement formalisées, par exemple l'institution universitaire. Ils montrent que les décisions adoptées sont moins le fruit de délibérations rationnelles que d'un bricolage permanent, imprévisible : elles n'ont souvent que très peu de rapport avec l'ordre du jour prévu (modèle de « l'anarchie organisée »)[1407].

Dans le cas qui m'occupe, j'ai en fait cherché à adopter une démarche assez semblable, mais dans le sens inverse : j'ai observé les groupes de militants des médias qui, à première vue, fonctionnent d'une façon complètement informelle, ou tout au moins faiblement structurée (d'ailleurs, les acteurs ne cessent de s'en vanter ou de s'en plaindre en entretien), en les comparant aux groupes qui, à l'inverse, fonctionnent comme des micro-institutions, par

[1405] Serch, Imuris. entretien, 2006.
[1406] Collovald A., « Pour une sociologie des carrières morales », in Collovald A., *L'humanitaire… op. cit.*, p. 225.
[1407] March J. G., Olsen J. P., « Organisational choice under Ambiguity », in *Ambiguity and choice in organisations*, Bergen, Universitetforlaget, 1976, p. 10-23, Garraud P., « Ambiguïtés et 'bricolage institutionnalisés : le 'cercle vicieux' de l'intervention publique », *Le chômage et l'action publique. Le « bricolage institutionnalisé »*, Paris, L'Harmattan, 2000.

exemple des associations ou des ONG légalement enregistrées. C'était une façon d'intégrer dans l'analyse des groupes apparemment aussi distincts les uns des autres (et pourtant fréquemment regroupés dans la catégorie de « médias alternatifs ») qu'un collectif informel et illégal de médiactivistes radicaux, ou le département de communication d'une ONG internationale de défense des droits de l'homme.

Cette conceptualisation permet de formuler une problématique de recherche. Alors que l'institutionnalisation (au sens restreint et au sens large du terme) des médias des mouvements sociaux apparaît comme une condition permettant de donner de la force aux idéologies dominées de leurs participants, les sous-cultures des « médiactivistes » reposent sur des acteurs et des normes faiblement institutionnalisés, voire définis par eux comme « anti-institutionnels » (au sens étroit). Du point de vue des acteurs, l'enjeu est en quelque sorte de produire et de conférer un caractère performatif à des discours dominés, en créant des conditions (contre-) institutionnelles favorables. En effet, « l'énoncé performatif comme acte d'institution, écrit P. Bourdieu, ne peut exister sociologiquement indépendamment de l'institution qui lui confère sa raison d'être […]. Au cas où il viendrait à être produit malgré tout, il serait socialement dépourvu de sens. Parce qu'un ordre, ou même un mot d'ordre, ne peut opérer que s'il a pour lui l'ordre des choses et que son accomplissement dépend de toutes les relations d'ordre qui définissent l'ordre social, il faudrait, comme on dit, être fou pour concevoir et proférer un ordre dont les conditions de félicité ne sont pas remplies. Les conditions de félicité anticipées contribuent à déterminer l'énoncé en permettant de le penser et de le vivre comme raisonnable ou réaliste […] Cette prétention à agir sur le monde social par les mots, c'est-à-dire magiquement, est plus ou moins folle ou raisonnable selon qu'elle est plus ou moins fondée dans l'objectivité du monde social »[1408]. Dans cette perspective, la constitution de réseaux relativement intégrés de médias alternatifs transnationaux dans les mobilisations altermondialistes correspond-elle à un processus de « fonctionnalisation institutionnelle », favorisant des conditions de félicité pour leurs discours politiques, ou bien, selon une logique de fonctionnalisme du pire, à une ruse de la raison institutionnelle conduisant irrémédiablement les rebelles d'hier à devenir les gardiens de l'ordre politico-médiatique de demain ?

Répondre à cette question implique une étude de l'économie interne des médias alternatifs, des propriétés sociales de leurs acteurs et des modalités pratiques de leur engagement. Or, ces questions sont probablement celles qui ont reçu le moins d'attention de la part des chercheurs qui se sont intéressés à cet objet (probablement parce que le dévoilement de ces conditions concrètes de production risque de mettre en péril les représentations quelque peu enchantées qu'une partie d'entre eux se fait de leur objet)[1409]. Qu'il s'agisse de journaux écrits indépendants, de radios ou de télévisions associatives, ou

[1408] Bourdieu P. », « La formation… », *op. cit.*, p. 110-111.
[1409] Pour des contre-exemples, voir notamment Atton C., « The Economics of production », in *Alternative… op. cit.*, p. 32-53, Ferron B., *La presse alternative… op. cit.*

encore de sites Internet d'information engagés, ces médias sont généralement faiblement dotés en ressources techniques, financières, organisationnelles, peinent à trouver des circuits de distribution stables et étendus, reposent le plus souvent sur le travail bénévole d'une poignée de militants portant leur publication « à bout de bras », ne bénéficient jamais ou rarement des avantages fiscaux ou légaux que l'Etat offre à la presse classique, ne contiennent pas de publicité commerciale, et touchent des publics relativement restreints, de quelques centaines ou milliers de lecteurs, auditeurs ou spectateurs. Mais, au lieu de célébrer ou de déplorer cette situation, on peut chercher à comprendre sociologiquement la prétention des acteurs, ou d'une partie d'entre eux, à constituer une sorte de « monde médiatique renversé », au prix souvent de coûteux efforts individuels et collectifs, en observant concrètement leurs conditions d'entrée et de maintien dans cet univers.

La notion de monde médiatique renversé renvoie à la croyance selon laquelle les médias alternatifs constitueraient un renversement du paradoxe « médias riches/démocratie pauvre » de McChesney : le succès commercial des entreprises de presse étant, de leur point de vue, inversement proportionnel à leur apport au débat démocratique, les acteurs de ces médias sont prédisposés à considérer que des « médias pauvres » (i.e. qui ne sont pas « dévoyés » par la recherche illimitée de profit) sont plus à même de garantir une « démocratie riche » (i.e. une pluralité de points de vue). Cette analyse rejoint les études montrant la tendance des avant-gardes culturelles à reproduire, en les inversant, les systèmes d'organisation et de classement dominants, accordant par exemple un privilège systématique aux productions « pures » sur les productions « commerciales » (un succès commercial pouvant ainsi être sanctionné comme un échec au regard du contre-système de valeurs entretenu par le groupe)[1410]. L'expression ne doit pas se comprendre comme une inversion simple des logiques du mode de production dominantes des médias, mais comme un produit indirect de ces logiques. Dans une étude précédente, j'avais illustré cette tendance avec l'exemple presque caricatural d'un petit journal alternatif français des années 1970, qui avait précisément pour titre *Le Provisoire* : ses auteurs se vantaient avec humour du fait que, dans ce journal, tout était provisoire[1411].

Cependant, la pertinence politique des termes mêmes de cette équation est questionnée par des acteurs de l'univers des médias alternatifs, qui estiment que ces derniers devraient plutôt chercher à échapper à ce qu'Alfonso Gumucio-Dagrón appelle le « *mythe des trois P* »,

[1410] P. Bourdieu a utilisé l'expression de « monde économique renversé » pour analyser un aspect d'une société précapitaliste, la maison kabyle traditionnelle dans l'Algérie coloniale des années 1960, dans laquelle il remarque l'existence d'une organisation interne fondée sur un ensemble d'oppositions homologues (comme l'opposition entre les espaces dédiés au feu ou à l'eau, aux espaces masculins ou féminins, etc.), que l'on retrouve dans les rapports entre l'espace intérieur de la maison et l'espace extérieur (le reste de l'univers). Bourdieu P., « La maison ou le monde renversé », in *Esquisse d'une théorie de la pratique. Précédé de trois études d'ethnologie kabyle*, Essais, Le Seuil, 2000, p. 61-82.

[1411] « Le Rédacteur en chef provisoire a réuni le comité de rédaction provisoire, et il s'est adressé à lui en ces termes : *'provisoirement, la présentation va être un peu dégueulasse, les articles mal foutus, les dessins mal cadrés, les informations inexactes. C'est pas grave. C'est provisoire ! Le prix, c'est deux francs, c'est provisoire aussi ! Allez ! Au boulot, faut trouver un titre, un titre provisoire, en attendant mieux'*. Alors, pour se concentrer, il s'est frappé la tête contre sa bouteille de whisky et on sait pas si l'idée elle est sortie de la tête ou de la bouteille, mais toujours est-il qu'elle était là, devant nous, l'idée : on l'appellerait *'Le Provisoire'* » (cité in Immédia/Le cri des murs, *La presse d'expression locale. Il n'y a pas d'abonnés aux journaux que vous avez demandé*, Paris, Editions alternatives et parallèles, 1977, p. 21).

selon lequel un média n'est alternatif qu'à la condition d'être « *petit, pauvre et précaire* »[1412]. Le groupe de recherche britannique *Comedia* formulait une thèse très semblable dans les années 1980, à partir d'une étude menée sur des expériences de journaux alternatifs (féministes, écologistes, etc.) de la décennie précédente. Ils constataient que ces journaux finissent toujours, à quelques rares exceptions près, par péricliter, parce que leurs membres se désintéressent totalement de la gestion et de la promotion marketing de leur activité. Ils invitaient donc les militants à sortir de leur « ghetto alternatif » pour mettre un terme à un cercle vicieux qu'ils jugeaient particulièrement négatif (le « développement du sous-développement ») : une telle réorientation permettrait, au contraire, d'assainir à peu de frais les finances des journaux, de rendre le travail plus efficace et de toucher un public plus large[1413]. On peut cependant se demander si cette analyse ne passe pas à côté de certains mécanismes qui structurent fortement les groupes qui produisent ces publications, notamment le fait que certains « dysfonctionnements » (ou perçus comme tels) peuvent être à la source de gratifications symboliques pour les acteurs – ce qui rend en général très problématique, voire totalement inconcevable, leur conversion aux « lois » des entreprises et des marchés traditionnels de la presse.

Mes recherches m'ont ainsi conduit à observer que les débats entre les tenants des médias « radicaux » (*médias pauvres = démocratie riche*) et « citoyens » (*contre le mythe des 3 P*) réfractent essentiellement les positions respectives des acteurs dans l'univers des médias alternatifs – que de tels débats contribuent d'ailleurs à structurer autour d'enjeux communs. L'observation empirique indique l'existence d'une corrélation entre la position relative des agents dans des réseaux de médias alternatifs et leurs prises de position dans ce débat. Selon qu'ils se positionnent tendanciellement à proximité ou à distance des pôles « anti-institutionnel » ou « institutionnalisé » (i.e. des organisations et réseaux de politiques publiques favorables à l'établissement d'un « tiers secteur des médias »), les agents considéreront différemment les solutions aux problèmes auxquels ils se trouvent confrontés, telles que la question de la légalisation de leurs pratiques, celle de leurs « fonctions » politiques ou sociales auprès du public, la légitimité de financements publics ou privés pour pérenniser la structure, la professionnalisation ou le caractère bénévole des activités, etc.[1414].

Pour corroborer cette hypothèse de l'existence de mécanismes institutionnalisés de mise en problème des épreuves collectives, il faut étudier à trois niveaux les processus et conditions de construction des enjeux dans l'univers du militantisme des médias. On peut

[1412] Gumucio Dagron A., « Call me impure: myths and paradigms of Participatory Communication », Our Media, Not Theirs, Washington, 24 May 2004.
[1413] Comedia, « The alternative press: The development of underdevelopment », *Media, Culture and Society*, 6, 1984, p. 95-102.
[1414] Pour ne prendre qu'un seul exemple, l'auteur de la critique du mythe des « 3 p », A. Gumucio-Dagón, est fortement inséré dans les réseaux internationaux d'un sous-secteur des ONG appelé « communication pour le changement social », qui bénéficie d'une reconnaissance d'institutions telles que l'UNESCO et de financements d'organismes gouvernementaux – ce qui ne manque pas de susciter des critiques chez les acteurs qui occupent des positions plus distanciées à ces univers institutionnels (comme j'ai pu l'observer lors d'une conférence du réseau OURMedia en 2009). A l'inverse, cette thèse est reprise par les membres de l'antenne mexicaine d'Amarc, qui militent pour une légalisation des radios communautaires dans le pays (Solis B., Calleja A. *Con permiso…, op. cit.*).

mener cette analyse : au niveau des agents individuels, c'est-à-dire des journalistes, militants, travailleurs sociaux, artistes, imprimeurs, webmasters, etc., dont les trajectoires et propriétés sociales permettent de saisir de manière concrète les conditions sociales d'existence de cette presse ; au niveau des structures, c'est-à-dire des organisations qui composent cet univers de la presse alternative ; et au niveau des réseaux de ces organisations, qui peuvent venir à former, objectivement et subjectivement, un « environnement » propice à leur reproduction. Les médias alternatifs fonctionnent, en effet, comme des petites entreprises de production idéologique à l'intérieur desquelles existent des systèmes de rétributions et de coûts de l'engagement individuel. Ce système est alimenté de l'extérieur par une double dépendance à l'égard des agents des institutions dominantes (en particulier l'Etat et les entreprises de presse conventionnelles) et des relations d'associés-rivaux que ces médias alternatifs entretiennent les uns avec les autres (pôle « purs » vs. pôle « institutionnels »).

L'enquête sur les conditions de travail à l'intérieur et entre les acteurs du RNZ ou du RAO s'est fondée sur des entretiens, un travail sur les archives internes et des observations directes. Le croisement des données recueillies par ces méthodes s'est fait à partir de fiches de synthèses sur les individus, les groupes et les réseaux, et autour de quatre critères de comparaison portant sur la nature et les niveaux d'institutionnalisation : la sociodynamique des groupes (genèse et étapes de développement) et des individus (conditions d'entrée et de maintien dans l'univers) ; leur économie de production (structure et volume des ressources) ; la distribution des tâches d'information et de communication (collecte, transformation et diffusion des informations) ; leur visibilisation au sein des univers militants et des publics extérieurs (pratiques de représentation).

La reconstruction des trajectoires individuelles et collectives exigeait de limiter au maximum la tendance des acteurs à céder à l'illusion rétrospective et à reprendre à leur compte l'histoire « officielle » du groupe. Comme le souligne Mary Douglas, les institutions gouvernent et contrôlent la mémoire et l'oubli collectifs, en fonction des besoins du moment présent[1415]. Même faiblement institutionnalisés, les collectifs militants n'échappent pas à cette règle. La présence d'un chercheur étranger est même susceptible de renforcer la tendance des acteurs à présenter le groupe sous un jour favorable et à éviter l'évocation des tensions internes, des pratiques inavouables, ou des événements ressentis comme des échecs. C'est ainsi par exemple que, après un échange de plaisanteries entre un journaliste prestigieux de l'AIC et la secrétaire du centre, le premier prend soin de préciser à l'inverse de ce que démontrait tout l'échange précédent : « *en fait il n'y a pas de 'boss' et 'd'employé', tout le monde est au même niveau* »[1416]. Pour éviter autant que possible ces oublis (collectivement organisés), j'ai cherché à poser des questions détaillées et d'ordre factuel, en demandant systématiquement des exemples précis ou des anecdotes, en replaçant les événements dans

[1415] Douglas M. « Où l'on voit les institutions se souvenir et oublier », in *Comment pensent… op. cit.*, p. 105-119.
[1416] Je donnerai de nombreux exemples de ce phénomène dans les chapitres 5 et 6. Sur les interférences produites par la présence d'un chercheur dans un milieu social donné, voir notamment Lahire B., « Variations autour des effets de légitimité dans les enquêtes sociologiques », *Critiques Sociales*, 8-9, juin 1996, p. 93-101.

leur contexte historique, en interrogeant la personne sur les tensions et conflits organisationnels, ou en essayant de comprendre les possibles latéraux abandonnés en cours de route (un projet, une relation avec une autre organisation, par exemple). J'ai également cherché à interroger plusieurs membres de la même organisation, lorsque c'était possible, afin de comparer les similarités et les différences entre leurs récits respectifs. Les questions portaient sur trois points : les conditions de genèse du groupe ; les principales étapes de son développement jusqu'au moment de l'entretien ; et la perception de son évolution future.

La deuxième série de questions portait sur l'économie des médias alternatifs et leurs espaces de production. De nombreux acteurs de la presse alternative considèrent qu'un titre n'est pas « alternatif » uniquement en raison de sa ligne éditoriale à contre-courant, mais en raison de la façon particulière dont le média fonctionne sur un plan interne[1417]. Afin de tenir compte de cet aspect, tout en évitant de prendre pour argent comptant les déclarations des militants sur ce point, il convenait donc d'étudier empiriquement leur structure interne et les conditions concrètes de fonctionnement de leurs espaces de production. La difficulté consistait à étudier les processus d'institutionnalisation en cherchant à déterminer à quelles conditions des conventions construites collectivement acquièrent un pouvoir performatif sur les membres du groupe. Pour comparer les groupes étudiés en fonction de la nature et du niveau d'institutionnalisation de leur organisation interne (au moment de l'enquête), j'ai tout d'abord cherché à déterminer les caractéristiques des organisations (des ONG enregistrées légalement ou des collectifs informels, des sociétés commerciales à buts lucratifs ou des entreprises de l'économie sociale, etc.) et leur inscription dans l'espace physique (localisation, locaux). Il s'agissait ensuite d'établir les correspondances ou les écarts éventuels entre les discours et pratiques ainsi que leurs effets réciproques. Pour cela, j'ai retenu quatre indicateurs : les buts publiquement affichés et les principes d'action officiels de l'organisation ; le règlement théorique et pratique des relations entre les personnes ; les ressources matérielles et humaines disponibles ; le rythme, la nature et la distribution des tâches.

Une troisième série de questions portait sur les processus de production et de distribution de l'information dans les organisations étudiées. Bien que les organisations de médias alternatifs fonctionnent rarement selon une division du travail strictement formalisée, j'ai cherché à interroger les acteurs comme s'ils travaillaient dans des entreprises de presse classiques reposant sur une chaîne standardisée de collecte, de transformation et de diffusion des informations, afin de déceler l'existence de points communs ou de différences entre la presse alternative et la presse conventionnelle, tout en tenant compte, dans la formulation de mes questions, des spécificités organisationnelles de la première. Pour ce faire, je me suis intéressé, premièrement, aux relations entre les activités d'information et les autres activités réalisées au sein du groupe, pour déterminer si les premières occupent une place de premier plan (comme dans les centres de médias alternatifs) ou constituent, à l'inverse, une activité secondaire (comme, par exemple, dans le cas des services de communication d'ONG de

[1417] Albert M., « Qu'est ce qui rend… », *op. cit*.

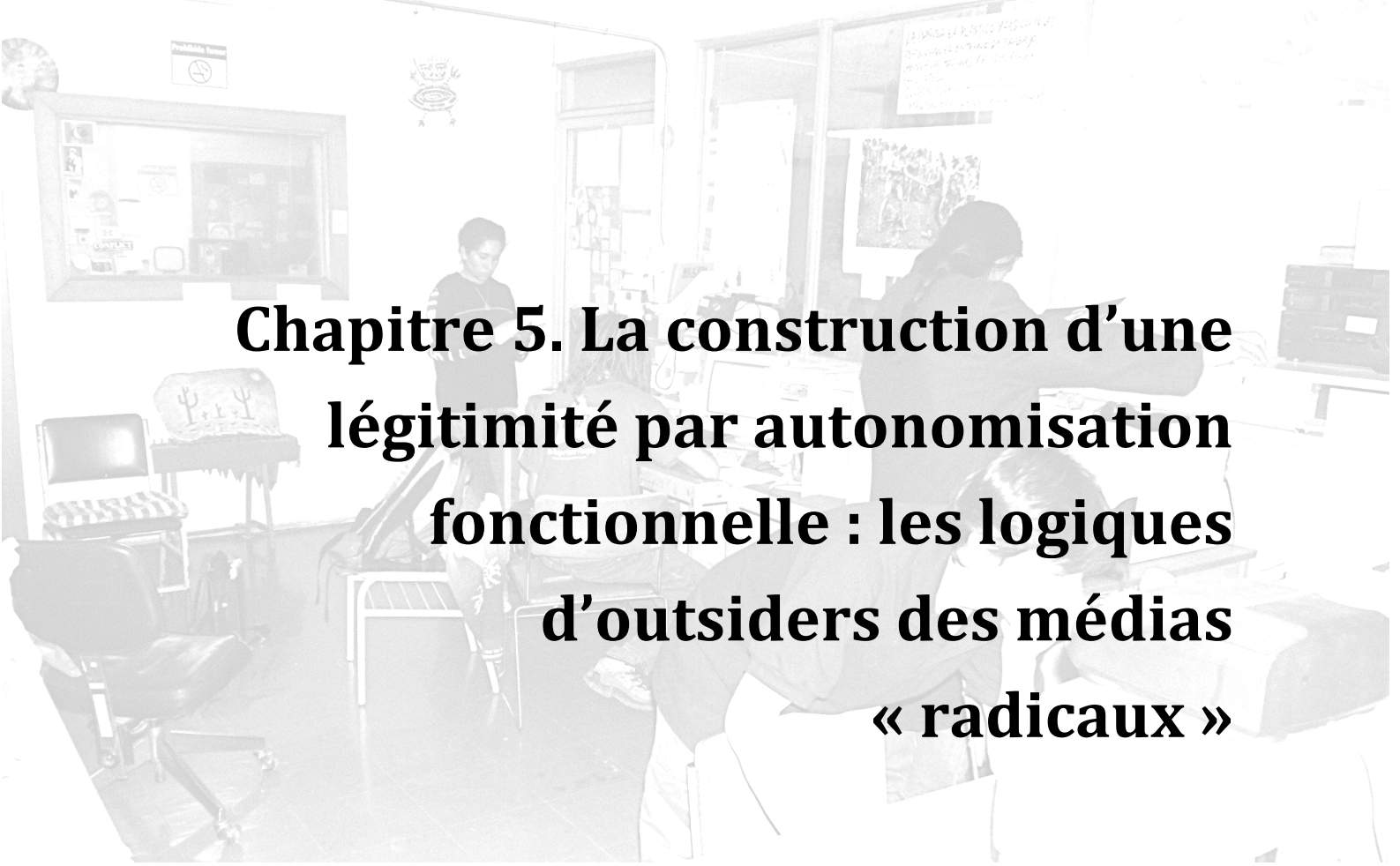
défense des droits humains, ou de médias jouant un rôle d'organe de propagande d'organisations politiques). J'ai également cherché à savoir quelles étaient les techniques de communication les plus couramment utilisées (presse écrite, Internet, radio, vidéo, etc.), les principales publications, et les raisons ou les contraintes permettant d'expliquer ces « préférences » (qui se sont avérées être, dans bien des cas, le produit de contraintes de temps, d'argent ou liées à des compétences techniques). Mes questions portaient également sur les thématiques privilégiées dans les publications et leur « ligne éditoriale » (un terme que j'ai manié avec précaution, étant donné qu'il relève plutôt du vocabulaire de la presse « professionnelle »). J'ai aussi interrogé les acteurs sur les modalités de collecte d'information (notamment les difficultés d'accès) et leurs relations aux sources, qu'elles soient militantes ou officielles, régulières ou ponctuelles. Les deux dernières séries de questions concernaient les circuits de distribution de l'information et des publications (physiques ou virtuels, permanents ou occasionnels) et les effets attendus ou observés des activités d'information de l'organisation.

Enfin, j'ai cherché à déterminer comment s'opérait la division du travail entre les acteurs d'un même réseau. Il s'agit de saisir en même temps les positions que les individus ou les organisations entretiennent les un(e)s avec les autres, et leur position globale vis-à-vis de des acteurs institutionnels vis-à-vis desquel(le)s ils (ou elles) expriment des prises de positions dissidentes. C'est avec ces questionnements à l'esprit que j'ai interrogé les acteurs sur les réseaux militants dans lesquels ils sont insérés et, à défaut de données statistiques, inexistantes en la matière, la perception qu'ils se font des publics de leur(s) média(s). Il s'agissait, premièrement, de comprendre le type de relations entretenues avec les autres organisations du réseau militant, et plus spécifiquement les organisations de médias. S'agit-il de relations individuelles ou collectives ; formelles ou informelles ; directes ou indirectes ; d'entraide ou concurrentielles ; durables ou éphémères ; locales, nationales ou internationales ; les acteurs sont-ils mono-engagés ou poly-engagés ? Une autre série de questions portait sur les relations aux autorités et aux institutions (soutien, répression, indifférence ?), dans le but de comprendre les modalités de construction de l'autonomie relative des univers étudiés. D'autres questions portaient sur les organisations avec lesquelles les relations sont ouvertement conflictuelles, afin de saisir les effets de ces conflits sur les solidarités dans et entre les groupes. Il s'agissait, enfin, de comprendre la perception que les acteurs se faisaient de leurs publics réels ou potentiels, en termes de volume et de propriétés sociales, mais aussi des interactions croisées entre les membres des « rédactions » et leurs lecteurs, auditeurs ou spectateurs.

Une fois ces données récoltées, il est apparu que l'intérêt de la comparaison internationale *entre* les deux réseaux (RNZ et RAO) était redoublé par des possibilités de comparaison par homologie structurale entre des organisations *à l'intérieur* de chaque réseau, en raison de l'existence de systèmes de position et d'opposition semblables. En effet, comme on l'a vu dans la seconde partie, tout se passe comme si les militants néozapatistes des médias

avaient davantage intérêt que les militants anti-occupation à investir le terrain de la communication alternative, étant donné les différences et les variations importantes du degré de médiatisation de leurs causes respectives. Comme on va le voir, ce facteur explique en partie pourquoi, au Mexique, les médias alternatifs vont avoir davantage tendance qu'en Israël-Palestine à entrer dans un processus de mise en réseau qui va constituer la cause des médias alternatifs en revendication militante à part entière, alors que ce n'est pas (ou moins) le cas chez les militants anti-occupation. Mais la comparaison des terrains permet de mettre en évidence l'existence d'une polarisation étonnamment similaire dans les deux réseaux, entre un pôle de médias que l'on peut qualifier de médias « radicaux » et un autre pôle de médias « citoyens » – des termes qui ne font que traduire leur position plus ou moins proche des pôles de légitimité institutionnelle.

La difficulté consistait à ne pas adopter une définition *a priori* ou normative de l'institutionnalisation, mais d'observer conjointement comment les acteurs eux-mêmes se positionnaient dans la distribution institutionnalisée des rôles *et par rapport au problème même de l'institutionnalisation* (conçu comme un processus problématique), en analysant leurs catégories de classement de l'univers des médias alternatifs, de l'univers militant et des univers « institutionnels ». Les deux chapitres suivants présentent ainsi une double comparaison ; le chapitre 5 compare les logiques de légitimation fonctionnelle à l'œuvre du côté des médias du pôle « radical » (représentés notamment par des réseaux de médiactivistes comme ceux d'*Indymedia*), tandis que le chapitre 6 s'intéresse davantage aux logiques de légitimation des médias du pôle « citoyen » (représentés par des ONG de défense et de promotion des médias communautaire, comme Amarc).



Chapitre 5. La construction d'une légitimité par autonomisation fonctionnelle : les logiques d'outsiders des médias « radicaux »

Introduction du chapitre 5

Lors des enquêtes de terrain, en 2005, 2006, et 2007, les militants et organisations du RNZ et du RAO engagés exclusivement ou en grande partie dans le travail médiatique se positionnent entre un pôle de médias « radicaux », qui prennent le plus souvent la forme de collectifs militants « autonomes » et un pôle de médias « citoyens » qui, en général, ont le statut d'ONG. Bien qu'il existe en réalité un continuum de positions entre les acteurs de ces deux pôles, je m'intéresserai dans un premier temps au pôle des médias « radicaux ». Au Mexique, ce pôle est alors représenté par les collectifs de médiactivistes proches du *Centro de Medios Libres* (CML) et, en Israël-Palestine, par les militants de l'information qui gravitent autour de l'AIC, en particulier les collectifs d'*Indymedia*[1418].

Pour le montrer, je procéderai à une comparaison terme à terme des deux terrains, fondée sur trois facteurs d'institutionnalisation par « autonomisation fonctionnelle », entendus comme un ensemble de mécanismes sociaux qui contribuent à maintenir les agents, parfois durablement, dans des positions d'*outsiders* politiques et médiatiques : les sociodynamiques de spécialisation des individus, groupes et réseaux de médiactivistes (section 1) ; les espaces, ressources et la division du travail dans les organisations (section 2) ; les dynamiques transnationales d'agrégation ou de désagrégation fonctionnelle entre les acteurs (section 3).

[1418] On peut remarquer d'emblée que l'AIC offre un exemple-type de cas intermédiaire, puisqu'il s'agit d'une ONG, mais que ses membres définissent comme « *politique* » (Nassar I., entretien, 2006).

Section 1. Les dynamiques de la spécialisation militante

L'objectif de la comparaison est de montrer qu'un des enjeux politiques auxquels sont confrontés les acteurs du pôle radical des médias alternatifs, et qui structure leurs sous-univers, est de se tenir à distance, d'un côté, de l'informalité la plus totale (les collectifs sont souvent constitués autour de groupes affinitaires sans représentation formelle) et, d'un autre, d'un niveau de formalisation des structures tenu pour incompatible avec « l'autonomie » des individus et des groupes (incarné notamment par certaines ONG). Autrement dit, l'enjeu pratique consiste, d'une part, à transformer les bonnes volontés individuelles en contribution à l'effort collectif (ce qui passe par des formes spécifiques de division du travail faisant bénéficier les acteurs de rétributions diverses) et, d'autre part, à établir des principes de légitimation et d'organisation relativement stables et structurés entre les groupes ainsi constitués.

La formation de « réseaux » apparaît ainsi non seulement comme un effet objectif de cette spécialisation fonctionnelle, mais aussi comme une forme de consécration symbolique qui contribue en retour à renforcer les processus d'objectivation de ces « réseaux »[1419]. Ce faisant, les acteurs participent activement à la production et à la reproduction de leur microcosme social, d'une façon qu'ils n'ont que rarement ou jamais l'occasion d'expérimenter dans les univers institutionnels dans lesquels les coûts d'entrée et de maintien sont plus élevés. Or, on va le voir, un des effets non-anticipés de la formation de ce microcosme est la légitimation paradoxale de certains dysfonctionnements structurels (financiers, relationnels), qui en viennent à acquérir un caractère quasi-fonctionnel dans l'univers (indiqué par le fait que les acteurs n'ont pas peur de les afficher, voire de s'en vanter).

Ce constat est particulièrement visible dans le premier cas étudié, celui du réseau des médias libres mexicains entre 1999 et 2006 (A). On verra cependant que, dans le second cas, celui de l'AIC, certaines conditions favorisent la légitimation progressive du « professionnalisme », ce qui contribue à transformer ces dysfonctionnements en « problèmes à gérer » et à transformer certains acteurs en gestionnaires professionnels de ces problèmes (B).

.

[1419] Les guillemets sont là pour signaler le fait que le terme de réseau est susceptible d'être employé comme concept analytique en sociologie politique, mais qu'il relève en même temps du vocabulaire indigène. En tant que fait social, les réseaux désignent des « mouvements faiblement institutionnalisés réunissant des individus et des groupes dans une association dont les termes sont variables et sujets à une interprétation en fonction des contraintes qui pèsent sur leurs actions » (Colonomos A., « Sociologie et science politique : les réseaux, théorie et objet d'études », *Revue Française de Science Politique*, 1, 1995, p. 165-178).

A/ Genèse et étapes de construction du réseau des médias libres mexicains (1999-2006)

L'étude du réseau mexicain des « médias libres » entre 1999 et 2006 fournit une bonne illustration d'un univers de médias alternatifs dont les acteurs cherchent à construire l'autonomie en dehors des logiques « institutionnelles » (au sens restreint du terme). Il ne s'agit pas de considérer cette séquence historique comme isolée de l'histoire de la presse des mouvements sociaux mexicains en général (comme le montrera le chapitre 6), ni d'ailleurs du mouvement néozapatiste du Chiapas en particulier (qui lui fournit, bien au contraire, des instruments de légitimation). Cependant, en observant au plus près les conditions de la genèse et du développement de ce « réseau » comme groupe construit et groupe perçu, des logiques semblables à celles que l'on observe dans les premières phases de construction de l'AIC, dans les années 1980, peuvent être mises en évidence.

Un microcosme structuré : morphologie du réseau et propriétés des acteurs

Au moment de l'enquête en 2006, ce réseau est composé d'une trentaine de petits groupes de militants des médias, réunissant la plupart du temps des étudiants (ou anciens étudiants) de la gauche radicale, proches des idées néozapatistes, libertaires et altermondialistes[1420]. Ces groupes affinitaires partagent des principes de vision et de division du monde social, notamment de double opposition entre « néolibéralisme » et « altermondialisme » d'un côté, et entre « médias officiels » et « médias alternatifs » d'un autre. Ils ne bénéficient d'aucune reconnaissance légale et sont exposés à des risques de répression des autorités (notamment le Ministère des Communication et des Transports, SCT, et la Police Fédérale Préventive, PFP).

Ces « médias libres » sont organisés, selon les cas, en simples « collectifs » (par exemple le collectif qui réalise le journal néozapatiste *Rebeldía*), ou dans des « assemblées de collectifs », regroupant les représentants de plusieurs collectifs (comme le *Centro de Medios Libres*, CML-DF, l'assemblée de la radio *KeHuelga*, ou le *Centro Social Libertario–Ricardo Florès Magón*, SCL-RFM). Les collectifs sont généralement composés d'un « noyau dur » de cinq à quinze personnes – un chiffre qui augmente ou diminue en fonction des groupes et des périodes de mobilisation considérées – et de participants plus périphériques et occasionnels qui représentent quelques dizaines de personnes[1421]. Les assemblées peuvent elles-mêmes regrouper entre cinq et quinze collectifs, selon les cas. Le média le plus fréquemment utilisé

[1420] J'ai réalisé ou obtenu des entretiens auprès de représentants de onze groupes : Maka (CML-DF), Fabian D. (AIRE), David M. (CSL-RFM), Serch S., Imuris V. et Armando A. (*Radio Zapote*), José, Fabio et Gerardo (*Radio Sabotaje*), Adolfo (*Indymedia Chiapas*), Daniel Ivan G. (*La Voladora Radio*), Adriana L.(*Rebeldía*), Daniel N. (*Radio Zapatista*), Refugio S. (*Suauuu Radio*), Francisco V. (*Promedios*). J'utiliserai également dans cette section les onze questionnaires recueillis auprès de militants du CML-DF et de *Radio Zapote*, ainsi que des observations réalisées lors de réunions au CML-DF et au CSL-RFM.

[1421] Ainsi, lors de son lancement en 2001, le collectif de *Radio Zapote* compte une soixantaine de personnes, contre une quinzaine au moment de l'entretien, en 2006 (Serch S., Imuris V., entretien, 2006).

est la radio (*Radio KeHuelga*, *Radio Zapote*, *Radio Pacheco*, *Radio Sabotaje*, etc.), mais l'usage d'Internet s'est généralisé au cours de la période considérée (la plupart des collectifs ont une page web). Certains collectifs produisent également un journal (*Rebeldía* pour le collectif du même nom, *Autonomía* pour le CSL-RFM, *Malaletra* pour le CML-DF, etc.), ou des vidéos (AIRE, CML-DF, *Promedios*). Enfin, si la plupart des groupes se trouvent situés dans la ville de México (District Fédéral)[1422], les acteurs et les contenus circulent dans d'autres Etats de la République (notamment le Chiapas et Oaxaca), mais aussi à l'étranger (comme c'est le cas du collectif étasunien de *Radio Zapatista* à San Francisco ou de *Promedios France*).

Le réseau se présente comme un ensemble sans direction ou représentation centralisée et sans hiérarchies formelles. Il est cependant structuré de l'intérieur par les rapports de forces entre les individus et les groupes qui le composent, et de l'extérieur par des groupes par rapport auxquels les militants se positionnent. Comme on va le voir, les principes de positionnement internes dépendent principalement de la durée d'engagement plus ou moins longue des agents (fondateurs *vs* nouveaux entrants), de leur niveau d'investissement (noyau dur *vs* acteurs périphériques), des médias utilisés (*radioastas*, *videastas*, etc.) de leurs thèmes de prédilection (*activistas vs cultureros*) ou de leur rapport à la politique partisane (*autonomos vs partidistas*). Les principes de positionnement externes sont essentiellement de trois ordres : les relations de pairs (avec les médiactivistes du réseau des centres de médias indépendants *Indymedia*, par exemple[1423]), les relations d'associés-rivaux (avec le groupe des « radios communautaires » qui cherchent une reconnaissance légale, autour par exemple de l'ONG *Amarc-México*), les relations d'opposition (les radios officielles et commerciales reconnues par l'Etat fédéral, comme *Televisa* et *TV Azteca*).

Les groupes de producteurs de médias libres mexicains regroupent des militants, des journalistes, des artistes, des universitaires, des professionnels de la communication d'ONG, de syndicats ou de partis politiques, ainsi que des éditeurs, des graphistes, des libraires, des professionnels d'espaces culturels, des techniciens ou des informaticiens. Au sein des groupements formels ou informels qu'ils composent, un certain nombre d'acteurs jouent un rôle d'interface, d'intermédiaires, de passeurs, de traducteurs, entre des revendications très localisées, portées par des groupes socialement et politiquement dominés, et des acteurs occupant des positions qui les prédisposent à porter ces revendications au sein de forums de discussion ou d'arènes décisionnelles centrales.

Sans chercher ici à proposer une sociographie de l'univers des médias libres mexicains sur la période considérée, en raison de l'absence de données suffisantes, le croisement des résultats modestes du questionnaire distribué au CML et à *Radio Zapote* (onze réponses) avec

[1422] Les militants sont tous des étudiants ou des anciens étudiants de trois établissements universitaires publics : l'Universidad Nacional Autónoma de México (UNAM : facultés d'ingénieurs, de philosophie et lettres, de science politique, etc.) la Universidad Autónoma de México-Xochimilco (UAM : biologie, communication, etc.) et l'Escuela Nacional de Antropología e Historía (ENAH : anthropologie et histoire).
[1423] Plusieurs militants en parlent comme d'une véritable « référence » (Maka, entretien, 2006).

les entretiens biographiques réalisés avec certains membres d'organisations du réseau (quatre entretiens) permet de donner quelques indicateurs sur les trajectoires et les propriétés sociales des acteurs. Les données biographiques récoltées au cours de l'enquête consistent essentiellement en des fragments de trajectoires individuelles saisis sous l'angle des temps consacrés au militantisme de l'information. Le caractère souvent intermittent et éphémère de ces activités doit être mentionné avant de les présenter. Du point de vue de chaque organisation, dont la durée de vie est elle-même très variable, il existe un *turn-over* relativement important des participants. Cependant, les collectifs fonctionnent grâce à une répartition des tâches entre ceux qui composent le « noyau dur » et les participants plus occasionnels. Du point de vue des individus, chaque organisation ne représente qu'une séquence biographique – et peut-être pas la plus essentielle dans la vie de chaque individu. Une erreur méthodologique consisterait donc ici à considérer les récits biographiques en prenant comme centre de gravité l'investissement de la personne dans le militantisme en général, et le militantisme des médias en particulier, alors qu'il constitue pour la majorité (les militants périphériques ou intermittents) une activité secondaire.

Dans les réponses données à la première question du questionnaire, les onze répondants indiquent participer au moins aux activités de deux collectifs de médias alternatifs (dix-huit collectifs sont mentionnés en tout). On ne peut pas généraliser à partir de ce résultat, étant donné que ce sont sans doute les personnes les plus investies dans le « médiactivisme » qui ont répondu au questionnaire, et qu'elles ne représentent qu'une fraction bien particulière du réseau (principalement le CML, AIRE et *Radio Zapote*). Cependant, toutes les informations recueillies (questionnaire, entretien, observation, recherches sur archives) indiquent que le réseau des médias libres fonctionne comme un microcosme relativement autonome, dans lequel les acteurs s'investissent pour certains durablement et circulent d'un groupe à l'autre. Le médiactivisme ne fonctionne cependant pas en circuit fermé : il s'inscrit comme un élément de l'espace militant de la gauche philo-zapatiste et altermondialiste.

Bien qu'insérés dans cet espace militant plus large, ils s'identifient néanmoins pour la plupart à une sphère d'activités relativement délimitée. Cette spécificité est indiquée par les réponses données à la deuxième question du questionnaire, qui cherchait à savoir comment chacun avait été amené à participer à tel ou tel collectif. Les réponses oscillent entre trois tendances principales : la première consiste à indexer le travail médiatique au travail militant[1424] ; la deuxième à considérer davantage le travail médiatique de façon indépendante, comme une manière de contrer l'influence des médias dominants[1425] ; la troisième insiste

[1424] « *Avant toute chose mon mécontentement vis-à-vis du système capitaliste et après seulement la recherche d'autres médias qui puissent influer directement, peut-être seulement localement, dans le contexte dans lequel je me trouve immergé* » (Q2, R8).

[1425] « *La nécessité d'une information véritable qui ne se trouve pas dans les autres médias* » (Q2, R2), « *Le manque de crédibilité des médias de communication* » (Q2, R5), « *La nécessité de produire les outils nécessaires pour diffuser les paroles ne ceux qui n'ont pas de voix. Le fait de voir que les médias de masse proposent une 'vérité' très déformée par rapport à la réalité* » (Q2, R11).

davantage sur le rôle socialisateur et émancipateur des espaces et des technologies de communication[1426].

Il est difficile d'établir des corrélations statistiques entre ces modalités différentes de définition du militantisme des médias et les propriétés des acteurs. On peut cependant proposer un rapide portrait du groupe des répondants. Sur les onze personnes ayant répondu au questionnaire, distribué dans les locaux du CML et de *Radio Zapote*, six sont des hommes et cinq des femmes. Ils sont nés entre 1972 et 1982, ce qui donne une moyenne d'âge d'environ trente ans. Huit sont mexicains, une étasunienne, une chilienne et une espagnole. Huit personnes se déclarent célibataires, et n'ont pas d'enfant (à une exception près). La plupart vit dans un appartement d'une ou deux pièces à Mexico. Ils sont tous diplômés, au niveau licence ou maîtrise. Les disciplines représentées sont majoritairement les sciences sociales et les lettres : la communication, le journalisme, l'anthropologie, l'histoire de l'art et les langues. Un répondant a réalisé un mémoire sur une radio communautaire mexicaine. Souvent, ils ont fait leurs études ensemble, dans des institutions marquées à gauche (UAM, UNAM, ENAH)[1427].

Une question concernait le positionnement politique sur un axe droite-gauche. La majorité refuse de se positionner sur cet axe (sept sur onze), ce qui indique un positionnement hors-jeu vis-à-vis des luttes partisanes. Les autres se positionnent tous le plus à gauche de l'échelle (1 sur une échelle allant de 1 à 9). L'un des répondants indique même un chiffre en-dehors de l'échelle proposée pour marquer un positionnement encore plus à gauche (« -1 »). Les participants au CML ont en commun des expériences antérieures dans des collectifs militants, marquées par des déceptions ou des échecs[1428]. Ils expriment tous une proximité idéologique au mouvement néozapatiste, et plus généralement aux idées libertaires (rejet de l'autorité de l'Etat et de l'Eglise, anticapitalisme, autogestion, etc.). La plupart des militants affichent un détachement, voire une hostilité vis-à-vis des formes classiques de l'engagement politique, qu'il soit partisan, syndical, voire de certaines formes d'engagement trop hiérarchiques dans des associations, ou des ONG.

Sur les onze répondants, une personne a un père et une mère ouvriers. Les autres ont pour la plupart des parents travaillant dans des professions intellectuelles (enseignants et professeurs d'université, journaliste, écrivain) ou comme indépendants (commerçant,

---

[1426] « *Mon histoire personnelle dans laquelle le travail social et politique a toujours été important, ainsi que la possibilité de travailler en collectif pour profiter du collectif* » (Q2, R6), « *Je cherchais des espaces où je pourrais exprimer mes idées de façon libre et pas nécessairement rémunérée économiquement, apprendre à manier d'autres outils comme la vidéo ou la radio* » (Q2, R10), « *La recherche de formes libres et alternatives de travail* » (Q2, R9).

[1427] Ainsi, les membres du collectif AIRE ont fait leurs études dans le même établissement : « *je dois préciser qu'AIRE, fondamentalement, est formé de gens de la UAM Xochimilco, tu vois ? C'est une université au sud de la ville qui repose sur un système alternatif d'enseignement. Ce n'est pas le système traditionnel, mais un système modulaire très interactif, où le consensus ou les trucs comme ça se font plus facilement en raison de l'enseignement qu'ils te donnent. Pendant quatre ans ils te forment pour que tu puisses être une personne capable de travailler en équipe, qui puisse prendre des décisions, et qui puisse arriver à des consensus* » (Duran F., entretien, 2006). .

[1428] « *Nous sommes tous passés par plusieurs organisations. Certaines se sont maintenues, d'autres se sont dissoutes, et d'autres ont donné le meilleur avant de prendre fin parce qu'elles ont leur cycle de vie. Du coup, je pense qu'à partir de toutes ces histoires, on avait un peu en tête ce que nous ne voulions pas [au CML]. Par exemple, on ne voulait pas de représentant. On ne voulait pas de conseil qui décide ou qui canalise ou centralise les choses [….]. C'est fou, parce que par exemple les gens qui sont ici aujourd'hui, ce sont tous des gens qui ont eu avant des expériences dans des organisations qui ne se sont pas bien passées* » (Maka, entretien, 2006).

vendeur, artisan, chef de PME). Ils combinent un fort capital culturel (mesuré au niveau de diplôme et aux médias fréquemment consultés) et un faible capital économique (mesuré à la profession principale et le type de logement déclarés). Du point de vue des occupations professionnelles, les réponses sont assez évasives : la moitié ne déclare aucune profession principale, et l'autre moitié des activités souvent sporadiques dans des métiers intellectuels (recherche, édition), artistiques (graphisme, illustration) ou le travail social (travail communautaire, organisation d'ateliers de formation). Il s'agit d'une population que l'on peut qualifier de « bohème » issue des classes moyennes urbaines diplômées et politisées.

En réponse à la troisième question du questionnaire (« A quel type de média te consacres-tu le plus ? »), les militants affiliés au réseau du CML indiquent presque tous utiliser au moins deux supports médiatiques différents (9 sur 11). Ces militants « multimédias » se consacrent en priorité à la radio ou la webradio (n=6) et à Internet (n=6), ainsi qu'à la presse écrite (n=4) et à la vidéo (n=4) ou à des techniques d'expression directe dans l'espace public telles que le pochoir, le graffiti ou la peinture murale (n=3).

Les acteurs font preuve d'une réflexivité sur leurs propriétés sociales, lorsqu'ils sont confrontés aux questions du « sociologue ». Celle-ci peut faire écran à l'analyse, étant donné qu'il faut savoir distinguer entre les propriétés « objectives » et les propriétés non seulement perçues mais mises en scène. Cependant, l'affichage de propriétés sociales peut jouer comme un révélateur de leur univers mental. Ainsi, Maka dépeint son groupe en reprenant les termes d'un débat politique qui agite le microcosme des médiactivistes. Selon elle, l'intérêt qu'ils portent aux médias est un effet de leur position de classe. Alors même que je n'ai pas introduit cette question, elle fait comme si je lui avais demandé si leur militantisme était un effet de leurs privilèges sociaux :

« Cette facette du militantisme par la communication est assez élitiste » : auto-portrait collectif

« On est des jeunes, universitaires, en général on vient de familles de classes moyennes, d'une façon ou d'une autre politisées, disons… Plusieurs compagnons ici [du CML] ont des parents qui ont été des leaders en 68, tu vois ? Du coup, chez ce type de personnes, on trouve beaucoup ce militantisme à travers la technologie, parce qu'on a eu accès à la technologie. Par contre, si tu vas… moi, par exemple, je travaille avec des gens ici de Mexico qui viennent de secteurs beaucoup plus populaires, et leur travail n'est pas autant tourné vers les technologies, et plus vers du travail de discussion avec les gens. Donc, oui, je pense que cela a quelque chose à voir avec une question de classe : on est des gens qui, eh bien finalement, d'une façon ou d'une autre ont accès aux ordinateurs. C'est curieux, parce que c'est aussi quelque chose qui est questionné par des collectifs qui travaillent auprès de couches populaires [*a nivel de base*], qui n'ont pas tellement de ressources. Alors forcément, quand ils nous voient, ils nous disent : '*ah, eh bien c'est sûr que vous, vous avez eu des ordinateurs*' ou que sais-je encore. Je pense que c'est une critique valide, parce que c'est un peu comme ça, non ? […]. De nombreuses vidéos qui sont des productions du CML sont faites par des gens qui étudient le cinéma, qui travaillent dedans, alors on le voit [au résultat final]. Or il n'est pas donné à n'importe qui d'étudier le cinéma, enfin… En fait, cette facette du militantisme par la communication est assez élitiste […]. Parfois, c'est une auto-critique que nous nous faisons : il nous manque un travail qui a davantage à voir avec les gens démunis. »[1429]

[1429] Maka, entretien, 2006.

On peut ajouter à ces prédipositions sociales (dont il faudrait faire l'étude systématique) des privilèges dans l'accès à l'international. Sur les onze personnes ayant répondu au questionnaire, seules quatre d'entre elles déclarent n'avoir jamais voyagé ou effectué des séjours à l'étranger. Toutes celles qui répondent positivement à la question ont effectué plusieurs voyages à l'étranger. Dans les cas où l'objet du séjour est précisé, il s'agit soit de voyages touristiques, soit de séjours pour des raisons professionnelles (non précisés sauf dans un cas : « *voyages ethnographiques* »), soit liés à des activités militantes (par exemple dans un centre social en Italie) incluant dans deux cas des reportages pour des médias alternatifs (*Zmag* et CML-DF)[1430]. Les destinations sont l'Amérique du Nord, l'Amérique du Sud et l'Europe. Les compétences linguistiques sont variables, mais une seule personne déclare ne parler que sa langue maternelle, l'espagnol (qui est la langue maternelle de dix personnes sur les onze) : les dix autres parlent deux ou trois langues, à commencer par l'anglais (9 sur les 10 hispanophones), le portugais (2), le français (1) et *taramuri*, une langue indigène (1). Ces compétences linguistiques sont redoublées d'un capital social cosmopolite : une seule personne déclare ne connaître personnellement aucune personne vivant hors du Mexique. Tous les autres déclarent avoir des amis ou de la famille dans des pays étrangers, ou bien des relations professionnelles ou politiques. Les zones représentées sont l'Amérique du nord, l'Amérique latine et l'Europe. Enfin, le détail est important, la plupart se sont déjà rendus au Chiapas.

Pour donner une illustration concrète, l'encadré ci-dessous propose un aperçu de la trajectoire individuelle d'une militante que nous allons retrouve à plusieurs reprises dans les sections suivantes, dont le pseudonyme est Maka.

Une trajectoire « militante »

Maka est une femme de trente et un ans, qui est la première personne à répondre à mes sollicitations par email lorsque je cherche à entrer en contact avec le CML-DF, auquel elle participe activement. Née en mars 1974 à Santiago du Chili, sa mère et psychologue sociale et son père ingénieur des forêts. Ils se sont exilés après le coup d'Etat de Pinochet. Maka se réfugie avec sa famille au Nicaragua et en Colombie. Elle ne retournera au Chili qu'à l'âge de quinze ans, avant d'aller étudier l'anthropologie à l'Ecole Nationale d'Anthropologie et d'Histoire (ENAH) à Mexico, grâce à une bourse. Elle obtient une licence en anthropologie sociale à l'ENAH, et un diplôme de la UAM Xochimilco en l'an 2000 pour devenir « multi-éducatrice de projets communautaires. Cette formation vise à concilier éducation populaire et art communautaire.

[1430] La militante étasunienne, née en 1979 à Arlington de parents ouvriers, m'explique ainsi l'objet de son séjour au Mexique lors d'une discussion informelle au CML : « *je suis venue au Mexique en décembre 2005. Avant cela, j'avais voyagé pendant cinq mois. Je suis en train de réaliser un documentaire sur l'immigration entre les Etats-Unis et le Mexique (dans l'Etat de Guerrero). Je suis allé à San Cristóbal, à la maison de la Paix, où il y a un jardin collectif de femmes qui font de l'artisanat. J'ai fait deux semaines d'observation des droits humains dans des communautés indigènes menacées. J'ai également travaillé dans des fermes biologiques. Aujourd'hui, je fais un documentaire sur l'Autre Campagne pour Indymedia. Je traduis le matériau et de l'information et participe à un programme de radio sur Internet* » (anonyme, discussion informelle, 2006).

C'est à ce moment-là qu'elle commence à s'intéresser aux « médias libres ». Elle suit en effet des ateliers de création plastique, de maniement des logiciels d'édition de vidéo et d'audio. Elle s'investit alors dans un projet de peintures murales communautaires à México, lié au mouvement néozapatiste, *Pintar Obedeciendo*[1431], avant de s'intéresser à la vidéo – elle réalise deux documentaires sur ses expériences communautaires, une à Mexico, une au Chiapas – à la radio, et à Internet. Elle est très attachée à la question de la socialisation des technologies de communication : « *réaliser une peinture murale, ou une vidéo, ou de la radio, ou une publication, ou une exposition photo, ou n'importe quoi, constitue un bon prétexte pour promouvoir le travail communautaire, l'organisation communautaire, qui peut se résumer en une phrase :* 'travailler en commun pour profiter en commun' »[1432].

Après sa formation, elle se sent un peu, comme elle dit « *dans les limbes* » et ne souhaite pas précipiter son entrée dans le monde professionnel. Elle part à Barcelone où elle s'engage dans le mouvement de squatters *Okupa*. A son retour en Mexique, elle souhaite continuer l'expérience et lance avec des camarades un collectif qui s'installe dans une maison inoccupée appartenant à un ami – et qui est devenu aujourd'hui le local du CML. Elle explique son engagement dans les médias alternatifs, dans lesquels elle est impliquée depuis cinq ans, par son « *histoire personnelle où le travail social et politique a toujours été important, ainsi que la possibilité de travailler en collectif pour profiter du collectif* »[1433]. C'est lors de sa formation à la UAM, et plus particulièrement lors de la réalisation d'un documentaire pour l'obtention de son diplôme, qu'elle rencontre ceux qui sont aujourd'hui ses compagnons de médiactivisme : ce sont des étudiants en communication, en sociologie, en biologie, qui vont lancer un collectif de militants à l'occasion des premières manifestations altermondialistes contre l'OMC à Cancún en 2001, puis d'autres collectifs par la suite, en fonction des événements (AIRE, désobéissance urbaine, etc.)

Aujourd'hui elle joue un rôle d'intermédiaire au sein du CML, notamment avec le collectif de *Radio Pacheco*. Elle est célibataire, vit dans un appartement d'une pièce à Mexico. Elle définit sa profession principale comme « *anthropologue* » (sa source de revenus principale est le résultat des « *travaux de recherche sporadiques* ») et son activité de coordinatrice de projets communautaires comme une profession secondaire. Politiquement, elle se définit comme le plus à gauche sur l'échelle proposée. Elle a effectué des séjours en Amérique du sud et du nord et en Europe, pour des raisons à la fois professionnelles et amicales. Elle a par exemple exposé des œuvres d'art communautaire en Europe. Elle parle l'espagnol, sa langue maternelle, et un anglais « basique ». Elle a sa famille au Chili, a travaillé et étudié au Panama, et travaillé également aux Etats-Unis.

Si les données présentées ci-dessous visent à introduire directement le lecteur dans l'univers des médias libres mexicains, la démarche est insuffisante. Comme le souligne Jean-Claude Passeron, il existe deux méthodes principales en sociologie pour saisir la dimension individuelle des activités sociales. La première est l'analyse biographique, qui tend à considérer tous les détails d'une vie comme importants, mais comporte le risque de naturaliser les trajectoires et d'évacuer le rôle des structures sociales, grâce à l'artifice séduisant d'une histoire de vie bien menée. La seconde est l'analyse catégorielle, qui fonctionne davantage à partir du relevé statistique des traits pertinents des individus formant un groupe et permet de saisir les mouvements de propriétés dans la population étudiée, mais risque de réduire les

[1431] Sur ce projet, voir Rouxel C., *Pour une mémoire vive… op. cit.*
[1432] Maka, entretien, 2006.
[1433] Questionnaire, Q5, R6.

individus à de simples unités statistiques dont les identités seraient interchangeables. Une voie intermédiaire entre l'utopie biographique et le dogmatisme structuraliste consiste à intégrer l'histoire du réseau institutionnel dans lequel « voyagent » les biographies. Il utilise en l'affinant la métaphore de P. Bourdieu dans son analyse de « l'illusion biographique », qui compare le monde social au réseau du métropolitain, c'est-à-dire à un schéma contraignant les déplacements des voyageurs. Cette image présente l'inconvénient de se prêter à une critique d'un trop grand fixisme, car les réseaux institutionnels se transforment eux aussi (un élément dont P. Bourdieu tient compte, mais que rend mal la métaphore du métro). Jean-Claude Passeron propose la métaphore de l'autobus pour se représenter le fonctionnement d'un groupe social (comme une classe), duquel montent et descendent les voyageurs à chaque arrêt. En prenant cette image plus mobile, le sociologue peut alors plus facilement opérer des coupes synchroniques aux différentes étapes du trajet : ainsi, « on peut faire toutes sortes d'analyses comparatives entre les diverses stations ou d'une ligne d'autobus à l'autre, mais, même porteurs des mêmes propriétés, les voyageurs peuvent très bien ne jamais être les mêmes : ne visant plus la même histoire, on doit se donner une autre méthodologie que celle qui permet de suivre les individus qui montent et qui descendent, et à qui on on peut se contenter de demander leur biographie déambulatoire de la journée »[1434]. Cette image me semble particulièrement éclairante pour saisir les rapports entre les militants des médias alternatifs (voyageurs), les collectifs (autobus) et les relations qu'ils entretiennent entre eux (réseau). Quelques nuances doivent y être apportées. En effet, les véhicules sont ici bricolés par les voyageurs eux-mêmes, qui les réparent et les modifient constamment en cours de trajet (ils se divisent d'ailleurs entre eux les tâches de maintenance et de conduite). Par ailleurs, les trajets eux-mêmes ne sont pas entièrement tracés à l'avance sur un plan d'ensemble du réseau. Cependant, les acteurs parviennent à faire reconnaître leur « ligne » particulière (reconnaissable à son logo « altermondialiste ») et à faire monter de nouveaux passagers en cours de route. C'est ce qu'entendent illustrer les développements des paragraphes qui suivent consacrés à la genèse et au développement du réseau des médias libres au Mexique entre 1999 et 2006.

« ¡¿KeHuelga?! » : une genèse par réaction

D'après David, militant libertaire au CSL-RFM, ancien étudiant en philosophie à l'UNAM (où il travaille aujourd'hui comme assistant de recherche), la trentaine les collectifs qui composent en 2006 le réseau des médias libres de Mexico sont tous issus de la radio *KeHuelga*, créée en 1999 lors de la grève étudiante de l'UNAM. Cette affirmation est partagée par tous les militants interrogés. Son statut de « héros fondateur » dans la mythologie interne du réseau[1435] confère à « la » *KeHuelga* (comme cette radio est familièrement désignée), une légitimité politique reconnue. Les individus et collectifs du réseau lui

[1434] Passeron J.-C., « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *Revue Française de Sociologie*, 31/1, 1990, p. 9.
[1435] Un statut d'ailleurs revendiqué par ses membres, les nouveaux entrants ayant le sentiment d'être perçus comme des concurrents illégitimes (Maka, entretien, 2006).

attribuent un statut de « personnalité morale », car elle incarne l'expression même de la radicalité politique en matière de militantisme des médias contre le capitalisme néolibéral.

Quelques semaines après le déclenchement de la grève, le 20 avril 1999, des étudiants de la faculté d'ingénieurs de l'UNAM proposent au Conseil Général de Grève (CGH) de créer une radio étudiante, qui prendra le nom de radio *KeHuelga*. Le sentiment prédomine, en effet, chez les grévistes que le traitement médiatique dominant leur est défavorable, par ignorance ou déformation des faits de la part des journalistes, en particulier audiovisuels : « *il était très clair pour nous*, explique José, un ancien gréviste et participant à la KeHuelga, *qu'il y avait une manipulation de l'information, que le mensonge était la ligne directrice des médias de masse* »[1436]. La création de la radio vient appuyer le travail d'un groupe de travail du CGH, le Conseil de Liaison et de Communication, qui cherche à proposer au public extérieur une vision conforme aux motifs de protestation des étudiants, comme l'explique Mar, ancienne étudiante en science politique à l'UNAM, participante à la *KeHuelga* depuis 2002 et gréviste de la première heure :

« Les médias de communication ont adopté une posture politique claire, en accord avec leurs intérêts de… de classe […] et ils ont contribué à faire monter la répression… la répression par la communication contre les gens. Les gens demandaient à pouvoir communiquer : une information claire, véridique, mais les médias de communication diffusaient des programmes de shows, d'ironie politique, de caricatures. Ils présentaient les étudiants comme des bandes de délinquants crasseux, qui sont incapables de réfléchir par eux-mêmes, qui ne savent pas s'exprimer – enfin ils les ridiculisaient quoi […]. C'est comme ça qu'est née la radio : pour informer en contredisant ce que disaient les médias de communication […], pour faire connaître ce qui se produisait dans les assemblées […] et aussi pour disqualifier *Televisa* et *TV Azteca*. »[1437]

La naissance de la radio ne constitue qu'une partie de la stratégie de communication du CGH, qui mobilise les grévistes autour d'un répertoire d'action varié, que Mar décrit par des termes difficiles à traduire en français : *brigadear* (brigades mobiles de militants qui parcourent les lieux publics ou les transports en commun), *salonear* (diffuser des messages en se déplaçant de salle en salle au sein des universités), *vocear* (performances artistiques ou pièces de théâtre jouées dans les rues des quartiers proches du campus), *pintar* (peintures murales), etc. De plus, des journalistes de *Televisa* sont expulsés de force du campus et une manifestation est organisée devant les locaux de la chaîne pour protester contre le traitement de la grève par la chaîne privée[1438]. Ainsi, non seulement les étudiants grévistes de l'UNAM reprennent le *master-frame* de lutte contre la « mondialisation néolibérale » pour structurer

[1436] José, Fabio, Gerardo, entretien, 2006.
[1437] Mar, entretien, 2006. Le nom de la radio peut être traduit par « Radio quelle grève », qui se fonde sur une ambigüité volontaire entre l'exclamatif « *quel grève !* » qui dénote un sentiment d'admiration, et l'interrogatif « *quelle grève ?* » qui marque une ignorance de l'événément. La formule exclamative renvoie à la perception des militants, tandis que la formule interrogative renvoie au faible niveau de couverture de la grève dans les grands médias audiovisuels.
[1438] On peut voir les images de cette scène in Canal 6 De Julio, *Teletiranía : la Dictadura de la Televisión en México*, México, Canal 6 de Julio, 2005.

leurs revendications (comme on l'a vu dans le chapitre 1), s'organisent dans des collectifs de médiactivistes « autonomes » formellement indépendants des instances de représentation du mouvement[1439], mais ils reprennent une critique des médias et un répertoire d'action politico-médiatique déjà expérimenté par les Néozapatistes dans les années précédentes : contrôle de l'accès des journalistes, politisation de la question des médias et création de médias alternatifs.

Ce premier épisode prend fin en février 2000, lorsqu'une unité de la Police Fédérale Préventive pénètre dans la Cité Universitaire pour mettre un terme à la grève : les équipements de la radio sont alors « *perdus, cassés ou détruits* »[1440]. L'expérience va néanmoins constituer le point de départ de la mise en place d'un réseau de médias alternatifs au Mexique dans les mois et les années qui suivent, auquel l'arrivée de la délégation néozapatiste à Mexico en mars 2001 va donner une forte impulsion. C'est d'ailleurs un motif de fierté pour ceux qui ont participé à l'aventure, comme l'indique cet extrait d'entretien avec David, alors étudiant en philosophie à l'UNAM et participant à la radio :

« C'est un peu prétentieux de le dire comme ça, mais tout à a commencé avec la *KeHuelga*. Tous ces centres de médias, tous, tous, tous, toutes les radios – *Sabotaje*, etc. – sont les filles de la *KeHuelga* Radio […]. Ils connaissaient le projet de la *KeHuelga radio* et ils disaient *'oh ! Comme c'est intéressant ! Moi aussi je veux en faire une'*. Mais la première voix qui se lance comme radio alternative, contestataire, libertaire, c'est la radio *KeHuelga*. Et, après, d'autres ont proliféré, lancées par des gens qui avaient participé, puis qui étaient partis de la *KeHuelga*. Ils sont partis installer des radios au Chiapas, au Guerrero, dans le Sonora, dans pleins d'endroits de la République, pleins d'Etats »[1441].

L'enjeu de la relance du projet après l'épisode protestataire initial

La *KeHuelga* a représenté pour ses participants un investissement dans un projet commun de contre-information, éphémère pour certains[1442], mais durable chez ceux qui forment au fil des mois le « noyau dur » du collectif de la radio. L'un d'eux explique ainsi que les participants portaient tous, à la fin, « *un bagage d'expérience* » en matière de pratique radiophonique alternative (et lui plus que d'autres, ajoute-t-il, puisqu'il avait auparavant participé à des expériences de radios communautaires)[1443]. Lorsque la grève prend fin et que la radio disparaît matériellement, ce bagage représente un capital symbolique à la fois individuel et collectif, qui devient un objet de luttes entre les héritiers de la radio. Or, ces luttes contribuent, de façon embryonnaire, à constituer la radio (devenue alors une entité purement virtuelle), en un acteur collectif auquel les acteurs prêtent une identité et une logique propres, et sur lequel ils projettent certaines attentes et valeurs. Cet extrait d'entretien avec David montre bien comment les conflits internes pour la réappropriation du capital

[1439] « *La KeHuelga n'était pas une radio centrale du CGH, mais une radio qui a donné son appui, qui a aidé, et qui a surgi à l'intérieur du mouvement lui-même* » (Mar, entretien, 2006).
[1440] Daniel Ivan G., entretien, 2006.
[1441] David M., entretien, 2006.
[1442] « *N'importe qui pouvait prendre la parole dans le va-et-vient permanent* » (Mar, entretien, 2006).
[1443] Daniel Ivan G., entretien, 2006.

symbolique de la radio (« *La KeHuelga porte tout l'honneur de la grève* ») contribuent à son « objectivation », c'est-à-dire sa transformation en une quasi-institution dotée, par projection collective, d'une volonté relativement indépendante de la volonté des individus qui l'ont lancée et maintenue en état de marche :

« Quand la grève [de l'UNAM] se termine, la *KeHuelga* en tant que telle prend fin. Je veux dire : tu as monté une radio pour un mouvement de grève. Quand il n'y a plus de grève, cela n'a plus grand sens de maintenir la radio telle quelle. Il y a eu une rupture à ce stade. D'un côté, il y avait ceux qui disaient que c'était important, symboliquement, pour la résistance, qu'elle se maintienne et, d'un autre côté, ceux qui pensaient que non, que ce serait mieux de la faire évoluer vers autre chose : sortir d'autres *KeHuelgas*, d'autres radios […]. Le problème, c'est que cette radio, la *KeHuelga*, s'est identifiée avec le secteur le plus radical [des grévistes], ceux qui sont restés en grève jusqu'à la fin. On s'est tous mis en grève, et de mois en mois, les plus timides, les plus négociateurs, les plus conciliateurs sortaient au fur et à mesure. A la fin, il n'y avait plus que nous, pour qui la grève était plus qu'une histoire de montants des droits d'inscription ou de meilleures conditions d'étude. C'est pour ça que la radio ne s'est pas arrêtée avec le mouvement [de grève]. La *Kuelga* porte tout l'honneur de la grève. Du coup, personne ne voulait, dans ces nouveaux projets, revendiquer le fait qu'ils étaient des fils de la *KeHuelga*. Ils étaient tellement pathétiques, comme ceux qui sont partis au PRD – ceux de la *Voladora* – et qui à un moment étaient des locuteurs de la *KeHuelga.* »[1444]

Le capital politique de la radio, fondé sur l'acquisition d'un nom qui lui permet de se constituer en personnalité morale dotée d'une réputation de radicalité et matérialisée par un logo identifiable (*cf.* le document ci-dessus), devient un enjeu collectif qui oppose ici deux principaux groupes : un pôle radical et un pôle modéré. Leurs ressortissants sont définis (du moins dans cet entretien réalisé *a posteriori* auprès d'un acteur du pôle radical) en fonction de la longévité de leur engagement dans le mouvement de grève. Cette mesure d'investissement est elle-même traduite en termes d'oppositions idéologiques. On en retrouve la trace dans la plupart des entretiens : les *autonomos* (pôle radical ou libertaire, incarné par la *KeHuelga* et ses « héritiers légitimes » comme *Radio Sabotaje* ou *Radio Zapote*[1445]) s'opposent systématiquement aux *partidistas* (terme qui désigne ceux qui, comme des militants de *La Voladora*, ont ensuite rejoint des partis politiques de gauche comme le PRD[1446]). Entre les

[1444] Daniel Ivan G., entretien, 2006.

[1445] « En tant que collectif, on a commencé en 2000 plus ou moins, à la fin de [la] grève. Quand le mouvement s'est terminé, les gens ont commencé à faire plein de choses différentes, et avec plusieurs camarades que l'on avait connu à ce moment-là, ainsi que d'autres camarades qui sont venus s'ajouter après, on a décidé que c'était important de créer notre propre médias de communication – surtout après l'expérience de la grève, en raison du rôle qu'y ont joué les médias de communication. On a décidé que c'était important de commencer à en créer plusieurs. Bon, d'abord on a collaboré avec une autre radio libre qui s'appelle la *KeHuelga*, qui est une radio qui est née dans la grève, qui transmet sur la bande FM. On a collaboré un temps en faisant un programme » (José, entretien, 2006).

[1446] Ainsi, les membres de Radio Sabotaje soulignent avec force le fait qu'ils ne sont pas des *partidistas* (José : « *la majorité d'entre nous est contre les partis politiques et la politique traditionnelle* »), tandis qu'un membre de *La Voladora Radio*,

deux groupes va se jouer, au cours des années suivantes, une lutte de légitimité dont on aura l'occasion de reparler en détails au chapitre 6. Mais le produit caché de ces luttes, en-dehors d'une polarisation qui va s'accentuer peu à peu, c'est la mise en mot d'un phénomène social qui, jusqu'alors, ne porte pas de nom. Comme le dit Mar : « *au départ, on était une radio de contre-information, [mais] on ne le disait pas comme ça, parce qu'on n'était pas si élaborés que ça, mais c'était une radio de contre-information […]. Il y en avait qui disaient* 'la radio étudiante', *et d'autres qui disaient* 'la radio de contre-information'. *Donc il n'y avait pas… La* KeHuelga *n'avait pas une définition du genre,* 'nous sommes une radio pirate', 'une radio indépendante', 'une radio libre', *mais tout reposait simplement sur le fait que le collectif occupait l'espace, tu vois ?* »[1447].

La stratégie de pérennisation de l'expérience va principalement consister, dans un premier temps, à construire un réseau de médias alternatifs incluant non seulement des groupes venant du Mexique, mais des Etats-Unis et d'Amérique Latine. Ainsi, en 2000, naît le Réseau Indépendant de Contre-information et de Communication Alternative (*Red Independiente de Contrainformación y Comunicación Alternativa,* RICCA), lors de la première rencontre des médias alternatifs à la Faculté des Sciences Sociales et Politiques de l'UNAM, les 6 et 7 juin[1448]. Les différents sous-groupes qui composent ce réseau, doté d'un nom propre qui permet son identification (et renvoie directement au « RICA » des années 1996-1997, lancé par Marcos), se structurent selon des logiques affinitaires, souvent liées à l'appartenance à une même faculté. Ainsi, *La Comuna/Barricada Radial*, est un réseau dans le réseau, composé majoritairement d'étudiants en Lettres et Philosophie de l'UNAM, qui comprend *Radio Pacheco* (1999), *Radio Sabotaje* (2000), puis plus tard *Radio Plantón* (Oaxaca, 2005), *Radio Chiquero* (2006). Son slogan est une reprise d'un slogan néozapatiste : « pour une radio qui contienne de nombreuses radios » (*por una radio donde quepan muchas radios*[1449]). Le réseau est situé, en référence aux communiqués de l'EZLN *« depuis un endroit de la ville de Mexico (desde algun lugar de la Ciudad de México*).

Un autre réseau est formé d'étudiants de la UAM Xochimilco, comme *Acción Informativa en Resistencia* (2002), dont les fondateurs contribuent à la naissance du *Centro de Medios Libres del Distrito Federal* (2005). Durant la même période, comme on l'a vu, des collectifs de Centres de Médias Indépendants (CMI) s'implantent au Mexique, notamment *Indymedia México* (2000) et *Indymedia Chiapas* (2001). La plupart de ces médias adhèrent à

---

représentant d'Amarc México au moment de l'entretien, insiste au contraire sur l'importance des appuis qu'ils ont trouvé chez des « *leaders d'opinion* » (Daniel Ivan G., entretien, 2006).

[1447] Mar, entretien, 2006.

[1448] Parmi les collectifs qui signent la convocation, l'on trouve notamment *Red Rival, Enlace Estudiantil Arena, Red indígena de Oaxaca, Colectivo Autónomo de Información Internacional, Juventud Antiautoritaria Revolucionaria, Investigación en Milpa Alta,* la revue *Revueltas*, le fanzine *Rebelión Anarquista, Tierra y Libertad A.C., colectivo Arkana, Grupo de Comunicación Comunitaria, Red Alternativa Ciajadep* (Brésil), *colectivo El Zaguán Libertario* (qui publie *Autonomía* et *Acrimonía*), la revue *Letra Negra*, *The Autonomous Media Project, Prometheus Radio Project, Paper Tiger Television*, le Centre de Médias Indépendants/*Indymedia* de New York, le collectif RUCCA (pour le Réseau Universitaire de Contrinformation et de Communication Alternative), la *KeHuelga Radio, Sublevarte Radio,* la revue *La Guillotina* et la Commission Internationale du CGH (Comité général de Grève).

[1449] Slogan original : « *por un mundo donde quepan muchos mundos* » (pour un monde qui contienne plusieurs mondes)

la Sixième Déclaration de la forêt lacandone en 2005 et participent à la couverture médiatique de *La Otra campana* en 2006. Le tableau récapitulatif ci-dessous donne un aperçu chronologique de la construction du réseau, à partir de ses principaux acteurs et mobilisations collectives auxquelles ils participent sur la période considérée.

Année	Médias/Organisation/Réseaux	Mobilisation collective
1999	Autonomía (CSL-RFM), KeHuelga	Grève de l'UNAM
2000	RICCA, Indymedia Mexico	
2001	Radio Zapote, Radio Sabotaje, Indymedia Chiapas	Marche Zapatiste sur Mexico Cancún 1
2002	AIRE	Monterrey
2003	Indymedia Mexico (bis)	Cancún 2
2004	Red Crítica de medios libres	Guadalajara
2005	Centro de Medios Libres	Sixième Déclaration
2006	Medios por la Sexta	Autre Campagne, Tlaxcala, Atenco, Oaxaca

De la réaction à l'anticipation : Radio Zapote, la « seconde radio libre »

Le cas de *Radio Zapote* permet de comprendre dans les détails le processus de construction d'un environnement favorable à la reproduction collective de ces expériences radiophoniques. Le collectif est lancée le 11 mars 2001, à l'occasion de la venue à la *Escuela Nacional de Antropología e Historía* (ENAH) d'une délégation de l'EZLN, dans le cadre de la *Marcha del Color de la Tierra*. Je rencontre l'un de ses membres, Serch, fin février 2006, lors d'une réunion du CSL-RFM[1450], avec qui je prends rendez-vous pour un entretien dans le local de *Radio Zapote*, auquel se joindra une de ses camarades, Imuris, également co-fondatrice de la radio. Ils me racontent avec beaucoup d'enthousiasme la naissance du collectif.

[1450] Le contexte peut être ici précisé, car il illustre la distinction entre individus, collectifs et assemblées indiquée précédemment. A cette période, les membres du collectif de *Radio Zapote* souhaitent en effet co-organiser, avec le CML-DF, une fête d'anniversaire pour les cinq ans de la radio, le 11 mars suivant. Serch « représente » à cette occasion le collectif de la radio (dont il est un des co-fondateurs) au sein de cette petite assemblée d'une vingtaine de personnes. Je mets le terme de représentation entre guillemets, car c'est avec ce terme qu'il est désigné par une des militantes du CML-DF, Maka, qui anime la réunion. Il est tout à fait possible que cette désignation soit un artefact lié à ma présence d'observateur extérieur (j'ai dû me présenter ainsi que l'objet de mon travail, et ma présence a été acceptée par consensus). C'est, en effet, Maka qui m'introduit au sein du collectif et se charge de me présenter « officiellement » le centre. Arrivé avec un certain retard, Serch salue l'assemblée avec décontraction, selon un rite d'interaction consacré (lorsque deux *chavos* (jeunes) se rencontrent, ils se saluent oralement dans un premier temps (*hola, ¿qué onda ?* : « salut, ça roule ? »), se claquent mutuellement la paume des mains dans un second temps, resserrent les poings et les cognent entre eux dans un troisième temps, puis portent la main au cœur dans un dernier temps. Il existe bien sûr de nombreuses variantes à ce rituel) et s'engage rapidement dans la discussion.

Local de Radio Zapote (photographie personnelle de l'auteur, 2006)

L'arrivée des Néozapatistes, m'explique Serch, a « *remué une sacrée quantité d'énergie* » à l'ENAH. Cette école, fondée en 1938, réunit des anthropologues engagés historiquement dans les luttes indigènes et les mouvements d'extrême-gauche (« *à un moment, ici, tu avais le choix entre les cours de marxisme 1, marxisme 2, marxisme 3* »). Ils apportent ouvertement leur soutien aux Néozapatistes en 1994, et c'est là que, deux ans plus tard, est fondé le collectif du journal *Rebeldía*, reconnu officiellement par l'EZLN. Ces quelques indications permettent de comprendre pourquoi le comité politico-militaire (CCRI) de l'EZLN accepte, en 2001, l'invitation faite par des militants et sympathisants pro-zapatistes de l'école à venir s'installer sur le campus, lors de leur séjour dans la capitale. La situation est à haut risque. Vicente Fox a été élu premier président de l'opposition l'été précédent, et des représentants d'une armée irrégulière, dont les leaders vivent dans la clandestinité, se rendent dans la capitale du pays. Ils demandent un changement dans la Constitution fédérale en vue de l'application des accords sur l'autonomie des peuples indigènes, qui représentent 10 % de la population totale du Mexique.

« On n'est pas des militants » : portrait d'un *culturero*

Co-fondateur de *Radio Zapote*, Serch est né en 1976 à Mexico (père écrivain, mère au foyer). Etudiant en anthropologie sociale à l'ENAH (niveau licence), c'est un musicien passionné de *drum'n bass* – un style musical qu'il diffuse dans une émission de la radio. Dans l'univers des médias alternatifs de Mexico, il représente typiquement la figure du *culturero :* il préfère ne pas se positionner sur un axe droite/gauche, dit se consacrer exclusivement à des activités artistiques et culturelles, et définit son collectif comme « *pluridisciplinaire* » par opposition aux groupes qui s'occupent de « *questions sociales et politiques* ». Il regrette d'ailleurs l'existence d'une hiérarchie constante entre *cultureros* et *activistas* : « *ici, au Mexique, il existe une tendance politique dans certains milieux à continuer de penser que la culture est en-dessous de la politique* » (entretien). Les personnes qui se reconnaissent dans le terme d'*activista* expriment plus que lui un sentiment de « compétence politique » (comme par exemple Maka). Serch considère que ses activités ont une forte dimension politique, mais il se tient à distance des débats idéologiques. Son *hexis* corporelle indique l'intériorisation des codes de la contre-culture de la bohème étudiante de Mexico : il utilise l'argot des jeunes *chilangos* - les habitants de Mexico (*chido güey* : « cool, mec ») – agrémenté de fréquents anglicismes (*hay un power muy fuerte en el colectivo* : « il y a une grosse énergie dans le collectif »), et lors de l'entretien, il fait véritablement corps avec la machinerie radiophonique en procédant sans arrêt à des réglages ou en lançant de nouveaux titres, un casque audio plaqué sur l'oreille. Dans les réponses qu'il donne au questionnaire, il reste évasif sur plusieurs points : il indique avoir une profession principale, mais ne la précise pas ; avoir deux enfants, sans préciser sa situation matrimoniale. Il indique cependant être actif dans deux autres collectifs militants (*El Pinacate* et le *Colectivo Anónimo*).

Plusieurs semaines avant, une commission « Art et Culture » est créée en vue de l'organisation de l'événement, dont la charge revient à Serch et Imuris. C'est donc, comme dans le cas de la *KeHuelga*, dans le contexte d'un épisode de mobilisation collective particulièrement intense que naît l'idée de mettre en place une radio. Cependant, contrairement au cas de la *KeHuelga*, fondée en *réaction* à un traitement médiatique défavorable, la création de *Radio Zapote* se fonde sur l'*anticipation* d'un traitement médiatique défavorable. Cet effet d'apprentissage constitue un cercle fonctionnel vertueux, qui est rendu possible par le fait que d'anciens membres de la *KeHuelga* (ainsi que d'autres

radios universitaires, indigénistes et des radioactivistes d'Amérique latine et d'Italie) apportent leur contribution au projet, notamment une aide technique qui permet de gagner un temps et une énergie considérables, pour diffuser rapidement les programmes sur les mêmes fréquences FM utilisées lors de la grève de l'UNAM (102.1 et 94.1), et une transmission de savoirs et savoir-faire lors de la formation en urgence des animateurs et des techniciens[1451]. Serch considère ainsi que *Radio Zapote* peut se vanter d'être « *la seconde radio libre créée par une coalition de personnes dans un contexte social favorable* », dont la seule comparaison possible en termes de « *niveau de convergence* », de « *transcendance sociale* » ou de capacité à se constituer en un « *point de ralliement* » (selon ses propres expressions) est l'expérience de la *KeHuelga*[1452]. Il s'agit donc, pour reprendre notre métaphore du réseau d'autobus, de la seconde « ligne » importante mise en place après la grève étudiante.

Or, après le départ des Néozapatistes, l'enjeu central va être, exactement comme dans le cas de la *KeHuelga*, la question de la relance du projet. La radio était, en effet, installée dans un petit cabanon en bois, recouvert de graffiti et – ironie du sort – placée très exactement sur la place de parking du directeur de l'école (à ce souvenir, Serch et Imuris éclatent de rire). Les autorités de l'école s'empressent d'ailleurs de le détruire peu après. La question de la relance de la radio est cependant posée dans des termes différents, un peu plus d'un an après l'entrée de la PFP dans la Cité Universitaire, qui a mis fin à l'existence physique de la *KeHuelga*. Plusieurs initiatives de médias libres ont, en effet, été lancées depuis dans la capitale, et l'épisode de la venue de l'EZLN a coalisé toutes ces initiatives entre elles. Désormais, l'embryon de réseau formalisé par le RICCA existe sous la forme d'un capital relationnel (équipes), techniques (équipements) et symbolique (esprit d'équipe) : la « radio libre » est de plus en plus perçue comme un phénomène social relativement indépendant non seulement des activités de tel ou tel collectif (et *a fortiori* de tel ou tel individu), mais aussi de telle ou telle conjoncture de mobilisation :

« On s'est rendu compte qu'il n'y avait plus de Zapatistes, mais que le mouvement et le phénomène de la radio libre était là, et qu'on en faisait partie. Mais personne ne s'était rendu compte de ça. A ce moment-là, quand les Zapatistes sont venus, personne ne parlait de radio libre. On ne disait pas, '*ça, c'est une radio libre*' […], parce qu'on ne savait pas que la radio libre existait […]. On savait que la *KeHuelga* existait, et d'autres [radios] aussi, mais on ne l'avait pas… intériorisé, mec [rire] ! Plus que pensé : *intériorisé*. Donc, on a cherché le fondement de '*pourquoi est-ce que la radio existe ?*' ».

Cette question pose en des termes très explicites le problème de la « fonction » du média, qui indique lui-même de façon sous-jacente les interrogations sur le destin social du groupe, qui est alors composé d'une soixantaine de personnes environ. Mais la radio libre

[1451] « *Imagine !*, s'exclame Serch : *une semaine avant que les zapatistes n'arrivent, le lundi il y avait un cours de technique de radio, le mardi un cours de journalisme, le mercredi un cours sur comment faire une revue de presse radiophonique, le jeudi un cours d'élocution, le vendredi, etc. Comme ça [en claquant des doigts] ! Enfin, tu vois, ils ont organisé une formation comme ça, mec !* ».

[1452] Serch S., Imuris V., entretien, 2006. Le rang de « seconde radio libre » est également revendiqué par *La Voladora Radio* (Daniel Ivan G., entretien, 2006) et *Radio Sabotaje* (José, Fabio, Gerardo, entretien, 2006).

ayant acquis un caractère de petite institution dans le paysage militant, les réponses qui y sont officiellement données par les membres du collectif mettent en jeu des procédures de montage symbolique qui étaient encore impensables quelques mois auparavant. Il ne s'agit plus seulement de définir la radio, en négatif, comme un « *espace d'expression où le commercial est complètement évacué* » (Imuris). La première réponse donnée au problème de la fonction du média est qu'il n'y a aucune radio sur le campus de l'ENAH alors que « *toutes les universités en ont une* ». L'argument prend subitement un caractère d'évidence : comment la « *communauté universitaire* » (Imuris) a-t-elle pu jusqu'ici se passer d'une radio ? La force de l'évidence cache en réalité une incertitude. Si la radio est le produit d'une demande sociale formulée à l'occasion de l'épisode de la marche néozapatiste, considérer après cet épisode qu'une demande sociale légitime l'offre médiatique a un sens moins évident[1453].

La deuxième réponse donnée au problème de la fonction de *Radio Zapote*, presque tautologique, est que « *les radios libres au Mexique sont un phénomène social*, explique Serch, *ce qui nous donne donc une justification pour exister* »[1454]. Cette logique du fait accompli n'est en réalité que la verbalisation de la situation concrète dans laquelle se trouve le collectif. Après la destruction de leur premier local, ils décident de forcer la porte d'une salle de l'école, inoccupée, et d'y installer leur studio, un espace dans lequel ils sont encore installés cinq ans après. Ce coup de force constitue un défi lancé aux autorités universitaires (qui dénoncent notamment la présence d'individus extérieurs à l'ENAH). En retour, les occupants doivent compenser l'illégalité de leur présence par la légitimation de leur fonction sociale. On se retrouve ici dans un processus dans lequel c'est moins la fin (politique) qui définit le moyen (médiatique), que le moyen (médiatique) qui définit la fin (politique). On passe ainsi d'un processus de *division interne du travail* durant la séquence haute de mobilisation, où les rôles sont distribués entre les acteurs présents (qu'il s'agisse d'individus au sein de collectifs, ou de collectifs dans leur globalité), à un processus de *fonctionnalisation*, destiné à légitimer le rôle du groupe dans une communauté plus large (comparable à la zone couverte par la ligne d'autobus), et plus particulièrement auprès des instances représentatives légitimes de l'université, avec lesquelles existent des relations hiérarchiques. L'échange suivant entre Serch et Imuris montre très bien que ce processus de fonctionnalisation se construit dans des rapports de forces qui vont peu à peu impliquer l'identification de la radio comme un acteur quasi-reconnu auprès des instances de représentation universitaires. Le collectif de la radio et l'assemblée de l'école, bien que jouant initialement sur deux plans très différents, en viennent ainsi à trouver un terrain de

[1453] On peut noter au passage que le cas de figure de *Radio Zapote* est spécifique, en raison du fait qu'elle est diffusée sur la bande FM, d'une part, et que son local est installé sur un site universitaire, d'autre part. Dans le cas de *Radio Sabotaje*, installé sur le campus de l'UNAM, mais qui n'est plus diffusé sur la bande FM depuis la saisie de leur matériel de diffusion par les services de sécurité de l'université, la définition « fonctionnelle » du média est plus « classique » : « *fondamentalement, on n'essaie pas de faire une radio commerciale. On n'essaie pas de faire de l'audience, tu vois ? On essaie d'être des diffuseurs d'idées et de pensée alternatives – y compris au plan politique et culturel. Et ces principes se maintiennent. La manière dont tu le fais, ça dépend : il doit y avoir un peu de liberté pour les questions créatives et ce que tu vas avoir comme format pour ton programme. Mais on a ressenti la nécessité d'introduire un peu la question idéologique et d'établir clairement quelle était la fonction de la radio – qui consiste juste dans le fait d'être un diffuseur et un espace créatif*» (José, Fabio, Gerardo, entretien, 2006).

[1454] Serch S., Imuris V., entretien, 2006.

confrontation commun autour de l'enjeu de la *formalisation du projet* et de la *représentativité* de ses instigateurs :

« Serch : La plupart des choses, on les apprises en cours de route, en fonction des circonstances […]. On ne savait pas ce que ça impliquait. On s'est d'abord rendu compte qu'on n'était pas les seuls, et que si l'on voulait survivre, il fallait qu'on rencontre les autres radios […]. Puis on a fait en sorte de mettre en place ce qui était possible [pour poursuivre]. Ainsi, on s'est mis en relation avec l'assemblée de l'Ecole, et l'assemblée s'est accordée sur le fait que la radio était nécessaire, parce qu'elle avait impliqué un phénomène social autour d'elle.
Imuris : ouaih, enfin ça a été une sacrée lutte pour y arriver, hein !
Serch : oui, c'est clair, ça ne s'est pas fait comme ça. Ils ont dit '*oui'*, mais sans donner aucun appui. '*Oui, oui, faites-le, mais sans tous ces punks, ces pestiférés, ces rastas*'. Enfin, [ils voulaient] un truc formel. Alors on a dit : '*non, on ne veut pas quelque chose de formel, c'est pour ça qu'on se dirige vers la radio citoyenne, vers la radio libre*' […]. Depuis le début, ceux qui ont voulu nous faire quitter cet espace ont été nombreux […]. Le problème, c'est qu'ils n'ont aucune proposition pour en faire quelque chose d'autre ! […]
Q. Vous bénéficiez d'une représentation dans l'université, pendant les réunions, etc. ?
Serch : oui, au niveau du conseil technique, et au niveau de la direction de l'Ecole.
Q. De quoi traitent ces réunions ? Pourquoi vous vous y rendez ?
Serch: il y a plusieurs choses. D'un côté, *Radio Zapote* ne représente pas le mouvement des militants de cette école, mais de nombreux militants de l'Ecole (et d'autres espaces) se retrouvent à *Radio Zapote*. Du coup, par exemple, les conseils académiques et techniques des élèves ont lieu ici [montrant la salle à côté]. Donc, quand ils ferment la discussion au conseil académique, qui est le lieu de la représentation, s'il y a des thèmes à traiter, on y va. Quand *Radio Zapote* veut parler de la radio, elle y va aussi […].
I. Valle : ce qui se passe, c'est qu'on n'a pas de représentation officielle, formelle. On a voix au chapitre, mais on n'a pas le droit de vote sur certaines questions»[1455].

Le résultat de ces négociations est donc en demi-teinte. Pris dans ce jeu de nécessité de construction d'une identité fonctionnellement adaptée à la situation (formalisation et représentation), mais qui menace dans le même temps l'intégrité de son capital symbolique (présence de « déviants », informalité des échanges, etc.), les membres du collectif se (re)tournent vers leurs pairs : les autres médias libres. Etapes après étapes, ils perçoivent de plus en plus ces derniers comme une ressource extérieure pouvant être mobilisée dans les échanges de coups avec les autorités universitaires : « *on s'est mis en relation avec des gens d'autres universités, de l'UNAM, de Radio Sabotaje, de la KeHuelga, de Radio Pacheco, de l'Ecole des Arts Plastiques et des CCH. Et d'un coup, ça a été redoublé par la présence d'Indymedia, qui s'est converti en une référence absolue* » (Imuris). *In fine*, la référence au réseau international altermondialiste des Centres de Médias Indépendants est ainsi érigée en « totem », dont la sacralisation assure la cohésion de l'ensemble (à la manière d'un logo pour une compagnie d'autobus).

Il ne s'agit pas pour autant d'exagérer le degré de rationalité stratégique des acteurs ou le caractère mécanique et inéluctable de ce processus : comme le dit Serch, *« tout ça a surgi*

[1455] Serch S., Imuris V., entretien, 2006.

comme quelque chose de non planifié […]. Radio Zapote *ne prétend pas être une instance de représentation, mais les nécessités du contexte local font que les gens viennent voir la radio, et à partir de là ça engendre des conséquences* »[1456]. Il est d'ailleurs tout à fait remarquable d'observer qu'une des singularités de cette simili-institution est, comme toute institution, d'organiser la mémoire et l'oubli des événements dans l'esprit de ses membres, mais d'une façon *qui érige la contingence, l'informalité et les dysfonctionnements* comme des éléments légitimes, constitutifs, de la formation de l'identité du groupe et des conventions qui régisse leur regroupement[1457]. On verra juste après, avec l'exemple du CML, que l'informalité n'en vient à être constituée comme un problème à résoudre que lorsqu'un groupe de militants des médias cherche à fonctionner sur un mode plus formel, montant d'un cran sur l'échelle de l'institutionnalisation (Serch me décrit ainsi le CML : « *en ce moment, c'est l'un des collectifs les plus constants de Mexico* »). Cependant, le cas de *Radio Zapote* montre paradoxalement que la transformation de cette nécessité pratique en vertu collective peut acquérir un caractère relativement durable, grâce à l'existence d'un espace de travail et de sociabilité commun.

Au moment de l'enquête en 2006, la radio est alors animée par un collectif d'une quinzaine de personnes, majoritairement étudiants (mais certains ne le sont pas ou ne le sont plus), dont quatre sont alors présents. La radio diffuse de la musique et des émissions non seulement sur la bande FM, mais à travers des amplificateurs installés à l'entrée d'un des bâtiments, ainsi que sur le Web. Ma courte visite à *Radio Zapote* me permet d'observer qu'un des facteurs de stabilisation (et de légitimation) de la radio est la routinisation de son caractère « international », entretenu par les liens de ses membres avec les mobilisations altermondialistes.

Le local est divisé en deux petites salles couvrant au maximum 25 m^2, remplies de matériel audio et informatique (consoles, tables de mixage, lecteurs de disques, enceintes, micro-ordinateurs, etc.), les murs sont recouverts de graffitis, d'affiches, de tracts (dont une partie produits par *Radio Zapote*), de photos d'événements militants (Néozapatistes au Chiapas, contre-forum de Cancún en 2003, etc.). Dans un coin, mis en évidence, est exposée une peinture sur bois réalisée à la manière d'un totem de peuple primitif, qui représente l'effigie de la radio. Je m'étonne d'abord de ne pas avoir réussi à me connecter à leur site Internet pour préparer l'entretien, mais Serch m'explique la prouesse technologique que cache ce dysfonctionnement momentané, comme s'il s'agissait d'une situation parfaitement normale – mais peut-être, aussi, pour me transmettre l'information que la radio est inscrite dans un réseau mondial de médias alternatifs : « *ah non, il ne marche pas en ce moment, parce qu'on est hébergés par un serveur de radio libre au Brésil et, en ce moment, il y a une réunion de radios indépendantes et de radios libres dans la province de Minas Gerais, et ils ont dû prendre le serveur pour présenter là-bas le travail que fait ce serveur de radio libre – donc*

[1456] Serch S., Imuris V., entretien, 2006.
[1457] « *Comme moyen de communication alternatif, de fait, notre radio n'était pas une super radio, avec fréquence modulée, transmission par Internet… C'était un arbrisseau* » (Imuris V.)

c'est déconnecté »[1458]. Au cours de l'entretien, durant lequel Serch et Imuris m'expliquent le nombre impressionnant de militants des médias du monde entier qui sont passés là (Amérique Latine, Etats-Unis, Europe), le passage de personnalités intellectuelles ou politiques de renommée internationale lors de la venue de l'EZLN (notamment Hebe de Bonafini, présidente des Mères de la Place de Mai en Argentine, ou Danièle Mitterrand), ils m'expliquent qu'ils ont réalisé des séjours d'étude en France, à Avignon et Toulouse… alors même que passe en arrière-fond la chanson *Bella Ciao* interprétée par le groupe toulousain *Zebda*.

Du collectif à l'assemblée permanente : le cas du CML-DF

La hiérarchie entre individus, collectifs et assemblées est utile pour comprendre le fonctionnement du réseau, même si la distinction entre les trois n'est pas claire. Les individus peuvent être plus ou moins engagés dans des collectifs, et les collectifs dans des réseaux ; les collectifs fonctionnent comme des petites assemblées d'individus (et pas uniquement des groupes de travail tournés vers une tâche spécifique), et les assemblées peuvent être amenées à fonctionner elles-mêmes comme des collectifs (à l'occasion d'un épisode protestataire par exemple)… et représentent dans ce cas leurs propres collectifs. Ainsi, la radio *KeHuelga* (relancée après sa destruction en 2000) est un « collectif de collectifs » qui organise des réunions deux fois par mois regroupant une quinzaine de collectifs différents, ces derniers envoyant alors un ou plusieurs représentants. Mais la fréquence des réunions s'accélère brutalement, par exemple, après un épisode de mobilisation lié à la répression policière des manifestations de San Salvador Atenco en mai 2006 (contre la construction du nouvel aéroport de Mexico) et le détournement du trajet de l'Autre Campagne par l'EZLN qui se saisit politiquement de l'affaire. Ainsi, les individus, les collectifs comme les assemblées peuvent s'engager de façon discontinue dans les luttes sociales (en fonction des pics de mobilisation, ce qui est généralement le cas) ou de façon plus régulière (assurant une couverture en continu, ce qui est plus rare). C'est précisément l'enjeu qui entoure la formation du Centre des Médias Libres de México en 2005. Le CML-DF se veut un centre de médias militants fonctionnant à temps plein, nuits et week-ends compris. Cependant, l'observation indique que cet engagement n'est pas toujours facile à respecter pour les participants, qui peinent à organiser des tours de garde la nuit et des permanences dans la journée. Cette situation n'est pas liée uniquement à la disponibilité des militants, mais également aux faibles moyens financiers dont dispose le groupe.

La naissance du CML-DF s'inscrit directement dans la conjoncture politique singulière de l'altermondialisme mexicain. Il est né à l'initiative de vidéoactivistes du collectif *Acción Informativa en Resistencia* (AIRE), formé par des étudiants de la UAM Xochimilco. Pour comprendre l'émergence du CML-DF, un petit retour en arrière sur l'histoire d'AIRE s'impose. Sorte d'agence d'information visuelle fondée à la suite du

[1458] Serch S., Imuris V., entretien, 2006.

premier contre-forum de Cancún contre l'OMC en 2001 (le second a lieu en 2003), le nom de ce collectif et son sigle (« air » en français) se présentent formellement comme une synthèse pratique de la logique militante (action, résistance) et journalistique (information, analyse). Fabian, un des fondateurs d'AIRE et, plus tard, du CML-DF m'en rappelle les conditions de genèse, alors qu'un groupe d'amis « *unis par la résistance* », est réuni un soir :

« *'Action informative en résistance'* donnait le sigle parfait pour former un concept comme 'air'. Cela évoquait le fait que l'air est quelque chose de libre et gratuit, quelque chose où se transmettent les ondes de radio, en fréquence libre. »[1459].

AIRE voit véritablement le jour en janvier 2002, pour couvrir les manifestations d'un contre-sommet, à l'occasion du Sommet de la Terre de l'ONU, qui se déroule dans la ville de Monterrey. Dans un contexte de « montée de la concurrence » avec la multiplication des initiatives de médiactivistes, une logique de spécialisation militante anime le groupe :

« On a commencé à concevoir le projet [...], pour donner une proposition graphique au mouvement de résistance [...]. Il y avait plusieurs dessinateurs dans le collectif et des gens qui faisaient de la vidéo. Donc la proposition, c'était de produire de l'information d'une manière graphique, avec des slogans, des trucs comme ça faire des posters, des journaux, tout ce qui se rapportait à la photographie, à la vidéo. ».

« Concevoir le projet » doit être entendu ici en deux sens : au sens abstrait d'une série de productions symboliques (textuelles et audiovisuelles) intégrée dans l'agenda politique altermondialiste, et au sens concret de la création matérielle d'une micro-structure de production, disposant de sa propre main d'oeuvre et de ses propres outils de publication. Le collectif distingue ainsi explicitement son action de celle d'autres médias alternatifs, comme *Indymedia* :

« Notre proposition ne consistait pas tant à faire une couverture écrite, comme le fait *Indymedia* dans ce genre de situation, mais au-delà de ça, à produire un truc graphique devant lequel les gens puissent s'asseoir et voir quelles étaient les propositions de la résistance [...]. Après Monterrey, on s'est réunis avec davantage de personnes et on a commencé à discuter sur la question *'quel est notre profil* ?' ».

La définition de la fonction du groupe dans le mouvement s'opère ainsi par la mobilisation tâtonnante, contingente, « distinctive » des ressources techniques et symboliques disponibles dans un contexte donné de mobilisation. Ce n'est qu'après Monterrey qu'une plate-forme commune d'AIRE définit ses principes et ses objectifs, d'une manière particulièrement emphatique :

« Nous appuyons le réseau en plein développement de médias alternatifs et indépendants, car nous croyons en la nécessité de les utiliser comme un outil pour diffuser les activités des différents groupes organisés, qui ne font pas l'objet d'une couverture et d'une diffusion dans

[1459] Fabian, entretien, 2006.

les médias de communication officiels, grâce au cercle d'information qui existe sur les demandes et les injustices sociales croissantes. De cette façon, nous sommes en faveur d'une révolution culturelle qui transcende la quotidienneté de notre société, en impulsant une pensée sociale d'équité devant le processus et l'expansion de la culture de consommation »[1460].

Ce texte commun, qui sert de base de réflexion à la mobilisation du collectif lors du second contre-forum altermondialiste de Cancún, en 2003, procède à une série de montées en généralité qui positionnent la production d'information d'AIRE à quatre niveaux : 1/ par rapport au réseau des médias alternatifs et indépendants (appui) ; 2/ par rapport au mouvement altermondialiste (outil au service de) ; 3/ par rapport aux médias *mainstream* (remplir le vide d'information) ; 4/ par rapport au contexte socio-économique plus global (révolution culturelle). On a typiquement affaire à un processus de fonctionnalisation du groupe, au double sens de division objective du travail et de construction subjective de la fonction. Dans le réseau d'autobus, une nouvelle « ligne » ne peut se constituer à ce stade qu'à condition de ne pas empiéter sur celles des autres. Se faire un nom constitue ainsi, comme dans les cas des radios *KeHuelga* et *Zapote* étudiés précédemment, un enjeu primordial pour un nouvel entrant dans l'univers. La différence avec les deux premiers exemples est que, à ce stade de développement du réseau des médias libres mexicains, le nom se veut de moins en moins associé à quelques figures individuelles, ou à quelques groupes qui émergent du paysage national des radios alternatives, mais à un mouvement transnational de résistance.

Cette mise en contexte permet de mieux saisir les enjeux qui entourent la mise en place d'un espace stabilisé de production vidéo par ces militants, le *Centre des Médias Libres* : les enjeux commencent, pour ainsi dire, à être de taille (le travail de médiatisation est pensé et, pour partie réalisé à une échelle internationale), et les relations de réseaux (*de red*) entre médias libres se sont routinisées, qu'il s'agisse d'entraide en cas d'opérations de répression[1461], de partage d'information (par exemple entre les sites Internet respectifs des collectifs qui « syndiquent » leurs contenus), ou de tensions structurantes (par exemple dans le collectif de la *KeHuelga* et de nouveaux entrants comme *Radio Pacheco* ou le CML)[1462]. Or, cette concurrence que les entrepreneurs de médiactivisme se livrent entre eux (sans que cela en prenne explicitement le nom ni ouvertement la forme) contribue à accentuer la polarisation entre l'univers des *cultureros* et celui des *activistas*, les seconds constituant un pôle dominant de légitimité vis-à-vis des premiers. Après avoir expliqué les différentes phases de construction du CML, Maka m'explique ainsi que le collectif qui gère le centre cherche à

[1460] AIRE, *op. cit.*.

[1461] « Radio Pacheco *a subi de nombreuses agressions […], [mais] leur façon d'affirmer leur droit d'être là, c'est d'appeler différentes organisations qui font des médias à participer à des tables-rondes de débats sur les médias libres. On s'appuie mutuellement en quelque sorte. C'est une relation dans laquelle on s'épaule les uns les autres* » (Maka, entretien, 2006).

[1462] « *Il y a des organisations, comme la* KeHuelga*, avec lesquelles nous avons eu des différences, des différences en termes de façons de parler, de façon de se sentir médias […]. Certains d'entre eux ont l'impression qu'ils ont été le premier média alternatif, et finalement le seul qui ait l'expérience suffisante pour… tracer des lignes, tu comprends ? Enfin pour dire* 'c'est par là que ça va'*. Aujourd'hui… alors c'est sûr : eux, ça fait six ans, et oui ils étaient – non pas les seuls, mais les plus forts – mais aujourd'hui ce n'est plus le cas. Alors ils se sont sentis un peu menacés par… par… par l'arrivée du CML et de nombreuses autres organisations, comme* Radio Pacheco (Maka, entretien, 2006).

aller « *très lentement, en direction d'un processus plus politique* ». Il se trouve que, parmi les collectifs qui composent l'assemblée du CML, il y une division des rôles entre les acteurs de la contre-culture (musique, graffitis, etc.) et ceux qui définissent davantage comme militants (action directe, réunions politiques, etc.). Les formes de problématisation politique prennent ainsi une tournure spécifique. La lutte anti-capitaliste est tenue pour un acquis, une précondition à l'engagement, mais le positionnement idéologique précis à gauche ne fait pas l'objet d'un consensus[1463]. Cette indéfinition s'explique notamment par le fait que, ce à quoi les membres du collectif donnent la priorité lorsqu'ils s'identifient entre eux et vis-à-vis des autres militants altermondialistes, ce sont d'abord les questions d'information et de médias alternatifs, davantage qu'un positionnement idéologique. Un impératif collectif tend à constituer cet enjeu spécifique en pierre angulaire des débats internes, car le groupe y joue sa légitimité sur la scène militante :

« Maka : On a déjà fait des médias, on a déjà un site web, on a une cabine de radio, on a une publication écrite. Maintenant qu'on parle davantage de nous, on doit prendre une position politique. C'est ce qu'on est en train de construire. Parce que comme ce n'est pas un collectif, mais un centre de médias où viennent des gens avec des formes de pensée très différentes, du coup comment tu fais pour adopter une position politique ? Ou de nombreuses positions politiques.
Q. Comment a surgi ce processus de 'politisation' ?
Maka : Je pense que c'est venu parallèlement à tout le processus global qui se déroule actuellement, à tout ce discours qui commence à se faire entendre, tu vois, contre les grandes multinationales, les pouvoirs détérritorialisés qui existent aujourd'hui, où ton ennemi il n'est plus seulement aux Etats-Unis : il est ici au Mexique, il est au Chili, il est en Europe, il est… tu vois ? […]. Alors bien sûr, on début c'était '*c'est cool, on fait de la vidéo.*'. Je crois qu'au début, faire de la vidéo c'était amusant, mais comme tu fais des vidéos sur des problèmes sociaux, alors tu commences à t'investir dans les problèmes sociaux, et là arrive l'auto-exigence d'adopter une posture politique […].
Q. Et vous avez parlé entre vous des principes politiques que vous deviez suivre ?
Maka : On commence à en parler.
Q. Et de quoi parlez-vous ?
Maka : De postures politiques, par exemple comme le *copyleft*. C'est quelque chose dont on discute. De postures politiques, comme le zapatisme : nous allons entrer dans l'Autre campagne, est-ce que c'est notre priorité ou pas ? Cela va être notre seul travail ou pas ? Je crois que nous sommes en train de définir notre posture politique »[1464].

Dans le questionnaire distribué auprès des militants du centre, cette indéfinition constitutive est indiquée dans les réponses données à la deuxième question, qui portait sur les objectifs des médias ou organisations militantes au sein desquelles ils sont alors engagés : comme on l'a vu, pour certains les objectifs sont essentiellement politiques, alors que d'autres

[1463] « Q. Vous vous définissez comme de gauche ou… ? *Maka : Oui, bien sûr*. Q. Comment vous positionnez-vous comme groupe de gauche ? *Maka : Je crois comme un groupe de gauche avec les tendances les plus radicales. Oui, très proches pour plusieurs d'entre nous des postures anarchistes, au féminisme. Je crois que s'il y a des racines philosophiques, disons, du travail politique que nous faisons, elles ont à voir avec le féminisme, avec l'anarchisme, avec le magonisme (qui est l'anarchisme mexicain), et avec le néozapatisme – fondamentalement. Avec la lutte globale, avec l'anticapitalisme global. Voilà, je crois, quelles sont nos sources idéologiques* » (Maka, entretien, 2006).
[1464] Maka, entretien, 2006.

se définissent spécifiquement comme des militants des médias, en opposition aux médias dominants, visant à donner la parole aux plus faibles ou à « *libérer la technologie et l'information* »[1465]. Cependant, ces différents types de réponses se retrouvent bien souvent chez une seule et même personne, ce qui indique l'intériorisation de la pluralité des enjeux et fonctions de leurs activités de médiatisation alternative, une perception entretenue par la forte dépendance de ces dernières à l'espace militant.

La fonctionnalisation des réseaux : la consécration des médias libres par le néozapatisme

J'ai montré précédement comment des militants se spécialisent dans la production et la diffusion médiatique à l'occasion d'événements protestataires, puis cherchent à réinvestir ce capital politique quand l'événement prend fin et former des chaînes d'interdépendance plus étendues, en particulier à la faveur de nouveaux pics de mobilisation. La question est, pour terminer, de saisir la relation entre ce processus de construction de réseaux de médias alternatifs « radicaux » et les groupes militants qu'ils médiatisent. Si l'on se concentre sur le cas du mouvement néozapatiste, qui n'est pas le seul mais l'un des plus importants dans la production de ces médias[1466], on peut établir une corrélation étroite entre l'émergence de ce réseau (à l'occasion d'une grève qui n'a qu'indirectement à voir avec le conflit chiapanèque) et la baisse tendancielle du capital médiatique de l'EZLN, en particulier après la marche sur México de 2001. Les relations entre l'EZLN et ces médias est une relation de co-dépendance et de légitimation croisée : les médias libres diffusent tous les communiqués des Néozapatistes, assurent une couverture médiatique favorable des campagnes qu'ils mènent à travers le pays et, inversement, l'EZLN fait profiter le réseau des bénéfices de son capital politique. Cet adoubement externe constitue un mécanisme important d'intégration fonctionnelle des différents acteurs au sein d'un « réseau », identifié comme représentatif du pôle radical des médias alternatifs, structuré autour de la défense de « l'autonomie ».

L'EZLN a, en effet, non seulement contribué indirectement à construire « l'esprit » de ces réseaux de médias libres (il constitue une référence constante dans les discours des acteurs), mais il en consacre explicitement l'existence, en particulier dans le *Plan La Realidad-Tijuana* publié le 9 août 2003. L'EZLN y réaffirme alors, après une période de silence qui suit l'échec des négociations avec le gouvernement Fox en 2001, ses ambitions de transformation politique nationale. Préfiguration de la Sixième Declaration (2005), ce plan ne cherche plus à transformer le système politique « par le haut » (la constitution fédérale, les élites), mais à promouvoir l'autogouvernement et l'autogestion des « organisations sociales » indépendantes du pays, « par le bas ». Selon un principe d'opposition très net, le texte associe tous les partis politiques, y compris le PRD, au *malgobierno* (le « mauvais gouvernement »). Or, le septième point du plan porte sur la formation « d'un réseau d'information et de

[1465] Q2, R9.
[1466] Je me base ici sur la consultation régulière de leurs pages web entre 2005 et 2011. Pour prendre un exemple, les rubriques « Chiapas » et « La Otra Campaña » du CML-DF sont parmi les mieux fournies du site.

culture », demande que les médias de communication fournissent « *une information vraie, complète, pertinente et équilibrée* », et appelle à la création de « *réseaux régionaux et nationaux de défense et de promotion de la culture locale, régionale et nationale, et des sciences et des arts universels* ». Quelques mois plus tard, cet appel aboutit à une réunion, qui contribue non seulement à conférer un rôle « fonctionnel » aux médias alternatifs dans la diffusion des informations sur les luttes sociales de la gauche radicale, mais aussi indirectement à accroître les tensions entre deux groupes des médias, les médias et « libres » et les médias « communautaires ».

La consécration du réseau des médias libres par son insertion dans le programme politique néozapatiste

Le « Réseau Critique des Médias Libres » est ainsi fondé le 10 janvier 2004 à l'occasion d'un forum intitulé « *Resistencia : Medios Libres* », qui se tient dans un centre culturel de Mexico. Ce forum est réalisé dans le cadre de la campagne « 20&10 » lancée dix jours auparavant par l'EZLN. Le réseau a deux objectifs : développer une stratégie de défense collective face à la répression de l'Etat mexicain à l'encontre des radios et des médias indépendants ; renforcer le travail mutuel et développer l'entraide des différents projets de communication existant, dans le but de renforcer les médias libres de communication. Plusieurs « médias libres » et collectifs militants sont représentés. Les participants viennent de plusieurs Etats de la République (Monterrey, Puebla, Oaxaca, Morelos, Estado de México, Distríto Federal). Des représentants de médias d'autres pays sont ainsi présents, notamment *ANCHI* (agence de presse chilienne), *Aire Libre* (Rosario, Argentina) le *Réseau de la Télévision Libre* (France), *Global Radio* (Italie), *Food not Bombs* (Etats-Unis). Lors de cette réunion, les discussions commencent par une histoire des médias indépendants et une réflexion sur le rôle des radios communautaires qui insiste sur « *l'importance de défendre et de faire connaître les mouvements de résistance* ». Les discussions se poursuivent sur la répression gouvernementale contre les médias indépendants, la nécessité d'un certain professionnalisme dans la couverture des événements, le principe d'un fonctionnement « horizontal ». Une table-ronde porte ainsi sur la dimension autogérée de ces médias, comme l'explique un participant : « *l'on a parlé de la façon dont le mouvement zapatiste a collaboré dans cet esprit autogestionnaire, ainsi que de l'importance des moyens de communication alternatifs pour produire une information objective, éthique, plurielle, avec un contenu social, afin que le peuple puisse de construire une conscience plus critique et réflexive et affronter la stratégie de domination et de désinformation utilisée par les grandes entreprises de la communication, qui répondent avant tout à des intérêts économiques* »[1467]. A la fin de cette table ronde, les participants adoptent le point 7 du Plan La Realidad-Tijuana de l'EZLN, portant sur le droit à l'information et la création de médias indépendants.

Derrière le consensus apparent de la construction d'un réseau de médias libres, deux tendances se dessinent sur la question de la légalisation de ces médias : les uns, « réformistes », considèrent que les médias libres ne peuvent remplir leur mission vis-à-vis de la « société civile » qu'en étant protégés sur le plan légal (en ce sens les radios communautaires doivent obtenir un permis de diffusion), les autres, « radicaux », estiment

[1467] Boris, « Encuentros y Desencuentros de los Medios Libres. Se conforma la Red Crítica de Medios Libres », *Revista Autonomía*, 23, Tercer Epoca, México D.F., 2004, p. 8.

que des médias « libres » doivent demeurer en-dehors du périmètre de contrôle de l'Etat et des industries médiatiques, et considèrent que la légalisation constitue une menace pour la liberté des médias indépendants (*cf.* Chapitre 6). Le principal argument qui fonde la position de la fraction radicale est résumé par Mar de la *KeHuelga* autour d'un argument qui fonde le principe de l'autonomisation comme la valeur suprême conditionnant l'intégrité symbolique du contre-univers symbolique des médias libres, et fixe les limites de l'acceptable et de l'inacceptable :

« La radio libre ne demande pas la permission d'être libre. Autrement dit, nous n'acceptons pas de concession du gouvernement [...]. Des associations de radios communautaires ont discuté et ont établi la possibilité que le gouvernement accorde des permis pour les radios, mais on s'y est opposés. C'est dans ce contexte que naît l'idée de la radio libre et sociale, qui considère qu'on ne doit pas demander la permission pour être libres, qu'on ne veut aucune concession de l'Etat, parce qu'on sait ce que cela implique »[1468].

En définitive, la construction de ce réseau de médiactivistes depuis la naissance de la KeHuelga en 1999 résulte d'un processus de « fonctionnalisation de l'institution », si l'on entend le terme « d'institution » au sens large défini plus haut. La fonctionnalisation institutionnelle renvoie chez J. Lagroye à un processus dans lequel des représentations cristallisées d'une institution ou d'un groupe d'institutions (« les médias libres ») se transmettent et circulent de groupe à groupe ou de génération à génération – l'ordre institutionnel objectivé étant aussi, on l'a vu, un ordre de représentations subjectives :

« La connaissance transmise, et généralement transmise par l'expérience, de ce qu'il est possible, ou impossible, de faire dans une institution, ou grâce à elle, permet les anticipations et réduit les risques de transgression de l'ordre institutionnel. Elle simplifie et unifie les perceptions […]. La fonctionnalisation de l'institution peut être vue comme l'ensemble des processus qui tendent à privilégier un usage de l'institution et à conférer un sens collectif à cet usage »[1469].

Il ajoute cependant qu'en réalité il existe une pluralité d'usages de l'institution, mais que ce processus de fonctionnalisation institutionnelle tend à « privilégier une représentation dominante de ses usages légitimes, que renforcent la visibilité des dispositifs et des attributs de ses membres […] et les dénonciations ou critiques émanant d'autres institutions lorsqu'elle sort des limites assignées à ses activités »[1470]. On comprend ainsi que le principe de

[1468] L'on pourrait multiplier les témoignages similaires dans les médias libres de Mexico. Ainsi Armando A., étudiant à l'ENAH et membre du collectif de *Radio Zapote*, affirme : « *notre principe fondamental est de prendre les ondes hertziennes […]. Mais nous n'avons pas d'autorisation du gouvernement pour pouvoir transmettre légalement […] [RZ] a une approche de radio sociale, centrée sur les luttes sociales. Elle a un point de vue politique de gauche des gens qui sont ici dans l'école et de ceux qui participent dans des collectifs, la résistance de la culture. [Mais] nous n'avons pas d'affiliation politique. Nous jouons sur l'autonomie et l'autogestion. Nous nous autogérons pour faire notre programmation, et ce que nous voulons* » (Armando A., entretien de C. Rouxel, 2011). De même au CML : « *nous n'avons pas de statut d'entreprise, nous ne faisons pas de factures, nous ne payons pas d'impôts – enfin on les paie en payant les choses. Nous n'avons pas d'existence légale* » (Maka, entretien, 2006).
[1469] Lagroye J. (dir.), *Sociologie politique… op. cit*., p. 151-152.
[1470] *Ibid.*

l'autonomie puisse se forger en instruments dominant de représentation pour les ressortissants du réseau des médias libres mexicains. Il ne s'agit pas d'une approche « fonctionnaliste » de l'autonomisation, étant donné qu'elle ne repose pas sur une conception de l'ordre politique qui postulerait sa fonctionnalité globale (y compris de ses éléments apparemment dysfonctionnels)[1471]. Dans le cas ici étudié, l'on peut au contraire observer l'orientation singulière que prennent progressivement les acteurs du réseau : ils construisent leur légitimité collective autour d'une demande d'autonomie vis-à-vis des institutions, qui devient leur ligne directrice et un principe de cohésion. Cependant, le cas du réseau des médias libres mexicains est trop particulier pour en tirer des enseignements plus généraux sur les sociodynamiques de spécialisation militante dans le médiactivisme. La comparaison avec la trajectoire du Centre d'Information Alternatif de Jérusalem Bethléem met en évidence, en effet, un cas de figure différent marqué par une trajectoire de professionnalisation des activités.

B/ Du coureur solitaire au repositionnement concurrentiel: le cas du Centre d'Information Alternatif

La reconstruction de l'histoire de l'AIC à partir des archives de *News From Within* et des témoignages de membres du centre met en évidence le fait que, longtemps seule organisation spécialisée dans la production d'information alternative au sein du mouvement anti-occupation, elle a été confrontée à une série de crises, liée à la fois à des tensions externes et l'arrivé de nouveaux « concurrents ». Cette situation n'est pas sans rappeler le cas de la *KeHuelga radio*. Cependant, la durée de vie longue de l'AIC (plus de vingt ans au moment de l'enquête) permet d'observer le processus d'autonomisation fonctionnelle d'un centre de médias alternatifs sur une échelle temporelle plus étendue.

Un nouvel acteur dans l'espace militant : naissance et professionnalisation de l'AIC

D'après M. Warschawski[1472], c'est entre 1982 et 1984, au lendemain de la Guerre du Liban, que des membres de l'organisation socialiste israélienne *Matzpen* associés à d'autres militants d'extrême-gauche, conçoivent « *l'idée de mettre en place un centre d'information commun, israélo-palestinien, où les Israéliens informeraient les Palestiniens, et les Palestiniens informeraient les Israéliens* »[1473]. Il explique ainsi en détail la création du centre

[1471] Menget P., « Fonction & fonctionnalisme », in *Encyclopaedia Universalis – Dictionnaire de la sociologie*, Encyclopaedia Universalis et Albin Michel, Paris, 1998, p. 334-3440.
[1472] Ce journaliste et militant, que l'on a croisé à plusieurs reprises dans ce travail, occupe une position dominante dans la hiérarchie interne de l'AIC compte tenu de la longévité et de l'intensité de son engagement pour l'organisation, ses compétences politiques et journalistiques, ainsi que le volume et la diversité de capital relationnel local et international. Nassar I., directeur palestinien du Centre en Cisjordanie, le présente comme la personne la plus investie dans la « *vision culturelle, politique et idéologique de l'AIC* » (Nassar I., entretien, 2005). Il a ainsi écrit une brochure sur l'histoire du Centre (Warschawski M., *The Alternative…*). Il est un des éditorialistes réguliers de *News From Within*, le magazine en anglais de l'AIC, participe à de nombreux débats publics en Israël, en Palestine et en Europe, en particulier en France. Il collabore occasionnellement au *Monde Diplomatique*. A ce titre, il est la personne la plus portée à se faire le théoricien des activités du groupe.
[1473] *Ibid.*

en 1983-1984. Son propos illustre de manière significative comment l'organisation parvient à acquérir une légitimité dans les espaces militant et journalistique en jouant sur deux tableaux : elle se veut, d'une part, un « pont » entre Israéliens et Palestiniens, et d'autre part, elle entend pallier aux insuffisances de la presse, aussi bien en Israël que dans les Territoires occupés.

« L'idée, c'est d'informer, mais une information qui aille au-delà d'un travail qui était plutôt idéologique que l'on faisait – genre : le travail d'extrême-gauche sur les analyses politiques générales... Là, il s'agissait plus d'un travail d'information [courte hésitation]... militante, comme on l'avait écrit dans l'un de nos premiers documents : parler de la Palestine en Hébreu, parler d'Israël en Arabe [...]. A ce moment-là, la presse israélienne était relativement indifférente à ce qui se faisait dans les Territoires occupés [...]. Du côté palestinien, il y avait un intérêt par rapport à la société israélienne, nouveau, et la presse palestinienne était pleine d'informations, souvent des traductions d'articles publiés dans les quotidiens israéliens [...]. Mais avec un problème, c'est que c'était... heu : ils manquaient souvent de grilles d'analyse, ce qui fait qu'ils ne savaient pas évaluer l'importance ou la non-importance de deux articles [...]. Il fallait les aider, quelque part [...] à peser, à doser, savoir que *'ça c'est une information très importante*' »[1474].

La production d'information est définie ici autour d'une double fonction, d'une part, militante et journalistique (« information militante ») et, d'autre part, d'espace d'échanges entre Israéliens et Palestiniens. Mais une hiérarchie apparaît dans cette mise en commun. D'un côté, l'objectif est avant tout militant, l'information n'étant qu'un moyen au service des objectifs politiques visés. D'un autre côté, une asymétrie apparaît entre les militants israéliens et palestiniens : ces derniers, en effet, « *manquent de grilles d'analyse* », « *ne savent pas évaluer* », en conséquence de quoi les premiers doivent « *les aider* ».

L'AIC est ainsi conçue, au départ, dans le double objectif de fonder une sorte « *d'agence de presse alternative* » et de travailler à construire une « *vision stratégique commune* » entre militants israéliens et palestiniens en lutte contre l'occupation. Mais le centre va redéfinir et diversifier son « offre » au fil des années, ce qui a pour conséquence un repositionnement de l'organisation dans l'espace de la gauche radicale, en Israël et en Palestine. En contraste, elle est ainsi définie en 2006 comme une organisation « *tournée vers l'international, progressiste, israélo-palestinienne et militante* »[1475]. Comment expliquer cette évolution ?

La naissance de l'AIC est marquée par un double principe d'organisation. Du point de vue de la définition d'une « alternative » politico-journalistique, il s'agit de profiter de la naissance d'un mouvement de paix, massif et extraparlementaire, qui remet en cause le consensus pro-gouvernemental en Israël, et de promouvoir les nouveaux mouvements de lutte contre l'occupation en Palestine. Du point de vue économique et logistique, prédomine la recherche de débouchés et de soutiens pour les activités du centre.

Le contexte politique et historique est essentiel pour comprendre ce double mouvement. M. Warschawski considère, en effet, que « *l'AIC est en fait, en termes*

[1474] Warschawski M., entretien, 2005.
[1475] Warschawski M., *Alternative… op. cit.*, p. 4.

chronologiques, le résultat de la Guerre du Liban et – je dirais – du post-Liban »[1476]. Depuis 1967, les militants de *Matzpen* ont noué des contacts avec des « *interlocuteurs idéologiques* » dans les Territoires occupés, comme l'Union des Etudiants de Cisjordanie, le FPLP ou des intellectuels de gauche de l'Université de Bir Zeit (Hannan Ashrawi, Salim Tamari, Adel Samara, etc.)[1477] *« On avait réussi à construire une confiance et une identité de vision. Et on découvre, les uns et les autres, après la Guerre du Liban, en 82-83-84, qu'il se passe des choses très importantes de part et d'autre de la Ligne Verte, que chacune des sociétés ignore par rapport à la société d'en face* ». En Israël, émerge un mouvement de paix de masse, et « *toute une série d'expressions critiques, [...] de ruptures, de cassures dans le consensus national, au niveau politique, mais aussi culturel* ». Or, selon lui, « *cela change la donne et cela peut peut-être faciliter le combat contre l'occupation* ». Du côté palestinien, une crise de l'OLP suit la guerre du Liban et « *laisse un certain vide dans les Territoires occupés, qui est rempli par une nouvelle génération de militants, liés aux organisations traditionnelles de l'OLP, des différentes tendances, mais qui s'organise dans des mouvements semi-publics, des mouvements de femmes, des organisations étudiantes, des mouvements de 'travail volontaire', des nouveaux syndicats. Ce sont des formes de lutte nouvelles qui ne sont plus la lutte militaire, mais des luttes politiques, semi-publiques* ».

Ce récit rétrospectif fait apparaître autant d'opportunités politiques qu'il s'agit pour ces militants de saisir. Or, alors que les contacts israélo-palestiniens pris au cours des quinze années précédentes relevaient d'une « *conception propagandiste à l'extrême* » et que « *l'action n'était pas le but de ces rencontres* », « *progressivement, on était passé d'un travail d'élaboration politique à la coordination d'une action de solidarité* ». Or cette coordination, qui va élargir le cercle des militants politiques *stricto sensu* à de nouveaux acteurs issus de la sphère des ONG, est polarisée, du côté israélien, entre deux tendances. Une première tendance considère que les contradictions politiques et économiques de la société israélienne doivent défaire d'elle-même les structures de l'oppression. Une seconde tendance considère que seul le mouvement de libération nationale palestinien a le pouvoir de changer la donne. En désaccord avec l'analyse de ces derniers, dont certains rejoignent la résistance palestinienne (comme Udi Adiv qui rejoint le FPLP en 1972), M. Warschawski, préfère rester dans la communauté israélienne et « *l'accompagner dans sa dynamique de rupture* »[1478], tout en soutenant « *inconditionnellement* » la résistance palestinienne.

La création de l'AIC en 1984 se fait en parallèle de celle du Comité contre la main de fer, qui regroupe des membres israéliens de *Matzpen* ainsi que des militants et intellectuels palestiniens tels que Feyçal Husseini, Suri Nusseibé, Jane et Samir Abou Shakra, Mahmoud Jedda ou Jibril Rajoub. Les débuts du centre sont marqués par un activisme débordant et une précarité de moyens, célébrés *a posteriori* : *« quand l'AIC a été créé*, explique Connie H. (directrice de l'AIC en 2005), *il n'y avait pas Internet, il n'y avait pas*

[1476] Warschawski M., entretien, 2005.
[1477] Warschawski M., *Sur la frontière… op. cit.*, p. 76-77.
[1478] *Ibid*., p. 81.

d'organisation mixte... tout ce qui était publié était alternatif. Peu importe si c'était mauvais ou pas. C'était alternatif et c'était important »[1479]. Entre 1984 et 1987, les intérêts politiques semblent prévaloir à l'AIC sur toute autre considération, notamment statutaire, organisationnelle ou financière :

« On venait tous, raconte M. Warschawski, d'une tradition militante, organisationnelle, groupes d'extrême-gauche et groupes de la gauche palestinienne, avec des modes de fonctionnement institutionnels très classiques… Le mot ONG, on ne connaissait pas. On a été une des premières ONG en Israël, et en Palestine, à savoir qu'on en était une ! […]. Pour la question du financement, c'était une évidence pour nous qu'on allait s'autofinancer par notre travail : on allait vendre de l'information, des journaux… Et – alors on a eu des dons et des prêts de quelques petites donations des amis militants, des maisons d'édition – ridicules si on pense au budget actuel – qui nous semblaient des sommes phénoménales, pour louer un appartement – minuscule -, et acheter du matériel, […]. Cela nous permettait aussi de gagner de l'argent – du moins, c'était notre pari – en utilisant ce matériel […], pour faire des prestations de service pour qui voudrait : pour le marché en général, mais surtout pour la gauche. Imprimer, traduire, mettre en page… C'est-à-dire avoir une autonomie d'action qui permette aussi d'aider les autres et d'y gagner un peu d'argent. On n'en a pas gagné beaucoup, mais enfin ça nous a permis [de continuer] »[1480].

Cette période de lancement, dans une phase de forte mobilisation, est marquée par une économie de subsistance, des méthodes artisanales de production, et caractérisés par des pratiques d'improvisation dans l'urgence. Un faible degré de formalisation des activités coexiste avec l'idée que « *la communication demandait des outils différents et séparés des formations militantes, […,] elle exigeait une certaine dose de professionnalisme. Sans nullement prétendre à une pseudo-*'neutralité objective', *nous nous efforcions néanmoins de servir de porte-voix à tous les courants qui menaient un combat contre l'occupation, le racisme, la discrimination ou l'exploitation* »[1481]. Ce mouvement conduit donc l'AIC a une autonomisation partielle vis-à-vis du discours militant, « *idéologique à l'extrême* », des mouvements de la résistance, et engage le groupe sur la voie d'une professionnalisation croissante, légitimée par son caractère fonctionnel pour le mouvement anti-occupation, notamment dans ses rapports aux médias.

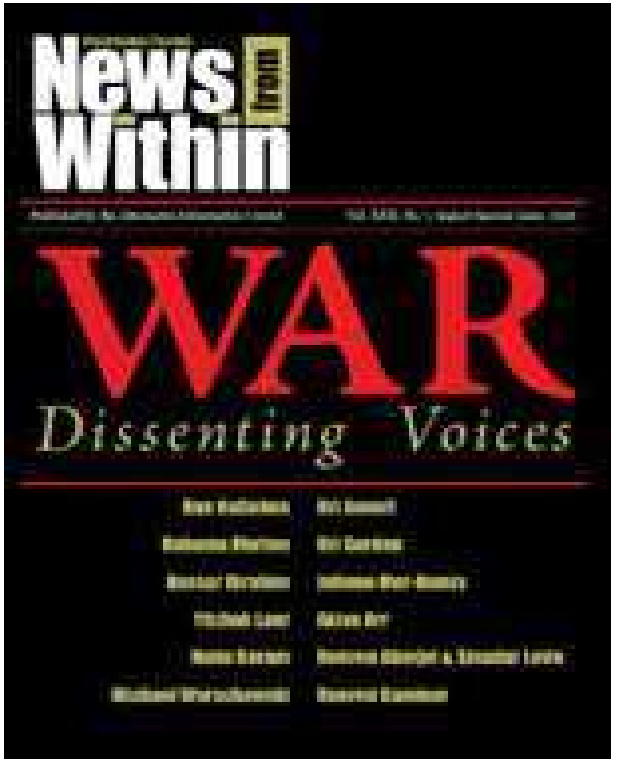
Le travail de publication militante, doublé de prestations de service (notamment pour la gauche palestinienne), permet à l'AIC d'acquérir un public militant, et d'obtenir ses premiers financements, grâce auxquels l'équipe se dote de deux ordinateurs et d'un fax. Aux rapports ou recherches ponctuels s'adjoignent rapidement des publications périodiques, en particulier le bulletin en anglais, qui deviendra un magazine, *News from Within*, dont l'évolution est une véritable caisse de résonance des transformations internes opérées au sein de l'AIC. Le premier numéro de *News from Within* sort le 17 septembre 1985, sous la forme

[1479] Connie H., entretien, 2005.
[1480] Warschawski M., entretien, 2005.
[1481] *Ibid*., p. 157.

d'une feuille en noir et blanc de quatre pages en format A5[1482]. De septembre 1985 à août 1986, *News From Within* est cependant une publication hebdomadaire, voire bi-hebdomadaire. D'août 1986 à décembre 1987, la périodicité se stabilise avec une publication bimensuelle. Ce fonctionnement « à flux tendu » correspond à un âge d'or du point de vue militant : *« en janvier 1987, après trois ans d'existence, le Centre d'Information Alternative s'est fait une petite place dans l'espace politique et médiatique* »[1483]. Si ce succès va déboucher sur une première crise, cette crise va paradoxalement renforcer la légitimité du centre dans les cercles militants de la gauche.

[1482] L'évolution du format et de la périodicité du magazine est révélatrice de « l'enrichissement » relatif de l'AIC. Il se présente en effet sous deux formats principaux au cours de ses vingt années d'existence. De septembre 1985 à décembre 1994, c'est-à-dire pendant ses dix premières années, *News from Within* est en format A5 (250 x 175 mm), avec une pagination croissante. De janvier 1995 à août 2006, il se présente sous un format magazine, proche du format A4 (265 x 210 mm). Ce changement correspond également à l'apparition de la couleur sur la couverture du magazine (d'abord unicolore, puis multicolore). D'un autre côté, la périodicité de *News From Within* a progressivement diminué au cours de son histoire. D'abord hebdomadaire, il est devenu bimensuel, puis mensuel et, de plus en plus souvent, bimestriel. L'information militante « à chaud », publiée aujourd'hui sur le site Internet, cède progressivement la place à des articles de fond « à froid ».
[1483] Warschawski M., *Sur la frontière… op. cit.*, p. 162.

News From Within : du bulletin d'information hebdomadaire au magazine mensuel en papier glacé



Format initial (1985) **Changement de format (1995)** **Format en 2006**

Les bénéfices symboliques de la répression : le procès de l'AIC (1987-1991)

L'épisode du procès de l'AIC permet de montrer le caractère structurant, pour un groupe dissident, de la publicisation de son rapport d'opposition aux institutions dominantes. Le 17 février 1987, des policiers israéliens et des membres du *Shin Beit*[1484] font irruption dans les bureaux de l'AIC à Jérusalem. Après avoir saisi l'ensemble du matériel et des documents qui s'y trouvent, le centre est fermé et une procédure en justice est ouverte pour « *contacts avec une organisation illégale* », le FPLP, et son leader Georges Habache, sur la base de l'Acte contre le terrorisme de 1950. L'AIC est accusé d'avoir publié un document émanant de l'organe des étudiants de cette organisation, sur la torture pratiquée dans les prisons israéliennes contre des militants palestiniens, et la manière d'y résister. Les membres de l'AIC sont également accusés d'avoir participé à une réunion à Chypre avec les leaders du FPLP. En tant que directeur, M. Warschawski est incarcéré et interrogé par le *Shin Beit* pendant deux semaines. Sans nier la publication du document, il refuse d'accepter l'accusation d'illégalité de l'organisation, et sa participation à la réunion de Chypre. Le procès de l'AIC, incarné par la personne de M. Warschawski, va s'étendre de février 1987 à juillet 1990, date de son incarcération (condamné à vingt mois de prison, dont huit fermes, sa libération interviendra en janvier 1991)[1485].

Sans entrer dans les péripéties de ce procès, dont la durée couvre la période de la première *Intifada*, on peut en retenir deux conséquences principales sur le capital politique de l'AIC. D'un côté, la réputation de l'AIC, mise en question par les autorités israéliennes, en ressort paradoxalement améliorée, non seulement pour ses soutiens, mais pour un public qu'il n'aurait jamais pu toucher sans cet événement. En effet, grâce au soutien de nombreuses personnalités publiques en Israël et à l'étranger, et en dépit de la condamnation de son directeur, le procès est considéré comme « gagné » sur le plan tant juridique que politique : l'AIC est innocenté de trente des trente et un points de l'accusation et « *au lieu d'isoler l'AIC et son message politique, le procès lui a donné une écoute publique étendue, et a légitimé ce qui était perçu comme un phénomène pionnier, légitime et désiré : le partenariat israélo-palestinien* »[1486]. Sur le plan économique, l'AIC est fortement fragilisée dans un premier temps : fermé pendant six mois, l'organisation doit faire face aux frais du procès et au coût de remplacement de l'ensemble de son équipement. De nombreux soutiens financiers permettent cependant son redressement, ainsi que la multiplication de ses activités et publications dans le contexte de l'*Intifada*[1487].

[1484] Services israéliens du renseignement intérieur, distincts du Mossad, chargé du renseignement extérieur.
[1485] Sur l'histoire des dix premières années de l'AIC, et du procès en particulier, voir Warschawski M., « Ten Years of *News From Within*. The Long March to Israeli-Palestinian Cooperation », *News From Within*, XI/11, November 1995, p. 3-10.
[1486] Warschawski M., *Alternative… op. cit.*, p. 18-21.
[1487] *News From Within* double le nombre de ses abonnés et *The Other Front*, un hebdomadaire consacré à l'actualité israélienne, devient « *un hit dans le mouvement national palestinien de même que dans les cercles internationaux de solidarité pour la Palestine* » (Warschawski M., *Alternative… op. cit.*, p. 22-23).

Un constat s'impose cependant dans l'équipe, que M. Warschawski semble considérer comme un pis-aller nécessaire : « *après mon arrestation, après la fermeture du centre en 87, plutôt je dirais même 88, on a commencé à… à… à… à…* [hésite], *je dirais, devenir une ONG normale* [petit sourire], *à comprendre que pour exister, que pour se développer, on avait besoin de faire des collectes d'argent – pour la campagne juridique, pour le procès, pour la campagne de solidarité – et, de là, on a commencé à entrer en contact avec des bailleurs, et à rentrer dans la logique classique des ONG.* »[1488]. Alors que l'AIC cherche des moyens de financement lui permettant d'assurer son indépendance vis-à-vis de la répression dont elle fait l'objet, conformément à son positionnement dissident, l'organisation va progressivement laisser entrer dans son capital des fonds venus de l'extérieur : d'abord, d'organisations militantes européennes de gauche puis, de plus en plus, de bailleurs de fonds « institutionnels » (notamment des organisations gouvernementales et non gouvernementales). Ce processus va conduire à une seconde phase critique, à la suite de la signature des Accords d'Oslo.

Les coûts financiers de la dissidence : la crise d'Oslo (1993-2000)

La ratification des Accords d'Oslo en 1993 est accueillie de façon mitigée par les membres du centre, partagés entre l'euphorie ambiante qui entoure la célébration du « début de la fin du conflit » et des doutes sur les intentions réelles du gouvernement israélien sur la mise en place concrète de ses engagements. Ce positionnement se transforme rapidement en un militantisme actif devant l'absence d'avancées sur le terrain (poursuite de la construction des colonies, maintien en détention des prisonniers politiques palestiniens, absence de débats sur la question du retour des réfugiés, etc.)[1489]. Côté palestinien, leurs analyses, élaborées grâce au réseau d'informateurs de l'organisation sur le terrain, sont en prise avec la dégradation continue des conditions d'existence de la population[1490].

Le scepticisme actif de l'AIC suscite cependant la réprobation de la gauche sioniste en Israël : « *aux yeux de nos amis de* 'La Paix maintenant ! *», nous étions une fois de plus, des rêveurs, des illuminés qui refusaient de réajuster leurs objectifs en fonction des nouvelles données du processus* »[1491]. Or, au discrédit jeté sur ses positions à contre-courant, qui engage l'AIC sur la voie de la marginalisation, vient s'ajouter une défection de certains bailleurs de fonds. En effet, « *quand les Accords d'Oslo ont été signés, l'AIC était déjà une organisation*

[1488] Warschawski, entretien, 2005.
[1489] Voir par exemple : Yahni S., « The Second Stage of the Oslo Accords – Economic Exploitation and Apartheid », *News From Within*, XI/4, April 1995, p. 25-26, Samara A., « The World Bank's Policy in the Palestinian Self-Rule Areas. Economic Restructuring and Peoples 'Re-Education'», *News From Within*, XI/10, Octobre 1995, p. 14-18, Samara A., « Palestinian Participation in Barcelona Conference. Liberalization of Trade is not a Palestinian Priority », *News From Within*, XII/1, janvier 1996, p. 9-11.
[1490] Voir par exemple : Warschawski M., « The Israeli Peace Camp and the Al-Khader Struggle », *News From Within*, XI/1, janvier 1995, p. 6, Prominent Members of the PNC-Fatah, The Popular Front, and Independants, « A Call for National and Democratic Struggle by the Entire Palestinian People », *News from Within*, XI/, janvier 1995, p. 31-32, Salem W., « The Palestinian Left and the Elections », *News From Within*, XI/3, mars 1995, p. 18-21.
[1491] Warschawski M., *Sur la frontière… op. cit.*, p. 207.

structurée avec un budget relativement conséquent et une équipe d'environ quinze hommes et femmes […]. Nous commencions à utiliser le jargon caractéristique des organisations à but non lucratif : plan de travail, projets, rapport d'activité, évaluation fonctionnelle »[1492]. Or, conformément au principe selon lequel « *l'AIC est prêt à payer le prix de ce en quoi il croit* », l'organisation « *perd de l'argent parce qu'on était en désaccord avec le processus d'Oslo* explique Connie H. *L'Union européenne n'était plus intéressée par nous* ». Cependant, contrairement à une vision désenchantée et rétrospective de cette prise de risque, il faut insister sur le fait qu'il n'entre pas alors dans l'espace des possibles politiques de l'AIC, d'adhérer à l'esprit comme à la lettre des Accords d'Oslo. En raison notamment de contacts permanents entre Israéliens et Palestiniens qui favorisent l'intégrité de cadres cognitifs en dissonance avec l'influence de la propagande officielle qui entoure le « processus d'Oslo ». Il s'agit donc moins d'un choix entre deux possibilités qu'un « cela-va-de soi » pour les militants. L'intégrité de l'univers symbolique est cependant de plus en plus travaillée par les logiques organisationnelles qui s'imposent dans le quotidien du centre : toute prise de position politique à contre-courant se paie désormais par de lourdes conséquences financières.

A ce stade, les prises de position sur les Accords d'Oslo ont surtout des effets positifs sur le capital politique de l'AIC, dans la mesure où il lui permet de réaffirmer son statut d'organisation dissidente dans un contexte consensuel, et n'obère que partiellement son expansion dans la mesure où elle trouve un soutien d'organisations internationales, qui voient d'un œil favorable son statut d'organisation israélo-palestinienne. Cependant, ce nouvel équilibre implique une « ONGisation » croissante de l'AIC. Comment trouver un équilibre entre la nécessité de plus en plus pressante de répondre aux attentes des financeurs dans un esprit de « dialogue entre les peuples », et les attentes de la frange de son public la plus radicalement opposée à la « trahison d'Oslo » ? Cette tension entraîne une nouvelle crise interne :

« A la fin des années 1990, l'AIC a fait face à une crise politique et organisationnelle. L'expansion de l'AIC est allée de pair avec une tension entre une orientation non lucrative et un désir de restaurer un esprit plus politique et militant. La tension n'était pas abstraite et affectait tous les aspects des activités : employer des professionnels ou des militants moins formés ? Des projets autonomes ou une approche plus collective ? Responsabilité hiérarchique ou collective ? Salaires uniques ou différenciés selon le niveau de responsabilité et l'ancienneté ? Ou peut-être un salaire pour les professionnels et un autre pour les militants ? »[1493].

Cette crise indique clairement l'existence d'une contradiction croissante entre les transformations du capital économique (accroissement des budgets et transformation de la structure financière) et du capital politique de l'organisation (reconnaissance de sa légitimité au-delà du cercle étroit des militants de la gauche radicale). Mais un autre facteur de crise va jouer après le déclenchement de la seconde *Intifada*, avec l'apparition d'une multitude de

[1492] Warschawski M., *Alternative… op. cit.*, p. 25.
[1493] Warschawski M., *Alternative… op. cit.*, p. 30.

nouvelles initiatives visant à fournir au mouvement anti-occupation des instruments d'information et de communication. Cette nouvelle configuration conduit à un repositionnement de l'AIC sur le marché local et international de l'information militante, entre le pôle radical représenté par les collectifs d'*Indymedia*, et le pôle « droits de l'homme » représenté par les services de communication d'ONG.

Faire face à la concurrence : une stratégie d'absorption

Les relations entre producteurs d'information « alternative » en Israël-Palestine, c'est-à-dire qui se positionnent en rupture vis-à-vis des cadres d'interprétation journalistiques ou politiques dominants, relèvent à la fois de la complémentarité et de la concurrence. Comme le remarque Connie H., le positionnement des organisations a évolué au cours des vingt dernières années en raison de la multiplication des sources d'information sur le conflit, qui participe d'une tendance plus générale à sa médiatisation croissante. Cette reconfiguration de l'espace des médias alternatifs a impliqué une stratégie de « recadrage », dans le sens d'un affichage croissant de la valeur ajoutée de chaque producteur. Cela lui permet de maintenir ses mécanismes propres d'accumulation de capital symbolique, sur un marché de plus en plus concurrentiel. Or ce processus a pour corollaire un accroissement de la division des fonctions entre les différents producteurs et à l'intérieur de chaque organisation. D'un point de vue synchronique, les relations entre médias alternatifs sont pensées à la fois comme des relations de concurrence impliquant un positionnement stratégique dans des « niches » du marché (« *notre* information »), et des relations de complémentarité impliquant une division collective du travail : alors que les « *autres organisations* » sont davantage spécialisées dans la « *documentation des faits* », l'AIC propose « *d'insérer* » ces faits dans un cadre d'analyse politique « *plus large* »[1494]. La stratégie de distinction de l'AIC avec ces organisations se décide donc à deux niveaux : d'une part, au niveau du type d'information produit (« *faits* » et/ou « *analyses* »), d'autre part, au niveau de l'utilisation qui est faite de cette information (informer, interpréter, prendre position, militer). Une polarisation de l'espace des médias alternatifs apparaît donc entre des organisations « d'information sur les droits humains », qui affichent une position de neutralité (par exemple une ONG comme *Btselem*) et des organisations « d'information militante », engagées politiquement (par exemple les groupes d'*Indymedia*). Dans ce marché structuré autour de deux principaux axes, l'AIC apparaît dans une position intermédiaire : producteur d'informations, à la fois de « faits » et « d'analyses », il est une organisation hybride entre l'ONG et l'organisation militante. Nassar I. parle ainsi d'une « *ONG politique* »[1495].

Les relations de l'AIC avec le collectif d'*Indymedia Israel* sont, à ce titre, éclairantes. Elles indiquent l'existence non seulement d'une division inter-organisationnelle des tâches de

[1494] Des extraits de cette partie de l'entretien sont présentés en annexe.
[1495] Nassar I., entretien, 2005.

médiatisation alternative, mais de positions inégales dans ce sous-espace militant. *Indymedia Israel* constituait initialement un produit d'importation, faiblement ancré (à l'inverse de l'AIC) dans les réalités politiques locales. Dans un entretien réalisé en octobre 2005 à Jérusalem, Michal G., une militante juive israélienne d'une trentaine d'années originaire d'Argentine, explique que les objectifs d'*Indymedia Israel* sont identiques à ceux des autres centres de médias indépendants : il s'agit à la fois de disposer d'un espace démocratique de débat, et de publier des informations alternatives et des points de vue critiques qu'on ne trouve pas dans la presse traditionnelle[1496]. Dans le cas du CMI-Israël , le collectif est fondé en 2000, c'est-à-dire avant le déclenchement de la Seconde *Intifada*. Ce n'est pas un épisode local de mobilisation qui crée à proprement parler la « fonction » du projet (informer sur les luttes de la seconde *Intifada*), mais l'existence d'un capital social international préalable, que le déclenchement de l'*Intifada* va permettre de mettre à profit, plaçant rapidement le collectif au centre de l'attention des militants anti-occupation. Bryan A., juif israélien né aux Etats-Unis, et l'un des co-fondateurs d'*Indymedia Israel*, commence en effet à nouer des contacts avec *Indymedia global* en l'an 2000, essentiellement par email, dans la continuité des manifestations de Seattle. Mais c'est lors de la mobilisation contre le Banque Mondiale à Prague en septembre 2000 qu'est lancé le site d'*Indymedia Israel*, par lui et Ronen E., avec la collaboration de Guy W., resté en Israel. Or, ils apprennent en plein milieu du contre-sommet le déclenchement de l'*Intifada*, ce qui va leur offrir une fenêtre d'opportunité inattendue, et les orienter par la suite vers un militantisme moins déconnecté du conflit israélo-palestinien.

Les relations étroites que semblent entretenir *Indymedia Israel* et l'AIC sont le produit d'une série d'alliances et d'ajustements mutuels qui montrent comment les premiers ont rapidement été perçus comme des concurrents potentiels, par les militants de l'AIC, en position de quasi-monopole de fait sur le marché local de la production d'information alternative « radicale » destinée à l'exportation à l'international[1497]. A ce titre, la fusion partielle de l'AIC et d'*Indymedia Israel* (qui se manifeste lors de l'enquête par la présence quotidienne de médiactivistes d'*Indymedia* au local de l'AIC à Jérusalem) s'apparente à ce que la théorie des firmes appelle une « *joint venture* » ou « coentreprise », cas fréquent dans les stratégies d'implantation des entreprises multinationales à l'étranger (ainsi des vidéastes indépendants d'Indymedia bénéficient des locaux et du matériel de l'AIC pour réaliser et monter leurs films). Des extraits d'un entretien réalisé avec Ronen Eidelman permettent de comprendre les circonstances particulières de la création de ce collectif lors du contre-sommet de Prague en 2000 qui, conformément au principe « d'autonomie des groupes locaux » prôné par le réseau global des Centres de Médias Indépendants, se veut au départ moins une « filiale » qu'une « franchise » d'*Indymedia Global*.

Contrairement aux organisations de médias militants qui occupent déjà des positions dans l'espace des mouvements sociaux pacifistes israéliens au moment du déclenchement de la seconde *Intifada*, et qui utilisent leurs ressources locales pour s'internationaliser, le collectif

[1496] Michal G., entretien, 2005.
[1497] On a vu au chapitre 4 qu'il existait cependant depuis la première *Intifada* d'autres titres, comme *The Other Israel* et *Challenge*, dont les réseaux d'influence sont en partie distincts.

Indymedia Israel se construit depuis l'étranger en mobilisant des ressources internationales pour « pénétrer » le marché local. Ces ressources sont constituées à la fois d'un capital relationnel international et d'un capital technique spécifique, qui est le produit d'un processus d'apprentissage des militants israéliens auprès de leurs pairs anglo-saxons.

« Q. Vous avez commencé à entrer en contact avec les gens d'*Indymedia* à Prague ou avant ?
Ronen E. : Bryan et Guy étaient en contact avec des gens de Seattle avant. Mais à Prague, il y avait des gens d'*Indymedia* du monde entier, bien qu'alors ils soient encore très dominés par les anglo-saxons, comme des Américains ou des Britanniques – même si l'influence italienne commençait à se faire sentir. Ce n'était pas comme aujourd'hui, bien que déjà ce soit quelque chose d'important. Nous avons vu la façon dont ils travaillaient et nous avons appris beaucoup, simplement en étant en contact dans un environnement intense : des gens qui travaillent sur des ordinateurs toute la journée, tu vois : c'était vraiment une bonne connexion. Après, pendant l'*Intifada*, beaucoup des gens que nous avions rencontré à Prague sont venus ici, dans les Territoires : les connexions se sont poursuivies à travers différents événements et rencontres – les gens sont allés à Gènes, à Strasbourg, etc. Mais Prague était le premier point de rencontre, où les connexions internationales ont été mises en place »[1498].

Cependant, l'intégration dans le réseau international d'*Indymedia* n'explique pas à elle seule la formation et le maintien du groupe local. Ainsi, le fait que les militants d'*Indymedia* s'investissent plus spécifiquement, vers 2003-2004, dans la publication d'informations « en temps réel » autour de la construction du « Mur », érigée en symbole de l'oppression israélienne, peut être vu comme un effet de la concurrence entre différents producteurs sur le même marché : « *nous étions les premiers à écrire sur le Mur, tu sais* », m'explique Ronen E., alors que la même affirmation est tenue par M. Warschawski selon qui c'est l'AIC qui a joué ce rôle d'alerte. Bien évidemment, l'attention critique des militants est moins tournée à ce moment vers les autres médias alternatifs que vers la presse conventionnelle, avec laquelle sur une courte période s'installe une relation de concurrence au *scoop* : « *nous étions vraiment là avant, parce que nous étions plus rapides à répondre et nous savions ce qui se passait, mieux encore que les médias dominants* »[1499]. Cette stratégie renforce une « fonctionnalisation » du médiactivisme local qui se tourne « par la force des choses » vers les médias conventionnels : ces derniers conservent (à la différence des médias mexicains aux yeux des militants des médias libres) une position relativement légitime. La stratégie se révèle d'ailleurs « payante » dans un premier temps, au sens économique et symbolique du terme :

« Ronen E. : Après ça, des gens ont commencé à nous payer pour des trucs. Les gens voulaient [nos informations] : différentes organisations voulaient nous apporter un soutien parce que nous faisions du bon travail.
Q. Quelles organisations?
Ronen E. : *B'Tselem, l'ICAHD, Yesh Gvul,* La Coalition des Femmes pour la Paix, *Bat Shalom* : une quantité de projets différents […].

[1498] Iedelman, entretien, 2005.
[1499] *Ibid.*

Q. Connaissaient-ils *Indymedia* avant ou l'ont-ils découvert à travers vos publications ?
Ronen E. : Les deux, mais la majorité par des connexions qui se sont nouées après. C'est intéressant parce que la plupart des gens qui, à la fin, étaient un peu les plus actifs des militants d'*Indymedia*, eh bien on ne se connaissait pas avant. C'était aussi une bonne chose au départ d'avoir un espace physique : c'était dans la rue de Florentine [à Tel Aviv]: les gens marchaient simplement dans la rue et nous demandaient juste '*eh ! Qu'est-ce que vous faites ici ?*' […]. Nous avons aussi beaucoup travaillé avec des organisations dont le travail est de récolter de l'information – comme B'Tselem, Hamoked, l'AIC – nous avons beaucoup travaillé avec l'AIC – ainsi qu'avec des gens sur le terrain »[1500].

En décembre 2003, *Indymedia* est confronté à des mesures répressives de la part des autorités israéliennes, après la publication sur le site d'une caricature du premier ministre A. Sharon, représenté à l'image d'Adolf Hitler. Pour Ronen, la saisie du matériel d'*Indymedia Israel* à cette occasion n'est pas une mise à mort : il compare cet épisode au fait de couper la tête à une hydre à mille têtes[1501]. Selon une logique paradoxale déjà observée dans le cas de l'AIC, l'affaire est médiatisée dans la presse et les circuits militants internationaux : le collectif est ainsi soutenu par des groupes militants de la gauche radicale et des ONG de défense des droits de l'homme et de la liberté d'expression[1502]. La publication de nombreux articles dans la presse, par les militants[1503] ou des sympathisants journalistes, intellectuels, contribue ainsi, paradoxalement, à accroître le capital symbolique du collectif, tout au moins dans le cercle restreint des militants anti-occupation en Israël. Une partie s'insère dans les structures existantes. Ainsi, un mois après la fermeture d'*Indymedia Israel*, qui sera relancé plus tard, Bryan Atinsky devient rédacteur en chef de *News From Within*, en janvier 2004. La réorientation de l'AIC en direction du cadre de mobilisation « altermondialiste » dans les années 2000-2006 peut ainsi être analysée en partie comme le produit de sa stratégie d'absorption de la concurrence nouvelle introduite par ces nouveaux entrants qui, bien que minoritaires et occupant des positions dominées dans l'espace, vont contribuer à impulser cette dynamique de « recadrage », lourde de retombées potentielles en termes de recrutement militant et d'élargissement du bassin de lecteurs.

Cette reconstitution des dynamiques de construction du pôle « radical » des médias alternatifs en Israël permet de saisir une trajectoire d'autonomisation partielle de ce sous-univers militant, néanmoins fortement dépendante de deux facteurs externes : l'extension ou la rétraction de l'espace militant de l'aile radicale du mouvement de la paix, selon les périodes de pic ou de creux dans les mobilisations ; le niveau et le type de médiatisation dont le mouvement anti-occupation est l'objet dans les médias conventionnels (qui tend à orienter les

[1500] Ronen E., entretien, 2005.
[1501] Ce cas est proche de celui d'Indymedia UK étudié in Salter, L., « Indymedia and the Law… », *op. cit.*, p. 180. On notera par ailleurs qu'il y a un précédent comparable en Israël, à l'autre extrême du spectre idéologique, puisque des groupuscules racistes antiarabes, *Kach* et *Kahana H'Raï* avaient mené une campagne diffamatoire contre Yitzhak Rabin lors de la signature d'Oslo II, diffusant un photomontage de Rabin portant un uniforme nazi (Baron, X., *Les Palestiniens... op. cit.*, p. 646).
[1502] IMC Israel, « The association for civil Rights in Israel (ACRI) states in a letter to the Attorney General of Israel : 'the investigation against Indymedia Israel has turned into intimidation, harming Freedom of Speech on the Internet' », December, 26th, 2003, http://www.scoop.co.nz/stories/HL0312/S00223.htm
[1503] Bryan A., « Silencing dissent in Israel », *News from Within*, XXI/2, February-march 2005, p. 23-27.

activités des militants des médias alternatifs vers l'accès aux arènes publiques légitimes). Or, dans le cas des médias du RAO, le processus de « fonctionnalisation » des réseaux de médias alternatifs observé dans le cas des médias libres mexicains, ne se produit pas, ou du moins ne se produit que par procuration dans le cas d'*Indymedia Israel* (inséré dans le réseau international des médiactivistes radicaux), mais sans reconnaissance locale autre que le rôle qu'il peut jouer vis-à-vis de la presse dominante ou des organisations militantes. Il reste maintenant à comprendre, après avoir comparé ces deux logiques, proches mais distinctes, d'autonomisation fonctionnelle du pôle radical des médias alternatifs dans le RNZ et le RAO, les causes et les effets de ces trajectoires à l'intérieur des groupes et des individus composants ces réseaux.

Section 2. La fonction stabilisatrice des espaces d'autonomie relative

Après avoir présenté les logiques différenciées de construction de réseaux de médias alternatifs chez les militants pro-zapatistes et anti-occupation, il s'agit maintenant, pour reprendre la métaphore qui sert de fil conducteur à l'analyse, de saisir ce qui se passe à l'intérieur de chaque « véhicule » du réseau. J'ai évoqué rapidement dans l'introduction générale un exemple de « spécialisation fonctionnelle » au cours des mobilisations de Seattle, en 1999, durant lesquelles des équipes de médias (*media team*) se forment pour offrir une couverture médiatique alternative à l'événement. La division internationale du travail politique entre les militants des médias et les autres militants contribue ici à l'identification, au sein des réseaux militants, de ce que le sociologue américain Erving Goffman appelle des « équipes de représentation ». Ce concept me semble particulièrement approprié pour analyser les facteurs de stabilisation des contre-espaces de production symbolique à travers la constitution des groupes, les logiques de fonctionnement interne des organisations, et l'accès à l'espace public des acteurs des médias alternatifs. Les « équipes » désignent chez ce sociologue « tout ensemble de personnes coopérant à la mise en scène d'une routine particulière »[1504].

La singularité des équipes de médiactivistes altermondialistes est que leurs membres cherchent, lors d'épisodes protestataires exceptionnels, mais aussi dans des routines plus quotidiennes, à construire et mettre en scène les fonctions de leurs activités militantes spécialisées pour les mouvements de lutte contre le néolibéralisme. On peut appeler ces groupes des *équipes de contestation* (ou *équipes subversives*), par opposition aux *équipes de conservation* (ou *équipes d'appui*). Alors que les activités des équipes subversives sont tournées vers la contestation de la légitimité d'un ordre institutionnel donné, celles des équipes de conservation (comme les porte-parole de l'OMC) sont tournées vers la mise en scène d'activités qui contribuent, au contraire, à légitimer cet ordre institutionnel. Cette orientation opposée doit cependant être conçue relationnellement, comme un construit social : les « contestataires » et les « conservateurs » contribuent pour une part à définir les stratégies de leurs adversaires.

[1504] E. Goffman prend de multiples exemples pour illustrer le travail de représentation mené par les individus qui composent une équipe. Ainsi, dans un hôtel de luxe, les membres du personnel de service doivent veiller, en contrôlant leurs gestes et leurs propos, à conserver l'image bourgeoise que la direction souhaite donner de l'établissement à sa clientèle. De même, lors d'une réception à leur domicile, un couple forme une « équipe » de deux personnes, liées par des liens de loyauté réciproque, dont ils attendent des bénéfices mutuels. Les époux cherchent à faire bonne figure devant les invités, offrant ainsi l'image de couple uni. Chacun assure à l'autre une certaine protection, et évite autant que possible de manifester de façon ostentatoire son désaccord à l'égard des déclarations ou des comportements du conjoint (qu'il peut pourtant condamner dans son for intérieur). De la sorte, ils produisent ce qu'E. Goffman appelle une « impression d'équipe » auprès de leur public (Goffman E., « Les équipes », in *La mise en scène de la vie quotidienne. 1. La présentation de soi*, Paris, Editions de Minuit, 1973, p. 81).

Les équipes de représentation constituent des groupes plus fortement institutionnalisés (au sens large) que les « cliques », un terme qui désigne chez E. Goffman des petits groupes de personnes qui se rassemblent pour une activité donnée, sans cérémonie, et souvent désireuses par là de marquer une certaine distance sociale avec des personnes de même rang (comme une bande d'amis). Les équipes, elles, orientent leur représentation collective vers un public extérieur, qu'il s'agisse d'un supérieur hiérarchique, d'un subordonné ou d'une autre équipe semblable. Cette orientation de l'activité d'équipe présente des avantages pour les coéquipiers : comme dans une société secrète, ils forment aux yeux des personnes extérieures un microcosme inaccessible au profane. Les membres de l'équipe peuvent d'ailleurs apprécier le sentiment de faire partie d'un groupe de conspirateurs[1505]. Cependant, le fait de faire équipe contribue à placer les acteurs dans un jeu de contraintes croisées.

Donner une « bonne » impression d'équipe lors d'une représentation publique suppose, en effet, une loyauté de chacun des membres envers son équipe et ses coéquipiers. Ils doivent donc tous, individuellement et collectivement, travailler à maintenir une définition de la situation, favorable à l'impression d'équipe auprès du public. Cette définition passe notamment par un contrôle du décor de la scène[1506]. Dans le cas des « équipes de contestation », comme les militants des médias réunis à Seattle, le « contrôle du décor » passe par un travail de légitimation des manifestations, auprès des autorités ou de l'opinion publique, comme des actions de protestation menées contre les politiques de libéralisation de l'OMC – autrement dit un « cadrage » des mobilisation. Mais la difficulté, pour l'équipe qui veut maintenir un système de contraintes effectif pour ses membres, est qu'elle forme un groupe non institutionnalisé : à des fins d'auto-protection, ses membres manifestent généralement leur accord de façon *spontanée* pour orienter l'effort collectif dans un certain sens. De plus, tous les membres de l'équipe n'ont pas les mêmes moyens ni la même liberté pour diriger la représentation. Le caractère spontané et l'existence de rapports de forces internes à l'équipe sont des sources de tensions possibles entre les coéquipiers[1507].

Ainsi, pour comprendre les interactions qui se jouent au sein de l'équipe, et entre l'équipe et son public, il faut saisir non seulement les facteurs microsociologiques (les comportements jugés déviants par rapport aux conventions internes), mais macrosociologiques (les pratiques déviantes des agents par rapport aux normes sociales). C'est d'ailleurs un aspect peu présent dans les approches interactionnistes, qui tendent à considérer l'interaction, pour reprendre une expression de Bourdieu, comme « un empire dans

[1505] Lors d'une soirée-débat organisée en mars 2007 à Nantes (France), en présence de militants du collectif *Indymedia Lille*, l'animateur décrit le réseau en soulignant sa « culture du secret » – une affirmation que les militants présents ne contestent pas.

[1506] Qu'il s'agisse, dans les exemples précédemment cités, de l'aménagement luxueux de l'hôtel, ou de la qualité du cérémoniel de réception au domicile.

[1507] Pour donner une illustration concrète de ce phénomène dans le cas d'équipes de contestation formées d'individus issus de plusieurs pays différents, on peut citer le récit que donne le célèbre révolutionnaire Ernesto « Che » Guevara de la préparation de la révolution cubaine, en 1957-1959. Pendant plusieurs mois, un petit groupe de révolutionnaires s'étaient réfugiés dans le maquis de la *Sierra Maestra*. Ils étaient au départ moins de vingt personnes, puis environ deux cent à la fin. Les cas de désertion (ou pire, les trahisons) étaient alors si nombreux que leurs auteurs étaient punis de la peine de mort, afin de conserver (et renforcer) l'unité du groupe – une mesure extrême, mais justifiée par l'absence d'institution extérieure susceptible de réguler les atteintes à la cohésion du groupe (Guevara E., *Souvenirs de la guerre révolutionnaire*. Tome 1, Paris, Maspéro, 1967).

un empire »[1508]. Enfin, l'étude des équipes suppose de pouvoir articuler l'analyse des interactions objectives entre les acteurs, et les interactions d'ordre « symbolique », qui engagent des systèmes de représentation abstraits ayant des effets concrets sur leurs relations. Comme le dit E. Goffman, « chaque organisation peut être considérée comme un lieu où l'on dispose d'un certain nombre de personnages à attribuer à de futurs acteurs et comme une collection d'appareils symboliques ou d'accessoires cérémoniels à répartir »[1509]. On peut donc se demander si la division du travail de communication politique, dans les équipes subversives de militants transnationaux de l'information, ne favorise pas l'attribution de rôles distincts entre les protagonistes, reconnus par certains accessoires (une caméra vidéo, un ordinateur), des appareils symboliques spécialisés (la critique des médias dominants) ou une division des rôles spécifiques (maintenance des équipements ou conduite de l'équipe).

Les équipes engagent donc des relations entre des individus et des groupes, qui se contraignent mutuellement par une sorte de contrat volontaire informel. La particularité de l'usage que je propose de ce terme, dans le cas des équipes de médiactivistes qui m'intéressent ici, est de reposer sur un élargissement de la notion de « représentation ». Chez E. Goffman, le terme est essentiellement employé au sens de « mise en scène », selon une métaphore qu'il utilise pour décrire les formes théâtralisées des jeux d'acteurs dans la vie quotidienne. Cependant, le terme de représentation dans le cas d'équipes engagées politiquement peut également renvoyer à deux dimensions complémentaires : la représentation au sens de catégorie statistique (exemple : les groupes A, B et C représentent chacun un tiers du groupe ABC), et la représentation au sens de délégation (la personne « a » représente le groupe « A » auprès de l'institution « abc » qui, elle-même, représente le groupe ABC). Ces deux dimensions m'intéressent ici, car comme on va le voir, selon que les organisations de médias alternatifs se situent plus ou moins à distance des pôles de légitimité institutionnelle (Etat et pôles dominants des champs de production culturelle), ils vont avoir tendance à justifier leurs pratiques :

- par leur rôle de « représentants » (« a ») du mouvement social (« A ») dans lequel ils se reconnaissent et sont reconnus (cette délégation informelle domine dans le pôle « radical ») ;
- ou davantage ou de leur « représentativité » (« b ») de groupes extérieurs aux cercles militants (« B »), en particulier les « communautés » qu'ils médiatisent, ce qui leur fournit une légitimité auprès des institutions de l'Etat (cette représentation au sens statistique domine dans le pôle « citoyen », comme on le verra au chapitre 6).

Cependant, conformément à l'hypothèse que les interactions ne sont pas « un empire dans un empire », la possibilité même de se constituer en équipe de représentation d'un mouvement social est inégale entre les médias « radicaux » pro-zapatistes et anti-occupation, en raison de conditions de félicité différentes des processus d'autonomisation des réseaux,

[1508] Bourdieu P., « La formation des prix et l'anticipation des profits », in *Langage… op. cit.*, p. 99-131.
[1509] Goffman E., *La mise en scène… op. cit..*, p. 98.

observés dans la section précédente : les médiactivistes mexicains bénéficient de conditions globalement plus favorables que leurs homologues israéliens et palestiniens.

A/ Des cliques aux équipes de représentation : le cas des médias libres au Mexique

Les trois facteurs principaux qui contribuent à fournir une base matérielle et sociale aux médias libres mexicains sont l'existence d'espaces de production relativement autonomes, la légitimation de certaines règles et principes de fonctionnement, et une économie d'autosubsistance qui constitue à la fois un élément d'extrême instabilité de l'univers, mais également de conservation de son intégrité.

Les enjeux politiques de l'aménagement des espaces

La construction d'espaces alternatifs de production idéologique constitue un enjeu politique auquel les militants interrogés accordent une grande importance, en raison du fait qu'ils constituent des instruments d'objectivation de leur système alternatif de représentations. Le politiste et anthropologue étasunien James Scott, auteur d'une étude sur les stratégies de résistance à la domination des groupes « subalternes », soutient que, contre les versions pauvres de l'hégémonie culturelle et les théories marxistes de la « fausse conscience », on ne peut réduire les réactions des dominés (esclaves, serfs, prolétaires, etc.) à ce qu'ils en montrent ostensiblement dans les situations qui exigent l'exhibition d'une attitude d'obéissance ou de soumission. Derrière ce « texte public », les groupes subalternes développeraient constamment, selon lui, un « texte caché » de critique du pouvoir. Cependant, le maintien de la cohésion et de la cohérence du texte caché ne nécessite pas uniquement des ressources contre-idéologiques de leur part, mais l'existence de ce que l'auteur appelle des *espaces sociaux d'autonomie relative* :

« Aucune des pratiques et des discours de résistance ne peuvent exister sans une coordination et une communication tacites ou bien ouvertes au sein du groupe dominé. Pour que cela se produise, celui-ci doit se créer des espaces protégés du contrôle et de la surveillance projetés par en haut. Si l'on veut comprendre le processus par lequel la résistance est développée et codifiée, l'analyse de la création de ces espaces sociaux d'arrière-scène revêt une importance particulière […]. Pour tout rapport de domination, il devrait être possible de spécifier un continuum de sites sociaux arrangés selon le degré auquel ils sont patrouillés par les élites dominantes. Les sites les moins quadrillés et de ce fait les plus autonomes seront certainement les lieux où l'on aura le plus de chances de découvrir le texte caché »[1510].

Mes observations indiquent que l'aménagement de ces espaces joue un rôle crucial dans la mise en scène du caractère fonctionnel des activités du groupe, en particulier lorsqu'un observateur extérieur y pénètre. Pour l'illustrer, l'encadré suivant, réalisé à partir de notes

[1510] Scott J., « Aménager un espace social pour une subculture dissidente », in *La domination… op. cit.*, p. 133-135.

prises dans un carnet ethnographique, décrivent les circonstances dans lesquelles j'ai été accueilli par Maka au Centre de Médias Libres, lors d'un premier passage en février 2006.

« *On doit se donner des temps pour se discipliner* »

Ma première visite au CML-DF a lieu le 21 février 2006, jour d'une réunion hebdomadaire du collectif. Je suis accueilli par Maka. Elle me propose une rapide visite du centre, qui se trouve être une maisonnette en location, d'une centaine de mètre carrés, réaménagée pour les besoins du collectif. On y accède par une porte donnant sur la rue, où est apposé un autocollant au nom du CML-DF, un dessin anti-fasciste, une affichette du mouvement *Yo Mango* (« je vole »). Deux étoiles rouges, qui symbolisent les luttes anti-capitalistes en général, et le Néozapatisme en particulier, sont peintes sur la porte, ainsi qu'une citation de Bakounine qui donne, pour ainsi dire, le ton : « *on voit bien que l'institution du commandement est, dans son essence primitive, une institution liée à la condition carnivore* ». Un escalier donne accès à un couloir, où sont exposés de nombreux journaux, tracts, brochures et documents divers, ouvrant sur une pièce principale, divisée en deux parties. La maison comprend, en plus de la pièce principale, une cabine de radio insonorisée, une chambre pour les visiteurs (*hostal*), un café Internet, une cuisine, une salle de bain.

Maka déploie une intense activité pour me montrer le centre sous un jour favorable. Ma présence provoque visiblement un effet d'officialisation et des modifications dans les interactions entre les membres du collectif alors présents. Ainsi, avant que nous nous isolions dans la cabine de radio pour réaliser l'entretien, elle signale à ses camarades que nous allons « *travailler* », un terme qui sonne alors comme une sorte de rappel à l'ordre implicite sur la fonction du lieu : il ne s'agit pas d'un simple *squat* (ce que la maison a été pendant plusieurs années), mais d'un lieu de travail militant. Elle m'explique que le CML-DF entend former non pas simplement un média au sens d'outil d'information et de communication, mais un centre de rencontres visant à favoriser la convergence entre de nombreux points de vue militants. Par exemple, certains médias du réseau des médias libres adoptent une posture plutôt « politique », comme *Radio Pacheco*, alors que le CML-DF cherche à faire dialoguer ensemble plusieurs tendances, notamment les postures plus « culturelles » (lors de la réunion du soir, ces derniers sont désignés par le terme *cultureros*). Le CML-DF est aussi destiné à servir de référent pour l'Autre Campagne.

Sur les murs se trouvent de nombreux posters, affiches, tracts, autocollants, etc., la plupart liés à la lutte néozapatiste (Campagne 20&10 de 2004, Autre campagne de 2006), ou à des luttes radicales telles que la lutte contre la mondialisation néolibérale (« *contre la mondialisation* »), les forums sociaux altermondialistes (« *résistons, nos utopies en action !* »), la légalisation de la marijuana (« *journée mondiale pour la libération de la marijuana* »), le féminisme (« *journée internationale de la femme* »), ou des messages plus généraux (« *la vie est politique* », « *argent gratuit* », etc.).

Un détail retient plus particulièrement mon attention : des membres du collectif ont affiché sur les murs de grandes feuilles de papier destinées à organiser la vie du centre : les tours de garde (jour de la semaine, créneaux le jour ou la nuit), le calendrier prévisionnel des activités du mois en cours, les collectifs de médiactivistes qui participent à la couverture de l'Autre Campagne, les différentes équipes de travail, les ressources matérielles, humaines et financières que chaque groupe ou individu peut apporter. Maka, qui est l'une des personnes à l'origine de cette initiative, commente avec fierté « *on doit se donner des temps pour se discipliner. C'est chouette de respecter ces moments, parce qu'on est parfois désorganisés* ».

Le CML fonctionne ainsi comme un espace social d'autonomie relative pour ses membres. Cet exemple n'est pas isolé, comme le montrent notamment les cas d'*Indymedia Chiapas*, du *Rincón Zapatista*, de *Radio Zapote* et du CSL-RFM. La confrontation des différents témoignages montre le caractère tout à fait exceptionnel du CML dans le paysage des médias libres : alors que ses fondateurs, du collectif AIRE, ont travaillé durant plusieurs années dans les appartements individuels des uns et des autres (au prix d'une confusion entre la vie privée et la vie publique qui a fait naître des tensions entre eux[1511]), la mise en place du centre constitue une étape fondamentale dans la pérennisation de leur activité. L'espace physique contribue, en effet, à produire sa propre dynamique : s'investir dans des rituels aussi apparemment triviaux que le ménage ou le rangement – et, bien sûr, les réunions obligatoires du mardi –, c'est acquérir une légitimité aux yeux du noyau dur des militants, c'est-à-dire ceux qui doivent assurer son entretien, l'organisation de la vie commune et le paiement des factures de loyer, d'eau, ou d'électricité.

L'institution de règles et de principes

Le CML fonctionne avec des règles égalitaires et une certaine informalité qui joue à la fois comme une ressource et une contrainte. Jo Freeman a proposé au début des années 1970 une réflexion critique sur le phénomène qu'elle appelle la « tyrannie de l'informel » (*the tyranny of structurelessness*) dans les organisations féministes. L'auteur observe que le principe de la non-structuration des groupes militants, forgé en réaction au contrôle social subi par les femmes, est devenu un mot d'ordre consensuel dans les organisations féministes. Cependant, de son point de vue, la non-structuration est impossible d'un point de vue organisationnel, car il est impossible de *décider* si un groupe doit être structuré ou non, mais seulement de le doter de structures *formelles* ou non. Or, l'informalité des structures au sein des mouvements féministes a eu, selon elle, de nombreuses conséquences négatives, comme la concentration du pouvoir entre les mains de quelques militant(e)s, favorisant ainsi l'élitisme et une hégémonie du pouvoir d'autant plus forte qu'elle demeure invisible aux yeux de la majorité des membres du groupe. L'auteur propose ainsi de distinguer entre les groupes « non-structurés » et « structurés », selon qu'ils ont ou non été structurés délibérément d'une manière formelle : « un groupe structuré a toujours une structure formelle, mais peut aussi en avoir une informelle. Par contre, un groupe non-structuré a toujours une structure informelle, ou masquée »[1512].

Dans les organisations militantes de médias que j'ai été amené à étudier, la division interne du travail est inégalement « formalisée » au sens de Jo Freeman. Dans certains cas, l'idée de division du travail est étrangère ou contradictoire avec les catégories de perception des membres du groupe (*KeHuelga*), alors même qu'on peut observer un tel phénomène dans leurs pratiques effectives, tandis que dans d'autres cas, cette division du travail est valorisée

[1511] Adolfo, entretien, 2006.
[1512] Freeman J., « The Tyranny of Structurelessness », *Berkeley Journal of Sociology*, 17, 1972-73, p. 152.

comme un signe de professionnalisme ou de maturité politique, alors qu'elle ne correspond pas toujours exactement aux pratiques effectives (CML).

Dans les médias du pôle radical caractérisés par un haut niveau d'informalité, la difficulté à institutionnaliser des conventions communes de fonctionnement interne réside dans le fait que le vocabulaire de « l'institutionnalisation » est associé aux médias dominants ou « officialistes » (*oficialistas*), et donc à l'idée de « mensonge », de manque « d'éthique », et de proximité aux autorités officielles, comme l'affirme Serch, de *Radio Zapote* :

« Le point de vue des autres médias [i.e. qui ne sont pas des médias libres] est le point de vue des gouvernements. Ils disent ce qu'il faut dire, ce que les gouvernements leur disent de dire. Ils suivent une ligne institutionnelle […]. A *Radio Zapote*, il s'agit de la divulgation de faits et non la transmission de ce que le gouvernement nous dicte […]. Il s'agit donc surtout d'un appui et de la divulgation de la vérité. Ici, souvent les autres stations de radio sont sous le joug des médias de télécommunications, ils ont un problème d'éthique »[1513].

Le fonctionnement interne des médias alternatifs se veut ainsi à l'opposé du fonctionnement des médias conventionnels : ils sont du côté de la vérité, de l'éthique et ces vertus impliquent une distance maximale aux autorités officielles, c'est-à-dire une « ligne anti-institutionnelle ». Cependant, les médias conventionnels demeurent une référence légitime en termes d'organisation et d'efficacité[1514], mais aussi en termes de valeurs (indépendance, pluralisme). L'espace de possibilités ainsi ouvert peut sembler à la fois particulièrement étroit si l'on adopte un regard extérieur au système de valeurs des groupes, et presque infini du point de vue des acteurs eux-mêmes. On trouve cette contradiction pratique (non vécue comme telle, sauf dans certaines conditions exceptionnelles) dans le collectif de *Radio Sabotaje* : un principe d'ouverture maximale (« *pluralité du projet* ») coexiste avec des règles relativement strictes concernant les droits d'entrée de nouveaux membres ou la diffusion des contenus. Cet angle d'analyse fournit une saveur particulière à l'extrait d'entretien ci-dessous, dans lequel on constate que le pluralisme est essentiellement défini d'un point de vue interne au groupe – le groupe étant lui-même constitué de personnes liées par de fortes affinités politiques et esthétiques :

« José : On croit au caractère pluriel de ce projet. On a mis quelques petites limites aux voix à qui l'on permet [de s'exprimer] dans ce projet, mais finalement l'idée est de donner la voix à tous les projets sonores, musicaux, politiques, qui n'ont pas d'espace dans les médias de communication de masse, à l'exception des points de vue fascistes, sexistes ou discriminatoires.
Fabio : ou de partis politiques

[1513] Armando A., entretien de C. Rouxel, 2011.
[1514] « Ceux de la radio ont fait deux choses très importantes : se constituer en collectif autonome. C'est-à-dire : '*nous, on est autonomes*'. Et l'autre chose importante, ça a été de dire : '*on va faire une structure d'information et de communication comme dans une radio*'. C'est-à-dire : '*on va constituer un comité éditorial, on va mettre en place des horaires, on va se former*' » (Serch S., Imuris V., entretien, 2006).

José : ou de partis politiques, oui. Par-dessus tout, nous ne sommes dans aucun parti politique [*no somos partidistas*]. De fait la majorité d'entre nous est contre les partis politiques et la politique traditionnelle. Donc on essaie d'être un espace pluriel, avec quelques limitations. Par exemple, ne pas diffuser de la musique qu'on peut entendre sur les stations commerciales, ne pas faire de la propagande qui est diffusée ailleurs. [Se tournant vers les autres] Quelqu'un veut ajouter quelque chose ? »[1515].

Mar, du collectif de la *KeHuelga*, donne l'exemple d'une situation où le groupe doit formuler un rappel à l'ordre particulièrement explicite aux animateurs d'une émission, pris en flagrant délit de « compromission » avec un organisme institutionnel. Ces derniers réagissent en faisant amende honorable, non sans avoir pointé du doigt le fait que personne ne leur avait indiqué clairement les limites de l'acceptable. Ils dévoilent par leur attitude l'existence d'une forte pression du groupe, qui reste habituellement implicite. La sanction ultime (le bannissement du groupe) n'est en effet plus très loin à ce stade (« *on leur a dit que ce genre d'attitude ne devait pas se répéter* ») :

« Mar : un jour, un collectif a amené un représentant de l'IFE, l'Institut Fédéral Electoral. Et nous [l'assemblée de la radio], on a dit que ça ne rentrait pas dans le cadre de la radio […]. Il s'agit d'un organe électoral qui dispose de tous les médias qu'il veut pour se faire connaître, et qui n'a absolument pas besoin de l'espace de la radio [*KeHuelga*]. L'idée, c'est qu'on ne fait pas une campagne de prosélytisme pour ou contre les institutions, et les institutions elles-mêmes ont tout le financement et l'argent nécessaire pour pouvoir financier un entretien avec n'importe quel média. Ils n'ont pas besoin d'expliquer leurs objectifs dans une radio libre, tu vois ?
Q. Qu'est-ce que vous avez fait alors ?
Mar : on l'a expliqué aux camarades, qui nous ont dit qu'ils n'avaient pas eu cette intention, qu'ils allaient changer et, bon, on leur a fait comprendre que ce genre d'attitudes ne devait pas se répéter […]. Ce genre de chose ne doit pas être diffusé à la radio, parce que c'est un organisme officiel à qui on ne demande rien, dont on ne veut rien, et on ne veut pas qu'ils promeuvent cette culture […]. On est tous dans une logique de non-acceptation. Les camarades ont dit que c'était la dernière fois que ça arrivait, qu'ils n'avaient pas vu de mal à ça, mais aussi qu'ils ne savaient pas s'ils devaient demander à quelqu'un. On leur a répondu que la question n'était pas de demander à quelqu'un, mais de sentir que, comme on l'avait expliqué, l'idée d'inviter quelqu'un qui est dans le gouvernement ne collait pas avec l'esprit de ce collectif […]. Je crois que c'est le seul incident qui a exigé une réponse énergique de l'assemblée »[1516].

Pour éviter que ce type de situations ne se multiplie, le groupe peut diriger une partie de ses efforts vers la formalisation de conventions communes réglant plus précisément leurs interactions mutuelles. Ce processus correspond à la transformation d'une clique en une équipe de représentation, responsable devant ses membres et devant un public extérieur du bon respect de ces conventions qui lui donnent une légitimité à agir. Ainsi, le collectif de la *KeHuelga* est fondé initialement, comme la plupart des collectifs étudiés ici, sur la base de

[1515] José, Fabio, Gerardo, entretien, 2006.
[1516] Mar, entretien, 2006.

réseaux affinitaires (« *par amitié* »)[1517]. Mais le cas du CML offre un exemple de désencastrement plus poussé entre la sphère des conventions usuelles la vie privée (caractéristique des « cliques ») et les conventions de la sphère de la représentation publique (qui caractérise les « équipes »). Cette formalisation se traduit par la publication en 2005 (au moment de la création du centre) d'un « projet », rédigé à la manière relativement formelle des documents officiels que les associations à buts non-lucratifs doivent fournir aux autorités administratives – bien que le centre ne soit pas légalement enregistré : points principaux (« proposition de travail », « projets alternatifs, indépendants et autogérés », « bénéficiaires du projet », « stratégie de travail collectif », etc.), points secondaires (objectifs internes, objectifs locaux ou communautaires, objectifs globaux), sous-points (café Internet, ateliers de logiciels libres, repas communautaires, etc.) ; vocabulaire indiquant ce que la projet apporte en termes de bien public (« *donner la voix à la population qui est exclue des médias de communication de masse* »), etc.[1518]. Maka m'explique comment certains principes de fonctionnement internes ont été importés de règles de fonctionnement d'autres collectifs :

« Par exemple pendant les réunions à Cancún [en 2003], on a vu que les relations de ceux qui venaient des Etats-Unis – les anarchistes par exemple – fonctionnaient sur des codes très pratiques pour communiquer. Par exemple tu es dans une réunion, et on demande toujours avant de prendre la parole : '*lui va parler, puis lui, puis lui*'. Mais si je veux dire quelque chose en rapport avec ce qu'a dit la personne qui a parlé là, je fais ça [levant l'index] et donc j'ai le droit de participer. Il y a comme des codes : ils étaient très organisés de ce point de vue. Et nous du coup, on s'est dit '*allez ! Il faut adopter quelques-uns de ces codes*'. Il y avait comme des symboles avec les mains qui permettaient une meilleure organisation. D'idées aussi. »[1519]

Les différents principes et objectifs du projet définissent ainsi un « programme institutionnel » qui légitime et clarifie des conventions de fonctionnement, l'organisation des rituels collectifs, et la division interne du travail. De même que l'occupation d'un espace fixe contribue à objectiver les systèmes alternatifs de représentation du groupe, la codification des comportements (selon des principes visant à contrer les codes dominants, fondés sur le principe de hiérarchie, de spécialisation des fonctions et de contrôle de la mobilité interne) est valorisée comme un élément de cohésion, bien qu'un niveau trop élevé de codification serait antinomique avec l'*ethos* an-archiste (au sens étymologique) du groupe. « L'horizontalité » et la « rotation des tâches » sont ainsi, selon les cas, des renversements de la distribution des rôles hiérarchiques entre la rédaction en chef, les rédacteurs et les techniciens qui prévaut

[1517] « **Q. Comment se connaissaient les gens [qui ont formé le collectif initial de la *KeHuelga radio*] ? Parce qu'ils étaient tous de la Faculté d'ingénieurs ou pour d'autres raisons ?** Mar : *Ce que m'ont dit les camarades, c'est plutôt que c'était un collectif formé selon les affinités. D'une façon ou d'une autre, ceux qui étaient dans la grève se déplaçaient beaucoup : l'Université, les facultés, on sautait d'une assemblée politique de la faculté de science politique à une assemblée de la faculté de philosophie… Et puis par amitié, aussi. Par le fait de se connaître, de se voir, de discuter, parce que cela faisait un bout de temps qu'on était mobilisés ensemble. Dans cette résistance, dans cette lutte pour des demandes en matière d'éducation, on partageait beaucoup d'idées, d'échanges… Il y avait des moments dans lesquels on pouvait parler avec plein de gens, et si on avait des affinités, eh bien ça se poursuivait, tu vois ?* » (Mar, entretien, 2006).
[1518] CML, « Proyecto », 2005, http://cmldf.lunasexta.org [consulté le 1/12/2005].
[1519] Maka, entretien, 2006.

dans les entreprises de presse classiques, ou entre les leaders, les cadres et les militants de base dans les organisations partisanes ou syndicales. Cependant, il faut noter que cette inversion n'est que partielle et qu'elle est moins le produit d'une délibération explicite, que de routines intériorisées au fil de plusieurs années de militantisme (« *ce sont des techniques qu'on a appris en faisant des essais et des erreurs* » explique Fabian, fondateur d'AIRE)[1520].

« Horizontalité » n'est donc synonyme ni d'informalité totale, ni d'égalité objective, bien que la configuration des lieux et des échanges tende à favoriser une certaine informalité, qui favorise elle-même des rapports égalitaires. Cependant, il existe des conditions d'accès au groupe qui permettent de filtrer les entrées, et d'éviter l'intrusion d'individus qui ne seraient pas pré-socialisés à cet *ethos* militant. L'observation du quotidien du centre, et notamment des réunions, montre que ces principes de fonctionnement ne s'imposent par d'eux-mêmes, mais dans des rapports de forces permanents, et qu'ils peuvent parfois dépasser le niveau d'informalité jugé acceptable par le groupe, ou tel ou tel individu qui se fait alors le porte-parole d'un groupe.

Le principe « d'autodiscipline » des participants, énoncé par Maka dans l'extrait d'entretien cité plus haut masque ainsi l'existence, au sein du CML, de hiérarchies informelles entre les membres de l'équipe, qui confère à certains participants, plus qu'à d'autres, un rôle de « gardiens de l'institution » et un droit supérieur de réimposition des contraintes. C'est ainsi que ma visite offre à Maka des circonstances favorables pour exprimer des rappels à l'ordre. Lors de la réunion qui se tient le soir même (en ma présence, qui n'est pas neutre de ce point de vue car elle incite au renforcement de l'impression d'équipe), elle se tourne vers deux militantes en train de discuter pendant les débats : « *on est en réunion, les filles !* »[1521].

Les dysfonctionnements occasionnés par le non-respect des codes sont néanmoins davantage considérés comme des problèmes dans les organisations qui, comme le CML, prétendent à un seuil de tolérance plus bas vis-à-vis des comportements qui relèvent d'un fonctionnement de « clique » et non « d'équipe ». Cependant, certains éléments apparemment dysfonctionnels (retards aux réunions, prise de parole spontanée) sont présentés à l'enquêteur comme des choses tout à fait normales, voire comme des signes positifs de distinction vis-à-vis du fonctionnement des organisations politiques ou médiatiques conventionnelles. C'est ce que montre Maka en répondant à mes questions en entretien (« *c'est plutôt le bordel !* ») : les principes d'organisation apparaissent, à l'écouter, comme des rationalisations *a posteriori* d'un désordre constitutif :

« **Q. Comment avez-vous organisé le travail à l'intérieur du centre : vous l'avez fait de façon informelle ou plutôt par 'spécialités' entre guillemets ?**
Maka : Non, la vérité c'est que c'est plutôt le bordel ! Enfin il n'y a pas de structure, tu vois ? Il n'y a pas… il n'y a pas. Administrativement par exemple, les rôles changent tout le temps.

[1520] Fabian D., entretien, 2006.
[1521] Une des principales règles de vie au CML est d'assister à toutes les réunions du mardi. Celui qui participe peut participer au processus décisionnel.

Tous les trois mois, l'administration tourne. Nous devons tous, à un moment donné être des administrateurs.
Q. Par exemple sur les murs, j'ai vu des papiers où vous mettez le calendrier des activités, qui va faire quoi, etc.
Maka : Oui. Ca, on le décide plus ou moins une fois par mois, par exemple les tours de garde. On met le calendrier et chacun s'inscrit. Tu vois, ça tourne. Par exemple moi, en ce moment, je suis chargée de l'auberge [*hostal*]. Chacun a sa fonction et ça change. C'est comme ça que nous nous organisons […]. On a toujours voulu que ce soit un espace de travail et non un espace de vie. Comme je te dis : la structure est un peu… disons… en pleine émergence, tu vois ? Ça surgit. Par exemple il n'y a pas de groupe de coordination, il n'y a pas de commissions fixes. »[1522]

Le faible niveau de division interne du travail au sein du CML-DF est observable dans l'absence d'organigramme (pas de directeur, pas de hiérarchies instituées), ainsi que dans les rituels de la vie quotidienne. Cependant, dans le même temps, les militants sont attachés à souligner le fait qu'ils « travaillent » (distinction entre *espace de travail* et *espace de vie*[1523]) : il s'agit là d'un élément constitutif de l'identité publique du groupe, qui les distingue typiquement d'une simple clique (les fondateurs du groupe étant eux-mêmes unis au départ par des liens d'amitiés noués durant leurs études à la UAM[1524]). Enfin, la rotation des efforts n'est pas parfaite : dans le questionnaire, la plupart des participants indiquent participer autant à des tâches administratives et logistiques qu'éditoriales, mais certains se consacrent exclusivement aux unes ou aux autres. Or les premières ont une dimension plus ingrate que les secondes, qui sont davantage valorisées.

Un troisième niveau d'analyse mérite cependant d'être exploré. Une telle organisation ne peut fonctionner et perdurer qu'à la condition de fournir à ses participants, non seulement des motifs d'engagement attrayants, mais des raisons objectives de le poursuivre durablement. L'étude des organisations du réseau des médias libres mexicains indique, en effet, que l'absence même de rétributions matérielles (en particulier financières) est paradoxalement, dans ce monde médiatique renversé, transformé en une source de prestige collectif.

« Un certain goût pour le travail mal payé mais gratifiant » : une rhétorique du désintéressement

Dans un article paru à la fin des années 1970, le politiste français Daniel Gaxie essaie de déterminer si l'engagement de militants au sein des partis politiques peut s'expliquer prioritairement pour des motifs idéologiques (la défense d'une cause), ou bien si cet engagement ne s'expliquerait pas mieux en tenant compte de l'existence d'un système de rétributions matérielles et symboliques que les partis sont susceptibles d'offrir à leurs membres actifs. L'auteur observe que la rhétorique officielle du désintéressement masque

[1522] Maka, entretien, 2006.
[1523] La transformation d'une ancienne chambre en « auberge » au CML est à cet égard très significative.
[1524] « Le cercle de la UAM Xochimilco est très fermé, explique Fabian, et nous sommes tous amis les uns des autres. Ce sont des gens avec qui ont a partagé beaucoup de choses, alors fondamentalement, je crois qu'on peut dire qu'on demande à nos amis de venir travailler avec nous… C'est comme ça qu'on a réuni tout le monde » (Fabian, entretien, 2006).

l'existence de rétributions diverses du militantisme. En effet, les partis politiques se caractérisent par une structure pyramidale qui, de façon générale, ne fait bénéficier les fruits des efforts collectifs qu'à quelques *leaders* haut placés dans l'organisation. Dès lors, par quels moyens les chefs de ces « entreprises politiques » de conquête du pouvoir parviennent-ils à maintenir durablement leurs militants dans les organisations partisanes, si ces derniers ne récoltent pas les fruits de leur travail, mesurables en termes de postes de pouvoir acquis par le parti ? Pour lui, l'idéologie ne favorise au premier chef le recrutement et l'activité des agents que dans certaines entreprises politiques (et même dans ces entreprises, les mobiles idéologiques ne sont pas les seuls déterminants de l'action), contrairement à une croyance entretenue dans les militants et *leaders* des partis, selon laquelle ce serait la seule défense de la cause qui motiverait l'engagement[1525]. D. Gaxie propose ainsi une distinction utile entre les raisons objectives et les motifs subjectifs de l'engagement[1526], que l'on peut reprendre ici pour saisir les écarts ou les correspondances entre les raisons invoquées par les acteurs pour expliquer leur engagement et la nature des rétributions qu'ils retirent de leur engagement, que révèle une analyse des entretiens.

Les réponses données par les militants du réseau CML-DF à la question 6 – « *de quelle façon participes-tu à ce(s) média(s) ou organisation(s) ?* » – montrent que l'on a affaire à une organisation entièrement basée sur le bénévolat[1527] et les différents entretiens indiquent que les perspectives de professionnalisation dans l'univers de la presse ou de la politique sont absentes ou perçues négativement[1528]. La rhétorique du désintéressement est au cœur non seulement des dispositifs symboliques qui assurent la cohésion du groupe et sa légitimité aux yeux des pairs, mais également des dispositifs économiques et techniques, comme le montrent ces deux extraits d'entretiens, avec des membres de la radio *KeHuelga* et du collectif AIRE :

« **Q. Comment vous vous y êtes pris concrètement pour financer l'activité de la radio ?**
Mar : son maintien est rendu possible par l'appui solidaire de quelques personnes, l'apport désintéressé de ses membres, mais aussi les activités au sein des brigades, où les gens nous donnent un peu d'argent. A d'autres moments, on a utilisé d'autres mécanismes, par exemple en produisant des disques d'information, avec de la musique, qu'on vendait ensuite. Je crois que ça a marché un peu. On a aussi mis en place un système autogéré, et de là on regarde ce qui marche. On a beaucoup de carences. La *KeHuelga* n'est pas une radio formelle, comme

[1525] Les différents types de partis politiques répondent chacun à leur manière à ce problème. Ainsi, les « partis de cadre » se contentent de recruter, au moment des élections, des agents extérieurs au parti, qui se chargent de l'affichage, des services d'ordre, des problèmes matériels ou logistiques voire de la communication externes, en échange d'une rémunération financière. Les partis dits de « patronage » eux, font bénéficier leurs membres d'avantages indirects (comme des emplois dans l'administration) une fois le parti arrivé au pouvoir. Enfin, les « partis de masse », composés d'un grand nombre de militants défendant une « cause » (comme les partis communistes à l'époque), parviennent à rétribuer ces « petites mains » du militantisme par des rétributions symboliques (estime, affection, admiration, prestige, fonctions de représentation, liens de sociabilité, etc.). En effet, la maîtrise de l'idéologie et des concepts est une compétence politique très inégalement partagée, et en corrélation directe avec le niveau de capital culturel. Or les partis de masse recrutent prioritairement dans les classes les plus faiblement dotées en capital économique et culturel (Gaxie D., « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue Française de Science Politique*, 27/1, 1977, p. 123-154).
[1526] En 2005, l'auteur reprend le cadre d'analyse du *Cens caché* pour analyser l'engagement des militants dans les mouvements sociaux (Gaxie D., « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Swiss Political Science Review*, 11/1, 2005, p. 157-188).
[1527] Questionnaire, Q6.
[1528] « *On a établit le fait qu'on n'était à la recherche d'aucun poste politique* » (Mar, entretien, 2006).

ça, avec de grands appareils. C'est une radio qui ne diffuse que des soupirs radiophoniques [*sic*], mais qu'on est parvenu à mettre en place avec le travail de quelques-uns, grâce à l'appui désintéressé d'autres personnes et des collaborations diverses »[1529].

« Fabian : Au début, les principes d'AIRE étaient fondamentalement : une organisation horizontale, le fait de partager l'information sans filtre entre ces niveaux horizontaux, parce que sinon ça crée de la verticalité, tu vois, et fondamentalement, un certain goût pour le travail mal payé mais gratifiant. On peut dire qu'on ne s'est jamais vendu à personne, en ce sens : on n'a pas reçu d'appui d'institutions, et personne ne profite individuellement du travail d'AIRE »[1530].

La comparaison des deux extraits montre l'existence de variantes dans cette rhétorique du désintéressement et les pratiques de don/contre-don correspondantes : Mar propose une analyse du désintéressement comme un principe moteur et vertueux de l'action, tandis que Fabian (ceci peut être du à la proximité plus grande de l'enquêteur et de l'enquêté lors de l'entretien[1531]) pose certes le désintérêt comme un principe consubstantiel au fonctionnement du groupe, mais qui peut entraîner des coûts pour les protagonistes, en l'occurrence financiers. La formule « *un certain goût pour le travail mal payé mais gratifiant* » résume à elle seule cette économie de rétributions symboliques et de coûts économiques *transformés en vertu politique*.

Une des réponses au questionnaire suggère ainsi par quels mécanismes institutionnalisés une situation susceptible d'être perçue comme un « coût » par les militants est transformée en rétribution par la magie de l'inversion symbolique. Au lieu de répondre « *je participe en tant que bénévole* », l'un des répondants prend le soin de préciser qu'il participe « *de manière collective, horizontale et autogérée* »[1532]. Le mode d'organisation lui-même est ainsi constitué et intériorisé collectivement comme une source de profits individuels et collectifs. Mais le fait de sortir des catégories imposées par le questionnaire constitue en soi une réponse à la question : la possibilité offerte par certains médias militants de fournir des espaces de réflexivité et d'autoréflexivité est l'une des raisons invoquées pour expliquer leur attachement à leur média : « [*Radio Zapote*] *est critique et autocritique. Ici, tu peux parler des sujets qui t'intéressent mais il y a aussi ici le droit de réfuter, de dire que tu ne partages pas cette opinion. Il est possible d'y critiquer la programmation, en cela elle est autocritique* »[1533]. Par ailleurs, les militants valorisent fréquemment l'autodidaxie, l'apprentissage « sur le tas »

[1529] Mar, entretien, 2006.
[1530] Fabian D., entretien, 2006.
[1531] Fabian, avec Maka, est également l'un des co-fondateurs du CML, et un gardien officieux de l'institution. Ma venue le conduit à déployer un arsenal de signaux visant à m'indiquer qu'il occupe une position clé dans l'histoire et le fonctionnement du centre. Sa discrétion s'explique par le fait que la valorisation des activités individuelles est susceptible d'être sanctionnée, au nom de l'impératif supérieur de valorisation des activités collectives (qui se traduit par un effacement du « je » derrière le « nous »). Il me propose ainsi, en complétant mon questionnaire qu'il juge assez mal fait, de m'aider à le reformuler.
[1532] Q6, R5.
[1533] Armando A., entretien de C. Rouxel, 2011.

(*Radio Sabotaje*), le bricolage inventif de l'amateur éclairé, notamment au plan technique lorsqu'il s'agit par exemple d'acheter, de fabriquer et réparer sa propre radio[1534] :

« David : [L'équipe de la *KeHuelga*] est à la faculté des sciences de l'UNAM, dans la cité universitaire. C'est une cabine très petite. Tout est artisanal, tous les équipements ont été fabriqués. Il y a deux manières de construire une radio : l'acheter ou la faire soi-même. Et ça ne te coûte pas plus de 2500 pesos [250 dollars]. Mais l'acheter, oula ! Tu peux trouver des radios jusqu'à… une semi-professionnelle, je ne sais pas : 200.000 ou 300.000 pesos. Acheter, ça coûte beaucoup plus cher. Alors ce qui a été valorisé, c'est l'apprentissage : comment monter une radio et la réparer – sans forcément être ingénieur ou d'avoir un haut niveau d'étude. Ils ont fait pleins de manuels très simples, didactiques, pour apprendre à monter une radio. Et de nombreux ateliers ont eu lieu »[1535].

Comme je l'ai indiqué plus haut, une des singularités du rapport des médiactivistes à leurs organisations, c'est qu'elles leur offrent la possibilité non seulement de choisir des itinéraires non balisés, mais de modifier les caractéristiques mêmes de l'instrument qu'ils véhiculent (et qui les véhiculent). Si l'on veut saisir pleinement en quoi ces militants peuvent se penser comme évoluant dans un « monde médiatique renversé » dans lequel les travailleurs de l'information se réapproprient leurs instruments de travail, il faut comprendre que l'une des vertus cardinales de « l'autonomie » des collectifs réside dans leur totale indépendance financière à l'égard de fonds gouvernementaux ou privés. En entretien, Maka établit ainsi une distinction très nette entre les médias autogérés et les médias liés à des institutions officielles, sur la base de l'origine des ressources et du financement : « *la ligne de financement est discriminante […]. Le CML n'a aucune relation que ce soit avec quelque autorité que ce soit* ».

Cependant, lorsque l'enquêteur essaie d'en savoir davantage, il apparaît que la frontière entre les deux fait l'objet de constantes négociations au sein du collectif, et avec les autres collectifs, en particulier dans des situations ambivalentes ou intermédiaires.

« Maka : Le thème des relations avec les autorités est compliqué parce que, par exemple nous, dans nos… politiques disons, en tant que centre de médias, nous ne voulons pas et nous ne pouvons pas recevoir quelque financement que ce soit du gouvernement.
Q. Comment ça, *'nous ne voulons pas et ne pouvons pas'* ?
Maka : Eh bien oui : on a décidé que… Il y a de nombreux appels à projets de la mairie du quartier pour appuyer des centres communautaires. En raison d'une politique, d'une décision qui nous revient, nous ne souhaitons recevoir aucun argent qui provienne du gouvernement. Donc on ne veut pas, mais souvent il arrive que quelqu'un vienne ici et nous dise '*écoutez, je veux organiser un atelier de sérigraphie*'. '*Ah, bien, et comment vas-tu faire ?*', '*Ah, eh bien mon gouvernement m'a déjà donné le financement*'. Donc nous ici, on soumet au jugement de l'ensemble du collectif pour savoir si ça rentre ou pas. Parce que nous ne voulons avoir aucune relation avec quelque chose qui vient du gouvernement […]. Il est arrivé que des organisations viennent ici et nous disent '*écoutez, on travaille ensemble'* – ou je sais pas quoi

[1534] Des attitudes semblables s'observent chez les concepteurs de « logiciels libres ».
[1535] Munguia D., entretien, 2006.

– mais eux par exemple ils reçoivent de l'argent de partis politiques. Alors on a répondu que non […].

Q. Pourquoi n'acceptez-vous pas ce type de relations ?

Maka : Parce que, voilà : le discours principal que nous tenons c'est qu'il est effectivement possible de construire un monde différent ; qu'il est effectivement possible de construire un monde dans lequel les choses ne seraient pas des marchandises par exemple ; qu'il est effectivement possible de construire un monde dans lequel il y ait du travail communautaire, dans lequel, par exemple, toi et moi on déciderait de mener une étude, mais ce travail nous servirait ensuite à l'un comme à l'autre. Ce serait quelque chose de commun. Donc si tu es dans un discours selon lequel tu peux construire des choses de façon différente de la façon dont elles se construisent habituellement, alors tu ne peux pas entrer dans le jeu en utilisant les mêmes paramètres que ceux qui sont établis par le système. Si, par exemple, nous on veut construire un centre social qui ne réponde pas aux intérêts des autorités locales, nous ne pouvons accepter d'argent des autorités locales. Si nous acceptions de l'argent des autorités locales, nous cesserions d'être autonomes. De nombreuses décisions prises par nous viendraient en fait de ceux qui nous donneraient de l'argent. Donc, pour résumer, ce sont les deux grandes raisons : premièrement, l'autonomie dans notre prise de décision et, deuxièmement, démontrer que c'est effectivement possible de construire des choses d'une autre manière, avec d'autres ressources, avec des ressources plus humaines qu'économiques. Je ne sais pas, par exemple ce centre s'est formé grâce aux dons de nombreuses personnes, qui donnent des choses qui ne sont plus utilisées, et qui sont bonnes à être utilisées ici. On croit donc que ce genre de relations ou ce genre de financement peuvent permettre de construire des manières différentes de faire les choses.

Q. Comment définirais-tu ce qui se positionne dans le système et ce qui est autonome ? Il y a des zones intermédiaires ou vous savez très bien où est la séparation ?

Maka : La ligne est claire. Elle est définie par le financement. La ligne de financement est discriminante, disons, par rapport à ce qui relève de l'autonomie. L'autogestion par exemple : nous, on doit faire des fêtes, vendre des tee-shirts, des CD, etc. Cela fait partie de notre autogestion. Quand on va à une rencontre avec de nombreux collectifs, par exemple, on sait clairement ceux qui ont des financements des autorités ou d'ONG, et ceux qui vendent des bonbons, des tee-shirts ou des cassettes. On sait parfaitement s'ils sont dans l'autonomie ou pas. Par exemple, nous avons beaucoup de relations avec un centre culturel qui s'appelle *La Piramide*. *La Piramide* reçoit de l'argent du gouvernement. Mais ceux qui dirigent, coordonnent la *Piramide*, eh bien ce sont des amis. C'est clair : eux, ils ont décidé de recevoir de l'argent du gouvernement. Donc, on ne travaille pas avec eux pour des raisons… politiques, par exemple. De même, en ce moment, avec le forum de l'eau : la *Piramide* est en train d'inviter aux événements du contre-sommet. Mais nous, on ne participe pas à ces événements. Mais, par exemple, ils nous ont demandé de projeter chaque mois un film qui traite des mouvements de résistance – parce qu'on a un cinéma important. Du coup, on fait une projection chaque mois. Parfait. Et ils nous prêtent leur projecteur […]. Donc, il y a bien une relation, mais sur des questions plus opérationnelles. Sur des questions plus politiques, de postures politiques, eh bien on est copains, mais ils savent que jamais on ne travaillera ensemble sur des questions politiques (dans une campagne, sur une manifestation, ou quelque chose comme ça). Fondamentalement, ce sont les ressources, le financement ce qui définit qui est ou n'est pas [autonome] »[1536].

Les difficultés liées à cette économie de précarité entraînée par ce positionnement en marge (le positionnement étant lui-même un effet de position) sont cependant compensées par la

[1536] Maka, entretien, 2006.

mise en place de temps collectifs dédiés à la collecte de fonds. En effet, le centre ne bénéficie d'aucune rentrée financière régulière : « *nous n'avons pas une façon de fonctionner dans laquelle chacun paie une cotisation permettant de payer le loyer : nous devons tous faire des activités qui nous permettent de gagner de l'argent* »[1537]. Pour résoudre ce problème (outre la vente de produits déjà évoquée, ainsi que l'organisation de repas communautaires et d'ateliers de formation), les médiactivistes se reconvertissent régulièrement en organisateurs d'événements festifs :

« Maka : en général ce que nous faisons, c'est d'organiser une fête par mois, avec laquelle on paie le loyer. Pour le moment, les autres stratégies qu'on a développées ne nous permettent pas encore de payer entièrement le loyer ».

« Serch : *Radio Zapote* est complètement à contre-courant. Quand les Zapatistes sont partis, on n'a eu l'appui de personne […].
Imuris : c'est pour ça qu'on a fait des fêtes. Les fêtes, ça nous a donné tout ce dont on avait besoin pour vivre ».

« José : [au début], on faisait de la radio sur des haut-parleurs, avec un ampli et des haut-parleurs, et c'est à partir de ça qu'on s'est consolidé en tant que collectif et qu'on a commencé à faire de la radio. Tout l'équipement qu'on a, on l'a obtenu de nos propres mains, en faisant des fêtes, des événements, en se bougeant, en cherchant comment acquérir l'équipement ».

Cependant, les fêtes mensuelles ne se réduisent pas à des opérations lucratives. D'un côté, il s'agit de minimiser les coûts (« *à chaque fois, le truc chiant, c'est de trouver un endroit parce que s'ils nous font payer [la location] alors on en retire peu d'argent* »), et de maximiser les rentrées financières (*« on vend de la bière, du pulque* »). De l'autre, l'opération se transforme en un moment de sociabilité et de publicité pour les activités du groupe. J'ai assisté et participé à l'une de ces fêtes, qui se tient dans un espace désaffecté au sud de la ville – ce qui assurait la gratuité de l'événement pour les organisateurs. Il s'est avéré que la division des rôles entre *cultureros* et *activistas* jouait alors à plein, mais en sens inverse par rapport aux logiques habituelles qui « consacrent » le sentiment de compétence politique des militants : les *cultureros* font plein usage de leurs compétences techniques et esthétiques (création des affiches et *flyers*, diffusion dans l'espace public et sur Internet, musique, décors, groupes de danseurs hip-hop, etc.) tandis que les seconds restent en relatif retrait (ils distribuent l'alcool par exemple). D'un côté, il ne n'agit pas d'organiser un meeting politique, qui serait contradictoire avec l'esprit de la fête. Mais, d'un autre, il ne s'agit pas non plus d'organiser une fête comme les autres, mais d'y investir et d'y afficher les compétences politiques et esthétiques des militants :

« Maka : à chaque fois, on met une ambiance particulière : on donne comme un style à la fête. On fait des fêtes thématiques, tu vois ? Par exemple, on a fait une fête il y a deux semaines, et

[1537] *Ibid.*

le thème de la décoration, c'était les étoiles rouges, alors on a décoré l'endroit avec des étoiles ».

« José : On essaie de faire en sorte que les fêtes soient des *shows* en direct, qu'il y ait une sorte de proposition...
Julio : … de proposition – pour le dire d'une façon ou d'une autre – créative, qui aille au-delà d'une fête comme les autres, avec juste de la musique et de l'alcool, et c'est tout ».

Ainsi, les militants parviennent à faire coup double : assurer des rentrées d'argent, d'un côté, et faire connaître leurs activités de façon attrayante pour un public lié majoritairement à la contre-culture étudiante (mais pas nécessairement politisé). Il s'agit là d'une façon de produire une impression favorable (« fonctionnalisation » des compétences collectives) tout en assurant et assumant une activité lucrative (« autonomie »).

Des publications sans public ? Les rétributions symboliques de la médiatisation

L'analyse des mécanismes de rétribution des activités des militants des médias ne serait pas complète sans une prise en compte des effets propres de la médiatisation (production et diffusion) sur l'engagement des acteurs. Il convient cependant de prendre garde à un réflexe théorique consistant à tenir pour acquis l'existence d'un « espace public » dans lequel toute personne faisant un usage public de sa raison accéderait par là automatiquement. La plupart du temps, les contenus et les acteurs des petites entreprises militantes étudiées ici n'accèdent pas aux arènes publiques légitimes, monopolisées par les médias « officiels », mais restent confinés dans des micro-espaces d'expression (fanzines, radios ou vidéos amateurs, forums en ligne, etc.) qui sont publiquement accessibles, mais *de facto* réservés à de petits groupes affinitaires[1538]. Ainsi, en entretien, Mar explique que la radio *KeHuelga* connaît un pic d'audience international sans précédent (« *pfou ! Pour nous c'était dingue* »), en raison d'un épisode de répression policière contre des militants au printemps 2006, qui s'avère en réalité très limité au plan quantitatif :

« Q. Vous avez des données sur votre auditorat ?
Mar : […] C'est quelque chose qu'on aimerait bien connaître, combien de gens nous écoutent. Le problème de [la répression à] Atenco nous a révélé combien de gens participaient. On a reçu une vingtaine d'appels téléphoniques par jour. Les heures de pointe – comme on dit les 'heures privilégiées' – c'est toutes les nuits, quand les gens qui travaillent nous écoutent de chez eux. Sur Internet on a jusqu'à 250 auditeurs internationaux qui nous écoutent […]. Ca va

[1538] Bert Kandermans formulait déjà cette remarque à la fin des années 1980 : « Une stratégie souvent employée pour contourner les médias de masse est l'usage des médias des organisations elles-mêmes (journaux, magazines). Il y a cependant une limite sérieuse à cette stratégie. Lire le journal ou le magazine d'un mouvement constitue déjà un degré de participation que beaucoup d'adhérents, même s'ils sont inscrits, n'atteignent jamais – et encore moins les gens qui ne sont pas adhérents […]. Les médias propres d'une organisation de mouvement sont très effectifs pour communiquer avec le noyau actif des membres, mais beaucoup moins effectif en dehors de ce cercle souvent étroit – sauf si les militants disposent d'un réseau important de contacts qui peuvent diffuser le média du mouvement » (Klandermans B., « The Formation… », *op. cit.*, p. 189).

jusqu'en Espagne, où il y a trois camarades, mais aussi au Canada, aux Etats-Unis […]. On a pu constater qu'on nous écoute jusqu'en Australie ! […]
Q. Comment un Australien peut-il connaître la radio ?
Mar : eh bien parce qu'il veut s'informer. En fait, ils nous prévenu sur le chat : '*on va faire une action immédiate à l'ambassade […], on veut des informations ce qui se passe [à Atenco] pour manifester contre le président mexicain, parce qu'il y a une réunion de chefs d'Etat en Australie*'. C'était la même chose aux Etats-Unis […]. Grâce à un programme de Linux, un logiciel libre, qui nous a permis de voir que quand on faisait l'émission, il y avait à chaque fois environ trente personnes qui nous écoutaient. C'était une audience, pfou ! Pour nous, c'était dingue. Ils nous écoutent beaucoup [là-bas] »[1539].

Cet extrait d'entretien illustre le fait plus général que les publics des médias libres mexicains sont essentiellement issus des cercles militants et non des citoyens indifférenciés – du moins si l'on en croit les militants interrogés à ce sujet. A ce titre, ils semblent moins jouer un rôle de *communication* médiatique, au sens de diffusion par un média d'un message à un public, qu'un rôle de commutation, au sens d'un système de laison permettant une communication entre deux points d'un même réseau. Ainsi, les militants « récepteurs » peuvent produire eux-mêmes leurs propres médias, ou rediffuser les messages de leurs pairs. C'est ce qu'indique par exemple Maka en expliquant le principe de la « syndication des contenus », qui permet d'automatiser la circulation des informations d'un site à l'autre, et favorise une logique autoclave de l'univers :

« Maka : Toutes nos pages sont syndiquées. Cela veut dire qu'elles sont en ligne de telle sorte qu'à chaque heure, les pages s'actualisent. Par exemple, nous, notre page a des indications du côté droit de l'écran : si *Radio Pacheco* vient de publier quelque chose, à chaque heure les indications s'actualisent et remonte la dernière information que *Radio Pacheco* a publiée, la dernière information d'*Indymedia Chiapas*, la dernière information de *KeHuelga*, la dernière d'*Indymedia Mexico*. Et eux-mêmes font la même chose avec nous. Du coup, on sait en permanence ce qui est publié sur ces autres pages »[1540].

La production et la diffusion sont ainsi des activités étroitement imbriquées, comme le montre par exemple le fait qu'une émission de webradio diffusée en *streaming* peut être rediffusée par un autre site – les administrateurs du site en profitant pour écouter l'émission[1541]. Les contenus publiés sont le plus souvent des façons de poursuivre la discussion politique par d'autres moyens (modèle du « forum »), de faire circuler l'information utile aux activités des militants (alertes, communiqués, annonces d'événements) ou de fournir – pour les publications les plus intellectuelles comme *Rebeldía* – des cadres d'interprétation de l'actualité politique.

Une analogie sera utile ici pour saisir l'un des ressorts de l'engagement de ces militants de l'information. On peut en effet se demander à quoi bon investir une telle énergie

[1539] Mar, entretien, 2006.
[1540] Maka, entretien, 2006.
[1541] *Par exemple la KeHuelga transmet une émission. On la charge avec un programme informatique, on l'écoute et en même temps on la transmet à travers notre page web. Ainsi, il y a des gens qui ne connaissent pas la* KeHuelga, *mais connaissent le CML, et c'est le même programme de radio* » (Maka, entretien, 2006).

dans des outils de publication qui s'avèrent ne toucher que quelques centaines ou milliers de personnes. Dans un ouvrage consacré aux écrivains amateurs en France, la sociologue française Claude Poliak met en évidence l'existence d'un univers relativement autonome de l'écriture littéraire en amateur. Cet univers social, bien que dominé de l'extérieur par les logiques du champ littéraire consacré (celui des « grands auteurs », des « grands livres » et des « grandes maisons d'édition »), dispose d'une autonomie relative, par exemple des systèmes de valeur propres (genres, styles), des quasi-instances de formation interne (les ateliers d'écriture) ou des rituels de consécration (les concours de « France Loisirs »). Cette autonomie relative permet aux agents qui structurent ce sous-univers par leurs activités – les écrivains et les éditeurs amateurs, les organisateurs d'ateliers d'écriture ou de concours d'écriture – de s'investir durablement dans ce que l'auteur appelle un « simili-champ » littéraire. D'après Claude Poliak, ce simili-champ fonctionne sociologiquement comme un espace de compensation vis-à-vis du champ littéraire « légitime » – dont les acteurs dominants considèrent avec le plus grand dédain ces écrivains « ratés », bien que certaines passerelles avec l'univers des amateurs puissent être observées occasionnellement. Elle oppose ainsi les écrivains amateurs (non lus) aux « professionnels » (lus). Elle explique cependant le maintien de ces écrivains – qui ne cherchent pas tous, loin de là, une consécration littéraire – par les rétributions multiples que leur apporte l'écriture en tant que telle.

En évitant l'analogie incontrôlée, le concept de simili-champ paraît particulièrement opératoire pour analyser les relations entre le champ professionnel du journalisme et ce « simili-champ » journalistique que constitue le microcosme des médias alternatifs. La presse alternative fonctionne, en effet, comme on l'a vu dans la deuxième partie, comme un espace de compensation vis-à-vis de la couverture médiatique du mouvement social dans lequel les agents sont engagés. Cependant, les éléments empiriques que j'ai présentés jusqu'à présent ne permettent pas de comprendre entièrement comment les agents individuels en viennent à intérioriser l'intérêt de leurs entreprises militantes vis-à-vis de la presse conventionnelle. Autrement dit, pour saisir les processus de fonctionnalisation institutionnelle de la presse alternative, on doit nécessairement se pencher sur les mécanismes concrets par lesquels des individus en viennent à endosser à leur propre compte le rôle de « militants de l'information », voire de « journalistes alternatifs ». La question est alors de savoir comment ils dispensent ou reçoivent des rétributions pour leurs activités et sous quelle forme. Comment un maintien durable dans cet univers de la presse alternative est-il possible, alors même que les coûts de cet engagement semblent élevés (exposition publique de soi, niveau élevé d'investissement intellectuel ou affectif, temps ou ressources données au groupe) et les rétributions faibles (travail non rémunéré, possibilités lointaines de satisfaction des revendications, etc). On peut formuler l'hypothèse selon laquelle l'autonomisation relative d'un univers du militantisme radical de l'information repose sur l'existence de prédispositions et de systèmes de rétributions symboliques que l'on ne trouve pas dans les autres sous-univers militants.

Les deux éléments qui ressortent de l'enquête sont que les mécanismes d'automatisation de la circulation des contenus, comme le *streaming*, qui permettent une production en continu, masquent en réalité le fait que la production d'information inédites est à la fois le fait d'un nombre restreint d'individus et d'organisations (car c'est une activité qui coûte cher et demande des moyens logistiques et techniques importants) et que le ratio coûts économiques/bénéfices symboliques est plus favorable aux micro-médias à faibles moyens lors d'épisodes de mobilisations, qui coalisent sur une courte période les compétences et les énergies militantes.

Les deux extraits d'entretiens suivants en fournissent des exemples concrets, avec la couverture de la marche néozapatiste sur Mexico en 2001 (*Radio Zapote*), et l'Autre Campagne en 2006 (CML). Lors de ces événements, les deux collectifs considérés se retrouvent en position de publier des informations exclusives sur l'EZLN. Cependant, ils ne se posent pas pour autant en « concurrents » des médias d'information conventionnels. Contre l'interprétation sociocentrique qui tend à interpréter l'intrusion de ces *outsiders* sous l'angle étroit de la concurrence, les entretiens ci-dessous indiquent de façon très claire le rejet par les intéressés de cette problématique, typique pour eux des entreprises de presse capitalistes dont ils cherchent précisément à se distinguer – non pas en faisant mieux, mais en faisant autre chose (« *en général, les thèmes qui sont importants pour les médias officiels ne nous intéressent pas beaucoup* »[1542]).

Cependant, contre le mythe de « l'indépendance » des médias alternatifs, selon lequel ils seraient par nature immunisés contre les logiques des médias dominants, les deux exemples cités indiquent que les médiactivistes se trouvent alors, plus ou moins malgré eux, en position de sources d'information exclusives (« *on leur volait l'exclusivité !* »[1543]). A la faveur des circonstances, cette situation les entraîne dans des rapports de forces avec des journalistes, des chefs d'entreprises de presse ou le Ministère des Communications et des Transports. Leur activité de médiatisation est alors doublement fonctionnalisée « de l'intérieur » (par l'EZLN, les auditeurs et les autres médias libres) et « de l'extérieur » par des acteurs de la grande presse, ce qui en retour a des effets sur la perception que les médiactivistes ont de leurs propres activités. Ainsi, le fait de se voir qualifiée de « pseudo-journaliste » par des journalistes professionnels, et de devoir systématiquement expliquer ce que signifie un « média alternatif » lors des enquêtes dans des communautés rurales isolées, conduit Maka à définir plus précisément son rôle – une définition dans laquelle se joue sa légitimité individuelle et celle du groupe des médiactivistes qu'elle représente. Or cette définition dans laquelle la question du professionalisme devient un enjeu sérieux (y compris entre les médias alternatifs eux-mêmes) apparaît précisément comme jouant un rôle de compensation vis-à-vis de ce qui apparaît, en creux, comme une déception entre les aspirations nées de ses études d'anthropologie et les difficultés qu'elle rencontre à devenir une anthropologue professionnelle.

[1542] Maka, entretien, 2006.
[1543] Serch S., Imuris V., 2006.

« *On leur volait l'exclusivité !* »

« Serch : L'information a circulé qu'une radio allait être mise en place, et tout le monde à l'école s'est mis à prendre des contacts un peu partout […]. Après, on s'est rendu compte que nos informations étaient reprises par le réseau *Indymedia*, qui venait à peine de démarrer, et puis d'autres ont repris et transmis les informations avec des téléphones portables. Du coup plusieurs personnes se sont rendues dans différents sites de la ville, où passait la caravane [de l'EZLN], et ils appelaient la station [*Radio Zapote*], rapportaient ce qui se passait à la station. C'est comme ça qu'on a retransmis le discours des Zapatistes sur le *Zócalo* en direct. Et il n'y a que *Radio Zapote* qui ait transmis ça, mec [rire]. Personne d'autre ne l'a fait. Et dans un moment où les gens avaient un besoin énorme d'information, qu'ils ne trouvaient pas dans les médias commerciaux, on a bénéficié d'une publicité de malade, mec ! Parce que c'était ça que les gens voulaient savoir. L'ordre de l'Etat était de ne rien dire, mais les gens voulaient savoir tout ce qui se passait !

Plusieurs conflits ont eu lieu alors avec les médias de masse, un conflit pour l'exclusivité. Pour eux, les portes [de l'ENAH] étaient fermées. L'école se ferme, et seule la commission de presse a l'autorisation de parler de manière officielle à chaque fois qu'il y a une réunion ou qu'un document est publié. Les journalistes ne peuvent pas entrer, ils ne peuvent pas prendre des photos des militants, de l'école… A l'époque, les médias indépendants n'existaient pas ici, au Mexique. Donc la priorité n'était pas d'accueillir les médias indépendants, mais la nécessité de résister aux médias commerciaux. C'est alors que *Radio Zapote* commence à transmettre, et commence à disposer d'informations exclusives, auxquelles eux ils ne peuvent avoir accès. Alors il y a eu des problèmes du genre : '*je suis journaliste, pourquoi est-ce que je ne peux pas entrer ? Pourquoi est-ce que je ne peux pas obtenir d'information ? Pourquoi est-ce que je ne peux pas passer ? Qui êtes-vous pour me l'interdire ? Vous violez la liberté d'expression*', etc., etc.

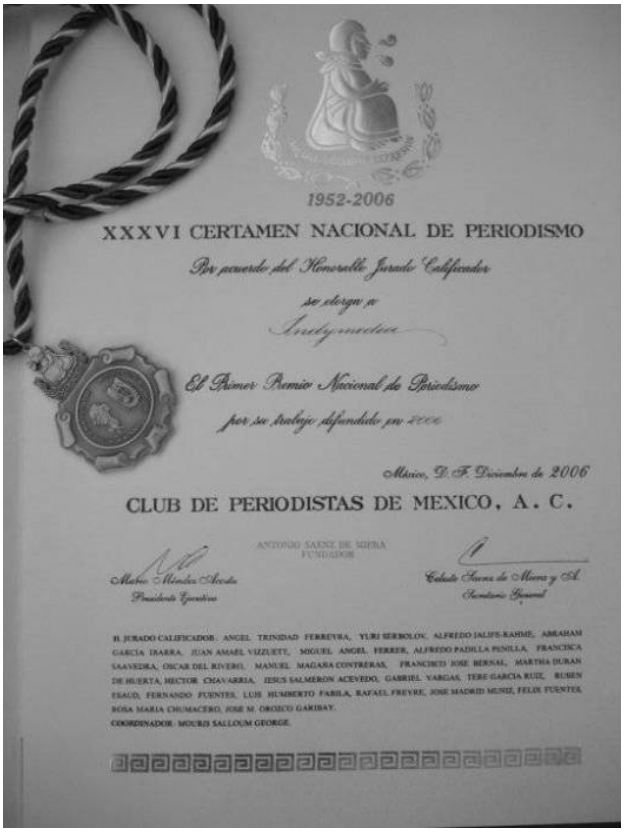
Et puis ensuite sont venues les remarques du genre : '*attention ! Vous transmettez des informations sur ce qui se passe depuis une radio, sur une fréquence prise [sans demander à personne] et vous ne le payez à personne !'*. Alors les grandes chaînes de radio de Mexico, comme le groupe *Monitor* – qui sont superpuissantes, mec – se sont mises à crier sur la bande FM : '*comment est-il possible qu'une telle chose se produise ? C'est une violation de la loi, l'armée devrait venir fermer cette radio, il devrait y avoir une sanction de plusieurs millions de pesos pour viol de la loi, ils devraient faire taire la radio, mec, nous faire taire et nous mettre en en prison !'* [..]. Et pourquoi ? Parce que c'est une attaque directe à l'économie des médias, mec. On leur volait l'exclusivité […]. Les reporters, enfin disons les médias, ne pouvaient pas offrir la couverture qu'ils voulaient, parce qu'ils n'avaient pas les images dont ils avaient besoin des Zapatistes »[1544].

[1544] Serch S., Imuris V., entretien, 2006.

« *Les médias officiels, ils nous disent qu'on est des pseudo-journalistes* »

« **Q. En général, d'où tirez-vous vos informations ? A travers la lecture d'autres médias ou bien vous faites des enquêtes ?**
Maka : Je crois qu'il y a deux sources : les enquêtes directes – comme par exemple pour l'Autre Campagne. Dans ce cas ce qu'on fait c'est y aller directement […]. Il y a d'autres cas où ce sont des gens [qui nous envoient les informations] […].
Q. Au niveau des enquêtes directes, il vous est arrivé d'avoir des problèmes pour entrer dans certains lieux, avoir accès à l'information ?
Maka : Oui, oui : le premier grand problème, c'est que la plupart de ces sources d'information sur des événements, des activités, se situent dans des petites communautés, des zones très isolées, où les gens n'ont jamais entendu parler de médias alternatifs. Ils connaissent la presse, et la presse est la presse (ce sont les journaux, la télévision et la radio). Du coup, à ce stade, il s'agit de dire aux gens ce que sont les médias alternatifs, c'est un peu comme le premier obstacle à franchir. Mais cela n'a pas d'importance, parce qu'on sait qu'avec le temps cet obstacle va diminuer : les gens vont commencer à voir davantage les médias indépendants […]. L'autre grand problème, c'est une question de ressources : la plupart du temps, on n'a pas d'argent ni pour voyager, et très souvent on manque de matériel (cassettes, mini-discs…) et parfois on a de gros problèmes avec ça. Mais par exemple, pour voyager, on n'a pas tant de problèmes que ça, parce qu'on le fait en stop, quand ce sont des endroits pas trop loins comme Oaxaca, Guerrero […]. Le troisième problème, c'est les relations avec la presse officielle
Q. C'est-à-dire ?
Maka : Par exemple, on était dans l'Autre campagne, tu vois ? La presse officielle veut la photo du Sub [Marcos] et fait tout ce qu'elle peut pour avoir la photo du Sub […]. Nous, non : nous, ça ne nous intéresse pas la photo du Sub. Ce qui nous intéresse, c'est la photo des gens qui parlent dans l'Autre Campagne. Alors, par exemple, il y a des fois, lors de certains événements, ils ne laissent entrer que les médias indépendants et pas la presse […]. Du coup, ce sujet a provoqué beaucoup de frictions. […]. Mais en réalité il ne devrait pas y avoir de problèmes parce que finalement les médias de communication officiels cherchent quelque chose qui leur permette de vendre plus. Du coup, comme nous on ne cherche pas quelque chose qui nous fasse vendre plus – parce qu'on ne vend pas – alors on ne devrait pas avoir de problèmes. Mais comme toujours il y a de la méfiance, tu vois ? Par exemple, les médias officiels, à chaque fois que nous sommes dans un événement, ils nous disent qu'on est des pseudo-journalistes. Mais en ce qui me concerne, par exemple, ça ne m'intéresse pas d'être journaliste, ni d'être correspondant, ni de me croire journaliste, ni rien : je suis une anthropologue qui documente un événement, qui enregistre un événement, à partir de ma connaissance en tant qu'anthropologue. Mais ils cherchent constamment à disqualifier le travail des autres. Et ça n'arrive pas qu'avec la presse. Ca arrive aussi entre les médias indépendants. Il y a beaucoup de disqualification des autres […]. *NarcoNews* par exemple adopte cette posture.
Q. Ils sont plus professionnels ?
Maka : Ce sont des professionnels qui ont étudié le journalisme, et ils se consacrent à faire du journalisme *free-lance*, mais ils disent '*nous, on est des professionnels. Vous, vous êtes tout ce que vous voulez d'autre sauf des journalistes*' ; Eh ! Moi, je m'en fous. Mais si celui qui dit ça le dit de façon publique, ça produit de la méfiance »[1545].

[1545] Maka, entretien, 2006.


1952-2006

XXXVI CERTAMEN NACIONAL DE PERIODISMO

Por acuerdo del Honorable Jurado Calificador

se otorga a

Indymedia

El Primer Premio Nacional de Periodismo

por su trabajo difundido en 2006

México, D. F. Diciembre de 2006

CLUB DE PERIODISTAS DE MEXICO, A. C.

ANTONIO SAENZ DE MIERA
FUNDADOR

Mario Mendez Acosta
Presidente Ejecutivo

Eduardo Saenz de Miera y A.
Secretario General

EL JURADO CALIFICADOR: ANGEL TRINIDAD FERREYRA, YURI SERBOLOV, ALFREDO JALIFE-RAHME, ABRAHAM GARCIA IBARRA, JUAN AMAEL VIZZUETT, MIGUEL ANGEL FERRER, ALFREDO PADILLA PINILLA, FRANCISCA SAAVEDRA, OSCAR DEL RIVERO, MANUEL MAGARA CONTRERAS, FRANCISCO JOSE BERNAL, MARTHA DURAN DE HUERTA, HECTOR CHAVARRIA, JESUS SALMERON ACEVEDO, GABRIEL VARGAS, TERE GARCIA RUIZ, RUBEN ESAUD, FERNANDO FUENTES, LUIS HUMBERTO FABILA, RAFAEL FREYRE, JOSE MADRID MUNIZ, FELIX FUENTES, ROSA MARIA CHUMACERO, JOSE M. OROZCO GARIBAY.

COORDINADOR: MOURIS SALLOUM GEORGE.

Prix de journalisme attribué à Indymedia Mexico par le Club de Journalistes de Mexico

Ce processus de fonctionnalisation de médias ou de journalistes alternatifs vis-à-vis de médias ou de journalistes professionnels peut ainsi conduire une fraction des agents à considérer comme une consécration de leurs activités la reprise par les *mainstream media* de leurs informations (cas de *NarcoNews*), ou encore la remise de prix de journalisme (dans des festivals de documentaires, pour une émission particulière ou à la suite d'un reportage, etc.[1546]). Cependant, les éléments recueillis au cours de l'enquête indiquent qu'il s'agit là d'exceptions. Les acteurs tendent généralement à concevoir les activités des médias libres comme des activités militantes relativement indépendantes de celles des médias conventionnels. Dans certains cas, ils affichent même leur indifférence à leur égard. Cependant, cette indifférence peut être « feinte », étant donné qu'elle représente inséparablement une perception subjective sincère et un bénéfice de distinction suprême vis-à-vis de ce qui demeure – avec la politique, la recherche universitaire, le travail social ou l'art – un pôle de légitimité institutionnel externe par rapport auquel les acteurs de ce simili-champ faiblement autonome tendent à se définir.

En définitive, l'étude de l'organisation interne et des activités des médias libres mexicains permet de mettre en évidence quatre principaux mécanismes qui contribuent à stabiliser des pratiques et représentations à contre-courant : la construction d'espace d'autonomie relative, la fixation de conventions alternatives, l'autogestion financière et les rétributions liées aux activités de médiatisation. Dans le même temps, ces mécanismes contribuent à constituer un microcosme dont les bases sociales sont particulièrement fragiles : les espaces sont souvent hors-la-loi ; les conventions difficiles à faire respecter sans une formalisation et une spécialisation de certains acteurs dans le travail normatif ; l'économie de subsistance permet difficilement d'assurer une base économique et technique aux activités des militants, qui se retrouvent contraints de se définir et de légitimer leurs pratiques par rapport à des secteurs d'activités davantage institutionnalisés. L'exemple de l'AIC fournit un exemple

[1546] c'est le cas par exemple d'*Indymedia Mexico* après l'assassinat du journaliste étasunien Brad Will, d'*Indymedia New York*, en 2006, qui menait une enquête lors de la Commune d'Oaxaca à l'été 2006 (http://friendsofbradwill.org/).

de trajectoire de professionnalisation, qui a permis de résoudre certains de ces problèmes, mais en apportant un lot de nouvelles contradictions.

B/ Une trajectoire de professionnalisation

« *Qu'y a-t-il d'alternatif dans le Centre d'Information Alternative* ? ». M. Warschawski répond à cette question en deux temps. De son point de vue, non seulement les « *informations* » produites sont alternatives, mais le centre constitue un « *espace politique commun* » entre des militants de gauche palestiniens et israéliens[1547], qu'ils soient journalistes, chercheurs, militants, ONGistes, avocats, etc. Au moment des enquêtes, le centre est organisé selon des règles de fonctionnement nettement plus formalisées que dans le cas du CML et le travail de l'équipe est divisé selon un double axe salariés/bénévoles et locaux/internationaux. Ceci permet un fonctionnement plus constant et des moyens plus substantiels, mais constitue aussi une source de tensions parfois très fortes. Les membres de l'AIC sont ainsi confrontés à une situation de *double bind*. En effet, les personnes investies dans son fonctionnement cherchent à maintenir à la fois l'*autonomie* économique de l'organisation (financement et entretien des locaux, du matériel, des salaires, des fonctions administratives, des projets), tout en maintenant un positionnement politique *hétérodoxe*. D'un point de vue pratique, le problème auquel ils sont exposé est le suivant : comment maintenir une position éditoriale en rupture avec la *doxa* politico-journalistique qui domine la couverture du conflit israélo-palestinien, et proposer un discours radical qui satisfasse leurs systèmes de dispositions critiques (et ceux de leur public), tout en assurant l'équilibre financier et logistique de l'organisation ? Un positionnement perçu comme trop fortement politisé est en effet susceptible de provoquer une défection des bailleurs de fond – principaux financeurs du centre – mais des prises de position considérées comme trop timorées risqueraient à l'inverse de ruiner la réputation dissidente de l'organisation. Quelles sont les réponses pratiques données par les membres de l'AIC à cette double contrainte ?

L'information, une « partie intégrante » de la lutte

En quoi les informations de l'AIC sont-elles « alternatives » ? La définition donnée à ce terme est beaucoup plus fortement influencée par les normes du journalisme professionnel que dans le cas des médias libres mexicains. Selon M. Warschawski, les journalistes et militants du centre ne « *prétendent pas être objectifs* ». Ils ont pour but de fournir des informations et des points de vue qui n'apparaissent pas dans les autres médias. Ces informations sont à destination des militants de la gauche anti-occupation en Israël et en Palestine, ainsi qu'aux journalistes et au public en général, y compris à l'étranger. Cette dimension journalistique est inséparable de la dimension militante de l'AIC – mais l'insistance mise à afficher cette dimension indique que le centre est *aussi* considéré par

[1547] Warschawski M., *Sur la frontière… op. cit.*, p. 158.

certains partenaires comme un simple centre d'information sur le conflit israélo-palestinien : « *le Centre d'Information Alternative – lui-même alternatif, et pas seulement l'information qu'il propose – ne se limite pas à des reporters professionnels et des chercheurs possédant des diplômes académiques, mais compte des militants qui voient le travail de collecte et de distribution de l'information comme partie intégrante d'un engagement social et politique et de la lutte à laquelle ils participent, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'AIC* »[1548].

Les « informations » publiées par l'AIC renvoient, premièrement, à des données de première main (des faits) et, deuxièmement, à des grilles de lecture de ces faits (des analyses). Or un primat est aujourd'hui accordé aux analyses sur les faits, en raison, selon Connie H., de la surabondance d'informations disponibles sur le conflit israélo-palestinien, corrélatif d'un manque de cadres d'analyse. « *Nous proposons une vision des choses* », explique Nassar I., journaliste et militant palestinien proche du FPLP, alors directeur du bureau de Beit Sahour. Lors de la création du centre, cependant, les informations visaient à répondre à un « *besoin concret* » de connaissance des militants de gauche, lié au « *manque général d'information* » dans la presse palestinienne et israélienne (M. Warschawski). Mais il s'agissait aussi de proposer des cadres d'interprétation et d'évaluation critiques des événements, permettant la mise sur agenda de problèmes publics. Par exemple, la question des prisonniers politiques palestiniens, la pratique de la torture dans les prisons israéliennes, les activités des mouvements de femmes palestiniennes, le mouvement des *Mizrahi* (Juifs arabes) ou les travaux des « nouveaux historiens » en Israël comptent parmi les sujets de prédilection de l'AIC.

L'AIC cherche à réaliser ses objectifs d'information de plusieurs manières. Des publications en plusieurs langues sont éditées, en particulier les trois magazines : *News from within* en anglais, *Mitsad Sheni* en hébreu et *Rouy'ya Ukhra* en arabe. Leur périodicité est variable, du bulletin quotidien envoyé à la presse locale ou internationale, pour alerter et mobiliser l'opinion, au rapport ponctuel proposant des analyses et réflexions plus approfondies. De même les supports sont variés : magazine, émission de radio, documentaire vidéo, et depuis la fin des années 1990 un site Internet. Les contenus éditoriaux oscillent également entre des « brèves », des enquêtes de terrain approfondies ou des articles de réflexion théorique. Ces informations se veulent militantes, au sens où elles visent à mobiliser les informés. Les choix éditoriaux sont « *déterminés par un désir clair de fournir aux militants en Israël et ailleurs une compréhension de la réalité sociale, politique et culturelle dans le but de transformer la société dans un sens plus juste et égalitaire* »[1549].

Know your ennemy, know your comrades

Les premières publications de l'AIC sont des communiqués de presse et des rapports de synthèse : environ trente rapports et recherches ont été publiés entre avril 1984 et février 1987 comme le Report n° 1, publié en anglais le 20 juin 1985. Ce rapport traite de la « crise

[1548] Warschawski M. *The Alternative… op. cit.*
[1549] Warschawski M., *The Alternative… op. cit.*

de l'économie israélienne » – question au cœur de la tension entre les différents courants du mouvement anti-occupation. Le texte utilise un style universitaire et un vocabulaire marxiste pour critiquer les politiques économiques mises en place par le *Likoud*, analyser comment elles ont aggravé la crise, et dénoncer le consensus qui entoure l'idée d'un plan de rigueur. La lutte contre cette « unité nationale » par le biais de contre-informations ou de contre-analyses est l'un des thèmes récurrents des articles de cette période.

Le second volet principal est constitué d'informations sur les mouvements sociaux anticolonialistes et leur répression, principalement en Palestine. Une double dimension d'information « verticale » sur les agissements des élites politiques, militaires et économiques (logique « *know your ennemy* »), et d'information « horizontale » sur les mouvements protestataires (logique « *know your comrades* ») caractérise l'agenda politico-médiatique de l'AIC.

Les deux aspects sont liés. L'AIC va ainsi être au cœur d'une négociation entre les autorités israéliennes et le leadership de l'OLP pour la libération de plus de mille prisonniers palestiniens : « *Le 5 mai 1985*, raconte M. Warschawski, *fut l'un des plus beaux jours de ma vie : 1115 détenus étaient libérés, 600 d'entre eux à l'intérieur du pays […]. Je devais tenir une permanence dans les bureaux du centre, pour donner des informations aux journalistes qui demandaient des détails sur tel ou tel prisonnier, ou voulaient savoir où les rencontrer […]. Ce jour-là, nous étions véritablement au poste-frontière entre la société Israël, sonnée par l'éclatante victoire palestinienne que signifiait cet échange, et une population palestinienne en liesse qui fêtait le retour de ses héros. Nous étions des passeurs d'information* »[1550]. On voit à travers cet événement que les activités de production d'information sont non seulement une partie du travail, mais qu'elles sont indissociables du travail politique conjoint avec les Palestiniens.

Du point de vue de l'économie symbolique de l'organisation, ces activités d'information sont sources de bénéfices multiples. La réalisation d'enquêtes en « zones dangereuses » et la publication de « scoops » renvoient aux idéaux journalistiques du reporter de guerre et du journalisme d'investigation. D'un autre côté, les prises de position publiques à contre-courant, et la coproduction d'information entre militants israéliens et palestiniens, renvoient aux idéaux politiques valorisés de l'intellectuel engagé et du militantisme cosmopolite.

Cependant, ces activités d'information militante ont également un coût symbolique. Les journalistes-militants se voient en effet reprocher leur manque d'objectivité et de professionnalisme par les journalistes de grands titres de la presse, et de politisation d'enjeux humanitaires par des membres d'ONG : « *en ce qui concerne le reproche fréquent adressé à la nature politique de l'AIC*, explique M. Warschawski, *notre réponse est de plaider coupable. Ici aussi nous différons de la plupart des organisations à but non lucratif, qui essaient d'éviter une affiliation politique et maintenir uniquement un caractère professionnel. Nous croyons fermement qu'il est possible d'être un professionnel et une organisation à buts non lucratifs, de traiter des droits humains avec une perspective politique et de constituer un centre d'information qui n'hésite pas à mettre en évidence ses objectifs politiques* »[1551]. Ces propos invitent à penser le rôle d'informateur et celui d'acteur politique de l'organisation

[1550] Warschawski M., *Sur la frontière… op. cit.*
[1551] Warschawski M., *The Alternative… op. cit.*

comme contradictoires, du point de vue des normes dominantes dans les champs professionnels du journalisme et celui des ONG en Israël-Palestine. Comme il y prévaut les valeurs d'objectivité et de neutralité, la stratégie de l'équipe de l'AIC consiste en une tentative d'équilibrer ces deux exigences.

Un « espace politique commun » : principes et fonctionnement de l'AIC

Le second volet des activités de l'organisation se réfère à l'idée de « *partenariat* » entre militants palestiniens et israéliens, qui constitue la « *carte d'identité* » de l'organisation[1552] : « *passer l'information sur l'autre est une tâche importante, mais elle ne peut être en elle-même la garantie d'un changement durable du rapport à l'autre* », estime M. Warschawski[1553]. Ce partenariat est matérialisé depuis 1994 par l'existence de deux bureaux, l'un situé à Jérusalem-ouest, en Israël, l'autre dans le district de Bethléem, en Cisjordanie[1554]. Les membres de l'AIC accordent une très haute valeur à cette dimension de leur activité, et ils prennent soin de distinguer nettement entre deux pratiques de « solidarité » : la « coopération » et le « partenariat ». Si le premier terme renvoie à un dialogue entre les parties « *en dépit des désaccords* », le second se fonde sur une communauté de vision et une « *organisation politique conjointe* » [1555] : « *quand je parle de l'AIC*, explique Nassar I., *je ne parle pas d'un côté des 'Israéliens' et d'un autre des 'Palestiniens', mais d'une seule équipe, car l'idée du centre depuis 1984 est de commencer à créer un corps unique, créé par des Palestiniens et des Israéliens, qui ont les mêmes buts et la même vision politique* »[1556]. Ces objectifs politiques sont « clairs », selon Connie H. : « *la fin complète de l'occupation, le retrait complet des colonies et la reconnaissance du droit au retour* ».

Les militants du centre se veulent ainsi des « *briseurs de murs* » (*wall breakers*) luttant contre le chauvinisme et le nationalisme des deux sociétés. Ils s'investissent dans des actions militantes communes (manifestations, conférences, séminaires) et des projets tels que le développement de programmes d'éducation populaire auprès de la jeunesse palestinienne, des programmes de soutien aux prisonniers ou aux organisations de femmes. La « mixité » de l'organisation est une source de bénéfices symboliques : profits de distinction liés à la dimension « *unique* » de ce partenariat[1557] ; rupture avec la « *philosophie de la séparation* » qui est au fondement du consensus sioniste en Israël ; sentiment de composer une avant-garde

[1552] Warschawski M., *Alternative… op. cit.*, p. 41-44.
[1553] Warschawski M., *Sur la frontière… op. cit.*, p. 83.
[1554] Le premier centre en Palestine, créé en 1994, se situait dans les bureaux de Badil, le centre d'information palestinien sur les réfugiés, à Bethléem. Il a ensuite été transféré dans la localité de Beit Sahour, au nord-est de la ville, dans les locaux d'une association culturelle.
[1555] *Ibid.*
[1556] Nassar I., entretien, 2006. Ce point est cependant critiqué par la militante israélienne Neta G., elle-même mariée à un Palestinien des Territoires occupés (ce qui est un cas tout à fait exceptionnel) : elle affirme ne pas se reconnaître dans leur conception du « ensemble », c'est-à-dire le fait de faire travailler *conjointement* des Israéliens et des Palestiniens : son idéal (vécu au quotidien dans sa vie personnelle) et plutôt de l'ordre de la fusion, sans distinction aucune (discussion informelle, 2007).
[1557] La méfiance manifestée à l'égard de l'idée de coopération est, davantage qu'une distinction conceptuelle, une mise à distance des projets qui se sont multipliés après la signature des accords d'Oslo en 1993-1995, notamment dans des cercles de la gauche sioniste et des membres de l'Autorité palestinienne proches du *Fatah*.

éclairée dans laquelle se côtoient des militants des deux « camps ». Cependant, la dimension stigmatisante, en Israël, du statut de « Juif israélien antisioniste » et, en Palestine, le risque de se voir taxé de collaboration avec la puissance occupante, tient lieu de menace extérieure permanente pour le maintien de la réputation de l'AIC. Une bonne partie du travail de légitimation de son action dans l'espace public vise à recodifier ces schèmes de vision dominants, par exemple en dissociant constamment antisionisme et antisémitisme, ou encore « Juif/israélien» et « sioniste ».

Cependant, l'observation de la vie quotidienne du bureau de l'AIC à Jérusalem indique que le travail de légitimation se manifeste aussi dans les échanges internes entre les membres. L'un des aspects les plus remarquables du fonctionnement « mixte » du centre est que, comme dans le cas du CML (mais, encore une fois, avec des moyens et une durée de vie plus conséquents), ce partenariat est favorisé par l'existence d'espaces physiques, qui génèrent par leur simple existence des interactions quotidiennes entre des Palestiniens, des Israéliens et des visiteurs étrangers. Sans idéaliser la nature de ces échanges, qui peuvent prendre une tournure conflictuelle dans certaines circonstances (en fait, l'observation montre que les critiques sont récurrentes), la co-présence des protagonistes entretient au quotidien des rituels, des codes et des échanges favorables à l'acquisition d'un *ethos* cosmopolite – mais qui en retour exige certaines prédispositions à l'international qui fonctionnent comme un coût d'entrée invisible.

« *Tous les Français sont antisémites !* »

Le 27 septembre 2005, je discute avec quatre jeunes militants qui travaillent au Centre : Yasser (Palestinien d'Israël), Avital (Juive israélienne, *Misrahi*), Mickael (Juif allemand) et Yossi (Juif polonais). Ce dernier, un jeune homme de moins de vingt ans, arbore un tee-shirt rouge vif portant la mention « *Fuck the revolution* », assorti d'une caricature de Lénine. Il fait partie du groupe des Anarchistes contre le mur qui se réunissent fréquemment avec les membres d'*Indymedia Israel* dans le local de l'AIC à Jérusalem. Ils plaisantent entre eux en hébreu et en anglais. Voici un extrait de la discussion qui illustre l'intériorisation d'une manière d'être en rupture avec les stéréotypes identitaires qui caractérisent alors en Israël nombre de débats sur les Juifs, les Arabes ou l'antisémitisme – ici exprimée par un humour déshinibé :

« Yossi (ironiquement, aux autres) : Yasser est un Palestinien qui vit en Israël…
Yasser : Non ! C'est Israël qui vit dans mon pays ! [rires].
Yossi : Avital est Juive, la pauvre : c'est une victime ! [éclats de rire].
Yasser [à moi] : tu es Français ? Alors tu es antisémite !
Les autres : tous les Français sont antisémites [rires] ! ».

Ma présence contribue ainsi à alimenter l'échange de plaisanteries. Ces dernières visent conjointement à m'inclure tout en testant mon sens des limites, et renforcer un sentiment d'équipe qui valorise l'identité dissidente du groupe. En jouant sciemment sur les tabous, les protagonistes mettent en scène et en action un système de coordonnées politiques à l'opposé des conventions sociales dominantes en Israël.

Il convient cependant d'observer que l'espace physique du centre ne constitue pas l'unique lieu de contre-socialisation à l'international dans lesquels se forge cet *ethos* cosmopolite. A cet espace semi-public (il est ouvert et libre d'accès pratiquement tous les jours, mais son entrée sur la rue est relativement discrète), il convient d'ajouter des espaces privés où l'engagement militant anti-occupation se poursuit sous des modalités plus informelles. La synthèse qui suit, tirée de carnets ethnographiques, vise ainsi à illustrer le fait que le texte public d'une équipe de représentation subversive a d'autant plus de chances de fonctionner sur le mode de la connivence et de l'implicite entre les membres, qu'il se nourrit d'interactions continues qui autorisent plus facilement, dans les activités publiques, l'extériorisation du texte caché.

« Les Allemands n'ont pas l'exclusivité de la solution finale ! »

C'est la fête du Yom Kippour, tout est fermé ou presque à Tel Aviv. Le soir, je me rends chez S., où le groupe d'amis de mon hôte se réunit. Une douzaine de personnes est présente. Ils sont en train de manger quand j'arrive. Surprise : Yossi est présent. Voici les informations que j'ai recueillies en suivant les conversations.

Tous/toutes sont Juifs israéliens, d'origines différentes : S. est d'origine canadienne, E. d'origine argentine, un autre d'Uruguay, deux filles viennent d'Allemagne, etc. Ils sont tous au moins trilingues : ils parlent l'hébreu, l'anglais, et la langue de leur pays d'origine (espagnol, allemand, français, etc.). La conversation alterne entre l'hébreu et l'anglais, avec parfois des apartés dans la langue d'origine. Tous ont un excellent niveau d'anglais. Beaucoup sont gays ou lesbiennes. Beaucoup sont végétariens.

Ils appartiennent tous à la gauche radicale « anti- » ou « non-sioniste » et se définissent comme pacifistes. A ce titre, ils participent régulièrement aux manifestations organisées à Bil'in. Ils se connaissent à la fois en tant qu'amis et en tant que militants. Yossi est membre de l'AIC et du groupe des Anarchistes contre le Mur. Il dit à un moment avoir envoyé un article pour *Indymedia* récemment. Une des deux Allemandes milite pour la protection des animaux et la reconnaissance de leurs droits. Un type barbu, J., a un tee-shirt fabriqué par l'AIC montrant des mains de prisonnier menottées, avec un message en hébreu (c'est la quatrième de couverture du dernier numéro du mensuel en hébreu de l'AIC). Il a un collier qui est une figurine d'Handala.

Ils semblent pour la plupart posséder une formation universitaire, comme en témoignent les références culturelles qu'ils mobilisent dans leur conversation, et la distance jubilatoire avec laquelle ils les utilisent : Shakespeare (Yossi décrit son propriétaire comme un « Shylock » dans *Le Marchand de Venise* : le commerçant juif avare), Foucault (sur l'histoire des gays), des livres d'histoire (anecdotes sur le roi d'Espagne qui aimait les jeunes hommes, sur la « nuit des longs couteaux » et l'histoire de Hitler, etc.), la culture *underground* américaine (usage des drogues notamment).

Les convives font constamment des démonstrations d'un sens de l'humour fortement marqué par des références culturelles internationales. Des plaisanteries sont faites sur bon nombre de nationalités (Suisses, Uruguayens, Allemands, Italiens, Juifs, etc.), qui témoignent d'une rupture avec le « nationalisme banal », une habitude de la mobilité géographique et une souplesse dans le maniement de codes symboliques transnationaux. Quelques exemples : « *les Suisses ne font rien de productif, à part du chocolat et des couteaux* », « *les Allemands n'ont pas l'exclusivité de la solution finale* » (de Yossi à l'Allemande, à propos de la politique israélienne à l'égard des Palestiniens). Après avoir fait le tour de plusieurs pays en singeant les stéréotypes qui courent sur eux, la question est posée : et les Palestiniens ? A ce moment,

l'humour baisse d'un ton, et fait place à un mélange de respect distant (« *c'est fou : les femmes Palestiniennes à nos âges sont mariées et ont déjà plusieurs enfants. On a l'air de petites jeunes à côté* ») et d'une ironie qui fonctionne parfois comme une stratégie de condescendance (« *Les Palestiniens sont jaunes et sales* » dit l'un en référence aux clichés véhiculés dans les manuels scolaires israéliens, « *j'adore les Italiens. Si seulement les Palestiniens étaient italiens !* », « *Les Palestiniens ont des points communs avec les Italiens. La corruption par exemple* »). Yossi commente ainsi l'assassinat par le FPLP d'un leader israélien d'extrême droite en disant : « *c'est la meilleure action terroriste que nous ayons jamais eu en Israël* », puis ajoute sur un ton mordant : « *si les journalistes m'entendaient, ils diraient que Yossi légitime la violence !* ». Il explique enfin dans une formule ravageuse que, s'il milite pour les Palestiniens, c'est pour prendre une assurance par rapport à l'avenir : « *quand les Arabes voudront jeter les Juifs à la mer, ils se souviendront de mon nom !* » La remarque provoque de grands éclats de rire dans l'assistance.

Ces plaisanteries politiques fonctionnent pour le locuteur à double emploi : elles verbalisent une prise de distance avec les discours racistes ou essentialistes dominants ; elles ratifient et confortent l'appartenance du locuteur au groupe dissident.

L'humour joue un rôle central de stabilisation des pratiques et des représentations dans la sociabilité entre les membres de ces groupes marginaux (ce que confirme la récurrence des relations à plaisanterie à l'AIC). Ils se revendiquent en effet de différentes identités dominées (homosexuels, anti-sionistes, pacifistes, gauche radicale, végétariens, etc.). Ces positionnements à contre-courant favorisent des mécanismes de renforcement de ces identités déviantes dans l'espace privé (en disqualifiant les représentations normalisantes), alors qu'elles sont discréditées dans l'espace public. Comme le remarque H. Becker, « l'identité déviante commande les autres identifications […]. Traiter une personne qui est déviante sous un rapport comme si elle l'était sous tous les rapports, c'est énoncer une prophétie qui contribue à sa propre réalisation »[1558]. La perception extérieure des groupes dominants tend en effet à faire des « radicaux » des personnes politiquement déviantes sous tous les rapports. Cependant, l'engagement dans des médias qui rompent publiquement avec les normes conventionnelles de pensée tend à exposer les militants de façon particulièrement directe (sauf à publier de façon anonyme ou avec un pseudonyme) à ce regard suspicieux des autres, ce qui peut renforcer la prophétie autoréalisatrice (on me perçoit comme radical, donc je me comporte conformément à cette attente de rôle, à moitié par provocation, à moitié par assignation extérieure) mais peut aussi la complexifier[1559].

Les plaisanteries comme expression d'une réflexivité sociale jouent à ce titre un rôle de rituel d'auto-entraînement des prises de position dissidentes. Dans les mécanismes de subjectivation militante, l'humour assure un certain équilibre des tensions qui résultent de

[1558] *Ibid.*, p. 57. Un bon exemple de ce processus est fournit dans l'entretien avec Haïm Hanegbi, alors militant de *Matzpen*, qui se fait exclure de l'armée « *pour motif idéologique* » alors que le principal problème qu'il pose dans sa caserne c'est « *qu'[il] se cassait tout le temps pour aller voir sa copine* » (Hanegbi H., entretien, 2007).

[1559] En voici un exemple concret. Un soir, je rentre à l'hôtel Fayçal avec Gilad, un jeune israélien de vingt-cinq ans, salarié à mi-temps à l'AIC. Il me traduit le message d'un pochoir peint sur une compteur d'électricité : « *à la guerre, il n'y a jamais de vainqueur* ». Il m'explique que c'est son colocataire qui l'a réalisé. Mais un passant anonyme a écrit la réponse suivante au feutre : « *Mensonge ! On en a marre des mensonges de la gauche. Regardez les Nazis* ». Gilad me dit non sans subtilité qu'il est d'accord avec ce dernier commentaire – et pas d'accord avec le premier (celui de son colocataire) : « *dans la guerre, il y a des vainqueurs : regardez les Nazis* ». Il sous-entend par là : ce que subissent aujourd'hui les Palestiniens de la part d'Israël est une des grandes victoires (posthumes) des Nazis.

cette position déviante. Yossi me parle par exemple de *Hanitzotz Publishing House* et indique le fait que, plus généralement, le principe de plaisir dans la lutte est une rétribution symbolique essentielle, qui relègue les motifs idéologiques au rang d'un cela-va-de-soi presque ennuyeux : « *je n'ai rien contre eux, sur le plan politique il n'y a rien à dire, mais si tu n'es pas prêt à te consacrer 24h sur 24 et 7 jours sur 7 à ce qu'ils font, tu ne fais partie de l'avant-garde de gauche qu'ils veulent représenter. Mais sinon, tu es le bienvenu !* ». Il critique à plusieurs reprises ceux qui militent sans y prendre plaisir. Tout comme l'humour, le plaisir de la lutte (l'adrénaline lors de manifestations, l'effort fourni par le corps lorsqu'il faut courir pour échapper aux forces de sécurité ou lancer des projectiles, le partage de ces expériences avec les autres membres du groupe et la constitution d'une mémoire collective de la lutte, etc.) est partie intégrante du processus de reproduction du groupe[1560]. Il faut cependant préciser que, à rebours de cette thèse, les acteurs peuvent aussi jouer d'un excès de normalité : trompant les attentes d'un regard extérieur, selon lesquelles un déviant est nécessairement déviant sous tous les rapports, nombre d'entre eux peuvent aussi se démarquer de leurs pairs en tirant des profits de distinction de signes extérieurs de normalité (M. Warshawski évoque ainsi dans son autobiographie le fait qu'il participe à une chorale, activité qui, dans le récit de vie qu'il propose, pourrait apparaître comme une anomalie sociologique).

Ces observations des modes de la sociabilité militante au sein de l'AIC et des groupuscules qui gravitent autour montrent, comme dans le cas du CML, que l'existence d'espaces politiques dotée d'une autonomie relative favorise des logiques de sociabilité en rupture avec les normes dominantes. Ils fournissent ainsi des conditions objectives d'incorporation d'un contre-univers symbolique, qui est en partie extériorisé dans le discours public du groupe – en particulier ses publications. La singularité du fonctionnement interne de l'AIC réside cependant dans le fait que son équipe, contrairement à celle du CML, est composée à la fois de bénévoles et de salariés. Or cette division du travail est très structurante dans les relations entre les membres : elle conduit (tout en étant le produit) à une spécialisation des rôles dans l'organisation et à la formalisation des hiérarchies internes. Ainsi la distinction entre les « jeunes » militants d'*Indymedia Israel* et la « vieille garde » de l'AIC recouvre largement la distinction entre militants bénévoles et militants professionnels.

La professionnalisation du travail selon les compétences politiques et culturelles des acteurs

Pour saisir l'intérêt d'une telle analyse, il faut se déprendre du discours que les acteurs (ou certains acteurs qui jouent un rôle de gardiens de l'institution) ont sur leurs pratiques. En effet, le discours des membres de l'organisation met explicitement en avant l'idée d'un *jeu d'équilibre* entre une contrainte d'autonomie financière et une contrainte d'hétérodoxie

[1560] Il faudrait également analyser le rôle des rapports sexuels dans ce système de pratiques. Pendant la soirée décrite dans l'encadré précédent, j'ai pu observer de nombreuses manifestations de tendresse entre eux. J'ai pu comprendre à travers les discussions que plusieurs avaient des rapports sexuels réguliers et « libres ».

politique. L'économie interne de l'AIC résulterait ainsi d'une recherche d'équilibre à deux niveaux entre les exigences contradictoires de pérenisation de la structure et de conservation d'un discours radical. Schématiquement, la structure de production doit ainsi être à même de concilier, d'un côté, la minimisation des coûts de fonctionnement (« économie matérielle »), et, d'un autre, la maximisation des bénéfices tirés de ses prises de position politiques (« économie symbolique »). Cependant, cette distinction est trompeuse. Si « l'économie matérielle » apparaît mise au service des objectifs militants, elle est également au fondement d'un réajustement permanent des systèmes de disposition, d'attentes, et de projections dans l'avenir, des agents. Autrement dit, les aspects organisationnels et financiers font l'objet de projections symboliques, ces dernières n'étant pas sans effets réels sur la structure.

Ainsi, la maximisation des apports financiers et la minimisation des coûts de l'engagement doivent être prises en compte dans l'économie du groupe, bien qu'ils soient perçus comme étant des questions d'importance secondaire ou illégitimes par les membres de l'organisation. L'histoire de l'AIC en témoigne de manière significative, à travers une double évolution de son économie politique vers la professionnalisation d'un côté, et « l'ONGisation » d'un autre. L'AIC a connu, en effet, une évolution semblable à de nombreuses organisations militantes et/ou de défense des droits humains en Israël-Palestine[1561]. La disproportion entre le faible capital politique de la plupart des jeunes volontaires internationaux, notamment des Italiens faisant leur « service social » (obligatoire), par rapport au capital fort de la « vieille génération » (Israéliens et Palestiniens), fournit un indicateur de cette tendance.

L'AIC génère des coûts multiples, que l'on peut regrouper en deux catégories : les coûts de fonctionnement internes (bureaux, dépenses opérationnelles et d'équipement, salaires, etc.) et les coûts de fonctionnement externes (projets de partenariat, prestation de services, édition-distribution des publications). Parmi les coûts internes, les deux principaux postes budgétaires sont les salaires des membres et les loyers des bureaux. Ces postes correspondent à la double dimension *professionnelle* et *mixte* de l'organisation.

L'équipe de l'AIC est composée d'environ quinze à vingt personnes. Ses membres peuvent être séparés entre les salariés et les volontaires. Le centre fonctionne sur le principe du salaire unique, les différences de salaires étant fondées sur le temps de travail de chacun. Selon Avital M., administratrice de l'AIC[1562], il y a deux catégories de salariés et deux catégories de volontaires, chacun correspondant à un degré de rémunération (et d'implication) décroissant. En 2007, on trouve ainsi des salariés à plein-temps (au nombre de huit : six Israéliens et deux Palestiniens), des salariés à mi-temps (au nombre de trois : un Israélien et deux Palestiniens), des volontaires payés à la tâche (en nombre et d'origine variables), et des volontaires bénévoles (principalement d'Europe de l'ouest et des Etats-Unis). La professionnalisation de l'AIC s'est traduite par une augmentation du nombre de salariés à

[1561] Hanafi S., Tabari L., *The making… op. cit*.
[1562] Avital M. A., entretien, 2007.

temps plein ou à temps partiel. Cette évolution implique des coûts salariaux croissants, qui deviennent les coûts les plus importants de l'organisation. En 1995, par exemple, le paiement des salaires (200.000 US $) représente les deux tiers des dépenses internes (300.000 US $), et correspond au double des dépenses affectées à des actions extérieures (100.000 US $). En 1997, une partie des salaires est affectée à des « porteurs de projets », donc transférée des dépenses internes aux dépenses externes. Ainsi, malgré une baisse apparente de la part des salaires dans le budget, celle-ci augmente entre les deux dates. Le but poursuivi est « d'autonomiser » les projets, pour répondre aux attentes correspondant au profil d'ONG de l'organisation[1563].

La dimension mixte de l'AIC génère également des coûts spécifiques, comme l'explique Connie H. : « *nous sommes une organisation très coûteuse à maintenir car nous avons deux bureaux, donc nous payons deux loyers, deux factures d'électricité, etc. Tout cela coûte très cher. Mais nous avons deux bureaux à notre disposition, un en Israël, et un en Palestine. Et c'est très important. Cela constitue une ressource importante d'être présent en Israël et en Palestine. Aucune autre organisation ne peut se le permettre* »[1564]. Ce coût économique est doublé par des coûts et du temps de transport supplémentaires, notamment en raison du maintien d'une réunion d'équipe hebdomadaire malgré les difficultés croissantes de déplacement, liées au bouclage des Territoires palestiniens après le déclenchement de la seconde Intifada en 2000. C'est ce qu'explique M. Warschawski, en revenant aux raisons et aux effets de la décision, vers 1993 de doter l'AIC d'un deuxième bureau en Cisjordanie :

« Le principe, c'était de maintenir les équipes mixtes, les *teams*, les équipes de travail. Il ne fallait pas faire une équipe israélienne et une équipe palestinienne, et donc le principe c'était : on ne mégote pas, on ne radine pas sur l'effort – qu'il soit humain ou financier – pour... ceux qui peuvent aller, allez de l'autre côté – on forçait, esssentiellement, les Israéliens à aller du côté palestinien. Mais aujourd'hui, c'est beaucoup plus difficile – toute l'équipe va à Bethléem une fois par semaine. Le directeur va deux, trois fois. Moi, en tant que co-président, j'y vais – j'essaie – au moins une fois tous les dix jours. […]. C'est à nous de faire l'effort, et c'est un effort – souvent il faut se battre avec les gens de l'équipe, qui disent : '*mais c'est une perte de temps*'. Cela peut prend du temps : il faut commander un taxi, il faut y aller... Cela fait trois heures aller, deux heures retour, pour une réunion de deux heures. Ça, tout le monde en est conscient : cela prend le temps que ça prend, cela prend le fric que ça prend (on a des dépenses *énormes* en taxi pour les allers-retour Bethléem ou Ramallah ou ailleurs) mais c'est notre seule façon de casser le mur. Sinon on accepte [la séparation]. Nous, on s'est préparés à ce qu'il y ait un mur, on s'est mis en place des deux côtés »[1565].

La mixité de l'organisation est donc indissociablement une contrainte imposée par la situation politique de l'occupation, et une source de profits symboliques, notamment dans l'affichage de l'exceptionnalité de l'AIC dans le paysage des ONG en Israël-Palestine, comme en atteste la mention systématique de ce fait les brochures de présentation de l'organisation. Cet élément est intégré comme un élément constitutif de « l'impression d'équipe » donnée au public extérieur – dont les bailleurs de fonds.

[1563] AIC, Annual Report, 1995, 1997.
[1564] Connie H., entretien, 2005.
[1565] Warschawski M., entretien, 2005.

L'AIC est en effet une « organisation à but non lucratif », qui dépend pour son fonctionnement de financements externes. Les activités lucratives du centre (vente de publications et abonnements, prestations de service comme les « tours alternatifs » ou la publication de documents pour d'autres organisations) sont insuffisantes pour équilibrer son budget, contrairement à la volonté initiale des fondateurs de vivre de leur activité. Le processus « d'ONGisation » se traduit par le financement croissant d'organismes étrangers, afin d'assurer l'indépendance politique de l'AIC vis-à-vis des intérêts politiques et économiques locaux. Aujourd'hui, « *pratiquement tout notre argent vient d'Europe*, explique Connie H., *que ce soit des gouvernements européens ou des fondations européennes – la plupart chrétiennes. Au cours des dernières années, nous avons obtenu de plus en plus d'argent du magazine, donc en abonnements, mais cela reste un pourcentage très faible* ». L'autonomie organisationnelle de l'AIC est donc *problématique*, au sens où elle est explicitement posée comme un problème par les acteurs eux-mêmes. Si la professionnalisation assure son indépendance politique, son « ONGisation » rend le centre dépendant de bailleurs de fonds extérieurs. Or les intérêts ou les orientations des bailleurs ne coïncident pas nécessairement avec ceux de l'AIC. Selon Connie H. cependant, l'indépendance de l'AIC n'est pas mise en cause : *« l'AIC est clair sur ce qu'il fait. J'ai travaillé dans d'autres organisations : l'AIC est excellent, je pense, parce qu'il ne court pas après l'argent. Nous pourrions faire beaucoup d'argent si nous faisions ce que les bailleurs souhaitent, mais l'AIC ne le fait pas […] L'AIC est prêt à payer le prix de ce en quoi il croit »*[1566].

La différence majeure avec le CML, cependant, réside dans le fait que le problème est moins d'assurer l'intégrité des infrastructures économiques du centre de médias, que de ses supertructures idéologiques. Il existe ainsi un triple principe de division interne du travail à l'AIC, visant à équilibrer cette tension. Ces divisions correspondent à une recherche d'allocation optimale des ressources, en fonction des contradictions politiques liées à sa professionnalisation et son ONGisation.

Tout d'abord, la division hiérarchique entre *professionnels salariés* et *militants bénévoles*. Les premiers maximisent en effet les coûts salariaux, mais également les profits de réputation. Ils disposent de compétences techniques et politiques supérieures à celles des autres membres. Cette double compétence est d'ailleurs requise lors de l'entretien d'embauche d'un nouveau salarié. Les compétences techniques – maîtrise parfaite de l'anglais, capacité à rédiger des rapports, à utiliser des logiciels administratifs, à réaliser un budget, avoir une expérience dans le *fundraising*, etc. – sont indissociables du positionnement politique. Partager les principes et les objectifs de l'AIC implique au demeurant d'être politiquement compétent sur ses sujets de prédilection. Selon Connie H., la principale incitation sélective à travailler pour l'organisation relève de la motivation idéologique : « *les salaires ne sont pas très élevés, donc les gens sont*

[1566] Connie H., entretien, 2005.

ici parce qu'ils sont engagés politiquement ». Cette affirmation indique une volonté d'affichage de la primauté des intérêts politiques sur les intérêts professionnels. Le statut conféré aux « bénévoles » (*interns*) confirme *a fortiori* cette hypothèse. D'un strict point de vue économique, on peut considérer leur fonction comme étant de minimiser le coût des « ressources humaines » de l'organisation, alors qu'ils n'y apportent que des ressources symboliques limitées (une réputation d'organisation de « solidarité internationale »). Cependant, leur « engagement volontaire » est valorisé en tant que tel, selon les mécanismes du « management des dévouements »[1567].

Un autre principe de division interne coexiste ensuite avec celui entre « pros » et profanes : chez les premiers, il existe une rivalité entre un *pôle politique*, chargé principalement des tâches éditoriales, d'orientation théorique et de militantisme, et un *pôle administratif*, chargé principalement de la gestion des projets, de la collecte de fonds et des orientations logistiques. Les premiers assurent, en effet, une rente symbolique à l'AIC en produisant ou transmettant des cadres d'interprétation alternatifs de l'actualité[1568]. Les seconds participent davantage à l'entretien de son capital social, qui assure une grande partie des financements de l'organisation.

« Il y a toujours eu une tension au sein de l'AIC entre les militants – côté politique – et l'approche plus en termes de projets, ou d'ONG, explique Connie H. Enfin, l'AIC essaie d'être les deux. Nous essayons d'être une organisation militante, et d'un autre côté nous recevons de l'argent pour faire des projets, pour être une ONG […]. Il n'y a pas de tension relative aux objectifs. Tout le monde est ici en raison d'un accord politique. Mais, dans ce cadre, il y a des tensions sur la question de savoir quelle direction prendre. Parfois, je pense que c'est sain et créatif, et parfois c'est très difficile à équilibrer […]. C'est une lutte quotidienne. Ce sont des petites choses. Comment tu vas utiliser ton temps ? En écrivant ce rapport ennuyeux dont j'ai besoin ou en allant à des manifestations ? Cela peut paraître anecdotique, mais c'est un problème constant et cela demande beaucoup d'énergie »[1569].

Il existe, enfin, un principe de division selon la nationalité, entre Palestiniens, Israéliens et « Internationaux ». Du point de vue des systèmes de valeur internes à l'organisation, un privilège de statut est accordé aux personnes issues du camp des victimes de l'occupation (les Palestiniens), devant les membres israéliens et internationaux, considérés comme « soutiens ». On trouve une expression claire de cette hiérarchie dans un commentaire froidement objectif de Connie H. sur les volontaires du Centre :

« Les volontaires internationaux viennent principalement d'Europe. Ils ont juste terminé l'université et pour eux cela constitue une expérience internationale au Moyen-Orient. C'est important pour leur CV. Beaucoup d'entre eux retournent dans leur pays et essaient de trouver un boulot dans le gouvernement ou à l'université. Donc pour eux, c'est un moment très

[1567] Collovald A., *L'Humanitaire… op. cit.*, p. 177-229.
[1568] En entretien, Nassar I. me renvoie ainsi systématiquement aux administratrices du Centre, à Jérusalem, en cas de question dont l'objet est pour lui de l'ordre des « *choses techniques* » (par exemple la question du salaire unique appliqué aux Israéliens et aux Palestiniens, en dépit du fort différentiel de niveau de vie entre Israël et les Territoires occupés). Par contre, il semble davantage « dans son élément » lorsqu'il s'agit de discuter des orientations et projets politiques de l'organisation.
[1569] Connie H., entretien, 2005.

important, et ils sont très ambitieux dans leur carrière. [Ils] veulent une expérience comme journaliste ou militant. Ils apprécient l'opportunité d'écrire des choses et de gagner de l'expérience. [...]. Les Palestiniens et les Israéliens sont différents, parce que nous n'avons pas de telles carrières prestigieuses ici. Les gens ne pensent pas à leur avancement professionnel : ils sont ici uniquement pour la politique. Mes collègues palestiniens sont particulièrement exceptionnels, car pour eux ce serait plus simple de ne pas travailler avec des Israéliens. Donc ils pensent vraiment sur le long terme lorsqu'ils travaillent pour l'AIC. Et tous ont travaillé ici pendant trois ans ou plus. Les Palestiniens viennent pour rester. Ils n'essaient pas de partir. Pour ce qui est de Israéliens… on a les deux : des gens très impliqués, et des gens plus jeunes, qui sont là pour un an ou deux avant de partir ailleurs »[1570].

Ce troisième principe de division repose sur une sous-division entre un « nous », désignant les acteurs *from within* (Israéliens et Palestiniens) et les acteurs *from outside*. Comme le montre le fonctionnement éditorial de la principale publication en anglais du centre, le magazine *News from Within*, le travail de collecte et d'analyse des informations relève donc principalement des membres israéliens et palestiniens, en priorité lorsqu'ils appartiennent au pôle « politique » du groupe des « pros »[1571]. Or contrairement au cas du CML, où l'on a déjà observé une telle polarisation, il ne s'agit pas ici que d'une spécialisation fonctionnelle des tâches créant des hiérarchies informelles, mais de hiérarchies traduites sur un plan professionnel.

Les relations entre ces différents sous-groupes participent donc de l'économie interne du centre car leur équilibre permet à la fois de minimiser les coûts de production économiques et de maximiser les profits symboliques. Or cette division du travail est source de tensions entre les deux groupes dans la mesure où le *turn-over* important des bénévoles – conséquence d'un engagement « volontaire » (à forte rentabilité symbolique) généralement de court terme pour l'organisation – limite les possibilités de transmission d'un sens durable des enjeux, qui reste largement confiné au cercle restreint des permanents. Ces derniers tendent ainsi à monopoliser les mécanismes de production et de reproduction du capital politique de l'organisation, laissant le sentiment aux collaborateurs bénévoles d'être laissé en marge[1572].

En résumé, une triple évolution interne s'est produite à l'AIC. Sur un plan financier et juridique, l'AIC passe du statut de petite organisation militante autogérée à une ONG professionnelle et institutionnalisée, dotée d'un budget annuel de plusieurs centaines de

[1570] *Ibid.*

[1571] Les volontaires peuvent cependant sous-traiter des tâches de recherche d'informations « brutes », mais en général les données récoltées sont regroupées et interprétées par les acteurs « politiquement compétents » (sauf cas de promotion interne dans l'organisation).

[1572] Au niveau des relations externes à l'AIC, l'établissement et l'entretien d'un réseau de relations au niveau local et international permet la maximisation des *inputs*, en particulier économiques et financiers, et d'un autre côté, de minimiser les coûts symboliques liés à l'image de radicalité de l'organisation. Ainsi, l'AIC sollicite, d'un côté, un réseau d'organisations gouvernementales ou non gouvernementales européennes ou américaines qui jouent un rôle de bailleurs de fonds, assurant les rentrées d'argent nécessaires à son fonctionnement, et d'un autre, un réseau de contributeurs extérieurs (journalistes, universitaires, militants, artistes), sorte de sous-traitants non rémunérés, producteurs de cadres d'interprétation hétérodoxes du conflit, en cherchant à concilier le prestige du nom à la radicalité du propos. A titre d'exemple, le linguiste américain Noam Chomsky fait partie du « bureau consultatif » de *News from Within*, aux côtés d'autres personnalités locales ou internationales de renom dans les cercles militants favorables à la cause palestinienne.

milliers de dollars. Cette « massification » relative transforme en profondeur les infrastructures et les processus de production de l'information (diminution du rythme de publication et multiplication des supports de diffusion).

Sur un plan politique, le discours révolutionnaire des débuts, reflet des orientations antisionistes et anticapitalistes des fondateurs, fait place à un « double discours », assumé pour des raisons stratégiques. Celui-ci vise à concilier, selon les situations, les interlocuteurs ou les supports, deux positions. D'une part, l'affichage d'un certain conformisme idéologique, notamment vis-à-vis les bailleurs de fonds : pacifisme, collaboration israélo-palestinienne, droits de l'homme, etc. D'autre part, la radicalité du propos pour les membres et les soutiens les plus militants : appels au boycott d'Israël, participation des membres à l'action civile directe, dénonciation systématique des compromissions de la gauche sioniste israélienne ou de l'Autorité palestinienne, etc. Cette évolution fait l'objet de critiques de la part de « l'aile gauche » de l'organisation, et alimente les critiques de plusieurs groupes dissidents qui souhaitent renouer avec une radicalité « pure », comme *Indymedia-Israel* ou *Indymedia-Palestine*.

Sur un plan sociologique, l'AIC connaît une internationalisation de sa composition interne et de ses cadres cognitifs, qui a des effets sur son capital relationnel global, réfracté dans les revendications militantes. La participation de membres hiérarchiques de l'AIC, dès la fin des années 1990, à l'organisation des forums sociaux mondiaux et l'insertion dans les réseaux occidentaux de l'altermondialisme en atteste. Cette triple évolution est marquée par une série de crises internes entre les différents sous-groupes de l'AIC, en particulier entre un pôle « politique » et un pôle « administratif ». Ces facteurs internes sont cependant indissociables de transformations dans la configuration des rapports de force politiques et sociaux en Israël, en Palestine et avec les « partenaires » étrangers de l'organisation.

L'analyse du fonctionnement interne de l'AIC permet de comprendre les bénéfices et coûts symboliques que l'organisation tire de son double statut de centre de médias alternatifs et d'ONG militante. Son capital politique continue d'être structuré subjectivement sur un *principe de prééminence des principes*, mais sa trajectoire de professionnalisation a introduit de nouvelles tensions liées à un jeu d'équilibre (coûteux en temps et en énergie) entre la poursuite des objectifs idéalistes de l'organisation et la *realpolitik* qui impose de plus en plus le *principe de l'importance des moyens* d'y parvenir.

Gestion et gestionnaires des contradictions

Plusieurs observations ethnographiques réalisées au centre mettent en évidence le fait que les tensions produites par cette configuration intermédiaire entre le collectif militant « autonome » (c'est-à-dire sans fonds propres) et l'ONG « institutionnelle » (entièrement professionnalisée) doit faire l'objet d'un travail de gestion spécifique de l'espace et des relations entre les membres.

Lors de mes enquêtes en 2005 et en 2007, j'ai eu l'occasion de passer plusieurs semaines dans les locaux de l'AIC. Un phénomène remarquable s'est alors produit dans l'aménagement des bureaux situés à Jérusalem. Situé dans un immeuble non loin de la vieille ville, le local comporte une pièce principale, un bureau fermé, une petite cuisine, des toilettes. Il couvre une surface d'environ 100 m^2. Le croquis page suivante donne une idée de la disposition des lieux. En 2005, la pièce principale est divisée en quatre parties : un endroit pour l'accueil des visiteurs, et les trois autres pour le personnel du centre, qui disposent de bureaux et d'ordinateurs. Il s'agit d'une disposition en *open space* : les bureaux individuels sont pour la plupart en vis-à-vis, et les visiteurs peuvent facilement y accéder. Néanmoins, cette ouverture est en partie compensée par la présence d'armoires et de cloisons sans portes, qui dessinent des sous-espaces plus ou moins proches de la porte d'entrée. Certains bureaux sont réservés à des salariés, d'autres laissés à disposition des volontaires ou des visiteurs. En 2007, cependant, cette disposition a changé : de nouvelles cloisons ont été installées, équipées de portes coulissantes qui permettent un plus grand isolement des bureaux des salariés. L'espace destiné à l'accueil du public a été placé au fond à droite, un espace auquel on accède en passant devant un stand de présentation des publications du centre et de ses partenaires. C'est à cet endroit que je vais travailler, en tant que stagiaire dont la mission consiste à classer les archives de *News From Within* et à scanner la collection depuis 1985.

Le lendemain de mon arrivée, Connie H., l'ancienne directrice du centre, aujourd'hui chargée du *fundraising*, m'accueille chaleureusement en insistant sur le fait que je dois me sentir « *comme chez moi* » (et en m'indiquant au passage où se trouve la machine à café dans la cuisine). Un peu plus tard, pendant une pause café, nous engageons une discussion qui indique l'existence d'un enjeu sous-jacent à cette reconfiguration des lieux :

« Connie : il y a eu beaucoup de changements depuis que tu es venu [en 2005].
Q. [J'acquiesce] : Oui, j'ai remarqué que l'organisation du bureau a changé.
Connie [Elle fait une grimace] : oui, cela a changé.
Q. Qu'en penses-tu ?
Connie : Je n'aime pas, on est séparés par des cloisons, compartimentés. Avant c'était un espace ouvert, mais cela a été fait pour faciliter le travail ».

Elle prend quelques minutes de son temps de travail (qui est compté) pour m'indiquer qu'une réunion des deux équipes de l'AIC (celle de Jérusalem et celle de Bethléem) est prévue quelques jours plus tard au sujet de la mise en place d'un Forum Social Palestinien, à laquelle elle m'invite à participer. Sergio Y., alors directeur des programmes de l'AIC (il a été directeur en 2000-2003), arrive à 10h30. Connie H. l'a appelé par téléphone, il dormait encore. Il arrive vingt minutes plus tard, les yeux bouffis de sommeil, et Connie H. lui sert un café. Il est argentin. La quarantaine, des lunettes, cheveux frisés, un peu débraillé. Ancien militant de *Matzpen*, il a été emprisonné comme objecteur de conscience et est une figure de l'aile radicale du mouvement de la paix israélien[1573]. Il me dit « *bonjour, comment ça va ?* »

[1573] Yahni S., entretien, 2007.

en français, qu'il parle « *un tout petit peu* ». Par ailleurs il parle espagnol, hébreu, anglais, portugais. Pendant la pause-café, je demande à Connie H. si la semaine n'est pas trop chargée (elle me l'a dit par mail), elle me répond que si, mais que c'est toujours comme ça avant les vacances. J'essaie de savoir où elle part en vacances : « *tu quittes le pays pour les vacances ?* » « *Bien sûr, rester ici ce n'est pas des vacances* ». « *Tu retourne aux Etats-Unis ?* », « *Non, voir la famille, c'est bien, mais ce n'est pas des vacances* ». Elle semble assumer, comme beaucoup de ses collègues, le caractère très exigeant du travail dans cette ONG, non sans en éprouver un sentiment de fatigue que manifeste cette envie de s'éclipser. Elle considère également que le principe du salaire unique, établi au nom d'un principe égalitaire, est pour elle un facteur de démotivation, étant donné qu'elle travaille bien plus que certains collègues qui ont pourtant le même salaire qu'elle. Dans la division interne du travail, Connie H. incarne la gestion des dynamiques contradictoires de l'institution : dominée dans les hiérarchies informelles (elle représente le pôle administratif), elle les porte avec la conviction que le jeu en vaut la chandelle, mais aussi comme un fardeau pesant. Dans ses échanges de plaisanterie avec ses collègues, en particulier lors de ma présence, avec Sergio (l'un des piliers du travail éditorial) ce dernier mobilise ses compétences humoristiques pour la décharger d'une pression visible par de grands éclats de rire.

Figure 30 – AIC-Jérusalem, façade externe

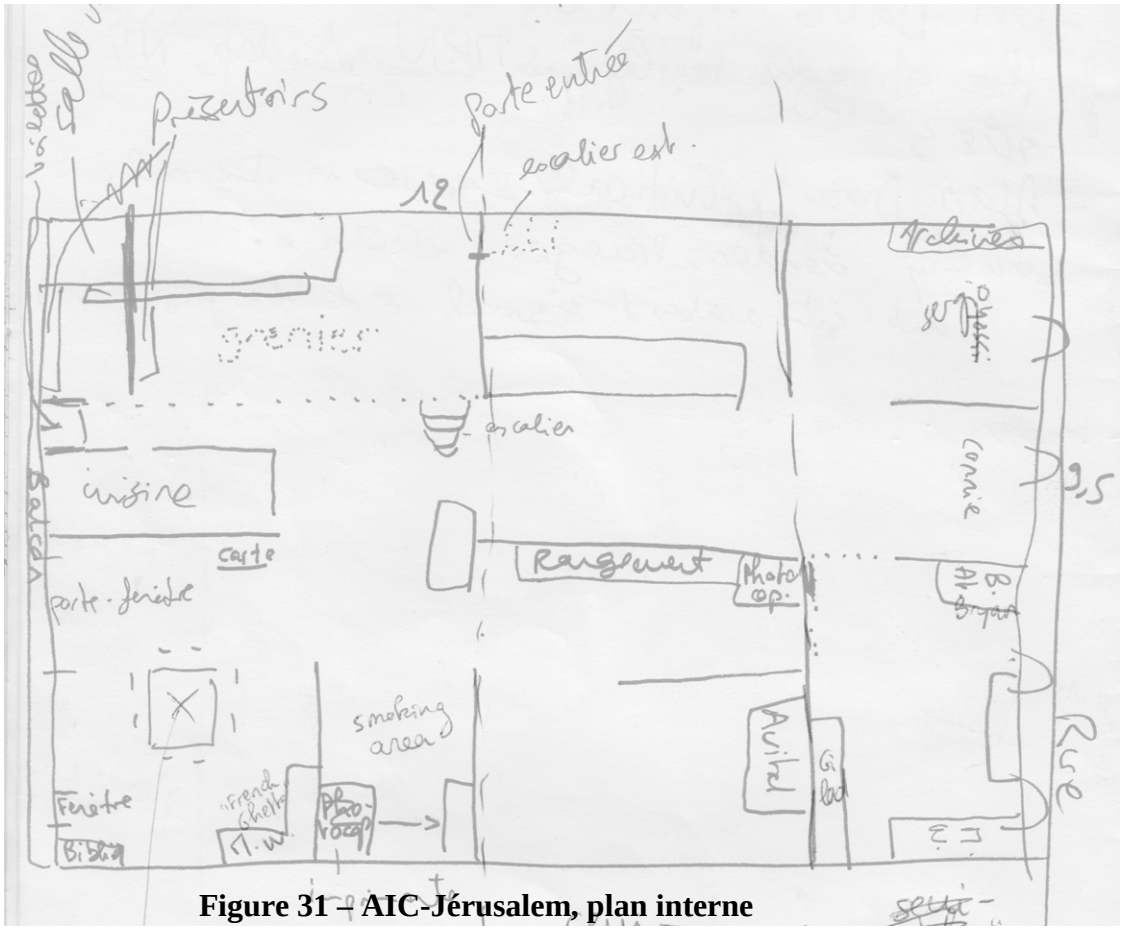


Figure 31 – AIC-Jérusalem, plan interne

En résumé, la trajectoire de professionnalisation de l'AIC permet d'observer un déplacement progressif des enjeux et problèmes internes, qui sont redéfinis à mesure que s'accentuent la division interne du travail (formalisées notamment dans un organigramme et des fiches de poste) et les hiérarchies (informelles) entre les membres de l'équipe. La comparaison avec le cas des médias libres mexicains, en particulier le CML, est instructive. Dans les deux cas, l'autonomie est revendiquée par ces militants des médias comme une condition fonctionnelle de rupture politique avec l'ordre politico-médiatique dominant. Cependant, dans le cas du CML, la reproduction des espaces d'autonomie relative permet de conserver l'intégrité de l'*heterodoxa*, mais elle se fait dans des conditions d'extrême instabilité (les dysfonctionnements acquièrent un caractère presque fonctionnel). A l'inverse, la professionnalisation de l'AIC lui assure des conditions de reproductibilité, mais elle s'opère au prix d'une montée des tensions (stratégie de « double discours »), qui pèsent de façon croissante sur quelques individus. Ces gestionnaires des contradictions économiques (pôle administratif-ONG) ou symboliques (pôle politique-journalistique) paient un lourd tribut pour ces dysfonctionnements et peuvent être amenés à militer pour des formes de normalisation des activités. Or, ces processus différenciés ont une incidence sur le rapport que les agents entretiennent avec leurs pratiques médiatiques alternatives, bien que tous les acteurs ne soient pas également armés pour faire face aux difficultés auxquels ils s'exposent en maintenant durablement un positionnement « radical ».

La première section du chapitre a donc permis de montrer l'existence de mécanismes collectifs de spécialisation militante dans le travail médiatique, qui conduisent à la formation et à la « fonctionnalisation » dans les réseaux militants de structures de médias alternatifs « autonomes ». La section suivante a poursuivi la réflexion sur ces mécanismes d'institutionnalisation d'univers symboliques « radicaux » en s'intéressant particulièrement au rôle des espaces d'autonomie relative dans la construction d'équipes de représentation unies autour de normes et d'activités de médiatisation communes. Les développements à venir visent à comprendre comment les individus engagés dans des activités de production et de diffusion d'information alternative intériorisent les contraintes et exploitent les opportunités que leur offrent ces sous-univers militants. Les deux monographies présentées permettent d'observer que les logiques de légitimation par autonomisation fonctionnent plus ou moins bien selon les dynamiques internes et externes aux groupes considérés.

Section 3. Consécration et mise en échec du travail de contre-médiatisation

Je propose ici deux monographies détaillées visant à comparer deux situations dans lesquelles des médiactivistes du pôle « radical » viennent à s'associer autour d'un projet commun marqué par des dynamiques de division internationale du travail de contre-médiatisation. La comparaison entre le contre-forum altermondialiste de Cancún, au Mexique (2003), qui réunit la plupart des acteurs du réseau des médias libres mexicains, et le processus de formation du collectif d'*Indymedia-Palestine* au moment fort de la seconde Intifada (2001-2002), permet en effet d'illustrer la cumulativité des inégalités des agents dans les processus d'internationalisation, analysée par la sociologue A.-C. Wagner. Dans les deux cas, les dynamiques à l'œuvre impliquent un travail conjoint des militants issus de pays occidentaux (Etats-Unis et Europe), de zones intermédiaires (Mexico, Israël) et de zones périphériques (Chiapas, Territoires occupés), les formes de division du travail n'étant jamais neutres. Cependant, dans le cas des médiactivistes mexicains, la stratégie médiatique déployée à Cancún apparaît comme un cercle fonctionnel vertueux (traduit par un sentiment de victoire), alors que dans le cas d'*Indymedia Palestine*, la mise en place du collectif se solde, après un bref « âge d'or », par un cuisant échec, fortement lié à la position de monopole de fait de l'AIC dans le travail de contre-information du RAO.

A/ Une dynamique « vertueuse » : les stratégies médiatiques altermondialistes dans le contre-forum de Cancún

La recherche se concentre dans un premier temps sur les logiques transnationales, ainsi que les contradictions pratiques du « journalisme alternatif » entre l'engagement militant et la distanciation journalistique, au cours d'un épisode de mobilisation du réseau mexicain des médias libres.

Un événement analyseur : la « Bataille de Cancún » contre l'OMC (septembre 2003)

En étudiant la couverture du contre-sommet « altermondialiste » de Cancún en 2003, par une coalition des médias alternatifs, principalement mexicains et proches des mouvements néozapatistes et altermondialistes, il s'agira ici d'analyser comment des acteurs contribuent à définir autour d'un enjeu précis les frontières de la catégorie de « journaliste militant », et cherchent à l'imposer comme modèle « alternatif » au journalisme professionnel et au militantisme conventionnel. Cette approche implique notamment de s'interroger sur la manière dont ces journalistes alternatifs s'auto-définissent, mais aussi d'observer au plus près leurs pratiques. Comment cherchent-ils à faire de leur engagement un gage de leur excellence, rompant en cela avec les définitions socialement dominantes de la profession journalistique, tout en maintenant un rapport distinctif avec les discours et pratiques des (autres) militants ?

On peut définir provisoirement les journalistes alternatifs comme des collaborateurs permanents ou occasionnels, bénévoles ou professionnels, de « médias alternatifs ». Ces médias se positionnent en marge et/ou en rupture par rapport aux médias dominants des secteurs public et privé (*mainstream media*), et entretiennent des relations étroites avec des groupes sociaux dominés ou marginaux. Leur activité principale est la production ou reproduction d'informations et de cadres d'interprétation des événements, qu'ils estiment peu ou pas traités par les journalistes des médias conventionnels. Leur pratique est décrite par Chris Atton comme du *native reporting*, c'est-à-dire que « les activités des journalistes alternatifs » consistent à travailler « à l'intérieur de communautés d'intérêt dans le but de publier des informations utiles aux intérêts de ces communautés, d'une manière qui puisse être comprise par eux et avec leur collaboration et leur soutien »[1574]. Ces *native reporters* se trouvent dans un entre-deux qui les contraint constamment à se définir et à se légitimer, auprès des militants comme auprès des journalistes. Leur pratique du journalisme alternatif constitue-t-elle une forme de synthèse pratique, de la division traditionnelle entre journalisme et militantisme, ou bien reproduit-elle les attentes sociales attachées à ces rôles ?

Pour y répondre, j'analyserai le contexte dans lequel est définie la double stratégie médiatique des organisations du mouvement en vue du contre-sommet, avant de m'intéresser aux définitions indigènes de la figure du journaliste alternatif dans les médias engagés dans les protestations. Enfin, j'étudierai leur couverture de l'événement. Cette enquête illustre comment la division du travail militant dans les réseaux pro-zapatistes contribue à reproduire et à transformer les stratégies de communication développées initialement par l'EZLN, qui acquièrent, à l'occasion de ce type d'événement protestataire, une logique propre entretenue par l'autonomisation du microcosme des « militants de l'information ».

Parasitage des médias de masse et constitution d'un réseau médiatique propre

Le « journalisme alternatif » s'impose au cours des années 2000 comme une sorte de sous-spécialité dans la division du travail militant, bien que la dimension journalistique des activités ne soit pas systématiquement revendiquée. Cette spécialisation implique des formes de codification et de distribution des rôles, et l'intériorisation des attentes qui leur sont attachées lors des événements militants (manifestations, rencontres, débats, contre-sommets, forum sociaux, etc.). Ce travail est réalisé par un petit groupe de « spécialistes », reconnu comme tel par les autres militants, et dont les membres ont conscience d'appartenir à un même sous-ensemble. Ces journalistes alternatifs ont des propriétés sociales relativement homogènes, qui contribuent à la genèse et la consolidation de leurs réseaux relationnels.

Les différents collectifs contribuent à la mise en place d'une « stratégie médiatique » du mouvement altermondialiste en vue de la conférence de l'OMC à Cancún en septembre 2003, que les militants vont chercher à définir comme un « second Seattle », en référence aux manifestations de 1999 contre l'OMC aux Etat-Unis. Deux mois avant la conférence, le Groupe International d'Action « Médias et presse » (GIA-MP), créé formellement à México au mois de mai 2003, lance un appel global à « *toutes les organisations sociales du monde et*

[1574] Atton C., *Alternative Media… op. cit.*, p. 112.

leurs coordinateurs de presse » à « *tous les médias indépendants et alternatifs du monde* », aux « *communicateurs civils du monde* » et, selon une formule que l'on retrouve dans les communiqués de l'EZLN, à « *tous les citoyens du monde* » pour adopter une politique commune à l'égard des médias. L'appel marque une division anticipée du travail médiatique entre, d'une part, les services de presse et « *communicants* » des organisations du mouvement social, de la « *société civile* » et, d'autre part, les « *médias du mouvement social* ». L'objectif ultime est de « *faire échouer* » la conférence[1575]. Les auteurs de l'appel du GIA-MP estiment ainsi « *qu'une des grandes batailles pour faire échouer l'OMC se déroulera une fois de plus sur le terrain des médias de communication et de l'opinion publique* ». L'enjeu est selon eux de « *rompre le cercle médiatique de désinformation auquel nous ont habitués les chaînes privées d'information, et […] favoriser un effort collectif qui puisse maximiser nos capacités à atteindre l'opinion publique* ». Cet appel témoigne d'une croyance dans le fait que la médiatisation est indispensable au succès de la « *bataille de l'opinion publique* »[1576]. L'intériorisation des contraintes liées à la médiatisation des causes militantes dans les *mainstream media* permet l'anticipation d'un traitement journalistique défavorable et la mise en place d'une stratégie en deux axes :

Axe 1. « Introduire dans les médias de masse privés, au moyen d'un travail de presse coordonné à Cancún, l'agenda social des mouvements et des organisations, dans le sens de ses protestations et de ses propositions alternatives ».
Axe 2. « Produire à Cancún les conditions pour l'articulation et le positionnement des médias de communication indépendants, en favorisant une couverture alternative des événements, qui soit réelle et de première main »[1577].

Pour nombre de ces militants de l'information, le contre-sommet de Cancún s'inscrit précisément dans la continuité directe du « Premier Cancún » (manifestations contre le Forum Économique Mondial de l'OMC, en 2001) et les protestations lors de la Conférence de l'ONU sur le Développement, à Monterrey, en 2002. Ces épisodes de mobilisation ont structuré la division du travail au sein des militants de l'information entre communicants du mouvement social et journalistes alternatifs (plus souvent qualifiés « d'indépendants »).

Les deux axes de la stratégie engagée pour la seconde conférence de Cancún font ainsi l'objet d'un travail complémentaire des collectifs de médiactivistes au cours des mois qui précèdent l'événement. L'axe 1 passe par un travail préalable de publication d'informations et de points de vue dans la presse écrite, audiovisuelle ou électronique nationale, qui contribue au cadrage de l'événement dans un sens favorable aux intérêts des organisations militantes. Ce travail est complété par des prises de contact avec des journalistes professionnels dans le but de préparer la couverture des manifestations de septembre. Les contacts établis avec les médias mexicains sont réalisés avant la conférence par des membres du GIA-MP au Mexique, dont le collectif AIRE. Sa liste de contacts comporte les numéros de téléphone et de fax des médias, ainsi que les noms et coordonnées personnelles de reporters professionnels (y compris

[1575] http://www.aarrg.org/spip.php?article49
[1576] Une logique semblable se retrouve lors du Forum Social Européen de 2003 qui se tient dans la région parisienne (Levêque S., « Usages croisés… », *op. cit.*).
[1577] http://www.aarrg.org/spip.php?article49

leurs numéros de téléphone portable et de domicile privé), et compte plusieurs dizaines de titres de presse écrite, des agences de presse, des chaînes de télévision et de radio.

L'établissement d'interactions directes entre journalistes alternatifs et journalistes « *mainstream* » dans lesquelles les premiers jouent un rôle d'intermédiaire entre l'univers militant et l'univers journalistique, facilite la circulation d'informations et de points de vue issus de la sphère des médias alternatifs. Un exemple des résultats de cette stratégie est donné par le succès d'une tribune, publiée dans le quotidien mexicain *La Jornada*, traduite de l'anglais et publiée le 7 juillet 2003. Son auteur, Walden Bello, directeur exécutif de l'Organisation Non Gouvernementale (ONG) *Focus on the Global South*[1578] et « *figure centrale de la résistance à l'OMC* »[1579], estime que les conditions sont réunies pour que la Conférence de Cancún se solde par un échec et devienne « *un second Seattle* »[1580]. Sa thèse est reprise mot pour mot dans des articles ultérieurs de *La Jornada*. Ainsi l'envoyé spécial Roberto Gonzales Amador reprend dans le titre d'un article publié le 10 septembre (« *Une autre étape du rejet de la mondialisation* ») les analyses de Jerry Mander, un leader altermondialiste, Président du Forum International sur la Mondialisation, qui reprend lui-même la thèse du « Second Seattle » de Walden Bello, exprimée plusieurs mois plus tôt[1581]. Ce jeu de reprises favorise la convergence des interprétations et la production d'un cadre d'interprétation commun de l'événement chez les journalistes alternatifs. Or l'existence de tels circuits repose sur le travail collectif d'un ensemble repérable d'organisations : l'article de Walden Bello est largement traduit, repris et diffusé sur les sites d'information altermondialistes[1582] comme les sites du réseau *Indymedia*. La thèse du « Second Seattle », qui contribue à cristalliser le constat final d'un « échec » de la conférence, est diffusée simultanément dans la « sphère mass-médiatique » et dans la « sphère alter-médiatique ».

L'étude de l'axe 2 permet de comprendre plus précisément encore les logiques d'organisation de ce « journalisme alternatif ». Il ne s'agit pas, selon un schème « stratégiste », de concevoir les représentations et pratiques du *native reporting* comme la simple exécution d'un plan de bataille politique, mais d'adopter une position d'entre deux qui marquent leur appartenance aux deux espaces, journalistique et militant. Les médias alternatifs entendent ainsi se positionner à l'intérieur du « mouvement social » et à l'extérieur, puisqu'ils revendiquent – avec un succès diversement apprécié – une autonomie (ou « indépendance ») à son égard. L'axe 2 a donc sa propre logique, qui consiste tout d'abord à mettre sur pied à Cancún un « Centre Alternatif de Communication et de Médias » ; ensuite, à produire des contenus écrits (analyses, déclarations, invitations et bulletins de presse, articles, etc.), des photos, des matériaux de radio et de vidéo, etc., visant à alimenter des sites Internet ; enfin, à apporter une aide logistique aux médias alternatifs par un appui financier, des dons ou des prêts d'équipement et de matériel, etc.

[1578] http://www.focusweb.org
[1579] http://www.yesmagazine.org/article.asp?ID=670
[1580] Bello W., « Cancún como un Segundo Seattle », traduit par Ramón Vera Herrera, *La Jornada*, 7 juillet 2003. URL : http://www.nadir.org/nadir/initiativ/agp/free/cancun/cancun_seattle.htm
[1581] Amador R. G., « Veremos aquí otra étapa del rechazo a la globalización », *La Jornada*, 10 septembre 2003. URL : http://www.jornada.unam.mx/2003/09/10/018n2eco.php?origen=index.html&fly=1
[1582] http://www.nadir.org/nadir/initiativ/agp/free/cancun/

Ces trois sous-axes témoignent d'une volonté explicite d'autonomiser le secteur des « mobilisations informationnelles » des autres secteurs du mouvement social par la mise en place d'un espace de travail propre, et d'outils d'information destinés exclusivement à réaliser les objectifs de la « stratégie des médias ».

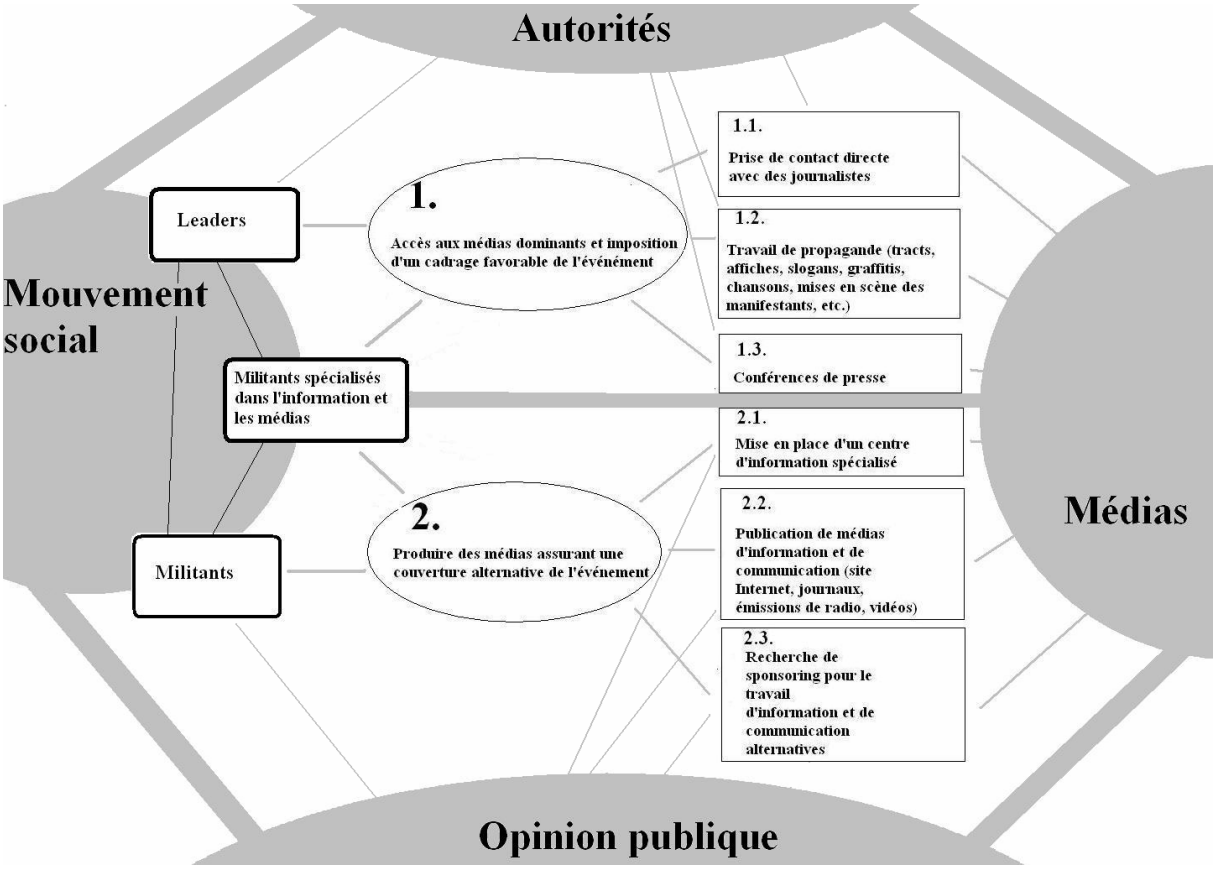


Figure 32 - Les tactiques médiatiques des mouvements sociaux à Cancún

L'analyse des deux volets de cette stratégie médiatique montre une relation de double contrainte entre engagement militant et distanciation journalistique. Les journalistes militants des médias alternatifs incorporent ces différentes contradictions dans leurs discours et leurs pratiques. La première d'entre elles repose sur l'indépendance de principe et l'interdépendance de fait entre *alternative media* et *mainstream media*. Elle se manifeste à la fois dans la formulation des deux stratégies médiatiques (interdépendantes) du mouvement social ou dans les interactions (directes et indirectes) entre journalistes alternatifs et journalistes *mainstream*. Les relations entre ces deux catégories d'agents ne sont donc ni inexistantes, ni purement conflictuelles.

La deuxième contradiction repose sur le fait que, si les objectifs des médias alternatifs sont officiellement subordonnés aux objectifs politiques des organisations du mouvement social, tout se passe comme si les journalistes alternatifs cherchaient en pratique à s'assurer les conditions d'une autonomie matérielle et éditoriale à leur égard. Autrement dit, si les praticiens du *native reporting* se présentent aisément comme des militants-journalistes au

service des mobilisations collectives, leurs pratiques tendent davantage à légitimer en leur sein la figure du journaliste-militant.

L'engagement distancié des journalistes alternatifs dans le mouvement social

Ainsi, les membres d'*Indymedia Chiapas* conçoivent leur engagement auprès des mouvements de lutte populaires comme partant d'une distanciation première avec les pratiques des médias d'information « légitimes », accusés de distordre la réalité, ou de mentir dans leur traitement journalistique des mouvements sociaux. Ces critiques ne témoignent-elles pas néanmoins d'une acceptation tacite des normes professionnelles dominantes en matière de journalisme d'information, en se focalisant sur la transgression de ces normes (collusion, tromperie, partialité, suivisme)[1583] ? Cette posture suppose en effet un accord préalable sur leur légitimité, donc l'intériorisation des règles du jeu qui structurent le champ journalistique.

Mais les positions sur ces questions divergent selon les acteurs et les moments considérés. Le Centre de Médias Indépendants Chiapas naît en 2001 pour fournir une couverture médiatique à la *Marcha del Color de la Tierra*. Le collectif est composé « *d'une quinzaine de personnes au départ : des journalistes, des photographes, et des gens qui faisaient des prises vidéo ou audio* »[1584]. Originaires de la capitale pour la plupart d'entre eux, ils ont participé à la création d'*Indymedia-México* en août 2000[1585]. Le réseau *Indymedia* au Mexique regroupe ainsi essentiellement, d'un côté, des journalistes *free-lance* (professionnels ou semi-professionnels), et, d'un autre côté, des militants de l'information (amateurs ou semi-professionnels), issus pour la plupart des milieux étudiants de la gauche radicale, originaires des centres urbains du pays. Or tout se passe comme si les journalistes-militants (« pros ») privilégiaient *la cause de l'information* quand les militants-journalistes (amateurs) privilégient *l'information de la cause* : les premiers sont prédisposés à jouer de la légitimité que leur confère leur statut de professionnel, et à importer dans le travail du groupe leurs propres routines et normes de travail, tandis que les seconds apparaissent prioritairement attachés à la défense des revendications militantes, en particulier celles inscrites sur l'agenda politique de l'EZLN.

A Cancún, les tâches logistiques sont assurées principalement par le groupe d'*Indymedia-Chiapas*, en raison notamment de sa proximité géographique avec le lieu de l'événement. Les « médiactivistes » vont rechercher et louer à Cancún des lieux pour le Centre de Médias Indépendants-Cancún et le Centre Alternatif de Communication et de Médias. Ils organisent, en amont de la conférence, des ateliers pour former les militants aux technologies de communication et coordonner le travail de presse. Ce travail met en contact quotidien des journalistes engagés et des militants de l'information. Les premiers participent à la « formation » des seconds, comme l'explique Adolfo un collaborateur d'*Indymedia Chiapas*, qui travaille comme graphiste indépendant à San Cristobal :

[1583] Lemieux C., *Mauvaise presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris, Métailié, 2000.

[1584] Fabian D., entretien, 2006.

[1585] Le Centre de Médias Indépendants-México se présente comme « *un collectif de journalistes indépendants et de militants qui couvrent les politiques économiques, éducatives, l'escalade militaire au Chiapas [...], ainsi que d'autres aspects de la vie sociale et culturelle au Mexique* » (http://www.mexico.indymedia.org/IndymediaMexico).

« Parmi les ateliers, il y avait l'utilisation basique d'une caméra, comment utiliser un mini-disque, comment envoyer le matériau sur les sites d'*Indymedia*, comment travailler l'image digitale, comment faire une publication, des questions éditoriales [...]. J'étais impliqué là-dedans avec d'autres personnes qui travaillent avec AIRE, dont un qui est secrétaire de rédaction à *La Jornada*, ainsi que des gens d'une communauté qui s'appelle *Frontera Comalapa* [frontière sud du Chiapas], des gens qui avaient une publication dans leur communauté, et qui ont suivi un atelier sur la mise en page [...]. Ils publiaient leur journal depuis peu de temps et arrivaient sans préparation antérieure, alors que ce gars de *La Jornada* avait déjà des années d'expérience dans le domaine »[1586].

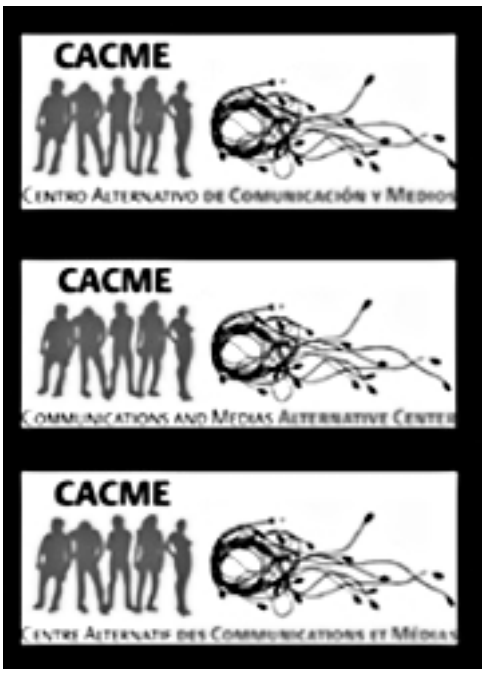
Les journalistes alternatifs de l'IMC-Chiapas et d'AIRE servent d'intermédiaires entre un journaliste « pro » et un groupe de militants. La compétence du premier est mobilisée pour les besoins de la cause, mais les effets du « partage de compétences » sont ambigus : s'il contribue à réduire la domination sociale des journalistes sur les militants en mettant ces catégories d'agents sur un pied d'égalité, la division du travail entre formateurs et formés tend cependant à reproduire la domination du groupe des « pros ». On retrouve ces mécanismes dans la plate-forme commune d'*Indymedia-Chiapas* qui demande à ces collaborateurs des contenus factuels plutôt que des articles d'opinion :

« Nous demandons à ce que tout le matériau publié sur *Indymedia-Chiapas* soit des informations (plutôt que des articles d'opinion) et qu'il soit en relation avec les sujets privilégiés sur ce site Internet. Bien que notre premier engagement soit la liberté d'expression, nous nous réservons le droit de retirer du site Internet du matériau qui ne respecte pas ces exigences minimales [...] »[1587].

L'engagement du groupe est à la fois fondé sur un privilège explicitement accordé à « l'information » sur « l'opinion » – donc des formes « distanciées » plus « qu'engagées » –, mais cette information doit être consacrée aux sujets prioritaires de l'organisation (l'actualité des luttes sociales), c'est-à-dire des contenus « engagés » plutôt que « distanciés ». Une fois encore, il y a ici moins contradiction que complémentarité dans cette exigence d'un « engagement distancié ».

Cette dimension fusionnelle est illustrée par le collectif AIRE, qui montre comment la conception de l'engagement distancié des journalistes alternatifs contribue à un double objectif : celui de représenter au sens politique du terme le mouvement social (logique de délégation), tout en le représentant au sens quasi photographique (logique de mise en scène). Positionnés entre mouvements sociaux et journalisme, les médias alternatifs apparaissent polarisés entre des pratiques de « communication militante » *au service* du mouvement social et des pratiques « d'information journalistique » *sur* le mouvement social. Dès lors, comment ce positionnement intermédiaire lors de la « Bataille de Cancún » se manifeste-t-il en pratique dans les relations entre les journalistes alternatifs, organisations du mouvement social et *mainstream media* ?

[1586] Adolfo, entretien, 2006.
[1587] Indymedia-Chiapas, site web.



A Cancún, la distinction des deux volets de la « stratégie des médias » est matérialisée par l'existence de deux espaces distincts où se réunissent les destinataires de l'appel. Les « communicants » des organisations du mouvement social sont chargés d'intéresser et d'influencer les *mainstream media* depuis le Centre Alternatif de Communication et de Médias, en organisant des conférences de presse et l'envoi de communiqués[1588]. Les journalistes alternatifs sont de leur côté chargés de coordonner la couverture alter-journalistique de l'événement à partir d'un lieu, rebaptisé pour l'occasion *Tidal Wave Cancún* (Raz-de-Marée Cancún). Environ trois cents représentants de plusieurs dizaines de collectifs, y travaillent entre le 2 septembre, date de la « Convergence des nouvelles technologies et des médias indépendants alternatifs et populaires », jusqu'au 15, qui clôt l'événement avec la contre-célébration de la fête d'indépendance du Mexique[1589].

Dans ce Centre de Médias Indépendants de Cancún sont produites des publications inédites : le journal *Alter-global* (diffusé à 5000 exemplaires), les 5 numéros de *La Boca del Hurakan*, les programmes de *Radio Hurakan* diffusés simultanément sur la bande FM et en *streaming* sur Internet, les matériaux (textes, photographies, séquences audio, vidéos Internet) publiés sur le site d'*Indymedia Cancún*, ainsi qu'un ensemble d'affiches et de tracts. C'est également à partir du matériau audio et vidéo récolté pendant la semaine que sont réalisées ultérieurement la « vidéo informative » de 23 minutes *A Kankoon*, principalement par AIRE, et la « vidéo documentaire » de 58 minutes *Km 0*, par quatorze collectifs, principalement étasuniens et mexicains.

Les informations produites par les mouvements sociaux et les médias alternatifs à Cancún peuvent être regroupées en quatre catégories. Elles jouent des fonctions distinctes et complémentaires selon leur degré d'engagement et de distanciation. Ainsi, les « *informactions* » fournissent des données pratiques destinées à organiser la convergence des militants lors des actions collectives. Les *infodigests* sont un ensemble de productions écrites ou audiovisuelles constituant des synthèses d'informations supposées déjà connues des militants : slogans, affiches, graffitis, tracts, caricatures, chansons militantes ou vidéos

[1588] D'un point de vue organisationnel, le Centre Alternatif de Communication et de Médias se distingue du Centre de Médias Indépendants de Cancún en regroupant principalement des ONG, dont une partie est spécialisée dans les questions de médias et de communication (comme AMARC-México ou le CENCOS), une autre dans d'autres « secteurs » spécialisés du mouvement social, comme l'environnement (Greenpeace) ou le « commerce équitable » (ANEC), et une dernière regroupe des ONG plus « généralistes », agissant pour la « justice économique et sociale » (Oxfam) ou « contre les accords de libre-échange » (RMALC, Alianza Social Continental, Common Frontiers). Ces ONG comptent parmi les principaux bailleurs de fond des médias alternatifs, et contribuent au financement des publications réalisées lors de la SMG (Duran F., entretien, 2006)

[1589] Entretien. Pour une liste des radios présentes : Coyer K., Ruiz L., « El Huracán, Cancún, Mexico, 2003. La Radio y el Centro de Medios Independientes Cancún », Report, OURMedia/NUESTROSMedios, 2003. URL : http://www.ourmedianetwork.org/files/Coyer_Ruiz.TidalWave_2003.espan.pdf

publiées pour leur intérêt esthétique et/ou politique. Ainsi, la stratégie de parasitage des *mainstream media* se manifeste au sein du Centre Alternatif de Communication et de Médias par le jeu des communiqués et conférences de presse. Mais il se traduit également par la dimension spectaculaire des manifestations, rituels mobilisant des symboles communs, pour des groupes de militants aux origines très diverses : défilés carnavalesques, occupation illégale ou provocatrice de l'espace public (*die-in*, distribution de tracts, graffitis, action de militants nus sur la plage), destruction des barricades protégeant le Palais des Congrès, intrusion de militants déguisés et munis de tracts dans les salles de réunion, etc. Cette série d'actions est prise en charge non seulement par des mouvements « classiques » (ONG, syndicats notamment), mais également par une série de collectifs spécialisés dans « l'action informative », comme Calle y Media[1590] ou AIRE, ainsi que des fanfares et des troupes de théâtre.

Les *news* sont des informations au sens journalistique traditionnel, c'est-à-dire des « nouvelles du jour » (reportage, témoignage, brève, interview, etc.). Les *news* impliquent la mise en place d'équipes de reporters et un équipement approprié (micros, appareils photo, caméras, etc.), qui, lors de la contre-conférence de Cancún, prend une dimension quasi-professionnelle pour les média-activistes mexicains, comme AIRE.

« On a participé aux meilleures actions, on a fait la couverture de tous les événements... Quand on était à Cancún, on n'était plus un groupe de cinq personnes [comme à Monterrey], mais un collectif de vingt personnes. Alors, dans ce type de conjoncture [...], il y a des moments où toute la bande arrive et produit une action de masse. Dans ce cas, de médias. A ce moment-là, AIRE disposait de cinq caméras vidéo, de cinq cameramen en même temps, des gens qui écrivaient... On pouvait fournir une couverture assez grande. »[1591]

Enfin, les *analyses* c'est-à-dire des commentaires, interprétations ou éditoriaux, procédant généralement à des montées en généralité à partir des *news*.

Alors que les *informactions* et les *infodigests* répondent à des nécessités pratiques immédiates des groupes militants, les *news* et les *analyses* se rapprochent davantage des formats journalistiques conventionnels – et s'éloignent par là même de la pratique du *native reporting* telle que définie par C. Atton. Une forme de division du travail altermédiatique apparaît ainsi au cours de la semaine de mobilisation globale. Les communicants alternatifs, spécialisés dans la mise en scène festive de la protestation, la production d'*informactions* et la captation de l'attention des grands médias d'information, travaillent en collaboration, mais sans se confondre avec les journalistes alternatifs. Ces derniers couvrent l'événement du point de vue des manifestants. Cependant, tous ne retirent pas exactement le même type de gains symboliques de leurs pratiques. Ainsi, les militants-journalistes qui produisent et diffusent l'*infodigest* tirent des bénéfices liés aux avantages pratiques que les militants peuvent retirer de leur travail (cas d'AIRE). A un autre extrême, les *movements intellectuals*, c'est-à-dire les intellectuels-militants engagés dans le mouvement, qui produisent des « analyses » retirent des bénéfices de notoriété davantage liés à leur capacité à fournir des clés d'interprétation

[1590] www.calleymedia.org
[1591] Fabian D., entretien, 2006.

théorique de l'événement en cours (comme Walden Bello). Les journalistes alternatifs qui publient des *news*, comme « l'agence » *Indymedia-Chiapas*, servent ainsi d'intermédiaires positionnés à mi-chemin entre les producteurs d'informations pratiques et théoriques sur le mouvement.

En observant les images de confrontation du documentaire *Km 0*, il est significatif que la position des journalistes alternatifs oscille entre deux postes d'observation privilégiés : le front de la manifestation, et celui des espaces intermédiaires et surplombants entre les forces de police et les manifestants. Dans ce dernier cas, ils sont amenés à côtoyer les journalistes *mainstream*. De façon plus générale, les « communicants alternatifs » sont identifiés comme partie intégrante du mouvement, alors que les reporters des médias alternatifs jouent un rôle plus distancié de « contre-information », traditionnellement dévolu à la presse. Ils occupent ainsi une position intermédiaire – symbolique et physique – d'observateurs-acteurs du mouvement en action.

Figure 33 - Militants-journalistes à Cancún (capture d'écran, Km0)

Le documentaire *km0* se présente comme une tentative de combiner des productions militantes « engagées » et des productions journalistiques « distanciées ». Il s'ouvre ainsi sur une séquence historique, qui retrace quelques-uns des grands événements qui ont marqués l'histoire des peuples du sud du Mexique, depuis l'arrivée des premiers colons espagnols au XVe siècle. La séquence est illustrée par des documents servant au cadrage géographique, qui s'enchaînent rapidement par zooms successifs, depuis une image satellite de la planète Terre, jusqu'à la borne « km 0 », à Cancún, qui donne son titre à la vidéo, et sépare le village de

pêcheurs traditionnel de la station balnéaire moderne. Cette contextualisation en « plan large » de l'événement, dans le temps et l'espace, présente un contraste important avec d'autres séquences du film, comme des scènes de micro-trottoirs, qui témoignent de relations de connivence très étroites entre interviewers et interviewés, et un « engluement » dans l'immédiateté de l'action. Il est d'ailleurs remarquable de constater le peu d'analyses des enjeux politiques et commerciaux propres à la conférence[1592], qui ont constitué le fond de la couverture journalistique dominante des négociations. La place secondaire des analyses de « moyen terme », entre une distanciation radicale (retour de cinq siècles en arrière, et point de vue « stratosphérique ») et une proximité qui confine à l'identification totale, semble pouvoir être interprétée comme un bon indicateur des contraintes structurales propres à ces productions médiatiques militantes.

Une vision de sens commun explique cet antagonisme supposé des pratiques journalistiques et militantes par une préférence des uns pour des formes d'action et d'expression « distanciées », et des autres pour des formes « engagées ». L'existence d'espaces intermédiaires entre journalisme et militantisme, organisés de manière quasi-professionnelle et durable, comme certaines formes de journalisme alternatif, interroge en effet la pertinence de ce postulat. Les stratégies développées par les mouvements sociaux pour se constituer un « réseau médiatique propre » sont le produit d'une interaction structurée entre des organisations militantes et des entreprises médiatiques, et non simplement des initiatives isolées et spontanées de part et d'autre. Les résultats présentés contredisent en partie la définition du *native reporting* proposée par C. Atton. Cette définition suppose en effet une appartenance et une dévotion pleine et entière des journalistes alternatifs, aux communautés d'intérêt avec lesquelles ils travaillent. Or l'autonomie relative des journalistes alternatifs par rapport au mouvement social, et leur interdépendance avec les normes et enjeux propres au journalisme *mainstream*, contribuent d'un côté à la constitution d'intérêts propres, et d'un autre à des formes de dépendance vis-à-vis des formes conventionnelles de journalisme. La figure même du « journaliste alternatif » invite donc à réfléchir sur la légitimité du postulat d'exclusion réciproque des rôles de militant et de journaliste. Le discours indigène sur la pratique du *native reporting* entend combiner la geste militante et le travail journalistique, mais l'observation empirique montre des signes de reproduction de la division du travail social, qui tend par une force d'inertie invisible propre aux champs sociaux, à reléguer ces journalistes-militants, vers les rôles stéréotypés du journaliste distancié ou du militant engagé.

L'étude en situation de cette forme originale de journalisme est donc riche d'enseignements. Né dans la continuité de luttes politiques, dans la deuxième moitié des années 1990, qu'il s'agisse d'actions menées par le mouvement néozapatiste (1994, 1996, 2001), de grèves étudiantes (1999-2000), ou de contre-sommets altermondialistes (2001, 2002), le réseau des médias alternatifs mexicains au milieu des années 2000 définit une double stratégie médiatique en vue du contre-sommet de Cancún. Elle consiste à parasiter les

[1592] Notamment le contexte des négociations du Cycle de Doha, lancé en 2001, dans lequel s'inscrit l'opposition du « G21 » à Cancún, un groupe de vingt et un pays en voie de développement, opposés aux logiques libérales imposées par les Etats-Unis et l'Union européenne. Le nouveau rapport de force imposé par le G21 aurait, selon de nombreux analystes, largement contribué à « l'échec » de la conférence, davantage que les manifestations à l'extérieur du Palais des congrès.

mainstream media, d'une part, et à offrir une couverture journalistique alternative de l'événement, d'autre part. Cette stratégie repose et renforce une division préalablement existante entre « communicants du mouvement social », chargés des relations avec la presse, et « journalistes alternatifs », chargés de produire une information inédite sur la semaine de mobilisation. L'analyse de cette stratégie révèle leurs positionnements paradoxaux : l'existence de relations d'interdépendance étroites entre les militants de l'information et les journalistes professionnels ; l'autonomie relative des médias alternatifs vis-à-vis du mouvement social. Cette autonomisation s'accentue dans les années suivantes, comme on l'a vu, avec la consécration du réseau par le mouvement néozapatiste en 2004.

« L'engagement distancié » de ces journalistes alternatifs repose donc moins sur une contradiction, que sur une division interne du travail *entre organisations* de médias alternatifs (par exemple entre *Indymedia-Chiapas* et AIRE) et *au sein de ces organisations* (par exemple entre professionnels et amateurs, ou fonctions éditoriales et fonctions techniques). Mes observations tendent cependant à montrer des formes de reproduction de la domination sociale que le monde professionnel des journalistes exerce sur le monde des militants, à travers la légitimité supérieure dont jouit l'information « distanciée » sur l'expression « engagée » des opinions, au sein d'une organisation comme *Indymedia-Chiapas*.

La couverture alter-journalistique d'un événement militant tel que la « bataille de Cancún » se révèle ainsi être le produit de ces interactions structurées entre et au sein des *mainstream media*, des organisations du mouvement social et des médias alternatifs. Elle n'est réductible ni à une stratégie entièrement prédéfinie, ni à une série aléatoire d'actions individuelles. La division du travail entre communicants du mouvement et journalistes alternatifs se matérialise ainsi par la présence de deux lieux distincts à Cancún, le Centre Alternatif de Communication et de Médias et le Centre de Médias Indépendants de Cancún. Les contenus produits par les organisations de médias alternatifs réunis au Centre de Médias Indépendants, qu'il s'agisse d'informations pratiques ou d'analyses théoriques, de mots d'ordre ou de l'actualité de la mobilisation, relèvent de formats à la fois proches du journalisme traditionnel, mais pourtant irréductibles à ces derniers, car tournés vers l'unification du mouvement et la maximisation de son impact auprès de l'opinion publique. L'analyse du cadrage du contre-sommet de Cancún comme une bataille rangée entre les forces du néolibéralisme et la résistance altermondialiste, dans un espace-temps inscrit dans la continuité de luttes sociales antérieures, offre un témoignage saisissant de ce mode de traitement des événements. Il semble donc que la contradiction entre engagement et distanciation qui traverse l'univers du journalisme alternatif ne puisse être tout à fait levée, tant que les champs journalistiques et militants demeurent structurés autour de logiques légitimant ces rôles, qui s'imposent comme des normes pratiquement indépassables aux agents positionnés en marge de ces univers.

B/ Une dynamique centrifuge : la greffe manquée d'*Indymedia Palestine*

La courte histoire du Centre de Médias Indépendants/ *Indymedia Palestine* (CMIP), qui se concentre principalement sur l'année 2002, apparaît de prime abord, pour reprendre la métaphore de Jean-François Bayart, comme une tentative de « greffe » manquée[1593]. Alors que l'exemple de la bataille de Cancún illustre un processus de division internationale intégratrice du travail de communication politique, l'exemple d'*Indymedia Palestine* fournit au contraire un exemple de division du travail aux effets centrifuges. Au vu des éléments empiriques disponibles[1594], la question est cependant de savoir, pour filer cette métaphore, si nous avons bien affaire au rejet du greffon par l'organisme hôte, ou à une tentative avortée d'implanter un organisme étranger dans un environnement non familier[1595].

« Une organisation ouverte et transparente » : la définition initiale du projet

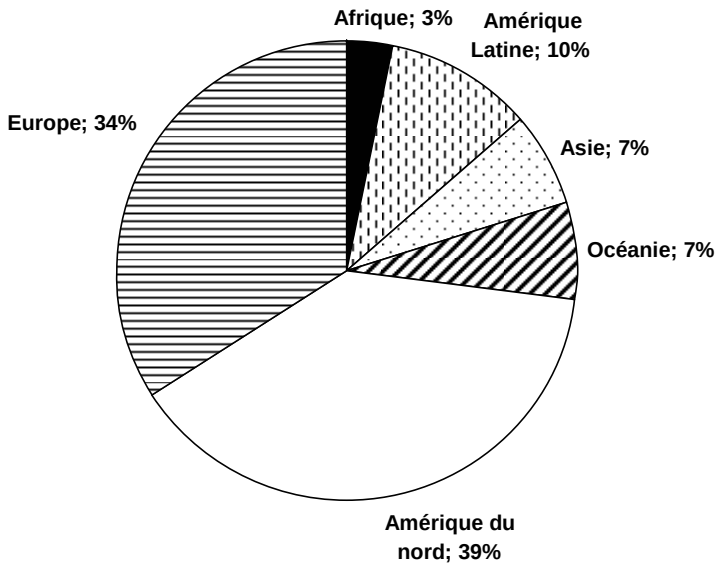


Figure 34 - Implantation des collectifs d'Indymedia dans le monde par régions (septembre 2009)

Si l'on en croit la synthèse enthousiaste réalisée par l'équipe éditoriale de la « bible » altermondialiste *We are everywhere*, en 2003, dans un chapitre spécifique sur *Indymedia*, le CMI palestinien figure à une place privilégiée parmi la multitude des collectifs de « médiactivistes » du réseau, répandus à travers le monde. La structure même de ce texte contribue à mettre en scène ce « *réseau d'information radical et démocratique* » comme une hydre à mille têtes couvrant l'ensemble du globe de façon quasi-uniforme. Mais si le réseau compte 112 collectifs en avril 2003, « *de Seattle à l'Afrique du sud, du Chiapas à la Croatie* », certaines régions (l'Amérique du nord et l'Europe occidentale) sont largement sur-représentées, au détriment d'autres (Afrique, Amérique latine, Asie), comme le montre le graphique ci-contre. Or le chapitre s'ouvre sur la présentation de cinq collectifs, censés illustrer la grande diversité géo-politique d'*Indymedia*, sélectionnés précisément dans les

[1593] Bayart J.-F., *Le Politique par le bas en Afrique noire. Contributions à une problématique de la démocratie*, avec Achille Mbembe et Comi M. Toulabor, Paris, Karthala, Coll. Les Afriques, 1992.

[1594] Un entretien avec un des co-fondateurs palestiniens du collectif (Bilal S., entretien, 2005), des échanges de courrier électronique avec une des co-fondatrices américaine (Heather G., emails, 2010), ainsi que 45 messages de courrier électronique trouvés sur les archives du CMIP de mars 2002 à avril 2003.

[1595] Le greffon ou modèle importé renvoie ici aux principes théoriques et pratiques « d'*Indymedia* Global », présentés en introduction. L'organisme hôte ou environnement non familier renvoie aux champs politico-journalistiques de la société palestinienne « de l'intérieur » dans la période considérée.

zones les *moins* représentées par le réseau : la Palestine, le Nigeria, Jakarta, l'Equateur et la Zambie[1596]. Le fait que la « profession de foi » du CMI palestinien soit placée en tête de chapitre, immédiatement après l'introduction, semble indiquer qu'il représente aux yeux des éditeurs un exemple particulièrement emblématique de la capacité du réseau *Indymedia* à se « *répandre comme une traînée de poudre* » dans tous les recoins du monde, afin de « *permettre à des centaines d'organisations de médias alternatifs et à des milliers de militants de collaborer à travers Internet dans un effort mutuel pour démocratiser les médias* »[1597]. Il est cependant remarquable de constater l'écart relativement important entre la présentation officielle d'*Indymedia Palestine* qui est proposée dans cet ouvrage destiné à un large public, et l'histoire interne de ce collectif, telle qu'on peut la reconstituer à partir des témoignages de ses principaux protagonistes et les archives disponibles en ligne :

« Notre mission est d'aider les militants palestiniens à s'organiser, à se motiver et à informer. Nous voulons aider les gens à développer l'art du récit (*story-telling*) et du débat. Nous voulons être un catalyseur pour ces histoires, afin qu'elles touchent d'autres médias et régions de la planète. Nous voulons briser les barrières et encourager le flot d'informations depuis les gens qui ont de bonnes ou de mauvaises histoires à raconter, jusqu'aux gens extérieurs qui veulent les entendre. Nous voulons créer un espace physique et virtuel qui puisse créer un sens de la réussite et de la réflexion, mais qui soit vivant (*vibrant*) et suffisamment ouvert pour attirer les gens qui sont intéressés par le militantisme, tout en conservant un esprit pratique et pertinent afin d'encourager tous les membres de notre public à participer. Parmi les dix personnes qui composent notre groupe central, seules deux sont des femmes. Malheureusement, c'est une tendance dans toute la Palestine, que nous ne voulons pas suivre et nous encourageons d'autres femmes à assister à nos réunions et à prendre une part active au nouveau centre de médias. Des bénévoles arrivés récemment nous ont demandé qui dirigeait le projet. La plupart des entreprises et des organisations en Palestine souffrent d'un sur-encadrement (*over-management*) et d'avoir trop de personnes à charge. Cela rend encore plus nécessaire la création d'une organisation ouverte et transparente dont les membres transmettent toutes les informations aux autres et partagent les responsabilités ».

Ce projet « officiel » du CMIP peut être considéré comme un *account* au sens de l'ethnométhodologie[1598]. Ce type de profession de foi est donc autant le produit d'un groupe constitué (*nous*) qu'il constitue le groupe en lui fournissant une synthèse pratique de ce qu'il *est* et surtout *doit* être (*notre mission*, *nous voulons*). Cependant, une telle analyse phénoménologique serait réductrice si elle en concluait que le groupe crée ainsi les conditions de sa propre existence, car les membres d'un groupe ne choisissent pas les conditions objectives dans lesquels ils se constituent en groupe. Une analyse en termes de *logique de la pratique* invite plutôt à saisir cet *account* structurant comme le produit d'échanges antérieurs structurés, *entre des agents occupant des positions asymétriques dans l'échange*, et en même temps comme une anticipation d'échanges ultérieurs. En effet, pourquoi insister de la sorte sur le caractère *démocratique* du collectif (« *débat* », « *participation* », « *ouverture* »), afficher

[1596] Ces présentations ont été réalisées à partir de leurs demandes d'affiliation au réseau global, reçues sur le site de New York.
[1597] Notes From Nowhere, *We are… op. cit.*, p. 228.
[1598] Un *account* (terme intraduisible en français) désigne dans ce courant un discours des membres d'une institution sur leur pratique qui, décrivant la pratique, contribue dans le même temps à la constituer comme une réalité « descriptible, intelligible, rapportable et analysable » (Coulon A., *L'ethnométhodologie*, Paris, PUF, 1987, p. 38-43).

une telle « bonne volonté » politique en matière d'égalité hommes-femmes (« *malheureusement* »), et évoquer sur le mode de l'évidente nécessité la « *transparence* » de son fonctionnement interne, sinon pour se prémunir, par anticipation, de jugements critiques *extérieurs* et *surplombants*, sur des écarts de conduite par rapport aux normes ainsi affichées ? Les auteurs du texte révèlent ici leur intériorisation préalable de ce qui apparaît, en creux, comme une règle supérieure commune imposée de l'extérieur : les principes généraux d'*Indymedia*, du moins les représentations que les agents du groupe (et plus précisément certains d'entre eux) s'en font[1599]. Ceci explique la multiplication des signes de conformité lexicale et idéologique avec ces principes. Mais le texte joue aussi un rôle de prophétie auto-réalisatrice. Il constitue en effet dans le même mouvement ces principes comme autant de règles pratiques que le groupe semble s'imposer à lui-même.

« Ils m'ont demandé de mettre en place le projet parce que j'étais familiarisée avec les CMI à Seattle » : une initiative de militants israéliens et internationaux

Une analyse détaillée des conditions de genèse, d'essor, et de déclin d'*Indymedia*-Palestine au cours de l'année 2002 offre un visage nettement moins optimiste qu'une lecture naïve de cette profession de foi ne le laisserait présager. L'initiative du projet revient, en effet, non pas à une décision spontanée des membres palestiniens du collectif eux-mêmes, mais à des discussions entre des militants du Centre d'Information Alternatif (AIC) de Bethléem, en l'an 2000, alors que le bureau de l'ONG à Jérusalem fournit déjà un support matériel et logistique à *Indymedia* Israël[1600]. Cependant, le projet ne commence concrètement à se mettre en place qu'à la fin de l'année 2001, dans le cadre de la campagne civile internationale pour la protection du peuple palestinien.

C'est dans ce contexte qu'une petite équipe se forme, dans les bureaux de l'AIC à Beit Sahour, à la fin de l'année 2001 et au début de l'année 2002, pour mettre en place un « Centre de Médias Indépendants » palestinien (CMIP). Ce groupe se compose à la fois de bénévoles « internationaux » et palestiniens, même si l'initiative en revient chronologiquement aux premiers. Heather G., une militante "*arabo-américaine*" (selon son expression), explique ainsi : « *j'étais en mission de volontariat international à l'AIC, et ils m'ont demandé de mettre en place le projet parce que j'étais familiarisée avec les CMI à Seattle et Olympia. L'AIC avait déjà un groupe de jeunesse (youth group), et donc on a distribué des tracts pour trouver des volontaires - ce qui a plutôt bien marché - et on a commencé à réunir un groupe de gens* ». Heather G., qui a d'ailleurs travaillé au Chiapas, compte ainsi parmi les intermédiaires culturels qui vont contribuer à importer localement « l'esprit » d'*Indymedia*, et à opérationnaliser le projet sur le plan technique et politique. Parmi les volontaires qui répondent à cet appel, un groupe central se détache composé, outre Heather G, de trois

[1599] Il faut noter en effet que l'on peine, dans les archives d'*Indymedia Global*, à trouver une quelconque formalisation de ce que doit être un collectif local, les guidelines se contentant en des termes très généraux de décrire la nature et les objectifs du projet tout en insistant sur l'importance de « l'autonomie » des différents collectifs (Indymedia Documentation Project, « Frequently Asked Questions : What is Indymedia ? » [consulté le 26/10/2010], http://docs.indymedia.org/view/Global/FrequentlyAskedQuestionEn

[1600] D'où son appellation *Indymedia Jerusalem* à ce moment-là (AIC, « [Imc-East.-Mediterr.] [IMC-Process], The AIC and Palestine Indymedia », 11 septembre 2002, 23:15:41).

Palestiniens : Hamden J., Lubna B. et Bilal S. Ce dernier est un Palestinien de 25 ans, étudiant en sociologie à l'Université de Bethléem, et originaire du camp de réfugiés de Deheisheh, situé au sud-ouest de la ville. Il travaille alors comme coordinateur du *Youth Group* de l'AIC, et sera amené à jouer un rôle déterminant dans l'orientation ultérieure du projet.

Une série de réunions préparatoires se tiennent donc en janvier et février 2002, qui correspond à une phase d'accumulation primitive de capital matériel, humain et symbolique pour le groupe. Les principes de fonctionnement internes sont définis par consensus au travers de discussions collectives, et une demande d'affiliation à *Indymedia global* formellement envoyée. Par ailleurs, les procédures de publication sur le site sont discutées[1601], des adresses email spécifiques et des listes de diffusion sont créées, pour faciliter la communication interne et externe du collectif[1602]. Bilal S. explique en entretien, dans un récit rétrospectif qui doit être interprété au regard des conflits internes qui ont germé ensuite, les raisons de son investissement :

« C'était une manière de faire de la politique, une sorte d'affiliation politique, mais sans contrôle de personne […]. On a donc commencé, Heither et moi, à mettre en place un groupe palestinien et à constituer des groupes dans différentes zones – environ vingt personnes : des hommes et des femmes, dont la plupart étaient dans différents partis politiques, comme le FPLP, le FDLP, le PPP, le Djihad Islamique, le Fatah… C'était un vrai cocktail. Mais le principe d'*Indymedia*, comme vous le savez, est de ne pas être contrôlé par une seule tendance ou une seule couleur politique. Il doit y avoir des discussions, des groupes de discussion, et le site doit être actualisé régulièrement. Et au tout départ on a réussi à ne pas se diviser… à prendre contact avec l'ISM, des gens issus des organisations de base (*grassroots*), et à les appeler, à s'informer sur ce qui leur arrivait, à faire des formations, comment écrire, comment publier dans les fils d'information et déplacer les contenus vers les articles »

On retrouve ici la valorisation de cette forme de positionnement trans-organisation comme une stratégie récurrente de pénétration du champ politique chez les médiactivistes. Mais le témoignage montre aussi le degré d'intériorisation des attentes (internationales) de rôle attachées à cette forme de militantisme, par un acteur (local) : indépendance politique, parité hommes/femmes, diversité des opinions, ouverture au débat, prise avec l'actualité, proximité avec le terrain, transparence de la communication interne, transmission des savoirs et savoir-faire, etc. Cependant, si, au terme de ce processus collectif décrit ici dans sa version idéale-typique, l'initiative va connaître un certain succès, les conditions de genèse du projet vont aboutir à une série de conflits.

« L'âge d'or » d'Indymedia Palestine lors de l'opération « Bouclier Défensif » (avril 2002)

Ce succès, les agents le mesurent à la fois par l'arrivée de nouveaux volontaires[1603], le nombre de visiteurs extérieurs sur le site Internet, la multiplication des échanges

[1601] Calluna, « [Imc-pal-volunteers] Editorial Notes », 16 juillet 2002, 05:24:46.
[1602] Calluna, « [IMC-pal-volunteers] meeting ! », 23 mars 2002, 20:39:25, Bilal S., « [Imc-pal-volunteers] Fwd: imc_pal_volunteers@list.indymedia.org », 24 mars 2002, 10:43:13.
[1603] Dont, détail significatif pour nous, un dénommé Timo du Chiapas

d'informations avec des médias, palestiniens ou internationaux, et les soutiens financiers dont ils bénéficient. Le point culminant est atteint au mois d'avril 2002, au moment précis où l'opération militaire israélienne connue sous le nom de « Bouclier Défensif » atteint son apogée (« bouclage » complet des territoires, bataille de Jénine, etc.). L'attention médiatique internationale est alors à son comble. Bilal S. fait le récit de ce paradoxal « moment de grâce », où la greffe d'*Indymedia* en Palestine semble fonctionner à merveille :

« En avril 2002, on a atteint le plus haut niveau d'*Indymedia*, parce qu'à ce moment-là on pouvait représenter la vérité. On voyait ça comme un témoignage direct du terrain. On a réussi à collecter et à créer des informations nouvelles qui venaient du terrain, avec des Internationaux, à refléter ça à travers *Indymedia*, et à le diffuser à des agences de presse dans le monde entier […]. C'était si bon et si fort : on était en contact avec des stations de télévision, de radio, des individus. On les contactait, on prenait des informations, on leur envoyait des informations, ce genre de choses : il y avait une vraie coopération. Or sans réseau, on ne pouvait pas faire grand-chose parce qu'on était en plein couvre-feu, vous voyez, la situation n'était pas bonne à ce moment-là. Donc de cette façon, le réseau se coordonnait avec les centres de médias, les stations de télévision et de radio, on était connectés. Et on avait un accès exceptionnel à l'information, plus grand que les télés et les radios parce qu'ils avaient peur, et il leur arrivait de sortir en courant de leurs stations de peur de se faire attaquer par l'armée israélienne. On les a donc contactés et ils nous ont donné des informations, à nous faire des suggestions et à les mettre sur notre site Web ».

Au même moment, un mouvement de solidarité internationale avec le collectif se concrétise par une collecte de dons est réalisée aux Etats-Unis, par le CMI-Urbana-Champains (Etat d'Illinois). Sascha M., un militant étasunien, écrit le 30 avril un message annonçant que la campagne a permis de récolter 3.500 dollars, et demande comment les faire parvenir « *de la manière la plus transparente possible* »[1604]. Après une série d'échanges avec les intéressés, il renvoie un message le 6 mai en demandant la mise en place d'une procédure de don *ad hoc*, et de clarifier les contacts, car il reçoit des messages contradictoires, les uns disant que le CMI-Jerusalem (*Indymedia Israel*) a besoin de fonds, d'autres que le CMI-Urbana-Champains doit garder l'argent pour l'instant[1605]. Bilal S. lui répond quelques heures plus tard en donnant directement ses coordonnées bancaires[1606]. Sascha M. exprime sa satisfaction et dit qu'il va envoyer les fonds « *pour soutenir Indymedia Palestine et Indymedia Jerusalem* »[1607]. A ce stade, les militants américains, depuis les Etats-Unis, ne semblent donc pas faire de différence entre *Indymedia* Israel et *Indymedia* Palestine, qui n'ont pourtant que des contacts assez épisodiques. Le 28 juin, Heather G. écrit un message où elle montre des signes d'inquiétude, non seulement parce qu'un couvre-feu a été décrété par les autorités israéliennes, mais également parce qu'elle a le sentiment que la situation lui échappe :

« je me sens vraiment déconnectée de tout le monde car je vis à Ramallah […]. Bilal ou n'importe qui du CMIP : si vous venez à Jérusalem bientôt, peut-être pourrons-nous nous rencontrer, ou bien peut-être pourrions-nous organiser une rencontre à Bethléem ou à Beit

[1604] Meinrath, S., « [Imc-pal-volunteers] Re : Funding Disbursement Process », 30 avril 2002, 17 :34 :01.
[1605] Meinrath, S., « [Imc-pal-volunteers] Re : Funding Disbursement Process », 6 mai 2002, 10:36:21.
[1606] Salameh, B., , « [Imc-pal-volunteers] Re : Funding Disbursement Process », 6 mai 2002, 15:23:13.
[1607] Meinrath, S., « [Imc-pal-volunteers] Re : Funding Disbursement Process », 6 mai 2002, 17:44:39.

Sahour […]. Si vous pouvez venir à Jérusalem, j'aiderai à payer le déplacement […]. Sinon, nous devrions avoir rapidement un bureau à Jérusalem, parce qu'il y a plein de gens à Jérusalem qui voudraient s'investir. Avez-vous pu leur parler ? Comment peut-on faire pour avoir plus de gens impliqués, et pas seulement des étrangers ? J'ai vraiment l'impression que le CMI a très peu de membres »[1608].

Le même jour, « Blicero », un militant italien récemment arrivé en Israël, envoie un message à Heather G. dans lequel apparaissent les premières lignes de division interne. Il explique en effet qu'il a rencontré Connie H. de l'AIC à Jérusalem. Elle lui a dit connaître déjà le projet *Indymedia global* et *Indymedia Palestine* en particulier, mais de voir avec le bureau de l'AIC à Beit Sahour pour prendre contact avec le CMI Palestine, et non avec celui de Jérusalem, « *parce que le bureau de Jérusalem est considéré comme [étant] la partie israélienne de l'AIC, et [que] les Palestiniens sont très sensibles sur cette question* ». Trois catégories d'acteurs sont ainsi formellement distingués : les Internationaux, les Israéliens, les Palestiniens. Elle l'informe également du projet de l'AIC de mettre en place « *un espace pour les médiactivistes et les activistes, proche mais séparé du bureau de l'AIC, qui faciliterait le travail et les échanges d'idées entre ces personnes, une fonction importante qui prend actuellement sa place dans le bureau de l'AIC et qui bénéficierait grandement d'un espace autonome* »[1609]. Ce projet va être l'une des causes centrales qui vont mener à la dissolution du collectif.

« Les conflits internes ont commencé : qui allait contrôler le mouvement ? »

Bilal S. a en effet exprimé à plusieurs reprises sa préoccupation de voir l'indépendance du CMI-Palestine être compromise par son « partenariat » avec l'AIC. Il est partisan, lui, d'une dissociation claire des activités des deux organisations, et de l'installation d'*Indymedia Palestine* dans le camp de réfugiés de Deheisheh :

« Les conflits internes ont commencé à naître autour de la question de savoir qui allait contrôler le mouvement. Parce que nous utilisions les bureaux et l'aide logistique de l'AIC, ils ont commencé à nous considérer comme... leur enfant légitime. Mais nous, on a refusé de travailler dans ce sens. On a alors commencé à prendre nos distances, à nous séparer, à être un centre indépendant, à chercher à louer un bureau ou quelque chose comme ça – mais beaucoup de gens n'ont pas aimé nous voir travailler comme ça, et ils ont commencé à nous attaquer, et ça a donné un conflit interne […]. [L'AIC] voulait qu'on travaille en conformité avec leur propre agenda : ils ne voulaient pas que nous fassions *Indymedia Palestine* en tant que Palestiniens. Ils voulaient un *Indymedia Palestine*, mais contrôlé par les Internationaux. Ils voulaient travailler dans leur optique, avec leur manière de travailler, en séparant l'information [de l'opinion]. Ils veulent être une ressource d'information, mais pas nous ».

Ce passage illustre une nouvelle fois le double enjeu qui structure la logique de la pratique des agents agissant dans ce type d'organisation de « médias alternatifs transnationaux » : d'une part, les rapports de force autour de la définition des *sujets* légitimes

[1608] Calluna, « [IMC-Pal-volunteers] Hello out there », 28 juin 2002, 02:33:31.
[1609] Blicero, « [IMC-Pal-volunteers], Re: [IMC-Palestine] june 28th – development reports –è sviluppi – 28 giugno », 28 juin 2002.

de la pratique (axe local/international), d'autre part, les luttes de la définition des *objets* légitimes de la pratique (axe journalisme/militantisme). Les débats internes au sein du collectif *Indymedia Palestine* vont en effet progressivement se transformer en une séquence d'échanges de coups particulièrement virulente, entre deux « factions », pour reprendre une expression d'Heather G.: les partisans du maintien d'une forte interdépendance entre le CMI et l'AIC, dont elle-même (les « légitimistes »), et les partisans d'une indépendance complète, dont Bilal S. (les « séparatistes »). Or un troisième groupe, représenté par Gekked, un membre du collectif de soutien technique, basé aux Etats-Unis, va jouer un rôle d'arbitrage entre les deux parties (les « modérateurs »). Il faut préciser d'emblée que le conflit comporte des éléments beaucoup plus complexes et contingents que l'analyse présentée ici. Il semble y avoir quatre principaux points de litige entre les deux « factions »: une accusation de détournements de fonds ; une prise de contrôle du collectif par le FPLP et l'imposition d'une ligne politique exclusivement « marxiste » ; un comportement discriminant voire violent à l'égard des femmes du collectif ; un abus de confiance à l'égard de l'attitude « généreuse » de l'AIC. La controverse se structure selon une ligne de fracture déjà rencontrée, à un degré moindre de visibilité, dans les relations entre militants occidentaux, Mexicains métis (//Israéliens), et Indiens (//réfugiés palestiniens). En effet, on trouve majoritairement dans le groupe des « légitimistes » des militants internationaux, des membres de l'équipe de l'AIC (Juifs israéliens et Arabes palestiniens) et des Palestiniens « de l'intérieur ». A l'inverse, on trouve majoritairement dans le groupe des « séparatistes » des Palestiniens venant de camps de réfugiés. Or les légitimistes valorisent davantage leur pratique en référence, d'un côté, aux principes du *journalisme* professionnel, condamnant le mélange des genres entre information et propagande politique, et, de l'autre, à la portée *internationale* de cette production d'information « depuis la base ». A l'inverse, les seconds tendent à célébrer à la fois la dimension militante de leur activité, condamnant comme une forme d'intellectualisme confortable la production d'information pour elle-même, et les effets locaux de leur activité, en particulier chez les plus démunis, c'est-à-dire dans les camps de réfugiés. Plusieurs échanges écrits entre les parties en présence permettent d'illustrer cette interprétation.

Ainsi, le 16 juillet, Heather G. renvoie un message où elle pointe une série de problèmes, après avoir reçu des emails de lecteurs anglophones se plaignant de la mauvaise qualité de la page en anglais du site. Le premier problème est que l'anglais des articles publiés est difficile à comprendre, ce qui peut être résolu, dit-elle, en s'adressant au collectif de Deheisheh, grâce aux « *nombreux anglophones qui travaillent avec [eux]* ». Le deuxième problème pointé dans les messages qu'elle mentionne, est que « *les informations ne sont pas intéressantes* ».

« C'est un problème plus difficile, écrit-elle. Nous devons avoir des procédures éditoriales pour le groupe. Nous avons déjà discuté de cela en janvier et en février et établi quelques procédures. Nous devons travailler là-dessus. Faire des reportages sur des événements quotidiens comme un nouvel échange de tirs à Deheisheh, ou des déplacements de chars dans Bethléem, ce ne sont pas des INFORMATIONS. Faire un reportage sur qui a été tué, ce qu'ils faisaient, qui ils sont vraiment. Ces personnes allaient-elles à l'université ? Etaient-elles

mariées ? Etc. Nous devons faire des reportages sur des choses que le reste des informations ne fait pas ! Pour y arriver, nous devons avoir plus de gens à prendre des décisions ».

Malgré les difficultés que les membres du collectif ont à se rencontrer physiquement, elle pense que « *nous pouvons tous travailler ensemble bien que nous ne puissions pas, bien souvent, nous parler les uns les autres* ». Le troisième problème qu'elle soulève est lié à l'actualisation du site. Pour elle, le rythme atteint au mois d'avril est une référence, mais il s'est ralenti depuis. Si le groupe veut continuer à avoir une actualisation régulière,

« nous devons, écrit-elle, établir de meilleurs contacts palestiniens dans différentes zones et avoir les informations traduites en anglais. Pour le moment, les seules informations fiables que nous obtenons viennent des gens de l'ISM, éparpillés en Cisjordanie et à Gaza. Par exemple une histoire qui était dans la section Ramallah à propos d'une manifestation de 200 personnes était fausse. Nous devons recouper nos informations et les mettre à jour en conséquence ».

Elle en appelle donc à une réunion éditoriale ouverte (*Open Editorial Meeting*) pour résoudre ces problèmes[1610]. Bilal S. ne partage pas le point de vue de Heather G. sur les différents points qu'elle mentionne.

« Les Arabes ont une façon de se coordonner et de prendre contact avec les autres qui est différente de celle des Internationaux. Tu peux prendre contact avec quelqu'un pour travailler avec lui par email, par le chat, ou peut-être par téléphone. Mais pour nous c'est difficile, parce que cela n'est pas dans nos valeurs, c'est un peu comme si ça venait de l'extérieur. Alors pour moi, Bilal, c'était difficile de prendre contact avec les gens par email ou par téléphone. Cela devait se faire en face-à-face. On faisait donc des réunions régulières, tous les mois, tous les deux mois, toutes les semaines ou toutes les deux semaines, selon la situation. Mais il faut se rencontrer en personne pour prendre les décisions. Quand quelqu'un, par exemple de Naplouse ou de Gaza, veut s'investir, il n'y a pas de problème pour nous, mais il doit d'abord se présenter, nous devons contrôler son identité pour des raisons de sécurité. J'ai des amis à Naplouse et à Gaza, je peux les contacter et je peux leur demander des renseignements sur lui, parce que c'est important pour moi de savoir qui est cette personne avec qui je travaille. Mais les Internationaux, surtout les Italiens, ne voulaient pas travailler comme cela, et pensaient que je cherchais à contrôler le site […]. Ils m'ont critiqué, je les ai critiqué […] Il y a [dans *Indymedia*] ce principe du consensus pour toute décision. Ils ont convaincu deux d'entre nous au sein du groupe *Indymedia* de travailler avec l'AIC. Or ils sont partis à l'AIC et ils avaient les mots de passe, ils avaient accès à tout, et ils ont commencé à travailler avec l'AIC, en disant qu'*Indymedia* était à l'AIC […]. On a donc du se séparer parce que si deux personnes, ou même une seule, ne sont pas d'accord, cela signifie une séparation. C'est l'aspect négatif du principe d'*Indymedia* : si une personne ne veut pas, elle peut arrêter toute l'opération. Nous devons obtenir le consensus. Toute personne doit adhérer aux décisions que l'on prend C'est pour cela que j'ai arrêté. J'avais à ce moment-là un peu d'argent de l'AIC, et je l'ai rendu, parce que nous étions possédés par eux, nous utilisions leur électricité, leur eau, leur papier, ce genre de choses »[1611].

Quand Heather, au cœur de ces échanges litigieux, en réfère aux principes discutés collectivement lors des réunions des mois de janvier et février, elle légitime sa position au

[1610] Calluna, « [Imc-pal-volunteers] Editorial Notes », 16 juillet 2002, 05:24:46.
[1611] Bilal S., entretien, 2005.

nom d'une norme supérieure de démocratie (interne). Bilal S. renvoie, lui, à un principe supérieur d'efficacité (externe). Deux « cultures politiques » sont, pour ainsi dire, en affrontement direct.

« A aucun moment les internationaux ne sont pas *intervenus » : les luttes de légimité entre acteurs*

Le débat va s'envenimer au mois d'août, lorsque les « légitimistes » pointent une série de dysfonctionnements internes. Le membre du groupe d'assistance technique au CMIP (*Palestine IMC Tech Group*), Gekked, a reçu un message de « Sophia » (militante étasunienne) accusant le collectif du CMI Palestine de détournement de fond, suite à la « *disparition* » du don apporté par le CMI quelques mois plus tôt. Pour elle, les choses n'ont pas été faites dans les règles : « *la décision concernant l'usage de cet argent était unilatérale et aucune structure n'a été créée pour faciliter de futurs dons d'argent ou d'équipement. C'est la raison pour laquelle les internationaux ne sentent pas à l'aise d'apporter plus d'argent ou d'équipement* ». Gekked, qui va prendre un rôle de modérateur dans l'affaire, souligne cependant, reprenant un argument de la partie adverse « qu'*à aucun moment dans l'histoire du CMIP les internationaux ne sont* pas *intervenus* [c'est lui qui souligne], *et que si un clash se prépare de façon imminente, les internationaux n'ont pas été exclus de la dynamique qui y a mené* ». Heather G. lui répond : « *à ce stade, les principes du CMI doivent être réaffirmés et les seules personnes qui peuvent le faire avec une compréhension claire de ces principes, ce sont en premier chef les internationaux* ». Par ailleurs, Gekked observe que la colonne centrale du site est inactive et s'en étonne. La réponse de Heather G. montre un haussement de ton significatif et estime que seul un règlement par un tiers pourrait résoudre le problème : « *cela fait déjà un petit moment que le site ne marche plus. Nous espérons avoir une réunion de groupe de travail la semaine prochaine afin que de vraies décisions puissent être prises et des gens formés. Sans un fonctionnement collectif en Palestine pour prendre des décisions sur le site, cela devient une décision du collectif Indymedia global* ». Geddek s'inquiète enfin de la possibilité d'une fermeture du site, après tous les efforts fournis, y compris par lui-même, pour mener à bien ce projet. Réponse : « *comme notre fantastique Tech Group, j'ai aussi passé des mois à travailler là-dessus, plus de six, et je ne souhaite pas non plus le laisser mourir, mais il faut aussi que ce soit un vrai CMI pour les membres, aussi bien locaux qu'internationaux* »[1612]. Sa distinction implicite entre un « vrai » CMI et un « faux » CMI apparaît comme la résultante logique de son système d'appréciation de la situation.

Dans un message envoyé le lendemain 7 août, Gekked propose plusieurs solutions pour résoudre les problèmes rencontrés. Pour lui, il serait bon de « *développer l'espace de Deheisheh* » séparément de « *l'espace de l'AIC* », notamment du point de vue des ordinateurs et de l'équipement, et de développer les relations du CMI-Palestine avec d'autres « *groupes de médias* » pour consolider l'infrastructure d'information (par des flux RDF/RSS notamment). Ce message qui se veut plein d'espoir est rapidement déçu : moins de deux

[1612] Calluna, « [Imc-pal-volunteers] Some clarification », 6 août 2002, 06:21:41.

heures plus tard Sophia, volontaire internationale qui avait dénoncé un détournement de fond, annonce son retrait du projet d'*Indymedia Palestine*, en des termes qui montrent un principe similaire de jugement que Heather G. :

« J'ai le sentiment que, étant donné qu'il n'y a pas d'infrastructure et qu'apparemment il n'y a pas de collectif local stable avec une procédure/infrastructure interne en état de fonctionnement, il n'y a absolument aucun moyen pour les Internationaux de travailler avec ce projet d'une manière qui serait avantageuse pour toutes les parties en présence. Parce que les Internationaux ne peuvent imposer aucun développement d'aucune sorte sur le groupe local sans agir de façon inadéquate, et que, par ailleurs, nous ne pouvons participer à un projet qui, en dépit de toutes les tentatives et objectifs, existe à peine, il n'y a rien que nous ne puissions faire effectivement. […] Je me retire également du projet en partie à cause d'un conflit personnel. Je pense que les choses sont passées de la recherche de solutions constructives à des accusations personnelles. Je regrette d'en faire partie. J'aurai souhaité que l'organisation de ce projet soit, depuis le début, davantage fondée sur des principes et rationnelle »[1613].

« Nous avons une particularité politique : nous sommes en résistance »

Dans une réponse datée du 10 août, une militante palestinienne déplore le départ de Sophia mais lui demande *« d'essayer de comprendre tous les problèmes auxquels nous sommes confrontés »*[1614]. Bilal S. illustre par des exemples concrets ce différend avec l'AIC, tout en reconnaissant une part de responsabilité personnelle dans l'éclatement du groupe :

« La principale différence entre eux et nous, c'est que nous avons une particularité politique […]. *Nous sommes en résistance* [avec insistance] […] Dans *Indymedia* Palestine, ce sont des Palestiniens qui doivent contrôler *Indymedia*, alors qu'à l'AIC, ce sont toujours les Israéliens qui contrôlent – aussi progressistes puissent-ils être – et je les respecte, du moins je respecte certains d'entre eux. Mais ils restent Israéliens : ce sont eux qui contrôlent l'argent et tout […] Nous pouvons avoir des relations avec eux, mais cela ne peut pas être un principe […]. Nous, en tant que Palestiniens, on pense avec le point de vue de la base [*grassroots*], alors qu'eux ils pensent avec un point de vue de gens éduqués. Ils s'isolent en petit groupe simplement pour faire des groupes de discussion, des lectures, des séminaires, des ateliers, avec des gens spécifiques. Nous, nous pensons à un investissement avec les gens du peuple […]. Dans nos statuts, notre mission est de travailler avec les réfugiés […]. Or c'est une honte de notre part [en tant que Palestiniens] : les centres qui sont destinés à servir, aider ou travailler avec les réfugiés sont en ville, à l'extérieur vous comprenez ? Ils ne vivent pas dans les conditions des réfugiés, ils ne vivent pas avec eux, ils ne peuvent pas les motiver. […]. Un autre point là-dedans concerne les concepts que nous utilisons. Les concepts sont importants. Eux, ils peuvent dire 'attentat suicide', et peut-être sont-ils contre ces attentats. Je n'arrive pas à bien comprendre ce qu'ils pensent de cela. Nous, on parle 'd'opérations de martyrs' – et que tu sois ou non d'accord avec, c'est quelque chose de totalement différent. Que l'on veuille arrêter ou continuer ces opérations, cela doit être une décision palestinienne, et non celle de gens éduqués, de gens qui sont soumis à un autre agenda. Nous travaillons ce concept en conformité avec notre culture : la culture arabo-musulmane […]. De même, nous utilisions l'expression '*Forces d'Occupation Israéliennes*' [IOF], alors que l'AIC parlait de '*Forces de Défense Israéliennes*' (IDF). C'était encore un point de litige entre nous […]. C'est pour

[1613] Sophia, « [Imc-pal-volunteers] Re : Some clairification », 7 août 2002, 05:41:22.
[1614] Mandy alqaisy, « [Imc-pal-volunteers] miss understand », 10 août 2002, 12:04:02.

toutes ces raisons que nous avons voulu notre indépendance, ne plus travailler sous la houlette de l'AIC. »

Ainsi, au cours du mois d'août, un document portant sur les nouvelles stratégies du CMI-Palestine est élaboré par le groupe de Deheisheh. Le 27 août, Bilal S. annonce la tenue d'une réunion deux jours après, en ajoutant « *s'il vous plaît assurez-vous de venir à la réunion car nous allons discuter de choses très importantes* ». Dans un message daté du 29 août 2002[1615], au lendemain de cette réunion, Heather G. déplore que la situation du CMI-Palestine soit devenue « *dramatique* » et elle demande le gel du site pour deux raisons. La première est liée aux problèmes financiers déjà évoqués. La deuxième raison est liée à des problèmes dans le processus d'inclusion ou d'exclusion des membres du collectif. En effet, écrit-elle, « *comme on peut le voir sur la page principale du CMIP, la stratégie adoptée définit clairement qu'un membre du CMIP doit être un Marxiste. J'ai assisté à la réunion où ceci a été avancé, et il a été dit clairement que les membres doivent être affiliés avec le FPLP (organisation politique locale) et qu'ils doivent être approuvés par un membre spécifique, Bilal S.* ». En plus de cette critique des critères d'appartenance retenus, elle déplore une discrimination fondée sur le sexe : des personnes, surtout des femmes, auraient été exclues de certaines réunions. De ce point de vue, pour elle « *Indymedia Palestine n'est pas un Indymedia* ». Gekked lui répond que la situation est trop complexe pour être résolue à distance par quelqu'un qui n'est pas sur place, mais il suggère que la séparation en « *deux sous-CMI pour Indymdia Palestine* » serait la solution la plus avantageuse. Bilal nie les accusations dont il est l'objet.

« Le comportement de certains acteurs renforce des divisions internes » : le point de vue de l'AIC

La séparation entre l'AIC et le CMIP est donc consommée à la fin du mois d'août. Le 11 septembre, l'AIC envoie un courrier particulièrement explicite sur ce point, qui résume la position de l'ONG israélo-palestinienne :

« En l'an 2000, l'AIC a proposé à des individus et des organisations de la région de Bethléem (Palestine) de développer un centre local de médias en réseau avec le réseau CMI. Notre proposition reconnaissait à la fois l'importance globale du projet de CMI et la centralité de la cause de la libération des Palestiniens. A travers notre propre groupe de jeunesse et d'autres contacts, nous avons cherché à développer l'impulsion nécessaire à la création et à la conduite du site du CMI, par des Palestiniens et en reconnaissant totalement l'indépendance du CMI vis-à-vis de l'AIC. Le collectif de l'AIC comprend que l'*Intifada* palestinienne est centrale dans la lutte globale contre l'impérialisme et ses guerres dans l'est arabe, en Asie centrale, en Afrique et en Amérique latine. Nous, comme le CMI, reconnaissons que la libération du peuple palestinien est conditionnée par les résultats du combat entre les intérêts du capital international et de la justice sociale. Pour cette raison, l'AIC était prêt à soutenir la création d'un CMI Palestine avec ses ressources propres, bien que maigres, en fournissant un espace, des facilités, une connectivité et une équipe de soutien. L'AIC était vraiment content d'accueillir le CMI […]. L'AIC va continuer à rechercher une profonde coopération avec le réseau CMI et continuera à coopérer avec lui où qu'il opère, et de l'assister de quelque manière que ce soit. Cependant, c'est avec de profonds regrets que nous sommes forcés d'annoncer qu'en raison des développements récents au CMIP, nous sommes forcés de détacher notre collectif du CMIP sur le plan

[1615] Calluna, « [IMC-Process] IMC Palestine », 29 août 2002, 16:50 :03.

de notre hébergement du groupe. Le CMIP est aujourd'hui engagé dans une querelle partisane et sectaire à laquelle nous ne voulons pas participer. L'AIC rejette totalement les tendances discriminatoires, sectaires et masculino-chauvinistes qui sont apparues au CMIP. Nous portons une attention spéciale aux conditions sectaires imposées à la participation locale au projet du CMI. Nous croyons que les désagréments créés par les intérêts personnels d'individus/groupes ne sont pas seulement destructeurs pour le groupe mais ont un impact extrêmement négatif sur la cause palestinienne. Le comportement de certains acteurs renforce des divisions internes et crée un manque de confiance et une acrimonie dans une communauté qui connaît déjà une répression brutale. A présent, le CMIP ne représente ni l'*ethos* de l'IMC ni celui de l'AIC et nous recommandons fortement que le site du CMIP soit suspendu. Nous le faisons non pas en raison d'un intérêt quelconque de l'AIC avec le CMIP, mais parce que c'est une force destructive à l'intérieur de la communauté palestinienne. Nous recommandons également que le CMI cherche à récolter les opinions de tous les participants qui ont quitté le CMIP, afin d'avancer dans le sens d'une reconstruction du CMI palestinien d'une façon qui reflète les objectifs de diffusion de la justice sociale du CMI, et ainsi être une force de soutien positif pour le peuple palestinien »[1616].

Dans les mois qui suivent, le CMIP perd peu à peu toute visibilité, effacement qui se voit renforcé par des problèmes techniques au début de l'année 2003[1617]. Ce n'est que plusieurs années plus tard, en avril 2006, qu'un groupe va se reconstituer pour tenter de relancer un collectif, mais l'initiative est sans lendemain. Le principal instigateur palestinien du projet, Bilal S. se lance en 2004 dans la mise en place d'un « centre de médias » à Hébron, une ONG dont la structure interne hiérarchique et les objectifs éditoriaux non axés sur la critique radicale de l'occupation israélienne, offrent un caractère nettement moins « avant-gardiste » qu'*Indymedia*, et plus proches des modèles de « médias communautaires » promus par des organismes occidentaux pour « promouvoir la démocratie » dans la société palestinienne.

Ce récit détaillé permet donc de mesurer le décalage très important entre la présentation d'*Indymedia Palestine* proposée par les éditeurs de *We are everywhere*, fondée sur une présentation formelle, figée et idéalisée du collectif, et le jeu d'interactions concrètes qui ont conduit à l'émergence et à la disparition du groupe. Il permet de mettre en évidence des lignes de fractures qui, au-delà du caractère apparemment contingent du conflit (qui relève à la fois d'un conflit « de personnes » et d'un conflit sur des « principes »), présente une structure particulièrement révélatrice des contradictions pratiques qui traversent le militantisme transnational de l'information « alternative ». Le conflit oppose, on l'a vu, deux groupes de médiactivistes, les « séparatistes » de Deheisheh, et les « légitimistes » de Beit Sahour, autour de leurs relations avec l'organisation-mère (*Indymedia global*) et une organisation intermédiaire qui sert d'appui au lancement du projet (l'AIC).

Cette analyse permet de voir que les rapports de forces qui structurent les relations entre agents fortement et faiblement dotés en capital social et politique « international », la définition même de ce que signifie être l'un ou l'autre (International ou Palestinien) étant un enjeu de luttes.

Si l'on analyse maintenant la controverse du point de vue des « grammaires » de la distanciation journalistique et de l'engagement militant, la question ne se résume pas à la

[1616] AIC, « [Imc-East.-Mediterr.] [IMC-Process], The AIC and Palestine Indymedia », 11 septembre 2002, 23:15:41.
[1617] Bilal S., « [Imc-pal-volunteers] URGENT ; TO whom it my concern : we can't publish, access or updating the site », 13 avril 2003.

question de savoir si la militante « occidentale » est plus portée à valoriser une forme de militantisme par le journalisme, et « l'Oriental » une forme de journalisme par le militantisme, car la définition même du militantisme et du journalisme qu'ils sont censés pratiquer collectivement ne fait pas consensus. Ainsi, le militantisme est-il un engagement « indéfini » à gauche, éventuellement orienté vers les idées anarchistes, ou bien un engagement clairement identifié à un courant marxiste, comme le marxisme-léninisme, le trotskisme, ou le maoïsme ? De même, le « journalisme » qu'ils pratiquent est-il un journalisme d'agence de presse, basé sur des faits bruts, sans développements ni commentaires, ou bien plutôt des témoignages approfondis et des reportages en format long, ou encore un travail d'interprétation ou de « cadrage » des événements, et de commentaire de l'actualité ?

A défaut de nous apporter une représentation homogène du « journalisme militant » que ces agents entendent pratiquer, l'existence de ces enjeux communs fournit un indicateur de l'autonomie relative de cet espace, car ces enjeux croisés lui sont aussi *spécifiques*. La circulation circulaire des agents individuels entre ces structures de production d'informations « alternatives » fournit un autre indicateur de cette autonomie partielle. Les trois dernières organisations de « médias indépendants » que nous avons mentionnées précédemment (PNN, IMEMEC et *Ma'an News*), tentent ainsi en 2006, avec WAFA, de relancer le projet de Centre de Médias Indépendants/*Indymedia Palestine*, après son échec de 2002.

Enfin, l'étude proposée montre que cet espace repose sur des logiques de fonctionnement et de recrutement relativement indépendantes, notamment en raison des compétences particulières requises par cette forme de militantisme : des compétences politiques (habileté à « théoriser » des grandes tendances du conflit, réflexivité-réflexe permettant fournir des analyses « à chaud » de l'actualité immédiate, ou capacité à collecter des informations « sur le terrain »), des compétences rédactionnelles (écrire avec une certaine régularité et rapidité, répondre aux attentes formelles et éditoriales de la « rédaction »), linguistiques (maîtrise avancée de deux ou trois langues étrangères) ou techniques (maîtrise des appareils d'enregistrement audio, vidéo, des outils informatiques).

Conclusion du chapitre 5

Tout se passe comme si les militants « radicaux » de l'information et des médias étaient pris dans une contradiction entre les efforts collectifs qu'ils déploient pour produire des discours critiques sur leur environnement institutionnel, d'un côté, et pour « institutionnaliser » les espaces et instruments de production et de diffusion de ces discours, d'un autre. Le problème est, en réalité, plus complexe, étant donné la variété des sources possibles d'appui institutionnel dans l'espace non seulement national mais international, ainsi que les possibilités, souvent limitées mais non négligeables, d'auto-financement. Néanmoins, cette contradiction pratique explique nombre de processus organisationnels observables chez les groupes de militants de l'information. Les comportements des agents peuvent, en effet, être interprétés comme des stratégies d'évitement de l'*orthodoxie*, d'un côté (du point de vue des superstructures idéologiques) et de l'*hétéronomie*, d'un autre (du point de vue des infrastructures de production). Cette reformulation sociologique de l'équation « médias pauvres, démocratie riche » en termes d'institutionnalisation d'une « double contrainte »[1618] permet de comprendre pourquoi, d'une part les médiactivistes du pôle « radical » tendent systématiquement à privilégier les intérêts d'ordre symbolique (« *question de principe* ») sur les intérêts d'ordre matériel (« *question de moyens* »), en d'autre termes le « pur » sur le « commercial », tout en travaillant constamment à mettre en scène cette préférence dans un rapport distinctif avec les médias dits officiels ou commerciaux. Elle permet également de comprendre, d'autre part, pourquoi la plupart des organisations de médias alternatifs se trouvent confrontées à un dilemme pratique lorsqu'elles voient renforcée leur capacité à peser sur l'agenda politico-médiatique – comme les médias du pôle « citoyen » qui feront l'objet du chapitre suivant–, étant donné que leur transformation en médias « commerciaux », « professionnalisés » et « institutionnalisés » (si l'on reprend les catégories de classement indigènes) risque d'entrer en contradiction avec les systèmes de représentations hétérodoxes que les militants (ou une partie d'entre eux) se font de leur activité.

[1618] Elias N., *Engagement… op. cit*., p. 75.

Chapitre 6. Ressources et contraintes de l'intégration institutionnelle : les logiques de *challengers* des médias « citoyens »

Introduction du chapitre 6

En 2008, le Parlement européen discute un cadre juridique visant à promouvoir les « médias communautaires » dans les Etats membres, considérant qu'ils représentent des « *moyens effectifs pour renforcer la diversité culturelle et linguistique, l'inclusion sociale et l'identité locale, ainsi que le pluralisme des médias* »[1619]. En 2009, l'organisation internationale pour le développement des médias, *Internews Network*, publie, avec « *l'aide généreuse* » de l'Agence des Etats-Unis pour le Développement International (USAID), un « *guide pour des médias communautaires durables* » visant à étendre leur portée aux zones les plus isolées du globe, comme l'Afghanistan[1620]. En 2010, après avoir reçu une bourse de la Fondation Ford, les représentants de plus de 350 médias « *ethniques et communautaires* » de

[1619] European Parliament, « Motion for a European Parliament Resolution on Community Media in Europe (2008/2011) », 2008. URL : www.amarc.org/ [12/12/2011]
[1620] Fairbain J. (ed.), *Community Media Sustainability Guide. The Business of Changing Lives*. Internews Network, 2009.URL: www.usaid.gov/ [12/12/2011]

la ville de New York soulignent que le succès de ces médias est essentiel pour une population informée et engagée, et une démocratie florissante[1621].

Ces trois exemples illustrent des processus de consécration institutionnelle de « médias alternatifs » par des organismes publics ou privés, nationaux ou internationaux. Le phénomène n'est pas nouveau, si l'on se souvient des nombreux débats qui ont eu lieu dans les années 1970-1980 dans différents pays pour faire bénéficier les médias « associatifs », « communautaires » ou « libres » d'une reconnaissance légale des Etats et de programmes d'action publique visant à les soutenir[1622]. Cependant, compte tenu des discours critiques tenus par certains acteurs de ces médias à l'égard des institutions dominantes, ces processus de construction des médias alternatifs comme problème public et leur légitimation institutionnelle ne vont pas de soi. Comment expliquer qu'une fraction des acteurs des médias alternatifs se place sous l'aile protectrice d'organismes publics ou privés ? Ne s'exposent-ils pas par là à certaines contradictions ? Formulées en ces termes, ces questions de départ risquent de conduire à une impasse explicative : elles supposent normativement que l'entrée ou non dans un processus « d'institutionnalisation » (au sens étroit) résulte nécessairement d'un choix – donc qu'il existe plusieurs options possibles au moment de choisir – et que ce choix se traduit par des conséquences prévisibles comme le renoncement à certains principes fondamentaux, sous le coup de diverses pressions institutionnelles. Cette ligne d'interprétation prédomine chez les acteurs des médias du pôle radical. Elle n'est pas nécessairement partagée par ceux dont les activités s'insèrent dans des dispositifs institutionnels et qui ont le sentiment de disposer de marges de manœuvre permettant à leurs membres de conserver durablement un sentiment d'intégrité de leurs systèmes symboliques. Ce type de problématisation traduit donc plus qu'il n'explique les oppositions politiques entre les acteurs du pôle « radical » et ceux du pôle « citoyen » des médias alternatifs. Il s'agit ici de prendre ces oppositions comme objet d'étude plus que comme point de départ de l'analyse et de s'intéresser aux rapports de forces internes et externes qui polarisent l'univers des médias alternatifs et produisent ce type d'oppositions.

A ce titre, les festivals, les prix, les conférences ou les colloques internationaux jouent comme autant d'espaces de consécration de certains acteurs de l'univers des médias alternatifs. Dans une analyse des rituels sociaux, P. Bourdieu considère cependant que ces derniers sont, trop souvent, analysés comme des *rites de passage* dont il s'agirait de comprendre les différentes phases constitutives, plutôt que comme des rites de consécration, de légitimation ou *d'institution*. Ces derniers attirent précisément l'attention de l'observateur vers le passage d'une ligne de séparation. Cette ligne instaure, en effet, une division dans l'ordre social. Mais, pour lui, le plus important, ce n'est pas le passage, mais la ligne elle-même, cette limite arbitraire qui inclut les individus ou les groupes institués et contribue *de facto* à l'exclusion des autres – que cette exclusion soit perçue comme normale ou

[1621] CUNY Graduate School of Journalism, « Ford Foundation Grant to Fund New Community and Ethnic Media Training Program at CUNY », 2010; URL : www.journalism.cuny.edu [12/12/2011]

[1622] On pensera par exemple au cas des « radios libres » en France (Lefebvre T., *La bataille des radios libres : 1977-1981*, Paris, Nouveau Monde Editions, 2008) ou aux débats sur le Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication (Cabedoche B., « Le rapport McBride… », *op. cit.*).

problématique par les intéressés[1623]. Ainsi, tout groupe institué se définit en creux par rapport à un ensemble caché.

Or, de façon analogue, la reconnaissance institutionnelle des « médias alternatifs » attire l'attention du public, selon les cas, vers leur passage de l'illégalité à la légalité (lorsque des radios « pirates » obtiennent des permis de diffusion de l'Etat), ou de l'illégitimité à la légitimité (lorsqu'un participant à un média « communautaire » qui ne bénéficie d'aucune reconnaissance légale obtient un prix de journalisme). On peut cependant se demander pourquoi, et où, les institutions tracent les lignes qui séparent les médias alternatifs « autorisés » des autres. Car, de toute évidence, les organisateurs de ces rites de consécration ne choisissent pas au hasard les heureux élus. De plus, si l'on part de l'hypothèse que les normes institutionnelles déterminent directement les formes que prennent les actes jugés « déviants », comment ces rituels d'institution transforment-ils les relations, entre les groupes de militants des médias qu'ils instituent en nouveaux *insiders*, et ceux que, dans le même temps, ils excluent et maintiennent au rang d'*outsiders* ?

Il s'agira ici d'étudier les processus d'institutionnalisation des médias communautaires au Mexique et en Israël-Palestine, au sens des procédures institutives par lesquelles les acteurs parviennent, ou non, à faire entrer leurs médias dans un cadre de légalité et des programmes institutionnels publics ou privés (cadres législatifs, politiques publiques en matière de « tiers secteur » des médias, circuits des bailleurs de fonds) et les effets structurels de ces processus sur les activités des acteurs. Les médias habituellement qualifiés de citoyens, minoritaires ou communautaires (ci-après « médias de la société civile ») peuvent être définis en première analyse comme des moyens d'information et de communication conçus pour être produits par et pour des « citoyens ordinaires » – en particulier des personnes victimes de marginalisation, de pauvreté ou de discrimination, comme les femmes, les immigrés, les homosexuels ou les minorités ethniques. Les représentants de ces médias sont généralement en faveur d'une réforme de la législation existante sur les médias, qui tienne compte de l'existence d'un « tiers secteur » différent du secteur public et du secteur privé (« non-commercial et non-étatique »)[1624]. Dans les deux cas étudiés, au Mexique et en Israël/Palestine, ces médias ont bénéficié dans les années 1990-2000 d'une reconnaissance et d'un soutien croissant des autorités de l'Etat, ce qui leur a fourni des ressources juridiques et financières, mais leur a imposé en retour des contraintes administratives et politiques. Cette première section vise à comprendre les enjeux et les acteurs des processus de légalisation de ces médias « alternatifs » qui forment des ensembles à la fois proches et distincts de ceux du pôle radical étudié précédemment.

[1623] Bourdieu P., « Les rites d'institution », *in Langage… op. cit*. p. 58.
[1624] Hadl G., « Civil Society Media Theory: Tools for Decolonizing the Lifeworld », Paper for the International Association of Media and Communication Research (IAMCR), Porto Alegre, 28 July 2004.

Section 1. La bataille des radios communautaires au Mexique (1999-2006)

Les analyses de l'émergence de réseaux de médias alternatifs au Mexique que j'ai proposées jusqu'à présent ne permettent qu'imparfaitement de comprendre les rapports de forces qui structurent les relations entre leurs agents. Je me suis en effet principalement intéressé aux relations entre la fraction « radicale » de ces médias et l'espace militant plus large de la gauche altermondialiste et pro-zapatiste. Il existe cependant d'autres catégories d'agents qui se revendiquent du militantisme des médias. Contrairement aux premiers, ils considèrent que les revendications de progrès social et politique, de démocratisation de l'espace public ne peuvent acquérir une force politique qu'à la condition de contraindre l'Etat fédéral à reconnaître officiellement leur existence, à leur donner des garanties juridiques et la possibilité de continuer leurs activités sans risque de répression policière ou l'opposition des grandes industries privées de presse. Pour comprendre le jeu des positions et prises de position des défenseurs des « médias communautaires », il est nécessaire de mettre en évidence le caractère construit – par les acteurs eux-mêmes mais aussi par l'action des autorités – de leur opposition aux « médias radicaux » et de s'intéresser plus en détail aux enjeux que constitue, au Mexique, la révision intégrale de la législation fédérale sur les médias qui seule autoriserait, au tournant de l'an 2000, l'entrée de ces nouveaux *challengers*.

Le réseau des médias communautaires affiliés à l'Association Mondiale des Radiodiffuseurs Communautaires (Amarc-Mexico), une ONG devenue une organisation centrale dans la bataille des « radios communautaire » au Mexique en 1999-2006, donne un exemple révélateur des stratégies de légitimation déployées par les acteurs auprès des institutions fédérales[1625]. Au moment de l'enquête, ce réseau est composé principalement de deux types de structures : des centres de formation et de production radiophonique ou vidéo (*Comunicación Comunitaria, La Charamusca, Proyecto Campo Ciudad*) ; des radios produites par des groupes marginalisés ou minoritaires tels des communautés indigènes (*Radio Nandía, Radio Jën Poj*), des groupes de jeunes (*Radio Omega Experimental*) ou des femmes (programme « Dejemos de ser pacientes » de SIPAM – *Salud Integral para la Mujer*). Ces centres de médias ou radios communautaires couvrent des territoires relativement restreints, que ce soit dans des zones urbaines (comme *Radio Guadalupe* à Mexico) ou rurales (*Radio Erandi* à Tangancícuaro dans le Michoacán). Les groupes qui gèrent et participent à ces médias sont situés pour une grande partie dans ou autour de Mexico, mais aussi pour

[1625] Outre les entretiens, deux ouvrages publiés par des membres du *Frente Amplio « Tu Imagen, Tu Voz, Tu Derecho »* (*cf.* chapitre 4) et d'Amarc ont servi à alimenter les développements qui suivent. *No Más Medios a Medias. Participación ciudadana en la revisión integral de la legislación de los medios electrónicos* (publié en 2001) retrace les luttes juridiques menées en 1996-2001 par une coalition d'ONG et de personnalités politiques principalement de l'opposition (PRD et PAN) dans le but de changer la Loi Fédérale sur la Radio et la Télévision, qui date de 1960 (Avila Pietrasanta I., Calleja Gutierrez A., Solís Leree B., *No más medios a medias… op. cit.).* Le livre *Con Permiso. La radio comunitaria en México* (publié en 2005) retrace une seconde étape de cette lutte, dans laquelle une fraction des acteurs, principalement autour d'Amarc-Mexico, négocie en 2002-2005 avec les autorités fédérales (en particulier le Ministère de la Communication et des Transports) pour la délivrance de permis de diffusion aux radios et centres de médias affiliés au réseau (Calleja A., Solís B; *Con permiso… op. cit.*).

certains dans d'autres Etats (Veracruz, Sonora, Oaxaca, etc.). L'organisation compte ainsi dix-huit membres enregistrés en 2005[1626].

Il était impossible dans le cadre de l'enquête de réaliser des entretiens avec des représentants de l'ensemble de ces organisations. Je me suis donc concentré, en fonction des réponses données à mes sollicitations par téléphone ou par email, à *La Voladora Radio*, au centre de médias *Comunicación Comunitaria* (quartier de Coyoacán, District Federal) et à la « société-mère » Amarc-Mexico (dont le siège se trouve à Mexico). J'ai ainsi pu obtenir des informations sur l'histoire et le fonctionnement interne des ces structures – tout en faisant parallèlement un travail de recueil systématique des informations disponibles sur d'autres organisations du réseau[1627] ou des médias communautaires hors du réseau Amarc (*Ojo de Agua Comunicación* à Oaxaca, *Promedios de comunicación comunitaria*, *Melel Xojobal* au Chiapas, *LaNeta* à Mexico). Cependant, seules des enquêtes précises, sur la base d'entretiens et d'observations participantes au sein de différentes organisations, permettraient de valider les analyses suggérées ici. En effet, en raison des positions hiérarchiques occupées par les personnes interviewées au sein du réseau, j'ai surtout obtenu en entretien des discours proches des points de vue « officiels » auprès de sept personnes interrogées[1628].

A/ La coupure entre médias communautaires et médias libres

Contre une vision réifiée de la distinction entre les médias « radicaux » et les médias « citoyens », l'enquête révèle, d'une part, l'existence de rapports de forces politiques sous-jacents à cette différenciation et, d'autre part, des jeux de distinction au sein même du pôle « citoyen ».

« Produire un mouvement social dans le domaine de la communication »

Un entretien réalisé en 2006 auprès de Daniel Iván García Manriquez, dans les locaux d'Amarc-Mexico, montre de façon emblématique que l'expression englobante de « médias alternatifs » est incapable de rendre compte des divisions internes qui structurent les relations entre les organisations – et qu'elle fonctionne d'abord comme une catégorie politique permettant re rassembler des groupes hétérogènes et d'euphémiser leurs divisions. Daniel I. est alors le représentant national d'Amarc. Il est aussi le président de l'association qui gère *La Voladora Radio*. Le nom de cette radio, affiliée au réseau Amarc, nous est familier puisque celle-ci a été créée dans la continuité de la grève de l'UNAM, par des étudiants qui, contre les partisans d'une ligne « dure », adoptent progressivement une position de dialogue avec les autorités universitaires (*cf.* chapitre 5). Au moment de l'entretien, cette expérience est déjà relativement lointaine pour Daniel I., qui travaille depuis six ans pour Amarc, dont il est salarié. Cependant, certains indices corporels et vestimentaires montrent qu'il a intériorisé

[1626] Calleja A., Solís B; *Con permiso… op. cit*., p. 243-244.
[1627] On trouvera les résultats de ces recherches sur le site: http://amgp.skamp.eu.org/map:americas:mexico
[1628] Daniel I.(*La Voladora*/Amarc-Mexico), Irma Avila Pietrasanta (*Comunicación Comunitaria*), Aleida Calleja (Amarc/Amarc-Mexico/*Comunicación Comunitaria*), Guillermo M. (*Ojo de Agua Comunicación*), Alexandra Halkin (*Promedios*/Chiapas Media Project), Malda et José (*Melel Xojobal*), Olinca M. (LaNeta).

cette expérience de la radicalité politique étudiante – qui contraste avec l'élégance et le rangement des bureaux modernes de l'ONG, peints dans des couleurs pastel. Habillé d'un blouson de cuir noir, il arbore des piercings, des bracelets métalliques et des tatouages évoquant la contre-culture *punk-rock*.

Agé d'une trentaine d'années, Daniel I. est impliqué depuis environ douze ans dans le domaine des médias communautaires au Mexique. Il a commencé en 1994 à participer aux activités d'un projet de télévision communautaire appelé *Tele Verdad*. Alors qu'il fait des études de théâtre à l'UNAM, la grève éclate et il s'y engage activement, notamment dans *La KeHuelga Radio*. Après cette expérience, il se lance avec d'autres camarades dans la promotion de la radio communautaire. Il précise qu'il s'agit moins alors pour eux de créer des radios, que de promouvoir « *l'idée* » même de média communautaire dans les cercles de la gauche radicale militante. Le groupe, composé d'une quinzaine de personnes, dispose ainsi d'un transmetteur de vingt watts et profite de toutes les occasions pour utiliser publiquement ce matériel, par exemple lors de réunions politiques ou culturelles. Ce projet d'abord itinérant aboutit à la mise en place de deux nouveaux projets appelés à se pérenniser : la maison culturelle *La Pirámide*, et la radio communautaire *La Voladora*. Après un conflit « *politique* » avec le collectif de *La Piramide* (sur lequel il ne souhaite pas s'étendre), il s'installe avec ses camarades à Amecameca de Juarez, une ville au sud de Mexico, où il s'investit pleinement dans *La Voladora*. Il explique dans quelles dispositions se trouve alors le groupe :

« On avait une lecture de la réalité où il paraissait nécessaire de s'investir dans ces efforts parce que, pour nous, l'expérience de la *KeHuelga* avait été une source de satisfactions et, en même temps, une articulation sociale *réelle*, disons. Donc la majorité d'entre nous avait cette… cette veine sociale – appelons la comme ça – qui était fortement liée avec des mouvements à caractère plus… révolutionnaire, ou de caractère… politique de gauche très clairement (appels de l'EZLN, ce genre de choses). Alors on a décidé que, dans cette veine, l'outil que l'on voulait utiliser c'était précisemment la radio communautaire » [1629].

Peu à peu, son investissement pour la radio communautaire se dédouble. Il s'occupe d'un côté de la gestion et de l'animation de la radio et, d'un autre, de la défense des droits des citoyens à l'information et à la communication. Le collectif de *La Voladora Radio* participe, en effet, au cycle de discussions avec les autorités fédérales pour la révision de la loi sur la radio et la télévision en 2000-2001. Ses membres se retrouvent ainsi aux côtés de collectifs de radios libres (comme *Radio Zapote*) mais aussi d'organisations associatives, syndicales, de journalistes professionnels, des ONG de défense des droits humains et plus généralement les réseaux militants qui défendent la démocratisation du système politique et médiatique mexicain[1630]. Quand *La Voladora* intègre le réseau d'Amarc-Mexico, Daniel I. devient le représentant de la radio au sein de l'ONG, avant de devenir lui-même le représentant national d'Amarc. Il parle d'une relation « organique » entre *La Voladora* et l'ONG (« *on se sent chez nous ici* »). Aujourd'hui, il estime consacrer 40% de son temps professionnel à la radio et 60% à la représentation d'Amarc. Il est devenu un militant professionnel à plein temps, non

[1629] Daniel I., entretien, 2006.
[1630] Pour une liste complète des participants, voir Avila Pietrasanta I., Calleja Gutierrez A., Solís Leree B., *No más medios a medias… op. cit.*, p. 165-166.

seulement de la radio communautaire, mais de la cause de la radio communautaire. De son point de vue, les mouvements sociaux progressistes doivent en effet pouvoir bénéficier de « *plateformes de diffusion* », « *d'espaces de communication* » structurés au service des changements politiques qu'ils réclament. Or pour que de tels espaces de médiatisation alternative existent et puissent prétendre avoir une « *incidence sociale* » réelle, il est nécessaire pour lui de « *produire un mouvement social dans le domaine de la communication* ».

« Ce que l'on obtient dans le cadre de la loi bénéficie à tout le monde »

Dans son parcours, Daniel I. a ainsi été amené à prendre ses distances avec ses anciens « *camarades* », comme il les appelle, aujourd'hui investis pour certains dans le mouvement des médias libres. S'il considère que les médias libres et communautaires font partie d'une même famille qui luttent contre les monopoles radiophoniques et télévisuels et cherchent à donner la parole aux exclus de tous ordres dans la société civile mexicaine, des tensions existent néanmoins entre leurs acteurs. A la lumière de ses propos, qui justifient la nécessité pour les médias alternatifs de se doter d'une protection légale de l'Etat, Daniel I. semble ainsi incarner la tension entre le pôle des médias libres et le pôle des médias communautaires – ce qu'indique une hésitation révélatrice entre le terme « discussion » et celui de « conflit » pour décrire leurs relations et sa tendance à inclure tous ces médias dans une seule et même catégorie, celle des médias communautaires :

« Notre prémisse de départ, c'est que ce que l'on obtient dans le cadre de la loi bénéficie à tout le monde, et non pour chaque cas. Et ceci a constitué un conflit et une discussion... je retire ceci : une *discussion* très profonde avec les autres radios communautaires qui ne sont pas dans Amarc, avec les radios libres par exemple. Ainsi, la radio *KeHuelga* actuelle, ainsi que *Radio Zapote*, ou la *Radio Insurgente* de l'EZLN, ou encore *Radio Balazo*... en fin de compte, toutes les radios qui s'assument comme radios libres, ainsi que quelques autres radios qui s'assument comme radios communautaires mais qui, de notre point de vue, ne voient pas le panorama complet. Parce que cela nous paraît très réducteur, très... je ne voudrais pas paraître trop offensif, mais très... une vision très simpliste. Quand ils disent : *'je n'ai pas besoin de demander un permis, parce que je suis libre a priori*', ils considèrent que l'Etat ne doit pas intervenir dans les libertés, ils assument – et je suis désolé de le dire si clairement, mais c'est une lecture d'Amarc – la même position que les entreprises transnationales qui disent : *'non, c'est sûr ! Que l'Etat n'intervienne pas ! Tout est liberté !'*. Bien sûr... Le problème, c'est que cela sonne très romantique, mais ici prévaut la loi du plus fort. Si moi, le dépossédé [*el jodido*], moi, l'humble, j'ai quelqu'un à qui réclamer quelque chose, c'est l'Etat ! Je ne vais pas le réclamer à la Vierge de Guadalupe ! [...] Alors nous leur disons : *'que se passera-t-il, camarade, si aujourd'hui j'installe ma radio sans permis, sur le 97.3 FM, et qu'un concessionnaire, qui ne souhaite pas que j'existe, installe une radio avec mille watts de puissance, contre mes 20, 30, 50 ou 200 watts ? Si je n'ai pas de permis, à qui puis-je faire une réclamation ?*' [...] La responsabilité de l'Etat, c'est que cela n'arrive pas »[1631].

[1631] Daniel I., entretien, 2006.

Le contraste avec les discours des médiactivistes prônant « l'autonomie » est particulièrement visible ici. Daniel I. indique qu'Amarc suit une ligne politique (« *notre prémisse de départ* »), quand les *medios libres* maintiennent une certaine indéfinition idéologique (*cf.* chapitre 5). Le fonctionnement de l'ONG est basé sur un principe de représentation, au sens de délégation (« *je suis aujourd'hui représentant national* » dit-il avec une voix exagérément grave accompagné d'un sourire de connivence), des hiérarchies internes formalisées et un système de vote à la majorité – à l'opposé des principes d'horizontalité et de décision au consensus qui prévalent dans les collectifs « autonomes »[1632]. L'organisation parle au nom de l'intérêt général et ne considère pas le rôle de l'Etat comme étant par principe négatif, en tant que garant légitime du respect des lois.

Enfin, ses propos indiquent en filigrane l'existence d'un rapport de forces politique favorable aux acteurs des médias communautaires au détriment des médias libres. Daniel I. fait des efforts manifestes pour ne pas « glisser » vers la condescendance ou le mépris pur et simple vis-à-vis des seconds (un pas que franchit par contre une de ses collègues[1633]), en expliquant l'opposition par des facteurs idéologiques et en plaçant les protagonistes sur un pied d'égalité (« *camarade* »). Cependant, il révèle en même temps l'existence de relations hiérarchisées entre les uns et les autres. Les médias communautaires sont ainsi placés du côté de la responsabilité, de la maturité, de la *realpolitik (« ici prévaut la loi du plus fort* ») et de la hauteur de vue (« *panorama complet* »), tandis que les médias libres sont perçus comme des irresponsables, des immatures (« *très romantique* »), ayant des pratiques contradictoires avec leurs discours (ils font commes les entreprises transnationales qu'ils prétendent combattre), faisant preuve d'une certaine étroitesse d'esprit (« *vision très simpliste* ») en rejettant par principe le soutien des autorités publiques.

Cette accusation implicite d'exercice illégal du militantisme des médias mérite ici une attention particulière, car elle révèle l'existence – en partie déniée par un acteur qui occupe dans ce cas de figure une position favorable dans le rapport de forces – d'une ligne de fracture entre des *outsiders* et des *challengers* des médias alternatifs. Cette ligne sépare ceux qui s'engagent dans des logiques d'autonomisation fonctionnelle (hors-jeu) et ceux qui prennent la voie de l'intégration institutionnelle (dans le jeu). Ce sont là, schématiquement, deux réponses pratiques à la question des savoir comment donner une force politique à la cause des « médias alternatifs ». Cependant, deux éléments doivent être pris en compte pour saisir non pas politiquement mais sociologiquement la construction de cette ligne de fracture comme un enjeu collectif dans le microcosme. Premièrement, certains acteurs du pôle « communautaire » vont avoir de plus en plus intérêt, sur la période 1999-2006 prise ici en considération, à durcir l'opposition (ce que Daniel I. essaie de ne pas faire pour des raisons liées à sa propre trajectoire individuelle), à mesure qu'ils s'engagent dans un jeu de négociations avec les autorités fédérales. Deuxièmement, le réseau Amarc occupe une

[1632] Daniel I. alterne ainsi au cours de l'entretien entre un rôle de représentant officiel en répondant à mes questions de façon très formelle (il reprend presque mot pour mot à l'oral des propos rédigés dans les brochures ou les livres d'Amarc), tout en se « relâchant » périodiquement – notamment parce qu'il sait que je connais des acteurs du pôle des médias libres et que je suis susceptible à ce titre de connaître les débats qu'ils ont entre eux.

[1633] Pour elle, les positions radicales des « médias libres » ne méritent même pas qu'on s'y prête attention.

position intermédiaire dans l'espace des « médias de la société civile », entre le pôle radical des médias libres et le pôle institutionnel des médias « indigènes ».

B/ Une position d'entre-deux : la distinction entre médias communautaires et médias indigènes

Si les acteurs du réseau mexicain des médias communautaires proches d'Amarc entendent marquer leurs distances à l'égard des médias « libres », c'est également vrai en sens inverse à l'égard des radios « indigènes » et « indigénistes ». Les radios indigènes désignent selon la définition du chercheur mexicain Antoni Castells Talens « toute station de radio qui opère, totalement ou en partie, dans le langage d'une minorité ethnique »[1634], comme par exemple les radios indigènes mayas au Yucatán ou au Chiapas[1635]. Cette catégorie générique est principalement définie selon des critères linguistiques et ethniques. Elle est utilisée pour qualifier des projets radiophoniques très variés sur l'ensemble du continent américain[1636]. Le phénomène est loin d'être marginal au Mexique puisque l'on compte huit stations de radio indigènes en 1990, touchant potentiellement deux millions d'indiens dans cinquante langues différentes[1637]. Les membres d'Amarc entendent cependant souligner une différence fondamentale entre ce qu'ils appelent les radios communautaires et les radios indigènes : ces dernières, en effet, ne sont pas nécesssairement produites par la communauté elle-même. Certaines stations indigènes peuvent être dirigées par des gouvernements, des groupes religieux, des associations indigènes, des syndicats ou, des agences de développement. C'est contre ce manque d'autonomie que l'ONG entend promouvoir de nouveaux cadres juridiques favorisant la participation de tous les membres de la « communauté » (un terme auquel est donnée une définition large irréductible aux communautés indigènes), et non des seuls leaders d'opinion.

Au Mexique, cette distinction revêt une importance politique majeure aux yeux des défenseurs des médias communautaires, qui se traduit par une subtile distinction entre radios « indigènes » et « indigénistes ». L'indigénisme est un terme qui désigne un ensemble de politiques publiques mises en place au milieu du XXe siècle par l'Etat mexicain dans le but officiel d'intégrer les indigènes à la nation dans le respect de leurs coutumes, de leurs langues et de leurs cultures[1638].

Les médias indigènes de l'indigénisme au néo-indigénisme (1948-1996)

En effet, en 1948, la création par le PRI de l'Institut Indigène National (INI) est sous-tendue par un référentiel de politique publique spécifique : « *l'indigénisme*

[1634] Castell-Talens A., « Indigenous radio in Mexico: one voice of the Maya of Yucatan », *Latinamericanist*, December 1993.
[1635] Castell-Talens A., « Radiodifusion en maya. Quince anos », *Diario de Yucatan*, diciembre 1997.
[1636] Cordova A., entretien, 2010.
[1637] Rodriguez C., *Fissures in the mediascape… op. cit.*, p 30.
[1638] Zapata C., « Discursos indianistas en México. Hacia una nueva representación del Estado nacional, 1974-2000 », in Castillo A., Muzzopappa E., Salomone A., Urrejola B., Zapata C. (eds.), *Nacion, estado y cultura en América Latina*, Ediciones Facultad de Filosofia y Humanidades, Universidad de Chile, Serie Estudios, 2003, p. 297-327.

intégrationniste »[1639]. Mêlant des formes de paternalisme et l'idéologie développementaliste, l'INI a deux objectifs principaux. Le premier est économique : mettre fin à la marginalisation des peuples indigènes et les intégrer à la vie économique du pays. Le second est culturel : l'Etat lance alors une campagne de « *castellanisation* », afin que l'espagnol s'impose comme langue usuelle des personnes indigènes. Cet objectif culturel est poursuivi à l'aide de plusieurs instruments, notamment le système éducatif et les médias[1640]. Paradoxalement, parmi les 30 000 enseignants indigènes en poste au milieu des années 1980, nombreux sont ceux qui prennent conscience de leur « indianité » grâce à ces programmes, alors que ceux-ci avaient précisément pour objectif de favoriser leur assimilation. Ces enseignants commencent à penser des formes alternatives d'éducation pour les peuples indigènes. La naissance du mouvement « indianiste » est ainsi indirectement le produit de l'institutionnalisation des politiques indigénistes[1641].

La politisation et la radicalisation des mouvements indigènes dans les années 1970 et 1980 résultent également des relations complexes que ceux-ci entretiennent avec les représentants de l'Etat et des partis politiques. Hubert de Grammont et Horacio Mackinley ont mis en évidence cette complexification à partir de l'intégration traditionnelle au système corporatiste du PRI, au niveau local comme national. L'émergence d'organisations revendiquant leur indépendance à l'égard du système de Parti-Etat, ou nouant des alliances avec des partis d'opposition – par exemple le Front Indépendant des Peuples Indigènes en 1988 – est symptomatique de ce processus. Dans les années 1990, et particulièrement après le soulèvement de l'EZLN en 1994, des revendications encore plus radicales sont formulées par certaines organisations, qui se réclament d'une totale autonomie à l'égard de l'Etat et du système tripartisan[1642]. Les manifestations de 1992 contre les « 500 ans » d'oppression des peuples indigènes et le soulèvement néozapatiste de 1994 jouent ainsi un rôle majeur dans le renouvellement de leurs répertoires d'action et de leur revendications – comme le montrent les négociations autour des Accords de San Andrés en 1996 (*cf.* chapitre 1).

Une part importante du travail politique du mouvement néozapatiste dans ces négociations a consisté à critiquer fortement la définition officielle des peuples indigènes comme une « minorité nationale ». L'EZLN considère que cette notion constitue un instrument symbolique au service de la domination exercée par une réelle « minorité », l'oligarchie qui gouverne le Parti-Etat mexicain[1643]. Les Néozapatistes revendiquent ainsi une autonomie « radicale » des communautés indigènes du Chiapas, valable pour tous les groupes qui composent la « société civile » mexicaine. Cette revendication est portée notamment par le Congrès National Indigène (CNI, 1996), qui reprend à son compte la notion d'autogestion des municipalités et des communautés. Cette conception de l'autonomie indigène, expérimentée dans les communautés néozapatistes tout particulièrement depuis la création des

[1639] Zapata C., « Discursos indianistas… », *op. cit.*, p. 301.
[1640] Castells-Talens A., Ramos Rodriguez J. M., Chan Concha M., « Radio, control, and indigenous peoples: the failure of state-invented citizens' media in Mexico », in *Development in Practice*, 19/4-5, 2009, p. 525-537.
[1641] Velazco Cruz S., « El indianismo y el movimiento indígena en Mexico », *El movimiento indígena… op. cit.*, p. 121-143.
[1642] Grammont (De) H. C., Mackinlay H., « Las organizaciones sociales campesinas e indígenas… », *op. cit.*, p. 702-703.
[1643] EZLN, « Sur la demande de démission du président CSG (Carlos Salinas de Gortari) », 26 février 1994 , in Marcos S.-C., *¡Ya Basta !, vol. 1, op. cit.*, p.180-183.

Caracoles en 2003, diffère de celle de l'Assemblée Nationale Plurielle pour l'Autonomie, plus modérée, qui demande quelques droits autonomes au niveau régional[1644].

La distinction entre organisations indigènes « radicales » et « modérées » a des conséquences sur l'organisation interne des mouvements ainsi que sur leurs relations avec les autorités : schématiquement, les plus « réformistes » sont plus « intégrés » et acceptent la distinction entre une majorité nationale métisse et une minorité indigène quand les plus radicaux restent « segmentés » et refusent les catégories officielles. Le processus de redéfinition du référentiel fédéral de politique publique de l'indigénisme au « néoindigénisme », consacré par la transformation de l'INI en CDI, indique cependant une évolution dans les représentations officielles : le « néoindigénisme » promeut une approche plus participative, une idéologie « multiculturelle » et un modèle entrepreneurial pour les projets des communautés.

Les programmes indigénistes au Mexique ont historiquement accordé de l'importance aux médias, afin de parvenir à l'« intégration » des communautés indigènes à la République[1645]. L'INI a utilisé les médias de masse comme les médias communautaires locaux – en particulier la radio, la télévision et le cinéma en raison du taux élevé d'analphabétisme et de l'isolement géographique des communautés – comme des ponts entre les cultures indigènes et non-indigènes[1646]. Il a ainsi apporté son soutien à la mise en place, en 1979, d'un réseau national de radios indigènes[1647], ce qui a favorisé un processus de semi-professionnalisation des animateurs de radio indigènes et paysans[1648]. La première radio indigène au Mexique, *La Voz de la Montaña*, à Tlapa (Etat de Guerrero) est ainsi fondée la même année par l'*Instituto Nacional Indigenista* (INI). Lucila Vargas montre cependant que, malgré l'autonomie apparente de ces radios, leurs *managers* sont en général des latinos non-indigènes (*mestizos*) qui contribuent à une politique assimilationniste[1649]. Par ailleurs, des contraintes assez strictes s'imposent à la diffusion des contenus, selon un principe qu'A. Castells Talens appelle « la politique des trois non » : pas de politique, pas de religion et pas de commerce. La loi interdit ainsi la diffusion de publicités commerciales sur ces radios, qui sont donc entièrement dépendantes des fonds gouvernementaux[1650]. Les programmes ont une dimension davantage culturaliste et identitaire que politique, revendicative ou radicale : ils s'intéressent par exemple aux cultures locales, à l'artisanat, aux coutumes, etc.[1651] En 1989, un programme intitulé « transfert de médias audiovisuels aux organisations et communautés

---

[1644] Velazco Cruz S., « Las propuestas de aplicación práctica de la autonomía indígena », *El movimiento indígena… op. cit.*, p. 173-211.
[1645] Castells-Talens A. *et al.* « Radio, control… », *op. cit.*, Cornejo Portugal I., « Radio Indigenista Ayer y Hoy – Instrumento de arraigo cultural », *Revista Mexicana de Comunicación*, Febrero-Marzo 2004.
[1646] Ortella Francisco J. C., « Difusión de las culturas indígenas en los medios de comunicación », *Jabil Ame 1997*, San Cristóbal de las Casas, México, Anuario del Centro Estatal de Lenguas, Arte y Literatura Indigenas, 1998, p. 93-97.
[1647] Vargas L., *Social Uses and Radio Practices. The Use of Participatory Radio by Ethnic Minorities in Mexico*. Boulder, CO: Westview Press, 1995, Castells Talens A., « Formulation and Implementation of Indigenous Radio Policy in México », Submitted for presentation to « Our Media, Not Theirs II », the Pre-conference on Alternative Media at IAMCR, Barcelona, 2002.
[1648] Pérez Pérez L., « La radio : experiencia de los comunicadores indígenas », *Jabil Ame 1997*, San Cristóbal de las Casas, México, Anuario del Centro Estatal de Lenguas, Arte y Literatura Indigenas, 1998, p. 98-99.
[1649] Vargas L., *Social Uses… op. cit.*
[1650] Castell-Talens A., « Indigenous radio … », *op. cit*.
[1651] Rodriguez C., *Fissures in the mediascape… op. cit.*, p 30.

indigènes » est lancé par l'INI, ce qui conduit à la création, en 1994, du premier « Centre de médias indigènes » à Oaxaca[1652]. Mais l'INI conserve le contrôle de l'administration des centres de radio et de vidéo[1653]. Ceci va conduire à des mobilisations visant à créer des structures plus indépendantes, des projets moins « dirigés »[1654] comme par exemple l'association civile *Ojo de Agua Comunicación* en 1999 à Oaxaca[1655].

C'est dans ce contexte qu'est créée l'antenne mexicaine d'Amarc en 1992, après la tenue de l'Assemblée Mondiale de l'ONG au Mexique. Lors de cette assemblée, qui se tient dans la ville d'Oaxtepec (Etat de Morelos) plusieurs radios mexicaines « indigènes », dépendantes de l'INI déclarent se reconnaître dans les principes fondateurs de l'ONG. Cependant, si Amarc-Mexico naît d'une initiative de médias affiliés à l'Etat fédéral, l'organisation connaît peu à peu, selon Daniel I., un processus de « *citoyennisation* » :

« L'intention de ces radios était très bonne, mais en réalité elles faisaient partie de l'Etat, elles n'avaient rien à voir avec l'idéal de la radio communautaire. Donc, ce qui s'est passé ensuite, c'est ce que j'appellerais un processus de citoyennisation 'passive' d'Amarc [...]. Il existait une représentation citoyenne d'Amarc, mais il n'y avait pas un mouvement d'Amarc au Mexique [...] ou de quoi générer un mouvement [...]. Au final, s'il y avait bien une tentative pour articuler les efforts citoyens de communication alternative et communautaire, elle n'était pas effective »[1656].

La construction d'un « front citoyen » pour la démocratisation des médias

Après avoir donné les éléments permettant de comprendre comment les défenseurs des médias communautaires mexicains se définissent en creux par rapport aux médias libres et aux médias indigénistes, on peut comprendre les conditions de genèse d'un « front citoyen » pour la démocratisation du système médiatique dans les années 1990. Comme l'explique en entretien Irma Avila Pietrasanta, réalisatrice et professeure de cinéma à l'UNAM, ce mouvement trouve ses racines dans les mouvements urbains populaires des années 1980 à Mexico, entre le tremblement de terre de 1985 et la fraude électorale de 1988 qui défait le candidat du PRD. C'est à cette période que se structurent à gauche les premiers mouvements pour la démocratisation des médias. Ainsi, elle et le député Marco Rascón (PRD) commencent à s'intéresser à la question du « *contrôle médiatique* » au Mexique :

« Ce pays a le niveau de concentration des médias le plus élevé au monde. Le plus élevé ! Je veux dire : c'est pire que partout ailleurs. Et ce contexte a freiné le développement des médias alternatifs. Non pas parce que les gens n'ont pas envie de s'y investir, mais parce qu'ils ont le sentiment qu'il est inutile de travailler pour quelque chose qui ne peut pas porter ses fruits

[1652] Joskowicz A., « Cámaras para Todos? », in *Hacia un Video Indio*, México, ed. INI, 1990, p. 11-15, Michael G., « Televisión Indígena: Para Qué? », *Hacia un Video Indio*, México, ed. INI, 1990, p. 39-47, Fraser C., « México: Video Rural ». *Chasqui*, 33, 1990, p. 78-81, Córdoba A., Zamorano G., « Mapeando medios en México: video indígena y comunitario en México », *Native Networks*, 2004, Cordova A., entretien, 2010, Monterforte G., entretien, 2009..
[1653] Valenzuela E., « La Radiodifusión Indigenista: Participación y Transferencia », *Hacia un Video Indio*, ed. INI, Mexico, 1990, p. 57-60.
[1654] Avila Pietrasanta I., entretien, 2006.
[1655] Guillermo M., entretien, 2009.
[1656] Daniel I., entretien, 2006.

[…]. J'avais vécu à Cuba, et quand je suis revenue avec mon matériau, au début des années 1980, j'ai rencontré une fille de *Paper Tiger* qui m'a invité à New York et j'ai découvert la transmission par accès public aux Etats-Unis et je me suis dit '*ouah !*'. A ce moment-là, au Mexique, il était absolument impossible ne serait-ce que d'imaginer que l'on puisse avoir quelque chose de semblable parce que, d'une part, on n'avait pas les moyens suffisants et, d'autre part, parce que le PRI était au sommet de son pouvoir […]. Alors, avec Marco on a réfléchi à un moyen d'arriver à quelque chose de semblable […] Il y avait un pourcentage important de la population que ne se sentait pas représentée […] »[1657].

Le mouvement est porté par la montée des contestations contre le régime : en 1996, les Accords de San Andrés mettent à l'ordre du jour des négociations avec l'Etat fédéral la question des droits à l'information et à la communication des citoyens et la même année est créé le *Frente Amplio Tu Voz, Tu Derecho*, composé d'une soixantaine d'organisations (*cf.* chapitre 4). Le front va bénéficier d'une conjoncture politique favorable après l'élection de Cárdenas à la mairie de México en 1997. M. Rascón, connu pour ses actions « médiatiques » (il se rend par exemple au Parlement le visage couvert d'un masque de cochon pour dénoncer la corruption du PRI), devient assistant du nouveau maire. Avec I. Avila Pietrasanta et un groupe d'environ six personnes, un répertoire d'action varié est utilisé pour faire entendre leur cause : création d'une radio pirate qui diffuse dans le quartier, manifestations, pétitions, lobbying auprès de députés du PAN et du PRD, etc. C'est dans ce contexte qu'est créé le Centre de Communication Communautaire en 1999, dans le quartier de Coyoacán, qui se veut le « *bras armé* » de ce Front citoyen. Le problème est que les revendications du mouvement se heurtent à des obstacles juridiques liés aux dispositions de la *Ley Federal de Radio y Televisión*, qui les contraint à deux options : soit poursuivre sur la voie de l'illégalité, soit chercher à modifier la loi.

Bénéficiant du soutien d'une partie de l'opposition, le groupe décide de s'engager dans une bataille juridique et politique, visant à faire bénéficier les radios affiliées à Amarc-México de permis de diffusion, auprès de la SCT, conformément à l'article 13 de la Loi Fédérale de Radio et Télévision.

« Le concessionnaire s'abstiendra de transmettre ce qui suit… »

L'accès des médias audiovisuels mexicains au spectre radiophique et hertzien est contrôlé juridiquement par un système de permis et concessions. Ce système est défini dans la Loi Férérale de Radio et Télévision (1960). L'article 14 précise ainsi que « *le concessionnaire [d'une station de radio ou de télévision] devra, en réalisant son travail d'information, s'orienter vers le peuple, de telle sorte que les informations qu'il offre devront être véridiques, objectives, sans distordre les faits ou impliquer des situations contraires à l'ordre public, aux bonnes moeurs, à la sécurité de l'Etat, à la responsabilité ou à la stabilité des institutions et aux intérêts du pays* ». L'article 18 indique également que « *le concessionnaire s'abstiendra de transmettre ce qui suit : n'importe quel type d'émission contraire à la sécurité de l'Etat, à l'intérêt public, aux bonnes moeurs, aux intérêts économiques du pays, à son développment harmonieux ou à la responsabilité ou stabilité de ses institutions; ou attaquer*

[1657] Avila Pietrasanta I., entretien, 2006. M. Rascón a été un leader de l'assemblée des quartiers, du mouvement urbain populaire des années 1980 à Mexico. C'est lui qui a créé le célèbre personnage de *Super Barrio*, figure du justicier au Mexique, qui est habillé d'un costume de catcheur. une figure de la lutte sociale luttant pour les communautés urbaines […]. On était préoccuppés par la question du contrôle médiatique »

les droits de tiers ou appeler à commetre un délit ou perturber l'ordre et la paix publique. Toute personne qui dénigrera ou offensera le culte civique des héros ou les croyances religieuses, ou discriminera un des peuples (razas) du pays ». Ce système permet un contrôle indirect des médias et limite les cas de censure formelle en favorisant des pratiques d'autocensure : les directions des chaînes de radio et de télévision ont intérêt à entretenir des relations prudentes avec le gouvernement en raison du risque de se voir retirer le permis de diffusion[1658].

L'alternance politique de 2000 constitue une aubaine pour les acteurs du mouvement qui intègrent le groupe de travail pour la révision intégrale de la législation sur les médias électroniques, mis en place en mars 2001. Or, au cours des négociations entre Amarc-Mexico et la SCT pour l'attribution de licences légales, entre 2002 et 2005, des luttes se jouent autour de la définition des catégories de « médias communautaires » et « médias indigènes ». Le terme de « communauté » renvoie pour l'ONG à un large spectre de groupes pauvres, marginalisés ou discriminés au sein de leurs communautés nationales : il ne s'agit pas seulement des indigènes, mais également des jeunes, des femmes, des homosexuels, des paysans, des ouvriers, etc. Ces acteurs se réfèrent au droit international[1659] et obtiennent l'appui d'organisations telles que la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme, l'UNESCO, le PNUD ou la Banque Mondiale. Au contraire, la SCT cherche au cours des négociations à réduire la notion de « communauté » aux « communautés indigènes », afin d'éviter la prolifération sur le territoire national de médias minoritaires non-contrôlés. Un compromis est trouvé lorsque la SCT accepte d'accorder des licences à des radios de communautés et d'organisations à but non lucratif[1660]. Cependant, le niveau de concentration du système médiatique mexicain, ainsi que le maintien des pratiques répressives au nom du respect de la loi sur la Radio et la Télévision (en particulier en 2002-2003)[1661] limite fortement

[1658] On trouve un système de contrôle indirect semblable dans la presse écrite. Une des particularités du contrôle de la presse au Mexique avant 2000, selon José Luis Benavides, réside non pas dans une volonté de censure du gouvernement, mais dans des pressions économiques indirectes. Les *gacetillas* sont ainsi des annonces de type publicitaire ou de propagande officielle, présentées comme des informations, qui émanent d'institutions gouvernementales (par exemple des ministères). La *gacetilla* constitue ainsi un « ingrédient clé dans un système de subventions gouvernemental à la presse » (Benavides J. L., « Gacetilla: a keyword for a revisionist approach to the political economy of Mexico's print news media », *Media, culture and Society*, 22, 2000, p. 85-104). Contrairement à ce qui a pu se passer aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne au XIXe siècle, où l'industrialisation et l'essor de la *penny press* grâce à l'introduction de publicité commerciale a conduit à l'affaiblissement de la presse radicale, politique et religieuse, au Mexique le système de subventions gouvernementales à la presse a été élaboré sous le régime de Porfirio Diaz (avant la révolution) pour éliminer cette presse. Ainsi, le boycott publicitaire des titres par le gouvernement a constitué la menace la plus forte : « l'annulation des contrats publicitaires a été un mécanisme bien plus effectif pour le contrôle de la presse écrite mexicaine que n'importe quel autre mécanisme structurel ». En effet, si l'on tient compte du niveau d'analphabétisme élevé dans la population et la concurrence des médias électroniques en matière de recettes publicitaires, le système de la *gacetilla* a rendu l'impératif d'augmentation des tirages quasiment inexistant : « la plupart des journaux du Mexique [...] ont des niveaux de circulation et des lectorat très faibles. Ce sont des journaux sans lecteurs mais constamment renfloués par les *gacetillas* » (*Ibid*., p. 93). Or cette situation a des conséquences sur leur contenu éditorial : les journaux mexicains font généralement un traitement très homogène, positif et a-critique des actions et plans du gouvernement et ceux du PRI. Ils créent ainsi un environnement favorable pour le gouvernement et les officiels du parti. Plusieurs journaux se sont opposés à la *gacetilla*, comme *La Jornada*, *Proceso* et *El Norte*. Mais même les médias qui sont en dehors de ce système en sont malgré tout dépendant indirectement dans leur production d'information, puisqu'ils utilisent abondamment des informateurs officiels.

[1659] Avila Pietrasanta I., Calleja Gutierrez A., Solís Leree B., « Derechos de los ciudadanos a la comunicación », *No más medios a medias… op. cit.*, p. 18-28.

[1660] Calleja A., entretien, 2006, Daniel I., entretien, 2006.

[1661] Aranda J., « Legal, el decomiso de 'bienes e inmuebles' a radiodifusoras que operen sin permiso », *La Jornada*, 30 mars 2006, p. 6.

le développement de ces médias non-officiels et non-commerciaux[1662]. Le « front citoyen » continue en 2006 de protester contre cette situation et négocier des mesures plus favorables aux médias communautaires[1663].

Le paradoxe de la reconnaissance juridique des médias « citoyens » est résumé dans le titre de l'ouvrage coécrit par Aleida Calleja et Beatriz Solis, d'Amarc-México : *Con Permiso*. Ce titre a un double sens. Le terme « *permiso* » désigne en premier lieu le *permis* juridique, qui, au terme de la mobilisation, conduit à la légalisation de neuf radios communautaires. Il désigne également la *permission* au sens moral, c'est-à-dire un *accord* donné sous condition de respect de l'autorité de l'Etat. On peut noter que l'expression « *con permiso* » est aussi une formule de politesse utilisée en espagnol pour s'introduire dans un espace occupé par d'autres personnes, et que l'on peut traduire par « *veuillez m'excuser* ». L'ambivalence réside dans le fait que les médias communautaires acquièrent une place dans le paysage juridique, mais leur position nouvelle les engage dans une relation de loyauté envers les instances qui leur ont accordé cette place. C'est d'ailleurs pour limiter les effets de cette dépendance que les militants s'engagent dans un processus d'internationalisation du référentiel de politique publique, qui conduit à un ajustement des catégories de mobilisation des entrepreneurs des « droits informatifs » au Mexique avec les catégories du droit international. Le processus de cadrage est stratégique dans un contexte où le gouvernement Fox entend incarner la transition démocratique. Le raisonnement suivi peut être résumé en quatre points :

1/ Il existe une législation internationale sur les droits à l'information et à la communication (article 19 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, textes de la Commission Interaméricaine des Droits Humains, etc.) ;
2/ Le nouveau gouvernement mexicain s'est engagé à respecter le droit international et les traités signés par ses gouvernements et ses entreprises, dont la liberté d'expression (article 6 de la Constitution Mexicaine) ;
3/ La situation des droits humains au Mexique est déplorable (rapports de diverses ONG) ;
4/ Il est donc nécessaire de rendre la législation internationale effective au niveau national : c'est une condition *sine qua non* de la démocratie.

Ainsi, les militants acquièrent peu à peu une expertise juridique et se consacrent à plein temps à la défense de la démocratisation des médias et la cause des médias communautaires. Ils intériorisent progressivement les contraintes politiques et bureaucratiques qui leur permettent de jouer sur les écarts entre les principes de l'Etat de droit et les pratiques privilégiant les intérêts des industriels privés des médias. Leurs différends avec les médias libres ne sont donc pas qu'idéologiques : contester la légitimité de l'Etat à intervenir dans la distribution des concessions est de plus en plus perçu comme une façon de contester la position même de ceux qui sont devenus des professionnels de cette cause. Il est ainsi remarquable d'observer qu'au moment de l'enquête, alors que les militants des « médias libres » s'investissent dans l'Autre Campagne des Néozapatistes, les militants des médias

[1662] Becerril A., « Protegidos, monopolios y concesionarios de televisión – Radios comunitarias verán limitado su crecimiento », *La Jornada*, 29 mars 2006, p. 7.
[1663] Becerril A., « Necesario, integrar un frente ciudadano contra la Ley Televisa, asegura Corral », *La Jornada*, 23 avril 2006, p. 10.

communautaires poursuivent parallèlement leur travail de pression auprès des autorités fédérales, dans le contexte de la mise en place d'une loi risquant de renforcer le monopole de la chaîne *Televisa*.

La lutte contre la « loi Televisa » (2005-2006)

La période 2005-2006 est marquée par le vote d'une modification de la *Ley Federal de Radio y Televisión*, appelée ironiquement *Ley Televisa*. D'après ses opposants, cette modification favoriserait la position de monopole des opérateurs de radio et de télévision privés, en particulier *Televisa* et, dans une moindre mesure, *Tv Azteca* et *Telefonos de México*. Ils acquièrent en effet, grâce à un « régime simplifié » d'accès au spectre électromagnétique, la possibilité d'opérer sur un triple marché : le marché de la téléphonie, le marché d'Internet à haut débit et le marché de la radiotélévision, sans rien avoir à payer en retour[1664]. Après un vote à l'unanimité par la chambre des députés fin 2005, une consultation publique est menée auprès de quarante-six personnalités et organisations de la société civile, qui rejettent la modification de la loi à 74 %[1665]. Ces opposants dénoncent principalement quatre aspects :

- l'*inconstitutionnalité* de la loi, qui favoriserait la concentration des médias électroniques et des services de télécommunication[1666] ;
- sa dimension *mercantile*, car elle élèverait le coût d'entrée pour les petits opérateurs privés ou les médias communautaires, sociaux, culturels ou publics et risquerait à terme de les faire disparaître[1667] :
- son aspect *anti-démocratique*, car elle affaiblit le rôle de l'organe régulateur de l'industrie de la radio et de la télévision, dont le président sera nommé par le chef de l'exécutif ;
- sa *contradiction avec les engagements internationaux* du gouvernement mexicain en termes de protection des droits à l'information et à la communication pour éviter le formation de monopoles et favoriser la création de stations de radio et de télévision communautaires et indépendants[1668].

[1664] Becerril A., Ballinas V., Garduno R., « Madrazo y dueños de medios electrónicos pactaron en 2005 », *La Jornada*, 29 mars 2006, p. 5.
[1665] Becerril A., « La consulta pública rechazó en febrero la reforma a la ley de radio y televisión », *La Jornada*, 30 mars 2006, p. 3.
[1666] Amador R. G., « A contracorriente global, la reforma provocará una mayor concentración », *La Jornada*, 29 mars 2006, p. 10.
[1667] Becerril A., « Protegidos, monopolios y concesionarios de televisión – Radios comunitarias verán limitado su crecimiento », *La Jornada*, 29 mars 2006, p. 7. L'acquisition d'un transmetteur digital exigé implicitement par la loi pour obtenir une concession – article 17-G – coûterait selon Aleida Calleja 500 000 dollars, soit environ dix fois le montant cumulé des gains réalisés par vingt radios culturelles indigénistes et sept projets expérimentaux pris en charge par la commission nationale de développement des peuples indigènes (Muñoz A. E., Solano L. P., « Los medios públicos, en riesgo de desaparecer, advierten especialistas », *La Jornada*, 30 mars 2006, p. 8).
[1668] Muñoz A. E., « Critica ONU a Fox por impulsar reformas a la ley de radio y tv », *La Jornada*, 30 mars 2006, p. 7.

La position dominante de *Televisa* au Mexique

Le Mexique représente l'un des marchés de médias de communication les plus importants d'Amérique latine avec le Brésil et l'Argentine. Les infrastructures de communication s'y sont implantées dans le cadre de politiques publiques nationales et de l'intégration du marché mexicain à l'économie nord-américaine[1669]. Les grands médias d'information appartiennent à un nombre réduit d'actionnaires. Cette forte concentration de la propriété des médias est particulièrement visible dans le secteur des agences publicitaires ou de l'industrie du disque[1670]. Cependant, le niveau de concentration est variable selon les types des médias considérés. Ainsi, on observe une concentration moindre dans la presse écrite que dans les médias électroniques[1671]. A. Musset rappelle qu'un nombre restreint de grandes familles, qui ont fait fortune dans la finance et l'industrie au cours des années 1940-1970, possèdent une bonne partie des médias de presse écrite et audiovisuelle, comme la famille Azcárraga. Emilio Azcárraga est le fondateur du groupe de communication *Televisa*, et sa famille contrôle plusieurs chaînes de télévision nord-américaines[1672]. Dans la période contemporaine, les grands conglomérats médiatiques sont dans un double processus d'intégration verticale et horizontale de leurs activités : ainsi, *Televisa* possède non seulement des chaînes de télévision, de radio, des industries de production cinématographique, de production éditoriale, de production de disques, des réseaux de distribution, de marketing, mais également des nights-clubs, des entreprises de divertissement pour les jeunes, des intérêts dans l'industrie agro-alimentaire, le secteur des services et des transports. Participant au processus d'expansion et de consolidation des médias observable dans l'ensemble des pays d'Amérique latine, le groupe *Televisa* s'est renforcé comme groupe multimédia monopoliste sur son marché national, tout en participant à des conglomérats internationaux dans les télécommunications[1673].

Cet exemple illustre des modalités d'investissement de la cause des médias alternatifs bien différentes de celles observées dans le cas du réseau des médias libres. L'intégration institutionnelle des acteurs leur offre en effet de nombreuses ressources politiques inaccessibles aux premiers, tout en les contraignant à mobiliser des catégories juridiques et la recherche d'alliés influents pour légitimer leurs revendications : on trouve ainsi dans les manifestations des intellectuels, des universitaires, des professionnels d'ONG, des médias de communication, ainsi que des sénateurs du PRI, du PAN et du PRD[1674]. La Loi est malgré tout approuvée au Sénat le 30 mars et le décret signé le 11 avril par le Président de la République et le Premier ministre, sans prise en compte du point de vue des opposants[1675]. Le « Front citoyen » formé contre la loi poursuit cependant la bataille en déposant un recours auprès de la Cour Suprême de Justice de la nation afin de déclarer la loi inconstitutionnelle, qui recueille les signatures de quarante-cinq sénateurs[1676].

[1669] Mattelart A., *La Communication-monde… op. cit.*, p. 22-32.
[1670] Hernandez M. E., « Algunas consideraciones para el estudio de los medios informativos mexicanos », *in* Le Bigot C. (coord.), *Presse et Médias au Mexique*, Mondes Hispanophones, 24, PUR, 1993, p. 27-33.
[1671] *Ibid.*
[1672] Musset A. *Le Mexique… op. cit.*, p. 102.
[1673] Fiol A., « Estado de los medios. Propriedad y acceso a los medios de comunicación en el mundo », *Chasqui*, 74, 2001.
[1674] Garduno R., Balinas V., « Durgen dudas e inconformidades entre panistas por la ley de radio y televisión », *La Jornada*, 29 mars 2006, p. 5.
[1675] Martinez F., « Se doblegó Vicente Fox y con su firma consolidó el duapolio de las televisoras », *La Jornada*, 12 avril 2006, p. 3.
[1676] Becerril A., « Necesario, integrar un frente ciudadano contra la Ley Televisa, asegura Corral », *La Jornada*, 23 avril 2006, p. 10.

C/ Une « ennemie de l'Etat » : la mobilisation des ressources transnationales

Pour donner une illustration concrète des ressources et contraintes institutionnelles spécifiques des militants mexicains des médias communautaires, cette section propose une étude de cas sur un fait divers politique qui implique A. Calleja, représentante d'Amarc-México en 2002-2005. La multipositionnalité de cette militante entre l'espace national et international, ainsi que son double statut de professionnelle d'ONG et de journaliste des médias communautaires lui fournit, en effet, des instruments de lutte politique dans un conflit particulièrement virulent avec un représentant de l'Etat fédéral.

Une professionnelle des médias communautaires

Figure 35 - A. Calleja (photographie personnelle de l'auteur, Ghana, 2009)

A. Calleja est née en 1968 dans une commune rurale de l'Etat de Puebla. Elle est la quatrième fille d'une famille dont le père est un paysan fortement impliqué dans le syndicalisme agricole des années 1970. Sa mère est femme au foyer. Elle suit sa scolarité à Puebla, une ville au sud de México. Elle y fait des études en communication à l'Université *Iberoamericana* entre 1990 et 1993.

A la fin de ses études, elle est embauchée par l'Institut National Indigéniste (INI) pour fonder et diriger une radio indigène à Cuetzalan, dans l'Etat de Puebla, produite par des Indiens mais propriété de l'Etat : *La Voz de la Sierra Norte* (1992-1997). Elle explique en entretien qu'elle éprouve quelques difficultés à se faire accepter dans un monde plutôt masculin et indien, étant elle-même femme et métisse. Elle est en effet en charge une émission d'information, mais également la directrice de projet.

Elle découvre Amarc lors de son assemblée mondiale à Oaxtepec en 1992. Elle apprend également à cette occasion les multiples expériences de radios communautaires en Afrique, en Asie, en Australie et en Amérique latine. Cette assemblée est vécue comme un moment décisif dans son engagement pour la promotion des radios communautaires, dont elle est déjà une professionnelle. Elle part travailler auprès de réfugiés guatémaltèques au Chiapas à la fin des années 1990, où elle s'investit dans les communautés néozapatistes. Elle s'installe ensuite à México, participant à la création de *Comunicacion Comunitaria*, une association civile consacrée à la production de médias communautaires en zone urbaine.

Elle va progressivement acquérir une expérience de l'international. Après une année où elle est invitée à l'université d'Hambourg pour un cours sur les femmes dans la mondialisation (2000), elle publie un premier livre sur le féminisme à l'ère de la communication mondialisée, en 2001 De retour au Mexique, elle devient la première

représentante élue d'Amarc-México en 2002 et se trouve au premier rang de la bataille pour la légalisation des radios communautaires auprès du Ministère des Communications et des Transports. Au cours de cette période (2002-2005), elle co-publie le livre *No mas medios a medias*, avec Irma Avila Pietrasanta et Beatriz Solis et *Con permiso*. Au cours de cette lutte, Amarc-Mexico multiplie les contacts avec des ONG nationales et internationales, mobilisant une stratégie de « boomerang » (*Boomerang* est d'ailleurs devenu le titre du magazine en ligne produit par l'ONG). Aleida Calleja voit son capital social s'élargir et se diversifier à l'international, acquière une aisance dans plusieurs langues, des compétences d'expertise juridique en matière de droits à l'information et à la communication, de médias communautaires, de luttes féministes et environnementales. Comme on va le voir, cette forte personnalité n'hésite pas à se confronter régulièrement aux représentants ministériels ou de la bureaucratie mexicaine. Cette trajectoire est consacrée par son élection au poste de vice-présidente d'Amarc international en 2007, lors de l'assemblée mondiale de l'ONG qui se tient en Jordanie.

Une « agression verbale »

Le 11 mai 2008, le site *Periodistas en Español*, un portail d'information en ligne basé en Espagne consacré au journalisme et à la liberté d'expression, publie un article intitulé : « *la journaliste mexicaine Aleida Calleja est accusée d'être une 'ennemie de l'Etat' par un fonctionnaire* »[1677]. L'article, précédé de la mention « IFEX » (*International Freedom of Expression eXchange network*)[1678], explique que l'intéressée a été « *agressée verbalement* » par le fonctionnaire mexicain Juan de Dios Castro Lozano, sous-procureur « *aux droits de l'homme, à l'attention aux victimes et aux services à la communauté* » (ci-après Castro). Selon un communiqué d'Amarc, les faits se sont produits le 21 avril précédent, au cours d'une réunion regroupant onze organisations internationales, qui se consacrent à la promotion et à la défense de la liberté d'expression et de la presse, notamment Reporters sans frontières, la Fédération Internationale des Journalistes et l'UNESCO. Ces organisations étaient présentes dans le cadre d'une mission internationale de documentation sur les attaques contre les journalistes et les moyens de communication au Mexique.

A la suite de ces événements, les membres de la mission envoient une lettre au Président de la République mexicaine, Felipe Calderón. Ils y expriment leur préoccupation face à cette accusation, dénoncent le manque de professionnalisme du fonctionnaire – d'autant plus surprenant qu'il est en charge des questions de droits de l'homme –, demandent des excuses du gouvernement fédéral, et informent le Président que cette « *affaire lamentable* » sera mentionnée dans le rapport final de la mission qui sera présentée dans les semaines à venir. Dans les jours qui suivent, plusieurs communiqués sont publiés sur les sites des organisations représentées dans la mission (ainsi, le premier est publié le 8 mai sur le site d'Amarc

[1677] *Periodistas en español*, « La periodista mexicana Aleida Calleja acusada de 'enemiga del Estado' por un funcionario », 11-5-2008., http://www.periodistas-es.org/reporteros/la-periodista-mexicana-aleida-calleja-acusada-de-enemiga-del-estado-por-un-funcionario [consulté le 7-2-2012].

[1678] Réseau international d'ONG, fondé en 1992 au Canada, qui compte quatre-vingt organisations de défense de la liberté d'expression et du droit à l'information à travers le monde.

international), envoyés sur des listes de diffusion, et repris par des médias écrits, audiovisuels ou sur le Web au Mexique et dans plusieurs pays étrangers.

On ne peut comprendre à quel point A. Calleja *saisit*, à l'occasion de cette « agression verbale », une opportunité de faire fructifier un capital relationnel et symbolique préalablement accumulé, sans revenir sur la construction d'une cause transversale et transnationale, celle de la défense des droits à l'information et à la communication dans la société civile mexicaine au cours des dix années qui ont précédé l'événement.

L'article de *Periodistas en Español* est en effet la reprise presque littérale d'un communiqué de l'IFEX. Sur les onze organisations représentées lors de la réunion du 21 avril à México, huit sont membres de ce réseau. Le communiqué de l'IFEX, publié le 9 mai en anglais et en espagnol sur son site Internet, puis le 16 mai en français, a été repris sur la plupart des sites des organisations membres, ainsi que des organisations non membres mais proches (comme *Periodistas en Español*). Mais l'IFEX n'est pas non plus l'auteur de ce texte, puisqu'il ne s'agit encore une fois que de la mise en ligne d'un texte déjà publié sur le site Internet d'Amarc, le 8 mai, un jour avant. L'information est donc rédigée par la source même, ce qui invite à une certaine prudence sur le récit des événements.

Un second document, envoyé le même 8 mai par Amarc permet en effet de s'interroger sur le travail d'interprétation des faits qui a été mené suite à l'affaire. Il s'agit encore une fois d'une reprise d'un article, publié dans le magazine d'investigation et de critique *Proceso*, le 5 mai, par le journaliste mexicain Alvaro Delgado. Dans cet article, un compte-rendu plus détaillé de la réunion est donné. Le lecteur y apprend que Juan de Dios Castro Lozano, le fonctionnaire désigné dans l'affaire, est proche du PAN (parti de droite au gouvernement) et qu'il est considéré par les membres de son parti comme un haut personnage. Il a été conseiller juridique de V. Fox et député. On notera que les rapports de force politiques intra-mexicains de l'affaire ont été écartés du communiqué final des ONG. La scène a lieu au siège du Palais du Procureur Général de la République, à Mexico. Les lieux (en raison de la diffusion à un public international) ne sont pas précisés dans les communiqués ultérieurs des ONG. Des éléments de contexte sont également rappelés, sur lequel il est intéressant de revenir.

Le récit détaillé des circonstances de l'affaire, par un journaliste mexicain travaillant dans un organe de presse politiquement proche des interviewés, permet à la fois de mieux comprendre ce qui s'est joué à cette occasion, et de fournir une nouvelle interprétation des faits donnée dans le communiqué final des ONG.

En premier lieu, la réunion a lieu dans des circonstances et un contexte où la majorité des présents sont étrangers (neuf sur treize). Ils sont également des professionnels de la défense des droits à l'information et de la liberté des journalistes, qui ont recueilli de nombreuses données de première main sur les violations de ces droits dans le pays au cours des deux dernières semaines. Ensuite, la réunion a lieu dans un contexte de double assassinat non résolu de journalistes, mais aussi après la publication du rapport annuel de Reporters Sans Frontières qui estime que le Mexique est à peu près aussi dangereux pour l'exercice du métier

de journaliste que des pays en guerre comme l'Irak. Le rapport de force ne semble pas donc très favorable au fonctionnaire.

En second lieu, c'est A. Calleja qui prononce la première l'expression « ennemie de l'Etat » auprès du fonctionnaire (ce que ne mentionne pas le communiqué final). Ce dernier semble saisir l'occasion pour faire exploser son mécontentement. Sans minimiser les risques auxquels elle s'expose (elle évoque un risque d'élimination physique, puisqu'elle est devenue une ennemie de l'Etat), on peut se demander dans quelle mesure A. Calleja n'a pas joué un coup, dont les bénéfices symboliques sont, *a posteriori*, non négligeables pour elle et les groupes qu'elle représente.

Ce petit fait divers politique permet de comprendre comment la transnationalisation des mouvements sociaux peut servir de ressource dans les rapports de force au niveau national, en montrant qu'A. Calleja, sans nécessairement être une calculatrice omnisciente, joue ici un jeu, certes potentiellement dangereux, mais dont elle maîtrise mieux les codes et les rapports de force implicite qu'une lecture superficielle et romantique de son « affaire » ne pourrait le laisser entendre.

L'analyse des logiques de structuration du réseau mexicain des médias communautaires montre ainsi la dimension stratégique et les contraintes de position spécifiques qui s'imposent aux acteurs dans le processus de construction du problème de la démocratisation du système médiatique. Ces derniers doivent se tenir doublement à distance du pôle radical et du pôle indigéniste, et trouvent des ressources de légitimation dans le droit international en matière d'information et de communication. Cette trajectoire collective est originale. On trouve en effet un processus en partie semblable dans l'évolution de la législation sur les médias en Israël et dans les Territoires occupés mais, comme dans le cas des médias « libres », il n'aboutit pas à la formation d'un mouvement organisé pour la défense des médias communautaires.

Section 2. Donner la voix aux sans-voix… ou la paix à l'*establishment* ? Les médias communautaires en Israël/Palestine après Oslo

La comparaison entre les logiques de mobilisations au Mexique et en Israël/Palestine pour légitimer l'existence d'un secteur des « médias de la société civile » montre, d'un côté, que les acteurs engagés dans les processus de légalisation des médias des « Arabes Palestiniens » cherchent à imposer de nouvelles catégories d'action publique, tout en se voyant imposer des catégories par les autorités locales et les bailleurs de fonds internationaux. La comparaison est redoublée par le fait que, si les législations sur les médias et la situation politique sont sensiblement différentes en Israël et dans les Territoires occupés, elles tendent dans les deux cas à imposer le vocabulaire et les logiques du secteur des ONG, au détriment du cadre de mobilisation « anti-occupation ».

A/ L'enjeu politico-juridique des médias communautaires dans le système médiatique israélien

Les années 1990-2000 ont vu émerger en Israël des débats publics portant sur la prolifération de « médias alternatifs », en particulier au sein de la population « arabe ».

« Israélisation » et « palestinisation » du « secteur arabe »

Si l'on se réfère aux catégories juridiques israéliennes, les « Arabes » représentent l'une des minorités (appelées officiellement « *secteurs* ») qui comprennent les Russes et les ultra-orthodoxes – et que l'on oppose à la « majorité juive »[1679]. Les Palestiniens arabes qui sont demeurés en 1948 dans le nouvel Etat d'Israël sont devenus *de facto* une « minorité nationale », dont l'existence est alors essentiellement regardée par les autorités israéliennes comme une « *menace démographique* » pour la nature juive de l'Etat, qu'il s'agit de « *diviser et contrôler* »[1680]. Une distinction est établie entre les citoyens juifs et le « secteur arabe », qui sont considérés comme deux « nationalités différentes ». Parmi les Arabes, on procède à deux autres distinctions, entre les groupes sédentaires et nomades, d'une part, et entre les différents groupes religieux (musulmans, druzes, chrétiens), d'autre part. Depuis la fin des années 1960, la situation a cependant évolué vers une plus grande intégration des Arabes dans le « melting pot » israélien[1681].

La période 1980-2000 est ainsi marquée par un renforcement politique du « secteur arabe » en Israël. Selon Laurence Louër, ce renforcement est la conséquence paradoxale de mécanismes internes au système politique israélien. Les partis arabes sont, en effet, parvenus progressivement à jouer un rôle clé lors des élections, qu'il s'agisse du Parti communiste ou

[1679] Louër L., *Les citoyens arabes d'Israël*, Paris, Balland, Voix et regards, 2003.
[1680] Honig-Parnass T., « Israel's Colonial Strategies… », *op. cit.*
[1681] Ram U., *The Changing Agenda of Israeli Sociology… op. cit.*

de formations nationalistes radicales qui revendiquent leur appartenance au peuple palestinien et acquièrent une grande importance au milieu des années 1980[1682]. Les Arabes d'Israël connaissent ainsi un double processus « d'israélisation » au plan sociologique et de « palestinisation » au plan idéologique, du fait des alliances entre les deux principaux partis israéliens (*Likud* et travaillistes) et de petites formations, qui comprennent des partis arabes nationalistes. Or ce processus conduit à des évolutions majeures dans le domaine des médias de la population arabe palestinienne.

Des médias « pour les Arabes » aux médias « par les Arabes » : fragmentation de l'espace public ou « multiculturalisme » ?

En Israël, deux types de « médias arabes » ont coexisté historiquement : les médias officiels *pour* les Arabes (par exemple les programmes en hébreu de la radio nationale *Kol Israël*), et les médias politiques créés *par* les Arabes (notamment les publications produites par des organisations politiques de gauche comme le PC)[1683]. Dans les années 2000, le paysage médiatique est relativement réduit en termes de variété de titres et de distribution[1684]. Avant les années 1990, la presse arabe en Israël était principalement produite par des partis politiques (c'était par exemple de cas d'*Alatihaad*, publié par le PC en 1944 et qui atteint en 2002 une diffusion quotidienne de 60 000 exemplaires) ou par des syndicats (comme l'*Histadrut*). Depuis, une presse commerciale et indépendante est apparue. Elle est financée par la publicité et par des fournisseurs indépendants plutôt que par des organisations politiques, bien qu'elle demeure proche de certains courants politiques. Au niveau local, on trouve aussi une grande diversité de journaux, de radios et de chaînes de télévision privés. En outre, un type nouveau de presse politique s'est développé au cours des années 1980 et 1990 : il s'agit d'une presse activiste issue de mouvements radicaux tels que les mouvements juifs ultra-orthodoxes d'extrême-droite[1685] ou les mouvements de la gauche pacifiste (*cf.* chapitres 4 et 5).

La définition des « médias alternatifs » en Israël balance ainsi entre des définitions militantes portées par des groupes extra-parlementaires et des approches visant à les intégrer au paysage médiatique national. Dans la littérature universitaire israélienne, on trouve trois principaux modèles et définitions des « médias alternatifs », dominés par une conception intégratrice de l'espace public au service de la construction de la nation. En 1996, Yaron Katz dénonce ainsi le risque de désintégration de l'espace public national du fait de la prolifération incontrôlée des chaînes pirates de télévision et de radio à travers le pays : « *la nouvelle ère de segmentation va venir soutenir le développement d'un esprit libéral fait d'individualisme, d'accomplissement de soi, d'hédonisme, de repli sur la sphère privée. Par définition, cela n'ira pas dans le sens de l'altruisme, du patriotisme, de l'investissement dans la collectivité, de la politique idéologique ou du besoin civique d'un espace public partagé* »[1686]. Douze ans

[1682] Louër L., *Les citoyens… op. cit.*, p. 17-167.
[1683] Caspi D., Limor Y., *The In/Outsiders… op. cit.*, p. 103-106.
[1684] Louër L., *Guide des Arabes d'Israël sur le Web*, 3e édition, Maison de l'Orient et de la Méditerranée, CNRS, Lyon, 28 janvier 2006. http://www.mom.fr/guides/arabisrael/arabisrael.html
[1685] AIC, « Settler Newspaper Closed », *News from Within*, I/8, 15 November 1985, p. 2-3.
[1686] Cité in Peri Y., « Minority Media in Sectorial Society », in *Telepopulism. Media and Politics in Israel*, Stanford University Press, 2004, p. 286.

plus tard, le même auteur regarde cependant avec moins d'inquiétude l'émergence en Israël d'un « *système bien établi de médias alternatifs* », « *résultat de la structure culturelle unique de l'Etat israélien et de ses politiques, qui ne répond[ait] pas aux besoins spécifiques de plusieurs secteurs de la société* »[1687]. Selon lui, les institutions politiques ont en effet répondu à une demande culturelle. La moitié de la population israélienne appartenant à trois groupes – « *issu de l'ex-URSS* » (20%), « *Arabe* » (18%), « *Ultra-orthodoxe* » (12%) – la légalisation de centaines de chaînes « pirates » créées par leurs membres depuis la fin des années 1960 aurait ouvert la voie à un système politique multiculturel et à une démocratisation de l'espace public national, désormais ouvert à ses composantes les plus marginales.

Comment expliquer ce changement de point de vue ? Des débats ont accompagné le Rapport du Comité Peled (1997), portant sur la question de savoir si une politique affranchie du marché constituait une menace pour l'unité culturelle nationale, et sur les contradictions entre cette politique et la supervision de l'Etat. Les défenseurs du paradigme sioniste (néo)fonctionnaliste promeuvent alors un modèle centraliste de la sphère publique nationale, fondée sur une forte homogénéité culturelle juive, tandis qu'une nouvelle génération d'élites sionistes (néo)libérales prône un modèle plus « pluraliste », au nom de la diversité culturelle ou des principes de libre-concurrence.

Deux universitaires israéliens expriment un point de vue plus nuancé sur la question de l'« intégration » des médias alternatifs au système médiatique israélien[1688]. Ils mettent en évidence l'influence des innovations technologiques sur le développement des médias alternatifs qui ont émergé et se sont développés aux côtés de la presse, de la radio et de la télévision : chaînes câblées pirates, radios pirates, cassettes amateurs, journaux locaux et petits périodiques, VCR domestiques, télévision à circuit fermé, bulletins et *newletters* de synagogues. Cette situation nouvelle contraste avec la centralisation du système médiatique israélien qui prévalait dans les années 1950 et 1960. Selon ces auteurs, l'impact de nouveaux moyens de communication, du fait des intérêts différents des communautés composant la société israélienne, est ambivalent. D'un côté, ils nourriraient des identités ethniques et linguistiques distinctes, risquant de créer à terme des « ghettos culturels ». Par exemple, la presse partisane israélienne fonctionnait traditionnellement comme une force centripète unifiant l'espace public politique israélien, mais elle aurait presque complètement disparu dans les années 1990 au profit de moyens de communication hétérogènes, définis en opposition au secteur public et privé, et jouant un rôle centrifuge pour les communautés religieuses fermées telles que les Ultra-orthodoxes. Mais d'autre part, ces médias aideraient également à absorber et à intégrer les nouvelles vagues de migrants (Russes, Américains) dans le système culturel israélien[1689]. L'analyse du processus d'« israélification » de la presse

[1687] Katz Y., « The Other Media… », *op. cit.*
[1688] Caspi D., Limor Y., *The In/Outsiders… op. cit.*
[1689] Yoan Peri propose une perspective assez proche. Selon lui, le système médiatique israélien des années 1990 et 2000 est un système hybride, structuré par un espace public national hégémonique, dominé par la culture sioniste (particulièrement sur les chaînes de télévision nationales) mais comprenant une myriade d'espaces publics locaux ou de minorités (Peri Y., « Minority Media… », *op. cit.*, p. 261-283). Si les médias ont participé activement à la construction de la « communauté nationale » israélienne depuis la création de l'Etat, récemment le paysage médiatique israélien s'est diversifié. Y. Peri distingue, outre la majorité juive, six groupes rassemblés selon des critères linguistiques, idéologiques ou géographiques : le « *groupe culturel russophone* », la « *communauté ultra-orthodoxe* », les « *Palestiniens israéliens* », la « *communauté religieuse nationale* », les « *habitants du Nord* » et les « *habitants du Sud* ».

arabe offre ainsi un exemple de cette ambivalence entre rôles centripète et centrifuge : « *La presse arabe sert une communauté ethnique et préserve une identité distincte […]. [Mais] dans une certaine mesure, la presse arabe nourrit également l'identité nationale palestinienne* »[1690].

Dans ces analyses, une problématique fonctionnaliste sous-tend la politisation du problème des médias « alternatifs » ou « communautaires », les auteurs n'interrogeant pas le fait que les définitions et les délimitations des « groupes sectoriels » sont les produits historiques de l'action des agents de l'Etat, particulièrement dans le cas des Palestiniens israéliens. De ce point de vue, l'offre des autorités israéliennes, en termes d'organisation légale du système médiatique, est analysé comme le résultat d'une « demande » sociale ou culturelle[1691]. Mais l'offre politique contribue fortement à définir la demande sociale en imposant des catégories mentales et statistiques pour désigner ces groupes sub-nationaux. Ce paradigme fonctionnaliste tient pour acquis l'existence d'un « système culturel national », en interprétant la prolifération des médias communautaires comme une menace ou comme un progrès du « multiculturalisme » – deux conception qui nient les revendications nationalistes palestiniennes. Ainsi, le reponsable des stations de radio « régionales », Nahman Shai, déclare en 2000 : « *aussi longtemps que [les Arabes d'Israël] ne demandent pas un Etat independant et ne menacent pas les fondements démocratiques d'Israël, ils peuvent diffuser tout ce qu'ils veulent* »[1692].

« Renforcer l'*empowerment* »

On peut remarquer que cette logique d'ouverture sous condition à la liberté d'expression est intégrée par les ONG israéliennes qui, comme par exemple *Hanitzotz Publishing House* (et, on l'a vu au chapitre 5, l'AIC), dépendent à la fois de fonds gouvernementaux et de l'aide internationale[1693]. Hanitzotz est en effet membre, en 2005, d'un réseau d'ONG avec le *Workers Advice Center* (spécialisé dans la défense des droits des travailleurs arabes) et *Sindyanna of Galilee* (spécialisé dans le commerce équitable). Les trois organisations comptent alors vingt-cinq salariés qui ne se définissent pas forcément comme des militants, mais plutôt comme des « professionnels »[1694]. Un indicateur de l'intégration des logiques d'ONG est fourni par un net changement de vocabulaire dans la présentation que l'organisation donne d'elle-même sur son site Internet. En 2004, son « premier objectif » est de « *trouver une solution juste au conflit israélo-palestinien* ». *Hanitzotz* appelle à la création d'un Etat palestinien viable, souverain en Cisjordanie et à Gaza, l'égalité complète des Arabes qui vivent en Israël ainsi que la reconnaissance pleine et entière de leur identité palestinienne[1695]. En 2009, la présentation est faite avec un vocabulaire plus proche des standards des ONG internationales : il s'agit de conduire des programmes éducatifs pour « *renforcer la capacité [empower] les femmes, les enfants et les jeunes des classes*

[1690] *Ibid.*
[1691] « Dans une série d'initiatives, le gouvernement a répondu aux besoins de différents secteurs culturels en permettant de nouvelles publications médiatiques sous la supervision des pouvoirs publics » (Katz E., « Alternative media… », *op. cit*, p. 393).
[1692] Cité in Peri Y., « Minority Media… », *op. cit.*, p. 276.
[1693] En 2004-2004, les bailleurs sont les suivants : *Broederlijk Delen* (Belgique), *CordAid* (Pays-Bas), *Danish Peace Foundation* (Danemark), *Global Ministries – United Methodist Church* (Etats-Unis), *Jerusalem Fund* (Etats-Unis), *Pontifical Mission* (Jérusalem-Est), *Terra Nuova* (Italie), *Welt Frieden Dienst – WFD* (Allemagne), *Women's World Day of Prayer* (Allemagne), *World Association of Christian Communication* (Grande-Bretagne), *X minus Y* (Pays-Bas). Source: site Internet
[1694] Roni B., entretien, 2005.
[1695] Site web de l'époque [consulté en décembre 2004].

laborieuses dans la communauté arabe pour qu'ils puissent valoriser leur position dans la société ». Le renforcement de leur « *identité* » et de leurs « *compétences* » est ainsi permis par une approche basée sur la « *créativité* » et la « *tolérance* »[1696].

B/ Les médias communautaires dans les Territoires occupés et « l'ONGisation » de la société palestinienne

Des enjeux en partie semblables accompagnent, après les accords d'Oslo, la promotion dans des Territoires occupés de « médias communautaires », qui visent moins à défendre le projet nationaliste palestinien qu'à encourager la « démocratisation » de la société palestinienne, la culture de paix ou encore la promotion du rôle du rôle des femmes ou des jeunes. La principale différence avec la situation en Israël réside dans le fait que l'Autorité palestinienne est structurellement dépendante de l'aide étrangère. Or, l'obtention d'une partie des fonds alloués à des projets de médias est conditionnée à un agenda politique généralement peu favorable au cadre de la lutte contre l'occupation. Une étude des sociologues palestiniens Sari Hanafi et Linda Tabar montrent ainsi l'émergence d'une « élite palestinienne globalisée » dans le sillage des accords d'Oslo, pour laquelle « les actions des acteurs locaux ont comme priorité des débats, des paradigmes de développement et des standards internationaux qui ne sont pas limités à leur contexte local »[1697]. L'élite palestinienne globalisée, qui se recrute parmi les membres d'ONG palestiniennes ou de représentants locaux d'ONG internationales, se caractérise par son soutien au processus d'Oslo, sa professionnalisation et sa proximité à un agenda international. Ses logiques sont en rupture avec celles du *leadership* local de la première *Intifada*.

L'ONGisation comme reconfiguration des rapports de force entre société civile et société politique

La mise en place de l'Autorité palestinienne en 1994 s'accompagne d'un renforcement des acteurs de l'industrie de l'aide internationale, en soutien à la reconstruction post-conflit (*post-conflict rebuilding*), au « processus de paix » (*peacebuilding*) et à la construction de la « société civile » (*civil society building*). Ces acteurs, majoritairement occidentaux, apportent des sommes considérables à l'économie palestinienne, mise à rude épreuve par l'*Intifada*, la poursuite de l'occupation israélienne, la gestion chaotique des affaires publiques et la corruption de l'Autorité, ainsi que la défection des Etats arabes après la Guerre du Golfe. Ces investissements contribuent à renforcer le réseau local des ONG palestiniennes dans les années 1990, comme l'illustre de façon emblématique la tentative de créer un ministère des Affaires des ONG en juin 1999[1698]. Cependant, cette « ONGisation » de la société palestinienne, marquée par une transformation de la morphologie du secteur (augmentation du nombre d'ONG, des budgets, professionnalisation croissante, tendance à la bureaucratisation des équipes administratives), conduit à un double processus de désencastrement

[1696] http://www.hanitzotz.com/
[1697] Hanafi S., Tabari L., *The emergence… op. cit.*, p. 26.
[1698] *Ibid.*, p. 48-49.

(*disembedding*) des relations sociales des professionnels d'ONG vis-à-vis du contexte local, et de réencastrement (*re-embedding*) dans des organisations internationales, des institutions financières et des gouvernements de l'Union européenne et des Etats-Unis. Or ce processus a de profondes conséquences sur les relations entre et dans les organisations. Dans le discours des ONG palestiniennes et internationales présentes sur place, les acteurs analysent ainsi la différence entre la première et la seconde *Intifada* comme le passage de formes de soutien solidaire à la lutte nationale, à une aide politiquement orientée, fondée sur l'importance de modèles de développement étrangers, et source de fragmentation interne . De ce fait, l'obtention de fonds est désormais conditionnée au soutien au processus de paix d'Oslo et à la coopération avec Israël[1699].

Volume et structure de l'aide internationale au Territoires occupés palestiniens dans la période post-Oslo[1700]

On compte environ 130 donateurs internationaux (agences de dons ou ONGI) dans les Territoires palestiniens autour de l'an 2000. Ces donateurs apportent 62 millions de dollars annuels au secteur des ONG, soit un total de 248 millions de dollars entre 1995 et 1998. Ces aides représentent entre 10 et 20 % de l'aide totale apportée au peuple palestinien par les donateurs internationaux.

Selon le ministère palestinien du Planning et de la Coopération Internationale, l'aide des donateurs à l'Autorité Palestinienne et aux ONG s'élève à 549 414 millions de dollars en 1996, et 432 259 dollars en 1997. Le premier secteur est l'éducation et la santé, puis l'agriculture, les services sociaux et culturels, le micro-crédit et les initiatives privées, l'environnement.

Les fonds destinés à financer des projets de promotion des droits de l'homme et la démocratie ont considérablement augmenté dans la seconde moitié des années 1990 : entre 1994 et 1997, ce secteur représentait 4,4 % du montant total des aides, contre 9,5 % en 1998.

Les groupes qui bénéficient de ces aides sont des organisations de défense des droits de l'homme, suivies de groupes pro-démocratie, les médias, l'éducation civique et les organisations de femmes.

Sur un plan géographique, 25 % des ONG palestiniennes sont situés à Gaza (soit 186, pour 35 % de la population), et 75 % en Cisjordanie (soit 338, pour 65 % de la population). On observe une forte concentration à Jérusalem et Ramallah (45 % du total des ONG, et 57 % si l'on ajoute Bethléem, qui bénéficie d'une aide « disproportionnée à sa population », selon S. Hanafi et L. Tabari, contrairement à des villes comme Hébron ou Naplouse).

Ce sont les Etats-Unis qui sont les bailleurs de fonds les plus importants entre 1995 et 1998, avec 19 % du total, mais cette proportion est relativement faible par rapport à la taille de leur économie, comparé par exemple à la Norvège (pays le plus « généreux » de ce point de vue).

Non seulement le renforcement du poids des acteurs internationaux rend les ONG palestiniennes de plus en plus dépendantes d'acteurs, d'agendas et de ressources matérielles et cognitives internationaux, mais les ressources en question sont de moins en moins fournies par des ONG de solidarité, et de plus en plus par des gouvernements dans le cadre de relations bilatérales ou multilatérales (Etats-Unis et Union européenne), des agences de développement (USAID), ou encore des programmes d'ajustement structurel, implantés par des institutions

[1699] *Ibid.*, « Agenda setting and negociation », p. 158-200.
[1700] Hanafi S., Tabari L., *The Making… op. cit.*

internationales (Banque Mondiale). Cette reconfiguration favorise une compétition croissante entre les ONG pour la reconnaissance internationale et l'obtention de fonds. Le processus entraîne, d'une part, une transformation de leurs activités, selon un schéma de ciblage des aides à des organismes intermédiaires « indépendants du gouvernement » (logique du projet et de l'*advocacy*), et d'individualisation des aides aux récipiendaires (qui ne sont plus fournies à des organisations qui défendent les droits nationaux, donc *collectifs*, mais les droits *individuels*). Cette politique favorise par conséquent une déconnexion des ONG avec les mouvements populaires traditionnels (partis politiques, syndicats, associations locales, comités populaires). Les programmes d'aide au développement sont construits en majorité hors du contexte de conflit, et éludent les questions politiques, comme celle de la poursuite de l'occupation. Ainsi, les projets qui ne rentrent pas dans les cadres définis par les bailleurs de fonds internationaux ont plus de risques de se voir exclus des financements.

« Si tu veux avoir une ligne radicale, il n'y a pas grand monde qui va te soutenir »

Cette configuration des rapports de forces se retrouve dans les propos des acteurs des médias « communautaires » palestiniens, qui doivent opérer en fonction de trois types de contraintes : celles de l'administration d'occupation, celles de l'Autorité palestinienne, celle des bailleurs de fonds internationaux. C'est ce que montre Bilal S., ce militant palestinien qui, quelques mois après l'échec d'*Indymedia Palestine*, s'engage dans un nouveau projet dont il est le directeur salarié en 2005 : le Centre de Médias d'Hébron. Cette ONG fondée grâce à l'aide de bailleurs de fonds internationaux, notamment italiens, se donne pour but de défendre « *la démocratie, les droits humains et la citoyenneté active* »[1701]. Ayant connaissance de son implication antérieure dans *Indymedia*, je m'autorise à lui poser une question renvoyant au cadre de mobilisation anti-occupation, qui semble le plonger dans un certain embarras.

« Q. Est-ce que les organisations avec lesquelles vous travaillez vous imposent certaines conditions pour vous attribuer des fonds ?
Bilal S. : Non, non… enfin disons qu'il y a des différences [entre les bailleurs], par exemple entre USAID et la Commission européenne. Ils ont deux manières de faire différentes. Nous, les Palestiniens, on se sent beaucoup plus à l'aise avec la Commission européenne qu'avec USAID […] parce que les Américains, ils t'imposent ce que tu dois faire, alors que la Commission européenne, c'est plus du genre : '*il faut couvrir ce sujet, comme par exemple la démocratie*' […]. Donc ce n'est pas une condition, c'est plus un projet, un agenda […]. Par exemple, ils s'assurent que tu as bien fait six ateliers là-dessus, un séminaire sur ça, etc. Ils contrôlent ce que tu fais, mais pas ce que tu dis. Ainsi, tu peux parler aux gens [de la démocratie] en accord avec leur culture, avec leur mentalité […]. De toute façon, comment veux-tu parler de démocratie à des gens qui ont une culture totalement différente ? Aujourd'hui, ce qui représente la démocratie, c'est l'Amérique. Alors la démocratie, ça veut dire opprimer les autres, envahir les autres ? C'est difficile pour nous de ne pas nous exprimer en fonction de ce que pensent les gens dans la communauté […]. Et c'est pour ça qu'on préfère travailler avec la Commission européenne parce qu'elle ne nous impose pas de conditions […].

[1701] Brochure de présentation.

Q. Dans la brochure de presentation du Centre de Medias d'Hébron, le thème de la formation démocratique [des communautés locales] est décrite comme étant « de toute première importance » ». Je peux te poser une question critique ? J'étais surpris de ne pas voir mentionné dans le document le mot 'occupation'.
Bilal [silence] : je n'avais pas vu ça… mais ce projet est encore une initiative naissante. On n'est pas un centre avec une vision politique […]. On essaie d'être aussi indépendants que possible – indépendants ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'occupation. C'est un projet, pas un centre comme… [hésitation] tu vois ce n'est pas comme un centre... Je ne sais pas comment t'expliquer, mais […] tout en n'ayant pas une orientation politique, sur le site web, on parle des réfugiés, de l'occupation, etc. […]. Mais tu as totalement raison. En ce qui me concerne, si je devais écrire des opinions politiques pour le centre je dirais sans détour que nous sommes contre ça et ça, et que nous sommes ceci et cela. Mais il y aurait comme un problème technique : personne ne nous soutiendrait, en particulier les bailleurs de fonds, si on parlait de choses comme ça ! Certains d'entre nous ont déjà eu l'expérience d'*Indymedia*. Mais si tu veux avoir une ligne radicale, il n'y a pas grand monde qui va te soutenir […] »[1702].

Ces propos sont particulièrement révélateurs car, contrairement au discours d'autres acteurs plus prédisposés à accepter les contraintes liées à l'ONGisation, Bilal S. a une trajectoire qui le fait davantage percevoir comme une contradiction le discours sur « l'indépendance de la société civile » quand elle se paie d'une dépendance à l'égard des exigences des bailleurs de fonds étrangers.

Dans le contexte post-Oslo, les leaders associatifs palestiniens ont en effet un intérêt croissant à se définir comme « a-politiques », au sens donné à ce terme par les ONG internationales, en référence à l'indépendance du secteur associatif vis-à-vis des intérêts gouvernementaux. Cependant, dans le cas palestinien, la lutte « politique » se rapporte historiquement à la lutte « nationale » visant précisément à la *création* d'un Etat indépendant. Or tout se passe comme si, plus des acteurs locaux s'investissent dans des carrières professionnelles ou des « projets internationaux », qui impliquent une dépendance croissante à l'aide extérieure, plus l'horizon de construction d'un Etat indépendant s'éloigne. Le réseau des ONG est par exemple très peu présent dans les manifestations des cinq premières années de la seconde *Intifada*[1703]. Leur rôle de « représentants de la société civile » auprès des acteurs internationaux apparaît ainsi largement artificiel.

De ce point de vue, ces ONG ne peuvent pas à proprement parler être qualifiées « d'a-politiques ». En effet, leurs dirigeants se politisent, mais principalement dans des réseaux internationaux (conférences régionales ou internationales, échanges avec les bailleurs de fonds, etc.), c'est-à-dire en grande partie en-dehors des institutions de l'Autorité palestinienne. Le problème posé par cette dépendance à des fonds et des agendas extérieurs est que dans le contexte post-Oslo, la situation locale est perçue par les organisations internationales d'aide au développement (comme USAID) comme une situation « post-conflit », et non comme une situation de « décolonisation ». Mais si les notions de

[1702] Bilal S., entretien, 2005.
[1703] Le 19 juin 2002, le quotidien palestinien de Jérusalem *Al-Quds* publie une pétition d'universitaires, de figures publiques et de leaders d'ONG qui critiquent les attentats-suicides en raison des victimes civiles qu'ils causent. Cette pétition est perçue par de nombreux Palestiniens comme une insulte à la mémoire des « martyrs » qui ont donné leur vie à la cause nationale, ou comme inappropriée, étant donné le contexte, si de telles critiques ne sont pas couplées à des propositions alternatives concrètes. (Hanafi S., Tabari L., *The emergence… op. cit.*, p. 18).

« colonisation » et « d'occupation » sont absentes du vocabulaire institutionnalisé des organismes internationaux concernés, elles correspondent à des réalités vécues au quotidien pour les habitants des « Territoires »[1704].

Cette imposition de problématique politique par des acteurs étrangers contribue donc à rendre difficile une articulation du « civique » (participation politique) et du « politique » (contestation politique), d'un côté, et à séparer le « politique » du « national », d'un autre. La situation se traduit par des tensions constantes entre les leaders de l'Autorité palestinienne et ceux des grosses ONG, qui sont perçus avec méfiance par les premiers en raison de leurs multiples liens internationaux, et parce que leurs activités peuvent se substituer ou être en compétition avec les domaines d'action publique de l'AP, qui y perd des capacités de contrôle sur des ressources et des services (santé, agriculture, éducation, etc.)[1705]. Par ailleurs, la taille des ONG n'est pas nécessairement proportionnelle à leur contribution aux processus de développement concrets, alors même que c'est un critère de sélection pour les bailleurs de fonds ou les « partenariats » des ONG internationales.

Cependant, comme le montrent les propos de Bilal S., l'agenda des bailleurs peut faire l'objet d'une réappropriation négociée. C'est du moins le cas lorsque ces derniers, qui occupent une position dominante dans les échanges, n'adoptent pas une posture d'inflexibilité (comme le fait USAID), ce qui limite alors drastiquement les marges de manœuvre et peut avoir des conséquences concrètes lorsque les fonds alloués sont destinés à financer le fonctionnement même de l'ONG (*core fundings*), et non des projets ponctuels (*project fundings*). Dans d'autres cas, la mise en place de projets impliquant les partenaires du « Sud » (selon la terminologie en vigueur) permet des échanges dialectiques avec les financeurs. Cependant, le choix des partenaires introduit des distorsions dans l'équilibre entre les ONG palestiniennes (par exemple lorsque les salaires attribués sont trois à quatre fois supérieurs à ceux d'un ministre du gouvernement, lorsque la gestion des projets implique de recruter des salariés bilingues en anglais, ou lorsque d'importantes ONG reçoivent des financements bien supérieurs à leur périmètre d'action, au détriment de structures plus restreintes mais jugées plus efficaces, etc.). Cette deuxième configuration se retrouve davantage chez les bailleurs de fonds européens, qui font preuve d'une plus grande flexibilité que les principaux financeurs étasuniens. Dans une minorité de cas, l'agenda global est l'objet d'une contestation (*voice*) par une fraction des acteurs palestiniens. S. Hanafi et L. Tabar montrent à partir de trois études de cas menées sur des ONG palestiniennes, que les réactions de leurs acteurs à la reconfiguration des rapports de forces locaux et internationaux varient selon les secteurs et les organisations considérés[1706].

[1704] Le terme « territoires » est employé par les acteurs de ces organismes internationaux (et de nombreux journalistes), qui l'amputent très souvent du qualificatif « occupés » utilisé dans le droit international public et les résolutions de l'ONU. Cet usage tend à faire disparaître la notion d'occupation du langage.

[1705] Il est à noter que les leaders de l'OLP sont en partie responsables de la situation, puisqu'ils ont écarté les ONG locales (dominées par les forces de gauche) lors de l'établissement de l'AP, en créant leurs propres institutions (ministères, etc.) sans tenir compte des compétences accumulées au cours des vingt années précédentes.

[1706] Reprenant le modèle d'A. O. Hirschman, les deux sociologues considèrent que, si les organisations de femmes sont un modèle de *loyalty* aux exigences des acteurs internationaux, le secteur de la santé correspond davantage à un modèle d'*exit* et les droits de l'homme à un modèle de *voice* (Hanafi S., Tabari L., « Donor Agenda Setting. Three Sectoral Case Studies: Women, Human Rights and Health », *The emergence… op. cit.*, p. 86-156).

Conclusion du chapitre 6

Ce dernier chapitre entendait mettre en évidence l'existence de logiques de mobilisations spécifiques aux militants de l'information engagés dans un travail de légitimation institutionnelle de la cause des « médias communautaires ». Les analyses proposées indiquent, contre une interprétation purement idéologique de la polarisation entre médias radicaux et citoyens, que cette dernière gagne à être analysée dans une perspective dynamique ; il s'agit d'intégrer à la fois les intérêts que trouvent les acteurs à intégrer des arènes institutionnelles (légalisation des radios communautaires, obtention de fonds de bailleurs internationaux) et les contraintes que leur impose ce positionnement. Il est ainsi impossible de concevoir ces trajectoires comme le fruit de stratégies entièrement maîtrisées, pas plus que comme devant obligatoirement conduire à une stricte obéissance aux intérêts des acteurs dominants du champ institutionnel. Les luttes visant à transformer les catégories par lesquelles les institutions étatiques pensent l'action publique en matière d'accès des groupes dominés à l'espace médiatique apparaissent ainsi susceptibles de maintenir durablement ces acteurs dans le jeu politique – le plus souvent dans des positions périphériques.

Les cas étudiés permettent de penser relationnellement les rapports entre les différents protagonistes, et de prendre en compte la variable transnationale dans leurs rapports de forces. Comme le remarquent P. Berger et T. Luckman, les groupes subversifs prennent toujours le risque de se voir réprimées, physiquement ou symboliquement, par les défenseurs « conservateurs » de l'ordre institutionnel existant. Cependant, plusieurs scénarios de résolution du conflit peuvent être envisagés à la lumière des développements qui précèdent. Premièrement, l'univers symbolique dominant peut être conservé intact, et les dissidents réprimés ou marginalisés (scénario du maintien conservateur, qui domine par exemple au Mexique en 2002-2003 ou dans les Territoires occupés durant l'*Intifada*). Dans un second scénario, les tenants de l'ordre institutionnel peuvent décider d'adapter l'univers symbolique, voire de modifier des éléments concrets de l'appareil institutionnel lui-même (comme la transformation de la législation sur les médias au Mexique et en Israël), afin de le légitimer aux yeux des fractions contestataires de la population (scénario du changement conservateur). Troisièmement, lorsque des groupes subversifs parviennent à imposer un rapport de forces qui leur est favorable, ils peuvent être en position d'intégrer l'ordre institutionnel existant, et former une nouvelle classe d'intellectuels réformateurs, qui concurrence la légitimité des anciens experts « officiels », réduits à un rôle d'arrière-garde (scénario du changement réformateur, qu'incarne l'obtention de permis par Amarc-Mexico en 2005).

Le processus d'institutionnalisation de la subversion que l'on observe dans les deux derniers scénarios conduit donc les acteurs à produire des machineries conceptuelles légitimant l'existence d'un secteur des médias distincts des médias publics et privés. La particularité de ces machineries est qu'elles sont fortement alimentées par des catégories politiques faisant l'objet de processus constants d'import-export international.

Conclusion de la troisième partie

Cette troisième et dernière partie avait pour objectif de comprendre les mécanismes concrets par lesquels se réalisent la production et la reproduction dans le temps des activités de militants des médias, aux marges du système politique et médiatique. L'analyse s'est développée en deux temps.

Le chapitre 5 a montré les logiques spécifiques qui dominent l'univers des médias du pôle « radical » : la construction d'organisation et de réseaux spécialisés de « médiactivistes » ; la mise en place d'espaces sociaux d'autonomie relative faiblement dotés en capital économique mais rétribuant symboliquement les comportements conformes aux représentations hétérodoxes des acteurs ; l'activation plus ou moins heureuse des réseaux et des ressources lors d'épisodes de mobilisation au cours desquels les acteurs locaux bénéficient du soutien de militants altermondialistes internationaux. Ainsi, les médias « libres » refusent toute forme de dépendance administrative ou financière à l'égard de l'Etat ou du marché, afin de préserver l'intégrité de leur univers symbolique alternatif, mais il s'exposent par là à des risques de répression ou une instabilité structurelle qui limite leurs possibilités matérielles de diffuser leurs idées.

Le chapitre 6 s'est intéressé ensuite aux logiques d'intégration institutionnelle des médias du pôle « citoyen », dont les acteurs cherchent à fonder leur légitimité en luttant avec les autorités publiques pour leur reconnaissance comme des acteurs à part entière du paysage politique et médiatique national. Ils bénéficient à ce titre d'une protection légale et de moyens plus substantiels que les premiers, mais doivent accepter certaines contraintes et négocier constamment les limites dans lesquelles leurs entreprises de mise en question de l'ordre symbolique sont socialement acceptables.

Conclusion générale

« La culture officielle est celle des prêtres, des académies et de l'Etat. Elle donne une définition du patriotisme, de la loyauté, des frontières et de ce que j'ai appelé l'appartenance. C'est cette culture officielle qui parle au nom de l'ensemble, qui tente d'exprimer la volonté générale, l'idée et l'éthique générales, qui détient le passé officiel, les pères et les textes fondateurs, le panthéon des héros et des traîtres, et qui purge ce passé de ce qui est étranger, différent ou indésirable. De là vient la définition de ce qui peut ou ne peut pas être dit, des interdits et des proscriptions nécessaires à toute culture voulant faire autorité. Il est tout aussi vrai qu'en marge de la culture dominante, officielle ou canonique, il existe des cultures dissidentes ou différentes, non orthodoxes, hétérodoxes, qui renferment de nombreux courants anti-autoritaires s'opposant à la culture officielle. On peut appeler contre-culture cet ensemble de pratiques associées à divers *outsiders* – pauvres, immigrants, bohèmes, anxieux, rebelles et artistes. Il émane de cette contre-culture une critique de l'autorité et une attaque contre ce qui est officiel et orthodoxe [...]. Aucune culture ne peut se comprendre si on n'a pas un sens quel qu'il soit de cette source de provocation créatrice toujours présente qui est la confrontation entre le non-officiel et l'officiel. Négliger cette agitation au sein de chaque culture et penser qu'il existe une homogénéité complète entre culture et identité revient à méconnaître ce qui est vital et fécond »

Edward Saïd

Porte-voix géant utilisé sur le tournage de *Robin des bois* (1922)

Cette étude comparait les stratégies déployées par deux réseaux militants de solidarité internationale pour diffuser publiquement leurs causes politiques, dans une conjoncture marquée par l'essor du cadre de mobilisation altermondialiste (1994-2006) : le mouvement néozapatiste (Chiapas, Mexique) et le mouvement anti-occupation (Israël-Palestine). Elle avait pour point de départ une interrogation. Comment expliquer que des conflits politiques si différents – la révolte des Indiens du Chiapas et les luttes contre l'occupation israélienne des Territoires palestiniens – puissent être considérés, dans certaines arènes politiques et médiatiques, dans les termes semblables de la lutte contre la « mondialisation néolibérale » ? Comment expliquer, parallèlement, que la lutte néozapatiste soit néanmoins plus facilement érigée en emblème de l'altermondialisme que la lutte anti-occupation ? Deux hypothèses ont été formulées pour répondre à ces questions. La première était celle d'une similarité des situations objectives des deux zones et la seconde celle d'une convergence subjective des représentations des acteurs. Les analyses ont montré qu'aucune de ces deux hypothèses ne permettait de répondre de façon entièrement satisfaisante à la question initiale.

Optant pour une démarche constructiviste visant à rendre compte au plus près des logiques pratiques de la circulation internationale de l'altermondialisme et de ses acteurs « périphériques », l'enquête s'est intéressée spécifiquement au rôle des médias des mouvements sociaux dans ces processus d'import-export symbolique. Elle a cherché à comprendre quelles conditions sociales contribuent ou non à donner un pouvoir « performatif » à leurs discours politiques contestataires sur la mondialisation néolibérale. J'ai défendu la thèse selon laquelle cette convergence partielle des cadres de mobilisation collective était le produit d'une série de choix tactiques et de contraintes intériorisées favorisant la production de discours politiques relativement indépendants de leurs conditions sociales de production. Tout en étant prises dans un dilemme structurel entre des positions de joueurs hors-jeu (*outsiders*) ou des positions dominées dans le jeu (*challengers*) – et sans que leurs efforts soient toujours couronnés de succès – ces entreprises de médiatisation alternative des conflits politiques parviennent à trouver des ressources et à se saisir d'opportunités favorables à la diffusion de leur cause.

Le travail s'est intéressé principalement à trois séries de facteurs permettant d'expliquer pourquoi des organisations militantes hétérogènes peuvent être amenées à

considérer comme quelque chose de politiquement *intéressant* l'investissement dans un répertoire médiatique « altermondialiste » : les processus d'internationalisation du capital politique des mouvements, la prise en compte de variations dans la couverture médiatique de la presse conventionnelle, l'existence de ressources et de contraintes spécifiques au militantisme de l'information.

La **première partie** visait ainsi à montrer la nécessité de prendre en compte les dynamiques historiques qui ont structuré, dans les années 1970-1980 les réseaux militants au sein desquels surgit ce militantisme de l'information, afin de saisir comment l'altermondialisme est construit, dans les années 1990-2000, comme un cadre mobilisateur par une fraction des acteurs. La comparaison des logiques de transnationalisation du mouvement néozapatiste, qui a fortement contribué à produire et exporter au plan international le discours de la lutte contre le néolibéralisme dans une période de déclin des idéologies révolutionnaires (chapitre 1), et du mouvement anti-occupation, davantage en position d'importer ce discours et de le redéfinir dans le contexte du conflit israélo-palestinien (chapitre 2), a mis en évidence le fait que la variable « objective » des rapports centres-périphéries affecte tous les aspects de ces luttes sociales doublement dominées au plan national et international : les opportunités politiques qui s'offrent à leurs acteurs ; leurs cadres de mobilisation ; leurs ressources politiques ; la construction des réseaux militants ; leurs répertoires d'action collective. En même temps, les rédéfinitions tactiques de leurs griefs, visant à faire bénéficier la cause du soutien de publics influents dans les pays occidentaux, ont des effets rétroactifs sur les acteurs locaux. Elles contribuent ainsi à objectiver dans des arènes politiques transnationales l'univers symbolique altermondialiste, selon un double mécanisme « d'homogénéisation globale » et « d'hétérogénéisation locale » (A. de Swann).

La **seconde partie** a ensuite souligné l'existence de relations entre les deux volets principaux du répertoire médiatique des mouvements : l'accès aux arènes médiatiques dominantes et la construction de réseaux médiatiques propres. Le chapitre 3 a mis en évidence, à partir d'une analyse quantitative et de témoignages, le fait que le réseau néozapatiste voit une diminution progressive de sa couverture médiatique dans la presse sur la période 1994-2006, après une phase d'attraction très intense pendant deux ans. A l'inverse, alors que le réseau anti-occupation se rétracte dans la période qui suit les accords d'Oslo (1994-2000), le déclenchement de la seconde *Intifada* produit sur lui deux effets : une augmentation de l'attention des médias sur le conflit israélo-palestinien et un retour du problème de l'occupation. Cette forte exposition médiatique est néanmoins compensée par la place accordée aux discours pro-israéliens en termes de « sécurité d'Israël » et de « terrorisme palestinien ». Dans le chapitre 4, j'ai montré que cette situation avait pour corrolaire, dans le premier cas, un fort investissement des organisations philo-zapatistes dans la production de réseaux alternatifs de communication, jouant tendanciellement un rôle de « compensation symbolique », tandis que les militants anti-occupation se tournent davantage vers des formes de mobilisations dans ou pour les médias dominants : les médias du mouvement sont dans ce cas plus orientés vers la « correction » des discours pro-israéliens dans les arènes médiatiques centrales.

La **troisième partie**, enfin, a montré que les pratiques et les représentations de ces militants altermondialistes spécialisés dans le travail médiatique ne sont jamais produites dans un vide social. A partir d'une réflexion sur le concept d'institutionnalisation, j'ai observé l'existence de deux principales stratégies déployées par les acteurs pour se maintenir durablement dans l'espace politique et médiatique. Le chapitre 5 étudiait ainsi les logiques « d'autonomisation fonctionnelle » des médias du pôle « radical », en soulignant le rôle d'objectivation des dynamiques de spécialisation militante, les fonctions stabilisatrices des espaces et des normes hétérodoxes de production médiatique, ainsi que le rôle essentiel des épisodes protestataires qui assurent les conditions de félicité – ou d'échec – de réseaux « médiactivistes » autonomes. Le chapitre 6 s'est intéressé, à l'inverse, aux logiques « d'intégration institutionnelle » des médias du pôle « citoyen », en étudiant l'intériorisation par les acteurs de catégories d'action publique nationale (indigénisme, minorité arabe) et leurs stratégies d'importation de cadres juridiques issus d'organisations internationales de défense des droits de l'homme (droits à l'information et à la communication, « *empowerment* » de la société civile par les médias communautaires). Cette analyse permet de montrer que les polarités internes entre des médias plus ou moins « institutionnalisés » résultent autant de divergences « idéologiques » que de luttes de distinction ayant pour enjeux la distribution de ressources limitées de légitimation et de pérennisation d'un « tiers secteur » des médias.

Ces analyses invitent donc à reconsidérer certains postulats qui dominent de nombreuses études consacrées aux médias alternatifs. On peut regrouper ces postulats en trois ensembles. Premièrement, les producteurs de médias alternatifs sont analysés comme des agents en rupture avec le *statu quo*, subversifs et indépendants, agissant en-dehors ou contre les institutions dominantes, en particulier l'appareil d'Etat, le marché capitaliste et les médias conventionnels (postulat d'hétérodoxie/autonomie). Deuxièmement, ces militants des médias sont facilement considérés comme des représentants de la « société civile » ou des groupes « subalternes » travaillant conjointement pour promouvoir des progrès sociaux par-delà leurs différences (postulat d'unité/coopération). Troisièmement, les médias alternatifs sont appréhendés comme étant le produit de délibérations démocratiques entre des groupes de citoyens marginaux ou minoritaires qui donnent ainsi la voix aux « sans-voix » dans l'espace public et renforcent des groupes sociaux travaillant à la pluralisation des débats (postulat des effets démocratiques/progressistes). Cette présentation simplifie à dessein certains traits des études menées sur le sujet, qui adoptent en général des points de vue plus nuancés. Cependant, elle entend souligner le fait que le point commun de ces études est leur propension à reprendre dans l'analyse les catégories politiques des acteurs qu'ils étudient. C'est ainsi que « donner la voix aux sans-voix » devient simultanément un slogan militant et une hypothèse scientifique à peine questionnée. L'étude proposée visait précisément à interroger ces fausses évidences pour mieux comprendre l'objet.

J'ai ainsi montré que l'opposition entre médias alternatifs et médias dominants était un construit social, et non une différence ontologique, c'est-à-dire le produit de croyances collectives, co-produites dans les rapports de forces complexes et évolutifs. Les représentations unifiantes de l'univers des médias alternatifs apparaissent de ce point de vue

comme des stratégies de présentation de soi de ces groupes comme « dynamiques, unis, nombreux et engagés »[1707] et tendent à masquer l'existence de luttes qui structurent fortement leurs relations. Enfin, à défaut de donner des réponses entièrement satisfaisantes à cette question en l'absence de données systématiques probantes[1708], considérer *a priori* que ces médias jouent un rôle « démocratique » mérite d'être interrogé, dans un contexte où leurs publics et leurs effets demeurent largement inconnus. Il convient de mon point de vue de s'interroger davantage sur les catégories d'évaluation des évaluateurs lorsqu'ils distinguent les médias progressistes des autres au risque d'exclure arbitrairement une partie des prétendants en consacrant les autres.

L'approche constructiviste adoptée dans ce travail montre qu'il existe ainsi de multiples catégories et typologies indigènes ou semi-savantes qui circulent, de manière explicite ou sous-jacente, dans ces univers. Or, la production de ces « discours sur soi » et des catégories participant au jeu d'étiquetage des activités est généralement réservée à une fraction des militants ou des universitaires participant eux-mêmes à ce jeu de qualification. Par ailleurs, les moments de mobilisation jouent comme autant de rituels de renforcement de l'identité collective, qui permettent une institutionnalisation et une visualisation progressives du mouvement des médias alternatifs comme mouvement relativement autonome par rapport aux autres secteurs de mobilisation. Les acteurs tendent ainsi à neutraliser le conformisme et à maintenir leur engagement dans le temps.

Cependant, un développement incontrôlé de recherches académiques sur les « médias alternatifs », insuffisamment réflexives sur cet objet et sur la dimension arbitraire des catégories linguistiques qui le décrivent, comporte un risque de segmentation de la réalité sociale qu'elles entendent éclairer, qui peut fonctionner comme une prophétie autoréalisatrice. Les agents les moins autonomes de ces espaces peuvent, en effet, être poussés à la recherche d'une forme de garantie d'authenticité ou de caution savante dans les discours académiques sur leurs pratiques. Ce phénomène comporte deux autres risques pour la recherche. Le premier, d'ordre épistémologique, est de renforcer l'hypothèse d'une relative autonomie des médias alternatifs, donc la pertinence d'un champ d'études spécifique sur cet objet. Un tel postulat me semble devoir être davantage réfléchi avant de poursuivre dans le sens d'une spécialisation de la division des tâches entre *alternative* et *mainstream media studies*. Le deuxième risque vient de ce que la faible autonomie des médias alternatifs et la recherche par leurs agents (socialement légitime mais scientifiquement problématique) de la « signification ultime » de leur activité peut facilement donner l'occasion au chercheur de s'exprimer en tant que spécialiste de pratiques labellisées « alternatives », dont il peut ou non partager les enjeux à titre individuel, mais qu'en tout état de cause il contribue à faire exister socialement par son simple statut de locuteur autorisé.

C'est dans cette perspective que ce travail a cherché à croiser les apports des recherches sur les médias alternatifs et la sociologie des mouvements sociaux, répondant en

[1707] Tilly C., « WUNC », in Schnapp J., Tiews M. (dir.), *Crowds*, Stanford, California, Stanford University Press, 2006.

[1708] Pour un exemple de pratiques d'évaluation des effets des médias communautaires dans une situation de conflit armé, voir Rodriguez C., Cadavid A., Duran O., « De la violencia al discurso. Conflicto y radios ciudadanas en el Magdalena Medio », in Rodriguez C. (ed.), *Lo que le vamos quitando a la Guerra. Medios ciudadanos en contextos de conflicto armado en Colombia*, Bogota, Centro de Competencia en Comunicación para América Latina, Friedrich Ebert Stiftung, 2008, p. 141-167.

partie à un programme de recherche ouvert par J. Downing[1709]. L'étude sociologique des médias des mouvements sociaux apporte ainsi des éléments de compréhension empirique et théorique à l'étude des mobilisations altermondialistes. Ces médias apparaissent en effet pour leurs acteurs comme des instruments *par lesquels* on lutte, mais aussi une cause *pour laquelle* on lutte. Cette spécialisation militante conduit à une relative autonomie de ces espaces de production symbolique et l'acquisition de compétences spécifiques chez les acteurs.

Dans *L'espace public*, J. Habermas analyse le rôle joué en Allemagne, jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, par les sociétés des Lumières, les cercles d'éducation, les sociétés secrètes des francs-maçons ou les ordres des Illuminés. Ces groupes étaient « des associations qui se constituaient par les décisions libres, c'est-à-dire privées, de leurs fondateurs, et qui ne recrutaient leurs membres que sur la base du volontariat et pratiquaient en leur sein des formes de communication égalitaires, la liberté de discussion, des décisions majoritaires, etc. »[1710]. On retrouve en Angleterre un phénomène très semblable à travers les *voluntary associations* qui se constituent au XVIIIe siècle et le courant du *popular liberalism* au XIXe siècle. Ces processus de communication exclus de la sphère publique dominante ne sont pas isolés : ils apparaissent en différents points, situés en marge de l'espace géographique et social, et l'exclusion de leurs membres contribue à la formation de sphères publiques spécifiques. Ainsi, « à côté de la sphère publique bourgeoise hégémonique, se présente d'autres sphères publiques sub-culturelles ou particulières aux classes sous des prémisses propres et qui ne sont pas immédiatement susceptibles de compromis »[1711]. A partir d'études portant sur la phase jacobine de la Révolution française et sur le mouvement chartiste, J. Habermas analyse ainsi l'ébauche d'une « sphère publique plébéienne », caractérisée par la mobilisation politique des couches inférieures rurales et de la population ouvrière urbaine. L'intérêt de cette analyse est de montrer l'ambivalence constitutive de cette sphère publique plébéienne : « d'un côté, il s'agit d'une variante de la sphère publique bourgeoise, puisqu'elle s'oriente selon son modèle. De l'autre, elle est davantage que cela, car elle déploie le potentiel émancipateur de la sphère publique bourgeoise dans un nouveau contexte social. La sphère publique plébéienne est pour ainsi dire une sphère publique bourgeoise dont les présuppositions sociales ont été suspendues »[1712]. L'exclusion des couches inférieures, mobilisées culturellement et politiquement, provoque ainsi une pluralisation de la sphère publique dans sa phase de formation[1713].

Le philosophe allemand Oskar Negt propose un prolongement critique de cette analyse en explorant le concept « d'espaces publics oppositionnels »[1714]. Pour lui, de nombreux groupes sociaux sont écartés de la délibération publique, y compris dans les démocraties

---

[1709] Downing J.D.H., « Social movement theories… », *op. cit.*
[1710] Habermas J., *L'espace public… op. cit.* p. IV.
[1711] *Ibid.*, p. V.
[1712] G. Lottes, cité in *ibid.*, p. VI.
[1713] « Le noyau institutionnel de la société civile est constitué par ces regroupements volontaires hors de la sphère de l'Etat et de l'économie qui vont, pour ne citer que quelques exemples, des églises, des associations et des cercles culturels, en passant par des médias indépendants, des associations sportives et de loisir, des clubs de débat, des forums et des initiatives civique, jusqu'aux organisations professionnelles, aux partis politiques, aux syndicats et aux institutions alternatives » *(Ibid.*, p. XXXI).
[1714] Negt O., *L'espace public oppositionnel*, Paris, Payot, 2007.

représentatives. Mais ces groupes socialement dominés agissent et prennent régulièrement la parole lors d'épisodes révolutionnaires ou de mouvements sociaux. Ils la prennent dans des espaces concrets d'expression et de délibération préexistants, tels que des conseils, des comités, des clubs, des coordinations, ou des espaces qu'ils inventent et font vivre en dehors de « l'espace public bourgeois ». Ces expériences de démocratie directe et de prise de parole autonome sont vécues très intensément par les acteurs, en contraste avec le caractère morne et aliénant du temps productif. On en trouve des exemples aussi bien, selon lui, en 1848 lors du Printemps des peuples, dans la Commune de Paris en 1871, dans les conseils de la Révolution allemande de 1918, dans l'Espagne de 1936, la Hongrie d'octobre 1956, ou lors des protestations de 1968.

Les « médias alternatifs » apparaissent de ce point de vue non seulement comme des instruments de communication et d'information dans ces espaces protestataires, mais des lieux d'expression d'une « expérience subjective » vécue sur le mode de la suspension ou de l'inversement provisoire des conventions dominantes de l'ordre politique et social. Dans la période de l'après-guerre froide prise ici en considération, les militants de ces médias participent de la circulation internationale des discours et des acteurs de l'altermondialisme. La construction de ce « nouvel esprit de l'anticapitalisme », réapproprié par des acteurs de zones périphériques de l'espace-monde aussi distinctes que le Chiapas et la Palestine, ne saurait se réduire à une simple réaction aux transformations objectives de la division mondiale du travail de domination, pas plus qu'à des stratégies opportunistes de construction d'un consensus par-delà les frontières. La mondialisation produit des croyances qui sont une partie intégrante de son processus même, quand des agents se mobilisent collectivement dans des luttes pour les imposer. Le caractère remarquable des luttes altermondialistes est d'avoir constitué la catégorie de la mondialisation elle-même comme un enjeu politique et construit ainsi des chaînes d'interdépendances complexes entre des coalitions extrêmement hétérogènes d'acteurs engagés dans un processus commun de subjectivation contestataire.

Annexes

Ces annexes ont pour but de proposer au lecteur un aperçu aussi complet que possible de la documentation, de la méthodologie et des informations recueillies au cours de cette recherche doctorale. Les annexes sont organisées en cinq parties.

Dans un premier temps, la **bibliographie** regroupe des travaux académiques. Ces publications de caractère scientifique prennent la forme soit de livres ou de chapitres d'ouvrages collectifs, publiés dans des collections universitaires (comme les *Presses Universitaires de France*), soit d'articles publiés dans des revues scientifiques (comme l'*American Sociological Review*). Il peut s'agir d'études générales (*Le Gouvernement du Monde* de J.-F. Bayart) ou de monographies spécialisées (*La Seducción de Marcos a la prensa* de G. Flores). Les références sont publiées dans trois langues, en français, en anglais et en espagnol. Les titres originaux ont été conservés.

Dans un second temps, le **corpus** regroupe des documents produits par les acteurs qui sont l'objet-même de l'étude, qu'il s'agisse de militants politiques, de journalistes, d'intellectuels engagés, de professionnels d'ONG ou encore de cinéastes et d'artistes. Ces documents prennent des formes variées, depuis l'ouvrage autobiographique (*Sur la frontière* de M. Warschawski) ou l'essai d'actualité (*Echos du Mexique indien et rebelle* d'A. Dell'Umbria), jusqu'à l'affiche ou le tract, en passant par l'article de presse écrite ou de site web, le rapports d'ONG, le documentaire vidéo, l'enregistrement d'émission de radio, etc.

Il va de soi que les titres référencés dans la bibliographie et le corpus ont été lus dans leur intégralité. Cependant, pour une minorité d'entre eux, qui sont essentiellement des ouvrages collectifs, il m'est arrivé de ne lire que les chapitres présentant un intérêt direct pour mon travail. Dans ce cas, j'ai fait suivre la référence du signe *.

La distinction entre la bibliographie et le corpus ne va pas toujours de soi. Elle tend en effet à suggérer qu'il existe une frontière étanche entre les productions des chercheurs, et les productions des acteurs. La plupart du temps, la classification des documents ne pose pas de problème, si l'on se base sur une combinaison d'éléments textuels et paratextuels. Dans certains cas cependant, une hésitation peut apparaître. Ainsi, des chercheurs publient des textes dans lesquels ils adoptent des points de vue engagés d'acteurs (en publiant par exemple une tribune libre dans un journal ou un essai d'actualité) et, inversement, certains acteurs publient des textes qui ont toutes les caractéristiques de travaux universitaires (par exemple

une monographie historique sur un mouvement social ou un essai de théorie politique). Pour résoudre cette difficulté, j'ai fait le choix de placer en bibliographie, et non dans le corpus, les références publiées dans des collections universitaires, même dans les cas où, dans le cadre de cette étude, les auteurs ou les contenus autoriseraient à les considérer comme des documents d'acteurs[1715]. La méthode peut paraître arbitraire en théorie, mais elle présente un avantage pratique : les références placées dans le corpus sont, sans ambigüité, des publications non-universitaires.

Je me suis autorisé une exception à cette règle, dans la partie de la bibliographie qui concerne l'objet central de cette recherche, à savoir les « médias alternatifs ». Comme je l'ai expliqué dans l'introduction de la thèse, étant donné la forte porosité des frontières entre l'univers académique et l'univers indigène en la matière, qui se retrouve dans la littérature consacrée à ces médias, la bibliographie comporte à la fois des références académiques et des documents du corpus. L'objectif est de fournir au lecteur une base de données bibliographiques étendue, qui pourra faciliter à l'avenir de nouvelles recherches sur le sujet.

La troisième partie des annexes présente en détail les différentes **méthodes d'enquête** empirique suivies dans le cadre de l'étude : recherches préliminaires, entretiens, questionnaire, observation participante et analyse de contenu. J'y présente également un outil de travail mis en place au cours de la thèse, en collaboration avec d'autres chercheurs, sous la forme d'une base de données en ligne.

La quatrième partie des annexes présente des **synthèses documentaires** sur des points théoriques ou historiques.

Enfin, le volume d'annexes présente une liste des **abréviations** utilisées dans la thèse.

[1715] Je pense par exemple à certains travaux de l'économiste marxiste égyptien S. Amin, proche du mouvement anti-occupation, du politiste mexicain P. Gonzales Casanova, proche du mouvement néozapatiste, de l'historien I. Wallerstein, figure du Forum Social Mondial, ou encore du sociologue français P. Bourdieu. Ainsi, bien que l'essentiel du travail de ce dernier soit de caractère universitaire, il est parfois rangé dans la catégorie de « penseur altermondialiste » (par exemple, à l'instar de S. Amin et I. Wallerstein, dans l'ouvrage *La Pensée altermondialiste*). Cette classification n'est pas injustifiée puisque P. Bourdieu a publié à la fin de sa vie de nombreux textes politiquement engagés contre le néolibéralisme (*Propos pour servir à la lutte contre l'invasion néolibérale*). Par choix, lorsque de tels auteurs étiquetés « altermondialistes » publient dans une collection universitaire, je classe la référence en bibliographie. Lorsqu'ils publient sur un support non-académique (tribune dans la presse, analyse politique dans une revue militante, essai d'actualité chez un éditeur engagé, etc.), je classe la référence dans le corpus.

Bibliographie

Les références bibliographiques présentées ci-après proviennent d'un travail de recherche réalisé durant plusieurs années, sur plusieurs sites à la fois physiques et virtuels. Une partie des recherches a été menée dans des bibliothèques universitaires, en France (IEP de Rennes, Universités de Rennes 1 et 2, Bibliothèque Nationale de France, Institut du Monde Arabe, Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine), dans les Territoires occupés palestiniens (Université de Bir Zeit), en Israël (Université hébraïque de Jérusalem), au Chiapas (Université de San Cristobal de las Casas) et à Mexico (Faculté de Science Politique de l'Université Nationale Autonome de Mexico). Une autre partie des recherches a été menée sur des portails de revues de sciences humaines et sociales (Cairn, Persée, BiblioSHS, Sage, etc.) et sur les sites web de revues scientifiques. Enfin, des références (dont certaines se sont révélées d'une importance cruciale) ont été trouvées par hasard chez des libraires de livres anciens et d'occasion.

La bibliographie comporte des travaux de sciences sociales couvrant différents sous-champs disciplinaires (sociologie politique, relations internationales, sciences de la communication, histoire, anthropologie) et des aires géographiques variées (à commencer par Israël/Palestine, le Mexique et le Chiapas, mais pas uniquement). Afin de faciliter l'utilisation de la bibliographie pour le lecteur, les ouvrages, articles, thèses et mémoires consultés (environ sept cent) sont présentés selon une double classification, par ordre alphabétique dans un premier temps, puis par ordre thématique dans un second temps.

Classement alphabétique

A

ABLINE Pierre**,** *Associations locales de solidarité internationale, ONGs, institutions, et municipalité dans la coopération décentralisée pour le développement*, mémoire M1, IEP Rennes, 2005.

ACCARDO Alain, *Journalistes, précaires, journalistes au quotidien*, Marseille, Agone, 2007.

ADDI Lahouari, *Sociologie et anthropologie chez Pierre Bourdieu. Le paradigme anthropologique kabyle et ses conséquences théoriques*, Paris, La Découverte, 2002.

ADORNO Theodor, « L'industrie culturelle », *Communications*, 3/3, 1964, p. 12-18.

AGRIKOLIANSKY Erik, FILLIEULE Olivier, MAYER Nonna (dir.). *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris : Flammarion, 2005*.

AGRIKOLIANSKY Eric, « Du tiers-mondisme à l'altermondialisme : genèse(s) d'une nouvelle cause », in AGRIKOLIANSKY Eric, FILLIEULE Olivier, MAYER Nonna (dir.), *L'altermondialisme en France… op. cit.*, p. 43-73.

AGRIKOLIANSKY E, SOMMIER I. (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste. Le second forum social européen*, Paris, La Dispute, Série « Pratiques politiques », 2005*.

AGUILAR SANCHEZ Martin, *Mouvements sociaux et démocratie au Mexique - 1982-1998. Un regard d'un point de vue régional*, Paris, L'Harmattan, Logiques Politiques, Paris, 2005.

AGUIRRE ROJAS Carlos Antonio, *Mitos y olvidos en la historia de México. Memorias y contramemorias en la nueva disputa en torno del pasado y del presente histórico mexicanos*, México, Ediciones Quinto Sol, 2003.

-, *Les leçons politiques du néozapatisme mexicain. Commander en obéissant*, Paris, L'Harmattan, 2010.

-, ECHEVERRIA, B., MONTEMAYOR, C., WALLERSTEIN I., *Chiapas en perspectiva histórica*, Mexico, Universidad Autónoma de Querétaro, 2004.

ALBERT C., « Presse et pouvoir au Mexique », in LE BIGOT C. (coord.), *Presse et Médias au Mexique*, Mondes Hispanophones, 24, PUR, 1993, p. 35-43.

ALBERTANI Claudio, « Toni Negri et la déconcertante trajectoire de l'opéraïsme italien », *A contretemps*, 13, septembre 2003.

ALBRECHT David, *et alii*, « Les espaces ruraux », *L'Amérique Latine*, Paris, éditions SEDES/CNED, 2005, p. 277-300.

ALFARO MORENO R.M., « Culturas populares y comunicacion participativa : en la ruta de las redefiniciones », *Comunicación*, 126, 2004, p.13-19.

ALIMI Eitan, « Discursive Contention: Palestinian Media Discourse and the Inception of the 'First' Intifada », *The Harvard International Journal of Press/Politics*, 12/4, Sage Publications, 2007, p. 71-91.

ALLAN Stuart, THORSEN Einar (Ed.), *Citizen Journalism. Global Perspectives*, Peter Lang Publishing Inc., New York, 2009.

AMIN Samir, « Etat, politique et économie dans le monde arabe », in CASANOVA, P. G. (dir.), *Etat et politique dans le Tiers Monde*, Forum du Tiers Monde, L'Harmattan, 1994, p. 141-173.

AMIRAUX Valérie, « Les limites du transnational comme espace de mobilisation », *Cultures et Conflits*, 33-34, 1999, p. 25-50.

ANDERSON Benedict, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme* (1983), Paris, La Découverte & Syros, col. Poche, Sciences humaines et sociales, 2002.

ANDEANI Tony, *Un être de raison. Critique de l'homo oeconomicus*, Paris, Syllepse, 2000.

APPADURAI Arjun, *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation* (1996), Paris, Payot, 2001.

ARBOIT Gérald, MATHIEN Michel (dir.), *La guerre en Irak. Les médias et les conflits armés*, Bruxelles, Bruylant, col. Médias, Sociétés et Relations Internationales, 2006*.

ARBOIT Gérald, « Médias et déclenchement des guerres. Quelle révolution dans les affaires militaires ? », in ARBOIT Gérald, MATHIEN Michel (dir.), *La guerre en Irak… op. cit.,* p. 29-46.

AREF NAJJAR, Orayb, « Palestine », in Kamalipour, Y.R., Mowlana, H. (eds.), *Mass Media in the Middle East. A Comprehensive Handbook*, Greenwood Press, Wesport, Connecticut, London, 1994, p. 213-228.

-, « The 1995 Palestinian Press Law: A Comparative Study », *Communication Law and Policy*, 2/1, 1997, p. 41-103.

ARON Raymond, *Introduction à la philosophie politique. Démocratie et révolution*, Paris, Le Livre de Poche, 1997.

ARQUEMBOURG Jocelyne, « De l'événement international à l'événement global : émergence et manifestations d'une sensibilité mondiale », *Hermès*, 46, CNRS Editions, 2006, p. 13-21.

ARQUILLA John, RONFELDT David (eds.), « Emergence and Influence of the Zapatista Social Netwars », in *Networks and Netwars : The Future of Terror, Crime, and Militancy*, RAND, 2001, p. 171-199.

ATKINSON Joshua, « Networked Activists in Search of Resistance: Exploring an Alternative Media Pilgrimage Across the Boundaries and Borderlands of Globalization », *Communication, Culture and Critique*, 2/2, June 2009, p. 137-159.

ATTON Chris, « A reassessment of the alternative press », *Media, Culture and Society*, 21/1, London, Thousand Oaks and New Delhi, Sage Publications, 1999, p. 51-76.

-, *Alternative Media*, London, Thousands Oaks and New Delhi, Routledge, Sage Publications, 2002.

-, « What is 'alternative journalism'? », *Journalism*, 4/3, London, Thousand Oaks and New Delhi, Sage Publications, 2003, p. 267-272.

-, *Alternative Internet. Radical Media, Politics and Creativity*, Edinburg, Edinburgh University Press, 2004.

AOUN Elena, « La campagne civile internationale pour la protection du peuple palestinien : solidarité transnationale contre logique sécuritaire ? », Colloque SEI « Les solidarités transnationales », 21/22 octobre 2003.

AUBRY Andres, *Chiapas a contrapelo. Una agenda de trabajo para su historia en perspectiva sistémica*, México, Editorial Contrahistorias/Centro de Estudios, Información y documentación Immanuel Wallerstein, 2005.

AUSSANT Typhaine, *Quand la presse fait de la résistance. Etude de quatre revues culturelles pas comme les*, mémoire M1, IEP Rennes, 2010.

AUSTIN John L., *Quand dire, c'est faire* (1962), Paris, Seuil, 1970.

AVISSE Sébastien *Les piqueteros argentins, allers-retours entre l'Etat et la route*, mémoire M1, IEP Rennes, 2006.

AVRAHAM E., « Press, Politics, and the Coverage of Minorities in divided Societies: The Case of Arab Citizens in Israel », *The International Journal of Press/Politics*, 8/4, 2003.

AWAD Gloria, « *Al Jazeera* : retour de flux entre l'identitaire et l'universel », in ARBOIT Gérald, MATHIEN Michel (dir.), *La guerre en Irak… op. cit.*, p. 217-234.

AYALON Ami, « The Arab States and the Press, 1918-1945: Palestine », in *The Press in the Arab Middle east. A history*, New York, Oxford, Oxford University Press, 1995, p. 95-101.

AZAM Geneviève, « Economie sociale, tiers secteur, économie solidaire, quelles frontières ? », *Revue du MAUSS*, Paris, La Découverte, 21/1, 2003, p. 151-161.

B

BADIE Bertrand, « Formes et transformations des communautés politiques », in GRAWITZ Madeleine, LECA Jean, *Traité de Science Politique*, Tome 1, Paris, PUF, 1985, p. 598-663.

-, HERMET Guy, *Politique comparée*, Thémis, Science politique, PUF, 1990.

-, *L'Etat importé. L'occidentalisation de l'ordre politique*, L'espace du politique, Fayard, 1992.

-, *Les deux États. Pouvoir et société en Occident et en terre d'Islam* (1986), Paris, Points-Essais, Fayard, 1997.

BAIER Vicki Eaton, MARCH James G., SAETREN Harald « Décision et mise en œuvre: une série d'ambiguïtés », in MARCH James G., *Décisions et organisations*, Paris, Editions d'organisation, 1991.

BALANDIER Georges, *Sociologie actuelle de l'Afrique noire. Dynamique sociale et Afrique* Centrale (1955), Paris, Quadrige, PUF, 1982.

BALDWIN C. B. T., « Israel », in KURIAN, George T. (eds.), *World Press Encyclopedia*, Second Edition, London, Mansell Publishing Limited, 2003, p. 474-482.

BALLE Catherine, *Sociologie des organisations*, Paris, PUF, 1990.

BANCEL Nicolas, BLANCHARD Pascal, LEMAIRE Sandrine, *La Fracture coloniale. La société française au prisme de l'héritage colonial*, Paris, La Découverte, 2005*.

BANERJEE Subhabratra B., LINSTEAD Stephen, « Globalization, Multiculturalism and Other Fictions; Colonialism for the New Millenium? », *Organization*, 8/4, 2001, p. 683-722.

BARON Xavier, *Les Palestiniens. Genèse d'une nation* (2000), edition revue et mise à jour, Paris, Le Seuil, Points histoire, 2003.

BARTHES Roland, *Mythologies*, Paris, Points, 1957.

-, *Le degré zéro de l'écriture. Eléments de sémiologie* (1953), Paris, Gonthier, 1964.

BASCHET Jérôme, *La rébellion zapatiste. Insurrection indienne et résistance planétaire*, Champs Flammarion, Paris, 2005.

BATTISTELLA Dario, « La théorie des relations internationales », in COHEN, Antonin, LACROIX, Bernard, RIUTORT, Philippe (dir.), *Nouveau manuel… op. cit.*, p. 667-678.

BAUX P., « Modèles de persuasion et parrainage sportif », *Revue Française de Marketing*, n°131/1, 1991, p. 51-67.

BAYART Jean-François, *Le Politique par le bas en Afrique noire. Contributions à une problématique de la démocratie*, avec Achille Mbembe et Comi M. Toulabor, Paris, Karthala, Coll. Les Afriques, 1992.

-, *Le gouvernement du monde. Une critique politique de la globalisati*on, Paris, Fayard, 2004.

BEAUD Stéphane, PIALOUX, Michel, *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris, Fayard, 1999.

BECERRA ACOSTA M., FERNANDEZ C., F., CURIEL F., GRANADOS CHAPA M. A., *Prensa y radio en México*, México, Centro de Estudios de la Comunicación, Facultad de Ciencias Políticas y Sociales, UNAM, 1978.

BECKER Howard, *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance* (1963), Paris, Métailié, 1985.

-, *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*, Paris, La Découverte, 2002.

-, *Ecrire les sciences sociales. Commencer et terminer son article, sa thèse ou son livre* (1986), Paris, Economica, Coll. Méthodes des sciences sociales, 2004.

BEINEN J., « The Palestine Communist Party 1919 – 1948 », MERIP Reports, 55, March 1977, p. 3-17.

BENAVIDES J. L., « Gacetilla: a keyword for a revisionist approach to the political economy of Mexico's print news media », *Media, culture and Society*, 22, 2000, p. 85-104.

BENDELAC Jacques, « Une économie précaire », *L'économie palestinienne. De la dépendance à l'autonomie*, Paris, L'Harmattan, 1999.

BENNET W. L., « New media power. The Internet and Global Activism », in COULDRY N., CURRAN J. (eds) *Contesting Media Power: Alternative Media in a Networked World*, Lanham: Rowman and Littlefield, 2003, p. 17-37.

BENNET V., « The Evolution of Urban Popular Movements in Mexico Between 1968 and 1988 », in Escobar A., Alvarez S. E. (eds.), *The Making of Social Movements in Latin America. Identity, Strategy and Democracy*, Boulder, Oxford, 1992, p. 240-259.

BERGER Peter, LUCKMAN, Thomas, *La Construction Sociale de la Réalité* (1966), trad. de l'américain par Pierre Taminiaux, 2e éd., Paris, Armand Collin, 2002.

BERGERON Henri, SUREL Yves, VALLUY Jérôme, « L'*advocacy Coalition framework*. Une contribution au renouvellement des études de politiques publiques ? », *Politix*, 41, 1998, p. 195-223.

BIAREZ Sylvie, « Repenser la sphère locale selon l'espace public », dans FRANÇOIS B., NEVEU E. (Dir.), *Espaces publics mosaïques : acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains*, Rennes, PUR, 1995, p. 267-283.

BILLAUDOT Bernard, « Les trois modèles de gouvernance mondiale », *L'Économie politique*, 23/3, 2004, p. 99-106.

BISHARA Amahl, « Local Hands, international news. Palestinian journalists and the international media », *Ethnography*, 7/1, 2006, p. 19-46.

BLANC J., LE BOT Y., HOCKENGHEM J., SOLIS R., *La fragile Armada. La marche des zapatistes*, Paris, Métaillé, 2001.

BLASCO Nathalie, « Quel pouvoir des sites Internet d'information concernant l'EZLN sur la sphère politique mexicaine et l'opinion publique internationale ? », *@mnis, Revue de Civilisation Contemporaine de l'Université de Bretagne Occidentale*, 2004.

BLEIL S., « Avoir un visage pour exister publiquement : l'action collective des sans terre au Br&ésil », *Réseaux*, 129-130/1, 2005, p. 123-153.

BLOCH Marc, *Réflexions d'un historien sur les fausses nouvelles de la guerre* (1921), Paris, Editions Allia, 1999.

BLONDEAU Olivier, (avec la collaboration de Laurence Allard), *Devenir Média. L'activisme sur Internet entre défection et expérimentation*, Paris, Editions Amsterdam, 2007.

BLONDIAUX Loïc, *Le nouvel esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative*, Paris, Seuil, La République des idées, 2008.

BOB Clifford, *The Marketing of Rebellion. Insurgents, Media and International Activism*, Cambridge University Press, 2005.

BOLTANSKI Luc « Les systèmes de représentation d'un groupe social : les 'cadres' », *Revue française de sociologie*, 20/4, 1979, p. 631 – 667.

-, DARRE Y., SCHILTZ M.-A. « La dénonciation », *Actes de la recherche en sciences sociales*. 51, mars 1984, p. 3-40.

-, « Sociologie critique et sociologie de la critique », *Politix*. 3/10-11, 1990, p. 124-134.

-, *La souffrance à distance. Morale humanitaire, médias et politique*, Paris, Métailié, 1993.

-, CHIAPELLO Eve, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

BONFIGLIOLI Chiara, BUDGEN Sébastien, *La planète altermondialiste. Guide critique de la pensée de Samir Amin, Pierre Bourdieu, Bernard Cassen, Noam Chomsky, Susan George, Naomi Klein, Sous-Cdt Marcos, Toni Negri, Arundhati Roy, etc.*, Paris, Textuel, La Discordre, 2006*.

BONIFACE Pascal, « Le choc des civilisations et le conflit israélo-palestinien », *Revue internationale et stratégique*, 53/1, 2004, p. 11-23.

BONNAFE P., CARTRY M., « Les Idéologies Politiques des Pays en Voie de Développement », *Revue Française de Science Politique*, vol. 12, n° 2, 1962, p. 417-425.

BONNEMAISON Joël, « Le territoire enchanté. Croyances et territorialités en Mélanésie », *Géographie et Cultures*, n° 3, 1992, p. 71-87.

BOOKMILLER K. N., K. BOOKMILLER R. J., « Palestinian Radio and the Intifada », *Journal of Palestine Studies*, 19/4, summer 1990, p. 96-105.

BOUDON Raymond, BOURRICAUD François, *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, PUF, 1982*

BOUDREAU V., « Northern Theory, Southern Protest: Opportunity Structure Analysis in Cross-National perspective », *Mobilization: An international Journal*, I/2, 1996, p. 175-189.

BOURDIEU Pierre, PASSERON Jean-Claude, *Les héritiers. Les étudiants et la culture* (1964), Paris, Les Editions de Minuit, 1985.

-, PASSERON Jean Claude, CHAMBOREDON Jean Claude, *Le métier de sociologue*, Mouton, Bordas, Paris, 1968.

-, « Le champ scientifique », *Actes de la Recherche en sciences sociales*, 2-3, Paris, Seuil, 1976, p. 88-104.

-, BOLTANSKI L., « La production de l'idéologie dominante », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2-3, juin 1976, p. 3-73.

-, « Une classe objet », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 17-18, 1977, p. 2-5.

-, *Algérie 1960. Structures économiques et structures temporelles*, Paris, Les Editions de Minuit, 1977.

-, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Le sens commun, Les Editions de Minuit, 1979.

-, *Le sens pratique*, Paris, Le sens commun, Les Editions de Minuit, 1980.

-, « L'identité et la représentation. Eléments pour une réflexion critique sur l'idée de région », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 35,1980, p. 63-72.

-, « La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 36-37, février/mars 1981, p. 3-24.

-, *Questions de sociologie*, Paris, Les éditions de Minuit, 1984*.

-, « L'intérêt du sociologue », *Choses dites*, Paris, Les éditions de Minuit, 1987, p. 124-131.

-, « Objectiver le sujet objectivant », *Choses dites* (1984), Paris, Les éditions de Minuit, 1987, p. 112-116.

-, « La science et l'actualité », *Actes de la Recherche en sciences sociales*, 61, Paris, Seuil, 1986, p. 2-3.

-, « Pour un corporatisme de l'universel », in *Les Règles de l'Art*, Paris, Seuil, 1992, p. 459-472.

-, « Comprendre », in BOURDIEU Pierre (dir.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, p. 1389-1447.

-, « Espace social et espace symbolique », *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil, 1994, p. 13-35.

-, *Sur la télévision*, Paris, Liber, Raisons d'agir, 1996.

-, *Méditations pascaliennes*, Paris, Liber, Le Seuil, 1997.

-, « Le champ économique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, Paris, 119, 1997.

-, *Les structures sociales de l'économie*, Liber, Seuil, 2000.

-, *Esquisse d'une théorie de la pratique. Précédé de trois études d'ethnologie kabyle*, Essais, Le Seuil, 2000.

-, « Le champ politique », in *Propos sur le champ politique*, Lyon, PUL, 2000, p. 49-80.

-, CHRISTIN Olivier, WILL Etienne, « Sur la science de l'Etat », *Actes de la Recherche en sciences sociales*, 133, Paris, Seuil, 2000, p. 3-12.

-, *Science de la science et réflexivité. Cours du Collège de France 2000-2001*, Raisons d'Agir Editions, 2001.

-, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Points-Essais, Fayard, Le Seuil, 2001.

-, « Science, politique et sciences sociales », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 141-142, Paris, Le Seuil, 2002, p. 9-12.

-, « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées » (1989), *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 145, Le Seuil, 2003.

BOURDON Jérôme, « Le lieu de la critique », in FLEURY B., WALTER J., *Les médias… op. cit*., p. 113-132.

-, *Le récit impossible. Le conflit israélo-palestinien et les médias*, Bruxelles, De Boeck, INA, 2009.

BOUREL Dominique, MOTZKIN Gabriel (dir.), *Les voyages de l'intelligence. Passages des idées et des hommes. Europe, Palestine, Israël*, Paris, CNRS Editions, 2002*.

BOUVERESSE Jacques, *Schmock ou le triomphe du journalisme. La grande bataille de Karl Kraus*, Paris, Seuil, Liber, 2001.

BOUVIER Aude, *Les « premières assises » du Tiers-Monde et la vision française de la Conférence de Bandoeng de mars à mai 1955*, mémoire de M1, IEP de Rennes, 2005.

BRAILLARD P., DJALILI M.-R., *Les relations internationales* (1988), Paris, Que Sais-je ?, PUF, 2002.

BRAUD Philippe, *Sociologie Politique*, Paris, LGDJ, 2000.

BRAUDEL Fernand, *Ecrits sur l'histoire*, Paris, Champs-Flammarion, 1969.

-, « Les divisions de l'espace et du temps en Europe », in *Civilisation, économie et capitalisme. XVe-XVIIIe siècle. Le temps du monde*, Armand Colin, 1979, p. 13-97.

-, *La dynamique du capitalisme*, Paris, Champs, Flammarion, 1988.

-, « L'autre Nouveau Monde : l'Amérique Latine », in *Grammaire des civilisations* (1963/1966), Paris, Flammarion, 1993, p. 467-498.

-, *Civilisation, économie et capitalisme. XVe-XVIIIe siècle. Le temps du monde*, Armand Colin, 1979, p. 57.

BRESNAHAN R., « The Media and the Neoliberal Transition in Chile. Democratic Promise Unfulfilled », *Latin American Perspectives*, 133, 30/6, 2003, p. 39-68.

BRETON Philippe, PROULX Serge, *L'explosion de la communication* (1989), Paris, La Découverte/Poche, 1996.

BREUILLIER Adrien, *El camino y la soledad : el Partido Democracia Social, emergencia de una propuesta socialdemocrata en las elecciones del 2000 en Mexico*, mémoire M1, IEP de Rennes, 2006.

BROOKS C., MANZA J., « A Great Divide? Religion and Political Change in U.S. National Elections, 1972-2000 », *The Sociological Quarterly*, 45/3, 2004, p. 421-450.

BROWNE D. R., « The Voices of Palestine: a Broadcasting House Divided », *Middle East Journa*l, 29/2, 1975, p. 133-150.

BRUBAKER Rogers, « Au-delà de 'l'identité' », *Actes de la recherche en sciences sociales* 139/3, 2001, p. 66-85.

C

CABEDOCHE B., « Le rapport McBride, conférence du consensus avant l'heure ? L'expérimentation refoulée d'une médiation politique originale, porteuse d'un espace public sociétal et des valeurs fondatrices de l'Unesco », *Les enjeux de l'information et de la communication*, article inédit publié le 3/11/2011.

CALLON Michel, « Eléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc », *L'Année Sociologique*, 1986, p. 169-208.

CAMARILLO María Teresa, « La prensa revolucionaria durante la etapa constitucionalista », in NAVARRETE MAYA Laura, AGUILAR PLATA Blanca (e.), *La prensa en México. Momentos y figuras relevantes (1810-1915)*, Mexico, Addison Wesley Longman de México, 1998, p. 195-208.

CANET Raphaël, « L'intelligence en essaim. Stratégie d'internationalisation des forums sociaux et régionalisation de la contestation mondiale », *Cultures & Conflits*, 70, 2008, p. 33-56.

CANSINO C., « Mexique : construire la démocratie », in COUFFIGNAL Georges, (dir.), *Amérique Latine 2002*, La Documentation Française, Paris, 2002, p. 105-114.

CANU Roland, DATCHARY Caroline, « Savoir-faire et faire-savoir du journaliste à l'épreuve du participatif », communication au colloque international « Médias, amateurisme, journalisme », MSHB, Rennes, 17-18 mars 2010.

CARAMEL Laurence, « Les réseaux de l'antimondialisation », *Critique Internationale*, 13, 2001, p. 153-151.

CARDON Dominique, GRANJON Fabien, « Peut-on se libérer des formats médiatiques ? Le mouvement alter-mondialisation et l'internet », *Mouvements*, 25, janvier-février 2003, p. 67-73.

-, GRANJON Fabien, « Les mobilisations informationnelles dans le mouvement altermondialiste », Paris, Colloque Les Mobilisations altermondialistes, 3-5 décembre 2003.

-, « Médias alternatifs et mobilisations transnationales », Intervention au Colloque « Internet, nouvel espace public mondialisé ? », Les Canadiens en Europe, Maison de la recherche, 28 novembre 2003.

-, GRANJON Fabien, *Médiactivistes*, Paris, Presses de SciencesPo., coll. Contester, 2010.

CAROTHERS T., BARNDT W., « Civil Society », *Foreign Policy*, 117, winter 1999-2000, p. 18-29.

CARRE Olivier, *L'idéologie palestinienne de résistance*, Paris, Armand Collin, 1972.

CARROUE Laurent, « Le Mexique de l'Alena : une insertion dominée et déséquilibrée », in *Géographie de la mondialisation*, 2e édition, Paris, Armand Collin, col. U, 2004, p. 226-230.

CASANOVA Pablo Gonzales, « Colonialisme global et démocratie », in CASANOVA Pablo Gonzales (dir.), *Etat et politique dans le Tiers Monde*, Forum du Tiers Monde, L'Harmattan, 1994, p. 11-79.

CASPI D., LIMOR Y., *The In/Outsiders: Mass Media in Israel*, Cresskill, NJ: Hampton, 1999.

CASSIGOLI Armando, « Sobre la contrainformación y los asi llamados medios alternativos », in SIMPSON GRINBERG M. (dir.), *Comunicación alternativa y cambio social. 1. América Latina* (1986), México, La Red de Jonas, Premia Editora, 1989, p.63-71.

CASTELLANO Laura, *Le Mexique en armes. Guérilla et contre-insurrection 1943-1981* (2007), trad. Tessa Brisac, Montréal, Lux, 2009.

CASTELLS Manuel, *Le pouvoir de l'identité. L'ère de l'information* (1997), trad. de l'anglais Paul Chemla, Paris, Fayard, 1999.

CASTELLS TALENS Antoni, « Formulation and Implementation of Indigenous Radio Policy in México », Submitted for presentation to « Our Media, Not Theirs II », the Pre-conference on Alternative Media at IAMCR, Barcelona, 2002.

-, « El mito fundacional de la radio indigenista. Nuevos datos arrojan más preguntas que explicaciones », *Revista Mexicana de Comunicación*, octubre-noviembre 2005.

-, RAMOS RODRIGUEZ José Manuel, CHAN CONCHA Marisol, « Radio, control, and indigenous peoples: the failure of state-invented citizens' media in Mexico », in *Development in Practice*, 19/4-5, 2009, p. 525-537.

CERTEAU (De) M., *L'invention au quotidien – Art de faire*, Paris, Gallimard, 1980.

CESARY J., « Le multiculturalisme mondialisé : le défi de l'hétérogénéité », *Cultures et Conflits*, 33-34, 1999.

CHABANET Didier, « Les marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions », in BALME Richard, CHABANET Didier, WRIGHT Vincent (dir.), *L'action collective en Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, p. 461-493.

CHADAIGNE Pierre-José., « Internet est-il un média alternatif ? », *Les Cahiers du Journalisme*, 5, décembre 1998, p. 42-53.

-, *La communication alternative : la presse parallèle en France des années 60 à la fin des années 90*, Paris, Thèse de doctorat, Paris II-Panthéon Assas, mars 2002.

CHAMPAGNE Patrick, « La manifestation. La production de l'événement politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 52-53, 1984, p. 19-41.

-, *Faire l'opinion*, Paris, éditions de Minuit, 1990.

-, « 'Opinion publique' et débat public », in PAILLART Isabelle (dir.), *L'espace public et l'emprise de la communication*, Paris, Ellug, 1995, p. 17-36.

-, « Les sondages, le vote et la démocratie », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 109/1, 1995, p. 73-92.

-, « Le médiateur entre 2 *Mondes* », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 131-132, mars 2000, p. 8-29.

-, « Problèmes de méthode », in *L'héritage refusé. La crise de la reproduction sociale de la paysannerie française. 1950-2000*, Paris, Essais/Points, Seuil, 2001, p. 49-118.

-, CHRISTIN Olivier, *Mouvements d'une pensée. Pierre Bourdieu*, Paris, Bordas, 2004.

-, « L'étude des médias et l'apport de la notion de champ », in PINTO Eveline (dir.), *Pour une analyse critique des médias. Le débat public en danger*, Paris, Ed. du Croquant, 2007, p. 39-53.

CHARLE Christophe, « Histoire des médias et crise des médias. L'ancien et le nouveau », in PINTO Eveline (dir.), *Pour une analyse critique des médias. Le débat public en danger*, Paris, Ed. du Croquant, 2007, p. 25-38.

CHARTIER Roger, *Les origines culturelles de la révolution française*, L'univers historique, Le Seuil, 1990.

CHAUMONT J.-M., *La concurrence des victimes*, Paris, La Découverte, 2007.

CHAUPRADE A., « La quête de l'or noir », *Géopolitique*, Paris, Ellipses, 2003, p. 700-728.

CHEVALDONNE F., « Médias et développement socio-culturel : pour une approche pluraliste », in CHEVALDONNE, F. (dir.), *Lunes Industrielles. Les médias dans le monde arabe*, Edisud, Romm 47, 1988.

CHEVALIER François, « 'La démocratie mexicaine' et son parti dominant: genèse et développement », *Revue Française de Science Politique*, 38/2, 1988, p. 232-248.

CHIOZZA Giacomo, « Is there a Clash of Civilizations? Evidence from Patterns of International Conflicts Involvement - 1946-97 », *Journal of Peace Research*, 39/ 6, Nov. 2002, p. 711-734.

CHOMSKY Noam, HERMAN Edward S., *La fabrique de l'opinion publique. La politique économique des médias américains* (1988), Le Serpent à Plumes, 2003.

CHOURAQUI A., *L'Etat d'Israël*, Paris, PUF, Que Sais-Je ?, 1992.

CICOUREL Aaron V., « Micro-processus et macrostructures. Notes sur l'articulation des différents niveaux d'analyse », *SociologieS. Revue scientifique internationale*, traduction française par Alain Accardo et Francis Chateauraynaud, révisée par Philippe Corcuff, 2008. URL : http://sociologies.revues.org/index2432.html

CLASTRES Pierre, « La société contre l'Etat », in *La société contre l'Etat : recherche d'anthropologie politique*, Paris, Minuit, 1974, p. 161-186.

CLIFTON Judith, *The Politics of Telecommunications in Mexico: Privatisation and State-Labour Relations 1982-1995*, London/New York, Macmillan-St Martin's Press, 2000.

COCHOY Franck, « Le marketing, ou la ruse de l'économie », *Politix*, 14/53, 2001, p. 175-201.

COHEN Antonin, LACROIX Bernard, RIUTORT Philippe (dir.), *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, Grands Repères – Manuels, 2009*.

-, « Qu'est-ce que la science politique ? », in COHEN Antonin, LACROIX Bernard, RIUTORT Philippe (dir.), *Nouveau manuel… op. cit.*, p. 21-27.

-, « Construction des espaces de pouvoir transnationaux en Europe », in COHEN Antonin, LACROIX Bernard, RIUTORT Philippe (dir.), *Nouveau manuel… op. cit.*, p. 611-624.

-, « La dynamique endogène des institutions européennes », in COHEN Antonin, LACROIX Bernard, RIUTORT Philippe (dir.), *Nouveau manuel… op. cit.*, p. 629-646.

COHEN M., MARCH J., OLSEN J., « Le modèle du 'Garbage Can' dans les anarchies organisées », in MARCH J., *Décisions et organisations*, Paris, Les éditions d'organisation, 1991, p. 163-193.

COHEN R., KENNEDY P., *Global Sociology*, New York, Palgrave, Macmillan, 2000*.

COHEN Stanley, *Folk devils and moral panics*, London, Mac Gibbon and Kee, 1972.

COLAS Dominique, *Sociologie politique*, Paris, PUF, 1994*.

COLLOVALD Annie, « Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants », in COLLOVALD, Annie (dir.), *L'humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du Tiers-Monde*, Rennes, PUR, 2002, p. 177-229.

-, *Le « populisme du FN ». Un dangereux contresens*, Paris, ed. du Croquant, coll. Savoir/agir, 2004.

COLONOMOS A. « Sociologie et science politique : les réseaux, théorie et objet d'études », *Revue Française de Science Politique*, 1, 1995, p. 165-178.

COMBES Hélène, « La guerre des mots dans la transition mexicaine », *Mots. Les langages du politique*, 85, 2007, p. 51-64.

-, « Faire parti(e) : construction et positionnement du PRD dans le système politique mexicain », *Revue Internationale de Politique Comparée*, 12/3, 2005, p. 331-345.

COMEDIA, « The alternative press: The development of underdevelopment », *Media, Culture and Society*, 6, 1984, p. 95-102.

CONSTANT-MARTIN Denis (dir.), *Sur la piste des OPNI (Objets politiques non identifiés)*, Paris, Karthala, col. Recherches Internationales, 2002*.

COOPER Frederik, « Grandeur, décadence... et nouvelle grandeur des études coloniales depuis le début des années 1950 », *Politix*, « L'Etat colonial », 17/ 66, 2004, p. 17-48.

CORCUFF Philippe, « Sociologie et engagement : nouvelles pistes épistémologiques dans l'après-1995 », in LAHIRE Bernard, *À quoi sert la sociologie ?*, La Découverte, Poche/Sciences humaines et sociales, 2004, p. 175-194.

CORDELLIER Serge, *La mondialisation au-delà des mythes*, Paris, La Découverte, 2000.

CORM Georges, *L'Europe et l'Orient. De la balkanisation à la libanisation : histoire d'une modernité inaccomplie* (1991), Paris, La Découverte / Poche, Sciences humaines et sociales, 2002.

CORNEJO PORTUGAL Inés, « Radio Indigenista Ayer y Hoy - Instrumento de arraigo cultural », *Revista Mexicana de Comunicación*, Febrero-Marzo 2004.

CORONA S., « Les Etats-Unis dans les manuels scolaires mexicains », in DAUZIER M. (coord.), *Le Mexique face aux Etats-Unis. Stratégies et changements dans le cadre de l'ALENA*, Paris, L'Harmattan, col. Recherches Amériques Latines, 2004, p. 50-66.

COUFFIGNAL G. (dir.), *Amérique latine 2002*, La Documentation Française, Paris, 2002, p. 105-114.

COULDRY Nick, ATTON Chris, « Introduction », *Media, Culture and Society*, 25, 2003, p. 579-586.

COULDRY Nick, CURRAN James, (eds), *Contesting Media Power : Alternative Media in a Networked world*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2003*.

COURTY Guillaume, DEVIN Guillaume, *La construction européenne*, Paris, La Découverte - Repères, 2001.

COYER Kate, « Radio and the Indymedia Collective. A Case Study of Seattle, Los Angeles, and London », Communication présentée à la IIIe Conférence de OURMedia/NuestrosMedios, Barranquilla, Colombie, mai 2003.

CRETTIEZ Xavier, SOMMIER Isabelle, « La France rebelle au-delà de l'Hexagone », *in La France Rebelle : tous les mouvements et acteurs de la contestation*, Paris, Michalon, 2006, p. 643-654.

CROZIER Michel, FRIEDBERG Erhard, *L'acteur et le système*, Paris, Essais, Points, 1977.

CULTURES ET CONFLITS, « Altermondialisme(s) oublié(s) », 2008*.

CURTIS R.I. Jr., ZURCHER L.A. Jr., « Stable Resources of Protest Movements: The Multi-Organisational Field », *Social Forces*, 52/1, 1973, p. 53-61.

D

DABENE Olivier, *La région Amérique Latine. Interdépendance et changement politique*, Presses de Sciences Po, col. Références inédites, 1997.

DAGORN R.-E. « Une brève histoire du mot 'mondialisation' », *Mondialisation, Les mots et les choses*, GEMDEV, 1999, p. 187-204.

DAMS M., MAYHEW C., « Bias in the Media », in *Publish it not... The Middle East Cover-Up*, London, Longman, 1975, p. 66-105.

DAYAN, D., « Feux et contre-feux de la critique des médias. Entretien », FLEURY B., WALTER J., *Les médias… op. cit.*, p. 33-63.

DELAGE Christian, « Le monde arabe », in FERRO Marc (dir.), *Révoltes, révolutions, cinéma*, Paris, Editions du Centre Pompidou, 1989, p. 182-191.

DELPORTE Christian, *Intellectuels et politique – XXe siècle*, Paris, Florence, Casterman-Cunti, 1995.

DENORD François, « Le prophète, le pèlerin et le missionnaire. La circulation internationale du néo-libéralisme et ses acteurs », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 145/5, 2002, p. 9-20.

-, *Néolibéralisme version française. Histoire d'une idéologie politique*, Paris, Demopolis, 2007.

- et SCHWARTZ, Antoine, « L'économie (très) politique du traité de Rome », *Politix*, 89/1, 2010, p. 35-56.

DESCOLA Philippe, « la chefferie amérindienne dans l'anthropologie politique », *Revue Française de Science Politique*, 1986, p. 818-825.

DEVIN Guillaume, *Sociologie des relations internationales*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2002.

DEZALAY Yves, GARTH Bryant, « Le 'Washington Consensus'. Contribution à une sociologie de l'hégémonie du néolibéralisme », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 121-122, mars 1998, p. 3-22.

-, GARTH Bryant, *La mondialisation des guerres de palais. La restructuration du pouvoir d'Etat en Amérique Latine, entre notables du droit et « Chicago Boys »*, Paris, Seuil, Liber, 2002.

-, « Les courtiers de l'international, héritiers cosmopolites, mercenaires de l'impérialisme et missionnaires de l'universel », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, « Sociologie de la mondialisation.», 151-152, mars 2004, p. 5-35.

-, « De la défense de l'environnement au développement durable. L'émergence d'un champ d'expertise des politiques européennes », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 166-167, 2007, p. 66-79.

DIECKHOFF Alain, « Démocratie et ethnicité en Israël », *Sociologie et société*, XXXI/2, 1999.

-, « Israël à l'aube du 21e siècle : entre néosionisme et postsionisme », *Raisons Politiques*, 7, 2002, p. 135-156.

DIMAGGIO P. J., POWELL W. W., « The Iron Cage Revisited: Institutional Isomorphism and Collective Rationality in Organizational Fields », *American Sociological Review*, 48/2, apr. 1983, p. 147-160.

DOBRY Michel, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations intersectorielles* (1986), Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1992.

-, « Les transitions démocratiques : regards sur l'état de la 'transitologie' », *Revue française de science politique*, août-octobre 2000, 50/4-5, p. 579-764.

DOR Daniel, « All the News that Fits: The Israeli Media and the Second Intifada », *Palestine-Israel Journal*, 10/2, 2003

-, *Intifada Hits the Headlines : how the Israeli press misreported the outbreak of the Second Palestinian uprising*, Indianapolis, Bloomington, Indiana University Press, 2004.

-, *The Suppression of Guilt. The Israeli Media & The Reoccupation of the West Bank*, London, Pluto Press, 2005.

DOUGLAS Mary, *Comment pensent les institutions* (1986), Paris, La Découverte, 2004.

DOWNING John D.H., « The alternative public realm: the organization of the 1980s anti-nuclear press in the West Germany and Britain », *Media, Culture and Society*, 10, 1988, p. 163-181.

-, VILLAREAL FORD T., GIL G., STEIN, L., *Radical Media: Rebellious Communication and Social Movements*, London, Thousands Oaks and New Delhi, Sage Publications, 2001.

-, « Audiences and readers of alternative media: the absent lure of the virtually unknown », *Media, Culture and Society*, 25, 2003, p. 625-645.

-, « The Independent Media Center Movement and the Anarchist socialist Tradition », in COULDRY Nick, CURRAN, James (eds) *Contesting Media Power: Alternative Media in a Networked World*, Lanham: Rowman and Littlefield, 2003, p. 243-257.

-, « Medios radicales y globalización », *Códigos*, segunda etapa, 1/2, otoño 2005, p. 5-15.

-, « Uncommunicative Partners: social movement media analysis and radical educators », paper presented in varying versions, 2008.

- « Social movement theories and alternative media », *Communication, Culture & Critique* 1/1, 2008, p. 40-50.

– (ed.), *Encyclopedia of Social Movement Media*, London, Thousand Oaks and New Delhi, Sage Publications, 2010*.

DUBOIS Vincent, « L'action publique », in COHEN Antonin, LACROIX Bernard, RIUTORT Philippe (dir.), *Nouveau manuel… op. cit.*, p. 311-325.

-, MEON Jean-Matthieu, PIERRU Emmanuel, « Quand le goût ne fait pas la pratique. Les musiciens amateurs des orchestres d'harmonie », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 181-182, p. 106-125.

DUGRAND Alain, *Trotsky. Mexico 1937-1940*, Paris, Payot, 1988.

DURAZO-HERRMANN Julián, « Frontières territoriales et frontières politiques : Etats subnationaux et transition démocratique au Mexique », *Revue Internationale de Politique Comparée*, 14/ 3, 2007, p. 449-466.

DURKHEIM Emile, *Les règles de la méthode sociologique* (1937), 5e ed., Paris, PUF, 1990.

DUTERME Bernard, « Quelles lunettes pour des cagoules ? Approches sociologiques de l'utopie zapatiste », *Mouvements*, 45-46, 2006, p. 107-119.

DUVAL Julien *et alii*, *Le « décembre » des intellectuels français*, Paris, Liber/Raisons d'agir, 1998.

E

ECKERT M., PAULY J., « The myth of 'the local' in American journalism », *J&MC Quartely*, 79/2, summer 2002, p. 310-326.

EKMAN Matthias, « Alternative Media in the World Social Forum », in DOWNING John D. H. (ed.), *Encyclopedia of Social Movement Media*, Sage Publications, Reference, Thousand Oaks, London, New Delhi, Singapore, 2010, p. 30-33.

ELASTAL Abdelaziz, *Evolution des moyens de lutte palestinienne à travers la presse*, thèse de doctorat sous la direction de Jean Rivero, Paris 2, 1986.

ELIAS Norbert, *Qu'est-ce que la sociologie ?* (1970), La Tour d'Aigues, L'Aube, 1991.

-, *La Dynamique de l'Occident*, trad. de l'allemand par Pierre Kamnitzer, Paris, Calmann-Lévy, 1975.

-, *Engagement et distanciation*, Paris, Seuil, 1984.

-, SCOTSON, John L., « Les relations entre établis et marginaux, essai théorique », *Logiques de l'exclusion. Enquête sociologique au cœur des problèmes d'une communauté* (1965), Paris, Fayard, 1997, p. 29-70.

ELLOUMI Mohamed C., *Un art engagé : l'image palestinienne ou image et politique dans la résistance palestinienne. Bilan des années 1970*, thèse de doctorat en esthétique, Paris, Université de Paris 1 Sorbonne, 1986.

EL-KHAWAGA D., « Le journalisme télévisuel dans le monde arabe : l'essor d'une nouvelle profession », in MERMIER F. (dir.), *Mondialisation et nouveaux médias dans l'espace arabe*, Paris, col. Orient-Méditerranée, Maisonneuve et Larose, 2002, p. 17-42.

ENZENSBERGER Hans Magnus, *Culture ou mise en condition?* (1962), trad. de l'allemand B. Lortholary, Paris, Les Lettres Nouvelles, 1973.

ESPING-ANDERSEN Gøsta, « The three political economies of the Welfare State », *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, 26/1, 1989, p. 175-201.

-, « After the Golden Age? Welfare State Dilemmas in a Global Economy », in ESPING-ANDERSEN Gøsta (ed.), *Welfare States in Transition. National Adaptations in Global Economies*, London, Thousand Oaks, New Delhi, Sage Publications, 1996, p. 1-31.

ESTEVAM Douglas, « Mouvement des sans-terres du Brésil : une histoire séculaire de la lutte pour la terre », *Mouvements*, Inégalités locales, inégalités globales, 60 2009.

ESTEVES A., MOTTA S., COX L., « 'Civil society' versus social movements », *Interface: a journal for and about social movements*, 1/2, 2009, p. 1-21.

F

FANON Frantz, « Ici la voix de l'Algérie », in *L'an V de la Révolution Algérienne*, Paris, La Découverte & Syros, 2001, p. 51-84.

-, *Les damnés de la terre* (1961), Paris, Essais, La Découverte, 2002.

FARGE Arlette, *Dire et mal dire. L'opinion publique au XVIIIe siècle*, Paris, Seuil, Librairie du XXIe siècle, 1998.

FAVRE Henri, « Mexique : le révélateur chiapanèque », *Problèmes d'Amérique Latine*, 25, 1997.

FELSTINER William F., ABEL Richard, SARAT Austin, "The emergence and transformation of disputes: naming, blaming, claiming", *Law and Society Review*, 15, 1980, p. 630-654.

FERRIE Jean-Noël, « Un régime d'action paradoxal : la civilité », in *Le régime de la civilité en Egypte. Public et réislamisation*, Paris, CNRS éditions, 2004, p. 147-169.

FERRON Benjamin, *La presse alternative locale en France*, mémoire M2, IEP Rennes, 2004.

-, « Les médias alternatifs entre luttes de définition et luttes de (dé)légitimation », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 8e Colloque France-Brésil, Grenoble, Septembre 2006.

-, « La transnationalisation de 'Matzpen', l'organisation socialiste israélienne (1962-2006) », *Pôle Sud*, 30/1, 2009, p. 67-84.

-, « Des médias de mouvements aux mouvements de médias. Retour sur la genèse du 'Réseau Intercontinental de Communication Alternative' (1996-1999) », *Mouvements*, 61, janvier-mars 2010, p. 108-120.

-, « Note critique. Stuart Allan, Einar Thorsen (Eds.), *Citizen Journalism. Global Perspectives*. New York, Peter Lang Publishing Inc., 2009 », *Réseaux . Communication, technologie, société*, 160, 2010, p. 319-322.

-, « Le journalisme alternatif entre engagement et distanciation. Les stratégies médiatiques des mouvements sociaux dans la 'bataille de Cancún' contre l'OMC (2003) », in LEVEQUE Sandrine, RUELLAN Denis, *Journalistes engagés*, Rennes, PUR, Res Publica, 2010, p. 109-126.

FEYERABEND Paul, *Dialogues sur la connaissance*, Paris, Seuil, 1998.

FIALA Pierre, « Les mots du terrorisme. Ruptures sémantiques et argumentatives dans le discours médiatique », in ARBOIT Gérald, MATHIEN Michel (dir.), *La guerre en Irak… op. cit.*, p.125-140.

FIJALKOW Yankel, *Sociologie de la ville*, Paris, Repères, La Découverte, 2002.

FILLIEULE Olivier, *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*, Paris, Presses de Science Po, 1997*.

-, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue Française de Science Politique*, 51/1-2, février-avril 2001, p. 199-217.

-, BLANCHARD Philippe, AGRIKOLIANSKY Eric, BANDLER Marko, PASSY Florence, SOMMIER Isabelle, « L'altermondialisme en réseaux. Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement : les participants du contre-sommet du G8 d'Evian », *Politix*, 17/68, 2004, p. 13-48.

-, AGRIKOLIANSKY Eric, SOMMIER Isabelle (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, Recherches, 2010*.

-, « Emergence et développement des mobilisations », in COHEN Antonin, LACROIX Bernard, RIUTORT Philippe (dir.), *Nouveau manuel… op. cit.*, p. 514-528.

FINKELSTEIN Norman, *Tuer l'espoir. Introduction au conflit israélo-palestinien*, Bruxelles, Aden, 2003.

-, « Zionist Orientations. The Theory and Practice of Jewish Nationalism », in *Image and Reality if the Israeli-Palestine Conflict* (1995), second edition, London, New York, Verso, 2003, p. 7-20.

FLEURY Béatrice, WALTER Jacques (dir.), *Les médias et le conflit israélo-palestinien*, Recherches textuelles, 9, Université Paul Verlaine, Metz, 2008.

FLICHY Patrice, *L'imaginaire d'Internet*, Paris, La Découverte, 2001.

-, *Le sacre de l'amateur. Sociologie des passions ordinaires à l'ère numérique*, Paris, Seuil, La République des Idées, 2010.

FLORES Carlos Y., « La antropología visual ¿Distancia o cercanía con el sujeto antropológico? », *Nueva Antropología, Revista de Ciencias Sociales*, 67, 2007, p. 65-87.

FLORES Genoveva, *La seducción de Marcos a la prensa. Versiones sobre el levantamiento zapatista*, México, Humanidades TEC, 2004.

FOUGIER Eddy, *Dictionnaire analytique de l'altermondialisme*, Paris, Ellypses, 2006*.

FRANÇOIS Bastien, NEVEU Erik, « Pour une sociologie politique des espaces publics contemporains », in FRANÇOIS, Bastien, NEVEU Erik (Dir.), *Espaces publics mosaïques : acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains*, Rennes, PUR, 1995, p. 13-58.

FRANKLIN Bob, MURPHY David, « The alternative local press », in *What's news? The market, Politics and the Local Press*, London and New York, Routledge, 1991, p. 106-130.

FRAU-MEIGS D., « Les médias américains : une logique partisane ? », in FLEURY B., WALTER J., *Les médias… op. cit.*, p. 219-238

FREEMAN Jo, « The Tyranny of Structurelessness », *Berkeley Journal of Sociology*, 17, 1972-73, p. 151-164.

FRIEDBERG Erhard, *Le pouvoir et la règle. Dynamiques de l'action organisée* (1993), Paris, Seuil, Le Point-Essais, 1997, 423 p.

FRIEDMAN R. I., « Israeli Censorship of the Palestinian Press », *Journal of Palestine Studies*, XIII/49, fall 1983, p. 93-101.

FRISQUE Cégolène, « Des militants de leur profession ? L'exercice 'critique' du journalisme comme forme d'engagement militant dans l'activité professionnelle », *Journalistes engagés*, Rennes, PUR, 2010, p. 145-164.

FROEHLING Oliver, « The Cyberspace 'War of Ink and Internet' in Chiapas, Mexico », *Geographical Review*, 87/2, Cyberspace and Geographical Space, apr. 1997, p. 291-307.

FRYNAS J. G., MELLAHI K., PIGMAN G. A., « First Mover Advantages in International Business and Firm-Specific Political Resources », *Strategic Management Journal*, 27/4, 2006, p. 321-345.

FULLER, L.K., « Community Media: International Perspectives », 2001. URL: http://www.ourmedianet.org/om2001/ica2001.html, ICA Preconference, Washington DC, 2001

G

GAMSON W. A. WOLFSFELD G., « Movements and Media as Interacting Systems », *Annals of the American Academy of Political and Social Sciences*, 528, 1993.

GANS H., « Deciding what's news: story suitability », *Society*, 16/3, 1979, p. 65-77.

GARRAUD Philippe, « Le métier d'élu local : les contraintes d'un rôle », in FONTAINE Joseph, LE BART Christian, *Le métier d'élu local*, Paris, L'Harmattan, Logiques Politiques, 1994, p. 29-54.

-, « Ambiguïtés et 'bricolage institutionnalisés : le 'cercle vicieux' de l'intervention publique », *Le chômage et l'action publique. Le 'bricolage institutionnalisé'*, Paris, L'Harmattan, 2000,

GARRIGOU Alain, « La construction sociale du vote. Fétichisme et raison instrumentale », *Politix*, 22 « Des votes pas comme les autres », 1993, p. 5-42.

GAXIE Daniel, « Le cens caché », *Réseaux*, V/22, 1987, p. 29-51.

-, « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue Française de Science Politique*, 27/1, 1977, p. 123-154.

-, *La démocratie représentative*, Paris, Clefs/Politique, Montchrestien, 2003.

-, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Swiss Political Science Review*, 11/1, 2005, p. 157-188.

GEERTZ Clifford, « La description dense. Vers une théorie interprétative de la culture », *Enquête*, 6, 1998, p. 73-105.

GHOSN Z., « Les sites Internet gouvernementaux au Moyen-Orient », in MERMIER F. (dir.), *Mondialisation et nouveaux médias dans l'espace arabe*, Paris, col. Orient-Méditerranée, Maisonneuve et Larose, 2002, p. 233-246.

GIBBS P.L., « Alternative things considered: a political economic analysis of labour processes and relations at a Honolulu alternative newspaper », *Media, Culture and Society*, 25, 2003, p. 587-605.

GIRAUD Olivier, « Le comparatisme contemporain en science politique : entrée en dialogue des écoles et renouvellement des questions », in LALLEMENT M., SPURK J., *Stratégies internationales de la comparaison*, Paris, CNRS, 2003, p. 87-106.

GITLIN Tod, *The Whole World is Watching. Mass Media in the Making & Unmaking of the New Left*, Berkeley, Los Angeles, London, University of California Press, 1980.

GLASER Barney G., STRAUSS Anselm L., « La production de la théorie à partir des données », trad. Jean-Louis Fabiani, *Enquête*, 1, 1995, p. 183-195.

GLASS D., « The global Flow of information : a critical Appraisal from the Perspective of Arab-Islamic Information Sciences », in HAFEZ K., (eds.), *Mass Media, Politics & Society in the Middle East*, Hampton Press Inc., Cresskill, New Jersey, 2001, p. 217-240.

-, « 'An ounce of example better than a pound of instruction'. Biographies in early arabic magazine journalism », in HERZOG C., MOTIKA R., URSINUS M., *Querelles privées et contestations publiques. Le rôle de la presse dans la formation de l'opinion publique au Proche-Orient*, Les Editions Isis, Istanbul, 2002, p. 11-23.

GLASS P. G., « Everyday routine in free spaces: explaining the persistence of the Zapatistas in Los Angeles », *Mobilization: An International Journal*, 15/2, 2010, p. 199-216.

GOBILLE Boris, « Les altermondialistes: des activistes transnationaux ? », *Critique internationale*, 27, avril-juin 2005, p. 131-145.

GOFFMAN Erving, *La mise en scène de la vie quotidienne. Tome 1 : la présentation de soi*, Paris, Les Editions de Minuit, 1973.

-, *Les cadres de l'expérience*, trad. Isaac Joseph, Paris, Les Editions de Minuit, 1974.

GRAEBER David, *Fragments of an anarchist anthropology*, Chicago, Prickly Paradigm Press, 2004.

GRAMMONT (De) Hubert C., MACKINLAY Horacio, « Las organizaciones sociales campesinas e indígenas frente a los partidos políticos y el Estado, México, 1938-2006 », *Revista Mexicana de Sociología*, 68/ 4, oct-dec 2006, p. 693-729.

GRANJON Fabien, « Les répertoires d'action télématiques du néomilitantisme », *Le Mouvement Social*, 200, 2002, p. 11-32.

GREEBON D. A., « Civil Society's Challenge to the State: A Case Study of the zapatistas and their Global Significance », *Journal of Development and Social Transformation*, 5, 2008, p. 71-80.

GREILSAMMER I., *La nouvelle histoire d'Israël. Essai sur une identité nationale*, Paris, Gallimard, 1998.

GRESH Alain, VIDAL Dominique, *Les 100 clés du Proche-Orient*, Paris, Hachette, 2003*.

GUILHOT Nicolas, « Les professionnels de la démocratie. Logiques militantes et logiques savantes dans le nouvel internationalisme américain », *Actes de la Recherche en sciences sociales*, 2001, p. 53-65.

GUMUCIO DAGRON Alfonso, « Call me impure: myths and paradigms of Participatory Communication », Our Media, Not Theirs, Washington, 24 May 2004.

H

HAAS Peter, « Epistemic Communities and International Policy Coordination », *International Organization*, 46/1, Knowledge, Power, and International Policy Coordination, Winter 1992, p. 1-35.

HAAS T., « Alternative Media, Public Journalism and the Pursuit of Democratization – Research Note », *Journalism Studies*, 5/1, 2004, p. 115-121.

HABERMAS Jürgen, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise* (1962), traduit de l'allemand par Marc B. de Launay, Paris, Payot, collection Critique de la politique, 1993.

HADL Gabrielle, « Civil Society Media Theory: Tools for Decolonizing the Lifeworld », Paper for the International Association of Media and Communication Research (IAMCR), Porto Alegre, 28 July 2004.

-, « Alternative Media at Political Summits », in DOWNING John D. H. (ed.), *Encyclopedia… op. cit.*, p. 23-24.

HAIDAR A., ZUREIK E., « The Palestinians Seen Through the Israeli Cultural Paradigm », *Journal of Palestine Studies*, 16/3, spring 1987, p. 68-86.

HALIMI Serge, « L'art et la manière d'ignorer la question des médias », in PINTO Eveline (dir.), *Pour une analyse critique des médias. Le débat public en danger*, Paris, Ed. du Croquant, 2007, p. 195-210.

HALL P., TAYLOR R., « La science politique et les trois néo-institutionnalismes », *Revue Française de Science Politique*, 47/3-4, juin-août 1997, p. 469-496.

HALL S., CRITCHER C., JEFFERSON T., CLARKE J., ROBERTS B., *Policing the Crisis Mugging, the state and law and order*, London, Mc Millan, 1978*.

HALLIN Daniel C., *The « Uncensored War » : the Media and Vietnam*, USA, University of California Press, 1989.

-, PAPATHANASSOPOULOS S., « Political clientelism and the media: southern Europe and Latin America in comparative perspective », *Media, Culture and Society*, 2002, p. 175-195.

-, MANCINI Paolo, *Comparing Media Systems. Three models of Media and Politics*, Cambridge University Press, 2004.

HAMIDI Camille, « Catégorisations ethniques ordinaires et rapport au politique. Eléments sur le rapport au politique des jeunes des quartiers populaires », *Revue Française de Science Politique*, 60/ 4, 2010, p. 719-743.

HAMILTON J., « Alternative media: conceptual Difficulties, Critical Possibilities », *Journal of Communication Inquiry*, SAGE Publications, 24/4, 2000, p. 357-378.

HANAFI Sari, TABAR Linda, *The Emergence of a Palestinian Globalized Elite. Donors, International Organizations and Local NGOs*, Jerusalem, Institute of Jerusalem Studies, Muwatin, The Palestinian Institute for the Study of Democracy, 2005.

-, « The New Palestinian Globalized Elite », *Jerusalem Quartely*, 24, nov. 2005, p. 13-32.

HANAGAN M., « Irish Transnational Social Movements, Deterritorialized Migrants, and the State System : The Last One Hundred And Forty Years », *Mobilization: An International Journal*, 5/1, 2000, p. 107-126.

HANDLEY Robert L., « Systematic Monitoring as a Dissident Activist Strategy: Palestine Media Watch and U.S. News Media, 2000-2004 », *Communication, Culture and Critique*, 4/3, 2011, p. 209-228.

HANNA ELIAS Elias, *La presse arabe*, Paris, Maisonneuve & Larose, 1993.

HARCUP Thomas, « 'The unspoken – said'. The journalism of alternative media », *Journalism*, 4/3, 2003, p. 356-376.

HARDT Michael, NEGRI Antonio, *Empire*, Paris, La Découverte, 10/18, 2000.

-, *Multitude. Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, trad. Nicolas Guihot, Paris, La Découverte, 10/18, 2004.

HAREUVENI E. By Hook and by Crook. Israeli Policy Settlement in the West Bank, Jerusalem, B'Tselem, July 2010.

HARRIS R. L., « Resistance and Alternatives to Globalization in Latin America and the Caribbean », *Latin American Perspectives*, 127, 29/6, 2002, p. 136-151.

HARVEY Nicolas, « Logiques de marché d'un journal anticapitaliste : le *Monde Diplomatique* et la gestion de ses contradictions », Communication au Congrès des Associations Francophones de Science Politique, Québec, 26 mai 2007.

HASSENTEUFEL Patrick, « Deux ou trois choses que je sais d'elle. Remarques à propos d'expériences de comparaison européennes », in Curapp (dir.), *La méthode au concret*, Paris, PUF, 2000

-, MARTIN Claude, « Comparer les politiques publiques au prisme de la représentation des intérêts. Le cas des associations familiales en Europe », in *Revue Internationale de Politique Comparée*, 7/1, 2000, p. 21-51.

-, PALIER Bruno, « Le social sans frontières ? Vers une analyse transnationaliste de la protection sociale », *Lien social et politique*, 45, p. 13-18.

HECKER M., « Les groupes pro-israéliens en France : une typologie », *Politique étrangère*, 2, 2005, p. 401-410

HEILBRON Johan, SAPIRO, Gisèle, « La traduction littéraire, un objet sociologique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 144, septembre 2002, p. 3-5.

-, « Echanges culturels transnationaux et mondialisation : quelques réflexions », *Regards sociologiques*, 22, 2001, p. 141-154.

HERMANN T., « Do They Have a Chance? Protest and Political Structure of Opportunities in Israel », *Israel Studies*, 1/1, 1996, p.144-170.

HERNANDEZ Maria Elena, « Algunas consideraciones para el estudio de los medios informativos mexicanos », *in* LE BIGOT, C. (coord.), *Presse et Médias au Mexique*, Mondes Hispanophones, 24, PUR, 1993, p. 27-33.

HERNANDEZ CASTILLO R. A., « The Indigenous Movement in Mexico. Between Electoral Politics and Local Resistance », *Latin American Perspectives*, 147/33-2, March 2006, p. 115-131.

HERRERA Rémy, « Samir Amin, un théoricien militant », in BONFIGLIOLI Chiara, BUDGEN Sébastien, *La planète altermondialiste… op. cit.*, p. 17-27.

HIDALGO DOMINGUEZ Onésimo, *Tras los pasos de una guerra inconclusa (doce años de militarización en Chiapas)*, CIEPAC, Producciones Moy, San Cristóbal de las Casas, febrero 2006.

HIERNAUX-NICOLAS Daniel, « Le terrain dans les recherches urbaines au Mexique : quelques réflexions », *Cahiers des Amériques Latines*, 42, "Terrains d'enquête », IHEAL, 2003, p. 23-35.

HILTGARNER S., BOSK C., « The rise and fall of social problems: a public arenas model », *American Journal of Sociology*, 94/1, juillet 1988.

HIRSCHMAN Albert O., *Défection et prise de parole. Théorie et applications* (1971), Paris, Fayard, 1995.

-, *Les passions et les intérêts. Justifications politiques du capitalisme avant son apogée* (1980), trad. de l'anglais par Pierre Andler, 2e édition, Paris, PUF, Quadrige, 2001.

HONIG-PARNASS Tikva, « Israel's Colonial Strategies to Destroy Palestinian Nationalism », *Race & Class*, 45, Institute of Race Relations, 2003, p. 68-85.

HOURANI Albert, *Histoire des peuples arabes* (1991), Inédits, Points-Histoire, Seuil, 1993.

HOURMANT François, *Le désenchantement des clercs. Figures de l'intellectuel dans l'après-Mai 68*, Rennes, PUR, Res Publica, 1997.

HOWLEY K., « A poverty of voices. Street papers as communicative democracy », *Journalism*, 4/3, 2003, p. 273-292.

HUDSON M. C., « Politique intérieure et politique extérieure américaine dans ses rapports avec le conflit israélo-arabe », *Politique étrangère*, 39/6, 1974, p. 641-658.

HUDSON Michael C. (ed.), *Alternative Approaches to the Arab-Israeli Conflict: a Comparative Analysis of the Principal Actors*, Georgetown University, center for Contemporary Arab Studies, 1984.

HUGUES S., « From the Inside Out. How Institutional Entrepreneurs Transformed Mexican Journalism », *Press/Politics*, 8/3, 2003, p. 87-117.

HUNGTINGTON S., « The Clash of Civilizations? », *Foreign Affairs*, 72/3, 1993, p. 22-49.

I

INCLAN María, « Sliding Doors of Opportunity: Zapatistas and their Cycle of Protest », *Mobilization : An International Journal*, 14/1, 2009, p. 85-106.

INGLEHART Ronald, « Changing Values and Skills Among Western Publics : An Overview », in *The Silent Revolution. Changing values and Political Styles Among Western Publics*, Princetown University Press, 1977, p. 3-18.

-, « The Worldviews of Islamic Publics in Global Perspective », in MOADDEL Mansoor, *Worldviews of Islamic Publics*, New York, Palgrave, 2005.

J

JALBERT Paul, « 'News speak' about the Lebanon War », *Journal of Palestine Studies*, 14/1-53, 1984, p. 16-35.

JAMAL Amal, « The Palestinian Media: An Obedient Servant or a Vanguard of Democracy? », *Journal of Palestine Studies*, Spring 2000.

JEANCLOS Yves, « Médias, terrorisme et société internationale. Petite histoire de la terreur ordinaire », in ARBOIT Gérald MATHIEN Michel (dir.), *La guerre en Irak… op. cit.*, p. 109-124.

JOBERT Bruno, THERET Bruno, « France : la consécration républicaine du néo-libéralisme », in JOBERT Bruno (dir.), *Le tournant néo-libéral en Europe*, Paris, L'Harmattan, Logiques Politiques, 1994, p. 21-85.

Journal of Palestine Studies, « Periodicals and pamphlets Published by the Palestinian Commando Organizations », 1, Autumn 1971.

JURIS Jeff, « Indymedia. De la contra-información a la utopía informacional », in MARI SAEZ Víctor Manuel (coord.), *La Red es de todos. Cuando los movimientos sociales se aproprian de la Red*, Rompeolas, Editorial Popular : Madrid, 2004, p. 154-177.

K

KATZ Yaron, « The 'other media'. Alternative communications in Israel », *International Journal of Cultural Studies*, 10, 2007, p. 383-400.

KAUFMANN Jean-Claude., *La trame conjugale. Analyse du couple par son linge*, Paris, Nathan, Agora, 1992.

KAYYALI Majid, « *'Journalism and the political Life in Palestine 1907-48* (in Arabic), by Abd'al Kader Yasin, Nicosia: Sharq Bars, February 1990' – Book Review », *Journal of Palestine Studies*, 21/1, October 1991, p. 132.

KECK Margaret E., SIKKINK Kathryn, in *Activists beyond borders. Advocacy Networks in International Politics*, Cornell University Press, Ithaca and London, 1998.

KABHA Mustafa, « The Palestinian press and the general strike, April-October 1936: *Filastin* as a case study », *Middle Eastern Studies*, 39/3, 2003. p. 169-189.

KENT G., PALMER J., « Médias occidentaux, 'revendications de vérité et antisionisme », in FLEURY B., WALTER J., *Les médias… op. cit*., p. 253-268.

KEOHANE Robert, « Who Cares About the General Assembly? », *International Organization*, 23/1, winter 1969, p. 141-149.

-, NYE, Joseph S. Jr., « Globalization: what's New? What's Not? (And So What?) », *Foreign Policy*, 118, spring 2000, p. 104-119.

KHABA M., *The Palestinian Press as Shaper of Public Opinion 1929-1939. Writing up as a Storm*, London, Portland, Vallentine Mitchell, 2007.

KHALIDI Rashid, *L'identité palestinienne. La construction d'une conscience nationale moderne* (1997), trad. de l'anglais par Joëlle Marelli, Paris, La Fabrique éditions, 2003.

KHASNABISH Alex, *Zapatistas. Rebellion from the Grassroots to the Global*, London & New York, Zed Books, Halifax & Winninpeg, Fernwood Pub., 2010.

KHIABANY G., « *Red Pepper*: a new model for the alternative press ? », *Media, Culture and Society*,22, , 2000, p. 447-463.

KIDD Dorothy, « Carnival to Commons », in Eddie Yuen, Daniel Burton Rose and George Katsiaficas (Eds.) *Confronting Capitalism: Dispatches from a Global Movement*, New York: Softskull Press, 2004.

-, « Indymedia.org: A New Communications Commons », in MCGAUGHEY Martha, AYERS Michael (Eds.), *Cyberactivism: Online Activism in Theory and Practice*, New York: Routledge. 2003.

KLANDERMANS Bert, « The formation and mobilization of consensus », *International Social Movement Research*, 1, 1988, p. 173-196.

KLEIN Claude, « A propos des influences allemandes sur le droit israélien », in BOUREL Dominique, MOTZKIN Gabriel (dir.), *Les voyages de l'intelligence… op. cit.*, p. 269-280.

KORZENIEWICZ Roberto P., « Mouzelis, Nicos. *Politics in the semi-periphery: Early Parliamentarianim and Late Industrialization in the Balkans and Latin America*. New York, NY: St. Martin's Press, 1986. Book Review », *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, 1987, p. 160-163.

KOTTEK Samuel S., BAADER Gerhard, « Les médecins de formation allemande et leur influence sur le développement de la profession et de son enseignement en Palestine-Israël », in BOUREL Dominique, MOTZKIN Gabriel (dir.), *Les voyages de l'intelligence… op. cit.*, p. 281-293.

KRAMARZ Francis, « Formuler les questions d'une enquête », *Genèses*, 4, 1991, p. 115-127.

KUHN Thomas, *La Structure des Révolutions Scientifiques* (1962), Paris, Champs, Flammarion, 1983.

KUTTAB D., « Palestinian Diaries. Grassroots TV production in the Occupied Territories », in DOWMUNT T. (ed.), *Channels of resistance. Global Television and Local Empowerment* (1993), BFI Publishing, 1997, Cambridge, GB, p. 138-145.

L

LABARTHE MADERO Eduardo, « La década neoliberal en México », in ANAYA Gerardo, *Neoliberalismo*, Mexico, Análisis de la realidad mexicana, Universidad Iberoamericana – Centro de Integración Universitaria, , 1995, p. 25-27.

LACOSTE Pierre, « Interface entre système d'information et systèmes de décision », in ARBOIT Gérald, MATHIEN Michel (dir.), *La guerre en Irak… op. cit.*, p. 67-78.

LACOSTE Yves, *Les pays sous-développés* (1959), 8e édition mise à jour, Paris, Presses Universitaires de France, Que Sais-Je ?, 1989.

-, « La géographie, la géopolitique et le raisonnement géographique », *Hérodote*, 130/3, 2008, p. 17-42.

LACROIX Bernard, « Ordre politique et ordre social. Objectivisme, objectivation et analyse politique », in GRAWITZ Madeline, LECA Jean (dir.), *Traité de science politique*, t. 1, Paris, PUF, 1985.

LAFAYE Jacques, *Quetzalcóatl et Guadalupe. La formation de la conscience nationale au Mexique (1531-1813)*, Paris, Gallimard, 1974.

LAFRANCE D. G., « Chiapas in Rebellion: An Early Assessment », *Mexican Studies/Estudios Mexicanos*, 12/1, 1996, p. 91-105.

LAGROYE Jacques, « On ne subit pas son rôle », *Politix*, 38, 2e trismestre 1997, p. 7-17.

LAGROYE Jacques (dir), avec Bastien François et Frédéric Sawicki, *Sociologie politique*, 5e édition revue et mise à jour, Paris, Presses de Sciences Po et Dalloz, , 2006*.

LAHIRE Bernard, « Variations autour des effets de légitimité dans les enquêtes sociologiques », *Critiques Sociales*, 8-9, juin 1996, p. 93-101.

-, « Risquer l'interprétation. Pertinences interprétatives et surinterprétations en sciences sociales », *Enquête*, 6, 1998, p. 61-87.

LAMARCHE Karine, « Des 'mouvements pacifistes' aux 'mouvements anti-occupation' israéliens. Matériau pour une réflexion sur les mobilisations contre l'occupation de 1967 à nos jours », *Bulletin du Centre de recherche français de Jérusalem*, 19, 2008, mis en ligne le 18 août 2010, Consulté le 27 août 2010. URL : http://bcrfj.revues.org/index5921.html

- « Obéissance et désobéissance en Israël : l'objection de conscience en question », in Loez A., Mariot N., *Obéir, désobéir*, Paris, La Découverte, 2008, p. 293-307.

-, *De l'autre côté du mur. Ethnographie des engagements de militants israéliens contre l'occupation pendant la seconde Intifada (2000-2010)*, thèse doctorat, Paris, EHESS, 2011*.

LAMLOUM Olfa, *Al-Jazira, miroir rebelle et ambigu du monde arabe*, Paris, La Découverte, Sur le Vif, 2004.

LANCHA Charles, *Histoire de l'Amérique Latine de Bolivar à nos jours*, col. Horizons Amérique Latine, L'Harmattan, 2003.

LANDREVILLE Kristen D., « Underground Media », *Encyclopedia of Political Communication.* SAGE Publications, 2008.

LANDRIN Xavier, « Vie et mort des groupements et des formes politiques », in COHEN Antonin, LACROIX Bernard, RIUTORT Philippe (dir.), *Nouveau manuel… op. cit.*, p. 37-48.

LANYON A., *Malinche l'indienne. L'autre conquête du Mexique* (1999), Petite Bibliothèque Payot, Payot & Rivages, 2004.

LAPEYRONNIE Didier, « L'académisme radical ou le monologue sociologique. Avec qui parlent les sociologues ? », *Revue Française de Sociologie*, 45-4, octobre-novembre 2004, p. 621-651.

LAPIERRE Jean-William, *L'analyse des systèmes politiques*, Paris, PUF, 1973.

LAPREVOTE Louis-Philippe, « De quelques difficultés d'étudier la propagande en général et l'information de guerre en particulier », in ARBOIT Gérald, MATHIEN Michel (dir.), *La guerre en Irak… op. cit.*, p. 277-288.

LARZILLIERE Pénélope, *Etre jeune en Palestine*, Paris, Balland, Voix et regards, 2004.

LATOUCHE Serge, *Faut-il refuser le développement ? Essai sur l'anti-économique du tiers-monde*, Paris, col. Economie en liberté, PUF, 1986.

-, *L'occidentalisation du monde : essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire* (1989), 3 édition, Paris, La Découverte/Poche, 2005.

LE GRIGNOU Brigitte, *Du côté du public. Usages et réception de la télévision*, Paris, Economica, 2003.

LE BART Christian, « Les politiques d'image. Entre marketing territorial et identité locale », dans BALME, R., FAURE, A., in MABILEAU, A., *Les nouvelles politiques locales. Dynamique de l'action publique*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1999, p. 415-427.

-, « La nostalgie chevaleresque chez les professionnels de la politique. Une lecture éliasienne des stratégies politiques de présentation de soi », in BONNY Y., DE QUEIROZ J.-M., NEVEU E., *Norbert Elias et la théorie de la civilisation. Lectures et critiques*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2003, p. 169-183.

-, « Le pamphlet politique. Une catégorie honteuse ? », *Mots. Les langages du politique*, n° 91, 2009/3, p. 67-81.

LIEBERFELD D., « Media Coverage and Israel's'Four Mothers' Antiwar Protest: Agendas, Tactics and Political Context in Movement Success », *Media, War & Conflit*, 2, 2009, p. 317-338.

LE BIGOT Claude, « Les Espagnols et la presse littéraire au Mexique (1939-1949) », in LE BIGOT Claude (coord.), *Presse et Médias au Mexique*, Mondes Hispanophones, 24, PUR, 1993, p. 67-74.

LE BOHEC Jacques, *Les mythes professionnels des journalistes. L'état des lieux en France*, Paris, L'Harmattan, coll. Communication et Civilisation, 2000.

LE BOT Yvon, « Le zapatisme, première insurrection contre la mondialisation néolibérale », in WIEVIORKA Michel (dir.), *Un autre monde. Contestations, dérives et surprises dans l'antimondialisation*, Paris, Balland, Voix et Regards, 2003, p. 129-140.

LECOURS André « L'approche néo-institutionnaliste en science politique : unité ou diversité ?», *Politique et Sociétés*, 21/3, 2002, p. 3-19.

LEFEBVRE Rémi, « Etre maire de Roubaix. La prise de rôle d'un héritier », *Politix*, 38, 1997, p. 63-87.

-, SAWICKI Frédéric, *La société des socialistes : le PS aujourd'hui*, Paris, Le Croquant, coll. Savoir/agir, 2006.

LE GALES Patrick, « Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine », *Revue Française de Science Politique*, 45/1, février 1995, p. 57-95.

LEGAVRE Jean-Baptiste, « Les intellectuels dans l'espace public. Les lectures journalistiques des pétitions de novembre-décembre 1995 », in FRANÇOIS Bastien, NEVEU Erik. (Dir.), *Espaces publics mosaïques : acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains*, Rennes, PUR, 1995, p. 209-228.

LEHMAN-WILZIG S., Schejter, A., « Israel », in KAMALIPOUR Y.R., MOWLANA H. (eds.), *Mass Media in the Middle East. A Comprehensive Handbook*, Greenwood Press, Wesport, Connecticut, London, 1994, p. 109-126.

LEMIEUX Cyril, *Mauvaise presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris, Métailié, 2000.

LENINE N. *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1916.

LEROUX Alain, MARCIANO Alain, *La philosophie économique*, Paris, PUF, Que Sais-Je ?, 1998.

LEVEQUE Sandrine, « Usages croisés d'un 'événement médiatique' », in AGRIKOLIANSKY Eric, SOMMIER Isabelle (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste. Le second forum social européen*, Paris, La Dispute, Série « Pratiques politiques », 2005, p. 75-102.

LEVIN D., « Making a good impression. Peace Movement Press Release Styles and Newspaper Coverage », *Press/Politics*, 7/1, 2002, p. 79-101.

LEVITT T., « The globalization of market », *Harvard Business Review*, may-june 1983.

LEWES James, « The Underground Press in America (1964-1968): Outlining an Alternative, the Envisioning of and Underground », *Journal of Communication Inquiry*, 24/4, October 2000, p. 379-400.

LEWIS Bernard *et alii*, « The MESA debate: The Scholar, The Media and the Middle East », *Journal of Palestine Studies*, 16/2, winter 1987, p. 85-104.

LEWIS Peter (dir.), *Les médias alternatifs entre les réseaux planétaires et la vie locale*, Paris : UNESCO, 1993.

LION Charlotte, *Vers une transnationalisation de la résistance populaire palestinienne : la construction du mythe mobilisateur de Bil'in en Cisjordanie (2005-2010)*, mémoire M1, IEP de Rennes, juin 2010.

LITS Marc, « Critiquer, s'engager… », in FLEURY Béatrice, WALTER Jacques, *Les médias… op. cit.*, p. 97-111.

LOUER Laurence, *Les citoyens arabes d'Israël*, Paris, Balland, Voix et regards, 2003.

LUDEC Nathalie, « La presse pour femmes au Mexique de 1805 à 1910 », *in* LE BIGOT C. (coord.), *Presse et Médias au Mexique*, Mondes Hispanophones, 24, PUR, 1993, p. 45-56.

M

MAGALLANES-BLANCO Claudia, *The use of Video for Political Consciousness-Raising in Mexico. An Analysis of Independent Videos about the Zapatistas*, Edwin Mellen Press, 2008.

-, « Zapatista Media (México) », in DOWNING John D. H. (ed.), *Encyclopedia …op. cit.*, p. 563-565.

MAGNETTE Paul, *La citoyenneté. Une histoire de l'idée de participation civique*, préf. de John Dunn, Bruxelles, Bruylant, 2001, p. 223-261.

MAMARBACHI Alexandre : « Tensions et divisions au sein d'une 'cause'. La défense de la cause palestinienne en France confrontée à une fragmentation de son sens et de son identité », colloque « Classe, ethnicité, genre… : les mobilisations au piège de la fragmentation identitaire ? », CRAPE, Rennes, mars 2007.

MANDEL I., « Mannheim's Free-Floating Intelligentsia: The rôle of Closeness and Distance in the Analysis of Society », *Studies in Social and Political Thought*, 12, 2006, p. 30-52.

MANEY G. M., « Transnational Structures and protest: Linking Theories and Assessing Evidence », *Mobilization: An international Journal*, 6/1, 2001, p. 83-100.

MANIN Bernard, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, Champs essais, 1996

MANNHEIM Karl, *Ideology and utopia*, London, Routledge and Kegan Paul, 1936.

MARCH J.G ., OLSEN J.P., « Institutional perspectives on Political Institutions », *Governance*, 9/3, juillet 1996, p. 247-264.

-, « Organisational choice under Ambiguity », in *Ambiguity and choice in organisations*, Bergen, Universitetforlaget, 1976, p. 10-23.

MARCHADOUR Guénolé, *La violence urbaine au Brésil : les formes et les enjeux de la médiatisation à travers une étude du journal Zero Hora à Porto Alegre* Mémoire M1, IEP de Rennes, 2005.

MARTINEZ Leonardo C., « Hacia una reconsideracion de la historia del periodismo en México », *Revista Mexicana de Ciencias politicas y Sociales*, México, 36/139, 1990, p. 31-43.

MARTINEZ-TORRES Maria Elena, « Civil Society, the Internet, and the Zapatistas », *Peace Review*, 13/3, 2001, p. 347-355.

MARCHETTI Dominique, « Les conditions de réussite d'une mobilisation médiatique et ses limites. L'exemple d'Act Up-Paris », in CURAPP, *La politique ailleurs*, Paris, PUF, 1998, p. 277-297.

-, « Les sous-champs spécialisés du journalisme », *Réseaux*, 111/1, 2002, p. 22-55.

-, « L'internationale des images », *Actes de la recherche en sciences sociales* 145/5, 2002, p. 71-83.

- (dir.), *En-quête d'Europe. Médias européens et médiatisation de l'Europe*, Rennes, PUR, 2004.

-, « La production d'une information grand public », in *Quand la santé devient médiatique. Les logiques de production de l'information dans la presse*, Grenoble, PUG, 2010, p. 7-18.

MARCONDES DE BARROS Patrícia, « Stultíferas Navis : a imprensa alternativa como antídoto ao regime militar », Anais Electrônicos da XXII Semana de História – « O Golpe de 1964 e os dilemas do Brasil Contemporâneo », UNESP/Assis, 19 a 22 de outubro de 2004.

MARESCA Sylvain, « La représentation de la paysannerie », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 38, mai 1981, p. 3-18.

MARCUSE Herbert, *L'Homme Unidimensionnel. Essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée* (1964), traduit de l'anglais par Monique Wittig, Paris, Les Editions de Minuit, 1968.

MARI SAEZ Víctor Manuel (coord.), *La Red es de todos. Cuando los movimientos sociales se aproprian de la Red*, Rompeolas, Editorial Popular : Madrid, 2004.

MARTÍN-BARBERO J., *De los medios a las mediaciones. Comunicación, cultura y hegemonía*, Convenio Andrés Bello, Santafé de Bogotá, 1989.

MARTINEZ C., Leonardo, « Hacia una reconsideración de la historia del periodismo en México », *Revista Mexicana de Ciencias Políticas y Sociales*, 36/139, 1990, p. 31-43.

MARX Karl, ENGELS Friedrich, *L'idéologie allemande. Première partie : Feuerbach* (1846), Paris, Editions sociales, 1968.

-, *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte* (1852), Paris, Mille et une nuits, 1997.

-, « La théorie moderne de la colonisation », *Le Capital* (1867), livre premier, Paris, éditions sociales, 1976, p. 559-566.

-, *Le manifeste du parti communiste* (1872), Paris, Union Générale d'Edition, 1962.

MATTAR Philip, *Encyclopedia of the Palestinians*, New York, Facts on File, Library of World Society, 2000, p. 273-275.

MATHES Rainer, PFETSCH Barbara, « The role of the alternative press in the Agenda-building Process: Spill-over Effects and Media Opinion Leadership », *European Journal of Communication*, 6, 1991, p. 33-62.

MATHIEN Michel, *Médias en région*, Nancy, PUN, 1986.

-, « L'information sur la guerre en Irak. Les médias face aux pouvoirs », in ARBOIT Gérald, MATHIEN Michel (dir.), *La guerre en Irak... op. cit.*, p. 1-25.

MATHIEU Lilian, « Quand la sociologie de l'action collective rencontre les identités. Etat des lieux et perspectives », communication au colloque « Classe, ethnicité, genre… : les mobilisations au piège de la fragmentation identitaire ? », Rennes, colloque CRAPE, 8-9 mai 2007.

-, « Contexte politique et opportunités », in FILLIEULE Olivier, AGRIKOLIANSKY Eric, SOMMIER Isabelle, *Penser les mouvements sociaux… op. cit.*, p. 39-54.

MATONTI Frédérique, POUPEAU Franck, « Le capital militant : essai de définition », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 155/5, 2004, p. 4-11.

-, « Crises politiques et reconversions : Mai 68 », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 158, juin 2005, p. 5-7.

MATTELART Tristan, « Le rideau de fer au péril des radios internationales », in TUDESQ J.-M. (dir.), *Les médias, acteurs de la vie internationale*, Rennes, Editions Apogée, 1997, p. 117-139.

MATTELART Armand, MATTELART Michèle, *De l'usage des médias en temps de crise. Les nouveaux profils des industries de la culture*, Paris, Alain Moreau, 1979.

-, SIEGELAUB S., *Communication and Class Struggle. Capitalism, Imperialism. Vol 1.*, International General, 1979, *Communication and Class Struggle. Liberation, Socialism. Vol 2.*, International General, 1983*.

-, PIEMME J.-M., « New means of communication: new questions for the left », *Media, Culture and Society*, Alternative Media, 2/4, octobre 1980, p. 321-338.

-, Mattelart M., *Penser les médias*, Paris, La Découverte, 1986.

-, *La Communication-monde. Histoire des idées et des stratégies*, Paris, La Découverte/Poche, col. Sciences Humaines et Sociales, 1992.

-, « La nouvelle idéologie globalitaire », in Cordellier, S. (dir.), *La mondialisation au-delà des mythes* (1997), Poche, La Découverte, 2000, p. 81-92.

-, *La mondialisation de la communication* (1996), troisième édition mise à jour, Que Sais-je ?, PUF, 2002.

-, *La globalisation de la surveillance. Aux origines de l'ordre sécuritaire*, Paris, La Découverte/Poche, 2008.

MAUGER Gérard, « L'émeute de novembre 2005 », in *Les bandes, le milieu et la bohème populaire. Etudes de sociologie de la déviance des jeunes des classes populaires (1975-2005)*, Paris, Belin, 2006, p. 197-219.

MAUSS Marcel, « Définition de la magie », in *Esquisse d'une théorie générale de la magie* (1902-1903), Les Classiques des sciences sociales, 2002, p. 10- 14.

MAYER Nonna, « L'entretien selon Pierre Bourdieu. Analyse critique de *La Misère du Monde* », *Revue Française de Sociologie*, 1995, p. 355-370.

MCADAM D., *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*, Chicago, University of Chicago Press, 1999.

MCCARTHY John D., ZALD Mayer N., « Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, 82, 1977, p. 1212-1241.

MCCHESNEY Robert W., *Rich Media, Poor democracy. Communication Politics in Dubious Times* (1999), New York, The New Press, 2000.

MCCOMB M., SHAW D., « The agenda-setting fonction of Mass Media », *Public Opinion Quartely*, 36, 1972, p. 176-187.

McLUHAN Marshall, *La galaxie gutemberg 2. La genèse de l'homme typographique* (1962), Paris, Gallimard, col. Idées, 1977.

-, *Pour Comprendre les médias. Les prolongements technologiques de l'homme* (1964), trad. de l'anglais jean Paré, Paris, Seuil, col. Points, 1968.

MC TAGUE JR., J. J., « Israel and South Africa: A Comparison of Policies », *Journal of Palestine Studies*, 1985, p. 101-109.

MEARSHEIMER John J., WALT Stephen M., *Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine*, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Nicolas Guilhot, Laure Manceau, Nadia Marzouki, Marc Saint-Upéry, Paris, La Découverte, 2007.

MEIER Daniel, MERRONE Giuseppe, PARCHET Raphaël, « Écriture et récit en sciences sociales », *A Contrario*, 4/1, 2006, p. 3-5.

MELLOR N., « Arab Journalists as Cultural Intermediaries », *The international Journal of Press/Politics*, 13, 2008, p. 465-483.

MELUCCI Alberto, « Société en changement et nouveaux mouvements sociaux », *Sociologie et Société*, 10/2, 1978, p. 37-53.

MEMMI Albert, *Portrait du colonisateur. Portrait du colonisé* (1957), Folio Actuel, Fayard, 1985.

MENDEL I., « Mannheim's Free-Floating Intelligentsia: The Role of Closeness and Distance in the Analysis of Society », *Studies in Social and Political Thought*, 12, 2006, p. 30-52.

MENGET Patrick, « Fonction & fonctionnalisme », in *Encyclopaedia Universalis – Dictionnaire de la sociologie*, Encyclopaedia Universalis et Albin Michel, Paris, 1998, p. 334-344.

MERCIER Arnaud, « Mobilisation collective et limites de la médiatisation comme ressource. L'exemple du mouvement pacifiste de 1991 à la télévision française », in FILLIEULE Olivier (dir.), *Sociologie de la protestation : les formes de l'action collective dans la France contemporaine*, Paris, L'Harmattan, 1993, p. 233-259.

-, « Médias, relations publiques et guerres. Les opinions publiques comme enjeu », in ARBOIT Gérald, MATHIEN Michel (dir.), *La guerre en Irak… op. cit.*, p. 47-66.

MERMIER F. (dir.), *Mondialisation et nouveaux médias dans l'espace arabe*, Paris, col. Orient-Méditerranée, Maisonneuve et Larose, 2002*.

MERRIEN François-Xavier, *L'Etat-providence*, Paris, PUF, Que-sais-je ?, 1997.

MERTON Robert K., « The Self-fulfilling Prophecy », *The Antioch Review*, 8/2, 1948, p. 193-210.

MEYER D., WHITTIER N., « Social Movement Spillover », *Social Problems*, 41/2, 1994, p. 277-298.

MEYER David, STAGGENBORG Suzanne, « Movements, Countermovements, and the Structure of Political Opportunities », *American Journal of Sociology*, 101/6, May 1996, p. 1628-1660.

MILLS Charles W., *L'imagination sociologique* (1959), Paris, La Découverte/Poche, 1997.

MODOUX Magali, « L'ouverture politique mexicaine: nature et enjeux », *Démocratie et fédéralisme au Mexique (1989-2000)*, Paris, Karthala, 2006, p. 7-19.

MOLEAH A. T., « Violations of Palestinian Human Rights: South African Parallels », *Journal of Palestine Studies*, X/38, 2, winter 1981, p. 14-36.

MONDAK Jeffery J., « Newspapers and political awareness », *American Journal of Political Science*, 39/2, 1995, p. 513-527.

MOORE S.R., « Israel », in KURIAN G.T., *World Press Encyclopedia*, First Edition, London, Mansell Publishing Limited, 1982, p.318-325.

MOREAU DEFARGES Philippe, « Les nouveaux espaces de la citoyenneté : vers une citoyenneté mondiale ? », *Cahiers français*, 316, 2003, p. 41-45.

MORFAUX L.-M., *Vocabulaire de la philosophie et des sciences sociales*, Paris, Armand Collin, 1980*.

MORRIS Benny, *Victimes. Histoire revisitée du conflit arabo-sioniste*, Paris, Complexe, 2003.

MOSCOVICI S., *Psychologie des minorités actives* (1979), Paris, Sociologies, PUF, 1991*.

MOUCHARD Daniel, « 'Politique délibérative' et logiques de mobilisation. Le cas d'Agir ensemble contre le chômage », *Politix*, 15/57, 2002, p. 125-145.

- « Les mobilisations des « sans » dans la France contemporaine : l'émergence d'un « radicalisme autolimité » ? », *Revue française de science politique*, 52/4, 2002, p. 425-447.

-, « Les altermondialismes », *Critique Internationale*, 27, avril-juin 2005, p. 129-130.

-, « Les mouvements sociaux, laboratoires de la démocratie », *La vie des idées.fr*, publié le 7 septembre 2010. http://www.laviedesidees.fr/Les-mouvements-sociaux.html

MOUGHRABI Fouad, « The International Consensus on the Palestine Question », *Journal of Palestine Studies*, 16/3, 1987, p. 115-133.

MOUTERDE Pierre, GUILLAUDAT Patrick, *Les mouvements sociaux au Chili (1973-1993)*, Paris, L'Harmattan, col. Recherches et documents Amérique Latine, 1995.

MULLER Pierre, « Un schéma d'analyse des politiques sectorielles », *Revue Française de Science politique*, 35/2, avril 1985, p. 165-189.

MULLER Pierre, *Les politiques publiques*, 4e édition, Paris, PUF, Que sais-je ?, 2000.

-, « Référentiel », in BOUSSAGUET Laurie, JACQUOT Sophie, et RAVINET Pauline (dir.), *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2006, p. 372-378

MUNIR Nasser K., « Along Freedom's Double Edge : The Arab Press Under Israeli Occupation », paper presented at the Annual Meeting of the Association for Education in Journalism, 57th, San Diego, California, August 18-21 1974.

MUSALLAM Adnan A, « Palestinian Arab Press Developments Under British Rule wih A Case Study of Bethehem's *Sawt al-Shab*. 1922-1939 », West Bank, Bethlehem University, 2006.

MUSSET Alain, *Le Mexique*, Paris, Que Sais-je ?, PUF, 2004.

N

NADEAU Robert, *Vocabulaire technique et analytique de l'épistémologie*, Paris, PUF, 1999*.

NAHAVANDI F. (dir.), *Globalisation et néolibéralisme dans le Tiers Monde*, Paris, Bibliothèque du Développement, L'Harmattan, 2000.

-, « Développement et globalisation », in NAHAVANDI F. (dir.), *Globalisation et néolibéralisme… op. cit.*, p. 9-28.

NAJJAR Orayb, « Power and Language: Israeli Censorship of the West Bank Press », in MOORS A., VAN TEEFFELEN T., KANAANA S., ABU GHAZALEH I., *Discourse and Palestine. Power, Text and Context*, The Hague, Hingham (USA), Het Spinhuis, 1995, p. 139-152.

NAKJAVANI BOOKMILLER K. BOOKMILLER R. J., « Palestinian Radio and the Intifada », *Journal of Palestine Studies*, 19/4, summer 1990, p. 96-105.

NEGBI Moshe, « Paper Tiger: the Struggle for Press Freedom in Israel », *The Jerusalem Quartely*, 39, 1986, p.17-32.

NEGT Oskar, *L'espace public oppositionnel*, Paris, Payot, 2007.

NEVEU Erik, « Médias, mouvements sociaux, espaces publics », *Réseaux*, CNET/Hermès Science Publications, 98, 1999, p. 17-85.

-, « L'approche constructiviste des 'problèmes publics'. Un aperçu des travaux anglo-saxons », *Etudes de communication*, 22, 1999, p. 41-58.

-, « De quelques incidences des médias sur les systèmes démocratiques », *Réseaux*, 18/100, 2000, p. 107-136.

-, *Sociologie du journalisme*, Paris, Repères, La Découverte, 2001.

-, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, Repères, La Découverte, 2002.

-, « Dynamiques et effets des mobilisations », in COHEN A., LACROIX B., RIUTORT P. (dir.), *Nouveau manuel… op. cit.*, p. 530-548.

-, « Médias et protestations collectives », in FILLIEULE Olivier, AGRIKOLIANSKY Eric, SOMMIER Isabelle, *Penser les mouvements sociaux... op. cit.*, p. 245-264.

NEWMAN D., HERMANN T., « A comparative Study of Gush Emunim and Peace Now », *Middle Eastern Studies*, 28/3, 1992, p. 509-530.

NEWTON K., « May the weak force be with you: The power of the mass media in modern politics », *European Journal of Political Research*, 45, 2006, p. 209-234.

NGUYEN An, « Globalization, Citizen Journalism, and the Nation State: A Vietnamese Perspective », in ALLAN Stuart, THORSEN Einar (Ed.), *Citizen Journalism… op. cit.*, p. 153-162.

NOAKES J. A., Wilkins K. G., « Shifting Frames of the Palestinian Movement in US News », *Media, Culture and Society*, 24, 2002, p. 649-671.

NORA Pierre (dir.), *Les lieux de mémoire. I. La République*, Paris, NRF, Gallimard, Bibliothèque illustrée des histoires, 1984*.

NORMAN Julie, « JAMAL, Amal, *Media Politics and Democracy in Palestine: Political Culture, Pluralism, and the Palestinian Authority*, Brighton, Portland, Sussex Academic Press, 2005 » (Book Review), *Arab Media & Society*, 1, Spring 2007.

-, *The Second Palestinian Intifada. Civil resistance*, London & New York, Routledge, Studies in Middle Eastern Politics, 2010.

NOSSEK Hillel, RINNAWI Khalil, « Censorship and Freedom of the Press Under Changing Political Regimes: Palestinian Media from Israeli Occupation to the Palestinian Authority », *Gazette: the International Journal for Communication Studies*, 65/2, 2003, p. 183-202.

NYE Joseph S., KEOHANE Robert O., « Transnational Relations and World Politics: an Introduction », *International Organization*, 25/3, summer 1971, p. 329-349.

O

OBERSCHALL Anthony, « Theories of Social Conflict », in *Social Movements. Ideologies, Interests, & Identities*, Transaction Publishers, 1996, p. 39-42.

ODIN Roger, « La question de l'amateur dans trois espaces de réalisation et de diffusion », *Communications*, 68/1, 1999, p. 47-89.

OFFE C., « Challenging the boundaries of institutionnal politics: social movements since the 60's », in Maier (ed.), *Changing the boundaries of the political*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987, p. 63-91.

OFFERLE Michel, *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris, Montchréstien, 1994.

-, *Sociologie des organisations patronales*, Paris, La Découverte, Repères, 2009.

OLESEN Thomas, « Globalizing the Zapatistas: from Third World solidarity to global solidarity? », *Third World Quartely*, 25/1, 2004, p. 255-277.

-, *International Zapatismo. The construction of solidarity in the age of globalization*, London & New York, Zed Books, 2005.

OLLITRAULT Sylvie, « Science et militantisme: les transformations d'un échange circulaire. Le cas de l'écologie française », *Politix*, 36, 1996, p. 141-162.

-, *Militer pour la planète. Sociologie des écologistes*, Rennes, PUR, 2008.

-, « De la caméra à la pétition-web. Le répertoire médiatique des écologistes », *Réseaux*, 98, 1999, p. 153-185.

OREN T.G., « The belly dancer strategy: Israeli educational television and its alternatives », *Media, culture and society*, 25, 2003, p. 167-186.

ORME W. A., « Overview: From Collusion to Confrontation », in Orme, W.A. (ed.), *A Culture of Collusion. An Inside look at the Mexican Press*, North-South Center Press, University of Miami, 1997, p. 1-17.

ORY Pascal, SIRINELLI Jean-françois, *Les intellectuels en France. De l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Collin, coll. U, 2002.

OSBORNE T., « On mediators : intellectuals and the ideas trade in the knowledge society », *Economy and society*, 33/4, 2004, p. 430-447.

P

PALIER Bruno, BONOLI Giuliano, « Phénomènes de *path dependance* et réformes des systèmes de protection sociale », *Revue Française de science politique*, 49/3, juin 1999, p. 399-420.

PALMER Michael, « De la terreur au terrorisme. Mots galvaudés dans les rédactions de langue anglaise (janvier-mars 2003) », in ARBOIT Gérald, MATHIEN Michel (dir.), *La guerre en Irak... op. cit.*, p. 141-154.

PAPPE Ilan, « Post-Zionist Critique on Israel and the Palestinians. Part II: The Media », *Journal of Palestine Studies*, XXVI/103, 3, Spring 1997, p. 37-43.

-, *Les démons de la Nakbah. Les libertés fondamentales dans l'université israélienne*, Paris, La Fabrique editions, 2004.

PASSERON Jean-Claude, « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *Revue Française de Sociologie*, 31/1, 1990, p. 3-22.

PATTIEU Sylvain, « Naomi Klein, passeuse de résistances », in BONFIGLIOLI Chiara, BUDGEN Sébastien, *La planète altermondialiste… op. cit.*, p. 135-147.

PECHU Cécile, « Laissez parler les objets ! De l'objet des mouvements sociaux aux mouvements sociaux comme objets », in *L'atelier du politiste*, Paris, La Découverte, 2007, p. 59-78.

PENNETIER Claude, PUDAL Bernard, « Ecrire son autobiographie. Les autobiographies communistes d'institution, 1931-1939 », *Genèses*, 23, juin 1996, p. 53-75.

PERCHERON Annick, « Le domestique et le politique. Types de familles, modèles d'éducation et transmission des systèmes de normes et d'attitudes entre parents et enfants », *Revue Française de Science Politique*, 1985, 35/5, p. 840-891.

-, « La socialisation politique. Défense et illustration », in GRAWITZ Madeleine, LECA Jean, *Traité de science politique*, tome 3, paris, Presses Universitaires de France, 1985, pp. 165-235.

PERI Yoan, *Telepopulism. Media and Politics in Israel*, Stanford University Press, 2004.

PERRIN Laurent, PERBOST Laurianne, « Juxtapositions, coordination et concessions en faveur de la cause palestinienne dans *Le Républicain Lorrain*. Le cas de la bataille de Jénine », in FLEURY Béatrice, WALTER, Jacques (dir.), *Les médias et le conflit israélo-palestinien… op. cit*., p. 195-215.

PERROT Martyne, SOUDIERE (de la) Martin, « L'écriture des sciences de l'homme : enjeux », *Communications*, 58, 1994, p. 5-21.

PERROUX François, *L'économie du XXe siècle*, Paris, PUF, 1964*.

PHILO Greg, BERRY Mike, *Bad News from Israel*, London, Pluto Press, 2004.

PINCON Michel, PINCON-CHARLOT Monique, *Voyage en grande bourgeoisie. Journal d'enquête*, 2e édition, Paris, PUF, 2009.

PINTO Eveline (dir.), *Pour une analyse critique des médias. Le débat public en danger*, Paris, Ed. du Croquant, 2007*.

PIVEN F. CLOWARD R., *Poor People's Movements. Why they succeed, how they fail*, USA, Random House, 1988.

PLEYERS Geoffrey, « Les forums sociaux comme modèle idéal de convergence », *Revue internationale des sciences sociales*, 182/4, 2004, p. 569-579.

POLANYI Karl, *La Grande Transformation; Aux origines politiques et économiques de notre temps* (1944), trad. de l'anglais Catherine Malamoud et Maurice Angeno, Paris, Gallimard, col. Bibliothèque des Sciences Humaines, 1983.

POHLENZ CORDOVA J., *Dependencia y desarollo capitalista en la sierra de Chiapas* (1994), Mexico, UNAM.

POLIAK Claude, *Aux frontières du champ littéraire. Sociologie des écrivains amateurs*, Paris, Economica, Collection Etudes Sociologiques, 2006.

PONS Jean-Claude, « La création artistique », in SANBAR Elias, HADIDI Subhi, PONS Jean-Claude, *Palestine : l'enjeu culturel*, Paris, Circé, Institut du Monde Arabe, 1997, p. 105-124.

PORTES Alejandro, « La mondialisation par le bas. L'émergence des communautés transnationales », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 129/1, 1999, p. 15-25

POULIGNY Béatrice, « Acteurs et enjeux d'un processus équivoque. La naissance d'une 'internationale civile' », *Critique Internationale*, 13, 2001, p. 163-176.

PURKARTHOFER Judith, PFISTERER Petra, BUSCH Brigitta, *10 Years of Community Radio in Austria. An Explorative Study of Open Access, Pluralism and Social Cohesion*. 2008.

R

RAES F., « Le Movimento dos trabalhadores rurais sem terra au Brésil : entre luttes paysannes et 'nouveau mouvement social' », *Lusotopie*, 2001, p. 63-90.

RAJCHENBERG E., FAZIO C., *UNAM. Presente… ¿y futuro?*, Mexico, Palza & Janés, 2000.

-., HEAU-LAMBERT C., « Le racisme au Mexique : une structure de longue durée », in *Le soulèvement zapatiste au Chiapas*, Cahiers du CELA-IS, 7, 1996, p. 7-25.

RAM Uri, *The Changing Agenda of Israeli Sociology. Theory, Ideology and Identity*, State University of New York Press, 1995.

RAUCH J., « Rooted in Nations, Blossoming in Globalization? A Cultural Perspective on the Content of a 'Northern' Mainstream and a 'Southern' Alternative News Agency », *Journal of Communication Inquiry*, 27/1, 2003, p. 87-103.

REVEL, Jacques, « Micro-analyse et construction du social », in *L'art de la Recherche. Essais en l'honneur de Raymonde Moulin*, Paris, La Documentation Française, 1994, p. 303-327.

RIEFFEL Rémy, *Que sont les médias ? Pratiques, identités, influences*, Paris, Gallimard, 2005.

RINNAWI K., « Delegitimizing Media Mechanisms. Israeli press Coverage of the Al Aqsa Intifada", *The International Communication Gazette*, 69/2, 2007, p. 149-178.

RIO DONOSO (Del) Luis, *Les micro-médias imprimés. Recherches sur la micropresse pendant la résistance chilienne. 1973-1989*, thèse de doctorat en Etudes des Sociétés Latino-Américaines, Université Paris III, IHEAL, novembre 1996.

RIPOSATI L., « Practicas alternatives y movimientos de denuncia hacia los medios masivos de comunicacion », OURMedia III, Barranquilla Colombia, May 20, 2003.

RIST Gilbert, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Science Po, 1996.

RIVA PALACIO R., « A culture of collusion: the ties that bind the press and the PRI », in ORME W.A. (ed.), *A Culture of Collusion. An Inside look at the Mexican Press*, Nort-South Center Press, University of Miami, 1997, p. 21-32.

RODINSON Maxime, *Islam et capitalisme*, Paris, Seuil, 1966.

-, « Sionisme », *Encyclopedia Universalis*, 1972.

RODRIGUEZ Clemencia, *Fissures in the Mediascape. An International Study of Citizen's Media*, Cresskill, New Jersey, Hampton Press Inc., 2001.

-, « Citizens' media », in RODRIGUEZ Clemencia, KIDD Dorothy, STEIN Laura (eds.), *Making Our Media: Global initiatives Toward a Democratic Public Sphere. Volume I. Creating New Communication Spaces*. Creskill, NJ: Hampton Press 2009.

ROJAS Hernando, KIM, Nak ho, « Citizen Journalism », *Encyclopedia of Political Communication*. 2008. URL: http://sage-ereference.com/politicalcommunication/Article_n96.html

ROMANI Vincent, « Enquêter dans les territoires palestiniens. Comprendre un quotidien au-delà de la violence immédiate », *Revue Française de Science Politique*, 57/1, février 2007, p. 27-45.

ROSAT Jean-Jacques, « Le constructivisme comme outil de pouvoir aux mains des intellectuels », *Revue Agone*, 41-42, 2009, p. 245-259.

ROSENAU J. M., « Global Governance in the Twenty-First Century », *Global Governance*, 1/1, 1995.

ROUQUIE Alain, *Amérique Latine. Introduction à l'Extrême-Occident* (1987), Paris, Essais, Points, Seuil, 1998.

ROUSSEL Violaine, « Les magistrates dans les scandales politiques », *Revue Française de Science Politique*, 48/2, avril 1998, p. 245-273.

ROUXEL Camille, *La lutte pour une mémoire vive zapatiste*, mémoire M1, IEP Rennes, 2011.

ROVIRA G., *Sin fronteras. Las redes de solidaridad con Chiapas y el altermundismo*, Mexico, Era, 2009.

RUCHT D., « The EU as a Target of Political Mobilisation: Is there a Europeanisation of Conflict? », BALME R., WRIGHT V. (dir.), *L'action collective en Europe*, Paris, Pressse de Sciences Po, p. 163-188.

RUGELEY T., « Book Review: Barmeyer N., *Developing Zapatista Autonomy: Conflict and NGO involvement in Rebel Chiapas*, Albuquerque, University of New Mexico Press », *Bulletin of Latin American Research*, 29/4, 2010, p. 533-534.

S

SABATIER Paul A., « The advocacy coalition framework: revisions and relevance for Europe », *Journal of European Public Policy*, Routledge, 5/1, March 1998, p. 98-130.

SACRISTE Guillaume, VAUCHEZ Antoine, « La 'guerre hors-la-loi, 1919-1930. Les origines de la définition d'un ordre politique international », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 150/1, 2004, p. 91-95.

SALAME Ghassan, « Sur la causalité d'un manque : pourquoi le monde arabe n'est-il donc pas démocratique ? », *Revue Française de Science Politique*, 41/3, 1991, p. 307-341.

SALINGUE Julien, « Retour sur le développement du mouvement national avant la première Intifada (1967-1987) », *Mondialisation.ca*, 5 mai 2008.

-, « Retour sur l'évolution du mouvement national pendant la première Intifada (1987-1993) », *Mondialisation.ca*, 21 mai 2008.

-, « Retour sur les Accords d'Oslo (1993-1995) », *Mondialisation.ca*, 21 avril 2008.

-, "La 'résistance non-violente' dans les territoires palestiniens. Changement de stratégie ou recherche d'une légitimité nouvelle », *Mondialisation.ca*, 10 juillet 2009.

-, « La 'résistance non-violente' dans les territoires palestiniens. Changement de stratégie ou recherche d'une légitimité nouvelle », *Mondialisation.ca*, 10 juillet 2009.

-, *A la recherche de la Palestine. Au-delà du mirage d'Oslo*, Paris, Le Cygne, 2011.

SALTER Lee, « Indymedia and the Law: Issues for Citizen Journalism », in ALLAN Stuart, THORSEN Einar (Ed.), *Citizen Journalism… op. cit.*, p. 175-185.

SAMARA Adel, « Globalization, the Palestinian Economy, and the 'Peace Process' », *Journal of Palestine Studies*, 114, Winter 2000.

SAMPEDRO Víctor, « The Media Politics of Social Protest », *Mobilization: An International Journal*, 2/2, 1997, p. 185-205.

SANBAR Elias, *Les Palestiniens dans le siècle*, Paris, Découverte Gallimard, 1994.

-, *Figures du Palestinien. Identité des origines, identité de devenir*, Paris, Gallimard, NRF essais, 2004.

-, *Les Palestiniens. La photographie d'une terre et de son peuple de 1839 à nos jours*, Paris, Hazan, 2004.

SANTINI M., « Passeurs et passages de l'écrit : l'escale parisienne », in MERMIER F. (dir.), *Mondialisation et nouveaux médias… op. cit.*, p. 425-435.

SANTO Avi, « Zionist Media », in DOWNING John, *Encyclopedia … op. cit.*, p. 567-572.

SARMIENTO S., « Trial by fire: the Chiapas Revolt, the Colossio assassination and the Mexican press in 1994 », in ORME W.A. (ed.), *A Culture of Collusion. An Inside look at the Mexican Press*, Nort-South Center Press, University of Miami, 1997, p. 33-39.

SARSAR S., « The Question of Palestine and United States Behavior at the United Nations », *International Journals of Politics, Culture and Society*, 17/3, 2004, p. 457-470.

SAWICKI Frédéric, SIMEANT Johanna, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, Paris, 2009, p. 1-29.

SCHLESINGER Philip, « Repenser la sociologie du journalisme. Les stratégies de la source d'information et les limites du média-centrisme » (1990), *Réseaux*, 51, 1992, p. 51-98.

SCHNALL David J., « Matzpen: the Israeli Socialist Organization », in *Radical Dissent in Contemporary Israeli Politics: Cracks in the Wall*, Praeger Publishers, Praeger Special Studies, New York, 1979, p. 89-105.

SCHNATTER Marius, « Betar », in *Histoire de la droite israélienne de Jabotinsky à Shamir*, Paris, éditions Complexe, 1991, p. 90-94.

SCHWARTZ Olivier, « L'empirisme irréductible. La fin de l'empirisme ? », postface in ANDERSON Nels, *Le Hobo. Sociologie du sans-abri*, Paris, Nathan, p. 265-308.

SCOTT James, *La domination ou les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, éditions Amsterdam, 2009.

SEITZ C., « ISM at the Crossroads: the Evolution of the International Solidarity Movement », *Journal of Palestine Studies*, 32/4, 2003, p. 50-67.

SHESKIN I., DASHEFSKY A., DELLAPERGOLA S., *Jewish Population in the United States, 2010*, Mandell L., Berman Institute, University of Connecticut, 2010, http://www.jewishdatabank.org/Reports/Jewish_Population_in_the_United_States_2010.pdf

SHIBLAK A., *The Palestinian Diapora in Europe. Challenges of Dual identity and Adaptation*, Palestine, Institute of Jerusalem Studies, Palestinian Refugee and Diaspora Center, 2005.

SHINAR Dov, RUBINSTEIN Danny, *Palestinian Press in the West Bank. The Political Dimension*, West Bank Data Base Project, Jerusalem, 1987.

SHOMALI Qustandi, « Najib Nassar : l'intransigeant, 1873-1948 », *Revue d'études palestiniennes*, 54, 1995, p. 80-90.

SIMEANT J., « What is Going Global? The Internationalization of French NGOs 'without borders' », *Review of International Political Economy*, 12/5, 2005, p. 851-883.

SIMEANT Johanna, « La transnationalisation de l'action collective », in FILLIEULE Olivier, AGRIKOLIANSKY Eric, SOMMIER Isabelle, *Penser les mouvements sociaux… op. cit.*, p. 121-144.

-, POMMEROLLE, Marie-Emmanuelle, « Voix africaines au Forum social mondial de Nairobi. Les chemins transnationaux des militantismes africains », *Cultures & Conflits*, 70, 2008, p. 129-149.

SIMPSON GRINBERG M. (dir.), *Comunicación alternativa y cambio social. 1. América Latina* (1986), México, La Red de Jonas, Premia Editora, 1989*.

SIMPSON GRINBERG M., « Comunicación alternativa : tendencias de la investigación en América Latina », in SIMPSON GRINBERG M. (dir.), *Comunicación alternativa… op. cit.*, p. 23-57.

SINGLY (De) François, *L'enquête et ses méthodes : le questionnaire* (1992), Paris, Nathan Université, 2003.

SLATER J., « Muting the Alarm over the Israeli-Palestinian Conflict. *The New York Times* versus *Haaretz*, 2000–06 », *International Security*, 32/ 2, fall 2007, p. 84–120.

SMITH Andy, « L'analyse comparée des politiques publiques : une démarche pour dépasser le tourisme intelligent ? », *Revue Internationale de Politique Comparée*, 7/1, 2000.

SMITH Jackie, « Globalizing Resistance: the battle of Seattle and the Future of Social Movements », *Mobilization: An International Journal*, 6/1, 2001, p. 1-20.

SNOW David, ROCHFORD Burke, WORDEN Steven, BENFORD Robert, « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation », *American Sociological Review*, 51, 1986, p. 484-481.

SOMMIER Isabelle, *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, nouvelle édition revue et augmentée, Paris, Flammarion, Champs, 2003.

SOSALE S., « Envisionning a new world order through journalism. Lessons from recent history », *Journalism*, 4/3, p. 377-392.

SOTO GODOY J., « Le mythe de la globalisation et ses impacts possibles en Amérique Latine », in NAHAVANDI F. (dir.), *Globalisation et néolibéralisme… op. cit.*, p. 65-77.

SPIRE Alexis, « De l'étranger à l'immigré : la magie sociale d'une catégorie statistique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 129, 1999, p. 50-56.

STEINMETZ George, « Empire et domination mondiale », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 171-172, 2008, p. 4-19.

STEPHEN L., « Pro-Zapatista and Pro-PRI: Resolving the Contradictions of Zapatismo in Rural Oaxaca", *American Research Review*, 32/2, 1997, p. 41-70.

STEVENS R. P., « Israel and South Africa: a comparative study in racism and settler colonialism », in KAYYALI A. W. (ed.), *Zionism, Imperialism and Racism*, London, Croom Helm, 1979, p. 265-285.

STRANGE Susan, « The study of Transnational Relations », *International Affairs*, 52/3, july 1976, p. 333-345.

STREITMATTER Rodger, *Voices of revolution. The dissident press in America*, Columbia University Press, New York, 2001.

SUREL Yves, « Idées, intérêts, institutions dans l'analyse des politiques publiques », *Pouvoirs*, 87, 1998, p. 161-178.

SWANN (De) Abram, « Pour une sociologie de la société transnationale », *Revue de synthèse*, 4/1, janvier-mars 1998, p. 89-111.

SWITZER Les, ADHIKARI Mohamed (eds.), *South Africa's Resistance Press. Alternative Voices in the Last Generation under Apartheid*, Ohio University Center for International Studies, USA, 2000.

SZCZEPANSKI-HUILLERY Maxime, « Les architectes de l'altermondialisme. Registres d'action et modalités d'engagement au *Monde diplomatique* », in AGRIKOLIANSKY Erik, FILLIEULE Olivier, MAYER Nonna (dir.). *L'altermondialisme en France… op. cit.*, p. 143-173.

T

TALON C.-G., « Europe/Proche-Orient. Réflexions sur la fracture médiatique », in FLEURY Béatrice, WALTER Jacques, *Les médias… op. cit*., p. 269-280.

TARROW Sidney, « La contestation transnationale », in *Cultures et conflits*, 38-39, 2000, p. 187-223.

-, MCADAM Doug, « Scale Shift in Transnational Contention », in DELLA PORTA Donattela, TARROW Sidney (eds.), *Transnational Protest & Global Activism*, Oxford, Rowman & Littlefield Publishers Inc., 2005, p. 121-147.

-, « Cycle of Collective Action: Between Moments of Madness and the Repertoire of Contention », *Social Science History*, 17/2, 1993, p. 281-307.

THOMAS T. J., « Ohmane Kenichi. *Triad Power: The Caning Shape of Global Competition*. New York: The Free Press, 1985 », *Review, Canadian Journal of Communication*, 1985, 2/4, p. 409-410.

TILLY Charles, « Les origines du répertoire d'action collective en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième Siècle*, 4, 1984, p. 89-104.

-, *Big structures, Large Processes, Huge Comparaisons*, New York, Russel Sage Foundation, 1984.

-, *La France conteste de 1600 à nos jours*, trad. Eric Diacon, Paris, Fayard, col. L'espace du politique, 1986.

TOSEL André, « La presse comme appareil d'hégémonie selon Gramsci », *Quaderni*, 57, 2005, p. 55-71.

TOURAINE Alain, « Théorie et pratique d'une sociologie de l'action », *Sociologie et sociétés*, X/2, 1978, p. 149-188.

-, « Société en changement et nouveaux mouvements sociaux », *Sociologie et Société*, 10/2, 1978, p. 37-54.

-, *Production de la société* (1973), édition révisée, Paris, Seuil, 1993.

-, « Contre-culture », in *Encyclopaedia Universalis – Dictionnaire de la sociologie*, Encyclopaedia Universalis et Albin Michel, Paris, 1998, p. 204-210.

TREIL Audrey, *San Salvador de Atenco : disparador de conciencia*, mémoire M1, IEP de Rennes, juin 2010.

TREJO DELARBRE Raúl, *La prensa marginal*, Segunda edició n, México D.F., ediciones « El Caballito, 1980.

- (dir.), *Chiapas, la comunicación enmascarada : los medios y el pasamontañas*, Mexico, Diana, 1994.

TRIMBUR Dominique, « Les racines allemandes de l'Université hébraïque », in BOUREL Dominique, MOTZKIN Gabriel (dir.), *Les voyages de l'intelligence… op. cit.*, p. 247-267.

TUCHMAN Gay, « Objectivity as strategic rituals: an examination of newsmen's notions of objectivity », *American Journal of Sociology*, 77/4, 1972, p. 660-679.

TUNSTALL J, *Journalists at work*: *specialist correspondents: Their news organizations, news sources, and competitor-colleagues*, Constable, London, 1971*.

TUPPER Patricio, « L'autre 11 septembre. Médias chiliens et CIA contre Allende », in ARBOIT Gérald, MATHIEN Michel (dir.), *La guerre en Irak… op. cit.*, p. 85-105.

V

VAN DE DONK Wim, LOADER Brian D., NIXON Paul G., DIETER Rucht, « Social movements and ICTs », in *Cyberprotest. New media, citizens and Social movements*, London & New York, Routledge, 2004, p. 1-25.

VARGAS Lucila, *Social Uses and Radio Practices. The Use of Participatory Radio by Ethnic Minorities in Mexico*, Boulder, CO, Westview Press, 1995.

VAULEON Aude, *El movimiento mapuche y la prensa en Chile : información, desinformación y contra-información*, mémoire M1, IEP Rennes, 2008.

VAYSSIERE Pierre, *Les révolutions d'Amérique latine*, nouvelle édition, Paris, Le Seuil, Points histoire, 2001.

VELASCO CRUZ Saúl, *El movimiento indígena y la autonomía en México*, Mexico, UNAM, 2003.

VIGOUR Cécile, *La comparaison dans les sciences sociales. Pratiques et méthodes*, Guides Repères, La Découverte, 2005.

VICTOR J.-C., VEDRINE H., « Le grand public face aux questions internationales », *Revue internationale et stratégique*, 71/3, 2008 p. 7-17.

VOIROL O. « Retour sur l'industrie culturelle », *Réseaux* 166/2, 2011, p. 125-157.

VULLIERME Jean-Louis, *Le Concept de Système Politique*, Paris, Presses Universitaires de France, Politique d'Aujourd'hui, 1989.

W

WACQUANT Loïc, *Corps et âme. Carnets ethnographiques d'un apprenti boxeur* (2000), Marseille, Agone, 2002.

-, *Punir les pauvres : le nouveau gouvernement de l'insécurité sociale*, Marseilles, Agone, 2004.

-, *Parias urbains. Ghetto, banlieue, Etat*, traduit de l'anglais par Sébastien Chauvin, Paris, La Découverte, 2006.

WAGNER Anne-Catherine, « La fabrique de syndicalistes 'européens' : une enquête sur les formations européennes de la CES », *Politique européenne*, 27/1 2009, p. 105-127.

-, *Les classes sociales dans la mondialisation*, Paris, La Découverte, Coll. Repères, 2007.

WAISBORD Silvio, « Bridging the Divide between the Press and Civic Society. Civic Media Advocacy as 'Media Movement' in Latin America », *Nordicom Review*. Jubilee Issue, 2009, p. 105-116.

WALD K. D., MARTINEZ M. D. « Jewish Religiosity and Political Attitudes in the United States and Israel », *Political Behavior*, 23/ 4, 2001, p. 377-397.

WALLERSTEIN Immanuel, *Le capitalisme historique*, Paris, Repères, La Découverte, 1985.

-, « La restructuration capitaliste et le système-monde », *Agone, Philosophie, Critique & Littérature*, 16, 1996.

-, *Geopolitics and Geoculture. The changing world-system* (1991), Etudes sur le capitalisme moderne/Studies in Modern Capitalism, Cambridge University Press/Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1997.

-, *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-monde*, Paris, Grands repères, La Découverte, 2006.

WARDE Ibrahim, *Propagande impériale & guerre financière contre le terrorisme*, trad. de l'anglais Frédéric Cotton, Marseille, Agone-Contre-feux, Le Monde Diplomatique, 2007.

WEBER Max, *Le savant et le politique*, Paris, Plon, 1919.

-, *Economie et société/1 Les catégories de la sociologie* (1971), Paris, Plon, Agora/Pocket, 1995.

WEIL E., *« Pas si Diplomatique que ça ». Le Monde Diplomatique et le conflit israélo-arabe de 2000 à 2006 : une tentative d'analyse et d'interprétation*, mémoire M2, Paris, Université La Sorbonne, 2006.

WENDT Alexander E., « The agent-structure problem in international relations theory », *International Organization*, 41/3, summer 1987, p. 335-370.

WICKHAM-CROWLEY Timothy, ECKSTEIN Susan, « Economie et sociologie politiques du militantisme et des répertoires des mouvements sociaux récents en Amérique Latine », *Revue Internationale de Politique Comparée*, 17/ 2, 2010, p. 29-52.

WIEVIORKA Michel, « Le nouveau paradigme de la violence », *Cultures et conflits*, 29-30, 1998, p. 9-57.

WINSECK D. R., PIKE R. M., *Communication and Empire. Media, Markets, and Globalization, 1860-1930*, Durham & London, Duke University Press, 2007*.

WOLFSFELD Gadi, *Media and Political Conflict. News from the Middle East*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.

-, AVRAHAM E., ABURAIYA I., « When Prophesy Always Fails: Israeli press Coverage of the Arab Minority's land Day Protests », *Political Communication*, 17, 2000, p. 115-131.

-, « The news media and the Second Intifada », *Harvard International Journal of Press/Politics*, 6/4, fall 2001, p. 113-118.

Y

YACHIR Fayçal, « Le facteur transnational dans l'économie arabe contemporaine », in AMIN Samir (dir.), *Mondialisation et accumulation*, Forum du Tiers-Monde, L'Harmattan, 1993, pp. 83-128.

YOUNG Joseph, « Lessons from Seattle: Resistance to Globalization, the Media, and the State's Response », paper prepared for delivery at the Annual Conference of the Global Studies Association, Boston, MA, April 23-25, 2004.

Z

ZACARIAS Armando, « La prensa en México: una mirada a su historia », *in* LE BIGOT C. (coord.), *Presse et Médias au Mexique*, Mondes Hispanophones, 24, PUR, 1993, p. 11-26.

ZAKI Lamia, « L'écriture d'une thèse en sciences sociales : entre contingences et nécessités ». *Genèses*, /65, 2006 p.112-125.

ZAPATA C., « Discursos indianistas en México. Hacia una nueva representación del Estado nacional, 1974-2000 », in CASTILLO A., MUZZOPAPPA E., SALOMONE A., URREJOLA B., ZAPATA C. (eds.), *Nacion, estado y cultura en América Latina*, Ediciones Facultad de Filosofia y Humanidades, Universidad de Chile, Serie Estudios, 2003, p. 297-327.

ZAYYAN Heba, CARTER Cynthia, « Human Rights and Wrongs: Blogging News of Everyday Life in Palestine », in ALLAN Stuart, THORSEN Einar, *Citizen Journalism… op. cit.*, p. 85-94.

ZERTUCHE MUÑOZ F. (compilación y estudio introductorio), *Ricardo Flores Magón. El sueño alternativo*, México, Fondo de Cultura Económica, 1995.

ZOLBERG Aristide R., « L'influence des facteurs 'externes' sur l'ordre politique interne », in GRAWITZ Madeleine, LECA Jean, *Traité de Science Politique*, Tome 1, Paris, PUF, 1985, p. 567-598.

ZREIK R., « La Palestine, l'apartheid et la revendication des droits », *Revue d'Etudes Palestiniennes*, 97, automne 2005, p. 46-55.

ZUBERO Imanol, « Conocer para hacer : la tarea cultural de los movimientos sociales", in MARI SAEZ Víctor Manuel (coord.), *La Red es de todos... op. cit.*, p. 59-75.

Classement thématique

Le classement thématique des références bibliographiques a été opéré en fonction de trois critères : les trois principaux thèmes de recherche (mondialisation, mouvements sociaux, médias), l'objet de la recherche (médias des mouvements sociaux, Israël/Palestine, Mexique-Chiapas), et la problématique théorique (sciences sociales, épistémologie-méthodologie). Au final, huit catégories sont distinguées :

		Catégorie	Champ disciplinaire
Thèmes	**1**	Mondialisation	Relations internationales, transnationalisation
	2	Mobilisations	Mouvements sociaux, action collective, politique contestataire, réseaux militants transnationaux
	3	Médias	Sciences de l'information et de la communication, sociologie du journalisme et de l'espace public
Objet	**4**	Médias alternatifs	Communication alternative, monographies sur la presse révolutionnaire, les médias citoyens et communautaires, le médiactivisme
	5	Réseau anti-occupation	*Area studies* sur le conflit israélo-palestinien, monographies sur la résistance palestinienne, le mouvement pacifiste israélien, études historiques ou de relations internationales sur le contexte politique au Proche et au Moyen-Orient.
	6	Réseau néozapatiste	Monographies sur le conflit chiapanèque, le mouvement néozapatiste, les mouvements sociaux mexicains, études historiques de relations internationales sur le contexte politique américain
Problématique	**7**	Sciences sociales : généralités	Science politique, sociologie politique, sociologie, histoire, anthropologie, géographie, économie
	8	Epistémologie, méthodologie	Philosophie des sciences, épistémologie et méthodologie des sciences sociales

Si ce mode de classification permet une ventilation relativement claire des références, un problème se pose pour celles qui relèvent de deux catégories distinctes. Par exemple, faut-il classer un article sur « la communication alternative en Israël » dans la catégorie « médias alternatifs » ou dans la catégorie « réseau anti-occupation » ? Pour les cas de ce type, j'ai fait le choix de placer la référence dans les deux catégories, afin de permettre au lecteur de la retrouver quelque soit l'objet de sa recherche.

Mondialisation (relations internationales, transnationalisation, politique comparée)

APPADURAI A., « Jouer avec la modernité : la décolonisation du cricket indien », in APPADURAI A., *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Payot, 2001 (1996), p. 139-168.

BADIE Bertrand, *L'Etat importé. L'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, L'espace du politique, Fayard, 1992.

BALANDIER Georges, *Sociologie actuelle de l'Afrique noire. Dynamique sociale et Afrique Centrale* (1955), Paris, Quadrige, PUF, 1982.

BANERJEE Subhabratra Bobby, LINSTEAD Stephen, « Globalization, Multiculturalism and Other Fictions; Colonialism for the New Millenium ? », *Organization*, Sage Publications, 8/4, 2001, p. 683-722.

BATTISTELLA Dario, « La théorie des relations internationales », in COHEN Antonin, LACROIX Bernard, RIUTORT Philippe (dir.), *Nouveau manuel… op. cit.*, p. 667-678.

BAYART Jean-François., *Le Politique par le bas en Afrique noire. Contributions à une problématique de la démocratie*, avec Achille Mbembe et Comi M. Toulabor, Paris, Karthala, Coll. Les Afriques, 1992.

BAYART Jean-François, *Le gouvernement du monde. Une critique politique de la globalisation*, Paris, Fayard, 2004.

BILLAUDOT Bernard, « Les trois modèles de gouvernance mondiale », *L'Économie politique*, 23/3, 2004, p. 99-106.

BONNAFE P., CARTRY M., « Les Idéologies Politiques des Pays en Voie de Développement », *Revue Française de Science Politique*, 12/2, 1962, p. 417-425.

BOURDIEU Pierre, « Post-scriptum. Du champ national au champ international », in *Les structures sociales de l'économie*, Liber, Seuil, 2000, p. 271-280.

-, « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées » (1989), *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 145, Le Seuil, 2003.

BOUVIER Aude, *Les « premières assises » du Tiers-Monde et la vision française de la Conférence de Bandoeng de mars à mai 1955*, mémoire M1, IEP de Rennes, 2005.

BRAILLARD P., DJALILI M.-R., *Les relations internationales* (1988), Paris, Que Sais-je ?, PUF, 2002.

BRAUDEL Fernand, *Ecrits sur l'histoire*, Paris, Champs-Flammarion, 1969, p. 5-122.

-, « Les divisions de l'espace et du temps en Europe », in *Civilisation, économie et capitalisme. XVe-XVIIIe siècle. Le temps du monde*, Armand Colin, 1979, p. 13-97.

-, *La dynamique du capitalisme*, Paris, Champs, Flammarion, 1988.

-, *Grammaire des civilisations* (1963/1966), Paris, Flammarion, 1993*.

CASANOVA Pablo Gonzales, « Colonialisme global et démocratie », in CASANOVA Pablo Gonzales (dir.), *Etat et politique dans le Tiers Monde*, Forum du Tiers Monde, L'Harmattan, 1994, p. 11-79.

CESARY J., « Le multiculturalisme mondialisé : le défi de l'hétérogénéité », *Cultures et Conflits*, 33-34, 1999, p. 11.

CHAUPRADE A., « La quête de l'or noir », *Géopolitique*, Paris, Ellipses, 2003, p. 700-728.

CHIOZZA Giacomo, « Is there a Clash of Civilizations? Evidence from Patterns of International Conflicts Involvement – 1946-97 », *Journal of Peace Research*, 39/6, Nov. 2002, p. 711-734.

COHEN Antonin, « Construction des espaces de pouvoir transnationaux en Europe », in COHEN Antonin, LACROIX Bernard, RIUTORT Philippe (dir.), *Nouveau manuel… op. cit.*, p. 611-624.

-, « La dynamique endogène des institutions européennes », in COHEN Antonin, LACROIX Bernard, RIUTORT Philippe (dir.), *Nouveau manuel… op. cit.*, p. 629-646.

COHEN R., KENNEDY P., *Global Sociology*, New York, Palgrave, Macmillan, 2000*.

CONSTANT-MARTIN Denis (dir.), *Sur la piste des OPNI (Objets politiques non identifiés)*, Paris, Karthala, col. Recherches Internationales, 2002.*

CORDELLIER Serge, *La mondialisation au-delà des mythes*, Paris, La Découverte, 2000.

COURTY Guillaume, DEVIN Guillaume, *La construction européenne*, Paris, La Découverte - Repères, 2001.

DAGORN R.-E. « Une brève histoire du mot 'mondialisation' », *Mondialisation, Les mots et les choses*, GEMDEV, 1999, p. 187-204.

DENORD François, « Le prophète, le pèlerin et le missionnaire. La circulation internationale du néo-libéralisme et ses acteurs », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 145/5, 2002, p. 9-20.

-, « Le colloque Walter Lippman : le moment fondateur », *Néolibéralisme version française. Histoire d'une idéologie politique*, Paris, Demopolis, 2007, p. 116-125.

- et SCHWARTZ Antoine, « L'économie (très) politique du traité de Rome », *Politix* 89/1, 2010, p. 35-56.

DEVIN Guillaume, *Sociologie des relations internationales*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2002.

DEZALAY Yves, GARTH Bryant, « Le ‘Washington Consensus’. Contribution à une sociologie de l’hégémonie du néolibéralisme », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 121-122, mars 1998, p. 3-22.

-, « Les courtiers de l’international. Héritiers cosmopolites, mercenaires de l’impérialisme et missionnaires de l’universel », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 151-152, « Sociologie de la Mondialisation », Paris, Seuil, mars 2004, p. 5-35.

-, « De la défense de l’environnement au développement durable. L’émergence d’un champ d’expertise des politiques européennes », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 166-167, 2007, p. 66-79.

ELIAS Norbert, *La Dynamique de l'Occident*, trad. De l'allemand par Pierre Kamnitzer, Paris, Calmann-Lévy, 1975.

ESPING-ANDERSEN Gøsta, « The three political economies of the Welfare State », *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, 26/1, 1989, p. 175-201.

-, « After the Golden Age? Welfare State Dilemmas in a Global Economy », in ESPING-ANDERSEN Gøsta (ed.), *Welfare States in Transition. National Adaptations in Global Economies*, London, Thousand Oaks, New Delhi, Sage Publications, 1996, p. 1-31.

FANON Frantz, *Les damnés de la terre* (1961), Paris, Essais, La Découverte, 2002.

GUILHOT Nicolas, « Les professionnels de la démocratie. Logiques militantes et logiques savantes dans le nouvel internationalisme américain », *Actes de la Recherche en sciences sociales*, Paris, Le Seuil, 2001, p. 53-65.

HAAS Peter, « Epistemic Communities and International Policy Coordination », *International Organization*, 46/1, “, Power, and International Policy Coordination”, 1992, p. 1-35.

HASSENTEUFEL Patrick, PALIER Bruno, « Le social sans frontières ? Vers une analyse transnationaliste de la protection sociale », *Lien social et politique*, 45, 2001, p. 13-18.

-, MARTIN Claude, « Comparer les politiques publiques au prisme de la représentation des intérêts. Le cas des associations familiales en Europe », in *Revue Internationale de Politique Comparée*, 7/1, 2000, p. 21-51.

HEILBRON Johan, « Echanges culturels transnationaux et mondialisation : quelques réflexions », *Regards sociologiques*, 22, 2001, p. 141-154.

HUNGTINGTON S., « The Clash of Civilizations? », *Foreign Affairs*, 72/3, 1993, p. 22-49.

KEOHANE Robert, « Who Cares About the General Assembly ? », *International Organization*, 23/1, winter 1969, p. 141-149

-, NYE Joseph S. Jr., « Globalization: what’s New? What’s Not? (And So What?) », *Foreign Policy*, 118, spring 2000, p. 104-119

KORZENIEWICZ Roberto P., « Mouzelis, Nicos. Politics in the semi-periphery: Early Parliamentarianim and Late Industrialization in the Balkans and Latin America. New York, NY: St. Martin’s Press, 1986. Book Review”, *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, 1987, p. 160-163.

LACOSTE Yves, *Les pays sous-développés* (1959), 8e édition mise à jour, Paris, Presses Universitaires de France, Que Sais-Je ?, 1989.

-, « La géographie, la géopolitique et le raisonnement géographique », *Hérodote*, 130/3, 2008, p. 17-42.

LATOUCHE Serge, *Faut-il refuser le développement ? Essai sur l'anti-économique du tiers-monde*, Paris, col. Economie en liberté, PUF, 1986.

-, *L’occidentalisation du monde : essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire* (1989), 3 édition, Paris, La Découverte/Poche, 2005.

LEVITT T., « The globalization of market », *Harvard Business Review*, may-june 1983.

MANSOURI-GUILANI Nasser, *La mondialisation à l'usage des citoyens*, Paris, Editions de l'Atelier/Editions Ouvrières, 2004.

MARX Karl, « La théorie moderne de la colonisation », *Le Capital* (1867), livre premier, Paris, éditions sociales, 1976, p. 559-566.

MOREAU DEFARGES Philippe, « Les nouveaux espaces de la citoyenneté : vers une citoyenneté mondiale ? », *Cahiers français*, 316, 2003, p. 41-45.

NAHAVANDI F. (dir.), *Globalisation et néolibéralisme dans le Tiers-Monde*, Paris, Bibliothèque du Développement, L'Harmattan, 2000*.

-, « Développement et globalisation », in NAHAVANDI F. (dir.), *Globalisation et néolibéralisme… op. cit.*, p. 9-28.

NYE Joseph S., KEOHANE Robert O., « Transnational Relations and World Politics: an Introduction », *International Organization*, 25/3, summer 1971, p. 329-349.

POLANYI Karl, *La Grande Transformation; Aux origines politiques et économiques de notre temps* (1944), trad. de l'anglais Catherine Malamoud et Maurice Angeno, préf. Louis Dumont, Paris, Gallimard, col. Bibliothèque des Sciences Humaines, 1983.

PORTES Alejandro, « La mondialisation par le bas. L’émergence des communautés transnationales », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 129/1, 1999, pp. 15-25.

RIST Gilbert, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Science Po, 1996.

ROSENAU J. M., « Global Governance in the Twenty-First Century », *Global Governance*, 1/1, 1995.

ROSTOW W. W., *Les étapes du développement politique*, Paris, Seuil, 1975.

SACRISTE Guillaume, VAUCHEZ Antoine, « La 'guerre hors-la-loi, 1919-1930. Les origines de la définition d'un ordre politique international », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 150/1, 2004, p. 91-95.

SMITH Andy, « L'analyse comparée des politiques publiques : une démarche pour dépasser le tourisme intelligent ? », *Revue Internationale de Politique Comparée*, 7/1, 2000.

STEINMETZ George, « Empire et domination mondiale », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 171-172, 2008/1, p. 4-19.

STRANGE Susan, « The study of Transnational Relations », *International Affairs*, 52/3, july 1976, p. 333-345.

SWANN (De) Abram, « Pour une sociologie de la société transnationale », *Revue de synthèse*, 4/1, janvier-mars 1998, p. 89-111.

TILLY Charles, *Big structures, Large Processes, Huge Comparaisons*, New York, Russel Sage Foundation, 1984*.

THOMAS T. J., « Ohmane Kenichi. Triad Power: The Caning Shape of Global Competition. New York: The Free Press, 1985 », Review, *Canadian Journal of Communication*, 1985, 2/4, p. 409-410

VICTOR J.-C., VEDRINE H., « Le grand public face aux questions internationales », *Revue internationale et stratégique*, 71/3, 2008 p. 7-17.

WAGNER Anne-Catherine, *Les classes sociales dans la mondialisation*, Paris, La Découverte, Coll. Repères, 2007.

WALLERSTEIN Immanuel, *Le capitalisme historique*, Paris, Repères, La Découverte, 1985.

-, « La restructuration capitaliste et le système-monde », *Agone, Philosophie, Critique & Littérature*, 16, 1996.

-, *Geopolitics and Geoculture. the changing world-system* (1991), Etudes sur le capitalisme moderne/Studies in Modern Capitalism, Cambridge University Press/Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1997*.

-, *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-monde*, Paris, Grands repères, La Découverte, 2006.

WARDE Ibrahim, *Propagande impériale & guerre financière contre le terrorisme*, trad. De l'anglais Frédéric Cotton, Marseille, Agone-Contre-feux, Le Monde Diplomatique, 2007.

WENDT Alexander E., « The agent-structure problem in international relations theory », *International Organization*, 41/3, summer 1987, p. 335-370.

ZOLBERG Aristide R., « L'influence des facteurs 'externes' sur l'ordre politique interne », in GRAWITZ Madeleine, LECA Jean, *Traité de Science Politique*, Tome 1, Paris, PUF, 1985, chapitre X, p. 567-598.

Mouvements sociaux (réseaux militants, action collective, engagement, politique contestataire)

AGRIKOLIANSKY Eric, FILLIEULE Olivier, MAYER Nonna, *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005*.

AGRIKOLIANSKY Eric, SOMMIER Isabelle (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste. Le second forum social européen*, Paris, La Dispute, Série « Pratiques politiques », 2005*.

AGRIKOLIANSKY Eric, « Du tiers-mondisme à l'altermondialisme : genèse(s) d'une nouvelle cause », in AGRIKOLIANSKY Eric, FILLIEULE Olivier, MAYER Nonna, *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005, p. 43-73.

AMIRAUX Valérie, « Les limites du transnational comme espace de mobilisation », *Cultures et Conflits*, 33-34, 1999, p. 25-50.

AVISSE Sébastien *Les piqueteros argentins, allers-retours entre l'Etat et la route*, mémoire M1, IEP Rennes, 2006

BLEIL, S., « Avoir un visage pour exister publiquement : l'action collective des sans terre au Brésil », *Réseaux* 2005/1, n° 129-130, p. 123-153.

BOB Clifford, *The Marketing of Rebellion. Insurgents, Media and International Activism*, Cambridge University Press, 2005.

BONFIGLIOLI Chiara, BUDGEN Sébastien, *La planète altermondialiste. Guide critique de la pensée de Samir Amin, Pierre Bourdieu, Bernard Cassen, Noam Chomsky, Susan George, Naomi Klein, Sous-Cdt Marcos, Toni Negri, Arundhati Roy, etc.*, Paris, Textuel, La Discordre, 2006*.

BOUDON Raymond, BOURRICAUD François, *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, PUF, 1982.

BOUDREAU V., « Northern Theory, Southern Protest: Opportunity Structure Analysis in Cross-National perspective », *Mobilization: An international Journal*, I/2, 1996, p. 175-189.

CANET Raphaël, « L'intelligence en essaim. Stratégie d'internationalisation des forums sociaux et régionalisation de la contestation mondiale », *Cultures & Conflits*, 70, 2008, p. 33-56.

CARAMEL Laurence, « Les réseaux de l'antimondialisation », *Critique Internationale*, 13, octobre 2001, p. 153-151.

CAROTHERS T., BARNDT W., « Civil Society », *Foreign Policy*, 117, winter 1999-2000, p. 18-29.

CESARI Jocelyne, « Le multiculturalisme mondialisé : le défi de l'hétérogénéité », *Cultures et Conflits*, 33-34, 1999, p. 5-23.

CHABANET Didier, « Les marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions », in BALME Richard, CHABANET Didier, WRIGHT Vincent (dir.), *L'action collective en Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, p. 461-493.

CHAMPAGNE Patrick, « La manifestation. La production de l'événement politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 52/52-53, 1984,p. 19-41.

COLLOVALD Annie, « Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants », in COLLOVALD Annie (dir.), *L'humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du Tiers-Monde*, Rennes, PUR, 2002, p. 177-229.

CRETTIEZ Xavier, SOMMIER Isabelle, « La France rebelle au-delà de l'Hexagone », in *La France Rebelle : tous les mouvements et acteurs de la contestation*, Paris, Michalon, 2006, p. 643-654.

CULTURES ET CONFLITS, « Altermondialisme(s) oublié(s) », 2008*.

CURTIS R.I. Jr., ZURCHER L.A. Jr., « Stable Resources of Protest Movements : The Multi-Organisational Field », *Social Forces*, 52/1, 1973, p. 53-61.

DOBRY Michel, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations intersectorielles* (1986), Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1992.

ESTEVES A., MOTTA S., COX L., « 'Civil society' versus social movements », *Interface: a journal for and about social movements*, 1/2, 2009, p; 1-21.

FELSTINER William F., ABEL Richard, SARAT Austin, « The emergence and transformation of disputes: naming, blaming, claiming », *Law and Society Review*, 15, 1980, p. 630-654.

FILLIEULE Olivier, *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*, Paris, Presses de Science Po, 1997*.

-, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue Française de Science Politique*, 51/1-2, février-avril 2001, p. 199-217.

-, BLANCHARD Philippe, AGRIKOLIANSKY Eric, BANDLER Marko, PASSY Florence, SOMMIER Isabelle, « L'altermondialisme en réseaux. Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement : les participants du contre-sommet du G8 d'Evian », *Politix*, 17/68, 2004, p. 13-48.

-, « Emergence et développement des mobilisations », in COHEN Antonin, LACROIX Bernard, RIUTORT Philippe (dir.), *Nouveau manuel… op. cit.*, p. 514-528.

-, AGRIKOLIANSKY Eric, SOMMIER Isabelle, *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, Recherches, 2010*.

FOUGIER Eddy, *Dictionnaire analytique de l'altermondialisme*, Paris, Ellypses, 2006*.

FREEMAN Jo, « The Tyranny of Structurelessness », *Berkeley Journal of Sociology*, 17, 1972-73, p. 151-164.

GAXIE Daniel, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Swiss Political Science Review*, 11/1, 2005, p. 157-188.

GITLIN Tod, *The Whole World is Watching. Mass Media in the Making & Unmaking of the New Left*, Berkeley, Los Angeles, London, University of California Press, 1980.

GOBILLE Boris, « Les altermondialistes: des activistes transnationaux ? », *Critique internationale*, 27, avril-juin 2005, p. 131-145.

GRANJON Fabien, « Les répertoires d'action télématiques du néomilitantisme », *Le Mouvement Social*, 200, 2002, p. 11-32.

HALLIN Daniel, MANCINI Paolo, *Comparing Media Systems. Three models of Media and Politics*, Cambridge University Press, 2004.

HANAGAN M., « Irish Transnational Social Movements, Deterritorialized Migrants, and the State System : The Last One Hundred And Forty Years », *Mobilization: An International Journal*, 5/1, 2000, p. 107-126.

HERRERA Rémy, « Samir Amin, un théoricien militant », in BONFIGLIOLI Chiara, BUDGEN Sébastien, *La planète altermondialistes… op. cit.*, p. 17-27.

INGLEHART Ronald, « Changing Values and Skills Among Western Publics: An Overview », in *The Silent Revolution. Changing values and Political Styles Among Western Publics*, Princetown University Press, 1977, p. 3-18.

KECK Margaret E., SIKKINK Kathryn, *Activists beyond borders. Advocacy Networks in International Politics*, Cornell University Press, Ithaca and London, 1998.

KLANDERMANS Bert, « The formation and mobilization of consensus », *International Social Movement Research*, 1, 1988, p. 173-196.

LEVEQUE Sandrine, « Usages croisés d'un 'événement médiatique' », in AGRIKOLIANSKY Eric, SOMMIER Isabelle (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste. Le second forum social européen*, Paris, La Dispute, Série « Pratiques politiques », 2005, p. 75-102.

MCADAM Doug, *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*, Chicago, University of Chicago Press, 1999.

-, « Cycle of Collective Action: Between Moments of Madness and the Repertoire of Contention », *Social Science History*, 17/2, 1993, p. 281-307.

MCCARTHY John D., ZALD Mayer N., « Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, 82, 1977, p. 1212-1241.

MANEY G. M., « Transnational Structures and protest: Linking Theories and Assessing Evidence », *Mobilization: An international Journal*, 6/1, 2001, p. 83-100.

MANNHEIM K. *Ideology and utopia*, London, Routledge and Kegan Paul, 1936.

MATHIEU Lilian, « Quand la sociologie de l'action collective rencontre les identités. Etat des lieux et perspectives », communication au colloque « Classe, ethnicité, genre… : les mobilisations au piège de la fragmentation identitaire ? », Rennes, CRAPE, 8-9 mai 2007.

-, « Contexte politique et opportunités », in FILLIEULE Olivier, AGRIKOLIANSKY Eric, SOMMIER Isabelle, *Penser les mouvements sociaux… op. cit.*, p. 39-54.

MATONTI Frédérique, POUPEAU Franck, « Le capital militant : essai de définition », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 155/5, 2004, p. 4-11.

-, « Crises politiques et reconversions : Mai 68 », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 158, juin 2005, Paris, Le Seuil, pp. 5-7.

MELUCCI Alberto, « Société en changement et nouveaux mouvements sociaux », *Sociologie et Société*, 10/2, 1978, p. 37-53.

MERCIER Arnaud, « Mobilisation collective et limites de la médiatisation comme ressource. L'exemple du mouvement pacifiste de 1991 à la télévision française », in FILLIEULE Olivier (dir.), *Sociologie de la protestation : les formes de l'action collective dans la France contemporaine*, Paris, L'Harmattan, 1993, p. 233-259.

MEYER D., WHITTIER N., « Social Movement Spillover », *Social Problems*, 41/2, 1994, p. 277-298.

MEYER David, STAGGENBORG Suzanne, « Movements, Countermovements, and the Structure of Political Opportunities », *American Journal of Sociology*, 101/6, May 1996, p. 1628-1660.

MOSCOVICI S., *Psychologie des minorités actives* (1979), Paris, Sociologies, PUF, 1991.

MOUCHARD Daniel, « 'Politique délibérative' et logiques de mobilisation. Le cas d'Agir ensemble contre le chômage », *Politix*, 15/57, 2002, p. 125-145.

- « Les mobilisations des « sans » dans la France contemporaine : l'émergence d'un 'radicalisme autolimité' ? », *Revue française de science politique* 52/4, 2002, p. 425-447.

-, « Les altermondialismes », *Critique Internationale*, 27, avril-juin 2005, p. 129-130.

-, « Les mouvements sociaux, laboratoires de la démocratie », *La vie des idées.fr*, publié le 7 septembre 2010.

MOUTERDE Pierre, GUILLAUDAT Patrick, *Les mouvements sociaux au Chili (1973-1993)*, Paris, L'Harmattan, col. Recherches et documents Amérique Latine, 1995.

NEVEU Erik, « Médias, mouvements sociaux, espaces publics », *Réseaux*, 98, 1999, p. 17-85.

-, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, Repères, La Découverte, 2002.

-, « Dynamiques et effets des mobilisations », in COHEN Antonin, LACROIX Bernard, RIUTORT Philippe (dir.), *Nouveau manuel… op. cit.*, p. 530-548.

-, « Médias et protestations collectives », in FILLIEULE Olivier, AGRIKOLIANSKY Eric, SOMMIER Isabelle, *Penser les mouvements sociaux… op. cit.*, p. 245-264.

OBERSCHALL Anthony, « Theories of Social Conflict », in *Social Movements. Ideologies, Interests, & Identities*, Transaction Publishers, 1996, p. 39-42.

OFFE C., « Challenging the boundaries of institutional politics: social movements since the 60's », in MAIER (ed.), *Changing the boundaries of the political*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987, p. 63-91.

OLLITRAULT Sylvie, « Science et militantisme: les transformations d'un échange circulaire. Le cas de l'écologie française », *Politix*, 36, 1996, p. 141-162.

-, « De la caméra à la pétition-web. Le répertoire médiatique des écologistes », *Réseaux*, 98, 1999, p. 153-185.

-, *Militer pour la planète. Sociologie des écologistes*, Rennes, PUR, 2008.

PATTIEU Sylvain, « Naomi Klein, passeuse de résistances », in BONFIGLIOLI Chiara, BUDGEN Sébastien, *La planète altermondialiste… op. cit.*, p. 135-147.

PECHU Cécile, « Laissez parler les objets ! De l'objet des mouvements sociaux aux mouvements sociaux comme objets », in *L'atelier du politiste*, Paris, La Découverte, 2007, p. 59-78.

PIVEN F. CLOWARD R., *Poor People's Movements. Why they succeed, how they fail*, USA, Random House, 1988.

PLEYERS Geoffrey, « Les forums sociaux comme modèle idéal de convergence », *Revue internationale des sciences sociales*, 182/4, 2004, p. 569-579.

POULIGNY Béatrice, « Acteurs et enjeux d'un processus équivoque. La naissance d'une 'internationale civile' », *Critique Internationale*, 13, 2001, p. 163-176.

RAES F., « Le Movimento dos trabalhadores rurais sem terra au Brésil : entre luttes paysannes et 'nouveau mouvement social' », *Lusotopie*, 2001, p. 63-90.

RUCHT DIETER, « The EU as a Target of Political Mobilisation: Is there a Europeanisation of Conflict?", BALME Richard, WRIGHT V. (dir.), *L'action collective en Europe*, Paris, Pressse de Sciences Po, p. 163-188.

SAMPEDRO Víctor, « The Media Politics of Social Protest », *Mobilization: An International Journal*, 2/2, 1997, p. 185-205.

SAWICKI Frédéric, SIMEANT Johanna, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, Paris, 2009, p. 1-29.

SIMEANT Johanna, « La transnationalisation de l'action collective », in FILLIEULE Olivier, AGRIKOLIANSKY Eric, SOMMIER Isabelle, *Penser les mouvements sociaux… op. cit.*, p. 121-144.

-, « What is Going Global? The Internationalization of French NGOs 'without borders' », *Review of International Political Economy*, 12/5, 2005, p. 851-883.

-, POMMEROLLE, Marie-Emmanuelle, « Voix africaines au Forum social mondial de Nairobi. Les chemins transnationaux des militantismes africains », *Cultures & Conflits*, 70, 2008, p. 129-149.

SMITH Jackie, « Globalizing Resistance: the battle of Seattle and the Future of Social Movements », *Mobilization: An International Journal*, 6/1, 2001, p. 1-20.

SNOW David, ROCHFORD Burke, WORDEN Steven, BENFORD Robert, « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation », *American Sociological Review*, 51, 1986, p. 484-481.

SOMMIER Isabelle, *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, nouvelle édition revue et augmentée, Paris, Flammarion, Champs, 2003.

TARROW Sidney, « La contestation transnationale », in, *Cultures et conflits*, 38-39, 2000, p. 187-223.

TEEGEN H., DOH J. P., VANACHI S., « The Importance of nongovernmental organizations (NGOs) in global governance and value creation: an international business research agenda », *Journal of International Business Studies*, 35, 2004, p. 463-483.

TILLY Charles, « Les origines du répertoire d'action collective en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième Siècle*, 4, 1984, p. 89-104.

-, *Big structures, Large Processes, Huge Comparaisons*, New York, Russel Sage Foundation, 1984.

-, *La France conteste de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, col. L'espace du politique, trad. Eric Diacon, 1986.

-, MCADAM Doug, « Scale Shift in Transnational Contention », in DELLA PORTA Donattela, TARROW Sidney (eds.), *Transnational Protest & Global Activism*, Oxford, Rowman & Littlefield Publishers Inc., 2005, p. 121-147.

TOURAINE Alain, « Théorie et pratique d'une sociologie de l'action », *Sociologie et sociétés*, X/2, 1978, p. 149-188.

-, « Société en changement et nouveaux mouvements sociaux », *Sociologie et Société*, 10/2, 1978, p. 37-54.

-, *Production de la société* (1973), édition révisée, Paris, Seuil, 1993.

-, « Contre-culture », in *Encyclopaedia Universalis - Dictionnaire de la sociologie*, Encyclopaedia Universalis et Albin Michel, Paris, 1998, p. 204-210.

WAGNER Anne-Catherine, « La fabrique de syndicalistes 'européens' : une enquête sur les formations européennes de la CES », *Politique européenne*, 27/1, 2009, p. 105-127.

YOUNG Joseph, « Lessons from Seattle: Resistance to Globalization, the Media, and the State's Response », paper prepared for delivery at the Annual Conference of the Global Studies Association, Boston, MA, April 23-25, 2004.

VAN DE DONK Wim, LOADER Brian D., NIXON Paul G., DIETER Rucht, « Social movements and ICTs », in *Cyberprotest. New media, citizens and Social movements*, London & New York, Routledge, 2004, p. 1-25.

ZUBERO Imanol, « Conocer para hacer : la tarea cultural de los movimientos sociales », in MARI SAEZ Víctor Manuel (coord.) (2004), *La Red… op. cit.*, p. 59-75.

Médias (communication, journalisme, espace public)

ACCARDO Alain, « Le destin scolaire », in BOURDIEU Pierre (dir.), *La misère du monde*, Paris, Points, Le Seuil, 1993, p. 1105-1131.

-, *Journalistes, précaires, journalistes au quotidien*, Marseille, Agone, 2007.

ADORNO Theodor, « L'industrie culturelle », *Communications*, 3/3, 1964, p. 12-18.

ARBOIT Gérald, MATHIEN Michel (dir.), *La guerre en Irak. Les médias et les conflits armés*, Bruxelles, Bruylant, col. Médias, Sociétés et Relations Internationales, 2006*.

ARBOIT Gérald, « Médias et déclenchement des guerres. Quelle révolution dans les affaires militaires ? », in ARBOIT Gérald, MATHIEN Michel (dir.), *La guerre en Irak… op. cit.*, p. 29-46.

ARQUEMBOURG Jocelyne, « De l'événement international à l'événement global : émergence et manifestations d'une sensibilité mondiale », *Hermès*, 46, 2006, p. 13-21.

BENNET W. L., « New media power. The Internet and Global Activism », in COULDRY Nick, CURRAN James (eds) *Contesting Media Power: Alternative Media in a Networked World*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2003, p. 17-37.

BLOCH Marc, *Réflexions d'un historien sur les fausses nouvelles de la guerre* (1921) , Paris, Editions Allia, 1999.

BOURDIEU Pierre, *Sur la télévision*, Paris, Liber, Raisons d'agir, 1996.

BRETON Philippe, PROULX Serge, *L'explosion de la communication* (1989), Paris, La Découverte/Poche, 1996.

CABEDOCHE B., « Le rapport McBride, conférence du consensus avant l'heure ? L'expérimentation refoulée d'une médiation politique originale, porteuse d'un espace public sociétal et des valeurs fondatrices de l'Unesco », *Les enjeux de l'information et de la communication*, article inédit publié le 3/11/2011.

CHAMPAGNE Patrick, *Faire l'opinion*, Paris, éditions de Minuit, 1990.

-, « 'Opinion publique' et débat public », in PAILLART Isabelle (dir.), *L'espace public et l'emprise de la communication*, Paris, Ellug, 1995, p. 17-36.

-, « Les sondages, le vote et la démocratie », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 109/1, 1995, p. 73 – 92.

-, « L'étude des médias et l'apport de la notion de champ », in PINTO Eveline (dir.), *Pour une analyse critique des médias. Le débat public en danger*, Paris, Ed. du Croquant, 2007, p. 39-53.

-, « à propos du champ journalistique », in FLEURY Béatrice, WALTER Jacques, *Les médias… op. cit*., p. 135-150.

CHARLE Christophe, « Histoire des médias et crise des médias. L'ancien et le nouveau », in PINTO Eveline (dir.), *Pour une analyse critique des médias. Le débat public en danger*, Paris, Ed. du Croquant, 2007, p. 25-38.

CHOMSKY Noam, HERMAN Edward S., *La fabrique de l'opinion publique. La politique économique des médias américains* (1988), Le Serpent à Plumes, 2003.

DAUVIN Pascal, LE BART Christian, « Presse municipale, presse locale : un discours précontruit », *Médias Pouvoirs*, 21, 1991.

ECKERT M., PAULY J., « The myth of 'the local' in American journalism », *J&MC Quartely*, 79/2, 2002, p. 310-326.

ENZENSBERGER Hans Magnus, *Culture ou mise en condition?* (1962), trad. de l'allemand B. Lortholary, Paris, Les Lettres Nouvelles, 1973.

FARGE Arlette, *Dire et mal dire. L'opinion publique au XVIIIe siècle*, Paris, Seuil, Librairie du XXIe siècle, 1998.

FIALA Pierre, « Les mots du terrorisme ; Ruptures sémantiques et argumentatives dans le discours médiatique », in ARBOIT Gérald, MATHIEN Michel (dir.), *La guerre en Irak… op. cit.*, p.125-140.

FLICHY Patrice, *Le sacre de l'amateur. Sociologie des passions ordinaires à l'ère numérique*, Paris, Seuil, La République des Idées, 2010.

FRANÇOIS Bastien, NEVEU Erik, « Pour une sociologie politique des espaces publics contemporains », in FRANÇOIS Bastien, NEVEU Erik (Dir.), *Espaces publics mosaïques : acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains*, Rennes, PUR, 1995, p. 13-58.

FRISQUE Cégolène, « Des militants de leur profession ? L'exercice 'critique' du journalisme comme forme d'engagement militant dans l'activité professionnelle », *Journalistes engagés*, Rennes, PUR, 2010, p. 145-164.

GAMSON W. A. WOLFSFELD G., « Movements and Media as Interacting Systems », *Annals of the American Academy of Political and Social Sciences*, 528, 1993.

GANS H., « Deciding what's news: story suitability », *Society*, 16/3, 1979, p. 65-77.

GRANJON Fabien, « La production amateur d'information sur internet : entre engagement citoyen et production de soi », draft paper, communication personnelle de l'auteur, 2010.

HABERMAS Jürgen, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise* (1962), traduit de l'allemand par Marc B. de Launay, Paris, Payot, collection Critique de la politique, 1993.

HALIMI Serge, « L'art et la manière d'ignorer la question des médias », in PINTO Eveline (dir.), *Pour une analyse critique… op. cit.*, p. 195-210.

HALL S., CRITCHER C., JEFFERSON T., CLARKE J., ROBERTS B., *Policing the Crisis Mugging, the state and law and order*, London, Mc Millan, 1978*.

HALLIN Daniel C., *The « Uncensored War » : the Media and Vietnam*, USA, University of California Press, 1989.

-, PAPATHANASSOPOULOS S., « Political clientelism and the media: southern Europe and Latin America in comparative perspective », *Media, Culture and Society*, 2002, p. 175-195.

-, MANCINI Paolo, *Comparing Media Systems. Three models of Media and Politics*, Cambridge University Press, 2004.

HARVEY Nicolas, « Logiques de marché d'un journal anticapitaliste : le *Monde Diplomatique* et la gestion de ses contradictions », Communication au Congrès des Associations Francophones de Science Politique, Québec, 26 mai 2007.

HILTGARNER S., BOSK C., « The rise and fall of social problems: a public arenas model », *American Journal of Sociology*, 94/1, 1988.

JEANCLOS Yves, « Médias, terrorisme et société internationale. Petite histoire de la terreur ordinaire », in ARBOIT Gérald, MATHIEN Michel (dir.), *La guerre en Irak… op. cit.*, p. 109-124.

LACOSTE Pierre, « Interface entre système d'information et systèmes de décision », in ARBOIT Gérald, MATHIEN Michel (dir.), *La guerre en Irak… op. cit.*, p. 67-78.

LAPREVOTE Louis-Philippe, « De quelques difficultés d'étudier la propagande en général et l'information de guerre en particulier », in ARBOIT Gérald, MATHIEN Michel (dir.), *La guerre en Irak… op. cit.*, p. 277-288.

LE BOHEC Jacques, *Les mythes professionnels des journalistes. L'état des lieux en France*, Paris, L'Harmattan, coll. Communication et Civilisation, 2000.

LEGAVRE Jean-Baptiste, « Les intellectuels dans l'espace public. Les lectures journalistiques des pétitions de novembre-décembre 1995 », in FRANÇOIS Bastien, NEVEU Erik (Dir.), *Espaces publics… op. cit.*, p. 209-228.

LE GRIGNOU Brigitte, Du côté du public. Usages et réception de la télévision, Paris, Economica, 2003.

LEMIEUX Cyril, Mauvaise presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques, Paris, Métailié, 2000.

LEVEQUE Sandrine, « Usages croisés d'un 'événement médiatique' », in AGRIKOLIANSKY Eric, SOMMIER Isabelle (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste. Le second forum social européen*, Paris, La Dispute, Série « Pratiques politiques », 2005, p. 75-102.

MARCHADOUR Guénolé, La violence urbaine au Brésil : les formes et les enjeux de la médiatisation à travers une étude du journal Zero Hora à Porto Alegre, Mémoire M1, IEP Rennes, 2005.

MARCHETTI Dominique, « Les conditions de réussite d'une mobilisation médiatique et ses limites. L'exemple d'Act Up-Paris », in CURAPP, La politique ailleurs, Paris, PUF, 1998, p. 277-297.

-, « Les sous-champs spécialisés du journalisme », Réseaux, 111, 2002, p. 22-55.

- (dir.), *En-quête d'Europe. Médias européens et médiatisation de l'Europe*, Rennes, PUR, 2004.

-, « L'internationale des images », Actes de la recherche en sciences sociales 145/5, 2002, p. 71-83.

-, Quand la santé devient médiatique. Les logiques de production de l'information dans la presse, Grenoble, PUG, 2010.

MARTÍN-BARBERO Jesús, De los medios a las mediaciones. Comunicación y hegemonía, Convenio Andrés Bello, Santafé de Bogotá, 1989.

MATHIEN Michel, *Médias en région*, Nancy, PUN, 1986.

-, « L'information sur la guerre en Irak. Les médias face aux pouvoirs », in ARBOIT Gérald, MATHIEN Michel (dir.), *La guerre en Irak… op. cit.*, p. 1-25

MATTELART Armand, MATTELART Michèle, De l'usage des médias en temps de crise. Les nouveaux profils des industries de la culture, Paris, Alain Moreau, 1979.

-, SIEGELAUB S., Communication and Class Struggle. Capitalism, Imperialism. Vol 1., International General, 1979, Communication and Class Struggle. Liberation, Socialism. Vol 2., International General, 1983*.

-, Mattelart M., *Penser les médias*, Paris, La Découverte, 1986.

-, *La Communication-monde. Histoire des idées et des stratégies*, Paris, La Découverte/Poche, col. Sciences Humaines et Sociales, 1992.

-, « La nouvelle idéologie globalitaire » (1997), in CORDELLIER Serge (dir.), *La mondialisation au-delà des mythes*, Poche, La Découverte, 2000, p. 81-92.

-, *La mondialisation de la communication* (1996), troisième édition mise à jour, Que Sais-je ?, PUF, 2002.

McCHESNEY Robert W., *Rich Media, Poor democracy. Communication Politics in Dubious Times* (1999), New York, The New Press, 2000.

MCCOMB M., SHAW D., « The agenda-setting fonction of Mass Media », *Public Opinion Quartely*, 36, 1972, p. 176-187.

McLUHAN Marshall, « La galaxie reconfigurée, ou la condition de l'homme de masse dans une société individualiste », in *La galaxie gutemberg 2. La genèse de l'homme typographique* (1962), Paris, Gallimard, col. Idées, 1977, p. 475-501.

-, « Le message, c'est le medium », in *Pour Comprendre les médias. Les prolongements technologiques de l'homme* (1964), trad. De l'anglais jean Paré, Paris, Seuil, col. Points, 1968, p. 25-40.

MERCIER Arnaud, « Médias, relations publiques et guerres. Les opinions publiques comme enjeu », in ARBOIT Gérald, MATHIEN Michel (dir.), *La guerre en Irak… op. cit.*, p. 47-66.

MONDAK Jeffery J., « Newspapers and political awareness », *American Journal of Political Science*, 39/ 2, 1995, p. 513-527.

NEGT Oskar, *L'espace public oppositionnel*, Paris, Payot, 2007.

NEVEU Erik, « Médias, mouvements sociaux, espaces publics », *Réseaux*, 98, 1999, p. 17-85.

-, « L'approche constructiviste des 'problèmes publics'. Un aperçu des travaux anglo-saxons », *Etudes de communication*, 22, 1999, p. 41-58.

-, « De quelques incidences des médias sur les systèmes démocratiques », *Réseaux*, 18/ 100, 2000, p. 107-136.

-, *Sociologie du journalisme*, Paris, Repères, La Découverte, 2001.

NEWTON K., « May the weak force be with you: The power of the mass media in modern politics », *European Journal of Political Research*, 45, 2006, p. 209-234.

PALMER Michael, « De la terreur au terrorisme. Mots galvaudés dans les rédactions de langue anglaise (janvier-mars 2003) », in ARBOIT Gérald, MATHIEN Michel (dir.), *La guerre en Irak… op. cit.*, p. 141-154.

PINTO Eveline (dir.), *Pour une analyse critique des médias. Le débat public en danger*, Paris, Ed. du Croquant, 2007*.

RIEFFEL Rémy, *Que sont les médias ? Pratiques, identités, influences*, Paris, Gallimard, 2005.

SCHLESINGER Philip, « Repenser la sociologie du journalisme. Les stratégies de la source d'information et les limites du média-centrisme » (1990), *Réseaux*, 51, 1992, p. 51-98.

SOSALE S., « Envisionning a new world order through journalism. Lessons from recent history », *Journalism*, SAGE Publications, 4/3, p. 377-392.

STORA Benjamin, *Imaginaires de guerre. Algérie – Viêt-nam, en France et aux États-Unis*, Paris, La Découverte, 1997.

SZCZEPANSKI-HUILLERY Maxime, « Les architectes de l'altermondialisme Registres d'action et modalités d'engagement au *Monde diplomatique* », in AGRIKOLIANSKY Erik, FILLIEULE Olivier, MAYER Nonna (dir.). *L'altermondialisme en France… op. cit.*, p. 143-173.

TOSEL André, « La presse comme appareil d'hégémonie selon Gramsci », *Quaderni*, 57, 2005, p. 55-71.

TUCHMAN Gay, « Objectivity as strategic rituals: an examination of newsmen's notions of objectivity », *American Journal of Sociology*, 77/4, 1972, p. 660-679.

TUNSTALL J, *Journalists at work*: *specialist correspondents: Their news organizations, news sources, and competitor-colleagues*, Constable, London, 1971*.

TUPPER Patricio, « L'autre 11 septembre. Médias chiliens et CIA contre Allende », in ARBOIT Gérald, MATHIEN Michel (dir.), *La guerre en Irak… op. cit.*, p. 85-105.

VOIROL O. « Retour sur l'industrie culturelle », *Réseaux* 166/2, 2011, p. 125-157.

WEIL E., *« Pas si Diplomatique que ça ». Le Monde Diplomatique et le conflit israélo-arabe de 2000 à 2006 : une tentative d'analyse et d'interprétation*, mémoire M2, Paris, Université La Sorbonne, 2006.

WINSECK D. R., PIKE R. M., *Communication and Empire. Media, Markets, and Globalization, 1860-1930*, Durham & London, Duke University Press, 2007.

WOLFSFELD Gadi, *Media and Political Conflict. News from the Middle East*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.

Médias alternatifs (communication des mouvements sociaux, presse radicale, médias citoyens)

ALBERT Michel, « Qu'est-ce qui rend alternatifs les médias alternatifs ? », *Ao ! Espaces de la parole*, VI/2. 2000, p. 54-58.

ALFARO MORENO R. M., « Culturas populares y comunicacion participativa : en la ruta de las redefiniciones », *Comunicación*, 126, 2004, p.13-19.

ALLAN Stuart, THORSEN Einar (Ed.), *Citizen Journalism. Global Perspectives*, Peter Lang Publishing Inc., New York, 2009.

ALLARD Laurence, « Express yourself 2.0 ! Blogs, podcasts, fansubbing, mashups... : de quelques agrégats technoculturels à l'âge de l'expressivisme généralisé », *Hack_Lab du Libre*, 2005.

ALTERMAN Eric, « La gauche dans son ghetto, la droite à la radio », *Le Monde Diplomatique*, octobre 1994.

ATTON Chris, « A reassessment of the alternative press », *Media, Culture and Society*, 21, 1999, p. 51-76.

-, *Alternative media*, London, Thousands Oaks and New Delhi, Routledge, Sage publications, 2002.

-, « What is 'alternative journalism' ? », *Journalism*,. 4/3, 2003, p. 267-272.

-, *Alternative Internet. Radical Media, Politics and Creativity*, Edinburg, Edinburgh University Press, 2004.

AUSSANT Typhaine, *Quand la presse fait de la résistance. Etude de quatre revues culturelles pas comme les autres*, mémoire M1, IEP Rennes, 2010.

BECKER Jörg, « Allemagne de l'ouest : naissance d'une presse 'alternative' contre les géants », *Le Monde Diplomatique*, mai 1977.

BLASCO Nathalie, « Quel pouvoir des sites Internet d'information concernant l'EZLN sur la sphère politique mexicaine et l'opinion publique internationale ? », *@mnis, Revue de Civilisation Contemporaine de l'Université de Bretagne Occidentale*, 2004.

BLONDEAU Olivier (avec la collaboration de Laurence Allard), *Devenir Média. L'activisme sur Internet entre défection et expérimentation*, Paris, Editions Amsterdam, 2007.

BRESNAHAN R., « The Media and the Neoliberal Transition in Chile. Democratic Promise Unfulfilled », *Latin American Perspectives*, issue 133, 30/6, November 2003, p. 39-68.

BROWNE D. R., « The Voices of Palestine: a Broadcasting House Divided », *Middle East Journal*, 29/2, spring 1975, p. 133-150.

BURCH Sally, « FSM : Iniciativas ciudadanas en comunicación », *Comunicación y Ciudadanía. Construyendo la Agenda social en comunicación*, 31 janvier 2005.

CARDON Dominique, GRANJON Fabien, « Peut-on se libérer des formats médiatiques ? Le mouvement alter-mondialisation et l'internet », *Mouvements*, 25, janvier-février 2003, p. 67-73.

-, « Médias alternatifs et mobilisations transnationales », Intervention au Colloque « Internet, nouvel espace public mondialisé ? », Les Canadiens en Europe, Maison de la recherche, 28 novembre 2003.

-, GRANJON Fabien., « Les mobilisations informationnelles dans le mouvement altermondialiste », Paris, Colloque Les Mobilisations altermondialistes, 3-5 décembre 2003).

-, *Médiactivistes*, Paris, Presses de SciencesPo., coll. Contester, 2010.

CASSIGOLI Armando, « Sobre la contrainformación y los asi llamados medios alternativos », in Simpson Grinberg M. (dir.), *Comunicación alternativa y cambio social. 1. América Latina* (1986), México, La Red de Jonas, Premia Editora, 1989, p.63-71.

CASTELLS Manuel, « Les zapatistes du Mexique, première guerrilla informationnelle », in *Le pouvoir de l'identité. L'ère de l'information* (1997), trad. Anglais Paul Chemla, Paris, Fayard, 1999, p. 94-107.

CASTELLS TALENS Antoni, « Formulation and Implementation of Indigenous Radio Policy in México », Submitted for presentation to « Our Media, Not Theirs II », the Pre-conference on Alternative Media at IAMCR, Barcelona, 2002.

-, « El mito fundacional de la radio indigenista. Nuevos datos arrojan más preguntas que explicaciones », *Revista Mexicana de Comunicación*, octubre-noviembre 2005.

-, RAMOS RODRIGUEZ José Manuel, CHAN CONCHA Marisol, « Radio, control, and indigenous peoples: the failure of state-invented citizens' media in Mexico », in *Development in Practice*, 19/4-5, 2009, p. 525-537.

CHADAIGNE Pierre-José, *La communication alternative : la presse parallèle en France des années 60 à la fin des années 90*, Paris, Thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université Paris II-Panthéon Assas, 2002.

COMEDIA, « The alternative press: The development of underdevelopment », *Media, Culture and Society*, 6, 1984, p. 95-102.

CORNEJO PORTUGAL Inés, « Radio Indigenista Ayer y Hoy - Instrumento de arraigo cultural », *Revista Mexicana de Comunicación*, Febrero-Marzo 2004.

COULDRY Nick, ATTON, Chris, « Introduction », *Media, Culture and Society*, 25, 2003, p. 579-586.

COULDRY Nick, CURRAN James, (eds), *Contesting Media Power: Alternative Media in a Networked world*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2003*.

COYER Kate, « Radio and the Indymedia Collective. A Case Study of Seattle, Los Angeles, and London », Communication présentée à la IIIe Conférence de OURMedia/NuestrosMedios, Barranquilla, Colombie, mai 2003.

DESCAMPS Philippe, « Les petites voix de la dissidence », *Le Monde Diplomatique*, septembre 2004.

DOWNING John D. H., « The alternative public realm: the organization of the 1980s anti-nuclear press in the West Germany and Britain », *Media, Culture and Society*, 10, 1988, p. 163-181.

-, with VILLAREAL FORD T., GIL G., STEIN L., *Radical Media: Rebellious Communication and Social Movements*, London, Thousands Oaks and New Delhi, Sage publications, 2001.

-, « Audiences and readers of alternative media : the absent lure of the virtually unknown », *Media, Culture and Society*, 25, 2003, p. 625-645.

-, « The Independent Media Center Movement and the Anarchist socialist Tradition », in COULDRY Nick, CURRAN James (eds) *Contesting Media Power: Alternative Media in a Networked World*, Lanham: Rowman and Littlefield, 2003, p. 243-257.

-, « Medios radicales y globalización », *Códigos*, segunda etapa, 1/ 2, otoño 2005, p. 5-15.

-, « Uncommunicative Partners: social movement media analysis and radical educators », paper presented in varying versions, 2008.

-, « Social movement theories and alternative media », *Communication, Culture & Critique* 1/1, 2008, p. 40-50.

(ed.), *Encyclopedia of Social Movement Media*, Sage Publications, Reference, Thousand Oaks, London, New Delhi, Singapore, 2010*.

DUBOIS Frédéric, « Réseauteurs, unissez-vous ! Consolider la solidarité entre médias », in LANGLOIS Andrea, DUBOIS Frédéric, *Médias autonomes… op. cit.*, p. 197-214.

EKMAN Matthias, « Alternative Media in the World Social Forum », in DOWNING John D. H. (ed.), *Encyclopedia… op. cit.*, p. 30-33.

ELASTAL Abdelaziz, *Evolution des moyens de lutte palestinienne à travers la presse*, thèse de doctorat sous la direction de Jean Rivero, Paris 2, 1986.

ELLOUMI Mohamed Chedli, *Un art engagé : l'image palestinienne ou image et politique dans la résistance palestinienne. Bilan des années 1970*, thèse de doctorat en esthétique, Paris, Université de Paris 1 Sorbonne, 1986.

FANON Frantz, « Ici la voix de l'Algérie », in *L'an V de la Révolution Algérienne*, Paris, La Découverte & Syros, 2001, p. 51-84.

FENTON Anthony, « Résister à un coup d'Etat. Les médias autonomes et la solidarité en Haïti », in LANGLOIS Andrea, DUBOIS Frédéric, *Médias autonomes… op. cit.*, p. 115-132.

FERRON Benjamin, *La presse alternative locale en France.*, Mémoire de DEA, IEP de Rennes, 2004.

-, « Les médias alternatifs : entre luttes de définition et luttes de (dé-)légitimation », *Les enjeux de l'information et de la communication*, 2007.

-, « Des médias de mouvements aux mouvements de médias. Retour sur la genèse du 'Réseau Intercontinental de Communication Alternative' (1996-1999) », *Mouvements*, 61, janvier-mars 2010, p. 108-120.

-, « Le journalisme alternatif entre engagement et distanciation. Les stratégies médiatiques des mouvements sociaux dans la 'bataille de Cancún' contre l'OMC (2003), in Levêque Sandrine, Ruellan Denis, *Journalistes engagés*, Rennes, PUR, Res Publica, 2010, p. 109-126.

-, « Note critique. Stuart Allan, Einar Thorsen (Eds.), *Citizen Journalism. Global Perspectives.* New York, Peter Lang Publishing Inc., 2009 », *Réseaux . Communication, technologie, société*, 160, 2010, p. 319-322.

FNVDPQ, « La FNVDPQ et TVasso déposent un recours contre la décision du CSA à Marseille », *Observatoire Français des Médias*, 5 décembre 2005.

FOLLETT Danielle, BOOTHE Thomas, « *'Democracy Now'* donne sa voix à la gauche américaine », *Le Monde Diplomatique*, 646, janvier 2008, p. 8-9.

FRANKLIN Bob, MURPHY David, « The alternative local press », *What's news? The market, Politics and the Local Press*, , London and New York, Routledge, 1991, p. 106-130.

FROEHLING Oliver, « The Cyberspace 'War of Ink and Internet' in Chiapas, Mexico », *Geographical Review*, 87/2, "Cyberspace and Geographical Space", apr. 1997, p. 291-307.

FULLER L.K., « Community Media: International Perspectives »,, ICA Preconference, Washington DC, 2001.

GIBBS P.L., « Alternative things considered: a political economic analysis of labour processes and relations at a Honolulu alternative newspaper", *Media, Culture and Society*, 25, 2003, p. 587-605.

GUISNEL Jean, *Libération, la biographie* (1999), Paris, Essais, Poche, La Découverte, 2003.

GUMUCIO-DAGRON Alfonso, « Projet de moyens de communication du Chiapas », in Gumucio-Dagrón Alfonso (dir.) *Ondes de choc. Histoires de communication participative pour le changement social*, The Rockefeller Foundation, 2001.

-, « Arte de Equilibristas : la Sostenibilidad de los Medios de comunicacion Comunitarios », OURMedia III, Barranquilla Colombia, May 20, 2003.

-, « Call me impure: myths and paradigms of Participatory Communication", Our Media, Not Theirs, Washington, 24 May 2004.

HAAS T., « Alternative Media, Public Journalism and the Pursuit of Democratization – Research Note », *Journalism Studies*, 5/1, 2004, p. 115-121.

HADL Gabriel, « Civil Society Media Theory: Tools for Decolonizing the Lifeworld », Paper for the International Association of Media and Communication Research (IAMCR), Porto Alegre, 28 July 2004.

-, « Alternative Media at Political Summits », in Downing John D. H. (ed.), *Encyclopedia… op. cit.*, p. 23-24.

HAMILTON James, « Alternative media : conceptual Difficulties, Critical Possibilities », *Journal of Communication Inquiry*, 24/4, 2000, p. 357-378.

HANDLEY. Robert L., « Systematic Monitoring as a Dissident Activist Strategy: Palestine Media Watch and U.S. News Media, 2000-2004 », *Communication, Culture and Critique*, 4/3, 2011, p. 209-228.

HARCUP T., « 'The unspoken – said'. The journalism of alternative media », *Journalism*, 4/3, 2003, p. 356-376.

HOWLEY K., « A poverty of voices. Street papers as communicative democracy », *Journalism*, 4/3, 2003, p. 273-292.

JURIS Jeff, « Indymedia. De la contra-información a la utopía informacional », in MARI SAEZ Víctor Manuel (coord.), *La Red es de todos… op. cit.*, p. 154-177.

KHASNABISH Alex, « Big Noise Tactical », in *Zapatistas. Rebellion from the Grassroots to the Global*, London & New York, Zed Books, Halifax & Winninpeg, Fernwood Pub., 2010, p. 185-192.

KATZ Yaron, « The Other Media – Alternative Communication in Israël », *International Journal of Cultural Studies*, 10, 2007, p. 383-400.

KHIABANY G., « *Red Pepper* : a new model for the alternative press ? », *Media, Culture and Society*, 22, 2000, p. 447-463.

KIDD Dorothy, « Carnival to Commons », in YUEN Eddie, BURTON ROSE Daniel, KATSIAFICAS George (Eds.) *Confronting Capitalism: Dispatches from a Global Movement*, New York: Softskull Press, 2004.

-, « Indymedia.org: A New Communications Commons », in MCGAUGHEY Martha, AYERS Michael (Eds.), *Cyberactivism: Online Activism in Theory and Practice*, New York: Routledge. 2003.

LAMLOUM Olfa, *Al-Jazira, mirior rebelle et ambigu du monde arabe*, Paris, La Découverte, Sur le Vif, 2004.

LANDREVILLE Kristen D., « Underground Media » *Encyclopedia of Political Communication*. SAGE Publications, 2008.

LANGLOIS Andrea, DUBOIS Frédéric, *Médias autonomes. Nourrir la résistance et la dissidence*, Montreal, Lux Editor, 2006.

LANGLOIS Andrea, « La publication ouverte. Vers de nouvelles conceptions de l'ouverture », in LANGLOIS Andrea, DUBOIS Frédéric, *Médias autonomes… op. cit.*, p. 61-76.

LE CAM Florence, « Penser l'étiquette 'journalisme citoyen'. Premières analyses de l'histoire de la nomination d'une pratique sociale sur le web », communication au colloque du Réseau d'Etude sur le Journalisme, Lannion, janvier 2009.

LEMOINE Stéphanie, TERRAL Julien, *In Situ. Un panorama de l'art urbain de 1975 à nos jours*, Paris, Editions Alternatives, 2005.

LEWES James, « The Underground Press in America (1964-1968): Outlining an Alternative, the Envisioning of and Underground », *Journal of Communication Inquiry*, 24/4, October 2000, p. 379-400.

LEWIS Peter (dir.), *Les médias alternatifs entre les réseaux planétaires et la vie locale*, Paris : UNESCO, 1993.

LIACAS Tom, « 101 tours à jouer à la culture dominante. Le brouillage culturel comme re-création subversive », in LANGLOIS Andrea, DUBOIS Frédéric, *Médias autonomes… op. cit.*, p. 79-95.

MAGALLANES-BLANCO Claudia, *The use of Video for Political Consciousness-Raising in Mexico. An Analysis of Independent Videos about the Zapatistas*, Edwin Mellen Press, 2008.

-, « Zapatista Media (México) », in DOWNING John D. H. (ed.), *Encyclopedia… op. cit.*, p. 563-565.

MAILLOUX-BEIQUE Isabelle, « Echos de la rue. Retrouver le pouvoir d'agir à travers les journaux de rue », in LANGLOIS Andrea, DUBOIS Frédéric, *Médias autonomes… op. cit.*, p. 135-152.

MANUJANO JACOBO Pilar, « El periodismo humorístico y satírico en la primera etapa de la Revolución mexicana », in NAVARRETE MAYA Laura, AGUILAR PLATA Blanca (coord.), *La prensa en México. Momentos y figuras relevantes (1810-1915)*, Mexico, Addison Wesley Longman, 1998, p. 67-74.

MARCONDES DE BARROS Patrícia, « Stultíferas Navis : a imprensa alternativa como antídoto ao regime militar », Anais Electrônicos da XXII Semana de História – « O Golpe de 1964 e os dilemas do Brasil Contemporâneo », UNESP/Assis, 19 a 22 de outubro de 2004.

MARI SAEZ Victor M. (coord.), *La Red es de todos. Cuando los movimientos sociales se aproprian de la Red*, Rompeolas, Editorial Popular : Madrid, 2004.

MATHES Raine, PFETSCH Barbara, « The role of the alternative press in the Agenda-building Process: Spill-over Effects and Media Opinion Leadership », *European Journal of Communication*, 6, 1991, p. 33-62.

MATTELART Tristan, « Le rideau de fer au péril des radios internationales », in TUDESQ Jean-Marie (dir.), *Les médias, acteurs de la vie internationale*, Rennes, Editions Apogée, 1997, p. 117-139.

MATTELART Armand, MATTELART Michèle, « Voyage au Mozambique », *De l'usage des médias en temps de crise. Les nouveaux profils des industries de la culture*, Paris, Alain Moreau, 1979, p. 383-424.

-, PIEMME J.-M., « New means of communication: new questions for the left », *Media, Culture and Society*, "Alternative Media", 2/4, octobre 1980, p. 321-338.

NAKJAVANI BOOKMILLER, K. BOOKMILLER, R. J., « Palestinian Radio and the Intifada », *Journal of Palestine Studies*, 19/ 4, summer 1990, p. 96-105.

NORMAN Julie, « Alternative media », *The Second Palestinian Intifada. Civil resistance*, London & New York, Routledge, Studies in Middle Eastern Politics, 2010, p. 54-57.

NEGBI Moshe, « Paper Tiger: the Struggle for Press Freedom in Israel », *The Jerusalem Quartely*, 39, 1986, p. 17-32.

NGUYEN An, « Globalization, Citizen Journalism, and the Nation State: A Vietnamese Perspective », in ALLAN Stuart, THORSEN Einar (Ed.), *Citizen Journalism… op. cit.*, p. 153-162.

ODIN Roger, « La question de l'amateur dans trois espaces de réalisation et de diffusion », *Communications*, 68/1, 1999, p. 47-89.

PINEAU Guy, « Les médias associatifs audiovisuels : bref historique et état des lieux », *ACRIMED*, 28 janvier 2005 (fragments de *La longue marche inachevée de la télévision associative*, éditions de L'Harmattan).

PRADIE Christian, « Le tiers secteur, premier entrepreneur de l'audiovisuel local », *ACRIMED*, 26 octobre 2002, (paru en janvier-février 2001 dans *Les dossiers de l'audiovisuel*, 95, sous le titre « La télévision régionale et locale en France »).

PRESS GAZETTE, « The four critiques of 'citizen journalism' », 9 june 2006.

PURKARTHOFER Judith , PFISTERERPetra, BUSCH Brigitta, *10 Years of Community Radio in Austria. An Explorative Study of Open Access, Pluralism and Social Cohesion*, 2008.

RAUCH J., « Rooted in Nations, Blossoming in Globalization? A Cultural Perspective on the Content of a “Northern” Mainstream and a “Southern” Alternative News Agency”, *Journal of Communication Inquiry*, 27/1, 2003, p. 87-103.

RIPOSATI L., « Practicas alternatives y movimientos de denuncia hacia los medios masivos de comunicacion », OURMedia III, Barranquilla Colombia, May 20, 2003.

RIO DONOSO (Del) Luis, *Les micro-médias imprimés. Recherches sur la micropresse pendant la résistance chilienne. 1973-1989*, thèse de doctorat en Etudes des Sociétés Latino-Américaines, Université Paris III, Institut des Hautes Etudes de l’Amérique Latine, novembre 1996.

RODRIGUEZ Clemencia, « Citizens’ media”, in RODRIGUEZ Clemencia, KIDD Dorothy, STEIN Laura (eds.), *Making Our Media: Global initiatives Toward a Democratic Public Sphere. Volume I. Creating New Communication Spaces*. Creskill, NJ:Hampton Press 2009*.

-, *Fissures in the Mediascape. An international study of citizen’s media*, Cresskill, New Jersey, Hampton Press Inc., 2001.

ROJAS Hernando, KIM Nak ho, « Citizen Journalism” *Encyclopedia of Political Communication*, SAGE Publications, 2008.

ROSEN Jay, « A Most Useful definition of citizen journalism », *PressThink*, 14 July. 2008.

ROUXEL Camille, « La nécessité de se faire entendre », in *La lutte pour une mémoire vive zapatiste*, mémoire M1, IEP Rennes, 2011, p. 75-84.

RUFFIN François, *Les petits soldats du journalisme*, Paris, Les Arènes, 2003.

RUGGIERO Greg, DUNCAN Kate, « On the Growing Free Media Movement. Recent Trends in radical media organizing », Zmag, October 1st 1997.

SALTER Lee, « Indymedia and the Law: Issues for Citizen Journalism », in ALLAN Stuart, THORSEN Einar (Ed.), *Citizen Journalism… op. cit.*, p. 175-185.

SANTO Avi, « Zionist Media », in DOWNING John, *Encyclopedia of Social… op. cit.*, p. 567-572.

SCHMIDT Andréa, « Le journalisme indépendant : un outil pour développer la solidarité internationale », in LANGLOIS Andrea, DUBOIS Frédéric, *Médias autonomes… op. cit.*, p. 97-113.

SIMPSON GRINBERG M. (dir.), *Comunicación alternativa y cambio social. 1. América Latina*, México, La Red de Jonas, Premia Editora, 1989 (1986)*.

SIMPSON GRINBERG M., « Comunicación alternativa : tendencias de la investigación en América Latina », in SIMPSON GRINBERG M. (dir.), *Comunicación alternativa … op. cit.*, p. 23-57.

SOSALE S., « Envisioning a new world order through journalism. Lessons from recent history », *Journalism*, 4/3, 2003, p. 377-392.

STREITMATTER Rodger, *Voices of revolution. The dissident press in America*, Columbia University Press, New York, 2001.

SWITZER Les, ADHIKARI Mohamed (eds.), *South Africa's Resistance Press. Alternative Voices in the Last Generation under Apartheid*, Ohio University Center for International Studies, USA, 2000.

TREJO DELARBRE Raúl, *La prensa marginal*, Segunda edición, México D.F., ediciones El Caballito, 1980.

UZELMAN Scott, « Trimer dur dans le jardin de bambous. Les média-activistes et les mouvements sociaux », in LANGLOIS Andrea, DUBOIS Frédéric, *Médias autonomes… op. cit.*, p. 21-38.

VAN DE DONK Wim, LOADER Brian D., NIXON Paul G., DIETER Rucht, “Social movements and ICTs”, in *Cyberprotest. New media, citizens and Social movements*, London & New York, Routledge, 2004, p. 1-25.

VAN DER ZON Marian, « Radiodiffuser sans concessions. La radio autonome temporaire », in LANGLOIS Andrea, DUBOIS Frédéric, *Médias autonomes… op. cit.*, p. 41-58

VAN OEYEN V., « Los desafios de la Radio Popular y Comunitaria en América Latina », ERBOL-ALER - Dep. de investigacion, Barranquilla 20 de mayo 2003.

VARGAS, Lucila, *Social Uses and Radio Practices. The Use of Participatory Radio by Ethnic Minorities in Mexico*, Boulder, CO, Westview Press, 1995.

VAULEON Aude, *El movimiento mapuche y la prensa en Chile : información, desinformación y contra-información*, mémoire M1, IEP Rennes, 2008.

VIVANT Elsa, « Le soutien aux expériences artistiques alternatives : une rupture dans les politiques culturelles ? », Laboratoire Théories des Mutations Urbaines – Institut Français d’Urbanisme, Université, Paris 8, 8ème colloque- Brésil-France, organisé par Intercom et le Gresec, avec la collaboration de la SFSIC, ICM-Echirolles, 29 et 30 septembre 2006.

WAISBORD Silvio, « Bridging the Divide between the Press and Civic Society. Civic Media Advocacy as 'Media Movement' in Latin America », *Nordicom Review*. Jubilee Issue, 2009, p. 105-116.

WATKINS Peter, *Media Crisis*, Paris, Col. Savoirs autonomes, , Homnisphères, 2003.

WELCH Matt, « Blogworld and its gravity. The New Amateur Journalists Weigh In », *Colombia Journalism Review*, September/October 2003, p. 21-26.

WIDGINGTON David, « Projeter la révolution. Foire aux questions à propos de la vidéo-militance », in LANGLOIS Andrea, DUBOIS Frédéric, *Médias autonomes… op. cit.*, p. 155-178.

ZAYYAN Heba, CARTER Cynthia, « Human Rights and Wrongs: Blogging News of Everyday Life in Palestine », in ALLAN Stuart, THORSEN Einar, *Citizen Journalism… op. cit.*, p. 85-94.

Réseau anti-occupation (Israël, Palestine, conflit israélo-palestinien, Proche et Moyen-orient)

ALIMI Eitan, « Discursive Contention: Palestinian Media Discourse and the Inception of the 'First' Intifada », *The Harvard International Journal of Press/Politics*, 12/4, Sage Publications, 2007, p. 71-91.

AMIN, Samir, « Etat, politique et économie dans le monde arabe », in CASANOVA Pablo Gonzales (dir.), *Etat et politique dans le Tiers Monde*, Forum du Tiers Monde, L'Harmattan, 1994, p.141-173.

AREF NAJJAR Orayb, « Palestine », in KAMALIPOUR Y. R., MOWLANA H. (eds.), *Mass Media in the Middle East. A Comprehensive Handbook*, Greenwood Press, Wesport, Connecticut, London, 1994, p. 213-228.

- , "The 1995 Palestinian Press Law: A Comparative Study", *Communication Law and Policy*, 1532-6926, 2/1, 1997, p. 41-103.

AOUN Elena, « La campagne civile internationale pour la protection du peuple palestinien : solidarité transnationale contre logique sécuritaire ? », Colloque SEI « Les solidarités transnationales », 21-22 octobre 2003.

AVRAHAM E., « Press, Politics, and the Coverage of Minorities in divided Societies: The Case of Arab Citizens in Israel », *The International Journal of Press/Politics*, 8/4, 2003.

AWAD Gloria, « *Al Jazeera* : retour de flux entre l'identitaire et l'universel », in ARBOIT Gérald, MATHIEN Michel (dir.), *La guerre en Irak… op. cit.*, p. 217-234.

AYALON Ami, « The Arab States and the Press, 1918-1945: Palestine », in *The Press in the Arab Middle east. A history*, New York, Oxford, Oxford University Press, 1995, p. 95-101.

BADIE Bertrand, *Les deux États. Pouvoir et société en Occident et en terre d'Islam* (1986), Paris, Points-Essais, Fayard, 1997.

BALDWIN C. B. T., « Israel », in KURIAN G. T. (eds.), *World Press Encyclopedia*, Second Edition, London, Mansell Publishing Limited, 2003, p. 474-482.

BARON Xavier, *Les Palestiniens. Genèse d'une nation* (2000), édition revue et mise à jour, Paris, Le Seuil, Points histoire, 2003.

BEINEN J., «The Palestine Communist Party 1919-1948 », MERIP Reports, 55, March 1977, p. 3-17.

BENDELAC Jacques, *L'économie palestinienne. De la dépendance à l'autonomie*, Paris, L'Harmattan, 1999.

BISHARA A., « Local Hands, international news. Palestinian journalists and the international media », *Ethnography*, 7/1, 2006, p. 19-46.

BONIFACE Pascal, « Le choc des civilisations et le conflit israélo-palestinien », *Revue internationale et stratégique*, 53/1, 2004, p. 11-23.

BOOKMILLER K. N., K. BOOKMILLER R. J., « Palestinian Radio and the Intifada », *Journal of Palestine Studies*, 19/4, summer 1990, p. 96-105.

BOURDON Jérôme, « Le lieu de la critique », in FLEURY Béatrice, WALTER Jacques, *Les médias… op. cit*., p. 113-132.

-, *Le récit impossible. Le conflit israélo-palestinien et les médias*, Bruxelles, De Boeck, INA, 2009.

BROOKS C., MANZA J., « A Great Divide? Religion and Political Change in U.S. National Elections, 1972-2000 », *The Sociological Quarterly*, 45/3, 2004, p. 421-450.

BROWNE D. R., « The Voices of Palestine: a Broadcasting House Divided », *Middle East Journal*, 29/2, 1975, p. 133-150.

CARRE Olivier, *L'idéologie palestinienne de résistance*, Paris, Armand Collin, 1972.

CASPI Dan, LIMOR Y., *The In/Outsiders: Mass Media in Israel*, Cresskill, NJ: Hampton, 1999.

CHOURAQUI André *L'Etat d'Israël*, Paris, PUF, Que Sais-Je ?, 1992.

CORM Georges, *L'Europe et l'Orient. De la balkanisation à la libanisation : histoire d'une modernité inaccomplie* (1991), Paris, La Découverte / Poche, Sciences humaines et sociales, 2002.

DAMS M., MAYHEW C., « Bias in the Media », in *Publish it not... The Middle East Cover-Up*, London, Longman, 1975, p. 66-105.

DAYAN D., « Feux et contre-feux de la critique des médias. Entretien », FLEURY Béatrice, WALTER Jacques, *Les médias… op. cit*., p. 33-63.

DELAGE Christian, « Le monde arabe », in FERRO Marc (dir.), *Révoltes, révolutions, cinéma*, Paris, Editions du Centre Pompidou, 1989, p. 182-191.

DIECKHOFF Alain, « Démocratie et ethnicité en Israël », *Sociologie et société*, XXXI/2, 1999, p. 163-173.

-, « Israël à l'aube du 21e siècle : entre néosionisme et postsionisme », *Raisons Politiques*, 7, 2002, p. 135-156.

DOR Daniel, « All the News that Fits: The Israeli Media and the Second Intifada », *Palestine-Israel Journal*, 10/2, 2003, http://www.pij.org/details.php?id=38

-, *Intifada Hits the Headlines: how the Israeli press misreported the outbreak of the Second Palestinian uprising*, Indianapolis, Bloomington, Indiana University Press, 2004.

-, *The Suppression of Guilt. The Israeli Media & The Reoccupation of the West Bank*, London, Pluto Press, 2005.

ELASTAL Abdelaziz, *Evolution des moyens de lutte palestinienne à travers la presse*, thèse de doctorat, Paris 2, 1986.

ELLOUMI Mohamed Chedli, *Un art engagé : l'image palestinienne ou image et politique dans la résistance palestinienne. Bilan des années 1970*, thèse de doctorat, Paris 1, 1986.

EL-KHAWAGA D., « Le journalisme télévisuel dans le monde arabe : l'essor d'une nouvelle profession », in MERMIER F. (dir.), *Mondialisation et nouveaux médias dans l'espace arabe*, Paris, col. Orient-Méditerranée, Maisonneuve et Larose, 2002, p. 17-42.

FERRIE Jean-Noël, « Un régime d'action paradoxal : la civilité », in *Le régime de la civilité en Egypte. Public et réislamisation*, Paris, CNRS éditions, 2004, p. 147-169.

FINKELSTEIN Norman G., *L'industrie de l'holocauste. Réflexions sur l'exploitation de la souffrance des Juifs*, Paris, La Fabrique éditions, 2001.

-, *Tuer l'espoir. Introduction au conflit israélo-palestinien*, Bruxelles, Aden, 2003.

-, « Zionist Orientations. The Theory and Practice of Jewish Nationalism", in *Image and Reality if the Israeli-Palestine Conflict* (1995), second edition, London, New York, Verso, 2003, p. 7-20.

FLEURY Béatrice, WALTER Jacques (dir.), *Les médias et le conflit israélo-palestinien*, Recherches textuelles, 9, Université Paul Verlaine, Metz, 2008.

FRAU-MEIGS D., « Les médias américains : une logique partisane ? », in FLEURY B., WALTER J., *Les médias… op. cit.*, p. 219-238.

FRIEDMAN R. I., « Israeli Censorship of the Palestinian Press », *Journal of Palestine Studies*, 49, XIII/1, 1983, p. 93-101.

GHOSN Z., « Les sites Internet gouvernementaux au Moyen-Orient », in MERMIER F. (dir.), *Mondialisation et nouveaux médias dans l'espace arabe*, Paris, col. Orient-Méditerranée, Maisonneuve et Larose, 2002, p. 233-246.

GLASS D., « The global Flow of information : a critical Appraisal from the Perspective of Arab-Islamic Information Sciences », in HAFEZ K., (eds.), *Mass Media, Politics & Society in the Middle East*, Hampton Press Inc., Cresskill, New Jersey, 2001, p. 217-240.

-, « 'An ounce of example better than a pound of instruction'. Biographies in early arabic magazine journalism », in HERZOG C., MOTIKA R., URSINUS M., *Querelles privées et contestations publiques. Le rôle de la presse dans la formation de l'opinion publique au Proche-Orient*, Les Editions Isis, Istanbul, 2002, p. 11-23.

GREILSAMMER I., *La nouvelle histoire d'Israël. Essai sur une identité nationale*, Paris, Gallimard, 1998.

GRESH Alain, VIDAL Dominique, *Les 100 clés du Proche-Orient*, Paris, Hachette, 2003*.

HAIDAR A., ZUREIK E., « The Palestinians Seen Through the Israeli Cultural Paradigm », *Journal of Palestine Studies*, 16/3, 1987, p. 68-86.

HANAFI Sari, TABAR Linda, *The Emergence of a Palestinian Globalized Elite. Donors, International Organizations and Local NGOs*, Jerusalem, Institute of Jerusalem Studies, Muwatin, The Palestinian Institute for the Study of Democracy, , 2005.

-, « The New Palestinian Globalized Elite », *Jerusalem Quartely*, 24, 2005, p. 13-32.

HANDLEY Robert L., « Systematic Monitoring as a Dissident Activist Strategy: Palestine Media Watch and U.S. News Media, 2000-2004 », *Communication, Culture and Critique*, 4/3, 2011, p. 209-228.

HANNA ELIAS Elias, *La presse arabe*, Paris, Maisonneuve & Larose, 1993.

HAREUVENI E. *By Hook and by Crook. Israeli Policy Settlement in the West Bank*, Jerusalem, B'Tselem, July 2010.

HECKER M., « Les groupes pro-israéliens en France : une typologie », *Politique étrangère*, 2, 2005, p. 401-410.

HERMANN T., « Do They Have a Chance? Protest and Political Structure of Opportunities in Israel », *Israel Studies*, 1/1, 1996, p.144-170.

HERRERA Rémy, « Samir Amin, un théoricien militant », in BONFIGLIOLI Chiara, BUDGEN Sébastien, *La planète altermondialiste… op. cit.*, p. 17-27.

HONIG-PARNASS Tikva, « Israel's Colonial Strategies to Destroy Palestinian Nationalism », *Race & Class*, 45, 2003, p. 68-85.

HOURANI Albert, *Histoire des peuples arabes* (1991), Inédits, Points-Histoire, Seuil, 1993.

HUDSON Michael C. (ed.), *Alternative Approaches to the Arab-Israeli Conflict: a Comparative Analysis of the Principal Actors*, Georgetown University, center for Contemporary Arab Studies, 1984.

HUDSON M. C., « Politique intérieure et politique extérieure américaine dans ses rapports avec le conflit israélo-arabe », *Politique étrangère*, 39/6, 1974, p. 641-658.

INGLEHART Ronald, « The Worldviews of Islamic Publics in Global Perspective », in MOADDEL Mansoor, *Worldviews of Islamic Publics*, New York, Palgrave, 2005.

JALBERT Paul, « 'News speak' about the Lebanon War », *Journal of Palestine Studies*, 14/1, 53, 1984, p. 16-35.

JAMAL Amal, « The Palestinian Media: An Obedient Servant or a Vanguard of Democracy? », *Journal of Palestine Studies*, Spring 2000.

Journal of Palestine Studies, « Periodicals and pamphlets Published by the Palestinian Commando Organizations », 1, 1971.

KATZ Yaron, « The Other Media - Alternative Communication in Israël », *International Journal of Cultural Studies*, 10, 2007, p. 383-400.

KAYYALI Majid, « *'Journalism and the political Life in Palestine 1907-48* (in Arabic), by Abd'al Kader Yasin, Nicosia: Sharq Bars, February 1990' – Book Review », *Journal of Palestine Studies*, 21/1, October 1991, p. 132.

KABHA Mustafa, « The Palestinian press and the general strike, April-October 1936: *Filastin* as a case study », Middle Eastern Studies, vol. 39, issue 3, July 2003. p. 169-189.

KENT G., PALMER J., « Médias occidentaux, 'revendications de vérité et antisionisme », in FLEURY Béatrice, WALTER Jacques, *Les médias… op. cit*., p. 253-268.

KHABA M., *The Palestinian Press as Shaper of Public Opinion 1929-1939. Writing up as a Storm*, London, Portland, Vallentine Mitchell, 2007.

KHALIDI Rashid, *L'identité palestinienne. La construction d'une conscience nationale moderne* (1997), trad. de l'anglais par Joëlle Marelli, Paris, La Fabrique éditions, 2003.

KIMMERLING Baruch, *Politicide. Les guerres d'Ariel Sharon contre les Palestiniens*, Paris, Agnès Viénot Editions, Moisson Rougé, 2003.

KLEIN Claude, « A propos des influences allemandes sur le droit israélien », in BOUREL Dominique, MOTZKIN Gabriel (dir.), *Les voyages de l'intelligence… op. cit.*, p. 269-280.

KOA Moeen, *Communicating the Hamas Message: Strategy, Tactics, Channels and Effectiveness*, MA public communication and public relations, London, University of Westminster, 2007

KOTTEK Samuel S., BAADER Gerhard, « Les médecins de formation allemande et leur influence sur le développement de la profession et de son enseignement en Palestine-Israël », in BOUREL Dominique, MOTZKIN Gabriel (dir.), *Les voyages de l'intelligence… op. cit.*, p. 281-293.

KUTTAB D., « Palestinian Diaries. Grassroots TV production in the Occupied Territories », in DOWMUNT T. (ed.), *Channels of resistance. Global Television and Local Empowerment* (1993), Cambridge, BFI Publishing, 1997, p. 138-145.

LAMARCHE Karine, « Des 'mouvements pacifistes' aux 'mouvements anti-occupation' israéliens. Matériau pour une réflexion sur les mobilisations contre l'occupation de 1967 à nos jours », *Bulletin du Centre de recherche français de Jérusalem*, 19, 2008.

- « Obéissance et désobéissance en Israël : l'objection de conscience en question », in Loez A., Mariot N., *Obéir, désobéir*, Paris, La Découverte, 2008, p. 293-307.

-, *De l'autre côté du mur. Ethnographie des engagements de militants israéliens contre l'occupation pendant la seconde Intifada (2000-2010)*, thèse doctorat, Paris, EHESS, 2011*.

LAMLOUM Olfa, « Le conflit israélo-palestinien au prisme d'*Al-Jazira* », in *Al-Jazira, mirior rebelle et ambigu du monde arabe*, Paris, La Découverte, Sur le Vif, 2004, p. 81-93.

LARZILLIERE Pénélope, *Etre jeune en Palestine*, Paris, Balland, Voix et regards, 2004.

LEHMAN-WILZIG S., SCHEJTER A., « Israel », in KAMALIPOUR Y. R., MOWLANA H. (eds.), *Mass Media in the Middle East. A Comprehensive Handbook*, Greenwood Press, Wesport, Connecticut, London, 1994, p. 109-126.

LEVIN D., "Making a good impression. Peace Movement Press Release Styles and Newspaper Coverage », *Press/Politics*, 7/1, 2002, p. 79-101.

LEWIS Bernard *et alii*, « The MESA debate: The Scholar, The Media and the Middle East », *Journal of Palestine Studies*, 16/2, 1987, p. 85-104.

LIEBERFELD D., « Media Coverage and Israel's'Four Mothers' Antiwar Protest: Agendas, Tactics and Political Context in Movement Success », *Media, War & Conflit*, 2, 2009, p. 317-338.

LION Charlotte, *Vers une transnationalisation de la résistance populaire palestinienne : la construction du mythe mobilisateur de Bil'in en Cisjordanie (2005-2010)*, mémoire M1, IEP de Rennes, 2010.

LITS Marc, « Critiquer, s'engager… », in FLEURY Béatrice, WALTER Jacques, *Les médias… op. cit*., p. 97-111.

LOUER Laurence, *Les citoyens arabes d'Israël*, Paris, Balland, Voix et regards, 2003.

MC TAGUE JR., J. J., « Israel and South Africa: A Comparison of Policies », *Journal of Palestine Studies*, 1985, p. 101-109.

MAMARBACHI Alexandre : « Tensions et divisions au sein d'une 'cause'. La défense de la cause palestinienne en France confrontée à une fragmentation de son sens et de son identité », colloque « Classe, ethnicité, genre… : les mobilisations au piège de la fragmentation identitaire ? », CRAPE, Rennes, mars 2007.

MATTAR Philip, « Palestinian Media", *Encyclopedia of the Palestinians*, New York, Facts on File, Library of World Society, 2000.

MEARSHEIMER John J., WALT Stephen M., *Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine*, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Nicolas Guilhot, Laure Manceau, Nadia Marzouki, Marc Saint-Upéry, Paris, La Découverte, 2007.

MELLOR N., « Arab Journalists as Cultural Intermediaries », *The international Journal of Press/Politics*, 13, 2008, p. 465-483.

MERMIER F. (dir.), *Mondialisation et nouveaux médias dans l'espace arabe*, Paris, col. Orient-Méditerranée, Maisonneuve et Larose, 2002*.

MOLEAH A. T., « Violations of Palestinian Human Rights : South African Parallels », *Journal of Palestine Studies*, 38, X/2, 1981, p. 14-36.

MOORE S.R., « Israel », in Kurian, G.T., *World Press Encyclopedia*, First Edition, London, Mansell Publishing Limited, 1982, p. 318-325.

MORRIS Benny, *Victimes. Histoire revisitée du conflit arabo-sioniste*, Paris, Complexe, 2003.

MOUGHRABI Fouad, « The International Consensus on the Palestine Question », *Journal of Palestine Studies*, 16/3, 1987, p. 115-133.

MUNIR Nasser K., « Along Freedom's Double Edge : The Arab Press Under Israeli Occupation », paper presented at the Annual Meeting of the Association for Education in Journalism, 57th, San Diego, California, August 18-21 1974.

MUSALLAM Adnan A., « Palestinian Arab Press Developments Under British Rule wih A Case Study of Bethehem's *Sawt al-Shab*. 1922-1939 », West Bank, Bethlehem University, 2006.

NAJJAR Orayb, « Power and Language: Israeli Censorship of the West Bank Press », in MOORS A., VAN TEEFFELEN T., KANAANA S., ABU GHAZALEH I., *Discourse and Palestine. Power, Text and Context*, The Hague, Hingham (USA), Het Spinhuis, 1995, p. 139-152.

NAKJAVANI BOOKMILLER K. BOOKMILLER R. J., « Palestinian Radio and the Intifada », *Journal of Palestine Studies*, 19/ 4, summer 1990, p. 96-105.

NEGBI Moshe, « Paper Tiger: the Struggle for Press Freedom in Israel », *The Jerusalem Quartely*, 39, 1986, p. 17-32.

NEWMAN D., HERMANN T., « A comparative Study of Gush Emunim and Peace Now », *Middle Eastern Studies*, 28/3, 1992, p. 509-530.

NOAKES J. A., Wilkins K. G., « Shifting Frames of the Palestinian Movement in US News », *Media, Culture and Society*, 24, 2002, p. 649-671.

NORMAN Julie, « JAMAL, Amal, *Media Politics and Democracy in Palestine: Political Culture, Pluralism, and the Palestinian Authority*, Brighton, Portland, Sussex Academic Press, 2005 » (Book Review), *Arab Media & Society*, 1, Spring 2007.

NORMAN Julie, *The Second Palestinian Intifada. Civil resistance*, London & New York, Routledge, Studies in Middle Eastern Politics, 2010.

NOSSEK Hillel, RINNAWI Khalil, « Censorship and Freedom of the Press Under Changing Political Regimes: Palestinian Media from Israeli Occupation to the Palestinian Authority », *Gazette: the International Journal for Communication Studies*, 65/2, 2003, p. 183-202.

OREN T.G., « The belly dancer strategy: Israeli educational television and its alternatives », *Media, culture and society*, 25, 2003, p. 167-186.

PAPPE Ilan, « Post-Zionist Critique on Israel and the Palestinians. Part II: The Media", *Journal of Palestine Studies*, 103, XXVI/3, 1997, p. 37-43.

-, *Les démons de la Nakbah. Les libertés fondamentales dans l'université israélienne*, Paris, La Fabrique editions, 2004.

PERI Y., *Telepopulism. Media and Politics in Israel*, Stanford University Press, 2004.

PERRIN Laurent, PERBOST Laurianne, « Juxtapositions, coordination et concessions en faveur de la cause palestinienne dans *Le Républicain Lorrain*. Le cas de la bataille de Jénine », in FLEURY Béatrice, WALTER Jacques (dir.), *Les médias … op. cit*., p. 195-215

PHILO Greg, BERRY Mike, *Bad News From Israel*, London, Pluto Press, 2004.

PONS Jean-Claude, « La création artistique », in SANBAR Elias, HADIDI Subhi, PONS Jean-Claude, *Palestine : l'enjeu culturel*, Paris, Circé, Institut du Monde Arabe, 1997, p. 105-124.

RAM Uri, *The Changing Agenda of Israeli Sociology. Theory, Ideology and Identity*, State University of New York Press, 1995.

RINNAWI K., « Delegitimizing Media Mechanisms. Israeli press Coverage of the Al Aqsa Intifada", *The International Communication Gazette*, 69/2, 2007, p. 149-178.

RODINSON Maxime, *Islam et capitalisme*, Paris, Seuil, 1966.

-, « Sionisme", *Encyclopedia Universalis*, 1972.

ROMANI Vincent, « Enquêter dans les territoires palestiniens. Comprendre un quotidien au-delà de la violence immédiate », *Revue Française de Science Politique*, 57/1, février 2007, p. 27-45.

ROUGIER Bernard, « Le monde arabe », in COHEN Antonin, LACROIX Bernard, RIUTORT Philippe (dir.), *Nouveau manuel… op. cit.*, p. 192-200.

SALAME Ghassan, « Sur la causalité d'un manque : pourquoi le monde arabe n'est-il donc pas démocratique ? », *Revue Française de Science Politique*, 41/ 3, 1991, p. 307-341.

SALINGUE Julien, « Retour sur le développement du mouvement national avant la première Intifada (1967-1987) », *Mondialisation.ca*, 5 mai 2008.

-, « Retour sur l'évolution du mouvement national pendant la première Intifada (1987-1993) », *Mondialisation.ca*, 21 mai 2008.

-, « Retour sur les Accords d'Oslo (1993-1995) », *Mondialisation.ca*, 21 avril 2008.

-, « La 'résistance non-violente' dans les territoires palestiniens. Changement de stratégie ou recherche d'une légitimité nouvelle », *Mondialisation.ca*, 10 juillet 2009.

-, *A la recherche de la Palestine. Au-delà du mirage d'Oslo*, Paris, Le Cygne, 2011.

SAMARA Adel, « Globalization, the Palestinian Economy, and the 'Peace Process' », *Journal of Palestine Studies*, 114, Winter 2000.

SANBAR Elias, *Les Palestiniens dans le siècle*, Paris, Découverte Gallimard, 1994.

-, *Les Palestiniens. La photographie d'une terre et de son peuple de 1839 à nos jours*, Paris, Hazan, 2004.

-, « Gens de la Terre sainte », in *Figures du Palestinien. Identité des origines, identité de devenir*, Paris, Gallimard, NRF essais, 2004, p. 15-96.

SANTINI M., « Passeurs et passages de l'écrit : l'escale parisienne », in Mermier, F. (dir.), *Mondialisation et nouveaux médias dans l'espace arabe*, Paris, col. Orient-Méditerranée, Maisonneuve et Larose, 2002, p. 425-435.

SANTO Avi, « Zionist Media », in DOWNING John, *Encyclopedia of Social… op. cit.*, p. 567-572.

SARSAR S., « The Question of Palestine and United States Behavior at the United Nations », *International Journals of Politics, Culture and Society*, 17/3, 2004, p. 457-470.

SCHNALL, David J., « Matzpen: the Israeli Socialist Organization », in *Radical Dissent in Contemporary Israeli Politics: Cracks in the Wall*, Praeger Publishers, Praeger Special Studies, New York, 1979, p. 89-105.

SCHNATTER Marius, « Betar », in *Histoire de la droite israélienne de Jabotinsky à Shamir*, Paris, éditions Complexe, 1991, p. 90-94.

SEITZ C., « ISM at the Crossroads: the Evolution of the International Solidarity Movement », *Journal of Palestine Studies*, 32/4, 2003, p. 50-67.

SHIBLAK A., *The Palestinian Diapora in Europe. Challenges of Dual identity and Adaptation*, Palestine, Institute of Jerusalem Studies, Palestinian Refugee and Diaspora Center, 2005.

SHINAR Dov, RUBINSTEIN Danny, *Palestinian Press in the West Bank. The Political Dimension*, West Bank Data Base Project, Jerusalem, 1987.

SHOMALI Qustandi, « Najib Nassar : l'intransigeant, 1873-1948 », *Revue d'études palestiniennes*, 54, 1995, p. 80-90.

STEVENS R. P., « Israel and South Africa: a comparative study in racism and settler colonialism », in KAYYALI A. W. (ed.), *Zionism, Imperialism and Racism*, London, Croom Helm, 1979, p. 265-285.

STORA Benjamin, *Histoire de l'Algérie coloniale (1830-1954)* (1991), Paris, Repères, La Découverte, 2004.

STORPER-PEREZ Danielle, KAUFMAN NUNN Maxime, *Israéliens et Palestiniens, les mille et une voix de la paix*, Paris, Editions du Cerf, 1993.

TALON C.-G., « Europe/Proche-Orient. Réflexions sur la fracture médiatique », in FLEURY Béatrice, WALTER Jacques, *Les médias… op. cit.*, p. 269-280.

TRIMBUR Dominique, « Les racines allemandes de l'Université hébraïque », in BOUREL Dominique, MOTZKIN Gabriel (dir.), *Les voyages de l'intelligence… op. cit.*, p. 247-267.

WALD K. D., MARTINEZ M. D. « Jewish Religiosity and Political Attitudes in the United States and Israel », *Political Behavior*, 23/ 4, 2001, p. 377-397.

WOLFSFELD Gadi, *Media and Political Conflict. News from the Middle East*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, 255 p.

-, AVRAHAM E., ABURAIYA I., « When Prophesy Always Fails: Israeli press Coverage of the Arab Minority's land Day Protests », *Political Communication*, 17, 2000, p. 115-131.

WOLFSFELD Gadi, « The news media and the Second Intifada », *Harvard International Journal of Press/Politics*, 6/4, fall 2001, p. 113-118.

YACHIR Fayçal, « Le facteur transnational dans l'économie arabe contemporaine », in AMIN Samir (dir.), *Mondialisation et accumulation*, Forum du Tiers-Monde, L'Harmattan, 1993, p. 83-128.

ZAYYAN Heba, CARTER Cynthia, « Human Rights and Wrongs: Blogging News of Everyday Life in Palestine », in ALLAN Stuart, THORSEN Einar, *Citizen Journalism… op. cit.*, p. 85-94.

ZREIK R., « La Palestine, l'apartheid et la revendication des droits », *Revue d'Etudes Palestiniennes*, 97, 2005, p. 46-55.

Réseau néozapatiste (Mexique, Chiapas, conflit chiapanèque, Amériques)

AGUILAR-SANCHEZ Martin, *Mouvements sociaux et démocratie au Mexique - 1982-1998. Un regard d'un point de vue régional*, Paris, L'Harmattan, Logiques Politiques, Paris, 2005.

AGUIRRE ROJAS C. A., *Mitos y olvidos en la historia de México. Memorias y contramemorias en la nueva disputa en torno del pasado y del presente histórico mexicanos*, México, Ediciones Quinto Sol, 2003.

-, ECHEVERRIA B., MONTEMAYOR C., WALLERSTEIN I., *Chiapas en perspectiva histórica*, Mexico, Universidad Autónoma de Querétaro, 2004.

-, « Une expérience commune et extraordinaire : la Première Rencontre des Peuples Zapatistes avec les Peuples du Monde », in *Les leçons politiques du néozapatisme mexicain. Commander en obéissant*, Paris, L'Harmattan, 2010.

ALBERT C., « Presse et pouvoir au Mexique », *in* LE BIGOT C. (coord.), *Presse et Médias au Mexique*, Mondes Hispanophones, 24, PUR, 1993, p. 35-43.

ALBRECHT David, *et alii*, « Les espaces ruraux », *L'Amérique Latine*, Paris, éditions SEDES/CNED, 2005, p. 277-300.

ARQUILLA John, RONFELDT David, ARQUILLA John, (eds.), « Emergence and Influence of the Zapatista Social Netwars », in *Networks and Netwars: The Future of Terror, Crime, and Militancy*, RAND, 2001, p. 171-199.

ATKINSON Joshua, « Networked Activists in Search of Resistance: Exploring an Alternative Media Pilgrimage Across the Boundaries and Borderlands of Globalization », *Communication, Culture and Critique*, 2/2, June 2009, p. 137-159.

AUBRY Andres, *Chiapas a contrapelo. Una agenda de trabajo para su historia en perspectiva sistémica*, México, Editorial Contrahistorias/Centro de Estudios, Información y documentación Immanuel Wallerstein, 2005.

BASCHET Jérôme, *La rébellion zapatiste. Insurrection indienne et résistance planétaire*, Champs Flammarion, Paris, 2005.

BECERRA ACOSTA M., FERNANDEZ C. F., CURIEL F., GRANADOS CHAPA M. A., *Prensa y radio en México*, México, Centro de Estudios de la Comunicación, Facultad de Ciencias Políticas y Sociales, UNAM, 1978.

BENAVIDES J. L., « Gacetilla: a keyword for a revisionist approach to the political economy of Mexico's print news media », *Media, culture and Society*, 22, 2000, p. 85-104.

BENNET V., « The Evolution of Urban Popular Movements in Mexico Between 1968 and 1988 », in ESCOBAR A., ALVAREZ S. E. (eds.), *The Making of Social Movements in Latin America. Identity, Strategy and Democracy*, Boulder, Oxford, 1992, p. 240-259.

BERLIN B., BERLIN E., « Les ONG et le processus d'autorisation préalable dans la recherche de bioprospection : le projet Maya ICBG aux Chiapas, Mexique », *Revue internationale des sciences sociales*, 178/4, 2003, p. 689-698.

BLANC J., LE BOT Y., HOCKENGHEM J., SOLIS R., *La fragile Armada. La marche des zapatistes*, Paris, Métaillé, 2001.

BLASCO Nathalie, « Quel pouvoir des sites Internet d'information concernant l'EZLN sur la sphère politique mexicaine et l'opinion publique internationale ? », *@mnis, Revue de Civilisation Contemporaine de l'Université de Bretagne Occidentale*, 2004.

BOB Clifford, « The Making of an Antiglobalization Icon. Mexico's Zapatista's Uprising », in *The Marketing of Rebellion. Insurgents, Media and International Activism*, Cambridge University Press, 2005, p. 117-177.

BRAUDEL Fernand, « L'autre Nouveau Monde : l'Amérique Latine », in *Grammaire des civilisations* (1963/1966), Paris, Flammarion, 1993, p. 467-498.

BREUILLIER Adrien, *El camino y la soledad : el Partido Democracia Social, emergencia de una propuesta socialdemocrata en las elecciones del 2000 en Mexico*, mémoire M1, IEP de Rennes, 2006.

CAMARILLO María Teresa, « La prensa revolucionaria durante la etapa constitucionalista », in NAVARRETE MAYA Laura, AGUILAR PLATA Blanca (e.), *La prensa en México. Momentos y figuras relevantes (1810-1915)*, Mexico, Addison Wesley Longman de México, 1998, p. 195-208.

CANSINO C., « Mexique : construire la démocratie », in COUFFIGNAL Georges (dir.), *Amérique Latine 2002*, La Documentation Française, Paris, 2002, p. 105-114.

CARROUE Laurent, « Le Mexique de l'Alena : une insertion dominée et déséquilibrée », in *Géographie de la mondialisation*, 2e édition, Paris, Armand Collin, col. U, 2004 p. 226-230.

CASTELLANO Laura, *Le Mexique en armes. Guérilla et contre-insurrection 1943-1981* (2007), trad. Tessa Brisac, Montréal, Lux, 2009.

CASTELLS Manuel, « Les Zapatistes du Mexique, première guerrilla informationnelle », in *Le pouvoir de l'identité. L'ère de l'information* (1997), trad. anglais Paul Chemla, Paris, Fayard, 1999, p. 94-107.

CASTELLS TALENS Antoni., « Formulation and Implementation of Indigenous Radio Policy in México », Submitted for presentation to « Our Media, Not Theirs II », the Pre-conference on Alternative Media at IAMCR, Barcelona, 2002.

-, « El mito fundacional de la radio indigenista. Nuevos datos arrojan más preguntas que explicaciones », *Revista Mexicana de Comunicación*, 2005.

-, RAMOS RODRIGUEZ José Manuel, CHAN CONCHA Marisol, « Radio, control, and indigenous peoples: the failure of state-invented citizens' media in Mexico », in *Development in Practice*, 19/4-5, june 2009, p. 525-537.

CHEVALIER François, « La 'démocratie mexicaine' et son parti dominant: genèse et développement », *Revue Française de Science Politique*, 38/2, 1988, p. 232-248.

CLIFTON Judith, *The Politics of Telecommunications in Mexico: Privatisation and State-Labour Relations 1982-1995*, London/New York, Macmillan-St Martin's Press, 2000.

COMBES Hélène, -, « Faire parti(e) : construction et positionnement du PRD dans le système politique mexicain », *Revue Internationale de Politique Comparée*, 12/3, 2005, p. 331-345.

-, « La guerre des mots dans la transition mexicaine », *Mots. Les langages du politique*, 85, 2007, p. 51-64.

CORNEJO PORTUGAL Inés, « Radio Indigenista Ayer y Hoy – Instrumento de arraigo cultural », *Revista Mexicana de Comunicación*, Febrero-Marzo 2004.

CORONA S., « Les Etats-Unis dans les manuels scolaires mexicains », in DAUZIER M. (coord.), *Le Mexique face aux Etats-Unis. Stratégies et changements dans le cadre de l'ALENA*, Paris, L'Harmattan, col. Recherches Amériques Latines, 2004, p. 50-66.

DABENE Olivier, *La région Amérique Latine. Interdépendance et changement politique*, Presses de Sciences Po, col. Références inédites, 1997.

DEZALAY Yves, GARTH Bryant, *La mondialisation des guerres de palais. La restructuration du pouvoir d'Etat en Amérique Latine, entre notables du droit et « Chicago Boys »*, Paris, Seuil, Liber, 2002.

DUGRAND Alain, *Trotsky. Mexico 1937-1940*, Paris, Payot, 1988.

DURAZO-HERRMANN Julián, « Frontières territoriales et frontières politiques : Etats subnationaux et transition démocratique au Mexique », *Revue Internationale de Politique Comparée*, 14/ 3, 2007, p. 449-466.

DUTERME Bernard, « Quelles lunettes pour des cagoules ? Approches sociologiques de l'utopie zapatiste », *Mouvements*, 45-46, 2006, p. 107-119.

ESTEVAM Douglas, « Mouvement des sans-terre du Brésil: une histoire séculaire de la lutte pour la terre », *Mouvements*, Inégalités locales, inégalités globales, 60 2009.

FAVRE Henri, « Mexique : le révélateur chiapanèque », *Problèmes d'Amérique Latine*, 25, 1997.

FLORES Genoveva, *La seducción de Marcos a la prensa. Versiones sobre el levantamiento zapatista*, México, Humanidades TEC, 2004.

FOUGIER Eddy, « Zapatisme », in *Dictionnaire analytique de l'altermondialisme*, Paris, Ellypses, 2006, p. 245.

FROEHLING Oliver, « The Cyberspace 'War of Ink and Internet' in Chiapas, Mexico », *Geographical Review*, 87/2, Cyberspace and Geographical Space, apr. 1997, p. 291-307.

GARCIA DE LEON Antonio, *Fronteras Interiores. Chiapas : una modernidad particular*, México, Oceano, 2002.

GLASS P. G., « Everyday routine in free spaces: explaining the persistence of the Zapatistas in Los Angeles », *Mobilization: An International Journal*, 15/2, 2010, p. 199-216.

GRAMMONT (De) Hubert C., MACKINLAY Horacio, « Las organizaciones sociales campesinas e indígenas frente a los partidos políticos y el Estado, México, 1938-2006 », *Revista Mexicana de Sociología*, 68/4, oct-dec 2006, p. 693-729.

GREEBON D. A., « Civil Society's Challenge to the State: A Case Study of the zapatistas and their Global Significance », *Journal of Development and Social Transformation*, 5, 2008, p. 71-80.

HALLIN D. C., PAPATHANASSOPOULOS S., « Political clientelism and the media: southern Europe and Latin America in comparative perspective », *Media, Culture and Society*, 2002, p. 175-195.

HARRIS R. L., « Resistance and Alternatives to Globalization in Latin America and the Caribbean », *Latin American Perspectives*, 127, 29/6, 2002, p. 136-151.

HERNANDEZ Maria Elena, « Algunas consideraciones para el estudio de los medios informativos mexicanos », *in* LE BIGOT, C. (coord.), *Presse et Médias au Mexique*, Mondes Hispanophones, 24, PUR, 1993, p. 27-33.

HERNANDEZ CASTILLO R. A., « The Indigenous Movement in Mexico. Between Electoral Politics and Local Resistance », *Latin American Perspectives*, 147/33-2, March 2006, p. 115-131.

HUGUES S., « From the Inside Out. How Institutional Entrepreneurs Transformed Mexican Journalism », *Press/Politics*, 8/3, 2003, p. 87-117.

INCLAN María, « Sliding Doors of Opportunity: Zapatistas and their Cycle of Protest », *Mobilization: An International Journal*, 14/1, 2009, p. 85-106.

KHASNABISH Alex, *Zapatistas. Rebellion from the Grassroots to the Global*, London & New York, Zed Books, Halifax & Winninpeg, Fernwood Pub., 2010.

LABARTHE MADERO Eduardo, « La década neoliberal en México », in ANAYA Gerardo, *Neoliberalismo*, Mexico, Análisis de la realidad mexicana, Universidad Iberoamericana – Centro de Integración Universitaria, , 1995, p. 25-27.

LAFAYE Jacques, « Suggestions pour une une histoire 'intra-historique' du Mexique », in *Quetzalcóatl et Guadalupe. La formation de la conscience nationale au Mexique (1531-1813)*, Paris, Gallimard, 1974, p. 410-415.

LAFRANCE D. G., « Chiapas in Rebellion: An Early Assessment », *Mexican Studies/Estudios Mexicanos*, 12/1, 1996, p. 91-105.

LANCHA C., « Le Mexique : de la révolution triomphante (1910-1917) à la révolution institutionnalisée. le modèle mexicain du populisme (1920-1982) », in *Histoire de l'Amérique Latine de Bolivar à nos jours*, col. Horizons Amérique Latine, L'Harmattan, 2003, p. 155-222.

LANYON A., *Malinche l'indienne. L'autre conquête du Mexique* (1999), Petite Bibliothèque Payot, Payot & Rivages, 2004.

LE BIGOT Claude, « Les Espagnols et la presse littéraire au Mexique (1939-1949) », in LE BIGOT C. (coord.), *Presse et Médias au Mexique*, Mondes Hispanophones, 24, PUR, 1993, p. 67-74.

LE BOT Yvon, « Le zapatisme, première insurrection contre la mondialisation néolibérale », in WIEVIORKA Michel (dir.), *Un autre monde. Contestations, dérives et surprises dans l'antimondialisation*, Paris, Balland, Voix et Regards, 2003, p 129-140.

LUDEC Nathalie, « La presse pour femmes au Mexique de 1805 à 1910 », *in* LE BIGOT C. (coord.), *Presse et Médias au Mexique*, Mondes Hispanophones, 24, PUR, 1993, p. 45-56.

MAGALLANES-BLANCO Claudia, *The Use of Video for Political Consciousness-Raising in Mexico. An Analysis of Independent video about the Zapatistas*, Edwin Mellen Press, 2008.

MANUJANO JACOBO Pilar, « El periodismo humorístico y satírico en la primera etapa de la Revolución mexicana », in NAVARRETE MAYA Laura, AGUILAR PLATA Blanca (coord.), *La prensa en México. Momentos y figuras relevantes (1810-1915)*, Mexico, Addison Wesley Longman, 1998, p. 67-74.

MARTINEZ Leonardo C., « Hacia una reconsideracion de la historia del periodismo en México », *Revista Mexicana de Ciencias politicas y Sociales*, México, 36/139, 1990, p. 31-43.

MARTINEZ-TORRES Maria Elena, « Civil Society, the Internet, and the Zapatistas », *Peace Review*, 13/3, 2001, p. 347-355.

MODOUX Magali, « L'ouverture politique mexicaine: nature et enjeux », *Démocratie et fédéralisme au Mexique (1989-2000)*, Paris, Karthala, 2006, p. 7-19.

MOUTERDE Pierre, GUILLAUDAT Patrick, *Les mouvements sociaux au Chili (1973-1993)*, Paris, L'Harmattan, col. Recherches et documents Amérique Latine, 1995.

MUSSET Alain, *Le Mexique*, Paris, Que Sais-je ?, PUF, 2004.

OLESEN Thomas, « Globalizing the Zapatistas: from Third World solidarity to global solidarity? », *Third World Quartely*, 25/1, 2004, p. 255-277.

OLESEN Thomas, *International Zapatismo. The construction of solidarity in the age of globalization*, London & New York, Zed Books, 2005.

ORME W.A. (ed.), *A Culture of Collusion. An Inside look at the Mexican Press*, Nort-South Center Press, University of Miami, 1997*.

ORME W. A., « Overview: From Collusion to Confrontation », in ORME, W.A. (ed.), *A Culture … op. cit.*, p. 1-17.

POHLENZ CORDOVA J., *Dependencia y desarollo capitalista en la sierra de Chiapas*, Mexico, UNAM, 1994.

RAJCHENBERG E., FAZIO C., *UNAM. Presente… ¿y futuro?*, Mexico, Palza & Janés, 2000, p. 11.

-., HEAU-LAMBERT C., « Le racisme au Mexique : une structure de longue durée », in *Le soulèvement zapatiste au Chiapas*, Cahiers du CELA-IS, 7, 1996, p. 7-25.

RIVA PALACIO R., « A culture of collusion: the ties that bind the press and the PRI », in ORME W.A. (ed.), *A Culture… op. cit.*, p. 21-32.

ROUQUIE Alain, *Amérique Latine. Introduction à l'Extrême-Occident* (1987), Paris, Essais, Points, Seuil, 1998.

ROUXEL Camille, *La lutte pour une mémoire vive zapatiste*, mémoire M1, IEP Rennes, 2011.

ROVIRA G., *Sin fronteras. Las redes de solidaridad con Chiapas y el altermundismo*, Mexico, Era, 2009.

RUGELEY T., « Book Review: Barmeyer N., *Developing Zapatista Autonomy: Conflict and NGO involvement in Rebel Chiapas*, Albuquerque, University of New Mexico Press », *Bulletin of Latin American Research*, 29/4, 2010, p. 533-534.

SARMIENTO S., « Trial by fire: the Chiapas Revolt, the Colossio assassination and the Mexican press in 1994 », in ORME W.A. (ed.), *A Culture… op. cit.*, p. 33-39.

SOTO GODOY J., « Le mythe de la globalisation et ses impacts possibles en Amérique Latine », in NAHAVANDI F. (dir.), *Globalisation et néolibéralisme dans le Tiers Monde*, Bibliothèque du Développement, L'Harmattan, 2000, p. 65-77.

STEPHEN L., « Pro-Zapatista and Pro-PRI: Resolving the Contradictions of Zapatismo in Rural Oaxaca", *American Research Review*, 32/2, 1997, p. 41-70.

TREIL Audrey, *San Salvador de Atenco : disparador de conciencia*, mémoire M1, IEP Rennes, 2010.

TREJO DELARBRE Raúl, *La prensa marginal*, Segunda edició n, México D.F., ediciones El Caballito, 1980.

- (dir.), *Chiapas, la comunicación enmascarada : los medios y el pasamontañas*, Mexico, Diana, 1994.

VARGAS Lucila, *Social Uses and Radio Practices. The Use of Participatory Radio by Ethnic Minorities in Mexico*, Boulder, CO, Westview Press, 1995.

VAULEON Aude, *El movimiento mapuche y la prensa en Chile : información, desinformación y contra-información*, mémoire M1, IEP Rennes 2008.

VAYSSIERE Pierre, *Les révolutions d'Amérique Latine*, nouvelle édition, Paris, Le Seuil, Points histoire, 2001

VELASCO CRUZ Saúl, *El movimiento indígena y la autonomía en México*, Mexico, UNAM, 2003.

WICKHAM-CROWLEY Timothy, ECKSTEIN Susan, « Economie et sociologie politiques du militantisme et des répertoires des mouvements sociaux récents en Amérique Latine », *Revue Internationale de Politique Comparée*, 17/2, 2010, p. 29-52.

ZACARIAS Armando, « La prensa en México: una mirada a su historia », *in* LE BIGOT C. (coord.), *Presse et Médias au Mexique*, Mondes Hispanophones, 24, PUR, 1993, p. 11-26.

ZAPATA C., « Discursos indianistas en México. Hacia una nueva representacion del Estado nacional, 1974-2000 », in CASTILLO A., MUZZOPAPPA E., SALOMONE A., URREJOLA B., ZAPATA C. (eds.), *Nacion, estado y cultura en América Latina*, Ediciones Facultad de Filosofia y Humanidades, Universidad de Chile, Serie Estudios, 2003, p. 297-327.

ZERTUCHE MUÑOZ F., *Ricardo Flores Magón. El sueño alternativo*, México, Fondo de Cultura Económica, 1995.

Sciences sociales : généralités (science politique, sociologie, philosophie, histoire, économie…)

ALBERTANI Claudio, « Toni Negri et la déconcertante trajectoire de l'opéraïsme italien », *A contretemps*, 13, septembre 2003.

ANDERSON Benedict, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme* (1983), Paris, La Découverte & Syros, col. Poche, Sciences humaines et sociales, 2002.

ARON R., *Introduction à la philosophie politique. Démocratie et révolution*, Paris, Le Livre de Poche, 1997.

AZAM Geneviève, « Economie sociale, tiers secteur, économie solidaire, quelles frontières ? », *Revue du MAUSS*, Paris, La Découverte, n° 21, 2003/1, pp. 151-161.

BADIE Bertrand, « Formes et transformations des communautés politiques », in GRAWITZ, Madeleine, LECA, Jean, *Traité de Science Politique*, Tome 1, Paris, PUF, 1985, chapitre X, pp. 598-663.

BAIER V.E., MARCH, J.G., SAETREN, H., « Décision et mise en oeuvre: une série d'ambiguïtés », in MARCH, J.G., *Décisions et organisations*, Paris, Editions d'organisation, 1991.

BANCEL Nicolas, BLANCHARD Pascal, LEMAIRE Sandrine, « La fracture coloniale : une crise française », in *La Fracture coloniale. La société française au prisme de l'héritage colonial*, Paris, La Découverte, 2005, p. 9-30.

-, « L'histoire difficile : esquisse d'une historiographie du fait colonial et postcolonial », in BLANCHARD, P., BANCEL, N., LEMAIRE S., *La Fracture coloniale. La société française au prisme de l'héritage colonial*, Paris, La Découverte, 2005, p. 83-92.

BARTHES Roland, *Mythologies*, Paris, Points, 1957.

-, « Le degré zéro de l'écriture », in *Le degré zéro de l'écriture. Eléments de sémiologie*, (1953) Paris, Gonthier, 1964, p. 7-76.

BAUX P., « Modèles de persuasion et parrainage sportif », *Revue Française de Marketing*, n°131/1, 1991, p. 51-67.

BEAUD Stéphane, PIALOUX Michel, *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris, Fayard, 1999.

BECKER Howard, *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance* (1963), Paris, Métailié, 1985.

BERGERON Henri, SUREL Yves, VALLUY Jérôme, « L'advocacy Coalition Framework. Une contribution au renouvellement des études de politiques publiques ? », *Politix*, 41, 1998, p. 195-223.

BIAREZ Sylvie, « Repenser la sphère locale selon l'espace public », dans FRANÇOIS Bastien, NEVEU Erik (Dir.), *Espaces publics… op. cit.*, p. 267-283.

BLONDIAUX Loïc, *Le nouvel esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative*, Paris, Seuil, La République des idées, 2008.

BOLTANSKI Luc « Les systèmes de représentation d'un groupe social : les 'cadres' », *Revue française de sociologie*, 20/4, 1979, p. 631-667.

-, DARRE Y., SCHILTZ M.-A. « La dénonciation », *Actes de la recherche en sciences sociales*. 51, mars 1984, p. 3-40.

-, « Sociologie critique et sociologie de la critique », *Politix*. 3/10-11, 1990, p. 124-134.

-, *La souffrance à distance. Morale humanitaire, médias et politique*, Paris, Métailié, 1993.

-, CHIAPELLO Eve, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

BONNEMAISON Joël, « Le territoire enchanté. Croyances et territorialités en Mélanésie », *Géographie et Cultures*, 3, 1992, p. 7-87.

BOURDIEU Pierre, PASSERON Jean-Claude, *Les héritiers. Les étudiants et la culture* (1964), Paris, Les Editions de Minuit, 1985.

-, « Le champ scientifique», *Actes de la Recherche en sciences sociales*, 2-3, Paris, Seuil, 1976, p. 88-104.

-, « Une classe objet », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 17-18, 1977, p. 2-5.

-, *Algérie 1960. Structures économiques et structures temporelles*, Paris, Les Editions de Minuit, 1977.

-, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Le sens commun, Les Editions de Minuit, 1979.

-, *Le sens pratique*, Paris, Le sens commun, Les Editions de Minuit, 1980.

-, « La représentation politique. Éléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 36-37, février/mars 1981, p. 3-24.

-, « L'intérêt du sociologue », *Choses dites* (1984), Paris, Les éditions de Minuit, 1987, p. 124-131.

-, *Questions de sociologie*, Paris, Editions de Minuit, 1984*.

-, « Objectiver le sujet objectivant », *Choses dites* (1984), Paris, Les éditions de Minuit, 1987, p. 112-116.

-, « L'opinion publique n'existe pas », *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 1984, p. 222-235.

-, « La science et l'actualité », *Actes de la Recherche en sciences sociales*, 61, Paris, Seuil, 1986, p. 2-3.

-, « Pour un corporatisme de l'universel », in *Les Règles de l'Art*, Paris, Seuil, 1992, p. 459-472.

-, « Espace social et espace symbolique », *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil, 1994, p. 13-35.

-, *Méditations pascaliennes*, Paris, Liber, Le Seuil, 1997.

-, « Le champ économique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 119, 1997.

-, « L'identité et la représentation », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1998.

-, *Esquisse d'une théorie de la pratique. Précédé de trois études d'ethnologie kabyle*, Essais, Le Seuil, 2000.

-, CHRISTIN Olivier, WILL Etienne, « Sur la science de l'Etat », *Actes de la Recherche en sciences sociales*, 133, 2000, p. 3-12.

-, « Le champ politique », in *Propos sur le champ politique*, Lyon, PUL, 2000, p. 49-80.

-, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Points-Essais, Fayard, Le Seuil, 2001.

-, « Science, politique et sciences sociales », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 141-142, 2002, p. 9-12.

BRAUD Philippe, *Sociologie Politique*, Paris, LGDJ, 2000.

BRUBAKER Rogers, « Au-delà de 'l'identité' », *Actes de la recherche en sciences sociales* 2001/3, 139, p. 66-85.

CALLON Michel, « Eléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc », *L'Année Sociologique*, 1986, p. 169-208.

CERTEAU (De) M., *L'invention au quotidien – Art de faire*, Paris, Gallimard, 1980

CHAMPAGNE Patrick, CHRISTIN Olivier, *Mouvements d'une pensée. Pierre Bourdieu*, Paris, Bordas, 2004.

CHARTIER Roger, *Les origines culturelles de la révolution française*, L'univers historique, Le Seuil, 1990.

CHAUMONT J.-M., *La concurrence des victimes*, Paris, La Découverte, 2007.

CLASTRES Pierre, « La société contre l'Etat », in *La société contre l'Etat : recherche d'anthropologie politique*, Paris, Minuit, 1974, p. 161-186.

COCHOY Franck, « Le marketing, ou la ruse de l'économie », *Politix*, 14/53, 2001, p. 175-201.

COHEN Antonin, LACROIX Bernard, RIUTORT Philippe (dir.), *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, Grands Repères – Manuels, 2009*.

COHEN, M., MARCH, J., OLSEN, J., « Le modèle du 'Garbage Can' dans les anarchies organisées », in MARCH, J., *Décisions et organisations*, Paris, Les éditions d'organisation, 1991, p. 163-193.

COHEN Stanley, *Folk devils and moral panics*, London, Mac Gibbon and Kee, 1972.

COLAS Dominique, *Sociologie politique*, Paris, PUF, 1994*.

COLLOVALD Annie, *Le « populisme du FN ». Un dangereux contresens*, Paris, ed. du Croquant, coll. Savoir/agir, 2004.

COLONOMOS A. « Sociologie et science politique : les réseaux, théorie et objet d'études », *Revue Française de Science Politique*, 1, 1995, p. 165-178.

COOPER Frederik, « Grandeur, décadence... et nouvelle grandeur des études coloniales depuis le début des années 1950 », *Politix*, « L'Etat colonial », 17/66, 2004, p. 17-48.

CROZIER Michel, FRIEDBERG Erhard, *L'acteur et le système*, Paris, Essais, Points, 1977.

DELPORTE Christian, *Intellectuels et politique – XXe siècle*, Paris, Florence, Casterman-Cunti, 1995.

DESCOLA Philippe, « la chefferie amérindienne dans l'anthropologie politique », *Revue Française de Science Politique*, 1986, p. 818-825.

DIMAGGIO P. J., POWELL W. W., « The Iron Cage Revisited: Institutional Isomorphism and Collective Rationality in Organizational Fields », *American Sociological Review*, 48/2, apr. 1983, p. 147-160.

DOBRY Michel, « Les transitions démocratiques : regards sur l'état de la 'transitologie' », *Revue française de science politique*, août-octobre 2000, 50(4-5), p. 579-764.

DOUGLAS Mary, *Comment pensent les institutions* (1986), Paris, La Découverte, 2004.

DUBOIS Vincent, « L'action publique », in COHEN Antonin, LACROIX Bernard, RIUTORT Philippe (dir.), *Nouveau manuel… op. cit.*, p. 311-325.

DUVAL Julien *et alii*, *Le « décembre » des intellectuels français*, Paris, Liber/Raisons d'agir, 1998.

DUVERGER Maurice, « Adhérents et Électeurs des Partis », *Revue Française de Science Politique*, 1/1, 1951, p.56-75.

EDELMAN M., *Pièces et règles du jeu politique*, Paris, Le Seuil, 1991.

ELIAS Norbert, *Engagement et distanciation*, Paris, Seuil, 1984.

-, SCOTSON John L., « Les relations entre établis et marginaux, essai théorique », *Logiques de l'exclusion. Enquête sociologique au cœur des problèmes d'une communauté* (1965), Paris, Fayard, 1997, p. 29-70.

FARGE Arlette, *Dire et mal dire. L'opinion publique au XVIIIe siècle*, Paris, Seuil, 1998.

FLORES Carlos Y., « La antropología visual ¿Distancia o cercanía con el sujeto antropológico ? », *Nueva Antropología, Revista de Ciencias Sociales*, 67, 2007, p. 65-87.

FRIEDBERG Erhard, *Le pouvoir et la règle. Dynamiques de l'action organisée* (1993), Paris, Seuil, Le Point-Essais, 1997.

FRYNAS J. G., MELLAHI K., PIGMAN G. A., « First Mover Advantages in International Business and Firm-Specific Political Resources », *Strategic Management Journal*, 27/4, 2006, p. 321-345.

GARRAUD Philippe, « Politiques nationales : l'élaboration de l'agenda », *L'année sociologique*, 40, 1990, p. 17-41.

-, « Le métier d'élu local : les contraintes d'un rôle », in FONTAINE Joseph, LE BART Christian, *Le métier d'élu local*, Paris, L'Harmattan, Logiques Politiques, 1994, p. 29-54.

-, « Ambiguïtés et 'bricolage institutionnalisés : le 'cercle vicieux' de l'intervention publique », *Le chômage et l'action publique. Le « bricolage institutionnalisé »*, Paris, L'Harmattan, 2000.

-, « La politique à l'épreuve du jugement judiciaire : la pénalisation croissante du politique comme 'effet induit' de l'autonomisation de l'institution judiciaire », in BRIQUET Jean-Louis, GARRAUD Philippe (dir.), *Juger la politique. Entreprises et entrepreneurs critiques de la politique*, Rennes, PUR, Coll. Res Publica, 2001.

GARRIGOU Alain, « La construction sociale du vote. Fétichisme et raison instrumentale », *Politix*, 22 « Des votes pas comme les autres », 1993, p. 5-42.

GAXIE Daniel, « Le cens caché », *Réseaux*, V/22, 1987, p. 29-51.

-, « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue Française de Science Politique*, 27/1, février 1997, p. 123-154.

-, *La démocratie représentative*, Paris, Clefs/Politique, Montchrestien, 2003.

GOFFMAN Erving, *La mise en scène de la vie quotidienne. Tome 1 : la présentation de soi*, Paris, Les Editions de Minuit, 1973.

-, *Les cadres de l'expérience*, trad. Isaac Joseph, Paris, Les Editions de Minuit, 1974.

GRAEBER David, *Fragments of an anarchist anthropology*, Chicago, Prickly Paradigm Press, 2004.

GROSSMAN Emiliano, « Acteur », in BOUSSAGUET Laurie, JACQUOT Sophie, RAVINET Pauline (dir.), *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2006, p.25-32.

HALL P., TAYLOR R., « La science politique et les trois néo-institutionnalismes », *Revue Française de Science Politique*, 47/3-4, 1997.

HARDT Michael, NEGRI Antonio, *Empire*, Paris, La Découverte, 10/18, 2000.

HARDT Michael, NEGRI Antonio, *Multitude. Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, trad. Nicolas Guihot, Paris, La Découverte, 10/18, 2004.

HEILBRON Johan, SAPIRO Gisèle, « La traduction littéraire, un objet sociologique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 144, septembre 2002, p. 3-5.

HIRSCHMAN Albert O., *Les passions et les intérêts* (1980), Paris, PUF, 2001.

-, *Défection et prise de parole. Théorie et applications* (1971), Paris, Fayard, 1995.

HOURMANT François, *Le désenchantement des clercs. Figures de l'intellectuel dans l'après-Mai 68*, Rennes, PUR, Res Publica, 1997.

KAUFMANN Jean-laude., *La trame conjugale. Analyse du couple par son linge*, Paris, Nathan, Agora, 1992.

LACROIX Bernard, « Ordre politique et ordre social. Objectivisme, objectivation et analyse politique », in GRAWITZ Madelein, LECA Jean (dir.), *Traité de science politique*, Paris, PUF, 1985, t. 1.

-, LAGROYE Jacques, « Introduction », *Le président de la République. Usages et genèses d'une institution*, Presses de la FNSP, 1992, p. 7-12.

- (dir), avec Bastien François et Frédéric Sawicki, *Sociologie politique*, 5e édition revue et mise à jour, Paris, Presses de Sciences Po et Dalloz, 2006*.

-, « On ne subit pas son rôle », *Politix*, 38, 2e trimestre 1997, p. 7-17.

LANDRIN Xavier, « Vie et mort des groupements et des formes politiques », in COHEN Antonin, LACROIX Bernard, RIUTORT Philippe (dir.), *Nouveau manuel… op. cit.*, p. 37-48.

LAPEYRONNIE Didier, « L'académisme radical ou le monologue sociologique. Avec qui parlent les sociologues ? », *Revue Française de Sociologie*, 45-4, octobre-novembre 2004, p. 621-651.

LAPIERRE Jean-William, « Qu'est-ce qu'un système politique ? », in LAPIERRE Jean-William, *L'analyse des systèmes politiques*, Paris, PUF, 1973, p. 22-46.

LE BART Christian, « Les politiques d'image. Entre marketing territorial et identité locale », dans BALME R., FAURE A., MABILEAU A., *Les nouvelles politiques locales. Dynamique de l'action publique*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1999, p. 415-427.

-, « La nostalgie chevaleresque chez les professionnels de la politique. Une lecture éliasienne des stratégies politiques de présentation de soi », in BONNY Y., DE QUEIROZ J.-M., NEVEU E., *Norbert Elias et la théorie de la civilisation. Lectures et critiques*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2003, p. 169-183.

-, « Le pamphlet politique. Une catégorie honteuse ? », *Mots. Les langages du politique*, 91, 2009/3, p. 67-81.

LECOURS André « L'approche néo-institutionnaliste en science politique : unité ou diversité ?», *Politique et Sociétés*, 21/3, 2002, p. 3-19.

LEFEBVREHenri, *La Production de l'espace*, 4e édition, Paris, Anthropos, col. Ethno-sociologie, 2000.

LE GALES Patrick, « Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine », *Revue Française de Science Politique*, 45/1, février 1995, p. 57-95.

LENINE Vladimir I. O., *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Paris, Editions sociales, Moscou, Editions du progrès, 1979.

MANIN Bernard, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, Champs essais, 1996

MANNHEIM Karl, *Ideology and utopia*, London, Routledge and Kegan Paul, 1936.

MARCH J.G.., OLSEN J.P., « Organisational choice under Ambiguity », in *Ambiguity and choice in organisations*, Bergen, Universitetforlaget, 1976, p. 10-23.

-, « Institutional perspectives on Political Institutions », *Governance*, 9/3, 1996, p. 247-264.

MARCUSE Herbert, *L'Homme Unidimensionnel. Essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée* (1964), traduit de l'anglais par Monique Wittig, Paris, Les Editions de Minuit, 1968.

MARESCA Sylvain, « La représentation de la paysannerie », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 38, 1981, p. 3-18.

MARX Karl, ENGELS Friedrich, *L'idéologie allemande. Première partie : Feuerbach* (1846), Paris, Editions sociales, 1968,

-, *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte* (1852), Paris, Mille et une nuits, 1997.

-, *Le manifeste du parti communiste* (1872), Paris, Union Générale d'Edition, 1962.

MATTELART Armand, *La globalisation de la surveillance. Aux origines de l'ordre sécuritaire*, Paris, La Découverte/Poche, 2008.

MEMMI Albert, *Portrait du colonisateur. Portrait du colonisé* (1957), Folio Actuel, Fayard, 1985.

MENDEL I., « Mannheim's Free-Floating Intelligentsia: The Role of Closeness and Distance in the Analysis of Society », *Studies in Social and Political Thought*, 12, 2006, p. 30-52.

MENGET Patrick, « Fonction & fonctionnalisme », in *Encyclopaedia Universalis - Dictionnaire de la sociologie*, Encyclopaedia Universalis et Albin Michel, Paris, 1998, p. 334-344.

MERTON Robert K., « The Self-fulfilling Prophecy », *The Antioch Review*, 8/2, 1948, p. 193-210.

MILLS Charles W., *L'imagination sociologique* (1959), Paris, La Découverte/Poche, 1997.

MULLER Pierre, « Un schéma d'analyse des politiques sectorielles », *Revue Française de Science politique*, 35/2, 1985, p. 165-189.

-, *Les politiques publiques*, 4e édition, Paris, PUF, Que sais-je ?, n° 2534, 2000.

-, « Référentiel », in BOUSSAGUET Laurie, JACQUOT Sophie, RAVINET Pauline (dir.), *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2006, pp. 372-378.

NAY Olivier, « L'institutionnalisation de la région comme apprentissage de rôles », *Politix*, 38, 1997, p. 18-46.

NORA Pierre, « Entre mémoire et histoire. La problématique des lieux », in NORA Pierre (dir.), *Les lieux de mémoire. I. La République*, Paris, NRF, Gallimard, Bibliothèque illustrée des histoires, p. XV-XLII.

OFFERLE Michel, *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris, Montchréstien, 1994.

-, *Sociologie des organisations patronales*, Paris, La Découverte, Repères, 2009.

ORY Pascal, SIRINELLI Jean-françois, *Les intellectuels en France. De l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Collin, coll. U, 2002.

OSBORNE T., « On mediators : intellectuals and the ideas trade in the knowledge society », *Economy and society*, 33/4, 2004, p. 430-447.

PALIER Bruno, BONOLI Giuliano, « Phénomènes de *path dependance* et réformes des systèmes de protection sociale », *Revue Française de science politique*, 49/3, juin 1999, p. 399-420.

PASSERON Jean-Claude, « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *Revue Française de Sociologie*, 31/1, 1990, p. 3-22.

PERROUX François, *L'économie du XXe siècle*, Paris, PUF, 1964*.

POLIAK Claude, *Aux frontières du champ littéraire. Sociologie des écrivains amateurs*, Paris, Economica, Collection Etudes Sociologiques, 2006.

QUERO Laurent, VOILLIOT Christophe, « Du suffrage censitaire au suffrage universel. Évolution ou révolution des pratiques électorales ? », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 140/1, 2001, p. 34-40.

ROSTOW W. W., *Les étapes du développement politique*, Paris, Seuil, 1975.

SCOTT James, *La domination ou les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, éditions Amsterdam, 2009.

SPIRE Alexis, « De l'étranger à l'immigré : la magie sociale d'une catégorie statistique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 129, 1999, p. 50-56.

SMITH Andy, « L'analyse comparée des politiques publiques : une démarche pour dépasser le tourisme intelligent ? », *Revue Internationale de Politique Comparée*, 7/1, 2000.

SUREL Yves, « Idées, intérêts, institutions dans l'analyse des politiques publiques », *Pouvoirs*, 87, 1998, p. 161-178.

VULLIERME, Jean-Louis, *Le Concept de Système Politique*, Paris, Presses Universitaires de France, Politique d'Aujourd'hui, 1989.

WACQUANT Loïc, *Punir les pauvres : le nouveau gouvernement de l'insécurité sociale*, Marseilles, Agone, 2004.

-, *Parias urbains. Ghetto, banlieue, Etat*, traduit de l'anglais par Sébastien Chauvin, Paris, La Découverte, 2006.

WEBER, Max, *Le savant et le politique*, Paris, Plon, 1919.

-, *Economie et société/1 Les catégories de la sociologie*, Paris, Plon, Agora/Pocket, 1995.

WIEVIORKA Michel, « Le nouveau paradigme de la violence », *Cultures et conflits*, 29-30, 1998, p. 9-57.

Epistémologie des sciences sociales, méthodologie de recherche

ADDI Lahouari, *Sociologie et anthropologie chez Pierre Bourdieu. Le paradigme anthropologique kabyle et ses conséquences théoriques*, Paris, La Découverte, 2002.

AUSTIN John L., *Quand dire, c'est faire* (1962), Paris, Seuil, 1970.

BADIE Bertrand, HERMET Guy, *La Politique comparée*, Paris, Armand Colin, 2001.

BECKER Howard S., *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*, Paris, La Découverte, 2002.

-, *Ecrire les sciences sociales. Commencer et terminer son article, sa thèse ou son livre* (1986), Paris, Economica, Coll. Méthodes des sciences sociales, 2004.

BERGER Peter, LUCKMAN Thomas, *La Construction Sociale de la Réalité*, trad. De l'américain par Pierre Taminiaux, 2e éd., Paris, Armand Collin, 2002.

BOURDIEU Pierre, PASSERON J. C., CHAMBOREDON J. C., *Le métier de sociologue*, Mouton, Bordas, Paris, 1968.

-, « Comprendre », in BOURDIEU Pierre (dir.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, p. 1389-1447.

-, *Science de la science et réflexivité. Cours du Collège de France 2000-2001*, Raisons d'Agir Editions, 2001.

CHAMPAGNE Patrick, « Problèmes de méthode », in *L'héritage refusé. La crise de la reproduction sociale de la paysannerie française. 1950-2000*, Paris, Essais/Points, Seuil, 2001, p. 49-118.

CICOUREL, Aaron Victor, « Micro-processus et macrostructures. Notes sur l'articulation des différents niveaux d'analyse », *SociologieS. Revue scientifique internationale*. [Mis en ligne le 29 octobre 2008]

COHEN Antonin, LACROIX Bernard, RIUTORT Philippe, « Qu'est-ce que la science politique ? », in COHEN Antonin, LACROIX Bernard, RIUTORT Philippe (dir.), *Nouveau manuel… op. cit.*, p. 21-27.

COLAS Dominique, « Sociologie, sociologie politique, science politique », in *Sociologie politique*, Paris, PUF, 1994, p. 3-25.

CORCUFF Philippe, « Sociologie et engagement : nouvelles pistes épistémologiques dans l'après-1995 », in LAHIRE Bernard, *À quoi sert la sociologie ?*, La Découverte, Poche/Sciences humaines et sociales, 2004, p. 175-194.

DURKHEIM Emile, *Les règles de la méthode sociologique* (1937), 5e ed., Paris, PUF, 1990.

ELIAS, Norbert, *Qu'est-ce que la sociologie ?* (1970), La Tour d'Aigues, L'Aube, 1991.

FEYERABEND Paul, *Dialogues sur la connaissance*, Paris, Seuil, 1998.

GEERTZ Clifford, « La description dense. Vers une théorie interprétative de la culture », *Enquête*, 6, 1998, p. 73-105.

GIRAUD Olivier, « Le comparatisme contemporain en science politique : entrée en dialogue des écoles et renouvellement des questions », in LALLEMENT M., SPURK J. (dir.), *Stratégies internationales de la comparaison*, Paris, CNRS, 2003, p. 87-106.

GLASER Barney G., STRAUSS Anselm L., « La production de la théorie à partir des données », trad. Jean-Louis Fabiani, *Enquête*, 1, 1995, p. 183-195.

HASSENTEUFEL Patrick, « Deux ou trois choses que je sais d'elle. Remarques à propos d'expériences de comparaison européennes », in Curapp (dir.), *La méthode au concret*, Paris, PUF, 2000.

KRAMARZ Francis, « Formuler les questions d'une enquête », *Genèses*, 4, 1991, p. 115-127.

KUHN Thomas, *La Structure des Révolutions Scientifiques* (1962), Paris, Champs, Flammarion, 1983.

LAHIRE Bernard, « Variations autour des effets de légitimité dans les enquêtes sociologiques », *Critiques Sociales*, 8-9, juin 1996, p. 93-101.

-, « Risquer l'interprétation. Pertinences interprétatives et surinterprétations en sciences sociales », *Enquête*, 6, 1998, p. 61-87.

LAPIERRE Jean-William, « Qu'est-ce qu'un modèle théorique ? », in *L'analyse des systèmes politiques*, Paris, PUF, 1973, p. 9-21.

MAYER Nonna, « L'entretien selon Pierre Bourdieu. Analyse critique de *La Misère du Monde* », *Revue Française de Sociologie*, 1995, p. 355-370.

MEIER Daniel, MERRONE Giuseppe, PARCHET Raphaël, « Écriture et récit en sciences sociales », *A Contrario*, 4/1, 2006, p. 3-5.

MORFAUX, L.-M., *Vocabulaire de la philosophie et des sciences sociales*, Paris, Armand Collin, 1980*.

NADEAU, Robert, *Vocabulaire technique et analytique de l'épistémologie*, Paris, PUF, 1999*.

PENNETIER Claude, PUDAL Bernard, « Ecrire son autobiographie. Les autobiographies communistes d'institution, 1931-1939 », *Genèses*, 23, juin 1996, p. 53-75.

PERROT Martyne, SOUDIERE (de la) Martin, « L'écriture des sciences de l'homme : enjeux », *Communications*, 58, 1994, p. 5-21.

PINCON Michel, PINCON-CHARLOT Monique, *Voyage en grande bourgeoisie. Journal d'enquête*, 2e édition, Paris, PUF, 2009.

REVEL Jacques, « Micro-analyse et construction du social », in *L'art de la Recherche. Essais en l'honneur de Raymonde Moulin*, Paris, La Documentation Française, 1994, p. 303-327.

ROMANI Vincent, « Enquêter dans les territoires palestiniens. Comprendre un quotidien au-delà de la violence immédiate », *Revue Française de Science Politique*, 57/1, février 2007, p. 27-45.

ROSAT Jean-Jacques, « Le constructivisme comme outil de pouvoir aux mains des intellectuels », *Revue Agone*, 41-42, 2009, p. 245-259.

SCHWARTZ Olivier, « L'empirisme irréductible. La fin de l'empirisme ? », postface in ANDERSON Nels, *Le Hobo. Sociologie du sans-abri*, Paris, Nathan, p. 265-308.

SINGLY (DE) François, *L'enquête et ses méthodes : le questionnaire* (1992), Paris, Nathan Université, 2003.

VIGOUR Cécile, *La comparaison dans les sciences sociales. Pratiques et méthodes*, Paris, Guides Repères, La Découverte, 2005.

ZAKI Lamia, « L'écriture d'une thèse en sciences sociales : entre contingences et nécessités ». *Genèses*, vol. 4, n°65, 2006 p.112-125.

Corpus

Ce corpus présente l'ensemble des documents de première main mobilisés dans la recherche. Ces documents (environ 750) ont été regroupés par ordre alphabétique, puis par support. Conformément aux usages en la matière, deux principaux supports sont distingués : les documents imprimés et les documents électroniques. Les documents imprimés proviennent d'un travail de recherche documentaire réalisé sur plusieurs sites, physiques et virtuels : les archives du local national de l'AFPS, à Paris, les locaux de l'AIC à Jérusalem-ouest et Beit Sahour, ainsi que les locaux d'organisations de Mexico (CML-DF, Comunicación Comunitaria, OPC-Cleta) et San Cristóbal de las Casas (Frayba, Melel Xojobal). Les autres documents proviennent de sources électroniques, en particulier les sites Internet de titres de presse alternative. J'ai indiqué systématiquement dans ce cas l'adresse électronique du site et la date de consultation des sites.

Classement alphabétique

A

ABBAS SHAMROUKH Ziyad, GASSNER-JARADAT Ingrid, NUNN Maxine, *Palestine and the Other Israel. Alternative Directory of progressive groups and institutions in Israel and the Occupied Territories*, Jerusalem, Alternative Information Center, january 1993.

ABDEL JAWAD Saleh, « The Writing on the Wall: Hatred and Animosity. A Study of the Graffiti of the Israeli Extreme Right », *News From Within*, XII/3, mars 1996, p. 24-28.

-, « La politique israélienne envers le peuple palestinien : un sociocide », 1er janvier 2009 http://www.gauchemip.org/spip.php?article246 [consulté le 17/11/2010].

ABU AN-NAMEL Hussein (Dr.), « The Political Economy of Israel: The 1977 Coup as an Introduction », *News From Within*, XIX/ 8, Octobre 2003, p. 12-16.

ABU SALEM Sami, « Palestinian Reporter Wins the Ethnic Media Award in Washington DC », *The Electronic Intifada*, 15 novembre 2006, http://electronicintifada.net/v2/article6039.shtml

ACHKAR Gilbert, WARSCHAWSKI Michel, *La guerre des 33 jours. La guerre d'Israël contre le Hezbollah au Liban et ses conséquences*, Paris, La Discorde, textuel, 2006.

AGENCE FRANCE-PRESSE, « Israël: enquête sur un site Internet ayant publié la photo d'un soldat », Jérusalem, 24 juin 2009, http://www.technaute.cyberpresse.ca

AGUILAR Jesús, « Medios de comunicación y oligopolios : la construcción de la agenda del poder », *Rebeldía*, III/29, avril 2005, p. 10-14.

AGUITON Christophe, *Le monde nous appartient*, Paris, Plon, 2001.

-, *et al.*, « Altermondialisme saison 2 », *Mouvements*, Paris, La Découverte, 63, 2010, p. 7-10.

AIRE, CMI-CANCÚN, *A kankoon*, Mexico, CC. AIRE, 2004, 30 mn.

-, *Km 0*, Mexico, CC. AIRE, 2004, 60 mn.

AKAWI Yasser, GABRIEL Angelone, NESSAN Lisa, *From Communal Strife to Global Struggle: Justice for the Palestinian People*, Jerusalem, The Alternative Information Center, 2004.

ALBERT Michel,. « Qu'est-ce qui rend alternatifs les médias alternatifs ? », *Ao ! Espaces de la parole*, VI/2. 2000, p. 54-58.

ALI Tariq, SHENDAR Ronni, « Interview with Tariq Ali », *News From Within*, XIX/2, February 2003, p. 9-14.

- (entrevistado por Erik Ruder del *Socialist Worker*), « Irak resiste », *Rebeldía*, II/18, avril 2004, p. 16-21.

ALLARD Laurence, « Express yourself 2.0 ! Blogs, podcasts, fansubbing, mashups... : de quelques agrégats technoculturels à l'âge de l'expressivisme généralisé », *Hack_Lab du Libre*, 2005.

ALTERMAN Eric, « La gauche dans son ghetto, la droite à la radio », *Le Monde Diplomatique*, octobre 1994.

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « Censorship », *News from Within*, nI/4, 8 octobre 1985, p. 3.

-, « Settler Newspaper Closed », *News from Within*, I/8, 15 novembre 1985, p. 2-3.

-, « Anti-Press Law », *News from Within*, II/1, 7 janvier 1986 p. 3.

-, « Editorial », *News From Within*, XI/1, janvier 1995, p. 2.

-, « Staff member Nathan Krystall Imprisoned for Refusing to Enslit in the IDF », *News From Within*, XI/2, février 1995, p. 21.

-, « Sergio Yahni, AIC Staff Member, in Military Prison », *News From Within*, XI/2, février 1995, p. 35.

-, « Director of AIC Participates in Symposium on the Question of Palestine », *News From Within*, XI/7, juillet 1995, p. 9

-, « Editor of Al-Watan Arrested », *News From Within*, XI/12, Décembre 1995, p. 15.

-, « Editorial », *News From Within*, XII/1, Janvier 1996, p. 2.

-, « Repression of Freedom of Information by the PA », *News From Within*, XII/1, janvier 1996, p. 35.

-, « Editorial. Burn the Haystack! », *News From Within*, XII/3, mars 1996, p. 2.

-, « Amnesty International: End PA human rights abuses », *News From Within*, XIII/1, janvier 1997, p. 16.

-, « PA economy: monopolies and dependence », *News From Within*, XIII/3, mars 1997, p. 18-19.

-, « Gush Shalom launches consumer boycott campaign against setllement products », *News From Within*, XIII/10, octobre 1997, p. 6.

-, « Media coverage of Demonstrations Fails to Adress the Issues », *News From Within*, XIII/3, mars 1998, p. 8.

-, « AIC on the Net. Aic.netgate.net », *News From Within*, XIII/5, mai 1998, p. 21.

-, « International Campaigners to Free Vanunu Protest in Israel », *News From Within*, XIII/9, octobre 1998, p. 7.

-, « AIC Press Release », *News From Within*, XV/2, février 1999, p. 3.

-, « Amnesty International: Wye Accord Sacrifices Civil Rights », *News From Within*, XV/1, janvier 1999, p. 30.

-, « Editorial », *News From Within*, XV/2, février 1999, p. 2.

-, « Editorial », *News From Within*, XV/11, Décembre 1999, p. 2-4.

-, « International Campaigners to Free Vanunu Protest in Israel », *News From Within*, XIII/9, octobre 1998, p. 7.

-, « JMCC Poll: Palestinians on Policics », *News From Within*, XV/5, mai 1999, p. 5.

-, « Nayef Hawatmeh Expelled from the Rejections Front in Damascus », *News From Within*, XV/3, mars 1999, p. 21.

-, « Report: Israeli Violates International Human Rights Standards », *News From Within*, XV/1, janvier 1999, p. 17.

-, « Israel Over Palestine: Are we Headed for Apartheid », *News from Within*, XVI/ 7, September 2000, p. 23.

-, « What is '*Can*'? », *News From Within*, XVII/2, Mars 2001, p. 28.

-, « A Just Peace: The Only Way Out A Joint Palestinian-Israeli Appeal To The International Community », *News From Within*, XVII/ 4, Mai 2001, p. 18.

-, « Business As Usual », *News From Within*, XVII/ 7, décembre 2001, p. 3.

-, « Brave New World… », *News From Within*, XVIII/1, Janvier 2002, p. 3.

-, « General Assembly 2007 », http://www.alternativenews.org/f.a.q./about-the-aic/aic-general-assembly-2007-20070514.html

-, « Brave New World… », *News From Within*, XVIII/1, Janvier 2002, p. 3.

-, « Globalisation and the Palestinian Struggle for Independence. NFW Interview with Pierre Galand, Décember 2001 », *News From Within*, XVIII/1, January 2002, p. 4-8.

-, « The Heart of the Matter », *News From Within*, XVIII/2, February 2002, p. 3.

-, « From the Editor(s) », *News From Within*, XVIII/3, March 2002, p. 3.

-, « Next? », *News From Within*, XVIII/3, March 2002, p. 3.

-, « Women at War », *News From Within*, XVIII, n° 4, April 2002, p. 3.

-, « [Imc-East.-Mediterr.] [IMC-Process], The AIC and Palestine Indymedia », 11 septembre 2002, 23:15:41.

-, « Letter From the Editors », *News From Within*, XVIII/ 6, October 2002, p. 3.

-, « Letter From the Editors », *News From Within*, XIX/ 2, February 2003, p. 3.

-, « Letter From the Editors », *News From Within*, XIX/ 3, March 2003, p. 3.

-, « Letter From the Editors », *News From Within*, XIX/4, May 2003, p. 3.

-, « Letter From the Editors », *News From Within*, XIX/5, June 2003, p. 3.

-, « Letter From the Editors », *News From Within*, XIX/6, July 2003, p. 3.

-, « Letter From the Editors », *News From Within*, XIX/7, September 2003, p. 3.

-, « Letter From the Editors », *News From Within*, XIX/8, October 2003, p. 3.

-, « Letter From the Editors », *News From Within*, XIX/9, December 2003, p. 3.

-, *Occupation in Hebron*, Jerusalem, AIC, juin 2004.

AMADOR Roberto Gonzales, « A contracorriente global, la reforma provocará una mayor concentración », *La Jornada*, 29 mars 2006, p. 10.

AMARC, *La radio communautaire pour l'empouvoirment des femmes et la bonne gouvernance. Meilleures expériences pour une recherche-action*, AMARC, ed. Marcelo Solervicens, trad. Antonio Artuso, Marcelo Solervicens, licence Creative Commnons, 2008.

AMERICAN-ISRAELI COOPERATIVE ENTERPRISE, « The First Zionist Congress and the Basel Program", *Jewish Virtual Library*, copyright 2010, http://www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/Zionism/First_Cong_&_Basel_Program.html [consulté le 07/09/2010].

AMINOV Eli, « Freedom of expression, freedom of the press and the Israeli High Court", *News From Within*, XIII/7, juillet 1997, p.18-22.

AMIRAM Gil, « Conducting Israel on the Fast Track to Neoliberalism », *News From Within*, XX/2, March-April 2004, p. 27-30.

ANALCO MARTINEZ Aída, « Fanzines : el papel de la resistencia », *Rebeldía*, II/17, mars 2004, p. 56-64.

ANARCHOPEDIA, « Commune libre de Oaxaca », consulté le 28/05/2009, http://fra.anarchopedia.org/Commune_libre_de_Oaxaca

ANGUIANO Arturo, « La izquierda mexicana en la guerra fría : descubriedno al enemigo », *Rebeldía*, I/14, décembre 2003, p. 64-70.

ARAB GATEWAY, « Palestine : who's who », Website, http://www.al-bab.com/arab/countries/palestine/biog.htm [consulté le 09/09/2010]

ARANDA Jesus, « Legal, el decomiso de 'bienes e inmuebles' a radiodifusoras que operen sin permiso », *La Jornada*, 30 mars 2006, p. 6.

ARCE Adrián, *Voces de la Guerrero* (video), México, Colectivo homovidens, 2004.

ARKANA Keny, *Entre ciment et belle étoile*, 2006.

-, *Un autre monde est possible* (DVD), 2006.

ARMON Rony, « From Seattle to Tel Aviv », *News From Within*, XVII/2, mars 2001, p. 25-28.

ARRAIZ, LUCCA Rafael, « ¿Hispoamérica or Latinoamérica ? », *El Nacional*, 28 avril 2000.

ARTEAGA Carolina, *et al.*, « La Radio Como Medio para la Educación », *Razón y Palabra*, 36, México, dec. 2003-janv. 2004, http://www.razonypalabra.org.mx/anteriores/n36/carteaga.html

ASCENCIO Octavio, Vélez, « Piden revocar mandato al edil de Huilotepec », *La Jornada*, 30 mars 2006, p. 47.

ASHANTI A., *Anarchism, Zapatismo and the Black Panthers*, AK Press, Edinburgh, Oakland, Baltimore, 2009.

ASWAT – PALESTINIAN GAY WOMEN, « Parade to the Wall: World Pride Under Occupation 2006 », *News From Within*, XXII/6, juillet 2006, p. 32-34.

ATINSKY Bryan, « Elections, Occupation and Solidarity: An Interview With Profesor Tanya Reinhardt », *News from Within*, XXIII/4, Avril 2006, p. 7-11.

-, « Silencing dissent in Israel », *News from Within*, XXI/2, Février-mars 2005, p. 23-27.

ATTAC, *Les paradis fiscaux*, Paris, Mille et une nuits, juin 2000.

-, *Tout sur ATTAC*, Paris, Mille et une nuits, mai 2000.

ATZMON Gilad, *Exile*, London, England Eastcote Studio, 2003.

AUSTRIAN Guy Izhak, GOLDMAN Ella, « How to Strengthen the Palestine Solidarity Movement by Making Friends With Jews", *News From Within*, XIX/3, Mars 2003, p. 24-25.

AVILA PIETRASANTA Irma, CALLEJA GUTIERREZ Aleida, SOLIS LEREE Beatriz, *No más medios a medias. Participación ciudadana en la revisión integral de los medios electrónicos*, Mexico, Senado de la República, Fundación friedrich Ebert-México y autoras, 2001.

AVILES Karina, « Radio Educación suspende programación habitual, en protesta contra la reforma », *La Jornada*, 30 mars 2006, p. 9.

AVNERI Uri, « Un piège à c... », site Internet de Gush Shalom, 22 juillet 2007.

-, *Truth Against Truth. A Completely Different Look at the Israeli-Palestinian Conflict* (Brochure), Tel Aviv, Gush Shalom.

AVRAN Isabelle, *Israël-Palestine : les inventeurs de paix*, Editions de l'Atelier, 2001.

-, « Les nouveaux internationalistes », *Le Monde Diplomatique*, archives CD-Rom, mars 2002.

AWAD Dina, « Turning our Tongues: Journals from Dheisheih", *The Electronic Intifada*, 16 septembre 2007, http://electronicintifada.net/content/turning-our-tongues-journals-dheisheh/7144

B

BADIL FRIENDS FORUM, « The Peace of the Brave Will Include the Right of Return », *News From Within*, XV/8, août 1999, p. 10.

BADIL RESOURCE CENTER, « Bantustan 2000. Bethleem Approaches The Millennium », *News From Within*, XV/10, novembre 1999, p. 10-11.

BALBOA Juan, « Anuncia Gonzáles Casanova Zapatismo para principiantes », *La Jornada*, 30 mars 2006, p. 20.

BALIBAR Etienne, « Universalité de la cause palestinienne », *Le Monde Diplomatique*, archives CD-Rom, mai 2004.

BANKS Russel *et alii*, *Le voyage en Palestine*, France, Climats, 2002.

BARBERIS Patrick, *Vietnam, la trahison des médias*, Arte France/Zadig production, 2007.

BARTLEY Kim, Ó BRIAIN Donnacha, *The Revolution Will Not Be Televised*, Galway, Ireland, Power Pictures, 2003.

BARTRA Armando, « Origen y claves del sistema finquero del Sonocusco », *Revista Chiapas*, 1, 1995.

BATISTA Jr., Paulo Nogueira, « Mitos de la 'globalización' », *América Latina en Movimiento*, 26/08/1998, http://www.alainet.org/active/show_text.php3?key=142

BAUMGARTNER Trevor, « Material Witnesses: The International Solidarity Movement's December Campaign », *News From Within*, XVIII/1, p. 26-31.

BECERRIL Andrea, « Sin chistar, 11 senadores favorecen a televisoras », *La Jornada*, 29 mars 2006, p. 3.

-, BALLINAS Victor, GARDUNO Roberto, « Madrazo y dueños de medios electrónicos pactoron en 2005 », *La Jornada*, 29 mars 2006, p. 5.

-, « Protegidos, monopolios y cioncesionarios de televisión – Radios comunitarias verán limitado su crecimiento », *La Jornada*, 29 mars 2006, p. 7.

-, « La consulta pública rechazó en febrero la reforma a la ley de radio y televisión », *La Jornada*, 30 mars 2006, p. 3.

BATISTA Jr. Paulo Nogueira, « Mitos de la 'globalización' », *América Latina en Movimiento*, 26/08/1998, http://www.alainet.org/active/show_text.php3?key=142

BAUMAN Shlomit, « Inbal Perelson 1960-1999 », *News From Within*, XV/2, février 1999, p. 9.

BECERRIL Andrea, « Necesario, integrar un frente ciudadano contra la Ley Televisa, asegura Corral », *La Jornada*, 23 avril 2006, p. 10.

-, « Marginan a opositores de la Ley Televisa al instalar la Permanente en el Senado », *La Jornada*, 29 avril 2006, p. 22.

BECKER Jörg, « Allemagne de l'ouest : naissance d'une presse 'alternative' contre les géants », *Le Monde Diplomatique*, mai 1977.

BEHAR Shiko, WARSCHAWSKI Michael, « Globalization and International Advocacy by Palestinian and progressive Israeli Organisatizations », *News from Within*, XX/7, October/November 2004, p. 9-13.

BELHADDAD Souâd, « Manu Chao et la Mano Negra », in BELHADDAD Souâd, DORDOR Francis, BESSE Marc, CRENEL Christophe, CUESTA Stan, *Rock Altermondialiste : Manu Chao et la Mano Negra, Bob Marley, Noir Désir, The Police et Sting, U2*, Paris, Scali, 2006, p. 9-110.

BELLINGHAUSEN Hermann, « Deviene antro de Tlaxcala en punto de encuentro de medios alternativos », *La Jornada*, Lunes 20 de febrero de 2006.

BELLO Walden, « Cancún como un Segundo Seattle », traduit par Ramón Vera Herrera, *La Jornada*, 7 juillet 2003, http://www.nadir.org/nadir/initiativ/agp/free/cancun/cancun_seattle.htm

BENASSINI Claudia, *Evaluación de experiencias internationales y nacionales sobre formas de organización social para la comunicación*, Universidad Iberoamericana, Revista Encuentra Observatec, 1990.

BENCHETRIT David, *On tire et on pleure. Récit de la résistance pacifiste israélienne* (DVD), Arte France, Akedia Production, Riff International Production, 2000.

BEN-EFRAT Jonathan (Dir.), NADER Nir (Prod.) *Breaking walls*, Video 48, World Association for Christian Communication (WACC), X Minus Y, Bread for the World, 2004.

BERTINOTTI Fausto, « Contra la guerra infinita e indefinida », *Rebeldía*, I/5, 30 mars 2003, p. 29-33.

BERTHIER René, *Israël-Palestine. Mondialisation et micro-nationalismes*, Acratie, 1998.

BETWEEN THE LINES, 4 numéros de janvier 2001 à avril 2001.

BEY Hakim, TAZ, *Zone Autonome Temporaire* (1991), 6e édition, Paris, L'Eclat, 2007.

BICHLER Shimshon, NITZAN Jonathan, « The New World Order and Its Old-New Instruments. Prospects for Israeli Society », *News From Within*, XI/3, mars 1995, p. 29-32.

-, « The Great U-Turn. Restructuring in Israel and South Africa », *News From Within*, XI/9, septembre 1995, p. 29-32.

-, « War Profits, Peace Dividends and the Israeli-Palestinian Conflict », *News From Within*, XVIII/4, April 2002, p. 14-19.

BIG NOISE FILMS, *Zapatista*, USA, BigNoiseFilms, 2001, http://video.google.com/videoplay?docid=211108422793632049#

BISHARA Marwan, *Palestine/Israël : la paix ou l'apartheid*, Sur Le Vif, La Découverte, Paris, 2002.

BITTON Simone, *Citizen Bishara*, 1999.

-, *Mur*, France/Israël, Ciné Sud Productions, Les films du paradoxe, 2004.

BLANRUE Paul-Eric, « Lobby pro-israélien en France : chronique d'une mort annoncée », tribune libre, 27 juin 2009, www.voxnr.com/cc/tribune_libre/EkuypZZIAVotnSNqpe.shtlm

BLICERO, « [IMC-Pal-volunteers], Re: [IMC-Palestine] june 28th – development reports –è sviluppi – 28 giugno », 28 juin 2002.

BLOCH Elsa, *Circuit alternatif en Palestine*, production indépendante, France, 2009 [communication personnelle de l'auteur].

BOBER Arie, *The Other Israel. The Radical Case Against Zionism*, New York, MacMillan, 1972.

BOCANEGRA M., « Interview with Jeff Perlstein, Independant Media Center », Center for Labor Studies, October 15, 2000, repris, raccourci et modifié in Bocanegra M., «Indymedia : precursors and birth. Interview with Jeff Perlstein », in Notes from nowhere, *We are everywhere. The irresistible rise of global anticapitalism*, Verso, London, New York, copyleft, 2003, p. 230-242.

BOMS N., CHICHE F., « Une autre guerre à Gaza », *Outre-Terre*, 22/1, 2009.

BORIS, « Encuentros y Desencuentros de los Medios Libres. Se conforma la Red Crítica de Medios Libres », *Revista Autonomía*, 23, Tercer Epoca, México D.F., 2004, p. 8.

BOURDIEU Pierre, « L'essence du néolibéralisme », *Le Monde Diplomatique*, mars 1998, p. 3.

-, *Contre-feux, tome 1 : Propos pour servir à la résistance contre l'invasion Néo-libérale*, Paris, Liber-Raisons d'agir, 1998.

-, *Contre-feux, tome 2*, Paris, Liber-Raisons d'agir, 2001.

BOUTANG P., MABEN A., *Mao, une histoire chinoise*, Arte Vidéo, 2006 (4 volumes).

BRAUMAN Rony, SIVAN Eyal, *Un Spécialiste. Portrait d'un criminel moderne* (inspiré de *Eichmann à Jérusalem. Rapport sur la banalité du mal*, de Hannah Arendt), Paris, Momento, Editions Montparnasse, 2000.

BRIGADAS DE OBSERVACION, « Un día en Emiliano Zapata », *Yorail Maya*, 3, janvier-mars 2002, p. 28.

BRIGADA ZAPATISTA « SEMBRANDO DIGNIDAD », « Acuerdo de San Andrés : 10 años », tract distribué au kiosque de Coyoacán, México D.F., février 2006.

B'TSELEM (The Israeli Information Center for Human Rights in the Occupied territories), « B'Tselem 2002 Activity report », Jerusalem, 2002, http://www.btselem.org/Download/2002_Activity_Report_Eng.PDF

-, *Documenting the Facts, Fostering Debate*, brochure de présentation, Jerusalem, 2005.

-, collection de 19 rapports de mars 1990 à juillet 2005.

BURCH Sally, "FSM : Iniciativas ciudadanas en comunicación", *Comunicación y Ciudadanía. Construyendo la Agenda social en comunicación*, 31 janvier 2005, http://movimientos.org/foro_comunicacion/show_text.php3?key=5017

BYRNE Aisling, « Hammered from both sides. The 'failures' of the Paris Economic Agreements and the PA's economic strategy », *News From Within*, XII/6, juin 1996, p. 26-30.

-, « The Playground of the Western World: the Political Economy of 'bantustanization' », *News From Within*, XIII/1, janvier 1998, p. 21-23.

C

CALLEJA Aleida, SOLÍS Beatriz, *Con Permiso : La Radio Comunitaria en México, México*, AMARC México, Comunicación Comunitaria A.C., Fundación Friedrich Ebert, AMEDI, CMDPDH, 2005.

CALLEJA Aleida, « Radio comunitaria : bregas y realidades. Conceptualización, desarollo y agenda », http://www.mexicanadecomunicacion.com.mx/Tables/FMB/foromex/comunitaria.html [date inconnue].

CALLUNA, « [IMC-pal-volunteers] meeting ! », 23 mars 2002, 20:39:25.

-, « [IMC-Pal-volunteers] Hello out there », 28 juin 2002, 02:33:31.

-, « [Imc-pal-volunteers] Some clarification », 6 août 2002, 06:21:41.

-, « [Imc-pal-volunteers] Editorial Notes », 16 juillet 2002, 05:24:46.

-, « [Imc-pal-volunteers] Editorial Notes », 16 juillet 2002, 05:24:46.

-, « [IMC-Process] IMC Palestine », 29 août 2002, 16:50 :03.

-, « IMC-Process] IMC Palestine-Removal », 31 août 2002, 08:55:16.

CANAL 6 DE JULIO, *Teletiranía : la Dictadura de la Televisión en México*, México, Canal 6 de Julio, 2005.

CANARD Jérôme, « Petites radios : le hic du numérique », *Le Canard Enchaîné*, octobre 2008.

CARLES Pierre, *Pas vu, pas pris*, 1998.

-, *Enfin pris ?* 2002

CARRERO José, « La presse : corruption et liberté », *Le Monde Diplomatique*, juin 1980.

CASANOVA Pablo Gonzales, « Les 'escargots' zapatistes », in *Contre-temps*, L'Amérique Latine rebelle. Contre l'ordre impérial, Paris, Textuel, 10, mai 2004, pp. 158-165.

CASTELLS TALENS Antoni, « Indigenous radio in Mexico: one voice of the Maya of Yucatan », *Latinamericanist*, December 1993.

-, « La Voz de los Mayas mantiene vigente la cultura autoctona », *Diario de Yucatan*, diciembre 1997.

-, « Radiodifusion en maya. Quince anos », *Diario de Yucatan*, diciembre 1997.

CENTRE D'INFORMATION NATIONAL PALESTINIEN, « Palestine : la répression sans fin », publié par *Alternatives International*, 2 mars 2007, http://alternatives-international.net/articles659.html

CENTRO DE COMUNICACION CIUDADANA, *Historias con televisión*, Comunicación Comunitaria AC, Centro de Comunicación Ciudadana, WACC, Causa Ciudadana APN, Teveo, Delegación Coyoacán [date inconnue]*

CENTRO DE DERECHOS HUMANOS FRAY BAROLOME DE LAS CASAS, *De la memoria a la esperanza*, San Cristóbal de las Casas, abril 2001.

-, « Acteal : no a la impunidad », dépliant, lettre ouverte aux autorités mexicaines, pour signature, San Cristóbal de las Casas, 2004, 8 p.

CENTRO DE MEDIOS LIBRES, « Proyecto », 2005, http://cmldf.lunasexta.org [consulté le 1/12/2005].

-, *1° de Enero 2006 en Coyoacan*, producciones CML, Mexico, 2006.

-, *Exojo de agua*, producciones CML, Mexico, 2006

-, *La otra cultura, arte comunicación, Tlaxcala, 2006*, producciones CML, Mexico, 2006.

-, *La otra en Chiapas*, producciones CML, Mexico, 2006.

-, *Okupametro*, producciones CML, Mexico, 2006.

-, *Ramona retorna*, producciones CML, Mexico, [date inconnue].

-, *Zapateando*, producciones CML, Mexico, 2006.

CHALLENGINGMEDIA, « Rich Media, Poor Democracy », vidéo, http://www.youtube.com/watch?v=MfRXaORNSK8 [consulté le 16/09/2010].

-, « The Myth of the Liberal Media: The Propaganda Model of News », vidéo, http://www.youtube.com/watch?v=KYlyb1Bx9Ic&feature=related [consulté le 16/09/2010].

CHAO Manu, *Clandestino*, Virgin Music, 1998.

CHAO, Manu, *Radio Bemba Sound System*, Because Music, 2002.

CHAVEZ Oscar, *México 68*, IM Records, Mexico, 2000.

-, *Parodias Neoliberales. Vol. I*, IM Records, Mexico, 2000.

CHOMSKY Noam, « The role of the Middle East 'peace process' in United States global strategy », *News From Within*, XIII/6, juin 1997, p. 3-12.

-, « The Zapatista Uprising », *Profit Over People*, Seven Stories Press, 1999.

-, « Peace Prospects », *News from Within*, XVI/ 7, September 2000, p. 15-17.

CHRISTIAN PEACEMAKER TEAM, « Hebron Update: December 10-16, 2001 », *News From Within*, XVIII/1, p. 9-10.

CIEPAC (Centro de Investigaciones Económicas y Políticas de Acción Comunitaria), « Directorio de enlaces – Medios de comunicación », San Cristóbal de las Casas, Chiapas, México, 2006, http://www.ciepac.org/index.php

CLARIN DIGITAL, « Nueva moda: el 'zapaturismo'. La guerilla zapatista es ahora atracción turística », Buenos Aires, Argentina, 14 août 1996, http://www.clarin.com/diario/96/08/14/t-03001d.htm

CLEAVER Harry, « The Zapatistas and the Electronic Fabric of Struggle », Novembre 1995, www.eco.utexas.edu/faculty/Cleaver/zaps.html

-, « The Virtual and Real Chiapas Support Network: a review and critique of Judith Adler Hellman's 'Real and Virtual Chiapas: Magic Realism and the Left', *Socialist Register*, 2000 », https://webspace.utexas.edu/hcleaver/www/anti-hellman.html [consulté le 11/11/2009]

-, « Background on Chiapas95 », date inconnue http://www.eco.utexas.edu/faculty/Cleaver/bkgdch95.html [consulté le 13/11/07].

-, « Zapatistas in Cyberspace : A Guide to Analysis and Resources », http://www.eco.utexas.edu/faculty/Cleaver/zapsincyber.html [consulté le 13/11/07].

COBA L., « Presiones a radio comunitarias », ALAI, 4 avril 2003.

COHEN Ran, « Book Review. Lishot me'hayam shel Aza [To drink Gaza water], by Amira Hass, 1996 », *News From Within*, XIII/4, avril1997, p.34-35.

CO-ERRANCES, PROMEDIOS, AUDIOVISUALES DE LOS CARACOLES ZAPATISTAS, « L'oeil des zapatistes. Mexique – 1999/2006 – 1h45 – Réalisation collective », affiche A3 recto verso, 2006.

CO-ERRANCES, PROMEDIOS, *L'oeil des zapatistes. Audiovisuales de los caracoles zapatistas*, Presses du Ravin Bleu, 2006, 34 p.

-, « L'oeil des zapatistes. Mexique – 1999/2006 – 1h45 – Réalisation collective », affiche A3 recto verso, 2006.

COLECTIVO ANARCONDA, *Germinal. Boletín urgente y contrainformativo*, n° 1, 2e quinzaine de février 2001.

COLECTIVO SIN ACERAS, « Los medios alternativos y la agenda de abajo », *Rebeldía*, III/29, 23 avril 2005, p. 22-27.

COLLECTIF, *On Air: America's Alternative Media*, DVD, 2006.

COLLON Michel, *Attention médias ! Les médiamensonges du Golfe : manuel anti-manipulation*, Bruxelles, EPO, 1992.

COLUMBIA JOURNALISM REVIEW, « The Other War: A Debate. Questions of Balance in the Middle East », 2003, http://cjrarchives.org/issues/2003/3/bias.asp

COMUNICACION COMUNITARIA, *Acahualtepec a ritmo de Carnaval*, Historia Viva de Iztapalapa. la memoria de sus comunidades restacada en tres videos.

-, *Chinampas por asfalto*, Historia Viva de Iztapalapa. la memoria de sus comunidades restacada en tres videos.

-, *Inemiliz Itekipaniliz*, Historia Viva de Xochimilco y Tlahuac. la memoria de sus comunidades restacada en tres videos.

-, *La Sazón de mi gente*, Historia Viva de Xochimilco y Tlahuac. la memoria de sus comunidades restacada en tres videos.

-, *Meyehualco, memorias de su capilla*, Historia Viva de Iztapalapa. la memoria de sus comunidades restacada en tres videos.

-, *Cantantes errantes*, músicos ambulantes, Subterraneo 2.

-, *Chopo Kontrakultural*, Subterraneo 2.

-, *Chopo Kontrakultural*, Subterraneo 2.

-, *Creadora de Sueños*, Subterraneo 1.

-, *Muñecas reciclabes e hijos del Caos*, Subterraneo 1.

-, *Niño Emanuel*, Historia Viva de Xochimilco y Tlahuac. la memoria de sus comunidades restacada en tres videos.

CONTRERAS Andrés, *Intifada y otros temas marginales*, cassette audio, date inconnue.

-, « El juglar de los caminos » - Cantos de la insurgencia, SNTSS, CD, Mexico [date inconnue]. http://www.myspace.com/quoteljuglardeloscaminosquot

CORDOBA Amalia, ZAMORANO Gabriela, « Mapeando medios en México : video indígena y comunitario en México », 2004, http://www.nativenetworks.si.edu/esp/rose/mexico.htm

COYER Kate, RUIZ Luz, « El Huracán, Cancún, Mexico, 2003. La Radio y el Centro de Medios Independientes Cancún », Report, OURMedia/NUESTROSMedios, 2003. URL : http://www.ourmedianetwork.org/files/Coyer_Ruiz.TidalWave_2003.espan.pdf

-, « Tidal Wave, Cancun Mexico, 2003. Radio and Indymedia Cancun », *Report*, OurMedia/NuestrosMedios, January 2004, http://www.ourmedianet.org/reports/Coyer_Ruiz.TidalWave_2003.pdf

CUMBRE DE LOS PUEBLOS INDIGENAS, « Declaración de la II C-umbre de los Pueblos Indígenas de las Américas – 27, 28 y 29 de octubre de 2005 », *Yorail Maya*, octobre-novembre 2005, p. 18-19.

CURREA-LUGO (De) Victor, « Human Rights in Palestine, NGOs, and the International Community », *News From Within*, XX/5, August 2004, p. 7-9.

D

DAM, *Dedication*, Palestine, Red Circle Music, 2006.

DANIELS Mark, *La BD s'en va t-en guerre. de Art Spiegelman à Joe Sacco: histoire du BD journalisme*, Paris, Arte Editions, AG&A productions, 2009.

DARAGHMEH Mohammed, « Le quotidien 'Palestine Times' est lancé en Cisjordanie », dépêche d'*Associated Press* publiée dans *FoxNews*.com, 27 novembre 2006 http://www.foxnews.com/wires/2006Nov27/0,4670,PalestinianEnglishNewspaper,00.html, traduit en français et publié dans *Info-Palestine.net*, http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=325 [consulté le 08/09/2010]

DARWICH Mahmud *Une mémoire pour l'oubli* (1987), traduit de l'arabe (Palestine) par Yves Gonzalez-Quijano et Farouk Mardam-Bey, Paris, Actes Sud, 1994.

DASSOUQI Maher, « The Palestinian Consumers' Protection Committenn – A grassroots initiative », *News From Within*, XIII/2, février 1998, p.19-20.

DAVALOS Pablo, « La Globalización : génesis de un discurso », *América Latina en Movimiento*, 24 juillet 2001.

DAVIDI Efraim, « The Palestinian Authority's World-Wide Innovation: Pre-State Privatization », *News From Within*, XVI/3, mars 2000, p. 31-33.

DAVILA Israel, ZARAGOZA Leon, « Se define hoy situación de 185 detenidos », *La Jornada*, 10 mai 2006, p. 8.

DAVIVI Efraim, « A Wave of Strikes. No Quiet Despite the Shooting », *News From Within*, XVII/7, décembre 2001, p. 17.

DEBRAY Régis, *Révolution dans la révolution. Lutte armée et lutte politique en Amérique Latine*, Paris, Maspéro, Cahiers Libres, 98, 1967.

-, « Pour une cure de vérité au Proche-Orient », *Le Monde Diplomatique*, août 2007, p. 12.

DECRAENE Matias, TARTAKOWSKY Danielle, *Voix de Porto Alegre. 2001 : un autre monde est possible*, ATTAC, 2001.

DEFOSSE Nicolas, *¡Viva México. La Otra Campaña*, Terra Nostra Films, 2009.

DELGADO LOPEZ Gabriel, « Los muros del poder y los puntes musicales de la rebledía », *Rebeldía*, I/13, novembre 2003, p. 60-69.

DELL'UMBRIA Alèssi, *Echos du Mexique indien et rebelle*, Paris, Rue des Cascades, 2010.

DESCAMPS Philippe, « Les petites voix de la dissidence », *Le Monde Diplomatique*, septembre 2004.

DIXON Keith, *Les évangélistes du marché. Les intellectuels britanniques et le néo-libéralisme*, Paris, Liber, Raisons d'Agir, 1998.

DOR Daniel, « Media Objectivity? Reception, Reconstruction and (Re)presentation: An Interview With Daniel Dor », *News From Within*, XXI/5, July/August 2005, p. 30-39.

DUNCAN E., « Analysis, EZLN 20 and 10 », *Casa Collective*, 2003, http://www.casacollective.org/story/analysis/analysis-ezln-20-and-10

DUTERME Bernard, « 'Le zapatisme, c'est cela ou ce n'est rien !' – Entretien avec Yvon Le Bot », *La Revue Nouvelle*, 11, novembre 1999. http://www.cetri.be/IMG/pdf/Le_zapatisme_c_est_cela_ou_ce_n_est_rien_.pdf

DUTHU Françoise, « Le CCIPPP et le CRIF : jugez sur pièces », blog, 9 juin 2010, http://francoiseduthu.unblog.fr/2010/06/09/la-ccippp-et-le-crif-jugez-sur-pieces-2/

E

EDICIONES PIRATA, *El documento incómodo – Artículos-Desmentidos-Respuestas*, San Cristóbal de las Casas, México, enero del 2004.

-, *¡Me Cago en la Monarquía!*, San Cristóbal de las Casas, Chiapas, México, janvier 2003.

EID Haidar, « Towards an International Anti-Zionist Campaign », *News From Within*, XIII/7, août 1998, p. 33.

EIDELMAN Ronen, « Ending the Israeli Occupation by Decentralizing Power », *News From Within*, XX/1, January/February 2004, p. 29-30.

ELORRIAGA BERGEGUE Javier, « De negociar con el gobierno o dialogar con la sociedad », *Rebeldía*, I/3, 14 janvier 2003, p. 19-23.

-, « La televisión zapatista y el realiti », Rebeldía, III/29, avril 2005, p. 28-32.

En bas à gauche. Compilation de soutien aux Peuples du Chiapas en lutte, compilation, France, collectif Chiapas Bordeaux, 2006.

ENCRE NOIRE (L'), « Dossier : Mexique Libertaire ! », 3, Rennes-Caen, décembre 2008.

ENDERLIN Charles, *Le rêve brisé*, Paris, France Télévision, 2003.

ESTEVA Gustavo, VALENCIA Rubén, VENEGAS David, *Cuando hasta las piedras se levantan. Oaxaca, México, 2006*, GEMSAL, Universalismo Pequeno, 3, 2008.

ESTEVA Gustavo, *Oaxaca : Mas Alla de la insureccion. Crónica de un movimiento de movimientos (2006-2007)***,** Oaxaca, Ediciones ¡Basta !, 2009.

ESTEVAM Douglas, « Mouvement des sans-terre du Brésil : une histoire séculaire de la lutte pour la terre », *Mouvements*, Inégalités locales, inégalités globales, 60 2009.

EZLN, « Palabras del subcomandante Marcos en la plenaria del Foro Nacional Indígena San Cristóbal de las Casas, Chiapas, México », 7 janvier 1996, www.ezln.org

-, « Ojepse le y oturid (la política, la odontología y la moral », 14 janvier 1996, www.ezln.org

-, « El Diálogo de San Andrés y los Derechos y Cultura Indígena. Punto y seguido », 15 février 1996, www.ezln.org

-, « 12 mujeres en el año 12 (segundo de la guerra) », 11 mars 1996, www.ezln.org

F

FALOUJI Imad, « *Al-Watan* Newspaper. A Test for Palestinian Democrcy », *News From Within*, XI/10, octobre 1995, p. 22.

FENAUX P., « Alternative Information Center (The) », in *Média Résistance, un écho pour les voix discordantes*, Bruxelles. Karthala, 2000.

FERRON Benjamin, ABI SAAB Yasmine, DEROUARD Maud, *Al-Sanabel. Une résistance civile en Palestine*, Rennes, production indépendante, 2008.

FEUERSTEIN Steven, MITCHELL Plitnick, « Not In My Name: Forging a Jewish Unity for A Just Peace", *News From Within*, XVII/4, May 2001, p. 24-26.

FIJ (Fédération Internationale des Journalistes), « Un rapport condamne une campagne vindicative contre les journalistes durant la crise en Palestine », 27 août 2007, htp://www.ifj.org/default.asp?index=1025&Language=FR

FINKELSTEIN Norman, *An issue of Justice. The Origins of the Israel/Palestine Conflict*, AK Press, 2005.

FIOL Ana, « Estado de los medios. Propriedad y acceso a los medios de comunicación en el mundo », *Chasqui*, 74, 2001.

FLORES MAGON R., *Relatos Libertarios*, éditeur inconnu, date inconnue.

FNVDPQ, « La FNVDPQ et TVasso déposent un recours contre la décision du CSA à Marseille », *Observatoire Français des Médias*, 5 décembre 2005, http://www.observatoire-medias.info/article.php3?id_article=584

FOLLETT Danielle, BOOTHE Thomas, « *'Democracy Now'* donne sa voix à la gauche américaine », *Le Monde Diplomatique*, n° 646, janvier 2008, p. 8-9.

FOLMAN Ari, *Valse avec Bachir*, Israël, Le Pacte, 2008.

FOREIGN PRESS ASSOCIATION (Israel), *Who's who 2007*, Israel, 2007.

FORUM SOCIAL EUROPEEN, « Israël-Palestine : les deux sociétés civiles face au conflit », *memoria viva / Paris 2003 reports*, 21 january 2004, http://www.fse-esf.org/spip.php?page=memoireart&id_article=505

FRASER Colin. « Video Rural », México, *Chasqui*, 33, 2000, p. 78-81.

FREROT Christine, *Resistencia Visual. Oaxaca 2006*, préf. de Edouard Glissant, Paris, Talmart, 2009.

FRIEDBERG Jill, ROWLEY Rick, *This is What Democracy Looks Like*, BigNoiseFilms, Independent Media Center, USA, 2000.

FUENTES MORUA Jorge, « De *El Despertador*, 1993, a *Rebeldía*, 2003 », Casa del Tiempo, IV/8, juin 2008, p. 8-15, http://www.uam.mx/difusion/casadeltiempo/08_iv_jun_2008/casa_del_tiempo_eIV_num08_08_15.pdf

G

GALAN José, « Estudiantes desaparecidos », *La Jornada*, 10 mai 2006, p. 8.

GALEANO Eduardo, *Les veines ouvertes de l'Amérique Latine* (1971), Presse Pocket, Plon, Paris, 1981.

GARDUNO Roberto, BALLINAS Victor, « Durgen dudas e inconformidades entre panistas por la ley de radio y televisión », *La Jornada*, 29 mars 2006, p. 5.

GARDUNO Roberto, « Depende del PRI atacar el poder de las televisoras con cambios a la ley de tv », *La Jornada*, 29 avril 2006, p. 21.

GAYA José, *Guatemala : tierra arrasada*, México/Guatemala, Colectivo Miradas, 2004.

GILL L., « Antisémitisme : l'intolérable chantage », Bulletin *d'histoire politique*,13/1, 2004, p. 245-248.

GILLMOR Dan, *We the Media. Grassroots Journalism by the People, for the People*, O'Reilly Media, Inc, USA, 2004.

GINBAR Yuval (ed.), , « Censorship of the Palestinian Press in East Jerusalem », *B'Tselem information sheet*, English Version by Elliot Appel, Zack Braiterman, Isabel Kershner, Ralph Mandel, update February-March 1990.

GIROUX J., LAPOINTE Y., *Rapport synthèse du forum « La presse et le pouvoir au temps de l'ALENA »*, Chaire UNESCO-BELL en communication et développement international, http://www.orbicom.uqam.ca/in_focus/publications/archives/giroux_lapointe.html

GLENN Vincent, *Davos, Porto Alegre et autres batailles*, co-production Film O, les Films Grain de Sable, Cityzen Television, distrib. Les Films du Safran, 2002.

-, *Pas assez de volume (notes sur l'omc)*, France, 2004.

GLOBALIZE RESISTANCE, « Palestine Social Forum 2002 », 26 décembre 2002, http://www.resist.org.uk/uk/anti-war/palestine/palestine-social-forum-2002/

GOBIERNO DEL ESTADO DE CHIAPAS-SECRETARIA DE GOBIERNO, *EZLN. Caracoles y Juntas de Buen Gobierno*, 12 novembre 2003, p. 3 (publié in EDICIONES PIRATAS, *El documento incómodo*, San Cristóbal de las Casas, Chiapas, México, janvier 2004)

GOLDSTONE, Richard, « Repression of dissent in Israel, right to access to information and treatment of human rights defenders », *Human Rights in Palestine and other Occupied Arab Territories. Report of the United Nations Fact Finding Mission on the Gaza Conflict*, 2009, p. 474-494, http://www2.ohchr.org/english/bodies/hrcouncil/specialsession/9/docs/UNFFMGC_Report.pdf

GOODING Susan, « Zapatistas, Chiapas Media Project, and Paco Vasquez", *News From Indian Country*, XIX/23, novembre 2005.

GOVER Yerach, « 48 partition: A Reply to Dr. Ilan Pappe », News From Within, XIII/4, avril 1998, p. 35.

GRANGE (De la) Bertrand, « 'La guerre risque de durer longtemps' nous déclare un dirigeant zapatiste », *Le Monde*, mardi 18 janvier 1994, p 28.

GRANGE (De la) Bertrand, RICO Maite, *Sous-Commandant Marcos. La géniale imposture*, Paris, Plon/Ifrane, 1998.

GREEN Sam, SIEGEL Bill, *The Weather Underground. The Explosive Story of America's Most Notorious Revolutionnaries*, USA, Free History Project, 2002.

GUEVARA Ernesto Che, *Souvenirs de la guerre révolutionnaire. Ecrits 1*, Paris, Maspéro, 1967.

GUIBERT Emmanuel LEFEVRE Didier, LEMERCIER Frédéric, *Le photographe*, Paris, Dupuy, Aire Libre, 2006.

GUIBERT Emmanuel, *La guerre d'Alan. D'après les souvenirs d'Alan Ingram Cope* (3 volumes), Paris, L'association, coll. Ciboulette, 2000.

GUIDE LA PALESTINE SUR LE WEB, « Palestine : les médias », 49e édition, 28 juillet 2008, http://www.mom.fr/guides/palestine/palestine-Palestin-3.html [consulté le 06/09/2010].

GUILLERMOPRIETO Alma, *La guerre des ombres. Les racines de l'insurrection zapatiste au Chiapas*, Paris, Dagorno, 1995.

GUISNEL Jean, *Libération, la biographie* (1999), Paris, Essais, Poche, La Découverte, 2003.

GUMUCIO-DAGRON Alfonso (dir.) *Ondes de choc. Histoires de communication participative pour le changement social*, The Rockefeller Foundation, 2001*.

-, « Arte de Equilibristas : la Sostenibilidad de los Medios de comunicacion Comunitarios », OURMedia III, Barranquilla Colombia, May 20, 2003.

H

HAARETZ, « Editorial : Il n'y a pas eu de massacre à Jénine », trad. Gérard Eizenberger pour *Peace Now* (La Paix Maintenant), mis en ligne le 19 avril 2002; http://www.lapaixmaintenant.org/article61

HABACHE Georges, *Les révolutionnaires ne meurent jamais. Conversations avec Georges Malbrunot*, Paris, Fayard, 2008.

HADDAD Toufic, « An Interview With Abdul Jawwad Saleh. 'I believe this to be the beginning of a new movement for change », *News From Within*, XVI/1, janvier 2000, p. 8-12.

-, « Ibda'. Building Tomorrow's Revolution Today », *News From Within*, XV/11, Décembre 1999, p. 23-27.

HALIMI Serge, *Les nouveaux chiens de garde*, Paris, Raisons d'agir, 1997.

-, VIDAL Dominique, *L'opinion, ça se travaille… Les médias et les « guerres justes ». Du Kosovo à l'Afghanistan*, Paris, Liber, Raisons d'agir, 1997.

-, « L'art et la manière d'ignorer la question des médias », in PINTO Eveline (dir.), *Pour une analyse critique des médias. Le débat public en danger*, Paris, Ed. du Croquant, 2007, p. 195-210.

HALKIN Alexandra, « Fuera de la óptica Indígena : Zapatistas y Videístas Autónomos » *Revista Chilena de Antropologia Visual*, numero 7, Santiago, junio 2006, p.71-92.

HALPER Jeff, « Dismantling The Matrix of Control », *News From Within*, XV/9, octobre 1999, p. 38-39.

-, « Intifada or Ingratitude ?", *News from Within*, vol. XVI, n° 8, November 2000, p. 2.

-, IBRAHIM, Nassar, « From the editors », *News From Within*, XVII/23, March 2001, p. 2.

-, « From the editors », *News From Within*, XVII/ 3, April 2001, p. 2.

-, « From the editors », *News From Within*, XVII/6, August 2001, p. 2.

HAMO Elie, SHALOM CHETRIT Sami, *Les Panthères Noires (d'Israël) parlent* (DVD), Paris, Momento!, 2003.

HANAFI Sari, « Reshaping the Geography: Palestinian Communities Networks in Europe and the New Media », *News From Within*, XVIII/1, p. 11-17.

HASS Amira, « They Shared a Dream », *News From Within*, XV/2, février 1999, p. 4-5.

-, « Retour à une occupation corrompue », *Haaretz*, 2 août 2007.

HEAU-LAMBERT Catherine, RAJCHENBERG Enrique, « 1914-1994 : Dos convenciones en la historia contemporánea de México », *Revista Chiapas*, 1, 1995.

HEBRON SOLIDARITY COMMITTEE, « Editorial. Open Hebron University Now! », *News From Within*, XII/5, mai 1996, p.2, 35.

HELLMAN Judith Adler, « Real and Virtual Chiapas: Magic Realism and the Left », *Socialist Register*, 2000.

HEVER Shir, « Capital Distribution in Israel », *News From Within*, vol. XXI, n° 1, December 2004/January 2005, p. 42-46.

-, « Do Palestinians Get the Most Foreign Aid in the World ? », *News From Within*, XXI/3, April/May 2005, p. 13-17.

-, « Economy and Politics: The Policy of Poverty in Israel and the Occupied Territories », *News from Within*, XXIII/4, April 2006, p. 21-23.

-, « The Occupation through the Eyes of Israeli Economics », *The Economy of the Occupation. A Socioeconomic Bulletin*, The Alternative information Center, Jerusalem/Beit Sahour, 9, June 2006.

HIDALGO DOMINGUEZ Onésimo, *Tras los pasos de una guerra inconclusa (doce años de militarización en Chiapas)*, CIEPAC, Producciones Moy, San Cristóbal de las Casas, febrero 2006.

HOLLOWAY John, « The concept of power and the Zapatistas », *Libcom.org* publié initialement in *Common Sense*, 19, juin 1996, http://libcom.org/library/concept-power-zapatistas-john-holloway [consulté le 21/06/2011].

HONIG-PARNASS Tikva, « Editorial », *News From Within*, XI/4, avril 1995, p. 2

-, « Editorial », *News From Within*, XI/8, août 1995, p. 2.

-, « Editorial », *News From Within*, XI/10, octobre 1995, p. 2.

-, « Editoral », *News From Within*, XII/6, juin 1996, p. 2.

-, « Editorial », *News From Within*, XIII/6, juin1997, p. 2.

-, « A Tamed in Barak's Government. The Ashkenazi Zionist version of paving the way to Globalization », *News From Within*, XV/7, juillet 1999, p. 3-8.

-, « Yohanan Lorwin 1953-1999 », *News From Within*, XV/2, février 1999, p. 6.

-, « Israel's Colonial Strategies to Destroy Palestinian Nationalism », *Race & Class*, nb. 45, Institute of Race Relations, 2003, pp. 68-85.

I

IBRAHIM Nassar, JABER Farid, « The Socio-Political Dimension of the Palestinian Intifada », *News From Within*, XVII/4, May 2001, p. 14-17.

IBRAHIM Nassar, « Elias Jeraiseh (Abu 'Ahed) 1961-1999 », *News From Within*, XV/2, février 1999, p. 8.

-, « The European Role In The Middle East: Between Reality and Potential », *News from Within*, XVII/5, July 2001, p. 23-25.

-, « The Culture of Deceit: Stages of Development Between the Two Intifadas », *News From Within*, XVIII/7, novembre 2002, p. 25-29.

-, « Reform and the Restructuring in Palestinian Society: Free Will of the People or Conditions of Globalisation? », *News From Within*, vol. XVIII, n° 8, December 2002, p. 10-13.

-, « Democracy and the Hard Choice », *News From Within*, XIX/ 2, February 2003, p. 24.

-, « Gerard Waite: An Editorial Staff in One Man », *News From Within*, XX/1, January/February 2004, p. 11.

-, JABER Farid, « The Socio-Political Dimension of the Palestinian Intifada », *News From Within*, XVII/ 4, May 2001, p. 14-17.

-, NASSAR, Majed (Dr), « Theses on Globalisation and the Palestinian Resistance », *News From Within*, XVIII/1, January 2002, p. 22-26.

-, « Reform in Palestine: Serving Whose Interests? », *News from Within*, XX/4, June-July 2004, p. 7.

-, « The Arab Inaction Triangle », *News From Within*, XX/3, May 2004, p. 9.

IFEX (Echange International de la liberté d'expression), « Israël/Palestine : les journalistes subissent des pressions pour qu'ils se conforment à la ligne officielle », Communiqué de l'IFEX, 13/30, 27 juillet 2004, http://www.ifex.org/es/content/view/full/60424/

Il y a un pays… Palestine, compilation, France, Conscience et culture, Taktikollectif, 2003.

INDYMEDIA DOCUMENTATION PROJECT, « Frequently Asked Questions : What is Indymedia ? », http://docs.indymedia.org/view/Global/FrequentlyAskedQuestionEn [consulté le 26/10/2010].

INDYMEDIA ISRAEL (Independant Media Center Israel), « The association for civil Rights in Israel (ACRI) states in a letter to the Attorney General of Israel : « the investigation against Indymedia Israel has turned into intimidation, harming Freedom of Speech on the Internet » », December, 26th, 2003, http://www.scoop.co.nz/stories/HL0312/S00223.htm

-, « An Investigation of Indymedia Israel. A Threat to Freedom of Speech On The Internet », *News From Within*, XXI/2, February/March 2005, p. 28-30.

INDYMEDIA MEXICO, *Software libre. No odies los medios, siembralos libres*, versión 0.9.2, abril, Copyleft ©, 2005, http://mexico.indymedia.org/herramientas

INICIATIVA MEXICANA CONTRA LA GUERRA. NO EN NUESTRO NOMBRE, « Para la comisión Sexta del EZLN », *Las Otras Voces. Noticias de la Otra Campaña*, 25 janvier 2006, p. 4.

INSTITUE FOR PALESTINE STUDIES, « History », Website, http://www.palestine-studies.org/aboutus.aspx?href=history [consulté le 09/09/2010].

INTERNATIONAL PRESS INSTITUTE, « Al-Aqsa Intifada Press Freedom Violations statistics », june 13, 2005, www.miftah.org

-, « Press freedom violations in Israel and Occupied Palestinian areas », august 4, 2004, www.miftah.org

-, *Press freedom violations in Israeli and Occupied Palestinian Areas : Summary of events 2000, 2001, 2002, 2003.*

IT'S ALL LIES, *Democracy isn't built on demonstrators' bodies*, Israel, It's all lies Production, 2004, http://www.youtube.com/watch?v=en9d-FXXCqg

J

JABER Ahmed, « A Different History? », *News From Within*, XVI/2, février 2000, p. 25-29.

JACIR Annemarie, *Le sel de la mer*, France, JBA Productions, 2008.

JAD Islah, « A victory for the youth movement », *News From Within*, XIII/2, février 1997, p. 9-12.

JARADAT Ahmad, « Alternative Globalization and the Palestinian Question. A series of Workshops on Globalization, Organized by the Alternative Information Center », *News from Within*, XX/7, October/November 2004, p. 28-29.

JARADAT GASSNER Ingrid, « Editorial. Rights of Palestinian Jerusalemites Becoming Forfeit », *News From Within*, XII/7, juillet 1996, p. 2.

-, WATSON, Max, « Building Walls – Building Resistance. Acceleration of the Separation Wall in the Southern West Bank and Hebron Area; Protest, Resistance, and International Solidarity », *News From Within*, XXI/1, December 2004/January 2005, p. 14-18.

JARDON Raúl, « Huelgas y organización estudiantil en la UNAM en los años 60 y 70 », *Rebeldía*, II/18, avril 2004, p. 55-64.

-, « Simiente Roja. Los comunistas y el movimiento campesino », *Rebeldía*, III/28, mars 2005, p. 37-47.

JARDON BARBOLLA Lev, « Las ciencias en la época del cinismo : apuntes sobre las consecuencias del neoliberalismo », *Rebeldía*, II/19, mai 2004, p. 19-35.

JASIEWICZ Ewa, « Palestine is Still Not the Issue. Image and Reality in the Relationship between the Anti-Capitalist Movement and the Palestinian Struggle », *News from Within*, XX/7, October/November 2004, p. 16-20.

LADADWA Hassan, « The Palestinian Economy Within Globalization: Developing Impoverishment », *News From Within*, XXI/1, December 2004/January 2005, p. 36-41.

JEROEN, « Solidarity at all cost? On the lack of criticism in the solidarity movement with the Zapatistas », Mexico Solidarity Committee, Amsterdam, Hollande, site web, mai 1999, http://www.noticias.nl/prensa/zapata/dissolve.htm [consulté le 21/06/2011]

JHALLY Sut, RATSKOFF Bathsheba, *Peace, propaganda, and the Peace Process. US Media and the Israeli-Palestinian Conflict*, USA, Media Education Foundation, 2004.

JMCC (Jerusalem Media & Communication Center), « How to Influence the Media. A Manual for Palestinian Policymakers and Media Professionnals », July 2005, http://www.jmcc.org/research/reports/media.htm

JORNADA (LA), « Oaxaca y el PNUD reforzarán protección a programas sociales », *La Jornada*, 29 avril 2006, p. 55.

JOSKOWICZ Alfredo, « Cámaras para Todos? », *Hacia un Video Indio*, ed. INI, Mexico: INI, 1990, p. 11-15.

JOXE Alain, « Le ghetto palestinien : vers la fin du sionisme ? », CIRPES (Centre Interdisciplinaire de Recherches sur la Paix et d'Etudes Stratégiques), 6 août 2007, http://cirpes.net/imprimer.php3?id_article=178

JUNQUA Daniel, *La presse, le citoyen et l'argent*, Paris, Gallimard, 1999.

JURRAT Nadine, FRITZ Darío, HERNANDEZ Víctor Hugo, *Freelancers in Mexico. A survey – Findings and challenges*, London/Mexico, The Rory Peck Trust, 2008.

K

KALAK Ezzedine (collection de), *L'affiche palestinienne*, Paris, Le Sycomore, 1979.

KARPIN Michael, *La menace ultime. Israël et sa bombe atomique. Une bombe à retardement. L'option nucléaire israélienne*, documentaire, ARTE, 2002.

KEEN Andrew, *The Cult of the Amateur. How today's Internet is Killing Our Culture and Assaulting Our Economy*, London/Boston, Nicholas Brealey Publishing, 2007.

KELLER Adam, « Letter to the Editor », *News From Within*, XV/2, février 1999, p. 35.

KEV & ONTO, « History of Radio Zapote », *radio.indymedia.org*, 2005, http://radio.indymedia.org/en/node/4489

KHLEIFI Michel, SIVAN Eyal, *Route 181. Fragments d'un voyage en Palestine-Israël* (DVD, 4 vol.), Paris, Momento production, 2004.

KILO, « Photos of Palestine/Oaxaca Solidarity March in San Cristobal, Chiapas, Mexico », *Indybay*, Sunday Jan 4th, 2009, http://www.indybay.org/newsitems/2009/01/04/18558562.php

KIMMERLING Baruch, *Politicide. Les guerres d'Ariel Sharon contre les Palestiniens*, Paris, Agnès Viénot Editions, Moisson Rougé, 2003.

KLEIN Naomi, « La rébellion au Chiapas. Le sous-commandant Marcos et les zapatistes font une révolution qui mise sur les mots davantage que sur les balles – mars 2001 », in *Journal d'une combattante. Nouvelles du front de la mondialisation* (2002), trad. de l'anglais Lori Saint-Martin et Paul Gagné, Paris, babel, 2005, p. 282-301.

-, « Le passage à l'âge adulte des militants de Seattle sera désobéissant », *Mouvements*, 23 novembre 2009, http://www.mouvements.info/Le-passage-a-l-age-adulte-des.html

KNOBEL Marc, « Un militantisme extrême: la Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien (CCIPPP) », CRIF, 7 juin 2010, http://crif.org/?page=articles_display/detail&aid=20511&returnto=articles_display/list&artyd=6

KOA Moeen, *Communicating the Hamas Message: Strategy, Tactics, Channels and Effectiveness*, MA public communication and public relations, London, University of Westminster, 2007.

KRATT Haike, « Palestinian Independant Television & Radio Stations », *News From Within*, XIII/10, October 1997, p. 30-31.

KRIZM George, « Palestinian Media Markets Israeli Goods », *News From Within*, XVI/2, février 2000, p. 11-12.

KRYSTAL Nathan, « Dear Yochanan », *News From Within*, XV/2, février 1999, p. 7.

KUTTAB Eileen, ABU AWWAD Nida, « Developments in the Palestinian Women's Movement », *News From Within*, XX/2, March-April 2004, p. 10-14.

L

LACOSTE Yves, *Contre les anti-tiers-mondistes et contre certains tiers-mondistes*, Paris, Cahiers Libres, La Découverte, 1985.

LANETA, « Directorio de Comercio Alternativo en San Cristóbal de Las Casas », consulté le 17/03/2006, www.laneta.apc.org/sclc/servicio/comercio/comercio.htm

LANGLOIS, Andrea, DUBOIS, Frédéric, *Médias autonomes. Nourrir la résistance et la dissidence*, Montreal, Lux Editor, 2006.

LAPIERRE Georges, *La Commune d'Oaxaca. Chroniques et consirérations*, Paris, Rue des Cascades, 2008.

LARSSON Kristoffer, « Palestine – Reporters Sans Frontières : 'Il n'y a pas d'occupation », *IMEMC*, 7 novembre 2005, traduction Marcel Charbonnier pour *Le Grand Soir*, 30 novembre 2005, http://www.legrandsoir.info/article2857.html [consulté le 08/09/2010]

LATOUCHE Serge, *L'occidentalisation du monde : essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire* (1989), 3 édition, Paris, La Découverte/Poche, 2005.

LAVOU Victorien, « Pourquoi la révolte au Chiapas ? », *Le Monde Diplomatique*, février 1994, p. 16-17.

LE BOT Yvon, MARCOS Sous-Commandant, *Le rêve zapatiste*, Paris, Le Seuil, 1997.

LE BOT Yvon, SOLIS René, « La thèse d'une 'géniale imposture' du sous-commandant Marcos est pour le moins sommaire. Le zapatisme et les revenus-de-tout », *Libération*, 13 mars 1998.

LE CLEZIO Jean-Marie, *Le rêve mexicain ou la pensée ininterrompue*, Paris, Gallimard, Folio, 1988.

LEIBNER Ricardo, « NDA/'Tajamu'. A Message of Despair », *News From Within*, XV/8, août 1999, p. 28-30.

LEMOINE Maurice, « Zapata, Guevara, Allende… San Carlos », *Le Monde Diplomatique*, mai 1998, p. 13.

LENINE N. *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1916, http://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/vlimperi/vlimp.htm

LESCHEM Guy, CREITMAN Modi, « The Intifada Goes to New York », *Yedioth Ahronot*, 14 mars 2003, traduit par Connie Hackbarth in *News From Within*, XIX/3, March 2003, p. 9-12.

LEVANON Yeud, *119 balles + 3*, documentaire, Israël, 1995.

LEVENKRON Naomi, « Trade In Women, Who Cares ? », *Can*, May 2001, p. 8-9, traduit de l'hébreu et reproduit in *News From Within*, XVII/4, May 2001, p. 19-23.

LEYVA Ezequiel, « Paran 15 mil profesores en demanda de más recursos para educación indígena », *La Jornada*, 29 mars 2006, p. 44.

LIBERTARIOS-AGENDA-DIRECTORIO 2002, « Medios y cultura alternativos e independientes », http://flag.blackened.net/alternativas/DirectorioLibertarios2002.pdf

LOPEZ Julio Hernández, « Regalo con pipa », *La Jornada*, 10 mai 2006, p. 4.

LOPEZ MONJARDIN Adriana, « Los focos y las redes : zapatismo intercontinental ? », *Rebeldía*, II/17, mars 2004, p. 10-16.

-, « La juntas de Buen Gobierno en guerra contra la guerra », *Rebeldía*, II/24, octobre 2004, p. 16-21.

LORWIN Yochanan, « Breaking through denial. Book Review: *Denial and Acknowledgment: the Impact of Information About Human Rights Violations*, by Dr Stanley Cohen, 1995", *News From Within*, XII/7, août1996, p. 29.

-, « Israeli students demonstrate against racist textbook », *News From Within*, XIII/5, mai1997, p. 12.

LUYENDIJK Joris, « Journalisme de guerre. Les mots biaisés du Proche-Orient », *Le Monde Diplomatique*, mars 2007.

-, *Des hommes comme les autres. Correspondants au Moyen-Orient*, Bruxelles, Nevicata, 2009.

M

MACMAHON Janet, BEN-EFRAT Roni (interviewee), « Journalist Roni Ben-Efrat: Building Israeli Opposition to Occupation", WRMEA (Washington Report on Middle East Affairs), January 1994, http://cosmos.ucc.ie/cs1064/jabowen/IPSC/php/art.php?aid=71466

MAKHUL Amir, « 'National Service' for Arabs in the Jewish State? », *News From Within*, XIII/2, février 1997, p. 16.

-, « "Israeli and Palestinian Human Rights Organizations: Partnership or Domination? », *News From Within*, XV/3, mars 1999, p. 22-23.

MAL DE OJO TV, « Les médias indépendants dans la lutte populaire de Oaxaca », 2006, http://promediosfr.free.fr/index.php?option=com_content&task=view&id=45&Itemid=45

-, « Lors du bicentenaire de Juarez » (2006), in *Ya cayo ! (il est tombé)*, Mal de ojo TV, México 2007, sous-titrage français Promedios France, DVD.

-, « Sur la lutte » (2006), in *Ya cayo ! (il est tombé)*, Mal de ojo TV, México 2007, sous-titrage français Promedios France, DVD.

-, « La victoire de la Toussaint » (2006), in *Ya cayo ! (il est tombé)*, Mal de ojo TV, México 2007, sous-titrage français Promedios France, DVD.

-, « Morenas » (2007), in *Ya cayo ! (il est tombé)*, Mal de ojo TV, México 2007, sous-titrage français Promedios France, DVD.

MANDELA Nelson, *Un long chemin vers la liberté*, Paris, Fayard, 1995.

MANDY ALQAISY, « [Imc-pal-volunteers] miss understand », 10 août 2002, 12:04:02.

MANO NEGRA, « Pura Vida », documentaire, in *Out of time* (DVD), Paris, EMI Music, 2005

MANU CHAO, *Proxima Estación: esperanza* , 2000.

MASHARAWI Rashid *Un ticket pour Jérusalem*, Silroad production, Arte cinéma, 2002.

MARCIL David, « Gaza – Les Palestiniens privés d'électricité par l'Union européenne, après l'avoir été par Israël », *Lutte Ouvrière*, 2038, 24 août 2007.

MARCOS Subcomandante, « Lettre du délégué Zéro aux adhérents de la Sexta et à l'Autre Campagne. Réflexions sur la proposition du plan d'action de la Commission Sexta de l'EZLN », traduction : Claudine Madelon, Comité de Solidarité avec les Peuples du Chiapas en lutte, lettre présentée le 29 mai 2006, http://cspcl.ouvaton.org/article.php3?id_article=325

-, « Statement of Subcomandante Marcos to the Freeing the Media Teach-In », video presented in New York City by paper Tiger Television, 31 janvier 1997, http://www.tmcrew.org/chiapas/e_media1.htm

-, *¡Ya Basta ! Tome 1. Les insurgés zapatistes racontent un an de révolte au Chiapas*, annoté par Maurice Lemoine, trad. de l'espagnol par Anatole Muchnik avec la collaboration de Marina Urquidi, Paris, Dagorno, 1994.

-, *¡Ya Basta ! Tome 2. Vers l'internationale zapatiste*, annoté par Tessa Brisac, trad. de l'espagnol par Anatole Muchnik avec la collaboration d'Alexandra et Eduardo Carrasco, Paris, Dagorno, 1996.

-, « La quatrième guerre mondiale a commencé », *Le Monde Diplomatique*, août 1997, http://www.monde-diplomatique.fr/1997/08/MARCOS/8976 [consulté le 09/09/2010]

-, « Durito y una de trenes y peatones », *Rebeldía*, I/3, janvier 2003, p. 1-2.

-, « Durito y una de falsas opciones », *Rebeldía*, I/5, mars 2003, p. 1-2.

-, « Durito y una de paredones », *Rebeldía*, I/13, novembre 2003, p. 1-2.

-, « Durito y una de tráfico vehicular », *Rebeldía*, I/14, décembre 2003, p. 1-2.

-, « El ridículo en horario triple A. El nada discreto encanto de políticos y (algunos) medios », *Rebeldía*, II/25, noviembre 2004, p. 5-9.

-, « Homenaje a Don Manuel Vásquez Montalbán », *Rebeldía*, II/26, diciembre 2004, p. 56-60.

-, communiqué du 2 mars 2006, reproduit in « Llama el EZLN a cancelar cuentas en HSBC », *La Jornada*, 3 mars 2006, p. 26.

-, *The Other Campain. La Otra Campaña*, Bilingual edition Español & English, San Francisco, Open Media Series, City Lights, 2006.

MARTINEZ Fabiola, « Se doblegó Vicente Fox y con su firma consolidó el duopolio de las televisoras », *La Jornada*, 12 avril 2006, p. 3.

-, « Madrazo no quiere enemistades con los medios : Moreno Peña", *La Jornada*, 29 avril 2006, p. 21.

MATZPEN, « Le problème palestinien et le conflit israélo-arabe (Manifeste) », 18 mai 1967, http://www.marxists.org/francais/4int/suqi/1967/05/manifeste_matzpen.htm

MELEL XOJOBAL, « Somos una organización fundada en San Cristóbal de las Casas, Chiapas, en febrero de 1997 », 2006.

-, *Radio « La Voz de mi Pueblo »*, 27, Programa de radio realizado por los promotores de comunicación de Melel Xojobal, junio 2004.

MENDEL, Yonatan, « How to be an Israeli Journalist. Never write 'murder' or 'Palestine' », *Counterpunch*, 12 mars 2008. http://www.counterpunch.org/mendel03122008.html

MENDOZA Carlos, *La guerra de Chiapas*, Mexico, Canal 6 de Julio, 1994.

-, MARINA Victor, *Acteal : Estrategía de Muerte*, Mexico, Canal 6 de Julio, 1998.

MICHAEL Guillermo, « Televisión Indígena: Para Qué? », *Hacia un Video Indio*, ed. INI, Mexico, INI, 1990, p ; 39-47.

MICHAELS Walter Benn, *La diversité contre l'égalité*, trad. Frédéric Junqua, Paris, Raisons d'agir, 2009.

MILOVANOFF Christian, « Les voix ordinaires, La Commune de Peter Watkins », Questions d'images. Cinéma-documentaire-photographie, *La pensée de midi*, n°3, Actes Sud, hiver 2000, p. 128-133.

MIRES Fernando, « La globalización de los 'economicistas' », *América Latina en Movimiento*, 11 novembre 1998.

MITSAD SHENI, « I am Afraid » (editorial), *Mitsad Sheni*, October 2002, traduit de l'hébreu in *News From Within*, XVIII/6, p. 31.

-, « Editorial », *Mitsad Sheni*, January 2003, trad. De l'hébreu in *News from Within*, XIX/1, p. 16.

MITTERAND Danielle, *Ces hommes sont avant tout nos frères*, Paris, Ramsay, col. Droit de l'homme, 1996.

MOGRABI Avi, *Août avant l'explosion*, Israel, Productions Avi Mograbi, 2003.

-, *Pour un seul de mes deux yeux*, Israel, Productions Avi Mograbi, 2005.

-, *Z32*, Israel, Productions Avi Mograbi, 2009.

MOORE Mickael, *Bowling for Columbine*, USA, 2002.

MOR, « Looking for the Future: Investing in Our Youth as a Form of Effective Resistance », *News from Within*, XX/4, June-July 2004, p. 12-13.

-, *Farenheit 9/11*, USA, 2004.

MORO Braulio, « Los intereses de las transnationales europeas en América Latina », *Rebeldía*, II/24, octobre 2004, p. 42-53.

MULLER Patrick, « Occupation in Hebron. Settlements and the State of Israel », *News From Within*, XX/6, September 2004, p. 19-23.

MUNOZ Alma E., « Protestas contra la telecracia », *La Jornada*, 29 mars 2006, p. 10.

-, « Critica ONU a Fox por impulsar reformas a la ley de radio y tv », *La Jornada*, 30 mars 2006, p. 7.

-, SOLANO Laura Poy, « Los medios públicos, en riesgo de desaparecer, advierten especialistas », *La Jornada*, 30 mars 2006, p. 8

-, « El INM cayó en una mentira tras otra para deportar a Valentina Palma : Novaro », *La Jornada*, 10 mai 2006, p. 6.

MUNOZ RAMIREZ Gloria, « Radio Insurgente: La voz de los sin voz », *Rebeldía*, II/24, octobre 2004, p. 29-34.

-, « Caracol V Roberto Barrios », 8 novembre 2004 (site du CSPCL).

-, « Vous écoutez Radio Insurgente », *La Jornada/Rebeldía*, septembre 2004, trad. en français pour RISAL, 18 janvier 2005, www.cspcl.ouvaton.org [consulté le 30/05/2005].

-, « El Fuego y la Palabra en Europa », *Rebeldía*, III/28, mars 2005, p. 60-66.

-, « El Fuego y la Palabra en Europa », *Rebeldía*, III/29, avril 2005, p. 45-51.

MURRAY Nancy, "Rebuilding Activism in the International Community", *News From Within*, XIII/5, mai 1998, p. 33-35.

N

NABIL Salame, « Radio a-Shams: From the Soccer Fields to the Epicenter », *News From Within*, XXI/5, July/August 2005, p. 40-41.

NAKAZAWA Keiji, *Gen d'Hiroshima, tomes 1 et 2*, Paris, Les Humanoïdes Associés, 1983.

NASSAR Maha, WARSCHAWSKI Michael, « Changes in the AIC and News From Within », *News from Within*, XVI/7, September 2000, p. 3-4.

NASSAR Majed, « Palestinian NGOs: Prospects in the Post-Oslo Era (part I) », *News From Within*, XIII/10, novembre 1998, p. 11-14.

-, « Palestinian NGOs: Prospects in the Post-Oslo Era (part II) », *News From Within*, XIII/11, décembre 1998, p. 28-30.

-, « The Palestinian Economy: Consequences of the Oslo Charade », *News From Within*, XV/5, mai 1999, p. 28-31.

NATOUR Rim, « Globalizing Local Health: The Political Struggle for Health of the Palestinian Minority in Israel », *News From Within*, XX/1, January/February 2004, p. 9-10.

NEGBI Moshe, « Paper Tiger: the Struggle for Press Freedom in Israel », *The Jerusalem Quartely*, 39, 1986, p. 17-32.

NIMER Ahmed, « From mobilizers to service providers – NGOs and the Left in Palestine », , *News From Within*, XIII/11, décembre 1997, p. 44-47.

NISSEN Sos, « Anything but Workers in the Palestinian Trade Unions », *News From Within*, XII/5, mai 1996, p. 26-29.

NITZAN Jonathan, SHIMSHON Bichler, « Clash of Civilizations, or Capital Accumulation? », *News from Within*, XX/4, June-July 2004, p. 4-6.

NOTES FROM NOWHERE (ed.), *We are everywhere. The irresistible rise of global anticapitalism*, London, New York, Verso, 2003*.

O

OBSERVATOIRE DE L'INFORMATION, « Israël », in *L'information dans le monde. 206 pays au microscope*, Seuil, Paris, 1989, p. 292-297.

O'LOUGHLIN T., « US academic deported and banned for criticising Israel », *The Guardian*, 26 mai 2008.

OPC-CLETA, « ¿Quienes somos? », décembre 2008, 14 mn http://www.cleta.org/%c2%bfquienes-somos/ [consulté le 07-10-2009]

ORNELAS BERNAL Raúl, *L'autonomie, axe de la résistance zapatiste. Du soulèvement armé à la naissance des Caracoles*, Paris, Rue des Cascades, Les Livres de la Jungle, 2007, 127 p.

ORTELLA FRANCISCO J.C., « Taller de guionismo y producción radiofónica: Una experiencia de los radioproductores indios », *Jabil Ame 1998*, San Cristóbal de las Casas, 1999, p. 133-146.

-, « Taller de guionismo y producción radiofónica: Una experiencia de los radioproductores indios », *Jabil Ame 1998*, San Cristóbal de las Casas, 1999, p. 133-146.

ORWELL George, *Hommage à la Catalogne. 1936-1937* (1938), Paris, 10/18, Domaines étrangers, 1999.

OTHER ISRAEL (The), 18 numéros February 2000- september/october 2006.

OTHER JOURNALISM ABOUT THE OTHER CAMPAIN (THE), « For Authentic News Reporting of the Tour by Subcomandante Marcos Throughout the Mexican Republic », *The Narco News Bulletin*, Dec. 21, 20052

P

PALESTINE CENTER/ THE JERUSALEM FUND, « Influencing Israeli Public Opinion in the hope of Bringing Change. Report from a Palestine Center briefing by Ronen Eidelman », November 15, 2002, http://www.thejerusalemfund.org/ht/display/ContentDetails/i/2423

PALESTINE MEDIA WATCH, « About Palestine Media Watch », http://pmwatch.org/pmw/cast/aboutpmwatch.asp

PALESTINIAN CAMPAIGN FOR THE ACADEMIC AND CULTURAL BOYCOTT OF ISRAEL, « Statement of Palestinian Academics Calling for International Academic Boycott of Israel. 7 July 2004 », *News From Within*, XXI/5, July/August 2005, p. 19.

PALEY Dawn, « Réécrire les médias. Les blogues comme espaces autonomes », in LANGLOIS, Andrea, DUBOIS, Frédéric, *Médias autonomes… op. cit.*, p. 181-194.

PAPPE Ilan, « Post-Zionist Critique on Israel and the Palestinians. Part II: The Media », *Journal of Palestine Studies*, 103, vol. XXVI, n° 3, Spring 1997, p. 37-43.

-, GRESH Alain, « 48 partition: Replies to Michael Warschawski », *News From Within*, XIII/3, mars 1998, p. 35.

-, « Response », *News From Within*, XIII/5, mai 1998, p. 35.

-, « The International Dimension of Contemporary Palestine », *News From Within*, XXI/7, November/December 2005, p. 27.

PARBOT Marie-Jo, « Informer, un métier à risques. Depuis le début de la seconde Intifada, les conditions de travail des journalistes en Palestine ne font que s'aggraver », *Pour la Palestine*, 42, Septembre 2004.

-, *L'intruse. Vol. 1. La découverte*, Vertige Graphic, Paris, 2008.

-, *L'intruse*. Vol. 2. Les Palestiniens, peuple invisible ?, Vertige Graphic, Paris, 2009.

PASSET René, *L'idéologie néolibérale*, Paris, Fayard, 2000.

PAZ Octavio, *El laberinto de la soledad*, edición de Enrico Mario Santí, Sexta edición, Madrid, Cátedra, 2001.

PCHR (Palestinian Center for Human Rights), « PCHR Condemns Attacks on Journalists And Media Institutions », published in Alternative Information Center's website, 20 June 2007.

PENA MARTINEZ (De La) Luis, « La voz alzada : la rebelión discursiva del zapatismo », *Rebeldía*, II/16, février 2004, p. 25-31.

PER PALESTINA, compilation, Pays Basque espagnol, Xarxa d'Enllaç amb Palestina, date inconnue.

PEREZ PEREZ L., « La radio : experiencia de los comunicadores indígenas », *Jabil Ame 1997*, San Cristóbal de las Casas, México, Anuario del Centro Estatal de Lenguas, Arte y Literatura Indigenas, 1998, p. 98-99.

PERRY Yoram, « Virtual Politics and Democratic Israel in the Era of telepopulism », *News From Within*, XIII/10, novembre 1998, p. 34-35.

PIGNEDE Béatrice, *Propagande de Guerre, Propagande de Paix*, France, Clap-36, Zalea TV, 2004.

-, DEL DEBBIO Christophe-Emmanuel, « Propagande de guerre, propagande de paix », interview réalisée par Christiane Pasevant, *L'homme et la société*, n° 154, octobre-décembre 2004, p. 179-188.

PINEAU Guy, « Les médias associatifs audiovisuels : bref historique et état des lieux », *ACRIMED*, 28 janvier 2005 (fragments de *La longue marche inachevée de la télévision associative*, éditions de L'Harmattan), http://www.acrimed.org/article1900.html

PLEYERS Geoffroy, « La première rencontre des peuples zapatistes avec les peuples du monde », *Risal.info*, 11 février 2007, http://risal.collectifs.net/spip.php?article2219 [consulté le 23/06/2011].

PNN (Palestine News Network), « Des journalistes de Gaza organisent une manifestation », 28/08/07, http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=1411&Itemid=28

-, « Qui sommes nous ? », « L'équipe de PNN », http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=14&Itemid=28

-, « Deux journalistes palestiniens de Jénine ciblés par l'armée de l'occupation », 29/07/06, http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=948&Itemid=50

-, « Grève de la faim solidaire avec le caméraman d'Al Jazeera », 23/02/07, http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=653&Itemid=50

-, « Journalistes victimes du conflit, Reporters sans frontières tire la sonnette d'alarme», 28/08/06, http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=161&Itemid=50

-, « Le Hamas serait prêt à poursuivre en justice les auteurs des aggressions contre les journalistes», 17/08/07, http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=1341&Itemid=28

-, « Les forces de sécurité du Hamas attaquent une manifestation de l'OLP à Gaza », 13/08/07, http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=1411&Itemid=28

-, « L'Union des journalistes palestiniens se réunit », 13/11/06, http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=1411&Itemid=28

-, « Résistance créative : les artistes au pied du mur », 15/06/06, http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=248&Itemid=50

-, « Unification et ouverture des médias palestiniens sur le monde », 13/03/07, http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=711&Itemid=50

POLACK Shai Carmelli, *Bil'in Habitbi*, Grande-Bretagne, 2006.

POLAKOW Shachaf, *Anarchists Against the Wall - Solidarity, Resistance and Direct Action. North-American speaking tout*, Israel, PdxJustice Media Production, 2009 http://www.youtube.com/watch?v=1OSEgbdriYo

PONS Jean-Claude, « La création artistique », in SANBAR Elias, HADIDI Subhi, PONS Jean-Claude, *Palestine : l'enjeu culturel*, Paris, Circé, Institut du Monde Arabe, 1997, p. 105-125.

POY SOLANO Laura, « Sin denuncias no podremos hacer nada, advierte la fiscal Pérez Duarte », *La Jornada*, 10 mai 2006, p. 5.

POY Laura, OLIVARES Emir, « Las mujeres, botín de guerra que los de arriba prometieron a policías : Marcos », *La Jornada*, 13 mai 2006, p. 5.

PRADIE Christian, « Le tiers secteur, premier entrepreneur de l'audiovisuel local », *ACRIMED*, 26 octobre 2002.

PRESS GAZETTE, « The four critiques of 'citizen journalism' », 9 june 2006.

PROMEDIOS & CANALSEISDEJULIO, *Atenco 2006 : briser le silence* (DVD), Mexique, 2006.

PROMEDIOS *Talleres Video*, langues originales : tzeltal et espagnol, Caracol IV, Mexique, 1998.

-, *Caracoles. Les nouveaux chemins de la résistance* (VHS), Chiapas, Mexique, Promedios A.C., Caracoles II, III, IV et V, 2003.

-, *El silencio de los Zapatistas*, Mexique, Promedios, 2001.

-, *Educación en Resistencia*, langues originales : tzeltal et espagnol, municipio autónomo « Francisco Gómez », caracol III, Mexique 2000.

-, *El curandero*, langue originale : tzotzil, Caracol II, Mexique, 1999.

-, *Mujeres Unidas*,. / langues originales : espagnol & tzeltal, caracol IV, Mexique, 1999.

-, *Son de la Tierra*, Langue originale : tzotzil, Municipio Autónomo San Andrés Sakamch'en, Caracol II. Mexique, 2002.

-, *Tierra Sagrada*, langues originales : tzeltal et espagnol, municipio autónomo « 17 de noviembre », Caracol IV, Mexique 2000

-, *Un poquito de tanta verdad* (DVD), 2008.

-, *Viva la vida. 1er janvier 2003, la prise de San Cristóbal* (VHS), Chiapas, Mexique, Promedios A.C., Indymedia Chiapas, Canoa, 2003.

PROMINENT MEMBERS OF THE PNC-FATAH, THE POPULAR FRONT, AND INDEPENDENTS, "A Call for National and Democratic Struggle by the Entire Palestinian People", *News from Within*, XI/, janvier 1995, p. 31-32.

PUBLIC COMMITTEE AGAINST TORTURE IN ISRAEL, *Ticking Bombs. Testimonies of Torture in Israel*, Jerusalem, may 2007.

Q

QASSIS Wassim, *The Wall: Theme Music*, Palestine, production indépendante, date inconnue.

R

RADIO INSURGENTE, « ¿ Quienes somos ? », www.radioinsurgente.org/index.php?name=quienesSomos [consulté le 22/03/2006].

-, *Grupo Nuevo Amanecer*, Municipio Autónomo Rebelde Zapatista, San Juan de la Libertad, Chiapas, Producciones Radio Insurgente, août 2005.

-, *Música Tradicional de San Pedro Cotzilnam*, Municipio Autónomo Rebelde Zapatista, Magdalena de la Paz, Chiapas, Producciones Radio Insurgente, septembre 2005.

-, *Por un Mundo Donde Quepan Muchos Mundos. Canciones del Mundo para Chiapas* (CD), Producciones Radio Insurgente, août 2005.

-, *Somos la Dignidad del Color de la Tierra. Discursos y Música de la Marcha del Color de la Tierra, Marzo 2001*, Producciones Radio Insurgente, août 2005.

-, *Vol. IV, Cuentos del compañero Subcomandante Insurgente Marcos* (CD), Producciones Radio Insurgente, 2004.

RADIO VOTAN ZAPATA 89.1 FM, courrier électronique de la Comisión de Monitoreo, 23 mars 2006.

RADIO ZAPATISTA, *An Interview with Clemencia Rodriguez*, 21 août 2009, http://www.indybay.org/uploads/2009/08/29/entrevista_con_clemencia_rodriguez.mp3

RADIO ZAPOTE [Vidéo de membres de *Radio Zapote* invités par *Radio Lagaña*] 2009.

-, [Vidéo de présentation de *Radio Zapote* par ses membres], 2005.

RAMONET Ignacio, « La pensée unique », *Le Monde diplomatique*, janvier 1995.

-, CHAO Ramón, WOZNIAK Jacek, *Abécédaire partiel et partial de la mondialisation*, Paris, Plon, 2003*.

-, MARCOS Sous-Commandant *La dignité rebelle*, Paris, Galilée, coll. L'espace Critique, 2001.

RAMONET Ignacio, « El poder mediático », *América Latina en Movimiento*, 13 février 2001.

RAMOS Víctor M., « La radio comunitaria frente a los grupos de poder », *Razón y Palabra*, México, 15 novembre 2007.

RAZ-KRATOTZKI Amnon, « Paralysis in the Left. Roundtable discussion Amongst the Radical Left in Israel », *News From Within*, XI/1, janvier 1995, p. 7-16.

-, « Don't Teach Mahmoud Darwish », *News From Within*, XVI/4, avril 2000, p. 30-32.

REBELDIA, « Las perlas del neoliberalismo. México : 17 de noviembre de 1983 », *Rebeldía*, I/13, novembre 2003, p. 70-72.

-, « Las perlas del neoliberalismo. El mundo : 17 de noviembre de 1983 », *Rebeldía*, I/14, décembre 2003, p. 71-75.

-, « Editorial », *Rebeldía*, II/15, janvier 2004, p. 1-2.

-, « Las perlas del neoliberalismo. ¡Stop! AND sospechoso ¡Warning! », *Rebeldía*, II/15, janvier 2004, p. 70-72.

-, « Editorial », *Rebeldía*, II/16, février 2004, p. 1-2.

-, « Las perlas del neoliberalismo. Haití: dos caras en la intervención », *Rebeldía*, II/16, février 2004, p. 57-60.

-, « Editorial. Las dos historias », *Rebeldía*, II/17, mars 2004, p. 1-2.

-, « Editorial. Podredumbre moral », *Rebeldía*, II/18, avril 2004, p. 1-2.

-, « Las perlas del neoliberalismo. Corrupción global », *Rebeldía*, II/18, avril 2004, p. 65-68.

-, « Editorial. Fox o las cenizas de la revolución mexicana », *Rebeldía*, II/19, mai 2004, p. 1-2.

-, « Las perlas del neoliberalismo. Crisis del glamour I », *Rebeldía*, II/19, avril 2004, p. 63-68.

-, « Editorial. Nos nos pueden quitar lo que somos », *Rebeldía*, II/21-22, juillet-août 2004, p. 1-2.

-, « El Alicia y sus resistentes. Una plática con Ignacio Pineda », *Rebeldía*, II/21-22, juillet-août 2004, p. 65-73.

-, « Las perlas del neoliberalismo. Opera bufa (15 min.) », *Rebeldía*, II/21-22, juillet-août 2004, p. 81-84.

-, « Editorial. Cambiar de canal », *Rebeldía*, III/29, avril 2005, p. 1-2.

-, « Cómo leer la televisión zapatista : claves para el presente », *Rebeldía*, III/29, avril 2005, p. 9.

-, « Censuran Radio Insurgente. Las razones : salarios y fraude », *Rebeldía*, IV/44, juillet 2006, p. 17-20.

-, « Dos Méxicos, dos proyectos de país », *Rebeldía*, II/24, octobre 2004, p. 1-2.

-, « Las perlas del neoliberalismo. Los indeseables », *Rebeldía*, II/24, octobre 2004, p. 72-76.

-, « Editorial. El año tres de una pasión », *Rebeldía*, II/25, noviembre 2004, p. 1-2.

- « Las perlas del neoliberalismo. La *democracy* puesta en escena », *Rebeldía*, II/25, noviembre 2004, p. 68-72.

-, « Editorial. La 'justicia' y el rencor », *Rebeldía*, II/26, diciembre 2004, p. 1-2.

-, « Editorial. El año 12 », *Rebeldía*, III/27, février 2005, p. 1-2.

-, « La ilegitimidad del poder », *Rebeldía*, III/28, mars 2005, p.2-3.

-, « Las perlas del neoliberalismo. Desinformación S.A.: Líderes de opinión », *Rebeldía*, III/28, mars 2005, p. 67-70.

-, « Las perlas del neoliberalismo. El crimen político y la Procuración de los Suicidios », *Rebeldía*, III/29, avril 2005, p. 66-68.

REDZAPATISTA, « Sin protagonismo politico, más de 200 personas exponen propuestas al EZLN », *Redzapatista*, 31 août 2005, http://redzapatista.blogspot.com/2005/08/sin-protagonismo-poltico-ms-de-200-html

REGULAR Arnold, « PA said to have ordered halt on media incitement », *Ha'aretz*, November, 29th, 2004.

RINAT Zafrir, « Visitez la Terre sainte sans voir les Palestiniens », *Haaretz*, extraits reproduits et traduits in *Courrier International*, 874, 2-22 août 2007, p. 26.

RODRIGUEZ-ARAUJO Octavio, *Gauches et gauchisme de la première Internationale à Porto Alegre* (2002), trad. de l'espagnol (Mexique), Thomas Delooz, Nantes, L'Atalante, 2004.

RODRIGUEZ LASCANO Sergio, « La intemperancia del imperio », *Rebeldía*, I/3, 14 janvier 2003, p. 10-17.

-, « Eurocentrismo y tercermundismo : Amigos enemigos », *Rebeldía*, II/15, janvier 2004, p. 41-46.

-, « Algunas tendencias del neoliberalismo », *Rebeldía*, II/16, février 2004, p. 18-24.

ROSENZWEIG Luc, *Lettre à mes amis propalestiniens*, Paris, éditions de La Martinière, coll. Doc en stock, 2005.

ROSEN Jay, « A Most Useful definition of citizen journalism », *PressThink*, 14 July 2008.

ROSS John, *¡Zapatistas! Making Another World Possible. Chronicles of Resistance 2000-2006*, New York, Nation Books, 2006.

ROWLEY Rick, SOOHEN Jacqueline, *The Fourth World War*, USA, Big Noise Films, DVD, 2004.

RUFFIN François, *Les petits soldats du journalisme*, Paris, Les Arènes, 2003.

RUGGIERO Greg, DUNCAN Kate, « On the Growing Free Media Movement. Recent Trends in radical media organizing », Zmag, October 1st, 1997, http://www.zmag.org/zmag/viewArticle/13466

RUIZ José Luiz, « Ofrecen diálogo a 'Globalifóbicos' », *El Universal*, 27 février 2001, p. 10.

S

SAÂDE Wissam, « Le monde arabe en ébullition », *Le Monde Diplomatique*, archives CD-Rom, mai 2002.

SACCO Joe, *Derniers jours de guerre : Bosnie 1995-1996*, Rackham, Montreuil, 2006.

-, *Gorazde : la guerre en Bosnie orientale, 1993-1995*, Rackham, Montreuil, 2004.

-, *Palestine : dans la bande de Gaza*, Vertige Graphic, Paris, 1996.

-, *Palestine : une nation occupée*, Vertige Graphic, Paris, 1996.

-, *The fixer : une histoire de Sarajevo*, Rackham, Montreuil, 2005.

SAID, Edward, "He won't gag me", *News From Within*, XII/9, septembre1996, p. 4-5.

-, "Du choc des définitions", *Le Monde Diplomatique*, septembre 2004, p. 22.

SALAMEH Bilal, "[Imc-pal-volunteers] Fwd: imc_pal_volunteers@list.indymedia.org", 24 mars 2002, 10:43:13.

-, « [Imc-pal-volunteers] URGENT ; TO whom it my concern : we can't publish, access or updating the site », 13 avril 2003.

-, « [Imc-pal-volunteers] Re : Funding Disbursement Process », 6 mai 2002, 15:23:13.

SALEM Walid, « The Anti-Normalization Discourse in the Context of Israeli-Palestinian Peace-Building », *Kan'an Magazine*, 56, sept. 1994, p. 15-20.

-, « The Palestinian Left and the Elections », *News From Within*, XI/3, mars 1995, p. 18-21.

SALGADO Sebastião, « Les Palestiniens du Liban : cinquante ans d'exil », *Exodes*, Paris, Editions de la Martinière, 2000, pp. 86-95.

SAMAD Ziad Abdel, « Globalisation and Its Challenges fore the Arab World », *News From Within*, XVIII/5, September 2002, p. 29-31.

SAMARA Adel, « The Palestinian Left: From Leninist to NGO-Style Organizations », *News From Within*, XI/5, May 1995, p. 13-16.

-, « The World Bank's Policy in the Palestinian Self-Rule Areas. Economic Restructuring and Peoples 'Re-Education' », *News From Within*, XI/10, Octobre 1995, p. 14-18.

-, « Palestinian Participation in Barcelona Conference. Liberalization of Trade is not a Palestinian Priority », *News From Within*, XII/1, janvier 1996, p. 9-11.

- « Palestinian Resistance far from Depleted », *News From Within*, XII/10, novembre 1996, p. 2.

-, « The Imperialist Market in the Arab Homeland », *News From Within*, XIII/1, janvier 1997, p. 17-19.

-, « The Palestinian National Movement: no strategy for the land », *News From Within*, XIII/2, février 1997, p. 26-27.

-, « Another day for an absent class », *News From Within*, XIII/5, mai 1997, p.2-5.

, « Globalization, the Palestinian Economy, and the 'Peace Process' », *Journal of Palestine Studies*, no. 114, Winter 2000.

SAMOUDI Lyad, *Jenin Jenin*, Orbit Satellite Television & Radio Network, 2002.

SCHAEFFER Emily, HALPER Jeff, JOHNSON Jimmy, *Counter-rhetoric. Challenging « conventionnal wisdom » & reframing the conflict*, ICAHD (The Israeli Committee Against House Demolition), Jerusalem, 2006.

SCHNEIDER Uri, *Colère populaire*, Arte, 2003.

SCHNEIDERMANNDaniel, *Du journalisme après Bourdieu*, Paris, Fayard, 1999.

Servicio Informativo al Pueblo Indígena, Folleto n° 77, 78, 81, 83, 89, 90, 91, 94, 95, 98, 100, Melel Xojobal, San Cristóbal de las Casas, Chiapas, México, n° 8 septembre 2003-16 octobre 2004.

SCHMIDT Andréa, « Le journalisme indépendant : un outil pour développer la solidarité internationale », in LANGLOIS, Andrea, DUBOIS, Frédéric, *Médias autonomes… op. cit.*, p. 97-113.

SHAININ J., CAREY R., *The Other Israel. Voices of Refusal and Dissent*, New York, The New Press, 2002.

SHAMALI Jihad Anton, « Media and Palestinian Children », in *Children in the Occupied Palestinian Territories – Perspectives on Child Soldiers*, Defence for Children International, July 2004, pp. 39-42.

SHAMIR Yoav, *Checkpoint*, Amythos Film, 2003.

SHAPIRO Justine, GOLDBERG B. Z., *Promesses : Les Enfants de l'Intifada*, Paris, Editions Montparnasse, 2005.

SHESKIN I., DASHEFSKY A., DELLAPERGOLA S., *Jewish Population in the United States, 2010*, Mandell L; Berman Institute, University of Connecticut, 2010, http://www.jewishdatabank.org/Reports/Jewish_Population_in_the_United_States_2010.pdf

SHINAR D., RUBINSTEIN D., *Palestinian Press in the West Bank*. The Political Dimension, WPDP (The West Bank Data Base Project), Jerusalem, 1987.

SHNAYDERMAN Ronen, *Through No Fault of Their Own. Punitive House Demolitions during the al-Aqsa Intifada*, rapport (CD-ROM), B'TSELEM (The Israeli Information Center for Human Rights in the Occupied territories), Jerusalem, Novembre 2004.

SHOHAT Orit, « Who Decides Who's Jewish ? », *News From Within*, XVI/1, janvier 2000, p. 27.

SHULDINER Zvi, « 'Once Again, Butter Traded In for Cream'. An Analysis of Israel's 1996 State Budget », *News From Within*, XII/2, février 1996, p. 24-26.

SIEFFERT Denis, DRAY Joss, *La guerre israélienne de l'information*, Paris, La Découverte, 2002.

-, *La nouvelle guerre médiatique israélienne*, Paris, La Découverte, 2009.

SIMONSON Karin, « Decentralising or Disintegrating ? The World Social Forum at 5 », rapport, CASIN, Genève, mars 2005, http://www.un-ngls.org/orf/cso/cso7/portoalegre2005.pdf [consulté le 09/09/2010]

SIPAZ, « Trabajo del equipo de Chiapas Noviembre 1995-Mayo 1996 », *S!PAZ Informe*, I/1, San Cristóbal, mayo 1996, p. 12.

-, « Trabajo del equipo de SIPAZ-Chiapas Abril-Agosto 1996 », *S!PAZ Informe*, I/ 2, San Cristóbal, septiembre 1996, p. 12.

-, « Actividades del equipo en Chiapas Septiembre 1996-Enero 1997 », *S!PAZ Informe*, II/1, San Cristóbal, eñero 1997, p. 12.

-, « Actividades del equipo Febrero-abril de 1997 », *S!PAZ Informe*, II/2, San Cristóbal, Abril 1997, p. 12.

-, « Actividades del equipo noviembre de 1998- enero de 1999 », *S!PAZ Informe*, IV/1, San Cristóbal, Febrero de 1999, p. 12.

-, « Actividades del equipo mayo-julio 1999 », *S!PAZ Informe*, IV/3, San Cristóbal, Agosto 1999, p. 12.

-, « Actividades del equipo noviembre de 1998- enero de 1999 », *S!PAZ Informe*, IV/1, San Cristóbal, Febrero de 1999, p. 12.

-, « Actividades del equipo : febrero de 1999- abril de 1999 », *S!PAZ Informe*, IV/2, San Cristóbal, Mayo 1999, p. 12.

-, « Actividades del equipo : julio-octubre 1999 », *S!PAZ Informe*, IV/4, San Cristóbal, Noviembre 1999, p. 12.

-, « Desobendiencia al pago de la luz : Lucha Social contra la privatización – Enfoque », *S!PAZ Informe*, IX/4, San Cristóbal, diciembre 2004, p. 6-9.

-, « El Camino del Caracol hacia la Autonomía – Enfoque », *S!PAZ Informe*, X/1, San Cristóbal, marzo 2005, p. 6-9.

-, « V° Foro Social Mundial ¿Turismo político o construcción real de alternativas? », *S!PAZ Informe*, X/1, San Cristóbal, marzo 2005, p. 10-11.

-, « Actividades de S!PAZ Enero-Marzo 2005 », *S!PAZ Informe*, X/1, San Cristóbal, marzo 2005, p. 12.

-, « S!Paz – Servicio Internacional para la Paz », *S!PAZ Informe*, X/2, julio 2005, p. 2.

-, « Actividades de S!paz Abril-Junio 2005 », *S!PAZ Informe*, X/2, julio 2005, p. 12.

-, « Actividades de S!paz Julio-Septiembre 2005 », *S!PAZ Informe*, X/3, octubre 2005, p. 12.

-, « Actividades de S!paz de Octubre de 2005 al 15 de Enero de 2006 », *S!PAZ Informe*, XI/1, Enero 2006, p. 12.

-, site Internet : www.sipaz.org [consulté le 26 mars 2006].

SIPM-CNT (Syndicat interprofessionnel de la presse et des médias), « Interview de Michel Warschawski », 2003, http://sipm-cnt.org/article.php3?id_article=251

-, « Les journalistes en Palestine et Israël », 2003, http://sipm-cnt.org/article.php3?id_article=346

SIVAL Eyal, *Jaffa, l'orange de la discorde*, 2010.

Slingshot Hip Hop, Music from the Documentary Film, Palestine, 48 Records (DAM), 2008.

SMITH Chris, PRICE Sarah, OLLMAN Dan, *The Yes Men* (2003), Paris, Blaq Out, 2005.

SNITZ Kobi, « The Current State of Indymedia Israel », *News From Within*, XXI/2, February/March 2005, p. 30.

SOLNIT D., SOLNIT R., *The Battle of the Story of the « Battle of Seattle »*, AK Press, 2009.

SOPHIA, « [Imc-pal-volunteers] Re : Some clairification », 7 août 2002, 05:41:22.

SPIRO Gideon, « The Association for Civil Rights in Israel (ACRI). Ideological and Structural Limitations », *News From Within*, XVI/6, juin 2000, p. 31-350.

SQUARZONI Philippe, *Garduno, en temps de paix*, Albi/France, Les Requins Marteaux, coll. Hors-Collection, 2002.

-, *Torture blanche*, Albi/France, Les Requins Marteaux, coll. Hors-Collection, 2004.

-, *Zapata, en temps de guerre*, Albi/France, Les Requins Marteaux, coll. Hors-Collection, 2003.

STATE INFORMATION SERVICE, *Press in Palestine – The history of Press in Palestine*, West Bank, 1999, http://www.pnic.gov.ps/arabic/culture/culturea.html [consulté le 05/06/2005]

STORPER-PEREZ Danielle, KAUFMAN NUNN Maxime, *Israéliens et Palestiniens, les mille et une voix de la paix*, Paris, Editions du Cerf, 1993.

SULEIMAN Elia, *Intervention divine*, Arte France Cinéma, 2002.

SUSSKIND Yifat, « Editorial », *News From Within*, XI/7, Juillet 1995, p. 2.

-, « The One-Day Closure of *Al-Quds* », *News From Within*, XI/9, septembre 1995, p. 15.

SVENSSON-MCCARTHY A.-L., *Israel and the Occupied Palestinian Territories A study on the implementation of the EU guidelines on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment*, United Against Torture Coalition, december 2007.

T

TAIBO II Paco Ignacio, « El muro y el machete », *Rebeldía*, II/25, noviembre 2004, p. 51-63.

TAMAYO Eduardo, « Las perlas del neoliberalismo. La niñez: el eslabón más débil de la mundialización », *Rebeldía*, I/3, 14 janvier 2003, p. 72-73.

TARACHANSKY Lia, « Israel's Shock Doctrine : interview with Shir Hever and Shlomo Swirski », video, 11/04/2010, http://mrzine.monthlyreview.org/2010/hs110410.html [consulté le 13/09/2010].

TARDI, *C'était la guerre des tranchées. 1914-1918*, Paris, Casterman, 1993.

TEEGEN H., DOH J. P., VANACHI S., « The Importance of nongovernmental organizations (NGOs) in global governance and value creation: an international business research agenda », *Journal of International Business Studies*, 35, 2004, p. 463-483.

TEJEDA, Armando G., « Los policías también violaron a un muchacho : Cristina Valls », *La Jornada*, 10 mai 2006, p. 5

TOTARY Mary (Dr.), « The Palestinian Media Under the Shadow of the Oslo Process », *News From Within*, XXI/5, July/August 2005, p. 42-47.

TORBINER Eran, *Jerusalem 28 % - 72 %. Living Apartheid*, Israel, Alternative Information center, 2003.

-, *Matzpen. Anti-zionist Israelis* (DVD), Israel, Matar Plus, Makor Foundation for Israeli Films, AIC, ATG, 2003.

TOWNSEND Stuart, *Bataille à Seattle. Cinq jours qui ont ébranlé le monde*, Insight Film Studios & Memstar, 2008.

TRAVERSO Enzo, « Memoras de Auschwitz. Del ocultamiento a la conmemoración », *Rebeldía*, III/28, mars 2005, p. 31-33.

TREMENDA KORTE, *Frecuencia Rebelde*, 2004.

TRIO JOUBRAN, *Majâz* (CD), Randana, 2007.

TRIO JOUBRAN, *Randana* (CD), Randana, 2004.

U

UNITED NATIONS, « Israel", *World Media Handbook-1995 edition*, Department of Public Information, United Nations, New York, 1995, p., 143-145.

UNOMASUNO, « Organizan Encuentro Hispano de Video Documental Independiente », *Unomásuno*, 19 février 2006, p. 23.

USHER Graham, « The Politics of Protest », *News From Within*, XVI/3, mars 2000, p. 3-5.

V

VALENZUELA Eduardo. « La Radiodifusión Indigenista: Participación y Transferencia », in *Hacia un Video Indio*, Mexico, ed. INI, 1990, p. 57-60.

VAN DAAL Julius, « Amnésie en temps réel », *CQFD*, hors-série, Marseille, janvier-février 2007, p. 26.

VAN OEYEN V., « Los desafios de la Radio Popular y Comunitaria en América Latina », ERBOL-ALER - Dep. de investigacion, Barranquilla 20 de mayo 2003.

VAN TEEFFELEN Toine, « Observation, Participation and the Practices of Peace », *News From Within*, XVIII/1, p. 18-21.

VARGAS Francisco, *Le violon*, Mexique, Bodega Films, 98 mn, 2006.

VELEZ O., LOPEZ R. A., VILLALPANDO R., MARTICCIA H., MARTINEZ E., « Protestas en QR, Oaxaca, Tabasco y Chihuahua », *La Jornada*, 10 mai 2006, p. 9.

VENTURA Nancy (prod.), MARIÑA Victor, VIVEROS Mario (real.), *Zapatistas. Crónica de una rebelíon* (DVD, 2 vol.), México, Canalseisdejulio, Demos Desarollo de Medios, 2003.

VENTURA Nancy (prod.), *Tlatelolco : las claves de la masacre*, México, Canalseisdejulio, Demos Desarollos de medios, 2005.

VILLA Enrique, « Guerre de l'info à Oaxaca », *CQFD*, hors-série, Marseille, janvier-février 2007, p. 27.

W

WAC (Workers Advice Center), « Educational TV workers continue their struggle », *WAC's e-Report*, 16, December 2006.

WAHBEH Ibrahim, « On the 23rd Congress of the Israeli Communist Party », *News From Within*, XIII/8, août1997, p. 32-34.

WALLERSTEIN Immanuel, (entrevista de Giovanni Proiettis para *Il Manifiesto*, trad. De Carlos Antonio Aguirre Rojas), « La situación de México dentro del sistema-mundo actual », *La Crítica Política*, México D.F., 8 de agosto de 2005, p. 12-14.

-, « Los zapatistas : la segunda etapa » (trad. : Ramón Vera Herrera), *La Jornada*, 19 de junio 2005, p. 12.

WARSCHAWSKI Michel, « The Israeli Peace Camp and the Al-Khader Struggle », *News From Within*, XI/6, Janvier 1995, p. 6.

-, « Editorial », *News From Within*, XI/2, février 1995, p. 2.

-, HONIG-PARNASS, Tikva, « Editorial. Arna Mer-Khamis 1929-1995. A Struggler; A Builder », *News From Within*, XI/3, mars 1995, p. 2, 35.

-, « Matti Peled (1923-1995). General, Peace Activist, Scholar », *News From Within*, XI/4, April 1995, p. 27.

-, « Editorial », *News From Within*, XI/5, May 1995, p. 2.

-, « Ten Years of *News From Within*. The Long March to Israeli-Palestinian Cooperation », *News From Within*, XI/11, November 1995, p. 3-10.

-, « Editorial. Battle for Abu huneim at Turning Point », *News From Within*, XII/1, avril 1996, p. 2.

-, « International Conference on Jerusalem », *News From Within*, XII/4, avril 1996, p. 9.

-, « A chronicle of protest versus a defense of cynism », *News From Within*, XII/7, juillet 1996, p. 34-35.

-, « The rain stops in Kiryat Gat… The power of the market is stronger than the workers of Ofakim and Dimona », *News From Within*, XIII/2, février 1997, p.17.

-, « The mirror cracks: the closure of the Alternative Information Center in 1987 was an attempt to stop the development of a new era in Israeli-Palestinian relations. The way we were », *News From Within*, XIII/4, avril 1997, p.10-13.

WARSCHASWKI, Michel, « The facts without the conclusions. A reply to Dr. Ilan Pappe », *News From Within*, XIII/2, février 1998, p. 35.

-, HONIG-PARNASS Tikva, MUHAREB Mahmoud, « Interview With Professor Edward Said: 'The Focus of the struggle must be on the lands' », *News From Within*, XIII/4, avril 1998, p. 3-11.

-, « Elections '99. A Postmortem », *News From Within*, XV/6, juin 1999, p. 2-4.

-, « Premiers acquis de l'intifada. La gauche israélienne retrouve la parole », *Le Monde Diplomatique*, janvier 2001.

-, « An Interview With Jose Bove », *News From Within*, XVII/ 5, July 2001, p. 26-28.

-, « Toward a Renewal of the Israeli Peace Movement », *News From Within*, XVIII/2, February 2002, p. 10-13.

-, *Sur la frontière*, Pluriel, Hachette Littérature, Stock, 2002.

-, « Porto Alegre in Tel Aviv », *News From Within*, XIX/2, February 2003, p. 15.

-, « The Arab World and the Middle East », *News From Within*, XIX/2, February 2003, p. 25-29.

-, SIBONY Michèle, *A contre-choeur. Les voix dissidentes en Israël*, , Paris, Textuel, La Discorde, 2003.

-, « The Time is Now! For a Joint Palestinian-Israeli Front Against Occupation », *News From Within*, XX/1, January/February 2004, p. 28.

-, « The Hunger to Cross Over », *News From Within*, XX/4, June-July 2004, p. 28.

-, « Letter to my Comrades in the Global Anti-War Coalition », *News From Within*, XX/5, August 2004, p. 10-11.

-, *The Alternative Information Center: 20 Years of Joint Str*uggle, The Alternative Information Center, Latin Patriarchate Press, Jerusalem, 2006.

-, « A Personal Tale of Gaza, Terrorism and the Dominant Media », *News From Within*, XXII/6, July 2006, p. 6.

-, *Programmer le désastre. La politique israélienne à l'oeuvre*, Paris, La fabrique éditions, 2008.

WATKINS Peter, *Media Crisis*, Paris, Col. Savoirs autonomes, , Homnisphères, 2003.

WEBGAZA.NET, « Our People's Profile » http://www.webgaza.net/palestine/people_profiles/index.htm [consulté le 10/09/2010]

WELCH Matt, « Blogworld and its gravity. The New Amateur Journalists Weigh In », *Colombia Journalism Review*, September/October 2003, p. 21-26.

WEXLER Marcelo, « The Social and the Political », *Mitsad Sheni*, October 2002, trad. de l'hébreu in *News From Within*, XVII/7, p. 20-24*. Egalement repris sous le titre "Linking the Social and Political Movements within Israel: A Prerequisite to Peace", in AKAWI Yasser, ANGELONE Gabriel, NESSAN Lisa, *From Communal… op. cit.*, p. 25-31.

WHITAKER Chico, « Forum social mondial : un nouveau bien commun de l'humanité ? », *Mouvements*, 5 mai 2009, http://www.mouvements.info/Forum-social-mondial-un-nouveau.html

WIKIPEDIA, « Liste de médias de l'altermondialisme » http://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_de_m%C3%A9dias_de_l'altermondialisme [consulté le 16/06/2010].

-, « Radio pirate », http://fr.wikipedia.org/wiki/Radio_pirate [consulté le 10/09/07].

-, « Border Blaster », http://en.wikipedia.org/wiki/Border_blaster [consulté le 21/08/06].

-, « Media coverage of the Israeli-Palestinian conflict », http://en.wikipedia.org/wiki/Media_coverage_of_the_Israeli_Palestinian_conflict

-, « Underground Press », http://en.wikipedia.org/wiki/Underground_press [consulté le 16/03/2009].

WILD Nettie, *A Place called Chiapas*, Canada, Canada Wild Productions, 1998.

Y

YAHNI Sergio, « The Second Stage of the Oslo Accords – Economic Exploitation and Apartheid », *News From Within*, XI/4, April 1995, p. 25-26.

-, « Globalization, Resistance and Israel », *News From Within*, XV/2, février 1999, p. 30-32.

-, « The Internal Struggle », *News From Within*, XVIII/3, March 2002, p. 28-31.

-, (dir.), *Globalisation and the Palestinian Struggle*, Jerusalem, Alternative Information Center, col. Occasional Papers, 2002.

-, « The Boycott of Israeli Products: In Search of Global Citizenship », *News From Within*, XIX/1, January 2003, p. 27.

YOUNG Elliott, « RICA : an Open Call to a Discussion », 1996, http://www.oocities.com/capitolhill/3849/rica_pro.html

YUEN E., BURTON ROSE D., KATSIAFICAS G. (Eds.) *Confronting Capitalism: Dispatches from a Global Movement*, New York, Softskull Press, 2004.

Z

ZACATECAS B., « Radio Chan. La voz de los Mayas de Quitana Roo », *Cultura Sur*, México D.F., México, Programa Cultural de las Fronteras del Consejo Nacional para la Cultura y las Artes, VI/31, Mayo-Julio 1994, p. 26-27.

ZEBEDEO Comandante, « Luchar es una cultura », *Rebeldía*, II/15, janvier 2004, p. 51.

ZIBECHI Raúl, « El nuevo imperialismo en América Latina », *Rebeldía*, II/19, mai 2004, p. 15-18.

ZICO, « Palestine - Israël: La cyber-guerre entre pirates des deux camps », *Dabio*, 24 janvier 2009. http://www.dabio.net/Palestine-Israel-La-cyber-guerre-entre-pirates-des-deux-camps_a4539.html

-, *La neutralité impossible. Autobiographie d'un historien et militant*, trad. Frédéric Cotton, Marseille, Agone, 2006.

1-9

10 años EZLN (DVD), Mexico, 2004.

90 Minutes, « Gaza. Dans l'enfer des colonies », Canal +, 6 septembre 2005.

Classement par supports

Les documents du corpus ont été classés en deux catégories principales : les documents imprimés d'un côté, et les ressources électroniques d'un autre. Plusieurs sous-catégories ont été distinguées dans chaque cas.

Support		Catégorie	
Imprimés	1	Monographies	Ouvrages complets et chapitres
	2	Périodiques	Journaux, magazines, revues
	3	Rapports	Rapports ponctuels ou périodiques
	4	BD	Bandes dessinées
	5	Iconographie	Photographies, images, affiches
	6	Divers	Annuaires, manuels, brochures, tracts, etc.
Electroniques	7	Web	Sites ou pages web, articles en ligne, documents téléchargés
	8	Vidéo	DVD et cassettes VHS
	9	Audio	Disques compacts et audiocassettes

Dans chacune des neuf catégories, les documents sont regroupés en trois sous-sections : une section consacrée au réseau militant néozapatiste (RNZ), une section au réseau anti-occupation (RAO), et une section « généralités », qui inclut des documents divers mobilisés dans la recherche (généralités).

Documents imprimés

Monographies

RNZ

AGUITON Christophe, « La grève de l'UNAM à Mexico », in *Le monde nous appartient*, Paris, Plon, 2001, p. 174-177.

CALLEJA Aleida, SOLIS Beatriz, *Con Permiso : La Radio Comunitaria en México*, México, AMARC México, Comunicación Comunitaria A.C., Fundación Friedrich Ebert, AMEDI, CMDPDH, 2005.

CASANOVA Pablo Gonzales, « Les 'escargots' zapatistes », in *Contre-temps, L'Amérique Latine rebelle. Contre l'ordre impérial*, Paris, Textuel, 10, mai 2004, pp. 158-165.

DELL'UMBRIA Alèssi, *Echos du Mexique indien et rebelle*, Paris, Rue des Cascades, 2010.

EDICIONES PIRATA, *El documento incómodo – Artículos-Desmentidos-Respuestas*, San Cristóbal de las Casas, México, enero del 2004.

ESTEVA Gustavo, VALENCIA Rubén, VENEGAS David, *Cuando hasta las piedras se levantan*. Oaxaca, México, 2006, GEMSAL, Universalismo Pequeno, 3, 2008.

ESTEVA Gustavo, *Oaxaca : Mas Alla de la insurección. Crónica de un movimiento de movimientos (2006-2007)*, Oaxaca, Ediciones ¡Basta !, 2009.

FREROT Christine, *Resistencia Visual. Oaxaca 2006*, préf. de Edouard Glissant, Paris, Talmart, 2009.

GRANGE (De la) Bertrand, RICO Maite, *Sous-Commandant Marcos. La géniale imposture*, Paris, Plon/Ifrane, 1998.

GUILLERMOPRIETO Alma, *La guerre des ombres. Les racines de l'insurrection zapatiste au Chiapas*, Paris, Dagorno, 1995.

GUMUCIO-DAGRON Alfonso (dir), « Projet de moyens de communication du Chiapas », *Ondes de choc. Histoires de communication participative pour le changement social*, The Rockefeller Foundation, 2001, p. 299-304.

JOSKOWICZ Alfredo, « Cámaras para Todos? », in Hacia un Video Indio, México, ed. INI, 1990, p. 11-15.

KLEIN Naomi, « La rébellion au Chiapas. Le sous-commandant Marcos et les zapatistes font une révolution qui mise sur les mots davantage que sur les balles - mars 2001 », in *Journal d'une combattante. Nouvelles du front de la mondialisation* (2002), trad. de l'anglais Lori Saint-Martin et Paul Gagné, Paris, Babel, 2005, p. 282-301.

LAPIERRE Georges, *La Commune d'Oaxaca. Chroniques et considérations*, Paris, Rue des Cascades, 2008.

LE BOT Yvon, MARCOS Sous-Commandant, *Le rêve zapatiste*, Paris, Le Seuil, 1997.

LE CLEZIO Jean-Marie, *Le rêve mexicain ou la pensée ininterrompue*, Paris, Gallimard, Folio, 1988.

MARCOS Sous-Commandant, *¡Ya Basta ! Tome 1. Les insurgés zapatistes racontent un an de révolte au Chiapas*, annoté par Maurice Lemoine, trad. de l'espagnol par Anatole Muchnik avec la collaboration de Marina Urquidi, Paris, Dagorno, 1994.

-, *¡Ya Basta ! Tome 2. Vers l'internationale zapatiste*, annoté par Tessa Brisac, trad. de l'espagnol par Anatole Muchnik avec la collaboration d'Alexandra et Eduardo Carrasco, Paris, Dagorno, 1996.

-, *The Other Campain. La Otra Campaña*, Bilingual edition Español & English, San Francisco, Open Media Series, City Lights, 2006.

MICHAEL Guillermo, « Televisión Indígena: Para Qué? » in *Hacia un Video Indio*, México, ed. INI, 1990, p. 39-47.

MITTERAND Danielle, *Ces hommes sont avant tout nos frères*, Paris, Ramsay, col. Droit de l'homme, 1996.

ORNELAS BERNAL Raúl, *L'autonomie, axe de la résistance zapatiste. Du soulèvement armé à la naissance des Caracoles*, Paris, Rue des Cascades, Les Livres de la Jungle, 2007.

RAMONET Ignacio, MARCOS Sous-Commandant, *La dignité rebelle*, Paris, Galilée, coll. L'espace Critique, 2001.

RODRIGUEZ-ARAUJO Octavio, « Les guérillas latino-américaines : ultra-gauchistes ? », in *Gauches et gauchisme de la première Internationale à Porto Alegre (2002)*, trad. de l'espagnol (Mexique), Thomas Delooz, Nantes, L'Atalante, 2004, p. 235-252.

ROSS John, *¡Zapatistas! Making Another World Possible. Chronicles of Resistance 2000-2006*, New York, Nation Books, 2006.

VALENZUELA Eduardo, « La Radiodifusión Indigenista: Participación y Transferencia », *Hacia un Video Indio*, Mexico, ed. INI, 1990, p. 57-60.

RAO

ACHKAR Gilbert, WARSCHAWSKI Michel, *La guerre des 33 jours. La guerre d'Israël contre le Hezbollah au Liban et ses conséquences*, Paris, La Discorde, textuel, 2006.

AKAWI Yasser, ANGELONE Gabriel, NESSAN Lisa, *From Communal Strife to Global Struggle: Justice for the Palestinian People*., Jerusalem, The Alternative Information Center, Latin Patriarchate Printing Press, 2004.

AVRAN Isabelle, *Israël-Palestine : les inventeurs de paix*, Editions de l'Atelier, 2001.

BANKS Russel *et alii*, *Le voyage en Palestine*, France, Climats, 2002.

BERTHIER René, *Israël-Palestine. Mondialisation et micro-nationalismes*, Acratie, 1998.

BISHARA Marwan, *Palestine/Israël : la paix ou l'apartheid*, Sur Le Vif, La Découverte, Paris, 2002.

BOBER Arie, *The Other Israel. The Radical Case Against Zionism*, New York, MacMillan, 1972.

DARWICH Mahmud *Une mémoire pour l'oubli* (1987), traduit de l'arabe (Palestine) par Yves Gonzalez-Quijano et Farouk Mardam-Bey, Paris, Actes Sud, 1994.

EL BATSH M., « La presse palestinienne dans les Territoires occupés », in BROWN K., GABETTA C., EL GHAZALI HARB O., DAVIS TAÏEB H., *Etre journaliste en Méditerranée*, Méditerranéennes, Hors-Série, 1994, p. 73-80.

FENAUX P., « Alternative Information Center (The) », in *Média Résistance, un écho pour les voix discordantes*, Bruxelles. Karthala, 2000.

GILL L., « Antisémitisme : l'intolérable chantage », Bulletin *d'histoire politique*,13/1, 2004, p. 245-248.

HABACHE Georges, *Les révolutionnaires ne meurent jamais. Conversations avec Georges Malbrunot*, Paris, Fayard, 2008.

KIMMERLING Baruch, *Politicide. Les guerres d'Ariel Sharon contre les Palestiniens*, Paris, Agnès Viénot Editions, Moisson Rougé, 2003.

LUYENDIJK Joris, *Des hommes comme les autres. Correspondants au Moyen-Orient*, Bruxelles, Nevicata, 2009.

PONS Jean-Claude, « La création artistique », in SANBAR Elias, HADIDI Subhi, PONS Jean-Claude, *Palestine : l'enjeu culturel*, Paris, Circé, Institut du Monde Arabe, 1997, p. 105-125.

ROSENZWEIG Luc, *Lettre à mes amis propalestiniens*, Paris, éditions de La Martinière, coll. Doc en stock, 2005.

SHAININ J., CAREY R., *The Other Israel. Voices of Refusal and Dissent*, New York, The New Press, 2002.

SIEFFERT Denis, DRAY Joss, *La guerre israélienne de l'information*, Paris, La Découverte, 2002.

SIEFFERT, Denis, *La nouvelle guerre médiatique israélienne*, Paris, La Découverte, 2009.

STORPER-PEREZ Danielle, KAUFMAN NUNN Maxime, *Israéliens et Palestiniens, les mille et une voix de la paix*, Paris, Editions du Cerf, 1993.

WARSCHAWSKI Michel, *Sur la frontière*, Pluriel, Hachette Littérature, Stock, 2002.

-, SIBONY Michèle, *A contre-choeur. Les voix dissidentes en Israël*, Paris, Textuel, La Discorde, 2003.

-, *Programmer le désastre. La politique israélienne à l'oeuvre*, Paris, La fabrique éditions, 2008.

Généralités

ATTAC, *Tout sur ATTAC*, Paris, Mille et une nuits, mai 2000.

-, *Les paradis fiscaux*, Paris, Mille et une nuits, juin 2000.

BELHADDAD Souâd, « Manu Chao et la Mano Negra », in BELHADDAD Souâd, DORDOR Francis, BESSE Marc, CRENEL Christophe, CUESTA Stan, *Rock Altermondialiste : Manu Chao et la Mano Negra, Bob Marley, Noir Désir, The Police et Sting, U2*, Paris, Scali, 2006, p. 9-110.

BEY Hakim, TAZ, *Zone Autonome Temporaire* (1991), 6e édition, Paris, L'Eclat, 2007.

BOURDIEU Pierre, *Contre-feux, tome 1 : Propos pour servir à la résistance contre l'invasion Néo-libérale*, Paris, Liber-Raisons d'agir, 1998.

-, *Contre-feux, tome 2*, Paris, Liber-Raisons d'agir, 2001.

COLLON Michel, *Attention médias ! Les médiamensonges du Golfe : manuel anti-manipulation*, Bruxelles, EPO, 1992.

DEBRAY Régis, *Révolution dans la révolution. Lutte armée et lutte politique en Amérique Latine*, Paris, Maspéro, Cahiers Libres, 98, 1967.

DIXON Keith, *Les évangélistes du marché. Les intellectuels britanniques et le néo-libéralisme*, Paris, Liber, Raisons d'Agir, 1998.

GALEANO Eduardo, *Les veines ouvertes de l'Amérique Latine* (1971), Presse Pocket, Plon, Paris, 1981.

GILLMOR Dan, *We the Media. Grassroots Journalism by the People, for the People*, O'Reilly Media, Inc, USA, 2004.

GUEVARA Ernesto Che, *Souvenirs de la guerre révolutionnaire. Ecrits 1*, Paris, Maspéro, 1967.

GUISNEL Jean, *Libération, la biographie* (1999), Paris, Essais, Poche, La Découverte, 2003.

HALIMI Serge, *Les nouveaux chiens de garde*, Paris, Raisons d'agir, 1997.

-, VIDAL Dominique, *L'opinion, ça se travaille… Les médias et les « guerres justes ». Du Kosovo à l'Afghanistan*, Paris, Liber, Raisons d'agir, 1997.

-, « L'art et la manière d'ignorer la question des médias », in PINTO Eveline (dir.), *Pour une analyse critique des médias*. Le débat public en danger, Paris, Ed. du Croquant, 2007, p. 195-210.

JUNQUA Daniel, La presse, le citoyen et l'argent, Paris, Gallimard, 1999.

KEEN Andrew, *The Cult of the Amateur. How today's Internet is Killing Our Culture and Assaulting Our Economy*, London/Boston, Nicholas Brealey Publishing, 2007.

LACOSTE Yves, *Contre les anti-tiers-mondistes et contre certains tiers-mondistes*, Paris, Cahiers Libres, La Découverte, 1985.

LANGLOIS Andrea, DUBOIS Frédéric, *Médias autonomes. Nourrir la résistance et la dissidence*, Montreal, Lux Editor, 2006.

LATOUCHE Serge, *L'occidentalisation du monde : essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire* (1989), 3 édition, Paris, La Découverte/Poche, 2005.

LENINE, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1916. URL : http://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/vlimperi/vlimp.htm

MANDELA Nelson, *Un long chemin vers la liberté*, Paris, Fayard, 1995.

MICHAELS Walter Benn, *La diversité contre l'égalité*, trad. Frédéric Junqua, Paris, Raisons d'agir, 2009.

MILOVANOFF Christian, « Les voix ordinaires, La Commune de Peter Watkins », Questions d'images. Cinéma-documentaire-photographie, *La pensée de midi*, Actes Sud, hiver 2000, p. 128-133.

NOTES FROM NOWHERE (ed.), *We are everywhere. The irresistible rise of global anticapitalism*, London, New York, Verso, 2003.

ORWELL George, *Hommage à la Catalogne – 1936-1937* (1938), Paris, 10/18, Domaines étrangers 1999.

-, *1984*, Paris, Gallimard, Folio, 1972.

PASSET René, *L'idéologie néolibérale*, Paris, Fayard, 2000.

PAZ Octavio, *El laberinto de la soledad*, edición de Enrico Mario Santí, Sexta edición, Madrid, Cátedra, 2001.

RAMONET Ignacio, CHAO Ramón, WOZNIAK Jacek, *Abécédaire partiel et partial de la mondialisation*, Paris, Plon, 2003.

RUFFIN, François, *Les petits soldats du journalisme*, Paris, Les Arènes, 2003.

SCHNEIDERMANN Daniel, *Du journalisme après Bourdieu*, Paris, Fayard, 1999.

SOLJENITSYNE Alexandre, *L'archipel du Goulag. Tome 1. L'arrestation, 1918-1956*, Paris, Seuil, 1974.

SOLNIT D., SOLNIT R., *The Battle of the Story of the « Battle of Seattle »*, AK Press, 2009.

WATKINS Peter, *Media Crisis*, Paris, Col. Savoirs autonomes, Homnisphères, 2003.

YUEN E., BURTON ROSE D., KATSIAFICAS G. (Eds.) *Confronting Capitalism: Dispatches from a Global Movement*, New York, Softskull Press, 2004.

-, *La neutralité impossible. Autobiographie d'un historien et militant*, trad. Frédéric Cotton, Marseille, Agone, 2006.

Périodiques

RNZ

1995

HEAU-LAMBERT Catherine, RAJCHENBERG Enrique, « 1914-1994 : Dos convenciones en la historia contemporánea de México », *Revista Chiapas*, 1, 1995.

BARTRA Armando, « Origen y claves del sistema finquero del Sonocusco », *Revista Chiapas*, 1, 1995.

1996

SIPAZ, « Trabajo del equipo de Chiapas Noviembre 1995-Mayo 1996 », *S!PAZ Informe*, I/1, San Cristóbal de las Casas, mayo 1996, p. 12.

-, « Trabajo del equipo de SIPAZ-Chiapas Abril-Agosto 1996 », *S!PAZ Informe*, I/2, San Cristóbal de las Casas, septiembre 1996, p. 12.

1997

-, « Actividades del equipo en Chiapas Septiembre 1996-Enero 1997 », *S!PAZ Informe*, II/1, San Cristóbal de las Casas, Enero 1997, p. 12.

-, « Actividades del equipo en Chiapas Septiembre 1996-Enero 1997 », *S!PAZ Informe*, II/1, San Cristóbal de las Casas, Enero 1997, p. 12.

-, « Actividades del equipo Febrero-abril de 1997 », *S!PAZ Informe*, II/ 2, San Cristóbal de las Casas, Abril 1997, p. 12.

1999

SIPAZ INFORME « Actividades del equipo noviembre de 1998- enero de 1999 », *S!PAZ Informe*, IV/ 1, San Cristóbal de las Casas, Febrero de 1999, p. 12.

-, « Actividades del equipo mayo-julio 1999 », *S!PAZ Informe*, IV/ 3, San Cristóbal de las Casas, Agosto 1999, p. 12.

-, « Actividades del equipo noviembre de 1998- enero de 1999 », *S!PAZ Informe*, IV/ 1, San Cristóbal de las Casas, Febrero de 1999, p. 12

-, « Actividades del equipo : febrero de 1999- abril de 1999 », *S!PAZ Informe*, IV/ 2, San Cristóbal de las Casas, Mayo 1999, p. 12.

-, « Actividades del equipo : julio-octubre 1999 », *S!PAZ Informe*, IV/ 4, San Cristóbal de las Casas, Noviembre 1999, p. 12.

2001

COLECTIVO ANARCONDA, *Germinal. Boletín urgente y contrainformativo*, 1, 2e quinzaine de février 2001.

2002

BRIGADAS DE OBSERVACION, « Un día en Emiliano Zapata », *Yorail Maya*, 3, janvier-mars 2002, p. 28.

GUILLOTINA (La), « Editorial », *La Guillotina*, 48, invierno 2002, p. 2.

MORENO CORZO Alejandro, « Globalizar la rebeldía », *La Guillotina*, 48, invierno 2002, p. 48-51.

2003

MARCOS Subcomandante, « Durito y una de trenes y peatones », *Rebeldía*, I/3, janvier 2003, p. 1-2.

ELORRIAGA BERGEGUE Javier, « De negociar con el gobierno o dialogar con la sociedad », *Rebeldía*, I/3, janvier 2003, p. 19-23.

TAMAYO Eduardo, « Las perlas del neoliberalismo. La niñez: el eslabón más débil de la mundialización », *Rebeldía*, I/3, janvier 2003, p. 72-73.

RODRIGUEZ LASCANO Sergio, « La intemperancia del imperio », *Rebeldía*, I/3, janvier 2003, p. 10-17.

MARCOS Subcomandante, « Durito y una de falsas opciones », *Rebeldía*, I/5, mars 2003, p. 1-2.

BERTINOTTI Fausto, « Contra la guerra infinita e indefinida », *Rebeldía*, I/5, mars 2003, p. 29-33.

MARCOS Subcomandante, « Durito y una de paredones », *Rebeldía*, I/13, novembre2003, p. 1-2.

DELGADO LOPEZ Gabriel, « Los muros del poder y los puntes musicales de la rebeldía », *Rebeldía*, I/13, novembre 2003, p. 60-69.

REBELDIA, « Las perlas del neoliberalismo. México : 17 de noviembre de 1983 », *Rebeldía*, I/13, novembre 2003, p. 70-72.

MARCOS Subcomandante, « Durito y una de tráfico vehicular », *Rebeldía*, I/14, décembre 2003, p. 1-2.

ANGUIANO Arturo, « La izquierda mexicana en la guerra fría : descubriedno al enemigo », *Rebeldía*, I/14, décembre 2003, p. 64-70.

REBELDIA « Las perlas del neoliberalismo. El mundo : 17 de noviembre de 1983 », *Rebeldía*, I/14, décembre 2003, p. 71-75.

2004

BORIS, « Encuentros y Desencuentros de los Medios Libres. Se conforma la Red Crítica de Medios Libres », *Revista Autonomía*, 23, Tercer Epoca, enero-febrero de 2004, México D.F., 2004, p. 8.

REBELDIA, « Editorial », *Rebeldía*, II/15, janvier 2004, p. 1-2.

RODRIGUEZ LASCANO Sergio, « Eurocentrismo y tercermundismo : Amigos enemigos », *Rebeldía*, II/15, janvier 2004, p. 41-46.

ZEBEDEO Comandante, « Luchar es una cultura », *Rebeldía*, II/15, janvier 2004, p. 51.

REBELDIA, « Las perlas del neoliberalismo. ¡Stop! AND sospechoso ¡Warning! », *Rebeldía*, II/15, janvier 2004, p. 70-72.

REBELDIA, « Editorial », *Rebeldía*, II/16, février 2004, p. 1-2.

RODRIGUEZ LASCANO Sergio, « Algunas tendencias del neoliberalismo », *Rebeldía*, II/16, février 2004, p. 18-24.

PENA MARTINEZ (De La) Luis, « La voz alzada : la rebelión discursiva del zapatismo », *Rebeldía*, II/16, février 2004, p. 25-31.

REBELDIA, « Las perlas del neoliberalismo. Haití: dos caras en la intervención », *Rebeldía*, II/16, février 2004, p. 57-60.

REBELDIA, « Editorial. Las dos historias », *Rebeldía*, II/17, mars 2004, p. 1-2.

LOPEZ MONJARDIN Adriana, « Los focos y las redes : zapatismo intercontinental ? », *Rebeldía*, II/17, mars 2004, p. 10-16.

ANALCO MARTINEZ Aída, « Fanzines : el papel de la resistencia », *Rebeldía*, II/17, mars 2004, p. 56-64.

REBELDIA, « Editorial. Podredumbre moral », *Rebeldía*, II/18, avril 2004, p. 1-2.

JARDON Raúl, « Huelgas y organización estudiantil en la UNAM en los años 60 y 70 », *Rebeldía*, II/18, avril 2004, p. 55-64.

ALI Tarik (entrevistado por Erik Ruder del *Socialist Worker*), « Irak resiste », *Rebeldía*, II/18, avril 2004, p. 16-21.

REBELDIA, « Las perlas del neoliberalismo. Corrupción global », *Rebeldía*, II/18, avril 2004, p. 65-68.

REBELDIA, « Editorial. Fox o las cenizas de la revolución mexicana », *Rebeldía*, II/19, mai 2004, p. 1-2.

ZIBECHI Raúl, « El nuevo imperialismo en América Latina », *Rebeldía*, II/19, mai 2004, p. 15-18.

JARDON BARBOLLA Lev, « Las ciencias en la época del cinismo : apuntes sobre las consecuencias del neoliberalismo », *Rebeldía*, II/19, mai 2004, p. 19-35.

REBELDIA, « Las perlas del neoliberalismo. Crisis del glamour I », *Rebeldía*, II/19, avril 2004, p. 63-68.

REBELDIA, « Editorial. Nos nos pueden quitar lo que somos », *Rebeldía*, II/21-22, juillet-août 2004, p. 1-2.

REBELDIA, « El Alicia y sus resistentes. Una plática con Ignaio Pineda », *Rebeldía*, II/21-22, juillet-août 2004, p. 65-73.

REBELDIA, « Las perlas del neoliberalismo. Opera bufa (15 min.) », *Rebeldía*, II/21-22, juillet-août 2004, p. 81-84.

REBELDIA, « Editorial. Dos Méxicos, dos proyectos de país », *Rebeldía*, II/24, octobre 2004, p. 1-2.

LOPEZ MONJARDIN Adriana "La juntas de Buen Gobierno en guerra contra la guerra, *Rebeldía*, II/24, octobre 2004, p. 16-21.

MUNOZ RAMIREZ, « Radio Insurgente: La voz de los sin voz », *Rebeldía*, II/24, octobre 2004, p. 29-34.

MORO Braulio, « Los intereses de las transnationales europeas en América Latina », *Rebeldía*, II/24, octobre 2004, p. 42-53.

REBELDIA, « Las perlas del neoliberalismo. Los indeseables », *Rebeldía*, II/24, octobre 2004, p. 72-76.

REBELDIA, « Editorial. El año tres de una pasión », *Rebeldía*, II/25, noviembre 2004, p. 1-2.

MARCOS Subcomandante, « El ridículo en horario triple A. El nada discreto encanto de políticos y (algunos) medios », *Rebeldía*, II/25, noviembre 2004, p. 5-9.

TAIBO II Paco Ignacio, « El muro y el machete », *Rebeldía*, II/25, noviembre 2004, p. 51-63.

REBELDIA, « Las perlas del neoliberalismo. La *democracy* puesta en escena », *Rebeldía*, II/25, noviembre 2004, p. 68-72.

REBELDIA, « Editorial. La 'justicia' y el rencor », *Rebeldía*, II/26, diciembre 2004, p. 1-2.

MARCOS Subcomandante, « Homenaje a Don Manuel Vásquez Montalbán », *Rebeldía*, II/26, diciembre 2004, p. 56-60.

SIPAZ INFORME, « Desobediencia al pago de la luz : Lucha Social contra la privatización – Enfoque », *S!PAZ Informe*, IX/4, San Cristóbal de las Casas, diciembre 2004, p. 6-9.

2005

REBELDIA, « Editorial. El año 12 », *Rebeldía*, III/27, février 2005, p. 1-2.

SIPAZ INFORME, « El Camino del Caracol hacia la Autonomía – Enfoque », *S!PAZ Informe*, X/1, San Cristóbal de las Casas, marzo 2005, p. 6-9.

-, « V° Foro Social Mundial ¿Turismo político o construcción real de alternativas? », *S!PAZ Informe*, X/1, San Cristóbal de las Casas, marzo 2005, p. 10-11.

-, « Actividades de S!PAZ Enero-Marzo 2005 », *S!PAZ Informe*, X/1, San Cristóbal de las Casas, marzo 2005, p. 12.

REBELDIA, « La ilegitimidad del poder », *Rebeldía*, III/28, mars 2005, p.2-3.

TRAVERSO Enzo, « Memoras de Auschwitz. Del ocultamiento a la conmemoración », *Rebeldía*, III/28, mars 2005, p. 31-33.

JARDON Raúl, « Simiente Roja. Los comunistas y el movimiento campesino », *Rebeldía*, III/28, mars 2005, p. 37-47.

MUNOZ RAMIREZ Gloria, « El Fuego y la Palabra en Europa », *Rebeldía*, III/28, mars 2005, p. 60-66.

REBELDIA, « Las perlas del neoliberalismo. Desinformación S.A.: Líderes de opinión », *Rebeldía*, III/28, mars 2005, p. 67-70.

REBELDIA, « Editorial. Cambiar de canal », *Rebeldía*, III/29, avril 2005, p. 1-2.

-, « Cómo leer la televisión zapatista : claves para el presente », *Rebeldía*, III/29, avril 2005, p. 9.

AGUILAR Jesús, « Medios de comunicación y oligopolios : la construcción de la agenda del poder », *Rebeldía*, III/29, avril 2005, p. 10-14.

COLECTIVO SIN ACERAS, « Los medios alternativos y la agenda de abajo », *Rebeldía*, III/29, 23 avril 2005, p. 22-27.

ELORRIAGA Javier, « La televisión zapatista y el realiti », *Rebeldía*, III/29, avril 2005, p. 28-32.

MUNOZ RAMIREZ Gloria, « El Fuego y la Palabra en Europa », *Rebeldía*, III/29, avril 2005, p. 45-51.

REBELDIA, « Las perlas del neoliberalismo. El crimen político y la Procuración de los Suicidios », *Rebeldía*, III/29, avril 2005, p. 66-68.

-, « S!Paz – Servicio Internacional para la Paz », *S!PAZ Informe,* X/2, julio 2005, p. 2.

-, « Actividades de S!paz Abril-Junio 2005 », *S!PAZ Informe,* X/2, julio 2005, p. 12.

-, « Actividades de S!paz Julio-Septiembre 2005 », *S!PAZ Informe,* X/3, octubre 2005, p. 12.

CUMBRE DE LOS PUEBLOS INDIGENAS, « Declaración de la II Cumbre de los Pueblos Indígenas de las Américas – 27, 28 y 29 de octubre de 2005 », *Yorail Maya*, octobre-novembre 2005, p. 18-19.

2006

SIPAZ INFORME, « Actividades de S!paz de Octubre de 2005 al 15 de Enero de 2006 », *S!PAZ Informe,* XI/1, Enero 2006, p. 12.

INICIATIVA MEXICANA CONTRA LA GUERRA. NO EN NUESTRO NOMBRE, « Para la comisión Sexta del EZLN », *Las Otras Voces. Noticias de la Otra Campaña*, 25 janvier 2006, p. 4.

REBELDIA, « Censuran Radio Insurgente. Las razones : salarios y fraude », *Rebeldía*, 44/3, 28 juillet 2006, p. 17-20.

Autres articles

AMADOR Roberto Gonzales, « A contracorriente global, la reforma provocará una mayor concentración », *La Jornada*, 29 mars 2006, p. 10.

ARANDA Jesus, « Legal, el decomiso de 'bienes e inmuebles' a radiodifusoras que operen sin permiso », *La Jornada*, 30 mars 2006, p. 6.

ASCENCIO Octavio, Vélez, « Piden revocar mandato al edil de Huilotepec », *La Jornada*, 30 mars 2006, p. 47.

AVILES Karina, « Radio Educación suspende programación habitual, en protesta contra la reforma », *La Jornada*, 30 mars 2006, p. 9.

BALBOA Juan, « Anuncia Gonzáles Casanova Zapatismo para principiantes », *La Jornada*, 30 mars 2006, p. 20.

BECERRIL,Andrea, « Sin chistar, 11 senadores favorecen a televisoras », *La Jornada*, 29 mars 2006, p. 3.

-, BALLINAS Victor, GARDUNO Roberto, « Madrazo y dueños de medios electrónicos pactaron en 2005 », *La Jornada*, 29 mars 2006, p. 5.

-, « Protegidos, monopolios y concesionarios de televisión – Radios comunitarias verán limitado su crecimiento », *La Jornada*, 29 mars 2006, p. 7.

-, « La consulta pública rechazó en febrero la reforma a la ley de radio y televisión », *La Jornada*, 30 mars 2006, p. 3.

-, « Necesario, integrar un frente ciudadano contra la Ley Televisa, asegura Corral », *La Jornada*, 23 avril 2006, p. 10.

-, « Marginan a opositores de la Ley Televisa al instalar la Permanente en el Senado », *La Jornada*, 29 avril 2006, p. 22.

BELLINGHAUSEN Hermann, « Deviene antro de Tlaxcala en punto de encuentro de medios alternativos », *La Jornada*, Lunes 20 de febrero de 2006.

CARRERO José, « La presse : corruption et liberté », *Le Monde Diplomatique*, juin 1980.

CASTELLS TALENS Antoni, « Indigenous radio in Mexico: one voice of the Maya of Yucatan », *Latinamericanist*, December 1993.

-, « La Voz de los Mayas mantiene vigente la cultura autoctona », *Diario de Yucatan*, diciembre 1997.

-, « Radiodifusion en maya. Quince anos », *Diario de Yucatan*, diciembre 1997.

DAVILA Israel, ZARAGOZA Leon, « Se define hoy situación de 185 detenidos », *La Jornada*, 10 mai 2006, p. 8.

ENCRE NOIRE (L'), « Dossier : Mexique Libertaire ! », 3, Rennes-Caen, décembre 2008.

FRASER Colin, « México: Video Rural ». *Chasqui*, 33, 1990, p. 78-81.

GALAN José, « Estudiantes desaparecidos », *La Jornada*, 10 mai 2006, p. 8.

GARDUNO Roberto, BALLINAS Victor, « Durgen dudas e inconformidades entre panistas por la ley de radio y televisión », *La Jornada*, 29 mars 2006, p. 5.

GARDUNO Roberto, « Depende del PRI atacar el poder de las televisoras con cambios a la ley de tv », *La Jornada*, 29 avril 2006, p. 21.

GOODING Susan, « Zapatistas, Chiapas Media Project, and Paco Vasquez", *News From Indian Country*, XIX/23, novembre 2005.

GRANGE (De la) Bertrand, « 'La guerre risque de durer longtemps' nous déclare un dirigeant zapatiste », *Le Monde*, mardi 18 janvier 1994, p 28.

HALKIN Alexandra, « Fuera de la óptica Indígena : Zapatistas y Videístas Autónomos » *Revista Chilena de Antropologia Visual*, 7, Santiago, junio 2006, p.71-92.

LAVOU Victorien, « Pourquoi la révolte au Chiapas ? », *Le Monde Diplomatique*, février 1994, p. 16-17.

LE BOT Yvon, SOLIS René, « La thèse d'une 'géniale imposture' du sous-commandant Marcos est pour le moins sommaire. Le zapatisme et les revenus-de-tout », *Libération*, 13 mars 1998.

LEMOINE Maurice, « Zapata, Guevara, Allende… San Carlos », *Le Monde Diplomatique*, mai 1998, p. 13.

LEYVA Ezequiel, « Paran 15 mil profesores en demanda de más recursos para educación indígena », *La Jornada*, 29 mars 2006, p. 44.

LOPEZ Julio Hernández, « Regalo con pipa », *La Jornada*, 10 mai 2006, p. 4.

MARCOS Subcomandante, communiqué du 2 mars 2006, reproduit in « Llama el EZLN a cancelar cuentas en HSBC », *La Jornada*, 3 mars 2006, p. 26.

MARTINEZ Fabiola, « Se doblegó Vicente Fox y con su firma consolidó el duapolio de las televisoras », *La Jornada*, 12 avril 2006, p. 3.

-, « Madrazo no quiere enemistades con los medios: Moreno Peña », *La Jornada*, 29 avril 2006, p. 21.4MUNOZ, Alma E., « Protestas contra la telecracia », *La Jornada*, 29 mars 2006, p. 10.

-, « Critica ONU a Fox por impulsar reformas a la ley de radio y tv », *La Jornada*, 30 mars 2006, p. 7.

-, SOLANO Laura Poy, « Los medios públicos, en riesgo de desaparecer, advierten especialistas », *La Jornada*, 30 mars 2006, p. 8.

-, « El INM cayó en una mentira tras otra para deportar a Valentina Palma : Novaro », *La Jornada*, 10 mai 2006, p. 6

ORTELLA FRANCISCO Juan Carlos, « Difusión de las culturas indígenas en los medios de comunicación », *Jabil Ame 1997*, San Cristóbal de las Casas, 1998, p. 93-97.

-, « Taller de guionismo y producción radiofónica: Una experiencia de los radioproductores indios », *Jabil Ame 1998*, San Cristóbal de las Casas, México, 1999, p. 133-146.

PEREZ PEREZ L., « La radio : experiencia de los comunicadores indígenas », *Jabil Ame 1997*, San Cristóbal de las Casas, 1998, p. 98-99.

POY SOLANO Laura, « Sin denuncias no podremos hacer nada, advierte la fiscal Pérez Duarte », *La Jornada*, 10 mai 2006, p. 5.

-, OLIVARES Emir, « Las mujeres, botín de guerra que los de arriba prometieron a policías : Marcos », *La Jornada*, 13 mai 2006, p. 5.

RAMOS Víctor M., « La radio comunitaria frente a los grupos de poder », *Razón y Palabra*, México, 15 novembre 2007.

RUIZ José Luiz, « Ofrecen diálogo a 'Globalifóbicos' », *El Universal*, 27 février 2001, p. 10.

SERVICIO INFORMATIVO AL PUEBLO INDIGENA, Folleto n° 77, 78, 81, 83, 89, 90, 91, 94, 95, 98, 100, Melel Xojobal, San Cristóbal de las Casas, Chiapas, México, n° 8 septembre 2003-16 octobre 2004, 8 p., 138x213 mm, N&B.

TEJEDA Armando G., « Los policías también violaron a un muchacho : Cristina Valls », *La Jornada*, 10 mai 2006, p. 5.

UNOMASUNO, « organizan Encuentro Hispano de Video Documental Independiente », *Unomásuno*, 19/02/2006, p. 23.

VAN DAAL Julius, « Amnésie en temps réel », *CQFD*, hors-série, Marseille, janvier-février 2007, p. 26.

VELEZ, O., LOPEZ R. A., VILLALPANDO R., MARTICCIA H., MARTINEZ, E., « Protestas en QR, Oaxaca, Tabasco y Chihuahua », *La Jornada*, 10 mai 2006, p. 9.

VILLA Enrique, « Guerre de l'info à Oaxaca », *CQFD*, hors-série, Marseille, janvier-février 2007, p. 27.

WALLERSTEIN Immanuel, « Los zapatistas : la segunda etapa » (trad. : Ramón Vera Herrera), *La Jornada*, 19 de junio 2005, p. 12.

-, (entrevista de Giovanni Proiettis para *Il Manifiesto*, trad. De Carlos Antonio Aguirre Rojas), « La situación de México dentro del sistema-mundo actual », *La Crítica Política*, México D.F., 8 de agosto de 2005, p. 12-14.

ZACATECAS B., « Radio Chan. La voz de los Mayas de Quitana Roo », *Cultura Sur*, México D.F., México, Programa Cultural de las Fronteras del Consejo Nacional para la Cultura y las Artes, año VI, vol. VI, n° 31, Mayo-Julio 1994, p. 26-27.

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « Censorship », *News from Within*, I/4, 8 octobre 1985, p. 3.

-, « Settler Newspaper Closed », *News from Within*, I/8, 15 novembre 1985, p. 2-3.

-, « Anti-Press Law », *News from Within*, n. II-1, 7 janvier 1986 p. 3.

RAO

1994

SALEM, Walid, « The Anti-Normalization Discourse in the Context of Israeli-Palestinian Peace-Building », *Kan'an Magazine*, 56, sept. 1994, p. 15-20.

1995

-, « Editorial », *News From Within*, XI/1, janvier 1995, p. 2.

WARSCHAWSKI Michel, « The Israeli Peace Camp and the Al-Khader Struggle », *News From Within*, XI/1, janvier 1995, p. 6.

RAZ-KRATOTZKI Amnon, « Paralysis in the Left. Roundtable discussion Amongst the Radical Left in Israel », *News From Within*, XI/1, janvier 1995, p. 7-16.

PROMINENT MEMBERS OF THE PNC-FATAH, THE POPULAR FRONT, AND INDEPENDENTS, « A Call for National and Democratic Struggle by the Entire Palestinian People », *News from Within*, XI/, janvier 1995, p. 31-32.

WARSCHAWSKI Michel, « Editorial », *News From Within*, XI/2, février 1995, p. 2.

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « Staff member Nathan Krystall Imprisoned for Refusing to Enslit in the IDF », *News From Within*, XI/2, février 1995, p. 21.

-, « Sergio Yahni, AIC Staff Member, in Military Prison », *News From Within*, XI/2, février 1995, p. 35.

WARSCHAWSKI Michel, HONIG-PARNASS Tikva, « Editorial. Arna Mer-Khamis 1929-1995. A Struggler; A Builder », *News From Within*, XI/3, mars 1995, p. 2, 35.

SALEM Walid, « The Palestinian Left and the Elections », *News From Within*, XI/3, mars 1995, p. 18-21.

BICHLER Shimshon, NITZAN Jonathan, « The New World Order and Its Old-New Instruments. Prospects for Israeli Society », *News From Within*, XI/3, mars 1995, p. 29-32.

HONIG-PARNASS Tikva, « Editorial », *News From Within*, XI/4, avril 1995, p. 2.

YAHNI Sergio, « The Second Stage of the Oslo Accords – Economic Exploitation and Apartheid », *News From Within*, XI/4, April 1995, p. 25-26.

WARSCHAWSKI Michel, « Matti Peled (1923-1995). General, Peace Activist, Scholar », *News From Within*, XI/4, April 1995, p. 27.

-, « Editorial », *News From Within*, XI/5, May 1995, p. 2 .

SAMARA Adel, « The Palestinian Left: From Leninist to NGO-Style Organizations », *News From Within*, XI/5, May 1995, p. 13-16.

SUSSKIND Yifat, « Editorial », *News From Within*, XI/7, Juillet 1995, p. 2.

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « Director of AIC Participates in Symposium on the Question of Palestine », *News From Within*, XI/7, juillet 1995, p. 9.

HONIG-PARNASS Tikva, « Editorial », *News From Within*, XI/8, août 1995, p. 2 .

SUSSKIND Yifat, « The One-Day Closure of *Al-Quds* », *News From Within*, XI/9, septembre 1995, p. 15.

BICHLERShimshon, NITZAN, Jonathan, « The Great U-Turn. Restructuring in Israel and South Africa », *News From Within*, XI/9, septembre 1995, p. 29-32.

HONIG-PARNASS Tikva, « Editorial », *News From Within*, XI/10, octobre 1995, p. 2.

SAMARA Adel, « The World Bank's Policy in the Palestinian Self-Rule Areas. Economic Restructuring and Peoples 'Re-Education' », *News From Within*, XI/10, Octobre 1995, p. 14-18.

FALOUJI Imad, « Al-Watan Newspaper. A Test for Palestinian Democracy », *News From Within*, XI/10, octobre 1995, p. 22.

WARSCHAWSKI, Michel, « Ten Years of *News From Within*. The Long March to Israeli-Palestinian Cooperation », *News From Within*, XI/11, November 1995, p. 3-10.

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « Editor of Al-Watan Arrested », *News From Within*, XI/12, Décembre 1995, p. 15.

1996

-, « Editorial », *News From Within*, XII/1, Janvier 1996, p. 2.

SAMARA Adel, « Palestinian Participation in Barcelona Conference. Liberalization of Trade is not a Palestinian Priority », *News From Within*, XII/1, janvier 1996, p. 9-11.

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « Repression of Freedom of Information by the PA », *News From Within*, XII/1, janvier 1996, p. 35.

SHULDINER Zvi, « 'Once Again, Butter Traded In for Cream'. An Analysis of Israel's 1996 State Budget », *News From Within*, XII/2, février 1996, p. 24-26.

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « Editorial. Burn the Haystack! », *News From Within*, XII/3, mars 1996, p. 2.

ABDEL JAWAD Saleh, « The Writing on the Wall: Hatred and Animosity. A Study of the Graffiti of the Israeli Extreme Right », *News From Within*, XII/3, mars 1996, p. 24-28.

WARSCHAWSKI Michael, « Editorial. Battle for Abu Huneim at Turning Point », *News From Within*, XII/1, avril 1996, p. 2

-, « International Conference on Jerusalem », *News From Within*, XII/4, avril 1996, p. 9.

HEBRON SOLIDARITY COMMITTEE, « Editorial. Open Hebron University Now! », *News From Within*, XII/5, mai 1996, p. 2, 35.

NISSEN Sos, « Anything but Workers in the Palestinian Trade Unions », *News From Within*, XII/5, mai 1996, p. 26-29.

HONIG-PARNASS Tikva, « Editoral », *News From Within*, XII/6, juin 1996, p. 2.

BYRNE Aisling, « Hammered from both sides. The 'failures' of the Paris Economic Agreements and the PA's economic strategy », *News From Within*, XII/6, juin 1996, p. 26-30.

JARADAT GASSNER Ingrid, « Editorial. Rights of Palestinian Jerusalemites Becoming Forfeit », *News From Within*, XII/7, juillet 1996, p. 2.

WARSCHAWSKI Michael, « A chronicle of protest versus a defense of cynism », *News From Within*, XII/7, juillet 1996, p. 34-35.

LORWIN Yochanan, « Breaking through denial. Book Review: *Denial and Acknowledgment: the Impact of Information About Human Rights Violations*, by Dr Stanley Cohen, 1995", *News From Within*, XII/8, août1996, p. 29.

SAID Edward, « He won't gag me », *News From Within*, XII/9, septembre1996, p. 4-5.

SAMARA Adel « Palestinian Resistance far from Depleted », *News From Within*, XII/10, novembre 1996, p. 2-3.

1997

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « Amnesty International: End PA human rights abuses », *News From Within*, XIII/1, janvier 1997, p. 16.

SAMARA Adel, « The Imperialist Market in the Arab Homeland », *News From Within*, XIII/1, janvier 1997, p. 17-19.

JAD Islah, « A victory for the youth movement », *News From Within*, XIII/2, février 1997, p. 9-12.

MAKHUL Amir, « 'National Service' for Arabs in the Jewish State? », *News From Within*, XIII/2, février 1997, p. 16.

WARSCHASWKI Michel, « The rain stops in Kiryat Gat… The power of the market is stronger than the workers of Ofakim and Dimona », *News From Within*, XIII/2, février 1997, p. 17.

SAMARA Adel, « The Palestinian National Movement: no strategy for the land », *News From Within*, XIII/2, février 1997, p. 26-27.

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « PA economy: monopolies and dependence », *News From Within*, XIII/3, mars 1997, p. 18-19.

WARSCHASWKI Michel, « The mirror cracks: the closure of the Alternative Information Center in 1987 was an attempt to stop the development of a new era in Israeli-Palestinian relations. The way we were », *News From Within*, XIII/4, avril 1997, p.10-13.

COHEN Ran, « Book Review. Lishot me'hayam shel Aza [To drink Gaza water], by Amira Hass, 1996 », *News From Within*, XIII/4, avril1997, p.34-35.

SAMARA Adel, « Another day for an absent class », *News From Within*, XIII/5, mai 1997, p. 2-5.

LORWIN Yochanan, « Israeli students demonstrate against racist textbook », *News From Within*, XIII/5, mai 1997, p. 12.

HONIG-PARNASS Tikva, « Editorial », *News From Within*, XIII/6, juin 1997, p. 2.

CHOMSKY Noam, « The role of the Middle East 'peace process' in United States global strategy », *News From Within*, XIII/6, juin1997, p. 3-12.

AMINOV Eli, « Freedom of expression, freedom of the press and the Israeli High Court », *News From Within*, XIII/7, juillet 1997, p. 18-22.

WAHBEH, Ibrahim, « On the 23rd Congress of the Israeli Communist Party », *News From Within*, XIII/8, août 1997, p. 32-34.

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « Gush Shalom launches consumer boycott campaign against setllement products », *News From Within*, XIII/10, octobre 1997, p. 6.

KRATT Haike, « Palestinian Independant Television & Radio Stations », *News From Within*, XIII/10, October 1997, p. 30-31.

NIMER Ahmed, « From mobilizers to service providers – NGOs and the Left in Palestine », *News From Within*, XIII/11, décembre 1997, p. 44-47.

1998

BYRNE Aisling, « The Playground of the Western World: the Political Economy of 'bantustanization' », *News From Within*, XIII/1, janvier 1998, p. 21-23.

DASSOUQI Maher, « The Palestinian Consumers' Protection Committee – A grassroots initiative », *News From Within*, XIII/2, février 1998, p.19-20.

WARSCHASWKI Michel, "The facts without the conclusions. A reply to Dr. Ilan Pappe », *News From Within*, XIII/2, février 1998, p. 35.

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « Media coverage of Demonstrations Fails to Adress the Issues », *News From Within*, XIII/3, mars 1998, p. 8.

PAPPE Ilan, GRESH Alain, « 48 partition: Replies to Michael Warschawski », *News From Within*, XIII/3, mars 1998, p. 35

WARSCHASWKI Michel, HONIG-PARNASS Tikva, MUHAREB Mahmoud, « Interview With Professor Edward Said: 'The Focus of the struggle must be on the lands' », *News From Within*, XIII/4, avril 1998, p. 3-11.

GOVER Yerach, « 48 partition: A Reply to Dr. Ilan Pappe », *News From Within*, XIII/4, avril 1998, p. 35.

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « AIC on the Net. Aic.netgate.net », *News From Within*, XIII/5, mai 1998, p. 21.

MURRAY Nancy, « Rebuilding Activism in the International Community », *News From Within*, XIII/5, mai 1998, p. 33-35.

PAPPE Ilan, « Response », *News From Within*, XIII/5, mai 1998, p. 35.

EID Haidar, « Towards an International Anti-Zionist Campaign », *News From Within*, XIII/7, août 1998, p. 33.

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « International Campaigners to Free Vanunu Protest in Israel », *News From Within*, XIII/9, octobre 1998, p. 7.

NASSAR Majed, « Palestinian NGOs: Prospects in the Post-Oslo Era (part I) », *News From Within*, XIII/10, novembre 1998, p. 11-14.

PERRY Yoram, « Virtual Politics and Democratic Israel in the Era of telepopulism », *News From Within*, XIII/10, novembre 1998, p. 34-35.

NASSAR Majed, « Palestinian NGOs: Prospects in the Post-Oslo Era (part II) »", *News From Within*, XIII/11, décembre 1998, p. 28-30.

1999

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « Report: Israeli Violates International Human Rights Standards », *News From Within*, XV/1, janvier 1999, p. 17.

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « Amnesty International: Wye Accord Sacrifices Civil Rights », *News From Within*, XV/1, janvier 1999, p. 30.

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « Editorial », *News From Within*, XV/2, février1999, p. 2.

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « AIC Press Release », *News From Within*, XV/2, février 1999, p. 3.

HASS Amira, « They Shared a Dream », *News From Within*, XV/2, février 1999, p. 4-5.

HONIG PARNAS, Tikva, « Yohanan Lorwin 1953-1999 », *News From Within*, XV/2, février 1999, p. 6.

KRYSTAL Nathan, « Dear Yochanan », *News From Within*, XV/2, février 1999, p. 7.

IBRAHIM Nassar, « Elias Jeraiseh (Abu 'Ahed) 1961-1999 », *News From Within*, XV/2, février 1999, p. 8.

BAUMAN Shlomit, « Inbal Perelson 1960-1999 », *News From Within*, XV/2, février 1999, p. 9.

YAHNI Sergio, « Globalization, Resistance and Israel », *News From Within*, XV/2, février 1999, p. 30-32.

KELLER Adam, « Letter to the Editor », *News From Within*, XV/2, février 1999, p. 35.

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « Nayef Hawatmeh Expelled from the Rejections Front in Damascus », *News From Within*, XV/3, mars 1999, p. 21.

MAKHOUL Amir, « Israeli and Palestinian Human Rights Organizations: Partnership or Domination? », *News From Within*, XV/3, mars 1999, p. 22-23.

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « JMCC Poll: Palestinians on Politics », *News From Within*, XV/5, mai 1999, p. 5.

NASSAR Majed, « The Palestinian Economy: Consequences of the Oslo Charade », *News From Within*, XV/5, mai 1999, p. 28-31.

WARSCHAWSKI Michel, « Elections '99. A Postmortem », *News From Within*, XV/6, juin 1999, p. 2-4.

HONIG PARNAS Tikva, « A Tamed in Barak's Government. The Ashkenazi Zionist version of paving the way to Globalization », *News From Within*, XV/7, juillet 1999, p. 3-8.

BADIL Friends Forum, « The Peace of the Brave Will Include the Right of Return », *News From Within*, XV/8, août 1999, p. 10.

LEIBNER Ricardo, « NDA/'Tajamu'. A Message of Despair », *News From Within*, XV/8, août 1999, p. 28-30.

HALPER Jeff, « Dismantling The Matrix of Control », *News From Within*, XV/9, octobre 1999, p. 38-39.

BADIL Resource Center, « Bantustan 2000. Bethleem Approaches The Millennium », *News From Within*, XV/10, novembre 1999, p. 10-11.

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « Editorial », *News From Within*, XV/11, Décembre 1999, p. 2-4.

HADDAD Toufic, « Ibda'. Building Tomorrow's Revolution Today », *News From Within*, XV/11, Décembre 1999, p. 23-27.

2000

HADDAD Toufic, « An Interview With Abdul Jawwad Saleh. 'I believe this to be the beginning of a new movement for change », *News From Within*, XVI/1, janvier 2000, p. 8-12.

SHOHAT Orit, « Who Decides Who's Jewish ? », *News From Within*, XVI/1, janvier 2000, p. 27.

KRIZM George, « Palestinian Media Markets Israeli Goods », *News From Within*, XVI/2, février 2000, p. 11-12.

JABER Ahmed, « A Different History? », *News From Within*, XVI/2, février 2000, p. 25-29.

USHER Graham, « The Politics of Protest », *News From Within*, XVI/3, mars 2000, p. 3-5.

DAVIDI Efraim, « The Palestinian Authority's World-Wide Innovation: Pre-State Privatization », *News From Within*, XVI/3, mars 2000, p. 31-33.

RAZ-KRAKOTZKIN Amnon, « Don't Teach Mahmoud Darwish », *News From Within*, XVI/4, avril 2000, p. 30-32.

SPIRO Gideon, « The Association for Civil Rights in Israel (ACRI). Ideological and Structural Limitations », *News From Within*, XVI/6, juin 2000, p. 31-35.

NASSAR Maha, WARSCHAWSKI Michael, « Changes in the AIC and News From Within », *News from Within*, XVI/7, September 2000, p. 3-4.

AIC, « Israel Over Palestine: Are we Headed for Apartheid », *News from Within*, XVI/ 7, September 2000, p. 23.

CHOMSKY Noam, « Peace Prospects », *News from Within*, XVI/ 7, September 2000, p. 15-17.

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « Israel Over Palestine: Are we Headed for Apartheid », *News from Within*, XVI/ 7, September 2000, p. 23.

HALPER Jeff, « Intifada or Ingratitude ? », *News from Within*, XVI/ 8, November 2000, p. 2.

2001

HALPER Jeff, IBRAHIM Nassar, « From the editors », *News From Within*, XVII/23, March 2001, p. 2.

ARMON Rony, « From Seattle to Tel Aviv », *News From Within*, vol. XVII, n° 2, march 2001, p. 25-28.

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « What is '*Can*'? », *News From Within*, XVII/2, March 2001, p. 28.

HALPER Jeff, IBRAHIM Nassar, « From the editors », *News From Within*, XVII/ 3, April 2001, p. 2.

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER ET AL., « A Just Peace: The Only Way Out A Joint Palestinian-Israeli Appeal To The International Community », *News From Within*, XVII/4, May 2001, p. 18.

IBRAHIM Nassar, JABER Farid, « The Socio-Political Dimension of the Palestinian Intifada », *News From Within*, XVII/4, May 2001, p. 14-17.

LEVENKRON Naomi, « Trade In Women, Who Cares ? », *Can*, May 2001, p. 8-9, traduit de l'hébreu et reproduit in *News From Within*,XVII/4, May 2001, p. 19-23.

FEUERSTEIN Steven, MITCHELL Plitnick, « Not In My Name: Forging a Jewish Unity for A Just Peace », *News From Within*, XVII/4, May 2001, p. 24-26.

IBRAHIM Nassar, « The European Role In The Middle East: Between Reality and Potential », *News from Within*, XVII/5, July 2001, p. 23-25.

WARSCHAWSKI Michel, « An Interview With Jose Bove », *News From Within*, XVII/5, July 2001, p. 26-28.

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « Business As Usual », *News From Within*, vol. XVII, n° 7, décembre 2001, p. 3.

DAVIVI Efraim, « A Wave of Strikes. No Quiet Despite the Shooting », *News From Within*, XVII/7, décembre 2001, p. 17.

2002

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « Brave New World… », *News From Within*, XVIII/1, January 2002, p. 3

-, « Globalisation and the Palestinian Struggle for Independence. NFW Interview with Pierre Galand, Décember 2001 », *News From Within*, XVIII/1, January 2002, p. 4-8.

BAUMGARTNER Trevor, « Material Witnesses : The International Solidarity Movement's December Campaign », *News From Within*, XVIII/1, January 2002, p. 26-31.

CHRISTIAN PEACEMAKER TEAM, « Hebron Update : December 10-16, 2001 », *News From Within*, XVIII/1, January 2002, p. 9-10.

VAN TEEFFELEN Toine, « Observation, Participation and the Practices of Peace », *News From Within*, XVIII/1, January 2002, p. 18-21.

IBRAHIM Nassar, NASSAR, Majed (Dr), « Theses on Globalisation and the Palestinian Resistance », *News From Within*, XVIII/1, January 2002, p. 22-26.

HANAFI Sari, « Reshaping the Geography: Palestinian Communities Networks in Europe and the New Media », *News From Within*, XVIII/1, January 2002, p. 11-17.

-, « The Heart of the Matter », *News From Within*, XVIII/2, February 2002, p. 3.

WARSCHAWSKI Michel, « Toward a Renewal of the Israeli Peace Movement », *News From Within*, XVIII/2, February 2002, p. 10-13.

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « From the Editor(s) », *News From Within*, XVIII/3, March 2002, p. 3

-, « Next? », *News From Within*, XVIII/3, March 2002, p. 3

YAHNI Sergio, « The Internal Struggle », *News From Within*, XVIII/3, March 2002, p. 28-31.

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « Women at War », *News From Within*, vol. XVIII, n° 4, April 2002, p. 3.

BICHLER Shimshon, NITZAN Jonathan, « War Profits, Peace Dividends and the Israeli-Palestinian Conflict », *News From Within*, XVIII/4, April 2002, p. 14-19.

SAMAD Ziad Abdel, « Globalisation and Its Challenges fore the Arab World », *News From Within*, XVIII/5, September 2002, p. 29-31.

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « Letter From the Editors », *News From Within*, vol. XVIII, n° 6, October 2002, p. 3.

MITSAD SHENI, « I am Afraid » (editorial), *Mitsad Sheni*, October 2002, traduit de l'hébreu in *News From Within*, XVIII/6, October 2002, p. 31.

IBRAHIM Nassar, « The Culture of Deceit: Stages of Development Between the Two Intifadas », *News From Within*, XVIII/7, November 2002, p. 25-29.

WEXLER Marcelo, « The Social and the Political », *Mitsad Sheni*, October 2002, trad. De l'hébreu in *News From Within*, XVIII/7, November 2002, p. 20-24.

IBRAHIM Nassar, NASSAR, Majed (Dr), « Reform and the Restructuring in Palestinian Society: Free Will of the People or Conditions of Globalisation? », *News From Within*, XVIII/8, December 2002, p. 10-13.

2003

MITSAD SHENI, « Editorial", *Mitsad Sheni*, January 2003, trad. De l'hébreu in *News from Within*, XIX/1, January 2003, p. 16.

YAHNI Sergio, « The Boycott of Israeli Products: In Search of Global Citizenship », *News From Within*, XIX/1, January 2003, p. 27.

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « Letter From the Editors », *News From Within*, XIX/2, February 2003, p. 3.

ALI Tariq, SHENDAR Ronni, "Interview with Tariq Ali", *News From Within*, XIX/2, February 2003, p. 9-14.

IBRAHIM Nassar, "Democracy and the Hard Choice", *News From Within*, XIX/2, February 2003, p. 24.

WARSCHAWSKI Michel, « Porto Alegre in Tel Aviv », *News From Within*, XIX/2, February 2003, p. 15.

-, « The Arab World and the Middle East », *News From Within*, XIX/2, February 2003, p. 25-29.

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « Letter From the Editors », *News From Within*, XIX/3, March 2003, p. 3.

AUSTRIAN Guy Izhak, GOLDMAN, Ella, « How to Strengthen the Palestine Solidarity Movement by Making Friends With Jews", *News From Within*, XIX/3, March 2003, p. 24-25.

LESCHEM Guy, CREITMAN Modi, « The Intifada Goes to New York", *Yedioth Ahronot*, 14 mars 2003, traduit par Connie Hackbarth in *News From Within*, XIX/3, March 2003, p. 9-12.

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « Letter From the Editors », *News From Within*, XIX/4, May 2003, p. 3.

-, « Letter From the Editors », *News From Within*, XIX/5, June 2003, p. 3.

-, « Letter From the Editors », *News From Within*, XIX/6, July 2003, p. 3

-, « Letter From the Editors », *News From Within*, XIX/7, September 2003, p. 3

-, « Letter From the Editors », *News From Within*, vol. XIX, n° 8, October 2003, p. 3

ABU AN-NAMELHussein (Dr.), « The Political Economy of Israel: The 1977 Coup as an Introduction », *News From Within*, XIX/8, Octobre 2003, p. 12-16

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « Letter From the Editors », *News From Within*, XIX/9, December 2003, p. 3

2004

-, « Letter From the Editors », *News From Within*, XIX/1, January-february 2004, p. 3

IBRAHIM Nassar, « Gerard Waite: An Editorial Staff in One Man », *News From Within*, XX/1, January/February 2004, p. 11

NATOUR Rim, « Globalizing Local Health: The Political Struggle for Health of the Palestinian Minority in Israel », *News From Within*, XX/1, January/February 2004, p. 9-10.

WARSCHAWSKI Michael, « The Time is Now! For a Joint Palestinian-Israeli Front Against Occupation », *News From Within*, XX/1, January/February 2004, p. 28.

EIDELMAN Ronen, « Ending the Israeli Occupation by Decentralizing Power », *News From Within*, XX/1, January/February 2004, p. 29-30.

ATINSKY Bryan, « Silencing dissent in Israel », *News from Within*, XXI/2, February/March 2005, p. 23-27

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « Letter From the Editors », *News From Within*, XX/2, March-April 2004, p. 3

KUTTAB Eileen, ABU AWWAD Nida, « Developments in the Palestinian Women's Movement », *News From Within*, XX/2, March-April 2004, p. 10-14.

AMIRAM Gil, « Conducting Israel on the Fast Track to Neoliberalism », *News From Within*, XX/2, March-April 2004, p. 27-30.

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « Letter From the Editors », *News From Within*, vol. XX, n° 3, May 2004, p. 3

IBRAHIM Nassar, « The Arab Inaction Triangle », *News From Within*, XX/3, May 2004, p. 9

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « Letter From the Editors », *News From Within*, vol. XX, n° 4, June-July 2004, p. 3

NITZAN Jonathan, SHIMSHON, Bichler, "Clash of Civilizations, or Capital Accumulation?", *News from Within*, XX/4, June-July 2004, p. 4-6.

IBRAHIM Nassar, "Reform in Palestine: Serving Whose Interests?", *News from Within*, XX/4, June-July 2004, p. 7.

MOR, « Looking for the Future: Investing in Our Youth as a Form of Effective Resistance », *News from Within*, XX/4, June-July 2004, p. 12-13.

WARSCHAWSKI Michael, « The Hunger to Cross Over », *News From Within*, XX/4, June-July 2004, p. 28

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « Letter From the Editors », *News From Within*, XX/5, August 2004, p. 3

CURREA-LUGO (De) Victor, « Human Rights in Palestine, NGOs, and the International Community », *News From Within*, XX/5, August 2004, p. 7-9.

WARSCHAWSKI Michael, « Letter to my Comrades in the Global Anti-War Coalition », *News From Within*, XX/5, August 2004, p. 10-11.

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « Letter From the Editors », *News From Within*, XX/6, September 2004, p. 3

MULLER Patrick, « Occupation in Hebron. Settlements and the State of Israel », *News From Within*, XX/6, September 2004, p. 19-23.

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « Letter From the Editors », *News From Within*, vol. XX, n° 7, October/November 2004, p. 3

BEHAR Shiko, WARSCHAWSKI Michael, « Globalization and International Advocacy by Palestinian and progressive Israeli Organisatizations », *News from Within*, XX/7, October/November 2004, p. 9-13.

WARSCHAWSKI Michael, « Progress and Problems with the European Social Forum », *News from Within*, XX/7, October/November 2004, p. 14-15.

JASIEWICZ Ewa, « Palestine is Still Not the Issue. Image and Reality in the Relationship between the Anti-Capitalist Movement and the Palestinian Struggle », *News from Within*, XX/7, October/November 2004, p. 16-20.

JARADAT Ahmad, « Alternative Globalization and the Palestinian Question. A series of Workshops on Globalization, Organized by the Alternative Information Center », *News from Within*, XX/7, October/November 2004, p. 28-29.

-, WATSON Max, « Building Walls – Building Resistance. Acceleration of the Separation Wall in the Southern West Bank and Hebron Area; Protest, Resistance, and International Solidarity », *News From Within*, XXI/1, December 2004/January 2005, p. 14-18.

LADADWA Hassan, « The Palestinian Economy Within Globalization: Developing Impoverishment », *News From Within*, XXI/1, December 2004/January 2005, p. 36-41.

2005

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « Letter From the Editors », *News From Within*, XXI/1, December 2004/January 2005, p. 3.

HEVER Shir, « Capital Distribution in Israel », *News From Within*, XXI/1, December 2004/January 2005, p. 42-46.

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « Letter From the Editors », *News From Within*, XXI/2, February/March 2005, p. 3.

ATINSKY Bryan, « Silencing Dissent in Israel : Telling People What They Do Not Want To Hear », *News From Within*, XXI/2, February/March 2005, p. 23-27.

IMC ISRAEL (Independant Media Center Israel), « An Investigation of Indymedia Israel. A Threat to Freedom of Speech On The Internet", *News From Within*, XXI/2, February/March 2005, p. 28-30.

SNITZ Kobi, « The Current State of Indymedia Israel », *News From Within*, XXI/2, February/March 2005, p. 30.

HEVER Shir, « Do Palestinians Get the Most Foreign Aid in the World ? », *News From Within*, XXI/3, April/May 2005, p. 13-17.

PALESTINIAN CAMPAIGN FOR THE ACADEMIC AND CULTURAL BOYCOTT OF ISRAEL, « Statement of Palestinian Academics Calling for International Academic Boycott of Israel. 7 July 2004 », *News From Within*, XXI/5, July/August 2005, p. 19.

DOR Daniel, « Media Objectivity? Reception, Reconstruction and (Re)presentation: An Interview With Daniel Dor », *News From Within*, XXI/5, July/August 2005, p. 30-39.

NABIL Salame, « Radio a-Shams: From the Soccer Fields to the Epicenter », *News From Within*, XXI/5, July/August 2005, p. 40-41.

TOTARY Mary (Dr.), « The Palestinian Media Under the Shadow of the Oslo Process », *News From Within*, XXI/5, July/August 2005, p. 42-47.

PAPPE Ilan, « The International Dimension of Contemporary Palestine », *News From Within*, XXI/7, November/December 2005, p. 27.

2006

ATINSKY Bryan, « Elections, Occupation and Solidarity: An Interview With Profesor Tanya Reinhardt », *News from Within*, XXIII/4, April 2006, p. 7-11.

HEVER SHir, « Economy and Politics: The Policy of Poverty in Israel and the Occupied Territories », *News from Within*, XXIII/4, April 2006, p. 21-23.

HEVER Shir, « The Occupation through the Eyes of Israeli Economics", *The Economy of the Occupation. A Socioeconomic Bulletin*, The Alternative information Center, Jerusalem/Beit Sahour, n° 9, June 2006.

WARSCHAWSKI Michel, « A Personal Tale of Gaza, Terrorism and the Dominant Media », *News From Within*, XXII/6, July 2006, p. 6.

ASWAT – PALESTINIAN GAY WOMEN, « Parade to the Wall: World Pride Under Occupation 2006 », *News From Within*, XXII/6, July 2006, p. 32-34.

Autres articles

AVRAN Isabelle, « Les nouveaux internationalistes », *Le Monde Diplomatique*, archives CD-Rom, mars 2002.

BALIBAR Etienne, « Universalité de la cause palestinienne », *Le Monde Diplomatique*, archives CD-Rom, mai 2004.

BETWEEN THE LINES, collection de 4 numéros de janvier 2001 à avril 2001.

BOMS N., CHICHE F., « Une autre guerre à Gaza », *Outre-Terre*, 22/1, 2009.

DEBRAY Régis, « Pour une cure de vérité au Proche-Orient », *Le Monde Diplomatique*, août 2007, p. 12.

HASS Amira, « Retour à une occupation corrompue », *Haaretz*, 2 août 2007.

HONIG-PARNASS Tikva, « Israel's Colonial Strategies to Destroy Palestinian Nationalism », *Race & Class*, nb. 45, Institute of Race Relations, 2003, pp. 68-85.

LUYENDIJK Joris, « Journalisme de guerre. Les mots biaisés du Proche-Orient », *Le Monde Diplomatique*, mars 2007.

MARCIL, David, « Gaza – Les Palestiniens privés d'électricité par l'Union européenne, après l'avoir été par Israël », *Lutte Ouvrière*, n° 2038, 24 août 2007.

NEGBI, Moshe, « Paper Tiger: the Struggle for Press Freedom in Israel », *The Jerusalem Quartely*, 39, 1986, p. 17-32.

O'LOUGHLIN T., « US academic deported and banned for criticising Israel », *The Guardian*, 26 mai 2008.

OTHER ISRAEL (The), 18 numéros February 2000- september/october 2006.

PAPPE, Ilan, « Post-Zionist Critique on Israel and the Palestinians. Part II: The Media", *Journal of Palestine Studies*, 103, vol. XXVI, n° 3, Spring 1997, p. 37-43.

PARBOT, Marie-Jo, « Informer, un métier à risques. Depuis le début de la seconde Intifada, les conditions de travail des journalistes en Palestine ne font que s'aggraver », *Pour la Palestine*, 42, Septembre 2004.

REGULAR, Arnold, « PA said to have ordered halt on media incitement », *Ha'aretz*, November, 29th, 2004.

RINAT, Zafrir, « Visitez la Terre sainte sans voir les Palestiniens », *Haaretz*, extraits reproduits et traduits in *Courrier International*, n° 874, 2-22 août 2007, p. 26.

SAÂDE, Wissam, « Le monde arabe en ébullition », *Le Monde Diplomatique*, archives CD-Rom, mai 2002.

SAID, Edward, « Du choc des définitions », *Le Monde Diplomatique*, septembre 2004, p. 22.

SAMARA Adel, « Globalization, the Palestinian Economy, and the 'Peace Process' », *Journal of Palestine Studies*, no. 114, Winter 2000

WARSCHAWSKI, Michel, « Premiers acquis de l'intifada. La gauche israélienne retrouve la parole », *Le Monde Diplomatique*, janvier 2001.

Généralités

AGUITON Christophe, et al., « Altermondialisme saison 2 », *Mouvements*, Paris, La Découverte, n° 63, 2010, p. 7-10.

ALTERMAN Eric, « La gauche dans son ghetto, la droite à la radio », *Le Monde Diplomatique*, octobre 1994.

BECKER Jörg, « Allemagne de l'ouest : naissance d'une presse 'alternative' contre les géants », Le Monde Diplomatique, mai 1977.

BOURDIEU Pierre, « L'essence du néolibéralisme », *Le Monde Diplomatique*, mars 1998, p. 3.

CANARD Jérôme, « Petites radios : le hic du numérique », *Le Canard Enchaîné*, octobre 2008.

DESCAMPS Philippe, « Les petites voix de la dissidence », *Le Monde Diplomatique*, septembre 2004.

ESTEVAM Douglas, « Mouvement des sans-terre du Brésil : une histoire séculaire de la lutte pour la terre », *Mouvements*, Inégalités locales, inégalités globales, 60/4, 2009.

FOLLETT Danielle, BOOTHE Thomas, « 'Democracy Now' donne sa voix à la gauche américaine », *Le Monde Diplomatique*, n° 646, janvier 2008, p. 8-9.

KLEIN Naomi, « Le passage à l'âge adulte des militants de Seattle sera désobéissant », *Mouvements*, 23 novembre 2009.

PIGNEDE Béatrice, DEL DEBBIO Christophe-Emmanuel, « Propagande de guerre, propagande de paix », interview réalisée par Christiane Pasevant, *L'homme et la société*, 154, octobre-décembre 2004, p. 179-188.

RAMONET Ignacio, « La pensée unique », *Le Monde diplomatique*, janvier 1995.

WELCH Matt, « Blogworld and its gravity. The New Amateur Journalists Weigh In », *Colombia Journalism Review*, September/October 2003, p. 21-26

WHITAKER Chico, « Forum social mondial : un nouveau bien commun de l'humanité ? », *Mouvements*, 5 mai 2009.

Rapports, mémoires

RNZ

AVILA PIETRASANTA Irma, CALLEJA GUTIERREZ Aleida, SOLIS LEREE Beatriz, *No más medios a medias. Participación ciudadana en la revisión integral de los medios electrónicos*, Mexico, Senado de la República, Fundación friedrich Ebert-México y autoras, 2001.

BENASSINI Claudia, *Evaluación de experiencias internationales y nacionales sobre formas de organización social para la comunicación*, Universidad Iberoamericana, Revista Encuentra Observatec, 1990 [date approcimative].

CENTRO DE DERECHOS HUMANOS FRAY BAROLOME DE LAS CASAS, *De la memoria a la esperanza*, San Cristóbal de las Casas, abril 2001.

GOBIERNO DEL ESTADO DE CHIAPAS-SECRETARIA DE GOBIERNO, *EZLN. Caracoles y Juntas de Buen Gobierno*, 12 novembre 2003, p. 3 (publié in EDICIONES PIRATAS, *El documento incómodo*, San Cristóbal de las Casas, Chiapas, México, janvier 2004.

GIROUX J., LAPOINTE Y., *Rapport synthèse du forum « La presse et le pouvoir au temps de l'ALENA »*, Chaire UNESCO-BELL en communication et développement international.

HIDALGO DOMINGUEZ Onésimo, *Tras los pasos de una guerra inconclusa (doce años de militarización en Chiapas)*, CIEPAC, Producciones Moy, San Cristóbal de las Casas, febrero 2006.

JURRAT Nadine, FRITZ Darío, HERNANDEZ Víctor Hugo, *Freelancers in Mexico. A survey - Findings and challenges*, London/Mexico, The Rory Peck Trust, 2008.

RAO

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, *Occupation in Hebron*, Jerusalem, juin 2004, 58 p.

GINBAR Yuval (ed.), *Censorship of the Palestinian Press in East Jerusalem*, B'Tselem information sheet, English Version by Elliot Appel, Zack Braiterman, Isabel Kershner, Ralph Mandel, update February-March 1990.

GOLDSTONE Richard, *Human Rights in Palestine and other Occupied Arab Territories. Report of the United Nations Fact Finding Mission on the Gaza Conflict*, 2009*.

INTERNATIONAL PRESS INSTITUTE, *Press freedom violations in Israeli and Occupied Palestinian Areas: Summary of events 2000, 2001, 2002, 2003.*

-, « Press freedom violations in Israel and Occupied Palestinian areas », august 4, 2004.

-, « Al-Aqsa Intifada Press Freedom Violations statistics », June 13, 2005.

OBSERVATOIRE DE L'INFORMATION, « Israël », in *L'information dans le monde. 206 pays au microscope*, Seuil, Paris, 1989, p. 292-297.

PUBLIC COMMITTEE AGAINST TORTURE IN ISRAEL, *Ticking Bombs. Testimonies of Torture in Israel*, Jerusalem, may 2007.

SHAMALI Jihad Anton, *Children in the Occupied Palestinian Territories – Perspectives on Child Soldiers*, Defence for Children International, July 2004.

SHINAR D., RUBINSTEIN D., *Palestinian Press in the West Bank*. The Political Dimension, WPDP (The West Bank Data Base Project), Jerusalem, 1987.

SHNAYDERMAN Ronen, *Through No Fault of Their Own. Punitive House Demolitions during the al-Aqsa Intifada*, Jerusalem, B'Tselem, novembre 2004.

STATE INFORMATION SERVICE, *Press in Palestine – The history of Press in Palestine*, West Bank, 1999.

SVENSSON-MCCARTHY A.-L., *Israel and the Occupied Palestinian Territories A study on the implementation of the EU guidelines on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment*, United Against Torture Coalition, december 2007.

UNITED NATIONS, « Israel », *World Media Handbook-1995 edition*, Department of Public Information, United Nations, New York, 1995, p. 143-145.

Bandes dessinées

RNZ

SQUARZONI Philippe, *Zapata, en temps de guerre*, Albi/France, Les Requins Marteaux, coll. Hors-Collection, 2003.

RAO

PARBOT Marie-Jo, *L'intruse. Vol. 1. La découverte*, Vertige Graphic, Paris, 2008.

-, *L'intruse. Vol. 2. Les Palestiniens, peuple invisible ?*, Vertige Graphic, Paris, 2009.

SACCO Joe, *Palestine : une nation occupée*, Vertige Graphic, Paris, 1996

-, *Palestine : dans la bande de Gaza*, Vertige Graphic, Paris, 1996

SQUARZONI Philippe, *Torture blanche*, Albi/France, Les Requins Marteaux, coll. Hors-Collection, 2004.

Généralités

GIUBERT Emmanuel, *La guerre d'Alan. D'après les souvenirs d'Alan Ingram Cope* (3 volumes), Paris, L'association, coll. Ciboulette, 2000.

GIUBERT Emmanuel LEFEVRE Didier, LEMERCIER Frédéric, *Le photographe*, Paris, Dupuy, Aire Libre, 2006.

NAKAZAWA Keiji, *Gen d'Hiroshima*, tomes 1 et 2, Paris, Les Humanoïdes Associés, 1983.

SACCO Joe, *Gorazde : la guerre en Bosnie orientale*, 1993-1995, Rackham, Montreuil, 2004.

-, *The fixer : une histoire de Sarajevo*, Rackham, Montreuil, 2005.

-, *Derniers jours de guerre : Bosnie 1995-1996*, Rackham, Montreuil, 2006.

SQUARZONI Philippe, *Garduno, en temps de paix*, Albi/France, Les Requins Marteaux, coll. Hors-Collection, 2002.

TARDI, *C'était la guerre des tranchées. 1914-1918*, Paris, Casterman, 1993.

Iconographie

RNZ

CO-ERRANCES, PROMEDIOS DE COMUNICACION COMUNITARIA, AUDIOVISUALES DE LOS CARACOLES ZAPATISTAS, « L'oeil des zapatistes. Mexique – 1999/2006 – 1h45 – Réalisation collective », affiche A3 recto verso, 2006.

KILO, « Photos of Palestine/Oaxaca Solidarity March in San Cristobal, Chiapas, Mexico », *Indybay***,** Sunday Jan 4th, 2009, http://www.indybay.org/newsitems/2009/01/04/18558562.php

RAO

KALAK Ezzedine (collection de), *L'affiche palestinienne*, Paris, Le Sycomore, 1979.

SALGADO Sebastião, « Les Palestiniens du Liban : cinquante ans d'exil », *Exodes*, Paris, Editions de la Martinière, 2000, pp. 86-95.

SANBAR Elias, *Les Palestiniens. La photographie d'une terre et de son peuple de 1839 à nos jours*, Paris, Hazan, 2004.

Divers

RNZ

BRIGADA ZAPATISTA « SEMBRANDO DIGNIDAD », « Acuerdo de San Andrés : 10 años », tract distribué au kiosque de Coyoacán, México D.F., février 2006.

CENTRO DE DERECHOS HUMANOS FRAY BAROLOME DE LAS CASAS, “Acteal : no a la impunidad”, dépliant, lettre ouverte aux autorités mexicaines, pour signature, San Cristóbal de las Casas, 2004.

CO-ERRANCES, PROMEDIOS, *L’oeil des zapatistes. Audiovisuales de los caracoles zapatistas*, Presses du Ravin Bleu, 2006.

FLORES MAGON, R., *Relatos Libertarios*, éditeur inconnu, date inconnue.

INDYMEDIA MEXICO, *Software libre. No odies los medios, siembralos libres*, versión 0.9.2, abril 2005.

MELEL XOJOBAL, « Somos una organización fundada en San Cristóbal de las Casas, Chiapas, en febrero de 1997 », 2006, Dépliant de présentation.

RAO

ABBAS SHAMROUKH, Ziyad, GASSNER-JARADAT, Ingrid, NUNN, Maxine, *Palestine and the Other Israel. Alternative Directory of progressive groups and institutions in Israel and the Occupied Territories*, Alternative Information Center, Jerusalem, january 1993.

AVNERI Uri, *Truth Against Truth. A Completely Different Look at the Israeli-Palestinian Conflict* (Brochure), Tel Aviv, Gush Shalom, 2007 (date incertaine).

B'TSELEM, *Documenting the Facts, Fostering Debate*, brochure, Jerusalem, 2005.

FOREIGN PRESS ASSOCIATION (Israel), *Who's who 2007*, Israel, 2007.

SCHAEFFER Emily, HALPER Jeff, JOHNSON Jimmy, *Counter-rhetoric. Challenging « conventionnal wisdom » & reframing the conflict*, ICAHD (The Israeli Committee Against House Demolition), Jerusalem, 2006.

WARSCHWASKI Michel, *The Alternative Information Center : 20 Years of Joint Struggle*, The Alternative Information Center, Latin Patriarchate Press, Jerusalem, 2006.

YAHNI Sergio (dir.), *Globalisation and the Palestinian Struggle*, Jerusalem, Alternative Information Center, col. Occasional Papers, 2002.

Généralités

AMARC, *La radio communautaire pour l’empouvoirment des femmes et la bonne gouvernance. Meilleures expériences pour une recherche-action*, AMARC, ed. Marcelo Solervicens, trad. Antonio Artuso, Marcelo Solervicens, licence Creative Commnons, 2008152 p.

SIMONSON, Karin, « Decentralising or Disintegrating ? The World Social Forum at 5 », Genève, CASIN, , mars 2005*

Documents électroniques

Web

ANARCHOPEDIA, « Commune libre de Oaxaca », consulté le 28/05/2009, http://fra.anarchopedia.org/Commune_libre_de_Oaxaca

ARTEAGA Carolina, *et al.*, « La Radio Como Medio para la Educación », *Razón y Palabra*, 36, México, dec. 2003-janv. 2004, http://www.razonypalabra.org.mx/anteriores/n36/carteaga.html

BATISTA Jr. Paulo Nogueira, « Mitos de la 'globalización' », *América Latina en Movimiento*, 26/08/1998, http://www.alainet.org/active/show_text.php3?key=142

BELLO Walden, « Cancún como un Segundo Seattle », traduit par Ramón Vera Herrera, *La Jornada*, 7 juillet 2003. URL : http://www.nadir.org/nadir/initiativ/agp/free/cancun/cancun_seattle.htm

CALLEJA Aleida, « Radio comunitaria : bregas y realidades. Conceptualización, desarollo y agenda », http://www.mexicanadecomunicacion.com.mx/Tables/FMB/foromex/comunitaria.html [unknown date].

CENTRO DE MEDIOS LIBRES, « Proyecto», 2005, http://cmldf.lunasexta.org [consulté le 1/12/2005].

CHOMSKY Norman, « The Zapatista Uprising", *Profit Over People*, Seven Stories Press, 1999.

CIEPAC (Centro de Investigaciones Económicas y Políticas de Acción Comunitaria), « Directorio de enlaces – Medios de comunicación », San Cristóbal de las Casas, Chiapas, México, 2006, http://www.ciepac.org/index.php

CLARIN DIGITAL, « Nueva moda: el 'zapaturismo'. La guerilla zapatista es ahora atracción turística », Buenos Aires, Argentina, 14 août 1996. Article disponible sur : http://www.clarin.com/diario/96/08/14/t-03001d.htm

CLEAVER Harry, « The Zapatistas and the Electronic Fabric of Struggle", Novembre 1995, www.eco.utexas.edu/faculty/Cleaver/zaps.html

-, « The Virtual and Real Chiapas Support Network: a review and critique of Judith Adler Hellman's 'Real and Virtual Chiapas: Magic Realism and the Left', *Socialist Register*, 2000 », https://webspace.utexas.edu/hcleaver/www/anti-hellman.html [consulté le 11/11/2009].

-, « Background on Chiapas95 », http://www.eco.utexas.edu/faculty/Cleaver/bkgdch95.html [consulté le 13/11/07]

-, « Zapatistas in Cyberspace: A Guide to Analysis and Resources », updated July-August 2003 https://webspace.utexas.edu/hcleaver/www/Chiapas95/zapsincyber.html [consulté le 13/11/07]

COBA L., « Presiones a radio comunitarias », ALAI, 04-04-2003.

CÓRDOBA Amalia, ZAMORANO, Gabriela, « Mapeando medios en México: video indígena y comunitario en México », *Native Networks*, 2004, http://www.nativenetworks.si.edu/esp/rose/mexico.htm

COYER Kate, RUIZ Luz, « Tidal Wave, Cancun Mexico, 2003. Radio and Indymedia Cancun », Report, OurMedia/NuestrosMedios, January 2004, http://www.ourmedianet.org/reports/Coyer_Ruiz.TidalWave_2003.pdf

DUTERME, Bernard, « 'Le zapatisme, c'est cela ou ce n'est rien !' – Entretien avec Yvon Le Bot », *La Revue Nouvelle*, n° 11, novembre 1999. http://www.cetri.be/IMG/pdf/Le_zapatisme_c_est_cela_ou_ce_n_est_rien_.pdf

EZLN, « Palabras del subcomandante Marcos en la plenaria del Foro Nacional Indígena San Cristóbal de las Casas, Chiapas, México », 7 janvier 1996, www.ezln.org

-, « Ojepse le y oturid (la política, la odontología y la moral », 14 janvier 1996, www.ezln.org

-, « El Diálogo de San Andrés y los Derechos y Cultura Indígena. Punto y seguido », 15 février 1996, www.ezln.org

-, « 12 mujeres en el año 12 (segundo de la guerra) », 11 mars 1996, www.ezln.org

FUENTES MORUA Jorge, « De *El Despertador*, 1993, a *Rebeldía*, 2003 », *Casa del Tiempo*, IV/8, juin 2008, p. 8-15

HELLMANJudith Adler, « Real and Virtual Chiapas: Magic Realism and the Left », *Socialist Register*, 2000 [cité intégralement in CLEAVER Harry, "The Virtual and Real…", *op. cit.*).

HOLLOWAY John, « The concept of power and the Zapatistas », *Libcom.org* [consulté le 21/06/2011] publié initialement in *Common Sense*, No 19, juin 1996. http://libcom.org/library/concept-power-zapatistas-john-holloway

JEROEN, « Solidarity at all cost? On the lack of criticism in the solidarity movement with the Zapatistas », Mexico Solidarity Committee, Amsterdam, Hollande, site web, mai 1999 [consulté le 21/06/2011], http://www.noticias.nl/prensa/zapata/dissolve.htm

LANETA, « Directorio de Comercio Alternativo en San Cristóbal de Las Casas », consulté le 17/03/2006, www.laneta.apc.org/sclc/servicio/comercio/comercio.htm

LIBERTARIOS-AGENDA-DIRECTORIO 2002, « Medios y cultura alternativos e independientes », Mexique, 2002, http://flag.blackened.net/alternativas/DirectorioLibertarios2002.pdf

MAL DE OJO TV (auteur anonyme), « Les médias indépendants dans la lutte populaire de Oaxaca », 2006, http://promediosfr.free.fr/index.php?option=com_content&task=view&id=45&Itemid=45

MARCOS Subcomandante, « Statement of Subcomandante Marcos to the Freeing the Media Teach-In », video presented in New York City by paper Tiger Television, 31 janvier 1997, http://www.tmcrew.org/chiapas/e_media1.htm

-, « La quatrième guerre mondiale a commencé », *Le Monde Diplomatique*, août 1997, p. 1, 4-5 [consulté le 09/09/2010], http://www.monde-diplomatique.fr/1997/08/MARCOS/8976

-, « Lettre du délégué Zéro aux adhérents de la Sexta et à l'Autre Campagne. Réflexions sur la proposition du plan d'action de la Commission Sexta de l'EZLN », traduction : Claudine Madelon, Comité de Solidarité avec les Peuples du Chiapas en lutte, lettre présentée le 29 mai 2006, http://cspcl.ouvaton.org/article.php3?id_article=325

MUNOZ RAMIREZ Gloria, « Vous écoutez Radio Insurgente », *La Jornada/Rebeldía*, septembre 2004, trad. en français pour RISAL, 18 janvier 2005, www.cspcl.ouvaton.org [consulté le 30/05/2005].

-, « Caracol V Roberto Barrios », 8 novembre 2004 (site du CSPCL).

OTHER JOURNALISM ABOUT THE OTHER CAMPAIN (THE), « For Authentic News Reporting of the Tour by Subcomandante Marcos Throughout the Mexican Republic », *The Narco News Bulletin*, Dec. 21, 2005.

PLEYERS, Geoffroy, « La première rencontre des peuples zapatistes avec les peuples du monde », *Risal.info*, 11 février 2007 [consulté le 23/06/2011], http://risal.collectifs.net/spip.php?article2219

RADIO INSURGENTE, « ¿ Quienes somos ? », www.radioinsurgente.org/index.php?name=quienesSomos [consulté le 22/03/200].

RADIO VOTAN ZAPATA 89.1 FM, courrier électronique de la Comisión de Monitoreo, 23 mars 2006.

REDZAPATISTA, « Sin protagonismo politico, más de 200 personas exponen propuestas al EZLN », 31 août 2005, http://redzapatista.blogspot.com/2005/08/sin-protagonismo-poltico-ms-de-200-html

SIPAZ (Servicio Internacional para la Paz), website, www.sipaz.org [consulté le 26 mars 2006].

VAN OEYEN V., « Los desafios de la Radio Popular y Comunitaria en América Latina », ERBOL-ALER - Dep. de investigacion, Barranquilla 20 de mayo 2003.

WIKIPEDIA, « Border Blaster » , http://en.wikipedia.org/wiki/Border_blaster [consulté le 21/08/06].

RAO

Abdel Jawwad S., « La politique israélienne envers le peuple palestinien : un sociocide », 1er janvier 2009 http://www.gauchemip.org/spip.php?article246 [consulté le 17/11/2010]

ABU SALEM Sami, « Palestinian Reporter Wins the Ethnic Media Award in Washington DC », *The Electronic Intifada*, Nov. 15, 2006, http://electronicintifada.net/v2/article6039.shtml.

AGENCE FRANCE-PRESSE, « Israël: enquête sur un site Internet ayant publié la photo d'un soldat », 24 juin 2009, agence de Jérusalem, publié sur http://www.technaute.cyberpresse.ca

ALTERNATIVE INFORMATION CENTER, « [Imc-East.-Mediterr.] [IMC-Process], The AIC and Palestine Indymedia », 11 septembre 2002, 23:15:41.

-, « General Assembly 2007 », http://www.alternativenews.org/f.a.q./about-the-aic/aic-general-assembly-2007-20070514.html

AMERICAN-ISRAELI COOPERATIVE ENTERPRISE, « The First Zionist Congress and the Basel Program », *Jewish Virtual Library*, copyright 2010 [consulté le 07/09/2010], http://www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/Zionism/First_Cong_&_Basel_Program.html

ARAB GATEWAY, « Palestine : who's who », Website [consulté le 09/09/2010]*, http://www.al-bab.com/arab/countries/palestine/biog.htm

AVNERI Uri, « A Trap for Fools », *Gush Shalom*, 21 juillet 2007.

AWAD D., « Turning our Tongues: Journals from Dheisheih », *The Electronic Intifada*, 16 septembre 2007, http://electronicintifada.net/content/turning-our-tongues-journals-dheisheh/7144

BLANRUE Paul-Eric, « Lobby pro-israélien en France : chronique d'une mort annoncée », tribune libre, 27 juin 2009, www.voxnr.com/cc/tribune_libre/EkuypZZIAVotnSNqpe.shtlm

B'TSELEM, « B'Tselem 2002 Activity report », 2002, http://www.btselem.org/Download/2002_Activity_Report_Eng.PDF

BLICERO, « [IMC-Pal-volunteers], Re: [IMC-Palestine] june 28th – development reports –è sviluppi – 28 giugno", 28 juin 2002.

CALLUNA, « [IMC-pal-volunteers] meeting ! », 23 mars 2002, 20:39:25.

-, « [IMC-Pal-volunteers] Hello out there », 28 juin 2002, 02:33:31.

-, « [Imc-pal-volunteers] Editorial Notes", 16 juillet 2002, 05:24:46.

-, « [Imc-pal-volunteers] Some clarification", 6 août 2002, 06:21:41.

-, « [IMC-Process] IMC Palestine », 29 août 2002, 16:50 :03.

-, « IMC-Process] IMC Palestine-Removal", 31 août 2002, 08:55:16.

CENTRE D'INFORMATION NATIONAL PALESTINIEN, « Palestine : la répression sans fin », publié par *Alternatives International*, http://alternatives-international.net/articles659.html, 02/03/2007.

COLUMBIA JOURNALISM REVIEW, « The Other War: A Debate. Questions of Balance in the Middle East », 2003, http://cjrarchives.org/issues/2003/3/bias.asp

DARAGHMEH Mohammed, « Le quotidien 'Palestine Times' est lancé en Cisjordanie », dépêche d'Associated Press publiée dans *FoxNews*.com, 27 novembre 2006 http://www.foxnews.com/wires/2006Nov27/0,4670,PalestinianEnglishNewspaper,00.html, traduit en français et publié dans *Info-Palestine.net* [consulté le 08/09/2010], http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=325

DUTHU Françoise, « Le CCIPPP et le CRIF : jugez sur pièces », blog, 9 juin 2010, http://francoiseduthu.unblog.fr/2010/06/09/la-ccippp-et-le-crif-jugez-sur-pieces-2/

FIJ (Fédération Internationale des Journalistes), « Un rapport condamne une campagne vindicative contre les journalistes durant la crise en Palestine », 27 août 2007, htp://www.ifj.org/default.asp?index=1025&Language=FR

FORUM SOCIAL EUROPEEN, « Israël-Palestine : les deux sociétés civiles face au conflit », memoria viva / Paris 2003 reports, 21 january 2004, http://www.fse-esf.org/spip.php?page=memoireart&id_article=505

GLOBALIZE RESISTANCE, « Palestine Social Forum 2002 », 26 décembre 2002, http://www.resist.org.uk/uk/anti-war/palestine/palestine-social-forum-2002/

GUIDE LA PALESTINE SUR LE WEB, « Palestine : les médias », 49e édition, 28 juillet 2008, http://www.mom.fr/guides/palestine/palestine-Palestin-3.html [consulté le 06/09/2010].

HAARETZ, « Editorial : Il n'y a pas eu de massacre à Jénine », trad. Gérard Eizenberger pour Peace Now (La Paix Maintenant), mis en ligne le 19 avril 2002 ; Disponible en ligne : http://www.lapaixmaintenant.org/article61

HALPER Jeff, « The Matrix of Control », *Media Monitor Network*, January 29, 2001 URL: http://www.mediamonitors.net/halper1.html

IFEX (Echange International de la liberté d'expression), « Israël/Palestine : les journalistes subissent des pressions pour qu'ils se conforment à la ligne officielle », Communiqué de l'IFEX, vol. 13, n. 30, 27 juillet 2004, http://www.ifex.org/es/content/view/full/60424/

IMC ISRAEL (Independant Media Center Israel), « The association for civil Rights in Israel (ACRI) states in a letter to the Attorney General of Israel : 'the investigation against Indymedia Israel has turned into intimidation, harming Freedom of Speech on the Internet' », December, 26th, 2003, http://www.scoop.co.nz/stories/HL0312/S00223.htm

INSTITUTE FOR PALESTINE STUDIES, « History », Website [consulté le 09/09/2010], http://www.palestine-studies.org/aboutus.aspx?href=history

JMCC (Jerusalem Media & Communication Center), « How to Influence the Media. A Manual for Palestinian Policymakers and Media Professionnals », July 2005, http://www.jmcc.org/research/reports/media.htm

JOXE Alain, « Le ghetto palestinien : vers la fin du sionisme ? », CIRPES (Centre Interdisciplinaire de Recherches sur la Paix et d'Etudes Stratégiques), 6 août 2007, http://cirpes.net/imprimer.php3?id_article=178

KNOBEL Marc, « Un militantisme extrême: la Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien (CCIPPP) », CRIF, 7 juin 2010, http://crif.org/?page=articles_display/detail&aid=20511&returnto=articles_display/list&artyd=6

KOA Moeen, « Communicating the Hamas Message: Strategy, Tactics, Channels and Effectiveness", *Al-Bawaba News*, 14 août 2007, http://www1.albawaba.com/en/news/communicating-hamas-message-strategy-tactics-channels-and-effectiveness

LARSSON Kristoffer, « Palestine – Reporters Sans Frontières : 'Il n'y a pas d'occupation », *IMEMC*, 7 novembre 2005, traduction Marcel Charbonnier pour *Le Grand Soir*, 30 novembre 2005 [consulté le 08/09/2010], http://www.legrandsoir.info/article2857.html

MACMAHON Janet, BEN-EFRAT Roni (interviewee), « Journalist Roni Ben-Efrat: Building Israeli Opposition to Occupation", WRMEA (Washington Report on Middle East Affairs), January 1994, http://cosmos.ucc.ie/cs1064/jabowen/IPSC/php/art.php?aid=71466

Mandy alqaisy, « [Imc-pal-volunteers] miss understand », 10 août 2002, 12:04:02.

MATZPEN, « Le problème palestinien et le conflit israélo-arabe (Manifeste) », 18 mai 1967, http://www.marxists.org/francais/4int/suqi/1967/05/manifeste_matzpen.htm

MEINRATH, S., « [Imc-pal-volunteers] Re : Funding Disbursement Process », 30 avril 2002, 17 :34 :01.

-, « [Imc-pal-volunteers] Re : Funding Disbursement Process », 6 mai 2002, 10:36:21.

-, « [Imc-pal-volunteers] Re : Funding Disbursement Process », 6 mai 2002, 17:44:39.

MENDEL, Yonatan, « How to be an Israeli Journalist. Never write 'murder' or 'Palestine' », *Counterpunch*, 12 mars 2008. http://www.counterpunch.org/mendel03122008.html

PALESTINE CENTER/ THE JERUSALEM FUND, « Influencing Israeli Public Opinion in the hope of Bringing Change. Report from a Palestine Center briefing by Ronen Eidelman », November 15, 2002, http://www.thejerusalemfund.org/ht/display/ContentDetails/i/2423

PALESTINE MEDIA WATCH, « About Palestine Media Watch », site Internet : http://pmwatch.org/pmw/cast/aboutpmwatch.asp

PCHR (Palestinian Center for Human Rights), « PCHR Condemns Attacks on Journalists And Media Institutions », published in Alternative Information Center's website, 20 June 2007.

PNN (Palestine News Network), « Qui sommes nous ? », « L'équipe de PNN », http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=14&Itemid=28

-, « Des journalistes de Gaza organisent une manifestation », 28/08/07, http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=1411&Itemid=28

-, « Le Hamas serait prêt à poursuivre en justice les auteurs des aggressions contre les journalistes», 17/08/07, http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=1341&Itemid=28

-, « Les forces de sécurité du Hamas attaquent une manifestation de l'OLP à Gaza », 13/08/07, http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=1411&Itemid=28

-, « Résistance créative : les artistes au pied du mur », 15/06/06, http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=248&Itemid=50

-, « Deux journalistes palestiniens de Jénine ciblés par l'armée de l'occupation », 29/07/06, http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=948&Itemid=50

-, « Journalistes victimes du conflit, Reporters sans frontières tire la sonnette d'alarme», 28/08/06, http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=161&Itemid=50

-, « L'Union des journalistes palestiniens se réunit », 13/11/06, http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=1411&Itemid=28

-, « Grève de la faim solidaire avec le caméraman d'Al Jazeera », 23/02/07, http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=653&Itemid=50

-, « Unification et ouverture des médias palestiniens sur le monde », 13/03/07, http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=711&Itemid=50

SALAMEH B., « [Imc-pal-volunteers] Fwd: imc_pal_volunteers@list.indymedia.org », 24 mars 2002, 10:43:13.

-, « [Imc-pal-volunteers] URGENT ; TO whom it my concern : we can't publish, access or updating the site », 13 avril 2003.

-, « [Imc-pal-volunteers] Re : Funding Disbursement Process », 6 mai 2002, 15:23:13.

SHESKIN I., DASHEFSKY A., DELLAPERGOLA S., *Jewish Population in the United States, 2010*, Mandell L; Berman Institute, University of Connecticut, 2010, http://www.jewishdatabank.org/Reports/Jewish_Population_in_the_United_States_2010.pdf

SIPM-CNT (Syndicat interprofessionnel de la presse et des médias), « Les journalistes en Palestine et Israël », 2003a, http://sipm-cnt.org/article.php3?id_article=346

-, « Interview de Michel Warschawski », 2003b, http://sipm-cnt.org/article.php3?id_article=251

SOPHIA, « [Imc-pal-volunteers] Re : Some clairification », 7 août 2002, 05:41:22.

STATE INFORMATION SERVICE, *Press in Palestine – The history of Press in Palestine*, West Bank, 1999, http://www.pnic.gov.ps/arabic/culture/culturea.html [consulté le 05/06/2005]

WAC (Workers Advice Center), « Educational TV workers continue their struggle », *WAC's e-Report*, No. 16, December 2006.

ZICO, « Palestine - Israël: La cyber-guerre entre pirates des deux camps », *Dabio*, 24 janvier 2009. http://www.dabio.net/Palestine-Israel-La-cyber-guerre-entre-pirates-des-deux-camps_a4539.html

WEBGAZA.NET, « Our People's Profile » [consulté le 10/09/2010] http://www.webgaza.net/palestine/people_profiles/index.htm

WIKIPEDIA, « Media coverage of the Israeli-Palestinian conflict », http://en.wikipedia.org/wiki/Media_coverage_of_the_Israeli_Palestinian_conflict

Généralités

ALBERT Michel, « Qu'est-ce qui rend alternatifs les médias alternatifs ? », *Ao ! Espaces de la parole*, VI/2. 2000, p. 54-58.

ALLARD Laurence, « Express yourself 2.0 ! Blogs, podcasts, fansubbing, mashups... : de quelques agrégats technoculturels à l'âge de l'expressivisme généralisé », *Hack_Lab du Libre*, 2005.

BATISTA Jr., Paulo Nogueira, « Mitos de la 'globalización' », *América Latina en Movimiento*, 26 août 1998, http://www.alainet.org/active/show_text.php3?key=142

BOCANEGRA M., « Interview with Jeff Perlstein, Independant Media Center », Center for Labor Studies, October 15, 2000, repris, raccourci et modifié in Bocanegra M., «Indymedia : precursors and birth. Interview with Jeff Perlstein », in Notes from nowhere, *We are everywhere. The irresistible rise of global anticapitalism*, Verso, London, New York, copyleft, 2003, p. 230-242.

BOURDIEU Pierre, « L'essence du néolibéralisme », *Le Monde diplomatique*, mars 1998.

BURCH Sally, « FSM : Iniciativas ciudadanas en comunicación », Comunicación y Ciudadanía. Construyendo la Agenda social en comunicación, 2005-01-31, http://movimientos.org/foro_comunicacion/show_text.php3?key=5017

DAVALOS Pablo, « La Globalización : génesis de un discurso », *América Latina en Movimiento*, 24 juillet 2001.

FIOL Ana, « Estado de los medios. Propriedad y acceso a los medios de comunicación en el mundo », *Chasqui*, 74, 2001.

FNVDPQ, « La FNVDPQ et TVasso déposent un recours contre la décision du CSA à Marseille », *Observatoire Français des Médias*, 5 décembre 2005, http://www.observatoire-medias.info/article.php3?id_article=584

INDYMEDIA DOCUMENTATION PROJECT, « Frequently Asked Questions: What is Indymedia ? » [consulté le 26/10/2010], http://docs.indymedia.org/view/Global/FrequentlyAskedQuestionEn

MARCOS Sous-Commandant, « La quatrième guerre mondiale a commencé », *Le Monde Diplomatique*, août 1997 [consulté le 09/09/2010], http://www.monde-diplomatique.fr/1997/08/MARCOS/8976

MIRES Fernando, « La globalización de los 'economicistas' », *América Latina en Movimiento*, 11 novembre 1998.

PINEAU Guy, « Les médias associatifs audiovisuels : bref historique et état des lieux », *ACRIMED*, 28 janvier 2005 http://www.acrimed.org/article1900.html

PRADIE Christian, « Le tiers secteur, premier entrepreneur de l'audiovisuel local », *ACRIMED*, 26 octobre 2002.

PRESS GAZETTE, « The four critiques of 'citizen journalism' », 9 juin 2006.

RAMONET Ignacio, « El poder mediático », *América Latina en Movimiento*, 13 février 2001.

ROSEN Jay, « A Most Useful definition of citizen journalism », *PressThink*, 14 juillet 2008.

RUGGIERO Greg, DUNCAN Kate, « On the Growing Free Media Movement. Recent Trends in radical media organizing », Zmag, 1er octobre 1997, URL: http://www.zmag.org/zmag/viewArticle/13466

WIKIPEDIA, « Radio pirate », http://fr.wikipedia.org/wiki/Radio_pirate [consulté le 10 septembre 2007]

-, « Underground Press », http://en.wikipedia.org/wiki/Underground_press [consulté le 16 mars 2009]

-, « Liste de médias de l'altermondialisme » http://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_de_m%C3%A9dias_de_l'altermondialisme [consulté le 16 juin 2010].

YOUNG Elliott, « RICA : an Open Call to a Discussion », 1996 http://www.oocities.com/capitolhill/3849/rica_pro.html

Video

RNZ

AIRE, CMI-CANCÚN, *A kankoon*, (DVD), CC. AIRE, 2004, 30 mn.

-, *Km 0* (DVD), CC. AIRE, 2004, 60 mn.

ARCE Adrián, *Voces de la Guerrero* (video), México, Colectivo homovidens, 2004, 52 mn, http://www.antropologiavisual.com.mx/muestra-mexicana/69-qvoces-de-la-guerreroq-del-colectivo-homovidens.html?showall=1

BIG NOISE FILMS, *Zapatista*, USA, BigNoiseFilms, 2001, 48 mn http://video.google.com/videoplay?docid=211108422793632049#

CANAL 6 DE JULIO, *Teletiranía : la Dictadura de la Televisión en México*, México, Canal 6 de Julio, 81 mn, 2005.

CENTRO DE COMUNICACION CIUDADANA, *Historias con televisión*, Comunicación Comunitaria AC, Centro de Comunicación Ciudadana, WACC, Causa Ciudadana APN, Teveo, Delegación Coyoacán [date inconnue].

CENTRO DE MEDIOS LIBRES, *Zapateando*, producciones CML, Mexico, 2006, 10 mn.

-, *Okupametro*, producciones CML, Mexico, 2006, 5 mn 50.

-, *1° de Enero 2006 en Coyoacan*, producciones CML, Mexico, 2006, 9 mn 25.

-, *Ramona retorna*, producciones CML, Mexico, 2006, 1 mn 53.

-, *La otra en Chiapas* (2 parties), producciones CML, Mexico, 2006, 17 mn.

-, *Exojo de agua*, producciones CML, Mexico, 2006, 5 mn 53.

-, *La otra cultura, arte comunicación, Tlaxcala, 2006*, producciones CML, Mexico, 2006, 9 mn.

COMUNICACION COMUNITARIA, *Chopo Kontrakultural*, Subterraneo 2.

-, Muñecas reciclabes e hijos del Caos, Subterraneo 1.

-, Creadora de Sueños.

-, *Chopo Kontrakultural*, Subterraneo 2.

-, *Cantantes errantes*, músicos ambulantes, Subterraneo 2.

-, *Niño Emanuel*, Historia Viva de Xochimilco y Tlahuac. la memoria de sus comunidades restacada en tres videos,.

-, *Inemiliz Itekipaniliz*, Historia Viva de Xochimilco y Tlahuac. la memoria de sus comunidades restacada en tres videos.

-, *La Sazón de mi gente*, Historia Viva de Xochimilco y Tlahuac. la memoria de sus comunidades restacada en tres videos.

-, Meyehualco, memorias de su capilla, Historia Viva de Iztapalapa. la memoria de sus comunidades restacada en tres videos.

-, Chinampas por asfalto, Historia Viva de Iztapalapa. la memoria de sus comunidades restacada en tres videos.

-, *Acahualtepec a ritmo de Carnaval*, Historia Viva de Iztapalapa. la memoria de sus comunidades restacada en tres videos.

DEFOSS Nicolas, *¡Viva México. La Otra Campaña*, DVD, Terra Nostra Films, 2009, 120 mn.

GAYA José, *Guatemala : tierra arrasada*, México/Guatemala, Colectivo Miradas, 2004, 51:20 min.

MALDEOJO TV, « Lors du bicentenaire de Juarez » (2006), in *Ya cayo ! (il est tombé)*, Mal de ojo TV, México 2007, sous-titrage français Promedios France, DVD, 8 mn.

-, « Sur la lutte » (2006), in *Ya cayo ! (il est tombé)*, Mal de ojo TV, México 2007, sous-titrage français Promedios France, DVD, 8 mn.

-, « La victoire de la Toussaint » (2006), in *Ya cayo ! (il est tombé)*, Mal de ojo TV, México 2007, sous-titrage français Promedios France, DVD, 12 mn.

-, « Morenas » (2007), in Mal de ojo TV, México 2007, sous-titrage français Promedios France, DVD, 22 mn.

MARCOS Sous-Commandant, «Subcomandante Marcos talks about the Free Media Conference », non daté (1997), Commission Nationale pour la Démocratie au Mexique, Etats-Unis, http://video.google.com/videoplay?docid=-4991113462859476761&hl=fr&emb=1#

MENDOZA Carlos, *La guerra de Chiapas*, Canal 6 de Julio, DVD, 1994.

-, MARINA Victor, *Acteal : Estrategía de Muerte*, Mexico, Canal 6 de Julio, 48 mn, 1998.

OPC-CLETA, « ¿Quienes somos? », décembre 2008, 14 mn http://www.cleta.org/%c2%bfquienes-somos/ [consulté le 07-10-2009].

PROMEDIOS *Talleres Video*, langues originales : tzeltal et espagnol, Caracol IV, Mexique, 1998, 17 mn.

-, *El curandero*, langue originale : tzotzil, Caracol II, Mexique, 1999, 34 mn.

-, *Mujeres Unidas*,. / langues originales : espagnol & tzeltal, caracol IV, Mexique, 1999, 15 min.

-, *Tierra Sagrada*, langues originales : tzeltal et espagnol, municipio autónomo « 17 de noviembre », Caracol IV, Mexique 2000, 18 min.

-, *Educación en Resistencia*, langues originales : tzeltal et espagnol, municipio autónomo « Francisco Gómez », caracol III, Mexique 2000, 21 min.

-, *El silencio de los Zapatistas*, Mexique, 2001.

-, *Son de la Tierra*, Langue originale : tzotzil, Municipio Autónomo San Andrés Sakamch'en, Caracol II. Mexique, 2002, 16 mn.

-, *Viva la vida. 1er janvier 2003, la prise de San Cristóbal* (VHS), Chiapas, Mexique, Promedios A.C., Indymedia Chiapas, Canoa, 2003, 10 mn.

-, *Caracoles. Les nouveaux chemins de la résistance* (VHS), Chiapas, Mexique, Promedios A.C., Caracoles II, III, IV et V, 42 mn, 2003.

- & CANALSEISDEJULIO, *Atenco 2006 : briser le silence* (DVD), Mexique, 2006, 49 mn.

-, *Un poquito de tanta verdad* (DVD), 2008.

RADIO ZAPOTE, [Vidéo de présentation de *Radio Zapote* par ses membres], 2005.

- [Vidéo de membres de *Radio Zapote* invités par *Radio Lagaña*] 2009.

VARGAS, Francisco, *Le violon*, Mexique, Bodega Films, 98 mn, 2006.

VENTURA, Nancy (prod.), MARIÑA, Victor, VIVEROS, Mario (real.), *Zapatistas. Crónica de una rebelíon* (DVD, 2 vol.), México, Canalseisdejulio, Demos Desarollo de Medios, 240 mn, 2003,.

- (prod.), *Tlatelolco: las claves de la masacre*, México, Canalseisdejulio, Demos Desarollos de medios, 57 mn, 2005,.

WILD, Nettie, *A Place called Chiapas*, Canada, Canada Wild Productions, 1998.

10 años EZLN (DVD), Mexico, 2004, 130 mn.

BEN-EFRAT, Jonathan (Dir.), NADER, Nir (Prod.) *Breaking walls* (DVD), Video 48, World Association for Christian Communication (WACC), X Minus Y, Bread for the World, 2004, 47 mn.

BENCHETRIT, David, *On tire et on pleure. Récit de la résistance pacifiste israélienne* (DVD), Arte France, Akedia Production, Riff International Production, 2000, 53 mn.

BITTON, Simone, *Citizen Bishara* (DVD), 1999, 52 mn.

-, *Mur*, France/Israël, Ciné Sud Productions, Les films du paradoxe, 2004, 100 mn.

BLOCH, Elsa, *Circuit alternatif en Palestine*, production indépendante, France, 2009 [communication personnelle de l'auteur].

BRAUMAN, Rony, SIVAN, Eyal, *Un Spécialiste. Portrait d'un criminel moderne* (inspiré de *Eichmann à Jérusalem. Rapport sur la banalité du mal*, de Hannah Arendt) (DVD), Paris, Momento, Editions Montparnasse, 2000, 123 mn.

ENDERLIN, Charles, *Le rêve brisé* (DVD), Paris, France Télévision, 2003.

FERRON, Benjamin, ABI SAAB, Yasmine, DEROUARD, Maud, *Al-Sanabel. Une résistance civile en Palestine*, Rennes, production indépendante, 2008, 35 mn.

FOLMAN, Ari, *Valse avec Bachir*, Israël, Le Pacte, 2008, 87 mn.

HAMO, Elie, SHALOM CHETRIT, Sami, *Les Panthères Noires (d'Israël) parlent* (DVD), Paris, Momento!, 2003.

IT'S ALL LIES, *Democracy isn't built on demonstrators' bodies*, Israel, It's all lies Production, 2004, 32:25, http://www.youtube.com/watch?v=en9d-FXXCqg

JACIR, Anne-Marie, *Le sel de la mer*, France, JBA Productions, 2008

JHALLY Sut, RATSKOFF Bathsheba, *Peace, propaganda, and the Peace Process. US Media and the Israeli-Palestinian Conflict*, USA, Media Education Foundation, 2004, 80 mn.

KARPIN Michael, *La menace ultime. Israël et sa bombe atomique. Une bombe à retardement. L'option nucléaire israélienne*, documentaire, ARTE, 2002, 80 mn.

KHLEIFI Michel, SIVAN Eyal, *Route 181. Fragments d'un voyage en Palestine-Israël* (DVD, 4 vol.), Paris, Momento production, 2004.

LEVANON Yeud, *119 balles + 3*, Israël, 1995, 61 mn.

MASHARAWI Rashid *Un ticket pour Jérusalem*, Silroad production, Arte cinéma, 2002.

MOGRABI Avi, *Août avant l'explosion*, Israel, Productions Avi Mograbi, 2003.

-, *Pour un seul de mes deux yeux*, Israel, Productions Avi Mograbi, 2005.

-, *Z32*, Israel, Productions Avi Mograbi, 2009.

POLAKOW Shachaf, *Anarchists Against the Wall - Solidarity, Resistance and Direct Action. North-American speaking tour*, Israel, PdxJustice Media Production, 2009 http://www.youtube.com/watch?v=1OSEgbdriYo

POLACK Shai Carmelli, *Bil'in Habitbi*, Grande-Bretagne, 2006, 52 mn.

SAMOUDI Lyad, *Jenin Jenin*, Orbit Satellite Television & Radio Network, 2002, 49 mn.

SCHNEIDER Uri, *Colère populaire*, Arte, 2003, 25 mn.

SHAMIR Yoav, *Checkpoint*, Amythos Film, 2003, 80 mn.

SHAPIRO Justine, GOLDBERG B. Z., *Promesses : Les Enfants de l'Intifada* (DVD), Paris, Editions Montparnasse, 2005.

SIVAL Eyal, *Jaffa, l'orange de la discorde* (DVD), 2010, 90 mn.

SULEIMAN Elia, *Intervention divine*, Arte France Cinéma, 2002.

TARACHANSKY Lia, « Israel's Shock Doctrine : interview with Shir Hever and Shlomo Swirski », video, 11/04/2010, http://mrzine.monthlyreview.org/2010/hs110410.html [consulté le 13/09/2010].

TORBINER Eran, *Jerusalem 28 % - 72 %. Living Apartheid*, Israel, Alternative Information center, 2003, 18 mn.

-, *Matzpen. Anti-zionist Israelis* (DVD), Israel, Matar Plus, Makor Foundation for Israeli Films, AIC, ATG, 2003.

90 Minutes, « Gaza. Dans l'enfer des colonies » (documentaire télévisé), , Canal +,.6 septembre 2005.

Généralités

ARKANA Keny, *Un autre monde est possible* (DVD), 2006.

BARBERIS Patrick, *Vietnam, la trahison des médias*, Arte France/Zadig production, 2007, 89 mn.

BARTLEY Kim, Ó BRIAIN Donnacha, *The Revolution Will Not Be Televised*. (DVD), Galway, Ireland, Power Pictures, 2003.

BOUTANG P., MABEN A., *Mao, une histoire chinoise*, Arte Vidéo, 2006 (4 volumes)

CARLES, Pierre, *Juppé, forcément*, 1995

-, *Pas vu, pas pris*, 1998.

-, *Enfin pris ?* 2002.

CHALLENGINGMEDIA, « Rich Media, Poor Democracy », vidéo [consulté le 16/09/2010], http://www.youtube.com/watch?v=MfRXaORNSK8 [consulté le 16/9/2010].

-, "The Myth of the Liberal Media: The Propaganda Model of News", vidéo [consulté le 16/09/2010], http://www.youtube.com/watch?v=KYlyb1Bx9Ic&feature=related

COLLECTIF, *On Air: America's Alternative Media*, 2006.

DANIELS Mark, *La BD s'en va t-en guerre. De Art Spiegelman à Joe Sacco: histoire du BD journalisme*, (DVD), Paris, Arte Editions, AG&A productions, 2009, 65 mn.

FRIEDBERG Jill, ROWLEY Rick, *This is What Democracy Looks Like*, BigNoiseFilms, Independent Media Center, USA, 2000, 72 mn.

GLENN Vincent, *Davos, Porto Alegre et autres batailles* (DVD), co-production Film O, les Films Grain de Sable, Cityzen Television, distrib. Les Films du Safran, 2002, 102 mn.

-, *Pas assez de volume (notes sur l'omc)*, France, 2004, 140 mn.

GREEN Sam, SIEGEL Bill, *The Weather Underground. The Explosive Story of America's Most Notorious Revolutionnaries*, USA, Free History Project, 2002, 92 mn.

MANO NEGRA, « Pura Vida », documentaire, in *Out of time* (DVD), Paris, EMI Music, 2005

MOORE Mickael, *Bowling for Columbine*, USA, 2002, 114 mn.

-, *Farenheit 9/11*, USA, 2004

PIGNEDE Béatrice, *Propagande de Guerre, Propagande de Paix*, France, Clap-36, Zalea TV, 2004, 90 mn.

ROWLEY Rick, SOOHEN Jacqueline, *The Fourth World War*, USA, Big Noise Films, DVD, 2004, 75 mn.

SMITH Chris, PRICE Sarah, OLLMAN Dan, *The Yes Men*, Paris, Blaq Out, 2005 (2003), 78 mn.

TOWNSEND Stuart, *Bataille à Seattle. Cinq jours qui ont ébranlé le monde*, Insight Film Studios & Memstar, 2008, 95 mn.

Audio

RNZ

ASHANTI A., *Anarchism, Zapatismo and the Black Panthers*, AK Press, Edinburgh, Oakland, Baltimore, 2009.

CHAVEZ Oscar, *México 68*, IM Records, Mexico, 2000.

-, *Parodias Neoliberales. Vol. I*, IM Records, Mexico, 2000.

CONTRERAS Andrés, *Intifada y otros temas marginales*, cassette audio, Mexique, autoproduction [date inconnue].

-, « El juglar de los caminos » - Cantos de la insurgencia, SNTSS, CD, Mexico [date inconnue]. http://www.myspace.com/quoteljuglardeloscaminosquot

EN BAS A GAUCHE. Compilation de soutien aux Peuples du Chiapas en lutte, compilation, France, collectif Chiapas Bordeaux, 2006.

KEV & ONTO, « History of Radio Zapote », *radio.indymedia.org*, 2005, http://radio.indymedia.org/en/node/4489

MELEL XOJOBAL, *Radio « La Voz de mi Pueblo »*, n° 27 (cassette audio), Programa de radio realizado por los promotores de comunicación de Melel Xojobal, junio 2004.

RADIO INSURGENTE, *Somos la Dignidad del Color de la Tierra. Discursos y Música de la Marcha del Color de la Tierra, Marzo 2001* (CD), Producciones Radio Insurgente, août 2005.

-, *Por un Mundo Donde Quepan Muchos Mundos. Canciones del Mundo para Chiapas* (CD), Producciones Radio Insurgente, août 2005.

-, *Grupo Nuevo Amanecer* (CD), Municipio Autónomo Rebelde Zapatista, San Juan de la Libertad, Chiapas, Producciones Radio Insurgente, août 2005.

-, *Música Tradicional de San Pedro Cotzilnam*, (CD), Municipio Autónomo Rebelde Zapatista, Magdalena de la Paz, Chiapas, Producciones Radio Insurgente, septembre 2005.

-, *Vol. IV, Cuentos del compañero Subcomandante Insurgente Marcos* (CD), Producciones Radio Insurgente, 2004.

RADIO ZAPATISTA, *An Interview with Clemencia Rodriguez*, 21 août 2009, http://www.indybay.org/uploads/2009/08/29/entrevista_con_clemencia_rodriguez.mp3

RAO

ATZMON Gilad, *Exile* (CD), London, England Eastcote Studio, 2003.

DAM *Dedication* (CD), Palestine, Red Circle Music, 2006.

FINKELSTEIN Norman, *An issue of Justice. The Origins of the Israel/Palestine Conflict* (CD), AK Press, 2005, 78 mn.

IL Y A UN PAYS… PALESTINE (2 CD), compilation, France, Conscience et culture, Taktikollectif, 2003.

PER PALESTINA (CD), compilation, Pays Basque espagnol, Xarxa d'Enllaç amb Palestina, date inconnue (entre 2002 et 2006).

QASSIS Wassim, *The Wall : Theme Music*, Palestine, production indépendante, date inconnue (env. 2005), 42:50.

SLINGSHOT HIP HOP, Music from the Documentary Film (CD), Palestine, 48 Records (DAM), 2008.

TRIO JOUBRAN, *Randana* (CD), Randana, 2004.

-, *Majâz* (CD), Randana, 2007.

Généralités

ARKANA Keny, *Entre ciment et belle étoile* (CD), 2006.

CHAO Manu, *Clandestino* (CD), Virgin Music, 1998.

-, *Proxima Estación: esperanza* (CD), 2000.

-, *Radio Bemba Sound System* (CD), Because Music, 2002.

DECRAENE Matias, TARTAKOWSKY, *Voix de Porto Alegre. 2001 : un autre monde est possible* (CD), ATTAC, 2001.

Méthodologie

L'étude repose sur trois séjours de recherche, représentant en tout six mois d'enquêtes. Deux séjours de six semaines ont été réalisés en Israël et en Cisjordanie (soit un total de trois mois, en septembre-octobre 2005 puis mai-juin 2007) et un séjour de douze semaines au Mexique (trois mois, en février-mai 2006). Après une série de recherches préalables, réalisées principalement sur Internet, la principale technique d'enquête utilisée a été l'entretien semi-directif en face-à-face. Une partie des entretiens a également été réalisée par téléphone, dans les cas où il m'était impossible de faire le déplacement. Les entretiens ont été complétés par la distribution d'un questionnaire (au Mexique) et des phases d'observation participante (en particulier lors d'un stage doctoral de six semaines au Centre d'Information Alternatif de Jérusalem-Beit Sahour). Enfin, j'ai réalisé une analyse quantitative et qualitative de titres de presse alternative tirés du corpus. Compte-tenu de la masse importante d'informations recueillies au cours l'enquête, j'ai créé une base de données en ligne avec l'aide de chercheurs spécialisés dans l'étude des médias alternatifs.

Recherches préliminaires

Du Chiapas à la Palestine : éléments d'auto-analyse

Comme expliqué en introduction, la problématique de la thèse a pour point de départ des expériences extra-académiques : deux séjours à l'étranger au Chiapas et en Palestine en 2002-2003. Les paragraphes qui suivent en donnent un aperçu.

Le premier séjour a eu lieu en février 2002, à l'occasion d'une visite touristique dans l'Etat du Chiapas, au Mexique. J'étais alors en année d'étude dans une université du nord du pays, et l'occasion s'est présentée de visiter d'autres régions. Bien que le choix de la destination eût été principalement déterminé par des préoccupations d'ordre touristique et non politique, je m'étais intéressé, depuis mon arrivée au Mexique à l'été 2001, à l'histoire du mouvement néozapatiste et aux discours de son célèbre porte-parole, le Sous-Commandant Marcos[1716]. Quelques mois avant mon arrivée, en mars 2001, les Néozapatistes avaient réalisé une spectaculaire marche de protestation entre le Chiapas et la ville de Mexico, dans le but d'exiger du gouvernement fédéral la reconnaissance des droits à l'autonomie des Indiens du Mexique. Mon intérêt pour le néozapatisme mexicain s'inscrivait dans la continuité d'un

[1716] Notamment un entretien réalisé par le rédacteur en chef du *Monde Diplomatique* à l'époque, publié in Ramonet I., Marcos S.-C. *La dignité rebelle*, Paris, Galilée, coll. L'espace Critique, 2001.

premier « engagement » en France, l'année précédente, au sein de l'association ATTAC[1717]. Or le néozapatisme mexicain, souvent considéré comme le premier mouvement déclaré contre le néolibéralisme[1718], avait placé depuis 1994 la question de la mondialisation financière au cœur de son agenda politique. Il était une référence presque mythique pour de nombreux militants « altermondialistes » d'ATTAC. Or, lors de mon passage à San Cristóbal de las Casas, j'ai rencontré un étudiant de Mexico, membre du collectif militant qui publiait la revue *La Guillotina*, engagée auprès des néozapatistes. Lors d'une distribution du journal, il me proposât de l'accompagner à une « tournée » dans des communautés contrôlées par l'EZLN, en compagnie du poète mexicain Angel Carlos Sánchez[1719]. C'est ainsi qu'il me fit découvrir coup sur coup la réalité des communautés indiennes « autonomes » du Chiapas et l'existence d'une presse mexicaine « parallèle ».

Le second séjour a eu lieu en juillet 2003, lors d'une « mission de solidarité internationale » en Cisjordanie, dans les Territoires palestiniens occupés. Cette opération avait été organisée par des militants du comité rennais de l'Association France-Palestine Solidarité (AFPS), dont j'étais membre depuis plusieurs mois. Je m'étais engagé dans cette association dans un contexte marqué par un regain des violences dans le conflit israélo-palestinien (déclenchement de la seconde *Intifada* fin 2000 et réoccupation de la Cisjordanie par l'armée israélienne en 2002) ainsi que des grandes journées de mobilisation contre l'intervention armée des Etats-Unis en Irak, en février-mars 2003. La « mission » avait pour but, comme nous l'expliquèrent les organisateurs lors de réunions préparatoires, de permettre à des agriculteurs palestiniens de la région d'Hébron, dont les terres étaient menacées d'expropriation par les autorités d'occupation israélienne et les colons, d'accéder à leurs champs, pour prouver que ces derniers n'étaient pas laissés à l'abandon[1720]. Ce militantisme de « solidarité internationale » avait la vertu, à mes yeux, de rompre avec le caractère intellectuel du militantisme d'ATTAC, dont le peu que j'avais vu consistait pour l'essentiel à s'asseoir autour d'une table et de discuter du problème complexe de la financiarisation de l'économie mondiale. A l'inverse, les « missions civiles internationales de protection du

[1717] Association pour la Taxation des Transactions Financières et l'Aide aux Citoyens. Cette association, dont j'étais simple adhérent, a été créée en 1998, dans le but de permettre aux citoyens de « *reconquérir le pouvoir que la sphère financière exerce sur tous les aspects de la vie politique, économique, sociale et culturelle dans l'ensemble du monde* » (site web de l'association). Cette association a joué un rôle moteur dans la genèse et la construction du mouvement altermondialiste (Sommier I., *Le renouveau… op. cit.*).

[1718] Le Bot Y., « Le zapatisme… », *op. cit.*

[1719] Angel Carlos Sánchez est né à Acapulco en 1967. Il a publié plusieurs recueils de poèmes, parmi lesquels *Muriendo de amor por esa perra*, *Huecos necesarios*, *Luz ultraviolenta*, y *Caminar el miedo*. Il est également l'auteur de trois romans publiés : *Hidrofilia*, *Emboscada* et *101*.

[1720] En effet, en vertu d'une législation israélienne reprise du droit ottoman, toute terre non cultivée pendant une période de trois ans devient la propriété de l'Etat. Or, les paysans palestiniens étaient fréquemment dans l'impossibilité d'accéder à leurs champs, ce qui permettait à l'administration israélienne de les exproprier au bout de trois ans, ouvrant ainsi, avec une apparente légalité, de nouveaux espaces pour la colonisation. La présence d'observateurs internationaux devait cependant permettre d'empêcher l'armée ou les colons israéliens d'agir en toute impunité contre ces agriculteurs, souvent victimes d'insultes, d'arrestations sans motifs, de violences physiques ou de multiples tracasseries dans leurs déplacements ou leurs démarches administratives. Il s'agissait d'agir selon deux principes : le premier était de laisser l'initiative aux Palestiniens eux-mêmes, meilleurs connaisseurs de la situation que les militants étrangers, et le second était d'inscrire ce type d'action dans la durée, c'est-à-dire de revenir chaque année au même endroit, auprès des mêmes agriculteurs (ce que j'ai fait en 2005), et de nouer avec eux des relations politiques et personnelles sur le long terme.

peuple palestinien », avaient la vertu de reposer sur une forme « d'action directe ». De plus, les principes de ces missions au comité rennais de l'AFPS m'avaient convaincu, puisque les organisateurs cherchaient à se situer à distance, d'un côté, de la simple action humanitaire, jugée insuffisante pour lutter contre les racines d'un conflit armé lié à des questions territoriales (occupation militaire et colonisation) et, d'un autre, du « tourisme politique », activité militante consistant à se rendre dans une zone réputée dangereuse, pour venir en aide à des populations opprimées, en ne laissant de traces de son passage (dans le meilleur des cas) que le souvenir d'une présence éphémère, ou le récit d'une action héroïque.

Une première approche du réseau militant : recherches sur Internet

La méthode utilisée pour les recherches préliminaires sur Internet est présentée dans l'introduction générale de la thèse. Les deux textes présentés à la page suivante entendent illustrer un aspect de ces recherches : le fait que, dans le cas du Chiapas, je n'avais pas de connaissance préalable du terrain alors que, dans le cas d'Israël-Palestine, j'ai utilisé le carnet d'adresse dont je disposais grâce à un engagement associatif préalable, et utilisé une double casquette de militant et de chercheur. En effet, les techniques d'approche des acteurs furent, pour cette raison, différentes, comme l'illustrent les extraits d'échanges de courriers électroniques reproduits.

Les effets de l'engagement militant du chercheur sur la prise de contact avec les acteurs

Pas de connaissance préalable du milieu militant (Indymedia Mexico)

« Hola, soy un estudiante francés preparando una tesís de doctorado en sociología política en un centro de investigación (CRAPE-CNRS) ubicado en la ciudad de Rennes, bajo la codirección del Profesor Erik Neveu (Instituto de Estudios Politicos de Rennes, Francia) y la Profesora Clemencia Rodriguez (Universidad de Oklahoma, EE.UU.). El objeto de este trabajo es entender los modos de producción y diffusión de la información en medios alternativos mexicanos como *Indymedia*. Estoy a punto de pasar tres meses en México para realizar una investigación empírica tomando como base una serie de entrevistas con responsables de medios alternativos en la ciudad de México y en el Estado de Chiapas. Quisiera saber si una persona miembro de *Indymedia* aceptaría concederme un momento para responder a una serie de preguntas sobre varios aspectos de sus actividades, tal como la historia de *Indymedia* México, el contexto en el cual surgió, su modo de funcionamiento interno, sus relaciones con otros medios alternativos cercanos, así como la manera concreta como ustedes realizan su trabajo de información independiente.
Estaré en México D.F. a partir del próximo 15 de febrero hasta principio de marzo, y después regresaré en la ciudad en abril. Me haría un gran favor ayudarme en mi investigación aceptando una entrevista o conectandome con personas involucradas en medios alternativos quien podrían darme elementos de reflexión sobre el paisaje de la prensa alternativa mexicana y su historia. Anticipándoles las gracias por su contestación, les saludo. Atentamente, Benjamin Ferron ».

Connaissance préalable du milieu militant (AIC Jérusalem)

« Bonjour, vous m'avez laissé votre carte de visite lors d'une conférence organisée par Amnesty International à Rennes le 3 février dernier. Je me permets de reprendre contact avec vous à la fois en tant que membre du comité rennais de l'Association France-Palestine Solidarité et doctorant en sociologie politique au CRAPE (Centre de Recherches sur l'Action Politique en Europe, CNRS, Rennes). Comme je vous l'avais très brièvement indiqué, je commence une thèse sur la production d'information alternative en Israël-Palestine et au Mexique. J'avais souhaité vous rencontrer à l'Alternative Information Center pendant l'été 2003, lors d'une mission civile de protection du peuple palestinien que j'ai effectuée avec D. notamment. Malheureusement vous étiez indisponible ce jour-là. Je réitère donc ma demande, les délais n'étant pas urgents. Mon but est d'effectuer, avec l'accord des membres de l'AIC, dont vous-mêmes, une série d'entretiens et d'observations sur le fonctionnement du Centre, ses actions et ses publications. Je souhaite comprendre les conditions, les processus et les contraintes de production de l'information, les logiques de recrutement des militants et permanents, et les relations entre l'AIC et les autres organisations qui fournissent des informations sur le conflit israélo-palestinien en dehors, à la marge ou à l'intérieur du champ professionnel du journalisme. […]. L'objet de ce mail est de savoir si vous accepteriez de répondre occasionnellement à mes questions par mail ou téléphone […], ou bien de me mettre en contact avec des personnes susceptibles d'y répondre, en France, en Israël ou en Palestine […]. J'espère que votre emploi du temps vous permettra de répondre à ce message. Merci d'avance. Cordialement, B. Ferron »

Traductions et retranscriptions

Les traductions de l'anglais et de l'espagnol au français sont de mon fait, sauf mention contraire. J'ai essayé autant que possible de rendre non seulement le sens des discours écrits, mais également les registres de langage : un style académique pour les travaux universitaires ou apparentés, un style oral pour les entretiens, etc. Lorsque la traduction comporte une ambigüité, le mot original a été mis en regard de la traduction.

Les noms retenus pour les groupes et organisations (en arabe, hébreu, anglais, espagnol ou français) sont ceux employés le plus couramment par les acteurs.

Les noms en hébreu et arabe ont généralement été retranscrits en français de la manière suivante.

En hébreu, le son *-ou* est transcrit par « ou », les lettres hébraïques « kaf » et « het » par « h ».

En arabe, les lettres « t̲ā' » (ث) « d̲āl » (ذ) sont transcrites ici par « v », et les lettres « h̲ā' » (ح) et « hā' » (ه) par « h ».

Les noms propres ont le plus souvent été retranscrits tels que les acteurs les écrivent eux-mêmes.

Les citations d'acteurs sont mises en italique dans le texte.

Entretiens

Tableau récapitulatif des entretiens

Tous les entretiens ont été réalisés par mes soins pendant les séjours d'enquête, sauf mention contraire. Le tableau des deux pages suivantes propose un récapitulatif de la campagne d'entretiens, décrite dans l'introduction générale de la thèse. Tous les entretiens ont été anonymisés, à l'exception de ceux qui ont été effectuées avec des figures connues de la vie publique au Mexique (comme Aleida Calleja) ou en Israël (comme Michel Warschawski). Les grilles d'entretiens sont ensuite présentées.

Tableau récapitulatif des entretiens

	NOM, Prénom ou pseudo.	sexe Age	Organisation(s)	Profession principale, fonction(s) dans l'organisation	Objet(s) de l'entretien	Date, Lieu	Durée	Langue	Retransription
1	A., Hassan	H, ≈55	Al Ayyam, Bethehem Press	Journaliste Correspondant local	Org.	7/10/05, Bethléem	60	Ang.	Notes
2	A., Armando	H, ≈25	Radio Zapote	Etudiant, animateur	Org.	2/2011, Mexico (CR)	55	Esp.	Intég.
3	A., Ahmad	H, =34	AIC	Resp. Youth Project	Mix.	27/6/07, Beit Sahour	55	Ang.	Notes
4	Adolfo	H, ≈30	IMC Chiapas	Graphiste Animateur site Web	Org.	1/3/06, San Cristóbal	97	Esp.	Intég.
5	Ahmed	H, ≈60	Al-Quds	Journaliste	Org.	7/10/05, Bethléem	55	Ang.	Notes
6	A., Nitson	H, ≈30	AIC (New York)	Etudiant Porteur du projet	Org.	28/5/07, Jérusalem	7	Ang.	Intég.
7	A., Antonia	F, ≈40	CDHFBC	Salariée ONG Resp. communication	Org.	31/3/06, San Cristóbal	91	Esp.	Intég.
8	A., Brian	H, =38	AIC (NFW) IMC Israel	Salarié ONG Journaliste, Webmaster	Bio.	1/6/07, Jerusalem	75	Ang.	Intég.
9	AVILA PIETRASANTA,	F, ≈45	Comunicación	Cinéaste, Enseignante	Org.	8/3/06, México	70	Esp.	Intég.
10	Irma		Comunitaria	Directrice ONG	Bio.	11/03/06, Mexico	61	Esp.	Intég.
11	B., Ghassan	H, =25	IMEMC, ISM	Journaliste, Militant	mix.	6/6/07, Beit Sahour	61	Ang.	Intég.
12	B., Roni	F, =53	ODA (HPH, Challenge)	Salariée ONG, militante Directice, co-fondatrice	Org.	14/10/05, Tel Aviv	56	Ang.	Intég.
13	B., Nihad	H, ≈40	Badil	Directeur ONG Recherche, défense légale	Org.	18/10/05, Beit Sahour	63	Ang.	Notes*
14	B., James	H, ≈30	AIC	Salarié ONG resp. distrib° et progr°	Org.	27/6/07, Beit Sahour	40	Ang.	Notes
15	B., Eyad	H, -	Comité populaire Bil'in	Non renseigné	Org.	19/2/2010, Bil'in	20	Ang.	Intég.
16	CALLEJA, Aleida	F, ≈40	AMARC AMARC-México	Directrice ONG Prés. adj., ex-dir.	Bio.	26/6/09, México (tél.)	58	Esp.	Notes
17	C., Laura	F, ≈25	AIC	Volontaire	Bio.	25/6/07, Beit Sahour	45	Ang.	Notes
18	C., Amalia	F, ≈40	SNMAI	Salariée musée, resp. rel° Am. Lat.. et vidéos indigènes	mix.	7/7/10, New York (tél.)	54	Esp.	Notes*
19	C., Mickaël	H, =27	CQFD	Salarié ONG Reporter, militant	Bio.	31/8/10, Montpellier (tél.)	78	Fra.	Notes
20	C., Alberto	H, ≈60	Indépendant	Réalisateur	Org.	2/2011, Mexico (CR)	63	Esp.	Intég.
21	D., Guy	H, ≈35	IMC Israel, AATW	Cinéaste freelance	Org.	16/2/10, Tel Av. (CL)	40	Ang.	Notes
22	D., Nicolas	H, ≈35-	Promedios	Assistant de production Documentariste	Org.	2/2011, Mexico (CR)	50	Fra.	Intég.
23	D., Fabian	H, ≈30	AIRE, CML-DF	Graphiste, Vidéaste	mix.	2/3/06, San Cristóbal	50	Esp.	Intég.
24	D., Marta	F, ?	Proceso	Journaliste	Org.	2/2011, Mexico (CR)	30	Esp.	Intég.
25	E., José, MALDA [anonyme]	H, ≈40, F, ≈50,	Melel Xojobal	Salariés ONG, resp. communication	Org.	6/4/06, San Cristóbal	84	Esp.	Intég.
26	F., Hamdi	H, ≈45	Al Rwaha TV	Dir. ent. presse, Journ.	Org.	9/10/05, Bethléem	45	Ang.	Notes
27	F., Najib	H, ≈40	Al-Quds	Journaliste	Org.	09/10/05, Bethléem	26	Ara.	Notes
28	Feddel	H, ≈50	WAFA	Journaliste	Org.	27/5/07, Hébron	13	Ara.	Notes
29	I., Daniel	H, ≈30	AMARC-México	Salarié ONG	Org.	3/3/06, México	23	Esp.	Intég.
30			La Voladora Radio	Directeur, animateur	Org.	3/3/06, México	23	Esp.	Intég.
31	G., José	H, -	La Jornada/Proceso	Journaliste	Mix.	2/2011, Mexico (CR)	75	Esp.	Intég.
32	G., Michal	F, ≈25	IMC Israel, AATW	Journaliste, Militante	Org.	28/9/05, Jérusalem	68	Esp	Intég.
33	H., Saleem	H, =33	PYALARA (The Youth Times	Directeur ONG	Org.	6/10/05, Ar-Ram	29	Ang.	Intég.
34	H., Connie	F, ≈40	AIC	Directrice ONG	Org.	10/10/05, Jérusalem	41	Ang.	Intég.
35					Bio	6/6/07, Jérusalem	63	Ang.	Notes
36	H., Alexandra	F, ≈45	CMP/Promedios	Cinéaste indépendante	Bio.	1/12/08, Chicago (tél.)	97	Ang.	Intég.
37				Co-fond., fund-raising	Org.	27/07/09, Rionegro	15	Ang.	Notes
38	HANEGBI, Haïm	H, =72	Matzpen	Journaliste retraité	Bio.	26/6/07, Tel Aviv	150	Héb.	Intég.
39	H., Shir	H, ≈40	AIC	Salarié ONG, resp. The Econ. of the Occup.	Bio.	20/6/07, Jérusalem	70	Ang.	Notes*
40	H., Aref	H, ≈55	Media Institute Bir Zeit University	Salarié université Directeur de l'institut	Org.	4/10/05, Bir Zeit	62	Ang.	Intég.
41	I., Nassar	H, =55	AIC	Salarié ONG, journaliste,	Org.	22/10/05, Beit Sahour	61	Ang.	Intég.
42				rédac. chef Ruyya Ukh'ra	Bio	19/6/07, Beit Sahour	60	Ang.	Notes

43	I., Ronen	H, ≈35	IMC Israel	Graphiste, co-fond.	mix.	15/10/05, Tel Aviv	68	Ang.	Intég.
44	J., Ahmad	H, ≈45	AIC	Salarié ONG, journaliste resp. projets	mix.	13/6/07, Beit Sahour	85	Ang.	Intég.
45	Jet	F, ≈40	SIPAZ	Salariée ONG	Org.	27/3/06, San Cristóbal	75	Esp.	Intég.
46	J., José Alfredo	H, =21	OPC-CLETA (Machete, Machetearte)	Dessinateur Responsable graphique	Org.	2/3/06, México	69	Esp.	Intég.
47	José, Julio, Gerardo	3H, ≈20,	Radio Sabotaje	Etudiants Participants	Org.	23/2/06, México	27	Esp.	Intég.
48	KELLER, Adam, ZILVERSMIDT, Beate	H, =51, F, ≈50	Gush Shalom (The Other Israel)	Salariés ONG, militants Resp. The Other Israel	Org.	15/6/07, Tel Aviv	78	Ang.	Intég.
49	K., Uri	H, ≈25	AIC	Stagiaire ONG, Militant	Bio.	30/6/07, Jérusalem	60	Ang.	Notes
50	K., Khader	H, ≈50	JMCC	Journaliste	Org.	3/10/05 – Jérusalem	55	Ang.	Notes
51	L., Adila	F, ≈40	SHASHAT	Salariée ONG, Secr. bureau, co-fond.	Org.	17/10/05, Ramallah	40	Ang.	Intég.
52	L., Adriana	F, ≈40	Rebeldia	Enseignante sup., Rédac. chef	Org.	23/03/06, México	60	Esp.	Notes
53	Maka	F, ≈25	CML-DF	Salariée ONG, militante	Org.	24/2/06, México	56	Esp.	Intég.
54					Bio.	28/2/06, México	32	Esp.	Intég.
55	Mar	F, ≈25	Radio Ke-Huelga	Profession inconnue Militante, Animatrice	Org.	14/5/06, México	60	Esp.	Intég.
56	M., Olinca	F, =46	LaNeta	Directrice ONG	Bio.	14/10/09, Mexico (tél.)	22	Esp.	Intég.
57				Coordinatrice générale	Org.	21/10/09, Mexico (tél.)	32	Esp.	Intég.
58	Maruca	F, ≈65	OPC-CLETA (APIA online)	Salariée ONG Militante	Bio.	21/12/09, México (tél.)	69	Esp.	Intég.
59	M., Gilad	H, =25	AIC	Salarié ONG resp. relations externes	Bio.	20/6/07, Jérusalem	40	Ang.	Notes
60	M., Sarit	F, ≈30	B'Tselem	Salariée ONG resp. communication	Org.	19/10/05, Jérusalem	54	Ang.	Intég.
61	M., Juan	H, -	Proceso	Photographe	Mix.	2/2011, Mexico (CR)	45	Esp.	Intég.
62	M., Guillermo	H, ≈50	Ojo de Agua Comunicación	Directeur ONG co-fond., Animateur	Bio.	29/9/09, Oaxaca (tél.)	91	Esp.	Part.
63	M., Avital	F, ≈40	AIC	Salariée ONG Secrét. et administration	Bio.	30/5/07, Jérusalem	88	Ang.	Intég.
64	M., David	H, ≈35	CSL-RFM, (Autonomia)	Bibliothécaire Militant	Org.	22/2/06, México	78	Esp.	Intég.
65	N.	H, ≈50	Phoenix Center, FPLP	Dir. centre culturel, Militant	Org.	15/10/05, Deheisheh	60	Ang.	Notes
66	N., Laham	H, ≈45	Ma'an Press Agency	Journaliste	Org.	7/10/05, Bethléem	60	Ang.	Notes
67	N., Daniel	H, ≈30	Radio Zapatista	Etudiant, anim. radio, militant	mix.	6/4/09, Berkeley (tél.)	68	Esp.	Part.
68	Niv	H, ≈35	Indépendant	Journaliste free lance Projet vidéo	mix.	2/10/05, Jérusalem	58	Ang.	Intég.
69	O., Raed	H, ≈50	Ma'an Press Agency	Journaliste	Org.	7/10/05, Bethléem	39	Ang.	Notes
70	Pierre-Jean	H, ≈45	Promedios France	Petits boulots, traducteur	Bio.	13/9/10, Toulouse (tél.)	75	Fra.	Intég.
71	R., Bastien	H, ≈25	Promedios France	Salarié librairie ind., militant	mix.	11/6/09, Paris	60	Fra.	Notes
72	R., Enrique	H, ≈50	Revista Chiapas	Co-fondateur Professeur d'université	Org.	15/2/11, Rennes	120	Fra.	Notes
73	R.	H, ≈45	PPP	Paysan, militant	mix.	20/7/03, Halhoul	47	Fra.	Notes
74	S., Bilal	H, ≈30	IMC Palestine, Hebron Media Center.	Directeur ONG Co-fond., militant, journaliste	Org.	23/10/05, Hebron	50	Ang.	Intég.
75	S., Mikhael	H, -	Indépendant	Avocat	Org.	1/3/07, Tel Av. (KL)	60	Heb.	Notes
76	S., Yakup	M, ≈50	Ministère Pal. Info.	Fonctionnaire A.P.	Org.	8/10/05, Bethléem	30	Ara.	Notes
77	S., Ilan	H, 71	Matzpen, AATW	Psychiatre, militant	Bio.	2/6/07, Tel Aviv	90	Ang.	Notes
78	S., Refugio	H, ≈25	CML, Suauuu rRdio	Salarié ONG, participant	Org.	29/2/06, México	60	Esp.	Notes
79	S., Serch, V., Imuris	H, ≈25, F, ≈25	Radio Zapote	Etudiants Participants	Org.	1/2/06, México	86	Esp.	Intég.
80	S., Shlomo	H, ≈50	Adva Center	Co-directeur ONG, sociolog.	Org.	11/10/05, Tel Aviv	60	Ang.	Notes
81	T., Amali	F, =22	AIC (TEOO)	Etudiante, stagiaire	Bio.	11/6/07, Beit Sahour	15	Ang.	Notes
82	V., Francisco	H, =34	CMP-Promedios	Salarié ONG	Org.	24/3/06, San Cristóbal	94	Esp.	Intég.
83				animateur	Org.	2/2011, San Crist.(CR)	80	Esp.	Intég.
84	WARSCHAWSKI, Michel	H, =46	AIC (News From Within)	Journaliste, essayiste	Org.	26/9/05, Jérusalem	70	Fra.	Intég.
85				co-président, militant	Bio.	27/9/05, Jérusalem	62	Fra.	Intég.
86					Org.	17/2/10, Jérus. (CL)	30	Fra.	Notes
87	Y., Sergio	H, =40	AIC (News From Within)	Journaliste, militant Dir. programmes	Bio.	27/5/07, Jérusalem	86	Ang.	Intég.
88	Y., Elliott	H, =42	RICA	Historien, militant	Bio.	10/12/09, Portland (tél.)	53	Ang.	Intég.

Entretiens « Réseaux militants et organisations de médias »

Grille des entretiens en anglais, espagnol et français

I. History of the organization

1.1. Conditions of genesis

1.2. Evolution until today

1.3. Perception of the future

II. Internal organization

2.1. Goals, objectives, Guidelines for action

2.2. Interpersonal relationships

2.3. Human and material resources

2.4. Rhythm, nature and distribution of tasks

III. Network and public

3.1. Friendly or warring groups

3.2. Targeted audiences

IV. Producing and distributing information

4.1. Relationships between informational activities and others

4.2. Media used, main publications

4. 3. Main topics, editorial line

4. 4. Newsgathering and sources of information

4 5 Circuits of distribution

4.6. Espected and/or observed effects

I. Historia de la organización

1.1. Condiciones de genesis

1.2. Evolución hasta hoy

1.3. Percepción del futuro

II. Funcionamiento interno

2.1. Objetivos, estrategías, principios de acción

2.2. Relaciones interpersonales

2.3. Recursos materiales e humanos

2.4. Ritmo, tipo y división del trabajo

III. Red y público

3.1. Grupos aliados o enemigos

3.2. Públicos

IV. Produccion y distribucion de informacion

4.1. Relaciones entre actividades de información y otras actividades

4.2. Medios usados, principales publicaciones

4. 3. Temáticas privilegiadas, linea editorial

4. 4 Colecta y fuentes de información

4. 5 Circuitos de distribución

4.6. Efectos aspirados y/o observados

I. Histoire de l'organisation

1.1. Conditions de genèse

1.2. Evolution jusqu'à aujourd'hui

1.3. Perception de l'avenir

II. Fonctionnement interne

2.1. Buts, objectifs, principes d'action

2.2. Relations interpersonnelles

2.3. Ressources matérielles et humaines

2.4. Rythme, nature et distribution des tâches

III. Réseau et public

3.1. Groupes amis ou ennemis

3.2. Publics visés

IV. Production et distribution d'information

4.1. Relations entre activités d'information et autres activités

4.2. Médias utilisés, principales publications

4. 3. Thématiques privilégiées, ligne éditoriale

4. 4 Collecte et sources d'information

4. 5 Circuits de distribution

4.6. Effets attendus et/ou observés

Questions des entretiens en français

I. TRAJECTOIRES ORGANISATIONNELLES

1.1. Conditions de genèse	Quand l'organisation[1721] a-t-elle été créée? Pourquoi a-t-elle émergé à ce moment spécifique ? Dans quelles circonstances ? Comment cela s'est passé concrètement ? Quelles difficultés avez-vous rencontrées ? Quels soutiens avez-vous reçus ? Qui a pris part à la création ? Ces personnes font-elles toujours partie de l'organisation ? Lesquelles ? Quel était le contexte politique et journalistique à ce moment-là ?
1.2. Etapes de développement	Quelles sont pour toi[1722] les dates-clés dans l'histoire de l'organisation ? Qu'est-ce qui a changé alors ? Quelles ont été les conséquences de ces changements sur l'organisation et ses activités ? Est-ce que cela a transformé la façon dont l'organisation était perçue ? Comment décrirais-tu les enjeux actuels de l'organisation ?
1.3. Perception de l'avenir	Sur le long terme, comment imagines-tu l'évolution de l'organisation ? Quels défis penses-tu que vous allez devoir affronter ?

II. STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT INTERNES

Questions préliminaires	L'organisation a-t-elle ou non un statut juridique ? Quel est ce statut : s'agit-il d'une association, d'une entrerprise commerciale, d'une ONG, etc. ? Où est située l'organisation ? Avez-vous plusieurs bureaux ou locaux ?
2.1. Normes de fonctionnement	Quels sont les principaux objectifs de l'organisation ? Certains sont-ils plus importants que d'autres ? Est-ce que les objectifs ont changé depuis la création de l'organisation et, si oui, pourquoi ? Tu as des exemples ? Certains objectifs ont-ils du être abandonnés ? Pourquoi ? Comme dans toute organisation, il y a probablement différentes conceptions des objectifs à poursuivre ou de la manière de fonctionner. Pourrais-tu me les décrire ? L'organisation a-t-elle traversé des moments de crise à cause de ces différences de conception ?

[1721] Lors des entretiens, le terme « organisation » a été remplacé par le nom de l'organisation qui faisait l'objet de l'enquête.
[1722] L'usage du tutoiement ou du vouvoiement a varié selon l'âge, le statut et le type de relations qui s'était établies avec la personne durant la prise de contact préalable.

2.2. Rapports de force internes	Quelles sont les règles en vigueur en ce qui concerne les relations entre les membres de l'organisation ? Existe-t-il un règlement intérieur écrit ou les choses se font-elles de manière plus informelle ? S'il existe des règles écrites, jouent-elles un rôle déterminant dans la façon dont l'organisation fonctionne ? Quelles sont les conditions d'admission ou d'exclusion ? Dans quelles circonstances, par exemple, quelqu'un peut-il rejoindre l'organisation ou, au contraire, en être exclu ? Peux-tu me citer un exemple où vous avez dû faire référence à ces règles écrites ? Y a-t-il des règles qu'il n'ait jamais besoin de rappeler parce qu'elles sont évidentes en elles-mêmes ? Lesquelles ? A l'inverse, y a-t-il des règles qui parfois ne sont pas respectées ? Lesquelles et pourquoi ? Certaines règles engendrent-elles des conflits ou des discussions entre les membres de l'organisation ? Par exemple ? Y a-t-il des principes qui ne sont pas inscrits dans les règles écrites mais qui, d'après toi, devraient être respectées par toute personne qui appartient à l'organisation ? Par exemple ? Les règles sont-elles fixes ou modulables ? Y a-t-il un groupe chargé de les modifier si nécessaire ?
2.3. Ressources	Quelles ressources l'organisation a-t-elle à sa disposition ? Quelles sont les différentes sources de revenus ? Quel est le rapport entre l'auto-financement et les revenus extérieurs ? Quelles sont les principales dépenses ? Dans les entrées budgétaires, quelle est la proportion de la publicité, des ventes, des subventions, des dons, des bénéfices tirés de l'organisation d'événements ? Dans les dépenses budgétaires, quelle est la proportion des salaires, des coûts de fonctionnement, des dépenses liées à des soutiens de projets ou d'actions ? Sais-tu à combien s'élève le budget total de fonctionnement ? Est-il en augmentation, stable, en diminution ? Pourquoi ? Est-ce que la distribution des entrées et dépenses budgétaires a beaucoup changé dans l'histoire de l'organisation ? En quel sens et pourquoi ? Qui se charge des questions financières ? Depuis quand ? Comment cette personne a-t-elle été choisie ? Combien de personnes sont membres de l'organisation ? Y a-t-il des membres salariés ? Combien ? Y a-t-il des bénévoles ? Combien ? Combien de personnes forment le « noyau dur » de l'organisation ? Ce nombre est-il stable, en augmentation, en diminution ? De façon générale, d'où viennent les membres ? Y a-t-il un entretien formel avant le recrutement de quelqu'un ou les gens peuvent-ils joindre librement l'organisation ? Comment recrutez-vous de nouveaux membres, qu'ils soient salariés ou bénévoles ? Publiez-vous des annonces de recrutement ou utilisez-vous d'autres moyens ? Certains membres de l'organisation appartiennent-ils à d'autres organisations également ? D'après toi, comment les gens ont-ils eu connaissance de l'existence de l'organisation ? Certaines personnes quittent-elles l'organisation ? Qui et pourquoi ?
2.4. Division interne du travail	Comment les différentes tâches sont-elles distribuées dans l'organisation ? Qui se charge de quoi ? Par exemple, qui est chargé de rédiger le texte de présentation de l'organisation ? Comment les personnes sont-elles choisies ? Quelles compétences sont nécessaires ? Se sont-elles formées sur le tas ou bien ont-elles reçues une formation spécifique ? Quel type de rencontres a lieu régulièrement ? Combien de temps consacrez-vous à l'organisation, par jour, par semaine, par mois ? Y a-t-il des moments où les volontaires sont plus disponibles, dans la semaine ou le mois ? Y a-t-il des tâches que vous voudriez faire, mais que vous n'arrivez pas à faire faute de temps ou de moyens ? Lesquelles ?

III. RELATIONS EXTERNES

3.1. Réseaux militants	De quelles organisations vous sentez-vous les plus proches, sur un plan local, national, international ? Connais-tu des membres de ces organisations personnellement ? Comment les as-tu rencontrés? Quel type de relation as-tu avec eux ? Est-ce que vous communiquez entre vous par courrier, email, téléphone, est-ce que vous vous voyez régulièrement lors de reunions, ou à l'occasion d'événements particuliers (comme des manifestations)? Y a-t-il des personnes ou des groupes dans ces organisations que tu rencontres plus régulièrement que d'autres ? Qui et pourquoi ? Est-ce qu'il vous arrive de vous entraîder ? A l'inverse, avez-vous déjà eu des discussions qui ont engendré des conflits ? A quel propos ? Quel était l'enjeu du débat ? Quels étaient les arguments de chaque côté ? Pourquoi étiez-vous en désaccord ? Comment les membres de ton organisation ont-il réagi au débat ? Comment les membres des autres organisations ont-ils réagi ? Comment la collaboration avec d'autres organisations est-elle structurée ? Comment travaillez-vous ensemble, concrètement ? Que retirez-vous de cette collaboration, et eux-mêmes qu'est-ce qu'ils en retirent ? Etes-vous satisfaits de cette collaboration ? Qu'est-ce qui pourrait être amélioré ? Y a-t-il des organisations avec qui vous avez travaillé avant, mais avec qui vous ne travaillez plus aujourd'hui ? Comment cela se fait-il ?
3.2. Autorités et organisations politiques	Comment décrirais-tu vos relations avec les autorités locales et nationales, et les institutions internationales ? S'agit-il de relations directes ou indirectes ? Y a-t-il des personnes, des institutions, des partis politiques, etc. qui facilitent vos activités, qui vous aident ? Comment ? Lesquels par exemple ? Est-ce qu'ils vous aident avec des moyens juridiques ou financiers, ou bien par des interventions politiques/publiques ? A l'inverse, est-ce qu'il y a des personnes, des institutions, des partis politiques, etc. qui essaient ou ont essayé de gêner votre travail ?
3.3. Opposants	Y a-t-il des personnes ou des organisations avec lesquelles vous êtes en désaccord total ? Pourrais-tu me donner des exemples ? Pourquoi êtes-vous en désaccord ? Ces désaccords sont-ils exprimés seulement à l'intérieur de l'organisation ou bien publiquement ? Si vous avez exprimé publiquement votre désaccord, quel genre de réaction cela a-t-il suscité de leur part ? Est-ce que ces réactions ont eu des effets sur votre organisation ? Lesquels ? Est-ce que cela a modifié la façon dont vous perceviez cette personne/cette organisation ? Est-ce que cela a modifié la façon dont votre organisation était perçue par ses propres membres ?
3.2. Publics	Est-ce que votre organisation cherche à toucher une catégorie particulière de personnes ou bien n'importe quel citoyen ? Avez-vous des données sur vos lecteurs, auditeurs, spectateurs, votre public ? Cela représente combien de personnes ? Ce chiffre est-il stable, en augmentation, en diminution ? Comment décrirais-tu le profil-type du lecteur, auditeur, spectateur (âge, sexe, niveau d'étude, positionnement et engagement politique, profession, etc.). De quel milieu viennent-ils en général ? Des institutions officielles ou des réseaux alternatifs ? Avez-vous des retours sur votre travail ? Sont-ils plutôt positifs ou négatifs ? Peux-tu me donner des exemples ? Prenez-vous en compte ces retours ? Si non, pourquoi ? Si oui, comment ? Comment décrirais-tu vos relations avec votre public ? Connais-tu personnellement des lecteurs, auditeurs, spectateurs ? Quand et comment les rencontres-tu ? Y a-t-il des publics spécifiques que vous n'arrivez pas à toucher ? Comment cela se fait-il ?

IV. PRODUCTION EDITORIALE

4.1. Place de l'activité	La production d'informations constitue-t-elle une part importante de vos activités ? Comment cette activité est-elle liée aux autres activités de l'organisation ? Qui se charge de cette activité ? Combien de personnes cela représente-t-il ? Quelles compétences sont requises ? Y a-t-il des personnes plus compétentes que d'autres ? Pourquoi ? Comment vous évaluez cela ?
4.2. Médias utilisés	Sous quelle forme publiez-vous les informations ? Pourquoi avoir choisi ce média plutôt qu'un autre ?
4.3. Ligne éditoriale	Y a-t-il des thématiques privilégiées ? Lesquelles ? Comment choisissez-vous les sujets dont vous allez parler ? A l'inverse, quels sont les sujets dont vous ne voulez ou ne pouvez pas parler ? Par exemple ? Quelle perspective éditoriale cherchez-vous à privilégier ou, à l'inverse, à éviter ?
4.4. Rapports aux sources	Quelles sont vos principales sources d'information ? Comment, par exemple toi, tu te tiens informé de l'actualité ? Quels journaux lis-tu, quelles émissions de radio écoutes-tu ou de télévision regardes-tu ? Combien de temps tu passes à consulter les médias d'information ? Comment s'est formé votre réseau d'informateurs ? Comment vous font-ils parvenir les informations ? Quelles sont les principales difficultés que vous rencontrez pour obtenir des informations ? Privilégiez-vous des sources indirectes (d'autres médias, des sites web, des documents officiels, etc.) ou bien des reportages sur le terrain ? Quels sont les moyens dont vous disposez pour cela (moyens de transport, ordinateurs, équipement audiovisuel, traducteurs) ? Une fois que vous avez assez de matériau, comment faites-vous ? Quel genre d'information privilégiez-vous ? Qui se charge de la décision finale de publier ou non telle ou telle information ? Sur quels critères ? Prenez-vous en compte ces critères quand vous récoltez des informations ?
4.5. Distribution	Comment l'information est-elle publiée ? Où le journal est-il vendu ? Où les programmes sont-ils diffusés ou montrés ? Est-ce que cela a change dans l'histoire de l'organisation ? Quel est le rythme de publication des informations ?
4.6. Effets attendus	Quels effets attendez-vous de la publication de vos informations ?

Questions des entretiens en anglais

What do you mean when you describe your organization as "alternative" / "independent" etc?

I.1- History of the organization

I.1. Conditions of genesis

When was your organization created? Why did it emerge at this specific moment?

How / in which circumstances was it created / founded? How did it take place practically / in concrete terms?

What kind of difficulties did you meet? What kind of support did you find / could you rely on?

Who took part in the foundation / founding process? Are these people still part of the organization?

Did the founding members model the organization on other organizations? Which ones?

What was the journalistic / political context / landscape like at that time?

I.2. Evolution until today

What would you identify as key dates / temporal landmarks in the history of the organization?

What changes occurred then? What were the consequences of such changes on your organization and its action?

Did this affect the way your organization was perceived?

How would you describe the current preoccupations / concerns of your organization?

I.3. Perception of the future

In the long term, how do you picture its evolution? What challenges do you think you may you have to face?

I. 2- Internal organization

Does the organization have a legal status or not? What is the legal status of the organization: is it a charity, a commercial venture, an NGO etc.?

Location? Do you have several offices?

II.1. Goals / objectives / Guidelines for action

What are the organization's main goals / objectives? Do any of them have precedence / priority?

Have these objectives changed since the organization was created, and if so, why? Examples? Did any have to be abandoned? Why?

As in any organization, there may be different conceptions of the goals to follow and /or of how to operate / run the organization: could you describe them? Did your organization go through any crisis because of these?

II.2. Interpersonal relationships

Which principles rule / govern the relations / relationships between the members of the organization?

Is there a written set of rules (such as a charter) or are things dealt with in a more informal way?

If there are written rules, do they play an active part / role in the way the organization works?

What are, for instance, the terms / conditions of admission and exclusion? Under what circumstances / conditions, for instance, can one join the organization or is one likely to be excluded?

Could you mention any instance when you had to refer to (to use) these written rules?

Are there any rules that never need reminding (never have to be reminded) because they are self-evident? Which ones?

On the contrary / conversely, are they any rules which are sometimes broken (which are not always respected)? Which ones and why?

Do some of these rules engender / generate (create) conflicts or discussions between the members of the organization? Examples?

Are there any principles which are not part of the written rules, but which, according to you, should (need to) be respected when one belongs to the organization? Examples ?

Are the rules fixed or adaptable? Is any group in charge of altering them if need be?

II.3. Human and material resources

What resources does the organization have at its disposal? What are the different sources of income?

What is the ratio between self-financing and outside revenues? What are the main expenses?

What is the proportion of advertising, sales, subsidies, donations, profits yielded (generated) by events staged by the organization?

What is the proportion of salaries / wages, running costs, expenses for support actions / projects?

Do you know how much the operating budget amounts to? (do you know the amount of the operating budget)

Is it increasing (on the increase), stable, or decreasing? Why?

Has the distribution of items (of revenues and expenses) changed much in the course of the organization's history?

How has it changed? Why?

Who is in charge of financial matters / of the budget in the organization? For how long / since when has this been the case? How was this person selected?

How many people are members of the organization? Are there any salaried staff? How many?

Are there any volunteers? How many?

How many people make up the core / nucleus of the organization?

Are the overall numbers stable? Decreasing? Increasing?

Generally, where do the members come from?

Is there any formal interview before members are recruited or do people join freely?

How do you gain new members, whether salaried or voluntary ones?

Do you advertise for membership, and where, or do you use any other means to recruit people?

Do any members of your organization belong to other organizations as well?

According to you, how do people find out about the organization?

Do people sometimes leave the organization? Why? Who?

II.4. Rythm, nature and distribution of tasks

How are the tasks shared out / how is work distributed in the organization? Who is in charge of each task?

For example, who is in charge of writing the texts presenting the organization?

Why were those persons chosen? What skills are required?

How did they learn those skills? Were they "trained on the job" or were they provided with specific training at the outset?

What kinds of meeting take place on a regular basis?

How much time do you dedicate to the organization (daily / weekly / monthly)?

Depending on their degree of involvement, how much time do others dedicate to the organization?

Are there moments when volunteers are more available (daily or weekly)?

Are there any specific tasks which you would like to carry out, but can't / are unable to, whether for lack of time or means? Which ones ?

III. Network and public

III.1. Friendly or warring organizations

What organizations do you feel closest to, or do you have specific affinities with, on the local, national, and / or world-wide scale?

Do you know any members of these organizations personally / on a personal basis?

How did you meet them?

What kind of relationships do you have with them? Do you communicate by mail, email, phone, do you see each other regularly either in meetings, or on the occasion of specific events (such as demonstrations)?

Are there persons or groups in your organization who meet them more regularly than others? Who? Why?

Do you sometimes help each other?

Conversely, have you had any discussion which engendered / generated conflict / which revealed discrepancies?

What were these about? On what topics / issues / what were the issues at stake?

What were the arguments on each side? Why did you disagree?

How did the members of your organization react to such a debate?

How did the members of the other organization(s) react to such a debate?

How is your collaboration structured? How do you work together, in practical terms?

How do you benefit from such collaboration, and how do they?

Are you satisfied with these partnerships / such collaboration? What could be improved, according to you?

Are there any organizations with which you used to work, but no longer do? Why is this so / why don't you work with them any longer?

How would you describe your relationships with the local and national authorities, and with international institutions? Are they direct or indirect relations?

Are there any persons, institutions, political parties etc, which facilitate your activities, which help you?

In what way? Examples? Do they help you through legal and/or financial means, through public / political interventions?

Conversely, are there any person, institutions, and political parties etc, which are trying or have tried to hinder your work (to prevent you from working / from being active)?

Are there any persons or organizations with which you are in complete disagreement?

Can you give me any examples? Why do you disagree?

Do you have, or have you had, the opportunity to express your disagreement?

Do you express / have you expressed it within the organization or publicly?

When you express (or expressed) your disagreement publicly, does (or did) this make them react / beget any reaction from them? What kind of reaction? Have those reactions had any effects / consequences on the organization? Which ones? Did this change / has this changed the way your organization perceived this person / organization? Did this change / has this changed the way your organization was / is perceived by its own members?

III.2. Targeted audiences

Does your organization target a specific type of person / category of people, or rather any individual / all citizens?

Do you have data on your readers / spectators / listeners / on your audience?

How many people does this represent? Is this figure stable, increasing or decreasing?

How would you describe the profile of your average reader / spectator / listener? (age, gender, education, political stance / affiliation, occupation / job, activism)

What kind of circle do they move in? Official institutions or alternative networks?

Do you get any feedback on your work? Positive or negative feedback? For instance ?

Do you take this feedback into account? If not, why (don't you)? If you do, how do you take it into account?

What are your relationships with your audience? / How would you describe your relationship with your audience?

Do you know any of our readers / spectators / listeners personally / on a personal basis? How and when do you meet them?

Is there a specific audience which you haven't managed to reach and why ?

IV. Producing and distributing information

IV.1. Relationships between informational activities and other activites

Does the production of information account for an important part of your activities?

How is this activity linked with the other activities of the organization?

Who is in charge of such an activity within the organization? How many people are involved?

What skills are required? Are any people more competent than others? Why ? How do you assess / evaluate this?

IV. 2. Media, main publications

In what form do you publish the information?

Why did you choose this medium rather than others?

IV. 3. Main topics, editorial line

Are there any privileged topics? Which ones?

How do you select the topics / issues you deal with / broach?

Conversely, are there any topics / issues which you can't or do not want (wish) to deal with / broach [any issues which you are unable to tackle or which you'd rather not tackle]? For instance ?

What kind of slant / perspective do you favour?

Conversely, what kind of slant / perspective do you wish to avoid?

IV. 4 Newsgathering and sources of information

What are your principal sources of information / sources you use (in order) to produce information?

How do you, for instance, keep informed? / How do you follow the news / How do you keep up with current events?

What newspapers do you read? What radio programs or stations do you listen to? What TV programs or channels do you watch? How much time do you spend reading, watching or listening to these media?

How was your network of informants constituted? How do they keep you informed / provide you with information?

What main difficulties do you meet with / do you encounter when trying to get information? / What obstacles do you encounter / come up against...

What technique of news gathering do you favour: indirect sources such as other media, websites, official documents, or field work such as interviews, direct observation, investigations / investigative work / reporting?

What are the means at your disposal in order to carry this out? (Means of transport) In terms of transportation? Computers? Audiovisual equipment? Interprets?

Once you have gathered enough material, how do you proceed? What kind of information do you favour or neglect?

Who makes the final decision (to either keep (retain) or discard (drop) such and such piece of information) ?

What criteria / standards govern such choices?

Do you take these criteria into account when you gather information?

IV. 5 Circuits of distribution

How is the information broadcast? / How do you broadcast the information?

Where is your newspaper sold? Where is your program broadcast / shown?

Has this changed in the course of the organization's history?

When and how often do you broadcast / publish (the information)?

IV.6. Espected and/or observed effects

What effects do you expect / hope for from the information you publish?

What kind of person do you hope to reach / affect?

Entretiens « Propriétés sociales et trajectoires biographiques »

Grille des entretiens en anglais, espagnol et français

I. Current functions in the organization

1.1. Status and main activities

1.2. Volunteers and salaried staff members

1.3. Informal activities

II. Personal history

2.1. Family

2.2. Scholarship and studentship

2.3. Professional trajectory

2.4. Political or civic commitment

III. How he/she entered the organization

3.1. Conditions of entrance

3.2. Important events

3.3. Internal mobility

IV. External activities

4.1. Residency and geographical mobility

4.2. Sources of income

4.3. Marital situation

4.4. Hobbies

V. Skills and opinions

5.1 Linguistic competences

5.2. Political preferences

I. Funciones actuales en la organizacion

1.1. Estatuto y actividades principales

1.2. Voluntarios y miembros salariados del équipo

1.3. Actividades informales

II. Historia anterior

2.1. Familia

2.2. Escolaridad y estudios

2.3. Trayectoria profesional

2.4. Involucramiento político o cívico

III. Como entro en/creo la organizacion

3.1. Condiciones de entrada

3.2. Eventos importantes

3.3. Mobilidad interna

IV. Actividades exteriores

4.1. Sede y mobilidad geográfica

4.2. Fuentes de ingreso

4.3. Situación marital

4.4. Diversiones

V. Competencias y opiniones

5.1. Competencias linguísticas

5.2. Preferencias políticas

I. Fonctions actuelles dans l'organisation

1.1. Statut et activités principales

1.2. Volontaires et membres salariés de l'équipe

1.3. Activités informelles

II. Histoire personnelle

2.1. Famille

2.2. Scolarité et études

2.3. Trajectoire professionnelle

2.4. Engagement politique ou civique

III. Comment est-il/elle entré dans l'organisation ?

3.1. Conditions d'entrée

3.2. Evénements importants

3.3. Mobilité interne

IV. Activités extérieures

4.1. Résidence et mobilité géographique

4.2. Sources de revenus

4.3. Situation maritale

4.4. Loisirs

V. Compétences et opinions

5.1. Compétences linguistiques

5.2. Préférences politiques

Questions des entretiens en français

I. POSITION INTERNE DANS L'ORGANISATION	
1.1. Statut et activités principales	Quelles sont tes fonctions actuelles au sein de l'organisation ? Es-tu spécialisé dans un certain type de média ou de technologie ?
1.2. Volontaires et salariés	Es-tu un bénévole ou salarié de l'équipe ?
1.3. Activités informelles	Est-ce qu'il t'arrive de participer à des festivals, des forums ou des conferences, nationaux ou internationaux ? A ces occasions, est-ce que tu représentes l'organisation ?

II. TRAJECTOIRES INDIVIDUELLES	
2.1. Origines familiales	Où et quand es-tu né ? D'où sont originaires tes parents ? Quel est ou était leur profession ? Ont-ils eu des experiences ou vécu à l'étranger ? Sont-ils diplômés ? Y a-t-il des gens dans ta famille qui ont des engagements politiques ? Y a-t-il des gens dans ta famille impliqués dans le journalisme, les médias ou la communication ? As-tu des frères ou des sœurs ? Que font-ils ?
2.2. Scolarité et études	Dans quel type d'école as-tu suivi ta scolarité ? Avais-tu des activités en-dehors de l'école ? Qu'est-ce que tu voulais faire plus tard, à l'époque ? As-tu suivi des études à l'université ? Pourquoi as-tu choisi ces études ? Connaissais-tu des gens qui étudiaient cette discipline ? Y avait-il des choses qui ne te plaisaient pas ? As-tu changé d'orientation professionnelle ? Quels diplômes as-tu obtenus ? As-tu raté certains examens ?
2.3. Trajectoire professionnelle	Qu'as-tu fait après ta scolarité/tes études ? Quel ont été tes premiers jobs ? Qu'est-ce qui te plaisais dans ces jobs ? As-tu eu des expériences en tant que journaliste ou professionnel des medias de communication ? Qu'est-ce qui t'a plu ? Qu'est-ce qui t'a déplu ?
2.4. Engagement politique ou civique	As-tu des engagements politiques ? Où cela, dans quelles organisations, depuis quand ? Comment t'es-tu engagé dans cette/ces organisation(s) ? As-tu déjà participé à des festivals, des forums, nationaux ou internationaux, avec ou en-dehors de cette/ces organisation(s) ?

III. ACCES ET MAINTIEN DANS LE MEDIACTIVISME	
3.1. Conditions d'entrée	Comment t'es-tu engagé dans l'organisation dans laquelle tu es aujourd'hui ? Connaissais-tu quelqu'un qui y était déjà ?
3.2. Evénements marquants	Quelle est l'expérience la plus importante dont tu te souviennes au sein de l'organisation ?
3.3. Mobilité interne	As-tu connu une evolution au sein de l'organisation ? C'est-à-dire ?
IV. ACTIVITES EXTERIEURES	
4.1. Résidence et mobilité géographique	Où vis-tu ? Dans quel genre de logement ? Tu es locataire ou propriétaire ? Y a-t-il des endroits dans le pays ou à l'étranger où tu as l'habitude de résider ?
4.2. Sources de revenus	Quelles sont tes principales sources de revenus aujourd'hui ? Est-ce que tu te considères comme faisant partie des classes supérieures, des classes moyennes, des classses populaires ?
4.3. Situation maritale	Est-ce que tu vis seul ? Es-tu divorcé ? As-tu des enfants ? As-tu des relations avec quelqu'un au sein de l'organisation ? Avec une personne d'une autre nationalité ? Quelle est ta nationalité (et la sienne le cas échéant) ?
4.4. Loisirs	Quels sont tes loisirs principaux ?
V. COMPETENCES ET OPINIONS	
5.1. Compétences linguistiques	Quelles langues parles-tu ? Où et comment les as-tu apprises ?
5.2. Préférences politiques	D'un point de vue politique, comment te positionnerais-tu ? Est-ce qu'il t'arrive de voter aux elections: à chaque fois, de temps en temps, jamais ? Pour qui votes-tu en général ? Fais-tu partie d'un syndicat, d'un parti ? Sinon, de quels syndicats ou partis te sens-tu le plus proche ?

Questions des entretiens en anglais

I. Current functions in the organization

I.1. Status and main activities
What are your current functions in the organization?
In which part of the organization do you work?
Are you specialized in a certain kind of media or technology?
I.2. Volunteers and salaried staff members
Are you volunteering or a salaried staff member?
I.3. Informal activities
Do you participate in festivals, forums,national or international conferences? In those occasions, do you represent the organization?

II. Personal history

II.1. Family
Where and when are you born?
Your parents where coming from there?
What is/was the profession of your parents?
Did they have experiences in foreign countries or not?
Do they have diploma?
Are there people in your family with a political commitment?
Are there people in your family involved in journalism, media or communication?
Do you have brothers or sisters? What do they do?
II.2. Scholarship and studentship
In what kind of school did you go as a child?
Did you have other activities apart from school?
What did you want to do after when you were a child?
Did you study at the university? How did you choose these studies? Did you know people who where studying it? What didn't you like at the time?
Did you change your profesionnal orientation?
What diploma do you have? Did you fail in some exams?
II.3. Professional trajectory
What did you do after your studies? Which were your first jobs?
What did you like in these jobs? What did'nt you like?
Did you have experiences as a journalist or in professional communication media? What did you like? What didn't you like?
II.4. Political or civic commitment
Did you have political commitments? Where, when?
In which organisation? How did you get involved in this organisation?
Did you participate in festivals, forums, national or international conferences outside this/these organization(s)?

III. How he/she entered the organization

III.1. Conditions of entrance
How did you get involved in this organization?
Did you know somebody inside the organization?

III.2. Important events

What is the strongest experience you remember in the organization?

III.3. Internal mobility

Did you have an evolution inside the organization? How?

IV. External activities

IV.1. Residency and geographical mobility

Where do you live?

In what kind of place? Do you rent it or do you own it?

Do you have other places in the country or in the world where you are used to stay?

IV.2. Sources of income

What are your main sources of income today?

Do you consider yourself as part of the high class, middle class, lower class?

IV.3. Marital situation

Do you live alone? Are you divorced?

Do you have kids?

Did you have special relationships with someone in the organisation? With foreign persons?

What is your nationality?

IV.4. Hobbies

What are your hobbies?

V. Opinions and skills

VI.5 Political preferences

From a political point of view, how do you position yourself?

Do you always, usually, never vote at the elections?

Who do you vote for in general?

Do you belong to a trade union?

If not, what are the labor unions you feel closest to/far away from?

IV.6. Linguistic competences

What languages do you speak? Where and how did you learn it?

Questionnaire

Le questionnaire distribué auprès de « médiactivistes » mexicains (voir l'introduction générale) est reproduit ci-dessous, suivi des résultats détaillés.

Questionnaire en espagnol

Hola, soy un estudiante francés de sociología política, trabajando en un centro de investigación universitario (CRAPE-CNRS) ubicado en la ciudad de Rennes. Estoy preparando una tesis de doctorado sobre los medios de comunicación mexicanos que se adjetivan con diferentes títulos : alternativos, independientes, libres, comunitarios, ciudadanos, radicales, piratas, etc. Además de una serie de entrevistas y observaciones empíricas, realizé este cuestionario para entender mejor a las personas que participan en dichos medios (aquí llamados « alternativos » por razones de simplificación) y las razones de su participación. Si aceptas responder a las preguntas que siguen, favor de responder a todas (salvo las preguntas « opcionales »). Este cuestionario es individual y totalmente anónimo. Si tienes preguntas acerca de este trabajo, me puedes escribir a la siguiente dirección : benjaminferron@hotmail.com **Muchas gracias por tu ayuda.** ***Benjamin Ferron***

- **¿En qué medio(s) alternativo(s) u organización(es) produciendo medio(s) participas?** *(por orden de importancia)*

1.....2.....
3.....4.....

- **¿Cómo definirías los principales objetivos de esto(s) medio(s) u organización(es)?**

.....
.....
.....
.....

- **¿A qué tipo de medios de comunicación te dedicas más?** *(llenar con una cifra : 1: lo más importante / 5: lo menos importante)*

☐ Prensa escrita ☐ Radio ☐ Televisión ☐ Internet ☐ Otro (favor de precisar) :.....

- **¿Cuáles son las actividades a las cuales te dedicas en general en esto(s) medio(s) alternativo(s) u organización(es)?**

☐ Tareas logísticas, administrativas y/o operativas
☐ Trabajo editorial (producción de programas, redacción de artículos, etc.)
☐ Otras actividades *(favor de precisar)*:.....

6. **¿Comó definirías en términos generales lo que te llevó a participar en esto(s) medio(s) u organización(es)?**

.....
.....
.....
.....

.....

- **¿De qué manera participas en esto(s) medio(s) u organización(es)?**
- □ Como voluntario (sin salario)
- □ Como profesional (con salario)
- □ Otra situación (*(favor de precisar)* :.....

- **Sexo :** H □ M □

- **Fecha de nacimiento :**.....

- **Lugar de nacimiento :**.....

- **Nacionalidad :**.....

- **¿Cuál es tu situación matrimonial ?**

□ solter@
□ Casad@
□ Divorciad@
□ En pareja, no casad@
□ Otra situación :.....

- **¿Cuál es la profesión o actividad principal de tu padre ? :**.....

- **¿Cuál es la profesión o actividad principal de tu madre ? :**.....

- **¿Cuantós hij@s tienes? :**.....

- **¿Dondé vives en general ?** Favor de precisar el nombre del Estado, de la ciudad y del barrio.....

- **¿En qué tipo de habitación vives?**

□ Casa individual (..... recamaras)
□ Departamiento (..... recamaras)
□ Otro :.....

- **¿Puedes describir tus estudios (nivel alcanzado, materias estudiadas, cambios de orientación, etc.)?**

.....
.....
.....
.....

- **¿ Cuál es (cuales son) tu(s) actividad(es) professional(es) ?**

□ No tengo actividad profesional. Mi(s) principal(es) fuente(s) de ingreso es (son) :.....

□ Si tengo una :.....Salario mensual en pesos *(opcional)*.....
□ Tengo otra :.....Salario mensual en pesos *(opcional)*.....

- **¿ Cuál es (cuáles son) tu(s) actividad(es) extra-profesional(es) (políticas, confesionales, deportivas, culturales, etc.) ?**

□.....□.....
.....□.....
.....□….....

- **« Izquierda » y « derecha » son dos palabras que uno usa para caracterizar las opiniones políticas. ¿En la siguiente escala del 1 al 9, dónde te posicionarías tú?**

<Izquierda> 1--------2--------3--------4--------5--------6-------7--------8--------9 <Derecha>

□ Yo no quiero/puedo posicionarme sobre esta escala

- **¿Qué son exactamente los medios de comunicación (escritos, audiovisuales, electrónicos...) que usas con más frecuencia?**

.....
.....
.....

- **¿Ya hiciste viajes o estancias en paises extranjeros ?** □ No □ Si. Favor de precisar el país y el asunto del viaje/de la estancia :

□.....□.....
□.....□.....

- **¿Qué idiómas hablas?** Favor de precisar el nivel : avanzado, medio, básico.

□.....
□.....
□.....
□.....

- **¿Conoces *personalmente* a gente que vive en otros paises que México? □ No □ Si** (favor de precisar la nacionalidad y el tipo de relación : amistosa, profesional, etc.) :

.....
.....
.....

Résultats

Question 1 : « A quel(s) média(s) alternatif(s) ou organisation(s) participes-tu ? »

		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Organización	**1**	CML-DF	Radio Zapote	Radio Interferencia	Radio zapote	Homosapienz colectivo audiovisual	CML-DF	CML-DF	CML-DF	AIRE	CML-DF	CML-DF
	2	Richmond Media (USA)	CML-DF	Radio Faro del Faro de Oriente	El Pinacate	Radio Zapote	Pintar obedeciendo	Grupo autónomo Mala Calle	La Tortillera editorial	CML-DF	Mala Calle (grupo autónomo)	Malacalle (colectivo intervenciones en la calle)
	3	Indymedia US			Colectivo anónimo ENAH	CML-DF	Radio Pachecho		Galeria seis			Radio Canero (para prisioneros)
	4	Left Turn Magazine				Colectio anónimo y Zoelotes negros						

Question 2 : « Comment définirais-tu les principaux objectifs de ce(s) média(s) ou organisation(s) ? »

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Objectivos	*« Autonomía Reclamación de nuestras historias y vidas Horizontalismo Democracía Anti-capitalista Del base »*	*« Abrir nuevos espacios de comunicación y creación »*	*« El objetivo principal de una radio comunitaria, es hacer radio para la gente, donde haya una participación ciudadana más amplia, que expresan sus ideas libremente, su música, su cultura, que logran un espacio de autogestión »*	*« Difundir información que no esta en los medios comerciales »*	*« Son independienets, autogestivos, de caracter político y pluricultural, de linea horizontal y autónomos. Piratas y de resistencia »*	*« Hacer uso de la tecnología y la creación plástica (arte comunitario) como un medio de comunicación social »*	*« Generar información que permita y de el tiempo suficiente para análisis y contextualización usando los medios posibles al alcance, acción directa, radio, video, imagen y textos empresos, Internet »*	*« Llenar, facilitar las herramientos de comunicación (tecnología, Internet, camera video, etc.) para que todas y todos (la gente) haga escuchar su voz, su decir ante el medio en que se desarolla »*	*« Liberar la tecnología y la información »*	*« El objetivo es hacer visibles y comunicativas cosas que pasan en el mundo y que los massmedia ocultan o tergiversan. Construir nuestra propia historia de la resistencia y la lucha global. Buscar una comunicación real con la gente »*	*« Generar espacios de expresión accessibles a un público que normalmente queda fuera de los espacios conocidos, demostrar que los medios no son imposibles de realizarse y que con un poco de solidaridad y apoyo mutuo cada comunidad puede definir lo que quiere ver, oir, o leer »*

Question 3 : « A quel type de média te consacres-tu le plus ? »

		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Tipo	**Prensa escrita**	1						1	1		1	
	Radio		1	1	1					1	3	1
	Televisión										5	
	Internet	3	2		2		1		2		2	
	Otro	2 (video)			3 (webradio)	1 (cine, video)	2 (mural comunitario)	2 (video, acción directa)		2 (video, impresos)	4 (stencil)	2 (grafiti)

Question 4 : « Quelles sont les activités auxquelles tu te consacres le plus dans ce(s) média(s) ou organisation(s) ? »

		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Actividades	**Logística administración**		1			X	X	X	X	X	X	X
	Editorial	X			X	X	X		X	X	X	X
	Otras	Grabación y edición de video	Diseño gráfico	Participar en la realización de programas				Trabajo por mantener los espacios				

Question 5 : « Comment définirais-tu en termes généraux ce qui t'a amené à participer à ce(s) média(s) ou cette (ces) organisation(s) ? »

	1	2	3	*4*	5	6	7	8	9	10	11
Motivación	*« Iba a seguir una carrera en periodismo pero me decidó después de 9-11 en Nueva York a seguir en un camino revolucionario. Cuando vi la reacción de los medios en el EU me decidí a no juntarme con esa mala onda »*	*« La necesidad de información real que no se encuentra en otros medios »*	*« Estuda ciencias de la comunicación en la UNAM (Fepys) y mi interés surgió ahí ; Tambien hice mi tesis de Radio Comunitaria llamada Comunicación alternativa, sociedad civil y democracía »*	*« Las voces tan lindas que mucha gente no puede encontrar »*	*« La falta de credibilidad en los medios de comunicación. La necesidad de expresar la creatividad que se resiste ante lo hegemónico. La difusión y la investigación documental. La resistencia contra los derechos reservados y contra las políticas culturales »*	*« Mi historia personal en donde el trabajo social y político siempre ha sido importante, tambien la posibilidad de trabajar en colectivo para disfrutar el colectivo »*	*« Ante la precariedad, la desinformación de los medios másivos y el desequilibrio político-económico y social surge la necesidad de reunirse con grupos afines y trabajar activamente en estos temas »*	*« Primero que nada mi descontento ante el sistema capitalista y después sólo la busqueda de encontrar otros medios que puedan influir directamente, tal vez solo localmente, en el entorno en el cual me encuentro inmerso, ya sea para bien o para mal, eso ni yo lo sé »*	*« La busqueda para formas libres y alternativas de trabajo »*	*« Buscaba unos espacios donde poder expresar mis ideas de forma libre y no necesariamente retribuida economicamente, aprender a manejar otras herramientas como video y radio »*	*« La necesidad de producir las herramientas necesarias para difundir las palabras de quienes no tienen voz ; El hecho de ver que los medios masivos proponen una 'verdad' muy distorsionada de la realidad »*

Question 6 : « De quelle façon participes-tu à ce(s) média(s) ou organisation(s) ?

Participación	Voluntario	X	X	X	X		X	X	X	X	X	X
	Profesional											
	Otra situación					De manera colectiva, horizontal y autogestiva						

Question 7 : « Sexe, date et lieu de naissance, nationalité »

		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Sexo	H		X	X		X		X	X			X
	M	X			X		X			X	X	
Nacimiento	Fecha	1979	1975	1972	1976	1978	1974	1980	-	1976	1978	1982
	Lugar	Arlington, USA	-	DF, México	DF, México	DF, México	Santiago, Chile	DF, México	DF, México	DF, México	Madrid, España	DF, México
Nacionalidad		USA	Mex.	Mex.	Mex.	Mex.	Chili	Mex.	Mex.	Mex.	Esp.	Mex.

Question 8 : « Quelle est ta situation matrimoniale ? »

		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Situación matrimonial	Soltero/a	x	x	x		X	X	-	X	X	-	X
	Casado/a							-			-	
	Divorciado/a							-			-	
	En pareja, no casado/a							-			-	
	Otra situación				X			-			-	

Questions 9 et 10 : « Quelle est la profession principale de ton père/de ta mère ? »

		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Profesión padres	**Padre**	Obrero	Vendedor	Comerciante	Escritor	Escritor, actor	Ingeniero forestal	-	Negocio propio	Empleado	Profesor universitario	Profesor
	Madre	Obrera	Médico (jubilado)	Finada	Mamá	Artesina	Psicologa social	-	Docente	Empresaria pequeña	Ama de casa	Periodista

Question 11 : « Combien d'enfants as-tu ? »

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Hijo/as	0	0	-	2	0	0	0	0	0	0	0

Questions 12 et 13 : « Où vis-tu en général et dans quel type de logement ? »

		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Habitación	**Lugar**	Vagabunda	DF, col. Roma	Tláhuac, México DF	Barrio	Itzalalco DF	Santa Ursula Coapa., DF	-	Centro de la ciudad de México	Itzapalapa, DF	México DF	México DF
	Tipo	Hostal	Departamento (1 recamara)	Casa individual	Departamento	Casa individual	Departamento (1 recamara)	-	Departamiento	Departamiento	Departamiento	Departamiento (2 recamaras)

Question 14 : « Peux-tu décrire tes études ? »

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Titulada en periodismo de Virgina Commonwealth University	Licenciatura	Estudie ciencias de la comunicación en FCPyS UNAM. Me titule con la tesis Comunicación alternativa, sociedad civil y democracia. Un análisis de la radiodifusora indigenísta La Voz del Pueblo Horâbño [?] en Tláhuac	Licenciada	Preparación como antropólogo físico	Licenciatura en antropología social y cursos/talleres en creatividad plástica y manejo de software de edición de video y audio	-	Literatura y lengüas hispánicas, lengüisticas (nivel licenciatura). Me dedico a la creación literaria desde siempre	Maestria en comunicación y política	Licenciatura en historia del arte, certificado de aptitud pedagógica, master en comunicación histórica	Licenciatura

Question 15 : Quelle est (quelles sont) ton (tes) activité(s) professionnelle(s) ? »

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Profesión principal		Diseñador gráfico e ilustrador	Promotor y Gestor Cultural (5000 $)	x	Producción de video documental	Antropóloga	-	Relación ado al ámbito editorial	Beca (4500$)		
Profesión segundaria						Facilitadora de procesos comunitarios	-	Freelance en CONACULTA			
Sin profesión	X						-			X	X
Ingresos principales			Trabajo en el área de cultura		Producción de video documental	Trabajos de investigación esporádicos	-			Trabajando de camarera	Talleres o trabajos temporales

Question 16 : « Quelles sont tes activités extra-professionnelles ? »

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Medios alternativos	Campismo	Soy de izquierda, apoyo la Otra Campaña del EZLN Voy al cine, al teatro, conciertos de rock, viajo por México	Arte	Colectivo musical Adherente de la Otra Campaña	Multieducadora de procesos comunitarios Edición y producción de video documental	-	Promoción cultural Análisis del discurso político en pro de su desarticulación Foros de literarura	Políticas, culturales	Serigrafía, encuadernadora, Lectura, escritura	Impartir talleres de radio, Grafiti, Diseño web, Leer

Question 17 : « Positionnement politique sur un axe droite/gauche »

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Izquierda (1) Derecha (9)			1		-1	1				1	1
No quiere posicionarse	X	X		X			X	X	X	X	

Question 18 : « Quels sont exactement les médias que tu utilises le plus fréquemment ? »

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Electronicos por el Internet (NY Times, Indymedia, Reuters, democracy Now, Guardian UK, los servicios del wire), escritos por La Jornada	Periódicos, revistas, radio, Internet	La Jornada, El Universal Milenio, Proceso Internet, fanzines La Mosca, Radio Educación, Reactar Radio	Internet	Son las herramientos que el sistema social usa con más frecuencia para informar, comunicar, producir y difundir hechos, ideas y programas que obedecen a un auditorio específico. Usualmente son censuradas las imagenes reales y los discursos se disfrazan	Son recursos, herramientas que permiten transmitir mensajes, experiencias, historias que facilitan procesos organizativos comunitarios y que permiten mayor conciencia política y social	Periódico, revistas, video, radio, Internet	Páginas de Internet de medios de comunicación, medios comunitarios, periódicos independientes, foros artísticos concretos y virtuales	Internet, libros	Computadora, publicaciones escritas, videos	Escritas, audiovisuales, Internet

Question 19 : « As-tu déjà voyagé ou effecté des séjours à l'étranger ? »

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Si	Argentina 2003-2004, 4 meses (conocer movimientos sociales, escribir Z-Mag) Peru y Ecuador 2002 (turismo)			X	España, Francia, Alemania, Holanda, Italia Inglaterra, Marruecos, viajes etnográficos Austria, Checoslovaquia, Hungria, Grecia	Europa, sudamérica, norteamérica (amistad y profesional)			Varios	Reino Unido (trabajo), México (trabajo CML), Italia (trabajo centro social)	Italia, Francia, UK Suiza España, Nicaragua, Costa Rica
No		X	X				X	X			

Question 20 : « Quelle(s) langue(s) parles-tu ? »

		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Idiomas	Inglés	avanzado	90 %	50 %	X	50 %	Básico	-	Básico	Medio	Medio	Medio
	Español	medio		X	X		X	X	X		X	
	Francés			50 %				-				
	Portugués							-	Medio	Básico		
	Taramuri					50 %						

Question 21 : « Connais-tu personnellement des gens qui vivent hors du Mexique ? »

		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Conocidos extranjeros	**Si**	España (amistosa) Inglaterra (amistosa) Alemania (amistosa), Canada (amistosa),, Argentina (amistosa), Chile (amistosa)	UK, Alemania, España, Italia, EU, Brazil, Cuba	Estados Unidos (mis tios, primos y hermano)		-	Europa (exponer trabajos de arte comunitario), USA (trabajar), Chile (familia), Panamá (trabajar y estudiar)	Italia, USA y españa (relación de amistad)	Amistosa y profesional: españoles, italianos, alemanes, peruanos, usamericanos, chilenos, argentios, franceses…	Muchos (amigos en general)	Italia (política, amistosa=), Alemania (amistosa), Reino Unido (amistosa), España (política, amistosa), Marruecos (amistosa)	Varios paises
	No				x	-						

Informations complémentaires :

Questionnaire 1 : « *Llegué a México en diciembre del 2005. Antes habia viajado durante 5 meses. Estoy haciendo un documental sobre la inmigración entre Estados Unidos y México en Guerrero. Fuí a San Cristóbal, a la Casa de la Paz, donde hay un jardín colectivo y un colectivo de mujeres que hacen artesanía. Hizé dos semanas de observación de los derechos humanos en comunidades indígenas amenazadas. Trabajà tambien en fincas orgánicas. Hoy estoy haciendo un documental sobre la Otra Campaña para Indymedia. Estoy traduciendo materiales, participando a programas de radio en Internet, haciendo información* » (entretien informel)

Observation participante

Les documents ci-dessous présentent un récapitulatif des documents ethnographiques produits au cours de l'enquête (voir l'introduction générale pour un descriptif).

Récapitulatif des documents ethnographiques

Identification	Descriptif
Carnets	
1	Carnet de préparation aux enquêtes en Israël-Palestine. Notes de lectures, réflexions, références bibliographiques, bases de données, prises de notes lors de colloques, séminaires, conférences. Cahier manuscrit de 196 pages, format A5. Période couverte : 2005-2007
2	Carnet d'enquête en Israël-Palestine. Prise de notes lors de discussions ou réunions, contacts, informations diverses. Cahier manuscrit de 125 pages, format A5. Période couverte : septembre-octobre 2005.
3	Rapports d'enquête quotidiens en Israël-Palestine. Document dactylographié de 22 pages (95.000 signes). Période couverte : du 24 septembre au 22 octobre 2005
4	Carnet d'enquête Israël-Palestine. Prise de notes lors de discussions ou réunions, contacts, informations diverses. Cahier manuscrit de 54 pages, format A4. Période couverte : mai-juin 2007
5	Carnet de préparation aux enquêtes au Mexique-Chiapas. Notes de lectures, réflexions, références bibliographiques, bases de données, prises de notes lors de colloques, séminaires, conférences. Cahier manuscrit de 174 pages, format A5. Période couverte : 2005-2010
6	Carnet d'enquête au Mexique-Chiapas. Prise de notes lors de discussions ou réunions, contacts, informations diverses. Cahier manuscrit de 68 pages, format A4. Période couverte : 2006
7	Carnet de préparation à la comparaison des terrains. Notes de lectures, réflexions, références bibliographiques, bases de données, prises de notes lors de colloques, séminaires, conférences. Cahier manuscrit de 217 pages, format A4. Période couverte : 2004-2010.
Enregistrements	
1	Réunion publique « les résistances communes à l'occupation entre Israéliens et Palestiniens », Jérusalem, 2005 (audio)
2	Discussion informelle entre les volontaires internationaux à Beit Sahour (audio)
3	Conférence sur la question de l'eau dans le conflit israélo-palestinien à l'AIC Jérusalem
4	Tour alternatif avec M.Warschawski et un groupe de visiteurs canadiens (vidéo).
5	Réunion d'équipe à Beit Sahour à propos du prochain numéro de *News From Within* (audio)
6	Réunion hebdomadaire du CML-DF (local Mexico, 21 février 2006).
7	Enregistrement d'une radionovela ("El Soplón ») par *Radio Sabotaje* (campus UNAM-FFYL, 23 février 2006)
8	Réunion hebdomadaire du CML-DF (local Mexico, 28 février 2006)
9	Fête mensuelle du CML-DFet Radio Zapote (banlieue Mexico, 3 mars 2006).
10	Forum Social Européen, ateliers, conférences et tables-rondes consacrées à la question des médias et de l'information (Paris, Saint-Denis, 2003)
11	Conférence universitaire consacrée à la couverture médiatique du conflit israélo-palestinien (Londres, 2006)
Photographies	
1	Locaux de l'AIC Jérusalem
2	Manifestations à Bil'in, 2005
3	Manifestations à Bil'in, 2007
4	Caracol d'Oventik
5	Locaux du CML-DF

Base de données

Article de l'auteur en anglais sur la base de données en ligne *Alternative Media Global Project*, publié dans l'*Encyclopedia of Social Movement Media* (2011).

Alternative Media Global Project (AMGP)

This is a collaborative and multilingual website, devoted to recording research on alternative media throughout the world. Structured around a specialized bibliography, an interactive world map, a long-term chronology and an on-line yearbook, the AMGP seeks to centralize the many resources available on alternative media, and to make them available to the community of researchers, activists, and actors who work on, with or for them. The site is built on a Wiki platform. This enables users who access it to contribute or modify content. The Wiki system maximizes customized applications, plus technical and geographical accessibility. The AMGP uses Dokuwiki as its base, an open source program.

The AMGP was launched in 2007 as an initiative of Benjamin Ferron, R.E. Davis, and Clemencia Rodríguez. It became a working group of the OURMedia network. As of 2010 this not-for-profit counted on a network of sixty correspondents, some of them working collectively, out of the thirty countries involved in the project in Africa, the Americas, Europe, Oceania, the Arab World, and Asia. English is the main language of the site, with translations in French, Spanish and Portuguese.

Project Components

The project includes a section on research, a developing bibliography, a mapping project, a chronology, a yearbook, a blog and a glossary. These different sections are linked to each other and many external Web resources.

The research section, firstly, addresses how to define, study and theorize alternative media. So, should the meaning of "media" be reduced to newspapers, cinema and broadcasting, or include graffiti, posters, flyers, music, dance, theatre, documentary, audiotapes, photos, blogs? Why so many terms for out-of-the-mainstream media: alternative, radical, citizens', community, participatory, free, autonomous, underground, independent, clandestine, pirate, ethnic, dissident, marginal, parallel? Can they be defined only by their opposition to mainstream media? If not, can one term reflect their extreme diversity of forms and contents? Does their study require specific methodologies or theories? How can other media or social movement research be useful to understand them? Which possibilities and obstacles exist to developing international comparison of alternative media networks and histories?

Secondly, the multi-entry bibliography lists research publications, materials produced by community media producers themselves, and articles from mainstream media on alternative media world-wide. Alternative media studies come from several disciplines (information-communication, sociology, history, political science, anthropology). The AMPG hopes to promote cross-disciplinary dialogue. It also aims to facilitate research in specific geographical zones, international comparisons on alternative media networks, and to archive the historical memory of these media. Around 500 references had been classified by 2009 by media technology, country and theme (e.g. alternative media and anarchism, alternative media in conflict situations).

Thirdly, an interactive world map of hundreds of community radios, independent newspapers, free TVs, alternative video projects and radical websites. Just six month after its creation, this "amazing map", according to the alternative blog *Waves of Change*, had been visited more than 10,000 times. It pinpoints geographically 600 media projects in almost every country in the world.

Each is described, its conditions of birth and development, the difficulties or repression it has faced, its networks of production and distribution, its equipment, coordinators, internal organization, financing, publications, formats, institutional partners, website, address, contacts, logo, and its relationships with other

alternative media. This inventory was made possible by a network of correspondents, working with Google Maps. Each correspondent can add important information about their geographical area. Internet research and field investigations facilitate gathering and recording relevant information.

Fourthly, the chronology from 1700 to the present. In close interaction with the world map, it presents a unique historical overview, from the first revolutionary publications of the 18th century in Europe to the Intercontinental Network of Alternative Communication launched by the *Zapatista* movement at the end of the 1990's. Conceived as a very simple and interactive source of information, by 2009 it included data on the history of the anarchist, communist and radical press in Europe and the United States in the 19th century, the birth of the community and Indigenous radio movements in Australia, Africa and Latin America since the 1950's, the struggles for a New World Information and Communication Order in the late 1970s and early 1980s, the main steps in the emergence of an alternative Internet in the 1990's, and many well-known and little-known aspects of the global history of alternative communication.

Lastly, the yearbook provides data on alternative media activists and commentators. It also plans a database on alternative media researchers, journalists, activists and artists, to help researchers study alternative media producers, and help connexions among practitioners. The Blog offers updates about alternative media issues throughout the world (new legislation, conferences, festivals, projects, new books or articles, cases of repression, announcements). The glossary aims to define the concepts and expressions used to describe alternative media.

Simple, open and collectively run, the AMGP seeks to serve varied interests: to be an integrative tool for research; to foster contact among activists, communities and researchers; to make information available on alternative media projects and lessons to be drawn from their experiences; and to promote democratic and critical debate on these subjects.

Benjamin Ferron, Université de Rennes I

Cross-References

Alternative media; anarchist media; Augusto Boal and performance art media; citizens' media; community media; environmental movement media; feminist media; Human Rights media; installation art media.

Further Reading

Alternative Media Global Project: http://www.ourmedianetwork.org/wiki/

Synthèses documentaires

Synthèses théoriques et historiques

Les conditions de production des communiqués de l'EZLN selon Marcos

« Tous les communiqués signés par le CCRI-CG de l'EZLN sont approuvés par des membres du Comité, parfois par la totalité d'entre eux, parfois par des personnes qui les représentent. La rédaction des textes est une de mes tâches, mais le communiqué lui-même suit deux parcours : le premier, ce sont les membres du Comité, ou le collectif du Comité qui sentent la nécessité de se prononcer sur quelque chose, de 'dire leur mot' ; Alors, on propose et on discute des points principaux de ce que l'on va dire, et, avec ces indications générales, on me commande d'en faire la rédaction. Je leur présente ensuite le communiqué rédigé, ils le révisent, suppriment ou ajoutent des choses, et l'approuvent ou le rejettent. L'autre chemin, c'est lorsque ayant reçu de l'information de diverses sources, ou en vue d'un événement particulier et estimant qu'il convient de nous manifester à ce propos, je propose au Comité que nous émettions un communiqué. Je rédige et je soumets ma proposition. On en discute et on l'approuve ou on la rejette. Ai-je dit 'rejette' ? En effet, malgré les circonstances qui contribuent à laisser croire que le sous-commandant I. Marcos est le 'meneur' ou le 'leader' de la rébellion, et le CCRI-CG de l'EZLN une simple 'mise en scène', l'autorité du Comité est indiscutable dans les communautés, et il est impossible de soutenir une position sans l'appui de cet organisme indigène de direction […] Il existe également des textes que j'ai tendance à rédiger en guise de présentation des communiqués que nous émettons. Dans ces textes, je suis plus 'désinvolte', mais la vigilance du Comité demeure. Plus d'une de ces 'lettres de présentation' ont essuyé la réprobation de quelques membres du CCRI. La voie empruntée pour acheminer ces communiqués était assez accidentée et prenait beaucoup de temps. Nous avons essayé de remédier à cette 'inopportunité' caractéristique de nos déclarations, sans aucun succès. La vitesse à laquelle certains de nos communiqués sont arrivés à la presse a été le résultat d'heureux concours de circonstances qui ne faisaient pas, malheureusement, partie de nos plans […] Ce que [les lecteurs] pourraient ne pas comprendre, c'est l'héroïsme compliqué et anonyme des émissaires qui ont transporté, de nos lignes jusque dans les villes, ces feuilles blanches aux lettres noires qui parlaient notre pensée. Il existe nombre d'anecdotes sur ces zapatistes anonymes qui ont tout risqué pour traverser les lignes ennemies, maintes et maintes fois, crevant leur monture et les pieds déchiquetés par la pluie et le froid en janvier et en février, et par la chaleur et les épines dans les mois qui ont suivi. Les voies de la misère et de l'oubli, c'est-à-dire les routes et les sentiers, ont acheminé, des montagnes jusqu'au béton, les mots de la dignité et de la rébellion des zapatistes. Il n'y a pas eu, jusqu'à ce jour, de caméras ni de magnétophones devant ces 'émissaires', pas de lettre ni d'interview, pas d'allusion au sex-appeal de leur anonymat, pas la moindre reconnaissance pour leur effort qui permet à notre parole – leur parole -, d'arriver aux oreilles d'autrui […] Jamais un communiqué ne nous a satisfaits au moment de l'envoyer. Généralement, nous avons essayé de différencier les communiqués du CCRI-CG de l'EZLN et les lettres de présentation. Si les premiers sont écrits en lettres majuscules et signés du Comité, les secondes utilisent des majuscules et des minuscules et sont signées par le 'Sous-Commandant Insurgé Marcos'. Nous pensons que les deux paroles et la dualité des messages ont rempli leur mission […] Une chose encore : le 'ligne éditoriale zapatiste' répond à la consigne 'Maintenant, ou peut-être jamais'. Produits de la guerre et de l'isolement dans lesquels nous nous trouvons, nous ne 'mesurons' pas ce que nous disons, et nous nous efforçons de tout 'balancer' d'un seul coup… puisque ce pourrait être le dernier […] Nous n'avons jamais projeté d'avance ce que nous allions dire, ni la forme que nous emploierions pour le dire »[1723].

[1723] Marcos S.-C., « Proposition de préface à l'édition des communiqués de l'EZLN », ¡Ya Basta !, vol ; 1…, op. cit., p. 14-18.

La construction du mouvement nationaliste palestinien dans l'exil (1948-1974)

Le mouvement national palestinien après 1948 se présente au départ comme un mouvement « transnationalisé » par la force, qui cherche des appuis de l'extérieur, dans les différents Etats où les Palestiniens sont implantés. Alors que la première génération de nationalistes palestiniens est représentée par des notables locaux, qui font ponctuellement appel à des relais diplomatiques pour faire valoir leurs revendications antisionistes, l'exil forcé de 1947-1949 (la *Nakba*, pour « catastrophe » en arabe) conduit à une reformation du mouvement national palestinien dans les Etats arabes. Le *leadership* palestinien traditionnel, qui était déjà divisé en clans familiaux rivaux dans la période mandataire, est en effet dispersé et discrédité[1724]. Les institutions représentatives des Palestiniens parviennent difficilement à faire face à la situation nouvelle. Ainsi, le Haut Comité arabe de la Palestine, créé le 12 juin 1946 par le Conseil de la Ligue Arabe, et composé de notables palestiniens, traite la question palestinienne essentiellement comme un problème interarabe, avec les outils diplomatiques traditionnels[1725].

Une résistance sans leadership : de la naissance des fedayins à la reconnaissance de l'OLP (1949-1964)

Après la Nakba, une résistance populaire s'organise depuis les camps de réfugiés palestiniens: des actions commando sont menées en Israël dès 1949 à partir de la ligne d'armistice israélo-jordanienne, et au Liban sont créées les Phalanges du Sacrifice Arabe, une organisation paramilitaire clandestine qui se donne pour objectif la libération de la Palestine[1726]. En 1954, les incidents se multiplient dans la bande de Gaza. Israël prend prétexte de ces confrontations pour lancer un raid militaire le 28 février 1955, qui ouvre un cycle de violence débouchant sur la crise de Suez en 1956. En réaction à l'attaque israélienne et aux critiques des Palestiniens vis-à-vis de l'attitude égyptienne, jugée trop passive, Nasser constitue des unités commandos, composées pour l'essentiel de Palestiniens baptisés *fedayins* (« ceux qui font le don de soi » en arabe). Ils sont salués comme des héros, mais leurs actions ne parviennent pas à renverser le rapport de force politique et militaire entre Israël et ses voisins arabes.

Il faut attendre la naissance de la République arabe unie (1958-1961), pour observer une évolution du Haut Comité Arabe vis-à-vis du problème palestinien. La Palestine devient progressivement un enjeu entre les dirigeants de la Ligue Arabe, en particulier Egyptiens, Jordaniens, Syriens et Irakiens. Ils jouent de la surenchère pour s'imposer comme les défenseurs les plus authentiques de la cause palestinienne. L'élection d'Ahmed Choukeiri, en septembre 1963, au poste de représentant de la Palestine à la Ligue Arabe contribue à faire de la question palestinienne un enjeu spécifique. Pour la première fois, l'Irak propose la création progressive d'un Etat palestinien à l'ouest du Jourdain et à Gaza, et des élections parmi les Palestiniens. Ainsi, en mai 1964, après une tournée d'A. Choukeiri dans les pays arabes, est publiée la Charte nationale Palestinienne, ainsi que la Constitution de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP). Le siège de l'OLP est fixé au Caire, et l'organisation est dotée d'un Comité exécutif (CEOLP) composé d'une quinzaine de membres, issus de la « vieille garde » nationaliste. Comme le remarque le journaliste et historien français Xavier Baron, « le mouvement palestinien naissant se présente comme un mouvement de résistance beaucoup plus que comme un mouvement révolutionnaire. On ne trouve pas dans la charte un programme politique, un contenu idéologique ou une définition rigoureuse des objectifs qui caractérisent un mouvement révolutionnaire […] L'avenir de la Palestine reste à définir »[1727].

Arafat versus Habache : les luttes internes pour la direction de l'OLP (1964-1967)

Cependant, une « jeune garde » de nationalistes palestiniens, plus radicaux, entre dans le jeu politique. La naissance du groupe *al-fatah* au Koweït, après la crise de Suez en 1956, marque un tournant. Dirigé par un jeune ingénieur diplômé de l'université du Caire, Yasser Arafat, les militants du *Fatah* considèrent que les gouvernements arabes ne sont pas capables de libérer la Palestine, et que la politique d'A. Choukeiri est vouée à l'échec, compte-tenu de sa soumission à la Ligue Arabe. Ils considèrent que la lutte doit rassembler tous les Palestiniens, de l'extrême-gauche à l'extrême-droite, et que la libération passe par la lutte armée. Ils constituent ainsi des organisations clandestines à la fin des années 1950 et au début des années 1960, notamment dans les pays du Golfe. L'organisation *al-assifa*, chapeautée par le *Fatah*, réalise ainsi sa première opération militaire en Israël dans la nuit du 31 décembre au 1er janvier 1965. L'arrivée du *Fatah* ne remet pas en question uniquement la

[1724] « Les structures politiques jusqu'alors dominées par cette classe furent pulvérisées. Elle ne devaient pas être remplacées avant plus d'une quinzaine d'années, période marquée par l'absence de direction politique » (Khalidi R., *L'identité… op. cit.*, p. 47).

[1725] Baron X., *Les Palestiniens. Genèse d'une nation*. Paris, Le Seuil, 2003 (2000), p. 66-67.

[1726] Elle compte parmi ses fondateurs le docteur Georges Habache, qui jouera ultérieurement un rôle de premier plan dans la résistance palestinienne (Habache G., *Les révolutionnaires… op. cit.*).

[1727] *Ibid.*, p. 72-73.

position des notables palestiniens au sein de l'OLP, et plus largement de la Ligue Arabe. Elle concurrence également les représentants du courant pro-nassérien, dirigé par Georges Habache. Ce dernier a fondé en 1951 au Liban le Mouvement Nationaliste Arabe (MNA), d'idéologie panarabe et nassérienne, dont il devient le dirigeant à Amman (Jordanie) en 1954-1955.

L'idéologie nationaliste du MNA laisse place progressivement, en 1966-1968, aux idées marxistes, une évolution marquée par la naissance du Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP) en décembre 1967. Début 1968, un millier de *fedayins* s'entraînent sous ses ordres en Jordanie, où se forme une sorte « d'Etat dans l'Etat » géré depuis les camps de réfugiés par le FPLP. Les rivalités sont croissantes avec le *Fatah*, qui privilégie le nationalisme palestinien et non le panarabisme. De plus, plusieurs courants s'affrontent au sein du FPLP. L'arrestation de G. Habache en mars 1968 à Damas (Syrie), donne l'occasion à la tendance gauchiste incarnée par Nayef Hawatmeh, de relancer ses efforts pour prendre le contrôle du mouvement. Une scission du FPLP a lieu en février 1969, et N. Hawatmeh fonde le Front Démocratique Populaire de Libération de la Palestine (FDPLP). Ces divisions de la gauche nationaliste, couplées à la défaite des armées arabes lors de la Guerre des Six-Jours (juin 1967) profitent au *Fatah*. La situation régionale est alors profondément bouleversée. Israël occupe militairement le Golan syrien, le Sinaï égyptien, ainsi que la Cisjordanie, Gaza et Jérusalem. La guerre provoque une nouvelle vague de réfugiés palestiniens (environ 450 000 personnes). Quatre courants principaux s'affrontent ainsi fin 1967 : le *Fatah* (composé majoritairement de musulmans sunnites), le MNA-FPLP (dont les dirigeants sont chrétiens), la *Saïka* (d'obédience baassiste syrienne), l'OLP (qui représente les élites notabiliaires traditionnelles). Le *Fatah* sort vainqueur des rivalités internes et s'impose lors du cinquième Conseil National Palestinien du Caire, en février 1969. Yasser Arafat devient président de l'OLP.

La polarisation entre « modérés » et « radicaux » après la Guerre des Six Jours (1967-1974)

La défaite de 1967 divise les représentants nationalistes palestiniens sur la question de la stratégie à adopter. La Ligue Arabe pousse de son côté vers l'action politique et diplomatique. Ce choix est marqué par les conclusions de son quatrième sommet, fin août 1967. Mais la Syrie boycotte le sommet et appelle à la poursuite de la lutte armée. L'OLP connaît à cette période un accroissement sans précédent (ses effectifs sont multipliés par dix), qui lui permet de constituer un corps de *fedayins* de 10 à 12 000 combattants à la fin des années 1960. Mais l'organisation rencontre des difficultés à construire un parti révolutionnaire, qui dirigerait la lutte au plan politique et militaire. Par ailleurs, le *Fatah* majoritaire, et auréolé de sa victoire lors de la bataille de Karameh contre l'armée israélienne (1968), est en conflit croissant avec le FPLP, qui promeut en 1969-1970 une stratégie de déploiement de la lutte armée au plan international, afin d'attirer l'attention de l'opinion occidentale sur le problème palestinien (prises d'otage, détournements d'avion, assassinats, attentats à la bombe). Les pays arabes font ainsi de plus en plus une distinction entre les « modérés » du *Fatah* et les « extrémistes » du FPLP.

Le mouvement national traverse une période difficile après septembre 1970, date d'une sanglante répression des autorités jordaniennes, qui prend pour nom « Septembre Noir », contre le principal bastion de la résistance palestinienne (3500 morts et 11 000 blessés). Cependant, la guerre de 1973 contribue à réaffirmer la légitimité de l'OLP au plan international, qui est reconnue par un nombre grandissant d'Etats. Le clivage du mouvement national entre les partisans d'une stratégie diplomatique et les partisans de la lutte armée se manifeste lors d'un discours que tient Y. Arafat à l'ONU, le 13 novembre 1974. Il se présente alors vêtu du *keffieh* noir et blanc qui devient un symbole de la lutte palestinienne, et dans son discours annonce qu'il est porteur d'un rameau d'olivier, symbole de paix, et d'un fusil de révolutionnaire, symbole de guerre. En incarnant par ce geste les divisions internes du mouvement de résistance nationale, il contribue cependant à lui donner une image d'unité auprès de l'opinion internationale.

La voie diplomatique, ou la victoire du Fatah (1974-1982)

Les divisions intrapalestiniennes s'accentuent dans les années suivantes, et se cristallisent sur la question non plus des moyens mais des objectifs de la lutte nationale. Pour les organisations qui rejoignent le « Front du refus » (FPLP, FPLP-CG, FLA, FLPP), l'objectif est la création d'un Etat sur tout le territoire de la Palestine historique. Pour les organisations telles que le *Fatah*, la *Saïka* ou le FDLP, au contraire, la solution « réaliste » d'un Etat sur une partie seulement du territoire est tenue pour acceptable, du moins dans un premier temps. Le 6 septembre 1976, la Palestine est admise comme vingt-et-unième membre à part entière de la Ligue arabe. Cette entrée vient conforter la position des « réalistes modérés » (incarnés par Y. Arafat) au détriment des « idéalistes radicaux » (incarnés par G. Habache). L'heure est au dialogue et aux tractations diplomatiques, plus qu'à la guérilla. A partir de 1976, les rencontres palestino-israéliennes se multiplient, par l'intermédiaire d'Issam Sartaoui,

proche de Y. Arafat[1728]. C'est ainsi qu'une rencontre est organisée à Prague entre une délégation officielle de l'OLP (*Fatah*, FDLP, Parti Communiste de Cisjordanie), et le Parti Communiste israélien. N. Hawatmeh annonce au treizième Conseil National Palestinien au Caire, en mars 1977, qu'il a été décidé « d'ouvrir un dialogue avec les israéliens antisionistes »[1729]. Ces rencontres jouent un rôle déterminant pour les organisations antisionistes israéliennes, et dans l'émergence d'un mouvement anti-occupation israélo-palestinien, comme nous le verrons par la suite.

Si l'OLP sert d'organe de représentation politique pour le peuple Palestinien, la population qu'il entend représenter est cependant dispersée géographiquement et de plus en plus hétérogène sur un plan socio-économique. Les camps de réfugiés constituent cependant des foyers de production et la reproduction de l'idéologie palestinienne de résistance, où la plupart des *fedayins* sont recrutés et se reconnaissent dans des commandos affiliés à telle ou telle tendance de l'OLP. A côté des mouvements de guérilla, l'OLP crée une série d'associations socio-professionnelles, pour les travailleurs, les enseignants, les étudiants, les avocats, les ingénieurs, les écrivains et journalistes et les femmes. C'est ainsi que se forme dans l'exil, en particulier au Liban après l'expulsion de l'OLP de Jordanie en 1970-1971, puis en Tunisie après la guerre israélo-libanaise de 1982, des cadres de la bureaucratie de l'OLP, qui formeront ultérieurement l'élite politico-bureaucratique de l'Autorité palestinienne.

[1728] I. Sartaoui organise plusieurs rencontres israélo-palestiniennes discrètes et officieuses en France en 1976, avec l'appui de P. Mendès France, en Europe. Il prend contact avec des personnalités israéliennes qui défendent les droits nationaux des Palestiniens, dont le général Matityahou (dit Matti) Peled et le journaliste Uri Avnery, et établit des contacts avec l'Internationale socialiste.

[1729] Dès le 6e CNP au Caire du 1er au 6 septembre 1969, le FDPLP propose une résolution pour une « solution démocratique de la question palestinienne » qui entend créer « un Etat démocratique populaire palestinien dans lequel les Arabes et les juifs vivront sans discrimination d'aucun sorte ». Le projet est refusé, mais la reconnaissance de droits nationaux aux Juifs constitue un tournant, qui différencie le FDPLP du Fatah, et a fortiori du FPLP. En janvier 1970, Hawatmeh précise sa conception et annonce qu'il a invité au dialogue des organisations israéliennes antisionistes telles que le Rakah (le PC israélien) et Matzpen (Ibid., p. 304).

Comment la cause palestinienne devient une cause altermondialiste

En 2002, le Centre d'Information Alternatif (AIC) publie une brochure d'une cinquantaine de pages intitulée « *La mondialisation et la lutte palestinienne* »[1730]. Ce document illustre, tant dans sa structure et le choix de ses auteurs, que dans son contenu, « l'élargissement de cadre » opéré par le mouvement pacifiste radical israélo-palestinien, d'une cause « locale » à une cause « globale » insérée dans le discours altermondialiste. Etudiée dans une perspective constructiviste, l'élaboration de ce cadre apparaît comme une tentative visant à distinguer ces mouvements de défense de la cause palestinienne issus de la gauche radicale, avec trois groupes, présentés ici par ordre décroissant de proximité : d'une part, des courants de résistance conservatrices à l'impérialisme occidental représentés par l'islamisme radical, d'autre part des courants de résistance progressistes de la gauche « modérée », représentés par les courants socio-démocrates « réformateurs », enfin certains groupes de la gauche radicale issus des courants anarchistes et libertaires, prônant l'action directe, pour qui la revendication palestinienne de création à terme d'un Etat souverain est en décalage partiel ou total avec leur propre agenda politique.

La brochure, qui commence par une courte introduction rédigée par Sergio Yahni, membre de l'AIC, est principalement composée d'articles publiés dans le magazine *News from Within*, à l'exception du texte « Impérialisme et mondialisation » de l'économiste franco-égyptien Samir Amin, rédigé à partir d'une intervention orale au premier Forum Social Mondial de Porto Alegre en janvier 2001, et publié en juin 2001 dans la *Monthly Review**. Le deuxième texte « Profits de guerre, dividendes de paix et conflit Israélo-Palestinien » a été écrit par deux professeurs d'économie politique, l'un en Israël (Shimshon Bichler), et l'autre au Canada (Jonathan Nitzan). Ils sont coauteurs du livre *The Global Political Economy of Israel*, publié par Pluto Press en août 2002. Le troisième texte « Les enjeux dans le monde arabe » a été écrit par Ziad Abdel Samad, directeur executif de l'ONG Network for Development au Liban. Le quatrième article « Thèses sur la mondialisation et la résistance palestienne » est coécrit par Nassar I., journaliste et écrivain palestinien, membre de l'AIC à Beit Sahour, et le Dr. Majed Nassar, sous-directeur de Health Work Commities. Ils ont publié conjointement le livre *The Palestinian Intifada : Cry Freedom* en avril 2002. La brochure se termine par une interview, réalisée en décembre 2001, auprès de Pierre Galand ancien secrétaire général d'Oxfam-Belgique, et président d'un consortium d'ONG auprès de l'Union européenne, qui est devenu président de la Société Belgo-Palestinienne du Centre Européen pour la Prévention des Conflits, et enseignant à l'Université de Bruxelles[1731].

Dans l'introduction, Sergio Yahni explique que ce document se veut « *un reflet de la contribution de premier plan de l'AIC à la discussion sur la mondialisation dans la région* » (p. 9). Publié un an après le lancement de la campagne locale « Building a Future Together », cette synthèse théorique apparaît également un an après le premier Forum Social Mondial de Porto Alegre, où lui-même s'est rendu : « *nous avons […] été au premier rang pour porter ces questions dans des forums internationaux et à nos partenaires outre-mer* » (p. 9). Il expose nettement ce qui constitue pour lui la double problématique de cette publication, à savoir l'imbrication étroite entre 1) le conflit israélo-palestinien et la mondialisation néolibérale (« *dans notre conception, la résistance palestinienne actuelle et la répression israélienne sont enracinées dans les nouvelles tendances du capital global* », p. 9); 2) la cause palestinienne et la cause altermondialiste (« *La Palestine et la lutte palestinienne sont devenues le point de convergence pour le mouvement pour une globalisation alternative. Dans tous les rassemblements et dans toutes les manifestations 'antimondialisation' autour du monde, la drapeau palestinien est brandi et des slogans pour soutenir le peuple palestinien sont scandés* », p. 7).

Il replace le conflit israélo-palestinien dans un cadre historique plus large, celui des luttes entre puissances impérialistes (depuis la campagne d'Egypte de Napoléon au début du XIXe jusqu'aux accords entre la France et la Grande-Bretagne après la première guerre mondiale). La « *colonisation sioniste de la Palestine* » apparaît de ce point de vue dans la continuité des régimes coloniaux : « *les Sionistes et leurs politiques violentes sont devenus la nouvelle ligne de front de l'impérialisme occidental et la dernière tranchée dans la bataille pour empêcher l'unité arabe* » (p. 8). Si cette tendance s'accentue lors de la Guerre Froide, durant laquelle les deux puissances cherchent à étendre

[1730] YAHNI, Sergio (dir.), *Globalisation… op. cit.*, 54 p.

[1731] Amin, Samir, « Imperialism and Globalisation », p. 10-26; Bichler, Shimshon, Nitzan Jonathan, « War Profits, Peace Dividends and the Israeli-Palestinian Conflict », p. 27-35; Samad, Ziad Abdel, « The challenges in the Arab World », p. 36-40; Ibrahim Nassar & Nassar, Majed, « Theses on Globalisation and the Palestinian Resistance », p. 41-47; Galand, Pierre (interview), « Globalisation and the Palestinian Struggle for Independence », p. 48-53.

leur aire d'influence au Proche-Orient, l'effondrement de l'URSS amorce l'ère d'un nouvel impérialisme dominé par les Etats-Unis, en créant « *les conditions nécessaires à l'expansion globale du grand commerce (big business), des marchés financiers en réseau et de la super exploitation* » (p. 8). Un nouveau discours hégémonique voit le jour : « *l'ère de la mondialisation était supposée être une ère de résolution de conflit, une ère de stabilisation des démocraties et une ère de néo-libéralisme comme idéologie sociale dominante* » (p. 8). Or les conflits se sont multipliés dans les années 1990. Et c'est en Palestine que « *les contradictions de la nouvelle ère étaient dévoilées, et où la guerre semblait toujours une question de temps* ». Les accords d'Oslo apparaissent emblématiques de la substitution temporaire de l'économie de guerre par une économie de paix susceptible d'apporter des dividendes économiques, mais les contradictions portées par ce processus ont éclaté avec la seconde Intifada : « *la Palestine et l'Orient arabe sont sur la frontière entre l'impérialisme et la nouvelle mondialisation. De l'impérialisme, la zone a hérité une colonisation directe et une présence militaire étrangère pour sauvegarder ses ressources naturelles. La mondialisation a apporté à la région l'implantation de politiques néolibérales et, par conséquence, une scandaleuse augmentation de la pauvreté couplée à un pseudo-« processus de paix ». Le soulèvement palestinien de septembre 2000 fut le moment où ces contradictions ont exposées – en parallèle de la crise de la nouvelle économie* ». La guerre contre le terrorisme lancée par les Etats-Unis et ses alliés, en premier chef Israël après les attentats du 11 septembre 2001, fut la réponse apportée aux nouvelles menaces : « *après le 11 septembre 2001, le monde fut 'palestinisé' et Bush est devenu un Sharon global* » (p. 9). De ce point de vue, la décennie 2000 confronte les luttes sociales à de nouveaux enjeux : « *il est essentiel de comprendre les changements pour organiser une résistance globale adaptée et victorieuse* » (p. 9).

L'article de Samir Amin est une synthèse théorique qui propose une réflexion sur les différentes phases de l'impérialisme occidental, depuis la première vague de colonisation (de l'Amérique Latine et de l'Amérique du Nord à partir de la fin du XVe siècle) jusqu'à la seconde vague à la fin XIXe siècle, et la troisième vague actuelle, encouragée par l'effondrement du bloc soviétique, qui a assis l'hégémonie américaine. Cette réflexion débouche sur une critique de la thèse selon laquelle le développement des marchés économiques capitalistes serait la pré-condition à l'apparition de régimes démocratiques (« la démocratie est la vraie condition du développement », p. 20). Il met en garde contre un risque de division croissante de la gauche entre un pôle qui accepterait la thèse de la convergence naturelle du capitalisme et de la démocratie, reprendrait les catégories néolibérales de divisions culturalistes et communautaristes des populations, et à ce titre seraient susceptibles d'être l'objet de toutes les manipulations, et un pôle critique qui s'appuierait sur des luttes populaires, ne dissociant pas les luttes identitaires des luttes sociales : « ces mouvements dont les demandes sont connectées avec un combat contre l'exploitation sociale et pour une plus grande démocratie dans tous les domaines sont progressistes. Au contraire, ceux qui se présentent comme n'ayant 'pas de programme social' (parce que c'est censé être secondaire !) et comme n'étant 'pas hostiles à la mondialisation' (parce que cela non plus n'est pas important !) – a fortiori, ceux qui se déclarent étrangers au concept de démocratie (accusée d'être une notion 'occidentale') – sont ouvertement réactionnaires et servent les fins du capital dominant à la perfection » (p. 25).

L'article de Shimshon Bichler et Jonathan Nitzan montre comment Israël est devenu un Etat néolibéral. Ils déconstruisent le discours dominant selon lequel la seconde intifada serait une illustration de la thèse du « choc des civilisations » d'Hungtington ; ils proposent d'aller au-delà d'une analyse de surface en termes de « politique étrangère » et d'aller plus en profondeur en termes de « changement fondamental dans la nature de l'accumulation capitaliste, la propriété et les conflits intra-capitalistes ». La thèse qu'ils défendent est que si les décennies 1970/1980 ont été dominées par une « Coalition de l'argent des armes et des pétrodollars » (*Weapondollar-Petrodollar Coalition*), pour qui les profits de la guerre représentaient une manne financière colossale, la décennie 2000 a été marquée par la montée en puissance d'une « Alliance des technodollars et des fusions » (Technodollar-Mergedollar Alliance), qui avait davantage intérêt à promouvoir une nouvelle rhétorique sur les « dividendes de la paix », l'investissement étranger et les marchés émergents. Dans ce contexte global, « Israël a opéré un volte-face dans les années 1990, d'un Etat de bien-être et de guerre à une réconciliation libérale et régionale, érigeant « l'alternative lucrative du néolibéralisme transnational » en solution de remplacement au bellicisme sioniste traditionnel. Israël est ainsi devenu de plus en plus dépendant des fluctuations des marchés financiers, abandonnant sa propre population à des inégalités sociales croissantes, et imaginant pouvoir résoudre le conflit avec les Palestiniens en achetant la paix. Les accords de Madrid-Oslo en sont l'illustration. Mais le déclenchement de la seconde Intifada en 2000 tend à reproduire le conflit entre capitalisme de guerre et capitalisme de paix. L'article est illustré par des courbes réalisées à partir de bases de données officielles.

Nassar I. et Majed Nassar proposent une réflexion qui cherche à articuler la résistance palestinienne avec le processus de mondialisation. On peut résumer par ces quatre paragraphes conclusifs : « *[5.1.] Parallèlement à la libéralisation des économies nationales, la mise en place de programmes d'ajustement structurels, et les injonctions de paix avec Israël comme 'renoncement politique' – toutes les contradictions internes au processus de mondialisation sont violemment concrétisées au Proche-orient. Ces réalisations incluent la montée de l'islam radical, l'irruption de conflits culturels et religieux, l'intervention de forces militaires impérialistes et le mécontentement populaire grandissant dans tous les pays arabes. [5.2.] La résistance héroïque des forces palestiniennes patriotes au projet impérial est au cœur de la résistance à ces processus. Cependant, les Palestiniens eux-mêmes se retrouvent tragiquement seuls pour affronter l'assassinat de leaders politiques, la démolition de maisons, la destruction de terres, et la destruction de l'infrastructure palestinienne. [5.3.] Les efforts pathétiques des leaders des pays arabes et des médiateurs européens montrent avec une ironie cinglante leur tentative pour faire accepter aux Palestiniens une implantation qui nie leur souveraineté et leur indépendance [5.4.] Le rôle du mouvement anti-mondialisation n'est pas de souhaiter le succès du combat palestinien, mais de partager ce combat et d'aider à sa victoire. C'est un devoir pour le mouvement anti-mondialisation dans le monde entier de brandir le drapeau des droits palestiniens, de la liberté et de l'indépendance. C'est une expression de fidélité et d'engagement pour une alternative à la mondialisation néolibérale* » (p. 46-47).

L'interview de Pierre Galand réalisée par un membre de NFW montre les questions et les doutes de l'équipe l'AIC au sujet du rapprochement entre leur lutte pour le droit des palestiniens et le mouvement altermondialiste. Quel rapport entre ONG et mouvement social ? Quel est l'impact du mouvement anti-globalisation sur la lutte palestinienne pour l'auto-détermination ? Peut-on imaginer une solution favorable aux Palestiniens qui ne passe pas par la création d'une entité souveraine, un Etat ? Vous parlez de protection du peuple palestinien en ne parlant que de lobbying en Europe, mais pas de protection pratique en Palestine ? Pierre Galand insiste sur le rôle primordial des politiques, mais la société civile doit intervenir s'ils ne font pas leur travail. D'où l'importance des missions d'observation de citoyens en Palestine : « chaque délégation a un devoir de témoigner, et ce témoignage deviendra partie intégrante du processus et cela aura un effet boule de neige ». Ainsi, une lettre a été publiée dans *Le Monde Diplomatique* par le *Grassroots International Protection for the Palestinian People* (GIPP) : « *après leur retour, ils vont parler avec des mouvements, des organisations, des bureaux, des ministres (certains sont fonctionnaires) […]. A travers leurs présentations, ils vont changer quelque chose dans la sphère de la communication et des médias […] Le groupe avec lequel je suis allé était une bonne expérimentation composée de lecteurs du Monde Diplomatique. Ce sont des personnes bien informées dès le départ […] maintenant, ils préparent leurs témoignages. Ces personnes représentent et sont en lien avec plus de 3000 groupes à travers le monde […] Donc avec un seul groupe on peut avoir un effet multiplicateur* » (p. 49-51).

Liste des abréviations

AATW	*Anarchists Against the Wall* (Anarchistes contre le Mur)
AIC	*Alternative Information Center* (Centre d'Information Alternatif) *[Jérusalem/Bethléem]*
AIRE	*Acción Informativa en Resistencia* (Action Informative en Résistance) *[Mexico]*
AFP	Agence France-Presse
AFPS	Association France-Palestine Solidarité
AGCS	Accord Général sur le Commerce des Services
ALC-UE	Amérique Latine, Caraïbes – Union européenne
ALER	*Asociacion Latinoamericana de Educacion Radiofonica* (Association Latinoaméricaine d'Education Radiophonique)
AMARC	Association Mondiale des Radiodiffuseurs Communautaires
AMI	Accord Multilatéral sur l'investissement
AP	Associated Press
APEC	Accord de Coopération Economique Asie-Pacifique
ATTAC	Association pour une Taxation des Transactions Financières et l'Aide aux Citoyens
APIA	Agencia de Prensa y de Informacion Alternativa (Agence de Presse et d'Information Alternative)
BBC	British Broadcasting Corporation
BM	Banque Mondiale
CCRI-CG	*Comite Clandestino Revolucionario Indigena – Comandancia General del EZLN* (Comité Clandestin Révolutionnaire Indigène – Commandant Général de l'EZLN)
CSPCL	Comité de Solidarité avec les Peuples du Chiapas en Lutte
CMP	*Chiapas Media Project* (Projet de Médias du Chiapas)
CML-DF	*Centro de Medios Libres del Distrito Federal* (Centre des Médias Libres du District Fédéral)
CQFD	*Ce Qu'il Faut Détruire*
CDHFBC	*Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé de las Casas* (Centre des Droits de l'Homme Fray Bartolomé de las Casas)
CSL-RFM	*Centro Social Libertario – Ricardo Florès Magon* (Centre Social Libertaire – Ricardo Florès Magon)
DF	*Distrito Federal (ville de México)*
ENAH	*Escuela Nacional de Antropología e Historía* (Ecole Nationale d'Anthropologie et d'Histoire)
EZLN	*Ejército Zapatista de Liberación Nacional* (Armée Zapatiste de Libération Nationale)
FEM	Forum Economique Mondial
FFYL	*Facultad de Filosofía y Letra* (Faculté de Philosophie et Lettres de l'UNAM)
FMI	Fonds Monétaire International
FSM	Forum Social Mondial
FDLP	Front Démocratique de Libération de la Palestine
FPLP	Front Populaire de Libération de la Palestine
FZLN	*Frente Zapatista de Liberacion Nacional* (Front Zapatiste de Libération Nationale)
G8	Groupe des huit [pays les plus riches de la planète]
ICIPP	*Israeli Council for Israeli-Palestinian Peace*
IMC	*Independent Media Center - Indymedia* (Centre de Médias Indépendants - Indymedia)

IMEMEC	*International Middle East Media Center* (Centre de Medias International du Proche-Orient)
INI	*Instituto Nacional Indigenista* (Institut National Indigéniste)
ISM	*International Solidarity Movement* (Mouvement de Solidarité Internationale)
JMCC	*Jerusalem Media and Communication Center* (Centre de Médias et de Communication de Jérusalem)
NOMIC	Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement économique
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
ONGI	Organisation Non-Gouvernementale Internationale
OPC-CLETA	*Organización político-cultural - Centro Libre de Experimentación Teatral e Artística* (Organisation Politico-culturelle – Centre Libre d'Expérimentation Théâtrale et Artistique)
PAN	*Partido de Acción Nacional* (Parti d'Action Nationale)
PFP	*Policia Federal Preventiva* (Police Fédérale Préventive)
PPP	Parti Populaire Palestinien
PRD	*Partido de la Revolución Democrática* (Parti de la Révolution Démocratique)
PRI	*Partido de la Revolución Institucional* (Parti de la Révolution institutionnelle)
PYALARA	*Palestinian Youth Association for Leadership and Rights Activation* (Association des Jeunes Palestiniens pour le Leadership et l'Activation des Droits)
RAC	Répertoire d'action collective
RICA	*Red Intercontinental de Comunicacion Alternativa* (Réseau Intercontinental de Communication Alternative)
RNZ	Réseau Néozapatiste
RAO	Réseau Anti-Occupation
SCT	*Secretaria de Comunicación y Transporte* (Ministère des Communications et des Transports)
SUN	*Servicio Universal de Noticias* (Service Universel d'Information)
UAM	*Universidad Autónoma de México* (Université Autonome de Mexico)
TPO	Territoires Palestiniens Occupés
SCLC	San Cristóbal de las Casas
SIPAZ	*Servicio Internacional Para la Paz* (Service International pour la Paix)
SNMAI	*Smithian National Museum of the American Indians* (Musée National Smithien des Indiens d'Amérique)
UE	Union européenne
UNAM	*Universidad National Autónoma de México* (Université Nationale Autonome de México)
WAFA	Agence Palestinienne d'Information

Plan détaillé de la thèse

INTRODUCTION GENERALE **1**

Préambule *2*

I/ LES RÉPERTOIRES MÉDIATIQUES DES MOBILISATIONS TRANSNATIONALES : DU FAIT SOCIAL À L'OBJET SOCIOLOGIQUE 8

Section 1. Répertoires médiatiques des mobilisations et médias alternatifs : la construction de l'objet d'étude *11*

A/ Les approches dominantes des « médias alternatifs » : enjeux de définition et enjeux de légitimation 13

Médias et communication. Déterminisme technologique et déterminisme social 17

Les médias alternatifs, un monde médiatique renversé ? 21

Les approches par critères de la « communication démocratique » 22

Alternatifs ? Radicaux ? Citoyens ? Les approches typologiques 24

From the margin to the mainstream. Les monographies historiques 26

Pour une approche relationnelle et dynamique 27

B/ Une définition sociologique des « médias des mouvements sociaux » 28

Des technologies sociales d'information et de communication 29

Des entrepreneurs de problèmes publics 32

Des agents politiques « dominés » relativement autonomes 34

Section 2. Les conditions sociales de performativité des discours dominés : la problématique *36*

A/ Une approche constructiviste de l'institutionnalisation des contre-univers symboliques 37

B/ Les conditions sociales de rupture avec l'ordre institutionnel 38

II/ LA CONSTRUCTION D'UNE COMPARAISON INTERNATIONALE ATYPIQUE 43

Section 1. L'objectivation de l'objet par « triangulation » : les méthodes d'enquête *48*

A/ Recherches préliminaires sur Internet 48

B/ Campagne d'entretiens 50

C/ Questionnaire 53

D/ Observation participante 54

E/ Un corpus « multimédia » 55

F/ Analyse quantitative et qualitative 56

Analyse quantitative 57

Analyse qualitative 57

G/ Construction d'une base de données 58

Section 2. Une approche constructiviste de la « mondialisation » : contextes et concepts *60*

A/ Agents et structures de la « mondialisation » : l'hypothèse de similarité des situations objectives. 62

Le Chiapas et la Palestine : des espaces « dominés » dans l'ordre international 62

La division internationale du travail de domination : développement versus dépendance 68

Une critique des approches « stato-centrées : les théories des relations transnationales 70

La naissance des « global studies » et leurs limites épistémologiques 71

B/ Néolibéralisme vs. altermondialisme : l'hypothèse de convergence des représentations subjectives. 73

Généalogie intellectuelle de la «mondialisation néolibérale » 73

Les paramètres théoriques de la sociologie critique du néolibéralisme 76

Genèse et essor politique de « l'altermondialisme » 79

C/ Une sociologie constructiviste de la « société transnationale » : synthèse théorique. 81

Un dépassement de la fausse opposition entre agents et structures : l'approche constructiviste de Wendt 82

Hétérogénéisation locale, homogénéisation globale : la synthèse programmatique d'Abram de Swann 83

Section 3. Troubles du langage sociologique et construction du cadre de comparaison *86*

A/ Distinguer les registres d'écriture dans la construction de la comparaison 86

Langage indigène versus langage scientifique ... 86
Comparaisons internationales de sens commun versus comparaison scientifique ... 89
Ecrire en situation de « guerre sémantique » ... 90
B/ Articuler les niveaux de comparaison dans le processus d'écriture ... 92
Ecriture réaliste versus écriture constructiviste ... 92
L'écriture en marge et en marche : l'importance des écrits intermédiaires ... 94
Juxtaposer ou incorporer ? L'élaboration du plan de travail ... 95

I^ERE PARTIE. L'INTERNATIONALISATION DU CAPITAL POLITIQUE DES RESEAUX MILITANTS. UNE COMPARAISON DES MOBILISATIONS NEOZAPATISTE ET ANTI-OCCUPATION ... 99

Introduction de la première partie ... 102

CHAPITRE 1. LA MONDIALISATION POLITIQUE PAR LE BAS. LE CAS DU NÉOZAPATISME DU MEXIQUE ... 115

Introduction du chapitre 1 ... 115
Section 1. Donner de la force aux idées : les stratégies politiques du néozapatisme mexicain ... 118
A/ Révolution, démocratie, autonomie : les adaptations du répertoire d'action et du cadre de mobilisation ... 118
Révolution : la formation de la guérilla chiapanèque dans la clandestinité (1983-1994) ... 119
Démocratie : du néozapatisme militaire au néozapatisme civil (1994-2001) ... 124
Autonomie : la construction d'une utopie communautaire (2001-2006) ... 129
La « non-violence armée » : note sur le répertoire d'action collective néozapatiste ... 130
B/ Les intellectuels et universitaires dans les luttes politique de classement du néozapatisme ... 133
Un classeur inclassable : la thèse de l'indéfinition du mouvement et ses bénéfices symboliques ... 133
Un duopole académique : la normativité des luttes entre post-matérialistes et marxistes ... 136
Section 2. Un joueur hors-jeu : l'accumulation de capital symbolique dans le champ politique national 141
A/ Structure des opportunités politiques et cycles de mobilisation ... 141
Une combinaison d'ouverture et de fermeture des opportunités politiques ... 142
L'autonomie, un effet de structure ? ... 143
B/ Construction et mobilisation du consensus ... 145
C/ Mouvements et contre-mouvements : les effets rétroactifs des recadrages tactiques ... 147
La conquête de l'opinion publique et la recherche d'alliés politiques ... 147
Le rôle des contre-mouvements ... 150
Une rédéfinition du consensus néozapatiste ... 152
Section 3. Une improvisation réglée : la construction d'un réseau philo-zapatiste transnational ... 155
A/ La force intrinsèque des idées néozapatistes : le modèle de la « solidarité globale » ... 156
B/ Dynamiques, volume et structure d'un réseau transnational de militants ... 160
C/ Un effet boomerang ? ... 169
D/ La rhétorique élastique de la « proximité à distance » ... 174
E/ Un réseau transnational structuré par des rapports de forces internes ... 176
F/ La force des routines organisationnelles dans la reproduction du militantisme transnational ... 180
Conclusion du chapitre 1 ... 182

CHAPITRE 2. FRAGMENTATION ET RECADRAGES DES MOBILISATIONS CONTRE L'OCCUPATION ISRAÉLIENNE DES TERRITOIRES PALESTINIENS ... 187

Introduction du chapitre 2 ... 187
Section 1. La « résistance civile » en Palestine : un militantisme sous tension ... 192
A/ Genèse du mouvement palestinien contre l'occupation dans les Territoires occupés (1967-1994) ... 198
Le contrôle des élites palestiniennes de Cisjordanie et de Gaza (1967-1974) ... 198
La naissance d'un mouvement palestinien contre l'occupation (1974-1981) ... 199
Le Comité contre la Poigne de Fer et l'ascension des Palestiniens de l'intérieur au sein de l'OLP (1981-1987) ... 202
L'Intifada, ou l'invention populaire d'un répertoire d'action non-violent (1987-1993) ... 203

B/ La marginalisation politique du mouvement anti-occupation dans la période d'Oslo 205
Faiblesse palestinienne, force de l'OLP-Tunis : les paradoxes du « processus de paix »..... 205
Le sentiment d'un triple échec : une situation sous tension dans les Territoires occupés..... 206
La « résistance civile » palestinienne, un militantisme non-violent dans un contexte violent..... 212
Les contradictions pratiques de la gauche palestinienne « altermondialiste »..... 214
Section 2. Grandeur et décadence du mouvement de la paix israélien 218
A/ L'invention d'un antisionisme de gauche : le cas de la transnationalisation de Matzpen 223
Prédispositions à l'internationalisme et construction d'une cause antisioniste en Israël (1962-1967)..... 227
Un confinement symbolique : le blocage de l'establishment sioniste et des médias israéliens (1967)..... 230
Une stratégie de transnationalisation « triangulaire » (1967-1972) 232
Israël au ban des nations : la rhétorique comparatiste comme stratégie politique 235
Les ruptures internes et la reconversion des Matzpenik (1972-1982) 238
B/ De Sabra et Chatila à l'*Intifada* : « l'âge d'or » du mouvement pacifiste israélien (1982-1993) ? 239
Les effets polarisateurs de la reconversion des Sionistes travaillistes au pacifisme (1977-1993) 240
Divisions et affaissement du mouvement de la paix israélien après Oslo (1993-2000)..... 244
C/ Le recadrage ambivalent autour des luttes contre la mondialisation néolibérale (2000-2006)..... 245
Les divisions internes du pôle radical du « Camp de la paix » israélien..... 246
La conversion à l'altermondialisme d'une organisation marxiste-léniniste : l'OAD..... 248
Des Israéliens anti-occupation au Forum Social Mondial : le Centre d'Information Alternatif 250
Marcos en Terre Sainte : le cas de Peula Amamit, branche israélienne de People Global Action..... 253
Section 3. Visions et divisions du « mouvement de solidarité internationale » en faveur des Palestiniens257
A/ Elément d'une « géoéconomie symbolique » du conflit israélo-palestinien sur la scène internationale 259
« L'opinion publique internationale » et le conflit israélo-palestinien : le cas des Etats-Unis 260
Une stratégie d'immunisation à la critique : la « diplomatie publique » des groupes pro-israéliens 263
B/ Structure et répertoires d'action du réseau de solidarité internationale durant la seconde Intifada..... 269
Des dissensions dans le réseau transnational de militants anti-occupation : l'exemple français 270
Une nouvelle structure internationale d'opportunités politiques : les manifestations anti-guerre (2003)..... 273
L'intériorisation de la diplomatie publique israélienne chez une fraction des militants « pacifistes » 276
Articulation de cadres ou dissonance ? Luttes anti-capitalistes vs. luttes anti-occupation 277
Les principes de vision et de division du réseau transnational anti-occupation..... 279
Conclusion du chapitre 2..... 282
Conclusion de la première partie. 287

IIEME PARTIE. LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL DE MEDIATISATION : LE REPERTOIRE MEDIATIQUE DES RESEAUX MILITANTS TRANSNATIONAUX 293

Introduction de la deuxième partie..... 294
CHAPITRE 3. LES MAILLONS FAIBLES DE « L'HÉGÉMONIE MÉDIATIQUE » : ACCÈS AUX MÉDIAS ET LUTTES DE CADRAGE DES MOUVEMENTS SOCIAUX 307
Introduction du chapitre 3..... 307
Section 1 – Une baisse de la valeur d'information : les stratégies de communication du néozapatisme.. 316
A/ Le « crépuscule de Marcos » : une diminution tendancielle de l'attrait médiatique de l'EZLN 320
L'EZLN dans la presse mexicaine..... 321
L'EZLN dans la presse étrangère et les agences internationales 323
Une forte baisse de la couverture médiatique entre 1994 et 2006 326
B/ Quand les journalistes courent après les insurgés : « l'âge de grâce » médiatique de l'EZLN (1994-1996)..... 328
Opportunités et contraintes dans les luttes pour l'accès aux médias (janvier-février 1994) 330
Le maintien d'un cadre interprétatif favorable au mouvement (février-septembre 1994) 335
L'ennemi démasqué : la contre-offensive des autorités mexicaines (février 1995)..... 340
C/ La construction d'un problème public : la politisation de la critique des médias..... 343
« Médias officiels » versus « médias honnêtes » : principes de vision et de division de l'univers médiatique . 345
La politisation de la question du « droit à l'information »..... 348

Section 2. Un désaisissement des opportunités médiatiques : les stratégies des militants anti-occupation *353*
A/ La construction de la couverture médiatique du conflit israélo-palestinien comme problème public..... 353
Who is chasing whom ? Les rapports de forces entre les médias d'information et les protagonistes..... 354
Des cadrages contradictoires du conflit..... 358
Une couverture médiatique du conflit elle-même controversée 362
B/ Fermeture et ouverture de la structure des opportunités médiatiques entre Oslo et la seconde *Intifada* 370
Les luttes de cadrage dans les arènes médiatiques israéliennes : le cas du Jerusalem Post 374
Les luttes de cadrage dans des arènes médiatiques internationales : presse étrangère et agences d'information380
L'ambivalence de l'ouverture des opportunités médiatiques durant la seconde Intifada (2000-2006)..... 389
Résistance dans les médias et résistance pour les médias..... 392
Conclusion du chapitre 3..... *397*
CHAPITRE 4. COMMUNIQUER POUR LA PLANÈTE : LA CONSTRUCTION DE RÉSEAUX TRANSNATIONAUX DE MÉDIAS ALTERNATIFS 399
Introduction du chapitre 4..... *399*
Section 1. Un rôle de compensation symbolique. La construction du réseau médiatique néozapatiste *402*
A/ Les répertoires d'action télématiques du néozapatisme : mythes et réalités d'une « guérilla informationnelle»402
Les débats entre « technophiles » et « technophobes » : un indicateur d'enjeux politiques spécifiques..... 403
La polarisation entre les agents « intégrés » et segmentés » : un indicateur de rapports de forces internes 404
Les répertoires d'action télématiques comme ressource militante distinctive..... 405
Des « marginaux-sécants » : la construction du médiactivisme comme un rôle militant spécialisé 407
La trajectoire d'un « disséminateur d'information » pour le réseau néozapatiste..... 409
Genèse du « Réseau Intercontinental de Communication Alternative »..... 412
B/ De la courroie de transmission au média autogéré : le réseau de communication interne..... 418
Journaux clandestins, média épistolaire et revues intellectuelles 419
De la radio militaire clandestine à la radio civile autogérée..... 421
La réappropriation de moyens de représentation visuelle du mouvement..... 423
Le rôle compensateur des médias alternatifs philo-zapatistes : quelques indicateurs..... 432
Section 2. Un rôle de correction symbolique : la « contre-information » sur la seconde Intifada..... *437*
A/ Un non-problème ? La question de « l'autonomisation » des médias de la résistance civile palestinienne..... 437
Les médias palestiniens entre absence et déni..... 438
La presse palestinienne, une presse mobilisée..... 439
L'émergence d'une presse indépendante comme alternative aux médias officiels..... 448
B/ Un sous-champ spécialisé du militantisme : les médias du mouvement pacifiste israélien 455
Une critique des médias principalement « anti-hégémonique » 457
« Une source unique pour des événements qui ne sont pas mentionnés dans la presse dominante »..... 458
« Combattre le phénomène de déni qui prévaut dans le public israélien » 461
« Alternative au consensus politique dominant » et « contrôle total sur le contenu éditorial » 464
Des entrepreneurs de cadrages alternatifs du conflit: le cas de l'AIC 466
L'importation du médiactivisme altermondialiste dans la branche israélienne d'Indymedia 470
Un rôle également compensateur : l'Intifada, saison 2 (2003-2006)..... 472
Conclusion du chapitre 4..... *477*
Conclusion de la deuxième partie..... *480*
IIIEME PARTIE. UN MONDE MEDIATIQUE RENVERSE ? INSTITUTIONNALISATION DES MEDIAS ALTERNATIFS ET PRODUCTION DES IDEOLOGIES DOMINEES 484
Introduction de la troisième partie..... *485*
CHAPITRE 5. LA CONSTRUCTION D'UNE LÉGITIMITÉ PAR AUTONOMISATION FONCTIONNELLE : LES LOGIQUES D'OUTSIDERS DES MÉDIAS « RADICAUX » 499
Introduction du chapitre 5..... *499*
Section 1. Les dynamiques de la spécialisation militante..... *500*

A/ Genèse et étapes de construction du réseau des médias libres mexicains (1999-2006) 501
Un microcosme structuré : morphologie du réseau et propriétés des acteurs 501
« ¡¿KeHuelga?! » : une genèse par réaction 508
L'enjeu de la relance du projet après l'épisode protestataire initial..... 510
De la réaction à l'anticipation : Radio Zapote, la « seconde radio libre » 513
Du collectif à l'assemblée permanente : le cas du CML-DF 520
La fonctionnalisation des réseaux : la consécration des médias libres par le néozapatisme 524
B/ Du coureur solitaire au repositionnement concurrentiel: le cas du Centre d'Information Alternatif..... 527
Un nouvel acteur dans l'espace militant : naissance et professionnalisation de l'AIC 527
Les bénéfices symboliques de la répression : le procès de l'AIC (1987-1991) 533
Les coûts financiers de la dissidence : la crise d'Oslo (1993-2000)..... 534
Faire face à la concurrence : une stratégie d'absorption..... 536
Section 2. La fonction stabilisatrice des espaces d'autonomie relative..... 541
A/ Des cliques aux équipes de représentation : le cas des médias libres au Mexique..... 544
Les enjeux politiques de l'aménagement des espaces 544
L'institution de règles et de principes..... 546
« Un certain goût pour le travail mal payé mais gratifiant » : une rhétorique du désintéressement..... 551
Des publications sans public ? Les rétributions symboliques de la médiatisation..... 557
B/ Une trajectoire de professionnalisation..... 564
L'information, une « partie intégrante » de la lutte 564
Un « espace politique commun » : principes et fonctionnement de l'AIC 567
La professionnalisation du travail selon les compétences politiques et culturelles des acteurs 571
Gestion et gestionnaires des contradictions..... 577
Section 3. Consécration et mise en échec du travail de contre-médiatisation..... 582
A/ Une dynamique « vertueuse » : les stratégies médiatiques altermondialistes dans le contre-forum de Cancún. 582
Un événement analyseur : la « Bataille de Cancún » contre l'OMC (septembre 2003)..... 582
Parasitage des médias de masse et constitution d'un réseau médiatique propre..... 583
L'engagement distancié des journalistes alternatifs dans le mouvement social..... 587
Les structures spatiales et temporelles de la production d'information alternative 589
B/ Une dynamique centrifuge : la greffe manquée d'*Indymedia Palestine*..... 594
« Une organisation ouverte et transparente » : la définition initiale du projet 594
« L'âge d'or » d'Indymedia Palestine lors de l'opération « Bouclier Défensif » (avril 2002)..... 597
« Les conflits internes ont commencé : qui allait contrôler le mouvement ? »..... 599
« A aucun moment les internationaux ne sont pas intervenus » : les luttes de légimité entre acteurs..... 602
« Nous avons une particularité politique : nous sommes en résistance » 603
« Le comportement de certains acteurs renforce des divisions internes » : le point de vue de l'AIC..... 604
Conclusion du chapitre 5..... 607
CHAPITRE 6. RESSOURCES ET CONTRAINTES DE L'INTÉGRATION INSTITUTIONNELLE : LES LOGIQUES DE *CHALLENGERS* DES MÉDIAS « CITOYENS » 608
Introduction du chapitre 6..... 608
Section 1. La bataille des radios communautaires au Mexique (1999-2006)..... 611
A/ La coupure entre médias communautaires et médias libres..... 612
« Produire un mouvement social dans le domaine de la communication » 612
« Ce que l'on obtient dans le cadre de la loi bénéficie à tout le monde »..... 614
B/ Une position d'entre-deux : la distinction entre médias communautaires et médias indigènes..... 616
Les médias indigènes de l'indigénisme au néo-indigénisme (1948-1996) 616
La construction d'un « front citoyen » pour la démocratisation des médias..... 619
La lutte contre la « loi Televisa » (2005-2006) 623
C/ Une « ennemie de l'Etat » : la mobilisation des ressources transnationales..... 625
Une professionnelle des médias communautaires 625
Une « agression verbale » 626

Section 2. Donner la voix aux sans-voix… ou la paix à l'establishment ? Les médias communautaires en Israël/Palestine après Oslo *629*
A/ L'enjeu politico-juridique des médias communautaires dans le système médiatique israélien 629
« Israélisation » et « palestinisation » du « secteur arabe » 629
Des médias « pour les Arabes » aux médias « par les Arabes » : fragmentation de l'espace public ou « multiculturalisme » ? 630
B/ Les médias communautaires dans les Territoires occupés et « l'ONGisation » de la société palestinienne 633
L'ONGisation comme reconfiguration des rapports de force entre société civile et société politique 633
« Si tu veux avoir une ligne radicale, il n'y a pas grand monde qui va te soutenir » 635
Conclusion du chapitre 6 ..... *638*

CONCLUSION GENERALE **640**

ANNEXES **648**

BIBLIOGRAPHIE 651
Classement alphabétique *652*
Classement thématique *678*
Mondialisation (relations internationales, transnationalisation, politique comparée) 679
Mouvements sociaux (réseaux militants, action collective, engagement, politique contestataire) 681
Médias (communication, journalisme, espace public) 684
Médias alternatifs (communication des mouvements sociaux, presse radicale, médias citoyens) 687
Réseau anti-occupation (Israël, Palestine, conflit israélo-palestinien, Proche et Moyen-orient) 692
Réseau néozapatiste (Mexique, Chiapas, conflit chiapanèque, Amériques) 697
Sciences sociales : généralités (science politique, sociologie, philosophie, histoire, économie…) 700
Epistémologie des sciences sociales, méthodologie de recherche 704
CORPUS 706
Classement alphabétique *707*
Classement par supports *731*
Documents imprimés 731
Monographies 731
Périodiques 734
Rapports, mémoires 748
Bandes dessinées 749
Iconographie 749
Divers 750
Documents électroniques 750
Web 750
Video 755
Audio 759
MÉTHODOLOGIE 761
Recherches préliminaires *761*
Du Chiapas à la Palestine : éléments d'auto-analyse 761
Une première approche du réseau militant : recherches sur Internet 763
Traductions et retranscriptions *765*
Entretiens *765*
Tableau récapitulatif des entretiens 765
Entretiens « Réseaux militants et organisations de médias » 768
Grille des entretiens en anglais, espagnol et français 768
Questions des entretiens en anglais 773
Entretiens « Propriétés sociales et trajectoires biographiques » 777
Grille des entretiens en anglais, espagnol et français 777
Questions des entretiens en français 778

Questions des entretiens en anglais 780
Questionnaire *782*
Questionnaire en espagnol 782
Résultats 785
Observation participante *790*
Récapitulatif des documents ethnographiques 790
Base de données *791*
Synthèses documentaires *793*
Synthèses théoriques et historiques 793
Les conditions de production des communiqués de l'EZLN selon Marcos 793
La construction du mouvement nationaliste palestinien dans l'exil (1948-1974) 794
Comment la cause palestinienne devient une cause altermondialiste 797
LISTE DES ABRÉVIATIONS 800
PLAN DÉTAILLÉ DE LA THÈSE 802

DISCIPLINE : Science politique

RESUME :
Cette étude compare les stratégies déployées par deux réseaux militants de solidarité internationale pour diffuser publiquement leurs causes politiques, dans une conjoncture marquée par l'essor du cadre de mobilisation altermondialiste (1994-2006) : le mouvement néozapatiste (Chiapas, Mexique) et le mouvement anti-occupation (Israël-Palestine). Comment expliquer que des conflits politiques si différents – la révolte des Indiens du Chiapas et les luttes contre l'occupation israélienne des Territoires palestiniens – puissent être considérés, dans certaines arènes politiques et médiatiques, dans les termes semblables de la lutte contre la « mondialisation néolibérale » ? Comment expliquer, parallèlement, que la lutte néozapatiste soit plus facilement érigée en emblème de l'altermondialisme que la lutte anti-occupation ? Optant pour une démarche constructiviste visant à rendre compte au plus près des logiques pratiques de la circulation internationale de l'altermondialisme et de ses acteurs, l'enquête s'intéresse spécifiquement au rôle des médias des mouvements sociaux dans ce processus. Elle défend la thèse que cette convergence partielle des cadres de mobilisation collective est le produit d'une série de choix tactiques et de contraintes intériorisées favorisant la production de discours contestataires relativement indépendants de leurs conditions sociales de production. Pour comprendre les conditions donnant ou non un pouvoir « performatif » à ces discours critiques sur la mondialisation néolibérale, l'enquête de terrain repose sur 76 entretiens semi-directifs auprès de militants et de journalistes, des observations menées dans des centres de « médias alternatifs », et un travail sur archives. La comparaison des répertoires médiatiques des deux réseaux met à jour la spécialisation progressive de militants dans le travail de médiatisation alternative. Le travail s'intéresse dans un premier temps aux processus d'internationalisation du capital politique des mouvements (partie I). Il met ensuite en évidence l'existence d'une corrélation négative entre l'évolution de leur couverture médiatique dans la presse conventionnelle et l'investissement de militants dans des réseaux de « médias alternatifs », qui fonctionnent selon les cas comme des espaces de compensation ou de correction symboliques (partie II). Enfin, il analyse les conditions concrètes de production, de diffusion et d'institutionnalisation du militantisme de l'information dans chacun des deux réseaux (partie III).

The Media Repertoires of Alterglobalization Mobilizations (Mexico-Chiapas, Israel/Palestine, 1994-2006). Contribution to an Analysis of the Transnational Society

Abstract :
This thesis compares the strategies deployed by two international solidarity networks – the neo-Zapatista movement, based in Chiapas, Mexico, and the Israel/Palestine anti-occupation movement – to publicly communicate the political causes they espouse in an activist context dominated by the development of global justice frameworks (1994-2006). It seeks to explain how two such politically dissimilar struggles – the rebellion of the indigenous people of Chiapas, the resistance against Israel's occupation of the Palestinian territories – might have come to be considered, in some political and media arenas, in similar terms to those used to characterise the opposition to "neo-liberal globalisation"; it sets out also to explain how the neo-Zapatista struggle might have come to be more naturally framed as a symbol of the global justice movement rather than as one of resistance to occupation. This study adopts a constructivist approach, closely exploring the practical dynamics of the international circulation of global justice ideas and actors, and is particularly concerned with the role played by activist media in this process. It argues that the partial convergence of collective action frameworks is the result of a series of tactical choices and internalised constraints, which have together favoured the development of discourses of struggle which are relatively independent of their social contexts of production. In order to understand the conditions which have enabled the conferment of a 'performative' power on discourses critical of neoliberal globalisation, I undertook fieldwork comprising 76 semi-directive interviews with activists and journalists, a series of observations in "alternative media" centres, and archival work. The comparison of the media repertoires of each network enables the identification of the progressive specialisation of activists in the work of alternative mediatisation. Part I of the thesis focuses on the processes of internationalisation of movement political capital. Part II highlights the existence of a negative correlation between the development of conventional media coverage and activist investment in "alternative media" networks, which may function as spaces of compensation or of symbolic correction. Finally, Part III analyses the material conditions of production, diffusion and institutionalisation of media activism in each of the two networks.

Mots-clefs

Comparaison internationale	Construction médiatique des	Institutionnalisation
Mobilisations transnationales	problèmes publics	Conflit israélo-palestinien
Néolibéralisme/altermondialisme	Médias des mouvements sociaux	Mexique-Chiapas

LABORATOIRE : CRAPE (UMP 6051) Centre de recherches sur l'action politique en Europe, CNRS / Université de Rennes 1 / Institut d'Etudes Politiques de Rennes